







Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010063441

TA 26640







**La Maison du Grand-Saint-Bernard**  
des origines aux temps actuels





Chanoine Lucien Quaglia

La Maison  
du  
Grand-Saint-Bernard  
des origines aux temps actuels

Conclusions du Révérendissime prévôt Angelin Lovey

1972  
Imprimerie Pillet Martigny / Suisse

TA 26.640



72/3856

## Préface

*La chaîne des Alpes, tendue comme un arc immense du golfe de Gênes à celui de Trieste, n'a jamais constitué une barrière infranchissable entre les peuples. Dès la plus haute antiquité, les hommes l'ont traversée. Lorsque les Romains furent maîtres des Alpes, ils construisirent des routes à travers les cols les plus fréquentés et établirent des relais pour la sécurité et la commodité des voyageurs. Sur la qualité des personnes qui franchissaient ces cols rien ne renseigne mieux que les nombreux ex-voto romains conservés à l'hospice du Saint-Bernard : c'était des légions envoyées à la conquête des peuples du nord ou à la garde des frontières de l'empire, des magistrats qui allaient prendre possession de leurs fonctions dans les différentes provinces et des marchands que les difficultés de la montagne ne décourageaient pas dans la poursuite du gain.*

*Après que l'empire romain se fut effondré, le Moyen Age continua à user des voies ouvertes dans les Alpes. Sous l'influence profonde de l'Eglise, ces voies revêtent un aspect nouveau, moins en elles-mêmes que dans les institutions qui en garantissent la sécurité. Au lieu de relais officiels, s'élèvent des hospices où religieux et laïcs se font un honneur d'héberger le Christ sous les dehors des pauvres et des voyageurs de toute condition. En face des temples païens, où la piété utilitaire des Romains se manifestait par des offrandes et des ex-voto, surgissent des églises dans lesquelles des communautés de moines et de clercs s'adonnent à la louange divine en même temps qu'au service des voyageurs. Sur ces routes, comme au temps des Romains, soldats, hommes d'Etat et marchands sont en perpétuel mouvement ; mais une nouvelle sorte de voyageurs fait son apparition : les pèlerins. De toutes les directions, laïcs et clercs innombrables escaladent les Alpes et se rendent à Rome pour vénérer les tombeaux des saints apôtres Pierre et Paul. Puis ils regagnent leur patrie par étapes, de bourgade en bourgade, d'hospice en hospice.*

*Les hospices sont multitude, surtout dans les Alpes. A chaque passage un peu fréquenté, il y en a un au pied du col ou au sommet, souvent aux deux endroits. Celui du Grand-Saint-Bernard est connu dans le monde*

entier. C'est qu'il possède, dans les Alpes occidentales, une orientation qui lui est propre, permettant de les franchir en diagonale du sud-est au nord-ouest, de sorte qu'il est utilisable du nord au sud et de l'est à l'ouest, et vice versa. Il se trouve presque au milieu d'une ligne idéale reliant Rome, Paris et Londres et met l'Italie en relation avec la France, les pays rhénans et l'Angleterre, régions les plus riches et les plus prospères. La nécessité du passage et ses difficultés font que, très tôt, il est doté d'un hospice important, qui devient un pôle d'attraction pour les instituts similaires. Au cours des siècles, plusieurs hospices lui sont unis, dont deux situés sur les hauts passages du Petit-Saint-Bernard et du Simplon. L'hospice du Mont-Cenis lui fut offert par Napoléon I<sup>er</sup>, qui semblait vouloir confier au Grand-Saint-Bernard le monopole de l'hospitalité dans les hautes Alpes de son empire.

L'hospice du Grand-Saint-Bernard est d'une importance plus constante que ses deux satellites, qui ont aussi leur période de grande circulation. Le Petit-Saint-Bernard connut une telle période au temps de la conquête de la Gaule ; l'orientation de la ville d'Aoste, les travaux d'art des Romains le long de la route de cette cité au Petit-Saint-Bernard en sont des indices ; la direction de cette voie vers Lyon, alors capitale de la Gaule, en est la raison. La conquête romaine achevée, le Grand-Saint-Bernard, qui conduit plus directement au centre de la Gaule, prend le pas sur le Petit-Saint-Bernard, en dépit de son altitude plus élevée et de sa voie ardue. De cette voie romaine, carrossable dès le temps de Claude probablement, il reste plusieurs tronçons taillés dans le roc ; sur l'Italie, au Plan-de-Jupiter (largeur 3 m. 70), et sur la Suisse, au-dessus du Grand-Poyet, au-dessus du refuge des Tronchets et à l'est du même refuge. Dans ces trois derniers tronçons, le centre de la voie est taillé en escaliers larges de 60 cm. environ, tandis que les bords forment une surface continue. Au-dessous de l'hospice, la voie est construite en chaussée surélevée, pavée au milieu de pierres dressées et, dans les bords, de larges dalles posées de champ. La largeur de la voie est de 2 m. environ. Les deux techniques ont été conçues pour assurer la marche des bêtes de trait et faciliter le roulement des chars.

Durant le Moyen Age, le Petit-Saint-Bernard devient un passage d'importance locale, à l'intérieur de la Savoie. On en peut voir un signe caractéristique dans le fait que les bénéfices constituant la dotation de cet hospice se situent tous dans sa proximité, tandis que ceux du Grand-Saint-Bernard se répartissent sur un large rayon. Sous l'empire romain, la voie du Simplon existe déjà, mais sans connaître la grande circulation. Cela change vers la fin du Moyen Age quand se développe le commerce de Milan à travers le Valais. Le Grand-Saint-Bernard perd alors du terrain pour le transit des marchandises tout en maintenant sa supériorité pour celui des voyageurs.

Dans les temps modernes, les chemins de fer et les tunnels révolutionnent tout le système des communications à travers les Alpes. Ils ne sup-

priment pas la circulation par les cols des Alpes, mais lui ôtent d'un coup la grande partie de son importance. Malgré cela, les routes de montagne s'améliorent, aux vieux chemins succèdent des routes spacieuses très fréquentées par les véhicules à moteur durant la bonne saison et par des foules de touristes. Quelques diplomates ou agents d'affaires les utilisent quand la fièvre de la vitesse ne les bouscule pas trop. Il s'y fait aussi des échanges commerciaux à court rayon. Mais le nationalisme étroit des Etats modernes établit trop souvent entre les peuples une barrière qui sépare plus que les Alpes et qui rend désertes des routes établies, selon toutes les règles de la technique, dans l'espoir qu'elles uniraient pacifiquement les hommes.

A ce monde nouveau de diplomates, d'hommes d'affaires, de touristes, il faut des instituts nouveaux. Des restaurants ou des hôtels se sont dressés en face des vieux hospices. Souvent ils les ont supplantés. A la charité a succédé le négoce ; à l'hospitalisation des pèlerins, l'art de tirer profit des clients et à la silhouette d'un moine, la casquette d'un portier d'hôtel. Les religieux qui desservaient ces instituts s'en sont allés et la louange divine s'est tue sur les sommets.

Pas totalement cependant. Il y a une exception magnifique, l'hospice du Grand-Saint-Bernard. Il conserve des religieux, la louange publique de Dieu, les portes ouvertes à tous, l'hospitalité pour tous, en hiver, et pour les pauvres, toujours. Il reste comme un témoin des glorieuses traditions, objet de scandale pour les gens d'argent, mais d'admiration pour les personnes éprises d'idéal. Les pierres taillées du temple païen, enfouies dans les fondations de l'hospice, sont un éloquent raccourci de l'histoire du Mont-Joux ; le temple démolí d'un Jupiter définitivement démodé a l'honneur de servir à la construction d'une maison de la charité chrétienne. C'est de cette maison que les pages suivantes essaient de retracer l'histoire.

Mais auparavant, nous devons nous acquitter d'un devoir de reconnaissance envers les personnes qui nous ont secondé : M. A. Donnet, archiviste cantonal du Valais, pour ses excellents conseils et sa laborieuse collaboration ; ses collaborateurs MM. G. Ghika et A. Favre dont nous ne pouvons oublier la complaisance ; Mgr Boson, chanoine de Saint-Ours (Aoste), qui s'est fait un plaisir de nous communiquer nombre de documents importants concernant le Saint-Bernard. Merci encore à nos confrères. Tous nous ont aidé dans ce travail par l'intérêt qu'ils lui ont témoigné et ceux à qui nous avons demandé des services onéreux s'y sont prêtés de bonne grâce, comme à un acte de piété envers leur famille du Grand-Saint-Bernard.





## Bibliographie

### *Archives consultées*

Il est utile de donner ici quelques renseignements sur les archives du Grand-Saint-Bernard et autres dont la consultation est nécessaire à l'histoire de cette maison.

Les archives du Saint-Bernard ont généralement suivi la résidence des prévôts. Commencées à l'hospice, semble-t-il, elles se développent à Meillerie dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, puis à Aoste dans le courant du XVII<sup>e</sup>. Lorsque, en 1752, les religieux valaisans obtinrent la séparation d'avec les valdôtains, ceux-ci furent sécularisés et les biens du Saint-Bernard situés dans les Etats sardes, attribués en grande partie, archives comprises, à l'Ordre mauricien. La plupart de ces archives furent transportées à Turin. Elles se trouvent maintenant à l'Ospedale Mauriziano Umberto I<sup>o</sup> sous la cote *Prevostura e Casa de Santi Nicolao e Bernardo d'Aosta*. Le seul inventaire des titres remplit neuf in-folio. Une copie partielle de cet inventaire se trouve aux archives de l'hospice du Saint-Bernard. C'est un fort cahier intitulé *Copie de l'inventaire des titres concernant le Saint-Bernard existant aux archives de la S. Religion à Turin*. Une petite partie de ces archives est restée à Aoste dans l'Hôpital mauricien du lieu. Tous les titres concernant le Saint-Bernard conservés dans ces deux hôpitaux et antérieurs à 1300 ont été publiés dans la *Bibliotheca della Società Storica subalpina*, vol. XVII *Miscellanea Valdostana*; ceux de Turin par Silvio Pivano, pp. 59 à 238, et ceux d'Aoste par Giuseppe Battaglini, pp. 241 à 290.

Un lot important de pièces d'archive était cependant resté à l'hospice du Grand-Saint-Bernard : les archives des claustraux, les titres concernant les bénéfices situés au nord des Alpes et autres. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Ordre mauricien restitua au Saint-Bernard les titres d'intérêt général comme bulles, diplômes de souverains, etc ; de sorte que les archives de l'hospice sont actuellement les plus intéressantes pour l'histoire de cette maison. Elles contiennent une collection de documents ayant trait à l'histoire générale du Saint-Bernard placés, selon l'ordre chronologique, dans des classeurs. Les documents relatifs aux paroisses, à d'autres dépendances ou à des sujets spéciaux se trouvent en liasses portant l'indication de leur contenu. Chaque maison dépendant du Saint-Bernard a aussi ses archives plus ou moins riches où l'on trouve parfois des renseignements d'intérêt général. Signalons en particulier que les archives du prieuré d'Hornchurch (cinq cents titres) (Essex, Angleterre) ont passé dans celles de l'université d'Oxford (cf. *Revue d'histoire suisse*, 1950, pp. 263 et 264).

Outre les archives de la maison, il en existe d'autres indispensables à l'histoire du Saint-Bernard. Ce sont celles des dignitaires ecclésiastiques et des Etats avec lesquels le Saint-Bernard fut en constantes relations, soit les archives des évêchés de Sion, d'Aoste, de Lausanne et de Genève, des nonciatures de Lucerne et de Turin et du Saint-Siège, pour ce qui regarde la hiérarchie ecclésiastique ; les archives de l'Etat du Valais et de la maison de Savoie, pour ce qui concerne les relations avec les souverains laïcs. Voici quelques indications sur ces archives. Les archives de l'évêché de Sion, sous la cote *S. Bernardi Montis Iovis*, contiennent une pièce de 1420, quelques pièces de 1543 à 1553 et d'autres, plus nombreuses, depuis 1759. Nous avons utilisé les archives du chapitre de Sion, à Valère, surtout d'après Gremaud ; comme aussi celles de l'évêché et du chapitre d'Aoste,

d'après l'*Histoire de l'Eglise d'Aoste* de Mgr J.-A. Duc. Les archives secrètes du Vatican (*Archivio segreto vaticano*) possèdent quatre paquets de documents provenant de la nonciature de Lucerne, relatifs au Saint-Bernard, classés sous la cote : *Nonciatura Lucerna*, vol. 42 à 45, et une multitude de pièces éparses.

Dans les Archives cantonales du Valais, on trouve surtout un carton coté 104 SB, qui contient environ deux cents titres de 1421 à 1861, deux thèques de titres émanant du Département de l'intérieur et plusieurs copies d'Anne-Joseph de Rivaz.

Les archives d'Etat de Turin (*Archivio di Stato*) contiennent une riche documentation sur le Saint-Bernard, ce qui se comprend vu les incessantes relations entre la maison de Savoie et le Saint-Bernard. Ces archives comprennent une première section (*Sezione prima*), où se trouvent huit paquets de documents cotés *Abbazia Gran San Bernardo*, et des Sections réunies (*Sezioni riunite* 2, 3 et 4), où les titres concernant le Saint-Bernard sont épars sous diverses cotes.

Ces brèves indications permettront au lecteur de se retrouver dans les nombreuses références à ces archives et serviront de jalons au chercheur qui s'intéresse à l'histoire du Saint-Bernard.

### Abréviations

AES	<i>Archives de l'évêché de Sion.</i> Les titres concernant le Saint-Bernard se trouvent sous la cote <i>S. Bernardi Montis Iovis</i> .
AGSB	<i>Archives du Grand-Saint-Bernard</i> conservées à l'hospice. Elles comprennent une grande collection relative à l'histoire générale que nous citons simplement AGBS, les documents étant disposés, par ordre chronologique, dans des classeurs. Les collections spéciales en liasses sont citées AGBS avec mention de la rubrique de la liasse.
AHS	<i>Archives héraldiques suisses</i> publiées par la Société suisse d'héraldique depuis 1887.
Ann. Val.	<i>Annales Valaisannes</i> , publiées par la Société d'histoire du Valais romand, depuis 1916.
AOM	<i>Archives de l'Ordre mauricien.</i> Elles se trouvent à Turin, <i>Ospedale Mauriziano Umberto I<sup>o</sup></i> , sous la cote <i>Prevostura e Casa de Santi Nicolao e Bernardo da Aosta</i> . Les pièces sont dans des classeurs.
AST	<i>Archivio di Stato</i> , Turin. <i>Sezione prima. Abbazia Gran San Bernardo</i> . Huit paquets de documents.
Ast. Sez. r.	<i>Sezioni riunite</i> (2, 3 et 4). Titres dispersés.
ASV Nonc. Luc.	<i>Archivio Segreto Vaticano</i> . Actes provenant de la nonciature de Lucerne. Paquets 42-45.
AV	<i>Archives cantonales du Valais, Sion.</i>
AV Abs.	<i>Landrats-Abschiede</i> .
AV Dép. int. SB	Deux thèques de documents émanant du Département de l'intérieur et concernant le Saint-Bernard.
AV 104 SB	Carton contenant deux cents pièces relatives au Saint-Bernard.
CCRR	Chanoines réguliers.
Gr.	J. Gremaud, <i>Documents relatifs à l'histoire du Vallais</i> . Huit volumes dans MDR que nous citons dans l'ordre suivant :

I	MDR	XXIX	1875
II	"	XXX	1876
III	"	XXXI	1878
IV	"	XXXII	1880
V	"	XXXIII	1884
VI	"	XXXVII	1893
VII	"	XXXVIII	1894
VIII	"	XXXIX	1899

- Gr. Chart. séd. J. Gremaud, *Chartes sédunoises* dans MDR, t. XVIII, 1863, pp. 333-459.
- HPM *Historiae Patriae monumenta.*
- Inv. OM Copie de l'inventaire des titres concernant le Saint-Bernard existant aux archives de la S. Religion à Turin. C'est une copie de l'inventaire en neuf in-folio de l'AOM. Un cahier de grand format, AGSB.
- MDR *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande depuis 1838.*
- MV *Miscellanea valdostana.* Volume XVII de la *Biblioteca della società storica subalpina.* Pinerolo, 1903.
- RHES *Revue d'histoire ecclésiastique suisse.*
- RHS *Revue d'histoire suisse.*
- Vall. *Vallesia. Bulletin annuel de la Bibliothèque et des Archives cantonales du Valais, des Musées de Valère et de la Majorie, paraissant depuis 1946.*

### Ouvrages cités

- Ballalu, P.-F. *Relation de l'Etat du Monastère et Hôpital de Mont Joux, soit du Grand Saint Bernard, divisée en deux Parties Qui Renferment La Discipline Régulière Et La Conduite du Temporel... Faite par Pierre François Ballalu, chanoine claustral du dit Monastère, Et achevée l'an 1709.* Fort volume manuscrit. AGSB, copie à la prévôté de Martigny.
- Battaglino, G. Giuseppe Battaglino. *Le Carte dell'Archivio dell'Ospedale Mauriziano di Aosta fino al 1300*, dans MV, pp. 239 à 290.
- Becker, J. Joseph Becker, *Liudprandi episcopi cremonensis opera*, 3<sup>e</sup> édition, Hanovre 1915. Collection *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum ex monumentis Germaniae historiae separatim editi.*
- Besson, J.-A. Joseph-Antoine Besson, *Mémoires pour l'histoire ecclésiastique des diocèses de Genève, Tarentaise, Aoste et Maurienne et du décanat de Savoye.* Moutiers 1871.
- Besson, M., *Origines* Mgr Marius Besson, *Nos origines chrétiennes*, Fribourg 1921.
- Bieler, V. Victor Bieler, évêque de Sion, *Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847.* Saint-Maurice, 1930.
- Blondel, L. Louis Blondel, *L'église et le prieuré de Bourg-Saint-Pierre*, dans Vall. I, pp. 21-41.
- *Hospice* Louis Blondel, *L'Hospice du Grand-Saint-Bernard, Etude archéologique*, dans Vall. II, pp. 19-44.
- Bruchet, M. Max Bruchet, *Le château de Ripaille*, Paris, 1907.
- Büchi, A., trad. Albert Büchi, *Le cardinal Mathieu Schiner, adapté de l'allemand par A. Donnet.* Neuchâtel, 1950.
- Chandieu, A. Jean-Antoine Chandieu, chanoine du Saint-Bernard, *Brevis descriptio Regiminis Domus et Collegii s. Jacobi Augustae Praetoriae, Disciplinae observantiam, Studiorum exercitium, situm et aedificiorum dispositionem et statum temporalem complectens in duas partes divisa.* Manuscrit écrit vers 1710. AGSB.
- Dubois, F. Frédéric-Théodore Dubois, *Armoiries des prévôts du Saint-Bernard*, dans AHS, 1939, pp. 1-27.

- Donnet, A. André Donnet, *Saint Bernard et les origines de l'hospice du Mont-Joux*. Saint-Maurice, 1942.
- Duc, E.-P. Etienne-Pierre Duc, *La maison du Grand-Saint-Bernard et ses très révérends prévôts*. Aoste, 1898.
- J.-A. Joseph-Auguste Duc, *Histoire de l'église d'Aoste*. Dix volumes, Aoste et Saint-Maurice, 1901 à 1915.
- Francey, G. Germain-Marie Francey, *Le prieuré d'Etoy dans RHES*, Stans, 1910, pp. 98-115.
- Galbreath, D. Donald L. Galbreath, *Inventaire des sceaux vaudois*. Lausanne, 1937.
- Gard, P., *Annales* Pierre Gard, chanoine du Saint-Bernard, *Annales*. Petit carnet manuscrit contenant de brèves annales de la maison du Saint-Bernard de 1880 à 1908. AGSB.
- *Catalogue* Pierre Gard, *Catalogue des officiers de la maison, des curés de nos paroisses et des confrères de la congrégation*. Deux carnets de petit format. AGSB.
- *Histoire* (Idem), *Histoire*. Petit cahier contenant une ébauche de l'histoire du Grand-Saint-Bernard. AGSB.
- *Passage* (Idem), *Passage du Grand-Saint-Bernard*. Un cahier cartonné. AGSB.
- Giampaoli, L. Lorenzo Giampaoli, *Una gloria dell'antichissima e nobilissima Real Casa Sabauda nel prezioso archivio del Gran San Bernardo*. Pontedera, 1883.
- *Ospizio* Lorenzo Giampaoli, *Il monumentale Ospizio del Gran San Bernardo nel Monte Giove*. Prato-Pisa, 1885.
- Grenat, P. Pierre-Antoine Grenat, *Histoire moderne du Valais*, publiée en 1904 par Joseph de Lavallaz.
- Henry, J.-M. Joseph-Marie Henry, *Histoire de la Vallée d'Aoste*. Aoste, 1929.
- Imesch, D. Dionys Imesch, chanoine de Sion, *Die Walliser Landsrat - Abschiede seit dem Jahre 1500*, I Band (1500-1519). Fribourg, 1916.
- Latouche, R. Robert Latouche, *Les idées actuelles sur les Sarrasins dans les Alpes*, dans *Revue de géographie alpine*, t. XIX. Grenoble, 1931, pp. 199-206.
- Luquet, J. J.-F.-O. Luquet, *Etudes historiques sur l'établissement hospitalier du Grand-Saint-Bernard*. Marseille, 1849.
- Maret, M.-A. Maurice-André Maret CR, *Catalogue des chanoines du Saint-Bernard par ordre chronologique*. Deux cahiers manuscrits cartonnés, écrits vers 1900. AGSB.
- Mellé, I.-O. I.-O. Mellé, *De la viabilité dans la vallée d'Aoste*. Turin, 1881.
- Melly, F. Fabianus Melly (Grimentiensis), *Notes et statistiques*. Volume manuscrit, relié, chez le prévôt du Saint-Bernard, Martigny.
- Patrucco, C. Carlo E. Patrucco, *Aosta dalle invasioni barbariche alla signoria sabauda*, dans MV, pp. I-LXXXVIII.
- Perfect, Th. Thomas Perfect, *Ye Olde Village of Hornchurch*. Colchester 1917.
- Pivano, S. Silvio Pivano, *Le carte delle case del Grande e del Piccolo San Bernardo esistenti nell'archivio dell'Ordine Mauriziano*, dans MV, pp. 57-238.
- Quaglia, L., *Doc. lit.* Lucien Quaglia, *S. Bernard de Montjou d'après les documents liturgiques*, dans RHES 1944, t. XXXVIII, pp. 1-32.

- *Habit* Lucien Quaglia, *L'habit des chanoines du Grand-Saint-Bernard*, dans RHES, 1945, pp. 32-46.
- et D. Galbreath Lucien Quaglia et Donald Galbreath, *Sigillographie du Grand-Saint-Bernard*, dans AHS, 1944, pp. 3-12.
- de Rivaz, A.-J. Anne-Joseph de Rivaz, *Monasterium S. B. Montis Iovis*, AV, fonds de Rivaz, *Opera historica*, vol. XVII.
- Roth, C. Charles Roth, *Le cartulaire du chapitre de Lausanne*, dans MDR, 3<sup>e</sup> série, vol. III.
- Scheffel, P.-H. P.-H. Scheffel, *Verkehrsgeschichte der Alpen*. Deux volumes, Berlin, 1908, 1914.
- Tamini et Délèze J.-E. Tamini et Pierre Délèze, *Nouvel essai de Vallesia Christiana*. Saint-Maurice, 1946.
- de Tillier, J.-B. Jean-Baptiste de Tillier, secrétaire des Etats du duché d'Aoste, *Historique de la vallée d'Aoste*. 2<sup>e</sup> édition, Aoste, 1888. Le manuscrit est daté de 1738. De Tillier mourut en 1744.
- Viot, R., *Saint Bernard* Roland Viot, *Miroir de toute sainteté en la vie du saint merveilleux Bernard de Menton*. Lyon, 1627. Un exemplaire se trouve dans la bibliothèque de l'hospice du Grand-Saint-Bernard.





# Introduction

Le Saint-Bernard est un des lieux les plus connus du monde : les journaux en parlent souvent, des revues de toutes sortes lui consacrent des articles, les diverses vies de saint Bernard n'omettent pas d'exposer le développement remarquable de l'hospice fondé par lui, le cinéma en vulgarise les aspects les plus saillants. Cependant même les grandes lignes de son histoire sont ignorées non seulement de la masse des touristes, ce qui ne surprend pas, mais encore des personnes cultivées de la région.

Une cause de cette ignorance est que la vie extérieure du Saint-Bernard avec ses moines skieurs, ses chiens sauveteurs, ses avalanches meurtrières et le prestigieux Napoléon, qui sert de toile de fond à ce décor, satisfait pleinement la curiosité de la plupart des voyageurs. Une autre cause est l'absence d'ouvrages traitant dans son ensemble de l'origine et du développement de cet institut.

Il existe pourtant quelques publications où l'on a esquissé l'histoire du Saint-Bernard. Chrétien des Loges, originaire de la vallée d'Anniviers, médecin formé à Montpellier, publie, le premier, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un petit volume sur le sujet. Il s'étend sur les antiquités romaines du col, décrit la fondation de saint Bernard, raconte avec quelques détails l'origine des constitutions de 1438 et les luttes qui ont amené, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la suppression de la prévôté dans les Etats sardes ; tandis qu'il se tait sur de longues périodes de la vie de cet institut. Il utilise largement des notes et des renseignements du chanoine Jérôme Darbellay, prieur de l'hospice, historien de valeur. Cet ouvrage reste bien incomplet, peu sûr par endroits et insuffisant à donner une idée générale de l'histoire du Saint-Bernard.

J. Luquet, envoyé du Saint-Siège en Suisse pour traiter des affaires du Sonderbund, puis désavoué et rappelé, écrit des études historiques sur le Saint-Bernard dans le but de se justifier devant le public. Pour l'histoire antérieure au XIX<sup>e</sup> siècle, il se tient dans la ligne de Chrétien des Loges, pour celle de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il puise dans ses souvenirs

ou dans une documentation de première main et fournit des renseignements précieux. Mais étant donné son but, il ne donne pas toute garantie d'objectivité.

Le chanoine E.-P. Duc, d'Aoste, se livre à un réel travail d'archives et marque un progrès sur ses devanciers. Il suit l'œuvre de saint Bernard depuis ses débuts jusqu'à l'époque moderne, groupant sous chaque prévôt les faits les plus notables qu'il a pu recueillir. Cependant, cette histoire présente de nombreuses lacunes et contient quelques erreurs. Elle est généralement fidèle, mais on doit lui reprocher un gros défaut, c'est de ne pas citer ses sources, qui sont pourtant excellentes d'ordinaire.

Ces essais historiques préparaient la voie à un travail plus largement informé et plus méthodique. Nous avons tenté de le faire, pour combler une lacune souvent signalée par des personnes s'intéressant à l'histoire.

Sans de plus longs préambules, nous passons à l'exposition de notre sujet. Comme le Saint-Bernard continue l'abbaye de Bourg-Saint-Pierre, nous dirons d'abord ce que nous savons de cette abbaye et de l'origine de sa filiale, l'hospice du Grand-Saint-Bernard.

## Le monastère de Saint-Pierre du Mont-Joux<sup>1</sup>

### *Origine*

Il existait à Bourg-Saint-Pierre, durant le Haut Moyen Age, un monastère dédié à saint Pierre dont les habitants ont conservé le souvenir. Si on leur en demande l'emplacement, ils indiquent au midi de l'église une vieille bâtisse dont la plus ancienne partie est bien antérieure au XII<sup>e</sup> siècle. A proximité, s'élève un beau clocher roman, construit vers l'an mille, au levant duquel on a découvert, sous la chaussée de la route, l'abside d'une église carolingienne<sup>2</sup>. Il n'y a pas de doute que nous sommes en présence des vestiges de constructions très anciennes qui ne peuvent être que celles de l'ancien monastère de Saint-Pierre. Celui-ci apparaît pour la première fois dans les textes entre 812 et 820, à l'occasion d'une plainte portée devant des envoyés impériaux par deux particuliers contre Vultgarius, abbé de ce monastère<sup>3</sup>. A cette date Vultgarius était mort. Il s'ensuit que son monastère existait au moins depuis quelques années et que, selon toute probabilité, il se trouvait au nombre de ces hôpitaux élevés sur les routes des Alpes, que le pape Adrien I<sup>er</sup> recommandait à la protection de Charlemagne vers 784<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> On trouve au Moyen Age la graphie Monjeu et Mongieu (cf. A. Donnet, pp. 123 et 125) plus récemment, Montjou. Le prévôt R. Viot écrit, en 1627 déjà, Montjoux, avec x. Cet x n'a pas de raison d'être. Il serait à souhaiter qu'on le supprimât.

<sup>2</sup> L. Blondel, *Bourg-Saint-Pierre*, pp. 33 et 41.

<sup>3</sup> Gr. I, 33. Les lieux-dits Illas et Illas, mentionnés dans cet acte, constituent une véritable énigme. Leur identification pourrait être cherchée dans la région de l'Aubonne et de la Venoge où le monastère de Saint-Pierre possédait des terres : Yens ? Villars-sous-Yens ? (Vaud) ou dans les environs de Vouvy : Ylla (lieu-dit mentionné en 1309) et Illarsaz (Valais) ou à Illens (Fribourg).

<sup>4</sup> Gr. I, 31. C. Patrucco, pp. XXXVII et XXXVIII, pense que les hospices de Mont et Colonne-Joux, détruits par les Lombards en 570, furent restaurés par les rois de Bourgogne vers 576.

Nous ignorons les circonstances de la fondation de ce monastère<sup>5</sup>. Cependant la façon dont les souverains en disposent dans la suite (voir plus loin « Géographie politique ») suppose qu'il était de fondation royale. Il est possible que l'abbaye de Saint-Maurice y ait eu quelque part<sup>6</sup>.

### Religieux

Quels religieux desservirent le monastère de Saint-Pierre ? En 826, le portier du monastère est un clerc nommé Benoît<sup>7</sup>. Si cet officier subalterne était un clerc, les autres l'étaient à fortiori, car les clercs, comme membres de la hiérarchie, ont toujours eu préséance sur les moines. Un aumônier (religieux préposé à la distribution des aumônes aux passants) du même monastère, Hartmann, devint évêque de Lausanne et fut consacré le 6 mars 852<sup>8</sup>. Or la condition de clerc acheminait plus normalement à l'épiscopat que celle de moine. Ajoutons que vers 764, saint Chrodegang, apportant de Rome les reliques de saint Gorgon, franchit le Mont-Joux et fit halte à l'abbaye de Saint-Maurice. On sait que Chrodegang, évêque de Metz, fut le législateur des clercs vivant en communauté et qu'entre 824 et 827, l'abbaye de Saint-Maurice professait la règle de saint Chrodegang. Y a-t-il relation entre ces deux faits ? Toujours est-il que la proximité de cette abbaye put exercer une influence sur la règle adoptée par le monastère de Saint-Pierre<sup>9</sup>. Il y a donc lieu de penser que ce monastère était desservi par des clercs vivant en communauté, suivant la règle de saint Chrodegang si largement répandue dans l'empire carolingien.

<sup>5</sup> Nous pouvons cependant nous en faire une idée par ce qui s'est passé ailleurs dans des circonstances de lieux et de temps analogues. Au pied du Mont-Cenis fut édifée, en 726, l'abbaye de Novalaise dédiée à saint Pierre. L'empereur Louis le Pieux (813-840) fit construire sur le col du Mont-Cenis un hospice « en l'honneur du Seigneur Dieu et de la bienheureuse Vierge Marie ». Il l'unit au monastère de Novalaise et le dota afin qu'il pût supporter le concours journalier des passants. De même le monastère de Bourg-Saint-Pierre dédié à saint Pierre et doté de nombreux biens fut édifé au pied du Mont-Joux. Il a dû lui aussi son existence à un empereur ou à un roi. Il eut sa filiale au sommet du col, peut-être au temps des Carolingiens, certainement au XI<sup>e</sup> siècle. L'un et l'autre monastères préexistent aux hospices construits sur les cols, leur servent ensuite de soutien, puis sont supplantés par eux. Cf. HPM, *Chart*, I, 33 et 34 et Muratori, *Antiquitates Italiae. Dissert.*, 37.

<sup>6</sup> Peut-on identifier Vultgaire, abbé de Saint-Pierre de Mont-Joux mort avant 812 ou 820, avec Vultcharius (ou Vuilicharius) abbé de Saint-Maurice de 753 à 773 environ ? La similitude des noms suggère cette identité ; les dates connues ne l'excluent pas. Pour l'abbatiate de Vulchaire à Saint-Maurice, cf. M. Besson, *Origines*, pp. 99 et 100. La fondation de Saint-Pierre pourrait être attribuée au dessein de se prémunir contre une nouvelle surprise des Lombards.

<sup>7</sup> Gr. I, 39.

<sup>8</sup> Cet évêque, sacré en 852, est signalé en 860 et 862 ; il mourut en avril 878. Il refit la cathédrale de Lausanne. On ne sera pas surpris de cette promotion si l'on songe que le monastère de Saint-Pierre entretenait des relations suivies avec le diocèse de Lausanne en raison des possessions qu'il y avait. Gr. I, 43. Cf. M. Besson, *Origines*, pp. 42, 43 et 68.

<sup>9</sup> M. Besson, *Origines*, pp. 97-102.

### *Dotation*

Le monastère de Saint-Pierre de Mont-Joux possédait des biens dans ses environs et jusque dans le diocèse de Lausanne. Une de ces terres est mentionnée entre 937 et 993 comme attenante à une propriété de l'abbaye de Saint-Maurice à Villa Arlens entre l'Aubonne et la Venoge. D'autres se trouvaient à Vevey : c'était des vignes contiguës à celles des chanoines de Lausanne et de l'abbaye de Saint-Maurice aux lieux-dits : Elnes (peut-être Cretely, commune de la Tour-de-Peilz), Le Monticule (près de l'église de Saint-Martin) et en Charmontey (commune de Vevey)<sup>10</sup>. Ces possessions ne sont évidemment que les mailles visibles d'un réseau plus important auquel nous pouvons rattacher Bière, Roche, Meillerie, Etoy, etc., qui appartinrent dans la suite à l'hospice du Saint-Bernard, sans que l'on puisse assigner l'origine de cette appartenance.

### *Géographie politique*

Le monastère de Saint-Pierre a eu une importance spéciale en raison du passage qu'il desservait et, souvent, aussi comme poste frontière. Avant l'an 752, s'il existait déjà, il se trouvait dans le territoire du royaume de Bourgogne. Ensuite, il fit partie de l'empire de Charlemagne, qui engloba les Alpes et l'Italie. Il se trouva en bordure du duché donné vers 856 par Lothaire II, roi de Lorraine, à Hucbert, abbé intrus de Saint-Maurice. Ce duché comprenait en effet le territoire du Jura au Mont-Joux. Peu après, en 859, ce même Lothaire le céda à son frère Louis, qui possédait déjà l'Italie<sup>11</sup>. Cependant, il se réserva le monastère de Saint-Pierre, parce que celui-ci, par sa position près des gorges du Valsorey, qui barrent toute la vallée, commandait le passage et qu'au temps des Carolingiens, un monastère était aussi une puissance temporelle possédant de vastes territoires, des villages entiers, une multitude de serfs, etc. C'est un organisme important qui avait sa fonction politique et militaire à la façon d'un comté laïque. Même si le monastère du Mont-Joux n'avait pas cette envergure, on comprend qu'en raison de sa position stratégique, Lothaire ait tenu à le conserver comme un îlot au milieu des possessions de son frère Louis et une clef du passage en Italie. Dans la suite, ce monastère fit partie du royaume de Bourgogne.

### *Passage*

Le passage du Mont-Joux fut souvent utilisé pour des translations de reliques. Une de ces translations eut lieu en 826. Rodoin, prévôt du monastère de Saint-Médard à Soissons, ayant obtenu du pape Eugène II des reli-

<sup>10</sup> Gr. I, 59. Cf. A. Donnet, pp. 46, 47 et les notes et C. Roth, N. 477.

<sup>11</sup> Gr. I, 45 et 46. Cf. C. Patrucco, pp. XLVI et XLVII.

ques de saint Sébastien, les transporta de Rome à Soissons en passant par le Mont-Joux. Le portier du monastère du lieu, Benoît, qui souffrait depuis un mois d'une maladie mortelle, se rendit au-devant des reliques. Malgré son état, il demanda à porter la châsse du saint. Soutenu de part et d'autre, il reçoit avec confiance le fardeau sur ses épaules et, guéri instantanément, il poursuit jusqu'à Martigny. De là, après un dernier acte de vénération, il regagne le monastère avec ses compagnons<sup>12</sup>. Une autre translation, celle des reliques de sainte Hélène impératrice, a lieu en 842 ou 849 de Rome à l'abbaye de Hautvilliers, près de Reims. Elle situe le monastère de Saint-Pierre « au pied de la montagne »<sup>13</sup>.

Une multitude de pèlerins employaient cette voie de Mont-Joux. Un grand nombre d'entre eux furent victimes des Sarrasins qui, en 921 et 923, massacrèrent des Anglais allant en pèlerinage à Rome<sup>14</sup>. En 940, un groupe d'Anglais et de Français se heurtèrent aux Sarrasins qui occupaient Saint-Maurice ; plusieurs d'entre eux furent tués, les autres retournèrent sur leurs pas.

### *Ruine du monastère*

Ces Sarrasins provenaient du Midi de la France où ils s'étaient établis à la fin du IX<sup>e</sup> siècle. De là, au début du X<sup>e</sup>, ils s'infiltrèrent dans les Alpes. En 942, Hugues, roi d'Italie, aidé des Grecs, leur faisait la guerre avec succès. Mais apprenant que son compétiteur au royaume d'Italie, Béranger, marquis d'Ivrée, menaçait d'envahir ses Etats avec une armée allemande, au lieu d'exterminer les Sarrasins, il leur accorda la paix à la condition qu'ils occupassent les passages des Alpes pour empêcher Béranger de pénétrer en Italie. Liutprand, qui raconte ces faits, ajoute qu'une fois établis sur ces passages, ils massacrèrent une telle multitude de chrétiens que celui-là seul en connaît le nombre qui écrit leurs noms au livre de vie. Il blâme Hugues d'avoir pris de telles mesures pour conserver son royaume<sup>15</sup>. Il semble que les Sarrasins aient apprécié la position stratégique du monastère de Saint-Pierre et qu'ils s'y soient établis à demeure.

Parmi leurs victimes, la plus illustre fut assurément saint Mayeul, abbé de Cluny. Ayant réformé le couvent de l'église In Ciel d'Oro à Pavie en 972, il rentrait à Cluny. Tandis qu'il descend les pentes du Mont-Joux, les Sarrasins bondissent de leurs repaires, poursuivent le saint et ses compagnons, les rejoignent à Orsières et les conduisent dans des cavernes<sup>16</sup>.

<sup>12</sup> Gr. I, 39.

<sup>13</sup> Gr. I, 42.

<sup>14</sup> Chanoine Ducis, *L'époque de saint Bernard de Menthon*. Annecy, 1890, p. 5.

<sup>15</sup> Gr. I, 62 et 63 et J. Becker, pp. 135, 136 et 139.

<sup>16</sup> Les habitants de Comeire (Orsières) ont conservé le nom de saint Mayeul à une caverne située au-dessus de leur village.



Apprenant la qualité du personnage qu'ils tiennent entre leurs mains, ils en exigent une énorme rançon. Saint Mayeul envoie à Cluny un de ses compagnons pour réunir et rapporter la somme demandée. La rançon payée, saint Mayeul est remis en liberté. Mais l'attentat commis contre un homme si vénéré avait mis le comble aux méfaits des Sarrasins. Il excita une telle indignation dans le peuple chrétien qu'il se souleva contre eux. Les Sarrasins durent s'enfuir ou mourir. Plusieurs demandèrent à se faire chrétiens. Dès lors, le passage du Mont-Joux fut à peu près sûr<sup>17</sup>.

### Restauration

Il restait à relever les ruines. En 999, l'impératrice Adélaïde, qui était venue vénérer les martyrs d'Agaune, fit de grandes libéralités en faveur des églises. Celle de Bourg-Saint-Pierre en bénéficia assurément<sup>18</sup>. On peut en voir un indice dans le fait qu'Hugues, évêque de Genève (988-1019), neveu de l'impératrice<sup>19</sup>, fit reconstruire cette église où se lisait encore en 1744 une inscription qui rappelait l'événement<sup>20</sup>. De cette église subsistent encore aujourd'hui des parties importantes : la sacristie actuelle, le clocher et la chapelle au nord du chœur. La nef était plus large que longue et plus grande que l'actuelle, ce qui ne surprend pas vu l'importance qu'avait alors Bourg-Saint-Pierre. Cette église était de style carolingien avec des particularités qui dénotent l'influence lombarde<sup>21</sup>.

Le mouvement des passants reprenait. L'archevêque de Cantorbéry, Sigeric († 994), revenant de Rome vers 990 releva les étapes de son itinéraire jusqu'à la Manche. Ce sont pour notre région : Ivree, Publey (Montjovet), Aoste, Saint-Rhémy, Bourg-Saint-Pierre (Petrescastel), Orsières, Saint-Maurice, etc.<sup>22</sup>. Bernward, évêque d'Hildesheim, arrivé à Rome le 4 janvier, en repart le 20 février 1001 et passe par Pavie, le Mont-Joux

<sup>17</sup> Gr. I, 64.

<sup>18</sup> J. Genoud, *Les saints de la Suisse française*, 1882, t. II, p. 21.

<sup>19</sup> J.-A. Besson, pp. 10 et 11.

<sup>20</sup> Texte dans Gr. I, 68.

*Ismaelita cohors Rhodani cum sparsa per agros Igne, fame et ferro saeviret tempore longo, Vertit in hanc vallem Poeninam messio falcem. Hug. Praesul Genevae Christi post ductus amore Struxerat hoc templum Petri sub honore sacratum. Omnipotens illi reddat mercede perenni. In VI decima domus haec dicata kalenda, Solis in octobrem C. V. F. itr... escensio mensem.*

Inscription lue par Sébastien Briguet, auteur de *Vallesia sacra*, publiée en 1744. De la dernière ligne, que Briguet ne put déchiffrer en entier, le chanoine Norbert Viatte, de l'abbaye de Saint-Maurice, a proposé cette heureuse restitution : *Solis in octobrem cum fit descensio mensem.*

<sup>21</sup> L. Blondel, *Bourg-Saint-Pierre*, pp. 21 et suivantes. L'église de Bourg-Saint-Pierre fut transformée en 1739 pour donner l'église actuelle.

<sup>22</sup> A. Donnet, p. 48. Le nom donné à Bourg-Saint-Pierre, Petrescastel, indique un bourg fortifié ou défendu par un château fort.

et Saint-Maurice, où il est accueilli par Rodolphe, roi de Bourgogne<sup>23</sup>. Saint Odilon, abbé de Cluny, franchit plusieurs fois ce passage entre 1014 et 1048 ; une armée lombarde en 1034, le pape Léon IX en 1049, etc.<sup>24</sup>. Le col étant de nouveau fréquenté, le monastère de Bourg-Saint-Pierre aura repris son rôle hospitalier.

*Ermengarde, seigneur du Mont-Joux (1011-1057)*

Le roi Rodolphe III de Bourgogne épousa Ermengarde en l'an 1011. A cette occasion, il lui donna en dot plusieurs villes et villages et l'abbaye de Saint-Pierre du Mont-Joux intégralement, avec pouvoir d'en disposer à sa guise<sup>25</sup>. L'église reconstruite, les autres édifices probablement restaurés et les possessions du pays de Vaud représentaient un revenu d'une réelle valeur pour que le roi ait pu en faire présent à son épouse. Celle-ci en jouit longtemps puisqu'elle vivait encore en 1057.

Tandis qu'Ermengarde était seigneur du Mont-Joux, des hommes sans scrupules établirent sur le col des barrières afin d'extorquer l'argent des passants. Vers 1020, ayant appris les succès remportés par leurs compatriotes sur les Grecs en Italie méridionale, des Normands en foule avec femmes et enfants quittèrent leur pays pour aller les rejoindre et parvinrent au Mont-Joux. Là les gardiens des barrières les sommèrent de payer des taxes et leur refusaient le passage. La bande normande indignée se rua sur eux et força le passage<sup>26</sup>.

A la suite de cet événement et d'autres semblables, Canut, roi d'Angleterre et de Danemark, se trouvant à Rome en mars 1027 pour le sacre de l'empereur Conrad, se plaignit au pape et aux souverains réunis que ses sujets étaient importunés par tant de barrières et de péages excessifs le long du chemin de Rome. Il demanda que ce chemin fût rendu plus sûr et que l'on usât de plus d'équité. L'empereur approuva, le roi Rodolphe aussi, dont le territoire comprenait la plupart de ces barrières. Tous les princes présents convinrent que les sujets du roi Canut, tant marchands que pèlerins, pourraient faire en paix la route de Rome sans être arrêtés aux cluses ni astreints à des droits de péage<sup>27</sup>.

On ne peut douter qu'à la suite de cet engagement, Rodolphe III, de concert avec sa femme Ermengarde, seigneur de l'abbaye du Mont-Joux, ne prît des mesures propres à garantir la sécurité du passage.

<sup>23</sup> Gr. I, 72.

<sup>24</sup> Cf. *Acta Sanctorum*, t. I de janvier, pp. 70 et 76 et Gr. I, 84 et 89.

<sup>25</sup> D'après la photographie de l'original. Cf. Gr. I, 75.

<sup>26</sup> Gr. I, 79.

<sup>27</sup> Gr. I, 81 et communication de J.-P. Chapuisat, archiviste cantonal, Vaud.

Quelques obstacles surgirent qui entravèrent ces desseins. Rodolphe III mourut en 1032 après avoir cédé son royaume à l'empereur Conrad. Eudes, son neveu, comte de Champagne, prétendit à sa succession. Il envahit la Bourgogne jusqu'au Jura et au Mont-Joux. Ermengarde fut contrainte à la fuite. Avec le comte Humbert, elle descendit en Italie puis, par les Alpes centrales, se rendit auprès de l'empereur à Zurich pour lui prêter hommage. L'empereur les combla de présents et ils s'en retournèrent. L'année suivante, en 1034, à la tête d'une armée lombarde, le comte Humbert força le passage de Bard, franchit le Mont-Joux et rejoignit l'empereur à Genève. Eudes de Champagne fut chassé et l'empereur Conrad, couronné roi à Genève. La succession de Bourgogne provoqua encore quelques troubles ; ce ne fut que vers 1045 qu'une paix stable fut rétablie<sup>28</sup>. Plus rien ne s'opposait à l'organisation de la sécurité sur les passages alpestres.

<sup>28</sup> Gr. I, 84. Cf. C. Patrucco, pp. LXXVII-LXXX.

## Les origines de l'hospice du Grand-Saint-Bernard

### *Du monastère de Saint-Pierre à l'église de Saint-Nicolas*

Avant l'année 1100, une église-hospice, dédiée à saint Nicolas, s'élevait sur le sommet du Mont-Joux. Ce fait est attesté par un acte d'Humbert II de Savoie ayant pour objet l'augmentation des revenus de cet institut<sup>29</sup>. « L'église de Saint-Nicolas du Mont-Joux » reçoit en 1115 la donation de l'alpage de Citren et, en 1125, celle du droit d'échute sur le territoire compris entre Bourg-Saint-Pierre et le sommet du col.

La construction primitive, qui constitue les substructions de l'hospice actuel, contient des matériaux tirés du temple et des édifices romains du Plan-de-Jupiter, situés à 400 mètres du point culminant du col.

« C'était une forte bâtisse aux murs épais, de forme quadrangulaire de 18 sur 13,50 mètres. Elle se composait d'un rez-de-chaussée avec trois grandes salles dont l'une servait de réfectoire et de cuisine, l'autre de chauffoir et la troisième de corridor en face de l'entrée principale, surmontée d'une tour formant plus tard clocher. Dans l'axe de cette entrée, on avait établi, dans une tourelle en saillie sur la façade méridionale, un escalier permettant de se rendre au premier, à l'hospice (dortoir)... et aux logements des religieux... La route antique passait à peu de distance devant la façade nord. » Cette bâtisse laissait hors de son périmètre une petite construction à voûte, appelée grotte de Saint-Bernard et qui a pu servir d'abri ou de réservoir d'eau. L'église attenante à l'hospice, plus petite que l'actuelle, occupait le même emplacement<sup>30</sup>.

La dotation de cet hospice fut constituée par les libéralités des comtes de Savoie-Maurienne ; en effet, si Humbert II, en 1100, amplifie la dotation de cet hospice, il n'est pas douteux que lui-même ou ses prédécesseurs y aient déjà contribué. L'église de Saint-Pierre avec ses possessions fut

<sup>29</sup> Guichenon, *Histoire généalogique... Savoie*, t. I, p. 216

<sup>30</sup> L. Blondel, *Hospice*, p. 37.

affectée de la nouvelle fondation. En 1177, cette église figure en tête des possessions du nouvel hospice. Antérieurement à cette date, en 1163, quand les églises voisines de Liddes, d'Orsières, de Sembrancher et de Martigny sont revendiquées par l'évêque et le chapitre de Sion, celle de Saint-Pierre n'est pas mise en question, signe que son appartenance à l'hospice du col était déjà ancienne et admise sans conteste<sup>31</sup>.

Ce même hospice possède aussi un groupe de bénéfices ecclésiastiques autour d'Etoy (entre l'Aubonne et la Venoge) et une vigne à Vevey, mentionnée en 1239<sup>32</sup> ; autant de lieux où le monastère de Saint-Pierre possédait des terres. En outre il compte plusieurs bénéfices situés autour du Léman, qui peuvent avoir appartenu déjà à l'antique monastère.

Il est donc quasi certain que le monastère de Saint-Pierre avec tous ses droits et bénéfices a passé au nouvel hospice et qu'il n'a que déplacé son centre et changé sa raison sociale en devenant l'église de Saint-Nicolas de Mont-Joux. Il y a eu continuité de l'un et l'autre quant à la possession de Bourg-Saint-Pierre et d'autres biens ; quant au but qui est la louange de Dieu et la réception des voyageurs et, probablement, quant à l'ordre clérical des religieux. Il n'y a eu discontinuité que dans le déplacement du centre d'activité du Bourg au sommet du col. L'église de Saint-Nicolas ne constitue donc pas, à proprement parler, un nouvel institut religieux, mais marque une nouvelle étape dans l'activité de l'antique monastère de Saint-Pierre.

Quels furent les religieux affectés à la nouvelle église de Saint-Nicolas ? La continuité qui a existé du monastère de Saint-Pierre à l'église de Saint-Nicolas suppose l'identité des religieux. Les religieux dispersés par les Sarrasins ont pu se retirer sur leurs terres du diocèse de Lausanne en attendant des jours meilleurs et réintégrer l'Entremont après le départ des Sarrasins. Ils étaient tout désignés pour continuer sur le Mont-Joux l'œuvre à laquelle leurs prédécesseurs s'étaient dévoués durant des siècles à Bourg-Saint-Pierre. Il est certain qu'aussi haut qu'on remonte dans le passé de l'église de Saint-Nicolas, entre les années 1145 et 1159, on y trouve des religieux clercs<sup>33</sup> qui sont souvent appelés du nom de frères. Dès 1191, l'appellation de chanoines est en usage<sup>34</sup>. Comme règle, il est probable que ces religieux conservèrent celle qui était en vigueur dans l'antique monastère de Saint-Pierre et dont nous avons déjà parlé.

<sup>31</sup> Gr. Chart. séd., 13 et 29.

<sup>32</sup> Cette vigne se trouvait au lieu-dit Caminiaux. Le monastère de Saint-Pierre en possédait une au lieu-dit Kamuntels (actuellement : en Charmontey) vers l'an 1000. La ressemblance des noms milite en faveur de l'identité de la vigne et de la personne morale des deux propriétaires successifs.

<sup>33</sup> Gr. I, 144.

<sup>34</sup> Gr. I, 181 et 194.

La fondation de l'église de Saint-Nicolas est attribuée à saint Bernard par une tradition ferme que les faits suivants viennent corroborer : l'adjonction de saint Bernard à saint Nicolas comme titulaire de cette église dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle ; l'appellation, « Hospice de Bernard (Bernards-hospits) » que l'on trouve sous la plume d'un moine islandais en 1154<sup>36</sup> ; la désignation de saint Bernard sous le nom de saint Bernard de Mont-Joux qui se trouve dans plusieurs documents liturgiques antérieurs à 1400<sup>37</sup>. Pour que l'on caractérise ce saint par l'expression « de Mont-Joux », il faut qu'il y ait réalisé une œuvre importante qui ne peut être que l'établissement hospitalier élevé sur ce col. Un office du XIII<sup>e</sup> siècle le dit clairement : « Le miracle du Mont-Joux, saint Bernard, montre ta sainteté. En ce lieu tu as détruit un enfer et construit un paradis »<sup>38</sup>.

Comme ce saint mourut en 1081 ou 1086 et que les circonstances politiques favorables à la construction de l'hospice se trouvent réunies dès 1045, on ne peut s'écarter beaucoup de la vérité en situant vers 1050 la réalisation de son œuvre.

Nous avons vu plus haut que l'église de Saint-Nicolas était une filiale de celle de Saint-Pierre. Les étroites relations existant entre ces deux églises supposent des relations non moins étroites entre Ermengarde († après 1057), seigneur du monastère de Saint-Pierre, et saint Bernard, fondateur de la filiale du col. On ne peut concevoir en effet que saint Bernard ait construit l'église de Saint-Nicolas sans qu'Ermengarde lui ait donné une large liberté d'action relativement à l'administration du monastère du Bourg.

Mais saint Bernard est du chapitre d'Aoste, tandis que les églises de Saint-Pierre et de Saint-Nicolas se trouvent dans le diocèse de Sion. Si Ermengarde recourt à un clerc d'un autre diocèse et le laisse agir à dis-

<sup>35</sup> Au sujet de saint Bernard, la source la plus ancienne et la plus sûre est son panégyrique dont on trouve deux exemplaires MS à Novare, l'un aux archives capitulaires de la cathédrale, l'autre aux archives capitulaires de Saint-Gaudens. Le premier a été édité par A. Colombo, MV, pp. 291-312 ; le second par A. Donnet, pp. 145 et suivantes avec des notes critiques, pp. 93 et suivantes. Cf. aussi : L. Quaglia, *Saint Bernard de Montjoux*. Brochure polycopiée, 1939.

<sup>36</sup> Gr. I, 135. Cf. A. Donnet, p. 124.

<sup>37</sup> A. Donnet, pp. 109 et 110. L'appellation : Saint-Bernard de Mont-Joux nous paraît préférable à celle de Menthon. Les textes antérieurs au XV<sup>e</sup> siècle désignent ce saint sous le nom de Bernard tout court ou, très souvent, de Bernard du Mont-Joux. L'appellation de Menthon correspond à la diffusion de la légende de Richard de la Val-d'Isère dans laquelle, pour la première fois, autant que les sources connues permettent d'en juger, saint Bernard est dit de la famille de Menthon. Cette légende circulait déjà vers 1400. Elle est remplie de tant d'erreurs qu'elle ne mérite aucun crédit. A. Donnet, pp. 74-76, en a fait bonne justice.

On peut se demander si saint Bernard a été supérieur des religieux du Mont-Joux ou s'il n'en a été que le père spirituel, l'animateur et le seigneur, en qualité de mandataire d'Ermengarde. Cette seconde opinion paraît plus vraisemblable.

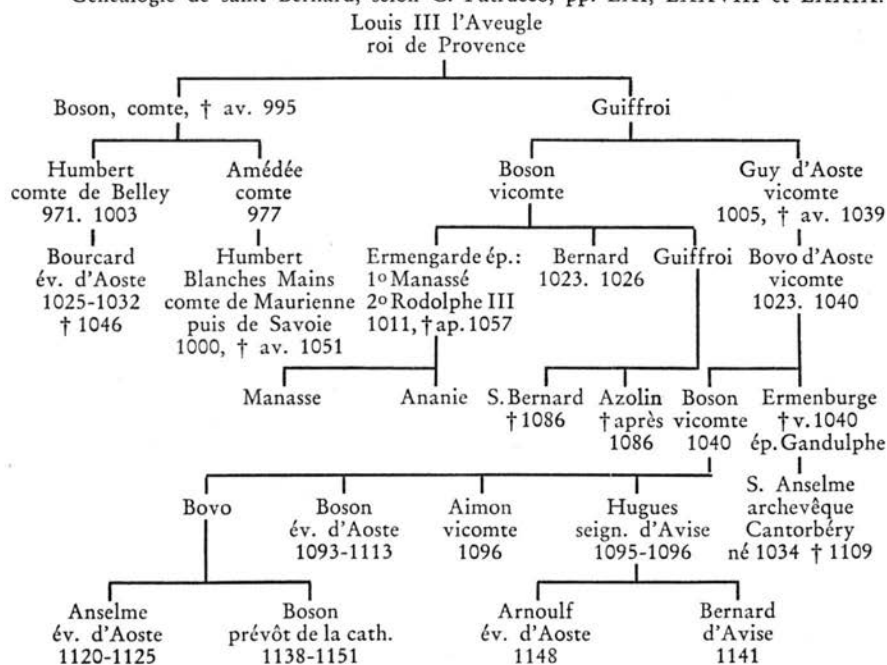
<sup>38</sup> Office de Saint-Bernard, VIII répons. Cf. L. Quaglia, *Doc. lit.*, p. 7.

création dans sa seigneurie, il faut qu'elle ait été particulièrement liée avec lui. De là à conclure qu'il existait un lien de parenté entre eux, il n'y a qu'un pas à franchir, vu la politique familiale du temps. Guidé par cette considération et par des documents de l'époque, un historien italien, C. Patrucco<sup>39</sup>, fait de saint Bernard un neveu d'Ermengarde, laquelle, par Boson et Guiffroi, descendait de Louis III l'Aveugle, roi de Provence. D'autres raisons militent en faveur de cette parenté. La famille de Guiffroi fournit nombre de dignitaires à l'église cathédrale d'Aoste, dont saint Bernard fut archidiacre. La même famille compta plusieurs membres portant le nom de Bernard, l'un en 1023 et 1026 et l'autre en 1141. Enfin c'est dans la famille des vicomtes d'Aoste descendant de Guiffroi que l'hospice trouve ses premiers et plus insignes bienfaiteurs<sup>40</sup>, si l'on excepte les comtes de Savoie. On peut donc, non sans fondement, conclure à une proche parenté entre saint Bernard et Ermengarde<sup>41</sup>. De cette noble origine de saint

<sup>39</sup> C. Patrucco, pp. LXXVIII et LXXXI-LXXXIV.

<sup>40</sup> Membres de la famille des vicomtes d'Aoste bienfaiteurs de l'hospice : Pierre de la Porte Saint-Ours en 1125 (les seigneurs de la Porte Saint-Ours appartenaient à la famille des vicomtes d'Aoste. Cf. C. Patrucco, LXXXVIII) ; le vicomte Boson avec sa femme Isabelle et leurs enfants, Boson, Alice, etc., en 1177. Un certain Aymon cède à l'église de Mont-Joux en 1223 les droits que le vicomte Boson avait sur cinq pièces de terre.

<sup>41</sup> Généalogie de saint Bernard, selon C. Patrucco, pp. LXI, LXXVIII et LXXIX.





Bernard, nous trouvons un écho discret au début de son panégyrique : « Bernard est né de famille noble ».

Nous ne nous attarderons pas ici à retracer la biographie de saint Bernard. Il suffira de l'esquisser à grands traits. Né d'une famille de haute noblesse, il devint membre du chapitre d'Aoste où il fut promu à la charge d'archidiaque plus en raison de ses vertus que de sa noble origine. Cette fonction était la première dignité du chapitre après l'évêque. Elle ne comportait pas la prêtrise et saint Bernard n'a pas reçu cet ordre<sup>42</sup>, mais bien le diaconat. Vers 1050, il fit construire les hospices du Grand et du Petit-Saint-Bernard. Il s'adonna assidûment à la prédication dans la cité d'Aoste, aux alentours et même hors du diocèse. Son zèle de prédicateur itinérant le conduisit jusque dans la partie montagneuse du diocèse de Novare, puis dans cette ville et jusqu'à Pavie où il rencontra l'empereur Henri IV en 1081, 1082 ou 1083<sup>43</sup>. Henri IV faisait alors la guerre au pape Grégoire VII et réunissait des partisans dans la Lombardie. Saint Bernard eut le courage de s'opposer en face aux menées de l'empereur. Il revint ensuite à Novare et y mourut le 12 juin 1081 ou 1086 dans le couvent de Saint-Laurent-hors-les-Murs où il fut enseveli le 15 juin. Il devint aussitôt l'objet de la vénération des Novarais, puis des habitants de la plaine lombarde, des Piémontais, des Valdôtains et des frères du Mont-Joux. En 1123, Richard, évêque de Novare, l'inscrivit au catalogue des saints<sup>44</sup>. Son inscription au martyrologe romain eut lieu en 1681 par le bienheureux Innocent XI, ancien évêque de Novare. Le pape Pie XI l'a donné comme patron aux habitants des Alpes et aux alpinistes en 1923, ce qui a provoqué une renaissance de la dévotion à ce saint.

C. Patrucco donne comme frère à saint Bernard un certain Boson. A ce Boson, nous substituons Azolin sur la foi du prologue du panégyrique de saint Bernard. Cf. A. Donnet, pp. 145 et ss. Le panégyriste s'adressant à ses auditeurs leur dit : ... *Ad animi vestri consolationem, spondemus azolinum quemdam... eiusdem viri germanum, ea que relinquimus declaraturum*. Le nom d'Azolin ne devait pas être insolite en vallée d'Aoste. En 1032, un certain Azo figure dans une inféodation faite par Burchard, évêque d'Aoste. Cf. A.-J. de Rivaz, 36 fol. 15, AV, copie très défectueuse.

Une légende de saint Bernard conservée dans un MS de la chartreuse de Cologne et publiée dans les *Acta Sanctorum*, juin, t. III, pp. 556 et 557, fait de saint Bernard le fils d'un duc de Savoie et l'héritier du duché. Après avoir vécu en ermite de longues années, saint Bernard vient au Mont-Joux pour y construire un hospice. (Othon) Guillaume, duc de Savoie par élection, voit dans cette entreprise une tentative de reprendre le duché. Il se rend au Mont-Joux pour s'y opposer. Mais conquis par le saint, il se fait son compagnon. Cet état civil de saint Bernard, si différent des autres, méritait d'être signalé. Othon Guillaume, comte de Franche-Comté, mourut vers 1027. Il convoita la Bourgogne et fut adversaire de son rattachement à l'empire. Son fils Rinaldo appuya Eudes de Champagne dans ses prétentions sur la Bourgogne.

<sup>42</sup> L. Quaglia, *Doc. lit.*, p. 24. Le bréviaire de Saint-Ours de 1393 contient deux communs des confesseurs, celui des pontifes et celui des non-prêtres. Mais il distingue trois catégories de confesseurs, les pontifes, les prêtres et les non-prêtres. S. Bernard est de cette dernière catégorie.

<sup>43</sup> E. Kilian, *Itinerar Kaisers Heinrichs IV*, Karlsruhe 1886.

<sup>44</sup> L. Quaglia, *Doc. lit.*, pp. 23-30.



Bien que ce ne soit pas le lieu de s'étendre sur la vie de ce saint, nous ne pouvons passer sous silence la fondation de l'hospice du Petit-Saint-Bernard, œuvre similaire à celle du Mont-Joux et également attribuée à saint Bernard.

Le passage du Petit-Saint-Bernard subit à peu près les mêmes vicissitudes que celui du Grand-Saint-Bernard. Il est situé au sud-ouest de celui-ci à trente kilomètres à vol d'oiseau, moins élevé de trois cent cinquante mètres et plus facile d'accès.

Vers la fin du V<sup>e</sup> siècle, en souvenir de la translation de saint Germain d'Auxerre qui eut lieu en 448, une église fut édifiée sur ce col. Les Lombards au VI<sup>e</sup> siècle, puis les Sarrasins au X<sup>e</sup>, la ruinèrent.

Au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, il s'y trouve une nouvelle église dédiée à saint Nicolas avec un hospice de saint Bernard. La tradition qui attribue à saint Bernard cette fondation est confirmée par une bulle qui, dès 1145, mentionne au Petit-Saint-Bernard « la maison-hôpital de Saint-Bernard »<sup>45</sup>. Dans cette expression, saint Bernard est-il nommé comme fondateur ou comme titulaire ? Si c'était comme titulaire, son nom serait uni à celui de saint Nicolas plutôt que mentionné à part. On ne conçoit pas d'ailleurs que l'hospice ait eu un titulaire distinct de celui de l'église : ce n'était guère dans les coutumes du temps. Le sens naturel de cette formule est donc que saint Bernard a restauré ou reconstruit cet hospice. Le fait que celui-ci était, dès 1145, uni à la prévôté de Verrès, et non à celle de Mont-Joux, n'infirmes en rien la tradition qui en attribue la fondation à saint Bernard.

### *Le passage de Mont-Joux au temps de saint Bernard*

Le col du Mont-Joux est utilisé non seulement par des pèlerins et des marchands, mais la diplomatie et les guerres y conduisent aussi des personnages marquants, de sorte que l'histoire de ce passage est intimement liée à celle de l'Europe occidentale. Vers le temps où saint Bernard construisait l'hospice, le col fut franchi par plusieurs personnalités qu'il convient de signaler.

Nous avons déjà mentionné les passages de saint Odilon entre 1014 et 1048. Brunon, évêque de Toul, le futur Léon IX, s'acheminant vers le Saint-Bernard, apprit à Ivree que toutes dispositions avaient été prises aux cluses pour l'arrêter. A l'approche de ce passage, il prit les devants de son escorte comme un voyageur isolé. Les gardes, qui ne concevaient pas qu'un prince de l'Eglise voyageât sans une nombreuse suite, ne soupçonnèrent pas

<sup>45</sup> Bulle du pape Eugène III du 5 avril 1145, qui énumère parmi les possessions du couvent de Saint-Gilles de Verrès : ... *In tarentasiensi episcopatu... ecclesiam Sancti Nicolai cum hospitali domo sancti Bernardi*. Cf. HPM, Ch., t. II, col. 257, 258 et 1053 et MV, p. 145. Ces sources sont citées par A. Donnet, p. 29.

la qualité de ce voyageur et le laissèrent passer<sup>46</sup>. Cette ruse le sauva deux fois. Devenu pape, après avoir tenu un synode à Pavie en 1049, il traversa le Mont-Joux avec un grand nombre de Romains, ce qu'il fit encore l'année suivante après avoir tenu un synode à Verceil<sup>47</sup>.

En 1049, Foulques, abbé de Corbie et saint Gérard, moine de cette abbaye, se rendirent à Rome. Celui-ci fit à pied l'ascension du Mont-Joux et de La Cisa<sup>48</sup>.

Le Mont-Joux apparaît toujours redoutable. Telle a été l'impression de saint Pierre Damien, cardinal d'Ostie. Malgré son âge, il fut envoyé par le pape Alexandre II en qualité de légat à l'abbaye de Cluny, opprimée par Drogo, évêque de Mâcon, et traversa les Alpes en été 1063. S'adressant plus tard à l'abbé saint Hugues, il lui décrit ses impressions : « Lorsque déjà la vieillesse m'accablait, à ton ordre, j'ai pour ainsi dire pris mon âme entre mes mains, j'ai gravi les pentes abruptes des Alpes couvertes de neige en plein été et j'ai pénétré jusqu'à l'intérieur des Gaules, non loin de l'Océan »<sup>49</sup>.

En 1065, Anno, archevêque de Cologne, passe le Grand-Saint-Bernard à titre privé et rejoint à Vérone l'armée impériale, qui avait passé le Brenner<sup>50</sup>.

Ces passants et tant d'autres, qu'il serait fastidieux d'énumérer, ne mentionnent pas l'hospice. N'en soyons pas surpris. Les débuts durent être modestes et les personnages que nous avons nommés avaient des missions trop absorbantes pour attacher une grande importance à un hospice, parmi tant d'autres, dans les Alpes.

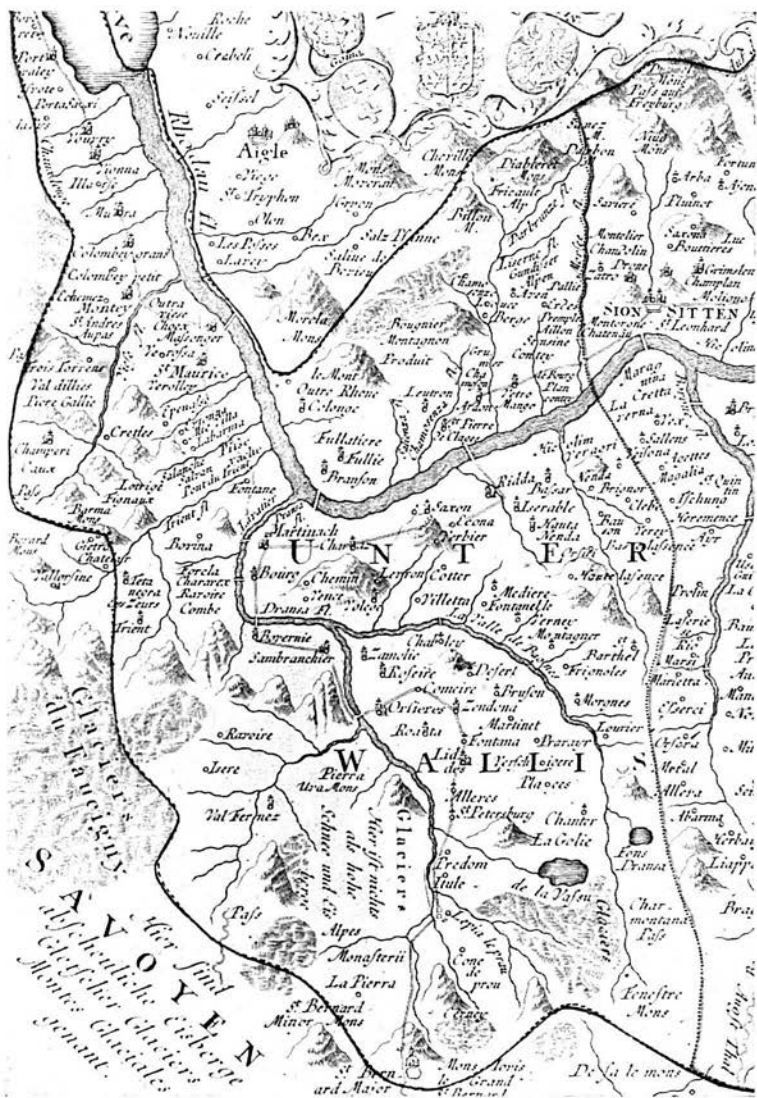
<sup>46</sup> P.-H. Scheffel, *Alpen*, II, p. 77.

<sup>47</sup> Gr. I, N° 89 et Darras, *Histoire de l'Eglise*, t. 21, p. 17.

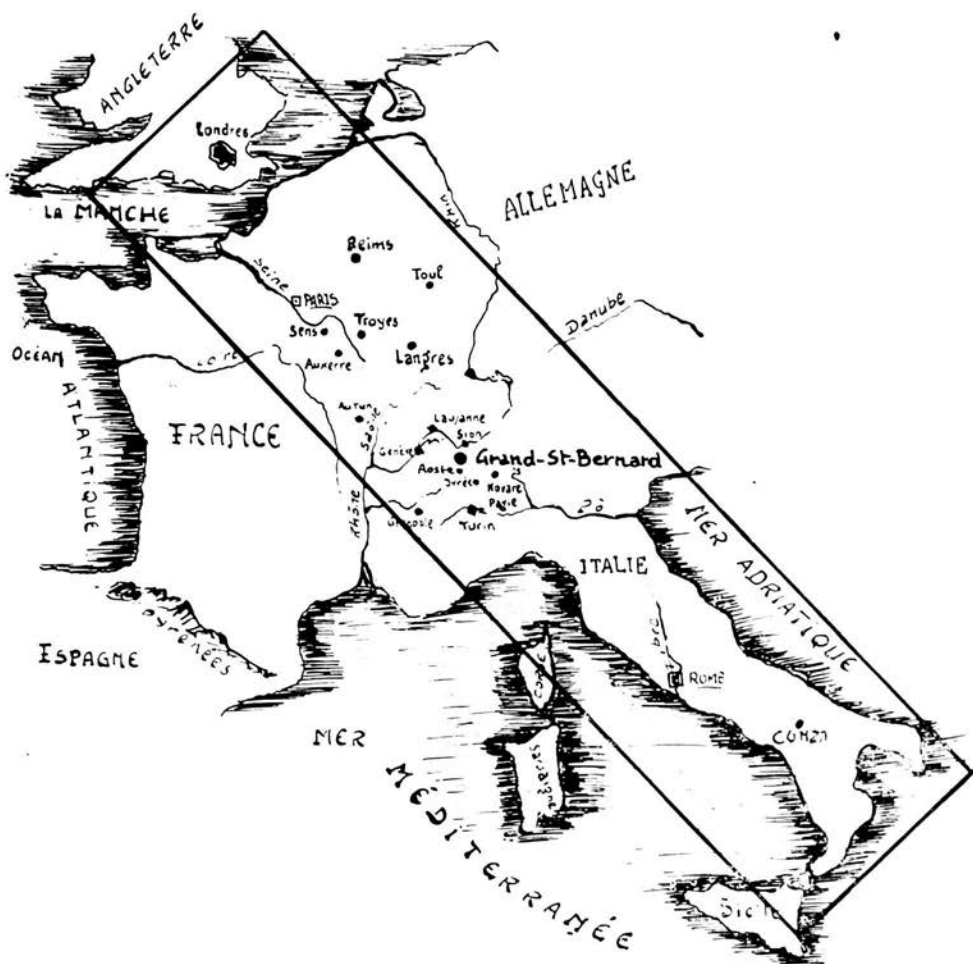
<sup>48</sup> *Acta Sanctorum*, 5 avril. *Vita sancti Geraldii*, caput II et note. La Cisa est mentionnée dans le texte sous le nom de Mont-Bardon. Les Bollandistes voient dans ce mot Bardon, qui désignerait le Mont-Joux, un augmentatif contracté de Bernard. Bernardone est l'augmentatif. Bardon en est la contraction. Cet échafaudage ingénieux tombe par le fait que ce nom ne désigne pas le Saint-Bernard, mais La Cisa, col situé au nord-ouest de Lucques (Italie). Cf. J. Becker, p. 26, note 2.

<sup>49</sup> *Acta Sanctorum*, février, t. III, p. 420.

<sup>50</sup> P.-H. Scheffel, *Alpen*, II, p. 85.



Pl. I - Ancienne carte du Bas-Valais



Pl. II - Extension des bénéfices du Mont-Joux (Grand-Saint-Bernard)

## PREMIÈRE PARTIE

# L'expansion du début à 1302

Durant cette période, l'institution de saint Bernard prend un développement surprenant par sa rapidité et son ampleur. Elle s'aggrège une multitude d'autres églises et s'organise en un régime corporatif à trois membres : 1. le chapitre conventuel comprenant le prévôt et la communauté de l'hospice ; 2. le chapitre ; 3. le prévôt.

Cet hospice, utile à toutes les classes de la société, suscite un mouvement général de générosité qui lui constitue une dotation importante et nécessite le développement de l'administration.

L'activité spirituelle est réglée par les coutumes de l'ordre canonial et des constitutions propres orientées vers l'hospitalité à l'égard de ceux qui passent le Mont-Joux, sans négliger les obligations pastorales et religieuses.

L'expansion de l'ordre provoque la faveur ou l'opposition des institutions avec lesquelles il entre en contact : monastères et évêchés voisins, Saint-Siège, comté de Savoie et empire.



## CHAPITRE PREMIER

# L'organisation hiérarchique

### Eglise de Saint-Nicolas du Mont-Joux

L'hospice du Mont-Joux apparaît dans les chartes dès 1125 sous la dénomination : « Eglise de Saint-Nicolas du Mont-Joux » ou « St-Nicolas du Mont-Joux » tout court. Le Moyen Age identifiait au saint, titulaire d'une église, l'église elle-même, les clercs qui y étaient attachés, les revenus affectés à leur entretien, etc. Cette simplicité géniale excluait toute distinction entre les biens de la fabrique d'une église et ceux de ses desservants. Les fidèles faisaient leurs offrandes au saint, les terres et les revenus appartenaient à ce même saint et constituaient une seule masse de laquelle on pourvoyait indistinctement aux nécessités de l'église et des personnes qui

en dépendaient : clercs, pauvres hôtes, etc. On disait alors : les terres de Saint-Pierre du Mont-Joux, donner à Saint-Nicolas du Mont-Joux. Le premier sceau connu de l'hospice, que l'on trouve appendu à des actes de 1168 et de 1174, reflète cette conception juridique et populaire à la fois. Il représente saint Nicolas assis, revêtu des habits pontificaux avec cette simple légende : Saint-Nicolas du Mont-Joux (*Sanctus Nicolaus Montis Iovis*).

Le fondateur de l'hospice ne tarde pas à être promu, lui aussi, titulaire de l'église appelée « église de Saint-Bernard » en 1149. Dès 1166, les deux titulaires



sont couramment unis dans l'appellation : « Eglise des SS. Nicolas et Bernard du Mont-Joux », qui désigne et l'église et les clercs qui la desservent et ses revenus et possessions.

Moins d'un siècle plus tard, cette belle unité a disparu : le prévôt a son sceau personnel dès 1215, le chapitre dès 1229. Ce dernier sceau représente saint Nicolas seul, mais la légende le relègue à la dernière place : *Sigillum capituli Montis Iovis Sancti Nicolai*. La dissociation ira encore plus loin, détruisant l'unité ecclésiale que symbolisait la dénomination « Saint Nicolas de Mont-Joux ». Dès 1265, les organes dirigeants sont au nombre de trois : le chapitre conventuel, le chapitre général et le prévôt, toujours regardé comme le supérieur de l'hospice bien que n'y résidant guère<sup>1</sup>. Chacun a sa compétence, ses revenus et son activité propre.

## Le régime corporatif

### *Le chapitre conventuel*

Composé du prévôt et des chanoines de l'hospice, le chapitre conventuel est la personne morale qui coïncide le mieux avec celle désignée précédemment sous le nom d'église de Saint-Nicolas. A ce titre, il a conservé jusqu'à maintenant des compétences spéciales. Pour la période qui va des origines à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, il est malaisé de décrire la vie de cet organisme. Notons du moins le peu que nous en connaissons.

Le chapitre conventuel devait comprendre une quinzaine de religieux d'après les constitutions de 1438 qui codifient un ancien usage. Les membres de ce chapitre étaient le prévôt, le prieur conventuel qui était en même temps prieur de Bourg-Saint-Pierre, coutume codifiée par les constitutions de 1438<sup>2</sup>, divers officiers, chantre, cellérier, aumônier, etc. et quelques novices qui, la période de formation achevée, émettent la profession religieuse.

Cependant tous les religieux de l'ordre ne sont pas formés à l'hospice. Selon l'usage généralement observé, chaque église pourvoit au recrute-

<sup>1</sup> Acte de 1265 muni des sceaux du prévôt, du chapitre général et du chapitre conventuel. Cf. L. Quaglia et D. Galbreath, p. 6.

<sup>2</sup> Titre 3. C'est un signe de l'identité de la personne morale qui, à l'origine, desservait et le Bourg et l'hospice. Très probablement, jusque vers 1177, il n'y eut pas d'autre prieur de la communauté vivant à l'hospice, que celui de Bourg-Saint-Pierre. Cette hypothèse s'appuie sur le fait qu'au chapitre de 1167 le prieur de Bourg-Saint-Pierre, Guy, est nommé en premier lieu et que ni prévôt ni prieur de l'hospice n'y figurent tandis qu'en 1229 est nommé un prieur de Mont-Joux, Amédée, et le desservant de Bourg-Saint-Pierre, sans titre de prieur, Falco, du bourg de Mont-Joux, prêtre. Cf. MDR, XII, pp. 33-34 et 57-58 et Gr. I, 356. La tenue du chapitre à Bourg-Saint-Pierre en 1167 et 1225 confirme ce point de vue.



ment et à la formation des clercs dont elle a besoin. On constate en effet la présence de novices dans plusieurs prieurés de l'ordre. Mais au début du XIII<sup>e</sup> siècle, les professions du moins devaient se faire à l'hospice. Ce fut même l'occasion de difficultés avec l'évêque d'Auxerre. Cet évêque interdit de recevoir des religieux dans l'hôpital d'Appoigny, maison de l'ordre, sans son consentement ; il exige que les religieux fassent profession entre ses mains et défend qu'ils aillent la faire au Mont-Joux sans son autorisation<sup>3</sup>.

Les religieux conventuels assument la charge la plus lourde dans la continuation de l'œuvre de saint Bernard : l'exercice de l'hospitalité, l'obligation du chœur et l'observance régulière. Malgré le climat extrêmement rigoureux, ils jeûnent durant l'avent et le carême (les deux carêmes)<sup>4</sup>.

Vers la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les officiers ont chacun leur administration. En 1281, le prieur claustral, Jean, cumule l'administration de la ferme de Saint-Oyen ; d'autres prieurs, un des bénéfices d'Aoste. Les constitutions sanctionneront cet usage en unissant à ce priorat celui de Bourg-Saint-Pierre et la ferme de Saint-Oyen. Le clavendier (économe) de l'hospice a aussi son administration<sup>5</sup>. Il faut en dire autant du sacristain<sup>6</sup> et, probablement, des autres officiers.

Le couvent a son sceau particulier. On le trouve pour la première fois dans un acte d'échange entre la maison du Mont-Joux et Pierre de Savoie, stipulé en août 1265. Il représente un oiseau passant tenant un rameau dans le bec avec, au-dessus, une étoile à six rais. La légende porte : *S(igillum) co(n)ve(n)t(us) et p(re)po(s)iti mo(ntis) iovis*<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> AGSB, chemise du document contenant la convention passée entre le prévôt Uldric et le prieur de Saint-Ours vers 1160.

<sup>4</sup> Pour ces temps de jeûne une rente de trois mesures de froment avait été assignée aux claustraux, acquise par le prévôt Nicolas et les prieurs Borcard, de Saint-Jacquême d'Aoste, et Pierre de Villerens, de Saint-Bernard de Montréal, et confirmée par Landri, évêque de Sion, le 21 octobre 1222, avec menace d'excommunication contre ceux qui détourneraient ce froment de sa destination. S. Pivano, p. 167.

<sup>5</sup> Le premier clavendier connu est Aymon de Hières à qui Jacques de Bosses, dit l'Ancien, céda, en août 1297 pour 15 livres, son droit de pâturage sur les prés d'Arc. E.-P. Duc, p. 52.

<sup>6</sup> Le chanoine sacristain, Thomas de Vevey, avait prêté 50 sous viennois à Alexandre, dit Clerc, de Saint-Rhémy, et en avait reçu en hypothèque un pré situé sous la Lescheler de Mont-Joux, par acte fait le 6 novembre 1284 dans la maison de Thébald, prêtre, et par devant Tibault, recteur de l'église de Saint-Rhémy. Ne pouvant rembourser la somme empruntée, ou pour tout autre motif, le même Alexandre vendit ce pré à l'hospice en mai 1287 pour le prix de 100 sous. Gr. II, 929 et S. Pivano, pp. 82 et 83. Cet acte est daté de 1087. C'est une erreur évidente, comme le démontre Pivano au même endroit.

<sup>7</sup> E.-P. Duc, p. 49. L'oiseau pourrait bien évoquer la colombe de Noé qui conduit à l'arche, dans le cas l'hospice, refuge sauveur, et l'étoile, la charité rayonnante du couvent. Cet élément-ci persévéra dans les armes de la maison.

## *Le chapitre général*

L'organe qui personnifie le mieux l'Ordre du Mont-Joux est le chapitre général présidé par le prévôt. A ce titre, il porte les lois qui régissent l'ordre, sauf intervention d'une autorité plus haute, ordinaire du lieu ou souverain pontife. Il est le seul propriétaire des biens de l'ordre et en dispose à sa guise. Le prévôt lui-même ne peut faire des aliénations sans son consentement. Lorsque des contrats sont passés par le prévôt ou quelque religieux avant la tenue du chapitre, le consentement du chapitre est réservé et, de toute façon, ces contrats n'acquièrent valeur définitive que par l'approbation du chapitre. Il intervient dans toutes les affaires importantes et son histoire se confond avec celle de l'ordre. Il suffira donc de noter ici quelques particularités de ce corps.

Des lieux et dates des premiers chapitres, il ressort que cette assemblée a adopté successivement comme lieux de réunion Bourg-Saint-Pierre, l'hospice, Roche et Meillerie qui doivent correspondre au déplacement du centre d'importance de la prévôté, de l'Entremont aux rives du Léman. Durant toute cette période, on ne connaît aucun chapitre tenu en vallée d'Aoste<sup>8</sup>.

Le chapitre se réunit probablement chaque année le 9 mai, fête de la translation des reliques de saint Nicolas, célébrée très solennellement dans l'ordre, ou le 28 août, fête de saint Augustin, auteur de la règle que professent les chanoines réguliers. Cette dernière date prévaut finalement. Le chapitre dure plusieurs jours.

Les prieurs et les curés participent au chapitre assemblé à Bourg-Saint-Pierre en 1167. Les prieurs y ont la préséance sur les curés et le prieur de Bourg-Saint-Pierre sur les autres prieurs. Celui de l'hospice n'est pas nommé. Probablement parce qu'il s'identifie avec celui de Bourg-Saint-Pierre, prieuré qui conservait encore sa prééminence sur l'hospice.

Les constitutions de 1438 préciseront quels sont les religieux qui doivent prendre part au chapitre.

Pour l'exécution de ses décrets et l'expédition des affaires courantes, chaque chapitre désigne des procureurs et des officiers sur lesquels la période suivante apportera plus de lumière.

### <sup>8</sup> Dates et lieux des premiers chapitres :

Entre 1145 et 1149

1167	Bourg-Saint-Pierre
1225, 24 août	Bourg-Saint-Pierre
1227	Hospice
1234	Hospice
1237	
1255	
1265	

1274

1280, 9 mai	
1290, 28 août	Roche
1294, 9 mai	Meillerie
1296, 28 août	
1306, 28 août	Roche
1310, 9 mai	Roche
1323-1409	Meillerie

Le sceau du chapitre est mentionné pour la première fois en 1229<sup>9</sup>. Le plus ancien exemplaire est appendu à un acte de 1265. Le même sceau était encore utilisé au XVI<sup>e</sup> siècle. Il représente saint Nicolas, assis, mitré et crossé, avec l'inscription : *Sigill(um) Capituli Montis Jovis S(an)cti Nichol(ai)*.

### *Les prévôts jusqu'en 1302*

Au XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècle, le prévôt était, dans une communauté, le premier dignitaire après le prieur ; dans la suite son importance s'accrut jusqu'à le supplanter. Cette évolution a dû se produire aussi au Mont-Joux : le prieur de Bourg-Saint-Pierre aura remis la direction de l'hospice à son prévôt (on dirait aujourd'hui : à son sous-prieur). L'hospice, prenant rapidement de l'importance, son recteur, le prévôt, en prit également et devint le premier dignitaire de l'Ordre du Mont-Joux<sup>10</sup>. Cette évolution est achevée avant 1177, année où Bourg-Saint-Pierre figure au nombre des bénéfices de l'hospice. Le prévôt résidant rarement à l'hospice, on y établit un prieur (signalé pour la première fois en 1222), dont les compétences prêtaient encore à discussion en 1349. Le prévôt conserva toujours en titre l'église de Saint-Nicolas du Mont-Joux. La succession des prévôts, supérieurs généraux de l'ordre, formant comme l'épine dorsale de l'histoire de la maison, nous l'avons établie avec tout le soin possible.

#### *Arman, 1127-1150<sup>10bis</sup>*

Bien que non mentionné d'ordinaire, ce prévôt l'est cependant par Roland Viot qui le place, sans date, après le prévôt Uldry. Un acte stipulé à Aoste en 1127 unit le nom d'Arman à celui de l'église de Saint-Nicolas comme s'ils ne faisaient qu'un : *Armannus et ipsa ecclesia* et comme on le fait dans la suite pour le prévôt Uldry : *Domui Sancti Bernardi et Uldrico preposito*. En outre, en 1150, le comte Humbert III, prenant sous sa protection la collégiale de Saint-Ours, le fait connaître aux différentes autorités de la vallée d'Aoste, entre autres à A. et Vu. et leurs frères du Mont-Joux. Le

<sup>9</sup> Gr. I, 356.

<sup>10</sup> Gr. I, 144. L'hypothèse d'une telle évolution est confirmée par la formule employée parfois dans les bulles pontificales qui fait du prévôt un subordonné du prieur. En 1374 encore, une bulle de Grégoire XI porte : *dilecti filii prepositus et conventus... Montis Jovis nuncupati, per priorem soliti gubernari*. Gr. V. 2160. Comme les bulles reproduisent souvent des formules depuis longtemps dépassées par l'évolution, on est fondé à voir dans cette formule-ci la description d'un régime fort ancien mais depuis longtemps disparu, celui où le prévôt n'était que le second du prieur de Bourg-Saint-Pierre.

<sup>10bis</sup> Jérôme Darbellay, *Compilation ex Pot pourri*, note : *In actu donationis ab Umberto Comite fructuariensi monasterio de Ecclesia de Chambave anno 1100, legitur testis Vuillelmus de Monte Jovis (fors Joveti)*. Ce Guillaume de Mont-Joux (ou Monjovet) serait-il un prédécesseur d'Arman ? C'est peu probable.

premier nommé semble bien s'identifier avec Arman, premier prévôt connu <sup>11</sup>.

*Uldry, 1158-1173.*

Il reçoit plusieurs donations et fait nombre d'achats pour l'hospice à Aoste où semble s'exercer son activité.

*Guy, 1174.*

Il intervient comme témoin avec Valbert, prévôt de Verrès, et le prieur de Colonne-Joux, dans une sentence portée à Aoste par Pierre, évêque de Tarentaise <sup>12</sup>.

*Guillaume, 1176-1177.*

La bulle d'Alexandre III, datée de Venise, le 18 juin 1177, est adressée à « Guillaume, recteur de l'hôpital des SS. Nicolas et Bernard du Mont-Joux et aux frères qui y professent la vie régulière » <sup>13</sup>.

*Pierre de Lancel ou Lesel, 1181-1206.*

Il est mentionné pour la première fois dans une bulle du pape Luce III, du 14 mars 1181 <sup>14</sup>, et pour la dernière fois en 1206. Le déterminatif « de Lancel » ne se trouve que dans le regeste d'un acte dont l'original manque. Lesel pourrait être Leysin <sup>15</sup>.

*Vaucher (Valcherius), 1206-1208.*

Il passe à Aoste, en 1206 et en 1208, des transactions avec Valbert, évêque d'Aoste, au sujet des églises de Saint-Oyen, de Saint-Rhémy <sup>16</sup> et d'Etroubles <sup>17</sup>.

*Arducijs, 1213-1215.*

En 1213, le prévôt du Mont-Joux est à Rome pour soutenir un procès contre l'abbé de Saint-Seine-l'Abbaye au sujet de Val-Suzon. C'est probablement le prévôt Arducius, mentionné le 9 juin 1215, date où, avec l'évêque de Lausanne, il appose son sceau à un accord stipulé entre le chapitre

<sup>11</sup> S. Pivano, p. 86 et HPM, *Chart.*, t. I, col. 1339, cité par le P. Anselme Dimier, *Amédée de Lausanne*, 1949, p. 321.

<sup>12</sup> J.-A. Duc, II, p. 36.

<sup>13</sup> Gr. I, 156.

<sup>14</sup> E.-P. Duc, p. 32, cite ce prévôt dès 1180, mais sans donner de preuves. Il date la bulle de Luce III de 1183, tandis que S. Pivano, p. 101, l'attribue à 1181. Cette dernière date semble plus plausible.

<sup>15</sup> AST, Sez. Ia, premier paquet. Il n'existe qu'un regeste. Cf. *Vallesia christiana*, p. 466, aux noms Lesel et Lezel.

<sup>16</sup> S. Pivano, p. 143.

<sup>17</sup> S. Pivano, pp. 147 et 148.

de Lausanne et le prieuré d'Etoy<sup>18</sup>. C'est la première mention du sceau du prévôt.

*Guy d'Aigle, 1219-1224.*

Ce prévôt a une physionomie moins impersonnelle que ses prédécesseurs. Il est probablement de la noble famille d'Aigle dans laquelle le nom de Guy se retrouve deux fois vers cette date. Les importantes donations faites à l'hospice entre les mains de ce prévôt par les de la Tour, majors de Sion, s'expliquent plus aisément si le prévôt Guy a appartenu à la famille d'Aigle qui, tenant le vidomnat de Sion, était naturellement en étroites relations avec les majors de la Tour.

En 1219, il échange des terres avec le chevalier Falcon de Bosses. L'acte est muni du sceau du chapitre du Mont-Joux et de son sceau personnel où il figure revêtu des ornements d'église, les deux mains un peu élevées et ouvertes avec la légende : *Sigillum Guidonis p(re)positi Montis Iovis*. En 1224, il reçoit d'Aymon de la Tour diverses dîmes dans la région de Sion.

*Nicolas Quarteri, 1222.*

Nicolas Quarteri, fils de Maurice, fit don au Mont-Joux, avant 1188, d'un alleu situé au Plan-des-Fourches, sur le coteau d'Aoste<sup>19</sup>. Devenu chanoine du Mont-Joux, il est prieur de Saint-Bénin en 1199 et apparaît assez en vue dans les tractations passées en 1206 et 1208 avec l'évêque d'Aoste. Il est mentionné sous le nom de Nicolas de Saint-Bénin en 1219<sup>20</sup>, puis comme prévôt le 24 juin et le 21 octobre 1222. Le 24 juin, il était en Angleterre<sup>21</sup>.

Cette prélatrice chevauche celle de Guy d'Aigle. S'agit-il d'un prévôt intrus ? On sait en effet que le prévôt Nicolas a été déposé de sa charge en raison de son indignité et que les deux bénéfices de Saint-Bénin, à Aoste, et de Saint-Bernard, à Verceil, ont été affectés à son entretien. Le chapitre de Mont-Joux estimant ce cumul excessif demanda au pape d'y mettre fin. Le pape Honorius III, en 1225, chargea l'archevêque et le prieur de Moûtiers de trancher cette affaire<sup>22</sup>.

Au XIII<sup>e</sup> siècle, le Mont-Joux sera en relation avec les Quartéry de Saint-Maurice. Pierre Quartéry tient en fief des biens de la maison du Saint-Bernard situés à Morcles et à Vigny longtemps avant 1280<sup>23</sup>.

<sup>18</sup> Gr. I, p. 244. A. Jahn, D. Martigner et F. de Gingins - La Sarra, *Cartulaire de Notre-Dame de Lausanne*, MDR, première série, t. VI, 1851, p. 259.

<sup>19</sup> G. Battaglini, p. 244.

<sup>20</sup> G. Battaglini, pp. 253 et 254. Cf. E.-P. Duc, p. 40.

<sup>21</sup> S. Pivano, p. 167. *Hornchurch Priory a Kalendar of documents* par H.-F Westlake, N° 377. A cette date, il se trouve en Angleterre où il passe un contrat obligeant le procureur du Mont-Joux en Angleterre à verser annuellement une certaine somme à Jean, fils d'Ailwin.

<sup>22</sup> J. Bernouilli, *Acta pontificum helvetica*, Bâle, 1891, t. I, N° 136.

<sup>23</sup> Gr. II, 884. Gremaud a lu Marc, comme nom du prévôt, au lieu de Martin.

2  
*Pierre de la Porte Pertuis ou de la Porte Saint-Ours, 1215-1237.*

Il était de la famille des seigneurs de la Porte Pertuis d'Aoste. Son nom apparaît pour la première fois dans un acte du chapitre du Mont-Joux, du 24 août 1225. Le sceau appendu à cet acte représente le prévôt debout, en chasuble et avec manipule, les mains élevées comme une orante, avec la légende : *Sigillum Petri prepositi Montis Iovis*<sup>24</sup>. Le prévôt Pierre se trouve à l'évêché d'Aoste le 15 juin 1229 pour passer une transaction<sup>25</sup>. Il est cité pour la dernière fois, en 1237, dans un accord avec l'évêque de Turin au sujet de l'église de Saint-Martin de Ciriè<sup>26</sup>.

*A(rmod ou Armand), 1237.*

Il est cité en 1237 dans un acte stipulé à Bex avec la seule initiale de son nom : « A. humble prévôt »<sup>27</sup>.

*Falcon, 1240-1259.*

Le 3 décembre 1240 à Sion, Falcon passe, avec Pierre de Saxon, une transaction où l'évêque de Sion, Boson de Granges, figure comme témoin<sup>28</sup>. Il est à Moudon le lendemain de l'octave de l'Épiphanie en 1245<sup>29</sup>. D'après un concordat passé à Sion le 17 octobre 1250, entre l'évêque et le prévôt, il est convenu que, lors de son serment d'obédience pour les bénéfices du Mont-Joux se trouvant dans le diocèse, le prévôt recevra charge d'âmes pour ces églises avec faculté de la déléguer à ses chanoines<sup>30</sup>. Falcon est mentionné pour la dernière fois en 1259<sup>31</sup>. Il était aussi chanoine de Saint-Ours<sup>31bis</sup>.

*Girod de la Salle, 1253-1263.*

Il était originaire du Faucigny<sup>32</sup>. Les dates extrêmes de ce prévôt empiètent sur celles de son prédécesseur et de son successeur<sup>33</sup>. Il ne semble pas cependant qu'on puisse mettre en doute son existence. Les événements contemporains suggèrent une explication, celle d'une double élection faite, l'une sous l'influence des partisans de l'empire, l'autre sous celle des parti-

<sup>24</sup> Gr. I, 606.

<sup>25</sup> Gr. I, 356.

<sup>26</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>27</sup> P. Gard, *Histoire*, et E.-P. Duc, p. 42.

<sup>28</sup> Gr. I, 615.

<sup>29</sup> Gr. I, 619.

<sup>30</sup> Gr. I, 530.

<sup>31</sup> J. Hisely et J. Gremaud, *Monuments de l'histoire du comté de Gruyère*, dans MDR, t. XXII, N° 32.

<sup>31bis</sup> Nécrologe de Saint-Ours, au 7 septembre.

<sup>32</sup> E.-P. Duc, p. 47.

<sup>33</sup> E.-P. Duc le cite en 1253 et en 1255 comme possesseur de la dîme de Courmayeur ; E.-F. von Mülinen, dans *Helvetia Sacra*, Berne, 1858, en 1253 et 1268 sans aucune référence.

sans de la papauté, qui se livrèrent une guerre farouche surtout de 1249 à 1268, date de la mort de Pierre de Savoie. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que, par le jeu des mêmes influence, il y eut une double élection à l'évêché de Sion en 1273<sup>34</sup>.

#### *Pierre, 1265-1273.*

D'abord prieur de Meillerie, il posa la première pierre de ce prieuré reconstruit et doté par la générosité des seigneurs de Pessoneri<sup>35</sup>. Comme prévôt, en août 1265, il conclut un échange avec Pierre de Savoie. L'acte est muni des sceaux du chapitre, du couvent et du prévôt. Celui-ci représente le prévôt tourné vers la droite, debout devant un autel et élevant le calice des deux mains, l'ample chasuble relevée en plis sur les bras, avec la légende : *Sigillum Petri p(re)positi Montis Iovis*<sup>36</sup>.



#### *Martin, 1274-1301.*

Son nom apparaît pour la première fois en 1274, dans un acte concernant l'autel de Saint-Michel érigé dans l'hospice<sup>37</sup>. Son sceau, que l'on trouve au bas d'un acte de 1290, représente saint Bernard de face, debout, portant le manipule au poignet gauche. Il est malaisé de dire s'il porte un livre. Dans le champ autour de lui on remarque, à gauche, une flamme et une étoile ; à droite deux croissants, celui du bas versé. La légende manque en partie. Elle est facile à reconstituer : *Sigillum Martini prepositi Montis Iovis*<sup>38</sup>. On peut supposer que ce prévôt résida à Meillerie où il demeurerait déjà comme prieur, car le chapitre se tient fréquemment en ce lieu à partir de 1294.



<sup>34</sup> Ces luttes étaient un contrecoup de la querelle des Investitures. En 1245, le pape avait excommunié l'empereur Frédéric II et lui avait suscité un compétiteur en la personne de Guillaume de Hollande. Celui-ci envoya Eberard de Nidau en qualité de gouverneur dans la vallée d'Aoste et le Bas-Valais, partisans de Frédéric II. Le comte de Savoie supportait impatiemment cet état de choses ; de mauvais traitements infligés à ses envoyés le décidèrent à tenter un coup de main. Il réunit des troupes en Savoie et s'apprêta à pénétrer à la fois dans le Bas-Valais et dans la vallée d'Aoste. Le gouverneur allemand quitta Aoste, vint par le Mont-Joux dans le Valais épiscopal qui était partisan de Guillaume de Hollande, et réunit une troupe de Haut-Valaisiens pour s'opposer à la tentative du comte de Savoie. Il ne le put. Tout le Valais fut conquis par les troupes savoyardes qui, par contre, ne purent pénétrer par la force en vallée d'Aoste, mais seulement à la suite de pourparlers avec les seigneurs de la vallée. Amédée IV, qui commandait personnellement les troupes envoyées contre la vallée d'Aoste, vint jusque dans la ville, y fut acclamé souverain, puis rentra en Savoie par le Mont-Joux (cf. J.-A. Duc, II, pp. 306 à 310). La guerre continua entre Pierre II et l'évêque de Sion, Henri de Rarogne, avec des alternatives



Martin déploya une grande activité administrative. Il ne semble pas avoir eu de difficultés avec les diocèses voisins. La liberté d'élection du prévôt paraissant menacée par le fait que la cour papale intervient, dès 1274, dans la nomination de l'évêque de Sion<sup>39</sup>, il obtient du pape Honorius IV, en 1286, la confirmation de cette liberté<sup>40</sup>. L'administration prudente et active de ce prévôt lui a valu le titre élogieux d'économe<sup>41</sup>. Son successeur est Jean de Duin qui reçoit sa confirmation le 14 août 1302.

Comme la maison du Mont-Joux ne jouissait pas encore de l'exemption, les prévôts énumérés ci-dessus dépendaient de l'évêque de Sion. Ils étaient confirmés par lui et devaient lui faire obéissance. Plusieurs d'entre eux avaient été prieurs. Le priorat devait être comme une condition ordinaire pour accéder à la prévôté, les prieurs ayant la préséance sur les curés.

Avec le prévôt Martin, le mouvement d'extension de la prévôté atteint à peu près son point culminant. Ce prévôt aura des successeurs qui feront une carrière plus brillante et seront bien en cour auprès des comtes de Savoie ; mais au fur et à mesure qu'ils seront pris dans le mouvement de la cour, ils se désintéresseront de l'hospice et du bien général de la prévôté pour s'appliquer à leur fortune personnelle.

de succès et de revers. La paix ne fut rétablie qu'après la mort de Pierre II, en 1268, et ramena le statu quo.

<sup>35</sup> Inv. OM. Le coadjuteur Boniface, de passage à Meillerie le 2 janvier 1703, fit ouvrir le tombeau qui est dans le chœur de l'église et y trouva trois squelettes, ceux des seigneurs « Lopessoneri », à son avis. *Itinéraire*, vol. I.

<sup>36</sup> L. Quaglia et D. Galbreath, pp. 6 et 7. Cf. Ins. OM. E.-P. Duc, p. 49, dit que le sceau représente saint Bernard célébrant la messe.

<sup>37</sup> J.-A. Duc, II, p. 446.

<sup>38</sup> L. Quaglia et E. Galbreath, p. 7.

<sup>39</sup> Victor van Berchem, *Guichard Tavel, évêque de Sion 1342-1375, Etude sur le Valais au XIV<sup>e</sup> siècle*, dans *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte*, vol. 24, 1899, p. 88.

<sup>40</sup> Gr. II, 951.

<sup>41</sup> P. Gard, *Catalogue*.



## CHAPITRE II

# Le temporel

### La dotation

Lors de sa fondation, chaque monastère est pourvu de ressources suffisantes. Le monastère de Saint-Pierre du Mont-Joux avait reçu des biens importants dans la Bourgogne. L'hospice fondé par saint Bernard eut aussi sa dotation propre. Il y ajouta, après avoir supplanté l'église de Saint-Pierre, cette même église et ses possessions. Ainsi le monastère de Bourg-Saint-Pierre, de maison principale de l'ordre, passa au premier rang des bénéfices de l'hospice construit au sommet du Mont-Joux. Il convient de remarquer que, si tout monastère a besoin d'une dotation, celui du Grand-Saint-Bernard en a doublement besoin, en raison des charges de l'hospitalité et de sa situation dans un lieu si aride.

### *Les biens donnés*

Les biens qui entrent dans la dotation de l'hospice sont des plus variés. Ce sont des églises : Saint-Etienne de Liddes, Sainte-Marie de Martigny, Saint-Pierre de Lens, etc., dans le diocèse de Sion ; Saint-Jacquême<sup>1</sup>, Saint-Bénin<sup>2</sup>, dans le diocèse d'Aoste ; Saint-Salvator de Borgomasino, dans le

<sup>1</sup> Le prieuré de Saint-Jacquême et l'église de Saint-Georges de Pollein relevaient de l'archevêque de Tarentaise. Cf. S. Pivano, p. 96. Ces deux églises avaient été données par saint Pierre de Tarentaise, en 1151, au couvent de Verrès, puis au Mont-Joux avant 1177.

<sup>2</sup> Le couvent de Saint-Bénin fondé en 1019 par les bénédictins de Fructuaire fut cédé au Mont-Joux peu de temps avant l'année 1177. Cf. E.-P. Duc, p. 29, note 3.

diocèse d'Ivrée<sup>3</sup> ; Saint-Martin de Ciriè, dans le diocèse de Turin<sup>4</sup> ; Saint-Bernard de Verceil ; Sainte-Marie de Castiglione dans le diocèse de Conza (Bénévent)<sup>5</sup> ; Saint-Pierre de Capizzi dans le diocèse de Messine ; d'autres en Savoie, en Suisse romande, en Bourgogne, ainsi que les églises de Ferrette dans le diocèse de Bâle et celle de Hornchurch dans le diocèse de Londres<sup>6</sup> ; Ces églises unies à celle du Mont-Joux devaient lui venir en aide en lui payant chaque année une pension sur leurs revenus.

La dotation comprit aussi des chapelles : celles de Saint-Michel dans l'hospice<sup>7</sup>, de Romford dans le diocèse de Londres, de Rions dans le diocèse

<sup>3</sup> Eglise donnée en 1170 par Guy, comte de Canavais, et ses fils, Arduin et Guillaume. E.-P. Duc, p. 26.

<sup>4</sup> Charles I<sup>er</sup>, évêque de Turin, donne en 1158 l'église de Saint-Martin de Ciriè au prévôt du Mont-Joux, Uldry. Dès le XI<sup>e</sup> siècle, cette église qui constituait un riche bénéfice était donnée en commendé aux évêques de Turin ou à des religieux hospitaliers. Le curé qui portait le titre de plébain fut souvent appelé prévôt depuis l'union à l'hospice du Saint-Bernard. Ce bénéfice donna lieu à quelques différends avec les évêques de Turin. Le Saint-Bernard le perdit définitivement avant 1502 lorsque ce bénéfice fut uni à l'abbaye de Saint-Michel de la Cluse. Cf. E.-P. Duc, p. 25, et A. Sismonda, *Notizie storiche di Ciriè*, Ciriè, 1924, notes, pp. 146 et suivantes.

<sup>5</sup> La comtesse B. de Loritello, épouse du comte Rodolphe, donna en avril 1149, du consentement de Jean, évêque élu, et du chapitre de la basilique de Conza, l'église de Sainte-Marie située dans le territoire de Castiglione, avec les fermes dépendantes. Cette donation est faite à « l'église de Saint-Bernard qui est sur le Mont-Joux ». Elle comporte quelques conditions : le recteur ne soustraira pas cette église à l'autorité de celle de Conza à laquelle il donnera chaque année deux livres de cire et une d'encens. En outre, après trois ans, il lui donnera chaque année, à Noël et à Pâques, huit tarens de Salerne. Il participera au synode de l'église de Conza, en recevra le saint chrême et y fera ordonner les clercs de Sainte-Marie. Si un paroissien de l'église de Conza devait être enseveli dans l'église de Sainte-Marie, le quart des émoluments reviendrait à l'église de Conza. L'évêque élu et les chanoines de son chapitre sont nommés au bas de l'acte qui se termine par ces mots : « Moi Roger, chanoine régulier, je fus présent ». Cf. S. Pivano, pp. 136, N° 46, et pp. 76 et 77.

Notons au sujet de cet acte qu'il est le premier à donner le titre d'église de Saint-Bernard à l'église du Mont-Joux. L'étrangeté du fait qu'une comtesse du sud de l'Italie fasse acte de générosité envers un hospice perdu dans les Alpes retiendra notre attention quand il sera question de la répartition géographique des bénéfices du Mont-Joux.

<sup>6</sup> Dès août 1158, le trésor royal paya annuellement au Mont-Joux vingt-cinq livres sur les revenus des terres d'Havering, dans l'Essex, et huit sur celles de Chislehurst, dans le Kent. En même temps, probablement, le roi lui donna l'église d'Havering (appelée plus tard Hornchurch, *monasterium cornutum*) avec toutes ses dépendances *ad faciendum sibi ignem et pauperibus*. Parmi ces dépendances figuraient assurément la chapelle de Romford et le manoir de Suttons. En 1160, les chanoines de Mont-Joux commencèrent leur ministère dans le village de Havering. Cf. Thomas Perfect, *Ye Olde Village of Hornchurch*, Colchester, 1917, pp. 50 et 60. Cf. aussi *Essex Archaeological Society*, vol. VI, part. 1, pp. 6 et 7. Entre 1162 et 1170, Thomas Becket, archevêque de Canterbury, confirme au Mont-Joux les trente-trois livres de rente données par le roi d'Angleterre en 1158. Hornchurch Priory, N° 530. En 1170, Thomas meurt martyr. Notre antiphonaire de 1553 a des antennes propres pour ce saint.

<sup>7</sup> Elle se trouvait très probablement dans le clocher, au premier ou au deuxième étage. En 1274, le clerc Vuillierme Nocher fonda une chapellenie pour la desservir, la dotant de plusieurs propriétés situées à Paravère, sous les murs d'Aoste. Le chapelain devra dire chaque jour une messe pour les fidèles défunts. Le prévôt Martin et le chapitre acceptèrent cette fondation et promirent de présenter, en son temps, à l'évêque d'Aoste le chanoine de l'hospice qui satisferait à cette obligation. J.-A. Duc II, p. 446. Cf. L. Blondel, *Hospice*, pp. 26 et suivantes.

de Novare, de la Majorie, à Sion<sup>8</sup>, etc. ; des hôpitaux : ceux de Châtillon en vallée d'Aoste<sup>9</sup>, Saint-Jean de Lausanne<sup>9bis</sup>, de la Maison-Dieu de Troyes, etc. ; une prébende canoniale dans la cathédrale d'Aoste<sup>10</sup>, etc.

Les biens-fonds entrent pour une large part dans cette dotation. Il va de soi que l'hospice possède dès ses débuts les lieux environnants. Pour faciliter l'accroissement de ce domaine, le comte de Savoie, Amédée III (et peut-être déjà ses prédécesseurs), lui accorde, en 1137, le droit exclusif d'acheter des terres sur le Mont-Joux (*Mons Iovina*), qui devait comprendre, dans un large rayon, les alpages voisins de l'hospice, montagnes de la Pierre, d'Arc et autres. En même temps, le comte donne au Mont-Joux toutes les terres de l'hôpital de Château-Verdun (actuellement la ferme de Saint-Oyen), qui seront très utiles en raison de leur proximité. Thomas de Maurienne garantit le combustible nécessaire à l'hospice en lui concédant le droit d'affouage sur les bois de Ferret. L'hospice possède, dans la vallée de Valpelline, un parchet qui porte le nom de Pramoujou ; à Chamen, un alleu ; devant le château d'Oyace, un pré, etc. ; dans les environs d'Aoste, la ferme de Bibian dès 1177 ; à Corléan, un grand nombre de propriétés ; dans le reste de la vallée, une multitude de vignes, de champs, de prés, etc. En 1145, Odon de Viverone lui donne un fonds de terre (*mansus*) à « Pontiolum », près d'Ivrée.

D'autres bienfaiteurs constituent des rentes annuelles en argent ou en nature sur des terres, des maisons, des marchés ou des industries : l'empereur, vingt marcs d'argent sur le château de Saint-Miniat près de Pise ;

<sup>8</sup> Elle provient des frères Aymon et Guillaume de la Tour et de leur neveu Rodolphe, avec approbation de dame Marguerite de Morestel, épouse d'Aymon, et de ses enfants, Pierre, Chabert et Aymon. Les de la Tour étaient majors de Sion au nom de l'évêque dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Ils occupaient à Sion le château de la Majorie. En présence de Landri, évêque de Sion, ces nobles, pour le salut de leurs âmes et celles de leurs ancêtres, donnent en aumône perpétuelle à la maison de Mont-Joux, entre les mains du prévôt Guy, leur chapelle de la tour de la Majorie. Le prévôt, de son côté, promet d'y faire célébrer dignement l'office divin. Sont présents : Rodolphe, prieur de Martigny, Pierre et Anselme, chanoines de Mont-Joux, etc. L'acte est passé le 30 mars 1221 à Saint-Pierre-de-Clages (Gr. I, 288). Les chanoines de Mont-Joux prenaient ainsi pied dans la ville épiscopale. Cette chapelle leur appartenait encore en 1323.

<sup>9</sup> Cet hospice fut fondé en 1165 par le vicomte d'Aoste, Boson, à Châtillon, en vallée d'Aoste. Le vicomte le dota d'un champ, dit Champ-Calort, du droit de mainmorte sur les passants qui mouraient à Châtillon, d'une vigne en Cayli (ou Coyli) à Torgnon, de ses droits sur le village de Berzin, du Pré-Rond avec maison attenante et de la montagne de Champ-Torney. Il remit cet hospice au prévôt Uldry et aux chanoines de Mont-Joux qui en assurèrent le service. Cet hospice se trouvait en face de l'actuel couvent des capucins. E.-P. Duc, p. 25.

<sup>9bis</sup> Cet hôpital appartenait d'abord au chapitre de Lausanne. Cf. Calmette et Clouzot, *Pouillés des provinces de Besançon*, p. 102 A.

<sup>10</sup> Aymon du Palais, chanoine de la cathédrale d'Aoste, dans son testament rédigé en 1272, fait mention de cette prébende du Mont-Joux. Cette prébende est dénommée : *Sancti Bernardi Auguste*. (Cf. *Liber reddituum capituli Auguste*, pp. 133 et 134.) Elle avait été fondée par Jacques des Cours, chanoine de la cathédrale d'Aoste, mort le 23 septembre 1285. Elle devait supporter les frais d'un réfectoire, repas commun des chanoines, à la fête de la Nativité de la Saint-Vierge. Cf. J.-A. Duc II, 427, et III, p. 110.

le roi d'Angleterre, trente-trois livres sur des terres ; Henri, comte palatin de Troyes, la moitié du péage des toiles qui se vendent à Provins<sup>11</sup> ; d'autres, des quantités fixes de grains ou de vin sur des champs et des vignes, la dîme sur une partie du territoire de Sion<sup>12</sup>, deux sous sur une maison à Sierre<sup>13</sup> ; neuf mesures de grains sur la dîme de Bière, etc. Ces sortes de rentes sont en si grand nombre qu'il serait fastidieux de les énumérer.

Mentionnons encore, parmi les biens de dotation, des droits seigneuriaux sur des terres et des serfs à Saint-Oyen, à Bourg-Saint-Pierre, dans le haut de l'Entremont<sup>14</sup>, à Morcles<sup>15</sup>, à Roche, à Meillerie, à Etoy et

<sup>11</sup> L'année 1154, Henri de Carinthie, évêque de Troyes, et son parent Henri, comte palatin de Troyes, donnent à la maison de Mont-Joux un hôpital, dit Maison-Dieu, situé sur la place de Troyes (E.-P. Duc, p. 25). Le pape Adrien IV confirme cette donation le 7 mars 1156 (ou 1159) (Gr. I, 143 et S. Pivano, p. 88) et Henri de Carinthie, évêque de Troyes, en 1158 (Gr. I, 142). Henri, comte palatin, donne encore à l'église de « S. Bernard de Mont-Joux » la moitié du péage des toiles qui se vendent à Provins et un serf, Ingon Cornessel, avec ses enfants et ses biens. Cet acte est à dater de 1156 à 1177 (Gr. I, 594).

<sup>12</sup> En 1224, Aymon de la Tour, qui avait confié à l'hospice sa chapelle de la Majorie, lui fait une nouvelle largesse. Par un acte passé dans l'église de Saint-Pierre-de-Clages, il lui donne en aumône perpétuelle, entre les mains du prévôt Guy et de tout son chapitre, la dîme qu'il possède sur le territoire de Sion au lieu-dit Tavaillon (excepté la vigne de ses seigneurs du chapitre cathédral), à la Souteryt, sous le château de Valère, à Champsec, le long du chemin qui conduit à Nendaz et le tiers de la dîme de tout le val d'Hérens. En contrepartie, le prévôt et ses chanoines feront chaque année son anniversaire et les prêtres célébreront la messe pour lui (Gr. I, 311). Aymon mourut en 1226. Un autre membre de la famille de la Tour, Pierre, du consentement de sa femme Perrette, de son fils W., de son neveu W., et de ses nièces Jeanne et Christine, vendit au Mont-Joux un édifice situé à Icogne avec un chesal et ses dépendances. Cet édifice était à l'usage de Jean d'Icogne (Uconis). Parmi les témoins figurent Odon, prieur (de Lens, assurément), R. de Montjovet, W. de Chalais, Aymon Albi, Jean Taverners, etc. L'acte se fait à Sion le 25 février 1233 ou 1234 (Gr. I, 610). S'agit-il bien d'une vente ? Les expressions employées : « J'ai donné, vendu et fini » indiquent une vente-donation précédente suivie de contestations auxquelles Pierre de la Tour met fin en cédant tous droits à la maison de Mont-Joux.

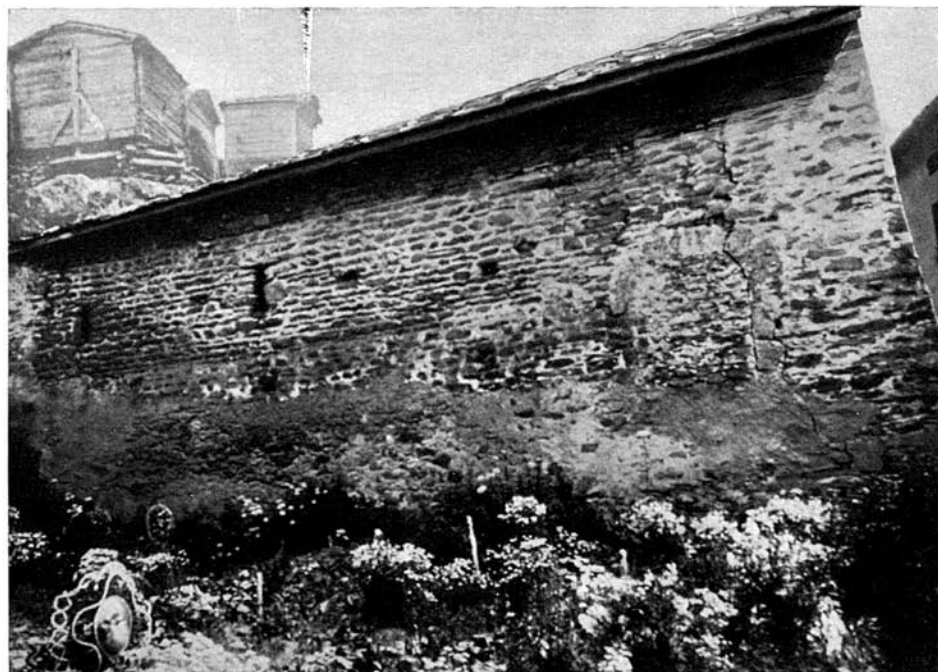
<sup>13</sup> Le 29 août 1254, Boson de Sierre, chanoine sacristain de Sion, donne par testament à Uldric, fils de sa nièce Brune, ses droits sur un édifice qu'André de Villa tenait de lui. Uldric devra donner annuellement à la maison de Mont-Joux deux sous de service et cinq sous de plaît. Parmi les témoins, relevons le nom de Guillaume, chanoine de Mont-Joux (Gr. I, 618).

<sup>14</sup> La famille d'Allinges possédait dans l'Entremont des droits seigneuriaux, entre autres le droit d'échute. Entre les années 1103 et 1125, avec l'agrément du comte Amédée III, trois membres de cette famille cédèrent ce droit à l'église de Saint-Nicolas : les frères Boson et Girold, de la Nior (soit du torrent d'Allèves) au Bourg-Saint-Pierre, et Amédée, de ce Bourg à la Fontaine-Couverte (qui est à l'extrémité ouest du lac du Saint-Bernard). Amédée d'Allinges mourut à Aoste avant 1125. Cette année-là, Amédée III approuve à nouveau cette donation à la demande de Boson d'Allinges, de Pierre de la Porte Saint-Ours, de Godefred, d'Aliexed, de Gauthier Crassi et d'Ogier Rosset qui, tous, cèdent ce droit d'échute à l'hospice. Il en faut conclure qu'avant 1125, ces familles avaient accédé à la participation des droits seigneuriaux de la famille d'Allinges dans l'Entremont (S. Pivano, pp. 85 et 86). Le pape Alexandre III confirmera cette donation par bulle du 29 mai 1179 (E.-P. Duc, p. 31 ; Duc date cette bulle de 1179 tandis que Gr. I, N° 157, la situe entre 1161 et 1179). En 1236 encore, Henri d'Allinges reconnaîtra à l'hospice ce droit d'échute (Gr. I, 413).

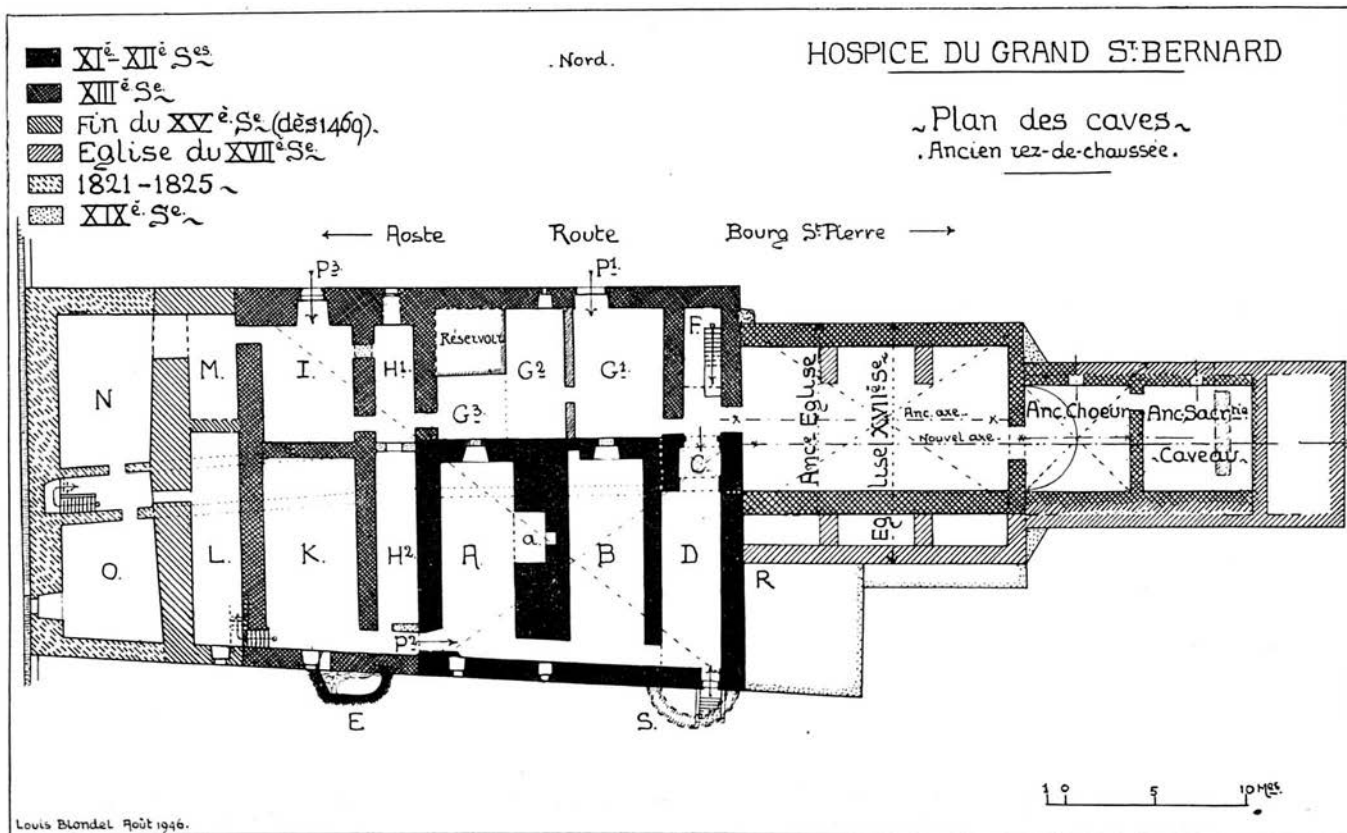
<sup>15</sup> Avant 1280, le Saint-Bernard y possédait un serf, Pierre de Morcles (Gr. I, 884).



Pl. III a - Eglise de Bourg-Saint-Pierre



Pl. III b - Ancien prieuré de Bourg-Saint-Pierre



Pl. IV - A Cuisine et réfectoire  
 F Foyer  
 B Hospice des passants  
 C Base du clocher  
 D Corridor

E Caveau de saint Bernard  
 F Escalier  
 G<sup>1</sup> Vestibule  
 G<sup>2</sup> et G<sup>3</sup> Ecuries  
 H<sup>1</sup> et H<sup>2</sup> Couloirs

I Salle  
 K Cave  
 L Salle des accumulateurs  
 M Salle  
 N Boucherie

O Centrale électrique  
 P<sup>1</sup> et P<sup>3</sup> Portes  
 P<sup>2</sup> Porte du premier hospice  
 S Escalier accédant au  
 premier étage



ailleurs. Entre 1158 et 1172, le roi d'Angleterre exempte le Mont-Joux de tout péage, pontonnage et coutume sur le territoire anglo-aquitain<sup>15bis</sup>.

Cette énumération est loin d'être complète, mais elle donne une idée suffisante de l'importance en même temps que de la diversité et de l'éparpillement de la dotation de l'hospice (voir dans l'« Appendice » la liste complète des bénéfices du Saint-Bernard).

### *Les donateurs*

Les donateurs représentent toutes les classes de la société ecclésiastique et laïque. Les papes Eugène III, Alexandre III, Luce III et Honorius IV prennent l'hospice sous leur protection. L'empereur Frédéric en fait autant en 1176 et Henri VI lui constitue une rente en 1180. Les comtes de Savoie méritent d'être signalés comme d'insignes bienfaiteurs ; nous aurons à y revenir. La vallée d'Aoste se distingue dans ce mouvement de générosité. Citons parmi les membres du clergé : Aymon, curé de Saint-Jean d'Aoste, Aymon Grossi du Châtelard, archidiacre d'Aoste, Hugonin de Charrerria, custode de la cathédrale, etc. ; parmi la noblesse, les d'Allinges en 1125, le vicomte Boson en 1165, le même avec sa femme Isabelle en 1177<sup>16</sup> ; le même vicomte Boson avec sa femme Alasia et ses enfants en 1197<sup>17</sup> ; les familles de Bosses, de la Porte d'Aoste<sup>18</sup>, du Perron, de la Porte Saint-Ours, de Bard, des Cours<sup>19</sup>, etc. L'exemple est largement suivi par les personnes de condition modeste. Il serait trop long même d'en esquisser une énumération. On a nettement l'impression qu'à Aoste et dans ses environs, saint Bernard et son œuvre soulèvent une vague de générosité qui ne se retrouve pas ailleurs.

<sup>15bis</sup> Comm. de J.-P. Chapuisat, archiviste cantonal vaudois.

<sup>16</sup> Ce vicomte, avec l'approbation de sa femme et de ses enfants, Boson, Halys, Guillemma, Perrette et Gujeta, ainsi que de Guillencus, prévôt de la cathédrale, et d'Aymon, son frère, donna en 1177 à l'hospice la contamine de Bibian, située sur le coteau d'Aoste. Parmi les témoins figurent Pierre de Valeyre et Guillaume, son frère, Ebrard de Granges, Pierre de Cigliano et Aymon, son frère, Guillencus de Granges et Arducus, son frère. C'est la haute noblesse valdotaine qui est présente à cette donation, sans doute importante. Cependant, celle-ci ne fut pas du goût d'Anselme de Durova qui avait reçu cette contamine en fief et en gage du vicomte. Il entra en contestation avec l'hospice et, en 1182 seulement, il consentit par-devant Guy, évêque d'Aoste, à le laisser en paisible possession (S. Pivano, pp. 99 100, 102 et G. Battaglini, p. 244). Le Mont-Joux possédait encore à Bibian une pièce de terre située sous la fontaine de Bibian donnée en décembre 1199, une autre située entre cette fontaine et le Rumeyran, léguée en février 1260 par Vuillerme, chanoine de la cathédrale d'Aoste (E.-P. Duc, p. 48).

<sup>17</sup> S. Pivano, pp. 113 et 114.

<sup>18</sup> Anselme de la Porte d'Aoste donne au Mont-Joux la contamine qu'il possède à Corenzon. Il le fait en 1180 avec approbation de sa femme Isabelle et leurs enfants représentés par Guy, évêque d'Aoste, avec comme témoins : Girard, archidiacre, Guy de l'Archet, Gontier de Valpelline, etc. (J.-A. Duc II, p. 58 ; E.-P. Duc, p. 33 et Gr. I, 179).

<sup>19</sup> Jacques des Cours donne, en avril 1248, douze sous de revenu sur un pré situé au lieu dit Arzet (Vois), demandant en retour que les chanoines de Mont-Joux fassent mémoire chaque semaine de son épouse et de Guillaume de la Tour (AGSB).

Dans le Valais épiscopal, par contre, les bienfaiteurs de l'hospice apparaissent plus tard et en nombre moindre. On peut cependant citer, au XII<sup>e</sup> siècle, les évêques Louis et Amédée de la Tour et, au siècle suivant, les de la Tour, majors de Sion, les d'Anniviers, Pierre de Montjovet, Pierre de Granges, Pierre d'Oron, évêque, des chanoines de Sion, un chanoine de Saint-Maurice, un curé de Saint-Maurice de Laques, etc.

Les bienfaiteurs des débuts sont encore nombreux dans le pays de Vaud, Ebal de Mont, Amauri de Genolier, croisé, etc. Mais au fur et à mesure qu'on s'éloigne vers le sud ou le nord, ils deviennent plus rares quoiqu'il y en ait d'insignes, comme Odon de Viverone, d'Yvrée, Guy, comte de Canavais, Charles I<sup>er</sup>, évêque de Turin, Ugueccione, évêque de Verceil, la comtesse de Loritello de Castiglione (Pouille) ; Hugues, évêque de Troyes, et son parent, Henri, comte palatin de Troyes ; en Angleterre, le seigneur Richard « de Ulmis », les rois Henri II, Henri III, Edouard I<sup>er</sup> et la reine Eléonore, nièce de Pierre de Savoie.

Cette énumération, incomplète, permet de juger de l'ampleur du mouvement de générosité déclenché par l'œuvre de saint Bernard.

### *Répartition géographique de la dotation*

Les donations connues jusqu'en 1145 sont les suivantes :

- 1100 Le comte Humbert II accroît les ressources de l'hospice.
- 1109-1124 Boson, archevêque de Tarentaise donne « aux hospitaliers du Mont-Joux » le mas de Chalancin (Chalancini)<sup>20</sup>.
- 1115 Gontier donne l'alpage de Citren<sup>21</sup>.
- 1125 Le comte Amédée III approuve la donation faite par les seigneurs d'Allinges, de la Porte Saint-Ours et autres, du droit d'échute dans le haut Entremont.
- 1127 Un certain Israël donne « à l'église de Saint-Nicolas et à ses serviteurs » un alleu situé près de Saint-Bénin à Aoste<sup>22</sup>.
- 1129 L'hospice est en possession de droits sur l'alpage du Cheval-Blanc, situé au-dessus d'Ollomont<sup>23</sup>.
- 1137 Donation par Amédée III de la ferme de Saint-Oyen.
- 1145 Un alleu sis dans la vallée du Saint-Bernard est donné à « l'église de Saint-Nicolas du Mont-Joux pour le service des pauvres ».

<sup>20</sup> Archives de la cathédrale d'Aoste, original. Boson est mentionné comme archevêque de Tarentaise en 1096 et 1099 ; Pierre I<sup>er</sup>, de 1132 à 1140.

<sup>21</sup> S. Pivano, pp. 84 et 85, et G. Battaglini, p. 275. Cf. E.-P. Duc, p. 18.

<sup>22</sup> S. Pivano, p. 86.

<sup>23</sup> Renseignement donné par l'abbé Henry, curé de Valpelline.



Il faut rattacher à cette période deux donations de propriétés situées à Aoste<sup>24</sup>.

Notons que les biens donnés jusqu'en 1145 sont voisins de l'hospice et que les donateurs, les comtes de Maurienne-Savoie, les seigneurs de l'Entremont, des Valdotains, sont en étroites relations avec l'église de Saint-Nicolas. C'est la phase primitive et régionale de la dotation.

Ce cercle restreint va éclater et atteindre d'un coup des régions fort éloignées. En 1145, Odon de Viverone fait don à l'hospice d'un fonds de terre situé à Pontiolum ou Ponliolum et grevé de six livres de Poitiers<sup>25</sup>. La donation de la comtesse de Loritello en 1149 nous transporte à un millier de kilomètres au sud de l'église du Mont-Joux. Suivent les donations du prieuré de Saint-Bernard de Verceil en 1152, de celui de Saint-Martin de Ciriè en 1158, de l'hôpital de Châtillon en 1165, de l'église du Saint-Sauveur de Borgomasino (diocèse d'Ivrée) en 1170 et de la maison de Capizzi en Sicile avant 1177. Au nord des Alpes, des donations sont connues dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle : les paroisses de l'Entremont jusqu'à Martigny entre les années 1150 et 1160, la Maison-Dieu de Troyes en 1154, une part au péage du marché de Provins vers le même temps, les rentes constituées par le roi d'Angleterre en 1158 et l'église d'Hornchurch donnée à la même époque.

En 1177, une bulle du pape Alexandre III (donnée à l'instar de celle du pape Eugène [1145-1153], perdue) énumérant septante-huit bénéfices, révèle l'ampleur des possessions du Mont-Joux et permet de conclure qu'à cette date la dotation est fixée dans ses grandes lignes et que la période de grande extension doit être située au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, soit trois quarts de siècle après la mort de saint Bernard<sup>25bis</sup>.

La répartition géographique de ces bénéfices conduit à des constatations intéressantes.

Il est significatif en effet que ces bénéfices se situent tous dans un territoire formant un rectangle long de deux mille kilomètres, orienté du

<sup>24</sup> L'une de ces donations est faite à « l'église élevée au sommet du Mont-Joux en l'honneur du bienheureux Nicolas ». Cette expression qui ne se trouve pas dans d'autres actes dénote le besoin de préciser et suggère l'idée que cette église était récente (S. Pivano, pp. 130, N° 26 ; 136 et 137, N° 47).

<sup>25</sup> Ce seigneur testa en faveur de l'église de Saint-Eusèbe (près de Verceil) choisie pour sa sépulture. Une clause du testament est en faveur de l'hospice : *Primum indico hospitali de Monte Iovis mansum unum de terra iuris mei ad Ponliolum, qui pignoris nexum pro libris sex Pettadinensium denariorum, ita tamen ut predictum hospitale persolvat prefatos denarios et si non persolvit habeat predicta ecclesia [celle de Saint-Eusèbe] ipsum mansum sicut perlatum hospitale habere debebat sic tamen ut ista ecclesia exsolvat prenomatas sex libras...* Cité par E.-P. Duc, p. 23. Cf. aussi Gr. I, 131.

<sup>25bis</sup> Il semble que la bulle de 1177 reproduit celle d'Eugène III dans l'énumération des cinquante-sept premiers bénéfices, ceux qui suivent étant disposés dans un ordre géographique perturbé. Il s'ensuivrait que tous les bénéfices énumérés en premier lieu jusqu'au cinquante-septième auraient appartenu au Saint-Bernard avant 1153, date de la mort d'Eugène III. Cette bulle disparue d'Eugène III se situerait assez bien en 1145 ou 1148.

sud-est au nord-ouest, de la Pouille à l'Angleterre. Le fait que ces bénéfices gravitent tous autour d'une ligne droite tirée de l'extrême sud de l'Italie à Londres et qui coupe en diagonale les Alpes au col du Saint-Bernard impose à l'évidence cette conclusion que les bienfaiteurs de l'hospice, ce sont ses clients, ce sont les voyageurs, les pèlerins qui, de l'Angleterre, du bassin de la Seine, de la Rhénanie ou de la Bourgogne se dirigent vers le sud, ou qui, de la Terre Sainte, du sud de l'Italie, de Rome, de la Lombardie et du Piémont, gagnent le nord en utilisant le col du Mont-Joux.

Si ces bénéfices sont peu éloignés les uns des autres au nord de l'hospice, au sud, les bénéfices de la Pouille et de Sicile sont séparés par une énorme distance de ceux de l'Italie du Nord et constituent un îlot lointain parmi les possessions du Mont-Joux. Ce fait surprend. Il semble s'expliquer par la constitution du royaume normand des Deux-Siciles qui maintint des relations avec les Normands de France. On sait que vers 1020, une bande de Normands força le passage du Mont-Joux pour rejoindre leurs compatriotes du sud. Il est normal que de tels passages aient été fréquents, qu'ils aient apporté jusqu'à l'extrême sud de l'Italie la renommée de l'hospice fondé par saint Bernard et provoqué des donations de la part des Normands des Deux-Siciles. Ainsi s'expliquerait aussi la donation de la comtesse de Loritello en 1149. Au reste, cette pointe sud de l'extension de l'hospice se maintient peu de temps : l'église de Capizzi dans le diocèse de Messine n'est plus mentionnée depuis 1286. Dès lors, les bénéfices du Mont-Joux ne s'étendent pas, vers le sud, au-delà du Piémont et de la Lombardie. Tandis que l'extrémité nord du rectangle constituée par les bénéfices d'Angleterre se maintiendra jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

Remarquons encore au point de vue de la distribution géographique des bénéfices unis avant 1170, qu'ils se trouvent pour la plupart hors les frontières de la Bourgogne mérovingienne ; c'est un nouvel indice que, dans cette Bourgogne, l'hospice avait recueilli, par succession, la dotation du monastère de Saint-Pierre.

Les bénéfices de l'hospice sont nombreux et répartis sur un grand rayon, signe indubitable que le col du Mont-Joux est très fréquenté, qu'il est une grande voie internationale et que son hospice est apprécié comme une œuvre éminente et d'utilité générale. Si l'on compare la liste des bénéfices de l'hospice avec ceux de la prévôté de Verrès qui patronne le Petit-Saint-Bernard, la même conclusion s'impose : les bénéfices de la prévôté de Verrès ne sont qu'au nombre de vingt-quatre et se situent dans les diocèses proches voisins, Tarentaise, Aoste, Ivree et Verceil<sup>26</sup>. Ce passage latéral des Alpes qu'est le Petit-Saint-Bernard n'a plus qu'une importance régionale, le Grand-Saint-Bernard l'a supplanté dans les relations internationales.

<sup>26</sup> S. Pivano, pp. 143 et suivantes.

Il est à noter que l'hospice du Mont-Joux possède de nombreux bénéfices, dont plusieurs hospices, le long de la route très fréquentée qui va de Lausanne à Salins et Besançon par Jougne : ce sont La Sarraz, Ballaigues, Jougne, Les Hôpitaux-Neufs, Les Longevilles, Salins, Eclans et Besançon. Le Saint-Bernard est donc dès lors une congrégation hospitalière soit en raison de l'hospitalité exercée au Mont-Joux, soit en raison des nombreux hospices qui lui sont confiés le long de routes importantes.

### *Charges des donataires*

En général, dans les donations les plus anciennes, la contrepartie attendue par les bienfaiteurs n'est pas spécifiée. Ils donnent à l'église de Saint-Nicolas dans l'idée de collaborer à une œuvre de charité et d'offrir au titulaire de l'église un témoignage de leur piété, mais en lui laissant toute latitude dans la façon de montrer son agrément. En participant aux frais de construction ou de l'hospitalité, les donateurs deviennent les associés des religieux et espèrent bénéficier de leurs mérites. Il y en a même qui demandent en contrepartie l'affiliation à la maison à titre de confrères laïcs. Le premier cas connu est celui d'un certain Jean qui, en 1189, en raison de son offrande, devient confrère de la maison et est mis au bénéfice de ses mérites<sup>27</sup>.

La contrepartie le plus souvent stipulée est le salut de l'âme du donateur ou de ses parents. Amédée III, comte de Maurienne, approuve la cession à l'hospice, en 1125, du droit d'aubaine sur le sommet de la vallée d'Entremont « pour le salut de son âme, de son père et de ses parents ». La comtesse de Loritello, en 1149, fait sa donation « pour l'âme du comte Rodolphe, son époux, et pour le salut de son âme et celle de son fils ». En 1166, une certaine Haluey fait don d'un alleu « pour les âmes de son père, de sa mère et de ses ancêtres ». Ces formules reviennent très souvent. Dans la suite, les bienfaiteurs éprouvent le besoin de préciser les offices qu'ils attendent des religieux. Ainsi Sybille de Baugé, épouse d'Amédée V de Savoie, qui mourut en 1294, légua vingt livres à l'hospice avec charge de célébrer annuellement un office à son intention<sup>28</sup>. Cette nouvelle forme de contrat conquiert la faveur des fidèles et provoquera dans la période suivante une multitude de fondations pieuses à l'hospice.

### *Quêtes*

Tant de donations sont loin de suffire à toutes les dépenses nécessitées par l'hospitalité. Pour y faire face, la maison du Mont-Joux recourt aux quêtes. En 1167 déjà, un quêteur est mentionné. Plusieurs documents pon-

<sup>27</sup> S. Pivano, pp. 105, 106 et 129, N° 25.

<sup>28</sup> Gr. II, 1051 et E.-P. Duc, p. 52.

tificaux ont trait à cette source de revenus. L'un d'eux, daté du Latran, 18 janvier 1225, est adressé par Honorius III à l'archevêque de Sens et à ses suffragants. Le pape leur recommande les quêteurs de l'hospice et leur notifie qu'il a accordé une indulgence aux fidèles qui viendront en aide à ces quêteurs<sup>29</sup>. Les quêtes prirent un grand développement et comptèrent bientôt parmi les revenus les plus importants. Nous ne nous étendons pas davantage ici sur les quêtes, vu qu'il en sera parlé dans le chapitre IV, à propos des privilèges concédés par les papes.

## L'administration

### *Les organes de l'administration*

#### *Le chapitre*

La première mention du chapitre est faite dans un acte concernant une vente de terre à l'abbaye d'Humilimont entre les années 1145 et 1159. C'est dire que, dès le début, il apparaît comme un organe administratif du Mont-Joux. Il agit à la manière du seigneur qui possède le haut domaine et dont le consentement est requis pour la valeur définitive d'un contrat. Durant cette période, on le voit plusieurs fois user de cette autorité : en 1219, dans un échange de terres entre le prévôt Guy et le chevalier Falcon de Bosses ; en 1225, dans la modification des pensions à payer par les bénéficiaires de Lombardie ; en 1280 et en 1290, dans des inféodations faites par le prieur de Saint-Bénin ; en 1294, dans une vente faite par le recteur de Sion. En outre, le chapitre semble déjà désigner des procureurs pour administrer les biens de l'ordre, usage attesté par les actes des chapitres de la période suivante.

#### *Le prévôt*

Au début, le prévôt assume personnellement l'administration des biens de l'hospice. Il n'y a pas de cellérier. Ainsi fait le prévôt Uldry (1158-1173), qui réside peut-être à l'hospice, mais que les affaires retiennent fréquemment à Aoste. Le prévôt Pierre de Lesel (1181-1206) se décharge sur le prieuré de Saint-Bénin de l'administration courante en vallée d'Aoste, tout en intervenant dans les actes importants, par exemple dans un procès avec le chapitre d'Aoste en 1183. Depuis le début du XIII<sup>e</sup> siècle, le pré-

<sup>29</sup> Bernouilli, op. cit., N° 129.

vôt déploie son activité administrative surtout au nord des Alpes (il passe des contrats à Bex en 1237, à Sion en 1240, etc.), où il semble déjà résider tout en conservant le contrôle de l'administration de Saint-Bénin. Nous en avons un exemple en 1293. Par acte daté de Meillerie, le prévôt casse un contrat conclu par le chanoine Raymond, prieur de Saint-Bénin. Celui-ci avait remis en fief à Domène de Roche quelques biens situés à Saint-Martin de Corléan, sous la condition de non-lésion pour le prieuré de Saint-Bénin. Le prévôt estimant que dans le cas se vérifiait la clause de lésion, annule cet acte et établit le prieur Valter son procureur pour faire une nouvelle inféodation<sup>30</sup>.

Parmi les prévôts, Martin (1274-1301) se distingue dans l'administration au point qu'on l'a surnommé l'Econome.

Les compétences administratives du prévôt s'entremêlent parfois à celles du chapitre de sorte qu'il n'est pas aisé de les définir. Le prévôt semble avoir l'administration ordinaire des biens affectés à l'hospice, mais non des biens de l'ordre qui relèvent du chapitre et sont administrés par des procureurs au nombre desquels le prévôt figure également comme premier clavier.

L'acte suivant montre le chapitre et le prévôt dans l'exercice de leurs fonctions administratives.

Etienne, chanoine du Mont-Joux, prieur d'Appoigny dans le diocèse d'Autun, avait vendu un droit d'échute et donné en prêt une terre à un marchand de Villeneuve-le-Roi. Le prévôt Falcon et le chapitre, sur l'avis de Rémi, prieur de la Maison-Dieu de Saint-Bernard de Troyes, et de Guillaume, prieur de la Maison-Dieu de Sézanne, délivrèrent audit marchand des lettres d'approbation dont ces deux prieurs firent une copie authentique à Troyes, le 2 juillet 1244<sup>31</sup>.

### *Saint-Bénin*

Ce prieuré s'occupe de l'administration courante en vallée d'Aoste dès 1180 environ. Le prieur (*magister*) était alors le chanoine Anselme, homme soucieux du bien de son prieuré et de l'hospice, probe, entreprenant et bon administrateur. Ce fut probablement lui qui rédigea, vers 1200, le premier censier connu du Mont-Joux pour la région d'Aoste et de l'Entremont jusqu'à Autan. Parmi ses successeurs, relevons les noms de Nicolas (1199-1225), qui devint prévôt Aymon ou Raymond en 1262, Vuillerme de Luilier (1275-1280, mort avant 1290), Valter (1290-1303).

<sup>30</sup> J.-A. Duc II, p. 417.

<sup>31</sup> Gr. I, 617.

Le chanoine Anselme donna une grande impulsion à ce rouage administratif. Le prieuré de Saint-Bénin jouera jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle, où il sera supplanté par le prieuré voisin de Saint-Jacquême, un rôle important dans l'administration des biens du Mont-Joux. On verra même, en 1271, un prieur de Saint-Bénin, Guillaume, donner son consentement à une inféodation faite par le prévôt Pierre en faveur du donzel Aymon d'Arvier. Au XII<sup>e</sup> siècle, la cour du prieuré sert de lieu de réunion aux Audiences générales présidées par le comte de Savoie chaque sept ans.

Saint-Bénin constitue avec l'hospice une même entité administrative : on vend, on donne à l'église de Saint-Bénin et de Saint-Bernard comme si c'était tout un, à la manière dont actuellement les Valdotains remettent à la ferme de Saint-Oyen leurs offrandes pour l'hospice. Le bénéfice du prieuré conserve cependant son administration distincte qui est considérable. Le prieur de Saint-Bénin était un personnage de premier plan dans la maison de Mont-Joux et dans le clergé d'Aoste.

Avant 1300 déjà, se constituent d'autres centres administratifs. C'est le cas de Meillerie, et il est bien probable que la rectorie de Sion joue ce rôle pour le Valais épiscopal.

La maison du Mont-Joux possède donc, au XIII<sup>e</sup> siècle, une forte organisation administrative.

### *Exercice de l'administration*

#### *Conservation des biens acquis*

Le premier soin d'une administration est de conserver les biens acquis. Celle du Mont-Joux n'y manqua pas.

Afin de soustraire ses biens à des impositions qui les auraient trop grevés, elle obtint du pape Eugène III (1145-1153), puis d'Alexandre III, en 1177, l'exemption de la dîme pour les biens qu'elle travaillait à ses frais ou servant à la nourriture de son bétail<sup>32</sup>. Dans la suite, une dîme spéciale étant perçue en vue d'une croisade, le Mont-Joux en sollicite l'exemption. Le pape Honorius III, par bulle du 21 juin 1218, y consent volontiers : « vu la ferveur de votre religion, l'aide charitable que vous accordez aux passants et les dettes dont votre maison est onérée à cause du grand nombre de pèlerins pauvres, nous vous exemptons, vous et vos maisons, de la taxe du vingtième ».

La conservation de ses biens mit parfois aux prises le Mont-Joux avec le clergé et la noblesse valdotains. Voici quelques faits.

<sup>32</sup> Cf. C. bulle d'Alexandre III (1177) vers la fin, bulle qui est *ad exemplar Eugenii*. Gr. I, 156.

Depuis le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, le Mont-Joux possédait en paix un pré et un champ situés non loin de Saint-Bénin. Guido, prévôt de la cathédrale prétendit que ces propriétés devaient payer la dîme à l'église cathédrale, ce qui n'avait pas été fait depuis trente ans, et exigea les arriérés. De son côté, le prévôt du Mont-Joux, Pierre, fit valoir qu'il y avait prescription et que, par privilège du pape Eugène, personne ne pouvait exiger la dîme des biens travaillés par les religieux. Ces contestations se faisaient en plein chapitre de la cathédrale, présidé par Guigo, évêque d'Aoste, le 29 septembre 1183. Les deux parties s'en remirent à l'arbitrage du maître G. de Novare, qui ordonna au prévôt de la cathédrale, du consentement de l'évêque et du chapitre, d'abandonner ses prétentions. Le prévôt de la cathédrale le fit aussitôt en mettant une pierre dans la main du prévôt du Mont-Joux. L'arbitre ordonna à celui-ci de faire don, chaque année à l'Assomption, d'une demi-livre de poivre au prévôt Guido et à ses successeurs. Il décida enfin que si quelqu'un remettait en question cette dîme, il encourrait une amende de dix livres<sup>33</sup>.

La maison s'opposa aussi aux prétentions du seigneur Uldric de l'Archet (*de arculo*) qui, après lui avoir vendu en 1180 une terre sise au lieu-dit Champ, près d'Aoste, lui contesta la possession de cette terre ainsi que d'autres biens provenant de son frère Guy. Cette contestation s'apaisa en 1187 en faveur du Mont-Joux.

Des difficultés douanières provoquées par le seigneur Hugues de Bard donnèrent lieu à une curieuse combinaison. Ce seigneur retenait le sel de l'hospice. Le prévôt s'en plaignit au seigneur Raineri de Bulgaro qui écrivit, le 11 novembre 1212 de Verceil, à son ami Hugues, le suppliant de laisser transporter le sel de l'hospice et de montrer de la reconnaissance à cette maison pour les deux fromages qu'il en a reçus par son entremise. Il lui demande d'exaucer sa prière afin que le prévôt se rende compte que son intervention lui a été profitable<sup>34</sup>. Nous ignorons l'issue de cette démarche.

La maison eut souvent affaire avec la famille de Quart, qui possédait des droits seigneuriaux importants dans la vallée d'Aoste et dans l'Entremont. Elle eut aussi à s'en défendre. Jacques de Quart lui suscita des difficultés au sujet de ses possessions dans Valpelline aux lieux-dits Montjoy (Pramonjou ?) et Chamen. Il mit fin à la querelle, en novembre 1242, en renonçant à toutes ses prétentions<sup>35</sup>. Le même seigneur de Quart, désespérant d'avoir une descendance masculine, remit tous ses fiefs au comte de Savoie, le 27 mars 1252, pour la somme de cinq cents livres viennoises.

<sup>33</sup> Gr. I, 167. Cet acte est muni des sceaux de l'évêque, du chapitre cathédral et du prévôt.

<sup>34</sup> S. Pivano, p. 153.

<sup>35</sup> G. Battaglino, pp. 260 et 261. Cet acte suggère l'idée que la donation faite en ces lieux en 1192 (cf. S. Pivano, p. 131, N° 32 et p. 148) provenait de membres de la famille de Quart, Gontier, prêtre, et son neveu Jacques.



Dans ces mêmes circonstances, probablement, il vendit au chapitre du Mont-Joux de ses droits sur l'Entremont. Mais cette vente fut cassée en 1274 par l'évêque de Sion qui ordonna à Jacques de Quart de restituer l'argent reçu<sup>36</sup>.

Les seigneurs de Valleys, depuis longtemps en relation avec Saint-Bénin, prétendaient y avoir acquis droit de gîte. Dans la cour de ce prieuré sous la loggia (lobia), le 23 août 1253, Jean, prieur du lieu, au nom de son église et de la maison du Mont-Joux, déclare, en présence du comte Thomas, à Jacques de Valleys et à Ardicion, son neveu, qu'il est prêt à leur faire toute justice s'ils ont quelque plainte à formuler. Ils se taisent. Le prieur Jean demande qu'acte en soit dressé<sup>37</sup>. Le comte Thomas parti, les de Valleys semblent recouvrer la voix pour réclamer un droit de gîte au prieuré, et non sans fondement puisque les frères Ardicion et Tiboldin de Valleys reçurent cent sous de Suse du prieur de Saint-Bénin et de Jacques, recteur de Donnaz, pour l'abandon de leurs prétentions. L'acte se fit à Donnaz le 2 avril 1254<sup>38</sup>.

La facilité avec laquelle se résolvent ces conflits et d'autres<sup>39</sup> dénotent une atmosphère bienveillante envers le Mont-Joux.

En Valais aussi, la maison du Mont-Joux eut à défendre ses droits. Feu Marguerite, mère de Jean Rodolphe, chanoine de Sion, avait donné au Mont-Joux une vigne située à Vercoma, sous le château de la Soie (commune de Savièse). Pierre de Saxon prétendait y avoir un droit d'hommage (*hominium*). Finalement, en 1240, il renonça à son droit et remit cette vigne en fief au prévôt pour douze deniers de service et cinq sous de plaît<sup>40</sup>.

Autre fait : Pierre Quartéry, bourgeois de Saint-Maurice, tenait en fief « la vigne du Mont-Joux » située sur le territoire de Vigny (Lavey), et un homme, Pierre de Morcles, dit Lara. Depuis longtemps, il n'avait payé aucune rente de ce fief qui, de ce fait, tombait en commise. Le prévôt le réclamait à ce titre. Les deux parties en vinrent à un accord en 1280 :

<sup>36</sup> AST. Cf. L. Blondel, *Le pont et le château de Quart*, dans *Ann. val.*, 1950, p. 192.

<sup>37</sup> Gr. I, 561. Le comte Thomas était alors tuteur du comte Boniface. Les témoins étaient : Jean de Saint-Prex et un autre Jean, chanoines du Mont-Joux, Jacques de Bosses, etc.

<sup>38</sup> Gr. I, 566. Parmi les témoins figurent Rodolphe, prêtre, et Jacques, clerc de Saint-Pierre de Donnaz.

<sup>39</sup> Les nommées Doa et Genta (ou Ingenia) abandonnent, en 1188, leurs prétentions sur les alleux de Paleyn et du Plan-des-Fourches (Aoste) que Maurice et Nicolas Quartéry avaient donnés au Mont-Joux (S. Pivano, pp. 102 et 103 et G. Battaglini, pp. 244 et 245). L'année 1193, à Aoste, quatre personnes, Rémi, Archinger, Guillaume et Jean, mettent fin au procès qu'ils faisaient à l'hospice en lui abandonnant la terre de Bannières et leurs avoirs depuis l'Arc *invisum et in Brolio* (S. Pivano, p. 127, N° 18 ; *brolium* : lieu de buissons, forêt avec clôture). Un certain Guy, sur le conseil de tout le chapitre cathédral d'Aoste, cesse en 1197 de contester à l'hospice une vigne située à Chablo, paroisse de Corléan. (Gr. I, 192. Cf. S. Pivano, p. 129, N° 23.)

<sup>40</sup> Gr. I, 615. L'évêque Boson et Guillaume, prieur de Martigny, furent au nombre des témoins de cet acte passé en décembre 1240.



les biens en litige restent fief du Mont-Joux qui fait grâce des arriérés et Pierre Quartéry doit payer dorénavant, chaque année, au prévôt, six sous et six deniers mauriciens<sup>41</sup>.

Pour maintenir ses biens, le Mont-Joux, comme tous les seigneurs féodaux, en faisait renouveler périodiquement les reconnaissances. Nous en trouvons déjà un spécimen en 1295. Jacobet Bouvier de Saint-Oyen reconnaît tenir en fief de la maison du Mont-Joux des propriétés sises à Saint-Oyen, aux lieux-dits Chesalet, La Place, Charrete, Pirus, Ceresey, Condemine, Pruno, Flassin, Bus et Fontane, pour lesquelles il doit certains cens annuels au Mont-Joux et à la ferme de Saint-Oyen<sup>42</sup>. Dans la période suivante, les reconnaissances deviendront plus nombreuses et constitueront de longs rouleaux de parchemin.

### *Acquisitions et échanges*

Au sud des Alpes, le prévôt Uldry procède à de nombreux achats : il acquiert, en février 1163, un champ situé à Chésalet<sup>43</sup> ; en mars 1168, un autre champ, sous les murs d'Aoste<sup>44</sup> ; en octobre, tout ce qu'un certain Lambert possédait à Sarre ; en 1172, des biens, à Saint-Oyen et à Flassin<sup>45</sup> et un alleu, dans la cité d'Aoste au lieu-dit Plouve<sup>46</sup>. Toutes ces nouvelles propriétés confinent à celles de la maison. En mars 1173, le même prévôt achète des parts de deux maisons, l'une à Etroubles, l'autre à Chavanne<sup>47</sup>, dont trois parts appartenaient déjà au Mont-Joux.

En octobre 1174, la maison acquiert un alleu qui s'étendait de l'église de Saint-Georges au torrent de Fellina, au hameau de Chenière à Pollein<sup>48</sup> et, en août 1177, l'alleu qu'Isabelle, femme de Boson, vicomte d'Aoste, tenait de son époux et qui se trouvait à Valpelline<sup>49</sup>. En 1191, elle achète une moitié de maison à la rue Quintane, à Aoste<sup>50</sup>, puis complète cet achat, en 1194 et en 1196, par celui d'une cour et d'un alleu situés au même lieu et d'une émine de terre, à Ort, pour un jardin, sans doute<sup>51</sup>.

<sup>41</sup> Gr. II, 884. Cet accord fut conclu devant Guillaume Junin, juge en Genevois et Chablais, le 28 mars 1280.

<sup>42</sup> G. Battaglini, pp. 277-279. Cette reconnaissance est faite entre les mains d'Humbert de Thollon, chanoine de Mont-Joux, agissant au nom du prévôt.

<sup>43</sup> S. Pivano, p. 131, N° 30.

<sup>44</sup> S. Pivano, p. 134, N° 41.

<sup>45</sup> S. Pivano, p. 91.

<sup>46</sup> S. Pivano, p. 132, N° 35.

<sup>47</sup> Hameau disparu qui se trouvait entre Etroubles et Saint-Oyen.

<sup>48</sup> S. Pivano, pp. 92 et 93.

<sup>49</sup> S. Pivano, p. 126. Les enfants du vicomte : Boson, Guilla et Perrette, approuvent : cet acte ainsi que le prévôt de la cathédrale, Guillencus.

<sup>50</sup> S. Pivano, p. 130, N° 27.

<sup>51</sup> S. Pivano, p. 129, N° 24 et G. Battaglini, pp. 245 et 246.

Le seigneur Falcon de Bosses avait donné au Mont-Joux, en 1212, une propriété sise à l'Île, attenante à la ferme de Saint-Oyen. Il lui en restait une autre au même lieu, enclavée dans les terres de cette ferme. L'administration du Mont-Joux, pour acquérir cette enclave, offrit une propriété située à Bosses, au lieu-dit Crousez. L'offre fut acceptée et l'échange conclu en 1219 par le prévôt et le seigneur Falcon en présence d'un grand nombre de témoins<sup>52</sup>.

En 1244, la maison achète les droits de maréchalerie (droits du seigneur d'exiger de leurs sujets de l'avoine et du foin pour leurs chevaux *marescalciam*) qu'Humbert et Guillaume de Colorines et leurs frères devaient à Aymon de Gignod<sup>53</sup>. Elle avait des possessions à Colorines dès avant 1200 et y fit encore des achats en 1244. En 1245, l'épouse d'Aymon de Gignod lui vendit une vigne située à Chablo (Corléan) et entourée de trois côtés par des vignes du Mont-Joux dites le Clos du Mont-Joux<sup>54</sup>. Dessous ce clos se trouvait un alleu que le Saint-Bernard avait acquis, en 1196, de Guillaume de Châtel-Argent<sup>55</sup>.

En août 1279 a lieu l'acquisition de trois prés situés dans le voisinage de l'hospice : l'un à Lescheler (sous La Corde), confiné par l'eau qui descend du lac, le chemin public, les pâturages, l'autre à Arc et le troisième à Envie, au-dessus de Saint-Rhémy. Les droits du comte sont sauvegardés par le vendeur, Pierre, métral de Saint-Rhémy<sup>56</sup>.

L'hospice, qui possédait déjà des biens à Roppo (Aoste), y acheta encore, en 1288, par l'entremise de Guillaume de Romainmôtier, prieur de Martigny, une pièce de terre appartenant à Pierre Rosset, bourgeois de la Porte Saint-Ours, qui remet en même temps les actes concernant cette terre<sup>57</sup>.

<sup>52</sup> G. Battaglini, pp. 249, 253 et 254. Cf. E.-P. Duc, p. 40. L'épouse de Falcon, Wilhelme, approuva son mari dans ces deux actes. Plusieurs chanoines de Mont-Joux étaient présents à l'échange de 1219 : Nicolas de Saint-Bénin, Pierre de Troyes, Falcon, prieur de Lens, Pierre, chanoines, et les frères convers Jean, Guillaume et Bon. Le seigneur Falcon avait comme témoins Albert d'Etroubles, prêtre, Jean, clerc, Bernard de la Tour et son fils Turumbert, Ruf de l'Eglise, Falcon d'Etroubles et beaucoup d'autres.

<sup>53</sup> S. Pivano, p. 195. Cf. p. 129, ligne 7 et pp. 164 et 196. Les fils du seigneur Aymon approuvent cette vente : ce sont Guillaume de Gignod, Gontier, Guy et Jacques, ainsi que les fils de Guillaume, Jacques et Gérard. Si l'on ajoute les noms de Binsa, épouse d'Aymon, et de Marie, leur fille, qui nous sont connus par une vente de 1245, la famille seigneuriale de Gignod est au complet.

<sup>54</sup> S. Pivano, p. 196.

<sup>55</sup> S. Pivano, pp. 133 et 134. Le Mont-Joux donna en échange une vigne qui se trouvait derrière la tour du même Guillaume à Châtel-Argent.

<sup>56</sup> S. Pivano, p. 210 et 211.

<sup>57</sup> G. Battaglini, pp. 276 et 277 et J.-A. Duc III, p. 142. La remise des actes est mentionnée dans nombre de contrats. Le motif en est évident : le nouveau propriétaire tenait à avoir les titres qui concernaient sa nouvelle propriété soit pour mieux établir ses droits, soit pour s'opposer à des revendications frauduleuses. L'évêque d'Aoste acheta le droit de dîme sur cette terre de Roppo, avant le 29 novembre 1289.

La famille de Rionda était redevable au Mont-Joux de plusieurs cens dont l'origine est la suivante : Jean de Rionda tenait une ferme en fief du vidomne Pierre. Par alliance, les droits du vidomne passèrent à Guillaume de Châtel-Argent, mentionné ci-dessus, qui les céda au Mont-Joux en 1196. Dès lors, Jean de Rionda fut grevé d'un cens de cinq sous en faveur du Mont-Joux<sup>58</sup> et Pierre de Rionda, son parent, d'un cens de sept sous<sup>59</sup>.

Le prévôt Pierre, du consentement de tous les chanoines du Mont-Joux, cède, le 15 juin 1229, à Boniface, évêque d'Aoste, et à la maison épiscopale, tous les droits qu'il a sur les biens de cet évêché situés à Lanvy et à Peceyney, près de l'ermitage de Saint-Grat<sup>60</sup>. Cette cession reçoit sa contrepartie en juin de la même année. La mense épiscopale recevait chaque année quarante sous des églises de Saint-Rhémy et de Saint-Oyen et quatre muids d'avoine de l'église de Donnaz. Avec le consentement de son chapitre, l'évêque d'Aoste fait remise de douze sous et d'un muid d'avoine sur ces redevances<sup>61</sup>.

En août 1196, le Mont-Joux fait une acquisition importante hors de la vallée d'Aoste, à Santhià. Guillaume Cachenpesii, de Santhià, et sa femme Sibilie vendent au Mont-Joux, pour le prix de soixante-cinq livres de Suse, un domaine uni, comprenant forêt, prés et terrains vagues, situé dans le voisinage de Sainte-Marie-des-Prés, territoire de Santhià. Ce domaine était attenant à un autre que le Mont-Joux possédait déjà<sup>62</sup>.

Au nord des Alpes, le Mont-Joux acquiert aussi des biens qu'il convient d'énumérer. Le prévôt Pierre reçoit à Sembrancher en janvier 1235, des

<sup>58</sup> S. Pivano, p. 119.

<sup>59</sup> Cette ferme passa ensuite à Albert de Rionda, puis à son fils Pitet qui la remit au Mont-Joux. Aymon, prieur de Saint-Bénin, l'inféoda alors à Albonet, fils de feu Boson d'Albany, pour six setiers de seigle de cens, cinq sous et un chapon de service annuel (Gr. II, 1002 et S. Pivano, p. 119). Cependant les Rionda conservaient encore quelques biens de Mont-Joux. Aubonin de Rionda et sa femme inféodèrent à Pierre de Rionda une pièce de terre située à Champferré, avec approbation du prieur Valter, de Saint-Bénin, en 1296 (J.-A. Duc III, p. 191).

<sup>60</sup> Cette cession fut scellée par le prévôt et son chapitre. Etaient présents des chanoines d'Aoste et, comme représentants du Saint-Bernard, Amédée, prieur de Mont-Joux, Gontier, sacristain du même lieu, Rodolphe, prieur de Martigny, Falcon, de Bourg-Saint-Pierre, Nicolas, de Liddes, et Jean, de Saint-Oyen, prêtres. Cet acte se fit à Aoste, dans la maison de l'évêque. Gr. I, 356.

<sup>61</sup> J.-A. Duc II, 209. D'après la transaction faite en 1206, le prévôt devait vingt sous chaque année à l'évêque d'Aoste pour les églises de Saint-Rhémy et de Saint-Oyen.

<sup>62</sup> Cet acte diffère sensiblement de ceux de la chancellerie d'Aoste. La vendeuse, Sibilie, interrogée par deux parents, selon la loi lombarde, si elle était contrainte à cette vente, répondit qu'elle la faisait de son plein gré. L'acte est alors remis entre les mains de Jean, de Bernard et d'Engalmantius, convers du Mont-Joux et ses représentants. Le domaine vendu est limité au midi par la terre de Sainte-Marie-des-Prés, au levant (le texte porte *a manu* ; il faut lire : *a mane*, matin) par Ubert Siccus, au nord (à minuit) par le pré de Mione et au couchant (soir) par les terres du Mont-Joux et de Sainte-Agathe (Santhià). Zuchus de Lafranco est constitué défenseur de cette vente pour la durée de dix ans sous l'obligation de tous ses biens. Sibilie a alors déclaré qu'elle renonçait à toutes les lois dont elle pourrait se prévaloir contre cette vente et surtout au droit d'hypothèque. Cet acte fut passé sous le portique des vendeurs. S. Pivano, pp. 110 et 111.

frères Pierre, dit Clerc, et Guillaume, à titre de donation et de vente, deux parts de la dîme de Sembrancher, certaines pensions dites quartes et tout ce que la maison du Mont-Joux tenait en fief de leur part<sup>63</sup>.

A Sion, à la suite des importantes donations d'Aymon de la Tour, la maison du Mont-Joux avait élevé un édifice près de Saint-Théodule, c'est la rectorie de Sion. L'angle de cet édifice empiétait sur un terrain qui appartenait au chanoine chantré de Sion. D'où contestations entre les deux parties qui firent, le 30 janvier 1229, l'arrangement suivant. Aymon de Venthône, alors chanoine chantré, vendit au prévôt du Mont-Joux le terrain arborisé qui s'étendait derrière le nouvel édifice jusqu'aux murs de la ville, pour le prix de vingt-quatre livres, deux sous de plaît à la mort du chantré ou du prévôt et douze deniers de redevance annuelle et il céda deux petites constructions et un chesal situé près de la rectorie moyennant une redevance annuelle<sup>64</sup>.

Le prévôt Martin acheta, en septembre 1276, une terre dite la Condémine, à Orsières, près de la Dranse, pour le prix de trente-trois livres mauriçoises<sup>65</sup>. En octobre suivant, il acheta de Jean, dit Marchys, de Villeneuve, des terres à Corsalet, Châtelet, au Scex de Rennaz et à Rennaz<sup>66</sup>.

Telles sont les principales acquisitions faites par le Mont-Joux jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle. On aura remarqué la tendance à grouper les terres éparses comme aussi à arrondir les propriétés importantes telles que la ferme de Saint-Oyen, le vignoble de Chablo à Corléan, etc., signe d'une administration intelligente.

### *Exploitation*

Les vignes acquises par l'hospice sont souvent remises à des particuliers qui les travaillent à la moitié. Le contrat suivant, passé en 1199, en est un exemple. Benoît Josbert cède à l'hospice du Mont-Joux une vigne et une maison à Sarre et reçoit en paiement douze livres. Les frères du Mont-Joux lui remettent cette même vigne aux conditions suivantes : Benoît leur livrera la moitié du vin et de la piquette (posche), trois sous de service annuel à la fête de saint Etienne et un chapon. Le contrat vaudra aussi longtemps que les clauses en seront observées et que le travail sera bien fait<sup>67</sup>. C'est aussi à la moitié du vin et de la piquette (pusche) qu'est inféodée, en mai 1211, à certain Rodolphe, une vigne attenante à sa maison,

<sup>63</sup> AGSB.

<sup>64</sup> Gr. I, 360. Le chapitre de Sion sanctionna cette transaction.

<sup>65</sup> Gr. II, 843.

<sup>66</sup> Gr. II, 844. L'acte est daté de Villeneuve. Le prix est de vingt livres mauriçoises.

<sup>67</sup> Gr. I, 195. Cette vigne était contiguë à celle donnée par Pierre Orna en 1186. Elle mesurait huit cordeaux (*sogas* ; le cordeau = cent pieds) et huit pieds. Elle était limitée par Volbert et consorts, Martin et Orna, Anselme Orna et le Mont-Joux. Parmi les témoins figure Aymon, vidomne.

dans la ville d'Aoste<sup>68</sup>. D'autres propriétés sont inféodées au tiers, comme il ressort d'un contrat passé en avril 1275. Vuillerme, prieur de Saint-Bénin, donne en fief perpétuel, à Giralde de Valdigne, une pièce de terre située à Pytafessue (Aoste). Le feudataire devra livrer annuellement, durant neuf ans, deux setiers de blé et, après ce temps, le tiers de tous les fruits, vin, blé, poires, pommes et amandes, outre six deniers de service et douze de plaît. Giralde y plantera une vigne et la cultivera comme un bon vigneron. Au cas où il voudrait aliéner ses droits de feudataire, il devra le faire en faveur du prieur Vuillerme à un prix plus bas que celui offert par tout autre<sup>69</sup>. D'autres biens sont inféodés aux conditions les plus variables ; ainsi le même Vuillerme inféoda en décembre 1280 des droits d'eau pour le service annuel d'une perdrix<sup>70</sup>.

### *Prêts et dettes*

Vers 1125, le Mont-Joux peut faire une avance de septante sous aux frères Pierre et Hugues de Bard, qui lui donnent en gage un champ situé à Verrogne (vallée d'Aoste)<sup>71</sup>. Mais il fit des dettes, probablement durant la période troublée du début du XIII<sup>e</sup> siècle. En moins de trente ans, il réussit à s'en libérer.

Le prévôt Pierre reçut quittance, en avril 1229, d'une dette envers la famille d'Uldric de Sembrancher<sup>72</sup>. La maison du Mont-Joux obtint, de noble Emeric de Valleise, la remise de ce qu'elle lui devait. Cet acte donna lieu à des contestations dans la suite. Le fils d'Emeric, Pierre de Valleise, ayant donné une partie de ses biens à Guy de Gressan renonça à ses prétentions<sup>73</sup>. Villencus Saice fit un geste semblable, en octobre de la même année, en abandonnant une action engagée contre l'église du Saint-Bernard et celle de Saint-Bénin au sujet d'un prêt et d'un dépôt<sup>74</sup>.

### *Recouvre des rentes*

Sur une multitude de biens, le Mont-Joux ne possédait que des rentes en argent et en nature. Vu leur nombre et leur dispersion, il était indispensable d'en constituer une liste complète. Comme toute administration importante, au Moyen Age, l'hospice eut un censier établi vers 1200.

<sup>68</sup> S. Pivano, pp. 149 et 150, N° 59. Le piémontais a conservé le mot posca pour désigner la piquette.

<sup>69</sup> J.-A. Duc III, pp. 7 et 8. Parmi les témoins, il y a Amédée, portier de Saint-Bénin.

<sup>70</sup> J.-A. Duc III, p. 82.

<sup>71</sup> Gr. I, 120. Guillencus de l'Archet, Aimon Sario et Guibert de Gressan se portent garants de l'acte, qui se termine par ces mots : *Audientes et videntes fecerunt Uldricus canonicus sancti Iacobi, Petrus Gebennensis, Aimericus conversus, Amaldricus de sancto Iacobo.*

<sup>72</sup> AGSB. Cf. E.-P. Duc, p. 42.

<sup>73</sup> S. Pivano, p. 181. Sibille, épouse de Guy, et Emeric, son fils, approuvèrent cet acte.

<sup>74</sup> S. Pivano, pp. 181 et 182.

La première partie comprend les cens exprimés en sous et deniers provenant de la vallée d'Aoste. Quelques-unes de ces redevances ont pour origine les donations ou achats rapportés jusqu'ici ; pour la plupart, cette origine est inconnue. Signalons à titre de curiosité que l'hospice percevait trois sous de cens sur la ferme de Moncenix, située au-dessus d'Aoste et exploitée par les fils de Fordin de Signaye, ferme qui sera acquise par la maison, six siècles plus tard, pour servir de refuge au prévôt Filliez.

La deuxième partie contient les services en argent, denrées, obligation d'héberger des chevaux, etc., en vallée d'Aoste et en Valais. Les premiers en liste concernent les villages voisins. Voici les plus intéressants : Flamens, métral de Saint-Rhémy, doit seize sous sur les prés d'Arc. Le Bourg-Saint-Pierre doit cinquante sous de taille, trois sous et neuf deniers sur les moutons (*Arietily*), trois sous pour la moitié d'une vache et vingt deniers sur les fromages. A Orsières, le métral doit héberger une fois cinq chevaux ; un certain Joseph, une fois quatre chevaux. Ce service est particulier à Orsières. C'est que ce village constituait un relais sur la route du Saint-Bernard pour le transport des chanoines ou des provisions. Un Wido d'Autan doit six sous. Le vicomte d'Aoste a donné à la maison du Mont-Joux des hommes qui doivent trente-neuf sous de service<sup>75</sup>.

Ce rôle comprend les cens d'Aoste, de Bagnes et de l'Entremont jusqu'à Autan, soit jusqu'au Trient, limite de l'ancien Chablais. L'énumération commence par Aoste. Comme l'on sait l'activité administrative de Saint-Bénin, il y a toute probabilité que ce censier y ait été rédigé. Comment expliquer que ce censier ne contienne pas les redevances du Valais épiscopal, ni du Vieux-Chablais, ni du pays de Vaud, etc. ? Peut-être parce que ces régions dépendaient d'autres centres administratifs, par exemple le Valais de la maison de Sion, le Vieux-Chablais de Meillerie, etc.

### *La ferme de Saint-Oyen*

Le Mont-Joux porte un intérêt spécial à cette ferme voisine. Il l'accroît par des achats aux Chavannes d'Etroubles en 1218, à Ruvillasc (entre Etroubles et Saint-Oyen) en 1221, à Citren (1/24 de montagne) en 1222 ; d'une terre attenante vendue par Conrad d'Avise en 1232, d'un pré situé à Flassin vendu par Pierre d'Avise en 1239, d'un autre pré au même lieu en 1250, etc. Cette ferme eut souvent affaire avec les seigneurs voisins d'Etroubles, de Bosses et d'Avise, dont les droits s'entremêlaient à ceux du Mont-Joux. Pierre d'Etroubles, dit Joveno, à la suite de contestations au sujet de trois prés situés à Citren, enclavés par le Buthier et le Mont-Joux, et d'un fief tenu par David Bélicant, de Saint-Oyen, renonce en 1257 à toutes ses

<sup>75</sup> S. Pivano, pp. 118-122.



prétentions, investit le frère Martin, économe de Saint-Oyen, du fief en litige<sup>76</sup>, sauf deux sous de service annuel et six sous de plaît. C'est probablement le même seigneur, sous le nom de Pierre de Vachery d'Etroubles, qui vendit à l'église de Saint-Bernard, en 1272, un pré situé à l'Ile<sup>77</sup>. La belle-fille de Pierre d'Etroubles, Jacobée, renonce elle aussi, en 1266, entre les mains du frère Martin, à toutes prétentions sur un pré à Citren<sup>78</sup>.

En 1281, le recteur de Saint-Oyen n'est plus le frère Martin (est-ce lui qui est devenu prévôt en 1274 et qu'on a surnommé l'Econome?). Le prieur claustral, Jean, lui a succédé. Celui-ci eut à défendre les droits de la ferme sur la forêt de Citren contre les prétentions des seigneurs de Bosses. Raymond, abbé d'Abondance, en qualité de procureur du comte de Savoie et le seigneur Gérard de Gignod l'autorisèrent à user de cette forêt pour les nécessités de son alpage de Citren<sup>79</sup>.

Il eut encore un différend avec Pierre du Pont de Bosses. Celui-ci conduisait son bétail sur les pâturages de Citren. Le prieur Jean affirmait qu'il n'y avait aucun droit puisque l'alpe de Citren appartenait à la ferme de Saint-Oyen en vertu d'une charte dressée à Aoste. De son côté, Pierre de Bosses prouvait par de nombreux témoins que, de temps immémorial, ses prédécesseurs avaient joui de ce pâturage. Les deux parties constituèrent comme juges Jacques des Cours et Anselme d'Avise, chanoines d'Aoste. Le bon droit du recteur de Saint-Oyen fut reconnu après examen de la charte produite par lui où les limites de cette alpe étaient décrites comme suit : Flassin, le Buthier, l'alpe de Citren et la vallée de Vertosan. L'alpe de Citren qui est donnée comme limite est évidemment autre que celle qui appartenait à la ferme de Saint-Oyen. Si Pierre du Pont de Bosses récidivait, il encourrait les peines contenues dans la charte en question. Cette sentence fut portée le 5 août 1286<sup>80</sup>.

L'alpe de Citren était soumise à la dîme que revendiquaient Jean, prieur de Mont-Joux, et Perronette de Saint-Oyen d'une part, et Thibault, curé de Saint-Rhémy, d'autre part. Les parties remirent au prévôt la décision de cette affaire le 25 janvier 1291<sup>81</sup>. Elle fut peut-être tranchée en faveur de Thibault qui devint recteur de la ferme de Saint-Oyen avant 1299. Ce

<sup>76</sup> G. Battaglini, p. 268. Pierre, fils de Pierre d'Etroubles, et David Belicant approuvent cet acte passé à Etroubles en mars 1257.

<sup>77</sup> G. Battaglini, pp. 271 et 272.

<sup>78</sup> G. Battaglini, p. 270.

<sup>79</sup> J.-A. Duc III, p. 85. Original chez le chanoine Justin Boson, collégiale de Saint-Ours, Aoste.

<sup>80</sup> G. Battaglini, pp. 275 et 276. Parmi les témoins figurait Jean de Duin, chanoine de Mont-Joux. La charte produite par le recteur s'identifie avec la donation de Citren faite par Gontier en 1115 (dont seul le regeste a été conservé) et en confirme l'authenticité. Dans le regeste, le Buthier est appelé *il bragino*, et au lieu de l'alpe de Citren, on lit : la Pierre de Citren. A l'exception de ces menues différences, les limites données dans les deux chartes sont identiques. Cf. S. Pivano, pp. 84 et 85.

nouvel administrateur est signalé comme sous-prieur de l'hospice en 1293 et 1336<sup>81</sup>. On vient de voir qu'il était encore curé de Saint-Rhémy. Devenu recteur de cette ferme, il prétendait avoir droit de pâturage sur la montagne de Vertosan jusqu'à l'eau de ce nom et jusqu'à la vallée de Bellecombe et refusait au seigneur Hugonet d'Avise le droit de pâturer sur Citren. Le différend fut remis à l'arbitrage de Jacques, recteur de l'église d'Etroubles, d'Aimon Dionise de Morgex et de Rodolphe de Focha, official d'Aoste. Valter, prieur de Saint-Bénin, promit de faire ratifier par le prévôt du Mont-Joux la décision qui serait prise. Cet acte fut passé à Aoste le 15 octobre 1299. Nous ne savons quel en fut le résultat<sup>82</sup>. On voit par ce qui précède que l'administration de cette ferme manifestait une belle vitalité.

<sup>81</sup> J.-A. Duc III, p. 150.

<sup>82</sup> P. Gard, *Catalogue*.

<sup>83</sup> G. Battaglini, pp. 279 et 280. Un des témoins est Thomas de Solario, chanoine de Mont-Joux.



## CHAPITRE III

### L'activité

#### La vie religieuse

L'observance suivie par les chanoines du Mont-Joux était sans doute la même que celle des innombrables églises de chanoines réguliers alors existantes et s'inspirait de la règle d'Aix-la-Chapelle rédigée en 817 et modifiée par les papes réformateurs du XI<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Elle était centrée sur la digne célébration du culte divin. Comme cette célébration requiert l'unanimité de ceux qui s'y adonnent, les législateurs des chanoines prescrivaient les éléments qui garantissaient cette unanimité : chasteté parfaite, détachement des biens temporels, obéissance à un supérieur, vie commune, etc.

Cette observance comportait donc, entre autres obligations, celle de ne rien posséder en propre. Dans l'ordre du Mont-Joux il y eut quelque relâchement sur ce point à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Le cardinal Bernard du titre de Saint-Pierre-aux-Liens, délégué apostolique pour Aoste et Sion, en aura fait rapport au Saint-Siège<sup>1bis</sup>. En effet, le pape Innocent III écrivit en 1201 au prévôt de corriger ses chanoines et de ne pas leur permettre de tenir de l'argent en propre<sup>2</sup>.

Le mal alla s'aggravant. La maison risquait de sombrer totalement. Le pape Innocent III le constate avec amertume : « La maison du Mont-Joux, qui autrefois répandait la bonne odeur de la religion... est déchue si misé-

<sup>1</sup> Un exemplaire mutilé de la règle des chanoines est conservé au séminaire d'Aoste. Elle se trouve dans la seconde moitié d'un codex du XII<sup>e</sup> siècle qui fut à l'usage du prévôt Viot. Son titre est : *Liber manuscriptus in pergamenis super regulam sti Augustini*.

<sup>1bis</sup> Cf. J. Darbellay, *Compilation ex Pot pouri sous l'année 1196 et Vallesia Christiana*, p. 53.

<sup>2</sup> Gr. I, 200.

ablement, tant au spirituel qu'au temporel, qu'elle est presque ruinée, elle qui relevait les autres de leur ruine ; qu'elle est un objet de scandale et de dispute, elle qui était un signe de repos et de paix. » Voici les faits qui provoquèrent un jugement si sévère.

Avant l'année 1212, le pape avait chargé les évêques de Vercell et de Novare de la réforme de la maison. Le chanoine P. de Saint-Aubin, vraisemblablement à titre de délégué de ces évêques, s'y employait avec zèle. Mais les religieux relâchés ne supportaient pas la correction et se laissaient emporter par l'impétuosité de leurs désirs. « Ils estimaient le bien, mal ; la correction, vexation ; la justice, injustice. Ils se montraient ingrats envers celui qu'ils auraient dû remercier et découvraient des signes d'inimitié là où ils pouvaient voir les marques certaines d'un dessein religieux. » Enfin, ils usaient de tous les moyens pour le détourner de son entreprise. N'arrivant pas à leur fin, ils simulèrent le repentir, promirent de mener une vie plus digne de religieux et réussirent ainsi à persuader P. de Saint-Aubin de rentrer avec eux dans l'hospice. Mais une fois à l'intérieur, ils soudoyèrent deux fils de perdition pour le faire mourir. P. de Saint-Aubin se réfugia dans l'église auprès de l'autel, pensant que ces coquins respecteraient du moins ce lieu où chaque jour est immolée la victime de notre salut. Il n'en fut rien. Ces deux hommes l'accostèrent, le frappèrent sauvagement et le laissèrent pour mort. Les frères suivaient avidement des yeux cette scène. Il y en eut cependant qui furent touchés de pitié. Par leurs soins, le malheureux fut descendu à Aoste ; il se remit de ses blessures, puis se rendit à Vercell. La cruauté des frères le poursuivit jusque-là. Ils se saisirent de lui durant son sommeil, le bâillonnèrent, lui lièrent les mains et le ramenèrent jusqu'à Ivree. Ils sortirent de cette ville durant la nuit et, oublieux de toute humanité, lui crevèrent les yeux.

Le Saint-Siège, mis au courant de ces excès, chargea Gautier, abbé de Saint-Pierre In Ciel d'Oro, à Pavie, de juger cette affaire. Celui-ci imposa, en 1211, au prévôt du Mont-Joux l'obligation de payer annuellement dix-huit livres au chanoine de Saint-Aubin, victime du crime perpétré par Bonin, chanoine du Mont-Joux<sup>3</sup>. Les évêques de Vercell et de Novare, de leur côté, condamnèrent la maison du Mont-Joux à verser annuellement quarante livres de Pavie à la victime qui demanda au pape confirmation de cette rente.

Le pape Innocent III, par lettre du 30 mai 1212, manda à l'archevêque de Tarentaise, à l'évêque de Genève et à l'abbé de Saint-Maurice de faire payer inviolablement l'indemnité prescrite en faveur de P. Saint-Aubin. Afin de châtier cette incroyable cruauté, le pape excommunia les coupables et nommément le chanoine Bonin<sup>4</sup> dont la société devra à l'avenir être

<sup>3</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>4</sup> Ce Bonin est probablement le même qui figurait comme témoin avec Nicolas Quartéri dans une transaction avec l'évêque d'Aoste en 1206. Voir note 8 du chapitre IV.

évitée avec soin. Il ordonna de jeter l'interdit sur l'église du Mont-Joux après enquête, de réformer la maison tant dans sa tête que dans ses membres, d'en éloigner le prévôt et les frères coupables et de les remplacer par de dignes religieux. P. de Saint-Aubin, aveugle, se retira auprès du chapitre de Moutiers où il est signalé en 1220. L'église du Mont-Joux devait lui payer chaque année la somme imposée<sup>5</sup>. Il est possible que ce P. de Saint-Aubin était chargé d'introduire dans l'ordre du Mont-Joux la réforme prônée par Grégoire VII.

Ces faits surprenants exigent une explication. L'activité religieuse, office divin, observance régulière, hospitalité, desservance des paroisses donnent rarement occasion à des actes officiels qui ne mentionnent en général qu'un relâchement ou un excès qui nécessite l'intervention du supérieur ecclésiastique. Et si l'on ne tient compte que de ces interventions, on se fait une idée fausse de la vie spirituelle d'une famille religieuse. L'histoire de la maison du Saint-Bernard nous en donne un exemple frappant. Durant ses deux premiers siècles d'existence, le seul document qui traite un peu au long de son observance est la bulle d'Innocent III dont le contenu vient d'être exposé. Elle ne fait qu'étaler sous nos yeux les sauvages procédés dont fut victime un réformateur du couvent. Or, cette déchéance n'a pas été le fait de tous les chanoines et n'a pas duré. Il faut donc par la réflexion mettre en face de cette ombre deux siècles de vie consacrée à une digne célébration de l'office divin, à une fidèle observance des vœux de religion, à l'exercice d'une hospitalité héroïque, à un ministère assidu et fécond dans les nombreuses églises dépendantes du Mont-Joux pour se faire une idée un peu exacte de ce qu'a été durant ce temps l'activité de la maison du Saint-Bernard sur le plan spirituel.

L'intervention énergique d'Innocent III provoqua une réforme sérieuse de l'ordre. Sept ans après, en 1218, le pape Honorius III, accordant aux frères du Mont-Joux l'exemption de l'impôt de croisade, pouvait alléguer comme motif : « La ferveur de votre religion, l'aide charitable que vous accordez aux passants pauvres. » La maison s'était donc relevée de la déchéance à laquelle remédiait la bulle de 1212. Les faits qui suivent nous montreront le prévôt et l'ensemble des religieux unis contre un religieux insoumis à l'observance régulière. Les rôles sont renversés.

Le prévôt Falcon comptait au nombre de ses religieux un sujet récalcitrant du nom de Guerric. Celui-ci avait reçu de G., évêque de Porto et de Sainte-Ruffine, et du Saint-Siège un rappel à l'obéissance due au prévôt. Fort de ces interventions, le prévôt Falcon, par l'intermédiaire de l'évêque de Lausanne, assigne Guerric à comparaître à Moudon, le lendemain de

<sup>5</sup> Il ne semble pas que ce personnage soit à identifier avec Pierre de Saint-Alban, prieur de Saint-Ours dès 1230 et qui mourut à Moutiers entre 1247 et 1249. Cf. Bernouilli, op. cit., N° 107. Gr. I, 228 et E.-P. Duc, *Le prieuré de Saint-Pierre et Saint-Ours d'Aoste*, Aoste, 1899, pp. 40-54.

l'octave de l'Épiphanie de l'année 1245. En vue de pourvoir au salut de Gueric, le prévôt prend conseil de ses frères et d'hommes prudents et, aux jour et lieu indiqués, il lui adresse ses remontrances : « Nous ordonnons au nom de la sainte obéissance que tu traites avec charité tes confrères, que tu ne causes aucun tort ni aux biens ni aux personnes de l'église du Mont-Joux, que tu portes l'habit de notre religion, que tu récites chaque jour autant que tu le pourras les heures canoniques, que tu observes avec diligence la règle et les constitutions de notre ordre. Nous t'interdisons de tenir des oiseaux ou des chiens de chasse et des armes et de jouer aux dés. Tu recevras l'ordre de la prêtrise durant l'octave de la prochaine Pentecôte. Tu quitteras le prieuré de Bière dont tu n'as pas la charge. Tu n'essayeras pas de le retenir par quelque personne intermédiaire. Tu n'y rempliras aucun office et tu ne t'y mêleras d'aucune affaire sans notre permission. Comme nous voulons pourvoir honnêtement à ton entretien, nous t'assignons une prébende dans notre maison de Montréal et nous ordonnons, en vertu de l'obéissance, que tu partes pour cette maison dans l'octave de la prochaine Purification. Tu y montreras au prieur le respect qui lui est dû. Tu nous remettras dans les huit jours ton pécule, si tu en as, les actes relatifs à la maison de Bière passés entre toi et l'évêque de Lausanne, les autres titres concernant la maison de Meillerie, et ton sceau, si tu en as, ainsi que ceux des maisons nommées. Tu ne tiendras pas de sceau sans notre autorisation, tu ne feras pas d'emprunt, tu ne seras pas caution et tu ne donneras pas de gage, puisque cela est interdit même aux prêtres séculiers. Nous te défendons de quitter cette maison pour courir d'une maison à l'autre sans notre autorisation ou celle du prieur. » Tout cela est ordonné sous les peines contenues dans l'ordonnance du seigneur G., évêque de Porto Romano<sup>6</sup>.

On est tenté de bénir les frasques de ce Gueric parce qu'elles ont donné occasion au prévôt de brosser un raccourci énergique des constitutions alors en vigueur dans l'ordre. Ce qui est d'autant plus précieux qu'avant l'année 1437 nous ne possédons aucun titre qui nous renseigne à ce sujet. Il y a de nombreux traits de ressemblance entre ce résumé et les constitutions de 1438.

La correction infligée au chanoine Gueric nous a révélé l'existence de constitutions dans l'ordre du Mont-Joux. Le prévôt et le chapitre les modifièrent dans la suite et demandèrent leur confirmation à l'archevêque de

<sup>6</sup> Gr. I. 619. De nombreux témoins étaient présents : Nantelme, abbé de Saint-Maurice, Jean, prieur des frères prêcheurs de Lausanne, etc., et plusieurs chanoines de Mont-Joux : G., prieur d'Etoy, Nicolas de Lausanne, Thomas de Vevey, Pierre de Montpreveyres et P., son compagnon, Jean de Borgu (peut-être Bornu), Amédée de Sévaz, Gilbert de Romont et Pierre du val de Travers. G., évêque de Porto, pourrait être identifié avec Conrad de Zaehringen, cardinal, évêque de Porto de 1219 à 1227. Cf. A. Dimier, *Amédée de Lausanne*, p. 192, note 7.

Tarentaise et à l'évêque de Sion. Ce qui fut accordé le jeudi après l'Assomption (*post ascensionem B. M. V.*) 1275<sup>7</sup>. Nous n'en avons pas le texte.

A ces constitutions, les chanoines joignaient l'observance de la règle de saint Augustin. La bulle de confirmation des bénéfices du Mont-Joux donnée par le pape Honorius IV, le 11 juin 1286, à Rome, demande expressément que l'ordre canonial selon la règle de saint Augustin, établi à l'hospice, y soit inviolablement conservé<sup>8</sup>.

Nous pouvons conclure, à grands traits, que l'observance a été florissante dans l'ordre du Mont-Joux jusque vers la fin du XII<sup>e</sup> siècle. Elle subit alors une baisse inquiétante, suivie d'une reprise sérieuse à partir de 1213.

## L'activité hospitalière

### *Les passants*

Durant le Haut Moyen Âge, le passage du Mont-Joux, malgré ses difficultés, a été la principale route des Alpes, mettant en relation l'Italie avec la France, les pays rhénans et l'Angleterre, régions alors très florissantes. Le nombre des localités situées le long de cette route s'accroît rapidement, indice sûr de l'importance de cette voie de communication. Un autre indice est que le clergé la fréquente beaucoup, or le clergé représentait la majeure partie des pacifiques voyageurs des Alpes.

Ce passage fut très fréquenté par les empereurs carolingiens, moins par les empereurs d'Allemagne qui trouvaient une voie plus courte vers le sud par les Alpes orientales. Cependant ils l'utilisent parfois. Le chancelier de l'empereur Henri IV, Oger d'Ivrée, envoyé en 1093 en Allemagne, est fait prisonnier par les adversaires de l'empereur tandis qu'il tente de forcer le passage du Mont-Joux<sup>9</sup>. En 1110, ayant réuni une armée de trente mille hommes, Henri V la dirige vers l'Italie, une moitié par le Trentin, l'autre moitié par le Mont-Joux sous sa conduite personnelle. Il se rendait à Rome pour se faire couronner et en même temps pour imposer au pape son point de vue dans la querelle des Investitures. C'est à ce but-ci que tenait un tel déploiement de forces<sup>10</sup>.

La même ambition de dominer le pape conduira plusieurs fois l'empereur Frédéric Barberousse (1152-1190) en Italie. En 1158, il s'y rend avec de nombreuses troupes dont une partie, des Lorrains, conduits par Berthold

<sup>7</sup> AGSB. *Inventarium... iurium*, 1574.

<sup>8</sup> Gr. II, 951.

<sup>9</sup> P.-H. Scheffel, II, p. 77. Il est difficile de préciser s'il a été arrêté à Saint-Rhémy ou sur le col.

<sup>10</sup> Gr. I, 116.

de Zaehringen, prennent « la voie de Jules César qui s'appelle le Mont-Joux »<sup>11</sup>. Une autre armée de ce même empereur utilise ce passage en 1174 et Frédéric lui-même, à l'un de ses retours d'Italie, entre 1175 et 1177<sup>12</sup>.

Le col du Mont-Joux montra son importance stratégique durant les luttes qui opposèrent Frédéric II à Guillaume de Hollande, et qui ont été exposées plus haut, à propos du prévôt Girold de la Salle.

Les ecclésiastiques sont nombreux à franchir le Mont-Joux. Quelques-uns ont laissé des descriptions de ce passage pleines d'intérêt. Les dangers qu'il comportait sont abondamment exposés dans un récit tiré de la chronique des abbés de Saint-Trond. Rodolphe, abbé de ce monastère, et Alexandre, archidiacre de Liège, avaient franchi le col du Mont-Joux en 1127, en revenant de Rome, ils le franchissent encore l'année suivante. Après avoir célébré Noël à Plaisance, ils traversent Aoste et atteignent Etroubles avec des difficultés inouïes à cause des grandes chutes de neige. A l'aide des marronniers (guides), ils atteignent Saint-Rhémy. Le petit village regorge de pèlerins. De la montagne, la neige se précipite en avalanches. Les pèlerins qui n'avaient pas trouvé place dans des maisons et qui s'étaient installés sur des bancs, dans les ruelles, furent emportés. On en retrouva quelques-uns suffoqués, d'autres estropiés. Quelques jours se passèrent dans des affres mortelles. Enfin les marronniers s'offrirent, en exigeant un gros prix, à ouvrir le chemin aux pèlerins. Les piétons suivraient, puis les chevaux ; ainsi la piste serait battue pour les seigneurs qui, plus délicats, viendraient ensuite. La proposition acceptée, les marronniers se mettent audacieusement en chemin, de grand matin, la tête coiffée d'un feutre à cause du froid rigoureux, les mains emmitouflées, chaussés d'une espèce de cothurnes munis sous le pied de pointes de fer pour la glace, tenant en mains de longs bâtons pour tâter la piste cachée sous la neige.

Les pèlerins opprimés par la crainte célèbrent les saints mystères ou communient, se préparant à la mort. Ils assaillent le prêtre qui entend les confessions. Et comme celui-ci n'y suffit pas, ils se confessent mutuellement leurs péchés.

Tandis que tout ce monde prie avec grande ferveur, des cris lamentables retentissent sur la place du village. L'avalanche était tombée sur la file des marronniers emportant dix d'entre eux. Les villageois courent sur les lieux, dégagent les marronniers et les transportent au village, les uns morts, d'autres à demi-morts, d'autres avec des membres brisés. Une femme crie qu'elle a perdu son mari, une autre, un frère ; celui-ci, un tel ; celui-là, un tel autre. A ce vacarme, les pèlerins sortent de l'église terrifiés. Redou-

<sup>11</sup> Gr. I, 140.

<sup>12</sup> P. Gard, *Passage*.



tant un pareil sort, pris de panique, ils redescendent en toute hâte à Etroubles. Il n'est plus question des difficultés du chemin qui leur semble aisé pour échapper à la mort.

Le beau temps revenu après l'Epiphanie, les pèlerins louent de nouveau des maronniers gagnant le village homicide et, le même jour, la crainte de la mort leur donnant des jambes, ils atteignent le col (*medium montis*) non sans peine, le chemin glissant les obligeant à ramper par endroits. Le jour suivant, ayant repris haleine, ils fuient cet exécration « mont sacré de Jupiter », puis regagnent sans autre difficulté leur pays<sup>13</sup>.

Il est curieux que, dans une relation aussi circonstanciée, l'hospice ne soit pas nommé. Il semble que les pèlerins terrifiés ne pensent qu'au bonheur d'avoir échappé aux dangers de la montagne. Et cependant, sur le col, où ont-ils passé la nuit, où se sont-ils réconfortés si ce n'est à l'hospice ?

En 1139, saint Malachie, archevêque d'Armagh et primat d'Irlande, se rend à Rome. Il passe par Clairvaux et Ivree, itinéraire qui comportait le col du Mont-Joux<sup>14</sup>.

Il convient de signaler un voyageur plus illustre, le pape Eugène III. Il s'était réfugié en France en 1147 à cause des troubles qui agitaient Rome. Au printemps 1148, il reprend le chemin de l'Italie. Le 25 mai, il consacre l'église de l'abbaye de Saint-Maurice ; le 27, il est à Martigny et de là il franchit le col du Mont-Joux. C'est probablement à cette occasion qu'il donne à l'hospice une bulle de confirmation de ses bénéfices<sup>15</sup>.

Un pèlerin du nord de l'Islande, le moine Nicolas (probablement premier abbé du couvent de Pverà, fondé en 1155) a eu soin de noter, en 1154, les étapes de son pèlerinage à Rome. Son itinéraire l'avait conduit à Bâle, Soleure, Avenches, Vevey où « se rencontrent les routes de ceux qui vont vers le sud par les Alpes : Français, Flamands, Celtes, Anglais, Saxons, Nordiques. Ensuite, il y a un jour de voyage jusqu'à Mauriciusborg. Là [Saint-Maurice], il repose avec toute sa suite, six mille six cent soixante-six hommes. Là se trouve Peterkastel. De Mauriciusborg, il y a deux jours de voyage jusqu'à Bernards-hospits qui est situé sur la montagne. Sur les Alpes se trouve Peters-hospits. A la messe d'Olav en été [le 29 juillet], il y a souvent de la neige sur les rochers et de la glace sur l'eau. Au sud des Alpes est Traelletrop [Etroubles] »<sup>16</sup>. Cet itinéraire est précieux. C'est un des premiers textes qui nous livrent le nom populaire de l'hospice de Mont-Joux, hospice de Bernard. En outre, il atteste l'existence au Bourg-Saint-Pierre d'un autre hospice.

<sup>13</sup> Gr. I, 122.

<sup>14</sup> *Acta Sanctorum*, t. II de novembre, p. 140, 19 et pp. 154 et 155.

<sup>15</sup> Gr. I, 608. Cette bulle ne peut être que d'Eugène III. Le texte n'en est pas connu, mais il ne doit pas être fort différent de celui de la bulle de 1177 donnée *ad exemplar... Eugenii papae*.

<sup>16</sup> Cité par A. Donnet, p. 124.

Les impressions d'un moine anglais, John de Bremble, sur son passage du Mont-Joux en 1188, méritent d'être connues. Il se rendait de Cantorbéry à Rome. Après avoir passé le col, il écrit à son sous-prieur et lui explique pourquoi il ne l'a pas fait plus tôt : « Pardonnez-moi de ne pas avoir écrit. J'étais sur le Mont-Joux contemplant d'un côté le ciel des montagnes, frémissant d'un autre côté à l'enfer des abîmes. D'autant plus sûr d'être exaucé que j'étais plus rapproché du ciel, je m'écriai : « Seigneur, ramenez-moi à mes frères afin que je puisse leur dire de ne point venir en ce lieu de tourments. Lieu de tourments, en vérité, où le pavé du sol n'est que de glace, où l'on ne peut poser le pied avec sécurité, où, avec un sol tellement glissant qu'on ne peut se tenir, la mort, à laquelle il y a toutes chances de s'exposer, est une mort certaine. Je mis la main dans mon étui pour griffonner quelques mots à votre sincérité, mais je ne trouvai dans mon encrier qu'un morceau de glace ; mes doigts refusèrent d'écrire, le froid raidit ma barbe et mon haleine se condensa en un long glaçon. Je ne pus vous donner les nouvelles que je voulais<sup>17</sup>. » Ce pauvre moine exagère peut-être, mais il traduit bien les angoisses des pèlerins au passage du Mont-Joux.

### *Le transit des marchandises*

Ce col ne servait pas seulement aux pèlerins et aux hommes d'armes, c'était encore un lieu de transit important de marchandises, au X<sup>e</sup> siècle déjà. L'assemblée des bourgeois de Sion tenue en mai 1269 le compte parmi les principales voies d'accès des marchandises en Valais avec Autan, le Simplon et la Furka<sup>18</sup>. Comme lieu de transit, le Mont-Joux acquit encore de l'importance avec le développement des foires de Champagne. Depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, le Simplon l'emporte pour le transit des marchandises.

On sait que durant l'année 1283-1284, la douane de Saint-Rhémy enregistra le passage de deux mille deux cent vingt-cinq chevaux ordinaires et nonante-neuf chevaux anglais<sup>19</sup>. Les pèlerins et autres voyageurs utilisaient beaucoup le cheval pour les longs déplacements.

### *La route et ses services*

Le long de la route qui franchissait le Mont-Joux existaient de nombreuses cluses, forteresses édifiées par les Francs contre les Lombards. Elles étaient placées en général en des lieux faciles à fortifier et inévitables pour

<sup>17</sup> Cité par G.-R. de Beer. *Les premiers touristes anglais dans les Alpes Suisses*, dans *Les Alpes*, 1932, p. 147.

<sup>18</sup> Gr. II, 751.

<sup>19</sup> P.-H. Scheffel, II, p. 77.



les voyageurs. Les unes étaient de petits fortins, d'autres des villages ou des villes fortifiées. Ces cluses étaient des centres où s'exerçaient la police, la douane et quelquefois le brigandage<sup>20</sup>.

Succédant assurément à une ancienne cluse, Saint-Rhémy était devenu le lieu où se percevaient les péages en faveur des comtes de Savoie prélevés sur les marchandises en provenance du Mont-Joux.

On exigeait quatre deniers pour un cheval chargé de peaux, de drap ou de fer ; deux deniers pour un âne portant les mêmes marchandises et un denier pour chaque homme. Chaque bête chargée de laine, de vin, de grain ou de sel payait un denier ; sur cent faux, on en prélevait deux ; une grosse bête bovine payait quatre deniers ; une petite, une obole. Les marronniers qui accompagnaient les voyageurs avec le mulet payaient six deniers<sup>21</sup>. C'était la douane du temps. Elle se percevait même dans l'intérieur d'un Etat : Saint-Rhémy et le Mont-Joux n'étaient pas des lieux frontières puisque la Savoie comprenait alors la vallée d'Aoste et le Valais jusqu'à la Morge de Conthey.

Le service de la route était garanti par des marronniers ou guides. Le récit du passage de Rodolphe, abbé de Saint-Trond, en 1128, nous a déjà livré des détails intéressants à leur sujet. Ce n'est pas la première mention qu'on en ait. Vers l'an 900 déjà, ils accompagnent saint Gérard dans le passage du Mont-Joux et ils en gardent le meilleur souvenir à cause de sa générosité<sup>22</sup>. Les marronniers étaient des montagnards qui faisaient le service de guides contre rémunération. Parfois ils exploitaient l'inexpérience de leurs clients en exigeant de gros prix. L'hospice avait aussi ses marronniers qu'il rétribuait et mettait gratuitement au service des voyageurs<sup>23</sup>.

Les villages voisins de l'hospice ont une activité orientée vers le service de la route. On le constate dans la charte des franchises des bourgeois et marronniers de Saint-Rhémy établie en 1273. Cette communauté était de la juridiction des seigneurs d'Etroubles et d'Avisse. Le donzel Vuillerme de la Tour, d'Etroubles, convint avec cette communauté de différents articles dont voici ceux qui concernent le passage :

4. Les passants ont le droit d'acheter à Saint-Rhémy les denrées nécessaires ; ils ne doivent pas les payer plus cher au cas où leur séjour se prolonge.

5. Un aubergiste ne peut accaparer les voyageurs au détriment des autres aubergistes. Il en est de même pour les marronniers.

<sup>20</sup> P.-H. Scheffel I, pp. 179 et 180 et II, pp. 42 et 43. Ces cluses donnèrent leur nom à plusieurs lieux, villages et villes.

<sup>21</sup> J.-A. Duc II, 441, et G. Frutaz, *Recueil de chartes valdôtaines*, III. Aoste, 1891. Tiré à part du XV<sup>e</sup> bulletin de la *Société académique, religieuse et scientifique du duché d'Aoste... sous la protection de S. Anselme*.

<sup>22</sup> *Acta Sanctorum*, octobre, t. VI, p. 320. Le mot marronnier se trouve écrit de différentes façons, marones, marrones, marronnes, marucci, mazanes, etc.

<sup>23</sup> Constitutions de 1438, titres 8 et 12.

6. Si un voyageur tombe malade à Saint-Rhémy, l'aubergiste doit lui procurer un confesseur et avertir le métral qui, assisté de trois hommes probes du lieu, dresse la liste des objets du malade. L'aubergiste a la garde de ces objets et fournit au malade tout ce qui lui est nécessaire.

7. et 8. Le dépôt fait par un étranger ou un objet oublié est, après une année, remis au métral et, par lui, au seigneur qui doit le restituer à son propriétaire.

9. Celui qui trouve un objet perdu sur la route entre le Rumeysan et la Fontaine-Couverte, près de l'hospice, doit le remettre au métral contre récompense de quatre deniers si l'objet a au moins cette valeur.

11. Obligation de participer aux corvées des chemins.

12. Défense d'abattre du bois inconsidérément. (On comprend la raison de cette défense quand on sait combien ce village est exposé aux avalanches.)

18. Les marronniers sont tenus de secourir les seigneurs et de leur prêter main-forte sur tout le parcours de la route.

19. Quand les seigneurs ont à juger un bourgeois ou un marronnier, ils doivent d'abord prendre l'avis des bourgeois et des marronniers quant aux coutumes susdites et porter leur jugement sans exiger d'honoraires.

Les habitants de Saint-Rhémy avaient aussi des obligations envers le comte de Savoie, entre autres, la consignation des objets trouvés au Mont-Joux ou ailleurs et l'entretien des chemins de Saint-Rhémy au Mont-Joux. Philippe de Savoie fit dresser acte de ces obligations le 26 octobre 1273<sup>24</sup>.

De ce qui précède, il ressort que Saint-Rhémy avait un cachet spécial provenant de sa raison d'être, savoir, le service d'une route de montagne très fréquentée. Au temps de sa prospérité, ce bourg devait être débordant d'activité à cause du va-et-vient des pèlerins, des marchands, des officiers des seigneurs et grâce à ses auberges, ses guides et ses douaniers.

L'accès à l'hospice, depuis Saint-Rhémy, surtout depuis le plateau de Fontintès, est particulièrement dangereux en hiver. Le chemin passe sous des pentes fort exposées aux avalanches. Pour éviter ce danger, on utilise jusqu'à la hauteur du col une arête rocheuse qui longe la rive droite du torrent descendant du lac du Saint-Bernard. Afin de faciliter l'ascension de cette arête, des pieux ont été plantés de distance en distance et reliés par une corde. De là vient son nom : La Corde. Une installation semblable existait très anciennement puisque, déjà en 1279, cette crête est appelée L'Echelette<sup>25</sup>. A mi-chemin entre Saint-Rhémy et Fontintès, une pente rapide est également munie d'une corde.

<sup>24</sup> J.-A. Duc II, pp. 437 à 442.

<sup>25</sup> Gr. II, 229 et S. Pivano, pp. 82 et 83. Cet acte-ci est daté de 1087. C'est une erreur évidente qui avait déjà été découverte. Les textes désignent La Corde sous le nom de « scalaria, Lescheler, l'Eschelette ».

Bien que les sources écrites fassent défaut on peut être certain que Bourg-Saint-Pierre, qui fait pendant au nord des Alpes à Saint-Rhémy, a aussi une activité toute orientée vers le service des voyageurs et du trafic.

Après cet exposé, on comprend que le guide du pèlerin de Saint-Jacques de Compostelle, écrit en France vers 1139, mentionne le Mont-Joux parmi les trois grands hospices du monde : « Trois colonnes nécessaires entre toutes au soutien de ses pauvres ont été établies par Dieu en ce monde : l'hospice de Jérusalem, l'hospice de Mont-Joux et l'hospice de Sainte-Christine sur le Somport. Ces hospices ont été installés à des emplacements où ils étaient nécessaires ; ce sont des lieux sacrés, des maisons de Dieu pour le réconfort de saints pèlerins, le repos des indigents, la consolation des malades, le salut des morts, l'aide aux vivants... »<sup>26</sup>.

## La vie dans les bénéfices

Dans le chapitre consacré à la dotation de l'hospice, nous avons vu que de nombreux bénéfices avaient été donnés au Mont-Joux. Il convient de dire ici le genre de vie des bénéficiaires, autant que le permettent les données que nous possédons.

### *Les charges*

Les bénéfices avaient été donnés pour aider l'œuvre de l'hospitalité. Chacun d'eux était grevé de redevances en nature ou en argent envers l'hospice. Les bénéficiaires de Lombardie, qui payaient des redevances en nature, furent autorisés par le chapitre de 1225 à les payer en argent à l'avenir<sup>27</sup>. Les églises de Saint-Rhémy, de Saint-Oyen et de Donnaz obtinrent, en 1229, un allègement de leurs charges envers la mense épiscopale d'Aoste au profit de l'hospice (plusieurs églises unies à la prévôté conservaient des obligations envers leurs anciens maîtres). Chaque église avait en outre ses charges particulières résultant de fondations : ainsi le curé de Saint-Oyen devait célébrer chaque semaine la messe à l'autel de Sainte-Catherine en vertu d'un legs fait par Anselme de Saint-Oyen en 1281<sup>28</sup>.

### *Les desservants*

Au sujet des paroisses confiées à des religieux, notons que, selon une bulle de Luce III, datée de 1184 et adressée au chapitre de Saint-Ours, et selon une autre d'Innocent III adressée au chapitre de Verrès, il était

<sup>26</sup> Cité par A. Donnet, pp. 123 et 124.

<sup>27</sup> AGSB. Cf. Gr. I, 606.

<sup>28</sup> G. Battaglini, pp. 272 et 273.

permis aux religieux desservant des églises paroissiales d'avoir trois ou, au minimum, deux chanoines avec eux<sup>29</sup>. Ces dispositions valaient assurément pour les chanoines du Mont-Joux. Elles découlent de la nature même de la vie canoniale qui a pour objet une digne célébration de l'office divin par des clercs vivant en commun.

Le prieuré de Saint-Bénin comprenait trois ou quatre membres, car dans plusieurs actes le prieur mentionne le consentement de deux chanoines qui sont sans doute ses compagnons<sup>30</sup>. En 1254, le curé de Donnaz avait un ou deux compagnons. En 1248, il y avait à Saint-Rhémy un recteur et un chapelain. Le clergé d'une église était alors bien plus nombreux que de nos jours. Même dans de petites paroisses, le curé a généralement un clerc avec lui. Comme il n'existe pas de séminaire et que les religieux du Mont-Joux ne reçoivent pas tous leur formation à l'hospice, chaque église, même paroissiale, pourvoit au recrutement de son clergé. Le curé choisit un enfant suffisamment doué, souvent un neveu, qui vit avec lui, apprend le latin, s'initie à la récitation de l'office, l'assiste dans les diverses fonctions liturgiques et reçoit successivement les différents ordres. Ce clerc faisait probablement sa profession religieuse à l'hospice. Lorsque son vieux curé mourait, il lui succédait dans sa charge. Une église plus importante entretenait plusieurs clercs.

Quelles étaient les occupations du clergé dans les bénéfices ? L'office généralement psalmodié ou chanté, même dans les paroisses, la célébration de la sainte messe, et d'autres offices prenaient une large part de la journée. La formation des jeunes clercs, bien qu'elle se fît surtout par l'exercice de leurs fonctions, exigeait quelques leçons de la part du curé ou prieur. L'administration des biens de l'église, généralement des ruraux, requérait du temps, comme aussi la vie sociale dans laquelle le clergé était plus engagé qu'à l'époque moderne.

### *Mutations dans les bénéfices*

Pour remédier à l'insuffisance d'un bénéfice, on procédait parfois à l'union de deux bénéfices. Ainsi le Mont-Joux possédait, dès avant 1177, l'église de Jougne et l'hôpital de Lator dans la même localité. Avant 1295, l'évêque de Lausanne les réunit sous le seul titre d'église paroissiale de

<sup>29</sup> J.-A. Duc II, p. 71 et S. Pivano, p. 145.

<sup>30</sup> Ce prieur était un personnage dans le clergé d'Aoste. Nous en avons un indice dans ce fait que le testament d'Aimon des Cours, fait en 1259, porte, outre le sceau du testateur, ceux de Pierre, prieur de Saint-Ours, et de Jean, prieur de Saint-Bénin. Autre indice : en 1262, Raymond, prieur de Saint-Bénin, est cité dans une chartre avec les dignitaires ecclésiastiques d'Aoste. J.-A. Duc II, pp. 348 et 363. Ce que nous savons de l'importance administrative de ce prieuré ne fait que confirmer ce point de vue.

Jougne dont le recteur sera un chanoine du Mont-Joux<sup>31</sup>. Il arriva aussi au Mont-Joux de céder des églises quand il y voyait un avantage.

Le chanoine Albert, procureur du Mont-Joux pour l'Allemagne et qui avait son pied-à-terre à Bâle, sur le Leonardsberg, dans une maison appelée encore maintenant Mont-Jop (Mont-Joux), avait acquis des Frères mineurs, en 1250, un petit couvent construit en 1231 dans le Petit-Bâle au lieu dit Vor Spalen et une maison à Michelfeld. En 1252, il revendit ces propriétés à des cisterciennes (Bernardines) que l'évêque de Bâle, Berthold de Ferrette, avait fait venir de Tenniken et auxquelles il promit de les indemniser de leurs dépenses. Berthold de Ferrette compensa le Mont-Joux en lui donnant l'église de Ferrette et ses dépendances, parmi lesquelles se trouve l'église de Saint-Blaise de Lilliskirch. Le chapitre de 1255 approuva cet échange<sup>32</sup>.

### *Administration*

Chaque bénéfice constituait une administration autonome, sauf les redevances envers l'hospice et les droits du chapitre. Il n'est pas dans le cadre de ce travail de suivre le développement administratif de chaque bénéfice. Cependant il ne sera pas déplacé d'entrer dans quelques détails pour saisir sur le vif soit le fonctionnement administratif d'un bénéfice soit ses relations avec la maison.

Prenons à titre d'exemple le prieuré de Saint-Jacquême d'Aoste. Le prieur Brocard fit, en avril 1199, un échange de terres sises à Corléan<sup>33</sup>. Le jour suivant, il en fit un autre avec Nicolas, prieur de Saint-Bénin, lui cédant deux prés situés au-delà de la Doire et un fief tenu par Gontier Geneva, recevant en retour une pièce de terre près de Rumeysan<sup>34</sup>. Cet échange rapprochait les propriétés de leurs administrations respectives.

L'église de Saint-Jacquême reçut en donation, l'année 1202, une terre située à Chablo<sup>35</sup>. En juin 1221, Aymon de Gignod renonça en faveur du prieur Brocard à ses prétentions sur une pièce de terre sise à Aleyto et sur les fruits déjà perçus<sup>36</sup>.

Une partie des biens de l'église de Saint-Jacquême avait été remise à Dutaret d'Oytavel et consorts. Les frères Villencus, Pierre, Arducus et

<sup>31</sup> AGSB. Vaud.

<sup>32</sup> Cf. *Kunstdenmäler der Schweiz*, Bâle, *passim*. La maison dite Mont-Jop fut cédée aux CCRR de Leonardsstift (Bâle) en 1288. AGSB. Bâle. En 1314, le doyen de la cathédrale de Bâle déboute le prévôt Jean de ses prétentions sur l'église de Saint-Blaise, près d'Oltingue. P. Gard, *Catalogue*.

<sup>33</sup> J.-A. Duc II, p. 119.

<sup>34</sup> G. Battaglini, p. 247 et AOM.

<sup>35</sup> S. Pivano, p. 139. Cet acte est approuvé par Bernard et ses enfants : Pierre, Gautier, Donner, Biesa, ainsi que par Vulencus et ses enfants : Jean, Guillaume et Pierre.

<sup>36</sup> S. Pivano, pp. 178 et 164. L'hospice avait acheté, en juin 1221, cinq pièces de terre au même lieu, d'un certain Aymon, de Gignod probablement.

Hugues prétendaient avoir sur ses biens droit de maréchalerie. On comprend l'émoi du prieur. Il fit si bien qu'en janvier 1240, les quatre frères lui cédèrent tous droits de maréchalerie sur les biens en question<sup>37</sup>.

Ajoutons quelques actes administratifs concernant d'autres bénéfices.

Le Mont-Joux n'administrait pas toujours ses bénéfices par ses religieux. Il confiait parfois à d'autres clercs, les plus éloignés, la redevance envers l'hospice restant sauve. Nous en avons un exemple dans l'église des Saints-André et Calocer de Caluso, qui fut remise au prévôt de Verrès moyennant redevance annuelle de septante sous à payer au prieur de Saint-Bénin. Aymon, prévôt de Verrès, reconnut cette redevance en 1235<sup>38</sup>.

Autre exemple : la chapelle de Saint-Germain, dédiée à saint Georges, est remise au couvent de Saint-André de Verceil par le chapitre tenu au Grand-Saint-Bernard le 28 août 1234 pour la rente annuelle de quinze livres de Pavie et avec obligation de fournir au prévôt une escorte de douze personnes lors de sa visite annuelle à Saint-Germain<sup>38bis</sup>.

A Vevey, en 1231, Aymon de Blonay investit l'hospitalier Thomas et la maison du Mont-Joux du moulin et des autres possessions de l'hôpital de Vevey et promet de s'en porter garant<sup>39</sup>.

En 1265, le Mont-Joux libéra l'église de Saint-Livres de l'obligation d'héberger le comte de Savoie en lui constituant une rente annuelle de vingt sous sur ses biens situés dans le mandement d'Aubonne, qui s'étendait de Nyon à la Cluse de Gex et du lac au Jura.

Ces quelques actes suffisent à montrer ce qu'était l'administration d'un bénéfice prioral ou paroissial : achats, ventes, échanges, recouvre de rentes, contrôle des feudataires, en un mot, administration terrienne.

### *Statut des bénéfices relativement à l'hospice*

Les relations administratives des bénéfices avec l'hospice viennent d'être esquissées. Il y en avait d'autres, mais il n'est pas facile de les préciser. Nous avons toutefois quelques renseignements concernant le prieuré de Meillerie. Ce prieuré apparaît comme un foyer de vie canoniale. Un de ses chanoines, Girold, avec Aimar, chanoine d'Abondance, prend part à l'introduction de la vie canoniale dans le chapitre de Saint-Ours (Aoste), en 1133, sous le patronage d'Herbert, évêque d'Aoste (1126-1139). Ces deux chanoines initient les chanoines de Saint-Ours à leur genre de vie

<sup>37</sup> G. Battaglini, pp. 259 et 260.

<sup>38</sup> AOM. Cité par P. Gard, *Histoire*. Cette église, unie au Mont-Joux avant 1177, lui avait été confirmée en 1204.

<sup>38bis</sup> Cf. J. Pignet, *Parchemins valdotains*, dans 41<sup>e</sup> Bulletin de l'Académie de Saint-Anselme, pp. 140 et 141.

<sup>39</sup> Gr. I, 609.

et donnent l'habit religieux à plusieurs membres du chapitre. Vers 1151, on les retrouve au chapitre d'Abondance où le prieur de Saint-Ours, Gontier, leur demande une attestation que l'évêque d'Aoste ne s'est pas réservé les professions des chanoines de Saint-Ours. L'attestation donnée est confirmée par les trente capitulants présents ressortissant aux abbayes d'Abondance et d'Entremont.

Longtemps avant 1154, ce prieuré était uni à la prévôté de Mont-Joux, constituant avec elle une confédération. Des difficultés s'étant produites au sujet de leurs relations mutuelles, le pape Eugène III chargea Amédée, évêque de Lausanne, d'y porter remède. L'accord qu'il réussit à établir comprend deux conventions, l'une, spirituelle, de secourir mutuellement les défunts par des prières, des messes et des aumônes ; l'autre, temporelle, disposant que lorsque le prévôt vient à Meillerie, il a droit de préséance sur le prieur du lieu, mais il ne peut ni emmener, ni introduire personne, ni aliéner des biens sans le consentement des frères de Meillerie. Ceux-ci, en cas de vacance du prieuré, ont toute liberté d'élire un des leurs comme prieur, auquel ils promettent obéissance. Le prieur élu fera obéissance au prévôt. De leur côté, le prévôt et les frères de Mont-Joux aideront l'église de Meillerie de leurs conseils et de leurs ressources en cas de nécessité<sup>40</sup>.

Il faut souligner l'autonomie très large que conservait le prieuré de Meillerie envers la maison de Mont-Joux : c'est bien de confédération qu'il s'agit.

<sup>40</sup> Cf. *Miscellanea augustana*, volume II, p. 53. Gr. I, 137. Les témoins sont des ecclésiastiques du diocèse de Genève et des chanoines de Lausanne. Les frais occasionnés furent mis à la charge du Mont-Joux.



## CHAPITRE IV

# Relations avec les institutions ecclésiastiques et laïques

### Relations avec les autres monastères

Les relations entretenues par le Mont-Joux avec d'autres maisons religieuses contribuent à faire connaître sa vraie physionomie. Il convient d'en parler ici.

La collégiale de Saint-Ours, hors les murs d'Aoste, suivit la vie canoniale jusqu'au milieu du XI<sup>e</sup> siècle. Après une période de relâchement, elle y fut restaurée en 1133 par le prieur Arnulphe. Ce chapitre appartenait donc à l'ordre canonial comme celui du Mont-Joux. Mais ces maisons sœurs deviennent parfois des rivales. Les chanoines de Saint-Ours accusent les frères du Mont-Joux d'accaparer pèlerins et aumônes. Au temps où Gontier était prieur de Saint-Ours (1150-1165), et Uldric, prévôt du Mont-Joux (1158-1173), les deux maisons firent un pacte de charité : les aumônes seront acquises pacifiquement à l'église à laquelle elles auront été faites ; si des infirmes sont hospitalisés dans une maison du Mont-Joux, les religieux les persuaderont de faire des aumônes aux chanoines de Saint-Ours qui agiront de même envers les chanoines du Mont-Joux ; si quelque différend surgit encore, deux religieux du Mont-Joux, choisis par le prévôt, et deux autres de Saint-Ours, choisis par leur prieur, trancheront sans appel<sup>1</sup>. C'était une solution pleine de délicatesse et de loyauté apportée aux rivalités des deux maisons.

<sup>1</sup> L. Quaglia et D. Galbreath, p. 4. Cf. J.-M. Henry, p. 75 et Gr. I, 597. A cet acte est appendu le premier sceau connu de l'hospice avec la légende : *S(an)c(tu)s Nicholaus Montis Iovis*. Il représente saint Nicolas assis sur un faldistère, nu-tête, nimbé, bénissant et tenant sa crosse. Le prévôt ne possédait pas encore de sceau propre.



Le Mont-Joux eut encore affaire avec les monastères d'Humilimont et de Hautcrêt, en Suisse romande.

Le prévôt et le chapitre du Mont-Joux avaient vendu à l'abbaye d'Humilimont, récemment fondée, des propriétés situées dans ce lieu. Vers 1145, Amédée, évêque de Lausanne, confirma à l'abbé d'Humilimont les biens acquis « des clerks du Mont-Joux »<sup>2</sup>.

Au monastère de Hautcrêt (Vaud), la maison du Mont-Joux remit, en 1167, la moitié de la dîme de Villars-Epeney pour un cens annuel d'une demi-mesure de froment à livrer au quêteur du Mont-Joux à Vevey avant la fête de Saint-André. Les chanoines firent cette donation pour le salut de leurs âmes<sup>3</sup>.

Un demi-siècle plus tard, le prévôt Guy se plaignait de ce que cette abbaye perçut injustement la dîme de Villars-Epeney et que le chapelain de Villeneuve retînt indûment des paroissiens de Noville. (La paroisse de Noville, voisine de celle de Villeneuve, appartenait à la maison de Mont-Joux, tandis que celle de Villeneuve relevait de Hautcrêt.) L'abbé de Hautcrêt put prouver que ces paroissiens faisaient partie pacifiquement, depuis plus d'un an, de la paroisse de Villeneuve et que la dîme de Villars-Epeney était perçue par son abbaye depuis plus de quarante ans. L'abbaye de Hautcrêt fut donc maintenue dans ses droits par sentence du chapitre de Lausanne portée en 1220<sup>4</sup>. Le 13 août de l'année suivante, Rodolphe de Mont donna au couvent de Hautcrêt la moitié d'une terre sur laquelle le Mont-Joux avait commencé la construction d'une chapelle<sup>5</sup>.

Le Mont-Joux fait figure d'ancêtre en face de ces deux abbayes auxquelles, de gré ou de force, il cède un peu de place.

## Relations avec les évêques diocésains

Les bénéfices de Mont-Joux se trouvaient dispersés dans un grand nombre de diocèses et conservaient quelque dépendance de l'ordinaire du lieu. Il était inévitable qu'il se produisît des conflits de juridiction. Il y en eut en effet et cela nous permet de déterminer le statut juridique des paroisses, surtout dans les diocèses voisins.

<sup>2</sup> Gr. I, 144. A l'acte de vente figurent en qualité de témoins pour le prévôt : Uldric d'Etoy, Jean d'Avry et Conon de Bettens.

<sup>3</sup> J.-J. Hisely et F. de Gingins, *Cartulaire de Hautcrêt*, dans MDR, XII, pp. 33 et 34, 57 et 58. Les témoins sont : Guy, prieur de Saint-Pierre de Mont-Joux, Uldric, prieur d'Etoy, Girard, prieur de Montpreveyres et Girard, son neveu, Jean, prieur de Sévaz, et Uldric, prieur de Saint-Symphorien, enfin tout le chapitre réuni au Bourg-Saint-Pierre.

<sup>4</sup> J.-J. Hisely et F. de Gingins, *Cartulaire de Hautcrêt*, dans MDR, XII, pp. 57 et 58.

<sup>5</sup> J.-J. Hisely et F. de Gingins dans MDR, XII, p. 273.

Le prévôt Pierre ayant quelques difficultés, en 1206, avec Valbert, évêque d'Aoste, au sujet de la paroisse de Pollein, le prévôt de la cathédrale, David Sotor, choisi comme arbitre, décida que cette église serait sensée exempte de la juridiction épiscopale lorsque l'archevêque de Tarentaise aura établi qu'il l'a donnée à la maison de Mont-Joux en tant qu'église relevant directement de lui. Au cas contraire, l'évêque d'Aoste exercera sur cette église la même autorité que sur les autres églises desservies par des religieux<sup>6</sup>. C'est probablement cette affaire qui donna lieu à un procès devant les curies d'Aoste et de Tarentaise dans lequel le prévôt Vaucher, qui avait succédé à Pierre, obtint gain de cause en 1208<sup>7</sup>.

L'évêque d'Aoste, poursuivant la mise au point du statut juridique des paroisses du Mont-Joux dans son diocèse, fit une transaction en avril 1206 avec Vaucher, prévôt de Mont-Joux, au sujet des églises de Saint-Oyen et de Saint-Rhémy. Eu égard à l'indigence des pauvres de Mont-Joux et du consentement de son chapitre, l'évêque reconnaît ces églises à la maison de Mont-Joux tout en réservant « le droit de l'évêque ». Et afin que cette expression ne soit l'occasion de nouvelles discordes, il précise que, lorsque ces églises deviendront vacantes, le prévôt y établira une personne de son choix apte à cette fonction, mais qui recevra charge d'âmes de l'évêque. En outre le prévôt paiera à l'évêque un cens annuel de vingt sols<sup>8</sup>.

La même transaction est appliquée à l'église d'Etroubles en 1208 avec cette précision cependant en faveur du prévôt de Mont-Joux, que l'évêque ne pourra pas refuser son candidat, et cette autre en faveur de l'évêque, que le chapelain nommé lui prêtera obéissance<sup>9</sup>.

En 1207, une transaction (analogue probablement aux précédentes) a lieu entre le prévôt de Mont-Joux et l'évêque de Turin au sujet de la nomination et collation de l'église de Saint-Martin de Ciriè<sup>10</sup>.

Les églises du Mont-Joux situées dans le diocèse de Sion, celle de Bourg-Saint-Pierre exceptée, avaient été données à la maison du Saint-Bernard par Louis, évêque de Sion (1150-1162) (ou son prédécesseur saint Guérin lors du plaid de Conflens en 1143 ?). Louis avait agi contre le gré de son chapitre, qu'il dédommagea en lui cédant, en 1160, l'église de Loèche. L'affaire rebondit sous son successeur Amédée de la Tour. Le pape Alexandre III, par bulle du 18 mars 1163, signifia à l'évêque que, s'il était vrai

<sup>6</sup> J.-A. Duc II, pp. 40, 132 et 133. Cet acte ne peut être de 1207 puisque Pierre n'était plus prévôt à cette date.

<sup>7</sup> E.-P. Duc, p. 36, sans indication de sources.

<sup>8</sup> S. Pivano, p. 143. Plusieurs chanoines du chapitre d'Aoste sont témoins de cet acte. Des chanoines de Mont-Joux sont aussi présents : Nicolas Quartéri (Quarcers), prêtre, Borcard de Saint-Jacquème d'Aoste, prêtre, Guillaume d'Aubonne, prêtre, Bonin de Verceil et Pierre de Villerens.

<sup>9</sup> S. Pivano, pp. 147 et 148. Nicolas Quartéri, chanoine du Mont-Joux intervient à cet acte.

<sup>10</sup> E.-P. Duc, p. 36.

que les frères de Mont-Joux possédassent illégitimement ces églises, ils eussent à les rendre. Sinon l'évêque de Sion, avec le conseil de l'archevêque de Tarentaise, les fera rentrer en possession de l'église de Sion. Et, dans ce cas, il devra pourvoir à l'entretien d'un clerc qui assurera dans l'hospice du Mont-Joux le service de Dieu et des pauvres.

Les revendications de l'église de Sion étaient peu fondées puisqu'en 1168, l'évêque Amédée « reconnaissant qu'il a inquiété très longtemps la charitable maison du Mont-Joux au sujet des églises de Martigny et autres, et que c'est une faute grave de nuire au bien commun et de molester le refuge des pauvres », s'en repent et décide de renoncer à ces contestations. Il convoque donc les frères du Mont-Joux et, à la prière de Pierre, archevêque de Tarentaise, de Bernard, archidiacre d'Aoste et chancelier de Sion, etc., il leur remet l'investiture de tout ce qu'ils avaient au temps de ses prédécesseurs<sup>11</sup>.

Cette possession fut remise en question en 1199, les chanoines de Sion se plaignant souvent de ce que les frères de Mont-Joux possédassent injustement les églises de Martigny, de Sembrancher, d'Orsières et de Liddes, qui étaient de la mense épiscopale, et celle de Lens, qui était de la mense des chanoines. Finalement, Pierre, prévôt, craignant que le Mont-Joux « ne s'attirât la colère de l'église de Sion », se rendit auprès de l'évêque et de ses chanoines. En présence de Gontier, abbé de Saint-Maurice, et de plusieurs autres, il remit à l'église de Sion, entre les mains de l'évêque, les églises contestées. Ensuite l'évêque, cédant aux prières de l'abbé de Saint-Maurice et autres personnes présentes, et « ne voulant pas que la maison du Mont-Joux, qui est du domaine de l'église de Sion, subît quelque détriment de sa part », donna à perpétuité, du consentement de son chapitre, ces mêmes églises à la maison du Mont-Joux entre les mains du prévôt Pierre. Il réserva cependant ses droits et exigea de l'église de Lens un cens annuel de huit sous en faveur de la prébende canoniale de Sion dont elle relevait et, des quatre autres églises, quarante sous mauriciens en sa faveur<sup>12</sup>.

Outre la possession par l'hospice des cinq églises nommées, cet acte nous renseigne encore sur le statut de la prévôté relativement à l'évêché de Sion. La prévôté ne jouissait pas encore de l'exemption, elle était sous l'autorité de l'ordinaire. C'est une des considérations qui porta l'évêque à la traiter avec bienveillance.

<sup>11</sup> Gr. *Chart. séd.*, MDR, XVIII, N° 16, 16 et 29. Le pluriel : « ses prédécesseurs » permet-il de supposer que les églises en litige appartenaient au Mont-Joux depuis longtemps et que Louis n'a fait qu'en confirmer la possession ? Ce pourrait être l'évêque saint Guérin (1138-1150) qui a donné ces paroisses au Saint-Bernard, en même temps qu'il cédait Orsières au comte de Savoie. Cf. Clovis Lugon, *Saint Guérin*, p. 212, note 24 et p. 218, note 29.

<sup>12</sup> Gr. I, 194 et *Chart. séd.* dans MDR, XVIII, N° 29. Girard, Nicolas et Pierre, chanoines de Mont-Joux, sont parmi les témoins.

Pour éviter le retour de pareilles contestations, les religieux du Mont-Joux sollicitèrent du pape une bulle de protection. Innocent III la leur concéda d'Anagni, le 21 janvier 1204, confirmant à la prévôté les églises unies après 1177 et quelques autres unies avant 1177, mais qui avaient fait l'objet d'un litige, entre autres, celles du diocèse de Sion<sup>13</sup>.

En 1208, le prévôt Vaucher fit une transaction avec Landri de Mont, évêque de Sion, au sujet du statut des paroisses. Cette transaction ne nous est pas connue, mais elle dut s'inspirer de celles que le même prévôt avait passées avec l'évêque d'Aoste en 1206 et 1208<sup>14</sup>.

Quarante ans après, le Mont-Joux eut un nouveau conflit avec l'évêché de Sion. Henri de Rarogne, alors évêque, jugeait que les desservants des paroisses de Mont-Joux dans son diocèse devaient recevoir de lui charge d'âmes et lui rendre compte du spirituel. Le prévôt et son chapitre affirmaient qu'ils avaient de très fortes raisons de n'en rien faire. Le conflit s'envenima entre l'évêque d'une part, le prévôt Falcon et Raynald, prieur de la maison de Mont-Joux de Reims, d'autre part. Enfin les parties choisirent des arbitres : Jean, prieur de Saint-Bénin d'Aoste, auparavant prieur du Mont-Joux, et Nicolas, chanoine de Sion, qui ne purent s'entendre et choisirent un surarbitre, maître Rodolphe d'Autan, clerc. Les deux parties s'engagèrent sous peine de cent marcs d'amende à accepter leurs décisions, quelles qu'elles fussent. Nos trois arbitres décidèrent : le prévôt élu fera son obéissance à l'évêque pour les églises du Mont-Joux se trouvant dans le diocèse et en recevra charge d'âmes ; il affectera les chanoines de son choix à la desservance de ces églises ; il pourra, avec le consentement du chapitre, retirer ceux qu'il a institués s'il les trouve incorrigibles ou s'il en a besoin ailleurs, mais non sans avoir fait trois dénonciations à l'évêque. Si un bénéficiaire renonce spontanément à son église, le prévôt peut le déplacer sans intervention de l'évêque et repourvoir l'église comme il lui plaît. Les deux parties agréèrent cette décision à Sion le 17 octobre 1250<sup>15</sup>.

Cet arrangement était favorable au prévôt qui, moyennant son obéissance, obtenait le droit de nommer les curés et de leur donner la juridiction, et aux curés, dont il garantissait la stabilité. Les chanoines du Mont-Joux, en demandèrent confirmation au pape Innocent IV, qui l'accorda le 10 janvier 1251, de Lyon. La bulle résume ainsi l'essentiel du compromis : le prévôt recevra de l'évêque charge d'âmes pour ses églises qu'il conférera ensuite aux chanoines de son choix<sup>16</sup>. Ce régime durait encore en 1336.

Plusieurs églises du diocèse de Genève avaient été unies au Mont-Joux avant 1191. Quelques-unes lui furent contestées par l'évêque ; ce qui donna lieu à Thonon, en 1191, à un arbitrage des évêques de Maurienne, de

<sup>13</sup> S. Pivano, p. 141.

<sup>14</sup> E.-P. Duc, p. 36.

<sup>15</sup> Gr. I, 530.

<sup>16</sup> Gr. I, 537.

Sion et d'Aoste et des abbés de Saint-Maurice et d'Abondance. Il y fut convenu que le Mont-Joux posséderait à perpétuité les églises de Meillerie, de Marin et de Thollon, pour lesquelles il paiera vingt sous chaque année, à la Saint-Michel ; qu'il conservera en paix les églises de Brenthonne, de Vigny et de Saint-Loup (près de Versoix) ; que le prévôt choisira les prêtres destinés aux églises paroissiales et les présentera à l'évêque qui leur fera bon accueil à moins de raison juste. Par contre, l'abbaye de Filly appartiendra à l'évêque de Genève à perpétuité et l'église de Lugrin aux chanoines de Genève<sup>17</sup>.

L'hospice a donc eu des prétentions sur l'abbaye de Filly qui cependant ne figure dans aucune liste de ses bénéfices. Quant à Lugrin, il est certain que le Mont-Joux y eut des droits seigneuriaux, comme on le verra, ce qui n'implique pas la possession de l'église du lieu.

En août 1265, « frère Pierre, prévôt de Mont-Joux » et le chapitre transportèrent à l'église de Saint-Loup le droit de patronage que le comte Pierre de Savoie avait sur l'église de Saint-Livres (diocèse de Lausanne)<sup>18</sup>. Henri, évêque de Genève, approuva cet échange en août 1267<sup>19</sup>. L'église de Saint-Loup resta une possession du Mont-Joux : elle est mentionnée comme telle dans la bulle de 1286 d'Honorius IV.

Dans le diocèse de Lausanne, l'année 1269 voit la mise au point des relations entre l'évêché, le prieur d'Etoy et la prévôté du Mont-Joux. Il fut convenu que l'église de Saint-Livres, qui avait eu des recteurs séculiers, sera desservie, en même temps que la chapelle voisine de Lavigny, par un chanoine du Mont-Joux ; que le prieur d'Etoy aura le droit de présenter le curé de Lavigny et de le déplacer sans intervention de l'évêque, qui ne donnera que la juridiction spirituelle<sup>20</sup>.

Dans ce diocèse, le prévôt et le chapitre estimaient avoir les mêmes droits que dans celui de Sion, qui équivalaient à une juridiction quasi ordinaire. L'évêque de Lausanne au contraire revendiquait la nomination des curés en vertu du droit commun. Le litige fut soumis à des arbitres, les frères Nicolas d'Aubonne et Guillaume de Saint-Seine-l'Abbaye, de l'Ordre dominicain. Selon leur décision portée en mai 1269, le prévôt du Mont-Joux devra présenter à l'évêque les chanoines qu'il veut établir recteurs des églises paroissiales ordinairement desservies par les chanoines du Mont-Joux. L'évêque sera tenu de les accepter sans examen ni difficulté. Le prévôt pourra déposer les curés à son gré, sans intervention de l'évêque.

<sup>17</sup> Gr. I, 181. Parmi les nombreuses personnes présentes, signalons le comte Thomas et les prieurs d'Etoy et de Meillerie, Gérard et Guy.

<sup>18</sup> Gr. II, 714.

<sup>19</sup> Gr. II, 731. L'original est aux AST ; il porte les sceaux du prévôt et du chapitre.

<sup>20</sup> Gr. II, 752. L'église de Saint-Livres dépendait d'Etoy ; c'est sans doute pour ce motif qu'elle n'est pas nommée dans la bulle de 1286, comme d'autres dépendances d'Etoy, la mention de ce prieuré comprenant aussi ses dépendances.

Si un chanoine curé refuse de résigner sa charge, le prévôt l'excommuniera et repourvoira le bénéfice<sup>21</sup>.

Auxerre. Là encore, on observe qu'à un premier mouvement de générosité envers le Mont-Joux succèdent des contestations. Avant 1204, l'évêque Hugues avait construit, aux frais de l'évêché, à Appoigny, une maison appelée Château et l'avait donnée au Mont-Joux. Son successeur Vuillelme révoqua cette donation, puis la confirma sous certaines conditions en 1219<sup>22</sup>.

Une bulle d'Honorius IV donnée le 11 juin 1286, à Rome, apporte quelques autres précisions quant aux relations des religieux de Mont-Joux avec les ordinaires : permission de célébrer les offices en cas d'interdit, mais sans solennité ; obligation de recourir à l'évêque diocésain pour le saint chrême, l'huile sainte, les consécration d'autel ou de basiliques et les ordinations ; défense d'élever une chapelle ou oratoire dans les paroisses du Mont-Joux sans la permission de cette maison et de l'évêque diocésain ; exemption de toute nouvelle imposition de la part de personnes ecclésiastiques ou laïques<sup>23</sup>. Les ordonnances contenues dans cette bulle relativement à l'ordinaire rappellent les conditions mises à la donation de l'église de Sainte-Marie de Castiglione en 1149<sup>24</sup>.

Concluons qu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, si l'on excepte le Valais où le prévôt a obtenu une juridiction exceptionnelle, le statut juridique des paroisses est celui-ci : la nomination des curés est faite par le prévôt, mais la juridiction spirituelle vient de l'évêque. Ce régime est encore en vigueur.

## Relations avec le Saint-Siège et privilèges

Les interventions du Saint-Siège dans la vie de l'ordre du Mont-Joux sont fréquentes. Elles sont occasionnées par l'ordre lui-même qui sollicite des bulles confirmant ses bénéfices ou octroyant des privilèges, soit par de tierces personnes qui, s'estimant lésées par cet ordre, recourent au Saint-Siège pour la protection de leurs intérêts.

La première intervention connue est celle du pape Eugène III (1145-1153). Le texte de sa bulle ne nous est pas parvenu, mais il est certain qu'il énumérait et confirmait les possessions du Mont-Joux, comme le fera la bulle donnée en 1177 par Alexandre III, « selon l'exemplaire de son père et prédécesseur... le pape Eugène ». Dès lors des bulles papales sont souvent adressées au Mont-Joux.

<sup>21</sup> Gr. II, 752.

<sup>22</sup> AGBS. Chemise du document contenant la convention passée entre le prévôt Uldric et le prieur de Saint-Ours, entre 1158 et 1165.

<sup>23</sup> Gr. II, 951.

<sup>24</sup> Cf. ci-dessus, chapitre II, note 5.



Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner nombre de ces interventions papales à propos de la dotation de l'hospice, du relâchement de l'observance au début du XIII<sup>e</sup> siècle, des relations avec les ordinaires, etc. Il nous reste à parler surtout des privilèges accordés par le Saint-Siège.

L'exercice de l'hospitalité sur le Mont-Joux étant fort onéreux, l'ordre sollicita du pape l'exemption de toute taille ou impôt de la part de personnes ecclésiastiques ou laïques qui ne seraient pas autorisées par lui. Innocent IV l'accorda volontiers, par bulle datée de Lyon, le 21 février 1245, « eu égard à l'activité de la maison de Mont-Joux dont toute la sollicitude est consacrée à procurer aux pèlerins et aux pauvres des consolations pleines d'humanité »<sup>25</sup>.

De Lyon, le 7 novembre 1245, le même pape accorde une nouvelle faveur « au prévôt et au chapitre du Mont-Joux de l'Ordre de Saint-Augustin », celle de n'être pas obligés, même par un légat apostolique ou lettres pontificales, à accorder une provision ou une pension dans leurs bénéfices à qui que ce soit, à moins que ces lettres ne fassent mention expresse de la présente faveur<sup>26</sup>. Le même pape confirma cette concession en février 1247<sup>27</sup>. Ce privilège mettait la maison du Mont-Joux à l'abri des bénéficiaires ecclésiastiques étrangers à l'ordre. Au XIII<sup>e</sup> siècle, la curie romaine, pour augmenter ses revenus, avait tendance à se réserver la collation des bénéfices ecclésiastiques pour les donner à des clercs bien en cour contre paiement d'une taxe plus ou moins élevée. On comprend que les chanoines de Mont-Joux se soient prémunis contre ce danger.

Ils obtinrent encore du pape Innocent III, par bulle donnée à Lyon le 9 avril 1201, un autre privilège qui mérite notre attention. Le pape y fait l'éloge des personnes charitables « qui sont dans l'abondance pour les pauvres et dans l'indigence pour elles-mêmes ». Puis il ajoute : « Comme nos chers fils, le prévôt et le chapitre de l'hospice de Saint-Bernard du Mont-Joux, du diocèse de Sion, travaillent de toutes leurs forces pour satisfaire aux nécessités des pauvres et des malades qui s'y rendent de partout... nous vous (les fidèles) exhortons dans le Seigneur d'accueillir avec bonté les messagers qui coopèrent à leurs œuvres de piété en leur procurant des secours gratuits et de pieuses aumônes, afin que ce que vous avez donné aux pauvres en ce monde par leurs mains, vous le thésaurisiez dans le ciel par les mains des pauvres. »

A ces bienfaiteurs, le pape remet annuellement la septième partie des pénitences imposées. Et à ceux qui sont entrés dans la fraternité de Saint-Bernard, il accorde, même en temps d'interdit, le droit à la sépulture ecclésiastique. Il prend sous sa protection les receveurs de cette fraternité et les

<sup>25</sup> Bernouilli, op. cit., N° 232.

<sup>26</sup> Gr. I, 489.

<sup>27</sup> Bernouilli, op. cit., N° 310.

quêteurs du Mont-Joux. Il ordonne que, lorsque les quêteurs sont envoyés soit aux fraternités, soit aux quêtes, les églises même interdites soient ouvertes en signe de joyeux accueil, qu'on y célèbre les offices divins et qu'on exhorte les fidèles à l'aumône. Il les y exhorte lui-même en ajoutant « donnez donc des aumônes afin que tout vous devienne pur, car l'aumône purifie des péchés »<sup>28</sup>.

Cette bulle demande quelques explications. Elle accorde à tous les bienfaiteurs de l'hospice la remise annuelle d'un septième de leur pénitence. Il faut se rappeler qu'au XIII<sup>e</sup> siècle, les pénitences imposées en confession pour les fautes graves étaient fort sévères comparées à celles qui sont d'usage actuellement. C'était des aumônes importantes, des jeûnes prolongés, l'exclusion de l'église et autres pratiques pénitentielles qui duraient des quarantaines de jours ou des années. Pour adoucir la rigueur de ces pénitences, l'Eglise institua des moyens de rachat. La faveur accordée par cette bulle est appréciable, puisque, par exemple, le fidèle qui aurait reçu une pénitence de sept ans la réduisait à six ans en faisant une aumône en faveur de l'hospice.

Les fidèles qui voulaient collaborer d'une manière régulière à la grande œuvre de l'hospitalité entraient dans la fraternité de Saint-Bernard, devenaient pour les chanoines des confrères tout en restant laïcs et participaient à leurs mérites et à certains privilèges ecclésiastiques, entre autres au droit à la sépulture religieuse même en temps d'interdit. La bulle citée suppose une fraternité florissante et déjà largement répandue dans les régions où se faisaient les quêtes. Rappelons que le premier confrère laïc connu est un Valdotain nommé Jean qui fut reçu dans cette confrérie en 1189. Cette institution procurait à la maison une large sympathie dans tous les milieux et des ressources importantes. Les papes Clément V, en décembre 1310, et Jean XXII, en avril 1323, renouvèrent et confirmèrent ces privilèges<sup>29</sup>.

Par bulles données à Lyon le 9 avril 1257, le pape Alexandre IV recommande aux fidèles les collecteurs d'aumônes en faveur du Mont-Joux<sup>30</sup>. En 1260, deux autres bulles du même pape confirment l'une, les concessions antérieures, l'autre, le droit d'établir des curés<sup>31</sup>.

Clément IV, par bulle datée de Pérouse le 9 juin 1265, exempte de toute taille ecclésiastique ou laïque la maison du Mont-Joux avec ses personnes, ses églises et ses hospices, confirmant ainsi la bulle d'Innocent IV du 21 février 1245. Le pape Urbain V en fera autant le 22 juin 1368<sup>32</sup>.

Adrien V, en 1276, accorde, à ceux qui visiteront l'hospice à certaines fêtes, une indulgence de trois ans et de trois quarantaines, la remise du tiers

<sup>28</sup> Gr. I, 502.

<sup>29</sup> AGSB.

<sup>30</sup> E.-P. Duc, p. 48.

<sup>31</sup> E.-P. Duc, p. 48.

<sup>32</sup> Gr. II, 713.



des pénitences imposées, le pardon des péchés oubliés ou véniels et des serments qui n'ont pas porté préjudice à une tierce personne, la levée de l'excommunication encourue par ignorance, la condonation des vœux non accomplis et des menus vols. Il concède encore que les clercs qui auraient manqué au culte divin ou omis la récitation des heures canoniques par impuissance ou négligence en soient absous ; que les bienfaiteurs de l'hospice bénéficient des mêmes faveurs que les pèlerins en Terre sainte et que ceux qui travaillent pour le même hospice aient part aux prières et aux bonnes œuvres qui s'y font <sup>33</sup>.

Signalons encore la bulle d'Honorius IV, de 1286, qui énumère et confirme les droits et privilèges du Mont-Joux, parmi lesquels :

Permission d'accepter en religion clercs et laïcs libres de leur personne.

Défense de quitter l'ordre sans l'autorisation du prévôt, si ce n'est pour entrer dans une religion plus stricte.

Liberté d'ensevelir les personnes qui choisissent l'hospice comme lieu de sépulture.

Droit de rachat sur les dîmes et biens du Mont-Joux détenus par des tierces personnes.

Interdiction d'exercer quelque violence que ce soit dans les maisons dépendant de l'hospice.

La plupart de ces privilèges étaient communément concédés aux ordres religieux et ne constituaient pas des faveurs exceptionnelles. Cependant ils apportaient de réels avantages. La maison du Mont-Joux y tenait et avait soin de les faire confirmer presque à chaque pontificat, ce qui explique le grand nombre de bulles sollicitées du Saint-Siège ayant trait au même objet.

## Relations avec la maison de Savoie

Humbert aux Blanches-Mains, qui soutint énergiquement l'empereur dans ses droits sur la Bourgogne après la mort de Rodolphe III, en reçut de grandes faveurs, entre autres la possession de l'Entremont dès 1032. Sa famille posséda en outre le Chablais qui venait jusqu'au Trient et l'ensemble du territoire, du Trient jusqu'à la Morge de Conthey, à l'exception des seigneuries de Martigny et de Chamoson qui relevaient de l'évêque et encore plusieurs terres dispersées au-dessus de la Morge. On comprend qu'elle nourrît longtemps le dessein d'annexer à ses Etats le Valais épiscopal. Elle parut y atteindre quand, dans la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, elle réussit à faire nommer des évêques à sa dévotion. Mais l'Etat du Valais,

<sup>33</sup> AGSB. Bulle du 27 mai 1476.

déjà bien constitué, résista. Ce bref aperçu suffit à faire comprendre combien l'hospice eut son sort étroitement lié à celui des Etats de Savoie dans lesquels il était englobé.

Avoué de la reine Ermengarde, Humbert le fut sans doute du monastère de Saint-Pierre, comme ses descendants le seront de la prévôté jssue de ce monastère.

Né dans l'ambiance d'Ermengarde et d'Humbert aux Blanches-Mains, l'hospice trouva dans les successeurs d'Humbert des avoués actifs et des protecteurs généreux.

Une quinzaine d'années après la mort de saint Bernard, en 1100, Humbert II de Savoie augmenta considérablement les revenus de l'hospice<sup>34</sup>.

Le 1<sup>er</sup> février 1125, Amédée, comte de Maurienne et marquis, pour son salut et celui de ses parents, accorde son lods à la cession au Mont-Joux du droit d'échute depuis la Fontaine-Couverte jusqu'au fond du vallon de La Nior, savoir tout ce que les voyageurs laissent sur le chemin ou ailleurs. En outre, il autorise quiconque possède de ses terres à en faire don à cette église qui les possédera en franc alleu, soit sans redevance, à perpétuité<sup>35</sup>. Ce comte fut un grand bienfaiteur de l'hospice. Il lui donna encore en 1137 toute la terre de l'hôpital de Château-Verdun (ferme de Saint-Oyen), d'Etroubles en amont, tant en montagne que dans la vallée : il interdit sous peine de cent livres d'argent, à toutes personnes qui tenaient en fief des terres de cet hôpital ou du Mont-Joux (*Mons Iovina*), de les donner ou de les vendre, si ce n'est à l'hospice du Mont-Joux, qui en était seigneur. Cette donation est approuvée par le fils du comte, Humbert, qui signe par la main de son père<sup>36</sup>. Le pape Luce III, par bulle datée de Velletri le 14 mars 1181, confirma ces donations du comte Amédée et de ses ancêtres<sup>37</sup>.

L'hospice situé au-dessus de la limite des forêts sur un col fort exposé au mauvais temps et où la neige se maintient durant neuf mois de l'année, faisait nécessairement une grande consommation de bois soit pour le chauffage, soit pour la préparation des repas des religieux et des nombreux passants. On comprend dès lors combien Thomas, comte de Maurienne, se montre judicieux en lui donnant, le 16 mars 1189, la forêt de Ferret avec droit d'établir le chemin le plus commode pour le transport du bois et de faire pâture les bêtes de somme employées à ce transport. Le comte fait cette donation pour le repos de l'âme de son père, le comte Humbert<sup>38</sup>.

<sup>34</sup> Guichenom, *Histoire généalogique... de la Maison de Savoie*, Turin, 1778-1780, t. I, p. 216. Acte fait en présence d'Aimé, vicomte de Tarentaise, et d'Aimeri son fils.

<sup>35</sup> Gr. I, 120 bis.

<sup>36</sup> S. Pivano, p. 87. Sont témoins : Aymon de Briançon, Amédée de Vileta, Guillaume de Masino, Aimon, vicomte, Aimon, vidame, et Anselme de la Porte.

<sup>37</sup> S. Pivano, p. 101. E.-P. Duc, date cette bulle de 1183. 1181 paraît préférable.

Cet acte ayant suscité de l'opposition, le comte adressa à ses vidomnes et métraux de l'Entremont une lettre où il s'exprimait ainsi : « Comme le seigneur Humbert, comte de bonne mémoire, nous a toujours entouré de sa sincère affection, nous nous sommes indignés de ce que nos sujets (*rustici*) d'Orsières aient eu l'audace de s'opposer à la concession que nous avons faite pour le repos de son âme. Des religieux du Mont-Joux sont venus vers nous et se sont plaints, les larmes aux yeux, de ce que les gens d'Orsières n'ont pas eu honte d'user de violence envers eux tandis qu'ils travaillaient à établir le chemin concédé par nous pour conduire le bois des forêts de Ferret afin de réchauffer et de vivifier les pauvres. Cette conduite nous a irrité au plus haut point. Donc, sous peine de perdre notre fidèle bienveillance, nous vous ordonnons péremptoirement de permettre et la coupe des bois, et la construction d'un chemin, et le transport du bois en toute liberté. Si quelqu'un transgresse cet ordre, il encourra notre indignation, subira aussitôt une peine corporelle... et contribuera de ses biens au chemin construit par la maison de Mont-Joux. »<sup>39</sup>

Le comte Thomas revint encore sur ce sujet dans une lettre écrite à Ulric, châtelain de Chillon : « ... Au sujet de ce que tu m'as fait savoir des bois d'Orsières par Pierre du Bourg, Guillaume de Sembrancher, Jean Favre et Loton Allamand, j'ordonne irrévocablement que tu procures à la maison de Mont-Joux et à ceux qui y demeurent une possession incontestée de la forêt d'Orsières... Et si une personne d'Orsières offense un envoyé de cette maison ou cause quelque dommage à cette forêt, qu'il soit puni dans ses biens et sa personne et expulsé du pays. »<sup>40</sup>

Le pape Clément III, par bulle adressée au prévôt le 15 mars 1190, confirma à la maison du Mont-Joux la jouissance de ces bois<sup>41</sup>.

A Aoste, en 1206, à la demande du prévôt Pierre, le comte Thomas confirma aux frères du Mont-Joux les donations faites par ses prédécesseurs : le droit d'échute entre l'hospice et le Bourg-Saint-Pierre ; la faculté, à ceux qui détiennent des terres du comte, de les donner en alleu à l'hospice ; la possession de la terre de Château-Verdun ; le droit exclusif d'achat sur cette terre et celle du Mont-Joux (*Mons Jovina*) ;

<sup>38</sup> S. Pivano, p. 103. Cf. Gr. I, 174. La mère du comte Thomas, l'évêque de Maurienne et le marquis de Montferrat apposent, avec le comte, leur sceau à cet acte. Parmi les témoins figurent : un frère chartreux Théoderic, Aimeric de Briançon, Guiffred de Miolans, Ponce de Conflens, Chatbert de Morestel, etc.

<sup>39</sup> S. Pivano, p. 104. Cf. Gr. I, 600. Cette lettre sans date est postérieure à l'acte précédent et peut être de 1190 ou 1191.

<sup>40</sup> S. Pivano, p. 105, date cet acte vers 1189, tandis que Gr. I, 605, vers 1224. Dans cet acte, le tuteur de Thomas, le marquis de Montferrat, ne figure plus.

Ces faits nous révèlent l'origine du chemin qui servait à l'exploitation des bois de Ferret et qui existe encore. Ce chemin va des bois de Ferret au hameau de ce nom, puis aux lacs de Ferret, descend sur l'alpage de La Bau et monte à l'hospice.

<sup>41</sup> S. Pivano, p. 106. Ce don avait été fait du consentement de Boniface, marquis de Montferrat, tuteur, et de Béatrice, mère du comte Thomas.

les possessions, investitures et aumônes qu'ils ont dans ses Etats. Enfin, il promet de défendre, comme un bon avoué, les frères de Mont-Joux et tout ce qui leur appartient<sup>42</sup>.

A la même occasion, il fait remise à l'hôpital du Mont-Joux de la peine encourue en aliénant la terre que le prieur Valter avait donnée audit hôpital et que son fils Vuillermes avait ensuite vendue au chanoine David<sup>43</sup>.

A une date inconnue, entre les années 1189 et 1206, il accorde à Pierre de Laucel, prévôt, entière liberté sur les personnes et les biens du Mont-Joux et lui fait remise d'une redevance de quatre deniers annuels<sup>44</sup>.

Le 8 avril 1221, à Villeneuve, Pierre de Thovet, camérier de Thomas de Maurienne, du consentement du comte et de son fils Aymon, concède en aumône perpétuelle à la maison du Mont-Joux l'exemption des droits de sceau pour les lettres qui seront adressées par le comte à cette maison<sup>45</sup>.

Le 8 septembre 1227, le même comte Thomas donne une nouvelle marque de bienveillance envers la maison du Mont-Joux en prenant sous sa protection plusieurs chapelles dépendant de cette maison<sup>46</sup>.

Ce comte mourut en janvier 1233 après un demi-siècle de règne, durant lequel il assit solidement l'avenir de sa dynastie. L'hospice du Mont-Joux a trouvé en lui un bienfaiteur éclairé et un défenseur énergique.

Son successeur fut Amédée IV qui, au début de son règne, le 23 juillet 1234 à Chillon, comme le voulait l'usage, renouvelle à la maison du Mont-Joux l'assurance de la protection de sa famille<sup>47</sup>. Il eut soin de réparer une négligence de son père Thomas commise dans les circonstances suivantes : la maison du Mont-Joux devait cent marcs au noble Emeric de Valleise. Cet Emeric ayant pratiqué l'usure, le comte Thomas confisqua son argent et devint ainsi créancier du Mont-Joux. Le comte s'appropriâ des biens de cette maison pour le montant des cent marcs ; mais il promit une indemnisation. Comme il n'en avait rien fait, son fils Aymon donna en hypothèque, à l'hospice, le Bourg-Saint-Pierre. Amédée IV confirma cette hypothèque par acte daté de Chillon, le 30 août 1237<sup>48</sup>.

<sup>42</sup> S. Pivano, pp. 141 et 142. Les témoins sont l'évêque d'Aoste Valbert, le vicomte Boson, Rodolphe de Theis, Richard de Montepontio, etc.

<sup>43</sup> AST. Cf. G. Frutaz, *Recueil de chartes valdôtaines antérieures au XV<sup>e</sup> siècle* dans *Société académique... sous la protection de S. Anselme*, 15<sup>e</sup> bulletin, p. 191. Cette remise est-elle en relation avec un acte de juin 1190 par lequel Pierre et Anselme avec approbation de leur sœur Isabelle abandonnent à l'hospice les biens qui lui étaient venus de leur oncle Walter ? Cf. S. Pivano, p. 108.

<sup>44</sup> AST, paquet I. Il n'existe que le regeste.

<sup>45</sup> S. Pivano, p. 163. Parmi les témoins se trouvent Nantelme de Miolans et Pierre d'Amasius.

<sup>46</sup> S. Pivano, p. 174.

<sup>47</sup> S. Pivano, p. 180.

<sup>48</sup> Gr. I, 420.

Vers 1241, le comte Amédée franchit le col du Mont-Joux avec son frère Pierre que l'on surnomma le Petit Charlemagne. Celui-ci avait renoncé, aux environs de l'année 1236, à la prévôté de la cathédrale d'Aoste et à la cléricature pour embrasser la carrière des armes<sup>49</sup>. Le même comte Amédée, se trouvant à Aoste le 9 octobre 1242, prit sous sa protection « la maison du Mont-Joux qui par ses œuvres de miséricorde est le rafraîchissement des pauvres et le palais du Roi très haut ». Il délivra encore deux diplômes datés de Chillon, fin janvier 1248, pour confirmer au Mont-Joux les mêmes droits que Thomas de Savoie en 1206. Amédée ajoute à cette liste la possession des bois de Ferret<sup>50</sup>.

Ce comte s'étant rendu en Angleterre, Cécile, comtesse de Savoie, délivra un nouveau diplôme de protection en faveur de la maison du Mont-Joux. Elle le fit à Aoste au prieuré de Saint-Bénin en novembre 1248 : « Comme cette maison est tout entière au service de Dieu par ses œuvres de charité et qu'elle est d'un grand réconfort tant pour les pauvres que pour les riches qui y passent, nous sommes jalouse de son honneur et lui désirons une vie paisible. » A l'exemple de son mari Amédée, elle la prend sous sa protection, s'engage à amender ceux qui lui feraient quelque tort et ordonne à tous les officiers du comté de la favoriser de tout leur pouvoir<sup>51</sup>.

Amédée de Savoie montra encore sa bienveillance envers l'hospice en lui léguant mille sous le 19 septembre 1252 pour le salut de son âme et celui de ses parents<sup>52</sup>. Il mourut le 24 juin 1253. Son fils Boniface lui succéda sous la tutelle de son oncle Thomas. Celui-ci, lors de son passage à Aoste, le 31 août 1253, prit sous sa protection la maison de Mont-Joux dans les mêmes termes qu'Amédée IV en 1242<sup>53</sup>.

En l'année 1255, par suite d'un arbitrage, Pierre II se voit attribuer comme apanage les territoires compris entre le Saint-Bernard et Vevey. Il sut se créer un domaine vaste et prospère. L'hospice du Mont-Joux fut de plus en plus fréquenté. Il ne suffisait plus aux besoins, malgré la création de l'hospice de Fontintès, et il fallut l'agrandir. Les comptes de la maison de Savoie durant les années 1259-1261 mentionnent un versement fait pour la construction d'une salle chauffée (*poêle*) à l'hospice. L'agrandissement alors réalisé consista dans une adjonction importante qui enveloppa les façades nord et ouest de l'hospice primitif. La nouvelle façade nord fut percée de deux portes dont l'une, d'aspect roman, avec son arc en plein cintre et ses colonnes engagées où les chapiteaux manquent, est bien de cette période ; comme aussi l'appareil du mur sud qui passe sur

<sup>49</sup> E.-P. Duc, p. 43 et J.-A. Duc II, p. 225.

<sup>50</sup> S. Pivano, p. 201-203.

<sup>51</sup> S. Pivano, pp. 204 et 205.

<sup>52</sup> Gr. I, 554.

<sup>53</sup> S. Pivano, pp. 193 et 209.

la grotte de saint Bernard. Le mur nord, à l'endroit où il était exposé aux avalanches de la Chenalette, n'a pas moins de deux mètres d'épaisseur à sa base. Cet agrandissement triplait le volume de l'hospice. Il entraîna probablement des modifications dans l'église<sup>54</sup>.

L'infatigable constructeur que fut Pierre de Savoie se bâtit une maison à Londres, dans le Strand. En 1263, il la donna avec toutes ses dépendances à l'hôpital du « Mont-Bernard » ; et la lui confirma par testament du 7 mai 1268. Le Mont-Joux revendit cette maison en 1270 à Eléonore, nièce du comte Pierre de Savoie et femme d'Henri III, roi d'Angleterre, pour le prix de deux cents livres. Cette maison est devenue célèbre à Londres sous le nom de The Savoy<sup>55</sup>.

Amédée V, comte de Savoie depuis 1285, délivra en 1288, le vendredi avant l'Assomption, un diplôme de protection en faveur du Mont-Joux pour toute l'étendue de ses Etats<sup>56</sup> et un autre lors de son passage à Aoste le 20 septembre 1301<sup>57</sup>.

Ce qui précède montre que l'avouerie des comtes de Savoie n'a pas été un mot mais une vraie fonction qui s'est exercée à l'égard de l'œuvre de saint Bernard par des dons aussi judicieux que généreux, en particulier les terres de Saint-Oyen et les bois de Ferret qui furent les bases d'approvisionnement les plus rapprochées de l'hospice. Par leurs dons et leur active protection, ils furent certainement les grands bienfaiteurs de l'hospice durant cette première période de son existence.

## Protection impériale

La protection de la plus haute puissance temporelle du temps ne manqua pas non plus à l'hospice. Durant sa lutte contre les papes, Frédéric apprécia l'œuvre de saint Bernard. Par acte daté de Turin, le 5 janvier 1176, il déclare que la maison-hôpital de Saint-Bernard du Mont-Joux est sous sa protection et confirme l'entente conclue entre les frères de la maison de Saint-Bernard, qui est à Turin (première mention de cette maison) et Perelin, fils de Guy Zucca<sup>58</sup>.

Le même Frédéric et son fils Henri, roi des Romains, le 29 mars 1180, à Milan, délivrent un diplôme de protection en faveur de l'hospice. Ils

<sup>54</sup> L. Blondel, *Hospice*, p. 38.

<sup>55</sup> Gr. II, 736. Cf. Th. Perfect, op. cit., p. 60.

<sup>56</sup> AGSB.

<sup>57</sup> Gr. III, 1166.

<sup>58</sup> S. Pivano, pp. 93 et 94. Cette entente concernait des biens situés à *Fontana Porcharia* donnés par Perelin à cette maison. Le père de Perelin, Guy, avait donné en 1153, à la prévôté d'Oulx, des biens situés au même lieu. Cf. G. Collino, *Le carte della prevostura d'Oulx*, pp. 136 et 137.

garantissent ses possessions et infligent à ceux qui lui feront quelque injustice une amende de dix livres d'or dont la moitié sera versée au trésor impérial et l'autre moitié au Mont-Joux. Le jour suivant, Henri VI, roi des Romains, constitue à l'hospice un revenu annuel de vingt marcs d'argent<sup>59</sup>.

Devenu empereur, jugeant qu'il faut favoriser davantage les instituts religieux les plus secourables envers les pauvres du Christ et que tel est l'hôpital de Saint-Bernard du Mont-Joux, il charge le gouverneur du château de San-Miniato (Toscane), le 16 avril 1191, de payer ce revenu chaque année à Pâques à un messenger de l'hospice<sup>60</sup>.

Deux ans plus tard, par acte daté de Gelnhausen le 13 mai 1193, il estima faire hommage « au protecteur de tous les protecteurs » en prenant sous sa sauvegarde l'hospice et ses possessions et en punissant toute injustice envers cette maison de dix livres d'or, comme ci-dessus<sup>61</sup>.

Le prévôt de Laucel, en 1206, obtint un nouveau diplôme de protection de l'empereur<sup>62</sup>.

<sup>59</sup> AGSB.

<sup>60</sup> AGSB et Gr. I, 601. Cet acte est daté de Rome le 16 avril 1191.

<sup>61</sup> AGSB. Original, publié par Gr. I, 602. Geilenhusen = Gelnhausen, ville de la province de Hesse-Nassau, Prusse occidentale. Château construit en 1144 par Frédéric Barbe-rousse.

<sup>62</sup> E.-F. von Mülinen, *Helvetia Sacra*, Berne, 1858.



## APPENDICE

### Hôpital de Fontintes

Bien qu'indépendant du Mont-Joux, l'hôpital de Fontintes mérite une mention en qualité de plus proche voisin.

Sa place avait été bien choisie sur un petit plateau entre les deux tronçons les plus dangereux et les plus ardues du chemin tendant de Saint-Rhémy au col du Grand-Saint-Bernard. Pour s'en rendre compte, il suffit d'avoir fait ce trajet en hiver par gros temps et de bénéficier de la cordiale réception des douaniers italiens dont la caserne est située près de l'ancien hospice de Fontintes.

Cet hospice remonte à l'année 1250 environ à moins qu'il n'ait pré-existé à l'année 1222 sous le nom d'hôpital de Saint-Job<sup>63</sup>. Il est dû à la bienfaisance de Nicolas Richard d'Etroubles, qui le fonda, le dota et, par dispositions testamentaires rédigées le 7 février 1270, en augmenta les ressources. Le chapelain reçut de bonnes rentes avec charge de dire la messe dans cet hôpital quand un autel y aura été aménagé<sup>64</sup>. Un autre testateur, Martin, curé de Saint-Martin de Corléan, donna, le 30 mars 1270, un setier de vin pur annuel au « petit hôpital du Mont-Joux qu'édifie Nicolas Richard »<sup>65</sup>.

Le comte de Savoie favorisa cet institut naissant en accordant au recteur, le 14 septembre 1285, le droit au bois d'affouage et au pâturage sur le territoire de Saint-Rhémy<sup>66</sup>.

<sup>63</sup> J.-A. Duc II, p. 339 et III, p. 12. J.-M. Henry, pp. 85 et 86. S. Pivano, p. 166, publie une donation de Guillaume d'Avise faite en 1222 en faveur de l'hôpital de Saint-Job (*Viob*) situé en *in Fotiates*. Ne serait-ce pas Fontintes ? C'est le seul nom d'hospice de la vallée d'Aoste qui se rapproche du mot *Fotiates*.

<sup>64</sup> J.-A. Duc II, p. 405. Ce testament contient aussi un legs en faveur du Mont-Joux.

<sup>65</sup> J.-A. Duc II, pp. 407 et 408.

<sup>66</sup> J.-A. Duc III, p. 110. M. Marguerettaz a traité de l'hôpital de Fontintes dans son *Mémoire sur les anciens hôpitaux du val d'Aoste*, 7<sup>e</sup> bulletin de l'Académie de Saint-Anselme, Aoste, 1871, pp. 9-25.



Cet hospice vécut et seconda son grand voisin durant des siècles. Il eut un recteur prêtre et un ou deux serviteurs. Il possédait des terres en suffisance pour nourrir quelques vaches et bêtes de somme. A cet hospice incombait la charge de maintenir les perches qui indiquent au voyageur la direction à suivre. Chaque passant y recevait une bouteille de vin et une ration de pain. Dès avant 1275, cet hospice avait une succursale à Saint-Rhémy qui dura jusqu'en 1791. Cette fondation complétait judicieusement le système de secours aux voyageurs dont l'hospice du Mont-Joux était le centre régional.



## DEUXIÈME PARTIE

# L'apogée

1302-1438

### Introduction

L'apogée de l'ordre au point de vue religieux se situe dans les débuts de l'institution ou à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, sous la prélature du prévôt Martin qui conduit la maison du Mont-Joux à un haut degré de prospérité temporelle et religieuse. Dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle, on a l'impression que l'ordre se laisse vivre : les prévôts se plaisent à demeurer au bord du Léman, ils se mêlent davantage aux seigneurs laïcs, aux affaires séculières et deviennent des courtisans du comte de Savoie. Dès lors, ils sont plus attentifs à leur fortune personnelle qu'à celle de l'ordre. Les religieux se relâchent et donnent la chasse aux riches bénéfices. L'esprit séculier et l'attrait du lucre amènent la séparation des menses, minent l'union de l'ordre au point de provoquer une tentative de réforme en 1437 et 1438.

Mais si l'on veut parler de l'éclat extérieur de l'ordre, il convient de situer son apogée dans cette période de 1300 à 1438, durant laquelle l'administration semble florissante encore, où l'ordre maintient la grande extension qu'il a acquise dans les siècles précédents et où les prévôts accèdent à de hautes dignités inconnues de leurs prédécesseurs. C'est pourquoi les familles nobles convoitent alors pour leurs membres la prévôté du Mont-Joux afin d'en faire un appui de leur puissance.

La période dans laquelle nous entrons est une période tourmentée au point de vue religieux. Le XIV<sup>e</sup> siècle s'ouvre avec l'exil d'Avignon qui dure jusqu'en 1378. En cette année, le pape Grégoire XI rentre à Rome et y meurt avant la fin de l'année. Les cardinaux lui donnent un successeur dans la personne d'Urbain VI. Peu après, en raison de circonstances qu'il n'y a pas lieu d'exposer ici, ils procèdent à une seconde élection qui vaut

le souverain pontificat à Robert de Genève, sous le nom de Clément VII. Celui-ci établit son siège à Avignon. Urbain VI à Rome. C'est le début du grand schisme.

Le diocèse de Sion ne se rallie pas tout entier au pape de Rome. Le comte Amédée VII avait fait nommer évêque Edouard de Savoie, son cousin, qui était clémentiste. Ce choix déplait aux Haut-Valaisans qui, prenant parti pour Urbain VI, expulsent Edouard de Savoie en 1380. Le comte Amédée le rétablit par la force. En 1384, nouveau soulèvement des Haut-Valaisans. L'évêque Edouard se réfugie au château de Ripaille. Le comte Rouge le rétablit par une nouvelle expédition militaire. Cependant, en 1386, Edouard est transféré au diocèse de Tarentaise. Sa succession cause de tels troubles qu'Amédée VII, alors dans le Canevais, franchit le Grand-Saint-Bernard en 1387 et reparaît en Valais. Il assure l'élection d'Humbert de Billens et confisque les biens de la famille de Rarogne qui avait fomenté ces troubles. Dès 1388, le Haut-Valais recommence l'agitation ; en 1389, Boniface IX, pape de Rome, délègue Guillaume de Rarogne pour occuper le siège de Sion. L'œuvre du comte Rouge est de nouveau compromise. Tandis qu'il prépare une expédition contre le Valais, il meurt empoisonné à Ripaille. Son fils lui succède sous le nom d'Amédée VIII ; il n'a que huit ans. Les embarras de la succession font passer au second plan les événements du Valais qui reste divisé en deux obédiences, le Bas-Valais étant de l'obédience du pape d'Avignon, le Haut-Valais, du pape de Rome.

Le duc Amédée VIII, grâce à une habile politique plus qu'à des faits d'armes, acquiert du prestige auprès des souverains de l'Europe et agrandit sensiblement ses Etats. Il se range dans l'obédience du pape Clément VII, puis de Benoît XIII d'Avignon dont il se détache lors du concile de Perpignan, en 1408. Le cardinal Antoine de Challant, qui l'imite, concourt activement, au concile de Pise, à l'élection du pape Alexandre V, puis de Jean XXIII qui eurent sous leur obédience le comte de Savoie, l'empereur, les rois de France et d'Angleterre. La maison du Mont-Joux adopta naturellement la même obédience que la Savoie. Le concile de Constance mit fin au schisme en 1417 par l'élection de Martin V. Plus tard, en 1439, quand le concile de Bâle deviendra frondeur envers Eugène IV au point d'élire un antipape en la personne d'Amédée VIII, la maison du Mont-Joux suivra le concile et son souverain, devenu Félix V.

## CHAPITRE PREMIER

# Les personnes de l'ordre

### Le prévôt

Comme nous avons déjà signalé ci-dessus, les caractéristiques générales des prévôts du XIV<sup>e</sup> siècle, nous passons sans autre préambule à leurs notices particulières.

*Jean de Duin, 1302-1316.*

Son élection ne se fit pas sans difficultés. Il semble qu'il y eut compétition entre Jean de Duin, prieur d'Etoy, et Valter, prieur de Saint-Bénin<sup>1</sup>. Le chapitre réuni pour l'élection procéda par compromis, remettant à dix chanoines le soin de désigner le prévôt dans l'espace de temps qu'une bougie met à se consumer. Avant le terme assigné, ils avaient élu Jean de Duin. Le chapitre en prit acte et envoya une délégation auprès de l'évêque de Sion, Boniface de Challant, pour lui demander la confirmation du nouvel élu. La délégation s'acquitta de son mandat le 14 août 1302 à Sion dans la Salle Vieille de l'évêché<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> J.-B. de Tiller, 1888, Aoste, p. 138 ; affirme que Valter fut élu prévôt et qu'il l'était en 1303. Cependant ce Valter demeura prieur de Saint-Bénin ; il est signalé comme tel de 1290 à 1306.

<sup>2</sup> Gr. III, 1180. Ce prévôt était d'une famille noble de Savoie qui avait son château au bord du lac d'Annecy et qui était coseigneur de Bex. La tour de Duin, qui s'élève sur la colline de Chiètres (commune de Lavey), rappelle le rôle de cette famille à Bex. Un de ses membres, Simon, occupa l'évêché d'Aoste de 1275 à 1283. Il était probablement fils de Rodolphe, fils lui-même de Jacques de Conflens. En 1310, le bailli d'Aoste était Pierre de Duin, Guillaume de Duin fut évêque de Genève de 1289 à 1294. Richard et Nicolas accompagnèrent Amédée V à Aoste en 1287 (J.-A. Duc III, p. 5). On voit que cette famille était florissante à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

Ce prévôt est souvent appelé à apaiser les querelles des grands. Dans des difficultés surgies entre l'évêque de Lausanne et les habitants de cette ville, il est choisi, en décembre 1304, comme arbitre avec Aymon de Quart, évêque de Genève, Girard d'Oron, chantre de l'église de Lausanne, et Guillaume de Duin, prieur de Lutry. L'arbitrage a lieu en janvier 1305<sup>3</sup>. Il sert encore d'arbitre, avec l'évêque de Maurienne et deux juges de Savoie, en 1306, entre l'évêque de Genève et le comte de Savoie<sup>4</sup>; avec plusieurs chanoines de Genève en 1309, entre l'évêque et les bourgeois de cette ville<sup>5</sup>;



avec Othon de Grandson et Guy Allaman, le 18 octobre 1313, entre l'évêque de Lausanne et le comte de Savoie<sup>6</sup>. Ces interventions dissident assez la considération dont il jouissait. Le prévôt Jean de Duin semble partager sa résidence entre Meillerie et Roche, mais on le trouve partout autour du Léman. Il est activement mêlé au monde ecclésiastique du diocèse de Lausanne. L'administration temporelle de la prévôté au nord des Alpes est exercée par lui sous réserve de l'approbation du chapitre. Sa prévôté prend fin en 1316 ou en 1317.

*Guillaume de Thora*<sup>7</sup>, 1317-1353.

Guillaume de Thora ou de Pléod était le quatrième fils de Boniface, seigneur de Sarre et de Thora<sup>8</sup> et possesseur du Palais, actuellement prison d'Etat à Aoste<sup>9</sup>.

Jean de Duin est chanoine du Mont-Joux déjà en 1280, date où il assiste le prieur de Saint-Bénin dans une inféodation. Il figure comme témoin dans un arbitrage concernant Citren, le 5 août 1286, et au traité de paix conclu près de la Morge, le 20 décembre 1301, entre Amédée V et Boniface, évêque de Sion. A cette occasion, il porte le titre de prieur d'Etoy (Gr. III, 1170). Il exerçait cette fonction quand ses confrères le choisirent pour supérieur. Il utilisa encore son sceau de prieur d'Etoy en juillet 1302 (D. Galbreath, *Sceaux vaudois*, 277/3). Comme prévôt, il employa un sceau qui représente saint Bernard. Le saint identifié par les lettres S. B. est debout entre deux frontons à trois étages. Il est en surplis et tient un livre. En pointe sous un arc en plein cintre, paraît le prévôt à mi-corps, en habits claustraux, le capuchon bien visible. Légende : S. JOH[ANNIS] PREPOSITI MONTIS IOVIS (L. Quaglia et D. Galbreath, p. 7). Dans un acte d'octobre 1303, Jean se dénomme humblement *Dei pacientia humilis prepositus domus pauperum Montis Jovis* (L. de Charrière, *Mélanges dans MDR*, t. 26, N° 14).

<sup>3</sup> E.-P. Duc, p. 53.

<sup>4</sup> P. Lullin et Ch. le Fort, *Regeste genevois*, Genève, 1866, p. 395.

<sup>5</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>6</sup> E.-P. Duc, p. 54, et F. de Gingins et F. Forel, *Recueil de chartes ... concernant l'ancien évêché de Lausanne*, dans MDR, VII, p. 96.

<sup>7</sup> L. Quaglia et D. Galbreath, p. 7, distinguent deux prévôts nommés Guillaume de Thora. Les arguments en faveur de cette distinction sont : la différence des sceaux employés par Guillaume de Thora et l'accomplissement envers l'évêque de Sion, en 1336, des formalités qui caractérisent un début de prévôté. Mais le changement de sceau ne suppose pas nécessairement le changement de prévôt. Jean de la Forest, prévôt de 1510 à 1524 usera successivement de deux sceaux différents. L'accomplissement tardif de l'obédience s'explique par les querelles existant entre le prévôt Guillaume de Thora

Ce prévôt fait figure, en même temps que de prélat, de seigneur temporel avec château à Meillerie et juridiction sur les villages des alentours. Meillerie est alors la résidence du prévôt et, incontestablement, le centre le plus important de l'ordre. Le prévôt a aussi une maison à Sion, contiguë à la rectorie, avec un jardin et un pré dit « de Croseto »<sup>10</sup>.

Le prévôt se déplace souvent et pour les motifs les plus variés. Il intervient en 1320 comme médiateur dans une transaction entre le noble vidomne d'Allinges et la commune d'Orsières<sup>11</sup>. Il est à Aoste le 11 novembre 1323 ; avec Vuillerme, prieur de Saint-Bénin, il passe une convention avec Guillaume de Challant, chanoine de la cathédrale, pour mettre fin à une question d'argent<sup>12</sup>. Dans la même cité, le 21 novembre suivant, il assiste, avec l'abbé de Saint-Maurice, le comte Edouard de Savoie qui intime aux pairs du duché l'obligation de l'accompagner dans tous les lieux où il doit rendre justice<sup>13</sup>. En 1328, les affaires de la maison appellent le prévôt dans une région éloignée. Le lieu n'est pas indiqué, ce pourrait bien être l'Angleterre, car à cette époque, Edouard III, roi d'Angleterre, est en difficulté avec le prieur de Hornchurch à qui il demande justification de ses droits et jouissances<sup>14</sup>.



Le prévôt Guillaume ne prête obédience à l'évêque de Sion, Aymon de la Tour, que le 12 mai 1336, dans le château de Tourbillon. L'évêque lui accorde alors la juridiction sur les églises du Mont-Joux de son dio-

et Aymon de la Tour, évêque de Sion de 1323 à 1388, querelles qui ne prennent fin qu'en 1334. Lors de cette réconciliation, Guillaume de Thora promet d'exhiber à l'évêque ses lettres de nomination et, en 1336, il lui fait obédience. Pour ces motifs nous ne pensons pas devoir distinguer deux prévôts de Thora.

<sup>8</sup> Le village de Thora est situé dans le vallon du même nom qui s'ouvre au-dessus de Sarre (vallée d'Aoste). Ce village fut enseveli par un éboulement du mont Becca-France, le 6 juillet 1564. Il fut reconstruit à quelque distance de l'ancien (J.-A. Duc III, p. 367).

<sup>9</sup> L'Académie de Saint-Anselme d'Aoste possède un portrait de ce prévôt avec la légende *Rmus Dnus Guglielmus de Thora de Palacio praepositus Montis Iovis 1321-1334*. Au bas, à droite, se trouvent ses armes : champ en deux parties, supérieure et inférieure, dans celle-ci un taureau. Cf. E.-P. Duc, pp. 54 et 55. Son sceau représente saint Bernard debout en surplis et en amict orné au poinçon cruciforme. Le saint tient un livre. Sous un arc en plein cintre, apparaît le prévôt à mi-corps, les mains jointes. La légende est *S. Guillelmi prepositi Montis Iovis* (L. Quaglia et D. Galbreath, p. 7). Plusieurs membres de cette famille furent gens d'Eglise : Pierre, évêque d'Aoste de 1260 à 1266 ; Denys, chanoine d'Aoste et de Sion de 1322 à 1330, et Jean, doyen de Sion de 1301 à 1330 (Gr. III, passim).

<sup>10</sup> Cette maison a été acquise par Martin de Lens, prieur de Montréal, mort avant 1323.

<sup>11</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>12</sup> J.-A. Duc III, pp. 346 et 347.

<sup>13</sup> J.-A. Duc III, pp. 350 et 351.

<sup>14</sup> AGSB.



cèse, selon l'accord stipulé en 1250. Guillaume promet à l'évêque de se conformer en tout aux usages suivis par ses prédécesseurs<sup>15</sup>.

Guillaume de Thora est mentionné comme chanoine de la cathédrale d'Aoste et bénéficie de la prébende du Mont-Joux, le 15 avril 1338<sup>16</sup> ; ce qui ne l'empêche pas de résider à Meillerie, où il tient chapitre la même année, le lundi avant la Saint-Martin.

Ce prévôt prit part à plusieurs actes ou arbitrages importants. Il est témoin, le 5 février 1336, dans le jugement rendu par Aymon, comte de Savoie, pour mettre fin à la guerre que se faisaient Rodolphe, comte de Neuchâtel, Louis, son fils, et Girard d'Aarberg, d'une part, et Pierre de Grandson et Othon, son fils, d'autre part<sup>17</sup>. Le comte Amédée de Savoie le choisit, le 22 janvier 1348, comme arbitre, avec Aymon de Pontverre, seigneur d'Aigremont, pour mettre fin à des difficultés pendantes entre lui et l'évêque de Sion, lequel avait choisi comme arbitres Jean, seigneur d'Anniviers, et Denys de Thora, chanoine de Sion<sup>18</sup>. Le même comte de Savoie, en janvier 1350, à Evian, le prend comme témoin dans un acte en faveur des bourgeois de Saint-Maurice<sup>19</sup>.

Avec Guillaume de Thora, le prévôt du Mont-Joux, seigneur et prélat de la région du Haut-Lac, devient un personnage marquant auprès du comte de Savoie. Il résigne la prévôté et son successeur est nommé en 1356<sup>19bis</sup>. On ne sait quand il mourut.

### *Rodolphe de Billens, 1356-1360.*

Il est prieur de Saint-Maire (Lausanne) de 1343 à 1356 et chanoine de la cathédrale de Lausanne de 1344 à 1356. *Vallesia Christiana* le mentionne au nombre des chanoines du Mont-Joux dès 1346<sup>20</sup>. Le pape Innocent VI le nomme prévôt, le 29 septembre 1356<sup>21</sup>. On ne trouve pas trace

<sup>15</sup> Gr. IV, 1689. Parmi les témoins, il y avait Denys de Thora, chanoine de Sion, et plusieurs seigneurs.

<sup>16</sup> J.-A. Duc III, p. 398.

<sup>17</sup> G.-A. Matile, *Monuments de l'histoire de Neuchâtel*, t. I, pp. 418-425, N° 407.

<sup>18</sup> Gr. IV, 1930. Ce Denys était parent du prévôt Guillaume. Chanoine de Sion et d'Aoste, il joue un rôle important en Valais où son nom figure dans de nombreuses chartes. Il fut enseveli le 23 août 1349, à Meillerie. J.-A. Duc III, p. 437 et Gr. IV, 1974.

<sup>19</sup> Gr. IV, 1964.

<sup>19bis</sup> Différend au sujet de Tanay. Acte du 24 juillet 1357. Archives communales de Vouvry.

<sup>20</sup> Tamini et Délèze, *Val. Christ.*, p. 420.

<sup>21</sup> F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 8.



de l'intervention du chapitre dans cette élection. Ce prévôt meurt en 1360, après le 28 février<sup>22</sup>.

*Guillaume de Pisy, 1360-1374.*

Roland Viot, dans sa liste des prévôts, mentionne Jean de Vigner en 1360. E.-P. Duc en fait autant et ajoute que son portrait faisait partie de la collection des treize portraits de prévôts existant en 1752 au prieuré de Saint-Jacquême d'Aoste. Nous n'avons pas d'autres données à ce sujet. Il pourrait s'agir d'un candidat de Saint-Bénin ou du chapitre, qui dut se désister.

Guillaume de Pisy était chanoine du Mont-Joux et prébendier d'Etoy dès avant 1343. Nous le savons par une lettre de Lantelme, évêque d'Albe, adressée au prieur d'Etoy, le 10 mars 1343. Dans une rixe, Guillaume de Pisy avait frappé Perrod de Cully, clerc de Lausanne, du plat de son épée jusqu'à effusion de sang, mais sans grande blessure ; il avait encouru pour cela l'excommunication majeure dont il avait demandé à être relevé. En réponse l'évêque d'Albe chargea le prieur d'Etoy de s'enquérir de la vérité du fait et d'absoudre le coupable dès qu'il aurait réparé l'injure et accompli sa pénitence<sup>23</sup>.

Guillaume de Pisy semble s'être assagi après cette incartade puisqu'il devint prieur d'Etoy en 1359 ou en 1360, puis prévôt de Mont-Joux, avant le 27 octobre 1360. Il était d'une famille noble du pays de Vaud<sup>24</sup>.

Originaire de Pisy (district d'Aubonne, canton de Vaud), il voulut doter son pays natal d'un institut religieux, un hôpital avec église et maison forte desservie par plusieurs religieux. Nous verrons plus loin, à propos des bénéfices, qu'il ne put réaliser pleinement son projet.

Lui aussi intervient à plusieurs reprises en qualité d'arbitre dans les querelles de ses contemporains. L'évêque de Lausanne, Aymon de Cossonay, ayant à se plaindre du châtelain de la tour de Vevey qui l'empêchait de jouir de certains droits, le comte de Savoie nomme deux commissaires pour examiner ce litige, Guillaume de Pisy et Aymon de Châtonnaye, chevalier. Ceux-ci décident, le 15 avril 1363, que les chevauchées, les publications et autres droits dans les quartiers du Vieux-Mazel et de Bottonens,

<sup>22</sup> Les de Billens étaient une famille de ministériaux. Leur nom est celui d'une localité située près de Romont. Ils avaient comme armes une bande entre deux cotices. On les retrouve sur le sceau dont fit usage le prévôt Rodolphe et qui représente la Vierge assise avec l'Enfant debout sur ses genoux et tenant un rameau fleuri, le tout dans une niche à trois gables inégaux. Des roses remplissent le reste du champ. En pointe figure le prévôt, le capuchon sur la tête, priant dans une niche en plein cintre flanquée de deux écus à ses armes (L. Quaglia et D. Galbreath, p. 9). C'est le premier sceau de prévôt avec armoiries. Ce prévôt est mentionné pour la dernière fois le 28 février 1360. AGSB, Roche.

<sup>23</sup> AGSB.

<sup>24</sup> Un sceau de cette famille porte un lion. Les émaux ne sont pas connus.

à Vevey, appartiennent entièrement à l'évêque<sup>25</sup>. Dans la sentence arbitrale prononcée par Amédée de Savoie, le 8 juillet 1364, au sujet des terres de Louis, comte et seigneur de Neuchâtel, et de Guillaume de Grandson, seigneur de Sainte-Croix, le prévôt Guillaume est présent comme témoin<sup>26</sup>. Il figure encore comme tel à Morges, le 25 février 1365, dans un acte passé entre l'évêque de Sion, Guichard Tavelli, et Antoine de la Tour, par lequel ils choisissent le comte Amédée comme arbitre de leurs différends<sup>27</sup>. Le prévôt Guillaume réapparaît comme témoin, le 25 décembre 1371, quand le comte Louis de Neuchâtel prête hommage-lige à Aymon de Cossonay, évêque de Lausanne, pour les novales, dîmes, etc.<sup>28</sup>. A l'occasion de la succession de ce comte, des différends s'élevèrent entre ses deux filles, Isabelle et Varène, et sa femme, Marguerite de Vufflens, qui furent tranchés par le prévôt Guillaume, le 9 juin 1373<sup>29</sup>.

Guillaume de Pisy se rencontre à plusieurs reprises dans l'entourage du comte de Savoie : à Evian, en avril 1365, à Morges, le 4 février 1367 ou 1368, avec Girard d'Etoy (d'Estrez), chanoine<sup>30</sup>.

Le prévôt de Pisy jouissait donc d'une grande considération auprès des seigneurs temporels. Il n'en avait pas moins dans les milieux ecclésiastiques, puisqu'il fut l'un des trois présidents du chapitre provincial des chanoines réguliers tenu à Belley, en 1373. Il mourut le 2 août 1374.

#### *Aymon Séchal, 1374-1393.*

Aussitôt après la mort de Guillaume de Pisy, une circulaire envoyée par Jean, prieur de Saint-Bénin, Jacques, prieur de Martigny, et Pierre de Villar, cellérier et prieur de l'hôpital de Reims, convoque à Meillerie, pour le 10 août, afin d'élire un nouveau prévôt, les prieurs de Saint-Bernard de Troyes, de Branches, de Montréal, de Bière, de Lens, de Bourg-Saint-Pierre, de Saint-Jacquême d'Aoste, de Borgomasino et de Saint-Bernard de Verceil ; les curés et recteurs de Saint-Etienne du Mont de Candie, de Ciriè, etc., ainsi qu'Ebal de Picoler, Jacques de Franc, Nicod Empereur de Villette, etc. Ceux qui ne peuvent venir chargeront un confrère d'agir en leur nom et feront connaître la raison de leur absence. Au reçu de cette circulaire, chacun y apposera son sceau en signe d'exécution<sup>31</sup>.

<sup>25</sup> E.-P. Duc, p. 61.

<sup>26</sup> G.-A. Matile, op. cit., II, N° 640.

<sup>27</sup> V. Van Berchem, *Guichard Tavel, évêque de Sion*, dans *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, t. 24, p. 262, note 2.

<sup>28</sup> G.-A. Matile, op. cit., t. II, N° 687.

<sup>29</sup> *Ibidem*, N°s 706 et 752. Les actes ayant trait à cette affaire nous apprennent que ce prévôt avait un frère nommé Girard.

<sup>30</sup> J.-J. Hisely et J. Gremaud, *Monuments de l'histoire du comté de Gruyère*, dans *MDR*, t. XXII, N°s 121 et 128.

<sup>31</sup> AGSB. Louis Boniface, *Idealis observantia* (ms). Cf. E.-P. Duc, p. 62.

Remarquons que le temps laissé pour la réunion du chapitre est fort court et qu'il était presque impossible aux capitulants éloignés de s'y rendre dans le délai prescrit. Les papes avaient alors tendance à étendre leur contrôle sur l'élection des dignitaires ecclésiastiques. Grégoire XI (1370-1378) s'était réservé la nomination des supérieurs des monastères d'hommes. La brièveté du délai fixé pour la réunion du chapitre manifeste l'intention de prévenir toute intervention, papale ou autre. Cependant le choix semble avoir été fait par le pape sous l'influence des circonstances politiques. Etant en guerre avec les ducs de Milan, Grégoire XI soutenait la vallée d'Ossola qui s'était soulevée contre ces ducs en 1374. Il ne négligeait aucun moyen d'entraîner le Valais dans sa politique. Comme il comptait dans le chapitre de Sion des éléments dévoués à sa cause, il confia à deux de ses chanoines le vicariat temporel et spirituel de la partie du diocèse de Novare où se trouvaient les rebelles. Il avait encore, le 7 août, mandé auprès de lui à Avignon l'évêque Guichard Tavelli pour le gagner à sa cause. Le prévôt du Saint-Bernard étant mort le 2 août, il est fort naturel que le pape, pour affermir son parti, ait nommé à cette dignité un chanoine de Sion, en la personne d'Aymon Séchal<sup>32</sup>.

Après avoir été dirigé par un prévôt de la noblesse de Savoie, Jean de Duin, par un prévôt de la noblesse valdotaine, de la famille de Thora, puis par deux prévôts de la noblesse de Suisse romande, Rodolphe de Billens et Guillaume de Pisy, la maison du Saint-Bernard l'est maintenant par un prévôt originaire de Tarentaise, Aymon Séchal, fils de Jean Séchal, du Bois, en la vallée de Centron. Aymon est chanoine de Sion de 1374 à 1393, recteur de la chapelle de Saint-Bernard de Turin<sup>33</sup>, prévôt du Saint-Bernard dès 1374, administrateur de l'église de Saint-Pons, ville épiscopale du Bas-Languedoc, en 1385, patriarche de Jérusalem en 1385 (son sceau en fait foi). Cette dignité confirme l'opinion qu'il prit part à la croisade contre les Turcs pour la défense des Arméniens. A-t-il accompagné le comte Amédée VI, en 1363, dans son expédition à Constantinople ? Nous l'ignorons. Il se démet de la prévôté en 1393. Il devient administrateur du diocèse de Lausanne en 1394, puis est nommé archevêque de Tarentaise par le pape d'Avignon, Benoît XIII, en 1397, dignité qu'il conserve jusqu'en 1404, année de sa mort<sup>34</sup>.

Fait nouveau, ce prévôt est licencié en droit *in decretis*<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> V. van Berchem, *Guichard Tavel*, op. cit., pp. 306 et 307.

<sup>33</sup> P. Gard, *Catalogue*.

<sup>34</sup> J.-A. Besson, p. 215, et *Dict. hist. et biog. de la Suisse*, t. VI, p. 136.

<sup>35</sup> Le sceau utilisé par le prévôt Aymon apporte un nouveau groupement dans la série des sceaux de Mont-Joux : soit la Vierge et l'Enfant entre saint Nicolas et saint Bernard en diacre, tous trois debout dans une niche à triple gable. En bas une niche en arc surbaissé, avec le prévôt agenouillé. De chaque côté un écu fruste. La légende manque, mais l'acte, daté de Meillerie, le 1<sup>er</sup> août 1387, auquel est appendu ce sceau, désigne les titres du prévôt : *Aymo patriarcha Jherosolem. et prepositus domus Montis Iovis*. C'est donc à tort qu'on lui a contesté la dignité de patriarche de Jérusalem.

Il fut en étroite liaison avec la cour de Savoie. Les traits suivants le montrent : quand la cour s'apprête à recevoir au château de Ripaille l'épouse du comte Rouge, Bonne de Berry, en mai 1381, elle s'assure les services du cuisinier du prévôt, un certain Belleis ; Amédée VII étant mort empoisonné à Ripaille, le prévôt Aymon accompagne sa dépouille mortelle, le 31 novembre 1391<sup>36</sup>.

L'année où il est promu à l'archevêché de Tarentaise, il donne à l'église de Mont-Joux une épine de la couronne de Notre Seigneur<sup>37</sup>, puis, peut-être par testament, sa croix archiépiscopale.

Tandis que ses prédécesseurs avaient pour titre celui d'humble prévôt du Mont-Joux, Aymon Séchal ajoute à son titre de prévôt les dignités que nous avons recensées. Un tel changement est dû à l'existence d'une deuxième cour pontificale en Avignon. Le pape Clément VII, dans les régions soumises à son obédience, promouvait à de hautes charges ou décorait de titres honorifiques de nombreux prélats afin de se les attacher, de relever l'éclat de son siège et de pourvoir aux dépenses de la cour, l'octroi de ces distinctions ne se faisant pas sans compensation pécuniaire. Le pape d'Avignon favorise la maison du Mont-Joux en lui faisant restituer les biens aliénés, en lui unissant de nouveaux bénéfices, en choisissant un de ses religieux, Jacques Ferrandin, comme évêque d'Aoste, etc. Au nom du pape d'Avignon, Aymon Séchal donne l'investiture aux nouveaux curés d'Aigle et de Bagnes en 1403 et 1404 (*Val. Christ.*, p. 61).

Au temps du prévôt Aymon, la commende envahit l'Eglise. Ce prévôt doit lutter pour en préserver les bénéfices de la maison, Etoy-Pisy, en particulier, prieuré que le prévôt administre par lui-même et où il semble passer le temps qu'il ne demeure pas à Meillerie.

#### *Hugues d'Arces, 1393-1417.*

La famille d'Arces tire son nom du château d'Arces situé dans la paroisse de Saint-Imier, près de Grenoble. Répandue en Provence et en Dauphiné, elle existe encore.

<sup>36</sup> Bruchet, pp. 30, 48, 49 et 336. Les comptes du trésorier de l'hôtel de Bonne de Bourbon portent en effet, au 6 mai 1381, qu'il a payé deux florins vieux au cuisinier du prévôt de Mont-Joux, Belleis, qui a prêté ses services lors de l'arrivée de Bonne de Berry.

<sup>37</sup> Cette relique insigne ne figure pas dans les inventaires de l'hospice de 1419 et 1446. Il se peut que les successeurs de ce prévôt aient tenu à la conserver auprès d'eux. Le prévôt Roland Viot la fit monter dans un reliquaire que l'inventaire de 1666 décrit de la manière suivante : « Reliquaire d'argent doré, ayant un christail tramé dans lequel est enclose une Sainte Espine de Nostre Seigneur Jésus Christ et en bas une couronne d'argent doré représentant celle des espines, et au-dessus une croix avec son crucifix, le tout d'argent, ayant une couronne travaillée en canatille. » Ce reliquaire avec sa relique et la croix archiépiscopale du prévôt Aymon constitue encore un des joyaux du trésor de l'église du Saint-Bernard. La même année 1397, Aymon Séchal donna une autre épine de Notre-Seigneur à la cathédrale d'Aoste (J.-A. Duc IV, p. 152).

Hugues d'Arces est confirmé prévôt par le pape Clément VII d'Avignon, le 8 février 1393<sup>38</sup>.

Quelques parents apparaissent dans son entourage : Jacquemet d'Arces, fils naturel, en 1396, à Genève ; Emeric d'Arces, prieur de Saint-Bénin, en 1399, et Jean d'Arces, son neveu, qui lui succédera dans la prévôté.

Le prévôt Hugues réside habituellement à Rive-sous-Thonon, où il achète le château de Rive peu après 1405 ; mais il se plaît aussi à Etoy, où il est entouré par les plus notables de ses chanoines, les prieurs de Martigny, de Semsales, de Bettens, les curés de Lavigny, de Féchy et même par un recteur du prieuré de Val-Suzon (diocèse de Langres), qui lui constituent une sorte de cour. Cependant il ne délaisse pas entièrement Meillerie, d'où le 26 mars 1407, il approuve un nouveau tenancier de Tanay<sup>39</sup>.

Le prévôt conserve toujours le droit de correction sur ses religieux et ses inférieurs même séculiers ; une bulle de 1411 lui confirme ce droit<sup>40</sup>.

Le duc Amédée VIII honorait de son amitié le prévôt Hugues. Dans un diplôme de 1398, il le qualifie de « très cher ami et conseiller »<sup>41</sup>. Comme conseiller, il semble avoir exercé une influence profonde sur Amédée VIII. Il a eu une large part dans la fondation du prieuré de Ripaille en 1410. Le prévôt en effet entretenait son souverain, jeune encore, mais porté à la méditation, « de l'instabilité des choses de ce monde, de la toute puissance du Créateur exaltant ou contristant les humains suivant sa volonté et de la nécessité de changer les biens terrestres et transitoires en richesses célestes et éternelles ». Sous cette influence bienfaisante, le comte fonda à proximité de sa résidence de Ripaille un prieuré sous l'invocation de Notre-Dame et de saint Maurice. Il y installa des chanoines réguliers de Saint-Augustin qui devaient suivre les statuts de l'abbaye de Saint-Maurice dont l'abbé approuverait les prieurs, nommés alternativement par le chapitre de Ripaille et par le comte de Savoie<sup>42</sup>. Le prévôt Hugues d'Arces est encore auprès du comte de Savoie à Thonon, le 19 juin 1410, quand ce comte constitue ses procureurs pour stipuler une alliance avec l'évêque de Sion, alliance qui fut conclue près de la Morge, le 2 juillet 1410, et que le comte de Savoie ratifia le 1<sup>er</sup> août suivant à Thonon. Parmi les témoins, le prévôt du Mont-Joux figure au premier rang<sup>43</sup>.

En 1417, le prévôt Hugues d'Arces se démet de la prévôté en faveur de son neveu Jean<sup>44</sup>. Durant le quart de siècle où il fut prévôt, il a adhéré à trois obédiences différentes : celles des papes d'Avignon, puis de Jean

<sup>38</sup> J.-A. Duc, IV, pp. 98 et 105. Le prévôt Hugues d'Arces utilisa un sceau semblable à celui de son prédécesseur (L. Quaglia et D. Galbreath, p. 9). Ses armoiries sont : d'azur au franc quartier d'or (F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 9).

<sup>39</sup> Archives communales de Vouvry, tiroir 7.

<sup>40</sup> Gr. VII, 2603.

<sup>41</sup> Gr. VI, 2472. Ce diplôme n'en coûta pas moins cinquante florins.

<sup>42</sup> Max Bruchet, op. cit., pp. 73 et suivantes.

<sup>43</sup> Gr. VII, N° 2600 et pp. 78 et 84.

<sup>44</sup> E.-P. Duc, p. 68.

XXIII, de Pise, et enfin de Martin V de Rome, suivant en cela le mouvement de toute la Savoie.

En 1425, il rendit son âme à Dieu. Il avait fondé, dans l'église du Mont-Joux, des messes pour tous les jours de la semaine sur des biens situés à Bière, biens qui tomberont en la possession des Bernois lors de la conquête du pays de Vaud. La piété de ce prévôt se manifeste encore par la fondation à Etoy d'une chapelle dédiée à saint Antoine dans laquelle, après sa mort, les religieux célébreront chaque jour une messe. Jean d'Arces prévôt appliqua à cette fondation cent écus d'or que lui devait Amédée de Viry, seigneur de Mont le Vieux et de Vevey<sup>45</sup>.

*Jean d'Arces, 1417-1438.*

Neveu du prévôt Hugues, Jean d'Arces est un religieux très instruit, particulièrement en droit canonique<sup>46</sup>. En 1415, il est prieur de Bissy en Savoie.

Nous avons vu que le prévôt Hugues avait renoncé à la prévôté en 1417 en faveur de son neveu. Le rite de la collation ne se fit que le 11 mai 1419 : Hugues d'Arces, chanoine du Mont-Joux, auparavant (olim) prévôt, remit l'anneau de saint Bernard entre les mains de Jean d'Arces, en signe de sa dévestiture et de l'investiture de son neveu dans la prévôté. Le nouveau prévôt, de son côté, nomma son oncle Hugues, vicaire général avec charge d'administrer la prévôté au temporel et au spirituel avec toute l'autorité qui appartient au prévôt<sup>47</sup>. Le prévôt accaparé par d'autres soucis ne peut se consacrer tout entier à sa fonction et s'en décharge sur un vicaire. Plus tard, le 18 décembre 1422, Jean d'Arces constituera un autre vicaire général en la personne d'Aymon Rossan, cellérier, mais en se réservant la collation des bénéfices<sup>48</sup>.



<sup>45</sup> E.-P. Duc, pp. 68 et 69 et G. Grancey, pp. 108 et 109. Cette chapelle ne fut construite qu'après la mort du prévôt Hugues dont la dépouille mortelle fut placée d'abord dans l'église d'Etoy et ensuite transférée dans la chapelle de Saint-Antoine. Les religieux accomplirent fidèlement les clauses de la fondation jusqu'à la Réforme, bien qu'ils n'aient pu obtenir les cent écus du seigneur de Viry qu'en 1427.

<sup>46</sup> Jean d'Arces ne semble pas s'identifier avec le clerc de ce nom, du diocèse de Troyes et notaire impérial, qui se trouve à Aoste en 1412 (S. Pivano, 95).

<sup>47</sup> AGSB. Jean d'Arces usa d'un sceau semblable à celui de ses prédécesseurs, mais d'une facture assez sommaire. Il représente la Vierge et l'Enfant entourés des saints Nicolas et Bernard. Celui-ci porte le surplis réduit à une bande qui tombe jusqu'au bas de la soutane, premier vestige du surplis réduit dans l'Ordre du Mont-Joux. Les armes du prévôt Jean sont celles de son oncle auxquelles il ajoute la brisure de l'ancre d'or en chef à senestre, brisure qu'il délaissa quand il fut promu à l'archevêché de Tarentaise. Ces



Ce prévôt a joué un rôle dans la réforme de l'Ordre du Mont-Joux. Il prépara même de nouvelles constitutions ; toutefois comme elles faisaient au prévôt la part trop large, elles ne furent pas agréées, mais transformées l'année suivante par le cardinal Jean, réformateur pontifical de la prévôté. Nous reviendrons sur ce sujet au chapitre de l'observance.

Comme son oncle, il a d'excellentes relations avec le duc de Savoie, en qualité d'ami et de conseiller. Il figure comme tel dans une entrevue du duc et des communes du Haut-Valais à Thonon, le 31 juillet 1419. Le 16 février 1431, à Thonon encore, il est cité le premier parmi les seigneurs présents à une concession du duc en faveur de Conthey<sup>49</sup>. En octobre 1435, il officie à Ripaille pour les funérailles de Manfroy de Saluces, maréchal de Savoie, décédé à Morges<sup>50</sup>. Il est à Ripaille, le 8 septembre 1436, lorsqu'Amédée VIII approuve la division du mandement de Châtel-Argent en vallée d'Aoste<sup>51</sup>.

Cette familiarité du prévôt avec le duc de Savoie donnait du lustre à la prévôté, mais l'exposait d'autant plus à l'ambition des commendataires qui envahissaient les bénéfices. Pour se prémunir contre eux, les chanoines du Mont-Joux obtinrent qu'Eugène IV, le 11 juin 1436, leur confirmât le droit de procéder en toute liberté à l'élection du prévôt<sup>52</sup>.

Jean d'Arces allait laisser la prévôté pour de plus grands honneurs. Désigné dès 1432 par le pape, ou plutôt par le concile de Bâle, comme archevêque de Tarentaise<sup>53</sup>, il le devint effectivement en 1438. Cette longue attente pourrait s'expliquer par la tension qui existait entre le concile de Bâle et le pape Eugène IV, ou par la non-vacance du siège.

Jean d'Arces fut un personnage au concile de Bâle qu'il présida en l'absence du cardinal d'Arles.

En 1444, le 6 avril, l'antipape Félix V le créa cardinal du titre de Saint-Etienne au Mont Coelius auquel le pape Nicolas V substitua celui des Saints-Nérées et Achillée. Jean d'Arces mourut le 12 décembre 1454 à Moutiers où il fut enseveli<sup>54</sup>.

Etant archevêque, il offrit à l'hospice une coupe qui porte ses armes surmontées de la croix archiépiscopale.

Le prévôt Jean d'Arces subit deux insuccès auprès de la cour romaine : il ne put recouvrer le privilège de l'exemption et dut faire un compromis avec les ordinaires des diocèses. Ses constitutions ne rencontrèrent pas

armes se trouvent dans le manuscrit des constitutions de 1438 et dans le contre-sceau utilisé par ce prévôt (L. Quaglia et D. Galbreath, p. 10).

<sup>48</sup> AGSB.

<sup>49</sup> Gr. VII, 2699 et 2814.

<sup>50</sup> M. Bruchet, op. cit., p. 169.

<sup>51</sup> J.-A. Duc IV, p. 392.

<sup>52</sup> AGSB, à la date 1669 (ce document énumère les griefs faits contre le prévôt).

<sup>53</sup> G. Francey, p. 111 et note. E.-P. Duc, p. 70, dit : dès le 2 mai 1438.

<sup>54</sup> E.-P. Duc, p. 70.

l'approbation du cardinal réformateur de l'Ordre du Mont-Joux, qui les modifia substantiellement en faveur de l'hospice contre les prétentions du prévôt. Cet insuccès-ci est tout personnel : il valut à l'hospice les remarquables constitutions de 1438.

Par contre, en Savoie et auprès du concile de Bâle, il fut en pleine faveur. Amédée VIII l'honora de son amitié et, une fois pape sous le nom de Félix V, il le créa cardinal, la plus haute distinction à laquelle soit parvenu un prévôt du Mont-Joux.

De ces notices biographiques, nous pouvons conclure que le chapitre est de plus en plus gêné dans l'exercice de son droit d'élire le prévôt ; il semble étranger à la nomination des derniers prévôts de cette période. Le rôle ôté au chapitre est exercé par la curie romaine et le droit de confirmation de l'évêque de Sion n'a plus de raison d'être.

Presque tous les prévôts mentionnés sont de famille noble et se font une place de plus en plus importante auprès de la cour de Savoie. Ils résident au bord du Léman, à Meillerie, à Etoy, à Thonon, à proximité de la cour, où on les trouve fréquemment. Ce sont des seigneurs temporels en même temps que de grands personnages ecclésiastiques. Selon la coutume abusive du temps, ils cumulent plusieurs bénéfices ; quelques-uns atteignent aux plus hautes dignités : épiscopat et cardinalat. Aussi les voit-on fréquemment prendre part à des actes importants ou à des arbitrages en compagnie d'évêques, de seigneurs et du comte lui-même.

Le centre d'influence du Mont-Joux a passé d'Aoste au nord des Alpes ; le prieuré de Saint-Bénin en manifeste parfois son mécontentement en opposant ses prieurs aux autres candidats à la prévôté.

Les sceaux utilisés par ces prévôts représentent d'abord saint Bernard seul ; puis, avec Rodolphe de Billens, la Vierge et l'Enfant. Le prévôt A. Séchal combine ces deux éléments en plaçant, au centre de son sceau, la Vierge et l'Enfant et, des deux côtés, saint Bernard et saint Nicolas, groupement qui sera conservé par ses successeurs.

## Le chapitre<sup>55</sup>

Pour la période qui va de 1300 à 1438, l'organisation du chapitre et son activité nous sont bien connues.

La convocation appartient au prévôt et, à son défaut, aux procureurs du chapitre, semble-t-il. La convocation lancée après la mort du prévôt Guillaume de Pisy en 1374, fut l'œuvre des prieurs de Saint-Bénin, de

<sup>55</sup> Les actes des chapitres se trouvent aux AGSB, dans une liasse spéciale. Nous les citons une fois pour toutes.



Martigny et de Reims. Ce dernier, Pierre de Villar, était en même temps cellérier et, peut-être, prieur de l'hospice.

La même convocation nous apprend comment se réunissait le chapitre. On envoie aux capitulants des diverses maisons et bénéfices une ou plusieurs circulaires, portées par des religieux ou des messagers. Au reçu de la circulaire, chaque capitulant y appose son sceau en signe d'exécution. Les chanoines se rendent alors au lieu fixé, d'ordinaire Meillerie, d'autres fois Vevey, Roche, Thonon, Etoy ou l'hospice. Une fois réunis, ils sont appelés aux séances « à la manière accoutumée, au son de la cloche »<sup>56</sup>.

Il existe un ordre de préséance parmi les capitulants : les prieurs viennent en premier lieu, puis les curés, etc. Les constitutions de 1438, plus démocratiques, ne reconnaîtront comme titres de préséance que le degré atteint dans les ordres sacrés et, dans le même ordre, la priorité de la profession. Le nombre des capitulants est de vingt-neuf en 1409 et de quarante, plus cinq par procuration, en 1437.

Le président du chapitre est le prévôt ou ses délégués. Le chapitre tenu à Vevey en 1376 est présidé par Jean, prieur de Peillonex (diocèse de Genève), qui ne semble pas être chanoine du Mont-Joux, et Jacques Ferandin, prieur de Saint-Jacquême, députés par Aymon Séchal<sup>57</sup>. Par contre, ce prévôt préside personnellement le chapitre tenu à Meillerie, le 21 octobre 1381<sup>58</sup>.

Les compétences du chapitre sont très diverses. Signalons celles que manifestent les actes capitulaires du temps. En 1323, le chapitre établit la liste des revenus de l'hospice et du prévôt, dont le détail sera donné plus loin. Il choisit les quêteurs et leur confie, en 1325 pour les quatre ans suivants, le soin de recueillir les dîmes dues à la maison<sup>59</sup>. Il nomme en 1409, les définites (procureurs) pour l'expédition des affaires de l'ordre dans les différentes régions, mais en se réservant le droit de nomination du prévôt<sup>60</sup>.

Il fixe la date de sa tenue : le chapitre réuni à Meillerie, en 1327 le dimanche après la Saint-Denys (9 octobre), décide que le prochain chapitre se tiendra en la fête de saint Bernard. Il légifère en matière d'observance, il autorise le pécule en 1333.

Pour nous faire une idée plus concrète de ses compétences, examinons les objets dont s'est occupé le chapitre de 1340 dont la minute a été conservée : il nomme quatre procureurs, institue une commission pour décider des droits du prieur du Mont-Joux. Il confirme de nombreux contrats faits par les bénéficiaires ou le prévôt, distribue des prébendes à

<sup>56</sup> Gr. VI, 2342.

<sup>57</sup> Gr. VI, 2216. Cf. G. Francey, p. 106.

<sup>58</sup> Gr. VI, 2342.

<sup>59</sup> AGSB.

<sup>60</sup> AGSB, *Inventarium iurium...* de 1574 et chapitre de 1409.

plusieurs personnes dans différentes maisons. Il donne autorité à J., prieur d'Etoy, à Nicolas de Ponte, à P. de Vevey et à Hugues de Duin pour sévir, d'entente avec le prévôt, jusqu'à privation de leurs bénéfices, contre les contumaces du chapitre, savoir : le prieur de Troyes, le recteur de Pont-Saint-Vincent, le curé de Chimenna et autres. Plusieurs personnes sont recommandées aux prières de l'ordre, Uldric de Villar, son frère et ses prédécesseurs défunts ; Jean Fergayci de Corbes, M<sup>me</sup> Marguerite de Billens, dame (comtesse) de Vaud.

Ordre est donné aux clavistes *claves* de se rendre au Mont-Joux personnellement, ou par procureur, munis de leur clef, sous peine d'être privés de la garde de cette même clef. Le motif de cette injonction se comprend si l'on sait que pour conserver l'argent avec sûreté, on le déposait dans un coffre fermé avec plusieurs serrures et autant de clefs différentes confiées chacune à un religieux, de sorte que le coffre ne pouvait s'ouvrir qu'en présence de tous les porteurs de ces clefs, les clavistes.

Ce chapitre adresse encore des remerciements à l'évêque d'Aoste pour avoir concédé aux chanoines du Mont-Joux des bénéfices ordinairement desservis par des séculiers.

Parmi les décisions prises, plusieurs concernent la tenue du chapitre : le lieu de la prochaine réunion sera Meillerie ; les frais seront supportés, partie par le prévôt, partie par le chapitre. Le prévôt fournira le mobilier, les chandelles, le sel, la paille, le foin et les ustensiles nécessaires ; mais il recevra pour ses frais cinquante livres de Genève, du chapitre, qui assumera le reste des dépenses. Les religieux sont obligés de participer à ces assemblées ; cependant le prévôt peut en dispenser les chanoines éloignés qui ne seront pas moins tenus de s'excuser et de participer aux frais. Tous les chanoines, bénéficiers au non, doivent être convoqués.

Les décisions contenues dans le paragraphe précédent sont confirmées par le chapitre de 1409 qui renouvelle encore une prescription de celui de 1342 selon laquelle le prieur du Mont-Joux est tenu de rendre compte au chapitre des trois gros de Tours qu'il perçoit pour l'apposition du sceau du chapitre, sauf lorsqu'il s'agit des affaires de la maison et des lettres d'affiliation à la fraternité de Saint-Bernard<sup>61</sup>.

La date où se tient le chapitre varie, tout en continuant l'usage de se réunir aux principales fêtes de l'ordre : la Translation de saint Nicolas,

<sup>61</sup> Les actes du chapitre de 1409 débutent par ces mots : *In nomine Domini Amen. Nos Hugo de Arciis prepositus domus sanctorum Nicolai et Bernardi Montis Iovis...* et finit ... *Actum in domo nostra Melleree in crastinum festi translationis beati Nicolai. Anno Domini 1409. AGSB. Inventarium iurium...* de 1574 et chapitre de 1409. Il n'y a pas lieu de douter de l'authenticité de cette pièce du fait qu'elle mentionne Guillaume de Pisy comme prévôt de 1333 à 1349, période où le prévôt était Guillaume de Thora. Cette confusion peut s'expliquer : les actes des chapitres cités n'auront contenu que le nom de Guillaume que le notaire aura complété, d'une façon erronée, en ajoutant de Pisy au lieu de Thora.

la fête de saint Augustin, la Saint-Bernard ; auxquelles il faut ajouter la Saint-Denis (9 octobre) et la Saint-Luc (18 octobre). Le chapitre dure régulièrement plusieurs jours.

A la fin de cette période, les constitutions d'Etoy en 1437 et celles du cardinal Jean en 1438 contiennent toute une législation de la tenue du chapitre.

## Le couvent

### *Membres*

Ce mot désigne la personne morale constituée par le prévôt, le prieur, les officiers et autres religieux qui résident à l'hospice et y assurent le service du chœur et de l'hospitalité. Quels sont les rôles du prieur et des officiers, l'activité liturgique, le milieu où ils vivent ? Telles sont les questions auxquelles nous allons tâcher de répondre.

Le supérieur effectif de l'hospice est le prieur, le prévôt n'y résidant pas. Le prieur lui-même réside parfois ailleurs ; dans ce cas, sa charge est exercée par un sous-prieur. Les compétences du prieur font encore l'objet de délibérations au chapitre de 1340, dont malheureusement nous ignorons les conclusions. Mais elles sont décrites avec précision dans les constitutions de 1438 (titre III). Elu par le prévôt et le chapitre (conventuel), il a juridiction au for interne et externe sur les religieux conventuels, la responsabilité de l'observance régulière, la surveillance des officiers, l'obligation de résider à l'hospice et la charge de pourvoir à toutes les nécessités de ses religieux, récréations comprises : en un mot, il est le père de famille. Pour subvenir à ses obligations, la ferme de Saint-Oyen et le prieuré de Bourg-Saint-Pierre sont unis à cet office. Parfois le prieur claustral cumule encore un autre bénéfice. Ainsi en 1344, Oger était à la fois prieur du Mont-Joux et de Saint-Bénin. Son successeur, Jacques de Doue (1345-1359) était en même temps recteur de Saint-Michel de Corsérie<sup>62</sup>. Humbert d'Etoy était à la fois prieur claustral et de Bourg-Saint-Pierre en 1400 et recteur de la chapelle de Corsérie (Ivrée). Ces prieurs résident volontiers à Saint-Oyen, dans un prieuré d'Aoste ou ailleurs, suivant en cela l'exemple du prévôt et d'autres bénéficiers de l'ordre. C'est que la vie à l'hospice était rude ; il fallait, pour y rester de son gré, une vertu peu commune.

Outre le prieur, la communauté de l'hospice comprend les officiers suivants : le cellérier ou administrateur général, le chantre chargé d'enseigner aux novices la lecture, le chant, la psalmodie et la grammaire ; l'in-

<sup>62</sup> J.-A. Duc III, pp. 412, 416, 420 et 423.

firmier, l'aumônier (ou chérîté) à qui incombe le soin des passants et le clavendier préposé à la conservation et à la distribution des provisions faites par le cellérier.

Pour compléter la famille de l'hospice, il faut ajouter les novices, une sœur converse qui a le soin de la literie (cependant le linge est descendu à Saint-Oyen pour être lavé), un ou deux cuisiniers et un guide ou marronnier (hospitalier) chargé d'aller à la rencontre des voyageurs en hiver. La communauté est peu nombreuse : elle compte huit religieux en 1438.

### *Occupations*

Une grande partie du temps est employée au chant de l'office divin de nuit et de jour. Aux termes des constitutions (titre XVI), les chanoines chantent parallèlement à l'office du jour, celui de la Sainte Vierge. Les matines doivent être terminées avant le jour en hiver. Les autres heures sont distribuées dans la journée que les complies terminent. A ces offices déjà fort longs, viennent s'ajouter, durant les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, de nombreux offices fondés. Tandis que durant la période précédente, les bienfaiteurs de l'hospice se contentaient de recevoir, en contrepartie, la participation aux mérites de l'ordre : à partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, ils éprouvent le besoin de préciser, de matérialiser, ce qu'ils attendent en retour de leurs dons et fondent des offices en grand nombre. Nous mentionnons ceux qui sont les plus révélateurs des usages du temps.

La maison de Savoie ouvre la série par la fondation, déjà signalée, faite en 1294 par Sybille de Bauge, épouse d'Amédée V. En août 1329, Edouard de Savoie constitue à l'hospice un revenu annuel de dix sous gros de Tours pour deux anniversaires perpétuels à célébrer, l'un au jour de la mort de son père Amédée V, le 22 juin, et l'autre au jour de la sienne, qui survint le 4 novembre 1329<sup>63</sup>. Ces anniversaires ont été célébrés à l'hospice le 22 juin et aux Quatre-Temps de décembre durant plus de six cents ans.

Même des religieux de l'ordre fondent des offices avec le pécule dont ils peuvent user en toute liberté. Le prévôt leur donne l'exemple. Hugues

<sup>63</sup> AGSB. Par acte fait au Bourget le 23 août 1329, le comte Edouard se réserva le droit de rachat de cette fondation. Le 2 octobre suivant, le châtelain de Sembrancher affecta à cette même fondation le revenu de septante-neuf sous mauriciens, dus au comte par les hommes d'Orsières à titre de logement, ce qui faisait neuf sous mauriciens en plus de ce qui était dû. Ces paiements ayant été négligés dans la suite, Humbert Francey, prieur d'Etoy, fut envoyé auprès du comte Amédée. Il le supplia de mettre ordre à ces négligences. Le comte ordonna à son châtelain d'Entremont de maintenir l'affectation faite tout en corrigeant l'erreur des neuf sous mauriciens, par acte daté de Chambéry, le 16 septembre 1343 (Gr. IV, 1849). Le 5 juillet précédent, le même comte, en exécution du testament de son père Aymon, avait affecté à l'hospice un revenu de cinq sous gros de Tours sur le péage de Sembrancher pour l'anniversaire perpétuel fixé au 22 juin (AGSB).

d'Arces fonde, le 27 août 1404, dans l'église du Saint-Bernard, des messes chantées tous les jours de l'année : le dimanche, messe du jour ou de Requiem ; le lundi, de Requiem ; le mardi, de Saint-Nicolas avec mémoire de Saint-Bernard ; le mercredi, de Saint-Bernard avec mémoire de Saint-Nicolas ; le jeudi du Saint-Esprit ; le vendredi de Requiem et le samedi, de la Sainte Vierge : stipulant qu'après sa mort, il faudra dire, le mercredi, une messe de Requiem et le mardi, alternativement, la messe de Saint-Bernard et de Saint-Nicolas et, dans ce but, il assigne à la chapelle de la Sainte Vierge de l'hospice un revenu annuel de seize florins sur des terres situées dans la région de Bière<sup>64</sup>.

Un autre chanoine de l'ordre, l'évêque d'Aoste Jacques Ferrandin, fonde des messes à dire aux Quatre-Temps pour le repos de son âme. Le 25 mai 1398, il augmente les revenus de la prébende des Saints-Antoine et Grat de la cathédrale d'Aoste et la grève de la charge d'acquitter ces messes<sup>65</sup>.

Nombre d'autres personnes font bénéficier l'hospice de leurs pieuses fondations. En 1308, Jean Perronin d'Orsières fonde une messe à célébrer à l'autel de la B. V. Marie le jour de l'Assomption, moyennant prestation annuelle de deux mesures de froment<sup>66</sup>. Guillaume de Pisy (*Pisù*), prévôt, reçoit vingt-cinq livres mauriciennes annuelles le 27 octobre 1360 dans le prieuré de Martigny avec charge de célébrer annuellement, le mardi après le dimanche du *Laetare*, deux messes pour le repos de l'âme du donateur et d'offrir, à chacune de ces messes, deux pains et deux chandelles<sup>67</sup>. Le 1<sup>er</sup> novembre 1389, Vuillermoz de Vauruz, de Villeneuve, donne à la maison de Mont-Joux un pré situé à Chessel, appartenant aux propriétés de cette même maison, pour la célébration de son anniversaire<sup>68</sup>. En 1397, le 7 mai, Jacobine, fille d'Andrioni Meysani de Bielle et épouse de Gualini de la tour de Gallianici, lègue par testament, au Mont-Joux, sa maison située en place de Bielle dans le quartier de Saint-Jacques, pour deux anniversaires comprenant douze messes chantées chacun<sup>69</sup>. Le 20 janvier 1398, Pierre de Gorra, notaire, donne par testament *unam canalem castronis* sur son fief de Flassin, d'un revenu annuel de douze sous, aux chanoines résidant dans la maison du Mont-Joux afin que chacun d'eux célèbre annuellement une messe pour le repos de son âme et pour ses

<sup>64</sup> Ces propriétés sont probablement celles qu'il avait acquises de Guionet de Daillens et son fils Louis dans les territoires de Bière, Ballens et Byrola, par acte stipulé à Etoy le 11 septembre 1404 (AGSB, cf. E.-P. Duc, pp. 66 et G. Francey, pp. 107 et 108). Le chapitre tenu à Meillerie le 9 mai 1408 approuve cet acte. AGBS, classeur 3.

<sup>65</sup> J.-A. Duc IV, p. 154. Cette prébende avait encore la charge d'un réfectoire annuel et d'un anniversaire perpétuel à la cathédrale le 17 janvier.

<sup>66</sup> AGBS, Codex des claustraux de 1570 environ.

<sup>67</sup> AGBS, cl. 3, document de 1369.

<sup>68</sup> AGBS, Codex des claustraux.

<sup>69</sup> AGBS, à la date du 5 septembre 1448.

bienfaiteurs<sup>70</sup>. Une autre donation est datée de Luc (Ayent), le 1<sup>er</sup> mars 1400 : Jean Barselli donne douze deniers de rente annuelle avec charge de célébrer une messe chaque année pour le repos de son âme<sup>71</sup>.

En 1400, le 3 mai, Jean de Compey, prieur de Bourg-Saint-Pierre, achète de Breseta Burdin une vigne située à Evian et la remet en emphytéose pour quarante sous de cens qui seront appliqués à une messe à dire chaque vendredi à l'autel de la B. V. Marie à l'hospice<sup>72</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet 1427, Aymon Asperlin, fils de feu Antoine de Rarogne, donzel, demeurant à Gruyère, donne à l'hospice cent sous de Lausanne à percevoir sur ses biens en vallée d'Aoste pour un anniversaire fixé au 1<sup>er</sup> juillet<sup>73</sup>.

En reconnaissance des nombreux services que la maison de Mont-Joux avait rendus à sa famille, le comte François de Challant lui cède, le 7 novembre 1436, le fief qu'il possède à Raveyre au Bourg-Saint-Pierre avec charge d'une messe annuelle de Requiem, le 25 septembre, pour ses ancêtres et de faire mémoire de sa famille aux fêtes des saints Bernard et Nicolas<sup>74</sup>.

Tous ces offices fondés se célèbrent dans l'église de l'hospice et augmentent sensiblement le lot, déjà important, des offices de chœur des religieux claustraux.

### *Milieu*

L'église des Saints-Nicolas et Bernard du Mont-Joux occupait la place de l'actuelle. Elle était de dimensions plus réduites et contenait trois autels : le maître autel dédié à saint Bernard, un autel dédié à la Sainte Croix dans une chapelle et un autre, dédié à la B. V. Marie, dans la chapelle de ce nom mentionnée dès 1308. La tour renfermait quelques cloches dont le paiement fait l'objet des délibérations du chapitre en 1340.

Le trésor de l'église comprenait, en 1419, la croix archiépiscopale d'Aymon Séchal, deux croix qu'on portait en procession les dimanches, le bras de saint Nicolas, le buste et la coupe de saint Bernard, une pomme en cuivre doré (chaufferette), etc. Parmi les objets servant au culte, notons : une pyxide d'argent « dans laquelle est le corps du Christ », cinq calices en argent, une crosse et une mitre, trente-deux aubes, trois aumusses, trente-quatre nappes d'autel, deux coussins d'autel, deux volumes de la Bible faisant le cours complet, etc. Durant l'administration du cellérier A. Ros-

<sup>70</sup> AGSB.

<sup>71</sup> AGSB. Cette rente est à verser au quêteur du Mont-Joux lors de son passage à Ayent.

<sup>72</sup> Le prévôt H. d'Arces approuve cet acte à Thonon le 13 décembre 1404. La vendeuse ayant fait de bonnes affaires racheta sa vigne en 1411 au prix où elle l'avait vendue. AGSB.

<sup>73</sup> AGSB.

<sup>74</sup> J.-A. Duc IV, pp. 394 et 395. Cf. P. Gard, *Histoire*.



san, ce mobilier s'accroît d'un antiphonaire écrit par Jean de Clusis, chanoine du Mont-Joux, d'un graduel écrit par Aymon Fornerii (ces deux ouvrages ont été donnés par le prévôt) et d'un calice donné par le seigneur prieur d'Etoy, ancien prévôt (Hugues d'Arces).

L'hospice comprenait une vingtaine de pièces. La chapelle de Saint-Michel située à l'angle sud-est de l'hospice, au-dessus de la chambre faisant face à la chapelle de Notre-Dame. Elle avait été fondée en 1274. Les autres pièces de l'hospice sont ; la cuisine, le lardier, le dortoir avec quatorze matelas, le poêle et, attenante, la chambre du cellérier où se trouvaient des fers et des menottes pour les condamnés à la prison, la chambre neuve du seigneur Humbert<sup>75</sup>, la chambre de l'hospice avec six matelas, la chambre de l'aumônier (charité), la chambre des couches, celle des servantes, des converses, l'hospice, la chambre devant la chapelle de Notre-Dame, celle du cordonnier où se trouvaient vingt-six paires de formes, celles du frère convers Jacques, des sommeliers, le réfectoire et le grenier de la sommellerie. Dans chaque chambre, il y a des draps, des couvertures, des coussins, toute la literie nécessaire, mais dont une grande partie est qualifiée de peu de valeur. Le total des matelas est de nonante-cinq ; l'hospice pouvait donc héberger grand nombre de passants<sup>76</sup>.

Tel est le milieu où vivent les religieux conventuels, autant qu'on peut le reconstituer d'après la sèche énumération d'un inventaire.

### *Les religieux*

Parmi les chanoines du Mont-Joux, plusieurs appartiennent à la noblesse féodale qui convoite les bénéfices ecclésiastiques pour y placer ses cadets. Citons, outre les prévôts : Thibaut de Sarre, économe de Saint-Oyen, curé de Saint-Rhémy et prieur de l'hospice, qui semble résider à Aoste,

<sup>75</sup> Ce seigneur Humbert est probablement Humbert d'Etoy, prieur claustral en 1397 et 1427, et prieur de Bourg-Saint-Pierre de 1400 à 1427, mort avant 1429.

<sup>76</sup> Inventaire de 1419, AGSB. A la suite de cet inventaire, le cellérier A. Rossan nota les détails suivants : un petit gril d'argent de saint Laurent a été volé, au témoignage des chanoines de la maison, et ne figure plus à l'inventaire. Un coussin a été volé par un Valaisan nommé Jean, gardien des vaches ; la sœur converse et les pâtres l'ont dit au cellérier après le départ du dit Jean. Quatre couvertures de drap manquent : deux volées par deux cuisiniers engagés à la légère, les deux autres et une courte pointe pourries pour avoir été employées à couvrir la fontaine durant l'hiver. De 1419 à 1425, le cellérier a reçu cinquante-deux draps de personnes charitables et en a remis cent quarante usés pour en faire d'autres draps, des fourres, des linges de vaisselle, des *laternas fenestrarum dicte domus* (seraient-ce des rideaux ?). Il a reçu six cuillers d'argent pesant huit onces. Il n'oublie pas de consigner qu'il a aussi reçu un chariot à deux roues pour conduire le fumier et qu'un petit gril a été détruit pour faire des coins de fer qui ont servi à l'extraction des ardoises (lex) dont est couverte la grange d'Arc.

dans la tour du Palais que son frère Aymon lui avait cédée en 1311<sup>77</sup> ; Hugues de Duin, prieur d'Etoy en 1341 ; son neveu Richard, prieur de Saint-Bénin en 1351<sup>78</sup> ; Nicolas de la Porte Saint-Ours, installé curé de Pérosa (Ivrée) en 1351<sup>79</sup> ; Guillaume de Montmayeur, curé de Liddes en 1356<sup>80</sup>, etc.

La formation des clercs continue à se faire à l'hospice et dans les églises paroissiales. Quelquefois, le jeune clerc qui vit avec le curé est mentionné dans les donations pieuses. Ainsi Aymon d'Etroubles donne à l'église du lieu en 1305 pour l'entretien d'un prêtre et d'un clerc (presbytérat) douze deniers annuels et Jean, curé de Saint-Oyen, institue son clerc, Jean Odon, héritier universel en 1319<sup>81</sup>. Mais étant donné le cumul des bénéfices, qui se pratique alors, il y a tendance à réduire le nombre des chanoines affectés aux églises paroissiales. La formation des clercs dut en souffrir et ne fut pas compensée par la formation supérieure que reçoivent de rares chanoines dans les universités.

Le droit de recevoir dans l'ordre et de donner l'habit appartient au prévôt, qui peut le déléguer. Le 10 septembre 1359, Rodolphe de Billens reçoit Jean de Versonay, prêtre, au nombre des chanoines de Mont-Joux et charge Pierre Borgoï, recteur de l'hôpital de Saint-Jean de Lausanne, de le revêtir de l'habit, ce qu'il fit le 21 septembre suivant<sup>82</sup>.

Outre leurs occupations cléricales, les chanoines exercent les activités les plus diverses. Au début du XV<sup>e</sup> siècle, Hugues de Leysey, curé de Liddes, est chargé de réparer la route qui conduit du Chablais en Valais et qui était endommagée sous les rochers de Meillerie au lieu-dit Mauvais-Pas et près de la Dranse. Il fut encore chargé de refaire le pont sur la Dranse entre Thonon et Evian que de fortes crues avaient totalement détruit, entraînant la disparition de l'église et de la paroisse de Notre-Dame-du-Pont qui dépendait de la prévôté du Mont-Joux. C'était alors la coutume de recourir au clergé pour les grands travaux de voirie. Les indulgences accordées à ces occasions encourageaient les fidèles à contribuer à l'œuvre par des dons ou par des corvées. Hugues de Leysey trouvait les ressources nécessaires dans les contributions du duc de Savoie et dans les aumônes des fidèles. On le désignait sous le nom de « Receveur des aumônes du pont de Dranse ». Il s'occupa de ce pont de 1415 à 1419. Plus tard cette entreprise passa entre les mains des religieux de Ripaille<sup>83</sup>.

<sup>77</sup> J.-A. Duc III, pp. 282 et 283. Thibaut avait cédé en compensation à son frère Aymon, la dîme d'Arenzo.

<sup>78</sup> J.-A. Duc III, p. 454.

<sup>79</sup> E.-P. Duc, p. 59. Cette installation se fit sur présentation du prévôt Guillaume.

<sup>80</sup> Gr. V, 2034.

<sup>81</sup> Inv. OM. Les biens d'Aymon d'Etroubles se trouvaient aux lieux-dits Jay et Veya.

<sup>82</sup> AGSB.

<sup>83</sup> M. Bruchet, pp. 191, 192 et 276.



Un autre chanoine du Saint-Bernard, Jean Crossar, prieur de Lens, construit de 1448 à 1450, le Grand-Bisse de Lens qui sert encore à l'arrosage des propriétés des communes d'Icogne, Lens, Chermignon et Montana et qui fait l'admiration de tous soit par la hardiesse de sa construction, soit par l'art avec lequel la pente en est ménagée. Les chanoines du Mont-Joux contribuaient donc pour leur part aux œuvres d'utilité publique que l'Eglise inspirait et réalisait alors dans une large mesure.

Durant cette période, l'esprit commendataire pénètre parmi les chanoines du Mont-Joux. Les mieux partagés cumulent deux ou trois bénéfices qu'ils font administrer par des chanoines moins favorisés ou par des séculiers tandis qu'eux-mêmes résident volontiers à Etoy, à Thonon ou à Aoste. Pour que les bénéfices rendent davantage, ils réduisent au strict minimum leurs desservants et confient parfois deux bénéfices au même desservant. Malgré cela, on a pu relever les noms de soixante-huit chanoines du Mont-Joux pour les années 1437 et 1438<sup>84</sup>. En outre les mœurs séculières pénètrent dans l'ordre. Les cadets de famille noble, plus habitués au maniement de l'épée qu'aux études cléricales, conservent leurs habitudes séculières dans l'état ecclésiastique. On se souvient que Guillaume de Pisy avant d'être prévôt encourut l'excommunication pour avoir frappé un clerc de son épée et le cas n'est pas unique.

A part les prévôts dont la vie a déjà été esquissée, un chanoine du Mont-Joux mérite une mention spéciale, c'est Jacques Ferrandin. Né à Saint-Marcel en vallée d'Aoste, de Vuillelme et d'Agnessione, il devint chanoine du Mont-Joux, exerça l'office de quêteur, puis de prieur de Saint-Jacquême dès avant le 22 mai 1363. Le prévôt Aymon Séchal lui donna une marque particulière d'estime en le désignant comme président du chapitre tenu à Vevey en septembre 1376. Deux mois après il fut nommé évêque d'Aoste par le pape Grégoire XI qui s'était réservé la nomination du successeur de Boniface de Challant. Les chapitres de la cathédrale et de Saint-Ours tentèrent cependant d'élire un évêque de leur choix comme par le passé. Le pape n'en tint pas compte et désigna Jacques Ferrandin, par bulle datée de Livourne, près de Pise, le 12 novembre 1376. La bulle de nomination fait de lui cet éloge qu'il était versé dans la science des lettres, zélé pour la religion, irrépréhensible dans sa conduite, prudent dans les choses spirituelles, habile dans les temporelles et doué de beaucoup d'autres qualités.

Un des motifs qui porta le pape à se réserver la nomination des évêques était le besoin de ressources pour l'entretien de la cour pontificale. L'élu devait en effet payer une taxe. Jacques Ferrandin promit, en février 1377, de verser deux cent cinquante florins d'or à la Chambre apostolique. Il fut sacré le 31 mai suivant. Nous n'allons pas exposer son acti-

<sup>84</sup> P. Gard, *Catalogue*.

vité comme évêque d'Aoste. Mgr Duc l'a fait dans son *Histoire de l'église d'Aoste*<sup>85</sup>. Il suffira de relever ici quelques actes de son épiscopat qui concernent sa famille religieuse.

Il utilisa les talents d'un confrère en religion Roux ou Rodolphe Cavelli pour composer un légendaire en deux volumes à l'usage du chapitre de la cathédrale, les *Libri episcopi*<sup>86</sup>.

En 1384, il obtint du pape l'union au prieuré de Saint-Jacquême d'une prébende canoniale de sa cathédrale.

Ferrandin fait son testament le 4 juillet 1399. Il institue pour héritiers l'évêque qui lui succédera et la mense épiscopale pour un tiers, le chapitre cathédral et l'hospice de Mont-Joux pour les deux autres tiers. Il lègue à la cathédrale un pontifical en parchemin, cent florins d'or pour l'acquisition d'ornements sacrés et douze gobelets d'argent du poids de douze marcs pour la confection de la châsse de saint Grat. Il fonde un réfectoire plénier à la cathédrale, le 16 janvier, en l'honneur de saint Marcel, patron de sa paroisse d'origine. Il lègue encore six cents florins au seigneur Iblet de Challant. Une clause de ce testament montre sa modération : défense est faite aux héritiers de molester ses débiteurs qui affirmeraient par serment avoir satisfait de son vivant à leurs obligations. Il mourut le 7 juillet suivant et fut enseveli dans la chapelle de Saint-Antoine et de Saint-Grat, après vingt-deux ans d'épiscopat<sup>87</sup>.

L'évêque Jacques Ferrandin a laissé un tel souvenir de sainteté que spontanément la postérité lui a donné le titre de bienheureux, sans que ce titre ait fait l'objet d'aucun acte officiel<sup>88</sup>.

L'ordre du Mont-Joux comprenait, outre les clercs, des frères convers et des sœurs converses. Les frères convers sont souvent mentionnés. La première sœur converse qu'on connaisse est Gaye Mariette signalée dans un acte de 1323<sup>89</sup>. L'inventaire de 1419 cite à plusieurs reprises la sœur converse qui s'occupe du linge à l'hospice et, peut-être, aussi de la cuisine, à défaut de cuisinier. A cette date, il n'y en avait qu'une. En existait-il dans d'autres maisons ? Nous n'en trouvons pas trace.

<sup>85</sup> J.-A. Duc IV, pp. 67-70. Le même auteur a publié une *Notice biographique sur monseigneur Jacques-Ferrandin de Saint-Marcel, évêque d'Aoste*, dans le 8<sup>e</sup> *Bulletin de l'Académie de Saint-Anselme*. Aoste 1873, pp. 1-27.

<sup>86</sup> J.-A. Duc, p. 137. Ces livres de l'évêque contenaient la légende de saint Bernard ; mais malheureusement le volume où elle se trouvait a disparu. Une vie de saint Bernard de cette époque, limite entre la saine tradition historique et la floraison de légendes fantaisistes, aurait peut-être revêtu un intérêt particulier ; peut-être, car l'examen des textes liturgiques qui datent de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle révèle qu'on était encore fidèle au panégyrique de Novare. Il est donc bien probable que ce même panégyrique constituait la légende de saint Bernard dans les *Libri episcopi*.

<sup>87</sup> Il faudra attendre près de cinq cents ans pour voir un autre Valdotain occuper le siège d'Aoste, en la personne de Mgr Jacques Joseph Jans en 1867.

<sup>88</sup> J.-A. Duc IV, pp. 158-160.

<sup>89</sup> AGSB, Vaud.

## Les prébendiers et les confrères de Saint-Bernard

Aux religieux qui sont agrégés à l'Ordre du Mont-Joux par les vœux, il convient de joindre d'autres personnes qui, sans lui être unies d'une façon aussi stricte, gravitent cependant dans l'orbite de la maison, tels les prébendiers et les confrères de Saint-Bernard.

La première prébende dont nous connaissons l'attribution a été accordée à Henriette, veuve de Gattier, de Saint-Oyen, qui, en septembre 1330, institue son héritier universel, Thibaut, recteur de la ferme de Saint-Oyen<sup>90</sup>. Le chapitre de 1340 assigne plusieurs prébendes, l'une à une veuve dans la maison de Voisey ; une autre dans la maison de Corsérie, à Ivrée, au fils de feu Guny, moyennant le don de dix setiers de seigle ; une autre à Jacques Gras, serviteur du seigneur Denys (de Thora, probablement) ; d'autres encore à des personnes qui donnent une partie de leurs biens ou qui se donnent corps et biens. Souvent ces prébendiers sont d'anciens serviteurs de la maison ou d'anciens fermiers qui, ne pouvant plus remplir leurs charges, désirent cependant continuer à vivre dans l'ambiance qui a été la leur pendant de longues années. Les constitutions de 1438<sup>91</sup> préciseront qu'aucun séculier, clerc ou laïc, ne pourra être reçu à une prébende à moins qu'il ne se soit donné corps et biens.

La confrérie de Saint-Bernard, déjà mentionnée en 1189, révèle de temps à autre son existence ici ou là. Elle existe à Sierre. Albert de Glarey lui lègue, en mars 1309, un demi-fichelin de seigle annuel<sup>92</sup>. Elle se trouve dans d'autres paroisses du Valais, dans le canton de Vaud, et ailleurs. Les membres de cette confrérie paient une sorte de cotisation lors du passage du quêteur du Mont-Joux.

<sup>90</sup> Inv. OM.

<sup>91</sup> Titre 31.

<sup>92</sup> AGSB.

## CHAPITRE II

### Le temporel

Sous ce titre, nous traiterons de la provenance des ressources de Mont-Joux et de leur utilisation, soit des bienfaiteurs, des quêteurs, de l'administration ; puis des droits seigneuriaux.

#### Les bienfaiteurs

La générosité enthousiaste du début s'est rassise. Aussi bien n'était-elle plus nécessaire, car l'hospice avait acquis des ressources stables importantes. Cependant de nombreuses personnes continuent leurs offrandes, tant pour lui venir en aide que pour s'assurer une participation à ses bonnes œuvres.

Parmi ces personnes, la noblesse valdotaine est bien représentée : signalons Jean de Quart, curé de Morgex, en 1305, et Henri de Quart, prévôt de la cathédrale d'Aoste, en 1317<sup>1</sup>, Aymon de Gressan, vers 1305<sup>2</sup>, Béatrice de Pléod *pleoleta*, en 1309, de la famille de Pléod ou de Thora qui compte un prévôt du Mont-Joux<sup>3</sup>, l'illustre Ebal de Challant en 1323, qui tous font des legs en faveur du Saint-Bernard, sans oublier les hospices de leur vallée. De tels legs sont fréquents, presque passés en coutume chez les personnes aisées du temps. Pierre de Duin, bailli d'Aoste, trouve une manière originale d'aider l'hospice. Par décision du 4 septembre 1310, il oblige les cordonniers de la cité à donner aux religieux du Mont-Joux une

<sup>1</sup> J.-A. Duc III, p. 245 et 305.

<sup>2</sup> J.-A. Duc III, p. 251.

<sup>3</sup> J.-A. Duc III, p. 272.

paire de souliers toutes les fois que le comte de Savoie viendra dans la vallée<sup>4</sup>. Le cas se présenta l'année suivante où le comte Amédée V accompagna, par le Mont-Joux, l'empereur Henri VII qui se rendait à Rome pour son couronnement<sup>5</sup>.

Outre les clercs déjà nommés, mentionnons Guillaume d'Aoste, recteur de l'hôpital Saint-Jean à Sion, qui lègue à l'hospice un champ et une vigne situés à Buignasci près de Signayes (Aoste)<sup>6</sup>.

Les frères Jean et Duc d'Avisod, probablement prêtres, ayant fondé une prébende dans l'église de Quart en 1346, imposent au prébendier, entre autres obligations, celle de livrer annuellement une quartane de seigle à l'hospice du Mont-Joux<sup>7</sup>.

Les gens du peuple font ce qu'ils peuvent pour l'hospice. Ainsi, en 1400, Jeannette, fille de Jacquemin Alerini, de Valsavarenche, lui fait don d'un setier de vin<sup>8</sup>.

En Valais aussi, le mouvement de générosité envers l'hospice continue. Citons parmi les bienfaiteurs : en 1310, Perrin, dit Lambert, de Bourg-Saint-Pierre<sup>9</sup> ; en 1316, Guillaume Carraux *dou quarro* et sa fille Aymonette, de Vouvry (?)<sup>10</sup> ; vers 1321, un certain Aleysodus, cordier, demeurant à Saint-Maurice ; en 1429, les époux Antonin et Gingonia de Liddes, etc. Ces derniers considérant que, dans l'hospice, s'accomplissent nuit et jour l'office divin et les œuvres de miséricorde, lui donnent des biens situés à Sassex, Fornion et Brètemo et lui font remise d'une part de ce que devait feu Humbert d'Etoy à Agnessione, leur parente, pour ses services<sup>11</sup>.

Les religieux, ayant le libre usage de leurs économies, en disposent fréquemment en faveur de leur maison mère. Tel Jean, curé de Saint-Oyen, qui, par son testament de 1319, lui donne un pré situé à l'Ile<sup>12</sup> ; tel encore Jacques Ferrandin, évêque d'Aoste, qui constitua l'hospice héritier d'un tiers de ses biens.

Les hauts dignitaires ecclésiastiques, papes et cardinaux, viennent en aide à l'hospice en lui accordant des faveurs spirituelles, comme le font ces

<sup>4</sup> J.-A. Duc III, p. 275.

<sup>5</sup> J.-A. Duc III, p. 275.

<sup>6</sup> Ce testament est daté de Tourbillon (Sion), le 21 mai 1308. Un des exécuteurs est Pierre de Cogny (Cogne en vallée d'Aoste), recteur de l'autel de Saint-Jean-Baptiste dans l'église de Saint-Théodule à Sion. Cf. Gr. III, 1273.

<sup>7</sup> J.-A. Duc III, pp. 420-422.

<sup>8</sup> J.-A. Duc IV, pp. 165 et 166. Elle stipule encore dans son testament qu'au jour de sa sépulture, on conduise devant son corps une bonne brebis, selon la coutume. Ce devait être une brebis d'offrande pour les droits de sépulture.

<sup>9</sup> AGSB. Parmi les témoins est nommé Robert Perret Baulet de Bourg-Saint-Pierre.

<sup>10</sup> AGSB. Ils constituent à l'hospice une rente de trois deniers à l'occasion d'une vente de terre à Pierre, fils d'Emeric de Miex (?) *Mivio*.

<sup>11</sup> Hospice. Feuille de garde du lectionnaire du XIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>12</sup> Inv. OM. Il lègue encore des biens à la confrérie du Saint-Esprit du lieu, d'autres pour une offrande à faire chaque dimanche à l'autel de Saint-Oyen et une vache à l'évêque d'Aoste.

huit cardinaux qui, en 1418, délivrent de Genève des lettres munies de leur sceau accordant diverses indulgences aux personnes qui visiteront les hospices de Mont-Joux ou qui leur feront des legs<sup>13</sup>.

Tels furent, parmi beaucoup d'autres, les bienfaiteurs de l'hospice aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Ils disent assez combien cet institut restait populaire sur les deux versants des Alpes.

## Les quêtes

Une source importante des revenus de l'hospice était constituée par les quêtes. Si, durant la période précédente, nous avons recueilli peu de détails à ce sujet, il en va autrement durant celle-ci.

Les chapitres de 1323 et 1325 nous renseignent sur les quêteurs et leur rayon d'action. La maison de Pont-Saint-Vincent est chargée des quêtes dans les diocèses de Verdun, Toul et Metz (partie française) avec charge de remettre deux marcs d'argent au prévôt. La maison de Ferette fait les quêtes dans l'évêché de Bâle (sauf le décanat de Delémont) sur lesquelles elle doit à l'hospice dix sous gros de Tours. Les quêteurs nommés en 1325 sont : les prieurs du Mont-Joux et de Bourg-Saint-Pierre ? *Burgneis* pour Aoste et la Lombardie ; le curé d'Orsières pour le diocèse de Sion ; Pierre de Vevey pour Vaud et Genève et le recteur de la maison de Val-Suzon pour la Bourgogne et la France. Aux quêteurs, le chapitre confie encore le soin de recueillir, durant quatre ans, les dîmes dues à la maison du Mont-Joux<sup>14</sup>. Parfois, c'est le prévôt qui désigne des quêteurs. Le 15 septembre 1415, Pierre Petra d'Evian, chapelain du diocèse de Genève, agissant comme procureur du prévôt, amodie ces quêtes à Hugues, curé d'Ependes, pour l'espace de deux ans et pour le prix de cent soixante florins à verser à Fribourg en deux fois<sup>15</sup>. Il est surprenant que les quêtes aient été données en location. C'est un effet de la mentalité commendataire. Comme des chanoines louent leurs bénéfices, ils louent aussi les quêtes qui leur sont confiées et, pour cet office d'entremetteurs, ils perçoivent un certain montant. Cette manière de faire était déjà en usage et devait durer. Pour y remédier, les constitutions de 1438 remettront au seul chapitre le droit de désigner les quêteurs.

Les quêtes se font de la manière suivante dans le Piémont. Les quêteurs se présentent d'abord à l'évêque du diocèse où ils arrivent et lui montrent leurs patentes. L'évêque délivre aux quêteurs des lettres de recommandation à l'adresse des recteurs des églises. Dans ces lettres, il insère l'essentiel

<sup>13</sup> Inv. OM.

<sup>14</sup> ABSB, classeur 2.

<sup>15</sup> Gr. VII, 2631.

des bulles concédées à l'hospice afin que les quêteurs ne soient pas obligés de les porter partout, au danger de les perdre. Arrivé dans une paroisse, le religieux quêteur expose au peuple la parole de Dieu et l'exhorte à l'aumône<sup>16</sup>.

Dans le pays de Vaud, le quêteur porte avec lui des clochettes qui servent à réunir les fidèles des paroisses où il passe ; un somptuaire où il note ses dépenses et des registres qui contiennent probablement l'itinéraire à suivre, les pied-à-terre, les listes des membres de la confrérie de Saint-Bernard. Ces derniers, au passage du quêteur, font leur offrande<sup>17</sup>.

Etant donné la cupidité qui existe chez de nombreux clercs de l'époque, les quêteurs ne sont pas toujours bien accueillis. Le prévôt et les frères du Mont-Joux se plaignent au pape vers 1310 de ce que leurs quêteurs, lorsqu'ils se rendent dans les églises pour recueillir les aumônes ou offrandes de leurs confréries, comme ils y ont été autorisés par le Siège Apostolique, sont mal reçus par des prêtres qui vont jusqu'à les chasser ou exigent impudemment une partie des aumônes, à l'indignation des paroissiens. En réponse à cette plainte, le pape prend ces dispositions : « Nous ordonnons que les évêques enjoignent à leurs subordonnés, sous peine de perdre office et bénéfice, de laisser les religieux du Mont-Joux prêcher et quêter dans leurs églises sans rien exiger d'eux. Il est encore parvenu à notre connaissance que fréquemment des legs faits en faveur des frères de Mont-Joux ne sont pas exécutés. Nous voulons que les personnes coupables d'une si grande faute soient contraintes, même par l'excommunication, à remplir les volontés des testateurs »<sup>18</sup>.

Les chanoines quêteurs n'ont donc pas la partie belle, surtout quand ils ont affaire à un curé ombrageux qui ne voit pas de bon œil la générosité de ses paroissiens s'exercer en faveur d'une grande œuvre de charité, mais extérieure à sa paroisse. Ces quêteurs n'en sont que plus admirables ; outre l'humiliation inhérente à leur office ils s'exposent encore à des rebuffades tandis qu'ils recueillent des aumônes destinées à d'autres, aux pauvres voyageurs qui franchissent le Mont-Joux.

Le prévôt Guillaume de Pisy (1360-1374) et ses chanoines ont encore à se plaindre qu'en dépit des lettres pontificales les autorisant à quêter,

<sup>16</sup> Lettre de Paleyn, évêque d'Ivrée, datée du 10 février 1340. Cette lettre recommande particulièrement le frère Jean Gaveylus, chanoine du Mont-Joux, quêteur. Elle contient un extrait des privilèges concédés à l'hospice par le pape Clément à l'instar des papes Innocent et Clément. Le pape Clément, concessionnaire de ces privilèges, ne peut être que Clément V (1305-1314) qui donna plusieurs bulles en faveur de l'hospice en 1310 et 1314. Il les a données à l'instar de ses prédécesseurs Clément IV (1265-1268) et Innocent IV (1243-1254). La bulle d'Innocent IV a déjà été analysée. Celle de Clément V lui est identique.

<sup>17</sup> Gr. VII, 2631. En vallée d'Aoste, un des pied-à-terre du quêteur était la cure de Valtournenche. L'acte d'installation du curé par le prévôt de Verrès, le 26 novembre 1421, en fait mention. J.-A. Duc IV, p. 289.

<sup>18</sup> Gr. V. 2184. Cette bulle est datée de Bédarrides, le 3 juillet 1310.



plusieurs ordinaires diocésains et autres leur refusent la faculté de le faire à moins que les quêteurs ne leur aient payé de fortes taxes. Ils supplient donc le pape de remédier à cet abus. Le pape Urbain V (1362-1370) décide, en 1368, que les ordinaires ne peuvent exiger plus d'un florin pour délivrer aux quêteurs les lettres nécessaires<sup>19</sup>. Il accorde encore qu'à l'arrivée des envoyés de l'hospice en des régions frappées d'interdit, les églises soient ouvertes, que les cadavres enterrés en lieu non bénit soient exhumés et ensevelis en terre bénite, que les recteurs des églises convoquent les fidèles, que tous les prêtres s'abstiennent de célébrer durant la publication des indulgences, que partout on fasse bonne réception aux dits envoyés et que là où l'on aurait dérobé de leurs biens, aucun rite religieux, le baptême et la pénitence des mourants exceptés, ne soit accompli jusqu'à ce qu'on ait pleinement satisfait pour les biens dérobés<sup>20</sup>.

Les revenus des quêtes appartiennent, partie à la mense du prévôt, partie à celle de l'hospice. D'après les constitutions d'Etoy de 1437, l'hospice perçoit les quêtes des diocèses de Sion et d'Aoste et de la Lombardie, quatre cents ducats d'or que le prévôt lui remet sur les autres quêtes et la moitié de celles de Besançon. Les autres revenus des quêtes vont au prévôt.

La réforme des constitutions en 1438 abolit la distinction des menses et affecte à la caisse commune, sous la garde de quatre clavistes, la totalité des revenus des quêtes. Cette réforme a été promulguée le 15 mai 1438 ; le 24 mai suivant déjà, les religieux de Mont-Joux font vidimer par l'official de Lausanne les nouvelles ordonnances des constitutions concernant les quêtes. C'est dire que l'hospice entendait profiter sans retard des nouvelles dispositions qui lui étaient si favorables. Et comme précédemment c'était le prévôt qui jouissait des quêtes de Vaud, on comprend la démarche après de l'official de Lausanne afin que le clergé et les fidèles soient renseignés<sup>21</sup>.

## L'administration

### *Organes*

L'administration générale est assumée par le chapitre qui délègue des procureurs dont le nombre et les compétences varient. Voici les procureurs et les dicastères administratifs désignés par les chapitres de 1340 et de 1409 :

<sup>19</sup> Gr. V, 2127, 2128 et 2129. Une bulle de même teneur fut adressée, de Mantoue, le 5 février 1414, aux abbés de Saint-Ambroise de Milan et des 12 Apôtres d'Asti et à l'archevêque de Reggio.

<sup>20</sup> AGSB, bulle du 27 mai 1476.

<sup>21</sup> AGSB.



- 1340 : les prieurs du Mont-Joux et de Bourg-Saint-Pierre pour l'Italie ;  
 le prier de Lens pour le diocèse de Sion ;  
 Pierre de Vevey et H., recteur de Lausanne, pour Vaud ;  
 le recteur de Salins pour la Bourgogne ;  
 le recteur de Sézanne et de Voisey pour la France ;  
 le curé de Marin pour le diocèse de Genève.
- 1409 : le prier du Mont-Joux pour les diocèses de Sion et Genève ;  
 le prier de Saint-Jacquême pour la vallée d'Aoste et la Lombardie ;  
 le prier de Martigny pour Vaud ;  
 le recteur de Jougne pour la France et la Bourgogne.

Le chapitre de 1409 ne distingue que quatre territoires, parce qu'il unit les diocèses de Sion et de Genève, la Bourgogne et la France. Par contre, il désigne des conseillers que les procureurs devront consulter, ce sont : les prieurs de Semsales, de Martigny, de l'Aumône près de Rumilly et l'hospitalier de Lausanne. Les procureurs ont l'administration des biens de l'ordre.

Les revenus du chapitre ne nous sont connus que par des documents épars. Ils comprennent les contributions des capitulants (absents ou présents) aux frais de la tenue du chapitre, probablement les droits de seau dont le prier de l'hospice doit lui rendre compte<sup>22</sup>, les droits de lods et de plaît qu'il percevait à titre de seigneur à l'occasion des mutations de droits, la moitié du spoliium laissé par le prévôt et les frères défunts, le boni résultant de l'administration du cellérier et d'autres ressources, peut-être, que nous ne connaissons pas. Les valeurs ainsi réalisées sont conservées à l'hospice dans un coffre muni de quatre serrures différentes dont les clefs sont confiées à quatre chanoines des plus considérables, les claustristes.

Avec ces revenus, le chapitre doit faire face à ses charges : frais de la tenue du chapitre, remboursement des dépenses faites par le prévôt ou les délégués du chapitre pour l'expédition des affaires de l'ordre, etc.

L'administration de l'hospice et des biens qui en dépendent est entre les mains du prévôt, comme dans la période précédente. Mais par suite de ses relations avec la cour de Savoie et du développement de sa mense privée, le prévôt remet à un cellérier, dès 1347 ou 1374, l'administration des biens de l'hospice tandis qu'il conserve celle de sa mense. Le cellérier est chargé de gérer l'hospice, la grange d'Arc<sup>23</sup>, le Bourg-Saint-Pierre, les fermes de Roche, d'Ecône et de Martigny<sup>24</sup> ; il perçoit les pensions dues par les différents bénéfices, dont Aymon Rossan dresse la liste<sup>25</sup>.

<sup>22</sup> AGSB, chapitre de 1409.

<sup>23</sup> Cette grange se trouve à quelques kilomètres de l'hospice sur le versant sud.

<sup>24</sup> AGSB, inventaire de 1419 remis par Jean du Verger, curé de Sembrancher, précédemment cellérier du Mont-Joux, au nom du prévôt Hugues d'Arces, au nouveau cellérier, Aymon Rossan. Sont inventoriés, outre le mobilier de l'église de l'hospice, le cheptel

Les chanoines claustraux ont encore une administration commune distincte de celle du cellérier et chaque officier de l'hospice a celle de son office.

Le système administratif de l'ordre se complète par une sorte de surintendance composée de quelques prélats désignés par le pape. Cette institution remonte au pape Jean XXII qui, par bulle datée d'Avignon, le 1<sup>er</sup> février 1323, désigna comme protecteurs et défenseurs des biens du Mont-Joux les abbés de Saint-Maurice et de Goille (diocèse de Besançon) et le prévôt de Verrès<sup>26</sup>. Le pape Clément VII, le 27 mars 1379, à la demande du prévôt et des frères de Mont-Joux, confirma ce mandat aux mêmes prélats<sup>27</sup> ; tandis que le concile de Bâle, en 1435, chargea les évêques de Belley et d'Aoste, les abbés d'Abondance, de Saint-Antoine de Vienne et de Sainte-Marie de Goille de faire restituer à la prévôté des tailles extorquées par des séculiers. Le cellérier Aymon Rossan fit faire une copie authentique de cette bulle par l'official d'Aoste, le 9 octobre 1435.

### *Exercice*

Après avoir pris connaissance des divers organes de l'administration, il reste à en décrire l'activité.

### *Administration du chapitre*

Parmi les mesures administratives du chapitre, il faut signaler un document important daté de Meillerie, le 29 août 1323. Guillaume, prévôt, et le chapitre établissent la liste des revenus dus au seigneur prévôt et à l'hospice par les différents prieurés, hospices, fermes et administrations. Ces bénéfices sont énumérés d'après l'ordre géographique du nord au sud. Ceux d'Angleterre viennent en premier lieu, puis ceux de Bourgogne,

et le mobilier des fermes. A titre de documentation, il est intéressant de noter qu'il y avait alors à Arc cent cinquante-sept moutons, à Bourg-Saint-Pierre cent trente-trois moutons, quatorze « cersany » (brebis de trois ans) ; à Roche trente-sept vaches, dix génisses de deux ans (*mogias*), etc., à Ecône deux vaches et à Martigny, trente-neuf juments et chevaux.

<sup>26</sup> AGSB. Cette liste a été complétée plus tard : elle contient en effet des bénéfices qui n'appartinrent à la maison qu'après 1466 (ceux du Petit-Saint-Bernard), tandis qu'Aymon Rossan ne fut cellérier que jusqu'en 1443.

<sup>28</sup> AGSB, J.-A. Duc III, p. 331 et Gr. V, 2188.

<sup>27</sup> AGSB et Gr. VI, 2290. Le pape reproduit cette bulle in extenso parce que, d'après la supplique, elle commençait à se détériorer par l'effet du temps. Ce n'est pas tout à fait exact puisque cette bulle de Jean XXII avait alors cinquante ans et qu'elle porte encore allègrement ses six cents ans. Sans doute, les religieux tenaient à avoir un exemplaire du pape régnant afin qu'il ait plus d'autorité. Les AGSB possèdent une bulle identique datée d'Avignon, le 1<sup>er</sup> février 1385.

de Vaud, du Valais, de la vallée d'Aoste et enfin ceux du Piémont et de la Lombardie<sup>28</sup>. Cette liste recense soixante-cinq bénéfices dont la plupart sont affectés à la mense du prévôt, à laquelle ils doivent tous leurs revenus ou un revenu annuel fixe *debet domino preposito* et quelques-uns à la mense indivise du prévôt et de l'hospice, savoir la maison de Meillerie, la ferme de Vigny, le prieuré de Martigny (droit de gîte) et la chapelle de Sion. Il est malaisé de préciser davantage la destination de ces revenus. Ceux des bénéfices de France, de Bourgogne et de Lombardie sont en argent ; ceux des diocèses de Lausanne, de Sion et d'Aoste, en nature ; ceux du diocèse de Genève en argent et en nature. Notons que parmi les revenus en nature, le plus important, soit vingt muids de seigle, un de froment et vingt muids de bon vin, est livré par le prieuré de Saint-Bénin d'Aoste<sup>29</sup>.

Telles sont les déductions que l'on peut tirer de ce document, le premier à nous donner une idée générale des revenus que la maison de Mont-Joux recevait de ses bénéfices.

Mais ces revenus ne parviennent pas toujours à leur destination. Le pape Grégoire XI tente de remédier à des abus par bulle du 1<sup>er</sup> décembre 1374, d'Avignon, adressée à l'official de Genève. Ayant appris que « ses chers fils, le prévôt et le couvent du monastère des Saints-Nicolas et Bernard de Mont-Joux » avaient concédé avec les formalités requises, à des clercs ou des laïcs, pour la vie ou pour un temps considérable, des dîmes, des revenus, des terres, des vignes ou d'autres biens de ce monastère à son grand détriment et que quelques-uns de ces bénéfices avaient même obtenu du Siège Apostolique des lettres de confirmation ; il ordonne à l'official de Genève d'enquêter sur les biens dudit monastère qui auraient été aliénés illicitement et de les faire restituer<sup>30</sup>.

Le chapitre de 1409 semble vouloir remédier aux mêmes abus en renouvelant la prescription de Jean de Duin et du chapitre tenu à Roche, le 9 mai 1310, qu'aucun prieur ou maître, etc., ne présume engager des biens de son bénéfice au-delà de la somme de deux marcs. Ce même chapitre de 1409 prend les dispositions suivantes quant aux dépouilles des religieux : au prévôt reviendront le bréviaire, à moins qu'il n'appartienne à l'église, ce qui est neuf en fait d'habits, manteaux, draps, capuces, surtout *disploydes* ou frocs *byrrus* et surplis, chevaux de voyage et joyaux ;

<sup>28</sup> Quelques-uns sont mentionnés pour la première fois : en Angleterre, une maison à Kubbri et des revenus dans le Sussex ; l'origine de ces possessions nous est inconnue ; en France, la tour de Sissone dont l'origine est pareillement inconnue, des moulins situés près de Vincent en Picardie, don d'un certain seigneur de Fresne, des vignes à Chablis dans le diocèse de Besançon ; des terres et des dîmes à Billens dans le diocèse de Lausanne ; en Valais, la maison du prévôt contiguë à la rectorie de Sion.

<sup>29</sup> AGSB. On ne sera pas étonné que le prieuré de Saint-Bénin, le plus cossu, fût aussi un des premiers à tomber en commende. Son importance dans l'ordre passa alors au prieuré de Saint-Jacquême.

<sup>30</sup> Gr. V, 2160.

par contre le prévôt aura l'obligation d'acquitter les dettes du défunt. Les autres habits seront distribués aux pauvres par le prévôt. Tout le reste sera laissé au successeur du défunt avec la totalité des revenus produits durant la vacance, que le droit canon affecte à l'église ou à ses desservants. Interdiction est faite aux religieux de céder leur bénéfice à d'autre qu'à un chanoine du Mont-Joux<sup>31</sup>.

On aura pu le constater, le rôle administratif du chapitre est plutôt d'ordre législatif.

### *Administration de l'hospice*

Au début du XIV<sup>e</sup> siècle, l'administration de l'hospice est encore entièrement entre les mains du prévôt. Elle donne lieu à des plaintes, puisque le pape Jean XXII, par bulle du 15 mars 1323, charge l'abbé de Saint-Maurice de faire restituer à l'hospice les biens indûment aliénés par le prévôt et ses prédécesseurs<sup>32</sup>. Les biens aliénés ne sont pas déterminés. Il ressort cependant de cette bulle que le prévôt de Thora est l'un de ces aliénateurs. Le premier acte connu de ce prévôt est en effet une quittance de six cents livres délivrée le 7 mai 1317 à Guillaume de Châtillon, agissant comme procureur du comte Amédée de Savoie, somme due au prévôt pour la vente de certains biens qui avaient appartenu au seigneur Jean de Langue<sup>33</sup>. Il est possible que cette intervention du pape n'ait pas été étrangère aux décisions du chapitre qui se tint quelques mois plus tard à Meillerie et dont nous avons déjà parlé.

Le rôle alors établi affecte presque tous les revenus au prévôt, qui avait à faire face aux dépenses générales de l'hospice, tels que entretien, approvisionnement, etc. Aux termes de ce rôle, la maison de Montpreveyres doit annuellement deux mesures de froment. Le bénéficiaire, Rodolphe Robin *Robelini*, néglige de les livrer. Il a encore d'autres arriérés comme curé de Noville, en particulier, une taxe imposée par un renouvellement des privilèges. En outre, il est redevable au prévôt de dix-neuf sous de Lausanne provenant du prévôt Jean de Duin, de neuf livres de Lausanne reçues d'Humbert *de Sala* au nom du prévôt, etc. Ce religieux faisant difficulté de payer son dû, le prévôt lui enlève la cure de Noville. Rodolphe Robin recourt en 1325 à l'évêque de Sion qui le protège. La cause est encore pendante en 1326<sup>34</sup>. Nous n'en savons pas l'issue. Ces faits font comprendre les difficultés qu'éprouve parfois le prévôt pour faire rentrer ses revenus.

<sup>31</sup> AGSB, chapitre de 1409.

<sup>32</sup> AGSB et Gr. V, 2189.

<sup>33</sup> AST.

<sup>34</sup> Archives du chapitre de Sion à Valère. Minutes du notaire Jean de Montmélian, fol. 119-139.

Signalons maintenant les actes administratifs qui intéressent le voisinage de l'hospice.

En janvier 1303, l'hospice acquiert de Pierre, métrol de Saint-Rhémy : a) un pré situé à Fontintes, limité par des pâturages, l'eau de L'Echelette qui descend du lac et des propriétés de l'hospice ; b) tous ses droits sur les pâturages qui s'étendent de la Fontaine-Couverte jusqu'à la montagne de La Pierre, du pied du mont au sommet<sup>35</sup>, soit les pentes est de La Chenalette et de La Cerande.

Au nord de La Chenalette, débouchant sur la montagne de La Pierre, se trouve la combe de Drône. L'hospice y avait droit de pâturage dès avant l'an 1325<sup>36</sup>, droit qui fit l'objet d'une transaction entre le prévôt et les habitants du Bourg en 1337<sup>37</sup> et de contestations en 1382<sup>38</sup> qui aboutissent à un compromis sur l'usage des alpages indivis de Marengo en amont.

A Orsières, le prévôt achète un grenier en 1337<sup>39</sup> et une redevance de treize livres et six sous sur des familles du lieu et des terres, en janvier 1346, moyennant la somme de quatre cents livres versée à Jean de Ripa d'Evian<sup>40</sup>.

En l'année 1395, le Mont-Joux doit défendre ses droits sur les bois de Ferret. Des hommes d'Orsières, munis de lances, de glaives et d'autres armes se sont portés vers ces bois tandis que le cellérier, Pierre de la Palud, des chanoines et des domestiques y faisaient les coupes nécessaires à l'hospice. Ils les en ont empêchés par la force.

Le prévôt porte plainte contre la communauté d'Orsières par-devant le conseil du comte de Savoie résidant à Chambéry. Ce conseil, le 15 juillet 1395, ordonne au bailli du Chablais et aux châtelains de Chillon et de Sembrancher de maintenir l'hospice dans cette possession, d'instruire procès contre les personnes coupables de violence et de les citer à comparaître à Chambéry, le 16 août.

En exécution de ce mandat, Rodolphe Morent, vice-châtelain de l'Entremont, fait publier dans l'église d'Orsières en la fête de sainte Madeleine (22 juillet) qu'on laisse le prévôt en paisible possession des bois de Ferret et que tout contrevenant encourra une amende de soixante sous.

<sup>35</sup> AGSB. Cf. Gr. III, 1188. L'expression employée pour désigner La Pierre est *usque ad alpem de la Perra ex parte faverge*. L'expression : l'eau de L'Echelette, désigne le torrent qui sort du lac du Saint-Bernard et descend dans une gorge jusqu'à Fontintes et au Buthier. La crête qui longe cette gorge sur la rive droite est la piste suivie par les voyageurs durant l'hiver. Une installation en facilitait déjà l'ascension, d'où son nom d'Echelette, maintenant, La Corde.

<sup>36</sup> AGSB, *Inventarium iurium...* de 1574.

<sup>37</sup> E.-P. Duc, p. 56.

<sup>38</sup> AGSB, *Inventarium iurium...* de 1574 et Archives communales de Bourg-Saint-Pierre.

<sup>39</sup> E.-P. Duc, p. 56.

<sup>40</sup> AGSB, classeur 2. Cet acte fut passé à Meillerie dans la grande salle de la maison d'habitation du prévôt.

Cependant le conseil de Chambéry, par mandat du 19 août 1395, charge les notaires Antoine Rulliard et Jean de dresser procès des violences commises contre les chanoines du Mont-Joux aux bois de Ferret et de citer les coupables à comparaître à Chambéry, le dernier jour de septembre.

Enquête faite, le notaire Antoine Rulliard fait relation au châtelain d'Entremont qu'il doit citer, à Chambéry, Vuillod Mardenseno, Colin de Mala-aqua, Jean Pittier, Nicolod Formaz, Perrod de Liddes, Thomas Jarein, Perrod Cuttibel, Humbert Gaillard, François Rosy et tous les autres qui, l'année courante, se sont rendus aux bois de Ferret pour s'opposer aux coupes de bois des religieux.

Au jour indiqué, le procureur du prévôt, Jacques Morelli, comparaît devant le conseil de Chambéry accompagné des religieux Jean et Pierre Girardi, chanoines de Saint-Martin de Miséré *Nissivico*. Les gens d'Orsières ne comparaissent point. Le conseil les cite encore à comparaître le 10 octobre courant.

De son côté, le comte Amédée mande à son procureur du Chablais et au châtelain de Sembrancher, en date du 15 août 1395, qu'Hugues d'Arces, prévôt du Mont-Joux, s'était plaint de ce qui était arrivé aux bois de Ferret. Il leur ordonne en conséquence de protéger les chanoines contre les gens d'Orsières dans les coupes de bois faites « pour le chauffage de l'hospice où le réconfort des fidèles du Christ est en tout temps remarquable ». Et à son procureur de Chablais, il recommande de pousser l'instruction du procès et de la remettre à son conseil résidant à Chambéry afin de terminer cette affaire.

L'acte final se déroule à Genève dans l'hospice de Jean de Rossillon, le 19 octobre 1396. Les mandataires de la commune d'Orsières, Udry Cavelli, Perrod *a potolio* et Jacquemet de Liddes, reconnaissant au prévôt la jouissance des bois de Ferret, demandent à genoux pardon de leurs violences, jurent sur les Evangiles de ne plus inquiéter la maison du Mont-Joux et paient une amende de cent florins. Les témoins sont nombreux : Jacquemet d'Arces, Pierre Bonardi, chanoine de Saint-Martin de Miséré, etc.<sup>41</sup>.

Durant ce procès, de nombreuses personnes d'Orsières, qui tenaient des biens de l'hospice, négligèrent de payer les redevances auxquelles elles étaient tenues. En droit ces biens faisaient retour à l'hospice. Mais à cette même occasion, les délégués d'Orsières paient tous les arriérés soit deux cents florins vieux, le prévôt leur en donne quittance et rétablit les feudataires dans la jouissance des biens du Mont-Joux<sup>42</sup>.

<sup>41</sup> Gr. VI, 2550.

<sup>42</sup> Gr. VI, 2457.



On constate que les habitants d'Orsières étaient tenaces car, peu après la donation des bois de Ferret déjà, Thomas de Savoie avait dû les menacer sévèrement parce qu'ils tentaient de s'opposer à l'effet de sa donation. Ils étaient revenus encore une fois à la charge. Mais les droits de la maison était trop bien établis et le comte de Savoie trop bien disposé envers le prévôt, son ami et conseiller, pour que prompt justice ne fût pas rendue.

Afin d'éviter le retour de telles contestations, le cellérier Aymon Rossan, muni d'une procuration du prévôt, se présente devant le notaire Humbert Cavelli d'Orsières le 27 février 1432. Il lui demande de faire une copie authentique des lettres de Thomas, comte de Maurienne, de 1206 ; d'Amédée IV, de la fin janvier 1248, et d'Amédée VIII, du 13 avril 1398 ; toutes pièces qui garantissent à l'hospice les bois de Ferret <sup>43</sup>.

Plus loin de l'hospice, dans le Valais, le Saint-Bernard perçoit d'une multitude de particuliers (plus de cinquante pour la seule région de Conthey) <sup>44</sup> une offrande annuelle en argent ou en nature, le plus souvent un ou deux setiers de vins. Ces particuliers étaient probablement membres de la confrérie de Saint-Bernard.

En 1302, le prévôt Jean de Duin achète de noble Pierre de la Tour, pour le prix de quatorze livres grosses de Tours, la ferme d'Ecône (*Esquina*) qui comprend une forêt, des prés et des champs <sup>45</sup>. Le même prévôt, par l'entremise de Pierre de Duin, chanoine du Mont-Joux, recteur de Belmont, achète en 1307, de la famille Nicolet de Costen de Bex, des biens situés en Combe le long du Rhône, à Bormia, à Montasset, au Crescel, aux Bercles, à Sores Saix et une maison d'habitation à Bex. Le prix est de quatorze livres mauricoises <sup>46</sup>.

La maison du Saint-Bernard était seigneur de Tanay, alpage situé au-dessus de Vouvry, dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. En 1299, Uldric et Jacqueline dite d'Aigle vendent la moitié de cet alpage à des gens de Port-Valais. Les habitants de Miex en sont mécontents. Le prévôt Jean de Duin agissant comme arbitre décide, par acte donné à Roche en septembre 1305, que les gens de Port-Valais doivent revendre ce qu'ils ont acquis à Boson et à Brunet de Miex. Puis le même mois, mais de Meillerie, le prévôt alberge cet alpage à des gens de Miex <sup>47</sup>. Le 24 juillet 1357, le prévôt Rodolphe de Billens fait acte de seigneur de Tanay en passant une transaction au sujet de cet alpage <sup>48</sup>.

<sup>43</sup> AGSB.

<sup>44</sup> AGSB. Ce document a servi de chemise à un acte concernant la rectorie de Sion. Il porte cette inscription : *legatum unius fychellini siliginis census 1349*. Il s'agit peut-être du legs fait par Jean Ade dou Villair, le 3 mai 1349.

<sup>45</sup> Gr. III, 1186.

<sup>46</sup> Gr. III, 1251. Pierre de Billens, juge en Chablais et Genevois, appose le sceau du comte à cet acte.

<sup>47</sup> Archives communales de Vouvry, tiroir 7. Le chapitre réuni à Roche, le 28 août 1306, ratifie les actes du prévôt.

<sup>48</sup> Archives communales de Vouvry, tiroir 7.

Pour l'importante ferme de Roche et des biens situés à Villeneuve, le prévôt reconnaît au comte Amédée, le 17 mai 1359, le cens annuel de six deniers et deux chapons<sup>49</sup>. Par acte daté de Villeneuve, église de Saint-Paul, le 27 août 1331, Josdina, veuve d'Aymon Curbaudi de Villeneuve, fait reconnaissance au prévôt du Mont-Joux d'une maison située à Villeneuve avec ses dépendances s'étendant jusqu'au lac, grevée d'une rente annuelle de deux sous de Genève<sup>50</sup>.

Sur la rive gauche du lac, le centre le plus important à proximité de Meillerie est Thonon. Le prévôt Guillaume y achète, en 1321, à un certain Baynard, une maison dite *domum quadratam* pour le prix de cinquante-deux livres ; le 3 janvier 1326, une maison à Rive-sous-Thonon et d'autres encore, car le 18 novembre 1339, le prévôt reconnaît au comte Aymon de Savoie cinq maisons situées à Rive-sous-Thonon et dix sous de cens dus par Nicolier de Meillerie sur sa maison de Thonon<sup>51</sup>. Le Mont-Joux acquiert encore une rente de six deniers genevois que lui constitue Bonne de Bourbon, en septembre 1380, lorsqu'elle achète de Raymonde Morand, de Concise, une demi-pose de terre près du bois de Ripaille<sup>52</sup>. C'était de bonne administration d'acquérir alors à Thonon des maisons et des biens qui, étant donné le voisinage de la cour, devaient être d'un bon rapport.

De l'autre côté des Alpes, à Villeneuve (vallée d'Aoste), l'hospice doit défendre ses propriétés sur lesquelles les syndics du lieu prétendent percevoir annuellement un muid de froment et quarante livres de Lausanne. Les syndics en sont pour leurs frais, car le prévôt obtient, en avril 1378, une sentence favorable que le duc Amédée sanctionne le 8 juin suivant<sup>53</sup>.

Ces quelques faits montrent suffisamment ce que fut l'activité administrative du prévôt et du cellérier pour l'hospice.

### *Administration des claustraux*

Les claustraux ont aussi leur administration qui comprend les valeurs provenant des fondations d'offices dans l'église de l'hospice, la succession des religieux claustraux qui ne sont pas officiers et d'autres biens dont reconnaissance est dressée en 1398.

Ils ont leur procureur. C'est en cette qualité que semble agir Humbert d'Ettoy, prieur du Mont-Joux et du Bourg, en 1401, quand il achète deux fauchées de pré au Bourg-Saint-Pierre au lieu-dit Condémine<sup>54</sup>.

<sup>49</sup> E.-P. Duc, p. 60.

<sup>50</sup> AGSB, Roche. Le notaire est Jeannot de Barges (*bargerii*) de Vouvry.

<sup>51</sup> AST.

<sup>52</sup> M. Bruchet, p. 331.

<sup>53</sup> Inv. OM.

<sup>54</sup> AGSB. *Inventarium iurium...* de 1574. La vendeuse est une tante de Guillaume de la Tour de Saint-Maurice, donzel, et fille de Peret Vuillien de Vollège. Cet acte est muni du lods du châtelain de l'Entremont.



Il est évident que bien avant cette date les claustraux avaient déjà leur administration que des documents plus circonstanciés nous feront mieux connaître dans la suite.

Outre cette administration commune, chaque officier a la sienne. Le prieur a généralement la jouissance de la ferme de Saint-Oyen avec les charges inhérentes.

Comme cette ferme a une importance spéciale pour l'hospice, relevons quelques particularités de son administration. Thibaut de Sarre, curé de Saint-Rhémy de 1284 à 1299, est signalé comme prieur de l'hospice dès 1299. A cette date, il est en contestation avec les seigneurs voisins au sujet du droit de pâturage à Citren. Il obtient du moins, en 1322, de noble Henri de Bosses qu'il ne conduise pas son bétail sur cet alpage.

Il doit défendre ses serfs de Saint-Oyen contre le bailli d'Aoste qui exige d'eux la cavalcade<sup>55</sup>.

Le comte Amédée V, par lettre datée de Saint-Maurice, le 22 mai 1306, interdit au bailli d'Aoste d'inquiéter la ferme de Saint-Oyen à ce sujet, comme aussi de l'entraver dans l'exploitation des bois et pâturages selon l'usage de la communauté<sup>56</sup>. Le bailli d'Aoste n'en continue pas moins ses vexations. Au mépris des droits de Mont-Joux, il fait construire une batteuse au bord du Buthier. La batteuse est détruite. Le bailli en accuse les chanoines et, par représailles, des vauriens probablement soudoyés par lui détruisent le moulin de la ferme et blessent deux chanoines. Le comte de Savoie saisi de l'affaire demande, le 5 juin 1324, des renseignements au bailli et au prévôt de Verrès. Informations prises, il ordonne au bailli, en décembre 1324, de laisser en paix la ferme de Saint-Oyen et, en janvier suivant, de sévir contre les personnes qui ont détruit le moulin<sup>57</sup>.

En mai 1330, le sire de Quart autorise Thibaut à établir un garde-forestier au bois de Flassin<sup>58</sup>. En 1334, ce même Thibaut est en litige avec des particuliers d'Etroubles au sujet d'une conduite d'eau ayant sa source près du pont de Saint-Oyen. Les parties font un compromis le 28 avril 1334<sup>59</sup>. L'administration de cette ferme fut donc fort mouvementée durant l'économat de Thibaut.

En 1415, Antoine Cerisey, chanoine de Mont-Joux, remplit cette charge. Cette année-là, il investit par le ponce Jacquemet, fils d'Aymonet Boscet, de plusieurs immeubles sis à Saint-Oyen. Le prévôt et le chapitre approuvent cette inféodation<sup>60</sup>.

<sup>55</sup> La cavalcade était l'obligation de faire cortège au seigneur.

<sup>56</sup> J.-A. Duc III, pp. 253 et 254.

<sup>57</sup> AST et J.-A. Duc III, p. 367.

<sup>58</sup> J.-A. Duc III, p. 366.

<sup>59</sup> J.-A. Duc III, p. 383.

<sup>60</sup> J.-A. Duc IV, p. 245. Il écrit Jean au lieu d'Hugues d'Arces.

La communauté de Bosses prétend avoir droit, contre la ferme de Saint-Oyen, sur le bois de Flassin. Les parties choisissent des arbitres : Jean, prieur de Saint-Bénin, Nicolet de Bosses et Jean du Châtelard qui tranchent, le 10 décembre 1426, en faveur de la ferme et condamnent les gens de Bosses à payer le bois indûment abattu<sup>61</sup>.

On tenait fort à Saint-Oyen parce que cette ferme était de la plus haute utilité pour l'hospice, car c'est là qu'il s'approvisionne, fait laver le linge, descend ses malades, etc. Les constitutions de 1438 qui unissent cette ferme à la charge de prieur du Mont-Joux ne font que sanctionner un état de fait.

Les autres officiers administrent chacun les biens de leur office constitués par des offrandes, les subsides fixes fournis par le cellérier ou le prieur et les dépouilles des officiers défunts. Ainsi le chantre reçoit quinze florins du prieur et les legs fait à son office ; l'infirmier, dix florins du cellérier et les offrandes en literie<sup>62</sup>. Chaque officier a ses revenus bien distincts pour faire face à des charges précises. A la mort, son pécule est acquis à l'office qu'il remplissait.

### *Mense du prévôt*

Nous venons de voir que le prieur et les officiers du Mont-Joux administraient les biens affectés à leur office. Il est clair que, dans cette voie, le prévôt a donné le branle.

D'après le rôle établi par le chapitre de Meillerie en 1323, la mense du prévôt comprend tous les revenus de l'hospice à l'exception de quelques-uns affectés à la mense indivise du prévôt et de l'hospice.

Quand, vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, est créé l'office de cellérier, une partie importante de la mense du prévôt passe au cellérier et est affectée exclusivement à l'hospice.

Les prévôts sont attentifs à l'amélioration de leur mense. La maison de Rive-sous-Thonon achetée en 1326 par Guillaume de Thora lui est affectée. Le même Guillaume, puis Jean d'Arces, dès 1427 jouissent, peut-être à titre personnel, de la prébende canonique d'Aoste. En 1338, est réservée à la mense du prévôt une partie de la dépouille des religieux, soit la cape avec son capuce et le meilleur habit<sup>63</sup>. A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, le prévôt, à la demande de Richard II, roi d'Angleterre, vend le prieuré de Hornchurch et toutes ses dépendances qui devaient entrer dans la dotation du collège d'Oxford construit entre les années 1379 et 1387. Des

<sup>61</sup> J.-A. Duc IV, p. 321.

<sup>62</sup> *Constitutions d'Etoy*, tit. 8 et 9.

<sup>63</sup> AGSB, classeur 2.

sommes réalisées, le prévôt verse huit mille francs à la cour pontificale d'Avignon le 13 mars 1393, en partie comme taxe pour son accession à la prévôté, en partie, probablement, pour l'acquisition de nouveaux bénéfices : la cure d'Allinges en 1392, le prieuré de Saint-Martin de Miséré en 1393 et peut-être celui de Villard-Benoît qui dès lors fait partie de sa mense<sup>64</sup>.

En 1417, Hugues d'Arces se démet de la prévôté en faveur de son neveu Jean d'Arces et partage avec lui la mense prévôtale dont il se réserve les prieurés d'Etoy, de Villard-Benoît et de Bière, la maison forte de Rive-sous-Thonon et les quêtes d'Italie et de Besançon<sup>65</sup>. Hugues d'Arces meurt en 1425. Dès lors Jean d'Arces a la jouissance de toute la mense prévôtale qui comprend<sup>66</sup> : les prieurés d'Etoy, Meillerie, Saint-Martin de Miséré et Villard-Benoît ; les maisons fortes de Pisy et de Rive ; la cure d'Allinges ; toutes les quêtes excepté celles du Valais, de la vallée d'Aoste et de la Lombardie, qui sont affectées au cellérier ; toutes les pensions, revenus et cens qui ne sont pas perçus par le cellérier ; un fromage sur la montagne de Citren, deux gros fromages sur les montagnes du Mont-Joux ; douze fromages, deux bateaux de foin *navatas* et un setier de moutarde sur la ferme de Roche ; onze florins à la pourvue d'un bénéfice et une partie du spolium des religieux et du prévôt.

A tous ces revenus correspondent des charges déterminées : le prévôt doit donner chaque année au cellérier quatre cents ducats d'or et la moitié des quêtes de Besançon, subvenir en partie aux frais du chapitre<sup>67</sup>, entretenir aux études, de moitié avec l'hospice, deux ou quatre religieux, offrir à l'église du Mont-Joux un cierge valant jusqu'à quatorze gros et, dans l'année qui suit son élection, un ornement complet. Quand le prévôt assume d'autres charges, il se fait dédommager. C'est ainsi que le chapitre de 1340 lui assigne cinquante florins pour un déplacement à Chalon-sur-Saône pour l'obtention d'une bulle et pour l'établissement des taxes des bénéfices.

Les constitutions d'Etoy prévoient que, si la prévôté vient à tomber en commendé, toutes les quêtes seraient ipso facto attribuées au cellérier. L'existence d'une mense séparée pour le prévôt facilitait l'introduction de la commendé : il suffisait de donner cette mense à un prévôt qui ne fût pas de l'ordre. C'est ce qui arrive l'année 1438 lors de l'accès à la prévôté de Jean de Grolée, premier commendataire, dans le même temps que les nouvelles constitutions suppriment d'un trait de plume, mais trop tard, la mense du prévôt et rétablissent la vie commune intégrale.

<sup>64</sup> AGSB et Th. Perfect. *Ye Olde Village of Hornchurch*, p. 61.

<sup>65</sup> AGSB.

<sup>66</sup> Cf. *Constitutions d'Etoy*, tit. 12, 13, 14, 26 et 36.

<sup>67</sup> Chapitre de 1340.

## Les droits seigneuriaux

La maison du Saint-Bernard acquit très tôt des droits seigneuriaux sur divers territoires et personnes.

Le prieuré de Meillerie, uni au Mont-Joux avant 1154, possède dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle, le mètre et mixte empire et entière juridiction sur les hommes de Meillerie et du territoire compris entre Maxilly et Locon. Au temps du prieur Pierre, avant 1265, les seigneurs de Pessoneri (ou les Pessoneys) reconstruisent le prieuré et en augmentent la dotation<sup>68</sup>. Le prieur Pierre, nommé prévôt en 1265, continue probablement à résider à Meillerie, ainsi que Martin, son successeur, et font de ce prieuré la résidence du prévôt. Le prévôt Jean de Duin augmente la juridiction seigneuriale de Meillerie l'année 1306 en achetant, des seigneurs de Cly, des seigneurs Guillaume de Bossunes, Jean d'Arbignon et Agnessione de Corsier, le mètre et mixte empire et toute juridiction dans les paroisses de Lugin, Mutinier, Thollon et Bernex tant sur les hommes dépendant du Mont-Joux que sur les étrangers<sup>69</sup>. Amédée de Savoie garantit l'exercice de ces droits seigneuriaux en donnant l'ordre à ses officiers, en 1314, de ne pas sévir contre les hommes du prévôt à moins que le prévôt ne se soit montré négligent à faire justice<sup>70</sup>.

Le prévôt Guillaume de Thora doit défendre cette juridiction. Il recourt au comte Amédée qui, le 20 juin 1322, ordonne au bailli de Chablais et châtelain d'Evian de maintenir le prévôt du Mont-Joux en possession des pâturages et des bois de Bret. Les droits du prévôt sont examinés de plus près par le comte Edouard qui fait apporter au château de Chillon tous les titres relatifs à cette question. Après mûre délibération, il reconnaît le bien-fondé des droits de la maison du Mont-Joux. Comme les seigneurs de Cly et consorts n'ont pas vendu leurs droits sur Nernier (Chablais) et Illiez, où se trouvent des fourches patibulaires, il concède au Mont-Joux le droit de dresser des potences à Novel sur Saint-Gingolph pour y faire

<sup>68</sup> En mars 1277, le prévôt Martin eut à prouver que le prieur de Meillerie avait toute juridiction sur les hommes de Meillerie. De nombreux témoins furent appelés dont voici quelque dépositions : premier témoin, Michel, médecin de Saint-Gingolph. Il a vu des serviteurs de Meillerie saisir un homme de Novel et le conduire à Meillerie. Cet homme revint à Saint-Gingolph avec une oreille coupée. Une autre fois, les serviteurs de Meillerie prirent un homme accusé d'avoir violenté une femme. Cet homme fut exilé. Il y a de cela trente ans, car c'était au temps du prieur Guéric. Cinquième témoin, Pierre, fils d'Aymon de Lugin. Depuis cinquante ans, les hommes de Meillerie, soit du territoire compris entre les rivières de Locon et de Torrent qui passe près de Maxilly, sont libres de toute juridiction temporelle du châtelain du Faucigny. La maison de Meillerie tient sa juridiction des Pessoneys, qui la possédaient en alleu par héritage. Huitième témoin, Pierre de Lugin. Il a entendu de son père que *ly Pessoneri fundaverunt dictam domum et dotaverunt et dederunt ei ea que habebant inter Lochon et de Torrente de Maxillyer*. AOM, Meillerie.

<sup>69</sup> AST et Gr. V, 2190.

<sup>70</sup> AGSB, copie.

justice contre ceux qui attenteraient aux biens du Mont-Joux. Le village de Novel dépend de la prévôté au même titre que le reste de la seigneurie. Cette décision est rendue le 8 février 1324<sup>71</sup>. Elle reçoit un complément dans une ordonnance du même comte, le 24 février suivant, adressée à ses officiers en Chablais et Genevois afin qu'ils laissent toute latitude au prévôt d'exercer la justice sur ses hommes<sup>72</sup> et dans une autre, du 21 janvier 1330, par laquelle le comte Aymon de Savoie défend au châtelain d'Evian de laisser paître des chèvres dans le bois de Bret<sup>73</sup>.

Peu après, le prévôt acquiert aussi les droits que les seigneurs de Cly et consorts possèdent à Illiez, comme en témoignent quatre reconnaissances d'hommage lige datées de décembre 1338 et janvier 1339 en faveur du prévôt Guillaume de «Thoura»<sup>74</sup>. Hugues d'Arces augmente encore cette seigneurie. Le 23 mai 1402, pour le prix de sept cents écus d'or, il achète un fief relevant de Meillerie et appartenant au comte Amédée qui réserve l'approbation de la comtesse Bonne de Bourbon. Ce fief s'étendait du lac à la source dite Julliant en deçà du torrent qui est près d'Evian<sup>75</sup>. Le même prévôt, le 17 février 1411, reçoit en allodiation d'Amédée VIII des terres situées dans le mandement de Thonon et Allinges<sup>76</sup>. On voit que les prévôts n'ont rien négligé pour faire de Meillerie une puissante seigneurie, d'autant plus intéressante qu'elle se trouvait dans le voisinage de la cour de Savoie. Le prévôt Jean d'Arces paye à Louis de Savoie, à titre de subside gracieux, quatre-vingts florins petit poids en 1438 en raison de sa juridiction seigneuriale sur Meillerie et Etoy<sup>77</sup>, car là aussi il possède des droits seigneuriaux dont il sera parlé dans le chapitre des bénéfices.

Le Mont-Joux possède la seigneurie de Tanay (alpage de Vouvry) avant 1300 et la conserve jusqu'en 1613, date où il la vend aux du Fay. Il doit payer des reconnaissances au comte de Savoie pour cet alpage comme aussi pour le port de Chessel dont il semble être amodiataire au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. Ce port est le lieu où aboutissait le bac qui traversait le Rhône entre Chessel et Vouvry<sup>78</sup>.

Le Mont-Joux avait reçu de la famille de la Tour en 1224 la dîme que cette famille percevait sur le territoire de Sion et le tiers de toute la dîme de la vallée d'Hérens. Les habitants d'Hérens s'en rachetèrent en 1592 et en 1603<sup>79</sup>. Dans la même vallée, la maison possédait des droits

<sup>71</sup> AST et Gr. V, 2190.

<sup>72</sup> AGSB.

<sup>73</sup> AST.

<sup>74</sup> AGSB.

<sup>75</sup> AST.

<sup>76</sup> E.-P. Duc, p. 67.

<sup>77</sup> AST.

<sup>78</sup> AGSB, Roche.

<sup>79</sup> *Armorial valaisan*.

sur Eison, partie du fief d'hommage lige des Montjovet, pour lesquels elle devait à l'évêque vingt sous mauriciens de plaît<sup>80</sup>.

Le Saint-Bernard possédait encore des droits seigneuriaux sur le Bourg-Saint-Pierre et en Entremont, dont il a déjà été traité *passim*.

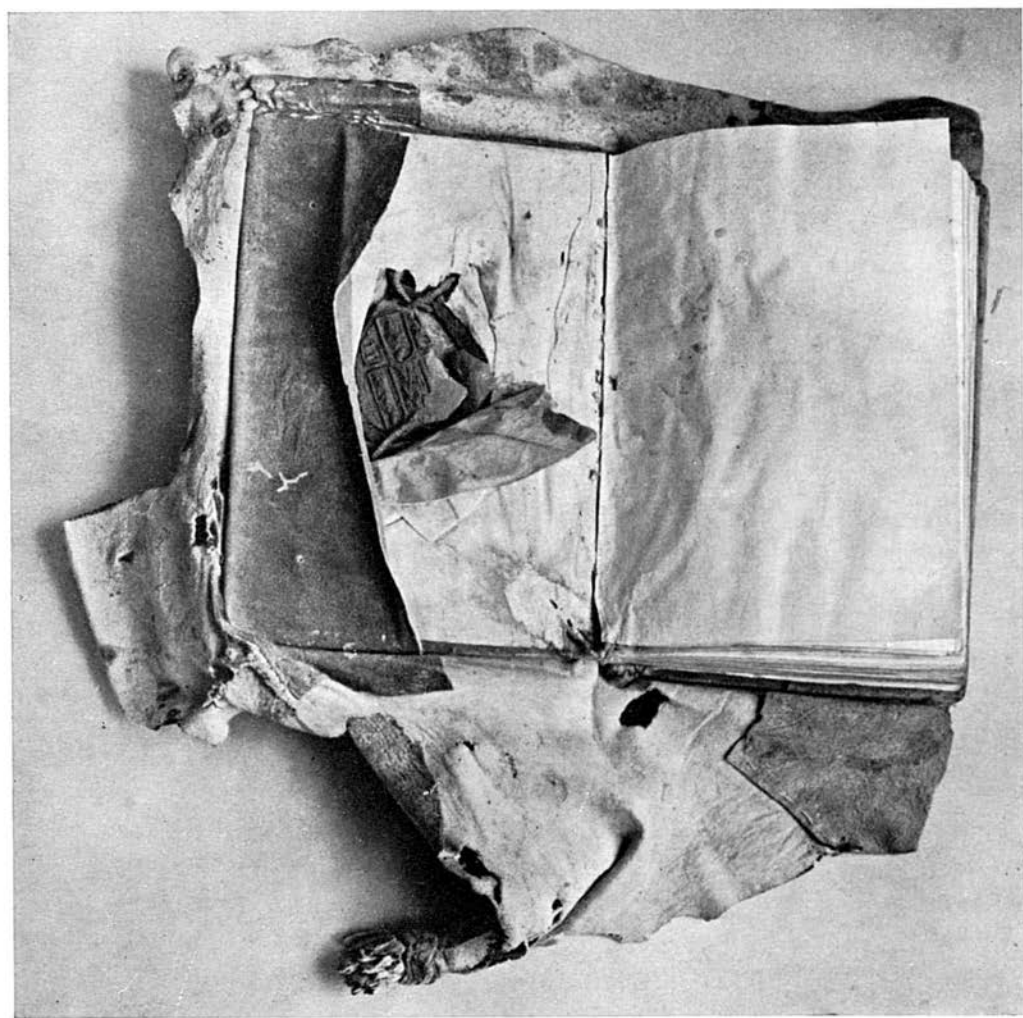
De l'autre côté des Alpes, le Mont-Joux a des droits seigneuriaux sur le territoire et les hommes de Saint-Oyen. Nous avons déjà vu l'économe Thibaut défendre ses serfs, en 1306, contre les exigences du bailli d'Aoste. En 1413, le chapitre réuni à Thonon acquiesce à une supplique demandant que les filles de Saint-Oyen puissent hériter de leurs parents. Il y met cependant cette condition que les filles mariées devenues héritières demeurent à Saint-Oyen<sup>81</sup>.

<sup>80</sup> Gr. IV, 1766.

<sup>81</sup> J.-A. Duc IV, p. 235.







Pl. VI - Codex des constitutions de 1438

## CHAPITRE III

### L'activité

#### La vie religieuse <sup>1</sup>

Après avoir parlé des personnes et du temporel de l'Ordre du Mont-Joux, il est indiqué de traiter de son activité, d'abord au point de vue de l'observance régulière.

Cette époque est une période de relâchement dans l'Eglise. Les vieux ordres s'en ressentent. Durant le XIV<sup>e</sup> siècle, l'observance du vœu de pauvreté perd de sa rigueur. Le chapitre tenu à Meillerie en 1333 va jusqu'à sanctionner comme une coutume très ancienne que les chanoines du Mont-Joux conservent leurs acquisitions et en usent selon leur volonté, tout en restant religieux de l'ordre. Le chapitre de 1409 confirme cette coutume. Sans qu'on soit positivement renseigné, il y a lieu de penser que les autres points d'observance ne sont pas plus respectés. Ce relâchement et la misère matérielle où il conduit amènent une réaction de la part de certains religieux et l'établissement de nouvelles constitutions.

Evidemment l'Ordre du Mont-Joux avait déjà des constitutions bien que leur texte ne nous soit pas parvenu. Ce que nous en savons a été relevé à l'occasion de la punition infligée au chanoine Gueric en 1245. Le chapitre de 1409 mentionne aussi plusieurs anciennes coutumes, mais ce ne sont que des exposés fragmentaires. Les plus anciennes constitutions qui nous sont restées datent de 1438. Voici les circonstances dans lesquelles elles prirent naissance.

<sup>1</sup> Les sources utilisées pour ce chapitre sont les constitutions d'Etoy de 1437, celles de 1438 (original et édition de 1723) et d'autres pièces qui se trouvent aux AGSB, *Constitutions*.

Nombre de clercs commendataires convoitaient les bénéfices et la prévôté du Mont-Joux et les sollicitaient assidûment du pape, camouflant leurs sinistres intentions sous le prétexte de remédier à une administration déplorable. Les chanoines du Mont-Joux n'ignoraient pas ces menées et suppliaient le pape de les garantir de la commende en leur confirmant la liberté d'élection du prévôt. Eugène IV l'accorda en avril 1436. Mais les solliciteurs continuaient à l'importuner en décrivant sous les couleurs les plus sombres la situation de la prévôté. Eugène IV, ne s'estimant pas suffisamment renseigné, écrit, de Bologne, le 3 juillet 1436, à Jean Cervantes, cardinal du titre de Saint-Pierre-aux-Liens, de prendre de plus amples informations sur les bénéfices réduits en commende et d'en casser les actes. Il l'autorise à déléguer quelqu'un pour visiter l'hospice et ses membres au spirituel et au temporel et à faire toutes réformes opportunes.

Le prévôt jugea prudent de prévenir la réforme. Il réunit le chapitre à Etoy, le 13 mai 1437. Presque toutes les maisons de l'ordre y sont représentées. Le chapitre constitue d'abord quatre clavistes, soit gardiens des clefs du trésor et des secrets de la maison du Mont-Joux, savoir le prévôt comme premier et principal, le prieur du Mont-Joux, le prieur de Saint-Bénin quoiqu'absent et celui de Martigny. Puis il établit ses procureurs : les quatre clavistes déjà nommés et Morard Costani, prieur de Bière, Antoine Pépin, prieur de Saint-Jacquême, absent, Guillaume Morard, curé de Vouvry, Aymon Rossan, prieur de Sévaz et cellérier, et Jean Forré, curé d'Orsières. Il nomme ensuite ses conseillers : Guillaume de Lavigny, curé de Farvagny, Jean du Verger, curé de Sembrancher, Pierre d'Amédée, curé de Donnaz, Jean Joppelli, recteur de la maison de Sion, Pierre Fournier, recteur de l'hôpital de Châtillon, et Guillaume Dardi, recteur de l'hôpital de Saint-Nicolas de La Sarraz. Aux clavistes, procureurs et conseillers, le chapitre remet le pouvoir de traiter et de terminer toutes les affaires spirituelles et temporelles de la maison avec la même autorité que le chapitre lui-même.

Dans ce chapitre et avec son consentement, le prévôt Jean, considérant qu'il vaut mieux se corriger soi-même que de l'être par d'autres, publie de nombreux statuts qui tendent à légitimer la situation de fait, favorable au prévôt et aux maisons d'Etoy et Meillerie, mais défavorable à la maison mère, l'hospice. Il était donc difficile de les faire accepter par les chanoines claustraux.

Le 21 août suivant, le prévôt ainsi que les clavistes, procureurs et conseillers nommés à Etoy le 13 mai, et les claustraux du Mont-Joux se réunissent à l'hospice en chapitre pour traiter, selon l'usage, des affaires temporelles et spirituelles de la maison pour la réforme, l'amélioration et le profit de l'hospice. Le chapitre s'est réuni au son de la cloche dans l'antichambre du prévôt. Connaissance lui est donnée des statuts élaborés à Etoy. Par ordre du prévôt, les religieux présents jurent, la main droite

sur la poitrine, d'observer ces statuts sous l'obligation de tous leurs biens. On décide de dresser deux instruments de ces statuts, l'un pour le prévôt, l'autre pour les chanoines avec faculté de les reproduire, corriger et recopier autant de fois qu'il sera nécessaire mais sans que leur substance soit changée.

Ces constitutions jurées sous l'effet d'une pression morale ne plurent pas à tous, surtout pas aux claustraux. Il y eut probablement des réclamations auprès du cardinal réformateur. C'est dans ces circonstances que le prévôt écrivit au même cardinal, de Meillerie, le 5 décembre 1437, le priant de porter remède à la situation difficile de l'Ordre du Mont-Joux et de traiter ses chefs avec bienveillance. Il se met à son entière disposition pour l'exécution de ses ordres et signe : Jean d'Arces, prévôt du Mont-Joux, très humble chapelain. Jean de Solace, prieur du Mont-Joux remit cette lettre au cardinal Jean, le 19 décembre 1437, au monastère de Maristella (diocèse de Constance).

Le cardinal, empêché par des raisons majeures de visiter personnellement l'Ordre du Mont-Joux, charge le clerc Robert Dumoulin, acolyte du Siège Apostolique et doyen de l'église de Saint-Hermès de Renaix, diocèse de Cambrai, d'accomplir cette visite, de lui en faire relation et d'assigner les religieux à comparaître devant lui, le 27 février 1438.

Robert Dumoulin commence la visite le 22 janvier 1438 par l'église de Saint-Martin de Ciriè dont le prieur est alors Antoine de Bovis. Il visite le 23 janvier, l'église de Saint-Marie de Pérosa ; le 24, le prieuré de Borgomasino ; le 25, l'hôpital de Châtillon ; le 26, le prieuré de Saint-Bénin et le prieuré de Saint-Jacquême d'Aoste dont le prieur, Antoine Pépin, cumule la charge de recteur de Pollein ; le 27, l'église d'Etroubles. Au-dessus de ce village, il rencontre à l'improviste sur le chemin Aymon Rossan, prieur de Sévaz et cellérier, qui lui fait oralement un bref compte rendu de son administration. Le visiteur lui pose des questions, mais le cellérier ne répond pas. Alors le visiteur l'assigne à comparaître par-devant le cardinal, comme il l'a fait pour les autres religieux. Mais le cellérier proteste, met en doute la légitimité de la mission du visiteur, se refuse à constituer un procureur et assure qu'il comparaitra personnellement.

Le 27 janvier, Robert Dumoulin, visite encore l'église de Saint-Oyen ; le 28, l'église de Saint-Rhémy ; le 29 et le 30, l'hospice, où il trouve les religieux suivants ; Jacques Mathey, sacristain et sous-prieur, Pierre d'Alpa ou de Cythara, Gérard Mangerii, recteur de l'hôpital de Prémieux, Jean Transchemer, chantre, Gérard Méliard, Pierre d'Amédée, curé de Donnaz, clavendier, prêtres ; Aymonet Picard et Jean Servé. Le visiteur affiche ses patentes à la grande porte de l'hospice.

Le 31, il se rend dans les paroisses de Bourg-Saint-Pierre, Liddes, Orsières et Sembrancher. Le 1<sup>er</sup> février, à Sion, il s'acquitte de sa mission auprès de Jean de Lens, prieur de Lens, et, le même jour, auprès du prieur

et du prébendier de Martigny. Le 2, il visite Vouvry ; le 3, le prieuré ou maison forte de Meillerie où il assigne à comparaître par-devant le cardinal, Pierre Balli, prébendier, et Jean Jopelli, curé d'Etroubles, recteur de la maison de Sion et gouverneur de Meillerie. Le 5, il est à Rive de Thonon, dans la maison du « vénérable et puissant seigneur, Jean d'Arces, prévôt de l'hôpital conventuel des Saints-Nicolas et Bernard du Mont-Joux ». Dans le poêle, le visiteur signifie au prévôt, à Jean de Solace, à Georges Gimel et Etienne Masculi, le jour de la comparution devant le cardinal. Le 6, à Genève, dans l'hospice de Léon Rubei, il fait la même assignation à Guillaume Dardi, licencié en droit et recteur de l'hôpital de Saint-Bernard de Genève. Le 7, il visite le prieuré d'Etoy où il trouve Guillaume Vessat, curé de Féchy et gouverneur du prieuré au nom du prévôt, Thomas Virelquin, prieur de Saint-Bernard de Montréal, et Hugues Lebon. Il les charge de transmettre sa citation aux curés de Saint-Livres, de Denens et d'Avry.

Le même jour, la visite se fait à l'hôpital des Saints-Jean-Baptiste et Jean Evangéliste à Lausanne et au prieuré de Saint-Laurent de Montpreveyres. Le prieur François Bordin étant absent, R. Dumoulin laisse à sa mère le soin de lui communiquer sa citation. C'est là que se termine cette rapide visite.

Il ne restait que vingt jours avant la comparution devant le cardinal. Il était inutile de continuer la visite parce que les religieux non encore avertis n'auraient plus eu le temps de satisfaire au terme fixé ; au reste, presque tous avaient été atteints. D'entente avec le prévôt, ils désignent Jean de Solace, prieur de l'hospice et de Bourg-Saint-Pierre, quoiqu'absent, pour comparaître en leur nom, le 27 février et les jours suivants, jusqu'à l'achèvement de la réforme et à la promulgation des ordonnances du cardinal réformateur.

De la relation de son délégué, le cardinal retient que l'hospice de Mont-Joux est situé au sommet des monts dans un lieu fort exposé aux tempêtes et qu'il est d'une très grande utilité pour les passants. Il y existe une communauté de religieux vivant au service de Dieu selon la règle de saint Augustin. Le prévôt est leur supérieur. Sans le secours de l'hospice et des religieux, de nombreux passants périraient. C'est pourquoi les papes ont pourvu à sa dotation tant par l'union de quelques bénéfices que par des indulgences que les messagers de l'hospice publient dans les différentes parties de la chrétienté. L'hospice est la tête de la prévôté.

Sur ces données, le cardinal compose des constitutions, en s'inspirant de celles d'Etoy récemment rédigées. Jean de Solace, délégué de la prévôté, y prend sans doute une grande part ainsi que le visiteur R. Dumoulin qui venait de parcourir les maisons de l'ordre. Enfin, le 15 mai 1438, tout étant à point, Jean de Solace supplie le cardinal Jean de promulguer les constitutions. Un notaire en fait lecture. Jean de Solace les accepte au

nom de toute la prévôté. Le cardinal Jean remet au prieur du Mont-Joux l'exemplaire original des constitutions, magnifique manuscrit que l'hospice conserve précieusement dans ses archives.

Si l'on compare ces constitutions à celles d'Etoy, on remarque que l'ordre des matières est généralement le même et que souvent le texte est reproduit mot à mot.

En dépit de cette grande similitude matérielle, ces deux rédactions contiennent des divergences profondes dues à l'introduction, dans les nouvelles constitutions, de la communauté des biens et de la primauté effective de l'hospice comme maison mère. Ces deux éléments remédiaient au relâchement de la pauvreté religieuse et à l'effacement de l'hospice codifiés dans les constitutions d'Etoy. Pour se rendre compte de l'importance du changement apporté par la nouvelle législation, il suffit de la comparer à l'ancienne quant à l'état du prévôt. Celui-ci avait sa mense propre qui comprenait plusieurs bénéfices, Meillerie, Etoy, etc., la grande partie des quêtes, les objets les plus précieux des religieux défunts, etc. Les constitutions nouvelles abolissent tout cela d'une ligne : « Nul religieux, ni même le prévôt, n'aura, ne possédera, ou ne s'appropriera quelque chose en propre ou comme pécule, mais tout sera cédé au couvent et sera commun au prévôt et aux frères. » Le seul administrateur des biens mis en commun sera le cellérier<sup>2</sup>.

L'autre innovation caractéristique des constitutions de 1438 est de rendre à l'hospice la première place. Le prévôt y doit faire sa résidence à moins qu'un motif raisonnable ne l'en dispense. Les titres de la maison ne seront pas gardés à Meillerie, mais à l'hospice. C'est là aussi qu'iront les livres et objets laissés par les frères défunts et non au prévôt ou à Etoy. Cette primauté de l'hospice ressort encore mieux de la disposition qui fait du couvent ou chapitre conventuel le conseil ordinaire du prévôt qui devra le consulter et avoir son consentement pour de multiples décisions. En cas de vacance de la prévôté, son administration est dévolue au chapitre conventuel comme aussi l'élection du prévôt. Toutes ces décisions montrent à l'évidence que le cardinal a voulu rendre à l'hospice son rôle de premier plan. On a même l'impression que le réformateur, outré des prétentions du prévôt dans les constitutions d'Etoy, a réagi vigoureusement en faveur de la maison mère et du chapitre : au régime seigneurial, il substitue un régime qui s'apparente au mouvement communal. Il faut louer la sagesse du législateur qui n'a rien sacrifié de ce qui pouvait être conservé des constitutions élaborées par le chapitre d'Etoy de sorte que les constitutions, promulguées par lui, respectent les traditions les plus antiques et les plus vénérables de la prévôté du Mont-Joux et en sauvegardent la continuité et la physionomie propre.

<sup>2</sup> Tit. XI<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup>.



Il convient d'ajouter que les constitutions d'Etoy sont un document de première valeur pour l'histoire du Mont-Joux. Elles codifient un état de fait qui existait depuis fort longtemps. Nombre de titres ne sont que d'anciennes coutumes ou des décisions de chapitres antérieurs. Elles ont donc l'avantage de nous renseigner abondamment sur l'esprit, le régime intérieur et l'organisation de l'ordre au début du XV<sup>e</sup> siècle et durant les années ou même les siècles qui ont précédé. Elles nous représentent la maison de Mont-Joux telle qu'elle était, tandis que les constitutions de 1438, telle qu'elle devait être.

Quel fut le sort des nouvelles constitutions ? Il y eut certainement de louables efforts pour les mettre en pratique ; nous aurons l'occasion de le constater à plusieurs reprises dans la période suivante, mais elles furent loin de produire tout le bien que l'on en attendait.

### L'activité hospitalière

La période de 1300 à 1438 est très mouvementée tant au point de vue politique que religieux. Le passage du Mont-Joux subit le contrecoup des événements.

Durant les interminables luttes où s'affrontent l'évêque de Sion et la noblesse turbulente du Valais et qui, tant de fois, durant le XIV<sup>e</sup> siècle, ensanglantent la vallée du Rhône, le comte de Savoie intervient à plusieurs reprises pour soutenir les évêques qui lui sont dévoués. Guichard Tavelli, impuissant contre ses ennemis, fait appel au comte Amédée VI. Celui-ci réunit à Saint-Maurice des troupes en provenance de diverses directions. Les Valdotains en armes s'y rendent par le Mont-Joux. Ces troupes se dirigent sur Sion qui capitule en avril 1352<sup>3</sup>. Mais les Patriotes voient de mauvais œil l'immixtion de la Savoie dans leurs affaires et reprennent inlassablement les armes. Edouard de Savoie, nommé évêque de Sion grâce à la protection de sa famille, est victime de cette opposition. A l'occasion des luttes qui s'ensuivent, en 1384, Amédée VII et Louis de Savoie, prince de Morée, neveux de l'évêque Edouard, conduisent de nombreux soldats par le Saint-Bernard, rejoignent leurs alliés à Martigny et, de là, se portent sur Sion qui est pris et ravagé<sup>4</sup>.

Au cours de la guerre entre le duc de Savoie et le marquis de Montferrat qui avait occupé la ville de Chivasso en 1434, le duc fait passer par le Mont-Joux une bombarde et plusieurs grosses pièces d'artillerie. Cette audacieuse entreprise, que Napoléon renouvellera en grand quatre

<sup>3</sup> J. A. Duc III, p. 445.

<sup>4</sup> S. Furrer, *Histoire du Valais*, traduction de Roger de Bons, t. I, p. 243 et ss., Sion, 1873.



cents ans plus tard, était dirigée par Pierre Masuer, maître d'artillerie. La bombarde fixée sur quatre poutres fut traînée au moyen de gros câbles sur les rochers couverts de neige. C'était en décembre. Le 26, la bombarde arrive à l'hospice ; le jour suivant, deux cent vingt hommes la transportent à Saint-Rhémy avec les autres pièces ; le 28, elle est à Etroubles et le lendemain à Aoste. Cette manœuvre fut couronnée de succès : Chivasso fut repris par les soldats d'Amédée<sup>5</sup>.

Le comte de Savoie et ses officiers franchissent le Mont-Joux souvent aussi en pacifiques. Amédée V, accompagné de son fils Edouard et de Boniface de Sarre, archidiacre d'Aoste, le passe en 1308 pour se rendre auprès de l'évêque de Sion en vue de la prestation de l'hommage mutuel<sup>6</sup>. Aimon d'Oddone, passant ce même col en mars 1337 pour le service du comte, paie neuf deniers au marronnier qui l'a guidé<sup>7</sup>. Amédée VII venant d'Aoste, le 15 avril 1391, fait en une étape le chemin de Saint-Rhémy à Martigny pour se rendre à Thonon<sup>8</sup>.

En janvier 1380, Bonne de Bourbon envoie Girard d'Avena auprès des seigneurs de Quart et de Cly pour en retirer certaines sommes. Les détails de ce voyage ne manquent pas d'intérêt. Girard part d'Evian à cheval, le 12 janvier ; il prend à Martigny six marronniers qui lui frayent un chemin à travers les avalanches tombées entre Martigny et Sembrancher. De Bourg-Saint-Pierre à Etroubles, il est aidé par quatre marronniers. De là il se rend à Quart et à Cly. Ayant reçu l'argent, il remonte à Etroubles à cheval. Un autre cheval porte l'argent. Dans cette localité, il loue deux marronniers pour porter l'argent et un autre pour porter son épée et sa chlamyde jusqu'à l'hospice. Arrivé au sommet du col, il décharge les deux marronniers de l'argent qu'il place dans des besaces sur un cheval et se met en route pour Evian où il arrive le 31 janvier<sup>9</sup>.

L'empereur lui-même emprunte parfois ce passage. En 1414, les villages disséminés le long de la route eurent l'aubaine de contempler un beau cortège. Venant d'Italie pour se rendre au concile de Constance, l'empereur escorté d'un millier de cavaliers et du duc Amédée, traverse la vallée d'Aoste, le col du Mont-Joux et passe une nuit au château d'Etiez près de Sembrancher. Cet illustre voyageur occasionne de grands frais au duc Amédée qui prélève des impôts spéciaux pour les couvrir. C'est ainsi que le prévôt doit payer septante-huit florins d'or à titre de régate pour ses hommes et sujets<sup>10</sup>.

<sup>5</sup> J.-A. Duc IV, p. 381 et M. Bruchet, p. 150.

<sup>6</sup> P. Gard, *Passage*.

<sup>7</sup> Ferdinando Gabotto, *Estratti dai « conti » dell'archivio camerale di Torino relativi alla valle d'Aosta (1276-1350)*, dans MV, p. 371.

<sup>8</sup> M. Bruchet, p. 151.

<sup>9</sup> M. Bruchet, p. 326.

<sup>10</sup> J.-A. Duc IV, p. 243. Cf. S. Furrer, op. cit., p. 272 et AST. Le duc en donna quittance au prévôt le 13 septembre 1416.

De nombreux pèlerins et ecclésiastiques franchissent aussi ce passage. Le jubilé publié en 1343 par le pape Clément VI attire à Rome plus de cent mille pèlerins et produit une affluence extraordinaire à l'hospice<sup>11</sup>. Signalons le passage, en 1424, d'Aleman, archevêque d'Arles, qui devint cardinal en 1426 et fut chargé de diverses missions par les papes. Il présida le concile de Bâle après qu'Amédée VIII eut été élu pape<sup>12</sup>. A l'occasion de l'ouverture du même concile en 1431, un célèbre humaniste, Eneas Silvius Piccolomini, traversa le Mont-Joux pour se rendre à Bâle. Il fut un des secrétaires du concile<sup>13</sup>.

Cependant le col du Mont-Joux sert aussi au transport des marchandises. En 1339, le comte de Savoie mande au bailli d'Aoste de lui envoyer à Chillon vingt charges de vin. Il l'apprécie au point que l'année suivante il en demande cinquante du meilleur qu'on pût avoir. Le bailli n'ayant pu trouver que trente-huit mulets à Bourg-Saint-Pierre, l'hospice dut en fournir douze. Le vin se transportait dans des outres à dos de mulet<sup>14</sup>.

Un indice de l'importance du transit par le Mont-Joux se trouve dans l'énergie avec laquelle les habitants de Saint-Rhémy et d'Etroubles défendent leurs droits de « virie ». Le 28 juillet 1380, le bailli Antoine de Gorczan publie des règlements aux termes desquels les habitants de la ville et du bourg d'Aoste sont autorisés d'une manière exclusive à transporter les marchandises depuis Aoste à Ivrée, à La Thuile et à Saint-Rhémy, comme aussi de ces localités à la cité, les droits des tiers étant réservés.

Les habitants de Saint-Rhémy et d'Etroubles ne tardèrent pas à manifester leur opposition par-devant le comte de Savoie en s'appuyant sur la coutume immémoriale qu'ils avaient de transporter les marchandises du Bourg-Saint-Pierre jusqu'à Ivrée. Ils ajoutaient qu'ils seraient obligés d'émigrer si on les privait du transport des marchandises parce que le sol natal, aride et montagneux, ne suffisait pas à leur subsistance. Le comte fit droit à leurs réclamations et enjoignit, le 21 novembre, au bailli et autres fonctionnaires de laisser les habitants en paisible possession de leurs usages et de leurs franchises, nonobstant toute ordonnance contraire. Le rescrit d'Amédée VI, qui se trouvait pour lors en la cité, fut visé par l'évêque d'Aoste... Il ne sortit pas son plein effet. Les citoyens et bourgeois d'Aoste continuaient à transporter les marchandises de Saint-Rhémy à Ivrée et proféraient même des menaces contre les opposants. Les habitants d'Etroubles et de Saint-Rhémy portèrent à nouveau leurs plaintes à la cour de Savoie. Leurs raisons n'étaient pas dénuées de fondement. « Nous n'avons pas, disaient-ils, les vignes, les prés, les champs des habitants d'Aoste ; il sont bien plus à l'aise que nous. » Amédée accueille ces

<sup>11</sup> E.-P. Duc, p. 59.

<sup>12</sup> P. Gard, *Passage*.

<sup>13</sup> J.-A. Duc IV, p. 350. E. S. Piccolomini deviendra pape sous le nom de Pie II.

<sup>14</sup> J.-A. Duc III, p. 400.

plaintes et confirme le rescrit précédent, édictant une amende de vingt-cinq livres contre les contrevenants<sup>15</sup>.

Tous ces passages de troupes, de personnages laïcs et ecclésiastiques, de pèlerins, de caravanes de marchands devaient rendre fort animée la longue route du Mont-Joux.

## Les bénéfices

La commende pénètre partout. C'est la course aux bénéfices les plus cossus. La prévôté est convoitée et tombera en commende dès 1438. Les meilleurs prieurés, tels que Saint-Bénin, Lens, Martigny, Etoy sont sollicités par des clercs commendataires. Les religieux eux-mêmes, munis d'un ou de plusieurs bénéfices, résident souvent ailleurs, laissant un vicaire amodiatiaire qu'ils paient le moins possible pour le ministère effectif de la paroisse. Ils vont jusqu'à s'adresser au pape pour satisfaire leur cupidité. C'est le cas de Jean de Lenterio de Liddes qui, ayant reçu du pape la réserve d'un bénéfice, constitue, en 1421 à Orsières, plusieurs confrères, ses procureurs, en vue d'entrer en possession<sup>16</sup>. Noble Boniface de Beschut qui, le 2 novembre 1392, reconnaît au prévôt Aymon Séchal l'église de Saint-Bernard située à Turin, semble être un commendataire<sup>17</sup>. Il faut en dire autant d'Othon de Gigenstein, Bernois, prieur de Lens en 1323. Le prieuré d'Etoy-Pisy ne pouvait guère échapper à la vue de Robert de Genève, devenu l'antipape Clément VII en 1378. Le prévôt Séchal, qui y résidait volontiers, se voit disputer ce prieuré par Jean, cardinal-évêque de Tusculum, puis par le prieur des chanoines réguliers de *Vassinis*, en France. Le cardinal Jean, tout-puissant auprès de Clément VII, obtient ce qu'il veut ; mais il renonce au prieuré et se fait nommer en revanche protecteur de l'Ordre du Mont-Joux, charge qui lui procure une pension annuelle de trois cents florins. Il témoigne de l'efficacité de sa protection en faisant révoquer la commende accordée au prieur de *Vassinis*<sup>18</sup>. Si la commende se fait envahissante, il faut reconnaître que le Mont-Joux y résiste avec énergie et parfois avec succès.

<sup>15</sup> J.-A. Duc IV, pp. 86, 87 et 90. Cette seconde lettre est datée d'Yverdon, 17 janvier 1381. Les deux communautés d'Etroubles et de Saint-Rhémy, qui avaient été unies dans la défense de leurs droits contre la cité d'Aoste, montrèrent moins d'unanimité dans la suite. Elles durent même comparaître à Aoste devant le bailli Claude de Thora qui réussit à les mettre d'accord, le 19 février 1424. J.-A. Duc IV, p. 296.

<sup>16</sup> AV, 104 SB.

<sup>17</sup> E.-P. Duc, pp. 61 et 64. Il dit que cette chapelle a été donnée à la prévôté en 1370. Il ne peut s'agir que d'une confirmation. En novembre 1392, le même Boniface avec Jean et Nicodin Beschut fit don à cette chapelle d'un ruisseau *bialerie*, en piémontais *bialère*, dans le territoire de Turin.

<sup>18</sup> G. Francey, p. 107.

Cependant il n'échappe pas à la tendance d'unir plusieurs bénéfices entre les mains d'un seul clerc dans le but d'augmenter ses revenus. Le chanoine Oger, prieur du Mont-Joux dès 1344, est en même temps prieur de Saint-Bénin<sup>19</sup>. En 1408, c'est la chapelle de Roche qui est unie à l'église de Noville dont le curé devra desservir Roche et Rennaz<sup>20</sup>. Le chapitre de 1430 unit la chapelle d'Aigle à celle de Roche en précisant que le chanoine Jean, desservant, ne sera pas obligé, de ce fait, d'entretenir un compagnon mais que son successeur y sera tenu.

Les luttes menées autour de la prébende du Mont-Joux de la cathédrale d'Aoste montrent sur le vif la cupidité des chasseurs de prébendes du temps. Ferrandin, chanoine du Mont-Joux, évêque d'Aoste, avait uni cette prébende au prieuré de Saint-Jacquême, en alléguant que chacun de ces bénéfices était insuffisant à l'entretien de son titulaire. Il en demande la confirmation au pape Clément VII, qui l'accorde par bulle datée d'Avignon le 5 mars 1384. Jean de la Crête, prieur de Saint-Jacquême, devait être mis en possession de ce canonikat quand il viendrait à vaquer par la mort de Boniface de Roisan. La vacance s'étant produite, le chapitre cathédral d'Aoste s'oppose à la prise de possession en recourant au Saint-Siège. Le conflit est soumis à l'arbitrage de François, évêque de Grenoble qui décide, le 23 mars 1386, à Avignon, que le prieur Jean de la Crête sera mis par le chapitre en possession du canonikat de Saint-Bernard avec droit de stalle au chœur et de participation au chapitre. La décision est acceptée de part et d'autre et le nouveau chanoine promet d'observer les statuts du chapitre et de payer le jocal de vingt florins<sup>21</sup>.

En 1403, les rôles sont renversés : c'est un chanoine de la cathédrale, Jean Séchal, qui jouit de ce canonikat et du prieuré de Saint-Jacquême. Il n'est cependant pas un intrus puisque dans plusieurs actes concernant le prieuré il réserve l'approbation du Mont-Joux. Il agit même de concert avec les chanoines du Mont-Joux, Emeric d'Arces, prieur de Saint-Bénin, Hugues de Leysel, curé de Liddes, et Antoine Cerisey, quand le 15 mars 1412, il reçoit une reconnaissance d'un fief sis à Fellina et mouvant du prieuré.

Cependant la maison du Mont-Joux ne se résigne pas à voir le prieuré Saint-Jacquême entre les mains d'un chanoine séculier. Elle le lui conteste en 1415. Deux chanoines de la cathédrale d'Aoste se rendent à Saint-Maurice auprès d'Amédée VIII pour obtenir son appui. De son côté, le Mont-Joux, usant de ses droits, établit Antoine Pépin prieur de Saint-Jacquême. Celui-ci, après la mort de Jean Séchal, réclame, le 28 février 1416, le canonikat du chanoine défunt en vertu des bulles unissant ce canonikat au prieuré Saint-Jacquême, mais ce même canonikat avait déjà

<sup>19</sup> J.-A. Duc III, p. 416.

<sup>20</sup> E.-P. Duc, p. 67, et Tamini et Délèze, *Val. Christ.*, p. 167.

<sup>21</sup> J.-A. Duc IV, pp. 98 et 105.

été attribué à Guillaume Poller, par bulles pontificales également. Il y eut recours au Saint-Siège qui, le 8 mai 1418, attribue le canonicat de Saint-Bernard au prieur de Saint-Jacquême<sup>22</sup>. Du prieur de Saint-Jacquême, ce canonicat passe au prévôt Jean d'Arces avant 1427<sup>23</sup>. Si des chanoines du Mont-Joux étaient avides de cumuler des bénéfices, le prévôt ne l'était pas moins. Qu'on se rappelle l'énumération des bénéfices qui constituent la mense du prévôt.

Malgré les fréquentes interventions de la curie pontificale dans l'attribution de bénéfices, le Mont-Joux reste en droit le seul collateur de ses bénéfices. Le pape Clément V, par bulle du 3 juillet 1310, le reconnaît en ces termes : « Nous approuvons que vous mettiez de vos chanoines dans vos églises et que vous les présentiez librement à l'ordinaire du lieu pour qu'ils en reçoivent charge d'âmes. Ces bénéficiers rendront compte du spirituel à l'ordinaire, du temporel et de l'observance à leur supérieur religieux. » Complétant ces dispositions, le concile de Bâle confirme, le 23 mai 1436, la bulle donnée par Innocent IV en novembre 1245 pour la protection de la prévôté contre les envahisseurs de biens ecclésiastiques<sup>24</sup>. Mais la pratique ne correspond pas toujours au droit. De 1325 à 1334, le prieur de Martigny est Rodolphe Robin (Robelini), chanoine du Mont-Joux. Il avait été bénéficié de Montpreveyres puis, avant 1325, de Noville, d'où le prévôt le déplaça à cause de sa négligence à payer les pensions dues à l'hospice, mettant à sa place le chanoine Martin d'Ayent. Robin recourt alors à l'évêque de Sion qui le pourvoit du prieuré de Martigny, alléguant que le prévôt avait négligé d'y nommer un prieur dans le temps voulu<sup>25</sup>.

A Lens, le prévôt est plus heureux. A Pierre de Duin (1408-1415), qui semble avoir été nommé irrégulièrement, avait succédé Pierre Bavilli qui mourut en 1417. Le prévôt Hugues d'Arces confie alors l'administration du prieuré au spirituel et au temporel à Jacques de Platea, chanoine du Mont-Joux, par acte daté de Thonon, le 22 août 1417. Il mande à Uldric Bernardi, également chanoine du Mont-Joux, de procéder à cette installation. Celui-ci s'en acquitte le 5 septembre suivant en faisant toucher au nouveau prieur le calice, les ornements, le missel, les angles de l'autel, les cordes des cloches, etc.<sup>26</sup>. Il faut remarquer que l'évêque de Sion n'inter-

<sup>22</sup> J.-A. Duc IV, pp. 145 à 258, passim et E.-P. Duc, p. 68.

<sup>23</sup> J.-A. Duc IV, pp. 324 et 325 et E.-P. Duc, pp. 69 et 70. Outre le canonicat de Saint-Bernard, un autel et deux chapellenies de Saint-Bernard existaient alors dans la cathédrale en souvenir du saint archidiacre.

<sup>24</sup> AGSB et notes du prévôt Boniface.

<sup>25</sup> Minutes du notaire Jean de Montmélian, fol. 119 à 139, Archives de Valère. En 1329, Robin cumulait le prieuré de Semsales et c'est peut-être à ce titre qu'il recevait, à Sion en août 1329, de Jean de Blonay, coseigneur de Vevey et seigneur de Joux, dix livres mauricoises de rente. Parmi les témoins, citons le recteur de la maison de Sion, Martin de Lens, chanoine du Mont-Joux, et le vicaire de Saillon, Uldric de Noville. Gr. III, 1569.

<sup>26</sup> Archives se trouvant dans le clocher de Lens et Gr. VII, 2654. Deux instruments de cette installation furent dressés, l'un pour le prieur, l'autre pour les représentants de la paroisse.

vient pas dans cette installation. N'est-ce pas un signe que le prévôt s'en tenait encore au régime des paroisses de ce diocèse convenu en 1251 ou qu'il usait de l'exemption obtenue en 1414 ?

En 1351, le prévôt Guillaume procède sans entraves à la nomination du curé de Pérosa (diocèse d'Ivrée), le chanoine Nicolas de la Porte Saint-Ours<sup>27</sup>, tandis qu'en 1314, le Mont-Joux se trouve en litige avec le chapitre de Saint-Ursanne au sujet du droit de patronage sur l'église de Lilliskirch (ou de Saint-Blaise), à Bettlach près d'Oltingue. Le 6 juillet, Jean Camerarius, official de l'église de Bâle, tranche le différend en faveur du chapitre de Saint-Ursanne qui, de son côté, cède à l'église de Ferrette, à l'intention de la maison du Mont-Joux, tous les biens qu'il avait à Koestlach, Liebsdorf et Ligsdorf<sup>28</sup>. On voit que le Mont-Joux n'arrive pas toujours à maintenir l'exercice de son droit de collation.

La formation du clergé paroissial semble se faire d'ordinaire dans les églises paroissiales, selon le principe que chaque église pourvoit au recrutement de son clergé. Au XIV<sup>e</sup> siècle, nous constatons la présence d'un clerc auprès des curés d'Etroubles en 1305, de Saint-Oyen en 1319, de Liddes en 1356. Ce dernier clerc, Pierre Gay, du Châtelard d'Orsières, devint curé de Liddes, mentionné comme tel en 1378 et 1387<sup>29</sup>. Il en était ainsi d'ordinaire : le petit clerc qui se formait à l'école de son curé, l'aidait, puis le suppléait dans sa vieillesse et enfin lui succédait. Les chanoines de Mont-Joux placés dans les paroisses prenaient part à la vie du clergé diocésain, synode ou autres manifestations. C'est ainsi que nous trouvons plusieurs chanoines de Mont-Joux au synode diocésain réuni à Aoste en mai 1424 : Jean Arésie, au nom du prieur de Saint-Jacquême; Jacques de la Palud, curé de Saint-Rhémy, Hugues de la Croix, curé de Saint-Oyen, Jacques Sedin, curé d'Etroubles, Pierre de la Palud, curé de Donnaz, et Jacques Cerisier, au nom d'Antoine, curé de Pollein<sup>30</sup>.

Un fait à noter dans la vie paroissiale au XIV<sup>e</sup> siècle est l'expansion de la Confrérie du Saint-Esprit. Fondée pour hospitaliser les pèlerins, elle s'adonne encore à d'autres œuvres de charité. Dans chaque paroisse, elle reçoit de nombreuses donations, nomme ses procureurs pour l'administration des biens de la confrérie, tient ses réunions solennelles aux fêtes de la Pentecôte. Ces confréries semblent grouper la plupart des paroissiens et ont été souvent le véritable berceau de la vie communale. On le constate à Lens, à Liddes et ailleurs. A Liddes, la confrérie tient ses réunions de la Pentecôte dans la grange du curé. Cette grange menaçant ruine, la

<sup>27</sup> E.-P. Duc, p. 59. Le Mont-Joux renonça à ce droit de collation en 1650 en faveur des comtes Perrone de San Martino de Perosa qui l'exercèrent jusqu'en 1748.

<sup>28</sup> Trouillat, *Monuments de l'évêché de Bâle*, t. III, N° 117-119. L'évêque de Bâle et le prévôt du Mont-Joux approuvèrent cet arrangement en juillet 1314.

<sup>29</sup> Gr. V, 2034, Tamini et Délèze, *Val. Christ.*, p. 206, et P. Gard, *Catalogue*.

<sup>30</sup> J.-A. Duc IV, pp. 289, 308 et 309.



confrérie et la communauté du lieu s'engagent à la reconstruire à leurs frais aux conditions suivantes : les prieurs et confrères du Saint-Esprit auront la jouissance de cette grange durant six jours à la Pentecôte pour y faire leur « confrérie » et le curé le reste du temps avec charge de maintenir la grange dans l'état où elle lui sera remise. En 1474, Pierre Darbellay, curé de Liddes, se libère de cette servitude en payant dix florins que Jean « Borgesii », syndic de Liddes, et Jean Albi, prier de la Confrérie du Saint-Esprit, affectent à l'acquisition d'un autre local pour la confrérie<sup>31</sup>. La Confrérie du Saint-Esprit et la communauté de Liddes sont étroitement liées l'une à l'autre ; c'est que là, comme ailleurs, la confrérie est l'embryon de la vie communale.

Les églises paroissiales reçoivent souvent des dons de leurs paroissiens, comme l'hospice, de ses bienfaiteurs, mais dans des proportions plus modestes. Elles reçoivent des fondations d'offices et d'autres dons destinés à l'ornementation de l'édifice ou à l'amélioration du mobilier. En octobre 1361, Thomas de Guillaume de Bosses, qui avait des biens à Bourg-Saint-Pierre, lègue à l'église du lieu deux setiers d'orge à percevoir chaque année pour l'entretien d'une lampe devant le sépulcre du Christ fondé dans cette église<sup>32</sup>. L'hôpital de Châtillon reçoit de Jean de Challant, par legs du 3 avril 1433, vingt-huit livres avec charge de faire célébrer chaque semaine deux messes dans l'église de Châtillon et deux autres dans la chapelle du château, dédiée à saint Paul. Le recteur de l'hôpital est alors Pierre Fournier. Il reçoit un legs identique de François de Challant en 1436<sup>33</sup>.

De la reconnaissance de l'inventaire de l'église de Liddes en mai 1356 par le curé Guillaume de Montmayeur, il ressort que le mobilier de l'église et, probablement, l'église elle-même sont considérés comme propriété de la communauté paroissiale. Cet inventaire énumère un missel, deux graduels, un psautier, un légendaire, un antiphonaire, une grande croix d'argent, des constitutions synodales, trois ornements de prêtre, quatre grandes cloches et deux petites, etc. Le curé promet de conserver ce mobilier et d'en rendre compte à la communauté de Liddes quand il en sera requis<sup>34</sup>.

L'autel de saint Pantaléon érigé dans l'église d'Orsières est consacré par André de Gualdo, administrateur de l'église de Sion, le 24 juillet 1420. Il a été fondé par Thomas, fils de Perret, de Liddes, demeurant à Orsières<sup>34bis</sup>.

<sup>31</sup> Gr. VI, 2342.

<sup>32</sup> AGSB, *Bourg-Saint-Pierre, prieuré*. Ce legs devait être acquitté par un certain Chapella du Bourg et par Jacquette, dite la Reppa, et son frère sur le fief qu'ils tenaient de Thomas.

<sup>33</sup> J.-A. Duc IV, pp. 366, 394 et 395. Cf. P. Gard, *Histoire*.

<sup>34</sup> Gr. V, 2034. Cet acte est rédigé dans l'église. Laurent de Lausanne et Jean de Montasceu, chanoines du Mont-Joux, et Pierre Gay du Châtelard d'Orsières, clerc, sont témoins. Les de Montmayeur sont une famille noble de Savoie.

<sup>34bis</sup> Archives communales d'Orsières, *Eglise*, N° 300.



L'administration des biens des bénéfices était surtout une administration foncière, comme toute celle de l'époque, et consistait à placer l'argent dans des biens-fonds, à échanger des propriétés, à les améliorer, à en acquérir de nouvelles, à les défendre âprement parfois, etc. En voici quelques spécimens. En 1335, le prieuré de Saint-Bénin est en controverse avec la collégiale de Saint-Ours au sujet du droit de pâture sur les alpes de Vervev et de La Lechère, propriétés de la collégiale dans la vallée de Valpelline. Le litige est soumis au jugement du sire de Quart qui a juridiction jusqu'au sommet de cette vallée. Le seigneur se rend au hameau de La Lechère, entend des témoins le 23 août 1335 et conclut que le prieuré de Saint-Bénin ne peut conduire son troupeau sur ces alpes, sauf les chèvres en certains endroits depuis la Saint-Jean à la Sainte-Madeleine<sup>35</sup>. Le prieur de Saint-Bénin, Emeric d'Arces, a affaire en 1399 avec la même collégiale. Ce prieur prétendait avoir des droits sur les bois des îles de Quart et de Brissogne et y avait fait des coupes importantes. Berthod de Nus, prieur de Saint-Ours, dépose plainte au tribunal du bailliage vu que ces îles avaient été concédées à son chapitre. Les témoins déposent que ces îles avaient appartenu aux seigneurs de Quart, puis au comte de Savoie et enfin à la collégiale de Saint-Ours. Ils déclarent encore que le prieur de Saint-Bénin avait frappé de son épée le garde-forestier et proféré des menaces injurieuses à l'égard de la maison de Savoie. Le bailli entend encore le prieur de Saint-Bénin, le procureur du comte, Hugonin Taride, examine les pièces produites par les parties et prononce le jugement : Le chapitre de Saint-Ours est maintenu en possession de ces îles, le bois emporté doit être restitué et plusieurs accusés sont condamnés à soixante sous d'amende pour s'être portés à des voies de fait<sup>36</sup>. Le prieur Emeric perd donc le procès. Remarquons qu'il est bien de son temps, ce prieur Emeric d'Arces, parent du prévôt, pourvu d'un riche bénéfice, avide d'en tirer le plus grand revenu et prompt à tirer l'épée qu'il porte au côté.

A Etoy, l'administration du prieuré se double d'une juridiction seigneuriale qui donne lieu à des conflits avec les seigneurs d'Aubonne. On convient que les hommes de Lavigny, d'Yens et de la maladière d'Aubonne pourraient choisir comme juge le prieur d'Etoy ou le coseigneur d'Aubonne, que les biens confisqués et les amendes seraient partagés par moitié entre les deux et que les eaux de l'Eyrenche et du Boiron resteraient à la jouissance du prieuré pour faire marcher son moulin. Cette convention est d'octobre 1303<sup>37</sup>.

<sup>35</sup> J.-A. Duc III, p. 384 et 385.

<sup>36</sup> J.-A. Duc IV, pp. 156, 160 et 161 et E.-P. Duc, *Le prieuré de Saint-Pierre et de Saint-Ours d'Aoste*, Aoste, 1900, p. 95.

<sup>37</sup> G. Francey, p. 103 et Fréd. de Gingins-La Sarra, *Histoire de la cité et du canton des Equestres*, dans MDR, t. 20, N° 14, p. 335. Le prieur d'Etoy était alors Jean du Folliet. Cet acte porte les sceaux endommagés du prévôt et du prieur.

Outre ces actes exceptionnels de l'administration que sont les procès, il y a tous les actes ordinaires, comme inféodations, reconnaissances, perception des rentes, etc., sur lesquels nous ne nous attardons pas vu qu'ils ressortissent aux monographies des différents bénéfices.

En dépit des privilèges pontificaux qui exemptaient de toute taille les biens du Mont-Joux, nous constatons que ses bénéfices sont soumis à une dîme papale vers le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. Voici les taxes imposées aux bénéfices des diocèses de Sion et d'Aoste avec, en regard, les pensions dues à l'hospice d'après le rôle de 1323.

#### Dîmes papales

Prieuré de Lens, 20 sous  
 Prieuré de Martigny, 60 sous  
 Cure de Sembrancher, 20 sous  
 Cure d'Orsières, 25 sous  
 Cure de Liddes, 15 sous  
 Prieuré de Bourg-St-Pierre, 20 sous  
 Cure de Vouvry, 10 sous  
 Cure de Noville, 10 sous  
 Rectorat d'Aigle (à moins qu'il ne s'agisse du prieuré dépendant de Saint-Maurice), 20 sous  
 Cure de Belmont, 10 sous<sup>38</sup>  
 Cure de Saint-Rhémy, 20 livres  
 Cure d'Etroubles, 15 livres  
 Cure de Donnaz, 24 livres  
 Prieuré de Saint-Bénin, 170 livres  
 Prieuré de St-Jacquême, 122 livres  
 Prévôté du Mont-Joux, 105 livres<sup>39</sup>

#### Pensions

3 muids de seigle  
 hébergement des prévôts et chanoines  
 26 muids de seigle  
 20 1/2 muids de seigle  
 20 muids de seigle  
 1 muid de seigle  
 pas mentionnée  
 2 muids de froment et 3 d'avoine  
 3 muids de froment  
 pas mentionnée  
 pas mentionnée  
 pas mentionnée  
 6 sous tournois d'argent  
 20 muids de vin, 20 de seigle, 1 de froment  
 1 muid de froment et 2 de seigle

Cette liste donne une idée de l'importance des revenus des divers bénéfices. Plusieurs de ces bénéfices ont encore à payer des taxes aux églises ou aux prébendes dont ils ont été détachés. Nous en avons déjà parlé dans la période précédente. Nous ne pouvons dire si ces taxes sont encore en vigueur à l'époque où nous sommes parvenus ; nous savons cependant

<sup>38</sup> Gr. V, 2090.

<sup>39</sup> J.-A. Duc III, pp. 487 et ss. Les taxes des prieurés de Saint-Bénin et de Saint-Jacquême donnent une idée de leur importance administrative. Pollein ne figure pas dans cette liste, étant une dépendance de Saint-Jacquême ; Saint-Oyen non plus, nous ne savons pourquo.

que l'église de Vert, unie à celle de Donnaz (en 1309, 1433, 1436<sup>40</sup>), est grevée d'une redevance de deux livres de poivre envers l'évêque d'Aoste. Comme Nicolas, curé de Donnaz, néglige de la payer, le bienheureux Emeric, alors évêque d'Aoste, réclame. Les parties choisissent comme arbitres, Valter, prieur de Saint-Bénin, et Rodolphe, official d'Aoste, qui reconnaissent, en juin 1309, la justice des revendications de l'évêque<sup>41</sup>. Les bénéfices doivent encore payer à l'hospice des pensions qui constituent presque leur seule contribution à l'exercice de l'hospitalité.

Dans le courant du XIV<sup>e</sup> siècle, le Mont-Joux perd des bénéfices et en acquiert d'autres.

La chapelle de Saint-Michel de la Majorie de Sion, confiée aux chanoines du Mont-Joux en 1221, est encore mentionnée en 1323 comme étant de la mense de l'hospice. L'évêque de Sion, Guichard Tavelli, achète la Majorie en 1373. Dès lors la chapelle de Saint-Michel est à l'usage domestique des évêques de Sion<sup>42</sup> et le Mont-Joux n'a plus à la desservir. En 1255, il cède l'église de Michelfeld, près de Bâle, aux cisterciennes du lieu.

Au-dessus de Thonon, près du pont de la Dranse, existait une chapelle dédiée à la Sainte-Vierge, signalée dès 1303. Elle est mentionnée parmi les bénéfices du Mont-Joux en 1323 comme devant annuellement à cette maison une livre de cire. Elle est détruite en 1377 ou 1414 par une crue de la Dranse<sup>43</sup>.

A la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, les bénéfices d'Angleterre sont vendus dans les circonstances suivantes. Sous le règne d'Edouard III (1327-1377), le Mont-Joux est mis en demeure de démontrer la légitimité de ses possessions en Angleterre. Les chanoines d'Hornchurch exposent au roi que leur prieuré est une dépendance (*parcella, parva cella*) de l'hospice de Saint-Bernard du Mont-Joux en Savoie. S'il plaît au roi, ils lui prouveront que tout ce que le prévôt possède à Hornchurch est dû à la munificence de ses prédécesseurs<sup>44</sup>. Il est probable qu'à cette occasion le prévôt Guillaume de Thora se rendit en Angleterre car il fit, en 1328, un long voyage dont l'itinéraire est inconnu. Le prieuré de Hornchurch ne devait plus longtemps demeurer uni au Mont-Joux. En effet, de 1379 à 1387, se construit le collège d'Oxford. Guillaume de Wikeham, désirant contribuer à la dotation de ce collège, conçoit le projet de lui acquérir le prieuré d'Hornchurch.

A partir de 1379, la politique de la cour d'Angleterre tend à supprimer les maisons religieuses étrangères. Une bonne occasion se présenta pour Hornchurch lors du grand schisme. L'Angleterre et la Savoie se trouvaient alors dans des obédiences opposées. Pour le roi d'Angleterre, le prévôt

<sup>40</sup> J.-A. Duc IV, pp. 369 et 390.

<sup>41</sup> J.-A. Duc III, p. 272. Un des témoins est Amédée, chanoine du Mont-Joux.

<sup>42</sup> Tamini et Délèze, *Val Christ.*, pp. 254 et 255.

<sup>43</sup> M. Bruchet, p. 18.

<sup>44</sup> AGSB.



Pl. VII - Saint Bernard (stalles de la cathédrale d'Aoste 1469)



Pl. VIII a - Saint Bernard (peinture, 1491)

Pl. VIII b. - Sœur converse du  
Grand-Saint-Bernard



pouvait être considéré comme schismatique. A ce titre, il entreprit de le déposséder dans ses Etats. En mai 1390, il séquestre Hornchurch et les biens du Mont-Joux qu'il remettra définitivement, le 14 février 1396, à Guillaume de Wikeham, évêque de Winchester, fondateur du collège Sainte-Marie de Winchester à Oxford. Il obtient le placet du pape Boniface IX le 2 février 1392, placet qui autorisait l'aliénation de ces bénéfices. Le placet de l'évêque de Sion, Humbert de Billens, fut délivré le 3 avril 1392. Le 8 avril, le prévôt Aymon Séchal et le chapitre réuni à Etoy cèdent tous les biens d'Angleterre au collège Sainte-Marie d'Oxford pour le prix de deux mille marcs sterlings et, le 19 juin, les procureurs du prévôt donnent quittance aux représentants du collège d'Oxford pour la somme de quatre mille pièces d'or nobles anglaises et cinq cents francs français<sup>45</sup>.

Avec l'argent réalisé, Hugues d'Arces s'acquitte envers la cour papale d'une somme de huit mille francs due en compensation de grâces reçues et à titre de subside, dont il reçoit quittance le 13 mars 1393<sup>46</sup>.

Parmi les grâces obtenues, il faut comprendre la prévôté concédée à Hugues d'Arces le 8 février précédent et, très probablement, trois nouveaux bénéfices qui viennent augmenter la mense du prévôt : l'église paroissiale d'Allinges et les prieurés de Saint-Martin de Miséré et de Villard-Benoît. L'église d'Allinges est unie à la prévôté le 28 novembre 1392, les deux prieurés vers le même temps semble-t-il, car les chanoines de Saint-Martin de Miséré approuvent l'union le 27 janvier 1393<sup>47</sup> et Villard-Benoît fait partie de la mense du prévôt dès 1417. L'église d'Allinges étant alors desservie par Bandet de Bordis, l'union ne deviendra effective qu'après la démission ou le décès de ce prêtre. Le prévôt pourra alors en percevoir tous les fruits, déduction faite de ce qui est nécessaire à l'entretien et aux charges d'un vicaire perpétuel qui sera institué<sup>48</sup>.

L'union d'Allinges et de Saint-Martin de Miséré soulève de l'opposition. Le prévôt recourt à la protection du duc Amédée et de la duchesse Marie. Ensemble, ils adressent au pape une supplique pour obtenir la confirmation de ces unions, en faisant valoir et le dénuement de l'hospice et les grandes dépenses nécessitées par l'hospitalité. Le pape confirme l'union des deux bénéfices par bulle datée de Genève le 23 juillet 1418<sup>49</sup>.

<sup>45</sup> Th. Perfect, *Ye Olde Village of Hornchurch*, p. 60, Colchester, 1917. Le fait qu'à la guerre de Cent Ans la Savoie s'allia à la France contre l'Angleterre fut fatal aux bénéfices du Saint-Bernard, institut savoyard.

<sup>46</sup> AGSB.

<sup>47</sup> AST.

<sup>48</sup> AGSB et Gr. VI, 2340. La maison du Mont-Joux est appelée dans cette bulle « La prévôté de l'hôpital conventuel de saints Nicolas et Bernard du Mont-Joux de l'Ordre de Saint-Augustin ». C'est la première fois que nous rencontrons cette expression qui deviendra dans le langage courant : La prévôté du Mont-Joux.

<sup>49</sup> Gr. VII, 2681. La bulle est adressée à « la prévôté conventuelle de l'hospice des saints Nicolas et Bernard du Mont-Joux de l'Ordre de Saint-Augustin, diocèse de Sion ».



L'Ordre du Mont-Joux s'accroît encore de la maison de Pisy due à la piété du prévôt Guillaume de Pisy (1360-1374). Ce prévôt veut doter son village d'origine d'un hospice fortifié suffisant à l'entretien de douze religieux et des passants. Il fait creuser les fouilles et les fossés, abattre des bois, démolir la maison dite de La Fully pour en utiliser les pierres et conduit à bonne fin la construction de ce château-hospice. Pour constituer sa dotation, il achète à Trévelin une ferme appartenant à Humbert de Billens et à son fils Aymon, la maison de la Porte et un pressoir à Aubonne. Il obtient de son frère Girard la juridiction seigneuriale sur les hommes et le territoire de Pisy et s'efforce de faire du prieuré d'Etoy une annexe du nouvel hôpital.

Cette union ressort à l'autorité du pape. Guillaume de Pisy expose à Grégoire XI que le prieuré d'Etoy, bien qu'il soit assez important, n'est point fortifié et qu'ainsi, dans les temps de troubles et de guerres qu'on traverse, il est à la merci de la première bande de pillards. Il serait donc avantageux d'ériger un prieuré à Pisy auquel Etoy serait uni. Il est vrai, ajoute-t-il, que Pisy est dans le diocèse de Genève et Etoy dans celui de Lausanne ; mais l'inconvénient est minime, car la distance qui sépare les deux maisons est d'une demi-heure à peine. Grégoire XI l'accorde à la condition qu'on ne supprime, du fait de l'union, aucune des charges qui pèsent sur chacune des deux maisons et que l'on maintienne au prieuré d'Etoy non point deux religieux comme par le passé, mais quatre. L'union n'aura lieu qu'après la mort ou la démission du prieur d'Etoy alors en charge. C'est en 1374 que le prévôt de Lausanne, Guy de Prangins, délégué à cet effet par le pape, promulgue la bulle d'union à l'instance de Jacques de Collombier, recteur de Pisy.

A cette date, Guillaume de Pisy venait de mourir. Il n'eut pas la joie de voir son projet réalisé. Il aurait éprouvé d'ailleurs plutôt une déception, car l'œuvre ne fut jamais pleinement exécutée<sup>50</sup>. Elle se heurta dès ses débuts à de grandes difficultés.

A la mort du prévôt Guillaume, les seigneurs de Collombier, Jacquemet et Humbert, son père, se trouvent investis régulièrement d'une sorte d'avouerie dont ils profitent pour s'arroger l'hôpital de Pisy et la ferme de Trévelin. En avril 1376, le pape ordonne, à ces seigneurs de restituer tous ces biens avec les titres relatifs et, au prévôt, d'installer dans la chapelle de Pisy, six chanoines de l'ordre, le curé du lieu compris, afin que l'office divin y soit célébré à perpétuité et d'en faire autant à Etoy. Il adresse cette bulle à l'abbé d'Abondance en lui donnant toute autorité d'agir<sup>51</sup>.

<sup>50</sup> G. Francey, pp. 104 et 105.

<sup>51</sup> Gr. VI, 2209 et G. Francey, pp. 105 et 106. Cette bulle date d'Avignon le 17 avril 1376.



Cette difficulté réglée, une autre surgit. Le 1<sup>er</sup> septembre 1376, à Lucens, le prévôt Aymon Séchal est en grande contestation avec Guillaume de Grandson, seigneur de Sainte-Croix et d'Aubonne. Celui-ci prétend que le prévôt de Pisy l'a lésé dans ses droits en réalisant sa fondation. Aymon lui répond que tout a été fait légitimement sous ses yeux et même avec son aide. Les deux parties finissent par se mettre d'accord. Les propriétés acquises par Guillaume de Pisy restent au Mont-Joux qui paiera les tailles et trois cents florins d'or. Le prévôt aura juridiction sur les hommes et le territoire de Pisy. Les religieux n'utiliseront pas leur maison forte de Pisy pour faire la guerre ni pour abriter des ennemis des seigneurs d'Aubonne. Ils en seront les sujets fidèles sans être pour autant tenus à faire la guerre contre quelque personne que ce soit de leur maison. En cas de guerre, ils ne seront tenus à mettre en état de défense la maison de Pisy que si la négligence d'une telle mesure peut constituer un péril pour les seigneurs d'Aubonne. Les seigneurs Guillaume et Othon de Grandson auront, à titre personnel, la jouissance d'une pièce à leur choix, la chambre du prévôt exceptée, sans qu'il en résulte aucun dérangement ni frais pour le prévôt ou les religieux. Pour sceller l'accord, Guillaume de Grandson fonde, pour le repos de son âme, un office anniversaire fixé à la fête de sainte Marguerite<sup>52</sup>. Le chapitre, réuni cette année-là à Vevey, approuve la convention le 15 septembre 1376<sup>53</sup>.

Dans les paroisses du Mont-Joux, on constate durant cette période la création de plusieurs chapelles. Signalons la chapelle de Saint-Jacques fondée à Orsières en 1365, celle de la B.V.M. élevée à Sembrancher avant 1445<sup>54</sup> et celle de Saint-Antoine fondée près de l'église de Vouvry en 1360 par le vidame, Jean, qui en est resté le patron<sup>55</sup>.

Ainsi s'achève notre revue des bénéfices de l'hospice au cours de laquelle nous avons relevé l'abandon des maisons situées à l'extrémité nord, le prieuré de Hornchurch et les autres possessions d'Angleterre après plus de deux cents ans d'union. Cet abandon a été compensé par de nouvelles acquisitions, mais celles-ci, comme les autres bénéfices de Savoie, seront convoitées et souvent exploitées par les commendataires et donc de peu de secours pour le maintien de l'hospice et de la vitalité de l'ordre.

<sup>52</sup> Parmi les témoins, il y a un certain Etienne Séchaux, donzel d'Aubonne.

<sup>53</sup> Gr. VI, 2216 et G. Francey, p. 106. Les témoins sont : Humbert de Colombier, Pierre de Begnins, chanoine de Genève, et Jean de Trévelin, curé de Pisy.

<sup>54</sup> Tamini et Délèze, *Val. Christ.*

<sup>55</sup> AGSB, *Ecritures* Decré, premier tiers du codex. L'acte fut rédigé par le notaire Humbert Albi. Le prévôt Guillaume de Pisy approuva cette fondation le 8 mars 1368.

## CHAPITRE IV

# Relations avec les institutions ecclésiastiques et laïques

### Relations avec l'Ordre des chanoines réguliers

En vertu des constitutions de Benoît XII, datées d'Avignon 1339, les chanoines réguliers ont été groupés en différentes provinces. Chaque province a ses chapitres quadriennaux où sont choisis des visiteurs.

Le chapitre du Mont-Joux, tenu à Meillerie en 1340, connaît déjà cette organisation puisqu'il ordonne d'adresser une lettre d'excuses aux visiteurs provinciaux. L'objet de cette démarche est indiqué d'une façon si concise qu'il est difficile de le préciser. Il semble qu'il s'agit de la déclaration des revenus et des charges de la maison qui n'a pu être présentée aux visiteurs et qui le sera au chapitre provincial.

Le prévôt Guillaume de Pisy préside, avec Hugues, abbé de Sainte-Marie de Châtillon-sur-Seine, et Vicanatus, délégué de l'abbé de Saint-Etienne de Dijon, le chapitre tenu dans l'église cathédrale de Belley en avril 1372. Ce chapitre groupe les supérieurs des chanoines réguliers des diocèses de Lyon, de Besançon, de Tarentaise, de Sion, d'Aoste, de Lausanne, de Mâcon, d'Autun, de Langres, de Bâle et de Belley, qui constituent une des provinces de l'ordre. Au cours de cette réunion, le 25 avril, le prieur du Petit-Saint-Bernard est condamné à une amende de vingt florins d'or pour avoir omis de s'y rendre. Mais Hugues, prévôt de Verrès, fait valoir que ce prieur lui étant subordonné, n'est pas tenu d'assister aux chapitres provinciaux. L'assemblée admet la validité de cette raison. Elle prend des décisions relatives aux religieux conspirateurs, à la forme de l'habit canonial et fixe le prochain chapitre à Dijon en 1376<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> AGSB et J.-A. Duc IV, p. 28.

A celui de Mâcon qui se tient en avril 1380, figurent le prévôt du Mont-Joux, Aymon Séchal, et le prieur de Saint-Ours. Ce chapitre porte plusieurs décrets touchant la discipline régulière et la visite canonique des couvents. Il charge le prieur de Colonne-Joux de visiter le prieuré de Saint-Ours<sup>2</sup>.

Ces chapitres provinciaux, institués pour remédier à la décadence des chanoines réguliers, n'eurent pas tout le succès escompté.

## Relations avec le Saint-Siège

Les relations de l'Ordre du Mont-Joux avec le Saint-Siège durant les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles sont influencées par les secousses qui agitent la papauté à cette époque.

Clément V, élu pape le 15 juin 1305, redoutant les factions qui déchirent l'Italie, commence le long séjour des papes à Avignon. Ce pape connut personnellement l'hospice du Mont-Joux, puisqu'il franchit ce col en 1306<sup>3</sup>. Le 3 juillet 1310, il délivre quatre bulles en faveur du prévôt et des frères du Mont-Joux<sup>4</sup>.

Sous les papes d'Avignon (1305-1378), il faut noter que la curie papale intervient plus fréquemment et d'une manière plus intime dans les affaires de l'ordre. Urbain V adresse trois bulles au Mont-Joux le 22 juin 1368<sup>5</sup>. Tandis que, jusqu'alors, le chapitre nommait le prévôt que l'évêque de Sion confirmait, les papes d'Avignon interviennent dans les nominations des prévôts Rodolphe de Billens en 1356 et Aymon Séchal en 1374.

Lors du grand schisme, la Savoie se range sous l'obédience de Clément VII qui réside à Avignon ; la prévôté du Mont-Joux suit le mouvement. Les bulles qui lui sont délivrées durant le schisme proviennent d'Avignon (1378-1405). Ces papes promurent à de grandes dignités le prévôt Aymon Séchal, mais intervinrent dans la nomination d'Hugues d'Arces et tentèrent d'attribuer certains bénéfices de l'ordre, entre autres Pisy, à des commendataires.

Dès 1405, l'obédience d'Avignon commence à se disloquer et le concile de Perpignan en 1408 la met en morceaux. Les cardinaux mécontents de leurs papes respectifs se réunissent en concile à Pise en 1409. La Savoie se rallie à ce concile et le cardinal Antoine de Challant concourt activement à l'élection des papes Alexandre V en 1409 et Jean XXIII en 1410. Ces papes tiennent à favoriser leurs adhérents pour se les attacher.

<sup>2</sup> J.-A. Duc IV, p. 84.

<sup>3</sup> E.-P. Duc, p. 53.

<sup>4</sup> AGSB, cf. Gr. V, 2128 et 2186.

<sup>5</sup> Gr. V, 2127, 2128 et 2129.

L'Ordre de Mont-Joux, qui avait suivi la Savoie dans cette obédience, en profite pour solliciter un privilège important : l'exemption de la juridiction des ordinaires. Le pape Jean XXIII accorde cette faveur qui soulève l'opposition des ordinaires comme nous le verrons bientôt.

Le grand schisme prend fin par l'élection, le 11 novembre 1417, de Martin V à qui succède Eugène IV, pape de 1431 à 1447. Ces deux papes réagissent contre les privilèges accordés trop libéralement par les papes schismatiques. Le Mont-Joux s'en ressent. Martin V lui retire son exemption et Eugène IV, chanoine régulier, pourvoit à la réforme de l'ordre en 1437 et 1438.

Cependant le concile de Bâle, réuni en 1431, se montrait très frondeur à l'égard du pape. La Savoie soutient le concile ; le Mont-Joux aussi. C'est de lui qu'il obtient, en 1435, une bulle chargeant divers prélats de faire restituer à la prévôté les tailles extorquées par des séculiers. L'opposition entre le pape et le concile croît au point que celui-ci dépose Eugène IV et lui oppose, en 1439, un antipape en la personne du duc de Savoie. Amédée VIII, qui prend le nom de Félix V. Celui-ci entraîne naturellement ses sujets dans le schisme de 1439 à 1449, date où il se démet de la papauté et fait obédience au pape légitime, Nicolas V. Ces circonstances provoquèrent un retour des faveurs pontificales envers le Mont-Joux. Félix V élève, en 1444, Jean d'Arces, ex-prévôt, à l'insigne honneur du cardinalat et le pape Nicolas V, heureux de pouvoir composer avec Félix V, sollicité par le duc de Savoie et le prévôt Grolée, rend au Mont-Joux, en 1453, l'exemption totale selon la teneur de la concession de Jean XXIII<sup>6</sup>.

En deux mots, les relations du Mont-Joux avec la papauté durant ce siècle et demi se ramènent à deux lignes générales : accroissement des faveurs papales jusqu'à l'exemption ; mais, parallèlement, mainmise de la curie pontificale sur la prévôté aboutissant à la commende, en la personne de Jean Grolée, premier prévôt commendataire du Mont-Joux<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> En 1522, Etienne Corderii transcrit les privilèges de la maison. Cf. Comptes du cellérier.

<sup>7</sup> Les bulles adressées à la maison du Mont-Joux durant cette période se ramènent à quelques types inlassablement reproduits à chaque début de pontificat ou à intervalles plus considérables. Nous donnons ici la liste de ces bulles types avec leur date, en récapitulant quelques bulles de la période précédente :

I Bulles prenant sous la protection de Saint-Pierre et du Siège Apostolique les possessions de Mont-Joux et exemptant de la dîme celles qui sont exploitées par les religieux.

Alexandre III, 1117  
Urbain IV, (1261-1264)  
Innocent V, 1276  
Clément V, 1310  
Clément VI, 9 novembre 1342  
Innocent VI, 8 novembre 1356  
Urbain V, 22 juin 1368  
Clément VII, 29 mars 1380  
Benoît XIII, 1405  
Martin V, 1422

## Relations avec les ordinaires et exemption

Sous l'épiscopat d'Aymon III de la Tour-Châtillon, évêque de Sion (1323-1338), le Mont-Joux rencontre de grandes difficultés à exercer ses droits de collation aux bénéfices et de succession à ses chanoines défunts. L'évêque reproche au prévôt les dettes dont Guillaume, prieur de Saint-Jacquême d'Aoste, lui est redevable. Le prévôt, Guillaume de Thora, a plusieurs griefs contre l'évêque : ses officiers ont mis la main sur les dépouilles de Villencus d'Ayent, prieur de Lens, mort en 1323, et de Rodolphe Robin, prieur de Martigny de 1325 à 1334, etc. Les relations sont à ce point troublées « qu'au lieu de la charité règnent la malveillance, la rancœur et les injures ». Enfin, par l'entremise de quelques amis communs, la réconciliation a lieu en août 1334.

L'évêque de Sion déclare déposer toute rancœur envers le prévôt et ses chanoines, abandonne toute action contre le prieur de Saint-Jacquême, ordonne à ses officiers de restituer au prévôt, s'il y a lieu, les biens du prieur de Lens, du prieur de Martigny et d'autres chanoines du Mont-Joux défunts. Il reconnaît entière valeur aux conventions faites entre ses prédécesseurs et le Mont-Joux. Il concède que le prévôt conserve intégralement ses droits sur l'église de Martigny et les autres dans son diocèse. Si, à l'avenir, des difficultés surgissent, il est d'avis de les faire trancher à l'amiable par l'abbé de Saint-Maurice et le doyen de Valère. Enfin il s'engage à faciliter, dans son diocèse, le recouvrement des rentes dues à la maison du Mont-Joux.

- |     |                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                |
|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| II  | Bulles exemptant les religieux et leurs maisons de toute taille envers quelque personne que ce soit, laïque ou ecclésiastique, à moins qu'elle n'y soit autorisée par mandat du Siège Apostolique. Motif de cette concession : l'hospitalité envers les pèlerins et les pauvres. | Innocent IV, 21 février 1245<br>Clément IV, 9 juin 1265<br>Honorius IV, 11 juin 1286<br>Clément V, 3 juillet 1310<br>Jean XXII, 1319<br>Urbain V, 22 juin 1368 |
| III | Bulles concédant le droit de nomination aux bénéfices de l'ordre.                                                                                                                                                                                                                | Clément III, 19 mars 1190<br>Innocent IV, 10 janvier 1251<br>Alexandre IV, 1260<br>Clément V, 3 juillet 1310                                                   |
| IV  | Bulles constituant des prélats protecteurs de la prévôté et de ses biens.                                                                                                                                                                                                        | Jean XXII, 1323<br>Clément VII, 1379<br>Concile de Bâle 1435                                                                                                   |
| V   | Bulles réservant au Saint-Siège le droit de disposer des pensions ou provisions dépendant du Mont-Joux.                                                                                                                                                                          | Innocent IV, 7 novembre 1245<br>Concile de Bâle, 1436                                                                                                          |
| VI  | Bulles concédant la faculté de quêter.                                                                                                                                                                                                                                           | Innocent III, 9 avril 1201<br>Alexandre IV, 9 avril 1257<br>Clément V, 3 juillet 1310<br>Urbain V, 1368<br>Clément VII, 7 décembre 1381                        |

Le son côté, le prévôt reconnaît toute la valeur aux conventions conclues entre ses prédécesseurs et les évêques de Sion. Il partage l'avis de faire régler à l'amiable tout différend qui pourrait surgir. Il remet toute injustice qui lui aurait été faite par l'évêque ou ses officiers. Il abandonne toute revendication des biens de ses prédécesseurs, des siens propres et de ceux du prieur de Saint-Jacquême, que l'évêque se serait appropriés, mais non de ceux que ses familiers ou officiers se seraient appropriés. Il remet au neveu de l'évêque, Perrod de la Tour-Châtillon, ses dettes envers la maison du Mont-Joux, tant celles qu'il avait de son grand-père, Pierre de la Tour, que de son père, Jean. Mais il n'entend pas pour autant délier l'évêque et son neveu de ce qu'ils doivent en vertu de donation ou de vente. Le prévôt reconnaît devoir obéissance à l'évêque. Puis il promet de lui faire voir ses lettres de nomination et d'employer son crédit à persuader au prieur de Saint-Jacquême et au seigneur François d'abandonner toutes leurs revendications<sup>8</sup>.

Les relations du Mont-Joux avec les ordinaires prennent une nouvelle orientation, au début du XV<sup>e</sup> siècle, du fait de l'exemption totale concédée par Jean XXIII, le 15 mars 1411. Voici les clauses essentielles de cette bulle : afin que les chanoines du Mont-Joux ne soient injustement molestés, le pape libère et exempte l'hospice, son église, toutes ses dépendances avec les personnes qui y demeurent, toutes les possessions, fermes, châteaux et églises, avec ou sans charge d'âmes, les possessions actuelles et futures, le prévôt Hugues et ses successeurs de toute juridiction, visite, correction, sujétion, supériorité, pouvoir et domaine de tous les archevêques, évêques ou juges ordinaires ou délégués qui ont actuellement quelques droits sur le prévôt, les chanoines ou leurs maisons. Il les met au bénéfice de la juridiction et de la propriété de saint Pierre (*in jus et proprietatem beati Petri*) et du Siège Apostolique auquel ils seront soumis sans intermédiaire. Par conséquent, les archevêques, évêques ou autres juges ne peuvent porter contre eux ni excommunication, ni suspension, ni interdit, ni exercer sur eux aucune juridiction. Le prévôt a toute autorité de corriger ses inférieurs, réguliers ou séculiers. Toutes les dispositions de bulles précédentes contraires à ce privilège sont révoquées<sup>9</sup>.

<sup>8</sup> Gr. IV, 1669. Ce seigneur François nous est inconnu d'ailleurs. Peut-être François d'Aoste mentionné par Gremaud III, N° 1293. Dans ce document, le prévôt est appelé Guillaume *Pleoleti*, soit Pléod, hameau situé près d'Aoste et qui dépendait des seigneurs de Thora. De Pléod et de Thora désignent la même famille. Ainsi parmi les participants au chapitre de 1340, un membre de cette famille est appelé : *Ay, pleoleti vel de Thora*.

Guillaume, prieur de Saint-Bénin en 1334 et auparavant, se trouve impliqué dans cette querelle, très probablement parce que Jean de Thora, doyen de Sion, l'avait nommé son exécuteur testamentaire en 1330, l'année de sa mort. Cet acte fait supposer que le prieur Guillaume était aussi de la famille de Thora. En 1336, Guillaume n'est plus prieur de Saint-Bénin, Oger lui a succédé.

<sup>9</sup> Gr. VII, 2603.

C'est l'exemption complète. La maison du Mont-Joux avec tous ses membres ne relève plus que du Siège Apostolique, elle est émancipée de toutes les autorités ecclésiastiques. Mais pour les ordinaires des diocèses où se trouvent l'hospice ou ses dépendances, l'exemption représente une diminution de droits. Ils s'y opposent de toutes leurs forces. Jean XXIII maintient, malgré cette opposition, le privilège accordé. Le 21 décembre 1414, il adresse de Constance, aux abbés de Saint-Antoine de Vienne, de Saint-Ruf hors les murs de Valence et de Saint-Maurice, la transcription intégrale de la bulle d'exemption et leur confie le soin de la faire observer. Ils agiront contre les opposants par censures ecclésiastiques, même si ces opposants, archevêques, évêques ou autres, ont obtenu du Siège Apostolique un indult qui les met à couvert de ces censures<sup>10</sup>.

Après que Jean XXIII eut été déposé et que la papauté eut retrouvé son unité avec Martin V, les évêques de Sion et d'Aoste reprennent l'offensive, prétendant que l'exemption a déjà provoqué du relâchement chez les chanoines du Mont-Joux. Antoine de Challant, cardinal, archevêque de l'église de Tarentaise, porte ces doléances devant le pape. Martin V n'hésite pas à donner droit aux réclamations des deux évêques. Dans une bulle datée du 11 février 1418, il reproduit presque in extenso la bulle d'exemption de « Baldassar dit Jean XXIII dans son obédience dont faisait partie le diocèse de Sion », l'annule entièrement et remet toutes choses en l'état où elles étaient auparavant<sup>11</sup>.

Le prévôt Jean d'Arces tente de faire revenir le pape sur sa décision, mais il n'obtient, le 16 juin 1419, qu'une maigre satisfaction, la dispense du placet des diverses curies pour l'exécution des bulles pontificales<sup>12</sup>.

En 1420, à Lausanne, Martin V, à la demande de Guillaume de Challant, évêque de Lausanne, révoque toutes les bulles d'exemption accordées aux églises paroissiales de la collation du Mont-Joux dans son diocèse<sup>13</sup>. Le Mont-Joux n'abandonne pas la lutte, car la même année, les évêques de Sion, de Lausanne, de Genève, de Grenoble et d'Aoste, unis pour la défense de leurs droits, lui intentent un procès dont la conduite semble confiée à l'évêque d'Aoste<sup>14</sup>. Le pape Martin V confirme, le 10 janvier 1421, l'annulation de la bulle d'exemption<sup>15</sup>. Cependant le procès se poursuit longtemps devant la curie romaine et ailleurs.

Finalement l'affaire est remise à l'arbitrage de l'archevêque de Tarentaise. Les deux parties comparaissent devant lui à Genève et parviennent à un compromis qui est accepté par le diocèse de Lausanne, le 7 juin 1424, par

<sup>10</sup> AGSB et Gr. VII, 2624.

<sup>11</sup> AGSB.

<sup>12</sup> AGSB.

<sup>13</sup> E.-P. Duc, p. 69.

<sup>14</sup> J.-A. Duc, IV, p. 281. En 1420, ces évêques remettent 30 florins d'or à l'évêque d'Aoste pour les frais du procès.

<sup>15</sup> AGSB.



les diocèses de Sion et d'Aoste, le 12 juillet suivant, et par celui de Genève, le 21 août 1425<sup>16</sup>. Le prévôt Jean d'Arces propose ce compromis aux délibérations du chapitre réuni à l'hospice le 24 août 1424. Tous les religieux l'acceptent<sup>17</sup>.

Les clauses de ce compromis sont les suivantes : nonobstant les privilèges, la coutume et l'exemption alléguées par le prévôt du Mont-Joux, les évêques ont juridiction sur les chanoines ayant bénéfice dans leur diocèse. Cette juridiction est cependant limitée : les évêques ne pourront exiger d'eux d'autres prestations que celles qui se font à leur intronisation et à l'occasion de la visite canonique. Le prévôt aura le droit de corriger ses religieux bénéficiers en tout ce qui regarde l'observance régulière et de présenter les curés pour les bénéfices dépendant du Mont-Joux. Les vicaires perpétuels qui remplacent les curés non résidents, seront soumis à la juridiction et aux tributs épiscopaux. Il sera facultatif aux chanoines curés de déférer leurs causes civiles à l'évêque ou au prévôt. Les chanoines du Mont-Joux sont exonérés des frais du présent procès, mais les ordinaires devront les absoudre *ad cautelam* de toute censure<sup>18</sup>.

Les chanoines du Mont-Joux, malgré qu'ils n'aient pu obtenir leur exemption intégrale, ne sortaient pas sans honneur de la lutte. Ils la reprendront d'ailleurs et aboutiront à faire reconnaître par Nicolas V la bulle d'exemption de Jean XXIII<sup>19</sup>.

## Relations avec la maison de Savoie

Au cours de cette période, nous avons eu plusieurs fois l'occasion de parler des relations du Mont-Joux avec la maison de Savoie. Il reste peu à dire.

A chaque début de règne et dans les moments difficiles pour l'ordre, le comte prend le Mont-Joux sous sa protection. Le comte Edouard le fait, le 15 mars 1328, parce que le départ du prévôt pour un long voyage

<sup>16</sup> En cette circonstance, le prévôt fut représenté par Louis de Paris, licencié en droit, doyen d'Annecy et chanoine de Genève, et Georges de Muret, bachelier en droit et prieur d'Entremont.

<sup>17</sup> Parmi les religieux figuraient, Jean Veteris, prieur de Saint-Bénin, Jacques de Champlaurenzal, prieur de Martigny, Hugues de la Croix, curé de Saint-Oyen, Jacques de la Palud, curé de Saint-Rhémy, et Nicod de Sion, curé d'Etroubles.

<sup>18</sup> AGSB. Cf. J.-A. Duc IV, pp. 310 et 311 et Gr. VII, 2761.

<sup>19</sup> L'attitude du chapitre de Saint-Ours d'Aoste quant à l'exemption fut autre que celle du Mont-Joux. Lorsque le prieur de ce chapitre, Antoine de Valleise, recourut au Saint-Siège pour obtenir l'exemption, en date du 30 août 1427, les chanoines supplièrent le pape de rejeter sa demande comme contraire à leurs statuts capitulaires. J.-A. Duc IV, p. 329. Tout pesé, on peut se demander s'ils n'ont pas agi sagement.

requiert spécialement sa protection<sup>20</sup>. Le 20 avril 1330, Jean de Montangio, juge dans les terres de Marie de Brabant, duchesse de Savoie, ordonne aux baillis de respecter le privilège de la prévôté du Mont-Joux de n'être pas hypothéquée sans avertissement préalable<sup>21</sup>. Le comte Amédée VI délivre, le 20 septembre 1351, un diplôme de protection en faveur de l'hospice. « refuge des pauvres et palais du Roi très haut »<sup>22</sup>. Le même comte, en septembre 1382, accorde un sauf-conduit aux messagers, aux frères, etc., qui ont à se déplacer pour le service du prévôt et de la maison du Mont-Joux<sup>23</sup>. Le conseil du comte, résidant à Chambéry, ordonne, en date du 6 novembre 1382, à tous les officiers du comte de faire observer ce sauf-conduit<sup>24</sup>.

La notice consacrée aux prévôts met suffisamment en lumière la fréquence et la cordialité des relations entre eux et les comtes de Savoie. Les prévôts demeurent fréquemment à Thonon, ils sont bien en cour et vivent intimement mêlés aux fastes heureux ou malheureux des comtes de Savoie. Ils en sont les conseillers attitrés. Durant toute cette période, la faveur des souverains de Savoie va croissant à l'égard des prévôts.

<sup>20</sup> AGSB.

<sup>21</sup> AGSB.

<sup>22</sup> AGSB, copie.

<sup>23</sup> AGSB.

<sup>24</sup> AGSB.

## APPENDICE

### Les hôpitaux voisins

Bien que ces hôpitaux ne dépendent pas de l'hospice, il convient d'en dire un mot parce qu'ils font partie intégrante des institutions établies dans la région du Saint-Bernard pour venir en aide aux pauvres et aux pèlerins. Ils collaborent à la même œuvre dans des conditions analogues et nous aident donc à mieux comprendre le rôle de leur célèbre voisin.

*Fontintès.* — Le droit de vérie, soit de transport des marchandises, étant une source de profits appréciables, le comte Amédée V l'accorde, en 1306, à l'hôpital de Fontintès, le mettant ainsi au bénéfice du monopole des transports d'Aoste au Grand-Saint-Bernard accordé aux communiers d'Etroubles, de Saint-Oyen et de Saint-Rhémy<sup>25</sup>.

Cet hôpital participe aux biens communaux de Saint-Rhémy, ce qui provoque parfois des litiges avec les bourgeois de cette communauté. Un différend de ce genre surgit tandis que Jean était recteur de cet hôpital. L'évêque d'Aoste, Nicolas, et le bailli, Pierre de Montgelat, amènent les parties à une transaction. Le recteur aura droit aux bois d'affouage de la communauté, sauf sur la forêt qui domine le village et qui le protège des avalanches et des éboulements. Il pourra faire pâturer ses vaches sur les biens communaux moyennant paiement annuel de quatre deniers, étant d'ailleurs exempt de toute contribution pour les propriétés qu'il a acquises en faveur de l'hôpital. L'évêque Nicolas approuve cet accord le 20 mars 1336. En 1338, Pierre Michon, nouveau recteur de Fontintès, le fait vidimer par l'official, Antoine de Sandigliano (Bielle)<sup>26</sup>.

*Etroubles.* — Les obligations du recteur de cet hôpital nous sont connues par un acte du 17 décembre 1317. A cette date, Jacques de la Tour

<sup>25</sup> J.-A. Duc III, p. 254.

<sup>26</sup> J.-A. Duc III, p. 387.

d'Etroubles, curé du lieu, donne une partie de son patrimoine à cet hôpital à condition que le recteur réside à Etroubles, aide le curé dans les fonctions religieuses solennelles et fournisse pain et lit aux passants besogneux et aux malades<sup>27</sup>.

*Bourg-Saint-Pierre.* — Un hospice existait au Bourg-Saint-Pierre pour les infirmes, les indigents et les passants. Il est déjà signalé en 1320. A cette date, ses revenus sont insuffisants. Les abbés de Hautcrêt, d'Hauterive et de Théla de l'Ordre cistercien, et l'abbé d'Humilimont de l'Ordre des Prémontrés font un geste pour lui venir en aide : ils admettent tous ceux qui lui feront quelque générosité à la participation des bonnes œuvres qui se font dans leurs monastères, messes, offices divins, prières, jeûnes, veilles, pénitences et autres observances régulières. Cette faveur est accordée pour l'espace de dix ans<sup>28</sup>.

Il est surprenant de voir ces quatre abbayes du diocèse de Lausanne prendre sous leur patronage l'hospice du Bourg-Saint-Pierre qui reprenait partiellement l'office du monastère-hôpital de Saint-Pierre. Cet hospice du Bourg apparaît indépendant de la maison du Mont-Joux. Un hospice étant toujours onéreux, on comprend que le Mont-Joux n'ait pas tenu à le prendre en charge, celui du col lui occasionnant de lourdes charges.

<sup>27</sup> J.-A. Duc III, p. 309. Il convient de relever l'intention du donateur de procurer du relief aux solennités liturgiques, indice du zèle qu'on avait alors pour ces fonctions.

<sup>28</sup> AGSB, *Bourg-Saint-Pierre*.



## TROISIÈME PARTIE

# Période de déclin

## La prévôté de Mont-Joux sous la commende 1438-1586

### Introduction

Le concile de Bâle, les guerres de Bourgogne et la Réforme, événements de portée européenne, influent profondément sur la vie de la prévôté du Mont-Joux.

Le concile de Bâle réuni en 1431 montra, dès le début, de l'hostilité à l'égard du pape. Il devint si entreprenant qu'Eugène IV en prononça la dissolution en 1437. Ce concile, dès lors schismatique, destitua Eugène IV en 1439 et, la même année, élut un antipape en la personne d'Amédée VIII de Savoie qui prit le nom de Félix V et se maintint dans cette dignité durant dix ans. La prévôté de Mont-Joux fut entraînée dans ce schisme qui prit fin par le désistement de Félix V et son ralliement, en 1449, au pape légitime, Nicolas V.

Un quart de siècle plus tard éclatent les guerres de Bourgogne. Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, avait conçu le dessein de reconstituer l'ancienne Lotharingie. Il avait réussi à gagner à sa cause la duchesse Yolande de Savoie. Ces visées provoquèrent la coalition des Etats qui se sentaient menacés : l'Autriche, la France et les cantons suisses auxquels le Valais était allié. Durant les hostilités, en 1475, la Savoie entreprit une campagne contre le Valais. Un contingent de Valdotains et de Savoisiens, sous la conduite d'Amédée de Gingins et de Rodolphe d'Asperlin, franchit le Saint-Bernard et rejoignit les troupes venues de Savoie. Cette armée

poussa jusqu'à Sion. Les Valaisans aidés des Confédérés lui infligèrent une sanglante défaite le 13 novembre sur la Planta et la poursuivirent jusqu'au-dessous de Martigny.

L'année suivante, la duchesse de Savoie tenta encore d'envoyer des troupes lombardes et savoisiennes au secours du Téméraire. Ces soldats franchirent le Saint-Bernard le 10 avril 1476. Mais les Valaisans les arrêtaient à Sembrancher, les refoulèrent jusqu'au sommet du col et occupèrent le Bas-Valais et le Chablais. La vallée d'Aoste envisagea alors de faire alliance avec le Valais. La cour de Turin étouffa cette tentative. Cette vallée resta donc sous la juridiction de la Savoie tandis que l'hospice et l'Entremont devenaient partie intégrante du Valais.

Cependant les revers de la Savoie faisaient de la vallée d'Aoste une proie alléchante pour les Valaisans. Ils résolurent de l'envahir. Mais une entrevue qui eut lieu le 24 juin 1506 sur le Saint-Bernard, entre la Savoie et le Valais, évita la guerre. Les deux parties projetèrent de se rencontrer encore sur la frontière pour trancher leurs différends. Grâce à l'arbitrage de l'évêque de Lausanne, ces démarches aboutirent à la paix d'Ivrée en 1507<sup>1</sup>.

La Réforme causa des troubles encore plus profonds dans la région. Le duché de Savoie subit de telles pertes que son existence en fût menacée. En 1536, les Français envahissent la Savoie et le Piémont<sup>2</sup>. Les Bernois conquièrent d'un seul élan le pays de Vaud, Genève, une partie du Genevois et du Faucigny et le Chablais jusqu'à la Dranse de Thonon. De plus, depuis les guerres de Bourgogne, ils possèdent le district d'Aigle. De leur côté, les Valaisans occupent le Chablais jusqu'à Thonon et projettent de nouveau de s'annexer la vallée d'Aoste. Le moment est des plus favorables, les Etats de Savoie étant réduits presque à cette seule vallée. Une tentative d'invasion par le Saint-Bernard, en 1536, est arrêtée à Gignod par une troupe valdotaine commandée par Mathieu de Lostan. En 1548, les Valaisans, apprenant que de grandes revues militaires avaient lieu à Aoste, redoutent un coup de main et placent à l'hospice une garnison de quatorze soldats, qu'ils portent à quarante en automne<sup>3</sup>. La vallée d'Aoste en effet, inquiète de la guerre qui grondait à sa frontière, avait organisé une sorte de milice territoriale. Ce sont indubitablement ces événements qui conduisent au Mont-Joux l'évêque de Sion, J.-J. Jordan, avec une suite nombreuse en 1550. La défiance est si profonde que chacune des deux vallées redoute d'être envahie par l'autre. Elles en sont quittes pour la peur.

<sup>1</sup> D. Imesch, p. 98 et *Armorial valaisan*, art. de Savoie, p. 232.

<sup>2</sup> J.-A. Duc, V. 295. L'occupation dura une trentaine d'années. François I<sup>er</sup>, roi de France, eut ainsi le contrôle de l'hospice du Petit-Saint-Bernard, dont il fit dresser l'inventaire en 1546. AST. Pour arrêter les Français, un bataillon valdotain avait franchi le col en 1536 et s'était joint aux troupes de la Tarentaise. Il ne put que les retarder.

<sup>3</sup> P. Grenat, p. 36.



Les événements que nous venons de rapporter changent la géographie politique de la région, de sorte que la prévôté du Mont-Joux, au lieu d'avoir affaire au seul duc de Savoie, relève dès lors de trois puissances politiques : la Savoie, le Valais et Berne.

Comme les Bernois imposent la Réforme dans les pays conquis, les nombreuses possessions du Saint-Bernard qui s'y trouvent sont perdues. Il faut excepter la ferme de Roche pour laquelle les religieux doivent désormais prêter serment de fidélité aux Bernois.

Par le fait de l'annexion de l'hospice au Valais, la prévôté se trouve désaxée au point de vue politique. Née dans l'ambiance de la maison de Savoie, elle reste profondément savoisiennne par ses prévôts, ses religieux son passé et sa mentalité. L'hospice englobé dans le territoire du Valais par la conquête de 1475, les Patriotes entendent avoir dès lors la haute main sur la prévôté dont ils contrôlent la maison mère. Ce qui complique la situation, c'est que le prévôt ne réside pas à l'hospice, mais à Aoste, qu'il échappe ainsi à l'influence valaisanne et qu'il reste tout dévoué au duc de Savoie.

Ce désaxement engendre un profond malaise qui se manifeste déjà en 1558 et 1559. La diète, réunie à Sion du 13 au 22 juillet 1558, nomme Peter Ambül, fiscal de l'évêché, avoué (c'est-à-dire à la fois protecteur et gouverneur) de la maison du Saint-Bernard et envoie deux délégués, Jean de Platéa, banneret de Sion, et Philippe de Torrenté, châtelain de Sion, au chapitre du Saint-Bernard pour une affaire importante<sup>4</sup>. Le prévôt écrit de Bibian, le 6 octobre suivant, que cette affaire demande une mûre délibération<sup>5</sup>. La suite des événements semble indiquer de quoi il s'agit. L'année suivante, le Valais mande à l'hospice un commissaire chargé d'en dresser l'inventaire et de faire disparaître les armes de Savoie représentées sur les murs. Mais le maréchal de Savoie signifie aux Valaisans, le 10 septembre 1559, de surseoir à toute innovation jusqu'à la venue du duc Emmanuel-Philibert. Le ton ferme de la missive et le bruit des succès militaires d'Emmanuel-Philibert arrêtent les entreprises des Valaisans<sup>6</sup>. L'évêque de Sion proteste auprès du duc par lettre du 22 septembre, faisant valoir que l'hospice était sur son territoire<sup>7</sup>. Les choses en restent là.

Mais on comprend déjà le contrecoup subi par l'hospice du fait du changement de souveraineté. Cependant, grâce à son habileté, la maison de Savoie réussira à tenir la haute main sur la prévôté durant trois siècles encore.

<sup>4</sup> *Landsrats-Abschiede* aux AV. Diète de juillet 1558.

<sup>5</sup> AV, 104 SB.

<sup>6</sup> P. Grenat, p. 74 et F. Scorretti, *Etude sur l'histoire des limites entre le Valais et le Piémont*, dans *Ann. val.* t. 4, pp. 225 et suivantes.

<sup>7</sup> AV, 104 SB.

## CHAPITRE PREMIER

# Les personnes de l'ordre

### Les prévôts commendataires (1438-1586)

Les religieux du Mont-Joux avaient fait tous les efforts possibles pour se préserver de la commende. Comme ils se sentaient de plus en plus menacés, ils avaient encore sollicité et obtenu d'Eugène IV, le 11 avril 1436, la confirmation du droit de procéder en toute liberté à l'élection du prévôt<sup>1</sup>. Les constitutions du cardinal Jean promulguées en 1438 reconnaissaient formellement aux chanoines cette élection. Ce droit était donc bien établi.

Or le 28 février 1437, le pape Eugène IV confère à Jean de Grolée, chanoine de Lyon, la prévôté du Mont-Joux, qu'il espère vacante par l'élection de Jean d'Arces à l'archevêché de Tarentaise. Nous verrons encore le pape Pie II approuver solennellement les constitutions garantissant la liberté d'élection et, presque dans le même temps, conférer la prévôté au commendataire François de Savoie. Ces contradictions s'expliquent en partie. L'abus de la commende était si général qu'il apparaissait alors comme irrésistible. D'autre part, la papauté avait vu son autorité si affaiblie par le grand schisme et le concile de Bâle qu'elle recourait à ce moyen afin de s'attacher les prélats les plus influents et raffermir ainsi son autorité.

Si les chanoines du Mont-Joux sont déçus de l'introduction de la commende, ils y sont préparés. Le pape était intervenu plusieurs fois dans la nomination des prévôts, choisissant pour cet office des membres de l'ordre ou d'autres ecclésiastiques. Le prévôt se déchargeait parfois sur

<sup>1</sup> AGSB à la date de 1669.

un vicaire de l'administration courante, ainsi avait fait Jean d'Arces. Cependant il conservait des relations assez étroites avec sa maison du Mont-Joux puisqu'il résidait ordinairement dans une maison et avec des religieux de l'ordre. La commende rompt ces derniers liens et le commendataire n'aura plus guère avec l'ordre d'autre relation que d'en tirer périodiquement les revenus.

Le cumul de bénéfices dans les mains d'une même personne, d'un enfant parfois, montre au vif l'abus de la commende. Les revenus de ces bénéfices, affectés par les bienfaiteurs à des œuvres pies, sont en partie détournés de leur fin pour enrichir les enfants riches des puissants du siècle, tandis que les clercs qui assument les charges réelles sont réduits à la portion congrue. Il faut cependant reconnaître que, parmi les commendataires, il y en eut, comme François de Savoie, qui s'intéressèrent effectivement aux institutions dont ils percevaient les revenus.

*Jean de Grolée, 1438-1458.*

Fils de Guy, seigneur de Saint-André de Briord, et de Bonne de Challant, il appartenait à une ancienne famille noble du Bugey. Il était chanoine chantre de l'église métropolitaine de Saint-Jean de Lyon quand le pape Martin V, par bref daté de Genève le 14 avril 1418, lui confia l'office de réformer le chapitre de Saint-Ours<sup>2</sup>. Il devint chanoine de Lausanne en 1426 et fut protonotaire apostolique<sup>3</sup>.

Le pape le nomma prévôt commendataire du Mont-Joux en 1437. Il le devint effectivement en 1438, après que Jean d'Arces eut occupé le siège de Tarentaise.

Etant donné le changement survenu, il ne faut pas s'attendre à voir le nouveau prévôt déployer une grande activité au sein de la maison. Il en confia l'administration à un vicaire général, Guillaume Morard, prieur de Martigny. Libre de ce côté, il fut tout entier au service du duc Amédée VIII sur lequel il exerçait une grande influence.

Comme nous l'avons rappelé, le concile de Bâle poussa l'audace jusqu'à déposer le pape le 25 juin 1439. Le duc de Savoie, Amédée, qui soutenait le concile, envoya pour la forme à Eugène IV une protestation

<sup>2</sup> AGSB. La bulle déclare cette prévôté, conventuelle avec charge d'âmes, pourvue d'ordinaire par élection et d'un revenu de deux mille livres petites tournoises. E.-P. Duc, *Le prieuré de S. Ours*, p. 97. La date de la bulle est erronée. Martin V ayant été élu pape le 11 novembre 1417, la bulle est à dater de 1418.

<sup>3</sup> Ses armes sont : gironné d'or et de sable, brisé d'un croissant au premier giron de chef. Elles figurent sur son sceau de prévôt qui représente saint Bernard tenant le diable enchaîné et levant la main pour l'exorciser. C'est une innovation dans l'iconographie de saint Bernard. Elle correspond à la diffusion, au début du XV<sup>e</sup> siècle, de la vie de saint Bernard attribuée à Richard de la Val d'Isère. La légende est : *Sigillum iohannis de grolea administrator. prepositure montis iovis*. Le changement de légende indique le changement survenu par l'introduction de la commende. L. Quaglia et D. Galbreath, p. 10.

de soumission à l'Eglise, sans préciser si, à ses yeux, l'Eglise était représentée par Eugène IV ou par le concile. Il fit cette démarche après consultation de ses intimes, dont était Jean de Grolée qui, en qualité de protonotaire apostolique, authentiqua cette protestation<sup>4</sup>.

Jean de Grolée est à Ripaille le 24 août 1439, auprès de Louis de Savoie ; il est cité le premier, « Jean, prévôt du Mont-Joux », au bas d'un acte concernant le châtelain de Conthey<sup>5</sup>. En septembre, il est au concile de Bâle<sup>6</sup>.



A supposer que le pape se fût laissé tromper par la protestation de soumission d'Amédée VIII, il ne put rester longtemps dans son erreur. En effet, les pères du concile, en quête d'un personnage de grande considération pour l'élever à la papauté et donner de l'autorité à leur assemblée, arrêtaient leur choix précisément sur le duc Amédée qui vivait alors à Ripaille à moitié retiré des affaires. Jean de Grolée et Jean d'Arces furent envoyés auprès d'Amédée VIII pour lui offrir la papauté. Celui-ci eut l'aveuglement d'accepter et fut élu pape le 5 novembre 1439. Il fit son entrée à Bâle le 24 juin 1440. Bientôt il se brouilla avec les Bâlois qui le déposèrent le 4 septembre 1443. Mais Félix V, s'obstinant dans le schisme, se retira à

Lausanne. En 1444, après la mort de François de Mez, évêque de Genève, survenue le 7 mars, il se déclara administrateur de cet évêché et nomma Jean de Grolée son vicaire général et prieur de Saint-Victor de Genève.

L'hospice du Mont-Joux adhéraient naturellement à Félix V. Ce pape, par bulle du 20 juillet 1445, abolit la commende dans plusieurs monastères en même temps que dans la prévôté du Mont-Joux qu'il autorisait à refuser tout commendataire quel qu'il fût, toute union de bénéfice et toute pension annuelle<sup>7</sup>. Cette bulle n'eut guère d'effet.

<sup>4</sup> M. Bruchet, p. 119.

<sup>5</sup> Gr. VIII. 2909.

<sup>6</sup> L'évêque de Sion, Guillaume de Rarogne, confirmé par Eugène IV, recourut, après la déposition de ce pape, au concile de Bâle pour être reconnu comme évêque de Sion et absous de certaines censures. Le concile remit l'affaire à son président, le cardinal d'Arles, qui accorda les faveurs sollicitées le 9 septembre 1439. Jean de Grolée y est mentionné comme témoin avec la qualification de protonotaire apostolique. Gr. VIII, 2916.

<sup>7</sup> AGSB. Cette bulle fut envoyée du couvent de Saint-Dominique près de Genève.

Eugène IV mort, il se tint à Lyon en 1447 une assemblée dans le but de mettre fin au schisme. Jean de Grolée y fut envoyé par Félix V. Cette réunion n'aboutit pas. La même année, Nicolas V fut élu pape. Félix V voyant que la chrétienté se regroupait autour du nouveau pape et que son obéissance se réduisait à ses sujets, renonça à la papauté à Lausanne le 7 avril 1449. C'est le prévôt Jean de Grolée qui fut chargé de remettre cette renonciation au pape légitime<sup>8</sup>, lequel, en compensation, créa Amédée VIII, cardinal du titre de Sainte-Sabine et légat pour la Savoie, en juin 1449. Celui-ci mourut bientôt, le 4 janvier 1451, à Ripaille et y fut enseveli. Dès lors le prévôt de Grolée résida ordinairement à Lyon, où il mourut à son tour le 20 janvier 1459, après avoir renoncé à la prévôté vers la fin de 1458. Il fut enseveli dans l'église mère de cette ville<sup>9</sup>.

Ces derniers faits expliquent les mobiles qui inclinèrent le pape Nicolas V à concéder une importante faveur au duc de Savoie. En se démettant de la papauté, le duc de Savoie avait fait un geste infiniment agréable à Nicolas V, qui le paya de retour par un indult donné à Saint-Pierre de Rome le 10 janvier 1451 : le pape désire la paix et le progrès pour tous, mais en particulier pour le duc Louis de Savoie en raison de son dévouement envers le Saint-Siège. Voulant lui éviter tout motif de soupçon ou dommage par le fait qu'il s'est réservé les nominations aux églises et aux monastères du duché de Savoie, il donne l'assurance au duc Louis que, tant que lui et ses Etats demeureront fidèles à son obéissance, il ne nommera personne à un siège métropolitain, épiscopal ou abbatial, ni aux prieurés de Talloires, de Ripaille et de la Novalaise, ni à la prévôté du Mont-Joux sans connaître l'intention du duc et son consentement *nisi habitis prius... intentione et consensu ipsius ducis* au sujet des personnes aptes à ces dignités. Il s'engage encore à ne concéder des expectatives et des réserves spéciales avec mandat de provision qu'à des personnes du pays ou, si c'est à des étrangers, qu'avec le consentement du même duc. Si pour mettre fin à des importunités, ou par mégarde, il venait à faire des collations de bénéfices contrairement aux dispositions de l'indult, ces collations seraient dépourvues de toute valeur. Ce privilège sera confirmé par Sixte IV en 1474, Léon X en 1515, Clément VII en 1524, Jules III en 1554, Grégoire XIII en 1572, Clément VIII en 1595, toujours dans les mêmes termes bien qu'entre temps l'hospice ait passé dans le territoire du Valais. Les juristes de la Savoie l'interpréteront dans le sens d'un droit de nomination pur et simple et seront souvent en contestation avec le Saint-Siège à ce sujet<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 10.

<sup>9</sup> E.-P. Duc, p. 76.

<sup>10</sup> *De iuribus ac privilegiis... regiae celsitudinis... Sabaudiae... consultatio*. Turin, 1967. Cf. J.-A. Duc IV, pp. 467-649.

Cette faveur fait date dans le mode de nomination des prévôts. D'abord cette élection appartenait aux religieux du Mont-Joux et la confirmation à l'évêque de Sion. Puis, à une date que nous ne pouvons préciser, le pape s'est réservé cette nomination. Désormais, en vertu de l'indult de Nicolas V, elle sera conditionnée par l'agrément du duc de Savoie qui s'en prévaudra pour prétendre au droit de nomination. Ce changement exerça une influence désastreuse sur l'évolution de la maison du Mont-Joux.

*François de Savoie, 1459-1490.*

Jean de Grolée était mort le 20 janvier à Lyon. La nouvelle dut mettre quelques jours pour parvenir à l'hospice. Le 28 janvier déjà, le prieur claustral, Pierre d'Amédée, adressa une circulaire au prévôt de Ferrette<sup>11</sup>, aux prieurs, curés et autres religieux de l'ordre ayant droit à l'élection du prévôt. Il leur disait : « Comme notre révérend père en Christ, Jean de Grolée, est entré dans la voie de toute chair, hors de la curie romaine, nous, avec les quatre clavistes et les chanoines claustraux... nous avons décidé, avec le secours de Dieu, de réunir le chapitre le 5 février prochain aux lieu et heure accoutumés pour procéder à l'élection du prévôt afin que l'église des Saints-Nicolas et Bernard et celles qui lui sont soumises ne subissent pas le dommage d'une longue vacance. »<sup>12</sup>

Les messagers auront brûlé les étapes pour avertir à temps les chanoines et ceux-ci, pour se rendre à l'hospice à la date fixée. On sent en tout cela la volonté de faire vite, plus vite que le pape et la maison de Savoie, dans l'espoir d'éviter un nouveau commendataire.

Le 5 février, le chapitre se réunit donc à l'hospice. Il décide que le prévôt élu jurera, avant de prendre possession, d'observer les constitutions et statuts de l'ordre, de ne pas renoncer à la dignité reçue et de ne pas s'en démettre en faveur d'un autre sans l'assentiment de quatre religieux à désigner par le chapitre.

L'élection se fit dans le chœur de l'église selon le rite suivi de longue date<sup>13</sup>. Le prieur claustral chanta la messe du Saint-Esprit, puis déclara aux capitulants qu'ils devaient être en état de grâce<sup>14</sup> pour procéder à l'élection. Tous répondirent qu'ils se croyaient dans cet état.

Les votes reçus derrière le maître autel, à la sacristie, furent ensuite déposés sur cet autel et dépouillés. La majorité se réunit sur la personne de Jean de Solace, prieur de Bourg-Saint-Pierre, qui se soumet à la

<sup>11</sup> Ferrette est cité en premier lieu en tant que prévôté.

<sup>12</sup> AGSB. *Chapitres*. Un exemplaire de cette citation fut affiché à l'hospice près de la porte qui regarde Bourg-Saint-Pierre.

<sup>13</sup> *De more solito et ab antiquo*. Cf. E.-P. Duc, pp. 77 et 78 qui résume fidèlement les actes de ce chapitre.

<sup>14</sup> *Devote et cum reconciliationibus debitis*.



volonté secrète de ses confrères, sous réserve de l'agrément du pape et du duc de Savoie. En outre, il déclare qu'il ne s'ingérera pas dans l'administration de la prévôté avant confirmation de Rome<sup>15</sup>.

Pour assurer l'effet de cette élection, le chapitre conventuel de l'hospice, réuni le 2 mars 1459, constitua des procureurs et des rédacteurs de lettres apostoliques, chargés d'adresser ses suppliques au Saint-Siège<sup>16</sup>.

Si expéditifs qu'aient été les chanoines du Mont-Joux, la prévoyante maison de Savoie les avait devancés en obtenant du pape, pour François de Savoie, des bulles de provision de la prévôté datées du 27 février 1459<sup>17</sup>.

Après ces événements, le 3 juin 1459, le prieur claustral Pierre d'Amédée convoque les prévôts, prieurs, curés, etc., soumis à la prévôté en réunion capitulaire à l'hospice au lendemain de la Saint-Augustin, « pour raison d'élection, la prévôté de Mont-Joux étant vacante »<sup>18</sup>. On conçoit que la prévôté soit dite vacante, puisque Jean de Solace, prévôt élu, n'avait pas reçu de confirmation et que François de Savoie n'avait pas encore été accepté par les religieux.

Le 29 août, les capitulants se réunirent à l'hospice. Ils n'eurent probablement qu'à accepter la hiérarchie préfabriquée par la maison de Savoie, soit : François de Savoie, prévôt ; Louis de Romagnan, évêque de Turin, administrateur ; Barthélémy Chuéry, substitut, et Jean de Solace, vicaire général désigné par le substitut par égard envers l'élu du chapitre<sup>19</sup>.

<sup>15</sup> AGSB, *Chapitres*. Cf. E.-P. Duc, pp. 77 et 78. L'acte fut verbalisé le jour même. Les témoins en sont : les nobles et discrets Barthélémy des Bacthars de Graglia (Biellais), prêtre ; Lazare, fils d'Anselme Carenzana, écuyer de Bielle ; Jean de Gorra, soit Galliard de Saint-Rhémy ; Jean Leste, habitant Saint-Oyen et Nicod d'Abbona (Aubonne?), de Lausanne, habitant Orsières.

Jean de Solace était prieur de Bourg-Saint-Pierre depuis 1433. Il jouissait de la confiance de ses confrères puisqu'en 1438 il fut leur député auprès du cardinal Jean pour l'élaboration et l'acceptation des constitutions. A cette date-ci, il était prieur claustral et de Bourg-Saint-Pierre. Pierre d'Amédée lui succéda comme prieur claustral, mais Jean de Solace conserva le prieuré du Bourg qu'il cumula avec la cure de Vouvry dès 1454 jusqu'à sa mort en 1473. La réserve qu'il fit lors de son élection de l'agrément du duc de Savoie montre qu'il était au courant de la faveur accordée à ce même duc par Nicolas V. Cet agrément ne devait jamais venir. On aura remarqué dans le rite de l'élection, le souci d'être en état de grâce ; c'est un signe que l'élection du prévôt était regardée comme un acte religieux en même temps qu'une formalité juridique. Ce rite, qui était en usage depuis fort longtemps, nous renseigne sur la manière dont les prévôts furent élus dans les siècles précédents.

<sup>16</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>17</sup> E.-P. Duc, p. 80.

<sup>18</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>19</sup> AV, 104 SB, 3. Le 31 mars 1459, Guillaume Morard, prieur de Martigny, fait un échange de biens avec Claude Exchampéry. Le chapitre lui donne, le 31 août 1459, son approbation qui porte la signature suivante : Jean de Solace, prieur de Bourg-Saint-Pierre, vicaire général au spirituel et au temporel de l'église prévôtale des Saint-Nicolas et Bernard du Mont-Joux, constitué par révérend Barthélémy Chuéry, administrateur substitut de la prévôté délégué par le seigneur Louis de Romagnan, évêque de Turin, administrateur de la prévôté député par le pape pour l'illustre François de Savoie, commendataire perpétuel de la prévôté du Mont-Joux.



Avant ce chapitre déjà, Louis de Romagnan et le duc de Savoie avaient agi comme administrateurs de la prévôté en louant, le 19 juillet 1459, les quêtes d'Italie, pour le prix de deux mille cent ducats d'or, au frère Guideto de Ferrariis<sup>20</sup>.

Cependant les chanoines du Mont-Joux n'avaient pas abandonné tout espoir de faire prévaloir leur candidat. Peu après l'élection de J. de Solace, ils avaient constitué des procureurs pour faire ratifier cette élection par le pape. Afin d'assurer le succès de leurs démarches, ils leur donnèrent comme but d'obtenir du Saint-Siège l'approbation des constitutions du cardinal Jean qui garantissaient la libre élection du prévôt. Une supplique fut présentée par J. de Solace au pape Pie II, qui y répondit par bulle donnée de Mantoue le 11 octobre 1459. Pie II décrit à grands traits les événements d'où sont sorties les constitutions. Reconnaisant qu'elles ont été authentiquées par l'officialité de Lausanne et qu'elles sont honnêtes, conformes au droit et utiles à la prévôté, il les approuve et confie à l'archevêque de Besançon et aux évêques de Verdun et de Paris, le soin de les faire observer<sup>21</sup>. Par cet acte, les constitutions de 1438 recevaient leur suprême confirmation. C'était une arme dont les religieux de Mont-Joux allaient se servir en faveur de leur candidat.

Le chapitre réuni à la Saint-Augustin en 1461 ne révèle aucun changement dans la situation. Le président du chapitre est Barthélémy Chuéry, administrateur de la prévôté pour François de Savoie. Le prieur du Mont-Joux, Pierre d'Amédée, y figure comme prieur de Saint-Jacquême d'Aoste, Jean de Solace n'y est pas mentionné, ni non plus aux chapitres de 1463 et 1464. Peut-être était-il à la cour du pape pour défendre ses droits à la prévôté.

De son côté, la maison de Savoie faisait valoir les siens. Louis de Romagnan fulmina, le 30 septembre 1461, les bulles de provision de la prévôté données en 1459 en faveur de François de Savoie<sup>22</sup>. Le 28 juillet 1462, il donnait des instructions à ses commissaires ; Guideto de Ferrariis, conseiller et chapelain de François de Savoie ; Pierre d'Amédée, prieur claustral, et Guillaume Morard, prieur de Martigny. Celui-ci agissait comme vicaire général de François de Savoie dans le procès<sup>23</sup>.

Enfin, de guerre lasse, Jean de Solace abandonna ses droits à la prévôté. Le pape Paul II lui assigna en dédommagement, le 13 février 1465, une pension annuelle de quatre-vingt-neuf florins<sup>24</sup>. Au chapitre tenu en août 1465, Jean de Solace *Ven, vir iohannes solacii electus montis iovis,*

<sup>20</sup> AST. Le duc pomettait en même temps à Guideto cent ducats sur le prieuré d'Etoy. Guideto en fut gouverneur de 1462 à 1465.

<sup>21</sup> *Constitutions*. Edition de 1723, pp. 70-73.

<sup>22</sup> E.-P. Duc, pp. 79 et 80.

<sup>23</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>24</sup> AGSB.

élu du Mont-Joux, préside. Ce titre est le rappel d'un rêve, celui qu'avaient fait les chanoines du Mont-Joux de se donner un prévôt de leur choix.

François de Savoie était définitivement en possession de la prévôté, il avait onze ans. Il était fils du duc Louis et d'Anne de Lusignan. Il cumula de nombreux bénéfices ecclésiastiques : un canonicat à Turin, les abbayes d'Abondance, de Saint-Jean-d'Aulph et de Saint-André de Verceil, le prieuré de Romainmôtier de 1481 à 1489, l'abbaye de Staffarde dès 1482, l'archevêché d'Auch dès 1483, l'administration du diocèse de Genève dès 1484 et le prieuré du Petit-Saint-Bernard dès 1461 ou avant, y ayant succédé par décès à Antoine de Longuecombe<sup>25</sup>. Il fut couramment désigné sous le nom de Monsieur de Mont-Joux<sup>26</sup>. François de Savoie était si considéré qu'il fût choisi comme gouverneur de la Savoie et du Piémont à la mort du duc Charles en 1490.



Par son accession à la prévôté, la maison de Mont-Joux se trouva inféodée plus que jamais à la famille de Savoie. Elle n'eut d'abord qu'à s'en féliciter, surtout sous le règne du bienheureux Amédée IX (1465-1472), frère du prévôt.

Le 2 août 1466, à Ivree, ce duc accorda au Mont-Joux l'exemption de tous les droits d'entrée, la confirmation de tous ses biens et la faculté d'apposer les armes de Savoie sur les maisons de l'ordre<sup>27</sup>. Son frère prévôt lui ayant demandé un sauf-conduit pour les procureurs et autres religieux de la prévôté qui devaient fréquemment se déplacer en Savoie et même à l'étranger pour la visite des églises et des maisons, pour la correction des quêteurs infidèles et pour toutes les affaires de l'ordre, le duc l'accorda en des termes très favorables, par dévotion spéciale aux saints Nicolas et Bernard et en considération de l'aide apportée indéfectiblement à ceux qui passent *transalpinantibus* par Mont et Colonne-Joux (Petit-Saint-Bernard). Par ce sauf-conduit, délivré à Ivree le 10 août 1466, il recommande à tous les officiers du duché et aux dignitaires ecclésiastiques d'ac-

<sup>25</sup> E.-P. Duc, p. 80. Le 9 octobre 1461, François de Savoie s'obligea pour l'annate du prieuré de Châtel-Argent, qui dépendait de l'hospice du Petit-Saint-Bernard.

<sup>26</sup> L'hospice conserve la matrice du sceau employé par François de Savoie comme archevêque d'Auch et prévôt du Mont-Joux. Ce sceau représente saint Nicolas et saint Bernard, ce dernier en surplis dépassant à peine les genoux et en mozette. Il tient en main le bâton de prévôt et une corde à laquelle est lié un petit diable. Les armes sont la croix de Savoie. La légende dit : *Sigillum reverendi domini francisci de Sabaudia archiepiscopi auxitanensis et prepositi sanctorum Nicolai et Bernardi Montis lovis*. Cf. L. Quaglia et Galbreath.

<sup>27</sup> E.-P. Duc, p. 81.

cueillir avec bienveillance les messagers des deux maisons et de leur faciliter les quêtes. Il accorde l'exemption de toute taxe pour les aumônes ou autres biens, le droit à une protection ou une escorte, si besoin est, l'entière liberté pour le transport des approvisionnements nécessaires aux religieux et aux passants. Enfin le duc ordonne à ses officiers, chaque fois qu'ils en seront requis, de prêter main-forte contre les religieux rebelles et les quêteurs infidèles. Il déclare ce sauf-conduit valable jusqu'à sa révocation<sup>28</sup>.

Ces faveurs disent assez clairement la sollicitude des ducs de Savoie envers Monsieur de Mont-Joux et sa prévôté.

François de Savoie eut plusieurs vicaires généraux : Jean de Solace en 1459 ; Guillaume Morard en 1462 et 1463 ; Pierre d'Amédée en 1463 et 1464 ; Guideto Ferrariis en 1463 et 1464 ; Sylvestre de Lorase, doyen de Molon et infirmier du monastère d'Embrun, de 1468 à 1471 ; Amédée de Charanzonay, licencié en droit, prieur de Talloires, en 1474 ; Jean d'Aragon, docteur en droit et archidiacre de Tarentaise, de 1476 à 1483 ; François de Colombier, docteur en droit, chanoine de Lausanne, en 1484 ; Philibert de Chaffardon, docteur en droit, chanoine de Belley, de 1485 à 1490. A celui-ci, François de Savoie assigna comme traitement une pension de deux cents florins<sup>29</sup>.

Ce prévôt mourut à Turin le 3 octobre 1490<sup>30</sup>, après avoir résigné en faveur de son neveu, Louis de Savoie. Sous la prélature de François de Savoie, le Mont-Joux prospéra au spirituel et au temporel.

#### *Louis de Savoie, 1491-1494.*

Trois jours après le décès de François de Savoie, les chanoines du Mont-Joux réunis à l'hospice célébrèrent l'office des morts pour le repos de son âme. Le même jour, ils procédèrent à l'élection du nouveau prévôt.

Durant la prévôté précédente, il s'était produit un événement qui modifiait les conditions d'élection du prévôt : l'annexion de l'hospice au Valais, en 1475. La maison principale de l'ordre n'était plus dans la Savoie, les droits du duc relatifs aux élections des dignitaires ecclésiastiques dans ses Etats se trouvaient privés de leur fondement relativement au prévôt du Mont-Joux.

Ces circonstances décidèrent les chanoines à faire une nouvelle tentative d'élire le prévôt. Réunis en chapitre à l'hospice dans le chœur de l'église, ils choisirent comme prévôt Philibert de Chaffardon. Une telle hâte manifeste la volonté de devancer toute manœuvre du duc de Savoie

<sup>28</sup> AGSB.

<sup>29</sup> AST, Sez. r.

<sup>30</sup> François de Savoie eut un fils naturel, François, qui devint évêque de Genève et abbé de Pignerol. Guichenon II, p. 104.

et de le mettre en face d'un fait accompli. L'élu avait été vicaire général de François de Savoie, il était alors prieur de Martigny<sup>31</sup>.

L'élection faite, les chanoines adressèrent une supplique au pape afin qu'il daignât l'approuver. Ce fut en vain<sup>32</sup>. Louis de Savoie devint prévôt. Né en 1488 de Philippe II, duc de Savoie, et Claudine de Brosses, Louis avait donc trois ans en 1491, quand il fut pourvu de la prévôté par bref du pape Innocent VIII<sup>33</sup>.

L'évêque de Sion avait soutenu la cause de l'hospice qui se trouvait sous sa juridiction temporelle depuis 1475. Il s'opposa à la prise de possession. Louis de Savoie dut composer avec lui : il lui céda deux cents florins sur les revenus de la prévôté estimés à mille cinq cents ducats d'or<sup>34</sup>.

Ce prévôt à peine sorti des langes ne pouvait prendre en mains la direction de la prévôté. Il eut un coadjuteur, Jean d'Oriol, d'une noble famille de Bresse, nommé à cet office par le pape Innocent VIII. Protégé du duc de Savoie, Jean d'Oriol eut en commende une multitude de bénéfices, parmi lesquels le prieuré de Bellentre en Tarentaise de 1484 à 1486 et l'archevêché de Nice dès 1504. Il fut approuvé par Alexandre VI comme administrateur de la prévôté en 1494 et conserva cet office jusqu'à sa mort en 1507<sup>35</sup>.

Jean d'Oriol prit possession, le 24 mars 1491, du canonat et de la prébende de la cathédrale d'Aoste unis à la prévôté du Mont-Joux<sup>36</sup>. Comme administrateur de la prévôté, il fut secondé par les vicaires généraux Claude de Ordompné et François Chabod, vicaire général et official du diocèse d'Aoste et prieur de la prévôté de Saint-Laurent *ad plebem* à Oulx, dans le diocèse de Turin.

Louis de Savoie mourut en 1494 déjà, assassiné par un de ses serviteurs<sup>37</sup>. Il n'avait que six ans.

### *Philippe de Savoie, 1494-1509.*

Philippe de Savoie, frère de Louis, lui succéda en vertu de bulles datées du 2 mai 1494<sup>38</sup>. Il avait quatre ans<sup>39</sup>. La prévôté du Mont-Joux ne représentait encore rien à ses yeux, mais aux yeux de ses parents c'était

<sup>31</sup> La famille noble de Chaffardon possédait une maison forte à Saint-Jean d'Avey, près de Chambéry. Ses armes sont : d'azur à trois chats d'or, armés de gueules, posés 2 et 1, les 2 du chef affrontés.

<sup>32</sup> AGSB. MS. de L. Boniface, *Idealis observatio... circa capitulum*.

<sup>33</sup> AST. Sez. r.

<sup>34</sup> A. Büchi, t. 1, p. 382, édition allemande.

<sup>35</sup> Ses armes étaient : d'azur à la tour avec son avant-mur d'argent. *Armorial valaisan*.

<sup>36</sup> E.-P. Duc, p. 89. Duc en conclut que Jean d'Oriol avait été élu prévôt. C'est à tort, car Jean d'Oriol, comme administrateur de la prévôté, avait à faire cette prise de possession au nom de Louis de Savoie.

<sup>37</sup> F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 12.

<sup>38</sup> P. Gard, *Histoire*, citant AST.

<sup>39</sup> *Armorial valaisan*.

un revenu en beaux florins d'or dont ils faisaient cadeau, sans qu'il leur en coûtât rien, à ce bambin de fils. L'année suivante, Philippe reçut un nouveau cadeau de ce genre, la commende de l'évêché de Genève.

François Chabod, qui avait été vicaire général de Louis de Savoie, le fut encore de Philippe, au nom duquel il prit possession de la prévôté le 31 octobre 1494<sup>40</sup>. François Chabod mourut en 1498<sup>41</sup>. Il eut comme successeurs : Claude, vidomne, chanoine de Ripaille, en 1501, Jean d'Oriol en 1507, Nicolas Ferjot, abbé de Troyes, puis Jean de la Forest<sup>42</sup>. Jean de la Forest se rend au Saint-Bernard en 1509 pour accomplir un vœu du prévôt Philippe. Il pousse jusqu'à Bibian.

Philippe de Savoie renonça en 1509 à ses dignités ecclésiastiques pour embrasser la carrière des armes. Il devint comte de Genevois en 1514, chevalier de l'Annonciade en 1518, duc de Nemours en 1528, année où il épousa Charlotte d'Orléans. Sa mort survint en 1533<sup>43</sup>.

#### *Jean de la Forest, 1510-1524.*

Administrateur de la prévôté dès 1507, il succéda à Philippe de Savoie dans la commende du Mont-Joux en vertu des bulles de provision datées du 29 décembre 1509<sup>44</sup>. Jean de la Forest<sup>45</sup> naquit en 1467 d'Hugues, seigneur du Cuchet, maître d'hôtel du duc de Savoie, et de Céline de Cesarges. Il fut un favorisé du régime commendataire. La seule énumération de ses bénéfices nous paraît fastidieuse. Nous la donnons cependant pour nous faire, de cet ecclésiastique, une idée conforme à son milieu et à son temps<sup>46</sup>. De 1509 à 1520, il eut comme vicaire général Janus de Arbiaco, de 1512 à 1524, Louis Forré.

<sup>40</sup> AST.

<sup>41</sup> J.-A. Duc V, p. 107. Jean d'Oriol, resté administrateur de la prévôté, sollicita et obtint, le 18 décembre 1498, du pape Alexandre VI, une bulle ordonnant restitution à la prévôté des biens des religieux morts depuis une dizaine d'années et de François Chabod, en tant que prieur de la prévôté de Saint-Laurent *ad plebem*. L'official de Genève procéda à l'exécution de cette bulle le 7 février 1499. AGSB. François Chabod fut sacristain puis prévôt élu d'Oulx, mais dut céder la place à un commendataire.

<sup>42</sup> *Armorial valaisan* et E.-P. Duc, p. 90.

<sup>43</sup> Comme prévôt, Philippe de Savoie utilisa un sceau qui représente saint Bernard tenant le diable enchaîné. En pointe se trouve l'écu de Savoie surmonté d'un chapeau de protonotaire. Ce sceau est appendu à un acte de 1496. F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 12, et L. Quaglia et D. Galbreath, p. 11.

<sup>44</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>45</sup> La famille de la Forest appartient à la noblesse de Savoie. Elle est originaire de la Forest, entre Yenne et Saint-Jean-le-Chevelu (Petit-Bugey, Savoie). On la trouve citée dès 1232.

<sup>46</sup> *Armorial valaisan*, art. de la Forest, p. 97. J. de la Forest fut dès 1481 chanoine de Genève et de Mâcon, curé de Saint-Gervais dès 1483, prévôt de Verrès avant 1493, doyen crosé et mitré de la Sainte-Chapelle de Chambéry de 1502 à 1536 (bénéfice auquel fut uni, dès 1511, le prieuré de Payerne), prieur de Nantua dès 1510 où il fonda en 1535 la chapelle de Sainte-Anne, joyau d'art de la Renaissance, abbé de Saint-Just de Suse, chanoine de la cathédrale de Vienne sur le Rhône, conseiller et aumônier du duc Charles III, administrateur puis prévôt de Mont-Joux. Il était en outre protonotaire apostolique et docteur en droit de l'Université de Paris. Quand ce person-

Le 8 février 1510, il avertit Louis Forré, cellérier de l'hospice de sa prochaine prise de possession<sup>47</sup> qu'il fit le 5 avril suivant par son procureur, Michel Cugniardi, chanoine du Mont-Joux<sup>48</sup>. Mais Jean de la Forest rencontre un redoutable compétiteur à la prévôté, Mathieu Schiner, évêque de Sion<sup>49</sup>. Dès qu'il a vent de la renonciation de Philippe de Savoie, Schiner met tout en œuvre pour s'assurer cette prélature.

En juin 1509, il charge Georges Supersaxo de solliciter la commende de la prévôté du pape Jules II, dont la faveur lui est acquise. Il fait occuper l'hospice par une garnison d'hommes sûrs, d'entente avec les Patriotes. En février 1510, il se rend à Lucerne où il intéresse à l'affaire du Saint-Bernard les députés des cantons suisses. Ceux-ci approuvent les mesures prises et font savoir au duc de Savoie que s'il entreprend quelque chose contre l'hospice, ils le regarderont comme une offense à leur égard et en tireront vengeance<sup>50</sup>. De Lucerne encore,



nage se déplace, il faut tout un convoi pour transporter ses effets. Il passe le Saint-Bernard en 1507 : vingt-sept bêtes de somme portent ses bagages. (Compte du cellérier.) Les armes de Jean de la Forest sont : de sinople à la bande d'or frettée de gueules et accompagnée en chef d'un croissant d'argent. Le croissant est une brisure de la branche de cette famille qui avait la seigneurie de Barre. Ces armes se trouvaient peintes à fresque au prieuré de Saint-Jacquème d'Aoste. Elles figurent sur les sceaux employés par ce prévôt. L'un représente saint Bernard tenant enchaîné un diable qui tente de se sauver hors de l'édicule les abritant. Un autre représente dans une double niche saint Bernard à dextre accompagné d'un petit diable, qui semble vouloir se cacher derrière le saint vêtu en chanoine avec surplis et mozette ; à senestre, saint Nicolas. En pointe l'écu du prévôt. La légende est le dernier verset du Te Deum : *In te Domine Speraui, non confundar in aeternum*. F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, pp. 12 et 13, et L. Quaglia et D. Galbreath, p. 11.

<sup>47</sup> AGSB, à l'année 1527.

<sup>48</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>49</sup> A. Büchi, trad., pp. 68 et 71. Nous en tirons plusieurs renseignements relatifs aux démêlés entre J. de la Forest et M. Schiner.

<sup>50</sup> D. Imesch, p. 131. Dans les mêmes circonstances, Schiner écrivit à la commune de Viège une lettre d'où il ressort que, dès qu'il eut quitté le Valais, le duc de Savoie y envoya des émissaires qui proférèrent des menaces parce qu'il avait occupé la prévôté du Saint-Bernard. Mais Schiner l'avait fait avec le consentement des Patriotes et, à son avis, c'est sur ce point que le duc désirait être renseigné. Il ajoute : « Cela ne le regarde pas puisque (l'hospice) n'est pas dans son territoire. Qu'il fasse ce qui lui plaît, mais dans ses terres. Ensuite, il n'a aucun droit sur la prévôté. Peut-être cherche-t-il une occasion de procès. Quant aux censures ecclésiastiques dont il menace, laissez-le aller, il aura son affaire ».



le 3 mars, en qualité d'évêque diocésain, il nomme Pierre Grand, chanoine de Sion, administrateur de la prévôté, le chargeant de pourvoir aux nécessités urgentes et de remédier à l'incurie des prévôts commendataires<sup>51</sup>.

En novembre 1510, Schiner fait rapport au pape des dispositions qu'il a prises et de l'état de la prévôté. Le Mont-Joux est fréquenté par les Anglais, les Allemands, les Flamands, les Bourguignons et autres. Il est donc très important que ce col soit en mains sûres. Le prévôt néglige depuis longtemps l'obédience, le serment et le synode auxquels il est tenu envers l'évêque de Sion et il a laissé s'introduire du relâchement dans la célébration des offices, la vie religieuse et l'hospitalité. Pour ces raisons, Schiner sollicite la commende de la prévôté, s'offrant à laisser à son compétiteur une part des revenus<sup>52</sup>.

Jules II est fort embarrassé au reçu de cette supplique. Il ne voudrait pas mécontenter un serviteur aussi précieux que Schiner ; d'autre part, il était dangereux de se heurter au duc de Savoie qui s'arrogeait la nomination du prévôt en vertu d'une concession du Saint-Siège. Le crédit de Mathieu Schiner était si grand qu'il l'emporta. Il reçut du pape Jules II la formule du serment qu'il avait à prêter au Saint-Siège comme commendataire perpétuel du Mont-Joux. Mais ce serment ne fut pas prêté. Entre temps, le 11 mars 1511, Schiner fut promu au cardinalat<sup>53</sup>.

Il tenta alors d'établir dans la prévôté son neveu, André Kretz alias Schiner qui, le 11 octobre 1511, sollicitait du pape Jules II la commende de la prévôté qu'il dit vacante autrement que par décès en cour de Rome. Le pape Jules II accueillit favorablement cette demande. Procès s'ensuivit entre Kretz et Jean de la Forest. Mathieu Schiner ne put que recommander l'affaire à ses avocats. La Rote interdit tout changement dans la prévôté durant le procès et convoqua Jean de la Forest. Celui-ci ne se soucia pas de comparaître et continua d'exercer l'office de prévôt. En effet le 14 septembre 1512, de Thonon, il chargea Louis Forré de la correction des religieux en se réservant la gestion temporelle de la prévôté et la collation des bénéfices<sup>54</sup>. Un compromis fut tenté par la Savoie. Jean-Aimé Bonivard, abbé de Pignerol et prieur de Saint-Victor de Genève, homme de confiance du duc, s'adressa habilement au beau-frère de Pierre Falk, un Fribourgeois ami de Schiner, mais Falk échoua.

<sup>51</sup> AGSB.

<sup>52</sup> A. Büchi, *Urkunden und Akten zur Geschichte des Augustiner Chorherrenstiftes auf dem Grossen St-Bernard 1503-1513*, dans RHES, t. 12, 1918, pp. 80 à 100.

<sup>53</sup> Les archives de l'hospice conservent la formule de ce serment. Le commendataire promettait obéissance au pape et de ne pas aliéner les possessions de la prévôté. Ce document est muni du sceau de Jules II, mais non daté, n'ayant pas été mis à exécution. Il débute par ces mots : *Ego Matheus episcopus sedunen, et perpetuus commendatarius prepositus... Montisiovis.*

<sup>54</sup> AGSB



Le pape Léon X, le 19 mars 1513, ordonna au maître Guillaume Cassador d'ôter la prévôté à Jean de la Forest comme usurpateur et de la conférer à André Kretz, clerc du diocèse de Constance. Le même jour, il manda au doyen de l'église de Sion, Pierre Grand, de remettre la prévôté à Martin Schiner, neveu du cardinal, et de déclarer subreptices les lettres produites par Jean de la Forest<sup>55</sup>. Martin Schiner, doyen de Valère, prendra possession de la prévôté et l'administrera en son nom.

Mais Martin Schiner ne put prendre possession de la prévôté. Jean de la Forest, menacé de déposition, profita du fait que la question des revenus était restée en suspens pour provoquer un nouvel arrêté du tribunal papal qui lui fut favorable. Le 16 avril 1513, Léon X faisait un brusque revirement : il confirmait Jean de la Forest comme commendataire du Mont-Joux et l'autorisait à percevoir annuellement les revenus de la prévôté estimés à mille cinq cents ducats. Cette fois Schiner dut se contenter d'un compromis ménagé par le duc de Savoie vers la fin de l'an 1518. Il abandonna toutes prétentions sur la prévôté en faveur de Jean de la Forest, acceptant en compensation une pension de trois cents écus que le comte de Savoie promit de lui acquitter.

Schiner ressentit douloureusement la disgrâce de Léon X. Le 10 décembre 1518, il écrit qu'il est dépossédé de tout et que, dans l'affaire de la prévôté du Mont-Joux, on a agi par favoritisme et non autrement. En 1519, il s'étonne et se plaint de ce qu'il a été condamné sans avoir été entendu et qu'on a agi envers lui avec la dernière bassesse<sup>56</sup>.

Cette compétition dépasse les prétendants en présence et trahit la rivalité de la Savoie et du Valais pour avoir la haute main sur la prévôté. Il faut reconnaître que le Valais n'avait jamais eu de tels atouts en sa faveur. Il a perdu la partie, et pour plus de deux siècles. La lutte continuera cependant et la prévôté du Mont-Joux deviendra, en 1752, un institut valaisan, mais ce sera au prix des trois quarts de ses ressources.

En 1524, Jean de la Forest renonça à la prévôté en faveur de son neveu Philibert. Il en resta cependant administrateur jusqu'en 1537, conservant le titre de prévôt. Il se constitua un vicaire général le 11 août 1527 en la personne de Louis Duplâtre avec pouvoir de conférer tous les bénéfices ecclésiastiques, séculiers et réguliers, les offices claustraux ainsi que les bénéfices simples ou avec charge d'âmes. Jusqu'alors les prévôts se réservaient ces collations. En 1534, il eut comme vicaire général Jean Chardonnet, chanoine de Saint-Maurice<sup>57</sup>. Quand il reste à Aoste, Jean de la

<sup>55</sup> Hergenröther card. *Leonis X Regesta*, N° 1190 et 1191.

<sup>56</sup> D. Imesch, I, pp. 480, 482, et 500 à 502.

<sup>57</sup> AGSB. Louis Duplâtre, d'une famille noble du Bugey, était moine bénédictin du prieuré de Saint-Hippolyte de Thonon, sacristain du prieuré de Lémenc près de Chambéry et prieur de Lonnaz en Chablais. Il mourut en 1545. Ses armes sont : d'azur à la bande d'or chargée d'un lion passant de sable.

Forest habite la maison de Bibian qui servira de résidence à ses successeurs durant le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à ce qu'ils descendent au prieuré de Saint-Jacquême en 1596.

L'obituaire de l'hospice contient cet éloge du prévôt Jean : « Rd Mes-sire Jean de la Forest homme très dévot et pieux qui a orné ceste église de quelques ornements et parements et a fondé en la présente église tous les vendredis une messe de la conception de Notre-Dame, pour laquelle fondation, il légua et donna la somme de 300 florins. »<sup>58</sup>.

Le prévôt Jean de la Forest paraît bien en cour auprès du duc Charles III, dont il était conseiller et aumônier. Il l'accompagna à Boulogne au couronnement de Charles V en 1530<sup>59</sup>. Mais il résida d'ordinaire à Nantua.

Il testa le 22 mai 1537 instituant son neveu Philibert de la Forest, son héritier universel auquel il lègue mille pièces d'or. Il fait des legs à Benoît de la Forest, Barthélémy de la Forest, Pierre de la Forest, un neveu, à l'abbaye de Nantua où il veut être enseveli, etc. Un legs est destiné au mariage de quarante filles pauvres de Nantua<sup>60</sup>.

#### *Philibert de la Forest, 1524-1552.*

Clerc de Belley, il était âgé de vingt ans quand, le 4 avril 1524, le pape Clément VII lui conféra la prévôté<sup>61</sup>. Ce prévôt est à identifier avec Philibert de la Forest né de Guillaume en 1504. Il fut protonotaire apostolique. Nommé prévôt, il eut comme administrateurs de la prévôté son oncle Jean jusqu'en 1537, puis Boniface Ferrerio jusqu'en 1543<sup>62</sup> ; il l'administra lui-même jusqu'en 1552. Il renonça alors à l'état ecclésiastique et à la prévôté en faveur de son cousin Benoît et épousa, en 1553, Madeleine Flehard. Il testa en 1568 et mourut avant l'année 1579<sup>63</sup>. Christinus Ferrati et Claude de Arbiaco furent successivement ses vicaires généraux.

<sup>58</sup> En effet, Jean de la Forest, par acte fait à Bibian, le 30 août 1516, fonde une messe à dire à perpétuité à l'hospice, chaque mercredi, avec l'antienne *Inviolata*. AGSB. Bibian est une ferme du Mont-Joux située sur le coteau d'Aoste, avec maison d'habitation et tour. Les prévôts de la Forest y résidaient quand ils étaient à Aoste. Nous y trouvons aussi, en 1525, Louis Forré, prieur claustral et vicaire général de J. de la Forest, d'où il écrit au novice Antoine Valette d'Allein pour l'autoriser à rentrer dans la vie séculière. J.-A. Duc V, p. 212. Cette propriété appartient actuellement à la famille Torrione. Une plaque chauffante en fonte aux armes du Saint-Bernard et du prévôt Norat de 1680 rappelle les anciens maîtres.

<sup>59</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>60</sup> Gard, *Histoire*, citant AOM.

<sup>61</sup> AGSB.

<sup>62</sup> A cette date, par son procureur, Antoine Berthod chanoine du Mont-Joux, il recon-naît tenir en fief du chapitre cathédral une vigne à Bibian et s'oblige, comme ses prédé-cesseurs, à entretenir une lampe à huile qui brûle nuit et jour dans le chœur de la cathé-drale. Cet acte fut fait le 21 juin 1543 par le notaire Jacques Bernard, secrétaire du chapitre cathédral. P.-E. Duc, pp. 92 et 94, qui voit une succession de prévôt dans cette entrée en possession. Or Philibert était déjà prévôt depuis 1524.

<sup>63</sup> *Armorial valaisan*, art. de la Forest.

### *Benoît de la Forest, 1552-1563.*

Il naquit en 1533 de Jean de la Forest et fut nommé prévôt à dix-neuf ans, le 3 août 1552. La bulle de nomination contient la dispense de l'irrégularité provenant de sa naissance. Il prit possession du prieuré de Saint-Jacquême et de la cure unie de Pollein le 31 août suivant et de la prévôté le 26 janvier 1553<sup>64</sup>. Comme prieur de Saint-Jacquême, il devenait encore bénéficiaire du canonicat de Saint-Bernard à la cathédrale d'Aoste<sup>65</sup>.

Le 24 février, accompagné de quelques chanoines, dont le recteur de Sion, il se rendit à la Majorie auprès de l'évêque et lui fit obédience en présence de plusieurs chanoines de Sion. Dans la relation de cette cérémonie, Benoît est dit : « prévôt habitué du Mont-Joux ». Bien que commendataire, Benoît de la Forest avait donc pris l'habit du Mont-Joux<sup>66</sup>.

Ses armes étaient les mêmes que celles de ses prédécesseurs. Une fois prévôt, il continua à se rendre aux études, à l'université de Pavie, probablement, et se déchargea de l'administration de la prévôté sur un certain Ducret, son vicaire général. Benoît de la Forest résigna la prévôté l'année 1563 en faveur de René de Tollen et mourut la même année<sup>67</sup>.

Dès que l'évêque de Sion, J.-J. Jordan, apprit cette résignation, il manda au chapitre du Saint-Bernard de s'opposer à toute prise de possession de la prévôté. Cette défense ne tarda pas à être connue à Aoste. Comme le résignataire était de cette vallée, le Conseil des commis d'Aoste demanda, le 31 mars 1563, à l'évêque de Sion, de l'agréer en considération des relations de bon voisinage et de l'approbation par le pape de la résignation de Benoît de la Forest. Il ne semble pas que l'évêque de Sion ait maintenu son opposition<sup>68</sup>.

### *René de Tollen, 1563-1586.*

Il était d'une noble famille, originaire de Bielle, qui était en relation avec le Mont-Joux depuis longtemps<sup>69</sup>. Il prit possession de la prévôté le 29 mars 1563 et fut installé chanoine de la cathédrale le 3 avril. Il fit alors à ce chapitre une offrande (jocal) de dix écus<sup>70</sup>. Il eut comme vicaires

<sup>64</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>65</sup> Le 4 février 1553, il reconnut au chapitre cathédral d'Aoste une vigne située à Bibian, au-dessus de la maison de la prévôté du Mont-Joux et limitée par le chemin public au-dessous, par les terres du Mont-Joux au couchant et par le chemin descendant du Borgnon. Pour ce fief, il promet de payer annuellement au chapitre, à la fête de saint Michel, trois setiers de seigle, un denier de monnaie courante de service et deux deniers de plaît. E.-P. Duc, pp. 93 et 94.

<sup>66</sup> AES. Habitué, (*habituatus*) signifie : revêtu de l'habit religieux.

<sup>67</sup> F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 13. Le chanoine Vacher dit que Benoît de la Forest se maria dans la suite. AGSB, *Séparation*, 4<sup>e</sup> liasse.

<sup>68</sup> *Archives hist. de la ville d'Aoste, Catalogue général*, 210.

<sup>69</sup> En 1448, le chapitre albergea à Pierre, fils de Martin de Tollen (Tollegny), la maison donnée à l'hospice en 1397 par Jacobine Meysani et située dans le quartier de Saint-Jacques à Bielle. Le locataire de cette maison fut ensuite Jean de Tollen à qui le chapitre de 1468

généraux deux chanoines du Mont-Joux, Humbert de Lexert, puis Nicolas Charvet. Lors de la prise de possession, il jure une capitulation en vingt-six articles (cf. p. 276). Il ne l'observe pas. Dès 1573, les religieux s'en plaignent et, en 1583, ils adressent au nonce de Turin la liste des articles de de la capitulation que le prévôt n'observe pas.

Par suite de l'incendie de l'hospice et de la négligence des commendataires, la prévôté était menacée d'une ruine totale. René de Tollen s'intéressa plus à sa famille qu'à l'hospice. Il contribua largement à l'achat fait par son frère Michel, en juin 1571, de la moitié de la seigneurie de Brissogne<sup>71</sup>. Cette situation poussa le chapitre à prendre l'initiative d'un redressement, ce qui ne tarda pas à provoquer une vive opposition entre les claustraux et le prévôt. En 1583, le prieur claustral et plusieurs religieux adressèrent au nonce de Turin de nombreuses plaintes contre le prévôt. Les voici :

1. le prévôt n'a pas donné au Saint-Bernard les ornements promis ;
2. il n'observe pas les constitutions ;
3. il ne confère pas les bénéfices à des religieux ;
4. il n'applique pas les aumônes à leur destination ;
5. durant sept ans, il n'a pas résidé ni rendu ses comptes et négligé de les faire rendre aux autres ;
6. il n'a pas assisté au chapitre annuel ;
7. il a porté devant l'évêque d'Aoste, comme s'il était juge compétent, les affaires litigieuses ;
8. il ne maintient pas le nombre de religieux requis par la coutume ;
9. il ne pourvoit pas aux approvisionnements ;
10. il vend des biens de la maison ;
11. il n'a pas payé le vestiaire (en argent) dû aux claustraux ;
12. il ne restaure pas les bâtiments qui menacent ruine ;
13. il admet à la profession des novices qui n'ont pas fini leur année de probation ;
14. il a emprisonné des religieux sans motif ;
15. il a laissé perdre la plupart des droits de la maison ;
16. par sa négligence le prieuré de Saint-Jacquême a passé à l'évêché ;
17. il ne s'est pas soucié de ce que l'évêque de Sion conférât plusieurs bénéfices qui ne sont pas de sa collation ;
18. il n'est pas promu aux ordres sacrés.

accepte de vendre la maison à condition que Jean lui acquière, en vallée d'Aoste, des biens pour une valeur équivalente. Pierre de Tollen, nommé ci-dessus, eut un fils du nom de Boniface, qui fut le père de Guyon, de qui est né René de Tollen dans la paroisse Saint-Laurent d'Aoste. Cette famille était à Aoste depuis le début du XVI<sup>e</sup> siècle. Ses armes sont : d'or à l'aigle déployée de sable, armée, becquée, allumée et couronnée de gueules, sur le tout un écu écartelé d'argent et de gueules.

<sup>70</sup> J.-A. Duc VI, p. 66.

<sup>71</sup> J.-B. de Tillier, p. 283.

En conséquence, les signataires demandent au nonce de déclarer le prévôt suspens<sup>72</sup>.

Du nonce, ces plaintes parvinrent à la connaissance du Saint-Siège qui nomma l'évêque de Sion visiteur de la prévôté. En cette qualité, Hildebrand de Riedmatten présida le chapitre de 1586. Cité devant lui et accusé d'avarice et de rapacité, le prévôt se contenta de répondre « qu'il avait suffisamment baillé aux claustraux, leur laissant toutes les offrandes des passants »<sup>73</sup>.

Bientôt René de Tollen allait rendre ses comptes au juge suprême. Il mourut en octobre 1586. L'obituaire de l'hospice dit à son sujet : « Il a este tres digne prevost et Econome, vendit plusieurs de ses biens paternelz pour la conservation et manutention des dictz hopitaux et soulagement des pauvres refugiant en iceux »<sup>74</sup>. Autre son de cloche. Le chanoine Vacher dit qu'après la mort de ce prévôt, la maison avait vingt-quatre mille francs de dette. L'épigramme décochée à ce prévôt *Tollenus omnia tollens* ne serait donc pas sans fondement.

Durant un siècle et demi, la prévôté du Mont-Joux subit la commende qui prit fin avec la mort de René de Tollen. Durant cette période, la prévôté a connu un temps d'expansion et de prospérité sous François de Savoie, puis un temps de décadence qui l'amena bien près d'une ruine totale sous les autres commendataires ; ce qui est dû autant aux malheurs des temps qu'au régime de la commende. Sous René de Tollen, mais non grâce à lui, les conditions politiques s'étant améliorées et l'influence du concile de Trente commençant à se faire sentir, la prévôté semble reprendre vie.

## Le chapitre<sup>75</sup>

Durant la période précédente, le chapitre se tint à Meillerie, quelquefois à Etoy ou à Thonon, mais non à l'hospice, si ce n'est en été 1437 pour faire accepter par les claustraux les constitutions d'Etoy. Les constitutions de 1438 (tit. 25) prescrivirent qu'il se tint à l'hospice, comme lieu conventuel et principal de l'ordre, le lendemain de la fête de saint Augustin. Cette ordonnance est observée dans les chapitres tenus sous Jean de Grolée et François de Savoie<sup>76</sup>. Celui de 1475 fait exception, il se réunit à Saint-Jacquême d'Aoste, en raison des hostilités pendantes entre la Savoie et le

<sup>72</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>73</sup> J. Luquet, p. 119.

<sup>74</sup> E.-P. Duc, p. 99.

<sup>75</sup> La principale source utilisée pour cet exposé est la liasse des actes des chapitres, AGSB. Nous la citons une fois pour toutes.

<sup>76</sup> Les protocoles des chapitres de 1459 à 1489, soigneusement conservés, constituent le premier volume des actes des chapitres.

Valais, épisode des guerres de Bourgogne. C'est la première fois qu'il a lieu à Aoste. Dès lors, le chapitre annuel commence ses sessions à l'hospice et les termine à Saint-Jacquême. Le cellérier dédommage alors le prieur du lieu des frais supplémentaires. En 1477, on donne comme motif de cette translation, le mauvais temps, les autres années aucun. Une raison de cette innovation est probablement l'intention de se soustraire au contrôle des Valaisans qui, par suite de l'annexion de l'Entremont, gardent sévèrement la frontière. Peut-être aussi qu'en raison de ces événements, les religieux domiciliés en Valais ne peuvent se rendre en vallée d'Aoste, et vice versa, d'où la convenance de tenir le chapitre, partie sur territoire valaisan, partie sur territoire savoisien pour que les religieux des deux versants puissent y participer. Dès 1483, l'hospice redevient le seul lieu de réunion du chapitre.

Durant la prévôté de Philippe de Savoie (1494-1509), le chapitre se réunit à l'hospice le 29 août 1504 et à Bibian les autres années. L'évêque Mathieu Schiner pouvait donc dire en 1510, avec quelque apparence de vérité, qu'il n'y avait plus de chapitre à l'hospice depuis une trentaine d'années et que, s'il se tenait, c'était ailleurs et pour machiner contre lui.

Sous les prévôts de la Forest, le chapitre continue à se tenir à Bibian, sauf en 1534 et 1540 où il se tient à l'hospice et, en 1556, à Saint-Jacquême d'Aoste. De 1557 à 1572, nous n'avons pas trouvé trace de chapitres.

Si le chapitre se tient à Bibian, c'est que cette maison joue le rôle de maison centrale comme plus tard Saint-Jacquême, puis Martigny. Des officiers de l'hospice y résident, les religieux malades y sont transférés, un groupe de religieux de retour de Rome après la conclusion du procès en faveur de Jean de la Forest contre Schiner y font halte le 19 juillet 1513. La maison est entretenue avec soin : à titre de comparaison, les fenêtres sont vitrées et non munies de papier comme à l'hospice. En 1522, on construit un poêle. Autant d'indices de l'importance de cette maison. (Cf. Comptes du cellérier.)

A l'hospice, le chapitre se tient à l'église, dans la chapelle capitulaire, celle de Notre-Dame probablement. Le chapitre de 1477, rappelant la coutume en vertu de laquelle le prévôt devait fournir cette chapelle des ornements nécessaires, déplore qu'on ait emporté à Etoy les ornements donnés à cette chapelle par le prévôt d'Arces<sup>77</sup>. En 1504, le chapitre se tient dans le « nouveau poêle » et, en 1540, dans la chambre des portes, *camera de portis*, restaurée en 1515 et 1517 après avoir été détériorée par le feu.

En droit, la présidence du chapitre appartient toujours au prévôt ; en fait, les prévôts commendataires n'y viennent pas. François de Savoie ne préside aucun chapitre ; il délègue à cet effet ses différents vicaires ou

<sup>77</sup> Cf. 10<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> réclamations de ce chapitre.



d'autres clercs. Ainsi, se trouvant à Bourg-Saint-Pierre le 8 août 1471 et prévoyant qu'il n'aura pas à disposition son vicaire général, Sylvestre, prieur de Lorase, pour présider le prochain chapitre, il lui substitue son orateur, le vénérable Jacques Bonivard, chanoine du Mont-Joux, prieur de Semsales. En 1476, il désigne pour cet office son trésorier Guillaume du Bois. Le chapitre de 1480 a deux présidents successifs, l'un à l'hospice, Jean d'Aragon, vicaire général, l'autre à Saint-Jacquême, Michel d'Estavayer.

De 1509 à 1520, le président du chapitre est Janus de Arbiaco, vicaire de Jean de la Forest, chanoine infirmier de Nantua et prieur de Chindriaci. Demeurant auprès du prévôt à Nantua, chaque année, il se rend à Bibian, par le Grand-Saint-Bernard, vers la fin août, date où se tient le chapitre. Après le chapitre, il examine les comptes du cellérier qui se bouclent à la fin du mois d'août ; puis les affaires expédiées, il s'en retourne à Nantua. En 1518, le vicaire se rendant à Bibian le 25 août prend huit hommes et huit bêtes de somme pour monter du Bourg à l'hospice. Dès 1527, Louis Duplâtre, vicaire général du prévôt, préside aux chapitres, tandis qu'en 1556 c'est le prévôt lui-même, Benoît de la Forest, qui remplit cet office.

Le nombre des capitulants oscille entre trente-sept et quinze. Ce dernier chiffre est celui du chapitre de 1475 : il s'explique par le fait que le Valais était en guerre avec la Savoie. Les religieux claustraux qui participent au chapitre sont au nombre de douze à dix-sept. En 1483, il n'y en a que sept, nous ne savons pour quel motif. Les années suivantes, leur nombre ne descend pas au-dessous de treize. Le prieur de Bourg-Saint-Pierre est compté parmi les claustraux.

Remarquons encore que les novices font partie du chapitre. Il y en a quatre en 1486 et en 1487, trois en 1489, deux en 1490. A fortiori, tous les profès en font partie. Pour comprendre une telle composition du chapitre, il faut considérer que cette assemblée n'a pas seulement une autorité législative, mais qu'elle est aussi destinée à la correction pratique des abus et à la formation des religieux. Et à ce point de vue, elle a, comme équivalent dans les habitudes actuelles du clergé, les exercices spirituels. Cela explique que toute la famille religieuse, novices compris, prend part au chapitre. Il ne s'ensuit pas que tous les capitulants y jouissent des mêmes droits. Au reste, pour la période que nous étudions, les données ne permettent pas d'établir les droits exercés par les différentes catégories de capitulants.

Les objets de l'activité du chapitre nous sont déjà connus, il suffira d'en mentionner ici quelques manifestations. Il vérifie les lettres de nomination des vicaires généraux. En 1484, François de Colombier, chanoine de Lausanne, présenta au chapitre ses lettres de nomination de vicaire général. Les capitulants le reçurent avec bienveillance et le nouveau vicaire jura, entre les mains du prieur claustral, de défendre les droits du seigneur



prévôt et de la maison du Mont-Joux. Ce vicaire général était surtout le représentant du prévôt. Il en fallait un qui s'occupât plus spécifiquement des affaires des religieux. On en trouve mention au chapitre de 1485. Le vicaire général, à la demande des religieux, confirma Jean de Passu, prieur de Montpreveyres, comme vicaire substitut à cet effet.

Le chapitre choisit lui-même son secrétaire. En 1471, Jean Vacherel est désigné à cet office. Il jure sur les évangiles de conserver les droits de la maison, de lui éviter tous dommages, d'exercer son office avec probité et de garder les secrets du chapitre. En 1481, il a comme successeur Pierre de Michel Gillet.

Le chapitre continue à nommer ses procureurs : celui de 1463 choisit pour cet office Jean Genevèse, curé de Thollon, et Barthélémy Rossan, curé de Sales ; celui de 1481, Michel d'Estavayer, prieur de Sévaz. Il désigne les clavistes : en 1479, ce sont les prieurs de Saint-Jacquême, de Saint-Bénin et de Bourg-Saint-Pierre et le curé d'Etroubles. Il reçoit aussi les novices.

On le voit aussi accorder les lods, les confirmations de ventes et d'échanges. C'est lui qui reçoit les serments des notaires et des religieux exerçant un office intéressant l'ordre tout entier. Il s'occupe de l'état général de la maison. En 1477, une liste de soixante réclamations lui ayant été présentée, le chapitre donne l'assurance qu'il sera remédié à ces abus. Nous verrons dans les lignes suivantes comment le chapitre pourvoit à sa propre existence.

Depuis 1540, les prévôts négligent de réunir le chapitre, la maison allait à la ruine, surtout au nord des Alpes. Vu l'incurie du prévôt, quelques religieux s'adressèrent à l'évêque de Sion. A son instigation, semble-t-il, le chapitre conventuel prit l'initiative de convoquer le chapitre général<sup>78</sup>. Le prieur claustral François Genoud (Junod) et le chapitre conventuel lancèrent, le 17 août 1573, l'acte de convocation : « Le pape Pie II, confirmant les constitutions de l'hospice du Mont-Joux, ordonna... d'y tenir chaque année, le lendemain de la Saint-Augustin, le chapitre annuel et, de trois ans en trois ans, le chapitre général<sup>79</sup>... Comme depuis plusieurs années, ce chapitre général, n'a pas été célébré, ô douleur ! au grand préjudice de l'hospice, une urgente nécessité exige maintenant sa célébration. » Les chanoines sont donc convoqués au chapitre qui se tiendra le 28 août et les jours suivants à l'hospice.

Au jour fixé, vingt-six capitulants se réunissent sous la présidence d'Humbert de Lexert, vicaire de René de Tollen. Ce chapitre fait d'abord l'examen de la situation de la prévôté. L'état des bénéfices, surtout dans le diocèse de Sion, est déplorable. La Réforme, l'invasion des Etats de

<sup>78</sup> AGSB, Cf. J. Luquet, p. 119.

<sup>79</sup> *Constitutions*, tit. 25 et 26.

Savoie et les pillages ont durement éprouvé les bénéfices de Vaud et du Chablais. L'administration est telle que l'on dit couramment que c'est perdre ses biens et ses services que de les donner à la maison du Mont-Joux et qu'il faut, pour se faire payer, recourir aux tribunaux, ce qui est une honte pour la maison. Le chapitre charge donc le cellérier Jean Ravier de faire des remontrances au prévôt à ce sujet et de le prier, ainsi que l'évêque de Sion, de remédier à cet état de choses. Il n'y a pas de doute que ce chapitre agit sous l'influence du Valais.

La réplique du prévôt ne se fait pas attendre. Car il semble bien qu'il faut interpréter dans ce sens la visite de l'hospice faite en octobre 1574 par l'archidiacre d'Aoste François Bobba<sup>80</sup>, comme aussi les chapitres tenus en 1575 et 1576. Le 27 août 1575, le prévôt, malade, envoie trois délégués pour présider le chapitre qui se tient le 28 et les jours suivants. Il y fait promulguer un grand nombre de prescriptions concernant l'observance régulière, mais tendant en même temps à lier les mains au chapitre. Le dix-neuvième article est significatif : « Comme il est difficile de tenir le chapitre vu la malignité des temps et que cependant son consentement est requis pour de nombreux actes, nous estimons très à propos que le chapitre choisisse un ou deux députés qui, avec nous, expédient toutes les affaires utiles au nom du chapitre et avec la même autorité »<sup>81</sup>. Le chapitre suivant annule les actes administratifs du cellérier Jean Ravier et lui ôte sa charge, pour la confier à un autre qui soit capable de prévenir la ruine de l'hospice. Ces deux chapitres entrèrent donc pleinement dans les vues du prévôt.

Cependant plusieurs religieux, entre autres, François Genoud, supportaient impatiemment cet état de choses et mettaient tout en œuvre pour obtenir la suspension du prévôt. De là le réquisitoire envoyé au nonce de Turin en 1583 ; de là aussi, pensons-nous, la réunion capitulaire de 1585 qui constitue Alexandre Tercinod procureur pour toutes les affaires de la maison et dans laquelle tous les capitulants jurent de tenir pour valide tout ce que fera leur procureur<sup>82</sup>. Que fit ce procureur ? Nous avons tout lieu de croire qu'il recourut au Saint-Siège contre le prévôt puisque l'année suivante c'est l'évêque de Sion qui, en qualité de visiteur apostolique, présida le chapitre où fut examinée l'administration du prévôt Tollen. Celui-ci mourut peu après. L'opposition n'avait plus de raison d'être.

Nous avons noté au passage le jeu des influences valaisannes ou savoisiennes sur le chapitre. Il se manifestera fréquemment dans la période suivante.

<sup>80</sup> E.-P. Duc, p. 96.

<sup>81</sup> E.-P. Duc, p. 98.

<sup>82</sup> AGSB.

## Le couvent

Bien que cela paraisse étrange, il faut reconnaître que, sous les prévôts commendataires, l'hospice reprit effectivement sa dignité de maison mère. Tant que le prévôt était de la maison du Mont-Joux, il en constituait le centre et le déplaçait avec lui. Il n'est pas douteux que, durant tout le XIV<sup>e</sup> siècle, le centre de l'ordre est au bord du Léman. Mais dès que, par l'introduction de la commende, le prévôt n'est plus religieux et ne réside plus dans une maison de l'ordre, l'hospice redevient le pôle d'attraction. Il existe plusieurs indices de ce phénomène.

La diffusion de légendes sur les origines de l'hospice en est un. Guillaume Morard, vicaire général de Jean de Grolée, a laissé un écrit curieux, daté du 5 mars 1540, où il relate les croyances populaires de ce temps sur l'hospice. Cet établissement est appelé maison sainte et tabernacle du paradis parce que personne ne l'a vu bâtir, les anges l'ayant construit en une seule nuit avec l'aide de saint Nicolas et de saint Bernard ; le démon habitait en ce lieu et emportait un passant sur dix pour se baigner dans son sang ; saint Bernard a enchaîné le démon dans une caverne ténébreuse où on le voit et l'entend<sup>83</sup>. Ces légendes flattent le goût de l'époque pour le merveilleux, donnent de la vogue à saint Bernard et attirent de nombreux curieux à l'hospice.

Même les chanoines vivant éloignés de l'hospice lui manifestent de l'attachement. Tel fut Théobald Juli, prieur de Branches (diocèse d'Auxerre), qui donna à l'église du Mont-Joux, entre les années 1449 et 1459, des chapes, des étoles et d'autres ornements<sup>84</sup>.

L'hospice étant une œuvre de très grande utilité, les papes n'hésitent pas à concéder des indulgences importantes à ses bienfaiteurs et aux fidèles qui en visiteraient l'église à certaines fêtes. Ces dernières indulgences contribuèrent à faire de l'hospice, non plus seulement un abri pour les passants, mais encore un lieu de pèlerinage dont le prestige alla croissant et contrasta avec son effacement durant la période précédente. L'importance accrue de l'hospice demande que nous exposions avec quelque détail la vie de la communauté qui l'habite.

### *Claustaux*

Les claustraux sortent de leur anonymat et nous livrent un peu de leur genre de vie. Ils sont relativement nombreux. Sous la prévôté de François de Savoie, leur nombre varie entre douze et dix-sept ; en 1500, il y a

<sup>83</sup> J.-A. Duc IV, pp. 463 et 464. Ces croyances sont un écho des légendes de saint Bernard, qui se sont largement répandues durant le XV<sup>e</sup> siècle. La caverne ténébreuse où le diable aurait été enchaîné pourrait s'identifier avec l'actuelle grotte de Saint-Bernard. Il y a une soixantaine d'années, les domestiques de l'hospice allaient parfois s'y cacher en agitant des chaînes pour faire croire aux naïfs que c'était le démon.

<sup>84</sup> AGSB, *Catalogus beneficiorum...* MS.

treize chanoines et quatre novices ; le chapitre de 1473 désigne quatorze religieux pour la résidence à l'hospice. A noter que le prieur de Bourg-Saint-Pierre est considéré comme claustral<sup>85</sup>.

Leur menu consistait invariablement en grosses viandes de bœuf salé. François de Savoie consentit à l'améliorer. De passage à l'hospice en 1484, il accorda aux claustraux la faculté de prendre de la viande de mouton et des viandes fraîches<sup>86</sup>. Les religieux logent dans des chambres. Quand ils ont besoin de changer d'air, ils se rendent à Saint-Oyen ou à Martigny. Ainsi vers 1500, Pierre Barbu et Pierre d'Emyon sont autorisés à demeurer une année au prieuré de Martigny avec l'assurance de retrouver, à leur retour à l'hospice, les chambres qu'ils y occupaient auparavant<sup>87</sup>.

Selon les prescriptions des chapitres de 1486 et 1488, les chanoines doivent porter des surplis de même forme, avec manches, comme il était de coutume. S'ils ne s'y conforment pas dans l'espace d'une année, ils seront passibles de trois florins d'amende. Chaque prêtre doit revêtir son surplis pour célébrer la messe. Quant aux autres vêtements, on se les procure avec l'argent reçu à titre de vestiaire. En outre, chacun reçoit tous les ans quatre paires de chaussures, dont une paire doublée<sup>88</sup>.

Les officiers assurent le service de l'hospice.

Le prieur est nommé à vie par le chapitre général ou claustral, mais son élection est confirmée par le vicaire général et le prévôt. Jean Marguerretaz, sous-prieur dès 1487, puis prieur, étant mort en 1504, le chapitre désigna comme successeur Louis Forré, déjà cellérier, et chargea le secrétaire d'en dresser l'acte qui serait présenté à l'approbation de Jean Oriol, coadjuteur de Philippe de Savoie. Cette approbation fut donnée à Bourg-en-Bresse le 5 septembre 1504, puis renouvelée par Jean de la Forest le 23 avril 1510. Louis Forré demeura en charge jusqu'à sa mort en 1534. Aussitôt après, les claustraux choisirent un prieur en la personne de Pantaléon Noir. Le vicaire général confirma ce choix au chapitre de 1534. Le nouveau prieur jura de conserver les privilèges, exemptions et réformes de la maison. Les claustraux lui promirent soumission en vertu de l'obéissance, sauf le droit d'appel au prévôt<sup>89</sup>.

Le prieur de l'hospice cumule souvent sa fonction et celle de prieur de Bourg-Saint-Pierre. Pierre de Carreria est institué en 1482, à la fois prieur des deux bénéfices, comme plusieurs de ses prédécesseurs.

<sup>85</sup> C'était une conséquence de l'union de ce prieuré à celui de l'hospice, codifiée dans les constitutions de 1438, et peut-être un vestige de l'identité, comme personne morale, de l'hospice avec l'ancien monastère de Saint-Pierre.

<sup>86</sup> AST, cité par P. Gard, *Passage*.

<sup>87</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>88</sup> Le texte dit : *quatuor paria sotularum quarum unum par sit duplex (doublé ?) alia vero singula*.

<sup>89</sup> AGSB, *Chapitres*. Ce dernier acte porte les sceaux du vicaire général et de Jean de la Forest. Il fut confirmé ensuite par le prévôt Philibert de la Forest.

Comme le prieur est nommé à vie et qu'il ne réside pas toujours, il a un sous-prieur nommé aussi par le chapitre. En 1479, Barthélémy Burgondi est constitué dans cet office. Par ordre du vicaire général en 1489, le sous-prieur ou substitut recevra cinq florins qui seront soustraits au salaire du prieur. A défaut du prieur et du sous-prieur, l'hebdomadier, chanoine qui préside au chœur à son tour de semaine, remplacera le prieur selon la décision des chapitre de 1485 et 1487<sup>90</sup>.

Il semble que durant les démêlés entre l'évêque de Sion et le prévôt René de Tollen, de 1572 à 1586, il y a deux prieurs claustraux, François Genoud, soutenu par l'évêque de Sion, et Humbert de Lexert, par le prévôt.

Le cellérier est l'administrateur général de l'hospice. Les comptes qui sont restés donnent un excellent aperçu sur son activité. Prenons à titre d'exemple ceux de 1500 à 1501, rédigés par le cellérier Louis Forré.

Les entrées sont constituées par les redevances des bénéficiers et feudataires en seigle, avoine, fèves, huile, vin, fromage, sérac, beurre, châtaignes, noix et amandes. Les entrées en argent proviennent du tronc des offrandes de l'hospice, des censitaires et des quêtes. Les offrandes déposées dans le tronc de septembre à janvier, période de l'année où le passage était le plus fréquenté, font environ le quadruple de celles du reste de l'année. Cette année-là, le tronc rapporta deux cent cinquante florins. Le revenu le plus important est constitué par les quêtes, qui rapportèrent : celles de Vaud, cent vingt florins petits poids ; celles d'Allemagne, trois cent quatre-vingt-six ; celles de Bâle, vingt-neuf, celles de Constance et de Coire, quarante-six.

Les entrées en nature constituèrent une part des approvisionnements de l'hospice. Avec l'argent, le cellérier acheta des bœufs, des vaches, des porcs, des chèvres, des vins moscatelli et rouges, des perdrix pour les jours de fêtes, des œufs fournis par le grangier de Saint-Oyen, des cendres pour laver le linge, des poissons pour le carême, etc. Il paya le vestiaire aux claustraux, soit :

- au prieur Jean Marguerettaz, vingt-cinq florins ;
- à lui-même en qualité de cellérier, vingt-cinq florins ;
- au sacristain Martin Rossier, trente florins en raison de son office et douze pour son vestiaire ;
- au clavendier Jacques de Grand-Villars, trois florins et douze pour son vestiaire ;
- à Pierre Barbuti, six florins, vu qu'il n'avait résidé que six mois ;
- aux huit autres claustraux, douze florins chacun ;
- aux quatre novices, six florins chacun ;

<sup>90</sup> Le chapitre de 1485 décide que le cellérier, Jean Perusson, affectera le vestiaire du prieur claustral, Pierre de Carreria, soit vingt-cinq florins, à l'extinction de la dette que celui-ci avait à feu Barthélémy « Britonis ».

aux deux novices qui ont fait la quête du vin à Villeneuve, Arvier et Châtillon, en vallée d'Aoste, un florin et six gros ;

aux deux sœurs converses, cinq florins.

Le cellérier solda aussi les employés : deux cordonniers (solliards), deux florins ; l'hospitalier (marronnier), deux florins ; les sommeliers, cinq florins chacun<sup>91</sup>.

On le voit, le cellérier organise l'économie de la communauté qui vit à l'hospice. Il draine de près et de loin les ressources suffisantes pour subvenir aux besoins des religieux, des employés et des passants.

Selon la décision du chapitre de 1487, le *sacristain* perçoit la cire et l'argent déposés en offrande sur la table où se fait le vinage<sup>92</sup> et fait sonner les cloches selon l'ordre prescrit par les constitutions<sup>93</sup>.

L'office de *chantre* fut exercé par Collin Prévôt de 1459 à 1471. Il était vacant en 1477. En 1482, le chanoine Louis Paris fut investi de cet office avec un salaire de dix florins. Cet officier avait la charge des cérémonies, du chant et de l'instruction des enfants selon la coutume<sup>94</sup>. Ainsi l'hospice, malgré la rigueur de son climat, ne dérogeait pas à l'usage, répandu largement dans les monastères, de tenir des enfants que l'on instruisait et qui formaient la pépinière des futurs religieux.

Le *clavendier* a le soin de l'intérieur de l'hospice et de son mobilier décrits dans l'inventaire transmis, en 1574, par Alexandre Tercinod à Jean Buffet, son successeur. Cet inventaire énumère vingt-deux pièces, dont le poêle, la chambre des converses, le dortoir (endormyeur) des religieux, la chambre dessus le poêle ayant une chambre attenante où se trouvent deux échelles (conduisant aux combles, probablement), la chambre des draps où l'on garde le linge, les étains, les souliers, etc ; la cuisine des solliards, le grand poêle où l'on mettra un lavabo donné par Nicolas Charvet, etc. Il y a en tout dans l'hospice trente-trois lits, dont deux avec chariot<sup>95</sup>. Le clavendier doit avoir soin de ces locaux et répartir judicieusement les provisions faites par le cellérier.

*Infirmier.* — Cet office n'a pas toujours eu son titulaire : au chapitre de 1477, on se plaint de ce qu'il est vacant depuis la mort du chanoine Bertet.

<sup>91</sup> AGSB.

<sup>92</sup> Le vinage consistait à baigner les reliques d'une église dans une écuelle remplie de vin que l'on faisait boire ensuite aux fidèles.

<sup>93</sup> Le texte porte : *in statu confirmato per sanctissimum papam Pium secundum*. Ces statuts confirmés par Pie II ne sont autres que les constitutions de 1438.

<sup>94</sup> L'office du chantre est ainsi défini par le chapitre de 1482 : *... ad serviendum in ecclesia et instruendum infantes modo assueto*.

<sup>95</sup> AGSB.



*Hebdomadier.* — C'est le religieux qui préside à l'office durant la semaine : de là son nom. Il fonctionne encore comme substitut du sous-prieur, avec pouvoir ordinaire.

*Recteur de l'horloge.* — L'hospice ayant acquis une horloge, le chanoine Louis Forré en fut nommé recteur. Il remplissait cette fonction en 1485 et 1486 et la continuera jusqu'à ce qu'on lui trouve un remplaçant. Le chapitre lui assigne un florin pour sa peine.

Outre les officiers, il y a ordinairement à l'hospice quelques novices qui viennent de la vallée d'Aoste ou du Valais, mais parfois de bien plus loin tel un certain Conrad Schelin de Massevaux (diocèse de Bâle). Etant marié, le 22 juin 1452, il se présente avec son épouse, Jeannette de Fribourg, à son évêque et lui demande l'autorisation de prendre l'habit de Saint-Bernard du Mont-Joux et de recevoir les ordres. L'épouse interrogée donne son consentement et l'évêque accorde à Conrad la dispense sollicitée. Conrad se rend alors à l'hospice et, en considération de la sainteté de ce lieu et des mérites que religieux et serviteurs peuvent y acquérir chaque jour au service de Dieu et des pauvres, il demande au chapitre de le recevoir au nombre des religieux. Ses vœux sont exaucés. Alors le Frère Conrad promet d'être fidèle et obéissant au prévôt, à l'ordre et au chapitre, et de leur éviter tout dommage. Après cette déclaration, le chapitre lui délivre une attestation d'aptitude à recevoir les ordres<sup>96</sup>. Cette vocation peu banale révèle l'attrait qu'exerçait sur les âmes généreuses la belle œuvre du Mont-Joux.

Sous François de Savoie, le recrutement des religieux est régulier puisque chaque année plusieurs novices sont mentionnés. Il subit probablement une baisse sous les prévôts de la Forest, mais reprend vers la fin de cette période. Le chapitre de 1573 reçoit trois novices à l'habit : Alexandre Tailland, Marcel Ducret et Mathieu Pasquier. Un postulant ayant fait une année de probation dans l'office de « buffetier » demande aussi l'habit. Le chapitre consent à le lui donner dès que les lettres du prévôt seront arrivées.

La réception et la vêtue se font parfois ailleurs qu'à l'hospice : Jean du Sourd *surdi* est reçu en 1475 dans l'église du prieuré de Saint-Jacquême de Châtel-Argent ; Jean Rivet, accepté par le chapitre de 1477, reçoit l'habit de la main des curés de Tollon, de Vouvry et de Noville et s'engage à faire encore cinq ans d'étude ; car après leur réception par le chapitre, les novices ou profès doivent faire des études aux frais de leurs parents. Ainsi Jean, fils d'Alexandre Girod de Courmayeur, ayant été reçu par le chapitre de 1463, son oncle Jean Girod promet de l'envoyer aux études durant deux années.

<sup>96</sup> AGSB.



Quelques novices font leur probation hors de l'hospice malgré les constitutions de 1438. On constate, en 1481, la présence d'un novice au prieuré d'Etoy<sup>97</sup>.

La manière de faire profession nous est connue par celle de Nycod « de Geracto ». Le jour de la Saint-Augustin en 1489, dans la chambre du prévôt, en présence des capitulants, il jure sur les saints Evangiles et entre les mains du seigneur vicaire d'être un vrai religieux, d'obéir au prévôt, d'éviter tout dommage de l'ordre et de ses membres, de garder les secrets et de se comporter en vrai religieux<sup>98</sup>.

La communauté de l'hospice comprend aussi des religieuses, les sœurs converses, ordinairement au nombre de deux. En 1486, il y a deux novices converses, Laurence, veuve d'André Barulliat, et Jeannette. Le chapitre fixe leur vestiaire ou salaire annuel à trois florins et quatre gros de monnaie courante de Savoie, au lieu de quatre florins que les converses recevaient auparavant. Elles ont à faire les chambres et à soigner les malades.

### *Occupations des claustraux*

De grand matin, les chanoines sont au cœur à chanter l'office divin, les offices de fondation et la messe, ce qui prend presque toute la première moitié de la journée. L'après-midi et le soir sont moins chargés d'offices. Les chanoines pourvus d'une charge s'en acquittent dans le temps où ils sont libres du chœur. Le chantre enseigne aux enfants et aux novices le chant, l'office divin, les règles de l'ordre et les matières propres aux clercs. Le clavendier s'occupe des détails du ménage et des voyageurs. Le cellérier est souvent en voyage pour les affaires de la maison. Des religieux vont aux quêtes, qui durent des semaines, un mois ou plus ; quelquefois ce sont des novices, comme actuellement les profès étudiants chez les capucins. Les deux sœurs converses soignent le linge et reçoivent les femmes de passage. De la Toussaint à Pâques, l'hospitalier fait chaque jour son tour de montagne pour porter le feu, le pain et le vin jusqu'à l'Hospitalet et aider les voyageurs éventuels. On trouve encore à l'hospice, un coiffeur : vingt têtes à coiffer ne peuvent prendre qu'une minime partie de son temps : il remplit assurément d'autres offices, mais on l'aura désigné par le plus apparent. Des cordonniers font chaque année une saison à l'hospice. Les sommeliers y restent une bonne partie de l'été pour le transport des approvisionnements en bois et denrées. Voilà esquissée à grands traits, la vie de cette communauté alpine.

Pour les religieux de chœur, de nouveaux offices fondés viennent s'ajouter à ceux qui existent déjà.

<sup>97</sup> G. Francey, p. 112.

<sup>98</sup> AGSB, *Chapitres*.

Nous avons relaté, dans la deuxième partie, que les comtes de Savoie avaient fondé trois offices : deux en 1329 et un en 1343, affectant à chaque office un revenu de cinq sous à payer par le châtelain de Sembrancher, soit en tout quinze sous gros de Tours. Louis de Savoie réduisit cette redevance à dix sous, en versant le 29 août 1443, au prévôt et au chapitre, la somme capitale de cent florins, correspondant à l'honoraire annuel d'un des offices fondés, soit cinq sous gros tournois<sup>99</sup>. Il restait donc à la charge du châtelain de Sembrancher dix sous et dix florins.

Après l'annexion de l'Entremont au Valais, en 1475, le châtelain se crut délié de cette obligation. Les religieux supplièrent l'évêque de Sion d'y mettre ordre. Il le fit à Sembrancher, le 17 octobre 1482, en ordonnant à Jean Jordan, percepteur des cens depuis la Morge en aval, de payer les dix florins dus aux religieux<sup>100</sup>. Ceux-ci durent revenir à la charge auprès de l'évêque Hildebrand de Riedmatten qui, le 5 août 1565, enjoignit au châtelain de s'acquitter de cette obligation. Le bailli et les députés des sept dizains durent renouveler cet ordre en juin 1574.

Parmi les fondateurs d'offices au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècles, il y a les époux Jean de Rippis et Jeannette, fille de Perrod Gottrat. En 1467, ils cèdent leur maison et tous leurs biens de Martigny à la maison du Grand-Saint-Bernard. En contrepartie les chanoines de l'hospice feront chaque année leur anniversaire et recevront du cellérier neuf sous mauricois. Cette maison Gottrat est devenue la résidence du prévôt<sup>101bis</sup>. En 1503, le cellérier verse un florin six gros aux claustraux pour cet office. Idem les années suivantes. Jean Sofflard de Bourg-en-Bresse, quêteur de Mont-Joux pour les diocèses de Mâcon, Lyon, etc., fit un legs à l'hospice avec charge d'y dire une messe chaque jeudi pour le repos de son âme. Les religieux claustraux, par l'entremise de Jean Marguerettaz, sous-prieur, et Guillaume Darbellay, leur procureur, remirent cent trente florins du legs reçu aux frères Perrod, Pierre et Antoine Chedalis du Levron le 21 juin 1491, lesquels reconnurent, en retour, devoir annuellement aux claustraux six florins et demi<sup>101</sup>.

Pierre Ferrenchi fonda, le 11 septembre 1515, une messe avec trois collectes à chanter chaque lundi au maître-autel, remettant à cette fin à Louis Forré, prieur claustral, cent vingt florins d'or. Jean, fils d'Antoine d'Ursia, notaire, et Claire, son épouse, fondèrent en septembre 1516, une messe à dire chaque mercredi en l'honneur de la B. V. Marie.

Un anniversaire fut fondé en 1546 par dame Françoise de Gruyère, femme de noble François de Challant, baron de Fénis. A cet effet, elle

<sup>99</sup> AST.

<sup>100</sup> AGSB.

<sup>100bis</sup> AGSB. *Martigny, Maison.*

<sup>101</sup> AGSB.

donna un revenu annuel de cinq florins à la « vénérable religion de monseigneur saint Bernard de Montjoux ». Noble François de La Crête constitua, en 1549, une rente annuelle de quinze sous en faveur des claustraux avec charge d'une messe annuelle de requiem en la fête de saint François. Par acte fait à Sallanches (Haute-Savoie) en 1552, noble François Nicolas de La Frasse s'engage à donner annuellement deux florins, payables par ses héritiers aux religieux du Saint-Bernard, pour un anniversaire. Le contrat est accepté par deux religieux claustraux, J. de La Gourge et F. Genoud.

Des chanoines fondaient aussi des offices. Louis Paris, de Donnaz, fonda deux anniversaires à l'hospice vers 1508<sup>102</sup> et Nicolas Dexterand de Sembrancher, curé d'Orsières, une messe chaque vendredi et un anniversaire, en 1568.

### *Milieu*

L'hospice n'est pas dépourvu d'objets d'art et de valeur. L'inventaire dressé en 1446 par Guillaume Morard, vicaire général de Jean de Grolée, mentionne dans l'église : un reliquaire monté sur pied, d'argent doré, qui provient de l'archevêque de Tarentaise, Jean d'Arces ; un reliquaire d'argent doré contenant une dent de saint Bernard ; la coupe de saint Bernard en érable *de Mazaro*, ainsi appelée parce qu'elle servait au vinage à l'autel de ce saint ; deux bourdons avec pommeau, en partie revêtus d'argent ; une multitude de reliques, dont plusieurs sont des pierres provenant des Lieux saints ; vingt-sept amicts, vingt-neuf bonnes aubes, un fer à hosties, etc. Parmi les objets précieux se trouvant dans l'hospice, cet inventaire porte entre autres : six coupes d'argent, dont deux portent les armes de Grolée et quatre celles de Jean d'Arces, archevêque de Tarentaise. Il énumère en fait de provisions : de l'encens, des aromates, des amandes, de la cire, de la viande, du vin dans un fût placé près de la porte de la cave et dans le fût du fonds de Bibian, auquel il manque deux tours pour être plein. Il ajoute deux fers de prison et des menottes qui rappellent l'austérité du temps, et un grand foret pour percer les « bornous », pièces de bois servant à la conduite de l'eau<sup>103</sup>.

En 1447, on travaille aux stalles de l'église ; Antoine Cognienchi sculpte deux David, Pantaléon de Lalaz forge les ferrures des sièges fournis au nombre de dix-huit par Jean Girardi d'Orsières<sup>103bis</sup>.

<sup>102</sup> AGSB.

<sup>103</sup> AGSB *Inventaires*.

<sup>103bis</sup> AGSB, *Comptes du cellérier*.

Au XV<sup>e</sup> siècle, les bâtiments furent allongés au couchant de cinq mètres à peu près. La cuisine actuelle est construite dans cette ajoute. Sa fenêtre gothique porte la date de 1469<sup>104</sup>. En 1447, on aménage un poêle. En 1507, on apporte à l'hospice depuis Proz, cent quarante charges de sable et depuis Arc, trente-deux muids de chaux. Des maçons construisent des latrines et un contrefort. (Cf. Compte du cellérier.) Les fenêtres de l'hospice sont munies de vitres, mais surtout de papier, le toit couvert de bardeaux.

Durant les années 1484 et suivantes, on met de côté de l'argent pour les réparations de l'église et de la maison. En 1489, le Frère Guillaume Grierez, franciscain, est en train de peindre le plafond de l'église. Le chapitre lui ordonne de terminer ce travail pour la fin septembre s'il veut recevoir sept florins, sinon il n'en recevra qu'un en plus de ce qui lui a déjà été versé et n'aura plus rien à exiger. C'est le sacristain, Louis Paris, qui paie ces travaux.

Près de l'hospice, au sud de l'église, on construit en 1476 la morgue actuelle. Le chapitre de cette année-là en confie l'entreprise au chanoine Jean Fournier en spécifiant que la construction devait mesurer trois toises *rapinatas* sur trois et deux de hauteur, pour la sépulture des personnes qui meurent *morientium* sur le col<sup>105</sup>.

Sous le prévôt Benoît de la Forest, à la Saint-Michel (29 septembre) 1554 vers midi, un incendie qui prit naissance au foyer de la cuisine causa de gros dégâts aux bâtiments et consuma nombre de titres d'archives<sup>105bis</sup>. L'hiver approchait. Cependant les religieux n'abandonnèrent pas l'hospice. Ils s'installèrent comme ils purent dans les parties inférieures du bâtiment.

Le 8 mars 1556, à Saint-Jacquême, Benoît de la Forest, Jean Rollieri, cellérier, etc. réunis en chapitre, vendent au seigneur Etienne *ex Dominis* un pré situé dans la paroisse Saint-Etienne d'Aoste près de la porte Perthuis et plusieurs autres biens. Le produit de ces ventes était destiné à la restauration de l'hospice afin que les pauvres et autres personnes qui y affluent puissent être reçus.

La restauration demanda du temps. Elle n'était pas achevée en octobre 1557. Les claustraux, à la perspective de passer encore un hiver dans un hospice délabré, écrivirent au prévôt le 11 octobre, lui demandant qu'avant de partir aux études, il pourvût à la restauration des bâtiments. Cette lettre donne une idée des tristes conditions où se trouvaient les religieux. Nous la transcrivons en partie en modernisant l'orthographe : « Qu'il

<sup>104</sup> L. Blondel, *Hospice*, p. 23.

<sup>105</sup> On lit parfois que cette construction est en relation avec les passages de troupes et les engagements des années 1475 et 1476. Cependant la décision du chapitre n'en parle pas et le participe « *morientium* » ne désigne pas des personnes déjà mortes.

<sup>105bis</sup> Cf. Comptes du cellérier de 1554 et note du chanoine Vaudan d'Aoste, communiquée par Mgr Frutaz.

soit de votre plaisir de nous donner le vestiaire (salaire) qui nous est dû pour faire face à l'hiver qui s'approche. Monseigneur, vu que le cellérier est absent de votre seigneurie, qu'il vous plaise de faire assignats nécessaires pour approvisionner la maison et satisfaire aux crédeurs et aux serviteurs et pour entretenir les passants... afin que l'on ne dépense aucun argent pour courir après votre seigneurie. En outre, vu que Monsieur le prieur Berthod ne peut bonnement suffire au service de la fabrique en raison de son grand âge, nous supplions qu'il vous plaise de donner cette charge à un ou deux religieux qui exercent ledit office... en leur donnant des assignats là où il plaira à votre seigneurie afin que votre pauvre maison soit réédifiée, surtout couverte et que ceux qui y demeurent ou y passent ne demeurent plus dans la boue comme ils ont fait jusqu'à présent et pour éviter le grand danger du feu. A. Berthod, prieur claustral, Henri Girard, Jean de la Gourge, Vionin Pilliodi, Henri de la Gourge, G. de Chalmel, Barthélémy Noscetis et Antoine de Fossato » <sup>108</sup>.

Cette lettre, c'est un appel de miséreux à leur beau seigneur qui, grâce aux revenus de l'hospice, allait se rendre en grand équipage aux études dans quelque université. Elle en dit long sur les effets navrants du régime commendataire et sur les souffrances des religieux contraints à passer l'hiver à 2500 mètres d'altitude, dans une maison délabrée et pas même couverte.

Durant l'année 1558, les restaurations se continuent. Les comptes du chanoine François Genoud, qui a succédé comme maître de fabrique à A. Berthod, décédé depuis peu, nous montrent l'hospice transformé en un laborieux chantier. François Genoud descend à Liddes chercher des ouvriers. Il y envoie le novice François de Prato. Le vicaire général s'en mêle aussi en se rendant à la diète de Sion le 9 juillet 1557 pour les affaires de la maison. Des bœufs et des mulets transportent des poutres et des planches des scieries d'Etroubles, de Saint-Oyen, de Saint-Rhémy et de Bourg-Saint-Pierre. On conduit d'Arc et de la Tour des Fours *Petra acuta*, des ardoises et de la chaux. Les sommeliers de la maison, après avoir fini le transport des bois de chauffage et en attendant les vendanges, aident à la fabrique de l'hospice. Chacun d'eux reçoit un chapeau en paiement. Les maîtres d'œuvre s'affairent. Ils déblaient la chambre du prévôt *domini*, la sommellerie, la chambre du roi et la cuisine où ils aménagent un foyer ; ils refont le mur et le plafond de la paneterie, restaurent le dortoir, le lardier, le mur situé devant la fenêtre du trésor, les seuils des portes de la chapelle de Saint-Michel, de la sommellerie et du petit poêle. Un maçon construit la boucherie des vaches et trois contreforts contre le mur nord de l'hospice. L'église et le clocher ont aussi souffert. On en racle les murs et on les blanchit. On refait le toit de l'église et le grand toit de la maison.

C'est un véritable tour de force que d'apporter sur celui-ci de lourdes ardoises en grimpant par une longue échelle. Il n'y eut qu'un ouvrier, Mathieu Cler, qui osa s'en charger. Les marronniers (marons), Mathieu et Jean Jaz, mettent aussi la main à l'œuvre en attendant de prendre leur service sur la montagne. Avant que les travaux fussent finis, l'hiver revint. Les charpentiers firent une grande paroi en planches et bouchèrent provisoirement portes et fenêtres.

Les travaux de restauration furent repris l'année suivante et peut-être achevés quant au gros œuvre<sup>107</sup>. L'aménagement intérieur se continua durant quelques années. La porte de la cuisine actuelle porte la date de 1563. Le chanoine Amédée Noir fit aménager le réfectoire des religieux vers 1570. Les cloches avaient probablement souffert de l'incendie. En 1569, François Sermond fonda une cloche *In honorem Dei et s. Bernardi*. Une autre fut coulée en 1572, elle pesait sept quintaux (350 kg.) et portait cette inscription : *Coelum et terra transibunt, verbum 1572*. Le texte supposé énoncé n'est pas achevé<sup>108</sup>. En 1574, le maître Hans Burdi fonda un pot muni de trois pieds et pesant deux quintaux. Il portait deux colonnes gravées, première apparition des armes de l'hospice. On l'appela le pot de Saint-Bernard<sup>109</sup>.

Le 16 octobre 1574, l'archidiacre d'Aoste, François Bobba, fit la visite de l'église de l'hospice. Il énumère quatre autels : le maître-autel, non consacré, deux autres autels dans l'église et un autre dans la chapelle de Saint-Michel<sup>110</sup>. L'église portait encore des traces de l'incendie, car le vicaire général, Nicolas Charvet, en fit refaire, vers 1576, le plancher et le plafond<sup>111</sup>. Cette ardeur que l'on met à restaurer l'hospice est une nouvelle marque de l'intérêt que lui portent tous les religieux.

Pour conclure cet exposé sur la vie des claustraux, nous donnons un aperçu de la carrière de l'un d'eux, Louis Paris.

Originaire de Donnaz, il connut dès son enfance la maison de Mont-Joux puisque cette paroisse en dépendait. Nous ne savons quand il fit sa profession religieuse, mais nous pouvons suivre son activité depuis 1476. Cette année-là, par acte passé à Saint-Jacquême, Jean d'Aragon l'établit procureur général de François de Savoie.

Chanoine claustral, il remplit l'office de sacristain depuis 1477, de chantre dès 1482, puis de curé de Liddes dès 1483, sans préjudice de ses autres fonctions. Un tel cumul était alors fréquent. Cependant ceux qui en bénéficient sont des privilégiés parmi les religieux.

<sup>107</sup> AGSB.

<sup>108</sup> AGSB à la date de 1728.

<sup>109</sup> AGSB à la date de 1728. Ce pot fut mis en morceaux pour entrer dans la fonte des cloches en 1728.

<sup>110</sup> E.-P. Duc, pp. 96 et 145 en note.

<sup>111</sup> AGSB, *Obituaire*.



Etant sacristain (1477-1489), il fit faire un bahut du meilleur goût, dont l'inscription en lettres gothiques constitue le principal ornement<sup>112</sup>. Ce bahut était destiné à l'usage des claustraux, qui y rangèrent les titres de leur administration. Une autre initiative de Louis Paris fut moins appréciée de ses confrères. Pour l'ornementation du chœur, il avait ajouté une lampe à celles qui existaient déjà. On trouva qu'elle portait préjudice aux offrandes des fidèles et le chapitre de 1485 lui ordonna de l'enlever. Les fidèles avaient peut-être coutume de faire, par dévotion, le tour du maître-autel dédié à saint Bernard et de déposer leurs offrandes dans un tronc placé à proximité<sup>113</sup>. Cette nouvelle lampe aura gêné la circulation ; de là la décision du chapitre. Louis Paris n'en continue pas moins son office. C'est lui qui, en 1489, surveille et paie le franciscain Guillaume Grierez qui peint le plafond de l'église.

En qualité de chantre, il doit instruire et former les enfants et les novices demeurant à l'hospice et diriger le chant au chœur. Il reçoit pour cet office dix florins et pour celui de sacristain, trente.

Nommé curé de Liddes en 1483, il le reste jusqu'à sa mort en 1508. Son ministère dans cette paroisse est marqué par la construction de la chapelle de Saint-Laurent.

Ces différentes réalisations comme aussi sa fonction de chantre dénotent des goûts d'humaniste et d'artiste.

Le cumul de ces fonctions ne l'empêche pas d'entreprendre en 1483 un long pèlerinage à Notre-Dame du Puy et aux saints Claude et Antoine. Parvenu à Chambéry *Camera regis*, il loge dans une maison de l'ordre qui servait de pied-à-terre aux chanoines du Mont-Joux ayant affaire dans cette ville, ce qui devait être fréquent puisque là résidait le Sénat de Savoie. Il y fait son testament le 17 mai 1483. Sûr de son départ, mais non de son retour, il juge prudent de disposer des biens que Dieu lui a départis et de satisfaire à ses dettes. Il cède aux claustraux du Mont-Joux tous ses biens se trouvant à l'hospice, à Liddes ou ailleurs ; il fait abandon de tout ce que lui doit le cellérier tant à titre de sacristain que pour son vestiaire et laisse quittes ses autres débiteurs. Il réserve au prévôt l'un de ses bréviaires. En retour, les donataires devront payer ses dettes et prier pour lui. Si l'on songe que Louis Paris était considéré comme un excellent religieux, preuve en est son office de chantre, et que cela ne l'empêche pas de faire pieusement un testament, soit un acte de propriété, il faut avouer que les cha-

<sup>112</sup> Inscription du bahut de Louis Paris, qui se trouve à l'hospice :

<i>Hanc arcam</i>	<i>inclite domus mon</i>
<i>fecit fieri venera</i>	<i>tis iovis ad opus</i>
<i>bilis vir dns lu</i>	<i>dominorum ca</i>
<i>dovicus parisii</i>	<i>nonicorum claustra</i>
<i>canonicus et sacrista</i>	<i>lium iam dicte domus</i>
	<i>montis iovis</i>

<sup>113</sup> AGSB, *Inventaire de 1613*.



noines avaient alors une large liberté de disposer de leurs avoirs. Au reste, ils en disposaient d'une manière louable, l'activité de Louis Paris et son testament le montrent.

Ce chanoine revint sain et sauf de son pèlerinage et vécut encore plus de vingt ans. Avant de mourir, il fit encore un geste de générosité envers les claustraux en fondant deux anniversaires à l'hospice, dont l'un au jour de sa mort qui survint le 18 juin 1508.

### Les protecteurs et confrères

*Les protecteurs.* — Les abbés de Saint-Maurice et de Goille et le prévôt de Verrès continuent leur rôle de prélats protecteurs de l'Ordre du Mont-Joux. L'abbé de Saint-Maurice, Guillaume Bernardi, publie, en 1482, une bulle de Nicolas V de 1453, qui contenait entre autres privilèges celui de l'exemption. L'abbé Jean d'Allinges, au début de 1503, ordonne à tous les dignitaires ecclésiastiques des diocèses d'Aoste, de Sion, etc., et en particulier au curé d'Orsières, de faire respecter les privilèges apostoliques du Mont-Joux par Jacques Chatiron et J. Bersier, contumaces, détenteurs de biens du Mont-Joux situés à Soulalex<sup>114</sup>.

Cet office de protecteurs avait été confié aux prélats nommés ci-dessus par Jean XXII en 1323 et confirmé par le pape Clément VII. De cette confirmation, l'abbé de Saint-Maurice fait une transcription authentique le 21 novembre 1519<sup>115</sup>.

*Confrères laïcs.* — La confrérie de Saint-Bernard restait florissante. La seule paroisse de Lens comptait à cette époque une septantaine de membres.

<sup>114</sup> AGSB.

<sup>115</sup> AGSB.

## CHAPITRE II

### Le temporel

#### Les bienfaiteurs

Les bienfaiteurs sont moins nombreux que durant les périodes précédentes. C'est normal, puisque l'hospice n'éprouve plus les mêmes nécessités qu'au début. Mais ses besoins restent grands et des fidèles généreux s'efforcent d'y pourvoir.

Charles III, duc de Savoie, fait don à l'église d'une chape, d'une chasuble, de deux étoles et tuniques. Jean Forré, chanoine sacristain, va à Turin en 1522 pour recevoir cet ornement. (Cf. Comptes du cellérier.)

Michel de Torrenté de Massillon (sur Monthey) donne, en janvier 1527, au chanoine Grat Perronin pour l'hospice, un bichet de froment annuel avec, comme garantie, une montagne située « en They »<sup>1</sup>. Georges Albin d'Avigliana, en 1539, lègue cinquante florins de Savoie payables au quêteur à raison de dix florins par an<sup>2</sup>.

En 1572, un certain Jean-Baptiste Pontianoz, médecin, lègue trois cents florins, au nom du Christ, pour le salut de son âme et le soulagement des pauvres auxquels le revenu de cette somme devra être distribué chaque année<sup>3</sup>. Son héritier refusa d'exécuter ce legs. Le chapitre de 1573 décida de ne lui demander que deux cents florins, mais de procéder contre lui selon la rigueur du droit s'il se récusait encore.

Outre ces bienfaiteurs, il en existe une multitude d'autres, parmi lesquels les membres de la confrérie de Saint-Bernard qui donnent chaque année leur obole au quêteur en tournée.

<sup>1</sup> AGSB. Parmi les témoins figure Henri Lonfat de Chenalier (paroisse de Troistorrents).

<sup>2</sup> AGSB.

<sup>3</sup> AGSB, *Collection générale et Chapitres*.

Les bienfaiteurs les plus marquants reçoivent un diplôme de l'ordre attestant qu'ils bénéficient de certains privilèges, dont il sera question au chapitre IV, 1. Une dame, Guilletta de Cervent, en reçut un en 1478 qui a été conservé. Ce diplôme porte un sceau représentant saint Bernard et le diable et, au-dessous, un écusson à deux clefs croisées. Dans la légende on ne peut lire que les mots : ... *sancti Bernardi*<sup>4</sup>.

## Les quêtes

Les quêtes continuent d'apporter à l'hospice les ressources indispensables.

Le chapitre adjuge les quêtes aux chanoines de l'ordre ou à d'autres personnes pour un montant fixé. Ce que le quêteur récolte en plus constitue son profit personnel.

Le chapitre de 1464 approuve la location des quêtes de Lombardie à un certain Martin, religieux, et à Barthélémy de Graglia. En 1474, il loue les quêtes des diocèses de Toul, de Metz et de Verdun pour l'espace de dix ans ; celles de Besançon, pour six ans, à maître Jacques Gambier au prix de deux cent septante-quatre ducats d'or ; celles des diocèses de Lyon, de Mâcon, d'Autun, de Chalons-sur-Saône et de Langres, aux frères Cyatodi de Lyon, au prix de cent vingt-six ducats d'or, et celles du diocèse d'Arras à Bertrand du Perire et Colard Veret<sup>5</sup>. Ces locations de quêtes faites pour six ans expiraient en 1480. Elles sont alors renouvelées pour six autres années ; celles des diocèses de Lyon, de Mâcon, etc., sont adjugées à Jean Sofflard de Bourg-en-Bresse au prix annuel de cent trente ducats<sup>6</sup>.

En 1482, Nicolas Ferjot *sacie*, docteur en théologie, prieur de Saint-Bernard de Troyes, loue les quêtes de Toul, de Metz et de Verdun à Jean de Didier et Jacques Tiercelin, de Toul<sup>7</sup>. Le chapitre de 1490 donne procuration au Frère Valter de Bâle, chanoine du Mont-Joux et prévôt de Ferrette, pour la « grande tournée » des quêtes du diocèse de Lausanne<sup>8</sup> et à Jean de Muchis et Louis, son frère, clerc, pour les quêtes des diocèses de Bressanone, de Salzbouurg et de Trente *pricxinen, salprien et trencensis*.

En 1518, le commissaire des quêtes de Lombardie est Jacques Trivulcio. Le procureur lui envoie son clerc, le notaire Jean Bornyon, pour retirer le produit des quêtes. Bornyon va à Milan ; il n'y trouve pas Trivulcio ;

<sup>4</sup> AV, Archives de la Bourgeoisie de Sion. Tiroid 53. Les clefs sont les emblèmes pontificaux qu'on retrouve dans d'autres sceaux d'indulgence.

<sup>5</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>6</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>7</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>8</sup> AGSB, *Chapitres*. Le texte dit : *de magno viagio lausanen. diocesis et de questis eiusdem*.

il va le chercher à Lodi, à Codogno, à Plaisance et le trouve finalement à Cortemaggiore où il faisait les noces de sa fille. De là, Bornyon revient avec le secrétaire de Trivulcio à Milan et à Chivasso où il reçoit l'argent. Il lui a fallu pour cela trois semaines de voyage et vingt-deux florins de dépenses. (Cf. Compte du cellérier, 1518.)

Quand le produit de la quête n'atteint pas le prix de la location, les quêteurs en sont pour leurs frais, à moins qu'ils n'obtiennent un arrangement de la part du Mont-Joux. Un cas de ce genre se présente au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle pour les quêtes du comté de Bellinzzone, baillage des cantons primitifs, qui avaient été adjugées à deux prêtres de ces cantons. Les aumônes recueillies furent si peu abondantes que les locataires se trouvèrent en perte. Ils exposèrent leur situation au commissaire de Bellinzzone qui écrivit, le 21 août 1553, à l'évêque de Sion afin qu'il sollicitât du prévôt du Mont-Joux une prolongation de leur mandat. Grâce à cette prolongation, ils espéraient un résultat plus favorable de leur quête<sup>9</sup>. Il est probable que le prévôt et le chapitre ont fait bon accueil à cette demande.

Les données précédentes révèlent déjà l'extension des quêtes. Elles se font dans les diocèses de Sion<sup>10</sup>, de Lausanne, de Besançon, en Bourgogne, en France, en Savoie, dans le Saint-Empire germanique<sup>11</sup>; en vallée d'Aoste, dans le Piémont, la Lombardie<sup>12</sup>, au Tessin et dans le Tyrol.

Au cours de leurs tournées, les quêteurs logent dans les maisons de l'ordre, là où il s'en trouve, sinon, ils ont un pied-à-terre chez des ecclésiastiques ou dans les familles qui les reçoivent traditionnellement. Nous sommes bien renseignés sur le pied-à-terre qu'ils ont à Bielle. Le Mont-Joux y possédait une maison depuis l'année 1397<sup>13</sup>. En 1448, il la loua aux de Tollen aux conditions suivantes : les locataires paieront annuellement quatre florins, feront peindre saint Bernard sur le devant de la maison, qui sera appelée du nom de ce saint, et tiendront une chambre avec lit à la disposition des chanoines de passage, durant six jours au moins chaque année<sup>14</sup>. Les quêteurs, généralement bienvenus auprès des fidèles, ne le sont pas toujours auprès des autorités ecclésiastiques. Dans le diocèse de Sens, l'abbé de Saint-Quentin les malmena jusqu'à les dépouiller de leurs

<sup>9</sup> AV, 104 SB. 7. Original scellé.

<sup>10</sup> AES, casier 53, N° 9. En septembre 1504, l'évêque de Sion Mathieu Schiner recommande les quêteurs du Mont-Joux à la bienveillance de ses diocésains.

<sup>11</sup> L'empereur Maximilien et son épouse Marie de Bourgogne, le 26 septembre 1478, délivrent des lettres de protection et de sauvegarde autorisant les religieux du Mont-Joux à prêcher dans tous leurs Etats et à recueillir des aumônes pour le soutien de l'hospice. AST.

<sup>12</sup> Lorsque Schiner se trouva en compétition avec Jean de la Forest au sujet de la prévôté, il usa de son influence qui était grande dans le nord de l'Italie, pour s'arroger les quêtes de la Lombardie. Cela donna lieu à un procès en cour de Rome qui se termina, le 14 mai 1518, en défaveur du cardinal. AGBS, *Quêtes*.

<sup>13</sup> Cf. II<sup>e</sup> partie, p. 87.

<sup>14</sup> AGSB.

chevaux et de leur argent. Cet incident provoqua un recours à Rome et le pape ordonna, le 28 janvier 1455, à l'abbé détrousseur, de rendre les biens dérobés<sup>15</sup>.

Constituant un revenu considérable, ces quêtes excitent les convoitises. Pour éviter les fraudes, par bulle du 8 janvier 1461, le pape interdit à quiconque de quêter au nom de l'hospice sans l'autorisation du prévôt commendataire ou de l'administrateur de la prévôté<sup>16</sup>. En dépit de cette défense, il se trouva des gens dénués de scrupules qui, revêtus frauduleusement de l'habit du Mont-Joux, parcoururent de vastes régions en se faisant passer pour des quêtesurs de l'hospice. Ils apportèrent l'argent recueilli à l'hôpital des pauvres de la B. V. Marie de la Miséricorde, à celui de Saint-Bernard de Morrano (diocèse de Brescia). A la requête du prévôt Philippe de Savoie, le pape Jules II fulmina, le 5 mai 1506, l'excommunication contre ceux qui commettaient de telles impostures<sup>17</sup>.

Un autre fait suggestif est à citer. L'hospice du Mont-Joux faisait ses quêtes dans le duché de Milan sous le nom de Saint-Bernard « dei sette conventi » et de Saint-Bernard de Mont-Joux, probablement par suite d'une entente avec ce couvent appelé d'abord : Hôpital des Saints-Benoît et Bernard aux sept « convegni », qui se déforma en « conventi ». L'Hôpital Majeur de Milan, après qu'il se fût uni l'Hôpital « dei sette conventi » au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, prétendit faire ses quêtes au nom de Saint-Bernard « dei sette conventi » et de Saint-Bernard de Mont-Joux. Il s'ensuivit des procès entre l'Hôpital Majeur de Milan et le Saint-Bernard. Celui-là, pour faire prévaloir ses prétentions, obtint, vers 1550, que le Mont-Joux lui fût uni par autorité apostolique, union *pro forma* qui l'autorisait à accaparer les quêtes du Mont-Joux dans le duché de Milan. Cette union subsistait en 1554, mais n'affectait aucunement le régime de la prévôté du Mont-Joux<sup>17bis</sup>.

Les prédications des indulgences, qui accompagnaient généralement les quêtes, avaient fourni à Luther l'occasion de sa révolte contre l'Eglise. Le concile de Trente prit une mesure draconienne en interdisant de quêter de porte en porte. L'hospice, qui tirait des quêtes le plus clair de ses revenus, se trouvait durement frappé. Le prévôt de Tollen, peu après son installation, adressa une supplique au pape pour lui exposer le triste état de l'hospice. Le pape se montra conciliant et accorda, de Rome, le 25 septembre 1563, pour trois ans, au prévôt, la faculté de désigner dans chaque localité une église dont la visite procurerait une indulgence plénière équivalente à celle du jubilé ou de la croisade. En outre, il mettait tous les

<sup>15</sup> AGSB, *Quêtes*.

<sup>16</sup> C. Wirz, *Regesten zur Schweizergeschichte aus den päpstlichen Archiven*, 2 Heft, p. 54. Bern 1912.

<sup>17</sup> AGSB.

<sup>17bis</sup> Cf. AGSB, *Quêtes*.

bienfaiteurs de l'hospice au bénéfice des jeûnes et offices des religieux du Mont-Joux et des mêmes faveurs que les pèlerins de Terre sainte. Il leur accordait aussi la faculté de choisir leur confesseur qui, de ce fait, jouissait d'amples pouvoirs pour les absoudre<sup>18</sup>. La publication de ces indulgences était bien propre à exciter la générosité des fidèles envers l'hospice.

Le synode tenu à Aoste le 27 juin 1564 tient compte de ces faveurs, car, après avoir porté l'interdiction de quêter, il fait une exception pour le Saint-Bernard<sup>19</sup>. L'année suivante, le 22 janvier, puis le 23 août, le duc Emmanuel-Philibert délivra des patentes qui autorisaient les religieux du Grand et du Petit-Saint-Bernard à quêter dans tous ses Etats. Les quêtes continuèrent en faveur de l'hospice. On le constate au chapitre de 1573 qui confirme la procuration faite à François Genoud et à Claude Juneto pour les quêtes d'Allemagne, et à Pierre Perrier et Michel Chevalier pour celles de Vaud et d'ailleurs.

## Administration

### *Organes*

Nous retrouvons au XV<sup>e</sup> siècle les mêmes organes administratifs que précédemment : le chapitre et le prévôt pour l'administration générale, avec cette particularité que les premiers commendataires se déchargent de ce soin sur leurs vicaires ; le cellérier pour l'administration des biens immédiatement unis à l'hospice et le procureur des claustraux pour les revenus de ces mêmes religieux.

### *Exercice de l'administration*

#### *Administration générale*

Un exposé presque complet de l'objet de cette administration se trouve dans l'inventaire dressé au début de 1446 par Guillaume Morard, en qualité de vicaire général de Jean de Grolée. Nous en relevons les données les plus suggestives.

Le 18 février, il établit l'inventaire de Pisy où il trouve un calice d'argent, un encensoir, six aubes, six lits, de nombreux instruments aratoires, etc.

A Roche, il mentionne quatre poulains, vingt-deux chevaux, trente-cinq vaches, neuf génissons, quatorze génisses et treize veaux. En tout une centaine de pièces de bétail. C'était donc une ferme importante.

<sup>18</sup> AGSB.

<sup>19</sup> J.-A. Duc VI, p. 73.

De là, le vicaire se rend à l'hospice dont il fait l'inventaire le 24 février. Après avoir décrit le mobilier de l'hospice que nous avons déjà mentionné<sup>20</sup>, il énumère les pensions dues par les bénéficiers de Sembrancher, de Liddes, de la chapelle d'Aigle, de Noville, de Meillerie et de Lens. Il note que la grange d'Arc contient trois toises de foin pourri, qu'à la montagne de La Pierre, il y a quatre-vingt-trois pièces de fromage, que le bois est coupé à Ferret pour la prochaine provision, etc.

Après avoir achevé à l'hospice et dans ses environs immédiats, le vicaire se dirige vers Aoste et fait l'inventaire de Bibian le 25 février. Cette ferme contient un pressoir, trois tines, tout un outillage en vue d'une exploitation viticole et agricole et en outre : un bassin contenant une quartane pour les quêtes ; quatre reliquaires dont l'un est chez maître Jean, orfèvre, et un autre chez le recteur de l'hôpital de Châtillon ; six vaches, trois veaux, trois génissons, trois porcs ; un fromage de La Pierre ; deux setiers de vin moscatelli et quatre de blanc, etc.

Le 26, se fait l'inventaire de Saint-Oyen où nous relevons : des chaudières de montagne tenant trois émines ou un setier ; quarant-cinq écuelles de bois ; une délabre pour les ruisseaux (bisses) ; onze vaches, cinq génissons et deux chevaux ; un moulin et le four. A l'alpage de Citren, il y a neuf séracs pesant trois cent trois quarterons ; trente-deux fromages faisant quatre cent trente-six livres ; dans le Bas-Citren : trente-quatre fromages pesant deux cent douze livres.

Ensuite Guillaume Morard repasse le col du Mont-Joux, descend le Valais et longe la rive gauche du Léman. Le 4 mars, il fait l'inventaire de la ferme de Vernay et de la maison de Thonon qui possèdent un outillage aratoire et viticole, plusieurs chambres dont l'ameublement a été inventorié par Jean Forré, curé d'Orsières, etc.

Le jour suivant, 7 mars 1446, il visite la maison forte de Meillerie ; il trouve dans l'église : un calice d'argent, deux bréviaires selon le rite du Mont-Joux et de nombreux livres. A Lugrin, dans la maison du seigneur du lieu, il y a du mobilier et diverses mesures, un pressoir, un four et un moulin, un local appelé *Piona castri*, etc.<sup>21</sup>.

D'après cet inventaire, les ressources de l'ordre proviennent de ses fermes, de ses alpages, des bois de Ferret et des redevances des divers bénéficiers. Si l'on ajoute le produit des quêtes, les offrandes des fidèles et des bienfaiteurs, les recettes du tronc de l'hospice<sup>22</sup>, les locations et cens, l'énumération est à peu près complète. Ces ressources servent à payer la rente

<sup>20</sup> Cf. p. 223.

<sup>21</sup> AGSB.

<sup>22</sup> Durant la tenue du chapitre, le 29 août 1753, le tronc des aumônes fut ouvert. Il contenait soixante-trois florins et huit gros, six florins furent remis aux claustraux pour un anniversaire et pour la domesticité.



du commendataire, toutes les dépenses de l'hospice, de la communauté qui y vit, de la domesticité et des passants et de l'ordre entier.

Après ce bilan de l'administration générale, voici quelques manifestations de son activité.

Vers 1470, le Mont-Joux se dessaisit du droit de four banal à Roche en faveur des habitants du lieu contre le versement de certaines taxes. Pierre Vullieris, administrateur de Roche, procède à la recouvre de ces taxes en 1471<sup>23</sup>.

En 1522, le cellérier refait le toit de Fontintes ; en 1502, celui de Praille<sup>23bis</sup>.

La tentative d'invasion de la vallée d'Aoste par les Valaisans en 1536 décida le duc de Savoie à interdire aux Valdôtains toute exportation en Valais. L'hospice fut le premier à souffrir de cette mesure. A la requête des religieux, le duc ordonna à ses officiers, en octobre 1547, de faire une exception en sa faveur<sup>24</sup>.

Les frais de restauration de l'hospice, après l'incendie de 1554, obligèrent à vendre plusieurs propriétés ; nous l'avons déjà relevé. Il semble qu'il faut attribuer à la même cause la vente à Pierre Challand de Bourg-Saint-Pierre d'une propriété située à Cordona pour le prix de cent florins reçus le 16 mars 1561<sup>25</sup>. En 1572, le chapitre amodie la rectorie de Sion au médecin François Graly moyennant prestation annuelle de vingt-trois sacs de seigle<sup>26</sup>.

Comme les religieux ont la libre disposition de leurs économies leur vie durant, c'est par l'exercice du droit de dépouille que ces économies reviennent à l'ordre. Mais les autorités ecclésiastiques ou laïques du lieu du décès se prétendent souvent en possession du même droit, ce qui oblige l'ordre à de fréquentes démarches pour récupérer la dépouille de ses religieux. Entre les mois de septembre 1529 et 1530, les chanoines Jean Frachery et Pantaléon Noir se rendirent plusieurs fois à Sion, et y demeurèrent une fois jusqu'à huit jours, pour traiter avec la Diète de la succession du chanoine Guillaume Darbellay, prieur de Bourg-Saint-Pierre de 1493 à 1529 (AGSB). Lors du décès, en 1569, du chanoine Duplâtre, recteur de l'hôpital d'Evian, quelques habitants du lieu prétendent s'approprier la succession de ce religieux. Le prévôt charge Claude Mychon, son agent à Chambéry, d'agir contre eux. Le duc Emmanuel-Philibert confie, le 7 novembre 1570, au juge du Chablais, le soin de terminer, sans forme de procès, la cause pendante<sup>27</sup> dont l'issue aura été favorable au Mont-Joux.

<sup>23</sup> AGBS, *Chapitres*.

<sup>23bis</sup> Cf. Comptes du cellérier.

<sup>24</sup> E.-P. Duc, pp. 92 et 93. Cf. P. Farinet, *Le milizie valdostane del XVI° secolo e le lotte sulla dispiuviale Svizzera*, Aosta 1937, p. 15.

<sup>25</sup> AGBS.

<sup>26</sup> E.-P. Duc, p. 96.

<sup>27</sup> AGBS et AST. Cf. *Armorial valaisan*, p. 197.

Depuis longtemps, l'ordre pratiquait l'exploitation de maisons locatives. A propos des quêtes, nous avons relaté les conditions de la location de la maison de Bielle en 1448. Un autre contrat, passé le 2 septembre 1483 à Saint-Jacquême, a pour objet la location d'une maison située à Aoste. A la date indiquée, Pierre de Carreria, claviste dès 1479 et prieur de Bourg-Saint-Pierre, remet en location à Guillaume Heclay, secrétaire ducal, une maison située près de la Ponteille Perron (ville d'Aoste), pour une année et pour le prix de quatre florins petit poids<sup>28</sup>.

Le Mont-Joux doit défendre ses possessions du Valais contre les Patriotes qui feignent de les ignorer. Il charge le notaire Bérodi d'inventorier les titres, conservés à l'hospice, concernant Ferret, Ecône, Bourg-Saint-Pierre, Martigny, Belmont, etc.<sup>29</sup>, pour les présenter à la Diète. Le prévôt écrit de Meillerie au Valais, le 20 septembre 1572, afin de lui recommander Antoine Broccard, expert en droit féodal, chargé de la défense des biens du Mont-Joux<sup>30</sup>. Finalement la légitimité en est reconnue.

Le chapitre de 1573, fort préoccupé de questions administratives, fait des constatations peu réjouissantes : la ferme de Praille d'Ollon *Proliegno* est ruinée. Les vignes de Clarens ont été aliénées, il conviendrait de les racheter. Le même bruit court au sujet des biens de Thonon. Il faut exiger que Roche et Saint-Jacquême reconnaissent les droits du chapitre. La maison et la grange de Martigny menacent ruine. Les Patriotes du Valais ont ordonné d'ouvrir un chemin à travers les prés d'Ecône. Les dîmes de Sembrancher supprimées doivent être réclamées à la Diète. Feu Nicolas Dexterand, curé d'Orsières, a vendu les vignes de la cure. Les fermes de Bibian et de Saint-Oyen ayant été dépouillées par des tenanciers infidèles, le chapitre supplie le prévôt de faire rendre calices, patènes et autres objets et de remettre les titres détenus par lui ou ses proches afin qu'ils ne s'égarent pas. Il casse les amodiations des biens de Marchévaudan et du pré de Saint-Ours comme préjudiciables à la maison.

C'est sans doute par suite d'une démarche de ce chapitre qu'Emmanuel-Philibert, en novembre 1573, ordonne aux débiteurs de la prévôté de payer leurs dettes<sup>31</sup>.

Le chapitre de 1576, influencé par le prévôt, porte plus d'attention aux intérêts de la famille de Tollen qu'à prévenir la ruine de l'hospice. Il décide de rembourser à Michel de Tollen, coseigneur de Brissogne, ce qu'il a prêté pour maintenir l'hospitalité<sup>32</sup>. Cette résolution reçoit une prompt exécution. Le 1<sup>er</sup> septembre suivant, dans la cour de Bibian, le cellérier Jacques Freppa assisté de quelques religieux reconnaît devoir à Michel de

<sup>28</sup> AGSB, *Chapitres*. Le cellérier Jean Perusson assiste à cet acte.

<sup>29</sup> AGSB.

<sup>30</sup> AV 104 SB.

<sup>31</sup> AST.

<sup>32</sup> AGSB.

Tollen, neuf cent douze florins et quatre gros, trente setiers et demi de seigle, trente-six quarterons de vin, cinquante-deux livres de fromage, seize livres de sérac, etc.<sup>33</sup>.

L'administration du prévôt René de Tollen, violemment discutée, donna occasion, en 1583, aux accusations portées par les claustraux devant le nonce de Turin<sup>34</sup>. Elle décida encore le duc de Savoie à faire défense, en juin 1484, de payer les rentes, quêtes et revenus des hôpitaux de Saint-Bernard sinon « ès mains du cellérier soit procureur député par le chapitre » ; cela pour éviter que les revenus de la prévôté ne soient employés à une autre fin que le soutien de l'hospice<sup>35</sup>.

Ainsi à la fin de la période commendataire, on constate une reprise en mains de l'administration de l'ordre. Cette reprise est due, non au prévôt, mais aux religieux claustraux qui constituent le groupe le plus compact et le plus important dans l'ordre.

Nous avons déjà parlé de l'administration du cellérier à propos des offices claustraux. Il reste peu à ajouter. A Aymon Rossan, qui occupa cette charge de 1418 à 1443 environ, succéda Pierre d'Amédée, curé de Donnaz et de Vert, prieur claustral. L'année 1456, il échangea une propriété foncière contre une maison d'habitation située à Martigny ; c'est la maison qui sert actuellement de résidence au prévôt<sup>36</sup>.

Selon la prescription des constitutions, renouvelée par le chapitre de 1484, le cellérier et les autres officiers doivent rendre compte chaque année au prévôt ou à son vicaire.

Conformément à cette prescription, les cellériers présentèrent leurs comptes établis de septembre à septembre de chaque année. Nous avons déjà donné un aperçu de ceux de Louis Forré pour l'exercice de 1500-1501<sup>37</sup>. Nous apprenons par les comptes du cellérier Jean Frachery pour l'année 1529-1530, qu'il est à Roche lors de l'expulsion du sieur Grat (sans autre détail ; ce pourrait être Grat Perronin, amodiataire de Roche vers ce temps-là) et qu'il paie un florin et huit quarts à Pierre Nepleti pour la quête du fromage en vallée d'Aoste, etc. Ces comptes ont été présentés au vicaire général Louis Duplâtre pour approbation<sup>38</sup>. Souvent, en effet, ces comptes sont examinés par le vicaire général, exceptionnellement par le prévôt, comme en 1522 où Jean de la Forest les signe. (Cf. Comptes du cellérier.)

En 1584, on dresse le rôle, par ordre alphabétique, des censitaires de la maison à Orsières, à Sembrancher et Vollèges. Le total des redevances

<sup>33</sup> E.-P. Duc, pp. 96 et 97.

<sup>34</sup> Cf. pp. 162 et 163.

<sup>35</sup> AGSB.

<sup>36</sup> M.-A. Maret, I, p. 99.

<sup>37</sup> Cf. pp. 170 et 171.

<sup>38</sup> AGSB. L'expulsion de Grat coïncide avec l'introduction de la Réforme dans le mandement d'Aigle.

en blé énumérées est de cent septante-cinq quartanes de seigle et de neuf d'orge. Ce rôle sera en usage jusqu'en 1687<sup>39</sup>.

Dès 1573, les tiraillements entre le prévôt et ses religieux rendent l'administration difficile et les cellériers se succèdent rapidement. Jean Ravier exerce cet office de 1573 à 1576, Jacques Freppa lui succède, puis d'autres. Cette situation instable ne prendra fin qu'avec la mort du prévôt de Tollen en 1586.

### *Administration des claustraux*

Cette administration gère les fonds d'offices et quelques rentes et propriétés foncières. Les claustraux ont un procureur distinct du cellérier. En 1488, Guillaume Darbellay, revêtu de cet office, paye à noble Jacquin de Bex, pour achat de redevances à Liddes, la somme de cent-vingt florins provenant d'un legs d'Antoine Chamboz<sup>40</sup>.

En 1528, les claustraux règlent une affaire qui traîne depuis plusieurs années. Constant Trivulce de Ferrariis de Cavallermaggiore (diocèse de Turin), secrétaire du roi de France, était mort à l'hospice en 1523. Il avait légué aux religieux deux cents écus du roi au soleil, cinquante livres d'empire et une icône *ancona* pour l'église du Mont-Joux, demandant d'être enseveli dans cette église et qu'on mît sur sa tombe une plaquette de marbre avec ses nom et prénom. Le 31 janvier 1525, les claustraux constituèrent Pierre Tappachyn, leur procureur, pour retirer les legs faits par le défunt. Mais ses frères refusèrent de s'exécuter. L'affaire ne fut réglée qu'en mai 1528 à Ivree. Les claustraux, représentés par Claude de la Tour et Jean Avoyer, demandaient, outre les legs mentionnés, les habits du défunt pour en faire un ornement, les intérêts des deux cents écus et les frais de sépulture. Les frères du défunt, Georges, Antoine et Joffret, prétendaient qu'ils avaient fait un paiement entre les mains du clerc Basson de Letys, que les offices n'avaient pas été célébrés, que les habits du défunt n'étaient pas chez eux et qu'ils avaient payé en grande partie les frais des funérailles. On finit par convenir que les héritiers paieraient cent septante écus du roi au soleil et que les claustraux acquitteraient les offices fondés et poseraient la plaquette commémorative<sup>41</sup>.

Comme toute administration, celle des claustraux eut à défendre ses droits, même contre des confrères. Ainsi en 1568, elle exigea la reconnaissance de certains fiefs par Jean Bertin, chanoine du Mont-Joux, et ses héritiers<sup>42</sup>.

<sup>39</sup> AGSB.

<sup>40</sup> AGSB.

<sup>41</sup> AGSB.

<sup>42</sup> AGSB.

L'évolution de l'administration sous les commendataires peut se résumer à grands traits de la manière suivante : tenue avec soin sous les commendataires de Savoie, elle est négligée sous les de la Forest et tourne au désastre sous René de Tollen. Cette extrémité provoque un sursaut du chapitre qui prend des mesures pour y remédier à la fin de la période commendataire.

## Les droits seigneuriaux

La seigneurie d'Etoy-Pisy exerçait son autorité sur la région environnante et sur les hommes attachés aux terres que le Mont-Joux possédait à Bière. Ces serfs, l'officier laïc investi de la seigneurie peut les assigner devant lui et même, s'il y a lieu, leur infliger quelque peine corporelle et les conduire à la maison forte de Pisy<sup>43</sup>. Ce droit et tous ceux de la seigneurie furent enlevés au Mont-Joux par les Bernois en 1536.

A Meillerie aussi, le Mont-Joux faisait exercer les droits seigneuriaux par un châtelain laïc. Noble Jean de Châtillon remplissait cette fonction en 1465. Comme il ne donnait pas satisfaction, le chapitre remit la châtelainie à Amédée de Bosson d'Evian *de Aquario*. En 1477, le chapitre se plaignit que le nouveau châtelain, sous prétexte de bail, refusait de recevoir comme de coutume les religieux de passage. Jean de Châtillon fut réintégré et, comme tel, avec son fils Aymon, il reconnaît au prévôt, en 1488, ses droits sur Lugrin<sup>44</sup>. Dès 1502, Guillaume Sollieti remplit cet office. Le Mont-Joux jouit encore durant de longues années, jusqu'en 1752, de sa seigneurie de Meillerie.

Au sujet du droit d'échute sur le territoire de Bourg-Saint-Pierre jusqu'à l'hospice, le prévôt et ses chanoines sont en difficulté avec le châtelain de Sembrancher en 1474. Plusieurs personnes étant mortes sur la montagne, le châtelain s'était emparé de leurs dépouilles. Les religieux ne purent en obtenir restitution. Ils s'adressèrent alors à la duchesse de Savoie, Yolande. En février 1474, elle ordonna au châtelain de rendre les biens qu'il détenait injustement<sup>45</sup>.

Par suite de l'annexion du district de Monthey en 1536, le Haut-Valais y envoie un gouverneur. Celui-ci méconnaît les droits du Saint-Bernard sur Illiez et Miex et s'oppose à leur exercice. Les religieux s'adressent à l'évêque de Sion qui en 1573 exige les titres relatifs à cette juridiction<sup>46</sup> et reconnaît ensuite sa légitimité.

<sup>43</sup> AGSB. Codex contenant les revenus de la chapelle de la B. V. Marie de l'hospice, acte de 1471.

<sup>44</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>45</sup> AST.

<sup>46</sup> AGSB.

## CHAPITRE III

### L'activité

#### L'observance

Que devient la réforme du cardinal Jean sous les prévôts commendataires. Il y a quelques indices qu'elle ne reste pas lettre morte.

La mense du prévôt comprenait entre autres bénéfices le prieuré d'Etoy. Depuis 1374, un chanoine portant le titre de gouverneur administrait ce prieuré au nom du prévôt. Or de 1440 à 1443 réapparaît un prieur en la personne de Jacques de Sembrancher, alias Vuillermet. A ce propos, le chanoine G. Francey dit qu'après la promulgation des nouvelles constitutions « un renouveau bienfaisant se fit ressentir dans toutes les maisons de la congrégation : partout on remarqua une régularité et un ordre plus parfaits. Dès lors on retrouve, à Etoy, pour quelques années, un prieur et il signe comme autrefois *humilis prior*. »<sup>1</sup>

Les constitutions elles-mêmes, qui n'avaient pas encore reçu leur confirmation apostolique, la reçurent enfin du pape Pie II le 11 octobre 1459<sup>2</sup>. Bien que sollicitée dans un but intéressé, cette confirmation n'a pu que donner un regain de vitalité à l'observance.

De fait sous François de Savoie l'ordre s'efforce d'observer une vie plus régulière. Les chapitres tenus sous ce prévôt laissent une excellente impression : les religieux claustraux sont nombreux, il y a presque chaque année des novices, on veille à la conservation de l'habit traditionnel. Conformément aux constitutions, les droits et obligations du sacristain sont précisés et l'hospice est agrandi du côté du couchant.

<sup>1</sup> G. Francey, pp. 111 et 115.

<sup>2</sup> Cf. p. 196.

La visite prévue par les constitutions<sup>3</sup> n'est pas négligée. Louis de Romagnan, administrateur de la prévôté, par acte fait à Chieri le 23 avril 1464, délègue Guillaume Morard, prieur de Martigny, Pierre Amédée, cellérier, et Benoît de Viconia, chapelain du duc de Savoie et ancien gouverneur d'Etoy, avec d'amples pouvoirs, pour faire la visite de l'hospice et de ses bénéfices<sup>4</sup>.

Il ressort cependant des actes des chapitres tenus sous François de Savoie et d'autres faits que la désappropriation totale prescrite par les constitutions n'est pas observée. Sur ce point, on s'en tenait à la coutume qui laissait une large latitude.

Sous les prévôts de la Forest, la discipline régulière subit un fléchissement qui va s'aggravant au temps de René de Tollen au point que l'on redoute alors la ruine de la maison.

Ce danger extrême et le concile de Trente, dont l'influence commence à se faire sentir, provoquent une réaction de la part des religieux claustraux surtout. S'appuyant sur les constitutions qui leur donnent la première place dans l'ordre et dont le prévôt ne se soucie guère, et sur l'évêque de Sion, ils prennent des décisions énergiques contre le prévôt, en vue de la sauvegarde de l'ordre, au chapitre de 1573.

Le chapitre de 1575, qui est comme une contre-offensive du prévôt, porte une longue liste de prescriptions, qui se réclament, elles aussi, des constitutions. La première exige de chaque religieux l'obéissance au Souverain Pontife et à l'Eglise romaine, le rejet de toute hérésie ou doctrine douteuse condamnées par les conciles, surtout celui de Trente. La vingt et unième interdit de se prêter trop facilement à la célébration de mariages dans les hospices et les bénéfices n'ayant pas charge d'âmes. D'autres articles concernent les mœurs, l'administration des bénéfices, les aumônes, le service des passants, etc. Au chapitre de 1576, Nicolas Charvet, vicaire général, porte encore d'autres prescriptions : les bénéficiers doivent payer fidèlement les pensions dues à l'hospice : les religieux ne dépasseront pas, à l'insu du prieur, les limites fixées aux alentours de l'hospice ; ils prendront part aux offices divins ; selon l'antique usage, ils n'accepteront rien, pour eux, des passants, mais si quelque chose leur est donné, ils le mettront en commun pour servir à l'église, aux hospices ou aux religieux ; le prieur élu devra résider et corriger ses religieux selon la teneur des constitutions ; le chapitre choisira un cellérier capable de prévenir la ruine de l'hospice<sup>5</sup>.

Cette lutte à coup de titres constitutionnels ne dut pas provoquer un grand progrès dans leur observance. Elle manifeste du moins la connaissance et une certaine pratique des constitutions.

<sup>3</sup> *Const. tit. 27.*

<sup>4</sup> AGSB.

<sup>5</sup> AGSB.



Au sujet de l'habit religieux, il se fait au XV<sup>e</sup> siècle un changement important. L'habit traditionnel, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, était le surplis avec manches. Dans le courant de ce siècle, se manifeste la tendance à le porter sans manches. Les chapitres réagissent contre cette nouveauté. Cependant le pape accorda, en 1487, aux chanoines réguliers du prieuré de Saint-Bernard de Troyes, la faculté de porter au-dehors, au lieu de l'ample surplis, une simple bande et un col de lin *banda linæa, parvum colaretum linæum et continentia*. Cette faculté est accordée pour raison de commodité. De Troyes, cet usage se répandit dans l'Ordre du Mont-Joux, s'il n'existait pas déjà<sup>6</sup>.

Nous ne sommes pas renseignés sur l'horaire journalier de l'hospice et des prieurés. Il y a tout lieu de penser que les constitutions étaient observées sur ce point : car elles ne font guère que reproduire celles d'Etoy et dénotent donc une coutume bien établie.

De grand matin, les chanoines récitent les psaumes graduels, chantent les matines de la B. V. Marie, puis celles de la fête courante. Suivent les petites heures et les messes chantées ; il y en a souvent plus d'une le même jour. Les vêpres précèdent le souper et les complies, le coucher. Ces habitudes étaient tellement ancrées qu'il ne semble pas qu'on s'en soit écarté même dans les périodes de relâchement.

Les constitutions d'Etoy prescrivent de s'acquitter de l'office selon le rite de l'ordre (tit. 18) et G. Morard, dans l'inventaire de 1446, note qu'il a trouvé, dans la maison de Thonon, deux bréviaires selon l'usage du Mont-Joux. L'année 1574, le 16 octobre, l'archidiacre d'Aoste, F. Bobba, faisant la visite de l'hospice déclare que les chanoines ne récitent pas l'office romain, auquel ils pourraient être facilement contraints. Le 10 septembre 1576, l'évêque de Verceil, Jean-François Bonomi, visitant l'église d'Etroubles constate que l'office y est dit selon le rite du Saint-Bernard<sup>7</sup>. L'ordre avait donc un rite propre. A la longue, l'uniformité de cet office laissa à désirer. Pour ce motif et pour se conformer aux prescriptions du concile de Trente, le chapitre de 1575 se proposa d'adopter le bréviaire imprimé par le pape Pie V. Mais en 1613 encore, le chapitre constate qu'il n'y a pas uniformité entre le Grand et le Petit-Saint-Bernard ni entre les membres de la prévôté pour la récitation de l'office. De sorte que l'adoption de l'office romain par l'Ordre du Mont-Joux n'a pu se faire qu'après cette date.

L'intérêt que l'on porte aux offices s'étend aussi aux livres de chœur. A l'hospice, ces livres se sont sensiblement multipliés de 1419 à 1446. Plusieurs sont écrits par des chanoines de l'ordre. L'inventaire de 1446 mentionne entre autres : deux grands antiphonaires neufs écrits par Jean

<sup>6</sup> Cf. Nicolas Desnos, *Canonicus saecularis et regularis*, Paris 1675, p. 408.

<sup>7</sup> J.-A. Duc, t. VI, p. 181.

Jopel ; deux autres dont le second commence à l'Assomption et contient, à la fin, la prose de saint Bernard ; un psautier écrit par Aymon Fornerii ; un processionnaire neuf écrit par le même ; un martyrologe dans lequel se trouve la règle de saint Augustin, etc.

Les bréviaires à l'usage individuel se répandent. Ecrits sur parchemin et souvent enluminés, ce sont des ouvrages de prix. Un religieux de Colonne-Joux, Claude Viguyel, ayant engagé le sien, emprunta au cellérier du Mont-Joux, Jean Perusson, deux ducats d'or pour le racheter et reconnut cette dette le 30 août 1484. L'hospice conserve encore de cette époque un bréviaire intéressant par son texte et par ses enluminures. Le prix que l'on attribuait aux livres liturgiques ressort encore de ce fait que le chapitre de 1490 ne consentit à prêter un petit graduel à F. Gaydo, curé de Denens, qu'après qu'il eût juré de le rendre pour Pâques prochaines<sup>8</sup>.

### Le passage

Pour aider les passants à franchir le col, il existe des corporations de guides ou marronniers sur les deux versants des Alpes ; sur le versant nord, à Bourg-Saint-Pierre, et sur le versant sud, à Saint-Rhémy et à Etroubles. Entre ces associations surgissent parfois des conflits d'intérêt qui nécessitent la mise au point de droits réciproques. Dans ce but, Bernard Collin, métral d'Etroubles, et les marronniers des deux versants se réunissent à l'hôpital de Fontintès, le 21 février 1444. Les guides de Bourg-Saint-Pierre déclarent devant notaire qu'ils n'ont pas le droit de conduire les voyageurs sur le versant valdotain au préjudice de leurs collègues de Saint-Rhémy et d'Etroubles. Ceux-ci, sans doute, font la même déclaration en faveur de Bourg-Saint-Pierre.

La commune de Saint-Rhémy tient les droits de marronnage et de vairie des ducs de Savoie. La commune d'Etroubles y participe et, pour ce motif, paie une redevance annuelle à Saint-Rhémy. Les deux communes reconnaissent périodiquement ces droits. Etroubles le fait en 1457<sup>9</sup> ; Saint-Rhémy, en 1573, déclare tenir, des ducs de Savoie, en indivis avec les seigneurs d'Avise, « la vairie, le marronnage, passage et conduite du Mont-Joux... depuis le Rumeyran jusqu'à la Fontaine-Couverte... avec les marons et bourgeois d'Etroubles, leurs consorts en la dite vairie »<sup>10</sup>.

Ces associations et les différents hospices échelonnés le long de la route du Mont-Joux constituent tout un ensemble propre à faciliter le passage du col.)

<sup>8</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>9</sup> J.-A. Duc IV, pp. 436, 489 et 490.

<sup>10</sup> J.-A. Duc VI, p. 168.

[ Au sujet de la fréquentation de cette voie durant les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, voici quelques particularités.

Tant que la cour de Savoie réside à Ripaille, le passage du Mont-Joux sert de liaison entre les Etats de Savoie situés en deçà et au-delà des Alpes et est fort fréquenté par les ducs ou leurs messagers. Signalons le cas de Bolomier, trésorier général de la cour de Savoie à Ripaille. Sa caisse étant en détresse, il franchit le Saint-Bernard l'hiver 1439 et se rend en vallée d'Aoste pour y recueillir de l'argent. Au retour, il est bloqué à Saint-Oyen par un ouragan. Quand le temps s'éclaircit, cinquante guides lui frayent, non sans peine, le chemin jusqu'au Saint-Bernard le 12 janvier 1439. Ce cas n'est pas unique. On passe coûte que coûte. On comprend le surnom de Tranche-Montagne donné à l'un de ces messagers<sup>11</sup>.

En août 1447, le duc Louis de Savoie et la duchesse Anne de Lusignan passent le col, probablement pour se rendre à Lyon où se réunit une assemblée dans le but d'obtenir la démission de Félix V. (AGSB, Compte du cellérier.)

[ Les guerres de Bourgogne (1475 et 1476), dans lesquels Charles le Téméraire entraîne, en qualité d'alliée, la Savoie contre la Suisse et le Valais, donnent une grande importance stratégique au passage du Mont-Joux. Des troupes savoisiennes l'utilisent pour rejoindre l'armée du Téméraire. Mais les Patriotes le leur disputent et il y a des échauffourées sur le col. C'est au cours de ces expéditions que les Valaisans s'emparent de l'Entremont et de l'hospice en 1475. Il en est de même durant les guerres d'Italie (1494-1519) Deux mille Suisses au service de la France passent le Mont-Joux en 1499 pour se rendre en Italie. Une compagnie entière de soldats suisses est prise dans une avalanche en 1501 à quelque distance de l'hospice<sup>12</sup>. ]

En 1486, le 28 février, Georges Lengherand, maire (majeur) de la ville de Mons (Belgique) avec deux compagnons, passe le Saint-Bernard à cheval pour se rendre en pèlerinage en Terre sainte. Dès Bourg-Saint-Pierre, les pèlerins confient leurs chevaux à des marronniers et prennent des mulets pour l'ascension du col. Ils se louent de la bonne réception à l'hospice et continuent leur étape jusqu'à Etroubles, aidés par les marronniers dans la descente du col<sup>12bis</sup>.

La Réforme provoque aussi des allées et venues à travers le Mont-Joux. Le séjour de Calvin en vallée d'Aoste et sa fuite par le col de Fenêtre de Bagnes est un épisode contesté entre les érudits<sup>13</sup>.

<sup>11</sup> M. Bruchet, p. 150.

<sup>12</sup> Doyen Bridel, *Essai statistique sur le Valais*, pp. 242 et 244.

<sup>12bis</sup> Cf. *Annales valaisannes* 1963, pp. 26-29.

<sup>13</sup> Cf. J.-B. Bertrand, *Une énigme historique. Calvin au col de Fenêtre en 1536*, dans *Annales valaisannes*, t. III, pp. 96 et ss. A la page 100, il cite ce passage de Jérôme Darbellay, chanoine du Saint-Bernard : « En 1536, Calvin passa le Saint-Bernard sur la fin de février et Léonard Vaudan, chanoine régulier du Mont-Joux, curé de Bibiano qui goût-

Par contre, il est certain que le fameux franciscain Ochin, déçu dans son attente du cardinalat, fit ouvertement profession d'hérésie et dut s'enfuir précipitamment d'Italie (vers 1540) en empruntant le col du Mont-Joux<sup>14</sup>.

Les années 1581 et 1582 virent le passage par le Saint-Bernard de nombreuses troupes. Le duc Charles-Emmanuel, inconsolable de la perte de Genève, les faisait venir de la vallée d'Aoste à Ripaille en vue d'un coup de main contre cette ville<sup>15</sup>. Mais il ne réussit pas.

[Durant cette période, l'hospice vit donc défiler des troupes nombreuses de soldats.]

Pour le service des pauvres, le cellérier fait confectionner chaque année des habits (dix-neuf en 1512) et des souliers.

### La vie dans les bénéfices

Durant les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, la commende et la Réforme portent un rude coup aux bénéfices du Mont-Joux. En compensation, les liens entre l'hospice et les bénéfices se resserrent et le Petit-Saint-Bernard, avec ses maisons satellites, est intégré au Grand-Saint-Bernard.

La commende que nous avons vu, dans la période précédente, s'implanter dans l'ordre, s'étend davantage.

Le prieuré de Bellentre, dépendance du Petit-Saint-Bernard unie au Mont-Joux dès 1466, possédait des revenus importants. Le futur administrateur de la prévôté, Jean Oriol, clerc du diocèse de Lyon, protonotaire apostolique, en obtint la commende en 1484 et la conserva jusqu'en 1486. Peu après, le pape Innocent VIII unit ce prieuré à la prévôté de Saint-Gilles de Verrès et en conféra la commende à Charles de Challant, prévôt de Verrès<sup>16</sup> et de la cathédrale d'Aoste.

En 1487, nous trouvons à Saint-Jacquême d'Aoste, un prieur commendataire, André de Francesia, de l'Ordre bénédictin ; après lui, Antoine Provana, de la famille seigneuriale de Leyni, qui est en même temps curé

tait la réforme l'introduisit dans sa paroisse... ». Nous pensons que cette citation est inexacte, car le chanoine Jérôme Darbellay ne pouvait ignorer que Bibian était une ferme et non une paroisse. Il est peu probable d'autre part que Léonard Vaudan ait été chanoine de Mont-Joux ; car J.-B. de Tillier, p. 155, dit qu'il était avocat à Aoste et propriétaire de cette ferme de Bibian qui serait donc distincte de celle du Saint-Bernard.

Calvin, chassé par le duc de Ferrare, arrive à Aoste où le Conseil des commis se réunit le 28 février. Bien que travaillé par Calvin ou ses émissaires, ce Conseil, à l'unanimité, jura fidélité à la foi catholique et porta la peine de mort contre ceux qui adhéraient à la nouvelle secte. Renseigné par ses émissaires, Calvin se serait alors enfui de Bibian pour gagner le Valais par le col de Fenêtre de Bagnes.

<sup>14</sup> Cf. J.-B. Bertrand, article cité.

<sup>15</sup> M. Bruchet, p. 219.

<sup>16</sup> E.-P. Duc, p. 89 et J.-A. Duc, V, pp. 82 et 83.

de Saint-Oyen<sup>17</sup>. Georges Provana lui succède en 1495. La même année, il contraint judiciairement deux débiteurs du prieuré, P. Foflont, de Villefranche, et Guillaume Dupret, de Brissogne, à reconnaître leur dû. Il se maintiendra dans ce bénéfice jusqu'en 1537, malgré que Pierre Gazin, évêque d'Aoste, en ait brigué la commende avant 1533. Le Mont-Joux réussit à lui donner comme successeur un de ses chanoines, Pantaléon Noir.

Le prieuré de Saint-Bénin, plus riche que celui de Saint-Jacquême, fut aussi plus tôt la proie de la commende. A Jean Veteris, chanoine du Mont-Joux, succéda le commendataire Etienne Muris en 1444, puis Antoine de Verbo, Humbert Basuli en 1472, Jean Ginod, clerc du diocèse de Grenoble, vers 1519<sup>18</sup>, Hugues Basuli, chanoine du Mont-Joux, en 1528, tout en étant curé d'Ayas. En 1533, Pierre Gazin, évêque d'Aoste, reçoit la commende de ce prieuré après avoir abandonné celle de Saint-Jacquême, Hugues Basuli restant à titre de prieur amodiatore. En 1552, on retrouve comme prieur de Saint-Bénin, Jean Ginod, à qui succéda son neveu, Geoffroy Ginod, en 1563<sup>19</sup>. Celui-ci conservait encore cette commende en 1585, bien qu'il fût alors évêque de Belley<sup>20</sup>. Ces fréquents changements des prieurs commendataires de Saint-Bénin laissent supposer une infinité d'intrigues et de vives compétitions autour de ce riche bénéfice.

Dans le diocèse de Sion, les bénéfices de Lens et de Martigny eurent des commendataires. En 1507, le prieuré de Lens est donné en commende à François Jean Fabri, qui le conserve jusqu'en 1524. D'autres prieurs commendataires lui succèdent en dépit de violentes contestations avec la paroisse et le Saint-Bernard. Dès la fin du XV<sup>e</sup> siècle et pendant plus de cent ans, des chanoines de Sion occupent généralement le prieuré de Martigny. En 1495, c'est François Supersaxo, qui cumule plusieurs autres bénéfices ecclésiastiques<sup>21</sup>. Un de ses successeurs est Jean Jordan, de 1524 à 1548, année où il devint évêque de Sion. Il est significatif que la présence des chanoines de Sion comme commendataires corresponde à la période de revers de la maison de Savoie.

La cure d'Allinges, en Haute-Savoie, a comme commendataire, en 1516, Louis Duplâtre qui devint vicaire du prévôt en 1527<sup>22</sup> et le prieuré de Troyes, dès 1482, Nicolas Ferjot, religieux<sup>23</sup>.

<sup>17</sup> J.-A. Duc V, p. 99.

<sup>18</sup> Ce commendataire devint prévôt de la cathédrale d'Aoste, puis vicaire général et officiel du diocèse.

<sup>19</sup> J.-A. Duc V, pp. 189, 231, 258, 261, 324 et 347 ; VI, 65 et 66.

<sup>20</sup> J.-A. Duc VI, pp. 66 et 242.

<sup>21</sup> Tamini et Délèze, *Val. Christ.*, p. 196.

<sup>22</sup> AGSB. Bénéfices de Savoie.

<sup>23</sup> Il loua à Jean Vitot, notaire et tabellion de la curie ecclésiastique de Troyes, la moitié d'une vieille maison couverte en « darselle » qui se trouvait au marché du blé appelé Les Alours de Saint-Bernard. Le chapitre de 1487 approuva cette location. AGSB, *Chapitres*.

Tels sont les bénéficiaires commendataires qui ont vécu sur les revenus des maisons du Mont-Joux. Cette nomenclature, déjà trop longue, est loin d'être complète.

A ce mal s'ajoute, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, celui de la Réforme qui enlève au Mont-Joux toutes ses paroisses de Vaud et, temporairement, plusieurs paroisses de la Savoie. Toutes ces pertes sont causées par les invasions bernoises.

Le mandement d'Aigle passa aux mains des Bernois après les guerres de Bourgogne et le culte catholique y fut supprimé en 1527. Cependant le Saint-Bernard conserva quelque jouissance des revenus de la cure de Belmont que le chapitre de 1573 amodie à Pétrimand Veillon, comme plus offrant. La chapelle de Saint-Pierre d'Aigle est démolie en 1527, lors de la suppression du culte catholique. La maison conserve cependant la ferme de Roche.

Mais, en 1536, elle subit de lourdes pertes dans le diocèse de Lausanne. Par suite de l'invasion bernoise et de l'introduction de la Réforme, tous les bénéfices de Vaud furent perdus : l'hôpital de Vevey, celui de Lausanne, le prieuré d'Etoy, les églises de Lavigny, de Lully, de Saint-Livres, les fermes de Pisy et de Trévelin, la maison de Bettens dont la chapelle est devenue temple protestant, le prieuré de Bière<sup>24</sup>, l'église de Chapelle-sur-Moudon (Chapelle-Vaudanne) qui avait une chapelle filiale à Sottens dès 1463, l'hôpital du Montiller à Moudon, l'hôpital du Bornu (La Sarraz), la chapelle de Villars-sous-Yens, l'église de Montpreveyres, et nous en omettons peut-être<sup>25</sup>. Au sujet de l'hôpital Saint-Jean de Lausanne, et du prieuré d'Etoy nous possédons quelques renseignements circonstanciés.

La chapelle de Saint-Jean se trouvait au point d'intersection des deux rues Saint-Jean et de la rue du Marché, vers La Louve. En 1533, cet hôpital était régi par le chanoine Claude de Prez. La turbulente Abbaye des Enfants de Lausanne contesta au recteur la gérance de cet hôpital, puis s'empara, sans autre forme de procès, de la maison et de ses revenus. La conquête bernoise amena la dissolution de cette abbaye et l'hôpital fut attribué aux seigneurs de Lausanne. La maison de Mont-Joux réclama ses droits. Le litige dura une septantaine d'années et aboutit à un arbitrage prononcé en 1602 par quatre seigneurs valaisans. Il fut convenu que la maison du Saint-Bernard renoncerait à tous ses droits et que la ville de Lausanne lui paierait quatre cent cinquante ducats. Le prévôt André Tillier accepta cette décision et reçut, le 14 janvier 1603, de la ville de Lausanne, la somme convenue<sup>26</sup>.

<sup>24</sup> Le Mont-Joux y possédait des terres dont une partie, acquise par le prévôt H. d'Arces, était affectée à la chapelle de la B.V.M. de l'hospice.

<sup>25</sup> Cf. *La semaine catholique*, 1944 et 1945 passim.

<sup>26</sup> Maxime Reymond, dans la *Feuille d'Avis de Lausanne*, 23 avril 1938.



A la fin du XV<sup>e</sup> siècle, le prieuré d'Etoy restait en faveur auprès du peuple. Etiennette Barberin, née Gos d'Aubonne, belle-sœur du recteur de la chapelle de Saint-Antoine construite au prieuré, demande à être ensevelie dans l'église paroissiale d'Etoy.

Guillaume Barberin, chanoine de Mont-Joux, prieur d'Etoy et curé de Féchy, fait en 1482 une donation aux claustraux d'Etoy. Lui et son frère, recteur de la chapelle de Saint-Antoine, achètent en 1487 des hommes de Mollens, cinquante sous de cens annuel<sup>27</sup>. Le prieuré était desservi par quatre religieux, dont un novice ; il était donc bien vivant et semblait vouloir durer. Lors de l'arrivée des Bernois, les desservants du prieuré durent partir ou embrasser la Réforme. Ils préférèrent partir. Trois d'entre eux, le sacristain, le curé de Lavigny et le novice, reçurent en 1536 et 1537 une pension du gouvernement bernois. Le receveur Juenat déclare avoir livré aux trois religieux d'Etoy « qui n'ont point accepté la réformation de nos très redoutés seigneurs » sept muids de vin, quatre muids de froment, etc. Le gros des revenus du prieuré fut affecté à l'entretien des pasteurs d'Etoy, de Morges et de Saint-Prex.

En 1542, Berne mit en vente des biens du prieuré : divers édifices, la cure et la chapelle de Saint-Antoine, la grange de Pisy, six poses de vigne sous le prieuré, sept poses de vigne à Trévelin avec le pressoir (truyl) et la chapelle, etc. Le fief d'Etoy fut remis à J. de Pontey, châtelain de Morges. L'église et la maison furent affectées au ministre protestant.

Cependant le prévôt sollicita l'intervention du Valais auprès des Bernois afin que le prieuré d'Etoy fît retour à l'hospice. Il écrivit d'Aoste le 20 avril 1554 dans ce but. L'occasion était bonne car il avait appris que les orateurs des dizains allaient avoir une entrevue avec les Bernois à Saint-Maurice. Le prieur de l'hospice fut chargé de faire parvenir la lettre à destination. L'évêque de Sion ne resta pas inactif ; car dans une seconde lettre datée d'Aoste, le 18 octobre 1554, le prévôt le remercia avec effusion ; il lui demanda encore des lettres de recommandation pour le pape et des princes séculiers ; celles-ci à l'usage du prieur Pantaléon Noir qui allait se rendre à Berne, avec l'abbé de Saint-Maurice et un des députés des dizains, pour réclamer les bénéfices de la « désolée maison du Mont-joux » occupés par les Bernois<sup>28</sup>.

Cette démarche ne semble pas avoir eu grand succès. En 1573, Berne inféoda au sieur Bernard Coccault, la grande tour et la grange du prieuré, la moyenne et basse juridiction. En 1610, le prévôt Tillier, avec l'appui du Valais, intervint auprès de Berne pour obtenir la restitution du prieuré. Il s'attira une réponse négative. La maison du Saint-Bernard revint à la charge en 1623, sans plus de succès. Elle demanda alors au pape d'être

<sup>27</sup> G. Francey. p. 112. Cf. AGSB, *Chapitres*.

<sup>28</sup> AV 104 SB.



dégagée des obligations qui pesaient sur les biens accaparés par les Bernois<sup>29</sup>.

On est heureux de voir l'attitude courageuse des religieux d'Etoy en face de la Réforme. D'autre part, il convient de relever une certaine modération chez les Bernois qui servent une pension à ces religieux qui refusent leur Réforme. Un autre signe de tolérance est qu'à la demande du Valais, les Bernois laissèrent au Mont-Joux la jouissance des vignes de Clarens et de la ferme de Roche. Leur attitude s'inspirait de motifs politiques : espérant introduire en Valais la Réforme avec leur domination, ils faisaient tout leur possible pour être agréables à la noblesse du Valais, par laquelle le prévôt leur adressait ses sollicitations. Mais dès que la Diète de 1603 réunie à Sion se fût prononcée contre la Réforme, les Bernois eurent moins d'égards envers le Valais.

La maison du Mont-Joux a donc été durement éprouvée par la Réforme, surtout dans le pays de Vaud. Elle fut fort sensible à la perte d'Etoy, dont les terres faisaient déjà partie de la dotation de l'antique monastère de Saint-Pierre<sup>30</sup>.

Dans le diocèse de Genève aussi, la Réforme et les Bernois causèrent des pertes sensibles à la prévôté. Allinges et Brenthonne passèrent sous la domination des Bernois qui, en 1543, vendirent les biens de ces bénéfices<sup>31</sup>. L'hôpital de Saint-Bernard de Genève qui, en 1483 encore, recevait un don de deux cents florins de Guillaume Favre, bourgeois de cette ville<sup>32</sup>, fut enlevé au Mont-Joux et ses biens vendus, le 8 avril 1536, « à l'extinction de la chandelle » pour le prix de trois cent quatre-vingt-cinq florins que la ville affecta à son hôpital général<sup>33</sup>. Les bénéfices situés entre le Valais et la Dranse de Thonon subirent quelques dégâts lors de l'invasion des Valaisans, sans être soustraits à l'administration de l'hospice. Là aussi se fait sentir l'influence de la Réforme, car le chapitre de 1573 relève que l'on murmure au sujet de Meillerie dont les serviteurs seraient luthériens.

Un demi-siècle après l'introduction de la Réforme, la situation des bénéfices du Mont-Joux en Haute-Savoie reste confuse. Tandis que le prévôt fait reconnaître par la Chambre des Comptes de Savoie les droits de la maison sur Allinges, les chevaliers de l'Ordre des Saints-Maurice et Lazare en obtiennent les revenus par surprise du duc de Savoie, en l'année 1571. Il en résulte un procès où la maison obtient gain de cause contre les

<sup>29</sup> G. Francey, pp. 113 et 114.

<sup>30</sup> Depuis 1948, le culte catholique est rétabli à Etoy et il y a espoir que le Saint-Bernard y puisse reprendre son ministère interrompu durant plus de quatre siècles.

<sup>31</sup> AGSB.

<sup>32</sup> AGSB, *Chapitres*. Cette somme fut prêtée à B. Donores, bourgeois de Genève et garantie par sa maison sise *in carreria perroni*.

<sup>33</sup> J.-J. Chaponnière et L. Sordet, *Des hôpitaux de Genève avant la Réformation*, dans *Mémoires et Documents... de Genève*, t. III, livraison 2, p. 246. Paris 1844.

chevaliers<sup>34</sup>. En 1573, la cure de Marin est vacante et le chapitre juge qu'il ne peut la pourvoir pour le moment. Le prieuré de Thonon est mis sous séquestre pour la somme de sept cent quarante-cinq florins le 8 août 1573 ; le chapitre de 1575 décide de faire les démarches nécessaires pour le libérer. Mais après la mort de René de Tollen, les chevaliers des Saints-Maurice et Lazare s'adjugent ce bénéfice comme vacant. Le Mont-Joux défend son droit et, grâce à l'intervention de l'évêque de Sion qui écrit au duc en 1586, il réussit à rentrer en possession<sup>35</sup>.

Dans le diocèse de Bâle, la prévôté de Ferrette se soustrait à l'administration du Mont-Joux, nous ne savons dans quelles circonstances. Les derniers prévôts connus sont : Christophe de Passario, Michel Cugniardi, Jean Avogat et un autre, dont le nom n'est pas connu, qui fut pourvu, par Jean de la Forest après 1530, de la prévôté de Ferrette et du prieuré de Saint-Bernard de Reims<sup>36</sup>.

La Réforme porte un coup très sensible à l'Ordre du Mont-Joux en lui ôtant des revenus importants et en diminuant presque de moitié son rayon d'influence. A ces pertes, il y a des compensations : les liens entre l'hospice et les maisons dépendantes se resserrent et l'union du Petit-Saint-Bernard complète heureusement le cercle des maisons du Mont-Joux autour du Mont-Blanc.

La promulgation des constitutions et le relâchement des liens entre la maison mère et les bénéfices rendaient particulièrement opportun le renouvellement des reconnaissances en faveur de l'hospice. Au début de 1443, un délégué de l'ordre, le cellérier Aymon Rossan probablement, se rend auprès des divers bénéficiaires pour cet office. Le 28 février, le prieur de Saint-Bénin, Jean Veteris, se déclare religieux du Mont-Joux, soumis au prévôt et redevable annuellement de vingt muids de seigle, etc. Les 1<sup>er</sup> et 2 mars, les curés d'Etroubles, de Saint-Oyen et de Saint-Rhémy, Jean Jopel, Hugues de la Croix et Jacques de la Palud font la même déclaration et reconnaissent devoir un cens annuel de quinze gros et deux deniers. Le 7 mars, le prieur de Lens, Jean de « Len », déclare tenir, de la libéralité du pape Martin, son bénéfice dont la collation, la juridiction et le patronage appartiennent au prévôt du Mont-Joux<sup>37</sup>. Tous les bénéficiaires durent y passer. A d'autres dates, nous constatons des déclarations analogues. Georges Provana, prieur commendataire de Saint-Jacquême, par son procureur Antoine Provana, reconnaît, le 19 avril 1501, à Philippe de Savoie, prévôt, les droits du Mont-Joux sur son prieuré<sup>38</sup>. En 1520, le curé de Saint-

<sup>34</sup> AGSB. Manuscrit intitulé : *Alingium*. Voir aussi le procès avec saint François de Sales, dans RHES 1949.

<sup>35</sup> E.-P. Duc, p. 98 et AST.

<sup>36</sup> AGSB, feuille de garde d'un codex de 1482.

<sup>37</sup> AGSB.

<sup>38</sup> J.-A. Duc V, pp. 102 et 119.

Oyen fait reconnaissance au Mont-Joux de son église, de sa cure, d'une pension annuelle de huit gros et de l'obligation d'héberger le prévôt et les chanoines selon l'usage<sup>39</sup>. A la requête du Mont-Joux, l'abbé Malabaila, délégué du Saint-Siège, confirme, en 1471, l'union du prieuré de Saint-Martin de Miséré au Mont-Joux<sup>40</sup>.

Nous avons déjà noté que cet affermissement des liens avec la maison mère est un effet indirect de la commende : le prévôt n'étant plus de l'ordre, l'hospice reprend la première place. La commende n'a donc pas que de mauvais effets.

C'est encore grâce à un commendataire, François de Savoie, que le Mont-Joux reçoit un accroissement considérable par l'accession du Petit-Saint-Bernard.

On dit communément que cette union se fait en 1466. L'origine de ce dire est probablement le sauf-conduit délivré par le bienheureux Amédée IX à Ivry le 10 août 1466 dans lequel François de Savoie est dit « commendataire perpétuel de l'église ou prévôté ou hospice des Saints-Nicolas et Bernard du Mont-Joux et de Colonne-Joux »<sup>41</sup>. Or il semble bien que François de Savoie était commendataire du Petit-Saint-Bernard depuis 1461, année où il succéda par décès à Antoine de Longuecombe dans ce prieuré<sup>42</sup>.

Comme il n'est pas parlé de cette union dans les chapitres de l'époque, nous pensons qu'elle n'exista d'abord que par le fait de l'identité du commendataire des deux maisons entre elles. Il y a tout lieu de penser que c'est la maison de Savoie qui prit l'initiative de réunir les deux hospices dans les mêmes mains. La diffusion des légendes qui attribuent à saint Bernard cette double fondation aura peut-être fait l'office d'une campagne d'opinion favorable à cette union.

Aussi loin qu'on peut remonter, le prieuré de Colonne-Joux était uni à la prévôté de Verrès sans qu'il y eût sujétion stricte. Il était régi par un prieur qui recevait les novices, nommait aux cures, présidait les chapitres, etc. Le sceau du chapitre représente une colonne flanquée de six étoiles (figurant six églises dépendantes ?) et porte cette légende : *Sigillum capituli Columpne Iovis*. Ce sceau inspira à coup sûr celui qui fut adopté, dès avant 1574, par le Mont-Joux qui le modifia en ajoutant une colonne<sup>43</sup>.

<sup>39</sup> Inv. OM.

<sup>40</sup> AST.

<sup>41</sup> AGSB. M. Marguerettaz a publié un mémoire sur les *Anciens hôpitaux du Val d'Aoste*. Il y traite du Petit-Saint-Bernard, deuxième partie, chapitre I, pp 1-38, 8<sup>e</sup> *Bulletin de l'Académie de S. Anselme*, 1875.

<sup>42</sup> Cf. p. 197. Albert de Zuidelberg, prieur élu et confirmé du Petit-Saint-Bernard, fut mis en possession le 4 octobre 1461 par Jean Chevron, délégué de Jean d'Aragon et de Pierre, chanoines séculiers et vicaires de l'archevêque de Tarentaise, par attouchement de l'autel, du missel, du calice, des burettes, etc. AOM, *Petit-Saint-Bernard*, N° 184. François de Savoie a dû se trouver en compétition avec ce prieur.

<sup>43</sup> J.-A. Duc V, p. 18 et J.-M. Henry, pp. 82 à 84.

Un sceau du même chapitre avec la même légende date de 1315 ; il ne porte que deux étoiles <sup>43bis</sup>.

Le prieuré du Petit-Saint-Bernard, situé sur un col reliant la vallée d'Aoste à la Savoie, possédait des bénéfices sur les deux versants: en Tarentaise, les prieurés de Séez et de Bellentre, les églises de Saint-Martin des Chapelles et de Saint-Jean de Montvalezan ainsi qu'une ferme à l'Ile, près de Bourg-Saint-Maurice ; en vallée d'Aoste, le prieuré de Saint-Jacquème de Châtel-Argent, les églises d'Arvier et de La Thuile, les hôpitaux de Morgex et de Marchévaudan (Aoste), des droits sur le haut de Valgrisenche (la tierce de Fornet) <sup>44</sup> et la ferme (mas) de la Golette dans la paroisse de La Thuile.

Au début, l'union ne fut pas une fusion. En 1472, c'est le chapitre de Colonne-Joux qui approuve une transaction concernant l'hôpital de Marchévaudan <sup>45</sup>. Le même chapitre, réuni à Séez, en septembre 1476, assiste à la profession de Claude Viguyet, chanoine de Colonne-Joux <sup>46</sup>. Mais la fusion est chose faite en 1484, puisque le chapitre de Mont-Joux, cette année-là, prend plusieurs dispositions concernant Colonne-Joux. Il ordonne aux chanoines Jean Rochi et Claude Viguyet de se rendre dans ce prieuré, d'y réciter avec les autres religieux les heures diurnes et nocturnes et de ne pas quitter cette résidence sans l'autorisation du prieur. Il enjoint encore aux amodiataires de Colonne-Joux de fournir à ces deux religieux, comme aux autres, les habits et les vivres <sup>47</sup>. Le chapitre de 1573 affecte à la résidence de Colonne-Joux, comme il le fait pour les autres maisons, trois religieux, Jean Bonnevie, gouverneur de l'Ile, Jean Truchet et Benoît Foghia.

Cet hospice comprenait, au rez-de-chaussée, l'église à une nef avec un maître-autel éclairé par deux fenêtres et orné de statues en bois représentant la Sainte Vierge, saint Bernard et saint Antoine. La tribune surmontée d'une cloche s'avance jusqu'au milieu de la nef. Une écurie est attenante à l'église. A l'étage se trouvent trois pièces servant aux chanoines et aux hôtes. Selon une ancienne coutume, comme au Mont-Joux, la porte est toujours ouverte. Trois religieux desservent l'hospice. En 1576, ce sont les mêmes qu'a désignés le chapitre de 1573, si ce n'est que Claude Duc a remplacé Benoît Foghia. L'hospitalité est gratuite et les passants peuvent en bénéficier durant trois jours, même plus longtemps s'ils sont retenus par le

<sup>43bis</sup> Cf. Giacomo Carlo Bescapè, « *I Sigilli della congregazione de S. Bernardo di Montegiove* » dans *Archivum Augustanum I*, 1968, planche entre les pages 8 et 9.

<sup>44</sup> Le Petit-Saint-Bernard exerçait déjà en 1342 des droits seigneuriaux sur les terres du village de Fornet. François de Savoie députa le chanoine Etienne Gal, procureur du Petit-Saint-Bernard, pour exiger des habitants de Fornet la reconnaissance des droits du prieuré, ce qui fut fait à Livergne le 23 janvier 1484.

<sup>45</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>46</sup> Cahier contenant des copies des collations du prieuré de Séez. fol. 29 et 30. Bibliothèque de l'Académie de Saint-Anselme, Aoste.

<sup>47</sup> AGSB, *Chapitres*.

mauvais temps<sup>48</sup>. Parmi ces passants, il y a les habitués, les muletiers ou voituriers qui transportent le sel des gabelles. Le duc de Savoie décide à leur sujet, en 1577, qu'ils ne pourront prendre aucun repas à l'hospice, à moins qu'ils n'apportent avec eux leurs provisions<sup>49</sup>. Colonne-Joux est donc une fidèle réplique, en plus petit, de l'hospice du Mont-Joux.

Pour compléter l'exposé sur les bénéfices, il reste à dire ce qui se passe de plus notable dans les divers diocèses.

*En Tarentaise.* — A Montvalezan, Jean Pondruel (Poiendral), chanoine du Petit-Saint-Bernard, érige, en 1495, dans l'église paroissiale, une chapelle dédiée à saint Jean l'Évangéliste et à saint Félix confesseur. Il la dote d'un revenu annuel de dix-sept florins. La même année François Chabod, vicaire général de Philippe de Savoie, confère cette chapellenie à Pantaléon Pondruel<sup>50</sup>.

*Diocèse d'Aoste.* — Pierre d'Amédée, prieur du Mont-Joux et de Saint-Jacquème, achète, en 1452, des immeubles sis au mas de Leschinas à Saint-Oyen dans l'intention de fonder dans son prieuré d'Aoste une chapelle sous le vocable de Notre-Dame de la Consolation, de saint Nicolas et de saint Bernard<sup>51</sup>. En 1460, le même prieuré acquiert de noble Amédée de la Planta le fief de Tassel, situé dans le territoire de Gressan<sup>52</sup>. Le prieur Pantaléon Noir, de Bourg-Saint-Pierre, doit payer, en 1543, une contribution imposée pour la guerre contre les Turcs. En 1549, ce prieuré est uni à la prévôté avec l'église de Pollein et le canonikat de Saint-Bernard. Cette prébende porte le titre de Saint-Bernard, probablement depuis 1522, date où le chapitre d'Aoste désigne chaque canonikat par le nom d'un saint pour éviter des confusions<sup>53</sup>.

La visite pastorale de 1528 à Donnaz met en lumière l'importance de l'église du lieu, qui ne comptait pas moins de neuf autels et qui était desservie par trois prêtres<sup>54</sup>.

La paroisse d'Etroubles s'enrichit, vers 1480, du magnifique clocher qui existe encore, œuvre de l'architecte Yolli de Vuetto de Gressoney<sup>55</sup>. Tandis que Guillaume Forré était curé de cette paroisse (1539-1576), Jérôme Fer-

<sup>48</sup> Acte de visite de l'évêque de Verceil 13 octobre 1576, *Archives capitulaires de Verceil*. Claude Duc, nommé en dernier lieu, était auparavant curé de l'église de Saint-Martin de la Chapelle, où il avait été maintenu en 1564, par ordre du duc contre Claude de Ripa, un compétiteur. ATS. Il devint administrateur du Petit-Saint-Bernard. Le duc de Savoie lui accorda, le 25 avril 1582, la faculté d'acheter, chaque année, en quelque lieu que ce soit de ses États, quatre charges de sel.

<sup>49</sup> Lettre du duc de Savoie au vice-bailli d'Aoste, 28 février 1577. E.-P. Duc, p. 98. E.-P. Duc, p. 90 et J.-A. Duc V, p. 103.

<sup>50</sup> J.-A. Duc VI, p. 475.

<sup>52</sup> Vers 1200, le Mont-Joux possédait déjà une redevance sur les terres de Tassel. S. Pivano, p. 119.

<sup>53</sup> J.-A. Duc V, p. 199.

<sup>54</sup> J.-A. Duc V, pp. 233 et 234.

<sup>55</sup> J.-A. Duc V, p. 64.

ragata visita l'église au nom de l'évêque d'Aoste en septembre 1567. Il interdit de se servir des reliques pour le vinage. Comme il existait un cabaret dont la porte donnait sur le cimetière, il ordonna de la murer et de clore le cimetière. Selon un usage assez répandu, le saint sacrement se conservait dans une armoire à proximité du maître-autel. César Gromis, évêque d'Aoste, en visite canonique, le 3 septembre 1576, prescrivit de le tenir sur l'autel, dans un tabernacle. Il interdit, par crainte de la contagion, de transférer dans le cimetière de nombreux pestiférés qui avaient été ensevelis en terre non bénite quelque temps auparavant<sup>56</sup>.

Dans la paroisse de Saint-Rhémy, à Bosses, éclata une véritable rébellion au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Les habitants menacèrent de mort leur seigneur Léonard de Bosses à son entrée sur leur territoire pour le contraindre à faire un accommodement avec eux. Le seigneur fit cet accommodement et le jura dans l'église de Saint-Rhémy. Le duc de Savoie, instruit de ces événements, ordonna au bailli de monter à Bosses avec six cents hommes pour saisir les coupables. Ceux-ci, avertis à temps, s'étaient réfugiés en Valais, mais leurs maisons furent pillées. Quelque temps après, les fugitifs recoururent à la clémence du duc et obtinrent grâce, moyennant le versement de trois mille écus. Le seigneur de Bosses fut réintégré pleinement dans ses droits le 2 mai 1558, par acte passé devant son château et la chapelle de Saint-Léonard<sup>57</sup>.

L'église de Saint-Rhémy possédait alors trois autels, dont deux latéraux, consacrés en 1546 par Pierre Gazin, évêque d'Aoste. Jérémie Ferragata, visitant l'église en 1567, interdit aux femmes de se traîner à genoux autour de l'autel durant la messe. L'autel de la chapelle de Saint-Léonard de Bosses n'étant pas consacré, il défendit d'y dire la messe<sup>58</sup>.

Les trois paroisses d'Etroubles, de Saint-Oyen et de Saint-Rhémy paient à l'évêque d'Aoste un certain montant pour son droit de patronage. En 1502, le cellérier verse un florin et dix gros à cet effet. (AGSB, Comptes du cellérier.)

Pour conclure cette revue des bénéfices du Mont-Joux situés dans le diocèse d'Aoste, nous les énumérons ici avec mention de leurs collateurs, tels qu'ils se trouvent dans une liste que fit dresser Antoine Bobba, évêque d'Aoste, à l'occasion de l'imposition des dîmes papales en 1562 ;

<i>Bénéfices et leurs revenus</i>		<i>Collateur</i>
Hôpital Marchévaudan	50 florins	le prieur de Colonne-Joux
Eglise Saint-Nicolas de la Thuile	80 »	unie au prieuré Saint-Jacquême

<sup>56</sup> J.-A. Duc VI, 124 et 180, et *Archives capitulaires de Verceil*.

<sup>57</sup> J.-A. Duc V, pp. 370 et 371.

<sup>58</sup> J.-A. Duc VI, p. 125.



Eglise de Pollein		le prévôt du Mont-Joux	
Prieuré Saint-Bénin		»	»
Prieuré Saint-Jacquême		»	»
Eglise de Donnaz	120 florins	»	»
Eglise d'Etroubles	60 »	»	»
Eglise de Saint-Oyen	12 »	»	»
Eglise de Saint-Rhémy	50 »	»	»
Prieuré Saint-Jacquême de			
Châtel-Argent	80 »		

Notons encore que les chanoines du Mont-Joux entretenaient une lampe dans le chœur de la cathédrale d'Aoste et que cette servitude grevait l'aire de la ferme de Saint-Oyen. (Cf. Comptes du cellérier, 1503 et s.)

Vercil. — A Saint-Germain (com. Tronzano), la maison de Mont-Joux possédait une chapelle dédiée à saint Georges. Le curé de Tronzano, qui portait le titre de prévôt, avait obtenu la jouissance de cette chapelle pour laquelle il avait promis au cellérier seize florins pp. Il n'avait encore rien payé. Le chapitre de 1484 ordonna d'y mettre ordre et de veiller à ce que ce prévôt ne joignît pas les biens de la chapelle à ceux qu'il possédait en ce lieu <sup>59</sup>.

En 1463, Pierre d'Amédée et Guideto de Ferrariis louèrent à un homme de Dorzano, Barthélémy de Rippa, les biens de la chapelle de Saint-Second de Salussola, autre bénéfice de l'hospice dans le diocèse de Vercil <sup>60</sup>.

Sion. — Dans l'église de Lens, en 1484, fut fondée une chapelle en l'honneur de la B. V. Marie et de saint Jean-Baptiste avec un bénéfice séculier dont le titulaire sera nommé par le prieur et la paroisse, le prieur ayant la moitié des voix, la paroisse, l'autre moitié. Ce recteur avait comme fonction de rehausser les offices liturgiques et d'acquitter les messes fondées.

L'église de Lens fut reconstruite (la deuxième) sous le prieur Jean Fabri (1507-1524), semble-t-il, car le vitrail placé au-dessus de la porte représentait ses armes <sup>61</sup>. Au temps du prieur Jean de Platea, chanoine de Sion (1524-1532), fut fondue la grande cloche, qui existe encore. De 1535 à 1537, l'architecte U. Ruffiner éleva le beau clocher qui porte allégrement ses quatre siècles.

Sous l'influence de la Réforme, probablement, les Lensards devinrent si frondeurs qu'ils prétendirent nommer eux-mêmes le prieur, ce qui rendit les successions fort laborieuses. En 1584, par exemple, le prieuré étant vacant, l'évêque de Sion Hildebrand de Riedmatten manda au prevôt d'y nommer un de ses religieux en vertu de son droit de collation <sup>62</sup>. Ce fut

<sup>59</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>60</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>61</sup> *Archives du prieuré de Lens*. Notes du prieur Chenevier.

<sup>62</sup> AGSB.



cependant un prêtre séculier, Pierre Cardinal, qui occupa ce bénéfice de 1584 à 1629.

Martigny. — Au XV<sup>e</sup> siècle, on constate l'existence de la chapelle de Saint-Michel au bourg de cette ville.

Orsières. — Le 11 février 1497, l'église d'Orsières, qui a précédé l'actuelle, est consacrée avec l'autel de Saint-Jacques le Majeur par François Brunaud, évêque d'Annaghdown (*enarhdunensis*) en Irlande<sup>63</sup>. Outre l'autel de Saint-Jacques, il y avait dans l'église un autel dédié à la B. V. Marie avant 1428 et un autre dédié à saint Pantaléon en 1420.

Le bénéfice est assez cossu pour tenter les commendataires dès la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle. Les paroissiens n'appréciaient pas ce régime. Dans la capitulation qu'ils font jurer en 1544 à Nicolas Dexterand, la première connue pour Orsières, ils exigent de leur futur curé qu'il résidera personnellement et qu'il ne remettra pas la paroisse à un curé amodiat<sup>64</sup>.

La commende ne disparut pas pour autant. Orsières eut même un curé de quatorze ans, Humbert Mariette, dûment pourvu par l'évêque Hildebrand de Riedmatten, en 1583<sup>65</sup>.

Vouvry. — Dans cette paroisse aussi se construit une église. En 1500, Guillaume Bernardi d'Allinges, abbé de Saint-Maurice, lui fait don de vitraux qui se trouvent encore au sommet du chœur dans l'église actuelle. Cette église fut consacrée par Mathieu Schiner, évêque de Sion<sup>66</sup>. Vouvry et tout le district de Monthey furent incorporés au territoire du Valais en 1536.

Noville. — En 1463, un certain Guichard occupait la cure de Noville. Le chapitre le somma de produire ses titres de possession dans l'espace de quarante jours sous peine de voir son bénéfice remis à la disposition du prévôt. Guichard ne se maintint pas dans ce bénéfice, car en 1477 nous y trouvons Jean de Lorenczod qui se plaint au chapitre de ce que sa cure est misérable et lui demande de pourvoir à sa subsistance. Le chapitre aura uni à cette cure la chapelle Saint-Pierre d'Aigle, car en 1502 le curé de Noville paie une pension à l'hospice en raison de la chapelle d'Aigle. (Comptes du cellérier.)

Concluons qu'au début du régime commendataire, l'Ordre du Mont-Joux voit ses bénéfices s'accroître en nombre et s'unir plus étroitement autour de la maison mère. Mais à la longue, le régime commendataire épuise les bénéfices et en diminue la vitalité. Enfin la Réforme porte un coup très sensible à l'ordre en lui enlevant d'un coup tous les bénéfices de Vaud et de Genève.

<sup>63</sup> Archives communales d'Orsières, *Eglise*, N° 303.

<sup>64</sup> Archives communales d'Orsières, *Eglise*.

<sup>65</sup> Mêmes archives.

<sup>66</sup> Tamini et Délèze, *Val. Christ*, p. 134.

## CHAPITRE IV

### Relations extérieures

#### Relations avec le Saint-Siège

Nous avons déjà exposé<sup>1</sup> que la prévôté, entraînée par la maison de Savoie, adhéra à différentes obédiences papales au temps du concile de Bâle et de Félix V (1431-1449), puis rentra dans celle de Nicolas V reconnu par toute la chrétienté. De la période commendataire, plusieurs interventions pontificales ont déjà été mentionnées, en particulier au sujet des compétitions des prétendants à la prévôté, de sorte qu'il ne reste plus guère à traiter que des privilèges pontificaux.

L'Ordre du Mont-Joux veille d'abord à conserver les privilèges acquis. Dans ce but, le prévôt de Grolée, appuyé par le duc Louis de Savoie, obtient de Nicolas V, en 1453, le renouvellement et la confirmation de privilèges accordés à la prévôté : confirmation de quatre-vingt-trois bénéfices par Honorius IV en 1286 ; octroi de défenseurs ecclésiastiques par Jean XXII en 1323 ; exemption totale par Jean XXIII en 1411 et 1414, etc.<sup>2</sup>. Le pape Sixte IV, par bulle du 27 mai 1476, confirme d'autres privilèges : diverses indulgences accordées par Adrien V en 1276 ; faveurs attribuées aux quêteurs par Urbain V (1362-1370) et faculté concédée par Martin V (1417-1431) aux bienfaiteurs (qui pourvoiraient à l'entretien d'une personne de l'ordre) de se faire absoudre à l'article de la mort par un prêtre de leur choix<sup>3</sup>.

Non seulement la maison maintient les privilèges acquis, mais elle en obtient de nouveaux. Dans cette même bulle du 27 mai 1476, Sixte IV

<sup>1</sup> Cf. pp. 174 et 175.

<sup>2</sup> AGSB.

<sup>3</sup> AGSB.

amplifie les faveurs accordées aux bienfaiteurs et les étend à tous ceux qui font un legs à l'hospice. Le confesseur choisi par eux pourra commuer leurs vœux en œuvres pies, excepté les vœux de religion ou de pèlerinage en Terre sainte, aux Saints-Pierre et Paul et à Saint-Jacques, et leur accorder une indulgence plénière à l'article de la mort.

De telles faveurs surprennent notre mentalité moderne peu familiarisée avec les censures ecclésiastiques, le rôle des indulgences, leur publication et autres coutumes ecclésiastiques courantes au Moyen Age. Disons tout simplement qu'elles étaient un moyen très efficace de porter les fidèles à soutenir l'œuvre du Mont-Joux et que, pour ce motif, les chanoines y tenaient. Ils y tenaient tellement que pour donner plus d'autorité à ces indulgences, des quêteurs les attribuèrent à des papes plus anciens que ceux qui les avaient accordées.

Dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, en effet, fut rédigée une compilation des indulgences accordées à l'hospice. Cette compilation écrite sur parchemin, sans date ni signature, est assez exacte quant à la teneur des indulgences. Elle énumère, entre autres, les indulgences accordées par le pape Sixte qui viennent d'être rappelées. Mais le compilateur les attribue à Léon IV (847-855), à Adrien II (867), à Etienne IV (768), à Grégoire III (731), etc. Le dernier pape cité est Clément VII (1523-1534) qui aurait déclaré que les religieux du Mont-Joux et autres maisons dépendantes sont tenus à célébrer chaque année pour leurs confrères et leurs bienfaiteurs trente-huit mille trois cent quarante messes (ce qui est un chiffre fantaisiste). Ce document affirme encore que la somme des indulgences accordées par les papes atteint sept cents ans et autant de quarantaines<sup>4</sup>. Il s'agit évidemment d'une feuille réclame qui témoigne des abus auxquels le concile de Trente dut mettre ordre.

## Relations avec les ordinaires

### Exemption

On se souvient que le pape Jean XXIII avait accordé au Mont-Joux l'exemption totale et que le pape Martin V l'avait révoquée. L'Ordre du Mont-Joux réussit à reconquérir ce privilège tant convoité.

Le prévôt Jean de Grolée, profitant de la faveur dont jouissait auprès du pape le duc Louis de Savoie, tenta de rentrer en possession de ce privilège. Il adressa au pape une requête appuyée par le duc Louis. Le pape l'exauça en confirmant et renouvelant, le 17 avril 1453, les privilèges

<sup>4</sup> AGSB.

accordés à la prévôté par divers papes, compris celui de l'exemption totale accordée par Jean XXIII en 1411 et 1414<sup>5</sup>. Ainsi la prévôté recouvrait le privilège de l'immédiateté pontificale qui avait soulevé une si violente opposition des évêques.

Le prévôt François de Savoie présenta à l'abbé de Saint-Maurice, Guillaume Bernardi, toujours protecteur de l'ordre, la bulle obtenue par son prédécesseur en 1453. Le 30 août 1482, l'abbé ordonne de la publier même en langue vulgaire dans les églises et autres lieux publics, menaçant de suspension ou d'interdit quiconque agirait contre cette bulle<sup>6</sup>. Munis de cette déclaration, les chanoines du Mont-Joux obtinrent de l'évêque d'Aoste, François de Prez, le 1<sup>er</sup> octobre 1485, une copie authentique de la bulle<sup>7</sup>.

On comprend dès lors l'attitude ombrageuse des chanoines claustraux quand ils virent arriver à l'hospice, en 1533, l'évêque de Sion, Adrien de Riedmatten. Redoutant une visite canonique, contraire à leur exemption, ils obtiennent de lui une déclaration écrite qu'il est venu comme pèlerin et non pour faire la visite du couvent<sup>8</sup>. Le même fait se reproduit en 1548 (?) et en 1550. A cette dernière date, l'évêque de Sion, Jean-Joseph Jordan, se rend au Mont-Joux, mange à l'hospice et visite les frontières de son diocèse. Les religieux Pantaléon Noir, prieur claustral, Antoine Berthod et autres, demandent à l'évêque s'il est venu dans l'intention de faire une visite canonique. Il répond qu'il est venu en dévotion, mais plus encore pour faire une reconnaissance des frontières du diocèse ; qu'il est tout à fait étranger à ses intentions de faire quoi que ce soit contre les privilèges de la maison, qu'il désire au contraire protéger et défendre. Les religieux prennent acte de ces déclarations le 8 juin 1550 dans la chambre du prieur<sup>9</sup>.

En vallée d'Aoste, les chanoines observent la même attitude. Quand, en septembre 1546, l'évêque Pierre Gazin faisant la visite canonique de son diocèse se présente au prieuré Saint-Jacquême de Châtel-Argent, le prieur amodiataire Jean Bon s'oppose à la visite. L'évêque passe outre, visite la chapelle, fait des remontrances à l'administrateur et constate la présence de deux religieux dans ce prieuré, dont la ferme sert à l'entretien de l'hospice de Colonne-Joux<sup>10</sup>. Le 29 septembre, il visite le prieuré de Saint-Bénin. En signe de protestation, le prieur Hugues Basuli s'est absenté.

Le jour précédent, quand l'évêque s'était présenté au prieuré de Saint-Jacquême, il n'avait trouvé que le vicaire de Pollein, Laurent Cyola, et le notaire Claude Excoffier qui lui présentèrent, au nom du prieur, une pro-

<sup>5</sup> AGSB.

<sup>6</sup> AGSB.

<sup>7</sup> AGSB.

<sup>8</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>9</sup> AGSB.

<sup>10</sup> J.-A. Duc V, p. 346.

testation contre sa visite. Il n'en fit pas moins sa visite et se réserva de procéder ensuite contre le prieur.

Ce procès provoque une intervention du pape Jules III qui, par bulles datées de Rome le 22 février 1549, reconnaît que ce prieuré est uni à la maison du Mont-Joux<sup>11</sup>. L'évêque d'Aoste porte alors l'affaire sur un autre terrain. Il accuse le prieur Pantaléon Noir de plusieurs délits, devant l'official d'Aoste que le prieur récusé en vertu de l'exemption. L'abbé de Saint-Maurice, intervenant comme défenseur apostolique du Mont-Joux, donne gain de cause au prieur le 1<sup>er</sup> juillet 1551. L'évêque d'Aoste en appelle au pape, le suppliant de confier cette cause à Jacques de Putheo, auditeur de la Rote. Mais la même année, le pape Jules III interdit à l'évêque, qui prétendait avoir droit de correction sur les religieux du Saint-Bernard, de molester ces religieux<sup>12</sup> et il unit le prieuré de Saint-Jacquême à la prévôté. En conséquence Pantaléon Noir démissionne de sa fonction de prieur et le prévôt Benoît de la Forest lui succède le 31 août 1552. Dès lors les prévôts sont régulièrement prieurs de Saint-Jacquême<sup>13</sup>.

Dans de telles circonstances, on est surpris que l'archidiacre d'Aoste, François Bobba, fasse la visite de l'hospice en octobre 1574. Il est difficile de suivre E.-P. Duc affirmant qu'il la faisait en qualité de successeur de saint Bernard dans l'archidiaconat<sup>14</sup>. Mais il est possible qu'il intervienne comme délégué du prévôt, René de Tollen, ou du nonce de Turin qui eut à s'occuper de la mauvaise administration de ce prévôt.

Les chanoines du Mont-Joux, ayant obtenu du Saint-Siège l'exemption totale de la juridiction des ordinaires, manifestent la ferme volonté de la maintenir. On le constate en d'autres occasions encore.

Le droit aux dépouilles des curés du Mont-Joux était périodiquement un objet de litige avec l'évêque de Sion. Pour faire valoir ses droits à la succession de ses religieux, le prévôt René de Tollen fit intervenir le Sénat de Savoie qui écrivit dans ce sens, le 4 mai 1570, à l'évêque, au bailli et aux députés des dizains<sup>15</sup>.

Mêmes difficultés quant au droit de correction des religieux du Mont-Joux. Pour sauvegarder ses droits, le prévôt Philibert de la Forest présenta une requête à la Diète réunie à la Majorie le 4 mai 1547. La Diète stipula que le prévôt avait le droit de correction sur ses religieux, soit à l'hospice, soit dans les bénéfices. Mais si lui-même ou quelqu'un de ses religieux s'occupait d'affaires temporelles, il ressortissait au juge temporel<sup>16</sup>.

<sup>11</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>12</sup> AOM cité par P. Gard, *Histoire*.

<sup>13</sup> J.-A. Duc V, pp. 377 et 378.

<sup>14</sup> E.-P. Duc, pp. 96 et 145, note.

<sup>15</sup> AV 104 SB, 14.

<sup>16</sup> AGSB.

Ces mises au point ne supprimèrent pas toutes contestations. Un registre des droits de la prévôté, rédigé vers 1573, énumère les griefs suivants contre l'évêque de Sion : il a disposé de bénéfices dépendant de la prévôté, des dépouilles de certains religieux au détriment des droits du prévôt, il a cité le prévôt à son tribunal ; à la requête de quelques chanoines, il a envoyé un mandat de réunir le chapitre, droit qui n'appartient qu'au prévôt ou à son vicaire ; il a gêné la prévôté dans le recouvrement de ses cens et revenus, etc.<sup>17</sup>. La question de la collation des bénéfices préoccupe le chapitre de 1576, vu que l'évêque de Sion s'est expressément réservé le droit de tiers dans ces collations<sup>18</sup>.

A Aoste, c'est surtout la question du séminaire, celle de l'exemption mise à part, qui envenime les relations avec le Mont-Joux.

Le concile de Trente avait exigé la création d'un séminaire dans chaque diocèse. L'évêque d'Aoste, Marc-Antoine Bobba, désireux de se conformer à ce décret était à la recherche d'une maison convenable. Il porta ses regards sur le prieuré Sainte-Hélène de Sarre et sur celui de Saint-Ours, mais sans succès. Il se rabattit alors sur le prieuré Saint-Jacquême et obtint, en 1565, un indult apostolique qui détachait ce prieuré de la prévôté et le convertissait en séminaire. Le prévôt s'y opposa et non sans succès puisque Pantaléon Noir réapparaît comme prieur en 1567.

Mais Marc-Antoine Bobba devenu cardinal poursuivit son projet. Le prévôt dut transiger : il ne put conserver que l'étable et une partie de l'enclos, l'église et le bâtiment étant affectés au séminaire. Il n'était pas douteux que le Mont-Joux ne revînt à la charge. Le cardinal Bobba se prémunit contre un retour offensif en faisant confirmer la transaction par le pape. En outre, avec Jérôme Ferragata, son successeur dans l'évêché d'Aoste, il adressa une supplique, le 16 août 1571, à la cour de Savoie pour la confirmation de cette même transaction et l'obtint de la duchesse Marguerite de France.

Le 10 septembre 1571, le vice-bailli d'Aoste mit les séminaristes en possession du prieuré malgré l'opposition des chanoines du Mont-Joux et leurs appellations au Sénat de Chambéry les 10 et 19 septembre 1571. La même année, les seigneurs du Valais présentèrent à son Altesse Royale un recours appuyant les revendications des religieux du Mont-Joux. Le duc de Savoie écrivant de Turin, le 14 juillet 1572, fait savoir à l'évêque d'Aoste que le gouvernement du Valais s'est plaint de ce que l'évêque d'Aoste ait osé enlever le prieuré de Saint-Jacquême au Mont-Joux pour en faire un séminaire, alors que cette cause était pendante devant le Sénat de Savoie, et que les chanoines du Mont-Joux soient battus, excommuniés et maltraités. Le duc demande donc à l'évêque de sévir contre ceux qui

<sup>17</sup> AGSB.

<sup>18</sup> AGSB.

se sont rendus coupables de ces mauvais traitements et d'attendre la sentence du Sénat de Savoie<sup>19</sup>.

Le chapitre du Mont-Joux de 1573 revendiqua ses droits sur Saint-Jacquême et les claustraux, dans leurs griefs de 1583 adressés contre le prévôt au nonce de Turin, imputèrent à la négligence du prévôt, René de Tollen, la perte de Saint-Jacquême. Le séminaire réussit à se maintenir dans le prieuré jusqu'en 1596, année où il fut obligé de l'abandonner par arrêt du Sénat de Chambéry<sup>20</sup>.

### Relation avec l'Ordre des chanoines réguliers

Nous n'avons à mentionner que la fraternité conclue en août 1576 entre la prévôté du Mont-Joux et les chanoines de l'abbaye Saint-Etienne de Dijon, fraternité qui avait pour objet de resserrer les liens de charité entre les deux maisons<sup>21</sup>.

<sup>19</sup> AV 104 SB, 13.

<sup>20</sup> J.-A. Duc VI, pp. 86, 111, 150 et 151 ; E.-P. Duc, p. 95.

<sup>21</sup> AGSB, *Chapitres*.



## APPENDICE

### Légende et culte de saint Bernard aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles

Les légendes de saint Bernard se multiplient au cours du XV<sup>e</sup> siècle. Elles sont différentes, mais renchérissement l'une sur l'autre en merveilleux. Elles proviennent du fait que la vie de saint Bernard était connue par le seul panégyrique de Novare où il n'est parlé que des dernières années du saint. Ces données avaient suffi au culte liturgique et à la saine piété des siècles passés. Mais quand la vogue du merveilleux s'empara de la vie de ce saint, elle y trouva un terrain idéal vu que, pour ce qui regarde la première partie de la vie de ce saint, elle n'était gênée par aucune donnée historique.

La famille de Duin profita de ces circonstances pour se donner du lustre. Vers l'an 1400, le seigneur de Duin communiqua au chanoine Guillaume Chamossi des mémoires pour servir à la rédaction d'une vie de saint Bernard<sup>22</sup>. Ces mémoires contenaient une partie du panégyrique de Novare, une collection des miracles de saint Bernard et une légende racontant l'origine du saint, son enfance et son œuvre. Cette légende fait descendre saint Bernard d'Olivier, pair de Charlemagne, par Bernoline de Duin, épouse de Richard de Menthon qui serait le père du saint.

De telles précisions généalogiques, inspirées à coup sûr par la famille de Duin, conféraient la plus flatteuse noblesse à cette famille. Le seigneur remit donc ces documents à un clerc pour la composition d'une légende populaire qui, en se répandant dans les Etats de Savoie, accréditât dans le peuple et la noblesse l'illustre origine de sa famille.

<sup>22</sup> AGSB. Guillaume Chamossi (Samoissi en 1437) est chanoine du Petit-Saint-Bernard en 1430, recteur de la chapelle des Saints-Antoine et Madeleine de la Balma jusqu'en 1437, puis prieur de Séez, ensuite (1446-1449), prieur amodiatore du Petit-Saint-Bernard pour le commendataire A. de Longuecombe. Il a comme contemporain et, probablement, comme parent, Jean Chamossi, un notaire originaire de Longefoy (Séze), qui rédige nombre d'actes dans la région de 1423 à 1446.

Cette légende se répandit largement au XV<sup>e</sup> siècle. On la retrouve avec quelques variantes à Aoste, à Cologne, à Munster, à Corsendonk, etc. Un mystère fut composé d'après elle. La peinture s'en inspira. Le sceau du prévôt de Grolée, représentant saint Bernard en train d'exorciser le diable, est un signe qu'elle avait pénétré les classes élevées de la société. Elle s'introduira peu à peu dans les livres liturgiques, supplantera les données de l'histoire et imposera à Saint-Bernard une physionomie fantaisiste qu'il conservera jusqu'aux temps modernes.

Cependant la légende trouvée à la chartreuse de Cologne est très différente. D'après elle, saint Bernard était le fils unique d'un duc de Savoie et l'héritier du duché. Il se retira du monde, vécut en ermite et, sur l'ordre d'un ange, vint construire l'hospice du Mont-Joux en dépit de l'opposition de Guillaume, duc élu de Savoie. Mais cette légende-ci n'atteignit pas à la grande popularité et fut supplantée par celle qui rattachait saint Bernard aux familles de Duin et de Menthon<sup>23</sup>.

La diffusion de ces légendes ne fut pas sans exercer une grande influence dans le peuple et provoqua un renouveau de dévotion envers saint Bernard. En voici quelques manifestations.

Quand les religieux du Mont-Joux louent leur maison de Bielle à la famille de Tollen en 1448, une des conditions imposées au locataire est qu'il fera peindre saint Bernard sur le devant de la maison.

Vers 1469, les stalles actuelles de la cathédrale d'Aoste furent achevées. Comme il se devait, l'une d'elles, celle de l'archidiacre, représente saint Bernard. C'est la première stalle du côté de l'évangile. Elle fait face à celle de l'évêque. Saint Bernard y est debout en surplis et aumusse, il tient l'évangéliste dans sa main droite et un bourdon dans l'autre. Au-dessus sont les armes de Menthon. Ces stalles sont l'œuvre de Jean Vion de Samoëns et de Jean de Chetro de Seytroux<sup>24</sup>.

L'autel dédié à saint Bernard dans la crypte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste, située près de la cathédrale, survécut à la destruction de cette église qui eut lieu entre les années 1543 et 1547<sup>25</sup>. Saint Bernard fut alors uni à saint Jean-Baptiste comme titulaire de l'autel paroissial élevé dans la cathédrale<sup>26</sup>. Un signe indubitable de la popularité de saint Bernard à cette époque est que sa fête se chômaît dans plusieurs diocèses, parmi lesquels Aoste et Genève.

<sup>23</sup> Cf. A. Donnet, pp. 83 et ss.

<sup>24</sup> J.-A. Duc V, pp. 32 et 34.

<sup>25</sup> J.-A. Duc V, pp. 241, 333 et 335.

<sup>26</sup> Visite canonique de J. Ferragata en 1567. J.-A. Duc V, pp. 127 et 128.

QUATRIÈME PARTIE

La reprise  
sous les prévôts valdotains  
1587-1734



## CHAPITRE PREMIER

# Les personnes de l'ordre

### Les prévôts valdotains

Le concile de Trente mit tout en œuvre pour la réforme de l'Eglise. Il s'efforça de détruire les abus qui s'étaient introduits dans le régime des diocèses et des monastères, en particulier, par la commende. A cet effet, il ordonna que les monastères fussent confiés à des personnes régulières et qu'on y observât strictement la pauvreté. Le concile s'était terminé en décembre 1563. Ses décisions ne se firent accepter qu'avec peine. Mais la première vacance de la prévôté du Mont-Joux survint plus de vingt ans après la clôture du concile et, durant ce quart de siècle, la réforme catholique avait fait du chemin. C'est un chanoine régulier qui fut présenté par la cour de Savoie comme prévôt<sup>1</sup>.

#### *André de Tillier, 1587-1611, le prévôt procès*

André, troisième fils de noble Maurice de Tillier<sup>2</sup> et de Marie Patience de la Crête, parvint à la dignité prévôtale grâce à la protection de son oncle Jean-François de la Crête (secrétaire du duc de Savoie), à qui il avait promis mille livres dans ce but, soit une pension de deux cents écus en faveur d'un autre neveu du baron de la Crête, le clerc Jean-Gaspard de

<sup>1</sup> Dès maintenant, nous omettons les références à l'ouvrage d'Etienne Pierre Duc, *La maison du Grand-Saint-Bernard et ses très révérends prévôts*, que nous utilisons largement, mais non aveuglément.

<sup>2</sup> La famille de Tillier, originaire de Fénis, était venue s'établir à Aoste. André de Tillier est chanoine de Saint-Ours dès 1579 et remplit, dans cette collégiale, les fonctions de sacristain et de recteur de Notre-Dame de Freyer à Verrayes. Il conservait ce dernier office en 1601 encore. La collégiale professait alors la vie régulière, bien que les chanoines vécussent séparément et possédassent chacun leur pécule. En guise d'habit religieux, ils por-

la Crête. C'était un marché simoniaque. Sommé de s'exécuter, il se retranche derrière la modicité de ses revenus et les obligations de la vie commune. L'affaire fut portée devant un tribunal qui débouta le baron de la Crête en 1590, sentence que Rome confirma en 1595<sup>3</sup>.

L'évêque de Sion, Hildebrand de Riedmatten, avait tenté de faire nommer prévôt l'abbé de Saint-Maurice, Martin Duplâtre. Il avait travaillé les religieux dans ce sens. L'abbé de Saint-Maurice, de son côté, avait intéressé les seigneurs du Valais à sa candidature. Le 14 octobre 1586, il écrivait au bailli que le prévôt doit être un Valaisan, car s'il est Valdotaïn il est impossible au Valais de s'en faire obéir, comme il est arrivé au dernier prévôt qui, durant seize ans, n'a pas mis les pieds en Valais ni même à l'hospice parce que les Valaisans y sont seigneurs. Mais s'il arrive lui à la prévôté, il en disposera au gré des seigneurs du Valais ; son intention n'étant que de rendre au pays cette dignité<sup>4</sup>. Tout échoua. L'évêque de Sion, pressenti au sujet de la nomination de Tillier, ne put que donner son agrément. L'archevêque de Turin l'en remercia par lettre du 23 janvier 1587, lui assurant que cette nomination ne porterait pas préjudice à la maison du Mont-Joux quant à la liberté d'élection du prévôt<sup>5</sup>.

Durant la vacance, l'administration de la prévôté avait été exercée par Alexandre Tercinod, prieur claustral<sup>6</sup>.

Le pape Sixte-Quint confirme André de Tillier comme prévôt le 21 août 1587. L'archidiacre d'Aoste, d'Albard, en qualité de délégué apostolique, lui donne l'investiture de la prévôté, de la cure de Pollein et du canonat de la cathédrale le 30 août suivant<sup>7</sup>. Le lendemain, le prévôt se rend à l'hospice et en prend possession. A cette occasion, les claustraux lui présentent à jurer une capitulation de vingt-sept articles qui ne sont qu'un remaniement des griefs adressés en 1583 par les mêmes claustraux au nonce de Turin contre le prévôt de Tollen. Nous en donnons la traduction en abrégé : don d'un ornement complet en signe de joyeux avènement - augmentation du vestiaire (ou salaire) des claustraux - observance des statuts, droits et privilèges de la prévôté - collation des bénéfices et du vicariat général aux profès de l'ordre - amodiation des quêtes et des fermes par le chapitre - résidence et reddition des comptes aux termes des cons-

taient, sur leurs vêtements, une petite bande de lin qu'on appelait froc et qui se portait *retro et ante super vestem*. A. de Tillier est nommé prieur de Saint-Ours en 1579, mais ne peut prendre possession. Cf. E.-P. Duc. *Le prieuré de Saint-Pierre et de Saint-Ours*, pp. 193, 194 et 200, Aoste, 1899, et J.-A. Duc VII, pp. 251 et 252.

<sup>3</sup> A.-J. de Rivaz, qui par erreur attribue cette protection à Antoine de la Crête.

<sup>4</sup> AV. *Archives bourgeoises de Sion*, tiroir 53.

<sup>5</sup> AGSB, *Séparation*.

<sup>6</sup> AOM, *Inventaire*, t. II, fol. 8 et 9.

<sup>7</sup> Ce canonat était une prébende sous-diaconale, mais le prévôt ne participait pas aux rétributions quotidiennes même s'il prenait part à l'office. Il avait cependant sa semaine *Cantoria*, durant laquelle il jouissait de certains droits de collation quant aux bénéfices relevant du chapitre.

titutions - tenue du chapitre annuel à l'hospice - maintien du nombre des religieux - affectation de la dépouille des religieux à la restauration de l'hospice qui a souffert de l'incendie - observance des titres suivants des constitutions : 2. train de vie du prévôt ; 3. prieur claustral ; 22. emprisonnement ; 30. choix des religieux ; 33. profession religieuse ; 41. interdiction d'aliéner les biens ecclésiastiques - usage d'un sceau à l'effigie de saint Bernard distinct de celui du chapitre qui est à l'effigie de saint Nicolas - gratuité de l'emploi du sceau du prévôt en faveur de ses religieux - consentement du chapitre requis à la constitution des commissaires, procureur, secrétaire, etc - conservation des titres aux termes des constitutions - distribution de vêtements aux pauvres - ratification de toute décision du chapitre<sup>8</sup>.

Cette capitulation était, dans l'intention des claustraux, une liquidation du régime commendataire. Elle manifeste quelques tendances qu'il faut souligner : exclusion des offices et bénéfices l'élément étranger à l'ordre - améliorer l'état des claustraux - restituer leur prestige à l'hospice et au chapitre - limiter les prérogatives du prévôt en les ramenant aux constitutions - porter plus d'attention au choix des religieux.

Le prévôt jura tout ce qu'on voulut ; mais de retour à Aoste, il ne tarda pas à rendre la politesse aux claustraux. De Bibian, le 14 septembre 1587, il leur adressa nombre de prescriptions disciplinaires : défense de blasphémer sous peine de baiser une croix tracée sur le sol - obéissance des novices aux religieux selon leur grade - défense aux religieux et domestiques de prendre quelque nourriture les dimanches et fêtes avant la fin du chant de prime - interdiction des jeux de hasard - défense de porter des vêtements dépassant la longueur de deux pieds et demi, des chemises (aubes ?) crêpées, des frocs (rochets réduits) ouvragés et de chlamydes, sinon pour voyager à cheval - défense de descendre de la montagne sans autorisation du prévôt ou du prieur. Il est à présumer que cet échange de capitulation et de prescriptions ne changea rien au cours des choses.

Le prévôt Tillier fait sa résidence à Bibian, puis, dès 1596, à Saint-Jacquême qui devient la résidence ordinaire des prévôts valdotains. Il choisit comme vicaire général, Amédée Noir, curé de Sembrancher, qualifié en 1597 de professeur de théologie. Lors de son accession à la prévôté, à la prière des religieux, il accepte la charge de cellérier<sup>9</sup>.

André Tillier soutient une infinité de procès au sujet de l'exemption, de l'hospitalité, de l'hospice de Fontintès, etc., qui seront exposés en leur temps. Un aspect caractéristique de l'administration de ce prévôt est l'aliénation des biens situés hors les Etats de Savoie pour en placer le prix dans

<sup>8</sup> AGSB.

<sup>9</sup> AGSB. Le nouveau prévôt eut comme armes : coupé de gueules à deux clefs noires posées en sautoir, et d'azur à un arbre de sinople. F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 14.



ces mêmes Etats, ce qui excite le plus vif mécontentement du Valais, comme aussi la diminution du nombre des claustraux, pour amoindrir l'importance de l'hospice et, par conséquent, l'emprise du Valais sur l'ordre. On lui reproche encore d'agir par caprice dans le choix du lieu du chapitre, d'avoir enlevé le sceau du chapitre, d'admettre à la vêtue de sa propre autorité et d'instaurer un régime de restrictions.

Les choses en viennent au point que les claustraux appuyés par le Valais envisagent de s'approprier l'administration des biens du Saint-Bernard situés hors les Etats de Savoie. Le duc de Savoie arrête net cette tentative en déclarant que, dans ce cas, il soustrairait à l'hospice, pour les affecter au prévôt, les biens du Saint-Bernard situés dans ses Etats.

Dans ses nombreux procès, le prévôt met à profit la rivalité de la Savoie et du Valais, s'appuyant tantôt sur l'un, en raison de sa résidence en terre savoisiennne, tantôt sur l'autre en raison de la situation de l'hospice en terre valaisanne. Il montre une grande habileté dans ce jeu et réussit dans une large mesure à atteindre son but : concentrer en terre savoisiennne les biens et les éléments dirigeants du Saint-Bernard.

Ce prévôt fonde trois messes par semaine à l'autel de Saint-Jean l'Evangéliste dans la cathédrale d'Aoste, donnant à cet effet, le 14 avril 1610, deux cent soixante ducats au chapitre cathédral. Le 10 septembre suivant, il donne à cette même église deux chasubles<sup>10</sup>, le 30 octobre, une chape qui fut inaugurée à la Toussaint par Lostan, prévôt de la cathédrale. Il fonde une chapellenie à l'autel de la Conception dans l'église conventuelle de Saint-François à Aoste avec charge d'y célébrer trois messes par semaine. Il donne à cette fin cent cinquante ducats d'argent<sup>11</sup>. A l'hospice, il fait don de trois chapes de damas cramoisi avec franges et passements d'or fin, ornées de ses armes brodées.

En 1604 seulement, André Tillier fait sa profession religieuse dans l'Ordre du Mont-Joux. Il meurt à Saint-Jacquême le 19 septembre 1611 et est enseveli dans la chapelle de la Sainte-Trinité et de la Conception de la Sainte-Vierge à la cathédrale<sup>12</sup>.

L'obituaire de l'hospice ne fait que des éloges de ce prévôt. Avec quelques réserves, on peut souscrire au jugement porté sur lui par le chanoine J.-N. Vacher : il a libéré de leurs dettes les hospices du Grand et du Petit-Saint-Bernard... et s'est employé d'une manière remarquable à

<sup>10</sup> L'une de ces chasubles, de couleurs variées, est inventoriée en 1612 comme chasuble blanche dont le devant est de taffetas et le dos de damas ; l'autre était de velours vert.

<sup>11</sup> Inv. OM.

<sup>12</sup> Cette chapelle avait été érigée dans la cathédrale en 1553 par Jacques de Tillier, chanoine de cette même cathédrale, et servait de sépulture de famille. A. de Tillier lui avait légué deux cents ducats pour messes à célébrer. J.-A. Duc VI, p. 416. L'autel de la Sainte-Trinité et de la Conception de la B.M.V., actuellement de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, est le premier autel à la gauche de celui qui entre à la cathédrale par la porte du midi.

promouvoir la vie régulière, l'hospitalité, la louange de Dieu, le soulagement et la consolation des pauvres et des pèlerins. Mais, parce qu'à ces réalisations, il mit toute son énergie, il excita souvent des plaintes, il eut à supporter des opprobres et, pour ses bienfaits, il récolta l'ingratitude.

*Roland Viot, 1611-1644, le prévôt humaniste*

En 1604, le prévôt de Tillier, âgé et malade, se laissa persuader par la cour de Turin de prendre un coadjuteur. Roland Viot fut élu à cet office le 8 novembre à Saint-Oyen. Il faudrait plutôt dire imposé. Le duc de Savoie écrit en effet aux seigneurs du Valais, le 25 janvier 1605, qu'en considération des mérites de son secrétaire Pierre-Léonard Roncas, seigneur de Châtel-Argent, il a obtenu de Rome, pour son neveu Viot, la coadjutorerie avec droit de succession à la prévôté<sup>13</sup>. Viot, originaire de Brusson, né dans la paroisse de Saint-Laurent d'Aoste, était alors un clerc, étudiant à l'académie de Turin. La coadjutorerie était un nouvel office introduit par le duc de Savoie pour prévenir toute intervention du Valais dans l'élection du prévôt. Cette nouveauté ne put que déplaire aux Valaisans. Mais la combinaison réussit.

Roland Viot avait été agréé par le pape comme coadjuteur à la condition qu'il fit profession religieuse. Il la fit en 1608. Outre la coadjutorerie, il remplit encore les offices de vicaire général et d'official de la prévôté. Le 26 septembre 1611, il succède au prévôt de Tillier et prend possession. Il jure, le 1<sup>er</sup> novembre, d'observer les mêmes articles qui avaient été présentés à son prédécesseur en 1587.

La manœuvre du duc de Savoie causa du mécontentement au Valais, à l'évêque de Sion et à son chapitre qui prirent, en 1611, l'engagement de soutenir les chanoines du Saint-Bernard quant au droit d'élection du prévôt. Hildbrand Jost, évêque de Sion, retenu à l'hospice durant cinq mois à partir du 25 juin 1630 parce que les Patriotes lui refusent l'entrée du pays, met à profit ce séjour forcé pour amener le prévôt à faire une démarche favorable au droit des religieux. Le 20 octobre, de l'hospice, il écrit à Rome. « Roland Viot prévôt, désirant s'appuyer sur notre autorité pour la protection de la maison du Mont-Joux, nous a supplié de faire la démarche suivante. C'est pourquoi nous attestons que les titres et les privilèges de cette maison démontrent que les CCRR du Mont-Joux, après la mort du supérieur, ont toujours eu l'habitude de nommer en toute liberté, dans leur chapitre, le prévôt, qui doit toujours être confirmé par le pape. » Il ajoute que les chanoines ne peuvent produire de plus amples preuves, parce que l'hospice ayant été brûlé, de nombreux titres ont disparu. L'hospice se trouve dans un état misérable parce qu'il a été gou-

<sup>13</sup> AV. 104 SB, 25. Le seigneur de Châtel-Argent, P.-L. Roncas, construisit à Aoste le palais Roncas.

verné durant longtemps par des commendataires. L'évêque conclut en suppliant le pape de garantir que seul un chanoine du Saint-Bernard puisse être élu prévôt. Les religieux réunis en chapitre souscrivent cette requête qui reste sans effet<sup>14</sup>.

L'hospice était donc très négligé. Par la faute d'un clavendier, il arriva encore que les approvisionnements furent insuffisants ; ce qui occasionna des dissensions entre les claustraux et le prévôt. Des religieux implorèrent la protection de l'évêque de Sion qui, en date du 13 juin 1634, écrit au prévôt lui demandant de le mettre au courant de ces dissensions qu'il s'offre à apaiser<sup>15</sup>. Puis il envoie au chapitre, qui allait se tenir à la Saint-Augustin, à l'adresse du prévôt, une série d'ordonnances qui tendent à renforcer l'autorité du chapitre et de l'hospice<sup>16</sup>.

Le prévôt n'en tient pas compte et même, au mépris de tout droit, fait emprisonner deux religieux claustraux. Cité à comparaître devant l'évêque de Sion, il s'en dispense en alléguant les difficultés de la montagne ; ce qui ne l'empêche pas de la gravir en plein hiver avec une nombreuse compagnie, de s'emparer de tous les écrits du chanoine Ours Arnod et des documents informatifs concernant les deux religieux emprisonnés et d'y faire d'autres indignités. Il moleste aussi les religieux claustraux pour les punir d'avoir recouru à l'évêque de Sion. Mais celui-ci, agissant comme délégué apostolique, prononce, le 23 février 1635, contre le prévôt la suspense quant à l'exercice de l'ordre et de l'administration temporelle jusqu'à ce qu'il ait rendu les actes concernant les religieux emprisonnés, relâché ceux-ci et restitué les écrits d'Ours Arnod. Dans l'interim, Louis Liabel, prieur de Martigny, assumera l'administration de la prévôté. L'évêque de Sion mande encore aux quêteurs de ne pas remettre au prévôt l'argent recueilli, mais de l'utiliser à payer les dépenses faites<sup>17</sup>. L'évêque de Sion notifie cette suspense à l'archevêque de Tarentaise et à l'évêque d'Aoste. Il écrit encore au lieutenant de Son Altesse, le grand juge Derriard, pour protester contre le fait que des officiers ducaux aient arrêté des religieux du Mont-Joux<sup>18</sup>.

En automne 1636, les claustraux et le prévôt comparaissent devant l'évêque de Sion. Le prévôt allègue que l'exemption le dispenserait de comparaître, mais qu'il le fait *pro bono pacis*. Il accuse Ours Arnod, son adversaire, du vice de propriété, d'ambition et de rancœur parce qu'il ne l'a pas traité avec plus de faveur. Il ajoute que le séjour prolongé de l'évêque de Sion à l'hospice a causé de grands frais, ce qui explique certaines restrictions.

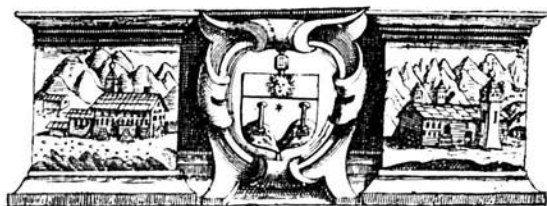
<sup>14</sup> AGSB, *Séparation*.

<sup>15</sup> AGSB.

<sup>16</sup> AV, 104 SB.

<sup>17</sup> AV, 104 SB.

<sup>18</sup> AV, 104 SB.



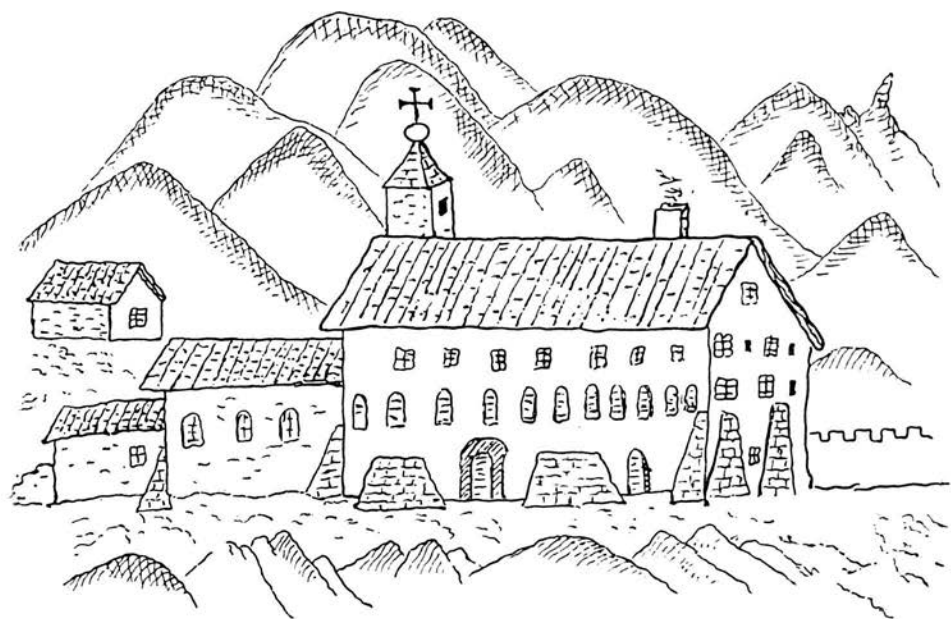
Pl. IX a - Armes du prévôt Viot



Pl. IX b - Armes du prévôt Norat



Pl. IX c - Armes du prévôt Persod



Pl. X - L'hospice (dessin du prévôt Viot)

L'évêque de Sion, faisant droit aux réclamations des claustraux, impose les articles suivants : le prévôt donnera deux doublons d'or comme vestiaire aux claustraux ; maintiendra à l'hospice au moins six prêtres et deux novices ; livrera au chapitre cent doublons d'or en compensation des mille huit cents couronnes provenant d'aliénations illégales ; n'acceptera à la profession qu'après un an de noviciat. Deux économes veilleront aux intérêts de la maison ; le coffre sera muni de trois clefs tenues par le prévôt, le prieur et le chapitre. La mense prévôtale sera constituée par le prieuré de Saint-Jacquême, le canoniat annexe et cinq cents couronnes d'Aoste. Ours Arnod sera constitué prieur de Saint-Jacquême de Châtel-Argent.

Le prévôt jura l'observation de ces clauses, mais ne s'y tint pas et encourut à nouveau la suspense.

Le prévôt Viot, désireux de se faire absoudre de la censure encourue, se présente devant l'évêque de Sion, Barthélémy Supersaxo (1638-1640). Cet évêque lui renouvelle les ordonnances de son prédécesseur en présence des seigneurs Angelin Preux et Jean Udret, surintendants de l'hospice pour le Valais, et constitue le prieur claustral, Ours Arnod, vicaire général et administrateur de la prévôté<sup>19</sup>. Le prévôt ne s'amende pas pour autant.

En juin 1642, Farnèse, nonce de Lucerne, se rend à Saint-Maurice pour la bénédiction de l'abbé Pierre Odet. Il vient ensuite à Sion où il augmente le nombre des chanoines de seize à vingt-quatre, au nombre desquels il fait admettre le nouvel abbé de Saint-Maurice et le prévôt du Saint-Bernard<sup>20</sup>. Puis il se rend à l'hospice qu'il trouve fort relâché.

Les religieux font connaître au nonce leurs griefs contre le prévôt qui tâche de se justifier. Voici les principaux griefs et les réponses données.

Les claustraux demandent que le nonce interdise toute propriété d'abord au prévôt et au prieur claustral. R. Le prévôt fera observer les décisions du nonce.

Le prévôt n'a fait que les vœux simples, qu'on le force à la profession solennelle. R. Il a fait profession en 1608 et est disposé à la renouveler.

Même accusation contre Ours Arnod. R. Identique.

Le prévôt a transporté à Aoste les titres concernant l'hospice et les bénéfices du Valais. R. C'est pour leur conservation ; il est prêt à en remettre des copies aux intéressés.

On garde à l'hospice des converses de mauvaise réputation. R. On les a renvoyées.

Que le nonce fasse observer le concile de Trente dans les relations des curés avec l'évêque. R. Il faudrait que l'évêque observât aussi le concile.

Le prévôt laisse ses religieux dans l'ignorance. R. L'hospice ne peut les entretenir aux études, c'est affaire des parents.

<sup>19</sup> AV, 104 SB, N° 29.

<sup>20</sup> P. Gard, *Histoire*.

Il faut interdire au prévôt toute aliénation sans le consentement du pape, de l'évêque et des Patriotes. R. Depuis vingt-six ans, il n'a rien aliéné contre les prescriptions canoniques.

Le nonce constate que le prévôt ne rend pas annuellement ses comptes bien qu'il y soit tenu sous peine de suspense. Plus que cela, il a aliéné des biens de la prévôté pour la somme de mille huit cents couronnes encourant par là l'excommunication. Pour ces motifs, le nonce confirme les décisions prises par Barthélémy Supersaxo et confie leur exécution à l'abbé de Saint-Maurice, Odet, par mandat du 12 septembre 1642.

Le prévôt, inquiet par ces censures, envoie au nonce, par Michel Perrinod, un bref compte rendu des revenus de la maison. Il le prie de l'absoudre et de différer l'exécution des décrets portés. Le nonce lui fait savoir le 9 février 1643 qu'il a mandé à l'abbé de Saint-Maurice de proroger durant trois autres mois, mais sous peine de réincidence, l'effet des censures encourues<sup>21</sup>.

Le 4 mai 1643, Viot comparaît devant Adrien de Riedmatten, évêque de Sion, pour se disculper. Comme il n'avait pas rempli toutes les conditions exigées, il n'est pas tenu quitte<sup>22</sup> et, le 16 mai, l'évêque lui accorde encore un délai de quatorze jours avant l'application des censures<sup>23</sup>. « Enfin Roland Viot ne pouvant venir à bout de rendre compte aux hommes de son administration partit pour le rendre à Dieu le 16 août 1644. »<sup>24</sup>

Si Roland Viot est un piètre administrateur, il est un véritable humaniste. Il fait imprimer en 1627 par François de la Bottière à Lyon une vie de saint Bernard intitulée : *Miroir de toute sainteté en la vie du saint merveilleux Bernard de Menthon par révérend messire Roland Viot prevost des saintes maisons...* Cet ouvrage s'inspire largement de celui de Nicolas Farnex, bourgeois de Bonne et de Thonon. *Vie du BX. S. Bernard de Menthon*, imprimée à Thonon en 1612. Le premier manuscrit de Viot le suivait même de si près qu'il se donnait comme une vie tirée de Richard de la Val d'Isère et de Nicolas Farnex, mais « revue corrigée et augmentée ». Le second manuscrit est une copie du premier, mais surchargée de corrections. Le texte imprimé en diffère encore de sorte que Viot le publia sous son nom sans plus mentionner Nicolas Farnex. Cet ouvrage qui a peu d'intérêt historique est écrit avec une grâce et un pittoresque qui rappellent la manière de saint François de Sales<sup>25</sup>. Cela ne surprend pas quand on sait que ce prévôt fut en relation épistolaire avec le saint évêque<sup>26</sup>.

<sup>21</sup> AV, 104 SB, 34.

<sup>22</sup> AV, 104 SB, 34, N° 35.

<sup>23</sup> AV, 104 SB, 34, N° 35.

<sup>24</sup> P. Gard, *Catalogue*.

<sup>25</sup> Le deux MS de Viot sont aux AGSB.

<sup>26</sup> J.-A. Duc VI, p. 478. Une de ces lettres se trouve aux AGSB et est publiée dans les œuvres complètes, t. XVII, p. 265. Les autres, conservées à l'Hôpital mauricien d'Aoste, ont été apportées à Turin vers 1850.



Il est encore l'auteur d'une *Histoire ou Chronologie du duché d'Aoste* dont l'original se conserve dans les archives de Turin et qui a été publié dans le journal *La Vallée d'Aoste* en 1923 par Pierre Fournier d'Ayas.

En 1628, il fait rédiger l'inventaire de tous les droits de la prévôté de Mont et Colonne-Joux.

En 1635 ou 1625, il écrit de sa main un *Mémoire des défunts pour lesquels nous sommes obligés de prier*<sup>27</sup>.

Viot porte un réel intérêt à l'hospice, du moins durant le temps qui a précédé ses difficultés avec l'évêque de Sion. En signe de joyeux avènement, il lui donne une paire de coussins dorés et une chasuble de velours et, ensuite, des sièges pour les choristes, une Notre-Dame et une croix en broderie, un devant d'autel en satin représentant saint Bernard. Il fait boiser la sacristie de mélèze (brinve). Il aménage dans l'hospice « une grande salle à bois avec des vidriales, un lit de noyer avec son ornement et pavignon, une table tirante de noyer ». Pour renforcer le mur qui donne sur le lac, il construit un contrefort. En octobre 1630, il place sur le maître-autel un tabernacle en bois doré, sculpté à Aoste, qui reste une des belles pièces de l'église actuelle. Sa piété envers saint Bernard se manifeste dans la restauration du reliquaire buste de ce saint et l'exécution d'un reliquaire en bois doré, exposé à l'autel de Saint-Bernard, qui représente sur une face ce même saint agenouillé entre les deux hospices. Les belles proportions de ce coffret et les scènes figurées sont bien dans le goût de Viot. Sa sollicitude envers les reliques lui fait encore « monter la sacrée espine de notre seigneur Jésus Crist en ung beau christail et reliquaire fort riche<sup>28</sup> ».

D'autres églises bénéficient du pieux mécénat de Viot. Celle de Saint-Oyen possède, marqués à ses armes, une peinture de Notre-Dame du Rosaire et un reliquaire en argent, daté de 1636<sup>29</sup>, œuvre du Zougöis Alexandre Landtwing. Dans le vestibule du séminaire d'Aoste, ancien prieuré de Saint-Jacquême, une grande toile peinte porte pareillement ses armes<sup>30</sup>.

Toutes les œuvres d'art qui sont restées de ce prévôt témoignent d'un goût artistique sûr et d'une certaine munificence. C'est probablement là

<sup>27</sup> AGSB.

<sup>28</sup> AGSB.

<sup>29</sup> Le reliquaire porte deux inscriptions : « R(EVEREND)US D(OMIN)US ROL(AND)US VIOTUS PRAEP(OSIT)US SS. NICOLAI ET BERNARDI M(ONTIS) I(OVIS) HOC RELIQUIARIUM F(IERI) F(ECIT) et DEDIT EX DEVOTIONE ECCLESIAE S(ANC)TI HEUGENDI ANNO 1636. ORATE DEUM PRO EO UT REQUIESCAT IN PACE ».

« ICH ALIXANDER LANCZWING US DEM CHWISERLAND BURG FRUONZUG MATHDE DIS WERK ».

<sup>30</sup> Ces armes portent : d'azur à deux monts d'argent surmontés chacun d'une colonne du même, à une étoile d'or placée entre les deux colonnes, au chef d'argent chargé d'un soleil de pourpre. C'est la combinaison de ses armes (en chef) et de celles de la maison utilisées déjà en 1574.

l'origine de ses embarras administratifs et de l'opposition qu'on lui fit. Il n'en est pas moins vrai que, plus qu'aucun autre, il a enrichi l'hospice en œuvres d'art de valeur.

Pour compléter notre jugement au sujet de l'administration de ce prévôt, disons qu'elle a été violemment attaquée parce que Viot, comme les autres prévôts valdotains, eut tendance à concentrer en terre savoissienne les avoirs de la maison. Mais cette politique économique était très appréciée des ducs de Savoie et de la majorité des chanoines du Saint-Bernard.

Le prévôt Viot fut aumônier des chanoinesses régulières de Sainte-Catherine d'Aoste. Il transcrivit de sa main, à leur usage, les constitutions et la règle de saint Augustin en juillet 1638<sup>31</sup>.

La piété de ce prévôt est louée par tous. Elle apparaît dans ses œuvres d'art, dans ses écrits, dans son commerce épistolaire avec saint François de Sales, de sorte qu'on a pu lui décerner cette épitaphe : *Vir fuit piissimus qui pietatis eximiae obvia monumenta reliquit.*

#### *Michel Perrinod, 1644-1646*

A la demande de Roland Viot, le pape Urbain VIII, par bulles du 12 janvier 1643, nomme coadjuteur avec future succession, Michel Perrinod, prêtre séculier, à la condition qu'il prenne l'habit et fasse profession durant l'année<sup>32</sup>.

Michel Perrinod succède par décès au prévôt Roland Viot. La Diète fit quelque opposition, mais l'évêque de Sion s'employa à écarter cet obstacle à l'exécution des bulles de Perrinod<sup>32bis</sup>. Il prend possession de la prévôté le 23 août 1645. Comme ses deux prédécesseurs, il unit à la charge de prévôt l'office de cellérier. Il prête le serment de fidélité à l'évêque de Sion. Le duc de Savoie en prend-il ombrage ? Toujours est-il que le prévôt croit bon de rédiger, le 13 avril 1646, une protestation assurant que, par ce serment, il n'a entendu préjudicier en aucune manière aux droits de Son Altesse relativement à la prévôté<sup>33</sup>.

Le 28 avril 1646, le prévôt reçoit de Christine de Savoie un passeport pour la Savoie et la France<sup>34</sup>. Il n'a pas l'occasion de l'utiliser, car le 25 mai suivant il meurt à Aoste dans un âge peu avancé. Son corps reste exposé durant trois jours dans la cathédrale et y est enseveli<sup>35</sup>.

<sup>31</sup> J.-A. Duc VII, p. 102.

<sup>32</sup> M. Perrinod, né à Introd, de Barthélémy et Barthélémye, était cependant bourgeois d'Aoste. Il reçut la tonsure à Aoste le 28 mars 1628 et devint docteur en théologie et protonotaire apostolique.

<sup>32bis</sup> J. Darbellay, *Compilatio ex pot-pourri*.

<sup>33</sup> AST.

<sup>34</sup> AST.

<sup>35</sup> Ce prévôt eut comme armes : bandé d'or et de gueules de six pièces, au chef d'argent chargé d'un soleil de pourpre naissant en chef.

On fondait de grands espoirs sur ce prévôt. Durant le peu de temps qu'il fut supérieur, il montra du zèle pour l'accroissement spirituel et temporel de la maison. Jérôme Darbellay dit de lui qu'il « sut se concilier l'amour de tous ses religieux, mériter l'estime de tous les souverains ; il était bien vu du nonce et chéri de l'évêque de Sion »<sup>36</sup>.

*Ours Arnod, 1646-1649, le prévôt élu*

Le prévôt Perrinod était mort sans qu'un coadjuteur lui eût été donné. Le Valais et les chanoines du Mont-Joux profitent de cette conjoncture pour élire un prévôt de leur choix.

Le 27 mai, avant même la sépulture du prévôt, l'évêque de Sion Adrien de Riedmatten, agissant au nom du nonce de Lucerne, ordonne à Philippe Brunet, prieur claustral, de réunir le chapitre le 6 juin pour procéder selon les constitutions à l'élection du prévôt. Cet ordre est communiqué aux chanoines résidant au sud des Alpes durant les funérailles du prévôt.

A cette occasion, les chanoines se concertent et écrivent de Saint-Jacquême à l'évêque de Sion que ce serait pour eux un grand bonheur de pouvoir faire cette élection, mais qu'ils redoutent quelque censure, le pape étant en possession immémoriale de cette nomination. Ils se recommandent à sa protection et attendent ses avis. L'évêque les rassure et fait sonder leur opinion au sujet de son candidat Jean-Josse Quartéry, grand-chantre du chapitre de Sion. Le 4 juin, Gaspard Stockalper, gouverneur de Saint-Maurice, lui écrit de Sembrancher que cette candidature n'a aucune chance de succès, car elle n'obtiendrait pas plus d'une voix<sup>37</sup>.

Cependant à Aoste, les chanoines du Saint-Bernard s'enhardissent à tenir chapitre pour l'élection du prévôt. Devant l'opposition du vice-bailli et de l'évêque, ils décident de se rendre à l'hospice. Mais ceux qui résident dans la vallée d'Aoste en sont empêchés par les menaces de la régente, Marie-Christine de France<sup>38</sup>. Au nombre de cinq, ils remettent leurs suffrages écrits aux autres religieux qui vont continuer le chapitre à l'hospice.

Le gouverneur de Saint-Maurice est sur les lieux avec de la troupe pour assurer la liberté d'élection et, au cas où l'élection n'aurait pas lieu, pour empêcher toute prise de possession de l'hospice.

Avant de procéder à l'élection, les capitulants au nombre de neuf conviennent à l'unanimité que, pour débarrasser l'hospice de la tyrannie des commendataires, l'élu ne pourra résigner la prévôté qu'entre les mains du chapitre et qu'il n'aura pas le droit de se choisir un coadjuteur, choix qui sera laissé au chapitre. Le prévôt élu, avant de prendre possession, devra jurer cette capitulation. Au vote, onze suffrages sur quatorze sont en faveur d'Ours Arnod, prieur de Châtel-Argent, vicaire général depuis 1642 et

<sup>36</sup> P. Gard, *Catalogue*, citant Jérôme Darbellay.

<sup>37</sup> AV, 104 SB, 39 et 40.

<sup>38</sup> AV, 104 SB, N° 41.

administrateur de la prévôté. L'élu est au nombre des religieux retenus à Aoste par la politique ombrageuse de Turin. Comme il a déjà donné son consentement par écrit pour le cas où la majorité des voix se réunirait sur lui, il est canoniquement élu<sup>39</sup>. Les capitulants sont alors invités à prier Dieu qu'il incline la cour de Turin à ratifier cette élection<sup>40</sup>.

Inquiète de la tournure des événements, la duchesse de Savoie envoie le sieur Beggiani au Saint-Bernard pour traiter de l'élection du prévôt et remettre à l'évêque de Sion une lettre de reproches pour avoir agi contre les privilèges des ducs de Savoie en convoquant le chapitre<sup>41</sup>. Le 16 juin, l'évêque de Sion écrit à la régente qu'il a agi en vertu d'une délégation apostolique et de droits garantis au Saint-Bernard par plusieurs papes<sup>42</sup>. En même temps, il presse les chanoines d'envoyer à Rome un religieux (il propose Pierre Desfeyes) pour obtenir la confirmation de l'élection<sup>43</sup>. Les chanoines, intimidés par l'intervention de Beggiani, jugent prudent de passer par la cour de Turin. Le 21 juin, ils annoncent à la régente la mort du prévôt Perrinod et la supplient de lui donner comme successeur Ours Arnod et de lui obtenir les bulles de prévôt.

La régente, outrée de ce qu'elle estimait une violation de ses droits, reproche vivement au chapitre sa manière de procéder et exige qu'il annule l'élection faite. Alors seulement elle nommera Arnod prévôt. Le chapitre, mâté, récite docilement la leçon reçue. Le 15 janvier 1647, il proteste auprès de la régente qu'il ne prétend pas avoir le droit d'élire le prévôt et reconnaît que ce droit revient à la maison de Savoie. Le jour suivant, Ours Arnod assure Madame Royale qu'après son élection il n'a fait aucune déclaration d'accepter la prévôté qu'il sait ne pouvoir accepter

<sup>39</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>40</sup> Ours Arnod était né le 13 février 1600 à Chevrot (vallée d'Aoste) de Panthaléon et de Mattie. Il fut confirmé à la cathédrale le 9 septembre 1612, minoré le 23 décembre 1623 et ordonné prêtre par l'évêque d'Aoste en 1625. Chanoine du Mont-Joux, il fut curé d'Orsières de 1626 à 1630. Nommé prieur de Lens en 1630, il ne put prendre possession à cause de l'opposition des paroissiens. En 1631, il devint recteur de la chapelle Saint-Jacques à Orsières. La même année, le chapitre lui amodia les quêtes d'Aoste pour le prix de soixante écus. Prieur claustral et clavendier en 1632, il conserva peu de temps ces charges. Il devint administrateur de l'Île en Tarentaise et du prieuré de Colonne-Joux où on le trouve en 1634. Le 29 novembre 1635, il prit possession du prieuré de Saint-Jacquème de Châtel-Argent tout en restant prieur de Colonne-Joux de 1640 à 1646. Vicaire général du prévôt dès 1642, c'est en cette qualité qu'il régit la maison du Saint-Bernard durant le temps que sa prévôté est contestée. Il se démet de la charge de vicaire général en 1649 et renonce à la prévôté en 1650. Mais il conserve jusqu'à sa mort le prieuré de Châtel-Argent.

En 1670, il fait une fondation pour l'avancement des jeunes profès, léguant à cette fin sa grange de Chantoyet (paroisse de Chevrot), avec charge de dix messes par an. Il meurt le 22 février 1672 et est enseveli dans le chœur de l'église de son prieuré. L'obituaire dit de lui : *Vir probitate morum, eruditione et corporis statura spectabilis*, « Homme remarquable par la pureté de ses mœurs, son érudition et sa stature corporelle. »

<sup>41</sup> AST.

<sup>42</sup> AV, 104 SB, 43.

<sup>43</sup> AV, 104 SB, N° 45.

qu'après confirmation de S. A. S. Le 19 janvier 1647, un certain Carrel écrit à la duchesse qu'il est sûr qu'Ours Arnod n'a jamais pensé parvenir à la prévôté au mépris des droits de la maison de Savoie comme on le pensait à Rome. Il ajoute : « Je tiens que c'est une invention des Vallésiens qui, ne pouvant de leur part altérer la nomination, veulent s'opposer le chapitre et le P. Arnod pour maintenir l'élection laquelle une fois assurée serait toujours à leur gré pour être le monastère dans leurs Etats. »

Le Valais en effet lâchait Ours Arnod parce qu'il ne revendiquait pas la prévôté en raison de son élection par le chapitre, mais en raison de celle de la cour de Savoie. Il tentait de lui opposer le chapitre et s'efforçait de le desservir à Rome. La lettre suivante le montre. Le 5 juin 1647, S. A. S. se plaint au prieur Arnod de ce qu'on a empêché à Rome l'expédition de ses bulles « ensuite de certaine élection faite en sa personne par le chapitre ». Elle revendique pour elle seule la nomination du prévôt et demande que le chapitre écrive une lettre à elle et une autre au nonce de Turin par lesquelles il reconnaît qu'Ours Arnod est prévôt par la seule nomination de S. A. S. Si le chapitre ne remplit pas cette condition, S. A. S. menace de séquestrer les biens de Mont-Joux dans ses Etats et de nommer un autre prévôt<sup>44</sup>.

Le chapitre réuni à Saint-Jacquême d'Aoste le 9 juin décide de donner satisfaction à S. A. S. reconnaissant que la nomination du prévôt lui appartient. Il la supplie de faire cette nomination sans se soucier d'aucune autre élection, d'autant plus que depuis deux cents ans l'élection du prévôt n'a jamais été faite par le chapitre. Cette réunion était présidée par Ours Arnod en qualité de vicaire général<sup>45</sup>. On se représente aisément la valeur de ces déclarations d'un chapitre réuni en terre de Savoie sous la surveillance des officiers de S. A. S.

Mais les chanoines partisans de la liberté d'élection, soutenus sans doute par le Valais, font une forte opposition. Dix religieux claustraux désertent la montagne ; il n'en reste que deux pour le service des passants. On accuse Ours Arnod de simonie, d'avarice et d'avoir fait plus de mal en trois ans que ses prédécesseurs en deux cents (il faut faire la part de l'exagération partisane). Les curés de Saint-Rhémy, Saint-Oyen et Etroubles l'accusent de détenir des titres qui devaient être remis au Petit-Saint-Bernard, de n'avoir pas approvisionné cet hospice comme il est tenu en raison des bénéfices de Châtel-Argent et de l'Ile, d'avoir transporté l'horloge du Grand-Saint-Bernard en son prieuré de Châtel-Argent, d'avoir tenté de démembrer le Petit-Saint-Bernard et Châtel-Argent de la prévôté du Mont-Joux pour les unir à celle de Verrès, etc.<sup>46</sup> Le chapitre réuni en mars 1647 à l'hospice exige que le sceau du chapitre soit confié aux claustraux,

<sup>44</sup> AGSB, *Séparation*.

<sup>45</sup> AGSB, *Séparation*.

<sup>46</sup> AV, 104 SB 47,.

interdit à Ours Arnod de châtier des religieux, de conférer les bénéfices sans l'avis de trois religieux désignés. Il lui demande de rendre compte pour le passé et à l'avenir. Comme on l'a déjà dit, cette opposition se fait entendre jusqu'à Rome si bien qu'Arnod ne peut entrer en possessions de la prévôté. Le 4 septembre 1649, en dépit des instances qui lui sont faites, il se démet de sa charge de vicaire général entre les mains du chapitre réuni à l'hospice et Antoine Buthod est élu à sa place<sup>47</sup>.

*Jean-Antoine Buthod, 1649-1671*

Bien que prêtre séculier, Jean-Antoine Buthod était curé d'Etroubles depuis 1631 quand il succéda à Ours Arnod comme vicaire général, le 4 septembre 1649. Le 6 octobre suivant, le chapitre le nomme prévôt. Avant la fin de l'année, il fait profession religieuse entre les mains de Jacques Blanc, curé d'Orsières, avec cette restriction : *ne sim a beneficio meæ præposituræ amovibilis*<sup>47bis</sup>.

Le 3 mars 1650<sup>48</sup>, Rome lui donne ses bulles de confirmation. Tout se passe, semble-t-il, à l'insu de la cour de Turin et sous le couvert de la candidature d'Ours Arnod. La manœuvre ayant abouti, Arnod envoie au duc de Savoie sa renonciation à la prévôté le 12 juin 1650<sup>49</sup>.

Mise en face d'un prévôt élu et confirmé par Rome, la cour de Turin refuse de le reconnaître avant que le prévôt et le chapitre aient déclaré que le droit de nomination lui appartient. Le chapitre réuni à Saint-Oyen le 7 juillet 1650 et le prévôt font la déclaration demandée. Après cela seulement, le duc Charles-Emmanuel nomme Buthod prévôt et le chapitre, réuni de nouveau à Saint-Oyen, le 18 août, accepte cette nomination. Le même jour Buthod prend possession de la prévôté<sup>50</sup> et, le 19 avril 1651, du canonat de Saint-Bernard.

Le prévôt reçoit de nouvelles bulles de confirmation en 1653. Il ne peut s'agir que des bulles obtenues par la voie de la cour de Turin qui affirmait de cette manière son droit exclusif à la nomination du prévôt<sup>51</sup>.

<sup>47</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>47bis</sup> Cf. J. Darbellay, *Compilatio ex pot-pourri*.

<sup>48</sup> P. Gard, *Histoire*, dit qu'il reçut ses bulles de confirmation le 27 février 1650.

<sup>49</sup> AST.

<sup>50</sup> AST.

<sup>51</sup> Jean-Antoine Buthod naquit dans la paroisse de Saint-Jean à Aoste de noble Maurice et de Françoise. Son grand-père, Jacques, originaire de Bosses (Saint-Rhémy), bourgeois d'Aoste, fut anobli vers 1520, sous le règne de Charles-le-Bon. Cette famille résidait près de la porte du Plot.

J.-A. Buthod reçut l'habit de chœur à la cathédrale, le 16 avril 1626, la tonsure le 19 septembre suivant. Curé d'Etroubles dès 1631, il assiste régulièrement au chapitre du Saint-Bernard dès 1642. Il fut nommé prieur claustral et vicaire général le 4 septembre 1649, puis prévôt. Il était protonotaire apostolique.

Les armes de sa famille étaient : d'azur au croissant d'argent, à trois palmes d'or, deux adossées en cœur et une en pointe. Le prévôt combina les armes de Mont-Joux avec celles de sa famille en supprimant une palme et en lui substituant une étoile. (F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 17.)



A la demande de Buthod, le chapitre de 1653 désigne trois religieux, Ours Arnod, Pierre Molin, curé de Pollein, et Léonard Bigay, curé d'Etroubles, pour l'aider dans l'expédition des affaires de la maison <sup>52</sup>.

Ce prévôt est en charge depuis quelques années seulement et déjà, des deux côtés des Alpes, on se préoccupe de lui donner un coadjuteur. Celui-ci ayant droit de succession, c'est à l'occasion de son élection que s'affrontent les deux prétendants à l'élection de son prévôt, la cour de Turin et le chapitre soutenu par le Valais. Le candidat des chanoines est Hugues Rey, curé de Vouvry. Pour le préparer à sa fonction, le prévôt en fait son vicaire général au nord des Alpes. La cour de Savoie a-t-elle vent de l'affaire ? C'est probable, car ce religieux est rappelé à Aoste et se démet de ses offices en Valais au chapitre du 6 juillet 1656 <sup>53</sup>. La cour choisit alors François Perron, chanoine d'Aoste, comme coadjuteur. Le pape, pressenti de ce choix, charge l'évêque de Sion d'enquêter au sujet du candidat. Nous ignorons le rapport envoyé au Saint-Siège. Mais Perron devient coadjuteur ; il se démet de son canonicat à la cathédrale et fait profession religieuse en 1661 entre les mains de l'évêque de Sion, contre la coutume, pour narguer le chapitre du Saint-Bernard <sup>53bis</sup>. Ce coadjuteur meurt avant le prévôt, le 6 février 1669 <sup>54</sup>.

La cour de Turin se hâte de trouver un autre candidat, Antoine Norat, et le bruit court que l'on sollicite déjà ses bulles.

De son côté, le chapitre réuni à l'hospice le 12 juin 1669 envoie au nonce de Lucerne, Rodolfo Aquaviva de Aregonia, les chanoines Antoine Marcoz, prieur de Martigny, et Pantaléon Tornieux. Le 26 juin, les deux messagers supplient le nonce d'empêcher une élection qui violerait les droits du chapitre et pourvoirait de la coadjutorerie un sujet qui ne pourrait pas résider à l'hospice même quelques jours. Deux jours après, le nonce leur donne réponse : il interdit au prévôt de choisir un coadjuteur sans le consentement du chapitre. Heureux de ce succès, les deux chanoines rentrent au Saint-Bernard, puis descendent à Aoste où ils remettent au prévôt la décision du nonce. Ils arrivaient trop tard.

Le prévôt avait déjà obtenu, le 3 juillet, le placet du duc en faveur de la coadjutorerie de Norat <sup>55</sup>. Irrité de la démarche faite auprès du nonce de Lucerne, il écrit le 13 juillet au duc que des religieux, surtout Antoine Marcoz et Pantaléon Tornieux, intriguent auprès du nonce pour empêcher l'effet « de la coadjutorerie qu'il a plu à S. A. d'agréer ». Les tractations au sujet du coadjuteur sont donc très avancées. Le chapitre tenu à l'écart veut obtenir du moins qu'on ne sollicite pas à Rome les bulles de

<sup>52</sup> AGBS, *Chapitres*.

<sup>53</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>53bis</sup> Jérôme Darbellay cité par P. Gard, *Catalogue*.

<sup>54</sup> AST.

<sup>55</sup> AST.



coadjutorerie avant qu'il ait donné son approbation au choix déjà fait. Il délègue Pantaléon Tornieux et Mathieu Figerod à Turin pour demander cette minime satisfaction. Le duc paraît les écouter avec intérêt ; puis, en réaffirmant ses droits à l'élection du prévôt, il leur signifie qu'il aurait pour agréable que le chapitre élise Norat comme coadjuteur. Le 30 juillet, il leur remet une lettre rédigée dans ce sens à l'adresse du chapitre.

Le même jour en vallée d'Aoste, le chapitre, évidemment influencé par les hommes du duc, renonce au recours adressé au nonce de Lucerne et reconnaît que le duc n'a fait qu'user de son droit en nommant un coadjuteur. Après le retour de ses messagers, le 13 août, il se réunit encore à Saint-Oyen, prend connaissance du bon plaisir du duc, puis, servilement, loue cette bonté qui « les oblige à seconder les volontés du souverain par l'approbation et élection de nouveau faite du choix du coadjuteur en la personne du dict Norat tous à ce concluants et nuls discrepans »<sup>56</sup>. Le chapitre si unanime à louer le duc ne se doutait pas qu'il était dupé : il avait sollicité la faveur d'approuver le choix du souverain avant qu'on demandât les bulles de coadjutorerie. Or ces bulles avaient été expédiées de Rome le 10 juillet, soit un mois avant ce chapitre, bien qu'elles ne reçurent leur exécution que le 4 mars 1671. Norat était vicaire général et recteur de Marchévaudan au temps de son élection.

Le prévôt Buthod fit don à l'hospice, en 1664, de deux bourdons neufs revêtus de lames de cuivre doré et d'argent et, en 1665, d'une chape à fleurages en toile d'or. Le 4 avril 1669, il fit un legs à la cathédrale pour qu'on y célèbre chaque année son anniversaire et celui du prévôt Tillier avec grande cloche, diacre et sous-diacre et catafalque devant la chapelle des Saints-Bernard et Christophe. Ce service se faisait encore en 1898<sup>57</sup>. L'administration de ce prévôt fut heureuse dans son ensemble, malgré les plaintes des claustraux.

Le prévôt Buthod meurt le 26 avril 1671. Il est enseveli le même jour dans le tombeau de ses prédécesseurs devant la chapelle de Saint-Jean l'Evangéliste. Il y eut profusion de cierges. Sur la bière, on mit la cape, le rochet, le bonnet et l'habit de Saint-Bernard, comme cela s'était fait pour les prévôts Viot et Perrinod. Les chapitres de Saint-Ours, de la cathédrale et des Mineurs Conventuels ainsi que les pénitents de la Miséricorde prirent part aux funérailles. A l'office de septième, qui eut lieu le 17 juin, le R. P. Mathieu Bernard, capucin, fit l'oraison funèbre.

<sup>56</sup> En 1670, le duc de Savoie interdit de délivrer aucune copie des actes de chapitre. Cf. J. Darbellay, *Compilatio ex pot-pourri*.

<sup>57</sup> Il se fait toujours, mais réduit à une messe annuelle dont les deux prévôts ne sont pas les seuls bénéficiaires, la rente de la fondation n'étant actuellement que de lres 3,85. La chapelle des Saints-Bernard et Christophe, appelée maintenant du Saint Cœur de Marie, est située au sommet du déambulatoire.

*Antoine Norat, 1671-1693, le constructeur*

Le lendemain de la mort du prévôt Buthod déjà, le duc Charles-Emmanuel fait savoir aux chanoines du Saint-Bernard qu'ils ont à mettre Antoine Norat, nommé par lui coadjuteur, en possession de la prévôté<sup>58</sup>. Ce qui se fait le 7 mai suivant après que Norat eut juré que la libre élection du prévôt appartient au chapitre<sup>59</sup>. Nommé aumônier de la cour, il passe chaque année trois mois à Turin<sup>60</sup>.

Profès de l'ordre dès 1656, Norat est bien de la maison. Il déploie une activité bienfaisante : il construit l'église (l'actuelle) et améliore les bâtiments de l'hospice, veille à une meilleure instruction des religieux et crée à cet effet des cours de philosophie et de théologie à Saint-Jacquême d'Aoste. Son administration est bien menée et lui vaut d'être le premier prévôt, depuis cent ans, à ne pas encourir de censure.

Avec l'agrément de S. A. S., le 12 octobre 1672, il constitue coadjuteur, sans difficultés apparentes, Jean Duclos, chanoine du Saint-Bernard<sup>61</sup>. Celui-ci est remplacé dans la suite par Jean-Pierre Persod avec le consentement du chapitre de 1679, qui réserve l'agrément de S. A. S.<sup>62</sup> Le 19 juillet 1679, Norat établit le chanoine de Regard, son procureur pour obtenir du Saint-Siège les bulles de la coadjutorerie<sup>63</sup> qui sont expédiées de Rome en octobre suivant. Le Valais ni le nonce ne semblent intervenir cette fois.

Après une longue maladie, Norat meurt le 24 septembre 1693. Nous aurons encore à parler de ses remarquables réalisations.

Jérôme Darbellay, chanoine du Saint-Bernard, fait de lui cet éloge : « Norat était non seulement un homme de cour, mais aussi un parfait homme de cloître ; doué de la meilleure âme du monde, bien fait de corps et d'esprit, noble dans ses sentiments, élevé et juste dans ses projets, actif et vigilant, aimant le bon ordre, il n'eut à soutenir d'autres assauts que ceux que lui livra de bonne heure une impitoyable goutte. Il semble qu'il

<sup>58</sup> AST.

<sup>59</sup> Antoine Norat était né à Allein en 1633. Entré dans la maison du Saint-Bernard, il y fit profession en 1656 probablement. Il fit des études qui lui valurent le titre de docteur en droit. Il était protonotaire apostolique. Nommé aumônier et conseiller du duc de Savoie, il fut autorisé le 2 mars 1676 par le chancelier Busquet à prêter le serment dû en cette qualité entre les mains du vice-bailli d'Aoste, vu qu'il ne pouvait, en raison de ses infirmités, se rendre à Turin.

Les armes de ce prévôt sont assez compliquées : coupé, au 1<sup>er</sup> d'azur au croissant versé d'argent, au 2<sup>e</sup>, une mer ondoyante de sinople sur laquelle flotte une coquille d'or contenant une perle d'argent, sur le tout des goutelettes allant en pointe du croissant à la perle. Ces armes s'inspirent de la formation des perles sous l'influence de la rosée céleste, telle qu'elle est décrite par saint François de Sales dans son traité de l'Amour de Dieu, livre IV, chapitre IV. (F. Dubois, *Armoiries des prévôts*.)

<sup>60</sup> P. Gard, *Catalogue*. La vaisselle dont il usait durant ce séjour fut mise sous clef lors de son décès et vendue à bas prix en 1753.

<sup>61</sup> AST.

<sup>62</sup> AST.

<sup>63</sup> AST.

ait été réservé à ce supérieur pacifique, comme à un autre Salomon, de bâtir la magnifique église du monastère cent trente-six ans après l'incendie et de rétablir cet hôpital sans épargne (parcimonie), ni peines, ni dépenses. » Cet éloge a d'autant plus de valeur que Jérôme Darbellay n'est pas tendre d'ordinaire à l'égard des prévôts valdotains. C'est dire que Norat fut vraiment un excellent prévôt.

*Jean-Pierre Persod, 1693-1724*

Jean-Pierre Persod succède sans difficulté à son prédécesseur. Après avoir juré de ne pas préjudicier au droit du chapitre d'élire le prévôt et son coadjuteur, il prend possession de la prévôté le 18 octobre 1693<sup>64</sup>. M<sup>me</sup> Jeanne-Baptiste de Savoie et le duc Victor-Amédée le nomment leur aumônier par patentes du 16 avril 1694 et du 18 mars 1695. Comme ses prédécesseurs, il assume l'office de cellérier. Comme insigne de sa dignité, il porte la croix pectorale d'or et le bâton pastoral.

Ce prévôt fait une grave maladie en 1699 et juge prudent de se choisir un coadjuteur en la personne de Louis Boniface. Le 9 août, il demande à S. A. S. de ratifier ce choix. Le chapitre étant réuni au prieuré de Saint-Jacquême le 19 août, le prévôt s'y fait porter et propose qu'on lui donne comme coadjuteur Louis Boniface dont il apprécie « ... la science, expérience, louables qualités et probité de mœurs... le zèle véritable qu'il a pour le bien commun de la maison et son exacte observance de la règle et des constitutions de l'ordre ». Le chapitre consent à procéder à cette nomination, mais par voix secrètes, à la forme du concile de Trente<sup>65</sup>. Louis Boniface est élu. Le 16 octobre, le prévôt Persod charge l'abbé Jacques de Regard, prieur du Saint-Sépulcre d'Annecy, d'obtenir du pape la ratification de l'élection<sup>66</sup>.

La cour de Turin, toujours attentive à conserver sa mainmise sur la prévôté, obtient du pape, en date du 26 septembre, les bulles de coadju-

<sup>64</sup> Né à Saint-Nicolas de Sixvoies (vallée d'Aoste) en 1645, il entra au Saint-Bernard en 1760. Cette même année, le chapitre l'envoya aux études de philosophie en lui assignant dix pistoles par année. Le 9 mars 1672, il fut accepté au nombre des religieux « en payant... ce qui sera convenu avec le T. R. prévôt l'hors ou advent son entrée en religion ». Le chapitre de 1673 l'autorisa à continuer ses études à Annecy durant une année encore. Persod y acquit le doctorat en droit et en théologie.

A son retour, il remplit l'office de prieur claustral de 1675 à 1678. En 1677, le chapitre lui adjuge, pour trois ans, les quêtes de Fribourg. Il est bénéficiaire de la cathédrale d'Aoste de 1680 à 1693, professeur de théologie, coadjuteur dès 1679, puis prévôt en 1693, en même temps que prieur de Saint-Jacquême de Châtel-Argent qu'il fait administrer par un de ses neveux.

Comme coadjuteur, il emploie un sceau dont une moitié rappelle les armes du prévôt Norat et l'autre, les armes de sa famille (trois étoiles sur des monts) et celles de l'ordre. Comme prévôt, il eut : d'azur à un cerf d'or grimpant sur une montagne de sinople à dextre et surmonté de cinq étoiles du second.

<sup>65</sup> Session 25, chap. 6.

<sup>66</sup> AGSB, *Chapitres*.

teur en faveur de Boniface et, dans ses instructions pour l'exécution des bulles adressées au vice-bailli d'Aoste, elle précise que la charge de coadjuteur a été accordée à Boniface « par S. Sainteté à notre nomination, comme d'un bénéfice dépendant de notre juspatronat »<sup>67</sup>.

Les bulles furent adressées à l'évêque de Sion. Louis Boniface, qui enseignait alors la théologie à Saint-Jacquême, se fait remplacer par son confrère Prayet et se rend à Sion avec le prévôt et Figerod, leur secrétaire. L'évêque Adrien de Riedmatten les accueille avec bonté et met à exécution les bulles de la coadjutorerie le 26 avril 1700. Boniface prête serment selon les formules envoyées de Rome avec les bulles. L'évêque de Sion délègue le prévôt pour la mise en possession de l'hospice du Saint-Bernard. Le lendemain, le prévôt et le coadjuteur viennent à Sembrancher et le 1<sup>er</sup> mai, ils montent de Bourg-Saint-Pierre à l'hospice. Le comte d'Allery, député de S. A. S., avec plusieurs religieux résidant du côté d'Aoste, se rend à l'hospice pour la prise de possession qui a lieu le 2 mai.

Les religieux se réunissent en chapitre. Le comte d'Allery leur exhibe les bulles munies de la fulmination de l'évêque de Sion. Elles sont reçues avec des actions de grâces et des prières pour son A. S. Puis le prévôt procède à l'installation : « Nous mettons Louis Boniface en la réelle possession de la... coadjutorie par l'ouverture et serrement qu'il a fait de la grande porte de la ditte abbaye et celle de l'église... embrassement du grand autel... attouchement du saint calice, du missel et des chandelliers... maniement du bordon, son de la grand cloche et encore par la possession de la forme (stalle) plus apparante du cousté droict du chœur et par le baiser de paix qu'il a reçu des dits rev. chanoines. » La cérémonie prend fin par la bénédiction du saint sacrement<sup>68</sup>.

En reconnaissance, le coadjuteur fait peindre, en 1701, par un certain Biondy, le prévôt Persod avec cette inscription : « Rme Jean Pierre Persod excellent défenseur des droits de la prévôté, restaurateur des études... » etc.<sup>69</sup>

Après tout cela, on est fort surpris de voir Boniface renoncer à la coadjutorerie le 19 juillet 1702 déjà, puis encore le 19 août 1708 par déclaration faite au chapitre qui, au reste, n'accepte pas cette démission. Quel est le motif de ces démissions ? C'est un scrupule de conscience. Boniface ayant promis dans sa profession d'observer les constitutions de 1438 du cardinal Jean, veut être au clair sur les obligations contractées. Or il apprend par ces constitutions, entre autres, que l'élection du prévôt appar-

<sup>67</sup> AGSB, *Séparation*, I.

<sup>68</sup> AGSB, *Chapitres*. Ce rite, moins la bénédiction du saint sacrement, est fort semblable à celui qui fut suivi en 1459 par J. de Solace.

<sup>69</sup> AGSB, *Mémoires sur les officiers de l'hospice*. Ce tableau se trouvait à Saint-Jacquême d'Aoste ; une copie se trouve à Saint-Jacquême de Châtel-Argent.

tient aux religieux. Il le prend au sérieux, voire au tragique, et ne croit pas pouvoir conserver un office qui lui donne droit de succession contrairement aux constitutions. Lorsque l'envoyé du nonce de Lucerne vient à l'hospice pour la visite canonique que provoquait la querelle des constitutions en 1710, Boniface renonce de nouveau entre ses mains à la coadjutorerie. Le prévôt vient à le savoir (plusieurs années après, semble-t-il). Il blâme, en chapitre, Boniface de cette démarche vu que le droit de nomination appartient à S. A. R. Boniface en écrit au nonce et celui-ci à Rome qui, en 1723, suspend le prévôt de son administration. Persod n'en continue pas moins à gérer la prévôté dans les Etats sardes jusqu'à sa mort<sup>70</sup>.

Le prévôt Persod déploie une activité féconde : il amplifie l'enseignement de la philosophie et de la théologie inauguré par Norat dans le prieuré de Saint-Jacquême ; il achète, en 1696, les trois quarts de la seigneurie de Courmayeur pour laquelle il prête serment de fidélité à S. A. S. le 28 mars 1697<sup>71</sup> ; lors de l'invasion du duché d'Aoste par les Français en 1704 et en 1706, il fait partie de la délégation envoyée au-devant de l'envahisseur pour éviter le pillage de la vallée ; il fait construire de fond en comble le prieuré et l'église de Châtel-Argent, bénite en 1700, etc. Par contre, il se soucie peu de l'hospice du Saint-Bernard.

Persod meurt à Saint-Jacquême le 1<sup>er</sup> mars 1724 vers deux heures après minuit ; il y est enseveli le 3 mars. Les chanoines de la cathédrale avaient tout préparé pour sa sépulture à la cathédrale. Boniface survient à temps pour s'y opposer à leur grande irritation<sup>72</sup>.

L'attitude du prévôt Persod au sujet des constitutions lui valut cette sévère parole du nonce de Lucerne : « Je souhaite que le feu prévôt ait trouvé miséricorde devant Dieu, mais je ne sais comment il pourra répondre de s'être opposé si longtemps au bon ordre qu'on voulait établir dans votre maison »<sup>73</sup>. Il est certain qu'il fut dominé par ses neveux qui lui firent beaucoup de tort.

Mais si l'on fait abstraction de l'affaire des constitutions et qu'on prête l'oreille à l'appréciation valdotaine, le son de cloche est bien différent : « Il fut vraiment un intrépide défenseur des droits de la prévôté et le principal restaurateur de la discipline régulière (?), des études et de la prospérité temporelle. »

Il faut reconnaître que le bel essor donné à la maison par Norat continue sous Persod grâce à une habile administration. Un indice de cette prospérité est que la situation de la maison à l'égard du clergé séculier est retournée : tandis qu'auparavant, les séculiers envahissaient les meilleurs offices et bénéfices de la maison, on constate, au temps du prévôt Persod,

<sup>70</sup> AST.

<sup>71</sup> AST.

<sup>72</sup> P. Gard, *Catalogue*.

<sup>73</sup> P. Gard, *Catalogue*.

que nombre de clercs séculiers demandent à entrer dans la maison du Saint-Bernard comme religieux, au point que le chapitre de 1711 compte quarante capitulants, ce qui ne s'était pas vu depuis fort longtemps.

*Louis Boniface, 1724-1728, l'austère.*

Le prévôt Persod étant mort, Louis Boniface lui succéda de droit. Le 21 avril 1724, il prit possession de la prévôté<sup>74</sup>.

Boniface a laissé un Itinéraire où il décrit jour par jour son activité, qui est prodigieuse. Nous ne relèverons ici que les données biographiques.

Boniface accompagne le prévôt Persod au sacre de Mgr Supersaxo, évêque de Sion en automne 1702 et, en septembre 1703, à Valpelline pour la visite des mines d'airain mises en exploitation par l'avocat Jean-François Ferrod.

Durant les guerres de la succession d'Espagne que Louis XIV soutient de 1701 à 1713, les armées françaises pénètrent en Savoie et franchissent les Alpes pour s'emparer du Milanais qui dépendait de la couronne d'Espagne. La vallée d'Aoste subit de fréquents passages de troupes piémontaises, espagnoles et françaises. Le 5 décembre 1703, Louis Boniface est à La Thuile où il aide les syndics au passage du régiment d'Ivrée commandé par le baron de Chevron. Il loge ce baron et ses officiers dans la maison de

<sup>74</sup> Louis Boniface naquit de Barthélémy et de Catherine à Saint-Denis (baronnie de Cly, vallée d'Aoste) le 16 mars 1664. Nous lui connaissons deux sœurs : Marie, morte le 20 novembre 1704, et Anne-Marie ; et deux frères : Antoine et Pantaléon. Celui-ci, grenadier dans le régiment de Savoie dit Lafferté, mourut, en Sicile, dans la ville de Metazzo, en octobre 1717.

Louis Boniface reçut la tonsure en 1692. Il fit à Grenoble des études brillantes qu'il couronna par des thèses de doctorat en théologie, dédiées au prévôt Norat, son mécène. Par acte fait en 1693, avec ses frères Antoine et Pantaléon, il se constitua, pour avoir accès aux ordres, un patrimoine situé dans la paroisse de Saint-Denis, à Dessus-Maisonce, au lieu-dit Le Suac. Sous-diacre, il accompagna dans une visite pastorale Mgr Lambert, évêque d'Aoste, qui l'envoyait faire la visite des chapelles dans les hameaux des paroisses qu'il visitait. Ordonné diacre, il continue à faire partie de la famille épiscopale, tout en assumant la surveillance et la direction des étudiants en théologie à Saint-Jacquême et l'enseignement de la philosophie.

Prêtre en 1694, il devint secrétaire et aumônier de l'évêque d'Aoste. Un trait nous montre la rigidité de son caractère. Des soldats logés près de l'évêché avaient maraudé dans les jardins de l'évêque. Boniface recourut au gouverneur et mit au courant son évêque qui, dans une lettre datée du 11 juillet 1693, blâme avec bonhomie la raideur de son secrétaire : « Il n'était pas nécessaire... d'aller au gouverneur pour les larcins des soldats dont on ne tient pas compte... Il faut faire plus de semblant de garder le jardin que de le garder en effet. Dieu nous pourvoira d'ailleurs : les pauvres sont plus à plaindre que nous... Ce que les soldats ne prendraient pas, je le donnerai volontiers... » (J.-A. Duc VII, p. 450).

Boniface figure comme témoin à la profession religieuse d'Ambroise Dayné, chanoine du Saint-Bernard, en 1694. Ses relations avec la maison le décidèrent à y entrer. Le chapitre du 13 juillet 1695 l'admit. Boniface enseigna la philosophie et la théologie avec le plus grand succès. En 1699, il fut nommé coadjuteur et dut laisser l'enseignement. J. Darbellay en fait ce portrait : « *Stilo ferreus, rigidissimus more, loquela comptus, sacratum animal nunquam risibile, sine ornatu vestitus, agrestis incessu, in cogitando et agendo nonnihil singularis.* » *Compilatio ex pot-pourri.*



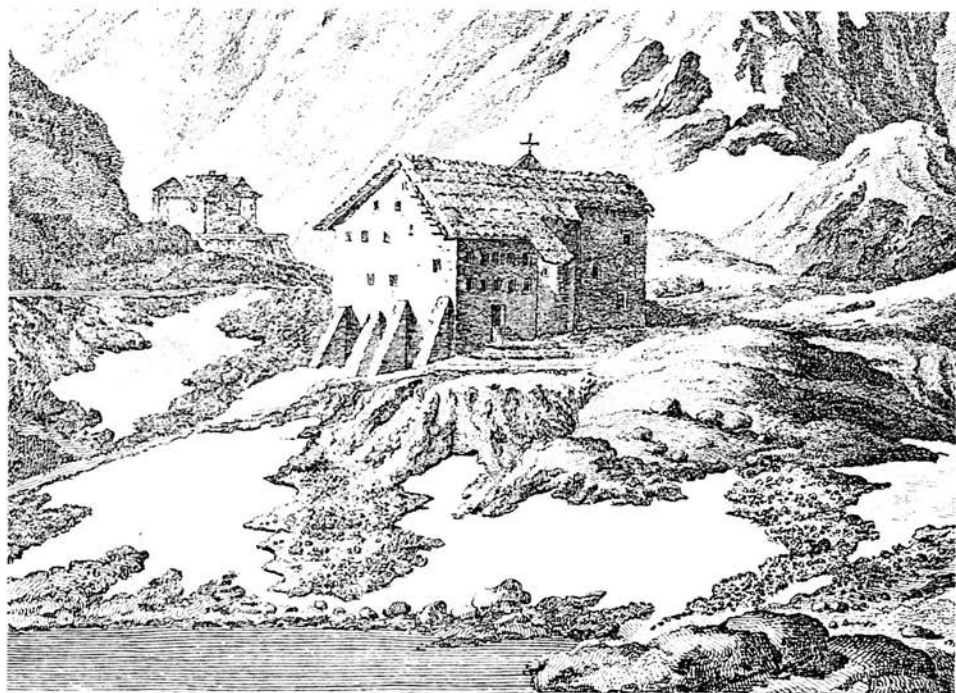
La Thuile tandis qu'une partie des soldats prend place dans la grande cave. Il les accompagne le lendemain jusqu'au Petit-Saint-Bernard et fait servir une collation aux officiers et un verre de vin aux soldats malades. Puis le régiment continue sa route vers la Tarentaise, la montagne se trouvant bonne bien qu'on soit en décembre. Le coadjuteur rentre à Aoste, non sans avoir écrit au chanoine Dayné, prieur de Séez, de mettre la cure à la disposition du baron de Chevron, quoique les maisons de la prévôté soient exemptes du logement des gens de guerre.

En 1704, le passage des troupes se fait en sens inverse devant l'avance des armées françaises. Pour éviter le pillage des maisons de l'ordre, Louis Boniface se rend, le 28 avril, à Châtel-Argent où il loge quelques officiers qui maintiennent une parfaite discipline parmi leurs soldats. Il les accompagne jusqu'à la cité. Puis apprenant que les Français avaient forcé les retranchements de La Thuile, le 27 septembre 1704, il va au prieuré de Châtel-Argent et y reçoit une députation du clergé et de la noblesse d'Aoste envoyée au-devant du duc de La Feuillade pour prévenir le pillage. La députation continue son chemin et rencontre le duc de La Feuillade au pont de l'Equiliva. Le duc promet d'interdire le pillage pourvu qu'on lui laisse libre passage, ce qui est accordé. Le coadjuteur rentre en hâte à la cité et prépare, à Saint-Jacquême, logement et vivres pour des officiers français. Le 6, il retourne à Châtel-Argent pour empêcher les vols et pillages des soldats. Le 16 octobre, il obtient du comte Carcade, gouverneur de la vallée d'Aoste pour le roi de France, une sauvegarde pour les biens et denrées de la maison qui sont à La Thuile. Muni de ce document, il gagne La Thuile, s'abouche avec le capitaine Ravanel, commandant du lieu, et s'en va avec lui, au-delà des vieux retranchements, reconnaître du foin appartenant à la prévôté. Ce qui lui donne occasion de voir cinq cents paysans venus de la Valdigne et de la Tarentaise occupés à la démolition des vieux et nouveaux retranchements qui, faits à grands frais, se sont révélés si peu utiles. Son cœur de patriote valdotain lui dicte cette réflexion : « Il faut des troupes réglées, peu, mais bonnes et des officiers de teste et d'expérience... pour deffendre le val d'Aôte par les hauteurs ».

De là il monte au Petit-Saint-Bernard qu'il trouve dans un état lamentable de saleté et de délabrement, puis descend à Séez.

La vallée d'Aoste reste occupée par les Français jusqu'en 1706. En dépit de la défaite des troupes françaises à Turin le 8 septembre 1706, de nouvelles troupes pénètrent par le Petit-Saint-Bernard en vallée d'Aoste. Louis Boniface se rend à Châtel-Argent le 30 septembre ; il y rencontre l'avocat Ferrod, intendant des Etats d'Aoste. Ensemble ils poussent jusqu'à Villeneuve pour demander la protection du général français Henri Hurant, marquis de Vibraye, qui les reçoit avec assez d'humanité. Les députés du pays, parmi lesquels se trouve le prévôt Persod, viennent ensuite pour implorer sa clémence. Le 2 octobre, Boniface se rend auprès





Pl. XI - L'hospice en 1777



Pl. XII - L'hospice vers 1830

du général, qui est encore à Villeneuve, afin d'obtenir une sauvegarde pour les maisons et biens du Saint-Bernard. Il le trouve prêt à partir pour Aoste. Il y descend avec lui et en obtient un grenadier pour sa garde et des lettres de sauvegarde.

Pendant les troupes sardes arrivent elles aussi dans la vallée ; les Français décampent et repassent tous le Petit-Saint-Bernard le 8 octobre. Le baron de Saint-Rhémy, un des chefs des troupes sardes, loge par deux fois au prieuré Saint-Jacquême.

Il y a encore une incursion des troupes françaises en septembre 1708 ; elle ne pénètre pas très avant dans la vallée et dure peu. Mais Boniface s'était déjà porté au prieuré de Châtel-Argent pour pourvoir à toute éventualité. Nous ne pouvons qu'admirer les fatigues et les dangers qu'il s'impose durant ces années de guerre pour sauvegarder les biens de la maison. En dépit de tant d'efforts, la maison du Petit-Saint-Bernard fut détruite et la cure de La Thuile brûlée.

En août 1710, a lieu la visite de la prévôté par l'auditeur du nonce de Lucerne. Boniface accusé par le prévôt d'avoir provoqué cette visite s'en défend et l'auditeur du nonce déclare qu'il n'y a nulle part. Mais le prévôt persiste dans ses préventions et se montre très froid à son égard. La visite terminée, Boniface accompagne l'auditeur jusqu'à Sion et Saint-Maurice.

Le prévôt, ses neveux et plusieurs religieux étaient violemment irrités contre Boniface si bien que le chapitre tenu en août 1711 est une explosion contre lui et les tenants de la réforme. Boniface y reçoit du prévôt l'interdiction de se mêler des affaires de la maison sans son ordre. Il est accusé auprès de la cour de Turin de manœuvrer contre les intérêts de S. A. R. Le marquis de Saint-Thomas, secrétaire d'Etat, de passage à Aoste, le fait appeler le 18 septembre et lui dit qu'étant nommé coadjuteur par S. A. S., il ne doit rien entreprendre qui lui soit défavorable. L'évêque d'Aoste à son tour le convoque le 23 septembre se disant chargé par S. A. S. de rétablir l'union entre le prévôt et son coadjuteur. A tous Boniface affirme qu'il n'est pour rien dans l'affaire de la visite, mais il reste suspect.

L'auditeur du nonce revient jusqu'à Orsières en octobre 1711 apportant quelques articles concernant l'observance. Boniface le rejoint dans cette cure et y demeure quelques jours avec lui, puis l'accompagne jusqu'au Trient.

Louis Boniface est continuellement en voyage pour les affaires de la maison. Pour ce motif, il fait, en 1715, un voyage autour du Mont-Blanc. Le 1<sup>er</sup> mai, ayant dit la messe à La Thuile à quatre heures du matin, il monte au Petit-Saint-Bernard à dos de mulet, constate que l'hospice commence à être réparé et descend sur Séez. Il se rend à Chambéry et y demeure quelque temps.

Le 3 juillet, il quitte cette ville et vient coucher à Rumilly dans une maison louée par le chanoine J.-B. Ferrand, qui dessert le prieuré de l'Aumône de Rumilly. Le 5, il arrive dans la maison de Rive-sous-Thonon. Dans

cette ville, il a audience auprès du roi le 7. Le 8, il reçoit dans la maison de Rive la députation des magnifiques seigneurs du Valais auprès de S. A. R. qui ont audience le 11 et le 14. Boniface fait tout son possible pour les aider. Le 28, il fait visite à l'évêque de Genève qui loge alors à Thonon. Le lendemain, il se met en route pour Concise où il remercie les députés de la seigneurie pour les charités que la maison de Mont-Joux y reçoit chaque année. En septembre, il est de retour à Aoste.

Boniface refait souvent ce long circuit, traitant d'affaires, de procès, faisant les visites qui s'imposent, veillant au bon ordre des maisons du Saint-Bernard où il loge. On voit que le prévôt Persod, malgré son irritation contre Boniface, apprécie sa science et son habileté en affaires et ne le laisse pas inactif.

En 1718, un chapitre, tenu à l'hospice sous la présidence de l'auditeur du nonce de Lucerne, met au clair nombre de points d'observance. L'auditeur du nonce part le 7 septembre. Boniface l'accompagne à Martigny, Sion, Saint-Maurice et Roche où il lui remet une certaine somme d'argent à l'adresse du chanoine Ballalu, procureur pour l'observance à Rome. Il ne le quitte qu'à la sortie de Villeneuve. De là, il revient à Aoste par Noville Vouvry, etc.

En octobre, Louis Boniface étant à l'hospice, apprend la mort de Pierre-François Ballalu survenue à Rome le 27 septembre. Il lui décerne cet éloge : *Vivant Machabaei etiam morientes*. Vivent les Machabées même après leur mort !

Le 11 novembre, il était de coutume à l'hospice de procéder à la bénédiction des diverses provisions en vin, beurre, fromage, bois, etc., ainsi que des deux fontaines, en portant processionnellement l'image de saint Bernard dans les différents locaux. Boniface fit lui-même ces bénédictions en y ajoutant celle d'un foyer récemment aménagé dans sa chambre.

L'animosité existant contre lui ne désarmait pas. On va jusqu'à accuser la rectitude de sa doctrine et de sa foi. Il écrit le 3 mars 1719 au nonce de Lucerne pour obtenir justice. Le nonce a pleine confiance en Boniface. Il le délègue, par lettres datées de Lucerne le 18 septembre 1721, pour faire la visite canonique de l'abbaye de Saint-Maurice. Boniface prend pour secrétaire le chanoine A. Chandiou et fait cette visite du 5 au 27 novembre. Le nonce le remercie avec beaucoup d'éloges. En août 1722, Boniface accompagne à Saint-Maurice le nonce Dominique Passionei du 1<sup>er</sup> au 4 août. Puis ils montent ensemble au Saint-Bernard.

Le nonce reste à l'hospice du 6 au 8 août. Le temps est si mauvais qu'il ne peut même pas voir les alentours. Le 8 au matin, Boniface souffre d'une violente goutte au pied gauche. Le nonce va le voir, lui dit qu'il veut partir et l'avoir avec lui pour achever la visite de l'abbaye de Saint-Maurice, même s'il doit se faire porter. Boniface se fait en effet porter. A Proz, ses trois porteurs, à bout de forces, ne peuvent aller plus loin.

Boniface continue son chemin à cheval. Il rejoint le nonce à l'abbaye le 13 et doit s'aliter immédiatement. Le nonce le nomme visiteur de l'abbaye. Cependant Boniface souffre beaucoup. Voyant qu'il ne peut se remettre de la goutte à Saint-Maurice, il supplie le nonce de le laisser partir et rentre à l'hospice.

En novembre 1722, il a une attaque d'apoplexie. Le médecin Lagissaz lui conseille les bains de Loèche. Boniface s'y rend en juillet 1723, mais sa santé reste ébranlée.

Le roi de Sardaigne, influencé par des relations malveillantes, n'en redoute pas moins l'accession de Boniface à la prévôté et envisage de le déplacer. Il le mande à Turin. Le 19 janvier 1724, le prévôt écrit au premier ministre, M. de Mellarede, pour le mettre en garde contre ce que Boniface pourrait lui dire sous prétexte de réforme<sup>75</sup>. Le premier ministre fait connaître à Boniface, le 23 janvier, l'intention du roi de lui donner la prévôté de Saint-Laurent de *Plebe Martyrum* d'Oulx, Boniface l'écrit au prévôt Persod le 7 février en le priant de s'y opposer. Cependant le 22 février, il déclare au roi qu'il est prêt à faire sa volonté, dans laquelle il voit la volonté de Dieu, et donc à accepter la prévôté d'Oulx et à renoncer à celle du Mont-Joux<sup>76</sup>. Mais la mort du prévôt Persod, le 1<sup>er</sup> mars, renverse cette combinaison et Boniface devient prévôt.

Il est trop suspect pour qu'on lui laisse la libre administration de la prévôté. Le comte de Taninges, vice-bailli d'Aoste, met sous scellés les écritures et l'argent du prévôt défunt et en fait l'inventaire, renseignant fréquemment la cour de Turin sur ce qu'il trouve de favorable au droit de nomination du roi et sur les paroles de Boniface tendant à le persuader que le prévôt du Saint-Bernard a été de tout temps librement élu par les religieux.

Boniface est retenu à Aoste. Malgré ses instances, on ne le laisse ni monter à l'hospice pour en prendre possession, ni se rendre auprès de l'évêque de Sion pour en recevoir la bénédiction prévôtale<sup>77</sup>. Benoît XIII, instruit de cette situation, réagit énergiquement contre l'odieuse captivité qu'on impose au prévôt. Par bref du 5 août, il déclare Boniface en possession de tous les droits de prévôt, comme s'il avait pris possession et reçu la bénédiction, que, si l'on fait obstacle à son administration, le nonce de Lucerne y pourvoira et qu'aucun chapitre ne pourra se tenir, si ce n'est un mois après que Boniface aura obtenu libre accès à l'hospice<sup>78</sup>.

<sup>75</sup> AST.

<sup>76</sup> AST. Le 3 mars déjà, le roi de Sardaigne écrit au prévôt Boniface d'éviter les nouveautés et d'observer à son égard la même ligne de conduite que ses prédécesseurs. Il sera content qu'on reçoive le plus possible de religieux sardes. Cf. Regeste des archives de l'Hôpital mauricien.

<sup>77</sup> AST.

<sup>78</sup> AGSB, *Séparation*.

Ce bref produit l'effet d'un soufflet sur le roi de Sardaigne qui se hâte de laisser à Boniface sa liberté d'action. Mais auparavant, le 9 septembre 1724, il reçoit à Chambéry son serment de fidélité. De là, le prévôt se rend à Sion où, le 22 septembre, il reçoit la bénédiction abbatiale avec remise de l'anneau et du bâton pastoral, rite exigé par ses bulles, mais qui n'était pas requis dans les bulles de ses prédécesseurs<sup>78bis</sup>. Dès lors, il porte sur la poitrine la croix d'or attachée à un cordon de soie rouge et non noire comme il était de coutume. De Sion, Boniface monte à l'hospice et y réside autant que possible<sup>79</sup>.

Durant les quatre années qu'il est prévôt, il s'efforce de consolider l'œuvre de la réforme. Les chapitres qu'il tient traitent presque exclusivement de ce sujet. L'opposition anticonstitutionnelle se terre.

La question de la succession se pose d'une nouvelle façon. Les constitutions remises en vigueur garantissent aux religieux l'élection du prévôt. La cour de Turin, craignant de perdre la haute main sur la prévôté, emploie tous les moyens pour abattre Boniface, champion de la stricte observance.

Elle tente de le discréditer auprès du nonce. En mai 1725 déjà, le marquis du Bourg, ministre de la cour, adresse au nonce de Lucerne nombre d'accusations contre le prévôt. Le nonce n'y ajoute aucun crédit et même envoie la lettre du ministre à Boniface<sup>80</sup>. Cette manœuvre ayant avorté, le roi revient à son projet de déplacer Boniface en le nommant à la prévôté d'Oulx. Il établirait ensuite un nouveau prévôt du Saint-Bernard afin de donner une preuve éclatante de ses droits. Mais il se révèle qu'il y aurait des inconvénients à donner à un religieux la prévôté d'Oulx longtemps possédée par un séculier. Le roi tente enfin d'obtenir directement la démission du prévôt. Boniface s'y refuse<sup>81</sup>.

Victor-Amédée se rabat alors sur la manœuvre qui a tant de fois réussi, l'institution d'un coadjuteur. Il choisit pour cet office le chanoine Léonard Jorioz, adversaire acharné des constitutions<sup>82</sup>. Le difficile est d'obtenir le consentement de Boniface. Il le mande à Turin et le soumet à une telle pression qu'il cède<sup>83</sup> et que, le 8 janvier 1728, il sollicite de Rome, comme coadjuteur, Léonard Jorioz qu'il dit versé en théologie, de bonnes mœurs et apte à régir la prévôté<sup>84</sup>. C'est avec autant de stupeur que d'indignation que l'évêque de Sion et le nonce apprennent cette volte-face.

<sup>78bis</sup> Regeste des archives de l'Hôpital mauricien.

<sup>79</sup> AGSB, *Séparation*.

<sup>80</sup> AGSB, *Séparation*.

<sup>81</sup> Il l'avait cependant envisagée, car il a laissé un acte de démission notarié, daté de janvier 1728, mais non signé de sa main.

<sup>82</sup> AST.

<sup>83</sup> P. Gard, *Catalogue*.

<sup>84</sup> AST.

Boniface revient de Turin très déprimé d'avoir cédé au roi par respect humain et d'avoir ainsi compromis l'œuvre de la réforme pour laquelle il avait travaillé et souffert durant trente ans. Il tombe gravement malade. Incapable de célébrer la messe, il se fait souvent apporter la communion.

Les formalités en vue de l'institution du coadjuteur suivent leur cours. Le pape Benoît XIII, le 8 janvier 1728, écrit à l'official d'Aoste, et non à Sion comme c'était de coutume, de prendre tous les renseignements sur le chanoine Jorioz et de l'instituer coadjuteur avec future succession s'il le trouve apte. L'élu pourra recevoir la bénédiction de l'évêque de son choix<sup>85</sup>.

Le 30 janvier, le roi Victor-Amédée, se référant à la demande de Boniface et à son droit de patron, prie le pape d'agréer son candidat. Cette démarche ne semble pas avoir d'autre but que de faire reconnaître par le pape le droit de patronage de la cour de Turin. Elle réussit, grâce aux intrigues complaisantes de deux cardinaux, à obtenir subrepticement<sup>86</sup> la nomination de Jorioz.

Le 3 août 1728, l'official d'Aoste procède à l'institution du nouveau coadjuteur par l'imposition de la barette. Voyant approcher son dernier jour, Boniface avait convoqué le chapitre pour le 4 août. A cette réunion, à la demande du lieutenant de S. A. R. pour le duché d'Aoste, Jean-Nicolas-Pascal de Fournet, le chapitre reçoit Léonard Jorioz comme coadjuteur en rendant grâce à Sa Majesté qui a daigné le leur donner. Le prévôt Boniface meurt le même jour, au début de l'après-midi comme il l'avait prédit. Il était dans sa soixante-quatrième année. Les capitulants s'assemblent de nouveau et acceptent à l'unanimité Jorioz comme prévôt<sup>87</sup>.

Boniface est enseveli au prieuré Saint-Jacquême, comme le prévôt Persod, très religieusement et avec tous les honneurs dus à sa dignité. Cependant aucun chanoine de Saint-Ours ni de la cathédrale ne prend part aux obsèques. Le glas n'est pas sonné dans ces églises bien que le prévôt fût chanoine de la cathédrale<sup>88</sup>. Une telle attitude provenait certainement de l'opposition victorieuse qu'avait faite Boniface aux prétentions des chanoines de la cathédrale d'administrer les sacrements aux religieux de Saint-Jacquême et de les ensevelir.

Louis Boniface fut un religieux intelligent, très instruit et très actif. Malgré ses nombreux voyages et ses indispositions fréquentes, il a trouvé le temps d'écrire de volumineux manuscrits<sup>89</sup>.

<sup>85</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>86</sup> Note de François Michellod dans l'obituaire de l'hospice.

<sup>87</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>88</sup> P. Gard, *Catalogue*, citant l'obituaire.

<sup>89</sup> Les écrits de Boniface conservés à l'hospice sont les suivants :

1. *Tractatus de piis operibus legatis in quo tentatur perquisitio... Missarum, Anniversariorum et quae ex legato notantur celebrari debere in Ecclesia... Maioris Sancti Bernardi.*
2. *Iura praecipua Inclitae praepositurare SS. Nicolai et Bernardi Montis et Columnae Iovis...*



Ces ouvrages sont presque tous consacrés à la réforme de l'observance. Ce sont des recherches historiques et des dissertations juridiques tendant à ce but.

Boniface fouille inlassablement, cite avec exactitude et longuement, interprète avec loyauté. Son jugement manque parfois d'une information assez large et d'objectivité, parce qu'il a étudié le passé non pour le connaître mais pour y trouver des arguments en faveur de l'observance. Il écrit avec une égale aisance en latin et en français.

Religieux, il a pris sa profession au sérieux tellement qu'il a voulu pratiquer et imposer aux autres intégralement, presque d'un coup et d'autorité, les constitutions qui étaient bien oubliées. Cette attitude heurta le prévôt et nombre de religieux. Comme il travaillait à la réforme avec une volonté opiniâtre, presque dure, il se fit des ennemis irréconciliables. Cette raideur l'a desservi dans l'œuvre de la réforme.

Pour clore cette notice, nous citons en partie son éloge inséré dans l'obituaire de l'hospice : « Canoniste très savant et conseiller excellent, il a écrit infatigablement non seulement à des religieux et aux personnes les plus instruites, mais aussi à des évêques et au roi de Sardaigne, inspirant en même temps la crainte et l'amitié. Il fut cher au pape Clément dont il reçut plusieurs lettres d'amitié et de consolation. Il restitua l'observance

3. *Idea quaedam memoriales primo Reverendi Ioannis Petri Jongé CR. secundo Petri Francisci Ballalu... procuratorum in curia Romana ad regularum defensionem.*

4. *Opuscula nonnulla ad salutiferam regularis Disciplinae restitutionem.*

Deux rédactions.

5. *Alia opuscula... ad regularis disciplinae salutiferam restitutionem et ad debitum Hospitalitatis Exercitium.*

6. *Gemitus super defectus et irregularitates Capituli anni 1716.*

7. *Responsum Memoriali Suae Sanctitati porrecto 1717.*

8. *De destinatione quaestiarum et de mensa praepositi.*

9. Diverses actes, statuts, prises de possession de la prévôté. 1563-1693.

10. Gros livre contenant de nombreuses lettres du nonce, du prévôt Persod, du coadjuteur et prévôt Boniface 1710-1739.

11. Grand livre contenant plusieurs opuscules : 1° Les Constitutions, 2° La visite apostolique de 1710, 3° L'observance régulière, 4° Le peculium, 5° Manière de tenir le chapitre. Vers 1718. Deux rédactions.

12. Correspondance entre le coadjuteur Boniface et le nonce apostolique, 1710-1722.

12. Livre contenant des lettres, des décrets disciplinaires, des mémoires touchant l'observance des constitutions, l'élection des prévôts, etc. 1711.

14. *Miscellanea.* Volume touchant de nombreuses questions.

15. *Historica relatio.* Contenu : Fondation de l'hospice, donations et privilèges, différends au sujet des constitutions.

16. *Mémoire sur les officiers de l'hospice du Saint-Bernard, sur les constitutions, le Peculium, les bâtiments, etc.*

17. *Notes historiques sur le Saint-Bernard.*

18. *Itinéraire.* De décembre 1695 à mars 1724. Deux volumes de petit format.

19. *Obitorium.* Catalogue des religieux du Saint-Bernard défunts depuis 1603.

20. *Les lettres de Boniface.* Elles sont très nombreuses et s'adressent à des personnages de tous rangs. Elles ne sont pas toutes réunies. Plusieurs sont des lettres de direction destinées à des religieuses du couvent de la Visitation d'Aoste.

21. *Collegium* (volé dans sa chambre en 1717 ou 1718). Cf. *Itinéraire*, II p. 475.

de nos anciennes constitutions négligée depuis de nombreuses années. Il les observa et en exigea l'observance avec une telle rigueur qu'il disait qu'il se ferait plutôt couper la tête que d'en permettre la transgression. A cause de cela, il eut à souffrir beaucoup d'opprobres, voire des menaces de mort... Il fut exemplaire par sa chasteté, sa sobriété et sa pauvreté, se contentant d'une soutane et de la table commune avec ses confrères. Il faisait volontiers résidence au Mont-Joux, conformément aux constitutions. Infatigable travailleur, il pratiquait inlassablement la mortification de l'esprit et du corps. Envers les envieux, il se montra excellemment bon. »<sup>90</sup>

*Léonard Joriz, 1728-1734, le demi-prévôt.*

Il fut reconnu prévôt au chapitre du 4 août 1728. Le 9, l'official d'Aoste délègue Jean-Michel Persod pour le mettre en possession de la prévôté<sup>91</sup>. Celui-ci s'en acquitte le 12 août à l'hospice en suivant le rituel observé lors de la prise de possession de Boniface en 1700<sup>92</sup>.

Le 4 octobre 1728, Antoine Voutaz, chanoine du Saint-Bernard, adresse, du Bourg-Saint-Pierre, au pape Benoît XIII, une requête dans laquelle il expose comment Léonard Joriz avait été reconnu prévôt par le chapitre tenu à Aoste le 4 août 1728 sous la pression de la Savoie et contrairement aux constitutions. Il supplie le pape de casser cette élection et, au cas où cela se révélerait inopportun, de la confirmer par de nouvelles bulles qui ne feraient aucune mention du patronat de la cour de Turin sur la prévôté ; sans quoi le Valais ne reconnaîtra pas le prévôt. Il suggérerait encore que le prévôt ne soit plus nommé à vie, mais *ad tempus*, ce qui lui ôterait tout motif de se dispenser de la résidence<sup>93</sup>.

Cette requête n'obtient pas son effet. Le Valais refuse de reconnaître Joriz comme prévôt et lui interdit l'administration des biens situés sur son territoire. On comprend cette attitude puisque le Valais s'était montré favorable aux constitutions dans lesquelles il voyait un moyen de contrôler le choix du prévôt, moyen qui lui échappait encore une fois par les manœuvres de la cour de Turin.

Le prévôt garde cependant le contact avec l'hospice. Le 5 janvier 1730, il envoie ses vœux de nouvel an aux claustraux et leur recommande le respect dû au supérieur. Le sceau apposé à cette lettre est divisé en deux

<sup>90</sup> Ce prévôt n'eut pas de sceau propre, y voyant une marque de propriété et de vanité (tandis qu'il est légitime d'y voir une marque d'authenticité) ; il usa donc des armes de la maison.

<sup>91</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>92</sup> Né à Pallex, paroisse d'Etroubles, le 14 mars 1683, de Jacques Joriz, il entre au noviciat du Saint-Bernard en 1703, fait sa profession en 1704 et devient prêtre en 1707. Il fait les quêtes de France en 1710, enseigne la philosophie dès 1712. Il est vicaire d'Etroubles en 1716, sous-prieur claustral et maître des novices en 1717 ; vicaire en 1718, puis prieur de Meillerie dès le 1<sup>er</sup> septembre 1719 avec l'administration de cette seigneurie, jusqu'à sa promotion à la coadjutorerie.

<sup>93</sup> AGSB, *Séparation*, II.

parties dont l'une contient une colonne surmontée d'une étoile et l'autre une colonne seule, symbole de la division de fait qui existait entre Colonne-Joux et Mont-Joux<sup>94</sup>. Il préside le chapitre, tenu à l'hospice du 29 au 31 août 1730, et y exhorte les religieux à ne pas divulguer au-dehors les défauts de leur vénérable congrégation. Il est encore aux chapitres de 1731 et de 1732. A celui-ci, les gouverneurs de Monthey et de Saint-Maurice assistent en observateurs.

Jorioz ne néglige aucun moyen de faire tomber l'observance des constitutions. Mais les choses ne vont pas selon ses désirs. Il trouve en Michellod, prieur claustral, un défenseur résolu des constitutions. Dès lors sa politique est d'attirer en vallée d'Aoste les religieux et d'y drainer les biens de la prévôté. Il va jusqu'à faire payer par l'hospice les approvisionnements qui proviennent de ses bénéfices et fermes.

En 1733, voulant se donner un successeur en la personne de L. Vesendaz, son neveu, il convoque le chapitre pour le 8 août. Les religieux valaisans eurent vent de l'affaire. Etant en minorité et prévoyant l'issue de ce chapitre, ils en obtiennent, du nonce de Lucerne, l'ajournement indéfini. Le prévôt est très mécontent. Il se rend compte qu'il conduit la maison à un désastre. Miné par la maladie et les soucis, il meurt le 18 décembre 1734 à l'âge de cinquante-deux ans et est enseveli au prieuré Saint-Jacquême.

Dans l'obituaire, Michellod écrit de lui : « De très forte constitution, politique et astucieux, ce prévôt... a intrigué de toutes manières pour faire tomber l'observance des constitutions... » De Rivaz émet ce jugement : « Le prévôt Jorioz était un homme de talent, doué d'une belle prestance. Une politesse aimable relevait son savoir et ses mœurs. »

### *Conclusion*

En jetant un coup d'œil d'ensemble sur les prévôts depuis le début de la commende jusqu'à la date à laquelle nous sommes parvenus, nous constatons qu'une évolution s'est produite dans le sens d'une réintégration des prévôts dans l'Ordre du Mont-Joux.

Dans cette évolution, nous pouvons distinguer trois étapes :

1. Il y eut d'abord les prévôts commendataires étrangers à l'état religieux (1438-1586). Benoît de la Forest (1552-1563) fait exception. Fils illégitime de Jean de la Forest, son père aura trouvé expédient de lui faire une situation en le mettant au nombre des chanoines du Mont-Joux.

<sup>94</sup> AGSB.

2. Le concile de Trente exigeant que les supérieurs des monastères soient des réguliers, les prévôts et coadjuteurs étrangers à l'Ordre du Mont-Joux y font profession, contraints par les bulles de confirmation (1586-1671).

3. Dès lors, les prévôts sont tirés du sein de l'ordre.

Il ne restait plus au chapitre qu'à conquérir la liberté de leur élection. Cette conquête, il faudra la payer cher.

Tous les prévôts valdotains sont membres du chapitre de la cathédrale d'Aoste en tant que prébendiers du canoniat dit de Saint-Bernard. Ce canoniat est même qualifié de membre principal de la prévôté en 1651, vaine tentative de découronner l'hospice de sa dignité pour soustraire l'ordre à l'influence du Valais et du nonce de Lucerne. Lors de la prise de possession du canoniat, le prévôt est installé au chœur, du côté de l'archidiacre, et il s'engage à payer l'offrande habituelle, « jocal », de dix écus pour l'usure des ornements. Il est aussi prieur de Saint-Jacquême depuis qu'en 1596, le prévôt de Tillier a réintégré ce prieuré auquel la cure de Pollein est toujours unie. La prise de possession de ces deux bénéfices précède ou suit celle de la prévôté qui se fait à l'hospice.

Viot et ses successeurs, jusqu'au prévôt Persod exclusivement, sont ensevelis dans la cathédrale devant l'autel de Saint-Bernard et de la Décollation de Saint-Jean-Baptiste. Le chapitre de 1673 autorise le prévôt à établir, au même endroit, un tombeau pour les religieux.

## Le chapitre<sup>95</sup>

Le chapitre, assez prospère sous François de Savoie quant au nombre de ses membres et à ses compétences, subit une forte diminution sous les autres commendataires, mais manifeste une reprise sous le dernier, René de Tollen.

Sous les prévôts valdotains (1587-1734), le chapitre tombe jusqu'à quatorze et treize membres pour remonter, lorsque les prévôts furent choisis parmi les religieux, à une cinquantaine de membres. Il conserve peu de compétences, le prévôt assumant l'administration générale de l'ordre et la cellérierie. Par contre, pour cette période, on est abondamment renseigné sur la manière de tenir le chapitre.

*Convocation du chapitre.* — D'ordinaire, c'est le prévôt qui convoque le chapitre. Il rédige le texte de la convocation et le remet à un messager qui le porte de maison en maison. Chaque religieux y appose sa signature

<sup>95</sup> Les sources utilisées dans cet exposé sont les actes capitulaires conservés à l'hospice.

avec son sceau en signe d'exécution de la convocation qui, enfin, fait retour au prévôt. Dans sa convocation de 1725, le prévôt Boniface, après avoir indiqué le jour et l'heure de l'ouverture du chapitre et ses différents objets, recommande aux religieux de prendre avec eux le rochet et le camail afin que tous puissent prendre part au chapitre en habit choral. Exceptionnellement, le chapitre claustral ou l'évêque de Sion, par mandat de Rome, convoque le chapitre. Le chapitre de réforme tenu en 1718 fut convoqué et présidé par l'auditeur du nonce de Lucerne, Tria, en vertu d'une commission de la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers.

*Arrivée des capitulants.* — Le prévôt quitte le prieuré de Saint-Jacquême un ou deux jours avant le chapitre, accompagné de l'un ou l'autre professeur. Il fait un arrêt à Saint-Oyen et souvent y passe la nuit. Le prévôt arrive à l'hospice dans la journée qui précède la tenue du chapitre. S'il arrive assez tôt, il dîne puis descend jusqu'à La Pierre, comme le fit le prévôt Persod en 1712 et d'autres fois encore. Il remonte à l'hospice, avec les religieux qui viennent du Valais et du Chablais. D'autres capitulants arrivent de la vallée d'Aoste et de la Tarentaise. Tout ce monde ne s'est pas vu depuis longtemps. C'est une réunion de famille et l'hospice bourdonne d'une joyeuse animation quand l'esprit partisan n'en attriste pas l'atmosphère.

*Lieu du chapitre.* — Le chapitre devrait se tenir à l'hospice chaque année. Le prévôt le convoque souvent ailleurs. Le prévôt Tillier le réunit régulièrement à Saint-Oyen dès 1592, « dans la chambre neuve » à l'étage de la ferme, ce qui fait ombrage à l'évêque de Sion qui y voit, avec raison, une manœuvre de la Savoie pour maintenir la prévôté dans sa sujétion. En 1596, Tillier est obligé de tenir le chapitre à Saint-Rhémy, devant les portes du bourg et encore avec cette précaution que les religieux arrivant du Valais doivent se tenir à une toise et demie de distance des autres capitulants à cause de la peste qui sévit en Allemagne, Valais, France et Savoie. De 1598 à 1602, des mouvements de troupes et une maladie du prévôt empêchent la tenue du chapitre. Les successeurs de Tillier le réunissent à Saint-Jacquême, Saint-Oyen ou, plus fréquemment, à l'hospice. Le prévôt Norat tient régulièrement le chapitre à l'hospice, au réfectoire, puis dès 1686, dans la salle capitulaire qu'il fait aménager à l'angle sud-ouest de l'hospice. Cette salle est dès lors le lieu ordinaire des réunions capitulaires. En 1732, le chapitre se tient à l'église, parce que cette salle est occupée par des seigneurs venus du Valais pour jouer leur petit rôle dans les coulisses.

*Temps.* — Les chapitres extraordinaires, qui sont rares, se tiennent en n'importe quel temps de l'année. Le chapitre annuel se réunit parfois en juin et juillet, plus souvent en août et septembre. Il n'y a pas de date fixe bien qu'on n'ignore pas la coutume de réunir à la Saint-Augustin, date constitutionnelle qui prévaut depuis Boniface. Il y a une exception pour

1732, le chapitre est anticipé aux 6 et 7 août. Le chapitre commence tôt le matin, à six heures sous le prévôt Persod, à sept heures sous Boniface.

En 1733, les religieux valaisans obtiennent du Saint-Siège la suspension du chapitre. Ce sera pour de longues années.

*Tenue du chapitre.* — Les capitulants réunis au son de la cloche, le chapitre s'ouvre par l'imploration du secours divin, messe du Saint-Esprit avec sermon par le religieux désigné et invocation de la B. V. Marie, des saints Nicolas et Bernard et de toute la cour céleste. Puis on se rend à la salle capitulaire. Là, le prévôt agenouillé commence l'hymne *Veni Creator* dont les capitulants, à genoux aussi, alternent les strophes. Puis ils prennent place sur des bancs, le prévôt à la première place avec, à sa droite, le coadjuteur, à sa gauche, le prieur claustral, etc.

Les divers objets du chapitre sont soumis à la discussion des capitulants. On parle latin, quelquefois la langue vulgaire.

Le chapitre du 28 août 1668 permet aux religieux d'opiner modestement en chapitre. Cette permission rappelle que les religieux, originellement, tenaient chapitre pour y être chapitrés.

Pour les élections, du moins pour celle du prieur claustral, le prévôt propose trois religieux et les capitulants votent. Le secrétaire du chapitre se tient dans la chambrette contiguë. Chaque religieux s'y rend et lui dit le nom de son candidat ; le prévôt, qui jouit de deux voix de par la coutume, fait de même. Le secrétaire note les suffrages sur un papier et vient annoncer le résultat. On garde moins de forme dans les élections des autres officiers.

Les délibérations terminées (elles durent plusieurs jours), le secrétaire lit son compte rendu et les capitulants, la main sur la poitrine, jurent d'observer les décisions prises.

Dès 1710, on sent le souci de suivre de plus près les constitutions dans la tenue des chapitres. Boniface une fois prévôt rédige un plan dans ce but<sup>96</sup>.

Comme le chapitre comprend traditionnellement la correction des religieux délinquants, la discrétion exige le secret de la part des capitulants. La bonne marche des tractations administratives ou autres le demandent aussi. De là vient la mention fréquente dans les chapitres et même dans la formule de profession du secret du chapitre et des peines prévues contre ceux qui le violent, exclusion du chapitre, privation du droit de vote, etc.

<sup>96</sup> Ce plan légèrement modifié a été codifié avec les décrets de 1906 et est encore suivi. Disons seulement qu'il complète les constitutions, par exemple quant aux formules des prières employées, et qu'il est divisé en trois parties traitant de ce qui doit se faire avant, pendant et après le chapitre. Ce plan est intitulé : *Idea tabulae capituli nostri ordinatus celebrandi*. AGSB.



## *Les capitulants*

Sont capitulants ayant voix active les profès qui ont reçu le sous-diaconat. Les autres profès sont admis au chapitre, encore en 1727. Les novices n'y sont plus mentionnés, tandis qu'ils l'étaient au temps du prévôt François de Savoie. Les membres du chapitre empêchés d'y prendre part peuvent déléguer un confrère ou exprimer par lettre leur vote en vue des élections à faire ; ainsi en 1646, cinq religieux retenus à Aoste firent connaître, au chapitre par lettres, leurs suffrages pour l'élection du prévôt. Ceux qui ne viennent pas au chapitre sans motif suffisant sont passibles de diverses peines.

Sous la commende et encore sous les prévôts valdotains, nombre de bénéfices ou d'offices furent remis à des clercs séculiers qui, étant mêlés aux affaires de la maison, s'introduisirent dans le chapitre, ce qui n'était pas sans causer du malaise, surtout quand se faisait l'examen de la conduite des religieux. Des chanoines demandèrent donc, en mars 1649, que nulle personne séculière n'assistât au chapitre ; mais qu'un religieux notât les décisions du chapitre et les remît au secrétaire. Le chapitre fit droit partiellement à cette requête en ordonnant que les séculiers s'absentent quand se fait l'examen des religieux. Avec l'accroissement du nombre des religieux, les séculiers furent peu à peu éliminés du chapitre. Le secrétaire resta cependant un notaire laïc. Les envoyés de la cour de Turin ou du Valais interviennent parfois dans le chapitre, surtout quand il s'agit de l'élection du coadjuteur ou du prévôt.

Le nombre des capitulants varie beaucoup et peut servir d'indice de la vitalité de la prévôté. Sous les prévôts valdotains provenant du clergé séculier, de 1611 à 1671, le nombre des capitulants, qui était de trente-neuf en 1455 et de vingt-six en 1573, décroît jusqu'à treize en 1613. Sous l'impulsion de Norat, le chapitre reprend ; sous son successeur, il atteint le nombre de trente-trois capitulants en 1699, trente-quatre en 1707, quarante-deux en 1711, quarante-trois en 1718, trente-sept en 1725, trente-six en 1732. Ces chiffres ne représentent pas la totalité des capitulants de droit. Les trente-trois capitulants de 1699 excèdent les deux tiers de tous les membres du chapitre, qui approchent donc de cinquante. Ce chiffre est atteint les années suivantes et reste une moyenne jusqu'à la séparation.

## *Organisation*

Le chapitre a son organisation : un président, le prévôt ou son délégué ; quelquefois un président extraordinaire délégué par Rome : l'évêque de Sion, l'auditeur du nonce de Lucerne ; un prédicateur, le chanoine désigné au chapitre précédent ; un secrétaire, d'ordinaire laïc n'intervenant que



pour dresser un instrument authentique des décisions concernant le temporel ; un promoteur, dès 1711 seulement, qui est le porte-parole du chapitre et le défenseur de ses droits. Il intervient pour demander de sévir contre ceux qui ne participent pas au chapitre, d'ajourner l'entrée en vigueur de prescriptions portées par le prévôt, etc. Cet officier apparaît dans les chapitres au temps des prévôts Persod et Boniface ; des procureurs, dont la fonction est d'expédier, dans les intervalles des chapitres, les affaires qui en relèvent. Les chapitres les plus anciens en nommaient plusieurs, le chapitre de 1585 n'en nomme qu'un, A. Tercinod. Cet office assurait la permanence du chapitre. Sous les prévôts valdotains, il n'en est plus question parce que ceux-ci ont concentré entre leurs mains cet office comme celui de cellérier.

*Sceau du chapitre.* — L'ancien sceau du chapitre<sup>97</sup> continue à être utilisé. Ce sceau était en cuivre. On le conservait à l'hospice. Mais en 1613, Jean Tillier, chanoine du Saint-Bernard, l'emporta de l'hospice pour le remettre au prévôt. En 1646, les actes du chapitre sont scellés avec un autre sceau aux armes de la maison. Dès 1647, apparaît un nouveau sceau du chapitre représentant saint Nicolas assis, avec à sa droite trois enfants dans une cuve. La légende est : « Sceau du chapitre de la prévôté des Ss. Nicolas et Bernard. S. Nicolas priez pour nous. » Ce sceau authentique les actes du chapitre de 1647. Il fut aussi enlevé, car le chapitre de 1649 demande que le sceau du chapitre soit remis entre les mains des claustraux. Cette demande a-t-elle été satisfaite ? Toujours est-il que ce dernier sceau authentique des actes capitulaires de 1649, 1650 et 1669. Les chapitres tenus en 1725 et 1726 portent le sceau du prévôt Buthod ; celui de 1727, un nouveau sceau représentant saint Bernard debout entre les hospices du Grand et du Petit-Saint-Bernard.

*Les compétences du chapitre.* — Elles sont plutôt en régression. Le prévôt a tout entre les mains. Sous l'influence du Valais, le chapitre a çà et là des soubresauts d'indépendance, mais sans lendemain. Nous assistons à sa domestication jusqu'à ce que ses éléments, trop longtemps comprimés, fassent explosion dans la séparation.

La rivalité entre le Valais et la Savoie quant à la nomination du prévôt se retrouve dans les chapitres et crée une dualité d'orientation. Des chapitres sont tenus sous la pression du Valais, d'autres sont influencés par la Savoie ; ce qui déconcerte parfois. Un cas typique : le chapitre revendique énergiquement le droit de nommer le prévôt et procède à sa nomination, le 6 juin 1646 ; mais le 9 juin 1647, le chapitre reconnaît à la cour de Savoie tout droit de nomination ; c'est que le premier chapitre se tient à l'hospice, sous le contrôle du gouverneur de Saint-Maurice, Gas-

<sup>97</sup> Cf. p. 7.

pard Stockalper, et d'un détachement de soldats du Valais, tandis que le second chapitre se tient à Aoste sous la pression de la cour de Turin.

Cette dualité s'exerce constamment. Elle atteint à un état aigu dès 1710 quand le nonce de Lucerne et le Valais prennent parti pour le retour aux constitutions, la cour de Turin pour le statu quo. L'avantage est généralement à la cour de Turin, parfois au Valais. Cette dualité ira s'exaspérant, tant qu'à force de tirer à la couverte chaque Etat aura son morceau, mais la prévôté sera déchirée.

## L'hospice

### *Chapitre claustral et communauté*

Le mouvement de réaction contre le dernier commendataire avait donné aux chanoines du Saint-Bernard l'occasion de s'affirmer et de prendre conscience de leurs forces. Le prieur claustral et le chapitre de 1573 désignèrent quatorze religieux pour résider à l'hospice. Ce sont les claustraux qui s'opposèrent aux dissipations du prévôt René de Tollen en adressant au nonce de Turin, en 1583, une longue liste de plaintes.

Cette vitalité du chapitre claustral est de peu de durée. De Tillier réduit tellement la communauté qu'en 1596 il est accusé devant le Sénat de Savoie de n'entretenir à l'hospice que quatre religieux au lieu de douze qu'il y avait autrefois et d'avoir diminué considérablement les approvisionnements. Un des motifs de cet état de choses est que le prévôt cumule l'office de cellérier et qu'il se soucie peu de rendre l'hospice florissant, afin de ne pas donner des atouts au Valais dans la lutte d'influence qui se maintient vivace depuis 1475 entre cette république et la Savoie. Sous ce prévôt et ses successeurs, qui ne sont pas tirés de l'Ordre du Saint-Bernard, soit de 1586 à 1671, la communauté claustrale est négligée. Sous Roland Viot, elle est même dépouillée. Ce prévôt se fait livrer par les claustraux plusieurs titres d'archives, le sceau d'argent des claustraux et deux clefs du tronc qui se trouve près de l'autel de Saint-Bernard<sup>98</sup>. Les choses en viennent au point que les claustraux recourent à l'évêque de Sion, Hildebrand Jost. Celui-ci envoie au chapitre de 1634 une ordonnance à l'adresse du prévôt afin qu'il donne quatre doublons d'or aux claustraux pour leur vestiaire ou salaire, entretienne à l'hospice au moins six prêtres et deux novices, etc. Il ordonne encore que la réserve en or de la maison soit conservée à l'hospice dans un coffre muni de trois serrures différentes dont les clefs seront tenues, l'une par le prévôt, l'autre par le chapitre et la troi-

<sup>98</sup> Une troisième clef reste entre les mains du prieur claustral. AGSB, *Chapitres*.

sième par le prieur claustral<sup>99</sup>. Toutes ces mesures tendent à redonner du lustre au chapitre claustral.

Le prévôt Viot n'en continue pas moins sa politique de dépouiller l'hospice au profit de Saint-Jacquême. Il faut que le nonce de Lucerne s'en mêle pour enrayer le pillage. En somme, la lutte d'influence se concentre sur le chapitre claustral dont le prévôt tâche de briser la vitalité et que l'évêque de Sion et le Valais s'efforcent de renflouer pour s'en faire un instrument dans la direction de la prévôté. Cette situation fait comprendre que les Patriotes du Valais aient signifié en 1722 au chapitre qu'il ne peut refuser les novices originaires du Valais sans faire injure à cette république<sup>99bis</sup>. Elle explique l'origine de graves difficultés entre le prévôt d'une part et l'évêque de Sion, le nonce et les claustraux d'autre part.

Cette tension persiste sous le prévôt Buthod et conduit le chapitre du 2 juin 1669 à formuler les plaintes suivantes contre lui : il refuse aux religieux la possibilité d'étudier, de sorte qu'ils sont difficilement admis aux ordres et aux bénéfices qui sont donnés à des séculiers ; il n'a pas établi d'infirmier à l'hospice depuis quelques années : il fait emprisonner des religieux qui ne sont pas passibles d'une telle peine ; il a emporté de l'hospice des titres d'archives et ne réside pas à l'hospice, le nombre des religieux est souvent insuffisant pour le chœur<sup>100</sup>. Nous sommes au temps où la communauté de l'hospice est la plus malmenée et misérable.

Heureusement Buthod est le dernier des prévôts tirés d'un milieu séculier. Avec Norat la situation s'améliore rapidement. La communauté augmente : au 1<sup>er</sup> janvier 1682, elle compte dix prêtres, un profès, un novice et deux frères lais. Ce prévôt construit l'église et répare l'hospice. Il fait plus : il procure à ses religieux les moyens de s'instruire et, par là, la possibilité de s'affranchir de la prédominance des séculiers dans l'ordre.

Nous sommes largement renseignés sur la vie de la communauté au temps du prévôt Persod grâce à la relation méthodique et détaillée écrite en 1709 par le prieur claustral Pierre-François Ballalu<sup>101</sup>.

Le prévôt ne réside pas à l'hospice, il n'y vient que pour le chapitre. Le coadjuteur fait de même. Le prieur claustral est généralement un jeune religieux. Les novices reçoivent de nombreuses leçons de plain-chant et de rubriques du père-maître qui les forme encore à la méditation, mais ne leur parle pas des constitutions. Une fois profès, les religieux descendent à Saint-Jacquême pour les études, mais reviennent durant l'été dans la communauté qui compte jusqu'à dix religieux prêtres ; en hiver, en raison des quêtes surtout, ce nombre tombe à trois ou quatre. Les religieux malades descendent à Saint-Jacquême pour y être soignés.

<sup>99</sup> AV, 104 SB.

<sup>99bis</sup> J. Darbellay, *Compilatio ex pot-pourri*.

<sup>100</sup> AGSB.

<sup>101</sup> P.-F. Ballalu. Voir p. XIII.

Les repas sont le déjeuner, qui a lieu entre l'office du matin et tierce. Comme il n'y a pas de lait, on prend du bouillon et de la viande. Le dîner suit de peu le chant de la messe et des petites heures. Le souper a lieu à six heures. Le régime est fortement carné. Pendant une partie des repas se fait la lecture. Outre les jeûnes d'Eglise, les claustraux observent ceux des vigiles de Saint-Bernard et de Saint-Augustin : le prévôt Norat y ajoute le jeûne du samedi.

Les récréations consistent en promenades, bavardages auprès du feu, goûters parmi les roches, chasse, tir à la cible, jeu de quilles sur la place, jeu de dames, d'échecs, etc. Presque chaque religieux se fait un petit jardin où poussent quelques légumes.

Tout religieux a son pécule et en dispose pour s'habiller, acheter des meubles, des livres, du linge, payer ses frais de voyage, faire des aménagements à l'hospice, etc. Le vœu de chasteté est bien observé quoiqu'il n'y ait point de clôture. L'obéissance ne se pratique qu'envers le prévôt. Le reste de la conduite est réglé par la coutume. La pénitence la plus lourde imposée par le prévôt est de faire rester longtemps un religieux à l'hospice.

Au temps du prieur Ballalu, la communauté de l'hospice est travaillée par l'idée de l'observance intégrale des constitutions. Le coadjuteur Boniface lutte avec âpreté pour cette observance ; une partie des religieux claustraux partage son idéal, tandis que les autres, encouragés par l'attitude passive du prévôt Persod, ne se soucient guère des vieilles constitutions et font parfois une opposition arrogante au coadjuteur : la situation est pénible, parfois tendue jusqu'au tragique. Comme Boniface fait de fréquentes visites à l'hospice, il réussit à imposer généralement l'observance des constitutions, surtout durant le temps de sa prévôté, de 1724 à 1728. Il sera largement traité de cet objet dans le chapitre consacré à l'observance. Cependant notons encore ici que Boniface remet en vigueur le chapitre quotidien dont traitent les constitutions au titre XXIV et qui a surtout pour but la correction des religieux. Ce chapitre se réunit une fois la semaine dans la sacristie après prime. Y participent les chanoines claustraux depuis le sous-diaconat. Outre la correction des religieux, comme les capitulants sont les mêmes qui composent le chapitre conventuel, on y traite aussi des objets relevant de ce chapitre-ci, acceptations à la vêtue ou à la profession, convocation du chapitre général. Ce chapitre quotidien se réunit au son de la grande cloche<sup>102</sup>.

Sous le prévôt Jorioz, 1728-1734, la vie régulière à l'hospice serait infailliblement tombée sans l'indéfectible attachement aux constitutions du prieur Michellod.

<sup>102</sup> Les actes du chapitre quotidien se trouvent dans le registre des chapitres conventuels entre les années 1728 et 1756 ; mais le chapitre quotidien a été souvent tenu avant 1728 sans que les protocoles nous en soient parvenus, s'ils ont été rédigés.

## Officiers

Aux termes des constitutions, les officiers de l'ordre sont inamovibles. Durant le XVII<sup>e</sup> siècle s'introduit la coutume de les nommer pour deux ans, puis vers la fin du siècle, pour une année. La remise en vigueur des constitutions en 1710 rend aux officiers leur inamovibilité, mais les anticonstitutionnels ne s'en soucient guère. Au chapitre de 1716, par animosité, ils déposent les officiers claustraux. D'où recours à la Congrégation des évêques et réguliers qui, d'abord, sanctionne les dispositions des constitutions et ensuite, le 18 novembre 1718, décide définitivement que les offices seront triennaux. Nous n'insistons pas davantage sur ce sujet qui sera traité plus au long au chapitre de l'observance.

Le *prieur* voit son pouvoir de correction des religieux au for interne et externe reconnu par le chapitre de 1670<sup>103</sup>.

Son élection donne parfois lieu à des incidents. En 1686, deux candidats ont un nombre égal de voix : le prévôt décide en faveur de l'un des deux, Jean-Baptiste Derriard<sup>104</sup>. Lorsque Pierre-François Ballalu succède comme prieur à Jean Verraz en 1708, Boniface note dans son Itinéraire que c'est « pour commencer à faire observer canoniquement le vœu de pauvreté ». Le zèle de Ballalu pour les constitutions lui vaut une opposition violente au chapitre de 1711. Lorsque le prévôt le nomme parmi les trois candidats qu'il a coutume de présenter pour cet office, des religieux se récrient. Le prévôt lui substitue un autre candidat et recommande aux capitulants Antoine Dorsaz, vu qu'il a fait un excellent sermon au chapitre. On procède au vote selon la manière décrite plus haut. Huit suffrages sont acquis à François Michellod, deux à Michel Perron, les autres à Dorsaz, qui est élu, comme il avait été convenu avant le chapitre par les anticonstitutionnels. Il ne fait pas l'année. Le chanoine François Prayet lui succède, puis François Meilleur en 1712 et ensuite François Michellod en 1714. En but à l'animosité du clan anticonstitutionnel, celui-ci est déposé, mais sans effet, en 1716 ; il accepte l'office de sous-prieur en 1717 en réservant ses droits au priorat et démissionne au chapitre de 1718 par amour de la paix. Le président du chapitre loue son humilité et accepte sa démission. Nicolas Vacher est alors élu par trente-quatre suffrages<sup>105</sup>. Il remplit cet office de 1718 à 1725, date où Michellod le reçoit de nouveau pour le conserver jusqu'en 1753, en cumulant le priorat de Bourg-Saint-Pierre, selon la déclaration faite par le nonce en 1728.

Les constitutions<sup>106</sup> confient au prieur le soin de pourvoir aux récréations des religieux. Avant le retour aux constitutions, les claustraux avaient

<sup>103</sup> AGSB, *Chapitres* de 1670.

<sup>104</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>105</sup> *Constitutions*, p. 24.

<sup>106</sup> *Constitutions*, titre III, 13.

une grande latitude dans leurs déplacements et séjours hors de l'hospice. En 1709, le prieur Ballalu note qu'on en était venu au point que le prieur n'était même pas averti quand un religieux quittait l'hospice. Il s'en apercevait quand il voyait arriver une monture sur le col. Bien que ces religieux demandassent leurs permissions au prévôt, cette manière de faire était un abus intolérable et fut supprimée par le retour aux constitutions.

Cependant rien de plus légitime que les claustraux, astreints à une résidence fort rude, jouissent de quelques jours de détente chaque année dans un lieu plus clément que l'hospice. Les claustraux sollicitent cette faveur du prévôt Boniface vers 1725<sup>107</sup>. Le chapitre tenu le 2 octobre 1733 stipule que les récréations (promenades) des claustraux consisteraient en deux périodes de quinze jours, les jours de la descente et de la montée n'étant pas compris dans ces quinze jours<sup>108</sup>.

*Le chantré.* — Depuis de longues années, il n'était plus question de cet office dans les chapitres. En 1703, le prévôt confie les novices au prieur claustral Dorsaz. Le chantré n'était pas élu par le chapitre, mais seulement désigné par le prévôt. De 1715 à 1723, cet office est confié à un religieux de grande vertu, Grat Formaz, un constitutionnel convaincu. Interrogé par le prévôt au chapitre de 1716 au sujet de ses novices, il ne répond rien pour ne pas aller contre les constitutions qui ne prescrivent pas de parler des novices au chapitre annuel. Mais le prévôt insistant à trois reprises, il fait son rapport<sup>109</sup>. Bien que le chantré ait à s'occuper de l'ordre des cérémonies, quand le prévôt célèbre, il choisit lui-même ses ministres que le chantré inscrit sur un tableau dès la veille<sup>110</sup>.

*Sacristain.* — Le chapitre de 1611 règle minutieusement (cependant moins que les constitutions) le nombre de cierges et de torches que le sacristain doit allumer au maître-autel et dans les chapelles aux différentes fêtes. Durant le jour, jusqu'au pardon du soir, il y aura une lampe allumée devant le maître-autel.

Le sacristain n'est pas élu par le chapitre mais désigné par le prévôt. Cependant en 1723, le chapitre conventuel choisit Antoine Emeric pour remplacer le chantré Crettet durant le temps qu'il fera les quêtes de Bourgogne<sup>111</sup>.

*Infirmier.* — Cet office reste souvent sans titulaire. En 1669, les claustraux se plaignent au nonce que le prévôt néglige depuis de longues années de constituer un infirmier qui donne aux malades les secours temporels et spirituels<sup>112</sup>. Boniface fait encore la même remarque. Le chapitre de 1714

<sup>107</sup> AGSB.

<sup>108</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>109</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>110</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>111</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>112</sup> AGSB.



élit le chanoine Bertin à cet office. Au nombre de ses fonctions figure celle de distribuer les chambres aux capitulants<sup>113</sup>.

*Aumônier.* — L'aumônerie a rarement un titulaire. Cet office est exercé d'ordinaire par le clavendier et le « buffetier ». Le clavendier reçoit les hôtes de distinction, les connaissances et les bienfaiteurs, hommes et femmes, à la claverie, à la salle (salon actuel), à la salle capitulaire ou au réfectoire des religieux, la clôture n'existant pas encore. Quand il a des hôtes, le clavendier invite de ses confrères à leur faire compagnie et prépare des lits au premier étage, soit dortoir des religieux. Les meilleurs locaux, les meilleurs vins et aliments leur sont réservés.

Le *buffetier*, sous la dépendance du clavendier, assurait le service des autres voyageurs, soit tous ceux qui sont reçus dans le poêle des passants (poêle actuel). Il est frère lai ou simplement laïc. Il partage la table des religieux. Son salaire consiste en peaux d'agneaux et de cabris offerts à l'hospice, un sou à chaque Quatre-Temps de l'année donné par les voituriers et quelques petits présents. A défaut de frères, des clercs ou même des prêtres remplissent cet office durant quelques jours.

Une autre personne encore est affectée au service des passants, l'*hospitalier* (marronnier des constitutions), qui, durant l'hiver, descend chaque jour sur le versant suisse jusqu'à l'Hospitalet (à quatre kilomètres de l'hospice) à la rencontre des voyageurs<sup>114</sup>.

Avec le retour aux constitutions qui marque le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, réapparaît l'office de l'aumônerie, comme office distinct de la claverie (économat), en la personne de Jean-Paul Pellissier, élu par le chapitre en 1714. En 1718, le chapitre confie au clavendier, Germain Caillod, l'office d'aumônier mais sans préjudice de la distinction des offices. Une ordonnance du chapitre de 1725 interdit d'offrir, aux personnes qui montent ou descendent la montagne, du vin en plus de celui que les marronniers leur apportent conformément aux constitutions. C'était une sage mesure, l'abus du vin, toujours nuisible, pouvant être fatal en haute montagne. Le prévôt Boniface (1724-1728) tient ferme à la distinction des offices de clavendier et aumônier. Mais le chapitre qui siège le jour même de la mort de Boniface, 4 août 1728, revient à l'organisation précédente et remet l'aumônerie au clavendier, qui se fera aider d'un frère lai. C'est une réaction contre Boniface et l'observance ; le chapitre suivant tenu à l'hospice en 1729 élit un aumônier distinct du clavendier. Faute d'un nombre suffisant de religieux, cet état des choses dure peu.

*Vestiaire.* — Si l'on excepte les années qui ont suivi la promulgation des constitutions en 1438, il est d'usage constant que les claustraux reçoivent une sorte de salaire proportionné à leur temps de résidence à l'hospice. Comme il était employé surtout à l'achat de vêtements, on l'appelait le

<sup>113</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>114</sup> P.-F. Ballalu.



vestiaire. Il constituait une des sources du pécule des religieux. Le prévôt Viot l'avait fixé à quatre pistoles. Le chapitre de 1640 sanctionne cette décision. Celui de 1712, dans un esprit de réforme, supprime les autres revenus des claustraux et porte leur vestiaire à dix louis d'or. Deux ans plus tard, on fait un pas de plus dans la ligne des constitutions en nommant un officier, le vestiaire, pour la garde et la distribution des vêtements, et, dès lors, cet office a généralement un titulaire. Les constitutions<sup>115</sup> laissant la liberté de fournir aux religieux le vestiaire en nature ou en argent, la question est posée à la Congrégation des évêques et réguliers pour savoir comment il fallait procéder. Cette congrégation répond, le 29 avril 1718, que le vestiaire devait être donné en nature à tous les religieux, excepté ceux qui sont occupés au ministère des âmes. Elle précise cette réponse le 18 novembre suivant en déterminant que les curés devaient fournir à leurs vicaires le vestiaire en nature et non en argent<sup>116</sup>. Cependant sous le prévôt Jorioz, en 1733, il y a une contre-offensive des claustraux qui adressent au prévôt une requête où ils alignent vingt motifs en faveur d'un vestiaire en argent : les étudiants habitués au pécule à Saint-Jacquême ont de la peine à s'en défaire, le vestiaire en argent portera les religieux à économiser en vue de leur entrée dans un bénéfice, en fait seuls les claustraux de l'hospice sont au régime du vestiaire en nature, etc. Le prévôt, peu soucieux des constitutions, accorde la faveur demandée, ce qui était une formalité préliminaire pour obtenir de Rome le vestiaire en argent<sup>117</sup>. La mort du prévôt et les graves événements qui suivent empêchent toute autre démarche.

*Clavendier.* — Si l'aumônier n'a qu'une existence intermittente sous les prévôts valdotains, le clavendier a d'autant plus d'importance qu'il assume, en partie, l'office de cellérier exercé par le prévôt. Il arrive même de graves dissensions à l'hospice en 1634 par suite de l'insuffisance des provisions faites par un clavendier. Le prévôt Viot doit l'enlever et met à sa place Nicolas Bonin<sup>118</sup>.

Avec le prieur, c'est le seul officier claustral, nommé par le chapitre. Il rend ses comptes au prévôt. Au chapitre de 1711, où la faction du prévôt malmène les constitutionnels, on procède au choix du clavendier. Le prévôt dit qu'il faut nommer un clavendier vu que François Meilleur ne pouvait plus suffire à cet office. Le clavendier dit : « Votre Domination sait que je lui ai rendu les comptes. — Oui, oui, répond le prévôt. » Alors le prieur claustral, Antoine Dorsaz, propose comme clavendier un neveu du prévôt, Jean-Michel Persod ; plusieurs acquiescent, les autres se taisent et le neveu est élu. Après le prieur claustral, c'est l'officier le plus important. A lui incombe le soin de recevoir les passants de qualité. Il a naturel-

<sup>115</sup> *Constitutions*, titre XI.

<sup>116</sup> *Constitutions*, pp. 7, 8 et 34.

<sup>117</sup> *Registre des chapitres conventuels*, à l'hospice.

<sup>118</sup> AGSB.

lement l'administration intérieure de l'hospice et, à défaut de cellérier, jusqu'en 1712, le soin des approvisionnements. C'est lui qui fait la quête en Valais, depuis Sierre au Trient.

### *Activité*

Outre ce qui a été dit de l'activité des claustraux, il reste à parler des offices fondés, dont l'acquittement est à leur charge. Le châtelain d'Entremont se montrait périodiquement rétif à verser les dix florins dus pour la célébration de deux anniversaires fondés par les ducs de Savoie<sup>119</sup>. A la demande du prévôt, cette obligation lui est rappelée par le Valais en 1599 et 1606. En 1667 et 1668, nouvelle négligence du châtelain. Le procureur des claustraux, Tornieux, demande à la Diète en 1676 de le contraindre à payer les quinze florins dus annuellement<sup>120</sup>. Un nouvel office est fondé par le duc Charles-Emmanuel dans les circonstances suivantes. Le prévôt avait acquis la seigneurie d'Allaman (contiguë à celle de Meillerie) qui se trouvait grevée d'un cens de douze muids d'avoine envers le duc. Celui-ci, le 12 mai 1601, renonce à ce cens en faveur de l'hospice qui se charge d'un office anniversaire solennel de trois jours à perpétuité<sup>121</sup>.

Nous avons vu que dame Françoise de Gruyère avait fondé un anniversaire à l'hospice en 1546<sup>122</sup>. Ses fils François, Claude et Jean approuvent cet acte en 1559 au château d'Attalens. Pendant longtemps les honoraires de cette fondation ne sont pas versés. Aux réclamations des claustraux en 1621 les héritiers, en avril 1622, répondent que ce « légat » est prescrit<sup>123</sup> et annulent ainsi cette fondation.

Plusieurs religieux de l'ordre sont au nombre des fondateurs : Jacques de Chésalet en 1606, Pierre Moccand en 1606 et 1620, Philippe Brunet en 1654, Ours Arnod en 1670 et Jean-Antoine Perret qui, en 1670, cède tous ses biens aux claustraux afin qu'ils célèbrent chaque année dix messes « pour la décharge de son âme »<sup>124</sup>. Parmi les laïcs, mentionnons, au nord des Alpes, Joachim Bicholly, de Sales<sup>125</sup>, Jana Saudan, épouse d'Hildebrand Pochon, de Saint-Maurice en 1670, François Roserens, de Bovernier en 1674<sup>126</sup> et Marie-Elisabeth Courten, veuve de Barthélémy Waldin,

<sup>119</sup> Cf. III<sup>e</sup> partie, *Offices fondés*.

<sup>120</sup> AGSB. L'augmentation de cinq florins peut provenir de l'oubli du rachat par Louis de Savoie en 1443 du cens dû pour un des offices fondés, soit 5 florins.

<sup>121</sup> AST.

<sup>122</sup> Cf. III<sup>e</sup> partie, *Offices fondés*.

<sup>123</sup> AGSB.

<sup>124</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>125</sup> AGSB.

<sup>126</sup> AGSB, *Chapitres*.

bourgmestre de Sion, en 1707 ; au sud des Alpes, Yblet Lavenchy de Gignod en 1630<sup>127</sup> et Jean Lethey avec sa femme Georgine en 1648.

Si tous les fondateurs demandent la célébration de messes, chacun ajoute des précisions : messes en l'honneur du saint sacrement, du Saint-Esprit, des cinq plaies de Notre Seigneur, etc. Le 2 septembre, chaque année, tous les claustraux, à l'exception des deux « semainiers », ont à dire la messe aux intentions d'Arnold Kalbermatten<sup>128</sup>. La veuve de Barthélémy Waldin a la délicatesse de penser à ceux qui meurent sur la montagne et fait célébrer trois messes annuelles pour eux<sup>129</sup>. Les chanoines Jacques de Chésalet et Pierre Moccand ont la pieuse pensée de faire chanter, par les claustraux, chaque soir après les complies, les « Joies spirituelles de la Sainte Vierge ».

Il est de coutume, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'un prêtre claustral, appelé le second semainier, dise chaque jour la messe pour l'acquittement de ces fondations et que la communauté célèbre vingt-cinq « chantaux »<sup>130</sup>. Vu le nombre et l'ancienneté de ces offices, ainsi que le transfert à Aoste d'une partie des archives, les claustraux ne sont plus très au net sur leurs obligations. Les prieurs Jean-Claude Verraz (1706-1708) et François Ballalu (1708-1711), avec l'aide du coadjuteur Boniface, s'efforcent de tirer les choses au clair. Ils réunissent tous les titres relatifs aux fondations, les examinent et arrivent à la conclusion que les claustraux sont tenus à six cent vingt-six messes chantées, deux cent soixante messes basses et quarante-six anniversaires. Ne sachant si toutes ces messes sont d'obligation, Ballalu en dresse une liste qu'il remet au prévôt, dans le chapitre tenu le 18 juillet 1709, pour la décharge de sa conscience.

Malgré la multitude des offices fondés, le chapitre de 1676 décide de faire, toutes les années, le lendemain du chapitre général, un anniversaire pour le repos des âmes des révérends seigneurs prévôts, chanoines et bienfaiteurs de la maison.

### *Milieu, église, édifices*

L'ancienne église de l'hospice est en partie conservée dans la crypte de l'église actuelle. La partie surélevée est l'ancien chœur où se trouvait le maître-autel dédié à saint Bernard. En sortant du chœur à main gauche, on avait la chapelle de la B. V. Marie et, à droite, celle de la Sainte-Croix.

<sup>127</sup> AGSB.

<sup>128</sup> P.-F. Ballalu.

<sup>129</sup> P.-F. Ballalu. Mentionnons encore une fondation faite par une pieuse dame qui donne au prévôt, en 1701, cinq cents livres pour faire célébrer la messe les dimanches et fêtes dans les prisons du baillage d'Aoste, en exprimant le désir qu'on y lise l'Evangile du jour ou un livre pieux pour inspirer aux prisonniers quelques sentiments de Dieu. AGSB, *Chapitres*.

<sup>130</sup> Un « chantal » comprenait le chant de l'office et de la messe des morts avec le *Libera me*.

Dans sa visite de 1574, l'archidiacre d'Aoste relève que le maître-autel n'était pas consacré et que l'on ne conserverait pas le saint sacrement. L'évêque de Sion, Hildebrand Jost, consacra le maître-autel en 1616<sup>131</sup>. Le beau tabernacle, donné par Roland Viot, servit à la garde du saint sacrement. L'inventaire de 1622 nous apprend que le chœur était muni de bancs en bois blanc, qu'on avait quatre missels édités par le concile de Trente et que le maître-autel était orné des statues de la Sainte Vierge et des saints Bernard, Augustin, Nicolas, Sébastien, Jean-Baptiste, Maurice et Catherine. L'autel de la B. V. M. n'avait qu'une image sans cadre. Cette église s'embellit en 1657 d'un magnifique lampadaire d'argent, qui reste encore, don de Christine de Savoie et de son fils, et d'un beau lutrin massif en noyer donné par Maisellier, sacristain, en 1660<sup>131bis</sup>.

Dès 1677, le prévôt Norat recueille des fonds auprès des seigneurs et communautés du Valais et de la Savoie en vue de la reconstruction de l'église de l'hospice. Pour encourager les donateurs, il leur obtient des indulgences du Saint-Siège<sup>134</sup>. On se met à l'œuvre sous la direction de l'architecte Giuletta<sup>135</sup> et le maître maçon Jean-Antoine Marcoz, de Brissogne. Le mur nord de l'ancienne église est conservé et haussé. Sur le chœur et la sacristie, on fait le chœur de la nouvelle en doublant et surélevant les anciens murs, tandis que le mur sud est construit tout à neuf à deux mètres de l'ancien mur, qui est rasé à la hauteur du plancher de la nef actuelle.

Le prévôt fait encore sculpter, en 1681, les magnifiques stalles qui occupent le chœur de son entrée jusqu'au trône exclusivement et pourvoit la nouvelle église de ses autels. Nous pouvons encore admirer cette église de style italien-piémontais, qui porte allégrement ses trois siècles<sup>136</sup>.

L'église achevée, l'évêque de Sion est invité à la consacrer. Il y met, semble-t-il, des conditions contraires aux privilèges de l'ordre. Provisoirement, on se contente donc de la bénir : Jean-Pierre Persod, coadjuteur, en vertu de la délégation de l'évêque de Sion, procède à ce rite le 9 juillet 1687 en présence de tous les chanoines que le chapitre réunit<sup>137</sup>. Cette construction n'a pas coûté moins de cinquante mille livres<sup>138</sup>. L'évêque de Sion,

<sup>131</sup> AGSB, *Miracles de Saint Bernard*.

<sup>131bis</sup> Ce lutrin porte l'inscription suivante : F.F.V.D.S. MAISELLIER C.R. et [Sacrista] 1660.

<sup>132</sup> Ce dessin orne le MS, de l'ouvrage de Viot publié en 1627 : *Miroir de toute sainteté*...

<sup>133</sup> Ce n'est pas la façade sud-ouest de l'hospice du Grand-Saint-Bernard, comme l'écrit Pidoux de Maduère dans son *Saint Bernard de Menthon*, p. 43. Roland Viot aime à réunir les deux hospices autour de ses armes comme on peut le voir sur un tableau du séminaire d'Aoste (reproduit dans AHS, 1939, p. 16) ou autour de saint Bernard, comme dans le reliquaire de Sainte-Madeleine qui se trouve à l'autel de Saint-Bernard dans l'église de l'hospice.

<sup>134</sup> AGSB.

<sup>135</sup> *Guida d'Italia del Touring Club Italiano*, volume I, p. 420. Milano 1925.

<sup>136</sup> L. Blondel, *Hospice*, p. 32.

Adrien de Riedmatten, la consacre le 31 juillet 1689, sous le titre et patronage des saints Nicolas et Bernard. L'église comprend cinq autels : dans le chœur, le maître-autel dédié à l'Assomption et, dans la nef, à droite, l'autel de l'Immaculée Conception et celui de la Sainte-Croix et de Saint-Michel ; et à gauche, l'autel de Saint-Bernard<sup>139</sup> et celui des Saints-Joseph et Léonard.

A l'occasion de cette consécration, l'évêque accorde quarante jours d'indulgence à ceux qui visitent l'église à l'anniversaire de sa dédicace<sup>140</sup>. Les religieux obtiennent du pape, en 1717, pour sept ans, une indulgence plénière pour tous les fidèles qui y viennent en la fête de l'Assomption et une autre, applicable à un défunt, par le prêtre qui célèbre à l'autel de Saint-Bernard le 2 novembre. Ces faveurs sont renouvelées périodiquement à la demande des religieux<sup>141</sup>.

L'autel des Saints-Joseph et Léonard, en bois peint blanc et or (manière des autels Ritz), prend place dans l'église en 1705. C'est un don de la ville (ou dizain) de Sion dont il porte les armes ainsi que celles des Kalbermatten et des Plateau.

Le clocher fut déplacé de telle sorte que le mur nord en devint le mur sud. Cette transformation s'est faite vers 1689. Mais en 1709, les cloches sont encore suspendues devant la porte supérieure de l'église<sup>142</sup>. Elles ne prennent place au clocher qu'en octobre 1728, après que le maître Oyen Tamen en a fait la charpente<sup>143</sup> et que les maîtres Durand et Boulenger de la paroisse de Colombey (diocèse de Langres) ont refondu les cloches. Cette fonte eut lieu sur la place qui est au midi de l'hospice. Le 1<sup>er</sup> septembre, les claustraux en habits de chœur se rendent auprès du four et entourent le prieur Michellod qui allume le feu. La fonte réussit à souhait. Il en sort quatre cloches. Du métal qui reste, les fondeurs font une cinquième cloche. Elles furent dédiées, en commençant par la plus grande, à l'Assomption de la B. V. Marie, à saint Bernard, à saint Augustin, à saint Nicolas et aux saints Théodule et Grat. L'évêque de Sion les bénit le 10 septembre 1729<sup>144</sup>. La cinquième cloche est refondue en 1734 par les Durand et dédiée à saint Bernard<sup>145</sup>.

L'église et l'hospice, tels qu'ils étaient au début du XVII<sup>e</sup> siècle, nous sont connus par un dessin de Roland Viot<sup>132</sup>, qui représente l'hospice du

<sup>137</sup> AGSB.

<sup>138</sup> P. Gard, *Histoire*, citant N. Vacher.

<sup>139</sup> L'autel de Saint-Bernard porte cette inscription : *D(EO) O(MNIPOTENTI) M(AXIMO) DIVO BERNARDO CHARITATIS EXEMPLO FRAN(CISCUS) JOSEPH BOVARD FRIBURG(ENSIS) C(ANONICUS) R(EGULARIS) ET S(ACRISTA) AETERNUM SACRAT 1688*. Cet autel fut consacré avec l'église. Le tableau est probablement du peintre Cortey de Bagnes. Il date de 1785.

<sup>140</sup> AGSB.

<sup>141</sup> AGSB.

<sup>142</sup> P.-F. Ballalu.

<sup>143</sup> P.-F. Ballalu. On lit sur la charpente du clocher : *1728, M., OYENT, T(AMEN)*.

Mont-Joux vu du nord-ouest et, sur la page opposée, celui de Colonne-Joux<sup>133</sup>. Dans un de ses manuscrits, Viot nous a laissé un autre dessin de l'hospice qui nous paraît plus exact. C'est celui-ci que nous reproduisons, planche X.

En 1716, Boniface fait aménager le dessus de la sacristie pour y loger les archives.

L'église construite par Norat, avec son plancher surélevé, entraîne d'importantes transformations dans l'hospice. On ouvre deux nouvelles entrées qui donnent accès des places sud et nord à l'ancien premier étage. Ces deux entrées sont reliées l'une à l'autre par un couloir transversal voûté qui coupe, vers le milieu, le couloir longitudinal donnant accès à la nouvelle église. En même temps se font d'importants travaux de consolidation des murs<sup>146 147</sup>. Les autres améliorations sont de détail : le chanoine Jules-Octave de Bicheris fait boiser, en 1616, la chambre située sous le salon. C'est encore le prévôt Norat, semble-t-il, qui aménage le réfectoire des religieux qui, jusqu'alors, mangeaient pêle-mêle avec les passants. La longue table de noyer qui s'y trouve a été offerte par les chanoines Jean-Claude Verraz et Antoine Voutaz en 1700.

L'hospice, tel qu'il est décrit en 1709 par Ballalu, ne différait que peu de l'actuel : il avait un étage de moins, mais à peu près la même extension. Cependant la façade ouest était moins avancée sur le lac et formait un angle en saillie vers l'extérieur, disposition judicieuse qui n'offrait que des surfaces fuyantes aux redoutables tempêtes de l'ouest. La partie de l'hospice qui va de la cuisine à la façade ouest est antérieure à 1709 ; elle pourrait bien dater de Norat (1671-1693).

Il existait déjà depuis fort longtemps, au nord de l'hospice, là où se trouve maintenant la maison de Saint-Louis, une forte muraille formant un angle aigu contre les pentes de la Chenalette pour détourner de l'hospice l'avalanche qui descend de ce côté. Dans cet angle se trouvait un abri voûté appelé la Faverge. On y tenait les moutons donnés en offrande<sup>148</sup>.

<sup>144</sup> AGSB.

<sup>145</sup> L'inscription de cette cloche se termine par ces mots : *IN HONOREM S(ANCTI) BERNARDI MONTIS IOVIS IN VALLESIA LES DURANDS NOUS ONT FAIT 1734*. Cette inscription est révélatrice de l'état d'esprit de ce temps où l'hospice était déjà effectivement détaché des Etats sardes : il y a un défi dans le soin de préciser que l'hospice est en Valais. Cette cloche remplaçait celle qui était dédiée aux saints Théodule et Grat.

<sup>146</sup> P. Gard, *Histoire*, citant Boniface. Les armes de Norat avec celles de l'ordre et de Menthon, placées au-dessus de l'entrée principale, maintenant à droite, commémorent cette importante restauration.

<sup>147</sup> L. Blondel, *Hospice*.

<sup>148</sup> Ces brebis paissaient librement sur le col, au Plan-de-Jupiter et jusqu'au Mont-Cubit (Cubé) en attendant les boucheries. L'hospice jouissait de ce droit exclusivement à tout autre. Le 14 août 1701, dix-sept paysans de Saint-Rhémy vinrent, armés de fusils, prendre possession du Plan-de-Jupiter et y conduire leurs brebis. Les religieux y accoururent et chassèrent les paysans et leurs brebis. Boniface était présent et empêcha les désordres qui auraient pu se produire. P.-F. Ballalu, II, chapitre 10, article 2.



L'adduction de l'eau potable offre toujours des difficultés. Il arrive souvent que la conduite de la Fontaine-Couverte à l'hospice gèle. Alors on recourt à la source du Plot. Ballalu la fait capter plus soigneusement et la conduit jusque dessous l'église.

A une heure de marche de l'hospice du côté du Valais existait, on ne sait depuis quand, un petit refuge voûté : l'Hospitalet, et, à proximité, une morgue. Le 4 janvier 1708, une avalanche emporte le refuge et endommage la morgue. L'hospice les reconstruit. Le prieur claustral Ballalu et Antoine Dorsaz bénissent cette morgue le 6 septembre 1708<sup>149</sup>.

## Les novices et profès

Au temps des prévôts valdotains, l'entrée en religion se fait de la manière suivante. Le postulant demande à plusieurs reprises au prévôt d'être reçu au nombre de ses religieux. Si sa demande est agréée, le prévôt le présente au chapitre. Une fois reçu, le postulant fait un mois de probation à l'hospice ; puis il descend à Saint-Jacquême et y fait une retraite de huit à dix jours. Ses parents sont alors convoqués pour passer un contrat, le postulant renonce à tout héritage pour le cas où il ferait profession et les parents s'engagent à payer sa pension durant le noviciat (douze doublons d'Espagne), à lui fournir le vestiaire jusqu'à la prêtrise et, s'ils sont aisés, à payer ses études.

La vêtue se fait selon un rite ancien remanié par le prévôt Viot afin de le rendre plus intelligible. Les religieux s'assemblent dans l'église de Saint-Jacquême, le postulant s'agenouille au milieu du marchepied du maître-autel et le prévôt, revêtu du surplis et de l'étole s'assied du côté de l'évangile. Il interroge le postulant : « Mon frère, que demandez-vous ? » Le postulant répond : « L'habit de Saint-Augustin pour l'amour de Dieu, de saint Nicolas et de saint Bernard. » Le prévôt lui expose les graves conséquences de sa détermination. Puis il bénit l'habit religieux et, tandis que deux religieux tiennent une tenture élevée derrière le postulant, il lui ôte ses habits séculiers et le revêt des habits de l'ordre en disant : « Dieu te dépouille du vieil homme et te revête du nouveau... » Il impose au nouveau novice la récitation des psaumes graduels et de la pénitence et lui donne sa bénédiction. Les chanoines présents font l'accolade au novice en lui disant : « Paix à toi, frère. »

Après sa vêtue, le novice monte à l'hospice pour y faire, sous la direction du père-maître, son année de noviciat. Il y apprend le plain-chant,

<sup>149</sup> AGSB. C'est jusqu'à ce refuge que se rendait journellement l'hospitalier (marronnier) pour rencontrer les voyageurs.



les rubriques, lit assidûment Rodriguez<sup>150</sup>, la règle de Saint-Augustin, mais non les constitutions, délaissées depuis longtemps, remplit différents services au chœur et au réfectoire, etc.

L'année de noviciat terminée, il redescend à Saint-Jacquême pour y faire profession. Le rite de cette cérémonie a été pareillement établi par le prévôt Viot. La partie essentielle est la formule de profession par laquelle le novice voue la pauvreté, la chasteté et l'obéissance, promet de se rendre utile à la maison et d'observer les constitutions du cardinal Jean, qu'il ignore. Il baise les pouces du prévôt en signe d'obéissance et, tandis qu'il demande à Dieu la grâce d'observer sa profession, il pose la main droite sur le missel ouvert au canon de la messe<sup>151</sup>. Le prévôt revêt le profès du rochet et du camail. La profession faite, il fera ou complétera ses études au collège de Saint-Jacquême jusqu'à son ordination sacerdotale.

<sup>150</sup> Alphonse Rodriguez S. J. *Pratique de la perfection chrétienne*. Cet ouvrage était lu dans d'innombrables noviciats.

<sup>151</sup> Formule de profession prescrite par le prévôt Viot. Texte copié par Jean Antoine Chandiou. *Brevis descriptio regiminis domus et collegii s. Jacobi Augustae Praetoriae...* Cap. XIV, Sectio, de ritu professionis et habitu professorum.

« Omnipotens Sempiterna Deus, Ego N. praepositurae SS. Nicolai et Bernardi Montis et Columnae Iovis ordinis S. Augustini ante altare prioratus S. Jacobi Augustae Praetoriae ex membris eiusdem praepositurae prostratus manibus iunctis genibusque flexis, non vi non metu, sed inspiratione divina motus, licet undequaque divino tuo conspectu indignissimus, fretus tamen pietate et misericordia infinita, et impulsus tibi deservendi desiderio, sollemniter et publice promitto, voveo, ac iuro tibi Deo omnipotenti votum paupertatis, Castitatis et obedientiae inter manus Rmi Dni N. praepositi moderni dictae praepositurae, cui obedientiam promitto, et successoribus suis canonice intransitibus, iuxta regulas Canonorum regularium S. Augustini et Statutorum Sancti Bernardi Menthonensis. Insuper promitto ac iuro me procuraturum utilitatem, augmentum piae domus, loci eius stabilitatem, sive in membris eius, meque non revelaturum secreta Capituli, observaturum constitutiones Clausuralium ac alia capitula, et ordinationes antiquas ab Eminentissimo Dno Ioanne Cardinali editas, nihilque dicturum aut facturum contra praefatam piam domum, sive contra Rmum Dominum praepositum, Et hoc promitto ac voveo, inter manus praelibati praepositi et in signum veri religiosi et obedientiae, Ego praedictus et subscriptus, pollices ambos humiliter deosculatus sum, super haec sancta Dei evangelia. Ita me Deus adiuvet. A tua ergo, aeternae Deus, universa bonitate et clementia, per Iesu Christi sanguinem peto Suppliciter ut hoc holocaustum in odorem suavitatis admittere digneris, et ut largitus es ad hoc desiderandum et offerendum, et etiam ad referendum gratiam uberem largiaris.

Cette formule est encore usitée avec quelques modifications peu importantes.

Dans cette formule, le serment d'observer les constitutions du cardinal Jean a été inséré en 1680. (J. Darbellay, *Compilatio ex pot-pourri*.)

## CHAPITRE II

# Le temporel

### Quêtes

Le prévôt de Tollen avait obtenu du pape qu'en dépit des décisions du concile de Trente, les quêtes puissent se continuer en faveur de l'hospice. Restait à les faire accepter par les ordinaires. Les uns s'y prêtent de bonne grâce, comme saint François de Sales qui, se souvenant des périls encourus lors de son passage du Saint-Bernard l'année 1596, délivre, en 1617 ou 1620, à un quêteur qui se rend en Belgique, une recommandation digne d'être signalée. Il rappelle que le monastère du Mont-Joux recueille et entretient un grand nombre de passants qui seraient en grand danger de périr parmi les cimes des montagnes à cause de la violence incroyable des tempêtes de neige et du froid. Il ajoute : « Nous aussi qui connaissons en vérité les œuvres de charité de cette maison, nous recommandons à tous » le porteur des présentes<sup>1</sup>.

Plusieurs ordinaires s'opposent aux quêtes sous prétexte de fidélité aux décrets du concile. De ce fait l'hospice subit une diminution sensible de ressources. Vers 1593, le prévôt de Tillier expose ainsi la situation : plusieurs quêtes sont supprimées : celles de Lorraine, celles d'Italie qui rapportaient deux mille cent ducats d'or ; celles de Lombardie, deux cent vingt-cinq ; celles de Verceil (Vercolina), soixante ; celles du comté d'Asti, cinquante et celles de Gênes, soixante. Les quêtes de Bourgogne ne rapportent plus rien. Il recourt à Rome et obtient le 3 août 1604 que l'hospice fasse les quêtes accoutumées à condition que ce soit par des personnes honnêtes

<sup>1</sup> *Œuvres de S. Fr. de Sales*, t. XXIV, p. 197. Le quêteur en question est probablement L. Bigay, curé de Saint-Rhémy.

qu'on n'appellera pas quêteurs, mais collecteurs d'aumônes, qui ne porteront avec elles ni privilèges, ni reliques et qui demanderont tout simplement des aumônes pour aider l'hospice. Les évêques devront accorder gratuitement la faculté de recueillir ces aumônes dans leurs diocèses. Cette décision est envoyée aux archevêques de Turin, de Milan, de Gênes, etc.<sup>2</sup>

D'autres évêques font monnaie en exigeant le gros prix pour délivrer des patentes. Grégoire XV, en 1622, ordonne aux évêques de France, de Belgique et d'Allemagne, d'autoriser les quêtes et de se contenter, pour les patentes, de ce qui est permis (un florin) par les bulles du pape Urbain V données en 1368<sup>3</sup>.

Les autorités civiles interviennent aussi dans l'autorisation des quêtes. En 1663, le gouverneur de Milan pour le roi d'Espagne permet aux religieux du Saint-Bernard de quêter dans cet Etat<sup>4</sup>; Maximilien, duc de Bavière et du Palatinat, en fait autant, en 1688, en faveur du chanoine André Favrat<sup>5</sup>. Victor-Amédée, roi de Sardaigne, accorde aux religieux du Saint-Bernard de quêter dans tous ses Etats sans aucun empêchement, cela à la requête des mêmes religieux. Ils s'étaient plaints en effet de ce que leurs quêtes étaient contrecarrées par les congrégations de charité établies en plusieurs localités des Etats sardes<sup>6</sup>. Ces autorisations étant périodiquement sollicitées se trouvent en très grand nombre aux archives de l'hospice.

Si l'on attache tant d'importance à la continuation des quêtes, c'est que, sans elles, l'hospitalité ne pourrait s'exercer sur le Saint-Bernard. Pour nous faire une idée de l'aide que l'hospice en retire, voici les apports annuels des quêtes faites

de 1611 à 1614

en 1653

Piémont : 600 écus, du chanvre, du fil, du papier, des couteaux et un fromage de Plaisance.	Montant inconnu qui va au prévôt.
Aoste : 28 sacs de blé, 5 setiers de châtaignes et 1 d'oignons.	19 pistoles d'Espagne.
Savoie : 91 écus et 3 onces de safran.	8 pistoles.
Valais : 86 écus et 1 bréviaire.	20 pistoles.
Allemagne : 313 écus et 50 livres de fromage de Gruyère.	25 pistoles.

<sup>2</sup> AGSB, *Quêtes*. A noter la préoccupation que ces quêtes ne ressemblent pas aux prédications d'indulgences qui avaient été le point de départ de la Réforme protestante.

<sup>3</sup> AGSB, *Quêtes*.

<sup>4</sup> AST.

<sup>5</sup> AST.

<sup>6</sup> AGSB.

Bourgogne : ces quêtes sont interrompues assez longtemps durant la Guerre de trente ans (1618-1648).

Montant inconnu ; la moitié va à l'hospice, l'autre moitié aux quêteurs.

Le chanoine François Ballalu, prieur claustral, en 1709<sup>7</sup>, a laissé un exposé méthodique sur la manière dont les quêtes se font de son temps. Nous lui empruntons les détails suivants.

*Désignation des quêteurs.* — Des religieux prêtres font les quêtes en Franche-Comté, Langres, Lorraine, dans les cantons de Fribourg et du Valais ; des frères laïcs en Savoie, vallée d'Aoste et dans le diocèse de Novare. « Dans la plus grande partie du Piémont, des paysans le faisaient prenant l'habit de religion et se faisant passer pour religieux de ce monastère » ; depuis quelques années, on envoie un religieux prêtre. L'attribution des quêtes se fait à l'enchère<sup>8</sup>. Le chapitre ou le prévôt demande alors aux quêteurs des cautions qui sont ordinairement des laïcs. Souvent les quêteurs sous-louent les quêtes à d'autres religieux. Dès 1700 environ, les quêtes ne sont plus mises à l'enchère. C'est le prévôt qui désigne les personnes qu'il trouve les plus propres à cet office recherché des religieux, soit pour éviter les rigueurs de l'hiver à l'hospice, soit par désir de voir d'autres pays.

*Apprêts des quêtes.* — Le prévôt délivre aux quêteurs des patentes, munies de son grand sceau à l'effigie de saint Bernard, qui doivent être présentées aux ordinaires. Il leur donne parfois des exemplaires de la vie de saint Bernard écrite par le P. Bernard<sup>9</sup> et des médailles de ce saint, qui viennent de Rome. Le religieux qui débute comme quêteur s'enquiert auprès de ses devanciers de la manière de s'y prendre. Tous se munissent d'une quantité d'images saintes et de béatilles pour en faire cadeau aux enfants de ceux qui les logent, de médailles, de chapelets, de tabatières, de bagues, d'images de saint Bernard qu'ils font eux-mêmes. Celui qui fait la quête dans le canton de Fribourg achète des milliers de copies de l'évangile de saint Jean qu'on lit à la fin de la messe et trois cents ou quatre cents images de saint Bernard, car la coutume est de mettre une copie de cet évan-

<sup>7</sup> P.-F. Ballalu, deuxième partie, chapitre II.

<sup>8</sup> AGSB. Voici un exemple de ces enchères pour les quêtes du Valais au chapitre de 1614 :

Pierre Noir	mise	66 écus et un bréviaire	valant	3 ducats
Jacques de Chesalet	»	70	»	»
P. Noir	»	73	»	»
Moccand	»	76	»	»
P. Noir	»	83	»	»
Tillier	»	84	»	»
Moccand	»	85	»	»
Tillier	»	86	»	»

Il n'y a plus d'enchérisseur. Les quêtes du Valais sont adjudgées à Tillier pour trois ans.

<sup>9</sup> P. François Bernard, franciscain. *Le héros des Alpes ou la vie du Grand-St.-Bernard de Menthon*, Aoste 1683.

gile « sur chaque plat de ceux qui par les villages font tenir quelque chose » en offrande et de donner une image de saint Bernard à ceux qui offrent une mesure entière de grains.

Chaque religieux quêteur prend avec lui quelques patentes d'affiliation signées du prévôt et munies de son grand sceau, patentes qui contiennent l'abrégé des indulgences accordées par les papes à l'hospice et à ceux qui lui font part de leurs biens. Cette affiliation rend bénéficiaire de tous les biens spirituels, prières et bonnes œuvres qui se font à l'hospice. Elle est concédée aux personnes qui reçoivent les quêteurs et aux insignes bienfaiteurs.

La date du départ pour les quêtes est généralement la fin de l'automne. Les quêteurs voyagent à cheval, accompagnés d'un valet également à cheval.

*Manière de faire la quête.* — Elle varie de région à région. En Bourgogne, deux religieux prêtres se partagent le pays. Il y existe une confrérie de Saint-Bernard dont chaque membre, inscrit dans un registre, paie annuellement un liard au quêteur, ce qu'ils appellent « payer la cense » afin d'avoir part aux indulgences accordées par les papes aux bienfaiteurs de l'hospice. Les pères de famille s'y inscrivent avec leur famille et donnent autant de liards qu'il y a de membres dans leur famille. Les offrandes de ces confrères constituent la plus grande partie des quêtes de Bourgogne. Dans chaque village, les quêteurs sont reçus par une personne appelée maire et qui est toujours inscrite la première dans la liste des confrères du village.

Chaque quêteur porte une châsse ou reliquaire d'argent, croix ou statue de saint Bernard, dans laquelle il y a des reliques de ce saint. De là vient que l'on appelle le quêteur dans ces régions : le porteur de la châsse de saint Bernard. Cette châsse est une des plus vénérées parmi celles qui sont portées dans ce comté.

Dans chaque localité, avec la permission du curé, le quêteur envoie au-devant de lui son valet qui agite deux clochettes criant de temps en temps : « A la châsse du grand saint Bernard, une des principales châsses que Dieu ait fait. » On sonne ensuite les cloches de l'église où le peuple s'assemble. Le quêteur expose la relique de saint Bernard sur l'autel et commence à chanter l'hymne : *Iste confessor* qu'il conclut par l'oraison propre de saint Bernard. Puis du marchepied de l'autel, il adresse la parole aux fidèles leur décrivant l'hospice, l'hospitalité qui s'y exerce, la nécessité de recourir aux aumônes des fidèles et les indulgences que les souverains pontifes accordent aux bienfaiteurs de cette maison.

Ensuite, il lit la liste des membres de la confrérie et les exhorte à payer leur dû. Puis, il présente la relique à baiser au peuple tandis qu'une personne placée auprès de lui reçoit les offrandes dans un plateau et inscrit dans son registre les personnes qui désirent s'enrôler dans la confrérie.

Nombre de personnes s'adressent au quêteur pour faire bénir du sel, du grain, leur maison, etc. Avant de quitter le village, le quêteur fait vendre les offrandes en nature : froment, chanvre, qui sont ce qui est le plus communément offert dans cette quête de Bourgogne, Langres et Lorraine.

Dans le canton de Fribourg, il n'existe pas de confrérie de saint Bernard. A cette différence près, la quête se fait comme en Bourgogne quoiqu'avec moins de solennité. Dans les autres cantons suisses, catholiques et protestants, la quête est généralement louée à des paysans.

Depuis que les quêtes n'ont plus été mises à l'enchère, c'est le clavendier de l'hospice qui fait la quête du Valais, de Martigny jusqu'aux dizains allemands. Il va à pied de porte en porte sans porter de reliques. Il accorde quelques affiliations et distribue grand nombre d'images de saints. La quête finie, il vend à Sion ou à Martigny les denrées reçues, à l'exception de quelques fromages et jambons qu'il apporte à l'hospice. Cette quête est faite par le clavendier afin qu'il apprenne à connaître les bienfaiteurs qui se trouvent en Valais pour les traiter comme tels quand ils viennent à l'hospice.

En Savoie et dans la ville de Genève, la quête est faite par un frère laïc de porte en porte sans autre particularité si ce n'est que la ville exerce un certain contrôle sur la quête.

En vallée d'Aoste, un frère laïc fait la quête de porte en porte. En été on fait la quête du blé jusqu'à Châtillon ; ce blé sert à faire les pains nécessaires à la communauté de Saint-Jacquême. En automne se fait la quête du vin depuis Chambave à Saint-Pierre de Châtel-Argent. En hiver, le quêteur parcourt Valgrisenche, Valsavarenche, le val de Cogne et la basse vallée depuis Châtillon « jusqu'au bas du pays ». Ce qu'il recueille dans la basse vallée, il le vend, à l'exception des oignons et des châtaignes qui servent à la provision de Saint-Jacquême et de l'hospice.

Pour le Piémont, il n'y a rien d'autre à signaler que ce qui a été dit.

*Retour des quêteurs.* — Les quêtes prennent plusieurs mois. Ainsi celles de Bourgogne ne finissent qu'en mars, celles de Fribourg le 5 février.

A leur retour, les quêteurs se rendent à Saint-Jacquême et remettent au prévôt ce qui leur reste de la quête, tous frais déduits, et un grand nombre d'honoraires de messes. Le prévôt leur donne comme récompense six ou sept louis d'or. Les quêteurs restent à Saint-Jacquême trois ou quatre semaines à se reposer puis rentrent à l'hospice ou dans leur bénéfice.

*Quête des choux et des œufs.* — A Bourg-Saint-Pierre, il ne se fait pas de quête. Dans les paroisses de Liddes, Orsières et Sembrancher, il ne se fait que la quête des choux. C'est un frère lai qui la fait vers la Tous-saint. Ces choux mis en compote constituent un des ordinaires du carême. Quand les provisions pour les jours maigres ne sont pas suffisantes, on fait quelquefois la quête des œufs dans les villages de Bosses, Allein et Doue d'où l'on tire jusqu'à trente douzaines d'œufs.

Après un exposé aussi circonstancié, il suffit de noter que le retour aux constitutions exerça son influence sur les quêtes aussi. Le chapitre de 1718 décide que toutes les quêtes seront apportées à l'hospice et non au prévôt à Aoste.

Parmi les quêteurs, le frère Jean Jacki mérite une mention spéciale. De 1727 à 1753, il parcourt infatigablement les routes d'Allemagne. En 1744, il fait imprimer un tract où sont exposés le but de l'hospice, le nombre de voyageurs qui y passent (parfois trois cents par jour), les faveurs pontificales accordées à l'hospice et à ses bienfaiteurs et la longue liste des régions où ce frère est autorisé à faire la quête<sup>10</sup>.

## Bienfaiteurs

Outre ce que les fidèles donnent à l'occasion des quêtes, des offrandes considérables sont faites par des bienfaiteurs.

Madeleine Piccaud de Fribourg, en janvier 1626, donne « au dévot couvent... de monsieur saint Bernard... trois florins, monnaie de Fribourg, annuellement et perpétuellement... à l'intention d'être participante des bonnes prières et oraisons... (et) que les dévots pères religieux auraient souvenance de faire quelque bon devoir pour le salut éternel tant de mon âme comme de feu mon père, mes frères », etc. Ce revenu était à percevoir par le quêteur qui passait chaque année à Fribourg<sup>11</sup>.

Le domestique du prévôt Viot, Jean Domeynes, qui fait plusieurs acquisitions à Saint-Oyen, de 1621 à 1629, cède en 1638 à la maison du Saint-Bernard tous ses biens à charge de l'entretenir sa vie durant, se réservant seulement la disposition d'une certaine somme d'argent<sup>12</sup>.

Un autre bienfaiteur, noble Blaise Saint-Martin, fils du seigneur de la Challe, en souvenir des innombrables secours qu'il a reçus à l'hospice, lui cède par testament, en 1642, cinquante ducats d'argent.

<sup>10</sup> AGSB. Au sujet du frère Jacki, relevons l'épisode suivant bien qu'il ne soit pas tout à son honneur. Ce quêteur émérite s'était rendu à Saint-Jacquême pour se reposer. Ses confrères l'agacèrent en lui disant qu'il pourrait prétendre à une chambre chauffée s'il avait apporté à Saint-Jacquême et non à l'hospice le fruit de ses quêtes ; qu'eux-mêmes envoyaient à l'hospice deux cents charges de vin ; qu'ils entretenaient, durant leurs études, la plupart des religieux du Saint-Bernard ; qu'ils recevaient les religieux malades et les quêteurs au retour de leurs voyages et qu'ils n'avaient pour cela que les quêtes de la vallée d'Aoste. Le frère Jacki, qui n'était pas des plus commodes et très conscient de ses succès de quêteur, s'emporta un jour jusqu'à donner un soufflet à un autre frère. Le chanoine Vacher lui infligea une correction. Jacki, à son retour d'Aoste, se plaignit amèrement à l'hospice et dans l'Entremont des mauvais traitements reçus, accusant les confrères de Saint-Jacquême de pousser à la division. Le prieur Michellod fit des reproches au chanoine Vacher, qui tâcha de se justifier dans une lettre du 8 janvier 1733.

<sup>11</sup> AGSB. Nous avons modernisé l'orthographe.

<sup>12</sup> *Inv. OM.*



Une autre manière d'aider les chanoines du Mont-Joux consiste à leur offrir un gîte lors de leurs déplacements. C'est ce que fait le seigneur Jean Chyrol, soit Vercellin, dix jours après son mariage célébré le 1<sup>er</sup> octobre 1645 à Carème. Il s'engagea, lui et ses héritiers, à recevoir tous les religieux du Grand-Saint-Bernard qui seraient de passage à Carème.

La famille de Savoie demeure toujours au nombre des insignes bienfaiteurs. Marie-Jeanne-Baptiste, mère et tutrice du duc Victor-Amédée, donne le 19 novembre 1677 aux hospices du Grand et du Petit-Saint-Bernard, dix sacs de sel chaque année sur les salines de Moutiers en Tarentaise. Comme on fait une grande consommation de sel dans les hospices pour conserver la viande, ce don doit être fort apprécié. Il se continuait en 1694.

En 1681, Jean de la Tour, de Saint-Pierre-de-Clages donne, au Saint-Bernard, sa maison et tous ses biens à charge d'être entretenu sa vie durant et de bénéficier après sa mort de trois messes annuelles à dire dans l'église de Saint-Pierre-de-Clages. Le prévôt Persod cède ces biens à un Valdotaïn nommé Mochet et en place l'argent en vallée d'Aoste, de sorte qu'il sera perdu pour l'hospice à la Séparation<sup>13</sup>.

Afin d'être préservée d'une maladie du bétail, en 1716, la ville de Sion offre à l'hospice six sacs de sel et Savièse, deux pistoles<sup>14</sup>. Cette même ville donne encore un ornement et un autel, comme nous l'avons déjà vu.

L'exécuteur testamentaire de feu M. d'Aumont fait savoir en 1720 à la maison du Saint-Bernard qu'elle peut retirer cent écus de cette succession<sup>15</sup>. Remarquons la diversité des milieux d'où proviennent ces dons et les mobiles élevés qui inspirent les bienfaiteurs : participation aux prières et bonnes œuvres, protection de saint Bernard, reconnaissance pour l'aide reçue au passage du col, etc.

A ces bienfaiteurs, le pape accorde, le 20 août 1661, à la demande des chanoines du Saint-Bernard, une indulgence plénière avec la bénédiction apostolique à l'article de la mort<sup>16</sup>.

## Administration

### Organes

Lorsque Tillier est introduit comme prévôt, en 1587, le chapitre voyant en lui un homme capable, le prie de remplir l'office de cellérier. Ses successeurs valdotains jusqu'en 1712 cumulent cette fonction, de

<sup>13</sup> Note de M. Guisolan, procureur du Saint-Bernard, 1755. AGSB.

<sup>14</sup> AGSB.

<sup>15</sup> AGSB.

<sup>16</sup> AGSB.

sorte que, durant cette période, le prévôt aidé de deux ou trois chanoines désignés par le chapitre assume à la fois l'administration de l'ordre et de l'hospice. Les titres sont concentrés à Saint-Jacquême. Pour les mettre en sûreté, le prévôt Viot aménage un cabinet voûté contre le clocher.

Avec le retour aux constitutions, réapparaît un cellérier distinct du prévôt. Le chapitre de 1712 nomme en effet le chanoine Jean-Michel Perron à cette charge. Celui de 1714 lui substitue Pierre-François Ballalu, chaud partisan de la réforme. Le parti adverse lui fait bientôt opposition. Durant le procès des constitutions, les promoteurs de l'observance, redoutant les menées des partisans de la coutume, avaient exprimé au nonce de Lucerne leur appréhension de participer au chapitre de 1717. Avertie par le nonce, la Congrégation des évêques et réguliers désigne l'évêque de Sion pour présider ce chapitre ; d'où fureur des anticonstitutionnels. Ballalu, ayant besoin d'argent pour la préparation de ce chapitre, requiert les clavistes de se présenter avec les clefs du coffre. Deux d'entre eux se refusent à le faire à moins d'un ordre du prévôt. Le coadjuteur Boniface leur donne cet ordre en vertu de l'obéissance. Un claviste consent à s'exécuter, mais l'autre, Albéboz, s'y refuse absolument<sup>17</sup>. On comprend qu'au chapitre, le 13 août 1717, Ballalu résigne ses fonctions de cellérier. Le chanoine Pellissier est élu à sa place.

Le chapitre de 1718 réélit Ballalu comme cellérier bien qu'il soit alors à Rome. Pellissier est désigné pour le remplacer entre temps. Ce chapitre donne ordre au prévôt de remettre au cellérier les titres et les registres nécessaires à sa charge et lui ôte l'administration générale, tout en lui laissant celle de Meillerie, de Courmayeur et de Thonon. Tout le reste de l'administration de l'ordre et de l'hospice est remis au cellérier<sup>18</sup>. C'est depuis ce temps, semble-t-il, que le cellérier est considéré comme administrateur, non de l'hospice seul, mais de l'ordre entier. Le cumul prolongé entre les mains du prévôt de ces deux administrations a causé leur confusion et leur unification.

### *Exercice de l'administration*

Lorsque de Tillier, en 1587, prend en mains l'administration, la maison est endettée et ses revenus diminués par la suppression des quêtes en de vastes régions.

Une des premières affaires qui se présentent à son activité est la vente des bénéfices situés dans le canton de Fribourg. Le prévôt fait reconnaître, en 1593, les droits du Saint-Bernard à en percevoir les pensions. Puis, vu

<sup>17</sup> AGSB.

<sup>18</sup> *Constitutions*, pp. 27 et suivantes.

la difficulté de les recouvrer, il vend ces bénéfices au chapitre de Saint-Nicolas de Fribourg, en 1602, pour le prix de mille cinq cent cinquante ducats<sup>19</sup>. Il affecte cet argent, partie à payer la seigneurie d'Allaman qu'il achète, le 20 février 1603, aux fils de noble Michel de Tollen pour le prix de trois cents ducats, partie (soit sept cents ducats provenant des bénéfices de Semsales, Avry et Farvagny), à des réparations à la rectorie de Sion, à Ecône, à Ferret (réfection d'un abri contre les avalanches) et à l'hospice (aménagement d'un lardier et construction de la voûte de la cuisine).

Dès le début de son administration, il comprime les dépenses et naturellement, excite du mécontentement. En 1592 déjà, il prie les capitulants de le décharger de l'office de cellérier. Les religieux le supplient de continuer. Même scène deux ans plus tard. Le prévôt accepte encore et promet de faire son possible pour subvenir à l'entretien des claustraux et des passants, mais demande que les religieux ne murmurent pas contre lui s'ils ne reçoivent pas tout ce qu'ils exigent selon la coutume<sup>20</sup>. Les claustraux continuent de se plaindre. En raison de cette opposition, le prévôt déclare au chapitre, réuni à Saint-Oyen dès la fin août 1595, qu'il se démet de l'ordre de cellérier. Les capitulants lui demandent un délai de quinze jours pour se décider. Le prévôt en accorde huit seulement, soit jusqu'au 9 septembre. Ce jour-là, il se trouve seul à Saint-Oyen. Il rédige une protestation pour se décharger des dommages qui pourraient résulter de cette mutinerie. Les capitulants ne se réunissent que le 16, selon le délai qu'ils avaient eux-mêmes fixé. Le prévôt leur fait des reproches, puis réitère sa démission. Les capitulants le supplient de vouloir bien continuer dans cet office. De Tillier accepte à condition que les religieux élisent un cellérier l'année suivante<sup>21</sup>. Ils n'en font rien et le prévôt, cédant à leurs instances, continue l'exercice de l'administration<sup>22</sup>.

Vers 1594, l'évêque de Sion, Hildebrand de Riedmatten, profite de ces difficultés pour renforcer son autorité dans la prévôté. Il reproche au prieur de l'hospice de ne pas le tenir au courant de ce qui se passe et de ne pas se rendre au chapitre annuel. Il lui donne l'ordre, au nom de l'obéissance, de tenir chapitre à l'hospice à la prochaine fête de Saint-Augustin pour faire rendre ses comptes au prévôt et remettre l'administration à un cellérier<sup>23</sup>. Les claustraux, soutenus par l'évêque, menacent de s'approprier l'administration des biens situés en Valais. L'atmosphère est tout autre que celle des chapitres de Saint-Oyen.

<sup>19</sup> De plus amples détails seront donnés quand il sera traité des paroisses du diocèse de Lausanne.

<sup>20</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>21</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>22</sup> Le prévôt et ses religieux tinrent chapitre le 26 août 1596, non pas à Saint-Oyen, mais à Saint-Rhémy, à cause de la peste qui sévissait en Valais. AGSB, *Chapitres*.

<sup>23</sup> AGSB.

Le duc de Savoie intervient alors. Le 15 février 1596, il demande à l'évêque de Sion des preuves de la malversation du prévôt afin d'y porter remède. En mars, il lui écrit encore qu'après avoir entendu le prévôt, il lui semble que les difficultés viennent plutôt de l'animosité des religieux. Il propose un arbitrage et brandit cette menace : « si le desseing des dits religieux avait lieu de s'approprier l'économie des biens situés rière vos Etats... cela nous obligerait de ne laisser le dit Prévost despourvu de son plat sur ceux qui sont soubz l'estendue de notre domination ce que ne pourrait être sans notable confusion »<sup>24</sup>. La situation était fort tendue puisqu'on envisageait de scinder la prévôté en deux morceaux, l'hospice et les biens situés en Valais d'une part, le prévôt et les biens situés en Savoie d'autre part. Elle va encore se compliquer.

Des adversaires du prévôt ayant demandé une visite apostolique, cette mission est confiée à Antoine d'Albard, archidiacre d'Aoste, esprit remuant qui se donnait comme commissaire de l'Inquisition en vallée d'Aoste. L'évêque de Sion, qui voit dans la visite que ferait d'Albard une violation de sa juridiction, abandonne son action contre le prévôt et fait front avec lui contre le visiteur. Le duc de Savoie a beau lui recommander d'Albard en juillet 1596 ; le commandant Favre, lui écrire d'Aoste : « Puisque ce bon prevost n'a voullu... se corriger par vos remonstrances et bonnes admonitions qu'il vous pleu de lui faire comme aussi de tant d'autres notables personnages, à la fin luy a fallu par nécessité que notre saint pèr aie mis la main ainsy que verrez par le bref duquel l'on vous envoie la copie... »<sup>25</sup> ; d'Albard peut bien le supplier de ne plus mettre opposition à sa mission et faire intervenir le cardinal Aldobrandini (décembre 1596)<sup>26</sup>, Hildebrand de Riedmatten et la Diète restent irréductibles. Même attitude de la part du prévôt. Quand en septembre 1596, d'Albard lui signifie sa mission de visiteur, il lui fait répondre par son procureur, Marcel Sybue, qu'il le tient pour suspect parce qu'il est son ennemi, qu'il travaille pour lui enlever la prévôté et qu'au reste la visite ressortit à ses supérieurs, l'archevêque de Tarentaise et l'évêque de Sion. Il prie donc l'archidiacre d'Albard de se désister, sinon il en appellera au Saint-Siège ou à qui de droit. Il semble que d'Albard recourt au nonce de Turin qui cite le prévôt à son tribunal les 3 et 23 octobre. L'évêque de Sion, le 2 décembre, interdit au prévôt de comparaître. Nouvelles citations du nonce les 10 décembre 1596 et 23 mai 1597. Le 16 juillet, l'évêque de Sion réitère au prévôt sa défense de comparaître et, le 17, il signifie au nonce de Turin qu'il outrepassa sa juridiction. Celui-ci s'en défend en alléguant que le Petit-Saint-Bernard, qui dépend du prévôt, est dans les Etats de Savoie.

<sup>24</sup> AGSB.

<sup>25</sup> AGSB.

<sup>26</sup> AGSB.

Le pape Clément VIII intervient dans ce conflit : par lettre du 15 septembre 1598, il charge Jules-César Riccardi (ou Viccardi), nonce à Turin, de connaître la cause du prévôt. Le 6 février 1599, le nonce sous-délègue à cet effet, Jean-Philippe Chevalard, prieur de l'église métropolitaine de Tarentaise, qui se livre à une vaste enquête en Valais, puis en Savoie, à Meillerie et à Thonon. Il y recueille un grand nombre de plaintes contre le prévôt Tillier. Ensuite, il se rend à Chambéry où se trouve le prévôt ; il le cite à comparaître devant lui et le fait emprisonner, le 15 mars 1599, chez les religieux de Saint-Antoine. Relâché, sur la promesse de comparaître devant le nonce de Turin après le dimanche de Quasimodo, le prévôt rentre à Aoste. De là, par lettre du 14 avril 1600, il demande et obtient du nonce que sa comparution n'ait lieu qu'après le mois de juillet, pour raison de voyages d'affaires.

Mais le procureur de la mense épiscopale d'Aoste a l'œil sur le prévôt. Il supplie le nonce de retirer le délai accordé car les voyages d'affaires ne sont qu'un prétexte du prévôt qui n'a pas encore quitté Aoste. D'où nouvelle citation du nonce à l'adresse du prévôt pour le 7 juillet. Il semble que le prévôt réussit encore à retarder sa comparution. Ce n'est que le 27 avril 1601 qu'il comparaît devant l'auditeur du nonce à Turin. Le procureur de la mense épiscopale d'Aoste porte diverses accusations contre lui. La défense oppose que le prévôt n'a jamais encouru la note d'infamie, qu'il a bien mené son administration puisque les chapitres de 1592 et suivants l'ont approuvée, que l'évêque d'Aoste n'avait pas à s'offenser, étant donné les habitudes, qu'un arrêt du Sénat de Savoie lui ait été notifié dans le cloître de la cathédrale, que les biens qu'il a aliénés n'étaient pas en Savoie mais en Bourgogne et en Valais et qu'il les a vendus avec le consentement de l'évêque de Sion et des seigneurs du Valais ; elle conclut que le prévôt doit être acquitté. Cependant le prévôt est mis aux arrêts.

Trois mois plus tard, le tribunal du nonce rend sa sentence : considérant que le prévôt a dilapidé les biens de la maison, diminué le nombre des religieux et l'exercice de la charité, il le condamne à rendre compte de toute son administration au prochain chapitre général, le 28 août, à obtenir du Saint-Siège, dans l'espace d'un an sous peine de nullité, la confirmation des aliénations faites, à se comporter plus charitablement avec ses religieux, etc.<sup>27</sup>

Malgré cette condamnation, il ne semble pas douteux que le prévôt Tillier ait été un administrateur actif et habile. Le bilan, même incomplet, de son administration le montre. D'après le chanoine Nicolas Vacher, qui est généralement bien informé, voici les dettes payées par ce prévôt :

<sup>27</sup> AGSB et *Histoire des constitutions* par Jos. Ballet, curé de Sembrancher. Liasse des Constitutions.

280 écus petits à Pierre Challand, de Bourg-Saint-Pierre ;  
 180 écus petits à un certain Ribordy, de Sembrancher ;  
 120 pièces d'or au docteur Grelli, de Sion ;  
 105 pièces d'or à un certain Marchecompte, commissaire ;  
 80 écus petits au commissaire Baisson, de Bourg-Saint-Maurice en Savoie ;  
 300 écus petits aux domestiques pour leurs salaires ;  
 6150 écus pour autres dettes de l'hospice ;  
 soit en tout, outre les dépenses ordinaires, 23 310 livres piémontaises<sup>28</sup>. Il faut encore ajouter l'achat de la seigneurie d'Allaman.

Pour faire face à tant de dépenses, de Tillier aliène les bénéfices de Fribourg, les droits de la maison sur Isérables et sur l'hôpital de Saint-Jean de Lausanne ; il vend, en 1592, le tiers de la dîme d'Hérens pour mille six cents livres mauriçoises ; en 1605, les droits sur la dîme de Sion pour sept cents livres de vingt-sept gros chacune, monnaie de Sion<sup>29</sup> ; en 1603, il donne en hypothèque aux seigneurs de Sion, pour une dette de mille écus pistolets, les biens de la prévôté situés en Valais.

De ce bilan, il est facile de dégager le plan économique du prévôt : aliéner les possessions les plus menacées pour payer les dettes de la maison et acquérir des biens d'un revenu assuré. Cette ligne de conduite lui était imposée par la situation. Les bénéfices de Vaud étaient aux mains des Bernois réformés ; depuis de longues années, ceux de Fribourg ne payaient plus de pension et le Valais risquait de passer au protestantisme. Il était donc prudent de tirer le meilleur parti des biens situés dans ces régions et d'acheter en Savoie où les conditions de sécurité étaient meilleures<sup>30</sup>. Un tel plan ne pouvait que déplaire au Valais, parce qu'il diminuait son emprise sur la prévôté. Cependant il se justifiait. Le prévôt mit tout son savoir-faire et toute son ardeur à réaliser ce déplacement de ressources. Non sans raison, le chanoine Nicolas Vacher lui décerne cet éloge : « Vivant comme un simple religieux, il s'est donné une peine inouïe pour arracher des mains des usurpateurs les biens et les droits de l'hospice et de la prévôté. Il n'a rien négligé pour affranchir les biens et les fermes des hypothèques qui les grevaient et pour payer les dettes contractées par les cellériers et autres au temps des commendataires. »

Le prévôt Viot continue d'aliéner les biens de la maison, qui se trouvent hors les Etats de Savoie (il va jusqu'à aliéner des biens situés à Aoste) mais sans acquérir l'équivalent dans ces Etats, ni payer les dettes qui res-

<sup>28</sup> Nous ne savons si, dans ces paiements, se trouvent compris les trois cent trente ducats que le prévôt vira aux seigneurs de Sion le 11 février 1603 pour une dette de mille écus pistolets.

<sup>29</sup> Humbert Mariette, curé d'Orsières, représentait l'hospice, Jacques Waldin, Nicolas Wolf, etc., la ville de Sion. AV, 104 SB, 26. Cet acte se fit le 20 décembre 1605.

<sup>30</sup> Cf. Ebauche de supplique au Saint-Siège, 6 octobre 1610. AGSB.



tent. Un des premiers actes de son administration est la vente des droits de la prévôté sur la vallée d'Illiez et sur Tanay (alpage de Vouvry) à Guillaume du Fay, banneret de Monthey, pour le prix de mille florins petit poids<sup>31</sup>.

En 1614, le chapitre décide d'envoyer un procureur à Rome pour la liquidation des bénéfices qui se trouvaient sous le contrôle des Bernois. Ces démarches ne sont pas sans succès puisque la maison retire, en 1619, deux mille septante et un écus, monnaie de Sion, pour des biens situés dans le diocèse de Lausanne<sup>32</sup>.

En 1615, le prévôt se présente à la Diète de Sion et en obtient une ordonnance pour faciliter la perception de cens et revenus de la maison en Valais<sup>33</sup>.

Mais l'évêque de Sion surveille l'administration du prévôt. L'année 1620, il le blâme d'avoir vendu (ou hypothéqué) une vigne sans en avoir affecté le prix au profit de l'hospice<sup>34</sup>.

Les aliénations et le transfert à Aoste, de titres d'archives irritent les seigneurs du Valais ainsi que les religieux claustraux. En 1634, l'évêque Hildebrand Jost envoie au chapitre du Saint-Bernard une ordonnance aux termes de laquelle, le prévôt devrait faire les amodiations au su du chapitre, rendre compte chaque année au chapitre et ne pas vendre les biens sans son consentement<sup>35</sup>. Le prévôt ne se soucie pas de ces ordonnances et est privé de l'administration de la prévôté, comme nous l'avons déjà dit dans la notice consacrée à ce prévôt<sup>36</sup>.

<sup>31</sup> Ces droits relevaient de la juridiction de Meillerie. Le chapitre approuva cette vente en 1613. AGSB, *Chapitres*.

<sup>32</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>33</sup> Cette ordonnance sera renouvelée en 1631 à la demande d'O. Arnod, prieur claustral. AGSB.

<sup>34</sup> P. Gard, *Histoire*, citant AOM.

<sup>35</sup> AV, 104 SB.

<sup>36</sup> Le prévôt Viot (Saint-Bernard, pp. 365-374) fait un exposé d'ensemble intéressant sur le régime économique de l'hospice. « La despence pour l'entretien de ces hospitaux (Grand et Petit-Saint-Bernard) est incroyable, et toutesfois on y pourvoit avec un tel soing et diligence, que rien ne défaut aux passants, si non aux délices, du moins à la vie...

Comme rien n'y croist, il faut que tout y soit porté avec une peine et despence indicible: mesme le bois d'une journée loing, par le sommet des montagnes entourées de précipices, et ce durant trois mois de l'année tant seulement, la provision doit estre pour chacun an de six à sept cents charges de vin pour le moins, pour la boisson. La pitance pour la plupart est de chair sallée, combien qu'encor de trois en trois jours on y porte de la chair fraische, les viandes de Careme y sont aussi transportées à proportion. Comme donc le revenu n'est pas bastant (suffisant) pour fournir à telle despence, on est contraint recourir aux charités et aumosnes: pour quel effect sont députés quelques Religieux du dit lieu, qui font les questes, reçoivent les dons et oblations, par les Provinces circonvoisines, tant Catholiques qu'autres, lesquels quêteurs sont privilégiés partout, respectés, caressés, et bienvenus à cause de la nécessité des dicts passages, et du grand secours, qu'y reçoivent toutes sortes de nations, François, Espagnols, Allemans, Suisses, et autres, qui de nécessité passent par là. Lesdicts Hospitaux sont sous la protection des Serenissimes Ducs de Savoye, qui y contribuent annuellement leurs libéralités magnifiques. Les Seigneurs de Valley donnent aussi leur symbole (aide), rière le país desquels est situé le grand Hospital. »



Ours Arnod, durant les trois ans qu'il administre la maison, a assez à faire avec les controverses qui marquent sa candidature à la prévôté. De 1644 à 1649, il n'y a rien de saillant en fait d'administration générale.

Le prévôt Buthod régit la prévôté durant plus de vingt ans (1650-1671). Il fait une acquisition importante. Les chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem possédaient en vallée d'Aoste l'hôpital de Rumeysan, qu'ils avaient fondé vers 1150, et ses annexes, l'hospice de Ploue à Montjovet et celui de La Pierre entre Bard et Donnaz, dépendant de la Commanderie de Saint-Jean de Chambéry. Comme ils cherchaient à vendre ces possessions, la maison se porte acquéreur. Le 7 novembre 1654, Simon de Mopas chevalier de l'Ordre de Saint-Jean, commandeur de Saint-Jean de Chambéry<sup>37</sup>, vend au prévôt Buthod les biens déjà indiqués pour le prix de neuf cents pistoles, moitié d'Espagne, moitié d'Italie. Le prévôt verse une partie de cette somme et paie au chevalier de Mopas les intérêts du solde. Ce solde à payer était une excellente occasion de sortir du Valais les sommes retirées de la vente des bénéfices de Fribourg (voir plus loin, pp. 310 et 311). Mais le Valais interdit que cet argent soit employé hors du pays. Le chapitre et le prévôt députent le chanoine Antoine Norat aux Excellences du Valais afin d'obtenir la permission de retirer trois cents ducats dus par feu Humbert Mariette et sept cents ducats dus par les héritiers de noble Ferdinand Fabri, somme gérée par un certain Volluz<sup>38</sup>, moyennant la promesse de replacer les dites sommes en Valais dès que les seigneurs du Valais le demanderaient. Le Valais accorde, le 9 juin 1657, la permission demandée. Le chapitre se réunit peu après, le 10 juillet. Il accorde au prévôt la faculté de disposer de cet argent<sup>39</sup>. L'année suivante, le prévôt Buthod paie, à l'Ordre de Saint-Jean, six cents pistoles constituant le solde de ce qu'il lui devait. Le plan économique élaboré par le prévôt Tillier se continuait<sup>40</sup>.

<sup>37</sup> Simon de Mopas est muni des permis d'aliénation du pape Urbain VIII et du grand maître de l'ordre, datant de 1633 déjà. Le frère chevalier Pierre de Chamont, commissaire de l'ordre l'assiste dans cet acte.

<sup>38</sup> Peut-être François Volluz, châtelain d'Entremont dès 1640.

<sup>39</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>40</sup> Voici encore quelques détails d'administration qui ne sont pas sans intérêt : Le chapitre du 6 août 1665 amodie à Nicolas Cornut, prieur de Martigny, pour l'espace de dix (ou trois) ans, la paneterie, soit la recouvre des revenus en grains dans le Valais. L'amodiatrice, selon la coutume, doit fournir annuellement 163 sacs de blé dont 104 à l'hospice et les autres à La Pierre ou à Ferret à raison de 40 pains de 3 1/2 livres par sac de blé, plus au bout de trois ans, un gobelet d'argent et une couverture neuve en drap du pays. Cet office était confié au plus offrant. Le salaire du panetier consistait dans la quantité de blé excédant les 163 sacs.

Le 29 mars 1667, le Saint-Bernard vend, pour le prix de 270 écus petits, quelques biens situés à Chésalet et Poinson. AOM.

Sous le prévôt Buthod, et depuis longtemps, les fermes de Saint-Oyen, de Meillerie, d'Ecône et de Roche se donnaient en location.

L'administration de Buthod prête à la critique. Il s'offre en 1668 à rendre ses comptes au chapitre qui délègue quatre religieux pour les examiner. L'année suivante, les religieux réunis à l'hospice en chapitre formulent leurs griefs : le prévôt se comporte comme s'il était propriétaire des biens de l'hospice, loue les fermes à l'insu du chapitre et se refuse à rendre compte des quêtes du Piémont : depuis dix-huit ans, il n'a rendu aucun compte de son administration. Les capitulants communiquent ces plaintes au nonce de Lucerne le 26 juin et, plus tard, à S. A. S. Il est vraisemblable que le nonce ait alors suspendu le prévôt de son administration et autorisé les religieux à se choisir un procureur (peut-être Pantaléon Tornieux), car le duc de Savoie, qui ne pouvait voir que de mauvais œil cette ingérence du nonce, interdit, le 30 juillet 1669, aux fermiers, receveurs, etc., des biens du Saint-Bernard de rien livrer au cellérier à cause du mauvais usage qu'il fait de cet argent<sup>41</sup>. Le prévôt mourut le 26 avril 1671. Il avait eu du moins le mérite d'amasser de l'argent dont son successeur fera bon emploi.

Il semble que Pantaléon Tornieux se soit maintenu dans son office de cellérier, du moins en Valais, car, à sa demande et à celle du curé d'Orsières, le Valais ordonne, en 1671, le renouvellement des titres et redevances de la prévôté dans son territoire<sup>42</sup>. Mais il fut bientôt évincé et envoyé à Meillerie. En 1673, le prévôt Norat constitua Léonard-Philibert Dupin, curé d'Orsières, son seul procureur pour procéder à ce renouvellement des titres<sup>43</sup>.

Norat, élu prévôt en 1671, propose au chapitre de 1672 de lui rendre ses comptes. Le chapitre remet cette formalité à l'année suivante où il les approuve en effet, ainsi qu'en 1674.

En 1685, le prévôt Norat prête à Jean Gex, citoyen d'Aoste, vingt-deux pistoles d'Espagne et cent livres au taux de 5 % avec hypothèque sur son appartement. Jean Gex étant mort, le prévôt obtint d'être mis en possession, le 22 février 1691, du domicile hypothéqué, qui comprenait le deuxième étage d'une maison située dans la rue méridionale de Marchévaudan.

Lors de l'invasion française en vallée d'Aoste en 1691, le prévôt Norat avança, en paiement de la contribution de guerre, deux mille trente-cinq livres et plus de cent sacs de blé. Ces deux faits, et d'autres qu'il est inutile de rapporter, montrent que le prévôt était assez cosu pour faire l'office de banquier<sup>44</sup>.

L'activité administrative de ce prévôt fut surtout orientée vers la construction de l'église et la restauration des bâtiments de l'hospice, ce qui ne l'a pas empêché de trouver encore des ressources pour procurer une bonne

<sup>41</sup> AST.

<sup>42</sup> AGSB.

<sup>43</sup> AGSB.

<sup>44</sup> AGSB.

formation philosophique et théologique à ses jeunes religieux. Son administration fut au service de l'Ordre du Saint-Bernard pour lui procurer un essor remarquable.

Le prévôt Persod continua à faire prospérer l'administration de l'ordre surtout par des acquisitions en vallée d'Aoste. Ayant obtenu du chapitre, le 2 août 1696, l'autorisation d'acheter une partie de la seigneurie de Courmayeur, il procéda à cet achat par contrats du 26 août et du 2 septembre suivants et du 10 mars 1697. Le vendeur était le président François Doncieux ; l'objet de la vente : les terres, fief et juridiction de Courmayeur et Entrèves avec leurs châteaux, maisons fortes et autres biens ; les acquéreurs : pour les trois quarts, le prévôt Persod et pour l'autre quart, les frères Antoine-François et Emmanuel-Anselme Passerin et Philibert-Amé Arnod ; le prix total, vingt mille livres dont quinze mille à la charge du prévôt. En 1726, Boniface chercha à vendre cette juridiction comme de peu de revenu <sup>45</sup>.

L'argent avancé en 1691 par le prévôt Norat pour la contribution de guerre n'ayant pas encore été remboursé, le Conseil des commis du duché d'Aoste donne ordre à son trésorier, le 29 mai 1697, de payer au prévôt les deux mille cent trente-cinq livres, sans préjudice du paiement du blé fourni. Le trésorier traîne en longueur au point qu'un recours est adressé au duc Victor-Amédée qui, le 13 août suivant, ordonne au Conseil des commis d'indemniser le prévôt de sa contribution de guerre <sup>46</sup>.

Persod fait de nombreuses acquisitions en vallée d'Aoste : en 1700, un alpage appelé Voyoux dans la baronnie de Nus et tous les revenus dépendant du château de Rhins achetés au seigneur François-René de Nus pour le prix de trois mille livres <sup>47</sup> ; en 1709, une montagne à Vertosan, au lieu-dit Chabod (territoire d'Avisé) pour le prix de deux cent nonante-deux livres <sup>48</sup> ; à une date inconnue, la montagne de Réal, au-dessus de Fontintès, près de l'hospice, payée seize pistoles d'Espagne à Léonard Bigay de Saint-Rhémy <sup>49</sup> ; le 18 juillet 1711, la maison forte, dite Carron, à Courmayeur, avec les biens nobles dépendants et la ferme de Champ-Rottard dans le territoire de Villeneuve. Pour cette acquisition, il verse quarante mille livres au seigneur Joseph Gaëtan Carron de la Tour, marquis de Saint-Thomas, comte de Buttilières, ministre et premier secrétaire d'Etat de S. A. S. <sup>50</sup>

<sup>45</sup> AGSB. Le même prévôt Persod, le 23 avril 1697, prête, au nom de Jean de Besenval, originaire de Torgnon, gouverneur de Soleure, dix écus, soit louis blancs de France, à Marie-Antoine, veuve de Georges Gerlier. L'acte se passe à Aoste devant la boutique de Jacques Besenval, fils de Jean.

<sup>46</sup> AST.

<sup>47</sup> Inv. OM.

<sup>48</sup> Inv. OM.

<sup>49</sup> A cette époque, le Saint-Bernard tenait en fief de la mense épiscopale de Sion une vigne de huit fossoyers située aux Glappeys à Martigny. AGSB.

<sup>50</sup> Cette maison Carron est l'actuel Hôtel de l'Ange à Courmayeur.

En Valais, la querelle au sujet des bois de Ferret renaît périodiquement. Le grand bailli, en 1702, porte défense aux hommes d'Orsières de molester les chanoines dans le transport des bois et dans leur droit de pâturage.

De ce qui précède, il ressort clairement que ce prévôt continue la politique administrative de ses prédécesseurs : concentrer en vallée d'Aoste les avoirs de l'ordre. Au chapitre ouvert le 5 août 1711, il fait lire ses comptes et demande que l'on nomme un cellérier. Le chapitre loue son administration, mais se refuse à élire un cellérier.

Ce n'est que l'année suivante que cet office réapparaît en la personne de Jean Perron, auquel le chapitre de 1714 substitue Pierre-François Ballalu, en le chargeant, outre ce qui est prescrit par les constitutions, de percevoir tous les cens de la paneterie et autres. En 1715, les claustraux lui font défense de payer les dettes des administrateurs précédents avant qu'ils aient rendu leurs comptes en bonne forme.

Quand le prévôt Persod meurt à Aoste en 1724, la cour de Turin, qui nourrit une forte défiance à l'égard de son successeur, Boniface, fait mettre les scellés sur les titres et l'argent laissés par le prévôt défunt. L'avocat Flandin, chargé de cette besogne pénètre, quelques heures après le décès, dans la chambre à coucher où le corps du prévôt est encore exposé et plusieurs religieux en prières. Il ordonne au valet du prévôt de réunir les choses de valeur qui se trouvent dans cette chambre et dans l'appartement et de les apporter dans le cabinet voûté du prévôt, où il trouve diverses pièces d'orfèvrerie en argent du poids de quinze livres et neuf onces, plusieurs anneaux avec diamants et sa croix pectorale en or. Il met les scellés sur ce cabinet. L'après-midi, il se rend à l'appartement du prévôt au prieuré de Châtel-Argent qu'il met aussi sous scellés.

Boniface fait lever les scellés le 6 mars. Le notaire Jean-Claude Bizel dresse le bordereau de l'argent trouvé dans le coffre du prévôt qui totalise une valeur de soixante-sept mille quatre cent quatre livres. L'inventaire prend beaucoup de temps. Il ne s'achève que le 5 avril 1725. Et alors le commandant d'Aoste fait apporter tout l'argent aux archives de Saint-Jacquême qu'il met sous trois clefs dont une est gardée par lui ; de sorte que, lorsque l'économe de Saint-Jacquême a besoin d'argent, il doit quérir la clef du commandant. C'est la mise en tutelle de l'administration de ce prieuré et de la prévôté<sup>51</sup>.

Le prévôt Boniface laisse toute latitude administrative au cellérier. En 1725, Grat Formaz établit la liste des redevances dues à l'hospice par les bénéfices situés en Valais<sup>52</sup>.

Sous le successeur de Boniface, le prévôt Jorioz, les affaires se gâtent de nouveau. Ce prévôt, adversaire des constitutions, ne néglige aucun

<sup>51</sup> AGSB. *Séparation*.

<sup>52</sup> AGSB.

moyen de susciter des difficultés à l'administration de l'hospice. Il n'est certainement pas étranger au fait que plusieurs curés du Valais refusent de payer leurs pensions, de sorte que le cellérier est obligé d'acheter beaucoup de blé. Il exige le paiement des fournitures faites à l'hospice. On redoutait même qu'il fût intercepter les convois de vivres destinés au Saint-Bernard. Les claustraux se plaignent, bien inutilement, car ce prévôt suit la politique de ses prédécesseurs de dépouiller l'hospice au profit de Saint-Jacquême. Le Valais, pour sauvegarder les intérêts valaisans de l'hospice, présenta, au chapitre de 1730, ses directives dans le but de conserver à l'hospice les titres d'archives, surtout ceux qui concernaient les biens situés en Valais, et d'utiliser pour l'hospice les revenus des quêtes. Ces articles furent présentés par Wegener, juge du dizain de Brigue. Avant d'y répondre, le prévôt les soumit à la cour de Turin qui donna son avis le 4 novembre. Le 9, le prévôt fit sa réponse. Au chapitre suivant tenu à la fin août 1731, il communiqua la réponse faite et en reçut l'approbation. Nous ignorons la teneur de cette réponse. Elle devait satisfaire le Valais qui, par l'entremise de Pierre-Antoine de Riedmatten, en obtint confirmation du chapitre tenu les 6 et 7 août 1732.

Il semble que le prévôt Jorioz ait eu l'intention de prendre entre les mains toute l'administration de la maison. Nous ne voyons pas d'autre mobile à la démarche du chanoine Nicolas Vacher faite en 1732. Sachant que le chanoine Gibsten de l'abbaye de Saint-Maurice avait toute la confiance du nonce de Suisse, c'est à lui qu'il s'adressa par lettre du 23 octobre. Il lui demandait d'obtenir du nonce un décret qui remettrait toute l'administration temporelle entre les mains du prévôt qui assumerait la charge d'agrandir l'hospice, d'y entretenir les religieux, à qui il fournirait du pain blanc pour leur ordinaire et de faire tenir leurs comptes aux divers économes. Il lui demandait de cacher cette démarche aux chanoines de l'hospice. Le nonce ne fut pas dupe. Dans sa réponse, il dit qu'une telle proposition relevait du Saint-Siège, auquel le prévôt a adressé un recours tendant à faire reconnaître les constitutions comme impraticables. Cette proposition resta sans effet.

Pour illustrer la politique économique des prévôts valdotains, il est suggestif de jeter un coup d'œil sur la liste des biens situés en Valais et en Suisse aliénés par eux :

la montagne du sommet de Proz, au Bourg-Saint-Pierre,  
une autre, située entre les deux montagnes du prieuré du Bourg,  
une bonne maison et des prés,  
une autre montagne, au-dessus de la chapelle de Lorette,  
une forge (martinet), à Orsières,  
des prés, à Ferret,  
sept cents ducats exportés de Sembrancher à Aoste,  
des dîmes de Bagnes,

des dîmes en blé et vin de la paroisse de Leytron,  
maison, vigne et prés, à Saint-Pierre-de-Clages,  
une somme d'argent imposée à Isérables,  
des dîmes d'Isérables,  
des dîmes et autres biens d'Hérens (neuf cents ducats),  
un fief, dans le val d'Illiez,  
la montagne de Tanay (Vouvry),  
nombre de propriétés, à Roche et Salins,  
les bénéfices de Vaud et Fribourg,  
des capitaux emportés à Aoste,  
autres aliénations dont les titres sont à Aoste,  
revenus des quêtes,  
revenus de plusieurs fermes et dépouilles des bénéficiers.

Le prévôt Viot reconnut avoir vendu des biens pour mille huit cents ducats. Au total, plus de seize mille pistoles (deux cent mille francs or) ont été transférées au-delà des Alpes et placées dans des propriétés acquises en vallée d'Aoste<sup>54</sup>.

Pour compléter cet exposé sur l'administration, il reste à dire un mot des fermes qui en dépendaient.

*Ferme de Saint-Oyen.* — En 1591, la grange et la forêt de Saint-Oyen furent incendiées et les eaux d'irrigation détournées par des malveillants à qui le prévôt Tillier intenta un procès<sup>55</sup>. Nous en ignorons l'issue. En 1637, dans un autre procès, la ferme et le village réussissent à maintenir leurs droits de jouissance sur les pâturages, forêts et eaux situés sur le territoire d'Etroubles<sup>56</sup>.

Cette ferme est amodiée au curé de Saint-Oyen en 1668 pour six cents écus petits et vingt-deux séracs avec charge de fournir les bœufs pour les travaux de Bibian. L'année 1695, elle fut amodiée à Léonard Verraz, aux conditions ordinaires, sauf qu'au lieu de fournir de l'avoine aux chevaux de la maison, il donnera l'équivalent en argent. Trois ans plus tard, elle est amodiée à Léonard Mellé et restera longtemps à cette famille. Jean-Pierre Mellé fut vingt-trois ans fermier, de 1704 à 1727. N'ayant pas rendu fidèlement ses comptes, le chapitre lui substitua, en 1727, Jean-François Verraz, qui s'engagea à payer comme location huit cents livres de Piémont (septante-cinq de plus que son prédécesseur) et à hiverner trois vaches et quinze moutons pour la boucherie du Mont-Joux<sup>57</sup>.

*La rectorie de Sion* est généralement donnée en amodiation aux conditions suivantes : l'amodiatraire est tenu de livrer annuellement à l'hos-

<sup>54</sup> Cette liste est exacte dans les points que nous avons pu contrôler. Elle date du temps de la séparation et se trouve aux AGSB.

<sup>55</sup> J.-A. Duc VI, p. 287.

<sup>56</sup> J.-A. Duc VII, p. 95.

<sup>57</sup> AGSB, *Chapitres*.



pice trente-trois sacs de blé et de recevoir le prévôt et les religieux de passage pour les affaires de la maison<sup>58</sup>.

*Roche.* — Les Bernois étant en guerre contre la Savoie requéraient du Saint-Bernard, comme contribution en raison de la ferme de Roche, un homme armé et un autre muni de son arquebuse et de son « morion ». Le prévôt Tillier pria l'évêque de Sion de s'interposer en 1593 et obtint d'être déchargé de cette prestation, d'après le rapport qu'il fit au chapitre de 1602<sup>59</sup>. Cependant cette obligation ne fut pas totalement éteinte. Elle figure dans le contrat d'affermage de Roche en 1693. Le fermier Paul Facioz devra, en cas de guerre, entretenir un cavalier. Il devait encore recevoir les religieux de passage, transporter à Villeneuve cinq chars de « flat » (litière) pour le château de Meillerie et entretenir tous les chevaux du Saint-Bernard<sup>60</sup>.

En 1719, le chapitre consent, en réservant la permission de Rome, à céder à Berne la rente qu'il tirait du dépôt de sel de Roche contre d'autres rentes que Berne lui assignerait.

*Les vignes de Clarens* dépendaient de l'administration de Meillerie. Le fermier Nicolas Farnex ayant vendu ces vignes, le chapitre y mit opposition en 1621<sup>61</sup> et put obtenir qu'elles fissent retour à la maison.

*Administration des claustraux.* — Pour cette période, nous sommes bien renseignés sur le fonctionnement de cette administration. Les claustraux ne reçoivent du « commun de la maison » que la nourriture et le lit. Pour le reste de leur entretien, ils ont les revenus de la « boîte », soit les honoraires des messes manuelles ou fondées et de quelques biens-fonds situés à Bourg-Saint-Pierre (les prés de Raveyre et de Condemine), à Martigny, Saint-Rhémy, Bosses, Saint-Oyen, Etroubles, Allein, Gignod, Brissogne, Saint-Christophe, Sarre et Aoste ; en tout dix-huit pistoles.

Ces biens sont administrés par un procureur que les claustraux élisent de trois ans en trois ans. Jean-Pantaléon Tornieux, procureur des claustraux, établit en 1666, pour l'utilité de ses successeurs, le répertoire des droits des chanoines claustraux<sup>62</sup>. Le chanoine Georges Bertin, curé d'Etroubles, remplit longtemps cet office, notamment entre les années 1682 et 1696.

<sup>58</sup> Vers 1600, la rectorie de Sion servit d'abri et de sauvegarde aux pères capucins qui évangélisaient la ville où le protestantisme était fortement implanté. Les bourgeois déclarèrent qu'ils auraient incendié toute autre maison où les missionnaires se seraient réfugiés. P. Grenat, p. 147.

<sup>59</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>60</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>61</sup> AGSB.

<sup>62</sup> AGSB. En 1622, les claustraux cèdent au curé de Saint-Rhémy, A. Perret, une rente annuelle de sept setiers de vin et en reçoivent un alpage dit l'Arp de Gilliet, situé au-dessus de Saint-Rhémy, AGSB. Ils revendront cette montagne en 1696 à J.-R. Marguerettaz de Saint-Rémy, avec l'approbation du chapitre annuel.



Les revenus sont mis en commun et répartis chaque six mois entre les prêtres claustraux au prorata de leur résidence<sup>63</sup>. C'est leur mense commune distincte des biens administrés par le cellérier.

Les titres relatifs à cette administration sont conservés dans un coffre, appelé Paris, fermé de deux clefs dont une est gardée par le prieur claustral et l'autre par le plus ancien religieux résidant à l'hospice. Ce coffre se trouvait à la salle du chapitre, dite salle vieille.

<sup>63</sup> AGSB, *Chapitres*, année 1678.

## CHAPITRE III

### L'activité

Aux activités qui figuraient déjà dans les périodes précédentes, s'ajoute la création des cours de philosophie et de théologie. Il en sera question après l'exposé de l'activité religieuse. Nous reportons à la fin de cette partie, le chapitre consacré à l'observance religieuse parce qu'il constitue une introduction à la cinquième partie.

### L'activité religieuse

#### *Vie liturgique*

Le chanoine Nicolas Vacher, faisant l'éloge du prévôt de Tillier, dit qu'il a rétabli dans l'église du Mont-Joux la célébration de l'office divin interrompue depuis longtemps. Il a été conduit à cette affirmation peut-être par le fait que les chanoines claustraux, dans la capitulation qu'ils firent jurer à de Tillier, demandaient la fourniture du nécessaire à la récitation chorale de l'office. Mais conclure de là à une longue interruption du chœur est une affirmation sans fondement. Car dans les prescriptions que le prévôt adresse aux claustraux, moins d'un mois après la capitulation, il se borne à dire que, durant la récitation de l'office, les novices aient soin de tourner les feuillets au moment voulu et les lecteurs, de ne pas commencer une leçon avant que la précédente soit finie. La correction d'abus dans la récitation chorale suppose la continuité dans cette récitation. Au reste s'il y a eu interruption, elle ne fut pas de longue durée puisqu'en 1574, François Bobba constatait que les chanoines claustraux récitaient l'office, mais non selon le rite romain.

Le XVII<sup>e</sup> siècle est marqué par quelques événements liturgiques notables. L'office selon le rite de l'ordre est abandonné (on ne peut que le regretter) et le rite romain adopté. Ce changement a dû se faire au temps du prévôt Viot ; depuis lors, en effet, les chapitres ne reviennent plus sur le sujet. Vers la fin du siècle, on ajoute à l'office romain les offices propres des chanoines réguliers et saint Bernard est inséré dans le martyrologe de l'Eglise universelle.

Le chanoine Jean-Pierre Persod est envoyé à Rome en 1680 dans ce but. La Congrégation des rites, par décret du 9 août 1681, accorde l'insertion de saint Bernard au martyrologe. Le 20 septembre suivant, il approuve la teneur de l'éloge de ce saint, soit : « 15 juin... Au Mont-Joux en Valais, saint Bernard de Menthon confesseur ». Le 1<sup>er</sup> octobre 1681, l'ordre est affilié aux CCRR de Latran. Il est à présumer que dès lors on dit les offices des CCRR ; ce qui est une coutume bien établie en 1697<sup>1</sup>.

Vers 1680, l'office est chanté intégralement chaque jour. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'après Ballalu, on chante en plain-chant tout l'office, aux fêtes solennelles ; depuis les laudes inclusivement, aux fêtes de deuxième classe et depuis prime, les autres jours. L'horaire liturgique de la journée en hiver est alors le suivant : prière et méditation à 6 heures, matines du jour, dès qu'on peut lire sans chandelle ; prime, à la suite des matines ; messes privées, après prime ; tierce, sexte, none et la messe conventuelle à 9 heures, vêpres à 15 h. 15 ; les complies à la suite ; les matines de la B. V. Marie aussitôt après, s'il y a des novices pour les dire et, à 20 heures, la prière du soir.

Cet horaire marque un fléchissement du sens liturgique. Il bloque au milieu de la matinée, trois petites heures et la messe conventuelle et avance trop les complies.

Au collège de Saint-Jacquême, dès avant 1700, le coadjuteur Boniface dit ordinairement l'office dans sa chambre avec les profès étudiants et anticipe les matines et laudes. Mais cette heure se célèbre le matin quand, aux jours de fête, l'office se dit à l'église.

S'il arrive, au temps des prévôts valdotains, que l'office de chœur souffre quelques interruptions passagères, il reste cependant en honneur et constitue la trame fondamentale des journées des religieux.

### *Habit*<sup>2</sup>

Les tableaux de saint Bernard, ex-voto et autres, qui datent de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'aux temps modernes, le représentent invariablement avec le surplis et l'aumusse de peaux qui constituaient le costume de chœur

<sup>1</sup> P.-F. Ballalu et AGSB.

<sup>2</sup> Pour cet exposé, cf. L. Quaglia, *L'habit des chanoines du Grand-Saint-Bernard*, dans RHES, 1945, pp. 35 à 37.

des chanoines du Saint-Bernard. La première fois qu'il est parlé du rochet, à notre connaissance, c'est en 1674 dans la supplique adressée au nonce pour obtenir le camail. Dès lors ce nom est employé constamment pour désigner la tunique de toile portée au chœur.

L'aumusse faite en peaux coûtait cher et se détériorait rapidement à cause de l'humidité provenant de la longue durée de l'enneigement. On l'avait abandonnée et l'on songeait à la remplacer par le camail. Le chapitre de 1674 délégua les chanoines Antoine Marcoz, prieur de Martigny, et Pantaléon Tornieux auprès du nonce et de l'évêque de Sion pour obtenir ce privilège. Les délégués rencontrèrent le nonce à Einsiedeln et présentèrent leur requête le 15 septembre 1674. Le nonce accorda la faveur demandée : « Nous les autorisons à porter à l'avenir l'aumusse de drap de couleur rosacée, qui descendra jusqu'aux hanches *foemora tantum tangentem.* »

Sur le même document, l'évêque de Sion Adrien de Riedmatten approuve la concession, faite par le nonce Odoardo Cibo, de l'aumusse modifiée en forme de mozette et il autorise les chanoines du Saint-Bernard à la porter dans leurs églises pour les offices divins.

Le camail était obtenu. Chaque religieux devait se le payer, témoin le contrat d'entrée en religion passé le 12 octobre 1687 par Louis Uselly d'Aoste, qui s'engage à payer « douze pistoles d'Espagne pour la pension de l'année de noviciat et en outre de fournir le luminaire et camail ». Un règlement, fait vers 1740 par Michellod, administrateur de la prévôté, demande au novice de payer deux louis pour l'habillement de chœur, qui consiste dans le camail et le rochet. Cependant, par déférence pour l'ancien habit de chœur, le prévôt revêtait encore l'aumusse sur le rochet à la messe et au Te Deum qui se chantent au chapitre annuel.

Pierre-François Ballalu a noté plusieurs particularités sur l'habit de chœur que nous transcrivons en partie : « Chaque religieux a à son usage particulier un ou deux rochets, qu'ils achètent de quelqu'autre religieux ou autrement de l'argent de leur pécule ; de là vient que les rochets ne sont pas uniformes ; les uns sont faits de toile grossière avec des dentelles à proportion. Les autres sont de toile fine avec des dentelles hautes soit larges d'un pied, ou demy pied, ou seulement de quelques doigts. Quelquefois le premier du chœur n'a qu'un rochet grossier à petites dentelles et un novice profès porte en même temps un rochet des plus propres à dentelles fines et hautes d'un demy pied... Les novices non profès se servent dans le chœur d'un surpells qu'ils achètent eux-mêmes avant que de recevoir l'habit ou l'apportent de chez leurs parents. Ils n'en ont ordinairement qu'un et lors qu'ils l'envoient blanchir ils en demandent au sacristain qui n'ayant point de surpells de la sacristie leur prête des rochets. »

Le même religieux donne les détails suivants sur l'habit porté hors du chœur : « Les religieux de ce monastère sont habillés comme les prêtres

séculiers des provinces qui sont aux environs, à la seule différence que les religieux portent sur leur soutane une longue bande de toile, large de trois doigts ou environ, plissée, qu'ils portent pendante du col jusques à la cuisse du côté gauche en façon de baudrier ; elle est attachée au bas par un filet, et quelques uns l'attachent avec un ruban. Les religieux appellent cette bande du nom d'habit sous entendans de religion... Ils portent le collet (rabat) comme... les prêtres séculiers de la Savoie et de la Val d'Aoste. »

Ce texte fournit un détail qui a son importance dans l'évolution du rochet réduit : les deux extrémités de ce rochet étaient réunies par un lacet. Cette façon de le porter est une phase intermédiaire entre le rochet à deux bandes pendantes et le rochet fait d'une bande unie qui se porte actuellement.

### L'activité intellectuelle

Au temps des derniers commendataires, puis des prévôts d'origine séculière, l'instruction des religieux était fort négligée. Il semble même que l'élément séculier, alors prépondérant dans la maison, laissait intentionnellement les religieux dans l'ignorance afin de les maintenir dans leur sujétion. Les religieux souffraient de cet état des choses.

Au chapitre de 1669, se produit un réveil : on décide d'entretenir deux religieux aux études afin de les rendre capables d'administrer les meilleurs bénéfices, qu'on perd faute de science. Ce réveil se remarque encore à quelques donations faites aux claustraux dans le but de favoriser les études des jeunes profès : Ours Arnod leur cède la ferme de Chantes à Chevrot et Antoine Perret, curé de Saint-Rhémy, toutes ses épargnes. Dès 1673, les religieux Jean-Pierre Persod et Panthaléon Coassod étudient à Annecy et à Chambéry<sup>3</sup>.

Il est question alors de rebâtir le prieuré de Saint-Jacquême de Châtel-Argent, incendié en 1676, pour en faire un séminaire des religieux. Ce projet est abandonné dans la suite, car il paraît plus indiqué d'établir ce séminaire au prieuré de Saint-Jacquême d'Aoste.

On se souvient que ce prieuré avait été transformé en séminaire diocésain avec approbation de Rome et que le Saint-Bernard luttait énergiquement pour rentrer dans cette possession. Le prévôt Tillier en avait appelé au Sénat de Chambéry qui porta une sentence en sa faveur le 20 décembre 1595 et le 16 mai 1596. Les séminaristes furent exclus et le prévôt s'installa à Saint-Jacquême. Le séminaire fait opposition et l'évêque Barthélémy Ferreri, dans sa relation au Saint-Siège en 1597, constate avec amer-

<sup>3</sup> AGSB, *Chapitres*.

tume que le prévôt occupe ce prieuré, contrairement à l'acte d'union et que les clercs du diocèse sont sans ressources. Le prévôt se maintient à Saint-Jacquême.

Ce prieuré était entouré d'un enclos formant une véritable clôture régulière et comprenant environ trois mille toises. Les bâtiments menaçant ruine, le prévôt Norat réédifie, en 1680, le clocher et la maison qui contient plus de quarante chambres : un dortoir de douze chambres pour les religieux de résidence et les autres chambres pour les malades qui viennent de l'hospice. Au nord de la maison est l'église où se trouvent trois autels et quatorze stalles, dont quatre plus basses pour les novices. La communauté comprend le prévôt, le coadjuteur, deux professeurs et une dizaine de religieux étudiants, sans compter les frères lais. Le prévôt, comme prébendier du canonikat de Saint-Bernard est chanoine de la cathédrale<sup>4</sup>.

Le prieuré jouit de la même exemption que les autres maisons religieuses. L'Eucharistie y est distribuée même aux séculiers. Le prieuré a le droit de sépulture. Les chanoines de la cathédrale le contestent vu que, depuis fort longtemps, prévôts et religieux ont leur caveau dans la cathédrale entre les chapelles de Saint-Bernard et de Saint-Jean-Baptiste. La sépulture du frère Jacques Rosset dans l'église du prieuré en 1701 donne même lieu à un procès. Mais le Sénat de Savoie, par arrêt du 24 mars 1703, déboute les chanoines de la cathédrale de leurs prétentions d'administrer le viatique et l'extrême-onction aux religieux du prieuré et de les ensevelir dans la cathédrale. Sans nul doute, le prieuré de Saint-Jacquême est alors la maison principale de l'ordre.

C'est là que le prévôt Norat établit, dès 1687, un collège avec cours de philosophie et de théologie pour ses religieux et les clercs de toute la province et d'ailleurs. Il fait venir de Chambéry le père Bonaventure du Pâquier, mineur conventuel, qui enseigne la philosophie à quatre ou cinq religieux et quelques séculiers, puis la théologie selon le subtil Duns Scott durant deux ans environ. En 1691, ce père fait défendre des thèses *De Deo Uno et Trino* par les religieux Antoine Ballifard et Jean-Marie Farquet, qui les dédient à l'évêque de Sion, Adrien de Riedmatten, et des thèses de philosophie par les chanoines Bugnet et Grept qui les dédient à l'évêque d'Aoste, Albert Bailly, en 1690. Dès 1693, bien que clerc séculier attaché à la famille épiscopale d'Alexandre Lambert, évêque d'Aoste, Boniface s'acquitte au prieuré de Saint-Jacquême de la surveillance des chanoines étudiants et de l'enseignement de la philosophie. Il a comme élèves, la première année, sept chanoines du Saint-Bernard et vingt séculiers et, en plus, la seconde année, quelques-uns des élèves du père Bessat, chanoine régulier de Lorraine, qui avait commencé la philosophie à Saint-Bénin et

<sup>4</sup> Relations du prévôt Persod et des chanoines de la cathédrale. Cf. E.-P. Duc, pp. 166 à 169.

n'avait pu l'achever. C'était un succès. Après avoir fini son premier cours de philosophie, Louis Boniface demanda à être agrégé à l'Ordre du Saint-Bernard afin de pouvoir y continuer son enseignement. Le chapitre tenu le 13 juillet 1695 l'accepta avec joie et consentit qu'il fût son noviciat à Saint-Jacquême afin de pouvoir en même temps continuer ses cours de philosophie. L'année suivante, il fit profession.

Entre temps, au prévôt Norat avait succédé le prévôt Persod qui s'appliqua à développer l'heureuse initiative de son prédécesseur, secondé par l'archidiacre d'Aoste, René Ribitel. Celui-ci offrit à la maison cinq mille livres pour la fondation d'une chaire de théologie au prieuré de Saint-Jacquême. Le prévôt de son côté s'engageait à faire enseigner la philosophie. Ces deux chaires seraient ouvertes gratuitement aux religieux du Saint-Bernard et aux clercs qui voudraient en profiter. Ces propositions, faites au chapitre de 1695, furent accueillies avec enthousiasme et bientôt mises à exécution.

Boniface continua ses cours de philosophie jusqu'en 1697. Le chanoine Jean-François Prayet lui succéda, puis Jean-Claude Verraz de 1699 à 1705, puis le chanoine Antoine Chandiou jusqu'en 1707. Parmi les auditeurs de ces cours, outre les chanoines du Saint-Bernard et des clercs valdotains, il y en eut de Nice, de Beaufort (Tarentaise), du diocèse d'Ivrée, etc. A la fin de chaque cours de deux ans, il y avait des séances publiques où les meilleurs élèves défendaient des thèses générales.

La théologie fut enseignée d'abord par des pères dominicains. Le père Veyret avait été professeur de Louis Boniface à Grenoble. A la demande de son disciple, il avait promis de venir enseigner à Saint-Jacquême dès le troisième jour après la Toussaint 1695. Il ne vint pas. Le prévôt Persod lui députa Boniface qui, arrivé à Lyon, apprit que le P. Veyret, élu prieur du couvent de Troyes en Champagne, s'était rendu à son poste. On indique à Boniface le maître Claude Bouvard, franc-comtois du diocèse de Besançon, pour remplacer le P. Veyret. Ils partirent ensemble de Lyon la veille de Noël et arrivèrent à Aoste le 2 janvier 1696. Boniface fit afficher dans différents endroits de la ville l'ouverture des cours de philosophie et de théologie pour le 9 janvier. Le P. Bouvard n'enseigne qu'une année à Saint-Jacquême ; un de ses confrères, le P. Bardon lui succéda. Outre la théologie, il donna des cours d'Ecriture Sainte. Puis Boniface lui-même, en 1697 ou 1698, occupa la chaire de théologie jusqu'à ce qu'il fût élu coadjuteur en 1699. Cette chaire fut tenue ensuite jusqu'en 1711, par le chanoine Jean-François Prayet qui avait soin de faire soutenir publiquement des thèses. En 1702, le chanoine Deprey, de l'abbaye de Saint-Maurice, soutint des thèses générales avec une certaine solennité. Le chanoine Burgay, curé de la cité d'Aoste, ouvrit la séance par un discours. L'évêque d'Aoste, Amédée Milliet, avec un nombreux public y assista. Ces thèses furent dédiées à l'évêque de Sion, de Supersaxo. Deux ans après, le chanoine



Chandiou du Saint-Bernard fut chargé de la défense de thèses générales dédiées à l'évêque d'Aoste, Amédée Milliet. L'assistance était fort nombreuse. Louis Boniface ouvrit la séance par un bel éloge de l'évêque d'Aoste. Une des thèses proposées était que la B. V. Marie n'avait pas subi les conséquences du péché originel ou que, par un privilège spécial, elle n'avait pas péché en Adam. Chandiou contredit le professeur sur ce point et fut appuyé par Boniface. La discussion dut être vive.

L'introduction des cours de philosophie et de théologie dans le paisible prieuré de Saint-Jacquême l'avait transformé en un centre studieux et vivant, en avait fait la maison la plus en vue du monde ecclésiastique d'Aoste, exerçant son influence même au-delà du diocèse. Plusieurs clercs séculiers qui étudièrent à Saint-Jacquême demandèrent à entrer dans l'Ordre du Saint-Bernard, tandis qu'avant Norat, c'était les prêtres séculiers qui dirigeaient la maison. Quelques années avaient suffi pour renverser la situation<sup>5</sup>.

Les jeunes profès de l'hospice suivaient naturellement les cours à Saint-Jacquême : deux ans de philosophie et deux ans de théologie. Vers la fin de leur théologie, ils étaient ordonnés prêtres. Ils étaient sous la surveillance du régent du lycée théologique qui les préparait aux ordinations, leur faisait faire les retraites et exercices réguliers.

Il n'y a rien de bien saillant dans cette vie d'étudiants si ce n'est que, le 9 février 1708, ils manifestent du mécontentement par une escapade générale. Les élèves de philosophie étaient dégoûtés de l'enseignement de Jean-François Persod et tous les profès, de l'attitude hautaine des neveux du prévôt. Profitant d'une journée d'absence du prévôt et des professeurs, ils s'enfuient du prieuré vers le Saint-Bernard. Mais à Saint-Rhémy, ils trouvent une telle quantité de neige qu'ils ne peuvent continuer. Le soir, le prévôt rentre à Saint-Jacquême et trouve la maison vide. Il envoie du monde à la poursuite des fuyards. Les profès, rejoints à Saint-Rhémy, consentent à redescendre. Le prévôt les accueille avec indulgence et la vie studieuse reprend son cours normal à Saint-Jacquême<sup>6</sup>.

La doctrine enseignée à Saint-Jacquême était celle de saint Thomas. le chapitre de 1726 décida même que les lecteurs de théologie et de philosophie devaient jurer d'enseigner cette doctrine sous peine de perdre leur charge de professeurs. On devine ici l'influence de Boniface formé par les dominicains.

<sup>5</sup> Notons en passant qu'un chanoine du Saint-Bernard, Voutaz, remplit en 1709 la fonction de recteur de collège à Saint-Maurice. P.-F. Ballalu.

<sup>6</sup> A Chandiou. Chap. X. *Sectio de zelo et progressu Religiosorum Studentium*.

## L'hospitalité

### *Milieu où elle s'exerce*

Depuis 1475, le territoire du Valais englobe l'hospice et le col jusqu'à la Fontaine-Couverte. La frontière est alors marquée par deux colonnes placées sur le chemin de chaque côté de ce ruisseau. La colonne placée sur le Valais subsistait encore en 1789, telle qu'elle avait été rétablie en 1680. Outre ces deux colonnes, il y avait encore une pierre convexe posée horizontalement sur le ruisseau et portant la croix de Savoie et les sept étoiles du Valais avec la crosse et le glaive de l'évêque de Sion<sup>7</sup>.

Devenu poste frontière, l'hospice en subit les conséquences. En 1616, il obtient du Valais, non sans peine, en raison d'une épidémie, de pouvoir s'approvisionner en vin du côté d'Aoste<sup>8</sup>. En novembre 1720, le danger de la peste fait que la vallée d'Aoste interdit tout commerce avec le Valais. Comme à toutes les frontières, s'exercent la douane et la contrebande. Le comte de Sales, gouverneur du duché d'Aoste, s'en aperçoit. Il écrit au coadjuteur Boniface qui, en 1720, prend des mesures pour détourner les religieux et les domestiques de cacher des marchandises de contrebande. Un soldat, de service à Fontintès, était venu se fournir de tabac à l'hospice. Boniface y met bon ordre et reçoit les remerciements du gouverneur d'Aoste en octobre de la même année<sup>9</sup>. Comme mesure douanière, notons qu'en 1727, le Conseil des commis d'Aoste interdit d'introduire des marchandises par le Grand-Saint-Bernard sans les consigner aux agents royaux qui sont autorisés à visiter ces marchandises.

Vers 1692, le service postal a commencé à travers le col<sup>9bis</sup>. En 1720, les lettres arrivant du Valais à l'hospice pour les Etats sardes étaient portées à Saint-Rhémy par un frère laïc et un domestique<sup>10</sup>. Dès lors, le service postal ne fait que s'amplifier.

### *Exercice de l'hospitalité*

Le prévôt de Tillier, succédant aux commendataires, dont l'économie avait été déplorable, fut obligé d'imposer des restrictions dans la manière d'exercer l'hospitalité. Mais ce qu'on est accoutumé de recevoir, on le regarde tôt comme un droit. Ce fut le cas des marronniers de Saint-Rhémy

<sup>7</sup> Chrétien des Loges, *Essais historiques sur le Mont St.-Bernard*, 1789, p. 4.

<sup>8</sup> AV, 104 SB.

<sup>9</sup> AGSB, *Séparation*.

<sup>9bis</sup> Cf. L. Moret, *Bourg-Saint-Pierre*, p. 237.

<sup>10</sup> P. Grenat, pp. 333 et ss.

et d'Etroubles qui, habitués à être largement traités dans leurs fréquents passages à l'hospice, n'acceptaient pas de l'être moins bien. Ils citèrent le prévôt devant la baronnie de Gignod. Le prévôt fit valoir contre eux que les revenus de l'hospice, les quêtes surtout, étaient considérablement diminués. Il n'est pas étonnant que l'hospice ne puisse plus accorder une hospitalité aussi large qu'auparavant. La baronnie de Gignod ne condamna pas moins le prévôt qui en appela, en 1593, au Sénat de Chambéry<sup>11</sup>. Le seigneur sénateur d'Avise informa contre le prévôt et fit une remontrance à ce Sénat en 1594<sup>12</sup>. Le procès se poursuivit à Aoste<sup>13</sup>.

En décembre 1596, le procureur fiscal du duc Laurent Bruni, par son avocat Favier, accuse le prévôt : depuis dix ans, il n'a point fait nommer de cellérier ; il ne fait conduire à l'hospice que quarante muids de vin au lieu de cent quarante qu'on y conduisait auparavant ; il ne fait tuer que sept vaches au lieu de vingt-deux que le cellérier allait acheter à la foire de Vevey et qu'on tuait en automne ; il n'entretient à l'hospice que quatre religieux au lieu de douze qui y résidaient ; on faisait autrefois cinquante paires de souliers pour les passants pauvres, maintenant aucune. Cependant les revenus du prévôt sont estimés à quatre mille ducats d'or. Le procureur fiscal conclut que le prévôt doit maintenir l'hospitalité sur le même pied qu'avant et payer les frais de l'information de 1594. La défense du prévôt opposa qu'il sera satisfait aux accusations quand la cause sera portée devant le juge ordinaire du prévôt, que le procureur fiscal a suscité une infinité de procès par animosité contre le prévôt qui revendiquait ses droits contre lui. Elle demande que le prévôt soit déchargé des frais d'information. Le procès suivit son cours et, le 23 mars 1599, le Sénat de Savoie parvenait à une décision provisoire : il enjoint au prévôt, sous peine de saisie de son temporel, de pourvoir « à la distribution des aumônes, et autres charges du dit lieu à la manière accoutumée »<sup>14</sup>. Le prévôt en tient compte, semble-t-il, puisque, lorsqu'en 1604, il demande aux ordinaires des attestations sur le bon fonctionnement de l'hospitalité, dans le but de faire lever la défense de quêter portée par le concile de Trente, il en obtient

<sup>11</sup> AGSB et *Inv. OM.*

<sup>12</sup> AGSB.

<sup>13</sup> En même temps, les syndics de Saint-Rhémy et d'Etroubles citent le prévôt devant le for ecclésiastique. Il comparait, en juin 1594, en présence du chanoine Michel Martignone, commissaire du nonce de Turin, proteste contre la citation faite et en appelle au pape. Le pape délègue l'archevêque de Turin et les évêques d'Aoste et de Sion pour juger la cause. En leur nom, l'official d'Aoste fait l'enquête. Vers la fin de 1595, le prévôt, lui expose que les hospices prêtent aide aux passants à titre d'aumône. Les personnes qui passent fréquemment le col pour raison de négoce ou de service des voyageurs et qui ont de quoi subvenir à leurs besoins n'ont pas à solliciter d'aumônes. L'hospice n'est tenu à rien envers elles, d'autant plus qu'en raison des pertes subies, il est contraint de réserver ses ressources aux nécessiteux. L'official entend ensuite les griefs des syndics de Saint-Rhémy et d'Etroubles contre la manière dont leurs marronniers sont reçus à l'hospice (AGSB). Nous ignorons la suite du procès ecclésiastique.

<sup>14</sup> AGSB.

d'excellentes d'Adrien de Riedmatten, vicaire général du diocèse de Sion, pour l'hospice du Grand-Saint-Bernard, et du vicaire général d'Aoste pour le Grand et le Petit-Saint-Bernard<sup>15</sup>.

Parallèlement à cette querelle suscitée par les marronniers d'Etroubles et de Saint-Rhémy, les guides et porteurs de Bourg-Saint-Pierre recourent fréquemment à l'évêque de Sion pour contraindre l'hospice à leur servir les rations accoutumées, mais avec un succès de moins en moins satisfaisant jusqu'à l'abolition de ce service par l'Etat en 1793<sup>15bis</sup>.

Au chapitre de 1613, le prévôt Viot rappelle à ses religieux qu'ils doivent exercer l'hospitalité d'une manière tout à fait gratuite et mettre en commun les offrandes des passants, conformément aux constitutions. Il propose aussi de tenir un registre des passants, mais les claustraux s'y opposent<sup>16</sup>.

Après ce qui vient d'être dit, on est surpris qu'en 1620, l'évêque de Sion, Hildebrand Jost, critique la manière dont l'hospitalité est exercée, affirmant que des passants sont morts sur la montagne faute de secours<sup>17</sup>. Pour estimer la portée de cette critique, il faut savoir que Hildebrand Jost était en difficulté avec Viot depuis quelques années et que, même en des temps où l'hospitalité est bien exercée, des personnes périssent sur la montagne. On sera dans le vrai en prenant le juste milieu entre les critiques de l'évêque Jost et la description enthousiaste faite par Roland Viot en 1627 de l'exercice de l'hospitalité dans les deux hospices<sup>18</sup>.

[La route du Mont-Joux était toujours fréquentée. Nous mentionnerons le passage des reliques de saint Maurice.] Le Mont-Joux, qui anciennement avait vu plusieurs transferts de reliques du sud au nord, en vit un qui se fit du nord au sud, en 1590. Les relations entre la Savoie et le Valais sont restées bonnes durant le XVI<sup>e</sup> siècle. Les alliances de 1528 et 1569 furent renouvelées à la Majorie en 1590. [Pour cimenter cette bonne entente, les seigneurs du Valais cédèrent au duc la moitié du corps de saint Maurice

<sup>15</sup> AGSB, *Quêtes*.

<sup>15bis</sup> Arch. Bourg-Saint-Pierre, p. 175.

<sup>16</sup> AGSB.

<sup>17</sup> P. Gard, *Histoire*, citant AOM.

<sup>18</sup> R. Viot, op. cit. pp. 365 et ss., exalte en ces termes l'hospitalité exercée à l'hospice où « sont reçus tous les passants de quelques païs qu'ils soient, tant pauvres que riches, et traités le plus cordialement que faire se peut ; chacun selon sa qualité, trois jours durant, voir plus si la nécessité le requiert, sans qu'il soit loisible demander aucun salaire... sous peine de grievve punition, moins encore s'informer des desseins de ceux qui passent : les malades y sont secourus comme il s'appartient. Les vénérables religieux ont l'œil à ce que les pèlerins soient secourus... et retirés des dangers, et enterrés en cas de mort, et à ces fins ils députent journellement deux d'entre-eux, qui s'en vont, l'un deçà, l'autre delà la montagne, avec la provision de pain, vin, fusil (pierre à feu), et autres choses nécessaires pour le soulagement des voyageurs. Les autres sont occupés à officier au chœur, les messes hautes et basses ne manquent jamais, ny les Matines et autres heures qui sont chantées très dévotement chacun jour... »

et son épée. Le duc envoya aussitôt l'évêque d'Aoste, Geoffroy Ginod, pour procéder à cette translation. Mais dès que la paroisse de Saint-Maurice eut vent de ce qui se préparait, elle se porta en masse à l'église pour empêcher qu'on emportât des reliques de son glorieux protecteur. Pour apaiser les fidèles, les ambassadeurs du duc proposent de n'emporter que l'épée et la moitié des ossements les moins grands. Le 29 décembre, on procéda à l'ouverture de la châsse. La part des reliques cédées au duc fut remise à Geoffroy Ginod qui, sans tarder, se mit en route et franchit le Saint-Bernard le 31 décembre. Le 1<sup>er</sup> janvier 1591, le cortège arriva à Aoste, victorieux du froid et des neiges. Les reliques de saint Maurice traversèrent triomphalement la vallée et furent accueillies à Turin avec enthousiasme le 15 janvier<sup>19</sup>.

Un évêque illustre, saint François de Sales, passa le Saint-Bernard en 1596. Appelé à Turin pour convenir avec le duc de Savoie de certaines dispositions relatives à sa mission du Chablais, il se met en route au début d'octobre avec son domestique Rolland. Bien que la saison ne soit pas très avancée, il est surpris à proximité du col par une terrible tempête de neige qui gêne son cheval et lui fait perdre le chemin. Comme par miracle, il atteint cependant l'hospice où il est fort bien accueilli par les religieux. Pressé par eux de rester quelques jours à l'hospice en attendant que la tempête s'apaise, il n'y consent pas. Il arrive à Turin avant la fin d'octobre et rentre dans le Chablais par le Petit-Saint-Bernard<sup>20</sup>.

Un autre évêque reçut l'hospitalité du Saint-Bernard dans des circonstances fort différentes, l'évêque de Sion, Hildebrand Jost. Les querelles qu'il eut avec les Patriotes du Valais parvinrent jusqu'au pape qui l'appela à Rome. Il partit en février 1628. Après de longues négociations qui n'aboutissaient pas, l'évêque décida de rentrer dans son diocèse. Il arriva au Saint-Bernard le 25 juin 1630. Il y trouva Jean de Preux avec de nombreux soldats qui lui interdirent l'entrée du pays sous prétexte qu'il venait de régions contaminées par la peste. On lui permit cependant l'accès à l'hospice moyennant caution. Il y resta cinq mois qu'il mit à profit pour affermir l'autorité de l'évêque de Sion dans la communauté des chanoines. Il fut ensuite autorisé à descendre à Sembrancher et logea au château d'Etiez. Les Patriotes vinrent y tenir conférence avec lui et le contraigni-

<sup>19</sup> J.-A. Duc VI, pp. 279 à 285 et P. Grenat, pp. 98 et 99.

<sup>20</sup> Hamon, *Vie de S. François de Sales*, t. 1., p. 218. Cf. *Oeuvres complètes*, t. XI, lettre LXXI, note, et t. XXII, p. 145, note. Saint François de Sales conserva le souvenir de l'hospitalité reçue ; décrivant, dans le traité de l'amour de Dieu (livre VIII, chapitre IX) le troisième et plus haut degré de l'hospitalité, il dit qu'il consiste à « se loger en lieux périlleux pour retirer, aider et servir les passants. En quoi excella ce grand saint Bernard de Menthon... lequel... habita plusieurs années entre les jogs et cimes de nos alpes, y assembla plusieurs compagnons pour attendre, loger, secourir, délivrer des dangers de la tourmente les voyageurs et passants qui mouraient souvent entre les orages, les neiges et froidures sans les hospitaux que ce grand ami de Dieu établit... ».

rent à signer une renonciation à ses prétentions au pouvoir temporel. L'évêque put regagner Sion en décembre 1630<sup>21</sup>.

L'hospice reçut en 1656 d'illustres pèlerins : Christine de France, duchesse de Savoie, avec son fils, Charles-Emmanuel, duc de Savoie et roi de Chypre, et la princesse Marie-Louise de Savoie, duchesse de Baden. Le prévôt Buthod les reçut avec les plus grands honneurs. L'année suivante, en souvenir de son pèlerinage, elle fit apporter à l'hospice par le seigneur Pompée des comtes de Valpergue, son grand aumônier, un beau lampadaire d'argent supporté par quatre anges et orné des armes des donateurs qui constituèrent encore un revenu pour l'entretien d'une lampe qui devrait brûler « à tous les siècles advenir »<sup>22</sup>.

En 1672, la Savoie étant en guerre avec Gênes, une armée bavarroise franchit le Saint-Bernard pour lui porter secours<sup>23</sup>.

Lors de l'invasion de la vallée d'Aoste en 1691, les Français avaient emmené dans leur retraite plusieurs personnes des plus considérables de la vallée comme otages. Conduits à Chambéry, ces otages réussirent à s'enfuir, parvinrent à Genève et de là, par le pays de Vaud, le Valais et le Saint-Bernard, regagnèrent la vallée d'Aoste<sup>24</sup>.

En 1702, le 29 septembre, c'est un groupe de prélats, Amédée Milliet, évêque d'Aoste, le prévôt Persod et son coadjuteur Boniface, qui passent le col pour se rendre au sacre de François-Joseph Supersaxo, évêque de Sion.

Mgr Lambert, évêque d'Ivrée, accompagné de Boniface, fit en un jour, le 1<sup>er</sup> novembre 1704, l'étape d'Aoste au Bourg-Saint-Pierre. Il se rendait en Savoie.

Le coadjuteur Boniface reçut à l'hospice, le 1<sup>er</sup> septembre 1710, deux fils d'amiraux anglais accompagnés de leur gouverneur. Il leur parla des possessions que la maison avait autrefois dans leur pays. Il leur communiqua quelques renseignements tirés de la bulle de Grégoire IX de 1231. Le gouverneur promit de les faire tenir à l'évêque du diocèse de Londres dans lequel se trouvaient ces possessions<sup>25</sup>.

Un fait à relever est que, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, parmi les pèlerins qu'héberge l'hospice, il n'y a plus seulement ceux qui se rendent aux tombeaux des saints apôtres Pierre et Paul, mais encore ceux qui font de

<sup>21</sup> P. Grenat, pp. 259-270 et G. Ghika, *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de H. Jost (1613-1634)*, dans *Vallesia* II, pp. 150 et ss.

<sup>22</sup> AST.

<sup>23</sup> P. Gard, *Passage*.

<sup>24</sup> J.-A. Duc VII, p. 435.

<sup>25</sup> C'est bien une caractéristique du Saint-Bernard que ces rencontres imprévues entre gens de nations diverses, dans lesquelles s'établissent des échanges de vues, s'accroissent les connaissances et fraternisent des personnes qui, sans l'hospice, seraient restées des étrangers.



l'hospice le but de leur pèlerinage. Le 27 mai 1676, les paroisses de la vallée du Saint-Bernard, celle de Doue comprise, s'y rendent en procession<sup>26</sup>. C'est la première manifestation de ce genre que nous connaissons. Dès lors, les paroisses de cette vallée et de l'Entremont renouvellent fréquemment cette dévotion.]

Le Saint-Bernard voit aussi des passages tragiques, comme celui des Vaudois du Piémont en 1686. Le duc de Savoie, décidé à débarrasser ses Etats des Vaudois, en emprisonne une partie et expulse les autres en les acheminant par le Grand-Saint-Bernard, avec la permission du Valais, jusqu'à la frontière du pays de Vaud. En 1688, les Vaudois en bandes armées<sup>27</sup> tentent de rentrer chez eux. Le Valais fait garder les cols du Saint-Bernard et de Ferret et Bourg-Saint-Pierre, ainsi que le Rhône afin de ne pas les laisser passer. Mais en 1689, les Vaudois réussissent à aborder à la côte savoyarde du lac. Le duc de Savoie envoie des troupes par le Saint-Bernard et le Bas-Valais et réussit à maîtriser ces bandes pillardes.

[En novembre 1727, deux hommes, un Savoyard, Jolicam, et un Lyonnais, Jacques-Louis Toruty, pris par la tourmente périssent dans la Grand-Combe. Ce dernier fut retrouvé au fond de cette combe en face du lieu-dit Jubelin au printemps suivant et enseveli sur place<sup>28</sup>. En dépit de la vigilance des religieux, de tels cas se produisent assez souvent, surtout à cette époque où, le téléphone n'existant pas, on ne pouvait savoir à l'hospice s'il y avait des personnes sur la montagne.]

Au Petit-Saint-Bernard, l'hospitalité s'exerce d'une manière analogue. Il en sera parlé à propos de ce prieuré. Elle s'exerce aussi dans les autres hospices confiés aux chanoines du Mont-Joux, l'hôpital de Châtillon et celui de Marchévaudan à Aoste. Celui-ci, muni de six lits, n'était tenu qu'à donner le coucher aux passants. C'est donc à juste titre que l'ordre est souvent appelé : Maison hospitalière du Grand-Saint-Bernard.

[*Chiens.* — Au passage des voyageurs, l'imagination populaire associe naturellement les fameux chiens du Saint-Bernard. On sera surpris d'apprendre que le premier chien connu remplissait, vers 1700, l'humble fonction de tourne-broche, au moyen d'une roue que le clavendier Vincent Camos avait imaginée<sup>29</sup>. En 1731, deux peaux de chien sont mentionnées au vestiaire et, en 1735, un maréchal répare le collier du chien. Il semble qu'on n'en tenait qu'un alors et l'on ignore s'il faisait déjà le glorieux service qui rendit si célèbres les chiens du Saint-Bernard.]

<sup>26</sup> J.-A. Duc VII, p. 327.

<sup>27</sup> P. Grenat, pp. 333 et ss.

<sup>28</sup> AGSB.

<sup>29</sup> P.-F. Ballalu, deuxième partie, p. 219.



## L'activité paroissiale

Grâce à l'influence bienfaisante du concile de Trente, la commende tend à disparaître des bénéfices. Les prévôts valdotains s'intéressent peu aux bénéfices du Valais, moins encore à ceux de la France, qui se perdent. Par contre, ils font de grandes dépenses pour mettre sur un meilleur pied ceux de la vallée d'Aoste. Nous dirons ce qui se passe de plus notable dans ces bénéfices en parcourant les différents diocèses.

*Diocèse d'Aoste.* — Si le prévôt Tillier put recouvrer le prieuré de Saint-Jacquême, il fut moins heureux quant à celui de Saint-Bénin.

A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, l'idée d'un collège naissait et gagnait du terrain à Aoste si bien que l'évêque proposa au duc de Savoie d'ériger en collège le prieuré de Saint-Bénin, après le décès de l'évêque de Belley, qui en avait la commende. Le duc Charles-Emmanuel agréa ce projet. Le 1<sup>er</sup> septembre 1595, il délivre des lettres patentes en vue de l'érection en collège du prieuré de Saint-Bénin et, le 1<sup>er</sup> février 1596, le pape Clément VIII supprime le prieuré, érigeant à sa place un collège sous le haut patronage de l'évêque d'Aoste. Ainsi la même année que la prévôté réintègre le prieuré de Saint-Jacquême, elle perd celui de Saint-Bénin, qui lui était uni dès avant 1177.

L'évêque de Belley étant décédé en 1604, rien ne s'oppose plus à la nouvelle destination du prieuré. Le 19 mai 1604, Charles-Emmanuel accorde aux députés de la vallée d'Aoste la mainlevée sur les biens du prieuré pour être affectés à la construction et à l'entretien du collège. Munis de cette autorisation, l'évêque et les syndics d'Aoste prennent possession du prieuré le 10 juin suivant et y font les transformations nécessaires. En automne de la même année, le collège ouvre ses portes à la jeunesse valdotaine, dont il est dès lors le foyer intellectuel<sup>30</sup>. Le collège est d'abord tenu par des professeurs recrutés ça et là, clercs et laïcs, puis par des chanoines réguliers du Saint-Sauveur de Lorraine, fondés par saint Pierre Fourier.

Cependant le collège restait grevé envers le Saint-Bernard de la même redevance que le prieuré. On l'avait oublié, semble-t-il, dans la convention passée avec les chanoines du Saint-Sauveur, car en 1645, le prévôt Perriod proteste, devant le Conseil général du duché d'Aoste, contre la remise du prieuré et de ses revenus aux chanoines du Saint-Sauveur<sup>31</sup>. Le juge du bailliage prend cette démarche en considération et décide en 1655 que les chanoines du Saint-Sauveur sont tenus à fournir annuellement à l'hospice vingt muids de vin, autant de seigle et une de froment.

*Saint-Rhémy-Bosses.* — La chapelle du village de Gorra (Bosses) est fondée en 1659<sup>32</sup>. Celle de Saint-Léonard devient un pèlerinage fréquenté

<sup>30</sup> J.-A. Duc VI, pp. 267 à 378, passim.

<sup>31</sup> AOM.

<sup>32</sup> J.-A. Duc VII, p. 237.

à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Le chanoine du Saint-Bernard Jean-Antoine Perret ayant fait plusieurs acquisitions dans cette paroisse conçut le dessein de les céder à la chapelle de Saint-Léonard à condition qu'elle fût desservie par un confrère. Le chapitre de 1678 décida que l'une de ces acquisitions pourrait être cédée à cette chapelle, mais que le reste des biens de Jean-Antoine Perret devait être affecté aux besoins de l'hospitalité<sup>33</sup>. Les gens de Bosses durent attendre encore un siècle avant d'avoir un recteur à demeure.

*Saint-Jacquême de Châtel-Argent.* — Les édifices du prieuré constituent un ensemble important : une église, une tour, le bâtiment d'habitation avec son cloître, les bâtiments ruraux et une construction dans les vignes. En 1644, Ours Arnod, prieur, acheta aux seigneurs Sarriod de la Tour, pour le Petit-Saint-Bernard, deux édifices avec des terres, la grange Cretala, pour le prix de deux mille cent écus de cinq florins chacun.

Ce prieuré revendiquait le droit de sépulture. Ours Arnod étant mort, le chanoine Berruquier, en présence du prévôt Norat, en fit la sépulture. Le curé de la paroisse de Saint-Pierre, qui prétendait à ce droit, se présenta au prieuré en aube, étole et chape, précédé de la croix de la paroisse. Comme il allait entrer dans l'église du prieuré, le domestique du prévôt en ferma la porte et le curé dut se retirer<sup>34</sup>. Cet incident donna lieu à des contestations qui duraient encore en 1720.

En 1676, un incendie provoqué par des soldats détruisit le prieuré tout en épargnant l'église et la tour. Le prévôt Norat ne fit rebâtir du prieuré que ce qui était nécessaire à l'habitation du religieux économe et du fermier. Le prévôt Persod reconstruisit de fond en comble l'église du prieuré qui risquait de tomber de vétusté. L'évêque d'Aoste en bénit la première pierre en 1698. Le 17 juin 1700, le coadjuteur Boniface bénit la nouvelle église et procéda à la désaffectation (profanation) de l'ancienne. Cette nouvelle église, qui reste, témoigne d'un goût artistique remarquable<sup>35</sup>. L'ancien cimetière fut aussi désaffecté et les ossements transportés dans un nouveau cimetière en 1701. La maison du prieuré qui avait été brûlée fut reconstruite en 1701 et 1702, mais dans des proportions solennelles et avec plusieurs cloîtres superposés : œuvre de l'architecte Jacques Pie, de Valsesia. Ce fut la plus belle maison de l'ordre en vallée d'Aoste et en Valais.

En 1702, Baltasar Persod, chanoine de la cathédrale d'Aoste, donna deux cents livres à ce prieuré pour qu'on chantât les vêpres les jours de fête où on ne les chantait pas à l'église paroissiale<sup>36</sup>.

<sup>33</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>34</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>35</sup> J.-A. Duc VIII, p. 28, dit que l'église ne fut construite qu'en 1710.

<sup>36</sup> AGSB, *Chapitres*.

*Diocèse de Tarentaise. - Le Petit-Saint-Bernard.* — De 1580 à 1630, le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, guerroye contre la France et l'Espagne pour la conservation de ses Etats. Ces deux grandes nations se cherchent à travers la Savoie qui, pour subsister, s'allie tantôt à l'une, tantôt à l'autre. Cependant le Valais maintient avec peine la neutralité envers la Savoie et la France, ses deux alliés ennemis.

Durant ces compétitions armées, le Petit-Saint-Bernard livre souvent passage à des troupes et subit des dommages. Pour se prémunir, les religieux font publier en 1587, à Séez et au Petit-Saint-Bernard, des lettres de sauvegarde obtenues du duc Charles-Emmanuel<sup>37</sup>. Cette précaution n'empêche pas les troupes espagnoles d'incendier l'hospice le 16 septembre 1587. Le duc de Savoie verse deux mille quatre cents écus et en promet mille huit cents pour son relèvement. Sans tarder, on se met au travail. Mais comme les mille huit cents écus promis n'arrivent pas, la reconstruction traîne en longueur. Le duc presse les travaux et le Sénat de Savoie, par décret du 17 juillet 1591, contraint le prévôt à les terminer sous peine de réduction de son temporel. L'hospice aura été achevé quand Charles-Emmanuel franchit le col en juillet 1597, à la tête d'une armée pour aller guerroyer en Savoie contre le roi de France, Henri IV.

Durant la guerre de Trente Ans (1618-1648), le duc de Savoie redoute que les Français n'envahissent ses Etats. Il envoie des troupes vers la frontière française et fait passer par le Petit-Saint-Bernard deux mille setiers de blé et huit canons. C'est une rude besogne pour les habitants de la haute vallée<sup>38</sup>. Malgré tout, une armée française pénètre en Savoie en 1630. Le prince Thomas de Carignan se porte au-devant d'elle avec une armée espagnole. Obligé de se retirer en vallée d'Aoste par le Petit-Saint-Bernard, il campe au-dessus de La Thuile et construit des retranchements qui portent encore le nom de Camp du prince Thomas.

Soixante ans après, la vallée d'Aoste elle-même est envahie. Au début de 1691, les Français, commandés par le maréchal de la Hogue, occupent le Petit-Saint-Bernard. En juin, ils descendent dans la vallée, brûlent, pillent et imposent une lourde contribution. En juillet, ils se retirent après avoir saccagé l'hospice. A la suite de ces événements, le Conseil des commis du duché d'Aoste ordonne de démolir ce qui reste de l'hospice afin qu'il ne puisse servir d'abri aux Français. Par contre, il s'engage à contribuer à sa reconstruction. Le prévôt Persod lui demande, en 1699, de tenir ses engagements. Le Conseil des commis consent à donner cinq mille livres. Le chapitre, tout en constatant que cette somme est insuffisante, ratifie la convention dans l'espoir que S. A. l'aidera. Mais durant les guerres de la Succession d'Espagne (1701-1712), les invasions des Français en vallée

<sup>37</sup> AST.

<sup>38</sup> J.-A. Duc VII, p. 52.

d'Aoste se succèdent et la destruction de l'hospice est complète. En 1715, on travaille de nouveau à le reconstruire et on l'achève en 1725.

L'administration des biens du Petit-Saint-Bernard se fait, en vallée d'Aoste, par le prieur de Saint-Jacquème de Châtel-Argent ; en Tarentaise, par l'économe de la ferme de l'Ile.

La ferme de Châtel-Argent devait entretenir la moitié du toit de l'hospice outre les quatre cents florins de location qu'elle avait à payer. La ferme de La Thuile fournit à cet hospice le bois et quatre barils d'escargots, elle héberge le prévôt et les religieux et leur doit serviteurs et mulets pour le passage de la montagne jusqu'à Séez<sup>39</sup>. Cette ferme était au Petit-Saint-Bernard ce que celle de Saint-Oyen était au Grand. Les religieux claustraux ont à peu près le même régime que ceux du Mont-Joux. Ils partagent entre eux une partie des offrandes et affectent le reste à l'entretien de l'église<sup>40</sup>. L'autonomie administrative du Petit-Saint-Bernard se maintient jusqu'à la Séparation. Le chapitre de 1718 exige seulement que les biens de cet hospice soient gérés par un économe distinct qui rendra compte au chapitre annuel de l'ordre<sup>41</sup>.

A cet hospice aussi, les ducs de Savoie viennent en aide. Par l'effet de leur générosité, la baronnie de Châtel-Argent lui livre annuellement douze setiers de seigle et les salines de Moutiers, dix bichets de sel<sup>42</sup>.

Depuis que le col du Grand-Saint-Bernard constitue la frontière du Valais, la circulation à l'intérieur de la Savoie s'accroît sensiblement au Petit-Saint-Bernard. La clientèle de cet hospice est donc nombreuse et comprend des pèlerins, des marchands, des soldats, etc. En 1608, les religieux du Petit-Saint-Bernard ont l'honneur de recevoir leur archevêque, Germonio, qui allait prendre possession de son siège à Moutiers. A l'hospice, il fait acte d'ordinaire en accordant au prieur la faculté de bénir une cloche destinée au campanile de la chapelle<sup>43</sup>.

Parmi les personnes reçues au Petit-Saint-Bernard, les muletiers étaient les plus assidus et les plus exigeants, malgré la décision portée à leur sujet en 1577 par le duc de Savoie. Le transit ayant pris de l'ampleur, ils devenaient une charge trop lourde pour les modiques revenus de cet hospice. Le prévôt Viot exposa la situation à S. A. qui, par lettres de 1623 et 1627, l'autorisa à réglementer cette hospitalité. En conséquence, le prévôt ordonna en 1629, de ne recevoir personne à demeure et de ne distribuer aux hôtes que ce qui est de coutume pour le simple passage.

Relevons un trait de dévouement qui eut pour théâtre l'hospice ruiné. En janvier 1702, le coadjuteur Boniface étant à Saint-Germain, apprit

<sup>39</sup> AGSB et J.-A. Duc VII, p. 46.

<sup>40</sup> AGSB.

<sup>41</sup> *Constitutions*, pp. 28 et 34.

<sup>42</sup> Le bichet valait à peu près quarante litres.

<sup>43</sup> J.-A. Duc VI, pp. 341 et 403.

que de pauvres gens étaient retenus par le mauvais temps dans les masures du Petit-Saint-Bernard. Il y monta à pied avec quelques hommes. Il leur fallut huit heures pour y parvenir. Ils secoururent les malheureux, puis descendirent sur La Thuile.

*Prieuré de Séez.* — Les commendataires se succèdent dans ce prieuré : Aymé de Chavanne († 1567), Jean-Baptiste de Duin alias Maréchal, chanoine de la collégiale d'Aiguebelle en Maurienne († 1596), Jean-Marie de Duin, etc. A la mort du commendataire Louis Empioz en 1672..., le prévôt se hâta d'y nommer un de ses chanoines, Jean-Pierre Duclos. Celui-ci eut un compétiteur, Ferdinand-Antoine-Bonaventure Gastaldo, muni de ce prieuré par bulles pontificales. Ce ne fut qu'en 1683 que le chanoine Duclos fut en paisible possession. L'église du lieu fut reconstruite peu avant 1688.

*Diocèse d'Ivrée. - Pérosa.* — En août 1680, la maison du Saint-Bernard cède à Charles-Philippe de Pont-Saint-Martin, baron de Quart, le droit de nomination à la cure de Pérosa. Le curé restera cependant tenu d'héberger le prévôt et les chanoines du Mont-Joux et de payer à l'hospice la pension d'usage<sup>44</sup>.

*Diocèse de Sion.* — Etant donné la rivalité d'influence entre le Valais et la Savoie au sujet de l'hospice du Grand-Saint-Bernard, les paroisses du Valais échappèrent souvent au contrôle des prévôts valdotains. Ce n'est qu'à force de titres et de procès que ces prévôts arrivèrent à maintenir l'exercice de leurs droits. Nous aurons l'occasion de le constater dans les paroisses et surtout dans le procès pour l'exemption. Un fait est à relever dès maintenant : le prévôt de Tillier, afin de se concilier l'évêque de Sion, lui avait cédé les annates des bénéfices du Valais et promis l'immovibilité des bénéficiers ; dans la suite en 1606, il réussit à obtenir de Rome l'annulation de cette imprudente cession. Cette affaire rebondit en 1677. L'évêque de Sion revendiqua à nouveau ces annates. La cause fut alors portée devant le tribunal du nonce qui déclara les bénéfices du Saint-Bernard exempts de toutes impositions et annates<sup>45</sup>. Au sujet de la restauration des cures, il est convenu en 1617 et 1640 entre la prévôté et l'évêché que les paroissiens fournissent les matériaux nécessaires et que les bénéficiers supportent les autres frais<sup>46</sup>.

*Bourg-Saint-Pierre.* — Nicolas Mugnier, chanoine de Sion, édifia avant 1660, au nord de l'église, près du cimetière, une chapelle dédiée à Notre-Dame du Mont-Carmel. En 1661, le fondateur transféra le rectorat de Notre-Dame du Mont-Carmel à Saint-Pierre-de-Clages avec charge, pour le recteur, de célébrer cinq messes par semaine à Saint-Pierre-de-Clages, à Sion ou à Bourg-Saint-Pierre. Il présenta comme recteur Charles Firgant,

<sup>44</sup> Inv. OM.

<sup>45</sup> P. Gard, *Histoire*.

<sup>46</sup> AGSB, *Chapitres*.

de Sion. Ses successeurs seront toujours choisis dans la parenté du chanoine Mugnier, si elle compte des prêtres<sup>47</sup>.

Une autre chapelle, celle de Lorette, fut édifiée à proximité du Bourg, par le prieur Jean Cabraz en 1663.

La jouissance du prieuré du Bourg fut l'objet de contestations dès 1727. Jean-Claude Verraz, étant en difficulté avec ses paroissiens de Lens, se rendit à Rome en 1725. Il plaida contre ses paroissiens et obtint gain de cause. Mais comme il n'était pas agréé à Lens, il fut pourvu du prieuré de Bourg-Saint-Pierre par décret du chapitre de 1725<sup>48</sup> et de la Congrégation des évêques et réguliers de 1727. Le prieur claustral Michellod, qui cumulait le bénéfice de Bourg-Saint-Pierre, s'opposa en 1728 et 1729 à cette nomination. Par ordre du nonce, Verraz fut déplacé en 1733, au début de l'année.

*Orsières.* — En 1613, le Prévôt Viot institua curé d'Orsières, Pierre Noir, par le rite habituel de l'imposition de la barette. Le nouveau curé remercia le prévôt et jura, à genoux, d'obéir à lui et à l'évêque de Sion. Un de ses successeurs fut Guillaume Fabri, de 1633 à 1641. En 1640, le bailli Roten donna ordre au procureur fiscal, Nicolas Kalbermatter, et au châtelain d'Entremont, François Volluz, de l'amener à l'hospice pour y rendre compte de sa conduite. Il ne semble pas qu'il ait eu trop de peine à se justifier, car dès l'année suivante, il occupe le prieuré de Martigny.

La gracieuse chapelle de Ferret fut achevée en 1707. Le 11 août de cette année, le coadjuteur Boniface, accompagné de plusieurs chanoines, bénit la chapelle construite par les consorts de Ferret, sous le titre de Notre-Dame des Neiges.

*Sembrancher.* — Il y eut conflit de juridiction au sujet de la nomination du curé à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Le prévôt de Tillier nomma curé de Sembrancher, en 1596, Nicolas Joris, chanoine du Mont-Joux. L'évêque de Sion lui refusa l'institution et lui opposa Nicolas Perret, également chanoine du Mont-Joux. Procès s'ensuivit devant la curie de Tarentaise et Nicolas Joris resta curé jusqu'en 1633. Il sera parlé plus au long de cette affaire à propos de l'exemption.

Nicolas Joris étant mort en 1633, la cure vaquait. Par suite de la famine et des guerres qui désolaient la Lorraine, les chanoines de saint Pierre Fourier se dispersèrent. Un groupe de ces religieux, sous la conduite de Pierre Desfeyes d'Etroubles, arriva à Sembrancher. Le P. Desfeyes alla trouver un bourgeois, ami de son père, qui lui apprit que la paroisse était vacante et que, bien que cette cure fût de la collation du prévôt, il espérait la lui obtenir. Il l'engagea à faire les offices le dimanche suivant. Ainsi fut fait. Les paroissiens charmés du sermon de Desfeyes le demandèrent

<sup>47</sup> Archives de Bourg-Saint-Pierre. Fondation de Notre-Dame du Mont-Carmel. La chapelle de Notre-Dame du Carmel du Bourg, désaffectée, est devenue le siège d'un négoce.

<sup>48</sup> Le but du chapitre fut de déplacer J.-C. Verraz de Lens où il s'obstinait à rester.



comme curé à l'évêque de Sion. Ils furent exaucés. Le P. Desfeyes et ses confrères s'installèrent à la cure qui devint comme un petit monastère. Desfeyes resta curé de Sembrancher de 1636 à 1647<sup>49</sup>.

Au prieuré de *Martigny*, chanoines réguliers et prêtres séculiers se succèdent, indice de la tension existant entre l'évêque de Sion et les prévôts valdotains. Quand le prieur nommé n'est pas de l'ordre, il prend l'habit et fait profession lors de son installation, comme le font alors les prévôts d'origine séculière<sup>50</sup>.

*Lens*. — Dans cette paroisse, la succession des prieurs est encore plus mouvementée. De 1629 à 1666, sept prieurs doivent fuir à cause de l'opposition de la population. De là vient la tradition affirmant que « les Lensards ont montré le chemin de la Réche à sept prieurs de suite ». Cet état d'esprit dérive de la prétention des paroissiens au droit de nommer leur prieur et, peut-être, de l'influence des Bernois protestants avec lesquels Lens est en constantes relations par le Rawyl. Cet esprit frondeur se calme et, dès 1666, le droit de la maison du Saint-Bernard peut s'exercer à nouveau et les prieurs administrer paisiblement leurs ouailles.

*Belmont*. — Malgré la suppression du culte catholique dans cette paroisse depuis 1527, le Saint-Bernard y conserve la jouissance de quelques biens. En effet le plan du territoire de Bex, établi de 1694 à 1704, mentionne encore un fief de « l'abbaye du Saint-Bernard » qui comprend, entre autres, quatre parcelles aux « Vernays » et une « en Belmont »<sup>51</sup>.

*Diocèse de Genève. - Meillerie*. — En 1589, les Genevois et les Bernois occupent le Chablais, enlevant au Saint-Bernard tout contrôle sur les bénéfices de cette région. Comme en d'autres circonstances similaires, le prévôt recourt aux bons offices du Valais, qui s'entremet auprès de l'ambassadeur de France à Genève, Robert de Thin, seigneur de Schelandre et de Chaumont, lequel favorise cette campagne contre la Savoie. Cet ambassadeur accueille avec bienveillance les demandes des dizains, alliés de son suzerain, et leur promet, par lettre du 26 juin 1591, de sauvegarder à la maison du Saint-Bernard la maison de Meillerie avec ses dépendances<sup>52</sup>. La promesse fut tenue puisqu'en 1613, le prévôt Viot amodiait à Nicolas Farnex<sup>53</sup> le château de Meillerie, les vignes de Clarens et tous les droits seigneuriaux que le Saint-Bernard possédait en Chablais, Faucigny, pays de Vaud et Valais pour le prix de trois mille trois cent cinquante florins de Savoie, avec charge d'héberger à Meillerie les religieux de pas-

<sup>49</sup> P. Gard, *Catalogue*, liste des curés de Sembrancher. Pierre Desfeyes avait été novice au Saint-Bernard, puis était entré chez les chanoines du Saint-Sauveur.

<sup>50</sup> Le 30 mai 1640, on joua, à Martigny, la *Vie de Saint-Bernard* composée par J.-L. Liabel, prieur du lieu. *Chronique* de Bérody.

<sup>51</sup> Lettre du colonel Ed. Hausmann, 1947.

<sup>52</sup> AV, 104 SB, 18.

<sup>53</sup> Ce fermier écrivit une vie de saint Bernard vers 1626. Le manuscrit se trouve aux AGSB. Cette vie a servi à R. Viot.



sage et de livrer un char de vin et douze mesures de froment au prêtre qui assure le service divin dans la chapelle de Meillerie<sup>54</sup>. En 1669, le fief de Meillerie fut mis à l'enchère ; le chanoine Jean-Pantaléon Tornieux en obtint l'administration pour le prix de cent cinq pistoles d'Espagne. Le chapitre lui fixa comme résidence le château de Meillerie ou Thonon. Tornieux conservait cette administration en 1673. Il eut alors quelques difficultés avec son confrère, Humbert Mugnier, curé de Thollon, au sujet de la portion congrue due à ce curé.

Plusieurs paroisses du diocèse de Genève sont soustraites à l'administration des chanoines du Saint-Bernard parce qu'elles ont été soumises au concours. Les bénéficiers séculiers restent cependant redevables d'une pension envers cette maison. Un tel état des choses se vérifie en 1713 pour les cures de Novel, Thollon, Marin, Brenthonne et Allinges<sup>54bis</sup>.

*Allinges.* — En 1558, le prévôt avait obtenu gain de cause contre les chevaliers des Saints-Maurice et Lazare qui s'étaient arrogé le bénéfice d'Allinges. Mais en 1591, les Bernois et les Genevois l'occupent. En 1598, le culte catholique y est rétabli. L'évêque de Genève nomme un curé en la personne de Pierre Mojonnier et le prévôt, un autre, en la personne de Nicolas Perret, en 1601. Il s'ensuit un procès devant l'officialité diocésaine, puis à Rome, puis devant l'officialité de Tarentaise qui rend une sentence favorable au prévôt en 1610. Saint François de Sales et Mojonnier recourent au Sénat de Savoie qui casse la décision de l'official de Tarentaise. Ce procès aboutit, en 1618, à une transaction reconnaissant le bon droit du Saint-Bernard ; il reprend en 1705 et se termine encore à l'avantage du Saint-Bernard, vers 1715<sup>54ter</sup>.

*Thonon.* — Pour favoriser le mouvement de retour au catholicisme dans le Chablais, le père Chérubin, capucin, réussit à instituer un centre missionnaire à Thonon dans le prieuré de Saint-Hippolyte. Charles-Emmanuel y donna son agrément et le pape, par bulle du 13 septembre 1599, érigea la Sainte-Maison de Thonon, la substituant à la collégiale de Viry détruite par les Bernois. A cette Sainte-Maison fut uni, en 1598, le prieuré de Bellentre, un des plus riches bénéfices du Petit-Saint-Bernard. L'évêque Claude de Granier la consacra sous le vocable de Notre-Dame de Compassion en 1602. Le collège de chanoines séculiers qui s'y établit suivait la règle de l'Institut de l'Oratoire de Rome. Il desservait l'église de Saint-Hippolyte et donnait des missions. Cet institut n'eut pas le succès escompté<sup>55</sup>.

<sup>54</sup> AGSB.

<sup>54bis</sup> Cf. Boniface, codex E, lettre du 18 février 1713. AGSB.

<sup>54ter</sup> AGSB. Alingium, factum sur le procès d'Allinges imprimé à Genève en 1763, composé par l'avocat Nugue, de Vienne.

<sup>55</sup> J.-E. Delaloye, *Aperçus historiques sur la Réforme...* pp. 305 et 306.

Le Saint-Bernard possédait une autre maison à Rive-sous-Thonon. Les chevaliers des Saints-Maurice et Lazare se l'étaient adjudgée comme bénéfice vacant aussitôt après le décès du prévôt de Tollen. L'évêque de Sion écrivit au duc de Savoie en 1586 pour qu'il la fît restituer. Il obtint gain de cause. Saint François de Sales célébra souvent la messe dans cette maison durant ses missions en Chablais.

*Diocèse de Lausanne.* — A la Réforme, l'hospice avait perdu presque toutes ses maisons, sans y renoncer définitivement. Le prévôt, mettant à profit la bienveillance que les Bernois montraient à l'égard du Valais, réussit à obtenir en 1602, la somme de quatre cent cinquante ducats en compensation de l'hôpital Saint-Jean de Lausanne. La Diète du Valais approuva cette transaction le 16 juin 1602<sup>56</sup>.

Les prévôts valdotains se souciaient peu des bénéfices situés hors de la Savoie. Leur tendance était d'en tirer le meilleur profit pour le placer ensuite dans les Etats de S. A. S. Cela explique en partie l'abandon des paroisses situées dans le canton de Fribourg, en partie seulement, parce que les circonstances politiques eurent aussi leur influence.

*Paroisses de Fribourg.* — Depuis que Fribourg s'était libéré de la Savoie, en 1536, les seigneurs de la ville et le chapitre de Saint-Nicolas tentaient de mettre la main sur les bénéfices de Semsales, Avry, Saint-Pierre-aux-Places, Sales, Sévaz, Farvagny et Vuisternens, dépendant du Saint-Bernard. Dès 1592, ils étaient en procès avec le prévôt devant l'archevêque de Tarentaise qui, par sentence du 31 mai 1593, reconnut le droit du prévôt. Conséquemment celui-ci fit séquestrer six mille écus d'or dus aux seigneurs de Fribourg par les bourgeois de Thonon, d'où nouveau procès devant le Sénat de Savoie.

Pendant ce procès, sur les instances de l'archevêque de Vienne et de l'évêque de Genève, les deux parties firent un compromis : le prévôt paiera mille cinq cents florins pour avoir agi injustement contre les seigneurs de Fribourg et ceux-ci laisseront le prévôt dans la jouissance des pensions dues par les bénéfices en litige, un quart de ces pensions restant affecté au chapitre de Saint-Nicolas. Ce compromis fut conclu le 19 août 1602. Le prévôt en fit part au chapitre tenu à Saint-Oyen le 19 septembre suivant, certifiant d'avoir agi dans l'intérêt de la maison, et demanda d'être défrayé des grandes dépenses faites<sup>57</sup>.

Dans la suite, vu la difficulté qu'il y a de recouvrer les pensions, le prévôt du Saint-Bernard et le chapitre de Saint-Nicolas font une nouvelle transaction, le 4 décembre 1602 : le chapitre versera mille cinq cent cinquante ducats et le prévôt abandonnera tous ses droits sur les bénéfices de Fribourg. Le 25 janvier 1603, A. du Pasquier invite le prévôt à

<sup>56</sup> AV, 104 SB, 21.

<sup>57</sup> AGSB.

la ratifier bien qu'elle n'ait pas encore été confirmée par la Chambre apostolique. Mais sous l'influence du Valais, le chapitre du Mont-Joux, réuni en septembre 1604, désavoue cette transaction parce qu'il n'a pas été consulté et signifie au chapitre de Saint-Nicolas, de la tenir pour nulle. Cependant cette vente avait déjà reçu un commencement d'exécution, puisque le chapitre de Saint-Nicolas, le 21 juin 1605, demande à l'évêque de Sion de la ratifier et de faire remettre au Saint-Bernard l'argent déjà livré aux seigneurs du Valais, de peur que le prévôt ne lui intente des procès encore plus coûteux que par le passé<sup>58</sup>. Le Valais répond le 26 juin qu'il enverra des délégués au chapitre du Saint-Bernard qui se tiendra le 28 août afin qu'ils fassent pression sur le prévôt et le chapitre pour les décider à ratifier la transaction passée bien qu'il y manque le consentement du chapitre et du pape<sup>59</sup>.

En 1610 seulement, le prévôt de Tillier se décide à demander au Saint-Siège la ratification des aliénations faites. Il ne parvient pas à son but car le chapitre de 1614 doit envoyer à Rome un procureur pour obtenir cette ratification.

Alors seulement, les seigneurs du Valais remettent au Saint-Bernard mille cinq cents écus d'or qu'ils avaient reçus du chapitre de Saint-Nicolas. Ils en reçoivent quittance en 1621<sup>60</sup>. Cet argent reste cependant sous le contrôle du Valais, qui s'oppose à ce qu'il soit employé ailleurs. Ce n'est qu'en 1657 qu'il accordera l'autorisation de le sortir du pays.

En 1637, le prévôt Viot et le chapitre tentent de rentrer en possession des paroisses aliénées. Ils envoient à Fribourg deux délégués avec mission de faire casser la vente parce qu'elle a été faite sans le consentement du chapitre. Cette démarche n'aboutit pas<sup>61</sup>.

*Jougne.* — C'est la seule paroisse du diocèse de Lausanne qui soit restée au Saint-Bernard. Située hors du pays de Vaud, elle avait échappé à l'invasion bernoise et à la Réforme. Cette paroisse avait une église filiale, Sainte-Catherine aux Hôpitaux-Neufs, qui eut aussi la sienne, dédiée à saint Sylvestre, aux Longevilles, toutes trois de la collation du prévôt.

*France.* — Au XVII<sup>e</sup> siècle, Jésuites et autres ordres religieux occupent partout l'avant-scène du mouvement religieux. Les anciens prieurés du Saint-Bernard sont bousculés par cette poussée. Les liens avec la maison mère se relâchent pendant les guerres de la Fronde (1648-1659) et les longues luttes entre la France et la Savoie (1701-1712). Les prévôts valdotains paraissent se désintéresser de ces bénéfices qui se trouvent en

<sup>58</sup> AV, 104 SB, 23.

<sup>59</sup> AV, 104 SB, 24.

<sup>60</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>61</sup> AGSB.

territoire ennemi. Cet ensemble de circonstances explique la perte de plusieurs bénéfices de France.

L'incurie des prévôts n'est cependant pas totale. Roland Viot nomme un chanoine régulier, André Reygnard, prieur de Montréal en 1622, avec charge de défendre ce bénéfice contre les échevins du lieu, qui voulaient en faire l'hôpital de la cité<sup>62</sup>. En 1631, pour la conservation des bénéfices de France, il constitue comme procureurs, Léonard et Pierre-Louis de Mesnay, ce dernier avocat au parlement de Bourgogne<sup>63</sup>. E. Macé, prieur de Saint-Pierre d'Auxerre, chanoine régulier, leur succède dans cet office dès 1647. Dans la suite, P. Desfeyes, chanoine de saint Pierre Fourier, fait une convention avec les divers prieurs au sujet des pensions à payer à l'hospice. Au retour de leur tournée de quêtes en 1665, Ours Arnod et Léonard Bigay rapportent au chapitre, comme une découverte, que les prieurs de Montréal et de Branches appartiennent à la maison et qu'il serait facile de les recouvrer. Ce chapitre décide d'envoyer deux délégués pour récupérer les bénéfices de France. L'un d'eux est probablement Pantaléon Tornieux, procureur des claustraux et adversaire de la politique économique des prévôts valdotains<sup>64</sup>.

Grâce aux rapports de ces délégués et des divers procureurs institués par le prévôt Viot ou ses successeurs, nous sommes un peu renseignés sur la situation des bénéfices de France.

L'hôpital de *Saint-Bernard de Troyes* est occupé, en 1647, par un chanoine régulier de Saint-Martin, âgé de soixante ans. Son revenu est de trois cents livres au lieu de deux mille ou trois mille que le bénéfice devrait rapporter. A la même date, le chanoine Reygnard est encore prieur de Montréal avec un revenu de cinq cents ou six cents livres. Il lutte pour conserver ce bénéfice au Saint-Bernard. En 1665, il semble qu'on l'a perdu de vue ; mais le chapitre s'efforce de le recouvrer, non sans succès, puisqu'en 1708, le prévôt Persod y nomme un prieur en la personne de Gabriel Antoine, chanoine régulier de Sainte-Geneviève<sup>65</sup>.

Le prieur de *Bar-sur-Seine*, en 1647, est entre les mains d'un commendataire qui en tire quarante à cinquante écus. Il conserve encore quel-

<sup>62</sup> AGSB.

<sup>63</sup> AGSB, *France*.

<sup>64</sup> AGSB, *France*. Dans un mémoire rédigé en 1680, P. Tornieux (Tornieur) note quelques questions relatives aux bénéfices de France comme autant de points à éclaircir. Comment sont possédés Jougue, Les Hôpitaux-Neufs et les Longevilles et qu'a-t-on fait pour s'opposer aux menées de l'évêque ? Que s'est-il passé au sujet de la maison de Besançon ? Pourrait-on avoir de nouveau Saint-Ferjeux ? Pourquoi n'a-t-on pas fait des démarches pour les bénéfices de France : Sammur (Sermur), Branches, les bénéfices du diocèse d'Auxerre, les hôpitaux de Troyes en Champagne, de Reims et de Val-Suzon ? Où est le traité de P. Desfeyes ? Comment se paient les pensions convenues avec ces bénéfices ? C'est tout un programme que se fixe Tornieux, comme en vue d'une mission en France.

<sup>65</sup> AGSB, *France*.

qu'attache avec la maison, car, en 1709, un clerc appelé Bonnemain, sollicite de Boniface, la collation de ce bénéfice<sup>66</sup>.

Un certain Couchart, commendataire, jouit du prieuré d'*Appoigny* au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle ; il tente de remettre son bénéfice aux Jésuites, mais E. Macé s'y oppose et s'efforce de le lui enlever. L'hôpital de *Reims* a été uni, avant 1647, par les intrigues des jésuites, au collège qu'ils possèdent dans cette ville sans qu'il y ait eu approbation ni opposition du Saint-Bernard. Vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, un procès était en cours pour la sauvegarde du prieuré de *Val-Suzon*<sup>67</sup>.

Louis Boniface constatait, en 1722, que les bénéfices de France étaient perdus, mais que, si Louis XIV avait vécu plus longtemps, la maison aurait reçu quelque dédommagement<sup>68</sup>.

<sup>66</sup> AGSB, *France*.

<sup>67</sup> AGSB.

<sup>68</sup> AGSB.

## CHAPITRE IV

### Relations extérieures

#### Le Saint-Siège et les nonciatures

L'établissement de nonciatures à Lucerne, pour la Suisse et le Valais, et à Turin, pour la Savoie, entraîne des changements dans les relations avec le Saint-Siège, car les nonces constituaient les intermédiaires normaux entre les divers Etats et le Saint-Siège, non seulement quant aux relations politiques mais encore quant à toutes les affaires ecclésiastiques. Le Saint-Bernard eut souvent affaire avec ces nonciatures, le lecteur a déjà pu le constater. Il en sera encore souvent parlé à propos de l'observance régulière.

Les relations avec le Saint-Siège restèrent cependant fréquentes. Depuis longtemps, l'Ordre du Mont-Joux était exempt de la dîme papale. En 1588, le chapitre cathédral d'Aoste lui intenta procès devant la nonciature de Turin pour imposer cette dîme aux bénéfices du Saint-Bernard en vallée d'Aoste. Les chanoines du Saint-Bernard firent valoir une sentence rendue le 17 avril 1574 qui les en exemptait et réussirent à maintenir leur privilège<sup>1</sup>. Ces dîmes étaient souvent concédées par les papes en faveur des souverains laïcs. On ne s'étonne donc pas de voir le duc Charles-Emmanuel exempter à son tour, en 1604, la maison du Saint-Bernard des dîmes et collectes ecclésiastiques que le pape lui avait octroyées<sup>2</sup>.

La déférence due au Saint-Siège figure en premier lieu parmi les observations faites au chapitre de 1613 par le prévôt Viot : « Premier et principal article : que l'on observe envers le souverain pontife et l'église romaine

<sup>1</sup> *Inv. OM.*

<sup>2</sup> *AST.*

une vraie obéissance, que tous abhorrent les hérésies mauvaises et malsaines... ainsi que la société des hérétiques à moins qu'elle ne s'impose... pour sauvegarder les biens de la maison situés chez les hérétiques et infidèles, surtout les Bernois. »

Les papes continuent à délivrer les habituelles confirmations de bénéfices, mais en ajoutant la clause, comme le fait Grégoire XV en 1622, « autant qu'elles ne sont pas contraires aux principaux décrets de Trente »<sup>3</sup>.

Un bref contre les injustes détenteurs de biens du Saint-Bernard avait été envoyé en 1592 aux évêques de Tarentaise, Maurienne et Lausanne<sup>4</sup>. A la requête du chapitre, le pape Urbain VIII adresse, en 1624, un bref analogue aux archevêques, évêques ou officiaux de Tarentaise, Genève et Sion<sup>5</sup>. Il le renouvèle en 1629 à l'adresse des évêques de Sion et Genève<sup>6</sup>. On comprend l'opportunité de ces brefs en un temps où la Réforme, les guerres et les chasseurs de bénéfices rendaient fort difficile le maintien des droits de la prévôté.

Le Saint-Bernard avait eu parfois un cardinal protecteur auprès du Saint-Siège. Il n'en avait point au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Deux religieux fugitifs du Valais, Jean-Claude Verraz et Antoine Voutaz s'emploient à Rome à en obtenir un et annoncent à Boniface, le 15 septembre 1726, que le pape a daigné accorder, le 15 juillet précédent, le cardinal Petra comme protecteur de la maison<sup>7</sup>.

Le Saint-Bernard dut plusieurs fois recourir au Saint-Siège à l'occasion de l'élection du prévôt, de la défense de ses privilèges et de l'observance des constitutions. Nous n'en traitons pas ici, mais là où il est question de ces matières.

## Relations avec les ordinaires et exemption

Durant le régime commendataire, les bénéfices les plus importants sont obtenus directement du Saint-Siège grâce à de puissantes protections. Séculiers et réguliers briguent à l'envi les riches prébendes. Les autres bénéfices ne soulèvent pas de grandes compétitions. Les conflits au sujet de l'exemption et droits de collation perdent de leur acuité.

Mais une fois la commende supprimée et les droits de collation rendus aux supérieurs locaux, les conflits de juridiction reprennent toute leur importance. Ce n'est donc pas un hasard si le premier prévôt non-com-

<sup>3</sup> AGSB.

<sup>4</sup> AST.

<sup>5</sup> AGSB.

<sup>6</sup> AGSB.

<sup>7</sup> AGSB.



mendataire retrouve dressés contre lui les ordinaires des diocèses pour le dépouiller des privilèges de l'exemption, comme cela s'était déjà produit au début du XV<sup>e</sup> siècle lors de l'obtention de ces privilèges.

*Diocèse de Sion.* — Le 11 juillet 1588, le prévôt demande aux seigneurs du Valais réunis en Diète la reconnaissance de ses droits de collation aux bénéfices dépendant du Saint-Bernard, de correction, de dépouilles de ses religieux, d'exemption, etc. Il présente ses titres : la bulle d'exemption de Nicolas V de 1453, les reconnaissances faites par les bénéfices du Valais en faveur de la prévôté en 1443 et un instrument de 1396 concernant les bois de Ferret<sup>8</sup>.

Un procès qui met en cause le privilège de l'immédiateté pontificale de l'hospice débute en 1596 à l'occasion de la nomination, par le prévôt, de Nicolas Joris, chanoine du Saint-Bernard, à la cure de Sembrancher. L'évêque de Sion, Hildebrand de Riedmatten, lui refuse l'institution et nomme au même bénéfice Nicolas Perret, lui aussi chanoine du Saint-Bernard. Le prévôt cite Nicolas Perret devant la curie d'Aoste. Accusé d'avoir cité un de ses religieux devant une curie étrangère, le prévôt est lui-même cité le 7 juin 1597 à comparaître devant la Diète du Valais<sup>9</sup>. Au lieu de s'exécuter, il en appelle à Rome. Clément VIII délègue, en 1597, l'archevêque de Tarentaise pour juger ce différend. Alors le prévôt autorise son religieux Nicolas Joris à citer l'évêque de Sion devant cet archevêque. A cette affaire, le prévôt intéresse le duc de Savoie qui, le 2 décembre 1597 et le 9 octobre 1598, intervient auprès de l'évêque de Sion en faveur du droit de collation du prévôt<sup>10</sup>.

En Tarentaise, le procès suit son cours. L'évêque de Sion comparait par un procureur, qui refuse d'entrer en débats. Le juge passe outre et, le 13 juillet 1601, il reconnaît le bon droit du prévôt et ordonne à l'évêque de s'y conformer sous peine d'excommunication et aux usurpateurs de la cure de Sembrancher de se désister sous la même peine. Si cette peine ne suffit pas, on jettera contre la porte des intrus trois pierres en signe de la malédiction de l'Eglise et la paroisse sera frappée d'interdit<sup>11</sup>. Le 23 août 1601, le prévôt écrit d'Aoste à l'évêque de Sion pour lui demander la mise à exécution de la sentence<sup>12</sup>. A son tour, l'évêque de Sion en appelle à Rome. Mais à la demande du prévôt, Clément VIII, le 13 novembre 1601, confirme la sentence de l'official de Tarentaise et déclare que le prévôt ayant prouvé que la maison du Mont-Joux et tous ses bénéfices sont immédiatement soumis au Saint-Siège, les évêques de

<sup>8</sup> AGSB.

<sup>9</sup> AGSB.

<sup>10</sup> P. Grenat, p. 104 et AV, 104 SB, 20. Dans cette lettre, le duc demandait à l'évêque d'approuver la collation du prieuré de Martigny à Marcel Ducret (Decré), mais sans succès.

<sup>11</sup> A.-J. de Rivaz.

<sup>12</sup> AGSB.

Sion, Aoste et Genève n'ont pas à la molester dans la collation des bénéfices et la succession *spolium* des religieux<sup>13</sup>. Le prévôt peut annoncer à son chapitre, réuni le 19 septembre 1602, qu'il a obtenu gain de cause contre l'évêque de Sion<sup>14</sup>. Une fois de plus l'immédiateté pontificale est reconnue à la prévôté du Mont-Joux. Le Valais, pour se venger, contraint le Saint-Bernard à payer cent pistoles à chaque dizain<sup>15</sup>. Il ne renonce pas pour autant à faire pression sur la prévôté pour s'ingérer dans sa gestion.

Sous l'effet de cette pression, le prévôt Tillier doit composer avec l'évêque de Sion, Adrien de Riedmatten, le 15 juillet 1606. Les deux prélats réunis à Sion en présence de notables ecclésiastiques et laïcs du Valais font une transaction dont voici les principales dispositions : le prévôt a le droit de présentation aux bénéfices du Saint-Bernard mais l'évêque examinera les candidats et pourra refuser ceux qu'il jugera inaptes ; il aura droit de correction sur les chanoines bénéficiers pour leurs manquements dans le ministère pastoral ; au décès des bénéficiers, l'évêque enverra son procureur fiscal qui dressera l'inventaire des biens laissés et apposera les scellés sur le bénéfice ; les biens iront au prévôt qui aura soin d'en prélever une part à son choix pour en faire don à l'évêque ; la sentence obtenue par le prévôt de la curie de Tarentaise en 1602 contre l'évêque Hildebrand de Riedmatten, qui par ignorance a comparu à cette curie, est cassée et annulée par la présente transaction mais bien plus par la bulle du pape Léon X de 1513 exemptant le cardinal Schiner et son diocèse de Sion de toute juridiction de l'archevêque de Tarentaise. Cette transaction entame sérieusement l'immédiateté pontificale de la prévôté. Tillier n'a pas dû être fier de lui quand il s'en retourna à Aoste avec le texte de cette convention.

Ce fut pis avec le prévôt Viot. Quand il se présenta à Sion le 19 octobre 1611 pour prêter obédience à l'évêque Adrien de Riedmatten, celui-ci lui parla de la convention passée avec son prédécesseur et lui fit accepter quelques additions ; l'évêque de Sion pourra envoyer un délégué au chapitre qui élit le prévôt, il procédera à l'exécution des bulles de nomination parce que la maison prévôtale a son fondement dans le sol valaisan et le chapitre se tiendra à l'hospice du Saint-Bernard. Cette transaction est acceptée par les prélats et leurs suites. Le 14 décembre suivant, la Diète la confirme. La mainmise du Valais sur la prévôté se fait plus lourde<sup>15bis</sup>.

On comprend que le prévôt Viot se plaint au Saint-Siège de ce que cet évêque s'était vanté de montrer aux chanoines du Saint-Bernard

<sup>13</sup> A.-J. de Rivaz.

<sup>14</sup> Il a obtenu gain de cause *ratione cognitionis ordinarie et status sacramentorum*. AGSB, *Chapitres*.

<sup>15</sup> A.-J. de Rivaz citant Jérôme Darbellay.

<sup>15 bis</sup> Archives communales de Sembrancher, H I 18.

le cas qu'il faisait de leur exemption. A la suite de cette plainte, le 23 mars 1627, l'évêque de Sion est cité à comparaître devant la Chambre apostolique et, jusqu'à conclusion du procès, il lui est interdit, sous peine d'une forte amende, de troubler ces religieux dans la jouissance de l'immédiateté pontificale<sup>16</sup>. L'évêque de Sion était alors Hildebrand Jost. Vers le même temps, il est cité à Rome à cause des grandes difficultés qu'il a avec les Patriotes du Valais. Nous ignorons s'il fut question à Rome de l'exemption. Les affaires politiques étaient d'un intérêt si brûlant qu'elles ont peut-être fait oublier celle de l'exemption.

Quoi qu'il en soit, les choses prennent une tournure inattendue au retour de Rome. Lors de son séjour forcé à l'hospice, Hildebrand Jost réussit à s'immiscer dans les affaires de la maison et, semble-t-il, à créer une forte opposition au prévôt Viot et à renforcer son autorité et celle du Valais sur l'hospice. Dès lors l'autorité effective du prévôt en Valais est trop contre-carrée pour qu'il puisse revendiquer la jouissance de l'immédiateté pontificale ; du moins nous ne trouvons plus trace de ces revendications.

*Diocèse d'Aoste.* — Le prévôt revendiquait sur ses paroisses du diocèse d'Aoste les mêmes droits que sur celles de Sion. L'évêque d'Aoste, dans sa relation avec Rome de 1590, annonce que les prévôts du Saint-Bernard et de Verrès lui intenteront procès pour revendiquer le droit d'établir des recteurs dans leurs églises vacantes, sans les présenter à l'évêque, ni les soumettre aux concours, ni aux examens ; de les corriger, à l'exclusion de l'évêque, même s'ils manquent dans l'administration des sacrements et la pastoration des fidèles qui, cependant, relèvent immédiatement de l'évêque au spirituel. Le prévôt du Saint-Bernard s'oppose même à la visite de l'évêque dans les paroisses de la prévôté. Si exorbitantes que paraissent à l'évêque d'Aoste ces revendications, elles n'en sont pas moins conformes à la bulle d'exemption de Nicolas V. Les chanoines du Saint-Bernard s'en autorisent dans la pratique. Lors de la visite du diocèse en 1569, le recteur de Marchévaudan s'absente de l'hôpital pour protester. Redoutant un pareil accueil à Saint-Jacquême de Châtel-Argent, l'évêque annonce sa visite avec menace d'interdit en cas de résistance<sup>17</sup>.

Un procès devient inévitable. Il se déroule à Aoste et à Moutiers, non sans succès pour le Saint-Bernard, comme le prévôt l'annonce au chapitre du 19 septembre 1602, tout en reconnaissant que, relativement au droit de correction des religieux et de collation des bénéfices, la question est encore pendante<sup>18</sup>. L'évêque d'Aoste avait en effet recouru à la Rote romaine. Il lui adressa des mémoires en 1602 et 1603 pour s'opposer à l'exemption en s'appuyant sur les récentes décisions du concile de Trente et sur la sentence arbitrale prononcée par l'archevêque de Tarentaise le

<sup>16</sup> AGSB.

<sup>17</sup> J.-A. Duc VI, p. 323.

<sup>18</sup> AGSB, *Chapitres*.

12 juillet 1424 et ratifiée en 1549 par la Rote romaine<sup>19</sup>. Nous ne savons l'issue de ce recours, mais l'attitude de Boniface qui, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, revendique le droit de sépulture pour le prieuré de Saint-Jacquème d'Aoste montre que le Saint-Bernard luttait encore avec succès pour sauver le plus possible de son exemption.

Relatons ici un petit épisode qui se passe en 1607 et qui révèle la susceptibilité du temps quant aux droits de juridiction. L'évêque de Sion, Adrien de Riedmatten, ayant appris que l'évêque d'Aoste projette une visite à l'hospice, redoute un empiètement sur sa juridiction. Le prévôt lui écrit que cette visite n'avait qu'un but de dévotion. L'évêque de Sion lui répond que, connaissant la piété de l'évêque d'Aoste, il espère bien qu'il ne mettra pas la faux dans la moisson d'autrui ; qu'il a lui aussi l'intention de se rendre au Saint-Bernard et qu'il le prie de saluer de sa part l'évêque d'Aoste<sup>20</sup>.

*Tarentaise.* — Le privilège de l'exemption provoque une escarmouche en Tarentaise aussi. Jean-Baptiste Gaydoz, chanoine du Saint-Bernard, recteur de l'hôpital de Montvalezan, tenait une conduite répréhensible. Le prévôt Viot l'en reprit et se rendit à Séez pour faire une enquête. Mais déjà ce chanoine avait été emprisonné, jugé et condamné, le 18 septembre 1620, par les officiers de la curie de Moutiers. Le prévôt, s'estimant lésé, en appela au nonce de Savoie, produisant de nombreux titres pour démontrer qu'il a toute juridiction sur ses religieux même bénéficiers<sup>21</sup>.

Fort sur le terrain juridique, le Saint-Bernard ne réussit pas cependant à sauvegarder son immédieté pontificale contre l'opposition des ordinaires. Mais il peut maintenir ses droits de collation des bénéfices et de correction des religieux.

## Relations avec les autres branches de l'ordre

Nous avons déjà dit qu'à la suite de négociations menées par le chanoine Persod, le Saint-Bernard avait été affilié en 1681 aux CCRR de Latran (voir : *Activité religieuse*). Cette affiliation ne comportait aucune subordination, mais seulement la participation aux mêmes indulgences, indults et privilèges que ces chanoines ainsi qu'à leurs œuvres méritoires, offices, jeûnes, pèlerinages, etc. Dès lors le Saint-Bernard adopte les offices des CCRR de Latran. Cette affiliation subsiste.

<sup>19</sup> J.-A. Duc VI, p. 367-373. On voit que le bref de Clément VII du 13 novembre 1601 n'a pas mis fin à la question de l'immédieté pontificale ou plutôt que les évêques se refusent à reconnaître ce privilège.

<sup>20</sup> AGSB.

<sup>21</sup> AGSB. Nous ne savons pas l'issue de cet appel.

La prévôté des CCRR de Verrès en vallée d'Aoste, qui coexistait depuis des siècles avec celle du Saint-Bernard, demanda en 1726 de lui être unie. Le prévôt Boniface répondit qu'il en référerait au chapitre, mais sans lui donner grand espoir. Le Valais s'opposa en 1730 à ce projet comme étant une manœuvre de la cour de Turin pour mettre le Saint-Bernard sous sa dépendance<sup>22</sup>.

L'union des chanoines de Saint-Maurice au Saint-Bernard fut aussi encouragée en ce temps-là par plusieurs grands personnages. Elles n'aboutit pas non plus<sup>23</sup>.

Ajoutons que les chanoines de saint Pierre Fourier établis à Aoste furent en fréquentes relations, plus ou moins cordiales, avec le Saint-Bernard. Ces relations étaient parfois celles de rivaux dans l'enseignement.

### Relations avec les Etats voisins

*La Savoie.* — Outre les nombreuses interventions du duc de Savoie dans les affaires de l'Ordre du Saint-Bernard, il reste à dire un mot des diplômes accoutumés de protection.

L'épouse de Charles-Emmanuel, Catherine d'Espagne, confirme, en décembre 1590, les privilèges des hospices. Son époux le fait à son tour en 1601. En 1605, il exempte la maison du Saint-Bernard des tailles, gabelles, impôts, etc., et, en 1609, de tous droits d'entrée et subside<sup>24</sup>. Il confirme les privilèges déjà accordés, en mai 1622.

Victor-Amédée, qui succède à Charles-Emmanuel en 1630, confirme à son tour, le 24 septembre 1637, les privilèges accordés par ses prédécesseurs, tels qu'ils sont en usage. Le 7 octobre suivant, il mourait à Verceil. Son épouse, Marie-Christine, prend la régence et, le 12 novembre, elle délivre, au nom du duc François-Hyacinthe, son fils, un diplôme de confirmation des privilèges du Saint-Bernard. L'hospice obtint confirmation de ses privilèges en 1669 de Charles-Emmanuel II qui mourut en 1675.

L'héritier du duché, Victor-Amédée II, n'avait que neuf ans. Sa mère, Marie-Jeanne-Baptiste exerça la régence. Le 20 février 1676, elle délivre un diplôme confirmant au Saint-Bernard : « le pouvoir à perpétuité de faire les questes, transmarcher leurs vins, grains et toutes sortes de vivres pour l'usage des... Hospitaux... et négocier par tous les Etats de sa dicte A. S. sans payement d'aucun droict, dace, péage... ». Si elle accorde des faveurs, elle tient à maintenir le patronage de la cour de Turin sur l'hospice. Elle écrivit à deux reprises, en 1677, au prévôt Norat pour qu'il ne permît pas

<sup>22</sup> AV, 104 SB, 88.

<sup>23</sup> AGSB.

<sup>24</sup> AST et AGSB.

que les seigneurs du Valais apposassent leurs armes sur les bâtiments, même s'ils voulaient en construire de nouveaux ; car cela regarde son A. S. dont les prédécesseurs ont fondé l'hospice<sup>25</sup>. Vers 1674, elle écrivait au marquis de Lullin pour l'intéresser à la maison du Saint-Bernard.

Son fils, Victor-Amédée II, délivre un diplôme de confirmation des privilèges en juillet 1681. La Chambre royale, entérinant ce diplôme, y met cette précision que l'immunité d'impôts ne vaudra que pour les marchandises à l'usage des hospices<sup>26</sup>. N'y a-t-il pas là l'indice d'une tendance à restreindre les privilèges de l'ordre ? Cette tendance va s'accroissant. En avril 1702, le chanoine Mouvilliat écrit de Meillerie au coadjuteur Boniface que l'on veut faire payer au Saint-Bernard les droits de douane en Savoie. Il l'engage à mettre tout en œuvre pour conserver cette immunité et suggère comme point de vue à faire valoir : « L'on paye assez de douane par la réception que l'on fait à Saint-Bernard du monde qui passe pour le service de S. A. S. »<sup>27</sup>

L'impression qui se dégage de cet aperçu est que les ducs de Savoie continuent à se comporter comme les protecteurs nés de tout l'Ordre du Saint-Bernard, sans tenir compte du fait que depuis 1475, la maison mère se trouve hors de leurs Etats.

Les faits suivants montrent que les chanoines valdotains du Grand-Saint-Bernard étaient fort attachés à leur patrie valdotaine et tout disposés à la faire bénéficier de la notoriété de cette maison hospitalière.

Au cours de la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1690-1693), la Savoie se trouvant dans le camp opposé à la France, la vallée d'Aoste est menacée d'une invasion française. Cependant un officier supérieur français fait savoir au chanoine Jean-Pierre Duclos, prieur de Séz, que son roi serait favorable à un traité de neutralité et de libre échange entre la France d'une part et la Tarentaise, le Valais et le duché d'Aoste d'autre part. Turin, averti par le Conseil des commis, fait savoir au gouverneur de Tarentaise, le marquis de Saint-Ruth, par l'entremise du chanoine Duclos, qu'il l'autorise à entrer en négociation.

Entre temps, le même Conseil des commis charge Jean-Pierre Persod, coadjuteur du Grand-Saint-Bernard, qui allait à Sion en fin novembre 1690, de sonder l'attitude du Valais au sujet d'un tel traité. Persod doit amorcer ces tractations non pas au nom de la vallée d'Aoste, mais au nom de la prévôté du Saint-Bernard et demander si le Valais serait disposé à s'entremettre auprès de la France pour obtenir un traité de neutralité en faveur des régions où le Saint-Bernard possède des biens et exerce son activité afin que cette activité ne soit pas entravée par la guerre en cours. Persod trouve le Valais tout disposé à ce rôle de médiateur. Il

<sup>25</sup> AST.

<sup>26</sup> AGSB.

<sup>27</sup> AGSB.



s'ensuit plusieurs rencontres entre le Valais et la vallée d'Aoste. Le gouverneur de Soleure, Besenval de Brunstatt, un Valdotain, est intéressé à l'affaire. Les médiateurs prennent contact avec l'ambassadeur de France qui cherche à tirer les choses en longueur. Ce n'était qu'une feinte. On le vit bientôt, car au début de 1691 une armée française était en marche contre la vallée d'Aoste, comme on l'apprit à Aoste du poste militaire de La Thuile et du chanoine Jorioz, du Saint-Bernard, qui rentrait de Suisse <sup>27bis</sup>.

*Valais.* — La mainmise de la cour de Turin sur le Saint-Bernard n'était pas pour plaire au Valais qui, de son côté, ne négligeait rien pour accroître ses moyens d'influence sur cette même maison.

*Ours Arnod*, prieur claustral, fit certainement une démarche agréable au Valais quand, vers 1631, au nom du prévôt et du chapitre, il exposa au bailli et aux orateurs des Sept-Dizains que la prévôté se trouvait dans un état ruineux et que, pour y remédier, il fallait que le Valais lui assignât un ou deux protecteurs, comme cela s'était fait auparavant jusqu'à la mort de Jossen Gilg <sup>28</sup>.

Les protecteurs de l'hospice désignés par le Valais interviennent plusieurs fois dans les chapitres ; ils s'y rencontrent parfois avec les envoyés de la cour de Turin, chacun s'efforçant de faire triompher les vues de son gouvernement. De langue allemande, les délégués du Valais étaient plutôt subis qu'agréés par les religieux valdotains ou bas-valaisans. Le gouverneur de Saint-Maurice remplissait ordinairement cet office. Le chanoine Jérôme Darbellay écrira de lui :

« Une fois dans deux ans le gouverneur tudesque  
Montait au Saint-Bernard avec un train grotesque. » <sup>29</sup>

*Genève.* — A la faveur de la guerre qui avait éclaté entre la France et la Savoie, Genève, aidée des Bernois, avait envahi le pays de Gex, le Chablais et le Faucigny. Le Saint-Bernard qui y possédait nombre de bénéfices veilla à les sauvegarder. Il employa l'intermédiaire qui lui avait réussi plusieurs fois. Les Valaisans étaient au mieux avec les Bernois, alliés des Genevois. C'est par eux que le Saint-Bernard recourut aux syndics et conseil de Genève qui, le 1<sup>er</sup> janvier 1592, promirent aux seigneurs du Valais, par égard pour eux, de protéger la prévôté du Saint-Bernard <sup>30</sup>.

<sup>27bis</sup> Cf Giuliano Pignet, Eugenio Gaspare De Tillier uomo d'arme e di legge (1630-1699), dans : *XXXI Congresso storico subalpino Aosta 9-10-11 settembre 1956*, vol. II, pp. 718 et 719.

<sup>28</sup> Gilg *Aegidius* Jossen Bandmatter fut grand châtelain de Martigny de 1565 à 1575, châtelain de Saint-Léonard en 1581, de Bramois en 1583, secrétaire d'Etat en 1587, grand châtelain de Sion en 1591, gouverneur de Monthey en 1593 et grand bailli de 1602 à 1603. *Armorial valaisan*, p. 136.

<sup>29</sup> J.-B. Bertrand. *Le château de Saint-Maurice*, dans *Ann. val.* 1938. p. 436.

<sup>30</sup> AGSB.



## Relations avec l'hôpital de Fontintes

Cet hôpital, le plus voisin de l'hospice, était parfois desservi par des chanoines du Saint-Bernard. Son union à l'hospice devait se présenter naturellement à l'esprit. Il n'y a rien de surprenant à ce que le prévôt de Tillier ait tenté de réaliser cette idée. Il réussit à se faire pourvoir de cet hôpital quand le recteur, Bernardin Gonella, le résigna<sup>31</sup>. Mais il trouva un compétiteur, Rodolphe d'Avisod, chanoine d'Aoste. Il s'ensuivit, devant la curie d'Aoste, un procès qui est un chassé-croisé judiciaire du plus beau style.

Le 20 novembre 1601, par citation affichée à Saint-Jacquême, l'évêque d'Aoste mande le prévôt à comparaître devant lui. L'évêque de Sion, Hildebrand de Riedmatten, proteste contre l'audace de l'évêque d'Aoste de citer à son tribunal un prélat confirmé et institué par lui. Il écrit au duc de Savoie que l'évêque d'Aoste et l'Inquisition, nouveauté inouïe, molescent le prévôt alors qu'ils n'ont aucune autorité sur lui, qui est diocésain de Sion en raison de l'hospice du Saint-Bernard et donc soumis immédiatement au tribunal de la curie de Sion. En raison du traité d'alliance, il supplie son A. S. de soustraire le prévôt à ces vexations<sup>32</sup>. Mais l'évêque d'Aoste porte la cause devant l'Inquisition de Rome, qui la remet à l'Inquisition et à l'archevêque de Turin le 26 janvier 1602. La Diète du Valais interdit au prévôt de comparaître. Le 22 février, le duc de Savoie dissuade l'évêque d'Aoste de poursuivre le procès contre le prévôt de peur de se l'aliéner et de s'attirer de graves embarras<sup>33</sup>. Entre temps, le prévôt obtient un bref d'union de l'hôpital de Fontintes au Saint-Bernard. Rodolphe d'Avisod et le procureur fiscal d'Aoste appellent contre ce bref. Le procès s'instruit à Moutiers et s'annonce favorable au prévôt. Il y a recours au Saint-Siège, qui délègue l'évêque d'Ivrée, César Ferrero, pour en décider. Pour renforcer sa position, le prévôt sollicite et reçoit du Saint-Siège, en 1606, la confirmation du bref d'union. Mais Rodolphe d'Avisod réussit à en obtenir un autre en sa faveur l'année suivante. Le prévôt Roland Viot essayera encore de débouter ce chanoine, mais sans résultat<sup>34</sup>.

<sup>31</sup> Dans sa défense devant le nonce de Turin, le prévôt nie qu'il ait fait pression sur le prêtre B. Gonella pour le faire résigner.

<sup>32</sup> AST.

<sup>33</sup> J.-A. Duc VI, p. 364.

<sup>34</sup> J.-A. Duc VI, p. 366 et *Inv. OM*.

## CHAPITRE V

# Observance

### Le sort des constitutions

#### *Dans la maison*

Au temps des commendataires de la Forest et de Tollen, l'observance régulière était tombée au point que sous ce dernier, le chapitre lui-même tenta de remettre en vigueur les constitutions. La capitulation, présentée au prévôt Tillier par les claustraux en 1587, lors de sa prise de possession de l'église prévôtale, renferme en vingt-sept articles une sorte de résumé des constitutions de 1438<sup>1</sup>. Les claustraux tenaient à ces constitutions, car leur observance aurait fait de l'hospice le centre effectif de l'ordre. Le prévôt signa tout ce qu'on voulut et redescendit à Bibian d'où, deux semaines après, il envoyait à l'hospice quelques prescriptions disciplinaires sans mentionner les constitutions dont il ne se soucia guère.

Quand Roland Viot prit possession de son église prévôtale, le 1<sup>er</sup> novembre 1611, les claustraux lui présentèrent les mêmes articles qu'à son prédécesseur. Il les jura de la même manière. Mais en 1613 au chapitre tenu à Saint-Oyen (donc hors de l'influence du Valais), il proposa trente-neuf articles de réforme de son cru. Le vingt-quatrième est à noter : « Puisque dans le volume des statuts des deux hospices et de notre prévôté, se trouvent plusieurs ordonnances très contraires au Sacré Concile de Trente, il vaudrait la peine et il serait très utile d'en demander la correction au souverain pontife. »<sup>2</sup> Ces articles acceptés par les religieux devaient être affichés à l'hospice dans le poêle. Dans ce même chapitre, Viot refusa

<sup>1</sup> Voir notice du prévôt Tillier.

<sup>2</sup> AGSB.

d'approuver la permission de tester accordée aux religieux par son prédécesseur de Tillier. L'idée d'obtenir du Saint-Siège une modification des constitutions n'eut pas de suite. Le prévôt Viot se contenta de renouveler, de temps en temps, les articles rédigés par lui.

Les claustraux constatèrent que le prévôt ne faisait aucun cas de la capitulation jurée à la prise de possession et qu'il les laissait dans la gêne. Ils trouvèrent une oreille attentive à leurs plaintes dans la personne de l'évêque de Sion qui intervint énergiquement contre le prévôt<sup>3</sup>. Le nonce Jérôme Farnèse adopta le point de vue de l'évêque de Sion. Il fut le premier des nonces auprès des Suisses à faire la visite de l'hospice, en 1642. Le relâchement était si grand que ni la règle ni les constitutions approuvées par le Saint-Siège n'étaient mises en pratique. Pis encore, tous les religieux, oublieux de leur pauvreté religieuse, s'étaient fait un pécule des offrandes des fidèles. Le prévôt était bien plus coupable encore, lui qui administrait si mal l'hospice qu'il manquait du nécessaire, que les services de l'hospitalité étaient diminués, que les édifices étaient en partie ruinés, en partie prêts à s'écrouler et que les revenus étaient dissipés<sup>4</sup>.

Pour remédier à tant d'abus, le nonce ôte l'administration au prévôt, ordonne d'apporter toutes les quêtes au cellérier et non au prévôt, interdit tout pécule, ordonne d'affecter les offrandes aux réparations de l'hospice, etc. Il constitue l'abbé de Saint-Maurice, Pierre Odet, exécuter de ses prescriptions<sup>5</sup> qui durent rester lettre morte, du moins en vallée d'Aoste. Ni le duc de Savoie, ni les prévôts valdotains ne tenaient à donner de l'importance à l'hospice, par crainte d'augmenter l'influence du Valais dans l'ordre.

Le prévôt Buthod exposa au chapitre de 1653 que les règles autrefois établies, entendons les constitutions, devaient être réformées et qu'il leur substituait dix-neuf articles qu'il fit jurer aux capitulants. Encouragé par ce début il rédigea de nouvelles constitutions<sup>6</sup> qui contenaient :

a) vingt et un titres très courts qui concernent l'ordre entier, surtout quant à l'administration ;

b) douze titres réglant le nombre de cierges et de torches pour les différentes solennités et prescrivant quelques dévotions envers le saint sacrement ;

c) vingt et un titres très courts pour les claustraux du Grand et du Petit-Saint-Bernard déterminant la répartition de leurs revenus et casuel, les offices divins, les suffrages pour les défunts, le rôle du procureur des claustraux, du clavendier, de l'hebdomadier et du prieur.

<sup>3</sup> Voir notice du prévôt Viot.

<sup>4</sup> Voir notice du prévôt Viot.

<sup>5</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>6</sup> Elles furent imprimées en 1670 sous ce titre : « *Constitutions et statuts des vénérables chanoines réguliers des Ss Nicolas et Bernard du Mont et Colonne Jou observés en vertu d'une coutume immémoriale* ». C'est une brochure de petit format. AGSB.

Ces règlements sont une reprise de ceux du prévôt Viot et de différents chapitres. C'est une codification des coutumes existantes qui correspondent fidèlement à la description de l'hospice faite en 1709 par Ballalu. Ces prescriptions tendaient à donner force de loi aux coutumes au détriment des constitutions de 1438 et donc à maintenir les pouvoirs presque discrétionnaires du prévôt et l'effacement de l'hospice.

Elles furent présentées au chapitre en 1668. Les claustraux refusèrent de les jurer et, par la voix de leur procureur, en demandèrent copie afin de délibérer à loisir. Bien loin de les approuver, ils portèrent plainte devant le nonce de Lucerne contre les abus du prévôt : nombre insuffisant de religieux, négligence de leur instruction, contrairement au titre V des constitutions de *mittendis ad studia* en sorte que les religieux sont difficilement admis aux ordres, absence de confesseur à l'hospice, sévices contre ses religieux, négligence des décisions capitulaires, insouciance de l'état misérable de l'hospice, collation des bénéfices à des séculiers de préférence à ses chanoines, etc. Les procureurs des claustraux portèrent ces plaintes devant le nonce de Lucerne en juin 1669, puis devant le duc de Savoie, qui crut bon, pour éviter que cette opposition ne dégénérât en séparation, de faire droit aux plaintes des religieux. En date du 30 juillet 1669, il envoya au prévôt Buthod un mémoire, dont voici le résumé :

1. Le prévôt devra faire instruire ses religieux pour les rendre aptes au ministère.
2. Il rendra ses comptes au chapitre chaque année.
3. Tous les religieux doivent être aptes à résider à l'hospice parce que « il faut de nécessité les changer de temps en temps ».
4. Le noviciat doit se faire à l'hospice, l'admission à la profession est du ressort du chapitre et la pension que paient les novices doit être affectée au profit du monastère.
5. De même les biens provenant du *spolium* des religieux.
6. Célébration du chapitre annuel et du chapitre général tous les trois ans.
7. Aménagement d'un poêle pour les religieux afin qu'ils ne soient pas pêle-mêle avec les passants.
8. Il devra fournir les religieux en livres nécessaires aux études et au culte divin.
9. Il devra faire quelque résidence à l'hospice, lui ou son coadjuteur, tous les ans de temps en temps. Etc.

On reconnaît, à plusieurs traits, l'inspiration des constitutions de 1438. A noter cependant qu'il ne dit rien de l'élection du prévôt ni du coadjuteur, question vivement débattue alors entre le chapitre et le prévôt. Cependant ces instructions duciales étaient un progrès pour les religieux qui, réunis en chapitre le 13 août 1669, les acceptèrent<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> AGSB.

Sous le prévôt Norat, il fut de nouveau question d'une adaptation des constitutions. Le chapitre de 1675 en délibéra. Les anciennes constitutions furent jugées difficiles à observer à cause du climat rigoureux que les claustraux ont à subir. Le prévôt fut chargé de les examiner et modifier pour les soumettre au jugement du chapitre. Il se contenta de porter quelques ordonnances à l'adresse des claustraux le 1<sup>er</sup> janvier 1682 : défense de quitter l'hospice pour se rendre ailleurs, surtout en Valais, sans sa permission ou celle du prieur, sous peine de suspension ; d'introduire des femmes dans les chambres des chanoines ; attention et assiduité au chœur dans la célébration des offices divins : fuite des rixes et de tout scandale<sup>8</sup>.

Le chapitre de 1690 porta défense aux bénéficiers de tenir des servantes sans l'autorisation du prévôt « de peur que les réguliers ne deviennent moindres que les prêtres séculiers ».

Les prévôts valdotains ne se sont donc guère préoccupés de l'observance des constitutions. Ils portaient occasionnellement les prescriptions nécessaires pour remédier aux abus les plus criants. De leur côté, les claustraux brandissaient périodiquement l'arme des constitutions, moins pour observer ses dispositions proprement religieuses que pour revendiquer la primauté de l'hospice et un meilleur traitement. La coutume était la grande règle. Le prévôt Persod continua dans la ligne de conduite de ses prédécesseurs.

Cependant, dans la formule de profession, les religieux juraient toujours d'observer les constitutions du cardinal Jean. Un esprit aussi chercheur que Boniface ne se contenta pas de cette formule ; il lut les constitutions et arriva à la conviction qu'on était tenu à leur observance intégrale à moins de s'en faire dispenser par le pape. Il en parla au prévôt qui d'abord rit des scrupules de son coadjuteur, puis s'en irrita violemment. Boniface parla de cette obligation à ses confrères dont quelques-uns conçurent des inquiétudes de conscience. Durant son noviciat commencé en 1697, Ballalu remarqua que des religieux se faisaient scrupule de vivre selon la coutume qui autorisait le pécule et qu'ils en parlaient quelquefois entre eux. Plusieurs s'en ouvrirent au prévôt. En 1702, le chanoine Antoine Voutaz demanda au prévôt que l'on observât la vie commune selon la règle de saint Augustin, que le cellérier fût distinct du supérieur et qu'on lui communiquât les constitutions qu'il avait juré d'observer<sup>9</sup>. Le prévôt fit la sourde oreille. Au chapitre de 1703, plusieurs religieux demandèrent au prévôt à voir les constitutions. Le prévôt remit aux claustraux une copie, non signée, écrite en lettres gothiques. Cette copie disparut bientôt et ne fut rapportée au prieur claustral Ballalu qu'en 1709.

<sup>8</sup> La défense d'aller en Valais procède de la crainte de voir le Valais exercer une mainmise sur les religieux et l'hospice.

<sup>9</sup> AGSB, *Séparation*, I.

L'an 1703, le chanoine Antoine Ferraz écrit au prévôt sa crainte de manquer au vœu de pauvreté par le pécule. En 1705 à la veille de leur profession, Antoine Bertin et Jacques Vallanzan allèrent demander les constitutions au prévôt. Le prévôt se fâcha et leur dit que les constitutions étaient ce qu'ils avaient vu pratiquer durant leur noviciat et que, s'ils ne se contentaient pas de cela, ils pouvaient s'en aller, qu'on se passerait de leur service comme on s'en était passé jusqu'alors<sup>10</sup>. De telles réponses ne calmaient pas les consciences.

Jean-Claude Verraz, étant professeur de philosophie à Saint-Jacquême, remit au prévôt une « Dissertation canonique touchant le vice de propriété » d'un auteur nommé Bernard van Espen, docteur de Louvain, en lui disant que cet auteur condamnait notre pécule comme contraire au vœu de pauvreté. Le même, devenu prieur claustral, dans un sermon au chapitre le 17 août 1707, traita de ce sujet et déclara presque ouvertement que le vœu de pauvreté n'est pas observé chez nous selon les règles de l'Eglise. Le lendemain il pria instamment le prévôt de faire mettre en dépôt le pécule de chaque religieux. Devant un tel mouvement d'opinion, le prévôt crut bon de consentir. Le jour suivant, par les soins du coadjuteur Boniface, les religieux remirent à Ballalu l'argent qu'ils avaient en propre.

Au chapitre de 1710, le chanoine André Chenuil, faisant le sermon d'usage, parla fortement contre le pécule comme contraire à la règle de saint Augustin que les religieux professent. Jean-Claude Verraz, alors prieur de Lens, demanda qu'on fît observer les règles et statuts jurés dans la profession : « Il y a plus de dix ans que j'ai demandé au... prévôt et vén. chapitre qu'on fit observer nos règles et statuts à la teneur de notre profession. Je renouvelle aujourd'hui ma demande... Je prie Dieu qu'il plaise au vén. chapitre de me donner la réponse qu'il jugera le plus à propos pour la seureté de ma conscience, me soumettant en tout ce qui ne lui sera pas contraire. »<sup>11</sup> Ces appels en faveur des constitutions furent prononcés les 16 et 17 juillet. Le prévôt haussa les épaules devant ces interventions qui menaçaient le bon petit train habituel.

#### *Intervention du nonce de Lucerne*

L'inertie du prévôt exaspéra les religieux désireux d'une réforme. L'un d'eux Antoine Ferraz, alors vicaire d'Orsières, prit la grave initiative de demander la visite du nonce de Lucerne<sup>12</sup>. Cet appel eut un prompt effet. Le nonce Caraccioli députa son auditeur Martin Battaglini pour faire la visite de l'hospice. Le 16 août, Louis Boniface et Léonard Jorioz se

<sup>10</sup> P.-F. Ballalu, p. 315 et ss.

<sup>11</sup> P.-F. Ballalu, première partie, chapitre 12.

<sup>12</sup> AST.

portèrent à sa rencontre et le trouvèrent à Bourg-Saint-Pierre avec un secrétaire, Charles-Joseph Castoreus, et un valet en livrée. Ils montèrent ensemble à l'hospice. Le lendemain 18, le prévôt arriva d'Aoste. Il était furieux contre Boniface qu'il accusait d'avoir provoqué cette visite. Boniface demanda que le visiteur le justifiât de cette accusation. Celui-ci déclara nettement que Boniface n'y avait aucune part. Le prévôt n'en persista pas moins dans ses préventions.

Les chanoines, au nombre de trente, furent réunis par ordre de l'auditeur dans la salle capitulaire. L'auditeur prit place, ayant à sa droite le prévôt et à sa gauche son secrétaire. Il fit une solide exhortation sur l'objet de sa visite et promulgua quelques décrets dont le principal était la remise en vigueur des constitutions de 1438 qui devaient être imprimées au plus tôt. Chaque année, après le chapitre, le prévôt, et à son défaut le coadjuteur, enverra à la nonciature un exposé de l'administration de la maison. Ordre fut donné à chaque capitulant de réclamer à la nonciature contre les négligents. Dans l'espace de six mois, le prévôt enverra à la nonciature de Lucerne un exposé de l'administration et, dans l'espace de trois mois, la liste des offices fondés à l'hospice et dans ses membres. Il déclara encore que les religieux nommés curés ne l'étaient pas à perpétuité, ce qui est contraire au vœu d'obéissance, mais restaient amovibles.

Quelques religieux voulurent faire des représentations, entre autres, Jean-François Persod, neveu du prévôt, professeur de philosophie, disant que « nous observions assez nos vœux, et ayant voulu soutenir le pécule, il a avancé une proposition, que l'auditeur lui a dit être téméraire ». Plusieurs religieux déclarèrent n'avoir jamais lu les constitutions. Le prévôt répondit qu'il en avait donné une copie en chapitre, il y a quelques années. Le coadjuteur l'appuya en précisant qu'il y avait environ quatre ans de cela. Ensuite le visiteur exigea que tous les capitulants souscrivissent les décrets de sa visite. Le prévôt le fit le premier, puis le coadjuteur. Georges Bertin demanda le temps de lire les constitutions. Mais comme l'auditeur s'enquérât de son nom pour en prendre note, il souscrivit aussitôt, puis tous les autres religieux sans difficulté. Tandis que les religieux signaient, l'auditeur parla de quelques décisions récentes touchant l'observance de la pauvreté chez les Chevaliers de Malte. Puis il promit d'envoyer copie de sa visite et de faire imprimer les constitutions.

Pendant le temps que l'auditeur resta à l'hospice, il mangea en privé avec le prévôt. Celui-ci dans son irritation n'adressa pas la parole à Boniface.

Le 20 août, le visiteur quitta l'hospice. Il emportait l'original des constitutions pour le faire imprimer. En passant à Orsières, il fit signer l'acte de sa visite par le chanoine Jean-Michel Persod, neveu du prévôt. Boniface accompagna le visiteur à Sion, puis à l'abbaye de Saint-Maurice<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> E.-P. Duc, pp. 183-186, citant, *Itinéraire de Boniface*.



En septembre, l'impression des constitutions était déjà en cours chez Anne-Félicité Hauttin à Lucerne. Elles sortirent de presse en mai 1711. Tandis qu'à Lucerne on imprimait les constitutions, un orage se préparait contre elles et leurs tenants. Le prévôt Persod convoqua le chapitre pour le 5 août. Il confia au frère Louis Durand le mandat de convocation et une lettre, celle-ci destinée aux seuls chanoines qui étaient de son bord. Le 23 juillet, le chanoine Barthélémy Favrat fit savoir à Boniface que de grandes tribulations l'attendaient au prochain chapitre, que presque tous les religieux s'insurgeront contre lui sans que le prévôt ne leur dise mot. Le 29, des religieux s'introduisirent dans la chambre de Ballalu et s'emparèrent de divers papiers, lettres, copies ayant trait aux constitutions et de la copie d'une lettre reçue du nonce, datée du 1<sup>er</sup> septembre 1710, etc. Le 4 août, Boniface monta de Martigny à l'hospice ; le prévôt y arriva le même jour avec plusieurs religieux venus du côté d'Aoste. Boniface alla sur la place à sa rencontre et lui baisa la main dès qu'il eut mis pied à terre. Le prévôt le reçut avec froideur. C'étaient les signes avant-coureurs de l'orage.

Le 5 août 1711, le chapitre débuta par les cérémonies ordinaires, messes du Saint-Esprit, sermon sur la charité prononcé par Antoine Dorsaz, réunion dans la salle capitulaire où tous à genoux dirent l'hymne : *Veni Creator*. Le prévôt, comme d'habitude, dit qu'il serait inutile d'ajouter quelque chose au sermon entendu. Tous prirent place : à droite du prévôt, le coadjuteur, puis un jeune religieux ; et à gauche, le prieur claustral, etc.

Le prévôt fit faire lecture des constitutions récemment imprimées. Puis il déclara qu'il était prêt à les « mettre ponctuellement à leur entière exécution tant pour la discipline régulière que pour l'administration temporelle de cette maison exhortant... les autres d'en faire de même ». Il fit apporter sur la table autant d'exemplaires des constitutions qu'il y avait de capitulants. Mais personne n'en prit.

Des chanoines déclarent que, malgré leur désir d'une plus grande perfection, ils ne pouvaient pas accepter les constitutions « sinon selon les louables coutumes observées jusqu'à présent ». Ils dressent donc un acte à l'intention du nonce de Lucerne par lequel ils l'assurent que le prévôt est zélé pour le bien de la maison, qu'il a été calomnié auprès de lui et qu'il ne s'oppose pas aux constitutions, comme il l'a déclaré au chapitre de 1710 ; ils flétrissent la manière dont l'auditeur a fait sa visite, à l'improviste, extorquant presque les adhésions aux constitutions sans même les faire lire ; après en avoir entendu lecture, le 5 août 1711, ils s'opposent à leur observation, les estimant contradictoires en plusieurs points, impraticables, désuètes. Ils en appellent donc à qui de droit.

Quand on en vient à l'élection du prieur, des religieux s'élèvent fortement contre Ballalu, partisan de la réforme et soupçonné par le prévôt

d'avoir, avec Chandiou, provoqué la visite. Antoine Dorsaz est élu à sa place. Le prévôt interdit à ses religieux d'écrire au nonce ni à quelqu'autre sans la permission du prieur et se réserve l'absolution de toute transgression de cet ordre. Boniface demande au prévôt de mettre par écrit cette réserve, mais le prévôt s'y refuse. Celui-ci interdit encore, sous la même peine, d'écrire sur l'état de la maison. Puis avec sa coterie, il fait des reproches à Boniface et aux partisans des constitutions. C'est un véritable déchaînement contre eux. Un neveu du prévôt va jusqu'à menacer du poing le coadjuteur qui, maître de lui, demande au prévôt de maintenir l'ordre. Le prévôt n'en fait aucun cas. Il défend même au coadjuteur de se mêler d'aucune affaire de la maison sans son ordre. Cependant les partisans des constitutions gardent leur calme et leur dignité, ce qui porte au comble l'irritation de leurs adversaires<sup>14</sup>. Boniface signe les actes de ce chapitre, mais seulement comme « des faits de la pluralité des voix ».

Le chapitre fini, le prévôt et le coadjuteur descendirent le soir du 7 à Saint-Oyen et le lendemain à la cité d'Aoste. Boniface écrit dans son *Itinéraire* : « Dieu me fasse la grâce d'oublier les traitements que j'ay receus dans ce chapitre ».

Aussitôt après le chapitre, le chanoine Ambroise Dayné, d'après le bruit rapporté par Boniface, se rendit auprès de S. A. S. à Tamié (Haute-Savoie) pour lui communiquer les résolutions de ce chapitre et les décrets de la visite de l'auditeur du nonce. Le 26 août, le Sénat de Savoie portait un décret interdisant au prévôt de rendre ses comptes au nonce de Lucerne. Ambroise Dayné, probablement, l'apporta à Aoste d'où il repartit le 3 septembre pour sa cure de Sééz. Trois jours plus tard, après le souper, le prévôt montra aux chanoines de Saint-Jacquême le décret obtenu. Boniface le lut tout haut.

S. A. S. venant en vallée d'Aoste par le Petit-Saint-Bernard, le prévôt se porta à sa rencontre le 16 septembre, sous prétexte de lui faire voir l'état de cette maison, mais en réalité pour lui parler des événements du dernier chapitre. S. A. arriva à la cité le 17. Le 18, Boniface fut mandé par le marquis de Saint-Thomas, secrétaire d'Etat, alors à Aoste. Celui-ci avait été informé tendancieusement de la visite de l'auditeur et des événements qui l'avaient suivie ; il manifesta à Boniface son étonnement que le nonce de Lucerne entreprît quelque chose dans les Etats de S. A. S. et le dissuada de rien faire contre les intérêts de cette même A. S. qui l'avait nommé coadjuteur. Boniface lui fit alors une exacte relation des faits et l'assura n'avoir eu aucune part dans cette visite « laquelle n'a pas été véritablement faite en forme ». Le secrétaire d'Etat lui dit ensuite de lui

<sup>14</sup> AGSB, *Chapitres*.

écrire. Boniface lui répondit qu'il n'osait pas le faire étant trop surveillé et suspect dans cette affaire.

S. A. S. quitta Aoste le 21. Le prévôt lui fit visite le 18 avec son neveu Jean-Michel Persod et, une seconde fois, avec Antoine Dorsaz, prieur claustral, qui se félicita grandement d'avoir parlé à un si grand prince de la prétendue réforme et des entreprises du nonce de Lucerne chez nous. Boniface s'abstint d'aller présenter ses hommages à S. A. S. vu que le prévôt ne lui en avait pas parlé.

Le 22, il fit visite au P. Presset, barnabite malade. Ce père était déjà prévenu contre Boniface, quant aux questions de réforme et de visite. Boniface n'entra pas avec lui dans de longues explications. Le lendemain, il est mandé chez l'évêque d'Aoste, qui lui dit être chargé par S. A. de l'accorder avec le prévôt. Boniface lui dit qu'il ne faisait « partie » contre le prévôt, qu'il n'avait nul différend avec lui et jura qu'il n'avait point de part dans la visite. Par tous ces faits, il est clair que le prévôt et ses partisans s'étaient hâtés de raconter à leur manière ce qui s'était passé à l'hospice et qu'ils avaient réussi à créer contre le coadjuteur des préventions qui ne devaient pas disparaître.

Le coadjuteur, tenu en méfiance dans la cité d'Aoste et à la cour et mis à l'écart par le prévôt, se trouvait dans une cruelle épreuve. Le 4 octobre 1711, il écrivit à S. A. S. qu'il n'avait point de part à la visite et que, s'il l'avait acceptée, malgré le manque de forme, c'est par crainte d'une autre visite plus sévère qui aurait donné une plus grande notoriété à l'inobservance des règles dans la prévôté. Il lui dit sa conviction qu'une intervention de S. A. S. serait très utile<sup>15</sup>.

De l'autre côté des Alpes aussi, les nouvelles avaient été bon train. Il était inévitable que la nonciature fût mise au courant de la tenue du chapitre et irritée de l'attitude du prévôt. Le 9 octobre, Martin Battaglini, visiteur apostolique, cite le prévôt à comparaître devant lui à Orsières dans les trois jours ou à Lucerne dans les deux mois, pour se justifier des délits commis par lui et par ses religieux. Le prévôt comparut, par ses procureurs, Boniface et Dayné qui arrivèrent le 10 à Orsières. Le visiteur leur donna audience le même soir. Le lendemain, Dayné apporta les prescriptions du visiteur au Saint-Bernard où le prévôt s'était transporté. Le 13, il rapporta au visiteur les réponses des religieux et du prévôt :

1. Ils font leurs excuses pour ce qui a été désordonné dans le dernier chapitre et déclarent accepter les constitutions sous la condition qu'elles seront adoucies, adoucissement qu'ils prient le nonce de leur obtenir du pape.

2. Ils acceptent l'amovibilité des curés.

<sup>15</sup> AGSB, *Séparation*. La plupart des documents utilisés dès maintenant pour ce chapitre proviennent de quatre paquets de titres portant l'inscription *Séparation*, qui se trouvent aux AGSB. Nous les citons une fois pour toutes.

3. Le prévôt estime n'être pas tenu à résider à l'hospice et ne juge pas à propos que le coadjuteur y réside, mais ne s'y oppose pas.

4. Les chanoines sont d'accord de supprimer le pécule à condition qu'on leur donne le vestiaire en argent.

5. Ils éliront un cellérier et des visiteurs au chapitre suivant.

6. Ils attestent que le prévôt a rendu ses comptes au chapitre et que sa gestion a été profitable. Ils promettent de se pardonner et de vivre dans une bonne entente.

Ces réponses étaient signées par le prévôt et les religieux présents à l'hospice. Le visiteur s'en montra satisfait et Boniface les signa à son tour. Le visiteur manda le chanoine Antoine Dorsaz à Sion pour communiquer à l'évêque que tout s'était bien terminé. Dorsaz revint de Sion avec le grand vicaire de Preux qui apprit à Boniface qu'il avait empêché l'impres-sion à Sion de vers faits contre lui. Le 25 octobre, le visiteur part ; Boni-face et Laurent Desfeyes, curé d'Orsières, l'accompagnent jusqu'au pont du Trient.

Ce n'était qu'une accalmie. Au chapitre de 1712, tenu les 20 et 21 juillet, que les claustraux avaient préparé par des réunions secrètes sans y appeler les constitutionnels, le prévôt déclara que puisque le pape et le nonce veulent qu'on observe les constitutions, «il faut croire que cela vient... de l'inspiration du S. Esprit, que quant à luy, il était prêt de les observer à la lettre *prout cantant* ». Il avait renoncé à demander un adoucissement, car pour l'obtenir, il faudrait qu'un député du pape vînt rester à l'hospice ce qui serait trop dispendieux. Pendant qu'il lit les articles du visiteur Battaglini plusieurs religieux murmurent. Il les fait taire. Au sujet du vestiariat, les religieux claustraux renoncent aux honoraires de messes et à leurs revenus pourvu qu'on leur assigne un vestiaire en argent suffisant : le chapitre le fixe à dix louis d'or par année.

C'était de la poudre aux yeux. Pour se moquer des constitutionnels, que leurs adversaires appelaient tantôt calvinistes, tantôt luthériens, la lecture faite durant le chapitre aux repas était tirée des *Variations des Protestants*. Ballalu note, quelque temps après, qu'en communauté on vit comme de coutume et qu'on ne parle ni de règles, ni de constitutions<sup>16</sup>. Boniface se tenait coi et, pour éviter le pire, entretenait la nonciature dans l'illusion que tout allait bien. Le nonce arriva cependant à être informé du véritable état des choses. Boniface lui ayant écrit en faveur du retour à la cure de Sembrancher du chanoine Prayet, qui paraissait s'être amendé, le nonce répondit, le 20 mars 1714, que depuis la visite les choses vont toujours vers le pire, c'est une course furibonde contre les prescriptions apostoliques : procédés damnables, aliénations continuées, mépris de toute juridiction. Puis prenant à partie le coadjuteur, il continue : « Toi, l'ornement de la

<sup>16</sup> AGSB, *Chapitres*.

prévôté, tu fuis ; futur prévôt, tu te caches, tu te tais, tu changes le cours de la justice en une malfaisante miséricorde. Mais le jugement commence par le curé de Sembrancher et se poursuivra, si l'hospice ne revient à de meilleurs sentiments... ». Dans sa réponse, Boniface avoua au nonce : « Votre main a écrit durement, mais selon la vérité. »

Le nonce et l'évêque de Sion envisagèrent alors de confier à Boniface l'administration de toute la prévôté au spirituel. Le coadjuteur se rendit compte qu'une telle décision pousserait à l'exaspération l'opposition que lui faisait la majorité des religieux et s'en défendit énergiquement. Le nonce voulut encore contraindre la prévôté à l'observance des constitutions par la menace de lui ôter les cures du Valais. Le retrait de la cure de Sembrancher au chanoine Prayet était un commencement d'exécution de ce plan ; mais Boniface fit remarquer que les bénéficiers du Valais étaient les plus favorables à la réforme ; qu'à son avis, le moyen le plus efficace de réintroduire les constitutions serait d'obtenir un bref pontifical ordonnant au prévôt de réformer Saint-Jacquême ; l'hospice suivrait. Ces faits incitèrent le prévôt à plus d'égards pour Boniface.

Le 3 août 1714, le prévôt écrivit au coadjuteur de mettre fin à ses ressentiments et de venir au chapitre du 29 août. On remarqua dans la tenue de ce chapitre le souci de faire toutes choses aux termes des constitutions.

Le nonce fit part au pape de cet heureux événement. Le cardinal Paolucci, au nom du pape, envoya une lettre de félicitations au prévôt et, en récompense de la bonne volonté manifestée, autorisa le chanoine Prayet à réintégrer la paroisse de Sembrancher. L'auditeur du nonce écrivit dans le même sens à Boniface. En janvier et en avril 1715, le coadjuteur est à l'hospice et s'occupe d'organiser l'observance régulière au sein de la communauté ; il y rétablit le chapitre quotidien et veille à ce que chaque officier remplisse bien sa charge. Le chapitre tenu en août 1715 ne détruit pas cette bonne impression bien que le prévôt n'ait pas fait toutes choses selon la rigueur des constitutions.

Le prieur claustral était alors Michellod, il se montrait fort exact dans l'observance. Quelques points lui paraissant douteux, il demanda des éclaircissements au coadjuteur qui lui répondit de Rive-sous-Thonon, le 4 novembre 1715, que c'est au clavendier à faire les portions à la table des religieux, au maître des novices à rédiger l'*ordo* des offices ; au prévôt, du consentement du chapitre conventuel, à recevoir les novices. Tout semblait annoncer une fervente reprise des constitutions, à l'hospice du moins.

A Saint-Jacquême, les choses allaient leur train habituel. Le prévôt, en 1715, y reçut à la profession le novice Jean-Pierre Raymond d'une manière contraire aux constitutions. Les claustraux réformés recoururent au nonce contre cette admission.

Contrairement encore aux constitutions qui fixent le chapitre au 28 août, Persod le convoqua pour le 15 juillet 1716. Quand la convocation arriva

à l'hospice le 11 juillet, le prieur Michellod réunit les claustraux et la leur lut. Tous refusèrent de la signer. La réaction ne se fit pas attendre. Au chapitre du 15 juillet où le prévôt se trouva avec ses trois neveux et ses partisans au complet, tous les officiers de l'hospice furent déposés. Boniface s'y opposa résolument comme à un acte illégitime vu que ces officiers avaient été élus régulièrement. Il en écrivit au nonce et à la Congrégation des évêques et réguliers, le 27 septembre 1716, les suppliant de porter un décret de leur suprême autorité pour contraindre tous les religieux à l'observance régulière qui, pour lors, n'était observée que dans le territoire soumis à la nonciature de Lucerne.

### *Les constitutions en cour de Rome*

Les anticonstitutionnels tentèrent d'en finir avec les constitutions. A l'insu des claustraux, ils envoyèrent à Rome, au début de novembre, Jean-Michel Persod, neveu du prévôt, pour obtenir le retrait des décrets de 1710. Dès que les claustraux apprirent cette nouvelle, ils se choisirent eux aussi un procureur, Jean-Pierre Jongé, que le nonce, par lettre du 15 novembre 1716, autorisa à se rendre à Rome pour y soutenir la cause de la réforme devant la Congrégation des évêques et réguliers avec le cardinal Tanara comme rapporteur pour l'observance.

Le pape tente d'arrêter le procès en suivant la suggestion faite à plusieurs reprises par Boniface de signifier nettement, au prévôt et à ses partisans, l'ordre d'observer les constitutions et les décrets de la visite de 1710. Le 28 novembre 1716, le cardinal Paolucci envoie au prévôt à Saint-Jacquême une lettre qui lui déclare les sentiments du pape<sup>17</sup>. La réception de cette missive cause grand émoi au prieuré. On veille surtout à ce que la nouvelle ne s'ébruite pas. Mais le curé de Saint-Rhémy, Jacques Berruquier, la fait parvenir au prieur claustral. Les « Jacobites », furieux contre lui, le font enfermer dans l'évêché d'Aoste comme traître au roi et au pays<sup>18</sup>. Cette attitude indique clairement le sort réservé au mandat de Rome. Le pape n'urge pas son ordre et laisse se dérouler le procès.

Le 17 décembre 1716, Boniface adresse à la Congrégation des évêques et réguliers l'exposé des vicissitudes des constitutions<sup>19</sup>. Persod écrit à

<sup>17</sup> *Constitutions*, p. 78.

<sup>18</sup> Le chanoine Berruquier resta sept mois emprisonné. Un procès fut intenté contre lui en 1717 par le promoteur de l'évêque d'Aoste et les syndics de Saint-Rhémy. Ne jouissant pas d'une suffisante liberté d'action dans les Etats sardes, il prit la fuite et obtint du pape, le 16 novembre 1719, contre la partie adverse, une citation à comparaître à Rome. Ayant égaré cette citation, il en obtint une autre datée du 9 septembre 1730. Elle fut regardée comme obreptice par ses adversaires. Le même Berruquier ayant rédigé un mémoire au sujet des injustices dont il avait été victime et des abus existant dans l'ordre, le prévôt envoya à Turin un mémoire pour se justifier. (AST). Berruquier mourut à Paris en 1738.

<sup>19</sup> AGSB.



Rome, en janvier 1717, pour recommander son neveu à des personnages influents. Il demande à Michellod, prieur claustral, de lui signaler les points des constitutions qui ne sont pas observés. Michellod lui répond le 9 mars. Une fois en possession de ces indications, Jean-Michel Persod rédige un mémoire qu'il intitule : *Scissura corporis nostri*. Il écrit qu'il s'est produit une déchirure dans la bonne entente qui régnait entre les chanoines du Saint-Bernard, par la faute de quelques religieux qui s'acharnent à la ruine de l'hospice. Sous prétexte de vie parfaite, avec un zèle amer, ils se posent en adversaires du prévôt pour des motifs futiles. L'auteur réfute ensuite les revendications constitutionnelles en leur opposant la légitimité des coutumes existantes :

1. Depuis 1594, les prévôts réguliers ont fait résidence à Saint-Jacquême.
2. Les religieux font leur noviciat à l'hospice et leur profession à Saint-Jacquême depuis un temps immémorial.
3. Le chapitre se célèbre régulièrement.
4. Le chapitre annuel, et non le chapitre conventuel, reçoit à l'habit et à la profession.
5. L'horaire de la vie claustrale à l'hospice est irréprochable.
6. Le prévôt fait le cellérier et donne le vestiaire en argent.
7. Il a fait de grandes améliorations.
8. L'obéissance n'est pas relâchée.
9. Telles sont les coutumes selon lesquelles les constitutions sont observées. Suivent les nombreuses signatures des tenants de la coutume.

A propos de ce mémoire, le chanoine Jongé écrit de Rome, le 13 juin 1717, que le gros de l'orage se fait sentir. Le neveu du prévôt a présenté au pape son misérable mémoire. Le pape n'a pas daigné le lire et l'a remis à la congrégation. Le neveu fait une campagne de calomnies contre nous, se donne comme procureur général, décrie l'hospice et exalte Saint-Jacquême. Il travaille à obtenir la déposition du coadjuteur, mais n'y réussira pas.

Dans de telles circonstances, les religieux constitutionnels voyaient approcher, non sans crainte, la date du chapitre. Le 28 juin, ils communiquèrent au nonce leur intention de ne pas participer à cette réunion tant que la Congrégation des évêques et réguliers n'aura pas rendu obligatoires les formes prescrites par les constitutions. La congrégation tranquillisa ces religieux en désignant comme président du chapitre l'évêque de Sion, qui le convoqua pour le 11 août. Au jour fixé, François-Joseph Supersaxo accompagné de Jean-Joseph Blatter, chanoine de Sion, et de P. Dietrich, jésuite, présida le chapitre qui comptait quarante chanoines, le prévôt compris. Le prévôt Persod donna lecture des constitutions, promit de les observer et invita les religieux à suivre son exemple. L'évêque de Sion exhorta les chanoines à la charité et à l'observance. A peine eut-il fini que le promoteur du chapitre, Dayné, lut une protestation contre toute



décision de ce chapitre qui porterait atteinte à leur partie dans le procès pendant et contre les décrets de la visite de 1710 qu'il estime nuls. Il demanda à l'évêque acte de cette protestation. Celui-ci, à regret, y consentit. Puis il recueillit les opinions de tous les capitulants au sujet des coutumes et des constitutions pour informer la Congrégation des évêques et réguliers.

Les partisans du prévôt firent une déclaration en faveur de la validité de la profession de Jean-Pierre Raymond bien qu'il n'y ait pas été admis par le chapitre conventuel.

Boniface fit une mise au point. Un écrit largement répandu l'accusait d'avoir introduit la formule de profession en usage. Il demanda qu'on rétractât cette allégation. Le prévôt ordonna qu'on ne le dît plus.

Le prieur Michellod se plaignit de ce que plusieurs religieux le poursuivaient de leur haine en raison de son activité à l'hospice pour la réforme.

Le chapitre dura trois jours. Il manifestait une atmosphère tout autre que pacifiée. Le 7 septembre, l'évêque de Sion envoya à la Sacrée Congrégation la relation de sa mission.

L'objet du procès alla se précisant et se réduisit à huit points d'observance. Les solutions proposées par les anticonstitutionnels furent rejetées le 29 avril 1718 et, après appel, le 1<sup>er</sup> juillet suivant par la Congrégation des évêques et réguliers qui décida encore de laisser au nonce de Lucerne le soin de désigner le président du prochain chapitre et de lui communiquer les réponses aux huit points controversés. Le nonce désigna comme président son auditeur, Jean-André Tria.

Le chapitre s'ouvrit le 1<sup>er</sup> septembre selon le rite accoutumé. Les capitulants étaient au nombre de quarante-deux. Le président du chapitre remit au prévôt une lettre scellée adressée au prévôt et au chapitre. Elle provenait du nonce de Lucerne qui recommandait de recevoir son délégué avec humanité et de lui obéir. Puis furent lues les lettres de la Sacrée Congrégation au nonce lui donnant la faculté de désigner le président du chapitre ; du nonce, désignant son auditeur comme président et les instructions adressées à ce président par le cardinal Tanara en vue de promouvoir l'observance des constitutions. Ensuite le chapitre entendit les réponses données par la congrégation aux points controversés des constitutions.

1. Le prévôt doit résider à l'hospice aux termes des constitutions.

2. Le coadjuteur peut s'absenter de l'hospice avec la permission du prévôt.

3. En l'absence du prévôt, le coadjuteur jouit à l'hospice de la même juridiction que le prévôt.

4. Les officiers claustraux sont perpétuels mais amovibles pour une raison juste à connaître en chapitre.

5. L'admission à l'habit appartient au prévôt et au chapitre annuel, l'admission à la profession, au prévôt et au chapitre conventuel.

6. Le vestiaire sera donné en nature aux religieux, excepté ceux qui exercent le ministère des âmes.

7. La date du chapitre sera celle fixée par les constitutions.

8. Ce point concernait l'amovibilité des bénéficiers. Il ne fut pas proposé.

Le président du chapitre exhorta les religieux à déposer toute haine et à observer les constitutions selon la volonté plusieurs fois manifestée du pape. Le prévôt remercia le président pour son exhortation et l'assura que lui et les siens pardonnaient de cœur toutes les injures reçues depuis quelques années à l'occasion de la réforme. Le coadjuteur en fit autant. Le prévôt déclara alors que lui et ses partisans n'ont eu d'autre dessein que de s'opposer à une interprétation trop rigide des constitutions, mais non aux constitutions elles-mêmes. Il demanda qu'elles soient adoucies en quelques points. Le président proposa alors que, pour l'interprétation et l'exécution des constitutions, fût choisi le nonce de Lucerne à l'exclusion de tout autre, ce qui fut accepté par tous avec applaudissement.

A la seconde session qui eut lieu l'après-midi et qui fut consacrée à la correction des mœurs, quelques jeunes religieux furent cités devant le chapitre, repris de leurs fautes et punis.

Dans les sessions suivantes, le président porta de nombreux décrets concernant l'observance régulière de la pauvreté en proscrivant tout pécule et même le vestiaire en argent si ce n'est pour les curés. Les chanoines affectés à une paroisse remettront leurs honoraires de messes à leur curé qui en aura l'administration. Le curé agissant au nom du vestiaire de l'hospice, doit procurer à ses vicaires le vivre et le vêtement en nature sur les revenus de la masse ; il se réserve son vestiaire en argent et le surplus doit être déposé dans la caisse commune à l'hospice.

Comme sauvegarde de la chasteté sont rappelées les prescriptions des constitutions de ne pas fréquenter les tavernes, de veiller au bon ordre dans le dortoir et de ne pas y laisser entrer des femmes, ni au réfectoire. Le soin de recevoir les femmes incombe aux sœurs converses. Comme il n'y a présentement qu'une sœur à l'hospice, il faudra au plus tôt en trouver une autre. Il n'y aura pas de servantes dans les cures. Les claustraux auront plusieurs fois l'année des récréations, même hors de l'hospice. La coutume récemment introduite de se rendre à l'église après le dîner et le souper en récitant le *Miserere* n'est pas obligatoire.

Le visiteur porte un décret important quant à l'élection du prévôt et du coadjuteur. Il sanctionne sur ce point la coutume qui admettait à cette élection tous les chanoines, et non le chapitre claustral seul, comme le statuent les constitutions<sup>20</sup>. Nulle allusion n'est faite au droit de nomination du duc de Savoie.

<sup>20</sup> *Constitutions*, tit .38.

Les décrets suivants concernent l'agrandissement et l'aménagement des édifices, la formation des novices, les règles à observer par les frères lais et les sœurs converses.

La nomination des officiers fut une affaire délicate. On se souvient que tous avaient été déposés par les anticonstitutionnels au chapitre de 1716. Boniface avait recouru contre ces dépositions et la Congrégation des évêques et réguliers avait déclaré que si les offices étaient amovibles, ils ne l'étaient que pour une cause raisonnable. On procéda d'abord à l'élection du prieur. Michellod remplissait alors cet office. Pour les motifs déjà indiqués par lui dans le chapitre précédent, il démissionna. Le président accepta la démission et le chanoine Nicolas Vacher fut nommé prieur. Le clavendier Caillod reçut encore l'office d'aumônier. Le chanoine Jean-Paul Pellissier se démit de l'office de cellérier que les capitulants confièrent au chanoine Pierre-François Ballalu. Le chapitre nomma ensuite les économes de Saint-Jacquême d'Aoste, de la maison forte de Rive-sous-Thonon, du prieuré et du château de Meillerie, de la maison de Martigny (le frère Claude Blanc), de l'hospice du Petit-Saint-Bernard et du prieuré de Châtel-Argent ; puis les quêteurs pour le Valais, Fribourg, la Bourgogne, le Piémont avec obligation d'apporter toutes les quêtes à l'hospice. Louis Boniface et Jean-Michel Persod furent désignés comme visiteurs. Notons que l'on n'a procédé à la nomination que des officiers dont la charge vaquait. Les choix faits dénotent un vrai désir d'apaisement.

Le président du chapitre porta ensuite plusieurs décrets touchant l'administration temporelle. Il faut relever qu'il remet au prévôt Persod pour les trois ans à venir l'administration du prieuré et du château de Meillerie, de la maison de Rive-sous-Thonon et du château de Courmayeur. Le Petit-Saint-Bernard constitue une administration séparée. Ces deux administrations exceptées, le cellérier, aidé des économes, a l'administration de tous les biens, revenus, etc., de l'ordre.

Le chapitre prit fin après six jours. Le président exhorta les religieux à la concorde et à l'observance. On lut les actes du chapitre, qui se conclut dans la paix.

Les décrets portés furent envoyés à la Congrégation des évêques et réguliers qui les examina et résolut, le 18 novembre 1718, quelques points que ces décrets laissaient à la décision de cette congrégation. Celle-ci sanctionna toutes les décisions portées à une exception près, savoir que les offices seraient triennaux, non perpétuels, à moins que ne survienne une cause suffisante en droit pour la déposition d'un officier<sup>21</sup>.

<sup>21</sup> Le 22 septembre 1718, un ardent constitutionnel, P.-E. Ballalu, mourait à Rome où il avait été envoyé dès la fin de 1717 pour y soutenir la cause de l'observance. Le coadjuteur fait de lui ce bel éloge : « Quant à la probité, on trouverait difficilement homme plus probe ; quant à la modération dans le boire et le manger, un plus sobre ; quant à la chasteté, un plus chaste... ». Ballalu eut la consolation, avant de mourir, d'apprendre

Afin de consolider cette œuvre, le pape Clément XI fit adresser au coadjuteur par le cardinal Paolucci ses félicitations pour toute l'activité déployée en faveur de l'observance et de la concorde qui semble rétablie par le dernier chapitre. La question de l'observance était réglée sur le plan ecclésiastique puisque l'autorité suprême s'était déclarée en faveur de l'observance intégrale des constitutions. Mais elle rebondira sur le plan politique parce que la cour de Turin voit dans les constitutions une menace de son patronage sur la prévôté.

### La vie religieuse de 1718 à 1734

Que devient la vie régulière après la remise en vigueur des constitutions ? Le coadjuteur les fait observer très exactement à l'hospice et dans les bénéfices du Valais. Par exemple, il veille à la communauté des biens la plus stricte même dans les cures. Interrogé par le clergé de Liddes sur la pratique du vœu de pauvreté, il écrit le 21 juin 1721 que le curé doit pourvoir en nature à l'entretien de son *socius* et rendre compte et que le vicaire ne doit tenir aucun argent, mais remettre aussitôt au curé les aumônes et messes reçues. A l'hospice, les constitutions sont suivies scrupuleusement. Lorsque le nonce de Lucerne, Dominique Passionei, y vient en août 1722 et qu'il partage la vie de communauté durant quelques jours, il loue le chant liturgique, la propreté de l'église, la régularité religieuse, exalte le mérite de l'hospitalité. Il promet d'en faire relation au pape, qui en aura beaucoup de consolation. Pour Boniface, ces louanges de la part d'un personnage si autorisé, c'est le couronnement de ses efforts, son moment de gloire<sup>22</sup>. A Saint-Jacquême au contraire, les constitutions restent lettre morte.

Devenu prévôt, Boniface introduit la réforme à Saint-Jacquême, citadelle anticonstitutionnelle. Le chapitre tenu du 29 août au 1<sup>er</sup> septembre 1725 est surtout consacré à cet objet : on y lit le règlement introduit à Saint-Jacquême pour y faire observer les constitutions. Les religieux du prieuré doivent s'y plier ou subir des peines sévères. Les autres chapitres tenus sous le prévôt Boniface ne tendent guère qu'à imposer partout la stricte observance. Nombre de religieux supportent impatiemment ce far-

l'heureuse conclusion du chapitre de 1718, prometteur d'une ère meilleure pour l'Ordre du Mont-Joux.

<sup>22</sup> Le nonce ayant remarqué lors de cette visite que plusieurs chanoines n'avaient pas d'exemplaire des constitutions ordonna, le 24 novembre suivant, d'en faire une nouvelle édition en corrigeant la première, qui était défectueuse, et en y ajoutant les actes du chapitre de 1718 et les décrets de la Congrégation des évêques et réguliers. Cette nouvelle édition est aussi imprimée à Lucerne, en 1723, par Henri Hennward Wising.

deau. On le constate à la mort de Boniface survenue le 4 août 1728 durant le chapitre. En conclusion de ce même chapitre, les capitulants déclarent, relativement aux décrets portés dans les trois derniers chapitres au sujet de l'observance, que si leurs noms s'y trouvent, ce n'est qu'en raison de leur présence et non en signe d'approbation. L'œuvre réformatrice de Boniface s'écroule d'un seul coup en vallée d'Aoste.

Le prévôt Jorjioz, qui succède à Boniface, est un adversaire notoire des constitutions et ne néglige rien pour les faire tomber, même à l'hospice. Mais le prieur claustral, François Michellod (1725-1753), les défend énergiquement en dépit de toutes les avanies que lui font les anticonstitutionnels et arrive à en maintenir généralement l'observance. Est-il besoin de dire qu'à Saint-Jacquême, on n'en fait pas le moindre cas. La description que fait de ce prieuré le chanoine Gibsten en 1734 est peut-être poussée, mais elle reflète fidèlement l'état d'esprit régnant alors : « Les « Jacobites n'ont point de régularité, se permettent des irrévérences à l'église, ne gardent point de modestie en société, reçoivent mal les Valaisans, tâchent d'attirer les novices dans leur cabale, règlent les chapitres à l'avance et n'y ménagent pas leurs injures. Le prévôt s'efforce de remettre l'hospice sur son ancien pied : inobservance des constitutions, négligence dans l'entretien de l'hospice qu'il cherche à dépouiller au profit de Saint-Jacquême. Il autorise tous les désordres de ses partisans et ne fait rien pour apaiser les différends<sup>23</sup>.

## Le procès du patronat de la maison de Savoie

Le procès de l'observance s'était achevé en 1718 selon les vœux des constitutionnels. La cour de Turin en fut mécontente parce que, les constitutions attribuant aux chanoines l'élection du prévôt, elle y voyait une menace de son droit de nomination. Dès lors, elle met tout en œuvre pour faire confirmer par le pape son droit de collation de la prévôté. Les anticonstitutionnels lui donnent naturellement la main. Par contre, le Valais voit dans ce patronat un empiètement sur sa souveraineté et lui fait une opposition farouche avec l'aide des chanoines constitutionnels.

### *La lutte contre Boniface*

La cour de Turin s'attaque d'abord à Boniface, âme de la réforme et coadjuteur avec droit de succession. Le 30 novembre 1718, le comte de Greisy écrit d'Aoste à Turin que le coadjuteur tente d'enlever toute direction de la maison au prévôt et tout droit de nomination à S. A. R. ; qu'il

<sup>23</sup> AGSB.

exige que la prise d'habit et la profession se fassent à l'hospice, où il sait bien que le prévôt ne peut plus monter, ce qui fait que l'hospice se peuple de Valaisans ; qu'il va se rendre à Meillerie et qu'on redoute qu'il n'emporte de ce prieuré des titres très importants pour les biens du Chablais<sup>24</sup>.

Pour abattre Boniface, il faut saper son œuvre réformatrice. Le Sénat de Savoie sera, entre les mains du roi, un instrument docile à cette fin. Consulté au sujet de l'activité de l'auditeur du nonce au chapitre de 1718, il émet l'avis, le 17 décembre 1718<sup>25</sup>, qu'elle était abusive. Par conséquent, à la requête du procureur du roi, le 28 janvier 1719, le Sénat de Savoie annule, pour les religieux résidant dans les Etats sardes, les décrets des chapitres de 1710 et 1718, interdit toute élection préjudiciable au patronat du roi et toute reconnaissance de la juridiction du nonce de Suisse et même de la Congrégation des évêques et réguliers, sous peine de cinq cents livres d'amende. Il fait défense d'envoyer ce décret à la nonciature de Lucerne, de remettre à l'hospice les titres originaux concernant ses bénéfices en territoire sarde et de procéder à la visite canonique de ces mêmes bénéfices. Le même jour, il annule les bulles de coadjutorerie délivrées en 1699 en faveur de Boniface vu que ces bulles attribuent aux chanoines le droit d'élire le prévôt<sup>26</sup>. C'est une déclaration de guerre générale au parti de l'observance.

Ces décrets restent cachés à Boniface durant quelques mois. Dès qu'il en a connaissance, avant même d'en avoir le texte (que l'évêque de Sion lui enverra le 16 août) le 13 juin 1719, il l'écrit au nonce, lui apprenant en même temps que le prévôt, bien qu'ayant promis l'observance des constitutions, n'en fait pas un iota. Heureusement, par disposition du prévôt, les constitutionnels sont tous en Valais et échappent aux arrêts du Sénat.

L'évêque de Sion, inquiet de la situation, députe au chapitre qui s'ouvre le 30 août, J.-A. Kalbermatten, bourgmestre de Sion. Le coup porté par le Sénat de Savoie aux décisions de 1718 donne de l'assurance au parti anti-constitutionnel. Le prévôt propose au chapitre son intention de recevoir les professions à Saint-Jacquême. Le coadjuteur lui oppose que cela est contraire aux dernières décisions de la Congrégation des évêques et réguliers et qu'il ne pourrait se dispenser de le communiquer au nonce. Le prévôt ne pousse pas plus avant. Le chapitre prend fin le 1<sup>er</sup> septembre. Les actes en sont envoyés à Turin. Le comte de Greisy y joint la remarque qu'on croit que le Valais a envoyé un député à ce chapitre à la demande de Boniface<sup>27</sup>.

<sup>24</sup> AST. De Greisy a certainement été renseigné par Saint-Jacquême, peut-être par le prévôt, constitutionnel à l'hospice et anticonstitutionnel en vallée d'Aoste.

<sup>25</sup> AST.

<sup>26</sup> Il est étrange qu'on ait attendu vingt ans avant de faire cette découverte. C'est que, tant que L. Boniface voguait dans les eaux du duc, ses bulles étaient bien assez bonnes.

<sup>27</sup> AST.



Les chanoines constitutionnels, craignant tout pour l'avenir, se recommandent à la protection du Valais le 4 septembre 1719. L'année suivante en juin, le nonce de Lucerne déclare nul l'arrêt du Sénat de Savoie du 28 janvier 1719<sup>28</sup>. Après une telle déclaration, la lutte était inévitable. Le chapitre de 1723 s'annonce particulièrement orageux. Des deux côtés on s'y prépare.

Le prévôt et la cour de Turin envisagent de le tenir à Saint-Jacquême. Le 12 juillet, le comte de Mellaredo consulte deux sénateurs et le comte de Greisy sur la manière de tenir les chapitres à Saint-Jacquême et de contraindre les religieux à s'y rendre, en même temps que sur les mesures à prendre pour ôter la coadjutorerie à Boniface et la remettre à un sujet docile de S. A. R.<sup>29</sup>. A la suite de cette consultation, le 16 août le comte de Greisy monte à l'hospice. Il y rencontre le bourgmestre de Sion, alerté sans doute par les religieux claustraux, et s'entretient avec lui ; puis il réunit les religieux et leur dit le mécontentement du roi de leurs démarches, surtout de celles de Boniface (alors aux bains de Loèche) contre son droit de patronat. Il leur lit ensuite des articles analogues à l'arrêt du Sénat du 28 janvier 1719. Michellod doit lui faire une déclaration écrite de ses sentiments sur le droit de nomination de S. A. R. ; il la fait en s'engageant le moins possible. D'après le regeste des *Archives d'Etat de Turin*, il aurait déclaré que « le patronage de S. A. R. sur la prévôté est incontestable ». Le comte de Greisy, le 17 août, fit relation à Turin de son voyage au Grand-Saint-Bernard, ajoutant que le gouverneur de Saint-Maurice, comme d'ordinaire, et non Kalbermatten, serait député au chapitre par le Valais.

Le prieur Michellod écrivit au roi pour lui demander d'envoyer au chapitre un ecclésiastique vertueux. Le chapitre se tint à l'hospice du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre 1723. Le chanoine Dayné fit un exposé des griefs du roi contre les innovations faites en 1718 sous l'influence d'autorités étrangères. L'abbé Nicolas, envoyé du roi, à la demande de Michellod, déclara que les sentiments du roi n'étaient pas tels que les avait dépeints Dayné. Le chapitre se clôtura sans grand incident. Mais dans la rédaction des actes, on inséra frauduleusement des réclamations du roi contre la réforme introduite et une déclaration des capitulants qu'ils n'auraient jamais eu l'intention de préjudicier aux droits de patronat et de nomination de Sa Majesté ni aux coutumes qui s'observent dans ses Etats<sup>30</sup>. La copie de ces actes n'arriva à l'hospice que le 30 septembre. Michellod s'aperçut de leur altération et demanda une copie fidèle des actes capitulaires. Il ne put l'obtenir ni du secrétaire ni du prévôt qui lui marqua son indignation d'une telle exigence. Michellod écrivit tous ces détails le 4 octobre au nonce de Lucerne. Redoutant tout de la Savoie, dans la même missive, il supplie

<sup>28</sup> AST.

<sup>29</sup> AST.

<sup>30</sup> AST.



le nonce de maintenir Boniface comme coadjuteur<sup>31</sup>. Boniface fut maintenu et succéda en 1724 au prévôt Persod.

Boniface, avec sa volonté inébranlable de réformer la maison et de ramener l'observance des constitutions qui donnaient aux chanoines le droit d'élire le prévôt, était la bête noire de la cour de Turin, d'autant plus que les milieux anticonstitutionnels et officiels n'avaient rien négligé pour le noircir auprès de cette cour.

On essaye de le discréditer même auprès du nonce de Lucerne, Passionei. Le marquis du Bourg, ministre de Victor-Amédée II, lui écrit de Turin le 16 mai accusant Boniface d'avoir incriminé le prévôt Persod de malversation du temporel de l'hospice, alors qu'il a économisé plus de cent quinze mille livres durant sa prévôté ; de négliger la maison principale (!) de Saint-Jacquême ; d'inquiéter ses religieux malgré sa douceur affectée au point que les sujets du roi sont découragés d'entrer dans l'ordre, ce qui l'obligera de nommer des séculiers aux bénéfices qui sont dans les Etats sardes, le roi n'admettant pas d'étrangers, et pourtant les sept huitièmes des ressources de la prévôté se trouvent dans ses Etats ; de n'avoir qu'une humilité affectée et d'exposer l'hospice à être privé des revenus des Etats de Sa Majesté. Le ministre du Bourg s'adressait mal. Le nonce Passionei avait une telle estime pour Boniface qu'il envoya au ministre une apologie de Boniface, ajoutant que le pape était fort mécontent de ce que la cour avait retenu si longtemps Boniface hors de sa résidence qui est l'hospice.

L'opposition à Boniface se manifeste dans le camp même des constitutionnels. Par suite de difficultés survenues à Lens, l'évêque de Sion avait déposé le prieur Jean-Claude Verraz et le prévôt Boniface était entré dans ses vues. Le prieur de Lens, irrité contre tous les deux, part pour Rome avec le chanoine Antoine Voutaz vers la fin de 1725. Boniface, les considérant comme des fugitifs, ne néglige rien pour les contraindre au retour. Cependant les deux chanoines se font écouter à Rome et obtiennent gain de cause contre l'évêque quant aux affaires de Lens. Ils s'attaquent aussi à Boniface, en se donnant comme des champions de l'observance. Sachant combien le pape désire qu'à l'hospice des locaux distincts soient réservés aux femmes, ils lui adressent des mémoires, ainsi qu'à la Congrégation des évêques et réguliers, décrivant avec force détails, conformes à la vérité autant qu'on en peut juger, la promiscuité entre hommes et femmes qui règne à l'hospice lors des grandes affluences, accusant Boniface de ne rien faire pour agrandir l'hospice et de ne pas observer plusieurs points des constitutions, spécialement quant à l'exercice de l'hospitalité. Ces accusations font impression à Rome au point que le nonce est chargé d'ordonner à Boniface, sous des peines très graves, d'agrandir l'hospice. Le 26 mars 1726, Boniface supplie le nonce de modérer les peines portées contre lui.

<sup>31</sup> AV, 104 SB, 66.

La cour de Turin, n'ayant pu empêcher l'accession de Boniface à la prévôté, juge opportun d'obtenir de Rome la confirmation de son patronat. Mais Rome, qui avait solennellement approuvé le retour aux constitutions, fait difficulté d'accorder cette confirmation. La cour de Turin redouble ses instances. Le nonce, écrivant à Boniface, en octobre 1725, lui dit à ce sujet qu'il n'y a guère de possibilité d'accommodement et qu'il faut prier Dieu. Verraz et Voutaz s'intéressent naturellement aux démarches de Turin. Informés par le cardinal Paolucci que le marquis d'Ormée, ambassadeur du roi, affirme, pour appuyer le droit de son maître, que l'hospice est dans les Etats de Savoie, Voutaz adresse au pape un mémoire le 8 février 1726 contre les affirmations du marquis d'Ormée<sup>32</sup>. Le pape, renseigné et irrité des procédés du marquis, annule, par bref du 19 février 1726, les décrets portés par le Sénat de Savoie le 28 janvier 1719. Le nonce de Lucerne écrit à Boniface le 27 mai que ce bref annule tous les titres favorables à la cour de Turin quant au droit de patronat.

A Turin, on s'émeut de ce bref. Le marquis d'Ormée s'efforce de démontrer que le bref a été obtenu subrepticement par un chanoine du Saint-Bernard et fait de telles instances auprès du pape Benoît XIII que ce pape en empêche l'exécution<sup>33</sup>.

Le Valais pouvait voir dans cette volte-face du pape une menace pour sa souveraineté territoriale. Pour dissiper cette impression, le comte de Mellaredo envoie, le 4 mai, à l'évêque de Sion, une copie du serment de Boniface où est réservée la fidélité due par le prévôt au Valais et lui dit qu'on a écrit faussement de Rome aux seigneurs du Valais que S. A. R. prétendait être le maître du territoire où est construit l'hospice<sup>34</sup>.

<sup>32</sup> Le marquis d'Ormée en conçut une violente colère contre le chanoine Voutaz. Il tenta de le faire taire en lui offrant deux cents pistoles. Voutaz les refusa. Il reçut dans la suite l'interdiction d'entrer dans les Etats sardes.

<sup>33</sup> AST.

<sup>34</sup> AV, 104 SB, 69. Le chanoine Voutaz s'employa à obtenir à la prévôté un cardinal protecteur. Benoît XIII désigna à cet office le cardinal Petra par bref du 15 juillet 1726. AST. La cour de Savoie était si ombrageuse qu'elle demanda à des juristes si cette nomination pouvait être préjudiciable à ses droits sur la prévôté. La réponse des juristes faite le 28 septembre 1726 dut la tranquilliser. AST.

Boniface était très irrité que Voutaz et Verraz prolongeassent leur séjour à Rome et peut-être vexé de leurs succès. Après beaucoup de vaines démarches pour les faire rentrer, il s'adressa directement au pape, le 4 octobre 1726, le priant de ne pas honorer de sa protection ces chanoines qui en sont indignes par leur vie scandaleuse. AST. Cette démarche fut peut-être la cause qu'un mémoire, rédigé en janvier 1727 par les deux chanoines et adressé à la Congrégation des évêques et réguliers pour obtenir une meilleure administration de l'hospitalité, ne fût pas reçu (Voutaz le présenta au Valais en 1729). Finalement on se rendit compte à Rome que leur zèle procédait plus de l'animosité contre Boniface que de l'amour de l'observance. Ils rentrèrent au pays et reçurent du nonce, le 5 février 1728, l'ordre de rester à Bourg-Saint-Pierre et d'obéir à leur supérieur. Au Bourg, ils ne firent pas bon ménage : Verraz chassa Voutaz du prieuré. Le prévôt Jorioz le lui reprocha en rappelant l'appréciation de Boniface à son sujet : *Inobedientem ab initio*. Il lui demande de reprendre Voutaz au prieuré et de le bien traiter « afin d'associer à sa pénitence le compagnon de sa désobéissance ». Il l'accuse encore d'avoir aidé à l'évasion du chanoine

Cependant Benoît XIII, continuant à évoluer en faveur de la cour de Turin, reconnaît, par bulle du 8 janvier 1727, que la nomination du prévôt appartient au duc de Savoie en vertu d'un indult apostolique auquel il n'a pas été dérogé. Plus encore, par lettre du 29 mai suivant, il déclare qu'il s'agit d'un véritable droit de nomination.

Fort de cette déclaration, le roi mande Boniface à Turin et le presse d'accepter un coadjuteur. On sait la suite : Boniface demande Léonard Jorioz comme coadjuteur en janvier 1728. Très déprimé, il tombe malade et meurt en août 1728. Léonard Jorioz lui succède de droit<sup>35</sup>.

### *Le Valais combat le patronage de Turin*

Le Valais, les chanoines constitutionnels et le nonce, profondément déçus des concessions de Benoît XIII en faveur du roi de Sardaigne et de la nomination de Jorioz, s'unissent dans la lutte contre la bulle de Benoît XIII de 1727. Les chanoines constitutionnels n'osent agir directement de peur d'être privés de leurs revenus des Etats sardes. C'est le Valais qui prend en main cette cause, de concert avec le nonce de Lucerne et aidé secrètement par l'hospice.

Précisons les positions des deux camps. Le principal appui de la cour de Turin est l'indult de Nicolas V délivré en 1451 et accordant au duc Louis de Savoie le droit de placet dans toutes les nominations des prélats dans ses Etats et dans celle du prévôt du Mont-Joux. Vu que cette bulle a été renouvelée à plusieurs reprises, il est facile à la cour de Turin d'établir qu'il s'agissait d'un privilège accordé au duc de Savoie comme tel et non au seul duc Louis. En outre le pape Benoît XIII avait déclaré, le 29 mai 1727, que le privilège en question donnait au duc un véritable droit de nomination et la Congrégation des cardinaux, que ce droit valait même si les prélats mouraient en cour de Rome. Le point faible de cette argumentation était que l'hospice, qui se trouvait en 1451 dans les Etats du duc, avait été intégré dans le territoire du Valais dès 1475 et que l'indult concédait un privilège territorial. La cour de Turin, pour enlever à l'indult son caractère territorial, niait que l'hospice fût dans le territoire du duc en 1451 et affirmait que, de toute façon, le pape avait concédé ce privilège quant à une église limitrophe au territoire du duc.

Berruquier (AV, 104 SB, 79). Alors ou plus tard, le chanoine Voutaz s'étant rendu à l'hospice, le prévôt demanda son éloignement sous menace de se saisir de lui et de l'emprisonner à Saint-Jacquême.

<sup>35</sup> Ce prévôt interdit aux religieux « d'inscrire ny publier leurs imperfections et deffauts les uns des autres ny de leur venerable congregation à qui que ce soit d'autre qu'à luy seul ». Il redoutait sans doute que de tels écrits ne provoquent une visite apostolique analogue à celle de 1710.

Le Valais, partie opposante, soutenait que la concession faite par Nicolas n'accordait que le droit de placet et non celui de nomination, droit qui a cessé par le fait de l'annexion de l'hospice au Valais en 1475. Les bulles confirmant ce droit après 1475 doivent être considérées comme subreptices. Si les chanoines ont quelquefois reconnu ce droit, c'est par la crainte de mauvais traitements, comme cela s'est vérifié au temps d'Ours Arnod. Il affirmait, et avec raison, qu'en 1451, l'hospice se trouvait dans le territoire du duc et donc réalisait alors les conditions requises à l'application de l'indult, ce qui n'est plus le cas après 1475.

Telles étaient les positions des deux parties. Celle du Valais était certainement conforme au sens obvie de l'indult de 1451, mais celle de la Savoie pouvait prévaloir d'un usage plus que centenaire. Dans de telles conditions, il s'agissait de s'assurer la bienveillance du pape et de faire jouer les influences les plus puissantes à Rome.

L'accession de Léonard Jorjioz à la prévôté provoque un tollé général au nord des Alpes. Le Valais refuse de le reconnaître et lui interdit tout acte d'administration sur son territoire. Il adresse au pape une supplique contre le droit de placet de S. A. R. Le nonce en écrit à Rome les 8 et 15 août<sup>36</sup>. L'évêque de Sion, dans une lettre adressée au nonce, établit les arguments prouvant que le droit d'élection appartient aux religieux.

De son côté, la cour de Turin multiplie les consultations de ses juristes et envoie mémoire sur mémoire à la cour pontificale où elle est soutenue par le cardinal Lambertini, le futur Benoît XIV<sup>37</sup>. Pour calmer l'irritation des Valaisans, le comte de Mellarede, secrétaire d'Etat de Turin, leur atteste le 23 septembre 1728 que le prévôt Jorjioz, dans le serment prêté à S. A. R. a réservé la fidélité due au Valais en raison de l'hospice qui s'y trouve<sup>38</sup>; le pape Benoît XIII leur adresse un bref, le 24 septembre, leur laissant l'espoir d'être réintégrés dans leurs droits souverains et de voir le Saint-Bernard libéré du patronat de la maison de Savoie. Mais ce pape meurt le 21 février 1730. Son successeur, Clément XII, est élu le 12 juillet de la même année.

Dès le 31 août, le Valais lui envoie ses félicitations et se plaint de la bulle concédée en 1727 en faveur du patronat de la Savoie<sup>39</sup>. Il s'assure

<sup>36</sup> AST.

<sup>37</sup> AST.

<sup>38</sup> AV, 104 SB, 75.

<sup>39</sup> AV, 104 SB, 86.

Le 28 mars 1733, le chanoine Vacher écrivait à Michellod avec une pointe de méchanceté, que les affaires de la maison allaient prendre une meilleure tournure parce que le prévôt, au lieu de suivre les constitutions, s'en tiendra au concile de Trente et à la règle de saint Augustin. Le chanoine Vacher était avec le prévôt l'élément le plus actif de la résistance aux constitutions. Il composa un ouvrage pour justifier cette attitude et se fit un malin plaisir de l'annoncer à Michellod le 28 juillet 1733. L'ouvrage parut à Aoste la même année, imprimé par Jean-François Mairesse sous le titre « *Synopsis ex iure et facto collecta ad veritatem manifestandam circa particulares constitutiones... Ss. Nicolai et*

l'appui de la France : le 20 octobre, par l'intermédiaire du résident français à Soleure, François-Joseph Supersaxo, évêque de Sion, écrit au cardinal Fleury, ministre de Louis XV, que le Valais a entrepris une action contre le patronat du roi de Sardaigne parce qu'il redoute que ce roi ne mette la main sur le passage du Saint-Bernard et n'opprime les religieux dont l'œuvre intéresse l'Europe entière. Il le supplie d'amener le roi de France à contribuer à l'annulation de ce patronat. Le résident français fait parvenir la requête au cardinal et après avoir reçu réponse, communique à l'évêque de Sion que l'affaire intéresse la cour de France et que le cardinal Fleury écrira au cardinal de Polignac, bien qu'il soit délicat d'intervenir.

Du côté valdotain, conformément à l'idée du prévôt Persod, on envisage une modification des constitutions dans un sens favorable au patronat. Les changements projetés rencontrent l'opposition du nonce de Lucerne. Le prévôt Jorioz trouve abusive l'immixtion du nonce et est approuvé, naturellement, par le premier ministre de Turin Caissoti, l'avocat général Sclarandi, et l'abbé Palazzi, dans un mémoire du 30 décembre 1732. Le prévôt tente alors de se donner un coadjuteur en la personne de son neveu Vésendaz. Ce dessein devait être mis à exécution au chapitre de 1732 dont l'ouverture fut fixée au 6 août, trois semaines avant la date habituelle sous prétexte que la Saint-Augustin tombait un vendredi, mais en réalité pour dépister les seigneurs du Valais. La ruse ne réussit pas. Les gouverneurs de Saint-Maurice et de Monthey alertés se rendent à l'hospice pour le chapitre. L'exécution du plan est remise au chapitre de 1733<sup>40</sup>. Mais le parti de l'observance a vent de ce projet et obtient du pape un bref suspendant tout chapitre sans le consentement du Saint-Siège. Ce bref publié par le vicaire de Sion, Nicolas Cavelli, à Saint-Jacquême le 25 juillet, jour de la fête patronale de ce prieuré, y jette le désarroi. Il est publié à l'hospice le 20 août. Le prévôt tâche de le faire rapporter ; il écrit le

*Bernardi* ». Dans cette brochure d'une belle impression, il s'efforce de démontrer, pour la plus grande gloire de Dieu (!) la non-obligation d'observer les constitutions. Cette publication mit en émoi le nonce, qui ordonna au prieur Michellod d'en faire une réfutation en même temps que d'un autre écrit de Vacher contre le bref de 1733 prorogeant le chapitre. Michellod écrivit à Vacher l'accusant d'être la cause des maux dont souffrait la maison et lui reprochant vertement ces deux écrits. Vacher lui répondit le 5 avril 1734 qu'il trouvait injurieuse cette accusation. Le sceau apposé au bas de sa lettre ne porte qu'une colonne, symbolisant la séparation de fait des deux hospices.

<sup>40</sup> En prévision du chapitre de 1733, le chanoine Gibsten, de l'abbaye de Saint-Maurice, curé de Bagnes, écrivait à Michellod le 17 mars de veiller à ne pas nommer cellérier un Valdotain de crainte que l'administration générale de la maison ne passât entre les mains des anticonstitutionnels. Le Valais tenait à ce que les officiers de l'hospice soient des Valaisans, autant que possible, et qu'un Valaisan garde les clefs des archives afin qu'on n'emporte aucun titre de l'hospice. Il obtint même un bref papal, daté du 5 mai 1733, autorisant le changement des officiers claustraux, dans le but d'empêcher le prévôt d'éloigner les constitutionnels de l'hospice. Le prévôt tenta d'éloigner de l'hospice surtout Michellod en le nommant prieur de Lens, puis curé d'Orsières ; mais le nonce interdit à Michellod d'accepter et lui enjoignit de conserver le priorat de l'hospice, tout en résidant à Bourg-Saint-Pierre, si sa santé l'exigeait.

5 août à la secrétairerie d'Etat et à Sa Sainteté, mais en vain<sup>41</sup>. Saint-Jacquême en conteste la valeur parce qu'il n'a pas été visé par le Sénat de Savoie ni intimé personnellement au prévôt. Le chapitre resta interdit. Le double du bref affiché à l'hospice fut arraché par un chanoine valdotain et apporté à Saint-Jacquême<sup>42</sup>.

La cour de Turin, sentant sa cause en baisse, fait courir le bruit que son territoire s'étend jusqu'au Pont-Nudry, comprenant les pâturages de Tcholaire et de Barasson et qu'elle a l'intention de reconquérir le Bas-Valais. Interrogé, Michellod écrit, le 12 septembre 1733, au secrétaire de l'évêque de Sion que ce pont est à une demi-lieue de l'hospice sur le versant du Valais, que ces pâturages appartenaient bien à des gens d'Etroubles. Mais le droit à ces pâturages est depuis longtemps prescrit et ne prouve aucunement qu'ils soient en territoire sarde.

En été 1734, le bruit courait que le prévôt ferait visite à l'évêque de Sion qui venait d'être élu, Jean-Joseph Blatter. Redoutant que cet évêque ne se laisse surprendre par l'habileté du prévôt, le prieur Michellod l'avertit, le 30 juin, que le prévôt promet facilement mais qu'il s'en soucie peu ensuite ; il l'a montré en ne rendant pas à l'hospice les titres d'archives emportés furtivement, en retenant le fruit des quêtes, en négligeant l'agrandissement des bâtiments de l'hospice et en rebutant les Valaisans désireux d'entrer dans l'ordre<sup>43</sup>. Cette visite n'eut pas lieu. Avant la fin de l'année le prévôt mourait.

Cependant le procès du patronat de la cour de Turin prenait une nouvelle tournure. Les religieux valaisans envisagent une solution plus radicale : poussés à bout par leurs confrères savoisiens, ils demandent une séparation totale des religieux des deux nations. La partie suivante est consacrée à l'exposé de cette séparation.

<sup>41</sup> AST.

<sup>42</sup> L'opposition se manifeste en toutes occasions. Le fruit des quêtes, d'après les constitutions, devait être apporté à l'hospice. Le secrétaire de l'évêque de Sion ayant reçu du prévôt des lettres patentes pour les quêtes du Valais, remarqua qu'elles ne mentionnaient pas cette disposition. Il les renvoya pour être modifiées. Le prévôt fut bien obligé d'y insérer la clause d'abord omise. Michellod, écrivant à ce secrétaire, le 21 septembre 1733, disait, en pensant à cette clause qui déplaisait aux chanoines de Saint-Jacquême : « Les quêtes leur font bien mal au cœur ».

<sup>43</sup> AV, 104 SB, 89.





## CINQUIÈME PARTIE

# La séparation

1734-1752

Malgré l'opposition du Valais au prévôt Jorioz, celui-ci ayant été accepté par tous les religieux avait maintenu dans une certaine unité la prévôté du Mont-Joux. Ce prévôt mort, la séparation existe de fait entre Savoisiens et Valaisans. Elle va s'aggraver jusqu'à une totale suppression de la prévôté dans les Etats Sardes. Avant d'en arriver à cette extrémité, la maison du Saint-Bernard passe par de longues et douloureuses épreuves qu'il nous faut exposer maintenant. Nous divisons cette partie en trois chapitres. Le premier décrit le régime de la prévôté, le deuxième traite de la séparation et le troisième, de la vie de l'ordre.



## CHAPITRE PREMIER

### Le régime de la prévôté durant la séparation

Tandis que le prévôt Jorioz était en danger de mort, le chanoine Nicolas Vacher avait demandé au chapitre claustral un économiste pour Saint-Jacquême. Le chapitre élit le chanoine Forré. Mais avant de mourir, le prévôt désigna Nicolas Vacher comme administrateur de Saint-Jacquême au spirituel et au temporel<sup>1</sup>. Le vice-bailli d'Aoste approuva ce choix.

Le lendemain de la mort du prévôt, survenue le 18 décembre 1734, Vacher écrivit encore aux claustraux qu'ils avaient à élire un vicaire capitulaire. Une telle élection n'avait pas de raison d'être puisque les constitutions prévoient qu'en temps de vacance, la prévôté est régie par le prieur claustral, qui était alors Jean-François Michellod<sup>2</sup>, et le chapitre conventuel. Le nonce prescrivit au prieur, le 30 décembre, d'agir conformément aux constitutions, tout en lui conseillant de ne pas exercer sa juridiction dans les Etats sardes afin de ne pas exaspérer les esprits. En conséquence, Michellod interdit aux claustraux, le 13 janvier 1735, de nommer un vicaire capitulaire.

<sup>1</sup> Jean-Nicolas Vacher, né à Arnaz (vallée d'Aoste) en 1689, fut prêtre en 1714, maître des novices la même année, prieur claustral de 1718 à 1725, lecteur de philosophie en 1726, puis de théologie dès 1730.

<sup>2</sup> Jean-François Michellod naquit à Bagnes en 1686. Il fit profession en 1706, fut prêtre en 1709, sacristain de 1709 à 1712, prieur claustral (1714-1717), vicaire de Lens (1717-1725), prieur claustral (1725-1753), administrateur de la prévôté (1735-1753), prieur de Martigny (1735-1759) et cellier (1738-1744).

J. Darbellay écrit de Michellod : *Vir naris emunctæ, topicum fallendi morem sub pallio evangelicæ simplicitatis funditus abscondere consueverat. Doctrina perquam sufficiens pietate sincera ac vigili.* (Compilatio ex pot-pourri.)

Le pape confirma ces dispositions par brefs du 12 et du 16 avril 1735. Ces brefs parvinrent à l'hospice le 23 mai, apportés par Georges-François Massard, curé de Sembrancher. Le lendemain, Michellod réunit les religieux et leur donne lecture des brefs, qu'il affiche ensuite aux portes de l'église avec défense de les enlever sous peine de suspense<sup>3</sup>. En mai, Vacher félicite Michellod de sa nomination et l'invite à descendre à Aoste pour montrer ses brefs, comme lui-même le ferait en Valais s'il recevait ses bulles de prévôt. Michellod se garde bien de le faire, car ni lui ni ses brefs ne seraient revenus d'Aoste. Quant à l'usage de ses pouvoirs, le nonce lui écrit le 13 juin de se comporter comme si la séparation était faite. Ce régime exceptionnel durera de longues années, jusqu'à la nomination du prévôt Bodmer en 1753.

Dans de telles circonstances, il fallait pourvoir à l'organisation des religieux résidant dans les Etats sardes. La cour de Turin n'y manque pas. Le 10 janvier 1735, elle expédie à Rome des lettres de présentation en faveur de Nicolas Vacher<sup>4</sup>. Mais les bulles de confirmation ne viennent pas. Car le pape sait que les chanoines constitutionnels et le Valais font une opposition irréductible à cette nomination.

Nicolas Vacher doit se contenter de la fonction d'administrateur de Saint-Jacquême et des religieux valdotains. Il le fait jusqu'à la nomination du prévôt Jean-Léonard Avoyer qui, n'ayant pu prendre possession de l'hospice, ne régit la prévôté que dans les Etats sardes de 1749 à 1752.

<sup>3</sup> Muni des pouvoirs nécessaires, Michellod prit aussitôt quelques mesures en vue de l'observance régulière, vestiaire en nature, suppression de la pension mensuelle des claustraux, défense d'emporter de l'hospice quoi que ce soit, consignation des messes célébrées en avril et mai et de tout ce que les claustraux ont à leur usage afin qu'ils ne possèdent rien à l'insu du supérieur. AGSB.

<sup>4</sup> P. Gard, *Histoire*.

J. Darbellay dit que Michellod et Vacher ambitionnaient la prévôté. Voici ce qu'il écrit : *Pro vacante propositi Birro, capita duo pugnaciter in tenebris certant, uterque pius, Johannes Nicolaus et Franciscus, uterque æmulus... viis oppositis, prior ad sinistram, posterior ad dexteram constitutionum gradiens ad eundem finem... tendunt.* (Pot-pourri.)

## CHAPITRE II

# La séparation

### La séparation au temps de Clément XII (1730-1740)

#### *Tentative d'union à l'abbaye de Saint-Maurice*

L'idée de séparation se concrétise d'abord dans une tentative d'union à l'abbaye de Saint-Maurice. Cette idée a sa genèse. Le prieur Michellod, excédé des querelles qui déchirent la maison du Saint-Bernard, se décide à la quitter pour entrer à l'abbaye de Saint-Maurice. Le chapitre de l'abbaye, tenu en 1732, accueille favorablement sa demande. Mais le nonce juge la présence de Michellod trop utile à l'hospice et s'y oppose. Michellod n'abandonne pas son idée, qui se transforme bientôt en un projet d'union des deux instituts. Les chanoines constitutionnels s'y rallient, comme à un moyen efficace de se soustraire à la tutelle de la Savoie. Cette idée plaît au nonce qui lui donne sa totale approbation le 20 novembre 1733.

En décembre, Michellod se trouve à l'hospice avec quatre chanoines valdotains, adversaires des constitutions. Un certain Perret, abusant de sa fonction de clavendier, traite largement les Savoisiens et fort mal les Valaisans. Il a, comme intime, le chanoine Vaillion qui porte toujours son pistolet armé, de sorte que Michellod, malmené et insulté, n'est même pas sûr de sa vie. On ne s'étonne pas que dans une telle situation il renouvelle sa demande d'entrer à l'abbaye. Le nonce s'y oppose encore. Michellod se raccroche alors avec plus d'énergie au projet d'union, qui entraînerait la séparation des Savoisiens.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1734, il demande à l'évêque de Sion de s'employer à procurer au plus tôt cette séparation, le moment paraissant très favorable vu l'imminence de la mort du prévôt et la connaissance que le pape et le

nonce possèdent de la situation. Par la même occasion, il le supplie de procurer l'éloignement des chanoines Perret et Quay, qui rendent impossible la vie en communauté. Ce second objet reçoit une prompte solution : le 4 octobre, le nonce donne ordre à Michellod d'expulser ces deux chanoines dans les trois jours. Michellod met à exécution ce mandat le 6 novembre contre Perret en plein réfectoire à la grande irritation de l'intéressé, de Saint-Jacquême et de la cour de Turin, qui en exprima son indignation au pape<sup>1</sup>.

Le 30 avril 1735, Michellod et ses confrères valaisans (six en tout) demandent au Valais de mettre tout en œuvre pour les séparer des Savoyens. Ils précisent que la meilleure solution serait une séparation imposée *Motu proprio* par le Saint-Siège afin que les promoteurs de cette démarche restent ignorés, sinon ils seront exposés aux pires traitements. Ils terminent par la menace de quitter l'hospice si une solution n'intervient pas.

Une requête des mêmes religieux énumère les griefs suivants contre l'administration des prévôts : les revenus des prêtres (les sommes prêtées à Aoste s'élèvent à cent dix-sept mille sept cent quatre-vingt-deux livres piémontaises), des fermes, etc., ne profitent en rien à l'hospice mais à Saint-Jacquême ; la construction du prieuré de Saint-Pierre, faite par le prévôt Persod, a coûté quatre cents doublons provenant des quêtes du Valais et de la Suisse ; de grandes dépenses sont faites pour le Petit-Saint-Bernard et Saint-Oyen tandis qu'on ne fait rien pour l'hospice ; le pain et le vin qui sont fournis à l'hospice le sont sur les quêtes du Piémont et d'Aoste ; les constitutions, récemment approuvées par le Saint-Siège, se trouvent en grand danger de périr ; des titres d'archives ont été emportés de l'hospice à Aoste ; au total, des Etats sardes où se trouvent les sept huitièmes des revenus de la maison, l'hospice ne reçoit pratiquement rien. Cette requête conclut à la nécessité de la séparation.

Entre temps, le vice-bailli d'Aoste, Roger de Ferron, instruit des tentatives d'union à Saint-Maurice, écrit au marquis d'Ormée, ministre de S. A. R., le 14 avril 1734, que l'union projetée porterait préjudice au patronage de Sa Majesté<sup>2</sup>. Ce projet ayant été soumis à Rome, le pape fit sonder la Diète du Valais. Celle-ci se montra peu favorable à l'union avec l'abbaye et même à la séparation, si l'hospice ne pouvait conserver certains biens en vallée d'Aoste. Le projet d'union fut donc écarté momentanément.

<sup>1</sup> AST.

<sup>2</sup> AST. Les anticonstitutionnels se montraient peu délicats dans leurs procédés. Ils allèrent jusqu'à intercepter plusieurs lettres adressées par le nonce à Michellod, pour les emporter à Saint-Jacquême. Le prieur Michellod s'en plaignit au nonce, qui le consola par lettre du 4 juin en lui apprenant que cette fraude avait eu un bon effet. Les anticonstitutionnels, effrayés de ce qu'ils avaient appris par ces lettres, se montraient moins turbulents.

Les religieux constitutionnels n'en travaillèrent pas moins à provoquer la séparation. Michellod écrivit de nouveau au Valais le 7 septembre 1734. Particulièrement pressante fut la supplique adressée le 6 décembre par les chanoines valaisans au chapitre de Sion. La voici en substance : l'opposition des chanoines savoisiens est telle, que nous sommes sacrifiés à leur colère ; nous ne pouvons plus tenir contre eux à cause de leur grand nombre ; le chanoine Vacher a fait de nouvelles constitutions toutes contraires à celles que nous avons du Saint-Siège ; le prévôt a donné comme mot d'ordre à ses religieux d'écarter tout novice suisse et les paroisses sont dans un état misérable. Nous vous demandons d'user de toute votre influence pour obtenir une séparation rapide et totale et pour faire expulser du pays les chanoines savoisiens, sinon nous quitterons l'hospice.

Les mêmes chanoines s'adressèrent encore aux seigneur du Valais qui pouvaient le plus efficacement les aider. Ces seigneurs écrivirent au marquis d'Ormée pour lui représenter que la séparation était le seul moyen de pacifier les esprits et pour le prier de conserver à l'hospice, en toute hypothèse, les revenus des Etats sardes<sup>3</sup>. Le marquis leur répondit, le 17 avril 1735, que son maître ne pouvait accepter une atteinte à son droit de nommer le prévôt ni la séparation des religieux, qui entraînerait la perte de tous les revenus de ses Etats. Il ajoutait que « l'observance de constitutions inobservables » ne sert que de prétexte au schisme des religieux<sup>4</sup>. Le cardinal protecteur des Suisses, Annibal Albani, écrivit au même marquis en faveur du droit d'élection du prévôt par les chanoines du Saint-Bernard. La réponse n'aura pas été plus favorable. Il n'y avait rien à espérer du côté de Turin.

### *Première phase du procès en cour de Rome*

Les séparatistes adressèrent, le 14 mai, une supplique au cardinal secrétaire d'Etat à Rome, afin qu'il leur obtînt du pape la liberté d'élection du prévôt et la séparation ou, à défaut de cela, l'union à l'abbaye de Saint-Maurice.

En réponse à la supplique adressée au cardinal secrétaire, le nonce de Lucerne, le 2 juin 1735, fit savoir à Michellod que le chapitre claustral avait à constituer un procureur pour comparaître devant la daterie afin d'y revendiquer le droit d'élection du prévôt. Il lui suggéra de confier cette mission à son propre agent à Rome, Vincent Dionigi. Ainsi fut fait. Les instructions jointes à l'acte de procuration en précisait l'objet : obtenir la liberté d'élection du prévôt et la séparation totale, même au prix de tous les revenus des Etats sardes.

<sup>3</sup> AV, 104, SB, 90.

<sup>4</sup> AV, 104, SB, 90.



Dans les Etats sardes, on réagit avec vigueur. Moins d'un mois après que Michellod eut reçu ses brefs d'administrateur, le 14 juin, le Sénat de Savoie en déclara la nullité. Le chanoine Vacher envoya lui aussi un procureur à Rome pour y soutenir le point de vue des chanoines savoisiens.

Parallèlement au procès, se déroule une guerre mesquine entre les parties ; les deux faits suivants suffiront à montrer la tension des esprits.

Le chanoine Vacher était si dépité de l'opposition faite à son accès à la prévôté qu'il tenta de nouveau de faire descendre à Aoste le prieur Michellod. Il lui écrivit, le 14 juin 1735, une lettre pleine de sarcasmes le pressant de descendre à Saint-Jacquême et lui faisant un point d'honneur d'exhiber les titres de son administration. Michellod ne donna pas dans le piège, car il avait appris que les messagers étaient fouillés à Saint-Rhémy et que des ordres avaient été donnés de se saisir de lui pour le conduire à Aoste et peut-être plus loin.

Le chapitre claustral comptait alors dix membres : six constitutionnels et quatre anticonstitutionnels. Ceux-ci, en séance du 22 juin, quittèrent la salle du chapitre et descendirent à Aoste, disant qu'ils redoutaient d'être exilés des Etats sardes. Cet incident ne fit qu'accroître l'animosité. Le 29 juin, le vice-bailli d'Aoste et Vacher écrivirent à Turin au sujet des violences commises par Michellod dans les derniers chapitres contre les sujets de S. A. R. Les quatre chanoines anticonstitutionnels joignirent, à cette lettre, leurs protestations contre la tenue de ces mêmes chapitres<sup>5</sup>.

Cependant les religieux valaisans mettaient en branle toutes les influences possibles pour assurer le succès du procès. Le chapitre tenu le 13 juillet 1735 députa les chanoines François Kunschen et François Massard auprès des Etats du Valais, de Fribourg et de Berne et de l'ambassadeur du roi de France en Suisse<sup>6</sup>. Les deux députés exposèrent aux seigneurs du Valais que, la nomination de Michellod comme administrateur de la prévôté ayant provoqué le départ de l'hospice des chanoines savoisiens, le moment serait favorable pour procéder à une séparation de droit<sup>7</sup>.

La supplique adressée à Fribourg priait cet Etat d'intéresser le cardinal Annibal Albani, protecteur de la Suisse, à la cause de la séparation, tandis que les religieux lui adressaient directement une supplique dans le même sens. Le roi de France Louis XV fut aussi intéressé à l'affaire et chargea son ministre, le cardinal Fleury, d'appuyer à Rome le point de vue de l'hospice.

La partie opposée ne restait pas inactive, quarante-trois religieux rédigèrent une supplique, appelant « au Saint-Siège des brefs qui donnent tant

<sup>5</sup> Vers le même temps, deux religieux valaisans, mécontents du régime de Michellod, sollicitèrent Saint-Jacquême de les recevoir. Nous ne savons leurs noms. Ce projet ne fut pas mis à exécution. AST.

<sup>6</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>7</sup> AV, 104, SB, 93.

de pouvoir à un religieux (Michellod) qui se rend si suspect par une conduite si extraordinaire ». Vacher apporta cette supplique à Turin, puis l'expédia d'Aoste le 17 août.

Il se fit un malin plaisir d'annoncer la chose à Michellod le 2 août déjà. Par réaction le 8 août, Michellod interdit aux chanoines du Saint-Bernard qui se trouvaient dans le territoire de la nonciature de Lucerne de permettre la célébration de la messe et l'administration des sacrements aux chanoines qui ont adhéré au pseudo-supérieur Vacher. Le même jour, le chapitre claustral décida de rédiger à nouveau et avec plus de force les motifs de la séparation et de les adresser, signés par chaque religieux, à l'évêque de Sion<sup>8</sup>.

Les motifs allégués sont au nombre de vingt. Nous ne mentionnons que ceux qui sont nouveaux :

5. Le mode d'élection du prévôt a été injurieux pour les Suisses.
6. L'état actuel nuit aux vocations.
11. Même un bon prévôt, s'il est Savoisien, ne peut rétablir l'observance.
12. Les prévôts savoisiens ont laissé périr les bénéfices situés en pays étrangers.
16. Les Savoisien ont une aversion irréductible envers les constitutions.
17. Les chapitres ont été des farces pour protéger le vice.
18. Les chanoines savoisiens sont empêchés par le roi d'obéir au Saint-Siège.

Les chanoines valaisans adressèrent encore au pape une réfutation des motifs allégués en faveur du patronage du roi, motifs tirés de la *Synopsis* du chanoine Vacher et d'une consultation du juriste Christophe Fauzon sur le droit de collation des ducs de Savoie aux bénéfices de leurs Etats. Cette réfutation conclut que même une prescription immémorable ne peut prévaloir contre les titres authentiques qui garantissent aux religieux l'élection du prévôt.

Le pape remit l'affaire à la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers, qui jugea que la séparation offrait de graves difficultés et remit à plus tard la discussion des motifs invoqués. Mais la cause ne fut pas suspendue. Le nonce, qui communiquait ce jugement à Michellod le 2 octobre, lui demandait son avis sur la supplique signée par quarante religieux savoisiens et transmise au cardinal (président de la Sacrée Congrégation). Il le priait d'adresser au même cardinal les titres démontrant la légitimité de son supérieurat et une copie du décret du Sénat de Chambéry interdisant aux religieux de la Savoie de le reconnaître comme supérieur<sup>9</sup>.

<sup>8</sup> AGSB. Registre des chapitres conventuels.

<sup>9</sup> En vallée d'Aoste, on ne reconnaissait pas Michellod comme supérieur. Vacher tenta même de faire acte d'autorité sur les religieux situés en Valais en leur adressant une circulaire. Michellod, l'ayant appris, défendit à ses religieux, le 3 février 1736, d'en recevoir à l'avenir et de les mettre à exécution.

Au début de 1736, la séparation tant désirée parut imminente. Michellod exultait de joie. Le bref en préparation fut envoyé aux chanoines valaisans afin qu'ils fissent leurs observations au sujet des biens situés en Savoie et de l'attitude à tenir à l'égard des anticonstitutionnels qui voudraient sincèrement revenir aux constitutions. Tout cela dans le plus grand secret. Les chanoines déclarèrent que les anticonstitutionnels qui voudraient se rallier devraient renouveler leur profession et renvoyèrent le projet au nonce.

En mai, le bref n'était pas encore promulgué. Michellod écrivit aux seigneurs du Valais pour solliciter leur protection. Il les assurait que si la séparation ne se faisait pas sous peu, ce serait la ruine de l'hospice, parce que les dissensions sont si violentes que les religieux fidèles aux constitutions ont à craindre même pour leur vie.

Les constitutionnels demandèrent au cardinal Fleury, que le roi de France avait autorisé à défendre leur cause auprès du Saint-Siège, d'obtenir « la nécessaire séparation » déjà décidée, mais toujours différée par Clément XII sous l'influence de la cour de Turin, et de faire lever le séquestre que le duc de Savoie a mis sur les biens du Saint-Bernard.

La cour de Turin faisait en effet la plus forte opposition au bref de séparation. En juillet, Vacher était à Turin où l'on envisageait une tentative de réunion que réaliserait l'archevêque de Turin en qualité de délégué du Saint-Siège. Michellod demanda au nonce de Lucerne de s'opposer à cette délégation vu qu'elle aurait les plus funestes effets. Vacher fit parvenir des propositions d'union à Michellod. Celui-ci répondit qu'il ne pouvait en être question sans l'observance des constitutions.

Au début de 1737, le bref de séparation se fait toujours attendre. Il en résulte de grands inconvénients pour l'organisation de la maison. D'où nouvelles instances auprès de l'évêque de Sion et du nonce, mémoire adressé à Rome en faveur de la liberté d'élire le prévôt, supplique envoyée au pape, où l'on sent de la lassitude<sup>10</sup>. Les séparatistes lui demandent en effet, pour le cas où le bref ne serait pas publié sous peu, la faculté de rentrer chez eux ou de passer à une autre congrégation.

De son côté, la cour de Turin manifeste au pape sa stupeur de ce qu'il estime la séparation des chanoines suisses et savoisiens comme non préjudiciable aux droits de S. A. R. La cause des dissensions, ce sont les interventions indiscretes du nonce de Lucerne, l'impossibilité d'observer les constitutions et la faction des chanoines valaisans. Le mémoire conclut en demandant au pape d'envoyer sur les lieux une personne digne qui examinerait la situation et y porterait remède.

<sup>10</sup> Dans sa lettre au nonce, Michellod demande de lui retourner son exemplaire des constitutions, le seul qui lui reste, les autres ayant été soustraits malicieusement par les anticonstitutionnels.

Les dispositions du pape semblent avoir été ébranlées par cette intervention. Il fut de nouveau question d'union. Les chanoines savoisiens prirent une attitude douceuse à l'égard de leurs confrères valaisans, mais ceux-ci ne démordirent pas de leur dessein. A la question qui leur fut posée de Rome quant aux conditions préliminaires à une réunion, ils répondirent le 24 mars 1737 qu'ils demandaient le retrait des arrêts du Sénat de Savoie, le retour des bulles dans les archives de l'hospice, etc., ajoutant qu'ils avaient été tant de fois déçus par les anticonstitutionnels qu'ils demandaient plutôt d'accélérer la séparation.

Du côté savoisien, les efforts se continuaient pour arriver à l'union de tous les chanoines. A une lettre de la cour de Rome, la cour de Turin répondait le 11 septembre 1737 que le roi s'oppose vivement à la séparation qui le priverait de son droit de patronage<sup>11</sup>.

Le chanoine Vacher ne négligeait rien pour atteindre le même but : en septembre 1737, il offrait à Michellod des religieux qui pourraient l'aider à l'hospice ou ailleurs ainsi que du vin à un prix modéré. Profitant de ces bonnes dispositions, Michellod lui demanda de remettre à l'hospice les titres d'archives concernant le Valais et le nécessaire des quêtes de France détenu par le chanoine Quay. Vacher ne put remettre les titres demandés, la cour de Turin ne l'autorisant qu'à remettre des copies authentiques. Pour le vin, Vacher rencontra de l'opposition ; ses confrères de Saint-Jacquême, quand ils surent qu'il voulait livrer du vin à l'hospice, s'insurgèrent contre lui et déclarèrent que si les religieux de l'hospice veulent avoir de leur vin vieux, il faut qu'ils les admettent à être de leur communauté, comme il se pratiquait autrefois. Le souvenir de la mise à l'écart de ses compatriotes amène un peu d'aigreur sous la plume de Vacher, tandis qu'il écrivait ces détails à Michellod le matin du 3 octobre 1737. Dans la journée, il reçut de Michellod des reliques de saint Bernard (pierre tirée du caveau de saint Bernard). Aussitôt il le remercia, en s'excusant du ton chagrin de sa lettre du matin. Il lui confia qu'il avait à souffrir de la grossièreté de ses confrères de Saint-Jacquême. Sur un ton apaisé, presque amical, la correspondance continue entre les deux chefs de factions. Dans une lettre du 9 octobre 1737, Vacher se risque sur le terrain brûlant de la séparation. Il s'apitoie sur l'impasse où se trouve la congrégation et pense qu'il faudra réunir un chapitre qui nommerait un vicaire capitulaire agréé des deux Etats. Michellod lui répondit que la cause de la désunion était les efforts faits contre l'observance des constitutions. Vacher y vit une allusion à sa *Synopsis* et écrivit qu'il l'avait composée hâtivement à la demande du prévôt Jorioz. Puis il réaffirme son point de vue que les

<sup>11</sup> Le 27 avril 1737, le cardinal Firrao, écrivant au cardinal Albani sur ce mémoire, s'étonnait de l'opiniâtreté des religieux savoisiens à ne pas vouloir reconnaître Michellod pour leur supérieur. AST.

constitutions peuvent être légitimement modifiées par la coutume et qu'on ne doit pas traiter de parjures les religieux qui s'en tiennent à la coutume.

Cet échange de vues ne fit pas dévier les chanoines valaisans de leur objectif. Assemblés à l'hospice le 23 octobre 1737, ils décidèrent de renouveler leurs instances à Rome pour hâter le bref de séparation et de demander à l'abbaye de Saint-Maurice des religieux qui les aideraient. Ils envoyèrent donc au pape une supplique lui demandant le bref de séparation sans quoi ils abandonneront l'hospice pour se retirer dans le lieu que le pape voudra bien leur indiquer.

Cette sorte d'ultimatum décida le pape à agir. Le 25 janvier 1738, il fait savoir à la cour de Turin que, sans préjudicier à son droit de patronage qui s'exercerait à l'avenir sur le Petit-Saint-Bernard, il a l'intention de séparer les religieux des deux nations et de rétablir l'observance. La cour réagit vivement contre ce projet et, comme elle sait que le Valais appuie fortement les démarches des religieux séparatistes, le marquis d'Ormée demande à cette république, le 13 février 1738, les motifs de son opposition au droit de patronage de S. A. R. Le Valais répond que c'est en raison des constitutions et des déclarations du nonce de Lucerne qui reconnaissent aux seuls religieux le droit de nommer le prévôt<sup>12</sup>.

Dès que le projet du pape arrive à la connaissance de Nicolas Vacher, le 20 mars, celui-ci en fait part à Michellod. Selon lui, la séparation faite, la nomination du prévôt resterait à S. A. R. ; le nonce a donc desservi la cause des constitutionnels. Il engage Michellod à travailler plutôt à la réunion de tous les chanoines et à faire un pas dans cette voie en prenant, au Saint-Bernard, quelques nouveaux prêtres de Saint-Jacquême et en plaçant, dans ce prieuré, les profès qui étudient à Sion. Michellod atterré communiqua cette nouvelle au nonce le 1<sup>er</sup> avril en relevant ses conséquences désastreuses : privation des revenus des Etats sardes et maintien du patronage de Turin. Mais les intentions du pape avaient été déformées par Vacher. Michellod ne tarda pas d'en être informé<sup>13</sup>.

Malgré l'opposition soulevée à Turin par sa proposition, le pape s'apprête à la mettre à exécution sous forme de bref. Le 5 avril, le cardinal Firrao écrit au nonce que l'expédition du bref aura lieu peu de temps après Pâques, que Michellod doit maintenir les religieux à l'hospice et

<sup>12</sup> AV, 104, SB, 90.

<sup>13</sup> Le 5 avril 1738, Michellod adressa une lettre courroucée à Vacher : il réclamera toujours pour l'hospice les biens qui lui appartiennent dans les Etats sardes ; le prévôt Jorioz a eu une économie hostile à l'hospice ; les religieux valaisans exigeront toujours le droit d'élire le prévôt ; il reproche à Vacher et à ses confrères de s'être opposés aux constitutions jusqu'à les mépriser ; il refuse son offre de religieux tant que ceux-ci ne sont pas disposés à la vie régulière et à la soumission aux supérieurs légitimes.

Vacher lui répondit sur un ton tout à fait aigre le 10 avril : les constitutions sont moins bien observées à l'hospice que lorsqu'il y était lui-même ; il retire à l'hospice la faculté de faire pâturer les chevaux à La Bau et déclare à Michellod qu'il n'a plus rien à lui dire.

accepter des novices. Le 3 mai 1738, l'agent Dionigi annonce que le bref ne saurait se faire attendre plus d'une semaine à moins d'extraordinaire.

La cour de Turin inquiète envoya à Rome un mémoire très énergique d'opposition au bref. Le texte en fut communiqué à Michellod en vue d'une réfutation. Cet incident ne modifia pas les dispositions du pape qui, peu après, fit soumettre à Michellod la clause du bref portant que les Savoisians devront être reçus en communauté s'ils jurent l'observance des constitutions. Le 20 décembre 1739, Dionigi écrit encore à Michellod que le roi de Sardaigne devra se contenter d'élire le supérieur du Petit-Saint-Bernard et qu'il faut patienter pour le bref. Il disait plus vrai qu'il ne pensait.

## Le procès au temps de Benoît XIV (1740-1752)

### *Revirement du procès*

Il se produisit alors un ensemble de faits qui donnèrent une autre tournure à la cause des chanoines valaisans. Le nonce de Lucerne, de Barni (1731-1739), qui était très au courant du litige et favorable à la séparation, fut changé durant l'année 1739. A Rome, le secrétaire de la congrégation devant laquelle se débattait la cause fut pareillement changé, ce qui causa du retard dans les affaires. Le pape Clément XII qui avait adopté le point de vue des chanoines valaisans et du nonce mourut le 6 février 1740. La cause de la séparation restait pendante.

Les Savoisians tentèrent de reprendre pied à l'hospice. Ils firent un geste d'apaisement en autorisant les chanoines de l'hospice à user des pâturages de La Bau et des prés d'Arc. Tout en faisant cette concession, Vacher se plaignait à Michellod que l'on dît à son adresse : « Nous ne voulons pas que celui-là règne sur nous ». Michellod lui assura qu'aucun de ses chanoines ne tenait de tels propos.

Ce geste d'apaisement était un piège. Le but était d'abattre l'autorité de Michellod pour tout remettre sur l'ancien pied. L'occasion se présentant, Vacher tenta de dépeupler l'hospice. Lors du départ de l'hospice des chanoines savoisiens, le 22 juin 1735, l'un d'eux, André Droz, était resté. Ce chanoine fit savoir à Saint-Jacquême que trois religieux, de Nucé, Lamon et Tercier avaient formé le dessein (auquel il n'aura pas été étranger) de quitter l'hospice. Vacher lui écrivit le 26 juin 1740 que ces fugitifs seraient biens accueillis. Il lui suggérait encore, vu la nomination de Michellod comme prieur de Martigny, que les claustraux se réunissent et le nomment, lui Vacher, vicaire général. Le projet d'évasion fut mis à exécution le soir



même. Le chanoine Droz fit porter les effets des fugitifs au galetas, se chargeant de les leur faire parvenir. Il leur remit une corde pour descendre des fenêtres, des souliers et quelque argent<sup>14</sup>. Le chanoine Gottrau, précédemment sous-prieur, blessé de devoir céder cet office au chanoine Herbettaz nommé par Michellod, se joignit aux fugitifs. Le lendemain 27 juin, Gottrau écrivit de Saint-Rhémy à ses confrères de l'hospice qu'il rejoignait les confrères de Saint-Jacquême parce que Michellod, ayant accepté le prieuré de Martigny, ne pouvait plus être leur supérieur, et que d'ailleurs il conduisait l'hospice à la ruine. Il est facile d'imaginer toutes les prévenances avec lesquelles ces quatre religieux furent accueillis à Saint-Jacquême. Choyés et fêtés, ils se laissèrent persuader d'adresser au roi de Sardaigne au nom des religieux valaisans (!) une demande de réunion sans condition avec les Savoisiens. Ne pouvant reprendre pied à l'hospice, Vacher avait réussi à le vider des plus jeunes religieux que l'on recrutait péniblement.

Les chanoines valaisans furent atterrés. Réunis en chapitre le 4 juillet, ils alertent les seigneurs du Valais au sujet de cette fugue, comme pouvant avoir des conséquences très défavorables au pays dans la cause de la séparation<sup>15</sup>, et le nouveau nonce auquel ils font part de leur décision de traiter les fugitifs comme des religieux apostats. Le nonce leur conseilla d'agir plutôt par l'entremise de leurs familles et des évêques de Sion et de Fribourg. L'évêque de Sion intervint sans tarder car, à la mi-juillet, de Nuce et Lamon lui écrivirent d'Aoste pour justifier leur coup de tête. Ils ne tardèrent cependant pas à rentrer et comparurent le 1<sup>er</sup> septembre devant le chapitre qui les punit en les privant, ainsi que Droz, de leur voix au chapitre. Gottrau, déjà fugitif de la chartreuse, demeura à Saint-Jacquême<sup>16</sup> mettant tout en œuvre avec les chanoines du lieu pour s'opposer à la séparation. Cet incident ne fit qu'empirer les relations.

Cependant le 17 août 1740, le cardinal Prosper Lambertini de Bologne fut élu pape sous le nom de Benoît XIV. Il avait été mêlé au procès de la séparation et s'était montré partisan de la cour de Turin qui aurait favorisé son élection. C'était un mauvais point pour la cause de l'hospice. Cependant le bref de séparation était prêt, il fallait faire jouer toutes les influences possibles pour l'obtenir d'un coup.

Dès le 14 novembre 1740, Michellod relance l'agent de Rome, lui recommandant d'agir vigoureusement. Il écrit au pape pour le féliciter de son élection et le prier de confirmer le bref de séparation préparé par son prédécesseur, Clément XII. L'évêque de Sion appuya cette démarche. Tous deux sollicitèrent l'appui du cardinal Valenti, secrétaire d'Etat, et

<sup>14</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>15</sup> AV, 104, SB, 99.

<sup>16</sup> Gottrau mourut à Saint-Jacquême en 1743.



du cardinal de Tencin, chargé d'affaires du roi de France à Rome. Le nouveau nonce de Lucerne restait sur la réserve. Sollicité par Michellod de travailler en faveur de la séparation, il lui répondit le 2 septembre qu'il ne voulait pas intervenir avant d'en être requis par Rome afin de ne pas se rendre suspect à la cour de Turin comme son prédécesseur, ce qui avait retardé le bref. Michellod fut déçu de ce côté-là.

A la demande de la Diète du Valais, les sept cantons catholiques intervinrent aussi en faveur de l'hospice. Le chanoine Voutaz, à sa manière de franc-tireur, engagea le Valais, par lettre du 12 juillet 1741, à prendre en mains la cause comme la cour de Turin l'avait fait pour la partie adverse, et à mettre en avant ce motif de séparation : la négligence de l'hospitalité. Le Frère Jean Jacki écrivit personnellement au pape le 7 janvier 1742 pour demander la séparation.

Le cardinal secrétaire d'Etat répondit à Michellod et à l'évêque de Sion le 1<sup>er</sup> décembre 1740, leur assurant ses services parce qu'il est convaincu qu'ils luttent pour les libertés de l'Eglise. Aux cantons catholiques, le pape fit savoir le 19 août 1741 qu'il était disposé à faire droit à leur requête touchant l'élection du prévôt par les religieux, mais qu'il voulait auparavant lire les actes des précédentes élections.

Dès le 2 mars précédent, le chapitre avait choisi pour procureur à Rome le chanoine Thévenot et lui avait donné ses instructions. Comme à Rome et à Turin il était fortement question de réunion, il précisa les conditions qu'il y mettait : le prieur claustral et le prévôt ne seraient pas de la même nationalité, l'observance des constitutions resterait obligatoire, les décisions de la nonciature de Lucerne auraient force de loi dans les Etats sardes, le prévôt ne pourrait nommer aux bénéfices tout seul, etc. Le même jour, Michellod sollicitait, en faveur de Thévenot, la bienveillance du cardinal secrétaire. Muni d'une recommandation de l'évêque de Sion datée du 7 mars, Thévenot partit pour Rome bien que le nonce de Lucerne ait tenté de retarder son départ. Selon J. Darbellay (Pot-Pourri), on envoya à Rome à Thévenot une demande de séparation absolue avec renonciation aux biens se trouvant dans les Etats sardes. Cette demande était munie de plusieurs signatures falsifiées. Thévenot ne la présenta pas au pape.

En mars 1742, Michellod et ses religieux renouvellent auprès du pape leur demande de séparation en menaçant de suspendre l'hospitalité à l'égard des sujets sardes. Le Valais écrit dans le même sens aux cardinaux Valenti et Tencin. Thévenot remet ces missives à leurs destinataires. Le 10 mars, il donne les nouvelles suivantes au grand bailli du Valais : le cardinal Tencin soutient activement la cause de l'hospice et du Valais. Au reçu des lettres qui lui étaient destinées, le pape avait déclaré qu'il ne pourrait rien conclure avant d'avoir parlé à l'ancien secrétaire de la congrégation. Dans cette entrevue, que Thévenot s'est employé à hâter, le pape a confié au secrétaire que le roi de Sardaigne revendique la nomination du prévôt

et qu'il retiendrait tous les biens situés dans ses Etats en cas de séparation<sup>17</sup>.

Le pape s'expliqua davantage dans une lettre adressée aux chanoines de l'hospice le 12 mai. Les litiges avec la cour de Turin sont réglés, sauf celui qui concerne l'hospice. La bulle de Nicolas V, qui confère au duc un droit de regard sur l'élection du prévôt, conserve sa valeur. Il n'est pas contraire au droit qu'un souverain jouisse d'un patronage dans un pays étranger. Benoît XIII a déclaré que le patronage du duc de Savoie comportait un vrai droit de nomination et non de placet seulement, ce qui a été reconnu par son successeur. Il est aussi de cet avis. Cependant comme il s'agit de peu de chose, il a suggéré au duc de faire abandon de son droit, mais il s'y est refusé. Le pape désapprouve le dessein des religieux d'user de représailles envers les sujets sardes en leur refusant l'hospitalité, leur recommande la patience et les assure que, quand le roi sera de retour à Turin, il accommodera ce différend. Le 22 juin, les chanoines constitutionnels remercièrent le pape de sa lettre en prenant la liberté d'observer que le bref de Benoît XIII ne préjudicie pas à leur droit d'élire le prévôt puisqu'il ne requiert que le placet du roi et que, d'autre part, le Valais n'acceptera jamais un prévôt nommé par un souverain étranger.

Les chanoines valaisans étaient déçus. Ils redoutèrent qu'on ne leur imposât un prévôt savoisien. Leur mécontentement se manifesta dans une supplique adressée au Valais où il est dit que le pape, ayant été élu par la faveur de Turin, s'estime obligé de favoriser cette cour qui, en revendiquant le droit de patronage, n'a d'autre dessein que de se ménager un passage vers la Suisse. A toute éventualité, ils demandent quelle doit être leur attitude dans le cas où un prévôt serait nommé par Turin. Nous n'avons pas la réponse du Valais ; il ne fait pas de doute qu'elle ordonnait de refuser un tel prévôt<sup>18</sup>.

Bientôt le bruit courut que Vacher serait installé comme prévôt. Ce fut le plus grand désarroi parmi les religieux : ils renvoyèrent les professeurs lorrains engagés pour donner les cours aux jeunes religieux et se mirent chacun en quête d'un lieu de retraite. Cependant ils n'abandonnèrent pas la partie. Ils provoquèrent un nouveau flot d'interventions de la part du Valais, des cantons catholiques et de la France. L'intervention de celle-ci surtout fut efficace et Thévenot put, de Rome, tranquilliser ses confrères.

Vacher n'en demeurerait pas moins le candidat de S. A. R. Il désirait lui aussi une solution... en sa faveur. Dans ce but, il avait écrit en automne

<sup>17</sup> AV, 104, SB, 102.

<sup>18</sup> Michellod donna l'ordre, le 12 décembre 1743, d'entente avec la Diète, à de Nuccé, sous-prieur et clavendier de l'hospice, de supprimer l'hospitalité aux personnes provenant de pays dont l'hospice ne reçoit aucun secours, à l'exception toutefois des plus nécessiteux. Il fallait éviter de donner à cette mesure un air de provocation envers la Savoie. Vacher l'ayant appris, écrivit à Michellod, le 7 janvier 1744, qu'il le comprenait.

1743 au marquis d'Ormée, ministre de S. A. R., que si la cour de Turin ne jugeait pas à propos d'urger l'expédition de ses bulles de prévôt, elle permît que Michellod vînt à Saint-Jacquême en attendant qu'il y eût un prévôt établi. Comme la cour de Turin ne voulait pas de Michellod, cela équivalait à dire : hâtez-vous de m'installer prévôt. C'est peut-être pour préparer Michellod à cette éventualité qu'il lui disait, le 7 janvier 1744, ses craintes pour l'avenir de l'hospice et qu'une bonne solution serait que le pape, en vertu de la plénitude de son pouvoir, nommât un prévôt agréé de S. A. R. Quel serait ce prévôt ? Vacher le précise par lettre du 18 décembre 1744 adressée à Michellod : « ... je vous dirai en secret que la dernière fois que j'ai parlé à S. E. le marquis d'Ormée il m'a dit que pour la dignité du roi qui m'a nommé et présenté au pape, il ne convenait point qu'il y eût pendant ma vie d'autre prévôt que moi... mais que si les seigneurs du Valais voulaient lever les obstacles qu'ils ont mis en cour de Rome à l'expédition des bulles... », l'intention du roi est de laisser à l'avenir la liberté d'élection au chapitre tout en marquant son désir qu'il élût successivement un sujet sarde et un sujet suisse. Une fois élu, Vacher résiderait à l'hospice et ferait élire par le chapitre un vicaire général. Cette solution ne manquait pas d'être intéressante. Etait-ce vraiment l'intention du roi ?

Est-il besoin de dire que les chanoines valaisans ne voulaient pas de Vacher. Ce danger fut écarté grâce surtout à l'intervention de la France. Michellod adressa en 1745 des remerciements au roi de France parce qu'il avait empêché le pape « de sacrifier nos droits en faveur d'un prince (le roi de Sardaigne) qu'il affectionne ».

En décembre 1743, Michellod avait donné ordre de restreindre l'hospitalité envers les sujets de S. A. R. La chose parvint à la connaissance du pape. Michellod lui écrivit en 1746 pour justifier cette mesure par la raison que l'hospice est privé de ses revenus des Etats sardes. Par la même occasion, il renouvelle ses instances pour obtenir la séparation et le maintien des droits de l'ordre.

La séparation ne venait toujours pas. Cet état d'incertitude devenait intolérable. Les séparatistes réunis en chapitre au nombre de dix-sept, les 14 et 15 septembre 1747, s'efforcent de pourvoir au triste état de l'hospice, décident à la majorité des voix l'union à l'abbaye de Saint-Maurice, marquent leur surprise de la lenteur de la cour romaine et déclarent qu'ils désertent l'hospice plutôt que d'accepter un prévôt nommé par S. A. R. L'abbaye fit bon accueil à la demande d'union et l'abbé de Saint-Maurice écrivit à Michellod le 30 septembre qu'il fallait convenir des conditions et que l'hospice ne devait pas renoncer à ses biens des Etats sardes. Cette nouvelle tentative n'aboutit pas plus que les autres.

Le désarroi était tel que les chanoines valaisans envisagèrent une prise de contact avec leurs confrères savoisiens. Michellod écrivit à Vacher

qui, par lettre du 3 juin 1748, lui dit sa joie de l'initiative prise et lui laisse le soin de fixer le lieu et le temps de l'entrevue, tout en exprimant sa crainte que l'autorité politique n'intervienne. Le 24 juin, le chanoine Faure écrit à Michellod au sujet d'une concertation des chanoines valaisans en vue de la prise de contact avec les Savoisiens.

Le roi ayant appris cette reprise de contact et redoutant tout des chanoines exaspérés tente un suprême effort pour garder son droit d'élection et se décide à faire nommer un prévôt désigné par lui<sup>18bis</sup>.

Le chapitre tenu le 31 août suivant reprend en mains la cause de la liberté d'élection du prévôt. Il décide que Michellod, accompagné de deux chanoines, se présentera à la prochaine Diète pour demander une nouvelle intervention du Valais<sup>19</sup>.

### *Une solution mal accueillie*

A Rome, la question était déjà réglée. Le pape s'était décidé à agir nettement en faveur de la cour de Turin. Celle-ci abandonna la candidature de Vacher<sup>20</sup> et lui substitua celle du chanoine Jean-Léonard Avoyer<sup>21</sup>.

C'était un prêtre digne d'estime. La cour de Turin avait fait un bon choix, le pape le confirma. Le nonce, par lettre du 12 septembre 1749, annonça cette nomination à Michellod, ajoutant que le pape lui avait donné ses bulles (datées du 2 août) qui reconnaissent au roi de Sardaigne le droit de nommer le prévôt. Prochainement le nouveau prévôt prendra possession. Le nonce engage les religieux valaisans à se soumettre sous menace de censure.

<sup>18bis</sup> Cf. Jér. Darbellay, *Le pot-pourri*, sous Avoyer.

<sup>19</sup> AGSB, *Chapitres conventuels*.

<sup>20</sup> La candidature de Vacher fut abandonnée pour les motifs suivants. Fr. de Sales, évêque depuis 1741, fut mal impressionné que Vacher exorcisât à Saint-Jacquême une fille qu'il croyait possédée du démon. Il lui défendit de continuer, mais en vain. Il chargea alors la police de reconduire cette fille chez ses parents, à La Salle. Elle ne tarda pas à revenir au prieuré où, malgré les instances de l'évêque, Vacher s'obstinait à la garder. Mais bientôt, elle causa du scandale. L'évêque enleva à Vacher le pouvoir de confesser et de prêcher durant deux ans bien qu'il fût devenu manifeste, entre temps, qu'il n'y avait pas eu inconduite de sa part. Dans sa relation à Rome de l'an 1747 l'évêque mentionne ce scandale et l'attribue au fait que les femmes ont libre accès à l'église de Saint-Jacquême dans laquelle on ne peut entrer qu'en traversant la maison. Cet abus a été favorisé par l'érection dans l'église d'une fraternité sous le titre de la Ceinture de Saint-Augustin. L'évêque tâche de la supprimer. Mais les chanoines opposent que cette maison est un simple hospice et qu'elle n'a pas de clôture.

Dans de telles circonstances, il ne pouvait être question de Vacher comme prévôt.

Cette disgrâce fut une lourde épreuve qu'il accepta avec résignation. Il écrira plus tard, le 8 février 1750, à Michellod : « Je suis content d'être la victime, de sacrifier à Dieu et mon honneur et ma vie pour le bien commun de notre congrégation, je remercie tous les jours N. S. J.-C. de ce qu'il m'a jugé digne de me faire part de ses humiliations. »

<sup>21</sup> AST. Né en 1715 à Bosses, Avoyer fit de bonnes études philosophiques et théologiques. Prêtre en 1739, il enseigna la philosophie à Saint-Jacquême et fut économiste du prieuré.

Le 16 septembre, Michellod n'avait pas encore reçu cette lettre. Mais le bruit de cette nomination se répandait déjà et au chapitre tenu à Martigny les religieux valaisans résolurent de désertier l'hospice plutôt que d'accepter un prévôt nommé par S. A. R. Tel est du moins le rapport qu'en fit Vacher à Turin, ajoutant que ce chapitre était illégitime et tenu par des intrus<sup>22</sup>.

Le même chapitre décida de tenir les archives à Martigny par prudence. Michellod écrivit au chanoine de Nucé, sous-prieur claustral, de ne point reconnaître le nouveau prévôt avant qu'il ne le soit par le Valais. Au début de septembre, il demanda à l'évêque de Sion quelle attitude il fallait adopter si un prévôt se présentait à l'hospice, étant donné le traité passé en 1611 par lequel l'évêque de Sion, son chapitre et le Valais s'étaient engagés à soutenir le droit d'élection des chanoines du Saint-Bernard. L'évêque de Sion répondit qu'il fallait accepter le prévôt, mais pour cette fois seulement. Le grand bailli pressenti répondit de la même façon<sup>22bis</sup>. Peu après il reçut la nouvelle de la nomination d'Avoyer. Ce fut un coup de foudre qui provoqua l'opposition la plus irréductible des chanoines valaisans. Aussitôt Michellod renouvela sa demande auprès de l'évêque de Sion et des dizains. Il écrivit au pape pour faire valoir ses raisons de s'opposer à la nomination faite et signifia au chanoine de Nucé, sous-prieur, le 7 octobre, que si le prévôt se présentait, il lui fît la politesse, mais s'opposât à la prise de possession. Il avertit le nonce que tous les religieux valaisans estiment n'avoir pas à reconnaître le prévôt parce qu'il n'a pas été canoniquement élu et qu'ils n'auraient jamais fait profession s'ils avaient cru devoir obéir à un supérieur nommé par le roi de Sardaigne<sup>23</sup>. Puis il mit en branle les Etats favorables à la séparation. Le Valais intervint faiblement : redoutant d'être privé de sel par le roi de Sardaigne, il se contenta de protester en cour de Rome. Michellod s'adressa cette fois non seulement aux cantons catholiques, mais à tous les cantons. Uri répondit le 25 octobre qu'il était disposé à agir, mais que le Valais devait donner l'exemple. Fribourg assura l'hospice de son concours, Lucerne et Unterwald en firent autant le 10 novembre. Zurich répondit qu'il ne se mêlerait pas de cette affaire estimant que son intervention serait sans effet. Glaris répondit que cette affaire intéressait le corps helvétique entier et qu'il soulèverait cette question à la prochaine Diète fédérale. La France intervint à son tour. La bourgeoisie de Sion réunie à la Saint-Martin 1749 décida de s'opposer vigoureusement à la nomination faite. On espérait que cette attitude entraînerait les dizains encore hésitants. Un mémoire répandu dans le Valais exposait les différents arguments en faveur du

<sup>22</sup> AST.

<sup>22bis</sup> Cf. J. Darbellay, *Le pot-pourri*.

<sup>23</sup> P. Gard, *Histoire*.

droit d'élection des religieux et montrait, dans le droit d'élection du roi de Sardaigne, une menace pour la souveraineté du Valais.

Entre temps des étudiants valaisans du collège d'Aoste firent savoir en Valais qu'ils avaient appris de leurs professeurs que le duc de Savoie avait député le vice-bailli d'Aoste pour prendre possession de la prévôté. Le 3 mars 1750, Michellod réitéra aux claustraux l'ordre de s'y opposer.

Remarquons que les religieux valaisans, dans leur opposition au prévôt nommé par le Saint-Siège, usaient des mêmes procédés qu'ils avaient reprochés à leurs confrères savoisiens. Ceux-ci s'étaient fait un rempart de l'Etat sarde contre les décisions pontificales imposant l'observance. A leur tour, les séparatistes se retranchent derrière l'Etat du Valais pour s'opposer au prévôt imposé par le pape. Les passions s'étaient exacerbées au cours de trente ans de luttes et les Valaisans en étaient venus au point de ne plus envisager d'autre issue que la séparation. Ils s'y cramponnèrent avec toute leur énergie de montagnards, car ils regardaient comme une injustice le fait d'être privés du droit de nommer leur prévôt.

Les nombreuses interventions ne furent pas sans impressionner le Saint-Siège qui essaya de l'intimidation. Le nonce fit savoir à l'évêque de Sion le 3 avril que l'attitude du Valais lui vaudrait des ennuis considérables et que la maison du Saint-Bernard en subirait des dommages irréremédiables. Il espère que, vu les titres de patronage du roi de Sardaigne, on se soumettra et que la passion cédera à la raison. Le même jour, il engageait le chapitre du Saint-Bernard à se soumettre à la décision pontificale.

Mais les opposants faisaient bloc et, le 12 avril, le grand bailli Burgener écrivait à Michellod de ne pas reconnaître le prévôt parce que « Cette république (le Valais) ne reconnaîtra jamais un prévôt nommé par le Roy ». Le 19 avril, Michellod lui fait savoir que, d'après le bruit répandu, le prévôt Avoyer se présenterait prochainement à l'hospice pour prendre possession. Il redoute que les choses ne se passent comme en 1728, où ils furent obligés de reconnaître le prévôt Jorioz sous peine d'excommunication et d'emprisonnement dans la tour du bailliage d'Aoste. Il craint que le pape ne les contraigne, cette fois encore, sous peine d'excommunication. Le nonce le leur a fait sentir. Il demande donc au grand bailli de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la prise de possession du prévôt Avoyer<sup>24</sup>.

Le grand bailli donna ordre au gouverneur de Saint-Maurice, de Courten, de se trouver à l'hospice pour le cas où le prévôt Avoyer y viendrait. Comme ce gouverneur n'avait pas la facilité de se tenir au courant des démarches d'Avoyer, il chargea le prieur Michellod, le 28 avril, d'envoyer des observateurs à Aoste pour épier le départ du prévôt et le renseigner à temps. Michellod fit diligence. Le 29 avril, il communiqua

<sup>24</sup> AV, 104, SB, 110.



au chanoine Aubert, qu'il constituait sous-prieur en remplacement de Nuccé, les instructions du gouverneur et lui demanda de s'y conformer.

Pour compléter ces mesures et mettre à couvert les chanoines valaisans en face de l'autorité ecclésiastique, le Valais leur donna l'ordre, le 4 juin, de ne reconnaître comme prévôt que celui qui aurait été reconnu par l'évêque de Sion et l'Etat du Valais.

Devant une telle obstination, le pape jugea imprudent de pousser l'affaire à fond et envisagea sérieusement les modalités d'une séparation. Le nonce fut mis au courant et, par lui, l'évêque de Lausanne qui apprit aux chanoines du Saint-Bernard que leurs affaires semblaient s'acheminer vers la séparation désirée<sup>25</sup>.

Le 12 août, les cantons catholiques faisaient auprès du pape une démarche collective, lui représentant que la nomination insolite du prévôt par le duc de Savoie trouble la paix du Valais et de toute la Suisse. Ils redoutent que cette nomination ne nuise à l'intégrité du Valais et se joignent à ce canton pour demander que soit reconnu le droit d'élection par les chanoines. Le pape leur répondit, le 5 septembre déjà, qu'il était très informé de cette cause, l'ayant suivie de près comme secrétaire de la Congrégation du concile au temps de Benoît XIII, mais qu'il pensait à un moyen terme qui sauverait les prérogatives du Saint-Bernard, la juridiction territoriale et la paix du Valais. Ce moyen terme n'était autre que la séparation. Le pape fit savoir à l'Etat du Valais qu'il accèderait à la demande de séparation s'il consentait à abandonner les biens que le couvent possédait dans les Etats sardes. Car il prévoyait que le roi Charles-Emmanuel ne ferait pas abandon de ses droits sans une large compensation. La Diète donna son consentement<sup>26</sup>.

### *La solution définitive*

Vu l'impossibilité de faire accepter le prévôt Avoyer par le Valais et les chanoines de l'hospice, la cour de Turin était déjà entrée en négociations avec le Saint-Siège pour s'arroger les biens du Saint-Bernard situés dans ses Etats. Les négociations furent longues et ardues, Rome ne pouvant accepter que ces biens, à destination religieuse, fussent tout bonnement sécularisés. On arriva à mettre sur pied un projet : les bénéfices du Saint-Bernard dans les Etats sardes seraient érigés en commanderie de

<sup>25</sup> Le chanoine Vacher, suffisamment mûri par les épreuves pour s'élever à ce qui lui paraissait le bien général de l'ordre, envoya le 7 août à Michellod quelques documents concernant le droit d'élection du prévôt. Il lui fit un exposé bien informé sur ces élections depuis 1437 et lui déclara son point de vue sur la situation actuelle : « Le pape ayant confirmé le prévôt Avoyer, il est de notre devoir de l'accepter, sinon ce sera pour l'hospice la perte de tous ses biens dans les Etats sardes. » Il y a lieu de croire que, cette fois, les vues de Vacher étaient désintéressées.

<sup>26</sup> J.-A. Duc VIII, p. 342.



l'Ordre des Saints-Maurice et Lazare, mais avec l'obligation d'ériger un hôpital dans la cité d'Aoste et d'agrandir l'hospice du Petit-Saint-Bernard<sup>27</sup>. On se mit à supputer les revenus du Saint-Bernard tant en Valais qu'en Savoie. Nicolas Vacher, bien placé pour être informé, en dressa le bilan pour la cour de Turin. Selon lui les revenus du Valais atteignent quatre mille soixante-trois livres, tandis que ceux des Etats sardes, vingt mille deux cent soixante-six, soit cinq fois plus<sup>28</sup>. On verra bientôt le sort réservé à ces revenus.

Les religieux valaisans arrivaient à leur but : la séparation. Pour régler les dernières dispositions, ils choisirent comme procureur à Rome, un certain Pisani, avocat. Le 16 décembre 1750, Michellod lui donnait les instructions suivantes : la séparation et la liberté d'élire le prévôt sont les deux points principaux ; le pape décidera des biens situés dans les Etats sardes, il faudrait obtenir qu'il laisse à l'hospice au moins ceux qui ont

<sup>27</sup> AST.

<sup>28</sup> Etat des revenus de l'hospice en Valais.

1. Bois de Ferret, environ quatre-vingts toises de bois par an	300 livres
2. Alpage de La Pierre	325 livres
3. Montagne du Crêt ; elle s'amodie pour	60 livres
4. Pré de Raveire	45 livres
5. Prés de Verbier	64 livres
6. Ferme de Martigny	200 livres
7. Ferme d'Ecône	70 livres
8. Rectorie de Sion	164 livres
9. Cens en blé, y compris les pensions que doivent les religieux bénéficiers	1080 livres
10. Ferme de Roche où l'on entretient trente-cinq chevaux	665 livres
11. Quêtes, offrandes et rétributions de messes	1090 livres
<hr/>	
Total	4063 livres

Les bénéficiers pouvant à peine se suffire, ne fournissent que fort peu de chose à l'hospice.

Etat des revenus des Etats sardes.

Revenus du prieuré de Saint-Jacquême :

1. Montagne Darès. Elle s'amodie	300 livres
2. Ferme de Saint-Léonard à Bosses	200 livres
3. Ferme de Carron à Courmayeur	400 livres
4. Ferme de Saint-Oyen	800 livres
5. Juridiction de Courmayeur	125 livres
6. Ferme Pascal à Morgex	180 livres
7. Ferme de La Salle	50 livres
8. Ferme de Champ-Rottard à Villeneuve	160 livres
9. Ferme de Crève-Cœur	80 livres
10. Ferme de Chevrot	20 livres
11. Ferme de Pollein	100 livres
12. Ferme de Brissogne	100 livres
13. La commanderie de Saint-Jean de Ploue	50 livres
14. La commanderie de Saint-Jean de la Pierre (Bard)	50 livres
15. Menus articles de baux à ferme	100 livres
16. Créances	2700 livres
17. Cens et redevances	1520 livres
18. Montagnes et ruraux	2800 livres
19. Offrandes, quêtes	475 livres

Total des revenus de Saint-Jacquême 10 210 livres

été acquis grâce aux aliénations faites en Suisse ; Pisani trouvera appui et conseil auprès de l'ambassadeur de France.

Vacher tenta, au début de 1751 encore, de prévenir la séparation. Il écrivit à Michellod qu'il pourrait empêcher ce désastre en priant l'évêque de Sion et les seigneurs du Valais de demander au pape qu'il nomme, de sa propre autorité, un prévôt agréé du Valais et du roi. De nouveau il fut question d'une entrevue des religieux des deux versants des Alpes. Nous ne savons si elle eut lieu.

Les chanoines savoisiens, tenus à l'écart des négociations menées par la cour de Turin, restaient pour la plupart fort attachés à la maison du Saint-Bernard. Ils souffraient d'être exclus de l'hospice et d'avoir perdu leur raison d'être. Mais il leur restait le Petit-Saint-Bernard. Ils pourraient se grouper autour de cet hospice et continuer à vivre comme une branche parallèle de l'ordre. Ils sollicitèrent la faveur de mettre ce dessein à exécution ; ce fut sans succès. Vacher tenta, en 1752, une nouvelle démarche vouée, elle aussi, à l'échec<sup>29</sup>. Nous ne pouvons que le regretter. La solution envisagée aurait été heureuse en ce sens qu'elle sacrifiait le moins possible de la prévôté et qu'elle aurait permis, les rancœurs passées, la réunion des deux branches de l'ordre. Les tractations étaient trop avancées pour que cette solution fût prise en considération.

Au cours de ces tractations, les religieux de Saint-Jacquême sont appelés devant l'évêque d'Aoste pour qu'ils se conforment à la volonté du roi de les séculariser. Avant de les interroger, l'évêque les avertit : « Si vous ne voulez pas la sécularisation, la loi vous ordonne de retourner au Saint-Bernard. » Tous consentent sauf un étranger, probablement Jérôme Darbellay. Plus tard arrivent les chanoines employés dans les paroisses qui refusent de suivre les Jacobites. Ceux-ci, pris de remords, reviennent à l'évêché pour se dédire. On n'en veut rien entendre. L'évêché se remplit de clameurs : le pape l'exige ; consentant ou non, nous sommes réduits à l'état séculier<sup>29bis</sup>.

Au début de cette même année 1752, les séparatistes apprirent que la séparation entraînait la perte de tous les biens situés dans les Etats sardes.

#### Autres revenus :

1. Prieuré et château de Meillerie	2850 livres
2. Prieuré de Rumilly	700 livres
3. Maison du Petit-Saint-Bernard à Séez	2900 livres
4. Maison de Thonon	832 livres
5. Hôpital de Marché vaudan	374 livres
6. Hôpital de Châtillon	300 livres
7. Prieuré de Saint-Pierre en Châtel-Argent	2100 livres
	<b>Total 10056 livres</b>

Total pour les Etats sardes 20266 livres

<sup>29</sup> P. Gard, *Histoire*

<sup>29bis</sup> Cf. J. Darbellay, le pot-pourri.

Ils chargèrent leur agent de Rome de protester contre cette clause. Pisani leur répondit le 1<sup>er</sup> avril que ces biens seront affectés à l'entretien des chanoines savoisiens et à l'exercice de l'hospitalité dans les Etats de S. A. R., à moins que l'hospice ne prouve qu'ils ont été acquis grâce aux aliénations faites en Suisse. Michellod dressa la liste des biens situés en Suisse qui avaient été vendus par les prévôts pour une somme dépassant seize mille pistoles<sup>30</sup>. Il l'envoya à Pisani, puis il consulta ses confrères sur la possibilité de continuer l'hospitalité sans les revenus sardes. La plupart pensèrent que c'était impossible. Michellod rédigea donc une nouvelle protestation contre l'affectation de ces revenus aux Etats sardes et s'efforça d'entraîner le Valais dans une démarche analogue. Peine perdue. Pisani écrivit de Rome, le 1<sup>er</sup> juillet, qu'en dépit de ses efforts, il n'a pu obtenir la sauvegarde d'aucun de ces biens, ni le retard de la bulle. Michellod écrivit encore au nonce, le 13 juillet, qu'il ne peut admettre ces dispositions de la bulle car les trois quarts des revenus des Etats sardes ont été acquis surtout avec les biens aliénés en Suisse, biens donnés à l'hospice pour aider les passants. Il le prie de faire valoir ces considérations auprès du pape afin d'en obtenir quelque consolation. Quelle consolation attendait-il ? La conservation d'une partie au moins de ces revenus ou l'union avec l'abbaye de Saint-Maurice qu'il sollicitera du nonce un mois plus tard, en rappelant que cette union avait été désirée par le nonce Passionei. L'intervention du nonce n'eut même pas le temps de s'exercer, car un mois après la supplique de Michellod, le 19 août 1752, était expédiée la bulle de séparation.

Cette bulle tranchait définitivement la querelle qui durait depuis une trentaine d'années. Vu son importance, nous en donnons le résumé :

La prévôté dont la pourvue appartient à S. A. R. étant vacante (par le décès d'Avoyer) et de graves dissensions s'étant élevées entre les chanoines des deux nations, le pape prend les dispositions suivantes :

a) il démembre de la prévôté du Grand-Saint-Bernard :

- les églises paroissiales de :
1. Allinges avec son annexe de Mésinges,
  2. Brenthonne avec les annexes de Vigny et d'Avully,
  3. Montvalezan,
  4. Séez,
  5. Saint-Rhémy,
  6. Saint-Oyen,
  7. Etroubles,
  8. Pollein ;
- les prieurés de :
1. Saint-Jacquême d'Aoste,
  2. Meillerie,

<sup>30</sup> Voir p. 286.

3. Thonon,
4. Rumilly,
5. Saint-Jacquême de Châtel-Argent ;

les hospices du Petit-Saint-Bernard et de Séez,  
l'économat de Saint-Théodule de Châtillon,  
l'hôpital de Marchévaudan d'Aoste ;

b) il abolit leur nature régulière et religieuse et réduit à l'état séculier les religieux qui s'y trouvent en leur laissant cependant la faculté d'entrer dans un autre ordre ;

c) il unit à l'Ordre mauricien, la cure d'Allinges et tous les autres bénéfices sécularisés, à l'exception des bénéfices paroissiaux ;

d) l'Ordre mauricien devra ériger deux commanderies, l'une dans la cité d'Aoste, à laquelle incombera la charge d'augmenter l'hôpital d'Aoste ou d'en créer un nouveau, et une autre dans le Chablais. Il devra en outre continuer l'exercice de l'hospitalité au Petit-Saint-Bernard ;

e) le pape assigne au séminaire d'Aoste le prieuré Saint-Jacquême (à moins que l'Ordre mauricien ne l'utilise comme hôpital) avec sa bibliothèque. La confrérie dite « La Ceinture de Saint-Augustin », érigée dans ce prieuré, est transférée dans une autre église au choix de l'évêque d'Aoste ;

f) il rend aux chanoines du Saint-Bernard la liberté d'élection de leur prévôt (qui appartenait au duc de Savoie) et ordonne que l'hospitalité ne soit pas diminuée ni au Grand ni au Petit-Saint-Bernard ;

g) il accorde au roi de Sardaigne la nomination des curés des églises sécularisées ;

h) il confie l'exécution de cette bulle à l'évêque d'Aoste et à l'archevêque de Tarentaise.

Cette bulle donnait satisfaction, pour le fond, aux chanoines valaisans, mais les privait de tous les revenus des Etats sardes. Elle accordait au roi la nomination aux cures sécularisées et l'accroissement de l'Ordre mauricien, en compensation de sa renonciation à nommer le prévôt. Les plus durement frappés étaient les religieux savoisiens, sécularisés et dispersés. Dès que Michellod eut connaissance de l'expédition de la bulle, il l'annonça à Vacher qui le remercia le 17 septembre, tout en s'affligeant de la Séparation dans laquelle il voyait la ruine de la maison. Il ajoutait qu'à Aoste, rien ne bougeait. C'était le calme précurseur de l'orage qui s'abattit peu après sur la portion savoissienne de l'Ordre du Saint-Bernard, maintenue par la cour dans l'ignorance de ce qui se préparait<sup>31</sup>.

<sup>31</sup> En février 1751, Vacher écrivait au chanoine Lamon : « Je vous rends bien mes actions de grâces pour la bonne nouvelle que vous me donnez concernant les dispositions d'une prochaine réunion (entre chanoines savoisiens et valaisans). De notre côté, l'on nous fait mystère de tout sur cet article (la séparation) ; il n'y a que Mr. Bizel et R. Avoyer qui sachent les secrets du cabinet à ce sujet, et qui ne nous en font point de part. »

Une fois en possession de la bulle de séparation, la cour de Turin en urgea l'exécution. Elle choisit à cette fin l'abbé Pierre-François Bizel, homme ferme et dur. Par lettre du 30 septembre 1752, le comte de Saint-Laurent, secrétaire d'Etat, ordonnait à l'abbé Bizel de se rendre incessamment à Turin, lui recommandant toutes les précautions nécessaires pour que personne ne connût le motif de son voyage. Bizel s'exécuta sans tarder. A son arrivée, le ministre lui fit connaître qu'on le chargeait de l'exécution de la bulle de sécularisation. Par décret du 26 octobre 1752, le Conseil mauricien lui donna ses instructions et lui conféra tous les pouvoirs nécessaires, le nommant économe de tous les biens et bénéfices qu'il devait exproprier. L'abbé Bizel partit de Turin le 28 octobre, évitant la vallée d'Aoste pour ne pas éveiller des soupçons ; il traversa le Mont-Cenis et atteignit Moutiers où, sur ses instances, la bulle, préalablement approuvée par le Sénat de Savoie, fut fulminée le 31 du même mois par Claude-Humbert de Rolland, archevêque de Tarentaise. Bizel expédia sur-le-champ un exprès à Thonon auprès de M. Vignet, avocat fiscal et auditeur de l'Ordre mauricien, le chargeant de se saisir sans retard de tous les bénéfices, biens et droits du Saint-Bernard dans le Chablais.

Bizel se rend rapidement à Séez ou, le 2 novembre, il prend possession du prieuré et de tous les biens dépendants en faveur de l'Ordre mauricien. Le jour suivant, il accomplit la même besogne à Montvalezan, le 4 au Petit-Saint-Bernard, malgré les protestations des bénéficiers.

Le 5 novembre, il gagne la ville d'Aoste, sans s'arrêter à Châtel-Argent, car il lui importe de surprendre le prieuré Saint-Jacquême avant que les religieux n'en emportent l'argent, les titres ou les objets de valeur. Le lendemain à 8 heures du matin, Bizel se rend au prieuré Saint-Jacquême, accompagné du docteur Flandin, avocat fiscal du duché et juge délégué des biens et droits de l'Ordre mauricien, et du notaire Brun, choisi pour secrétaire, avec plusieurs témoins et le sergent Gaziliaz. Il assemble tous les religieux, savoir Nicolas Vacher, Jacques Vallanzan, Claude Perret, Jean-Baptiste Chapelain, Humbert Forré, Bernard Mellé, Michel Ollier et André Artaz, avec les frères lais, Christophe Diaz, Joseph Capietto et Léonard Dossan. En leur présence, Bizel remet à Vacher une lettre que lui adresse le bureau d'Etat des affaires internes. Puis il promulgue la bulle de sécularisation et appose les scellés aux archives, à la bibliothèque et au cabinet du prévôt. Parcourant ensuite le reste de la maison, il s'empare des clefs les plus utiles, sauf celles des chambres des religieux qui, ne sachant où se retirer ce jour-là, obtiennent la grâce d'y coucher une dernière fois. Triste scène ! Des religieux navrés de douleur pleurent comme des enfants, d'autres tombent en défaillance.

Ce soir-là, Bizel couche à Saint-Jacquême. Le matin, avec la même assistance que le jour précédent, il demande à chaque religieux s'il n'a point quelque argent ou effet de la communauté. Tous répondent négati-

vement et lui remettent les clefs de leurs chambres. Les yeux pleins de larmes et l'amertume au cœur, ils abandonnent pour toujours leur antique résidence de Saint-Jacquême. Cependant Vacher demeure encore quelque temps au prieuré. Il paie et congédie les domestiques et remet à Bizel mille cinq cent soixante-quatre livres que le prieuré avait en argent comptant, jurant qu'il n'y en avait pas davantage. Le 20 décembre, étant encore au prieuré, il récite tout seul l'office des morts et célèbre la messe pour les confrères défunts<sup>32</sup>. Fin lugubre d'un prieuré qui avait été florissant.

Du 8 au 18 novembre, on procède à l'inventaire de tous les meubles et deniers existant dans l'église et le prieuré Saint-Jacquême, évalués deux cent vingt-six livres.

En même temps qu'il prenait possession du prieuré d'Aoste, Bizel envoyait des émissaires dans les maisons les plus importantes, Antoine Borelly, notaire, à Saint-Jacquême de Châtel-Argent, et Nicolas Martinet, à Bibian, afin d'empêcher, partout à la fois, la fuite des meubles et des valeurs. Les opérations les plus importantes terminées à la cité d'Aoste, Bizel remonte la vallée de la Doire en prenant possession, le 20 novembre, de Bibian où les effets inventoriés atteignent la valeur de deux mille huit cent deux livres ; le 22, du prieuré de Saint-Jacquême de Châtel-Argent dont les meubles et les denrées sont estimés à huit mille huit cent septante-huit livres ; le 30, de la maison Carron, des châteaux de Courmayeur et d'Entrèves, faisant défense aux tenanciers et censiers de payer aucune redevance si ce n'est à lui-même. Les inventaires le retiennent quelques jours à Courmayeur. Il redescend la vallée et s'empare de la ferme de Champ-Rottard à Villeneuve, le 5 décembre, et de l'hôpital de Châtillon, le 9. Infatigable, il s'engage ensuite dans la vallée du Saint-Bernard. Le 15 décembre, il se met en possession de la ferme de Saint-Oyen ; le 16, des biens situés à Bosses et de la cure de Saint-Rhémy ; le 18, des cures de Saint-Oyen et d'Etroubles et, le 21, de celle de Pollein. Restent encore quelques propriétés de moindre importance à séquestrer ; une ferme à Goret, hameau de Gressan, les fermes de La Fontaine et du Ronc à Chevrot, celles de Chésalet à Brissogne et de Dreziers à Pollein, l'hôpital de Marchévaudan, dans la cité, etc. Bizel emploie à cette besogne une partie du saint temps de Noël. Depuis le 11 janvier 1753 au 19 mars, il travaille à l'inventaire des créances du prieuré de Saint-Jacquême d'Aoste. Les créances, au nombre de trois cent soixante et une y compris les arrérages des fermiers, s'élèvent à la somme capitale de nonante-six mille six cent vingt-huit livres et les intérêts arriérés, à neuf mille quarante-sept. Il y a en outre pour

<sup>32</sup> A la fin du livre des messes du prieuré, Vacher a écrit ces mots : *Die 20 dec. 1752, expulsis fere omnibus canonicis nostris regularibus ex hoc prioratu collegio SS. Jacobi et Bernardi, ex vi bullae de die 19 augusti, ego solus officium defunctorum recitavi, et missam pro confratribus defunctis celebraui.*



quatre mille quatre cent quarante-sept livres de créances véreuses. Ensuite, on procède à la mise en ordre des différents titres en les groupant par localités.

Dans le courant de l'année 1753, la commission procède à la vente aux enchères de tous les meubles et denrées trouvés à Saint-Jacquême d'Aoste, Bibian, Châtel-Argent et Châtillon. Ces enchères ont peu de succès : de tous les objets inventoriés et estimés à trente-deux mille deux cent quatre-vingt-neuf livres, on ne vend que pour la valeur de trois mille trois cent soixante-six livres. Une certaine pudeur semble avoir retenu la population de s'approprier les biens ayant appartenu à une maison aussi vénérée que l'hospice du Saint-Bernard.

Par l'ordonnance du conseil supérieur de l'Ordre mauricien du 6 février 1753, Ignace Jacquin, directeur des gabelles dans la ville d'Aoste, est nommé receveur de cet ordre à Aoste. Dès lors, l'administration de la commanderie érigée à Aoste sous la dépendance du roi, Grand Maître de l'ordre, et du Conseil suprême, est composée de M. Flandin, avocat fiscal, remplissant les fonctions de juge délégué, du notaire Brun, secrétaire, de Bizel, économe, et de Jacquin, receveur.

L'anéantissement de l'Ordre du Saint-Bernard dans les Etats sardes était achevé. Avant cet achèvement, le 23 novembre 1752, Vacher écrivait à Michellod avec des sentiments d'attachement à l'hospice et de révolte à l'égard de la bulle qu'il estimait invalide. « Je dois renoncer à toutes les lumières que la théologie et la jurisprudence civile et canonique peuvent nous fournir pour lui (à la bulle) rendre une aveugle obéissance. Cependant comme je suis d'avis de vivre et de mourir en bon religieux de Saint-Bernard, je me recommande de nouveau à votre charitable protection pour me recevoir au Grand-Saint-Bernard, tandis que j'y pourrai subsister. » Le chanoine Jean-Léonard Vésendaz écrivait d'Evian à Martigny, le 9 décembre 1752, qu'il avait été chassé de Meillerie, qu'on l'a dépouillé des biens qu'il administrait et même de ceux qui étaient à son usage. Il ajoutait : « On voudrait encore m'arracher mon habit de religion... je ne suis point d'humeur à le quitter... j'irai vous voir et vous remettre les papiers que j'ai pu attraper concernant les vignes que le prieuré avait en Suisse. » Il confiait qu'il avait le dessein d'entrer à l'abbaye de Saint-Maurice et qu'à Meillerie, lors de son départ, tout le monde pleurait « que je fus obligé d'ouvrir le tabernacle et consommer les espèces sacrées ». Bien que sécularisés, les chanoines savoisiens reçurent du pape, le 15 décembre 1753, l'interdiction de tester. Après leur mort, leurs biens iront aux évêques, qui en disposeront en faveur des églises pauvres<sup>33</sup>.

Il est évident que, dans les Etats sardes, la séparation apporta la consternation chez les religieux du Saint-Bernard.

<sup>33</sup> Inv. OM.



Au nord des Alpes, nul doute qu'elle ne causa une vive satisfaction puisqu'on avait obtenu les deux objectifs inlassablement convoités : la séparation et la liberté d'élection du prévôt. Les chanoines ne furent pas moins déçus des dispositions de la bulle maintenant l'hospitalité sur le même pied qu'auparavant tout en sécularisant les avoirs de l'hospice dans les Etats sardes. Ils s'estimaient injustement dépouillés, en parlaient avec indignation et trouvaient que « la bulle de Sa Sainteté était d'une dure digestion ». Ils rédigèrent même une protestation tout autre que respectueuse à l'égard du pape. De Chaignon, résident français en Valais, en ayant eu connaissance, leur écrivit le 22 décembre 1752 que l'on avance à rien avec de telles méthodes et qu'il veut bien s'employer à recouvrer ces biens, mais qu'il faut agir avec plus de savoir-faire et de mesure. L'irritation des chanoines du Saint-Bernard contre la bulle était telle qu'ils tentèrent de la faire retirer. Le jour même, 5 février 1753, où ils élurent prévôt le chanoine Bodmer, ils décidèrent d'interjeter appel en cour de Rome contre la bulle, comme contraire aux droits et aux privilèges de la congrégation. Ils le firent par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Rome, La Bruyère, exposant qu'ils avaient élu le prévôt, non en vertu de la bulle, mais en vertu du droit naturel et du concordat germanique, que les dispositions prises étaient excessives et qu'elles les contraindraient à diminuer le train de l'hospitalité. Cet appel fut remis à la Daterie qui en fit la réfutation. Le nonce de Lucerne, mis au courant de toute l'affaire, fut très mécontent des chanoines et leur fit savoir, le 13 juillet, que, par l'élection du prévôt, ils avaient approuvé la bulle de séparation et qu'il n'y avait pas à revenir là-dessus.

Les chanoines ne se tinrent pas pour battus. Ils se recommandèrent à la protection des cantons suisses qui traitèrent de cette question lors de leur Diète de Frauenfeld. Le baron d'Alt, député de Fribourg, remit à l'avoyer de Lucerne une copie de la bulle avec quelques notes pour qu'il fasse remarquer au nonce que le pape a tenu peu compte des recommandations du roi de France et des Suisses. Ces interventions restèrent sans résultats et la bulle dut être observée.

A deux cents ans de distance, les dispositions de la bulle apparaissent encore dures ; mais elles se révèlent avoir été bienfaisantes. Les chanoines valaisans, pris par leur œuvre d'hospitalité, firent tant qu'ils réussirent à mettre l'hospice et la congrégation sur un pied plus prospère que jamais. Particulièrement dur paraît le sort des chanoines savoisiens. Plus nombreux, plus largement pourvus de revenus, ne manquant pas de membres capables et dignes, ils auraient pu constituer une famille religieuse qui aurait desservi l'hospice du Petit-Saint-Bernard et les paroisses des Etats sardes. Il est difficile de ne pas voir dans leur suppression un geste de complaisance envers le roi de Sardaigne et l'Ordre mauricien.

## CHAPITRE III

# La vie de l'ordre durant le procès de séparation

On ne pouvait pas que se quereller ; il fallait vivre et s'organiser. Durant la période de 1734 à 1752, la séparation existant de fait, les religieux valaisans doivent s'adapter à des situations toutes nouvelles avec des ressources diminuées. Cette adaptation affecte les personnes de l'ordre, le temporel et les diverses activités.

## Les personnes de l'ordre

### *Le chapitre*

Le nombre des capitulants, qui était de trente-six en 1732, tombe à dix en 1736, à neuf en 1740 et remonte à dix-sept en 1745. La brusque diminution du nombre des capitulants s'explique par le fait que, dès 1734, seul le chapitre conventuel se réunit et qu'il ne comprend plus guère que les religieux valaisans. L'évolution de la conception du chapitre conventuel influe aussi sur le nombre de ses membres. Comme ce chapitre avait toute l'administration, il y a d'abord tendance à y englober tous les religieux résidant en Valais. Puis, de 1739 à 1743, seuls les claustraux participent au chapitre, ce qui suscite une forte opposition à Michellod. Le 16 juillet 1744, les claustraux lui demandent de réunir au plus tôt tous les capitulants qui, si cela ne se fait, s'opposeront à ses ordres, aux décisions capitulaires et prendront les mesures qui s'imposeront. Le 27 juillet, ils rédigent leurs griefs contre Michellod, mettant en doute la validité de ses brefs et lui reprochant son administration, son autocratie et sa négligence de l'obser-

vance. Le jour suivant, ils les lui présentent. Michellod consent à céder quelque peu : le 3 septembre, il déclare au chapitre que tous les religieux qui reconnaissent son autorité, tant claustraux que bénéficiers, pourraient, sans y être convoqués, participer au chapitre annuel, qui se tient vers la Saint-Augustin, avec tous les droits des capitulants. Au chapitre de 1745, le nombre des capitulants, dix-sept, se ressent de cette décision et oblige à tenir les séances dans la grande salle, au lieu que les années précédentes, elles se tenaient dans la chambre du prieur.

Depuis 1746, en raison des infirmités de Michellod, le chapitre se réunit à Liddes, une fois, et le reste du temps à Martigny, dans le grand poêle de la maison du Saint-Bernard. Ces assemblées durent trois à quatre jours.

En raison de la vacance de la prévôté, le chapitre conventuel ajoute à ses compétences ordinaires celle de nommer les curés. Il en fait usage à plusieurs reprises.

Parfois, il sévit contre certains religieux qui entretenaient des intelligences avec les Savoisiens. Après la fuite de trois religieux, survenue en 1740 avec la complicité du chanoine Droz, le chapitre exclut de son sein ce chanoine et les fugitifs. Cette peine fut levée pour de Nucé et Lamon en 1741, mais maintenue contre Droz, coupable encore du vice de propriété et de relations épistolaires avec les anticonstitutionnels. Ce dernier grief valut la même peine au chanoine Tercier en 1742. Le chapitre d'août 1752 décida de ne pas l'admettre à l'élection du prévôt sans avoir consulté l'Etat du Valais et un bon juriste. Les réponses furent favorables à ce chanoine qui put participer à la nomination du prévôt Bodmer<sup>1</sup>.

Si l'on excepte l'incident de 1744, le chapitre montre la cohésion, l'énergie et la prudence audacieuse que requièrent les circonstances difficiles dans lesquelles il administre la prévôté.

### *Recrutement des religieux*

Jusqu'en 1734, la plupart des religieux du Saint-Bernard provenait des Etats sardes ; dès 1736, tous sont du nord des Alpes. Cette même année, Nicolas Cavelli d'Orsière, Antoine Mabillard de Grône, Jacques Bastian de Liddes, Jacques Aubert de Bovernier, François Sarrasin d'Orsières et Jean-François Balleys de Bourg-Saint-Pierre font profession ; en 1738, Claude Robert de Besançon, Jean-Jacques Gottrau de Fribourg, François-Charles Fracebourg de Sion, François-Joseph Varonier de Loèche, Nicolas Magnin du diocèse de Besançon, etc. ; en 1738, trois ; en 1742, trois autres ; en 1743, deux ; en 1741 et 1746, un. Il n'y a pas d'autres profès jusqu'en 1755<sup>2</sup>. Leur nombre est relativement élevé. Le départ des Savoisiens avait

<sup>1</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>2</sup> P. Gard, *Catalogue*.

laissé des vides qu'il fallait combler. Le 18 janvier 1736, Michellod demanda au nonce la faculté de donner l'habit à quelques frères lais, car la communauté de l'hospice ne comprenait plus que quatre prêtres. Le nonce y accéda aussitôt. Malgré tout, il fallut, plusieurs fois, faire appel aux chanoines de Saint-Maurice ou à d'autres religieux en particulier comme professeurs.

Les novices devaient payer la pension durant l'année de probation. Le chapitre de 1736 la fixa à dix-huit doublons d'Espagne, de cent vingt-cinq batz chacun. En 1742, le chapitre reçut comme oblat J.-A. Venetz de Sion, moyennant la somme de cent cinquante écus, de vingt-cinq batz chacun. Vers 1745, on établit comme il suit le trousseau et la pension que devait fournir le postulant :

1. la pension : dix-huit louis neufs, environ trois cent soixante francs ;
2. une soutane de Londres, veste, culottes, soutanelle, bonnet carré et calotte ;
3. trois douzaines de chemises, autant de cols romains et de « roquets » soit bandes de toiles, appelées habits ;
4. une bonne flanelle pour l'hiver, une paire de guêtres pour la montagne, une paire de souliers, de bas d'hiver et de bas d'été, un chapeau, un bonnet de laine pour la nuit et deux douzaines de mouchoirs.

Ce trousseau rappelle la rigueur du climat du Saint-Bernard.

C'est le chapitre annuel qui reçoit les novices à l'habit. Quelquefois, quand il y a difficulté à réunir le chapitre, la réception se fait par lettre circulaire dans laquelle chaque capitulant note son vote. Au milieu de l'année du noviciat, le chapitre conventuel examine les novices et décide de la continuation ou du renvoi. Le 9 avril 1736, il avait décidé le renvoi de Nicolas Cavelli. Celui-ci en pleura toutes les larmes de ses yeux et donna de tels signes d'amendement qu'il fut réadmis à l'habit le 13 avril suivant.

Les professions étaient reçues à l'hospice par Michellod selon le rite habituel. Lorsqu'en raison de ses infirmités, Michellod ne pouvait se rendre à l'hospice, elles se faisaient à Martigny ; ce fut le cas pour Joseph-Etienne Dallèves qui la fit en la fête de Saint-Thomas (21 décembre 1742) dans l'église paroissiale de Martigny en présence de presque toute la paroisse.

Les nouveaux profès devaient payer deux louis d'or pour l'habit de chœur, camail et rochet, et autres objets : soutane, veste, bas et culottes, bréviaire et livre de chanoine<sup>3</sup>.

Ainsi la maison du Saint-Bernard se repeuplait de religieux. En 1753, elle comptait vingt-sept membres.

<sup>3</sup> Il s'agit évidemment des Offices propres des CCRR.

## *Religieux malades*

Les religieux malades, qui ne pouvaient se guérir à l'hospice, descendaient ordinairement à Saint-Jacquême. Il fallut trouver une autre solution. Le chapitre de 1745 décida qu'ils iraient à la cure de Liddes, qui recevra, en compensation, de la viande et quelques charges de vin. Cette solution était provisoire. Le même chapitre résolut de construire à Martigny une infirmerie. Les travaux étaient commencés en 1749, suspendus en 1750 par manque d'argent et ensuite repris et menés à bonne fin.

## Le temporel

### *Quêtes*

Les rivalités entre les deux factions de l'ordre se firent sentir aussi relativement aux quêtes. Le fait suivant en témoigne. Le chanoine René Quay, ayant fait les quêtes de France durant l'hiver 1734 à 1735, était rentré à Saint-Jacquême sans même passer à l'hospice. Le 14 mai 1735, Michellod lui ordonna d'y apporter le fruit de ses quêtes, l'Itinéraire et autres livres, la selle et la bride de sa monture et tout ce qui lui avait été remis, sous peine d'excommunication. Le chanoine Quay n'en fit rien. Michellod écrivit au commandant d'Aoste, le 20 septembre 1736, de l'y contraindre, car par cette négligence, les quêtes de France n'ont pu se faire durant l'hiver 1735-1736. Le surlendemain, le commandant lui répondit que le chanoine Quay refusait de lui remettre l'équipage des quêtes, parce que, selon les arrêts du Sénat, il ne peut reconnaître Michellod comme son supérieur. Vacher non plus ne put obtenir qu'il remît à l'hospice le nécessaire des quêtes de France, mais seulement « des coins (gravures) à la figure de saint Bernard ». Cependant, dès 1737, l'hospice reprend les quêtes en France.

Il paraît qu'une démarche fut tentée par la cour de Turin pour que seuls les quêteurs munis des patentes du roi de Sardaigne fussent admis à quêter en France. Dès que Michellod eut vent de cette tentative, il adressa une supplique à une « excellence » qui avait l'oreille du roi de France, lui démontrant l'iniquité d'une telle mesure, puisque l'argent ainsi recueilli irait à Saint-Jacquême et ne servirait nullement à l'hospice. Il lui demanda donc que seuls les quêteurs munis de ses patentes et de celles de l'évêque de Sion fussent autorisés à ces quêtes. En juillet 1740, avec la recommandation du Valais, il sollicita l'autorisation de continuer les quêtes en France<sup>4</sup>. Le

<sup>4</sup> AV, 104, SB, 99.

représentant français voulut bien s'y intéresser. Etant donnée la bienveillance que la France montrait alors à l'égard des chanoines valaisans, Michellod n'eut pas de peine à faire admettre son point de vue.

Les quêtes de Savoie et de Piémont restèrent naturellement interdites aux religieux valaisans. L'infatigable quêteur qu'était le Frère Iacki se dépensa d'autant plus dans les quêtes d'Allemagne qui apportèrent des ressources abondantes, fort opportunément. Les autres quêtes n'étaient pas négligées, comme on le pense bien. Les religieux réunis le 28 octobre 1737 décidèrent d'envoyer des confrères aux quêtes du Valais, de Genève, de France, de Bourgogne et de Langres. Comme ils étaient peu nombreux, ils demandèrent des religieux à l'abbaye de Saint-Maurice pour suppléer les quêteurs durant leur absence. En 1739, le chapitre, après avoir désigné les quêteurs pour Fribourg, le Bas-Valais, le diocèse de Langres, la Lorraine, la Savoie et le pays de Vaud, décida, pour éviter tout gaspillage, que les quêteurs devront, avant de partir, signer l'inventaire de l'argent et des objets reçus. A leur retour, ils rendront au vestiaire les montres (horloges portatifs) et autres objets qui leur avaient été remis pour les quêtes.

Les quêtes servirent même de moyen de pression pour obtenir la liberté d'élection du prévôt. Il n'y a pas d'autre explication de la déclaration faite par le canton de Fribourg, en décembre 1749, savoir que, si la nomination du prévôt continue à se faire par la cour de Sardaigne, ce canton ne permettra plus aux religieux du Saint-Bernard de faire la quête sur son territoire<sup>5</sup>.

### *Administration*

L'office de cellérier est confié à Michellod en 1738 et, de nouveau, en 1740. Le chanoine François Lamon lui succéda en 1744 et exerça cette charge presque continuellement jusqu'en 1752.

Comme Michellod était fort occupé, le chapitre lui donna un aide, le Frère Antoine Mermoux, qui se révéla un bon administrateur et prêta encore ses services au cellérier François Lamon. C'est peut-être cette expérience qui fit concevoir au Frère J. Iacki, quêteur, le dessein de faire remettre aux frères laïcs l'administration temporelle de la maison. En janvier 1742, il écrivit personnellement au pape pour solliciter la réalisation de son dessein. Il ne semble pas que cette requête ait produit quelque effet ; mais elle est révélatrice d'un état d'esprit contre lequel le chapitre réagit lorsqu'en 1738, établissant le Frère Antoine Mermoux comme aide du cellérier, il décide qu'il n'en portera jamais le titre.

Les cellériers du temps de la séparation ne peuvent presque plus intervenir dans les Etats sardes, car la cour de Turin fait saisir le temporel de

<sup>5</sup> AST.

la prévôté dans ses Etats et le met sous la régie d'un économe séculier le 30 décembre 1734<sup>6</sup>. La concession des deux brefs en faveur de Michellod la poussa, par réaction, à faire un pas de plus dans cette voie. Le Sénat de Savoie, le 14 juin 1735, ordonna au vice-bailli d'Aoste, Roger de Ferron, d'empêcher qu'on exportât quoi que ce fût des revenus du Saint-Bernard hors du pays.

L'année 1743 amena une situation qui parut favorable à la levée de ce séquestre. Au cours de la guerre de la succession d'Autriche (1740-1748), Charles-Emmanuel III vit ses Etats envahis par les Espagnols aidés des Français. Les Espagnols campés en Savoie tentaient de traverser le Valais pour marcher contre le Milanais. Le roi de Sardaigne redoutait cette éventualité et se trouvait obligé de ménager le Valais. Michellod jugea le moment favorable pour intervenir. Le 13 avril 1743, il écrivit au Valais de demander au roi la levée du séquestre : un chanoine du Saint-Bernard, Nicolas Cavelli, se rendit même à Turin pour plaider cette cause. Il fit valoir que, les cols du Mont-Cenis, du Briançonnais et du Petit-Saint-Bernard étant fermés, le passage du Grand-Saint-Bernard est d'autant plus fréquenté par les sujets de S. A. R., que les charges de l'hospitalité sont accrues et que le séquestre devait être levé. Le roi n'y consentit pas et expliqua, le 17 juillet à l'évêque de Sion, qu'il ne jugeait pas à propos de le lever vu que les affaires de l'hospice étaient encore fort incertaines et que plusieurs religieux, contraints de quitter l'hospice, avaient dû se retirer à Saint-Jacquême où il fallait les nourrir.

L'impossibilité presque totale d'utiliser les biens situés dans les Etats du roi de Sardaigne rendait l'administration particulièrement difficile. Il fallut tirer parti de tout. En mars 1735, les religieux décident qu'aucun curé ne soit nommé à moins qu'il n'ait promis de payer à l'hospice la pension traditionnelle<sup>7</sup>. En vue de la visite de l'évêque, le chapitre conventuel ordonne aux bénéficiers, en août 1735, de lui communiquer les abus introduits au préjudice de leurs bénéfices afin d'y pourvoir.

Comme, au début de la période de séparation, l'hospice ne pouvait s'approvisionner de vin en Valais, où il possédait peu ou point de vignes, il fallut continuer de le faire à Aoste et se munir de l'autorisation du commandant de la cité. Celle-ci obtenue, Michellod n'osait pas, en 1735, y envoyer les chevaux de la maison de peur que les chanoines de Saint-Jacquême ne s'en emparent. Il y avait nécessité d'acheter des vignes en Valais. Michellod comprit et obtint les autorisations nécessaires. Le nonce lui-même réserva à l'hospice, en 1736, une vigne mise en vente par le curé de Riddes. En 1752, la maison décida une démarche auprès des sei-

<sup>6</sup> Inv. OM.

<sup>7</sup> AGSB.



gneurs de Berne pour reprendre possession, avec l'appui du Valais, des vignes de Cully et de Clarens. La démarche fut couronnée de succès.

L'approvisionnement en bois offrit des difficultés spéciales parce que le chemin menant des bois de Ferret à l'hospice passait en partie sur les Etats du roi. On commença, dès 1735, la construction d'un autre chemin sur le Valais. Comme il n'était pas encore achevé en 1736, Michellod dut demander, au commandant d'Aoste, l'autorisation de passer sur le territoire sarde, ce qui fut accordé. Mais on se hâta d'achever le chemin afin de se rendre indépendant.

Ces faits montrent quelle situation créait, à l'administration de l'hospice, la brusque rupture avec les Savoisiens. L'économie la plus stricte s'imposait. Malgré cela, on n'arrivait pas toujours à suffire à des dépenses urgentes, comme ce fut le cas en 1750 où l'on dut suspendre la construction de l'infirmerie de Martigny. D'autre part, cette période d'adaptation permit à l'administration de l'hospice de se préparer au nouvel état des choses créé par la séparation.

## Les activités

### *Vie liturgique*

Nous avons pu constater durant les périodes précédentes combien nombreuses avaient été les fondations d'offices à l'hospice. Par suite de la tendance des prévôts savoisiens à tout concentrer à Aoste, il arriva que plusieurs fonds d'offices y furent transférés. Les claustraux n'en eurent plus la jouissance après que le Sénat de Savoie eut interdit toute exportation des revenus de l'hospice. Dès lors, les claustraux n'étaient plus tenus à la célébration de ces offices et le nonce les en exonéra par lettre du 12 mars 1736.

Par contre le chapitre élargit le cercle des bénéficiaires de ses suffrages en décidant en 1745 qu'une messe conventuelle serait célébrée pour le père et la mère de chaque religieux dès la nouvelle du décès.

La célébration de l'office de chœur se ressentit du petit nombre des religieux, surtout lorsqu'au début de 1737, quatre novices, déçus du retard de la séparation, quittèrent la maison. Le chant de l'office en devint impossible. Le nonce, mis au courant de la situation, permit d'omettre le chant de la messe et de l'office jusqu'à ce que le nombre des religieux y suffît. En 1748, les claustraux purent reprendre le chant quotidien de la messe, mais non des matines et des laudes, qui se psalmodiaient à 5 heures du matin.

De 1734 à 1752, il n'y a pas de changement à noter dans l'habit religieux, mais seulement un différend qui s'éleva au sujet du camail.

Vers 1740, les chanoines du Saint-Bernard firent confectionner de nouveaux camails, dont la teinte se trouva différente de l'ancienne. Cela ne tarda pas à être connu. Le vendredi après Pâques, le prieur de Lens, vêtu d'un camail neuf, s'étant rendu à Sion en procession, ne fut pas sans faire sensation. Une lettre anonyme dénonça cette innovation au nonce et provoqua une enquête. Michellod dut s'en expliquer au nonce. Il lui donna les détails suivants. Le nonce Cibo a accordé aux chanoines du Saint-Bernard « le camail de couleur de rose... à la place des aumusses faits de peaux d'hermines... qui est notre primitif habit de chœur prescrit par nos constitutions. Il est vrai que les premiers étoffes qu'on a fait venir pour faire les dits camails se sont trouvés tirant sur le violet au lieu que les derniers étoffes approchent plus de la couleur des roses, qui est celle que le nonce nous a ordonné de prendre, lequel nous avait pour cet effet donné un bouton de sa soutane, qui était rouge. Je dois de plus faire remarquer à Votre Eminence que nos camails sont bien différents de ceux des Messieurs les chanoines de Syon, comme aussi de ceux de l'abbaye de Saint-Maurice... Ceux des premiers sont de soie et ceux de ces derniers sont d'escarlate et les notre sont de rattine d'Hollande qui sont d'un rouge obscur (ainsi que V. E. pourra le voir dans l'échantillon ci-joint... » Il conclut en demandant au nonce de confirmer le privilège accordé par son prédécesseur.

Entre temps, le 6 juin l'évêque de Sion écrivait à Michellod que l'auteur de la lettre anonyme n'était pas un chanoine de Sion, mais : « il est permis de conjecturer qu'elle est de quelque chanoine régulier probablement de Saint-Maurice qui l'a envoyée au nonce sous le nom de chanoine de Sion... Il n'était pas nécessaire de changer l'habit, qui ressemble davantage à la couleur épiscopale, laquelle en ces lieux est plus prisée que le rouge plus commun. Il n'est pas permis aux chanoines réguliers de porter le camail hors de leurs paroisses sans la permission de l'ordinaire. J'entends dire en effet qu'on le porte en procession hors de ces paroisses. Quant à moi, je souhaiterais que personne ne porte le camail violet afin qu'il soit plus apprécié. » Le 12, le chanoine Michellod répondait : « Quant à la lettre anonyme... à Dieu ne plaise, que j'aye eus la moindre pensée de soubçonner que quelques uns d'entre les... chanoines de Syon l'aye fait... J'avoue naïvement à V. G. qu'aussitôt qu'elle a eu la bonté de me faire consachant de la lettre anonyme... que j'ay d'abord soubçonné que ce ne pouvoit estre

<sup>8</sup> L. Quaglia, *L'habit des chanoines du Grand-Saint-Bernard*, dans *RHES* 1945, pp. 37-39.

que quelque particulier de l'abbaye de Saint-Maurice, qui en a pût estre l'auteur par une certaine envie et haine qu'il aura pour nous. »

Un chanoine de Sion, M. Briguet, écrivait le 28 juin de Sion à Michellod, l'assurant encore que ce n'était pas un chanoine de Sion qui avait écrit cette lettre. Ensuite, il décrivait l'impression produite sur ses collègues par les nouveaux camails du Saint-Bernard : « Quant à nos chanoines, je puis dire que je n'ai remarqué en eux aucun dédain ni mécontentement à ce sujet, hormis qu'ils firent un peu les estonnés, lors que la première fois ils virent M. le moderne prieur de Lens avec camail rouge dans la procession du vendredi après Pâques ».

Depuis cette alerte, les chanoines de Saint-Bernard ont pu jouir, paisiblement chez eux, de la somptueuse couleur de leurs camails.

### *Etudes*

Durant la période précédente, le Saint-Bernard avait organisé au prieuré de Saint-Jacquême des cours de philosophie et de théologie pour les jeunes religieux et autres clercs. Ces cours, commencés en 1687, durèrent plus d'un demi-siècle ; mais étant données les conditions créées par le procès de séparation, il ne pouvait être question d'envoyer à Aoste les jeunes religieux de l'hospice.

Michellod les envoya à Sion chez les Pères Jésuites où ils suivirent effectivement un cours de philosophie durant les années 1736 à 1738. Pour faire la théologie, ils se rendirent, en automne 1738, à l'abbaye de Saint-Maurice, unissant l'étude à une exacte régularité et à la participation au chœur, les dimanches et fêtes<sup>9</sup>. Cette solution était provisoire.

Les chanoines du Saint-Bernard entendaient bien tenir les études chez eux dès que cela serait possible. Comme à Saint-Jacquême, ils firent d'abord venir du dehors un professeur. Ils s'adressèrent aux chanoines de saint Pierre Fourier, qu'ils avaient bien connus à Aoste. Un d'eux vint effectivement à Martigny et enseigna la théologie de 1739 à 1742.

Entre temps, un chanoine du Saint-Bernard, Antoine Mabillard, prenait, à l'université de Vienne, ses grades en philosophie et en théologie. Il succéda au chanoine de saint Pierre Fourier et enseigna la philosophie à Sion, puis la théologie à Martigny. D'autres confrères assurèrent dès lors l'enseignement de ces branches. Le chanoine Daniel Faure donna la philosophie dès 1744, Jérôme Darbellay (qui, probablement, avait fait ses études à Aoste) dès 1751 ; puis devenu prieur de l'hospice en 1753, il y enseigna la philosophie et la théologie.

<sup>9</sup> *Chapitres conventuels.*

Les étudiants n'étaient pas toujours dociles. On se rappelle la fuite de l'hospice (où ils passaient l'été) de trois d'entre eux, le 26 juin 1740. En septembre 1745, quatre étudiants en théologie furent rappelés au cloître par la chapitre à cause de leur manque d'obéissance et de formation religieuse, pour être soumis durant une année à la discipline du maître des novices<sup>10</sup>.

En dépit des troubles qui agitaient la maison, les chanoines tenaient donc ferme à la formation intellectuelle et religieuse des jeunes profès.

### *Activité paroissiale*

*Dans le diocèse de Sion.* — Depuis la séparation de fait (1734), l'activité paroissiale des chanoines du Saint-Bernard se trouvait réduite presque aux seules paroisses du Valais.

Durant les luttes de la séparation, l'évêque de Sion et les chanoines du Saint-Bernard firent front commun contre les Savoisiens et la cour de Turin et entretenirent des relations généralement excellentes. Ce n'était pas indiqué de batailler au sujet de l'exemption quand l'existence même de la maison était en jeu. Cependant ces chanoines n'abdiquent pas servilement leurs droits pour s'assurer l'appui de l'évêque de Sion. Quelques faits le montrent.

En vue de la prochaine visite diocésaine, le 9 mai 1740, Michellod donne procuration à un certain Jean-Michel Ollier pour agir au nom de la maison contre les préjudices qui pourraient être causés aux paroisses du Saint-Bernard à l'occasion de cette visite<sup>11</sup>. La même attitude est observée lors de l'érection de la paroisse de Bovernier que l'évêque de Sion, s'appuyant sur le droit ecclésiastique, voulait séculière. Le chapitre du 20 septembre 1739 s'opposa formellement à ce dessein, comme aussi à l'érection d'une chapellenie séculière au Bourg de Martigny. Michellod défendit énergiquement le point de vue du chapitre et le fit triompher. La paroisse de Bovernier, démembrée de Sembrancher, est érigée le 8 novembre 1747 comme paroisse régulière, dont le Saint-Bernard obtenait le patronage et l'évêque, l'institution.

A Roche, la chapelle affectée au culte protestant, menaçait ruine. A la demande des habitants du lieu, le gouverneur d'Aigle manda aux religieux de réparer cet édifice. Le chapitre de 1735 décida d'obtempérer à cet ordre, tandis que, en 1818, la Commission capitulaire résistera à la même exigence.

<sup>10</sup> *Chapitres conventuels.*

<sup>11</sup> AGSB.

*Hors le diocèse de Sion.* — Hors le diocèse de Sion, le Saint-Bernard conservait la paroisse de Jougne avec ses annexes des Longevilles et des Hôpitaux-Neufs près de Pontarlier, dans le diocèse de Lausanne.

Enhardi par l'appui qu'il trouvait en France, il tenta de rentrer en possession de ses anciens prieurés, tentative qui eut quelque succès en ce qui concerne les hôpitaux de Salins et de Troyes, comme nous le verrons dans la période suivante.

Un mot encore de quelques bénéfices sécularisés en vallée d'Aoste. Dès 1734, l'Ordre mauricien s'arrogea le canoniat de Saint-Bernard, dit canoniat du Mont-Joux. En 1761, le chapitre cathédral d'Aoste en demanda restitution. Une transaction eut lieu en 1768 qui garantit au chapitre, contre la prétention du roi, le droit de collation à ce bénéfice<sup>12</sup>.

Le prieuré de Saint-Jacquême fut acheté à l'Ordre mauricien par l'évêque d'Aoste en 1772 au prix de douze mille livres et affecté au séminaire diocésain<sup>13</sup>. Que devinrent les cinq mille livres cédées en 1695 à la prévôté du Saint-Bernard pour l'entretien d'un professeur de théologie à Saint-Jacquême? Le chanoine Joseph Chantel de la cathédrale d'Aoste, en qualité de théologal, réclama ce capital en 1761. L'Ordre mauricien, qui le détenait, accepta de faire enseigner la théologie à ses dépens, mais retint ce capital<sup>14</sup>.

Ainsi tandis qu'à Aoste on se querelle encore autour des dépouilles du Saint-Bernard, à l'hospice et en Valais les chanoines de la prévôté démembrée se tournent résolument vers l'avenir et déploient toutes leurs forces pour le maintien et l'amplification de l'œuvre de saint Bernard. Ils réussissent au-delà de toute prévision, comme en témoigne, deux siècles après la lourde épreuve de la séparation, la vitalité actuelle de l'ordre.

<sup>12</sup> J.-A. Duc VIII, pp. 401 et 437. Les propriétés relevant de ce canoniat furent occupées dès 1898 par le Refuge des Pauvres.

<sup>13</sup> J.-A. Duc VIII, pp. 476 et 477.

<sup>14</sup> J.-A. Duc VIII, p. 401.

## SIXIÈME PARTIE

# Le renouveau (1752)

### Introduction

La séparation de droit proclamée en 1752 n'apporte pas un bouleversement dans la vie de la maison du Saint-Bernard. Vingt ans de luttes et de séparation effective l'ont préparée à cet événement et l'adaptation est faite en grande partie quand les chanoines valaisans se trouvent seuls à assurer la continuation de l'œuvre hospitalière. Cette grande œuvre, que personne ne songe à abandonner, sauve la famille religieuse de saint Bernard. Si, au lendemain de la séparation, les chanoines, diminués en nombre, appauvris en ressources, ne s'étaient trouvés en face d'une grande fonction sociale à continuer, ils se seraient presque infailliblement dispersés et la maison aurait disparu. Mais l'hospice demeure, les passants continuent d'affluer, les religieux restent pris à l'engrenage et l'activité hospitalière continue, sans interruption, sans grand changement, comme par le passé. Les chanoines sont moins nombreux, ils paieront davantage de leur personne et feront appel à l'aide d'autres religieux ; ils ont perdu la très grande partie de leurs ressources, ils observeront une économie plus stricte et demanderont davantage à la charité publique. A cette période héroïque, une autre succède de grande prospérité, marquée par l'afflux des vocations, l'accroissement des ressources et la diversification des activités. En effet la maison du Saint-Bernard élargit le champ de son hospitalité, crée deux écoles d'agriculture, ouvre un collège d'études classiques et collabore, avec les Pères des Missions étrangères, à l'évangélisation du Yunnan. Deux siècles ont tellement effacé le souvenir des luttes de la séparation que plusieurs sujets valdotains ou italiens sont entrés dans l'ordre et que l'un d'eux a même été élu prévôt<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour la période moderne, nous utilisons, outre les sources originales, l'ouvrage du chanoine E.-P. Duc : *La maison du Saint Bernard et ses très révérends prévôts* et les notes manuscrites du prieur Gard, que nous citons une fois pour toutes.

## CHAPITRE PREMIER

### Les personnes

#### Les prévôts

Le Saint-Bernard s'est affranchi de la tutelle despotique des rois de Sardaigne. Au point de vue politique, il ne dépend plus guère que du Valais qui, par la Diète et ses gouverneurs, exerce toute juridiction sur le Bas-Valais, pays sujet, dans lequel se trouvent l'Entremont et l'hospice du Saint-Bernard. Ayant contribué activement à la séparation, le Valais entend se substituer au roi de Sardaigne dans le choix du prévôt. Les chanoines, qui ont fait de si grands sacrifices pour obtenir la libre élection de leur supérieur, ne sont pas disposés à y renoncer. Cependant un geste de reconnaissance s'impose à l'égard des seigneurs du Valais : ils nomment prévôt un Haut-Valaisan.

*François-Joseph Bodmer, 1753-1758*<sup>2</sup>.

Le chapitre convoqué en vue de l'élection du prévôt pour le 5 février 1753 se réunit à Martigny sous la présidence de Michellod. Les capitulants, au nombre de vingt, chantent la messe du Saint-Esprit dans l'église paroissiale et se rendent dans le grand poêle de la rectorie, prévôté actuelle. Ayant élu trois scrutateurs en présence d'un notaire public et de témoins, ils procèdent par suffrages secrets à l'élection. Bodmer, curé d'Orsières, est élu au deuxième tour de scrutin. En attendant la confirmation de Rome, le chapitre nomme Bodmer vicaire général. Le 25 mars, le chanoine Vacher lui écrit pour le féliciter de son élection et lui exprimer

<sup>2</sup> Né à Mühlbach (Conches) en 1711, Bodmer fait profession en 1733. Il commence ses études à Saint-Jacquême d'Aoste et les continue, après 1734, à Brigue où sa conduite ne donne pas satisfaction. Le chancelier de l'évêché, Sébastien Brigue, écrit en effet à Michellod, en novembre 1736, de faire surveiller Bodmer. AGSB, *Séparation*. Rien de grave n'est retenu contre lui, car il devient prêtre et maître des novices, puis en 1737, secrétaire du chapitre, en 1739, vicaire d'Orsières et, de 1747 à 1753, curé de la même paroisse.



l'espoir qu'il réunisse à nouveau tous les bénéfices de la maison<sup>3</sup>. Confirmé par le pape, Bodmer prend possession le 4 juillet.

Bodmer fait sa résidence à Martigny dans la rectorie qu'il aménage. Ce prévôt est d'une grande corpulence, pieux, ami sincère de ses confrères. Il écrit aisément le latin mais en employant volontiers des expressions triviales. Son rôle est plutôt effacé. Plusieurs chanoines, plus doués pour remplir cet office, supportent impatiemment ce lourd Allemand et ne lui laissent que peu à faire dans la direction de la maison ; ce sont entre autres, Michellod, Guisoland, procureur, Mabillard, curé de Liddes, et Thévenot. Bodmer sent leur supériorité et vit dans un état de dépression, il se console en écrivant ses misères au prieur du Saint-Bernard, Jérôme Darbellay, et en accablant ses adversaires des épithètes les plus énergiques. Dans ces circonstances, on comprend qu'il forme le dessein de reprendre la desservance d'une cure tout en restant prévôt. Il l'écrit en 1756 au nonce qui ne lui donne pas l'autorisation demandée.

Au chapitre de 1756, des plaintes ayant été faites contre lui, il quitte la salle capitulaire et va pleurer à l'église devant le maître-autel.

Il vit dès lors rongé d'ennui, se plaignant de mauvais traitements et s'imaginant que la maison tombera après sa mort. Cet affaissement moral altère sa santé et le conduit à la mort, après une maladie de trois mois, le 23 juillet 1758. Les funérailles ont le même effacement que sa prélature. Il est enseveli dans le caveau des prieurs de Martigny sous le chœur de l'église paroissiale.

Comme armes, le prévôt Bodmer utilise celles de la maison auxquelles il ajoute en chef un croissant d'or.

#### *Claude-Philibert Thévenot, 1758-1775.*

Le prieur claustral Jean-Jérôme Darbellay et le chapitre conventuel, par lettre du 13 septembre 1758, convoquèrent le chapitre pour le 26 septembre à l'hospice afin de procéder à l'élection du nouveau prévôt. Le candidat universellement préconisé était Jérôme Darbellay. Pour rendre son élection plus certaine, quelques jours avant le chapitre, utilisant un blanc-seing du prévôt défunt, il envoya six religieux, presque tous de Liddes, recevoir le sous-diaconat afin qu'ils aient voix au chapitre. L'évêque de Sion s'y prêta de bon cœur dans l'espoir d'éliminer Thévenot de la prévôté. Il écrivit dans ce sens à Michellod, prieur de Martigny, que l'élection d'un étranger comme prévôt serait contraire à son intention et celle de l'Etat<sup>3bis</sup>.

Cette manœuvre, d'autres intrigues et des manières hautaines déplurent. D'autre part la maison, pas encore bien affermie du coup de la séparation,

<sup>3</sup> AGSB, *Séparation*, quatrième liasse.

<sup>3bis</sup> J. Darbellay, *Pot-pourri*, sous l'année 1758.

avait besoin d'une puissante protection. Ces considérations firent naître la candidature de Thévenot, curé de Sembrancher, qui, avantageusement connu à la cour de France, paraissait le plus propre à gagner à la maison la protection de cette cour. Jérôme Darbellay, conscient de ce revirement, ne voulut pas s'exposer à un échec et renonça, par acte notarié, à sa candidature. Le chapitre, réuni à la date et au lieu fixés, élit Thévenot au premier tour de scrutin par quatorze voix sur vingt-deux. Tous les religieux le reconnurent par le baiser dans le chœur de l'église le 9 octobre 1758. Vacher le félicita de son élection en lui disant son espoir de finir ses jours sous son autorité<sup>4</sup>.

Le 19 avril 1759, Thévenot reçut à Sion la bénédiction abbatiale des mains de l'évêque Jean-Hildebrand Roten.

Son compétiteur Jérôme Darbellay ne négligeait aucun moyen de lui susciter des embarras et indisposait les jeunes religieux contre lui. Informé, le prévôt fit descendre à Martigny, en mai 1759, les jeunes profès et leur donna comme professeur de théologie M. Maillard, prêtre séculier du canton de Fribourg. Irrité, Darbellay fit parvenir au prévôt une lettre venimeuse et, lorsque le prévôt se présenta pour prendre possession de l'hospice le 26 juillet, il le traita avec hauteur. A l'entrée de l'église, le prier arrêta, lui demandant de produire ses bulles. Le prévôt lui dit que ce n'est pas nécessaire puisque, avec d'autres confrères, il les avait déjà vues à Sembrancher. Le prier ne cède pas. Le prévôt lui remet donc les bulles. Le prier y jette un coup d'œil, prétend qu'il ne sait pas les lire et proteste qu'il les regarde comme non lues. Arrivés à l'entrée du chœur, le prier arrête le cortège et exige du prévôt qu'il jure l'observance des constitutions. Refus du prévôt vu qu'il l'a déjà fait. Toute l'assistance s'indigne de l'insolence du prier claustral. La cérémonie se continue dans cette atmosphère.

Cette opposition du prier Darbellay resta vivace et paralysa l'activité du prévôt. Tout était objet de moqueries ou de plaintes. Le prévôt en faisant autant dans le cercle de ses amis à l'égard du clan Darbellay.

<sup>4</sup> AGSB, *Séparation*, quatrième liasse. Thévenot est né à Fresne-sur-Appaure, dans le diocèse de Besançon, en 1715, d'une honnête famille bien connue des quêteurs de l'hospice. A l'âge de seize ans, en compagnie d'un quêteur, il gagne le Saint-Bernard, prend l'habit religieux le 15 octobre 1731, fait profession en 1732 et reçoit les ordres mineurs l'année suivante. Durant ses études à Saint-Jacquème, par ses bonnes manières, il s'attire la sympathie du prévôt et de la haute société d'Aoste. N. Vacher s'efforce de l'attirer à son parti, mais les études finies, Thévenot se range sous l'autorité de Michellod. En 1738, il fait la quête dans le diocèse de Toul. Après avoir été vicaire de Lens une année, il devient curé de Sembrancher le 2 septembre 1740 et y reste durant vingt-neuf ans, ayant obtenu du Saint-Siège la faculté de cumuler ce bénéfice avec la prévôté durant une dizaine d'années. Nommé procureur du chapitre pour la séparation, il part pour Rome en mars 1741 et y demeure vingt mois, sans pouvoir faire progresser la cause. Il met à profit ce séjour pour se créer des relations dans la haute société et pour obtenir du pape le bénéfice de Sainte-Marie de Salins (dont il ne pourra prendre possession). L'importance de ses dépenses (quatre mille francs) et l'inutilité de ses démarches le font rappeler.

Comme ce clan tendait à s'augmenter en raison des nombreux Lidderains qui entraient dans la maison, le prévôt sollicita et obtint du nonce Oddi un décret interdisant de recevoir plus de trois sujets du même village. Cette mesure fut loin de calmer les esprits. L'opposition alla s'accroissant, elle transpira dans le public au point que les premiers magistrats du pays envisagèrent de supprimer la maison puisqu'il était impossible d'y faire régner l'union.

Thévenot, profitant des excellentes relations qu'il entretenait avec de hauts personnages, réussit, en dépit des nombreuses difficultés dont la moindre n'était pas le consentement de l'évêque de Sion, à obtenir de Rome, en 1762, pour les prévôts du Saint-Bernard, le privilège des pontificaux. Le nonce, interrogé en 1764 au sujet de l'étendue de ce privilège, répondit qu'il ne comportait pas la faculté de concéder les ordres mineurs<sup>5</sup>. Thévenot fit faire tous les objets nécessaires aux offices pontificaux, marqués à ses armes. Ces objets témoignent d'un goût exquis et sont encore en usage<sup>6</sup>.

Thévenot restait toujours à Sembrancher tout en faisant construire à ses frais un appartement dans la maison de Martigny où n'existaient que deux chambres jusqu'alors. L'appartement achevé, le prévôt, à regret, quitta Sembrancher et s'établit à Martigny en 1769. La chambre du prévôt Bodmer servit de réfectoire et on aménagea une cuisine dans la pièce voisine.

Son train de vie était celui d'un prélat de son temps ; il peut nous sembler exagéré. Il tenait quatre domestiques, dont deux à son usage privé, une cuisinière, une servante, un valet de chambre et un palefrenier. Il mangeait cependant avec ses religieux, mais à une table à part parce que les manières d'un religieux lui répugnaient. A sa table il admettait quelques anciens religieux venant des paroisses et les hôtes de passage. Il faisait manger les hôtes de distinction dans ses appartements en y admettant, d'ordinaire, ses confrères.

Abreuvé de chagrins et de contradictions dans son administration, il songea à la remettre à un coadjuteur et à se retirer dans son pays. Il acheta à cet effet à Lamarche, en Franche-Comté, une vaste maison qu'il paya onze mille livres tournois<sup>7</sup>. La cour de France (?) n'approuva pas ce projet et le nonce se refusa, en 1770, à lui donner un coadjuteur. Il resta donc à Martigny où il mourut le 30 août 1771.

Le recteur de l'hôpital, Pierre-Nicolas Gay, appelé d'urgence arriva après le décès et ne put que donner une absolution sous condition. Presque

<sup>5</sup> Thévenot ne fit que deux fois usage des pontificaux : à Sembrancher pour réconcilier le cimetière et chez les pères capucins à l'occasion de la canonisation de Joseph de Cupertino. La bulle concédant ce privilège a coûté 1728 francs. Jusqu'alors les insignes du prévôt étaient la croix pectorale, l'anneau et le bâton pastoral.

<sup>6</sup> F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 22.

<sup>7</sup> A la mort de Thévenot, cette maison passa à ses parents.

tous les religieux se trouvèrent aux funérailles du prévôt, mais non Jérôme Darbellay, ce que l'assistance remarqua avec indignation. Au reste ces funérailles ne furent pas dépourvues de solennité ni de larmes, qui témoignèrent de l'affection sincère que ce prévôt avait acquise de la plupart de ses religieux.

Ce prévôt contrastait singulièrement avec son prédécesseur. Doué d'une intelligence ouverte, d'un goût exquis, de manières fort polies, il tint son rang avec une certaine somptuosité, mais sans dissipation. Magnifique à l'égard des grands, il resta ami des pauvres. Très au fait de la vie politique, il profita de ses relations pour augmenter sensiblement les revenus de la maison.

Il obtint, du pape, la collation du bénéfice de Salins. Ne pouvant entrer en possession, il demanda à l'ambassadeur de France, le 20 mars 1753, quelques grâces en compensation. Il se rendit lui-même à Versailles en 1755 et obtint de Louis XV, en faveur de l'hospice, une pension annuelle de cent louis d'or qu'il fit porter à cent quatre-vingt-six en 1758. Il n'eut pas son pareil dans l'art épistolaire. Au total, un homme de talents qu'il employa au service de la maison.

*Louis-Antoine Luder, 1775-1803.*

Il était prieur claustral quand le prévôt Thévenot mourut. Le 8 septembre, il convoqua ses confrères à se réunir le 26 courant à l'hospice pour l'élection du prévôt. Deux partis se trouvaient en présence, l'un ayant le prieur Luder comme candidat et l'autre, Jérôme Darbellay. Luder, prieur claustral depuis 1770, avait manifesté le souci d'une scrupuleuse observance des constitutions et avait même interrogé le nonce à ce sujet : ce qui n'avait pas été sans causer de l'agitation dans la maison. Pour ce motif, les jeunes religieux qui avaient été ses élèves redoutaient de lui confier la prévôté et soutenaient la candidature Darbellay. Dans les quatre sessions qui se tinrent le 26 et le 27, il y eut quinze tours de scrutin sans que l'on arrivât à une majorité. Enfin de guerre lasse, le 28, plusieurs jeunes capitulants donnèrent leur voix au prieur Luder, espérant que les anciens religieux le dissuaderaient de faire des innovations périlleuses. Ainsi Luder obtint seize voix sur vingt-cinq et fut élu ; tandis que Darbellay n'en obtenait plus que sept<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Né le 27 février 1743, d'Etienne François, bourgeois de Sembrancher, et de Marie-Ursule Addy, Luder reçoit une première instruction de différents régents de l'Entremont. Puis il fréquente le collège des Barnabites d'Aoste et celui de Sion où il fait les humanités et la rhétorique, se distinguant partout par ses progrès et la régularité de sa conduite. D'une gravité au-dessus de son âge, malgré l'opposition de son père, il entre dans la maison du Saint-Bernard le 14 septembre 1760 avec son inséparable compatriote, Laurent-Joseph Murith. Luder fait profession le 22 septembre 1761, puis s'adonne aux études de philosophie et de théologie. Il passe ensuite deux ans à Fribourg (1766-1767) pour achever sa théologie et faire le droit. Il reçoit le sous-diaconat en 1765, le diaconat et la prêtrise en 1767. L'année suivante, il fait les quêtes du canton de Fribourg. Prieur claustral dès

Dans l'acte d'élection, on eut soin de mentionner que la prévôté est exempte<sup>9</sup> et que le prévôt a le privilège des pontificaux. Cet acte fut envoyé à Rome par l'entremise de Chaignon, résident français en Valais. La confirmation de Rome obtenue, l'évêque de Sion, François-Frédéric Ambuel, donna la bénédiction abbatiale au nouveau prévôt le dimanche de Quasimodo 1776 ; il regardait comme le plus beau jour de sa vie celui où il avait béni Luder, prévôt du Saint-Bernard, crossé et mitré. C'était la première fois que cela arrivait, le prévôt Thévenot n'ayant obtenu ce privilège qu'après sa bénédiction. Le 26 juillet, Luder prit possession de la prévôté. Le jour de l'Assomption, il pontifia pour la première fois dans l'église du Saint-Bernard.

Il prit énergiquement en mains la direction de la maison. Les vingt-huit ans de sa prévôté furent un temps de paix et de prospérité bienfaisantes après les secousses orageuses qui avaient menacé l'existence même du Saint-Bernard.

Ce prévôt fut d'une piété remarquable. Toujours le premier aux exercices, il faisait au moins une heure d'oraison avant de célébrer la sainte messe. Les paroissiens de Martigny s'édifiaient de son assiduité aux offices, de ses visites au saint sacrement une heure avant le souper ; de sa condescendance à écouter les âmes affligées et scrupuleuses et de la direction qu'il donnait aux âmes éprises de perfection.

Il excellait dans l'art épistolaire et dans la composition de discours qui se ressentent de la manière de Bourdaloue. Les affaires étaient tenues avec ordre.

Bien qu'il aimât tendrement ses proches, il se faisait scrupule de les traiter aussi largement que d'autres personnes, tant il était éloigné de les avantager aux dépens du Saint-Bernard. Pour donner une idée de la vertu de ce prévôt, il suffira de dire qu'après sa mort, survenue le 11 août 1853, il fallut presque disputer son corps aux paroissiens de Martigny qui l'accompagnèrent jusqu'à la chapelle du Bourg répandant des larmes et donnant de nombreux signes de la vénération qu'ils lui portaient.

La République helvétique lui avait donné des marques distinguées de sa protection. Le premier consul, Bonaparte, qui vécut plusieurs jours dans son intimité en mai 1800, lui voua une telle estime qu'il voulut mettre sous sa direction les hospices du Simplon et du Mont-Cenis, et qu'il lui écrivit de Turin, en 1802, que la seule religion de la République cisalpine serait la religion catholique.

1770, il procure une exacte observance des constitutions tant par son exemple que par les avis judicieux qu'il donne dans les fréquents « chapitres quotidiens ». Il enseigne la philosophie et la théologie aux jeunes profès avec tant de clarté que les moins doués de ses élèves arrivent aux connaissances nécessaires. La maison du Saint-Bernard s'était donc choisi, en la personne de Luder, un très digne prévôt.

<sup>9</sup> L'évêque de Sion ne laissa passer cette mention qu'après s'être informé auprès du chanoine Murith.

Grands et petits ont découvert, sous les dehors humbles et chétifs du prévôt Luder, un homme éminent et un saint religieux <sup>10</sup>.

*Pierre-Joseph Rausis, 1803-1814.*

Cinq jours après la mort de Luder, le 16 août 1803, le prieur claustral, Jean-Baptiste Darbellay, convoque le chapitre pour le 30 août à l'hospice dans le but d'élire le prévôt. Au premier tour de scrutin, Rausis, curé de Liddes, obtint neuf voix, Lovey, prieur de Lens, huit, Darbellay, prieur claustral, quatre, etc. Lovey se désiste. Quoique le deuxième tour donne à Rausis quinze voix sur vingt-neuf, soit une demi-voix de majorité, on procède à un troisième tour qui lui donne dix-neuf voix <sup>11</sup>.

De 1811 à sa mort, il est supérieur de l'abbaye de Saint-Maurice unie au Saint-Bernard par la volonté de Napoléon, dont les faveurs donnent du lustre à la maison du Saint-Bernard <sup>12</sup>.

Le prévôt Rausis meurt le 15 janvier 1814 à Martigny où il est enseveli dans le caveau des prieurs.

*Jean-Pierre Genoud, 1814-1830.*

La vacance de la prévôté s'étant produite en une saison où l'accès de l'hospice est difficile, le prieur claustral convoque le chapitre à Martigny pour le 25 janvier 1814. Au premier tour de scrutin, Jean-Pierre Genoud, curé de Sembrancher, obtient de justesse la majorité absolue, treize suffrages sur vingt-cinq voix. Le chapitre n'a pas, cette fois, les scrupules qu'il avait eus à l'élection du prévôt Rausis et tient pour suffisant le demi-suffrage de majorité <sup>13</sup>.

Pour aider le prévôt dans l'administration de la maison, une commission fut instituée, dite Commission du prévôt. Elle apparaît en 1817 composée de cinq membres, le prieur claustral et le procureur, membres de droit, et trois autres, nommés par le chapitre.

<sup>10</sup> Les armes dont il usa sont : de gueules au lion d'or tenant une harpe ou luth du même. Elles figurent sur le mur extérieur de la salle capitulaire dont ce prévôt modifia l'aménagement, utilisant une partie de cette salle pour en faire l'actuelle chambre du prévôt.

<sup>11</sup> AGSB, *Chapitres*. Né à Orsières le 29 septembre 1752, Rausis fait profession le 28 septembre 1771, devient prieur claustral en 1778, puis curé de Liddes en 1791 jusqu'à son élection à la prévôté. Il avait été créé notaire apostolique par le prévôt Luder en 1791. Ce titre lui est reconnu en 1804 par le nonce, qui lui accorde la faculté de conférer à d'autres cet honneur. Il obtient du Saint-Siège, en 1808, le privilège de porter la perruque, même durant la célébration de la sainte messe.

<sup>12</sup> Rausis n'eut pas d'armes personnelles. Il utilisa celles de la maison augmentées d'une rose blanche au naturel feuillée de sinople placée sur les monts entre les deux colonnes et au-dessous du cœur. (Portrait à l'hospice). En 1804, dans une lettre adressée au prieur de Lens, il use du sceau du prévôt Luder.

<sup>13</sup> AGSB, *Chapitres*. J.-P. Genoud naquit à Bourg-Saint-Pierre le 17 octobre 1773. Il fit profession religieuse le 6 novembre 1796. Il fut prieur claustral de 1804 à 1811, puis curé de Sembrancher de 1813 à 1818, bien que prévôt depuis 1814.



Jean-Pierre Genoud mourut à Martigny le 16 mai 1830 et fut enseveli au caveau des prieurs<sup>14</sup>.

*François-Benjamin Filliez, 1830-1865, le prévôt député.*

Le chapitre se réunit à Martigny le 2 juin 1830 pour élire le prévôt. Vingt-sept capitulants étaient présents, y compris le chanoine Pierre-André Yenni qui, gravement malade à l'hôpital de Martigny, fut autorisé à voter par lettres scellées, à cause de la proximité des lieux. Cinq chanoines avaient envoyé leur procuration, de sorte que le nombre des voix était de trente-deux. Au deuxième tour de scrutin, Benjamin Filliez, procureur, fut élu par dix-neuf voix<sup>15</sup>. Le nouveau prévôt se distinguait par sa vertu, sa science, sa piété, son énergie et son observance de la règle<sup>16</sup>.

Par décision du chapitre de 1831, la résidence prévôtale s'agrandit d'une chapelle conventuelle et d'une cave creusée au-dessous de la chapelle.

Ce prévôt prit une part active à la politique valaisanne. Partisan ardent de la libération du Bas-Valais, il le représenta comme député du clergé de 1839 à 1843. Il adhéra ensuite à la Vieille-Suisse et au Sonderbund. Lors de la capitulation du Valais en 1847, il quitta précipitamment le pays et se réfugia à Charvensod près d'Aoste. Ensuite il fit résidence à la ferme de Saint-Oyen qu'il louait. Puis, de 1852 à 1856, il retourne à Charvensod dans le château de l'évêque d'Aoste. L'année suivante, le 30 mai, il achète pour le prix de dix-huit mille cinq cents francs la ferme de Moncenis, située sur le coteau d'Aoste<sup>17</sup>. Il fait construire une chapelle en l'honneur des saints Nicolas et Bernard, qu'il bénit lui-même en 1858. C'est là qu'il passe les dernières années de sa vie, loin de sa patrie et brisé par tous les revers éprouvés. Il y meurt le 25 mars 1865, mais est enseveli à l'hospice. La photographie, qui commençait à se répandre, nous a conservé les traits de ce prévôt ; elle le représente déjà âgé, les traits tirés, l'air minable, effondré dans un fauteuil<sup>18</sup>.

<sup>14</sup> Les armes de la famille Genoud sont : coupé, d'or à l'aigle de sable, et d'azur à un dragon de sable et d'or tenant la lettre G majuscule d'or. F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 24. Lors de la catastrophe de Giétroz, l'Etat du Valais, en reconnaissance du dévouement du prévôt envers les sinistrés, lui conféra en 1818, la présidence du comité de bienfaisance chargé de la distribution des secours.

<sup>15</sup> AGSB, *Chapitres*.

<sup>16</sup> Né à Bagnes le 30 août 1790, de Jean-André et d'Anne-Marie Deslarzes, Filliez prend l'habit le 21 septembre 1810, fait profession le 22 septembre 1811 et reçoit la prêtrise en septembre 1813. Il devient assistant à Sembrancher en 1814, prieur claustral durant une année, 1816-1817, secrétaire du chapitre de 1817 à 1830, économiste à Martigny de 1817 à 1825, puis procureur de 1825 à 1830. Il est nommé notaire apostolique en 1831, proto-notaire en 1836.

<sup>17</sup> La ferme de Moncenis appartenait à Joseph Donet, percepteur du mandement de Gignod.

<sup>18</sup> Le sceau du prévôt Filliez représente les armes de sa famille : coupé, au premier d'or et au deuxième parti de gueules et d'azur, sur le tout un dextrochère armé d'argent tenant



Quatre jours après le décès du prévôt Filliez, le chapitre conventuel convoqua le chapitre général à Martigny le 26 avril pour choisir un nouveau supérieur. Après cinq tours de scrutin, Pierre-Joseph Deléglise, curé de Sembrancher, fut élu prévôt. Le même chapitre lui alloua deux mille francs chaque année, pour ses menus frais et le soutien de sa dignité, en remplacement de la pension annuelle que la France donnait pour l'exercice de l'hospitalité et qui avait cessé par suite des révolutions<sup>19</sup>.

Il accédait à la prévôté en un temps où la situation du clergé en Valais était redevenue normale par le retour au pouvoir des conservateurs en 1857. Il résida donc à Martigny.

En 1867, avec Etienne Bagnoud, abbé de Saint-Maurice, il assista à la consécration épiscopale de Jacques-Joseph Jans, évêque d'Aoste.

L'année 1869, s'ouvrit le concile du Vatican. Le prévôt devait-il y participer ? Il échangea quelques lettres avec le nonce à ce sujet, mais sans avoir éclairci ce doute, il partit pour Rome après avoir adressé, le 18 novembre à la communauté du Saint-Bernard, une lettre de circonstance<sup>20</sup>.

A Rome, Mgr Miège, vicaire apostolique de Kansas, dans les Montagnes-Rocheuses (Amérique), lui demanda, le 2 mai 1870, s'il était abbé *nullius* ou abbé général et d'en produire les titres ; grâce à quoi il se chargerait de le faire entrer au concile<sup>21</sup>. Mais cette assemblée prend fin brusquement en automne par l'invasion des Etats pontificaux. Sans y avoir siégé, le prévôt rentre au pays.

Il assiste en 1872 à la consécration de Joseph-Auguste Duc à Aoste où il se rend encore en 1877 et 1881 aux fêtes extraordinaires célébrées en l'honneur du bienheureux Vuillerme, curé plébain de Morgex, et du bienheureux Emeric de Quart, évêque d'Aoste.

En 1879, la Société helvétique de Saint-Maurice lui confère la dignité de Chevalier électeur et, en 1887, la Murithienne le nomme membre

un petit drapeau d'azur chargé d'une étoile d'or. Ces armes rappellent que la famille Filliez a compté des bannerets parmi ses membres. F. Dubois, *Armoiries des prévôts*, p. 24.

<sup>19</sup> AGSB, *Chapitres*. Le prévôt Deléglise est aussi de Bagnes. Il est né le 27 mai 1814. Il prend l'habit religieux le 10 septembre 1834, est promu sous-diacre en septembre 1836, diacre, le 20 mai 1837 et prêtre, le 22 septembre 1838. Il est bibliothécaire en 1838, infirmier en 1839, professeur de théologie de 1840 à 1848, à l'hospice du Simplon en 1848. S'étant rendu à Milan, il a une entrevue avec le feld-maréchal Jos. Radetzky, chef des troupes autrichiennes en Lombardie, et en fait rapport au prévôt Filliez. Il est prieur claustral de 1850 à 1856, assistant à Lens en 1856, chancelier de l'évêché de Sion en 1858, puis la même année, prieur du Simplon et enfin curé de Sembrancher de 1861 à son élection à la prévôté.

<sup>20</sup> Parmi ses dépenses, relevons : deux cents francs pour le voyage de Sion à Rome, cinquante-trois francs pour le logement durant le mois de décembre, trente-cinq pour un sceau et six pour la faculté de dire la messe en chambre.

<sup>21</sup> AGSB.

d'honneur, dans la séance tenue à Saint-Luc, pour lui marquer sa reconnaissance de ce qu'il a entretenu, parmi ses jeunes confrères, l'émulation pour l'étude de la botanique<sup>22</sup>.

Il meurt le 14 mars 1888 et est enseveli dans le chœur de l'église de Martigny<sup>23</sup>. Lors de son élection à la prévôté, le secrétaire du chapitre avait fait de lui cet éloge qu'il ne démentit pas : « Homme notable par sa vertu, sa science, sa prudence, sa douceur et son zèle des âmes ».

*Théophile Bourgeois, 1888-1939, le prévôt moderne.*

Il était prieur claustral lors du décès de Deléglise. Il lui incombait, avec le chapitre claustral, de convoquer le chapitre général qui se réunit à Martigny le 11 avril 1888. Au deuxième tour de scrutin, il fut lui-même élu prévôt par vingt-quatre voix sur quarante-quatre. Il avait trente-trois ans<sup>24</sup>.

Il reçut la bénédiction abbatiale le 2 septembre 1888 dans l'église de l'hospice des mains d'Adrien Jardinier, évêque de Sion, assisté d'Etienne Bagnoud, abbé de Saint-Maurice et évêque de Bethléem, et Joseph-Auguste Duc, évêque d'Aoste<sup>25</sup>.

Le prévôt Bourgeois avait une physionomie animée par des yeux pétillant de bonté et d'intelligence, mêlés d'une pointe de malice. Il était très ouvert au progrès scientifique qui bouleversait le monde d'alors et fut un précurseur en Valais dans l'utilisation de ce même progrès. Dès 1886, il fit installer le téléphone de la Cantine-de-Proz à l'hospice et l'année suivante de l'hospice à Saint-Rhémy pour la plus grande sécurité des voyageurs. La Maison-Neuve, qui s'éleva en face de l'hospice de 1894

<sup>22</sup> AGSB.

<sup>23</sup> Ses armes sont : d'azur à une église à deux clochers, vue de face, d'argent.

<sup>24</sup> Th. Bourgeois est né le 7 juillet 1855 à Bovernier de Pierre-Joseph et de Josette Bourgeois. Il suivit quelques cours de latin à l'école du chapelain de Sembrancher et sans autres études entra au Saint-Bernard le 7 septembre 1871. Vers la fin de l'année du noviciat, doutant de sa vocation, il quitte l'hospice avec l'idée de rentrer en famille. Arrivé en face de La Pierre, il s'arrête, réfléchit, comprend qu'il est en train de commettre une erreur et remonte à l'hospice où il fait profession le 10 septembre 1872. Dans sa signature du formulaire de profession, le mot Théophile est surmonté d'un gros pâté, précurseur de tant d'autres qui devaient authentifier ses lettres. Il émet ses vœux solennels le 11 septembre 1875, puis gravit les différents degrés de la cléricature : sous-diacre en 1876, diacre et sacristain en 1877, prêtre en 1879, il célèbre sa première messe à l'hospice. Il enseigne la philosophie (1880-1883) et la théologie (1880-1888), tout en assumant les charges de maître des novices (1884-1887) et de prieur (1887-1888).

<sup>25</sup> La montée à l'hospice des deux prélats valaisans, qui étaient octogénaires, est restée célèbre. Leur carrosse alla bien jusqu'à la Cantine-de-Proz malgré le temps menaçant. Là le temps se gâta tout à fait : la neige et la tourmente commencèrent à gêner sérieusement les voyageurs qui se demandèrent s'il n'était pas plus prudent de passer la nuit à la Cantine. Mais nos deux octogénaires décident de continuer l'ascension et entraînent leur suite. Glacés par la bise et la neige, affreusement cahotés dans leur voiture, plutôt portée par les domestiques de l'hospice que tirée par les chevaux dans la dernière montée, ils furent heureux d'atteindre la chaude atmosphère de l'hospice. (*Echos de Saint-Maurice*, avril-mai 1939).

à 1899, est due à son initiative. En 1911, il fit installer dans l'hospice la lumière électrique et le chauffage central ; autant d'améliorations qui transformèrent les conditions de vie à l'hospice.

Quand Mgr de Guébriand proposa au Saint-Bernard de collaborer avec ses pères des Missions étrangères au Yunnan, le prévôt s'enthousiasma de ce projet et n'eut pas de peine à le faire accepter par ses chanoines.

Au point de vue disciplinaire et religieux, il fut un gardien vigilant dont l'exemple parlait plus haut que les règlements. Toujours simple dans ses vêtements et son train de vie, il était assidu aux exercices communs. C'était avec édification que les jeunes religieux le voyaient, au lendemain d'une pénible ascension à l'hospice, partager dès le début du jour les exercices de la communauté.

Il fut un grand voyageur. Partout autour du Mont-Blanc, on connaissait le chapeau à cordon vert du prévôt du Saint-Bernard. Il se rendit plusieurs fois à Rome pour les visites *ad limina* et autres affaires. Le plus long voyage qu'il fit le conduisit en Angleterre l'année 1908 en compagnie du chanoine Jules Darbellay. Ses montées au Saint-Bernard en hiver, à raquettes ou à ski même à quatre-vingts ans et au-delà, sont de véritables records.

Il a surpassé, en durée, tous les prévôts connus, puisqu'il célébra le cinquantenaire de sa bénédiction abbatiale en août 1938, fête à laquelle participèrent entre autres les prélats voisins, des représentants de la famille de Menthon, parmi lesquels François de Menthon, et le pape Pie XI lui-même, en envoyant au jubilaire félicitations et bénédiction par l'entremise du cardinal Pacelli (qui devint Pie XII).

L'année suivante devait mettre fin à une prélature aussi remarquable par sa durée que par ses réalisations. Le prévôt Bourgeois mourut à Martigny le 22 mars d'une broncho-pneumonie qui ne dura que quelques jours. La sépulture eut lieu le 25. Victor Bieler, évêque de Sion, fit la levée du corps, célébra pontificalement la messe de *Requiem* et le conduisit au caveau des chanoines du Saint-Bernard dans le cimetière de Martigny. Théophile Bourgeois avait vécu sa devise : « La charité ne finit pas »<sup>26</sup>.

*François Nestor Adam, 1939-1952.*

Lorsqu'il fallut procéder à la nomination d'un nouveau prévôt, l'embaras ne fut pas petit. En un demi-siècle, le chapitre s'était déshabitué des formes de cette élection. Il ne restait en vie qu'un capitulant, Pierre Gard, de ceux qui avaient élu le prévôt Bourgeois. Entre temps, un nouveau

<sup>26</sup> Les armes du prévôt Bourgeois sont : coupé, d'azur à trois feuilles de verne d'or, et d'argent maçonné de sable et crénelé de deux pièces. Il les porta écartelées avec celles du Saint-Bernard et celles de ses grands-parents maternels Aubert, soit : parti de gueules au lion d'or couronné du même, et posé sur un mont à trois coupeaux de sinople, et d'or bretéssée de quatre pièces.

droit ecclésiastique avait été promulgué. Les chanoines conventuels se réunissent en chapitre le 29 mars pour établir le mode d'élection du prévôt. Les constitutions prescrivant de suivre le droit ecclésiastique, ils conviennent, avec raison, de procéder selon le droit actuel. Mais celui-ci prévoit un mode différent pour les différents supérieurs. Il faut donc déterminer sous quelle dénomination juridique est compris le prévôt. Après avoir beaucoup discuté et consulté, ils concluent qu'il est abbé de monastère *sui iuris* et convoquent le chapitre général à Martigny.

Le 18 avril, les capitulants se réunissent sous la présidence du prieur claustral Jean Besson, qui retrace le portrait du prévôt défunt et dit les qualités dont doit être pourvu celui qu'on va élire.

La pluralité des suffrages se réunit sur le chanoine François Nestor Adam, recteur de Ravoire<sup>27</sup>. Le 10 mai 1939, le pape confirme l'élu, qui reçoit la bénédiction abbatiale des mains de Victor Bieler, évêque de Sion, le 11 juin, dans l'église de Martigny. Le prieur claustral, délégué par l'évêque de Sion, procède à la mise en possession le 17 juin de la manière suivante. Tandis que vers les 10 heures, le prévôt, piolet en main, achève l'ascension du col encore enneigé, les religieux claustraux, en habits de chœur, se réunissent à l'entrée de l'hospice. Le prévôt arrive. Le prieur l'interroge :

— Venez-vous en pacifique ?

— Non seulement en pacifique, mais en porteur de paix et en pacificateur, s'il est nécessaire.

Le prieur lui remet les clefs de l'hospice et tous se dirigent vers l'église dont le prévôt reçoit aussi les clefs. Le cortège arrive au chœur, il fait halte, et le prieur interroge le prévôt :

— Avez-vous les lettres apostoliques ?

— Les voici, examinez-les.

Les claustraux y jettent un coup d'œil. Puis le prieur remet au prévôt le livre des constitutions et lui dit :

<sup>27</sup> Né à Etroubles en vallée d'Aoste, le 7 février 1903, N. Adam, après ses études classiques au collège d'Aoste, fréquenta durant deux ans la faculté de droit à Turin. Il prit l'habit au Saint-Bernard en 1920. Vers la fin du noviciat, malade et doutant de sa vocation, il rentra dans sa famille. L'appel de Dieu se fit entendre à nouveau et N. Adam recommença le noviciat. Il fit profession solennelle en 1926 et, après avoir achevé ses études théologiques à Innsbruck, il fut ordonné prêtre le 28 août 1927 par V. Bieler, évêque de Sion. Dès lors, il enseigna la philosophie et la théologie à ses confrères à peine plus jeunes que lui. En 1928, il ajouta à ces charges, celle de maître des novices jusqu'à ce qu'il fût nommé recteur de Ravoire en 1934. De là, le chapitre le fit passer sur le siège prévôtal ce qui fit dire à un plaisant de Martigny, tandis que l'on discutait des candidats à la prévôté : « Il faut d'Ravoire (il faudra voir). » Les armes du prévôt N. Adam rappellent celles des anciens seigneurs de Bosses, dont dépendait Etroubles, et celles du Valais (deux étoiles), sa patrie d'adoption depuis 1932, par sa réception comme bourgeois de Mex. Elles se lisent : emmanché en fasces, à cinq pointes, de gueules et d'argent, à deux étoiles de l'un dans l'autre. Sa devise est : *Ubi caritas, ibi Deus*.

— Révérendissime Père prévôt, promettez-vous d'observer ces constitutions et de les faire observer par vos religieux ?

— Je jure d'observer les constitutions autant qu'il sera possible.

Les chanoines prennent place aux stalles et le prévôt, conduit par le prieur, va se prosterner devant le saint sacrement, fait le tour de l'église, s'assied dans la stalle prévôtale, touche la chaire, entre au confessionnal et revient à l'autel. Il ôte le camail, revêt la chape et reçoit l'anneau, la mitre et la crosse. Il se rend au trône où les religieux lui baissent l'anneau et reçoivent l'accolade<sup>28</sup>

Dès les débuts de sa prévôté, Nestor Adam attire l'attention de ses religieux sur les obligations de la pauvreté et la récitation de l'office. Il obtient que, dans quelques églises paroissiales, les religieux récitent en commun l'office. Cette initiative dénote la tendance caractéristique de ce prévôt : renouveler l'esprit de l'ordre par la célébration la plus parfaite des offices divins.

Il eut à faire face à de difficiles problèmes matériels durant la Deuxième Guerre mondiale ; il transféra les études théologiques de l'Hospice à Ecône ; il créa le prieuré de Monfleuray auquel est attachée la direction de l'Ecole d'agriculture de la vallée d'Aoste et celui de Champittet avec son collège classique, en 1951.

Les brillantes qualités de ce prélat s'exercent aussi au-dehors de la congrégation. Elles lui conquièrent une grande popularité dans le diocèse de Sion et lui valent d'être choisi comme successeur de l'évêque Victor Bieler le 8 août 1952. Le nonce, Mgr Bernardini, lui confère la consécration épiscopale le 12 octobre suivant.

*Angelin-Maurice Lovey, 1952.*

Né à Orsières le 16 novembre 1911, étudiant au collège de Saint-Maurice, profès le 8 septembre 1932, il fit ses études philosophiques et théologiques à l'hospice du Grand-Saint-Bernard. Prêtre le 26 juin 1938, il partit pour la mission du Tibet dès l'automne suivant. Chassé de Chine par le régime communiste, il se rendit à Formose avec ses confrères missionnaires.

Elu prévôt le 15 octobre 1952, confirmé par le Saint-Siège le 17 novembre, il rentra en Europe au début de 1953. Il reçut la bénédiction abbatiale des mains de son prédécesseur le 1<sup>er</sup> février 1953 et prit possession de la prévôté le 5 du même mois.

Il créa le prieuré de Hsincheng à Formose, y construisit nombre d'églises ou chapelles. Il amplifia le collège de Champittet et y introduisit les sections commerciale et scientifique ; il accepta la desservance de la nouvelle

<sup>28</sup> La radio à l'affût de tout ce qui est susceptible d'intéresser ses auditeurs ne manque pas de leur transmettre un rite aussi expressif qu'il est antique.

paroisse de Saint-Martin de Corléans en ville d'Aoste, édifia le noviciat-séminaire de Martigny et y transféra les jeunes religieux ; il promulga les nouvelles constitutions et concourut à la création de la Confédération des chanoines réguliers de Saint-Augustin en 1959 ; il assista à toutes les sessions du concile Vatican II de 1962 à 1965.

Au sujet des prévôts de ces deux cents dernières années, il y a lieu de noter quelques traits communs. La liberté d'élection reconquise n'a pas supprimé, dès le début, toute difficulté dans le régime intérieur mais, avec le temps, elle a produit de bons effets : apaisement des esprits, accroissement du nombre des religieux et des ressources, transformation des conditions de vie à l'hospice, etc.

Les conditions de vie du prévôt n'ont guère changé. Cependant Martigny a été substitué à Aoste comme lieu de résidence et de sépulture ; le prévôt est devenu un prélat mitré et crossé, jouissant des pontificaux. Ce droit concédé au prévôt Thévenot ne comportait pas celui de conférer les ordres mineurs. Le prévôt Rausis obtient de Rome cette faculté en 1808 et ses successeurs la demandent à l'évêque de Sion au début de leur prélature. La nouvelle législation ecclésiastique accorde ce pouvoir à tout abbé régulier *de regimine*.

Comme autrefois, les prévôts ne peuvent exercer leur autorité avant la confirmation du pape. Durant la vacance, l'administration de la prévôté appartient au prieur et au chapitre claustraux. C'est ainsi que le 18 septembre 1803, le prieur claustral délègue Pierre-Joseph Rausis, prévôt élu, pour qu'il puisse procéder légitimement à des vêtures et professions. Le 31 août 1830, Benjamin Filliez, prévôt non encore confirmé, assiste au chapitre présidé par Jean-Baptiste Darbellay, prieur claustral.

Un trait commun aux prévôts de cette période est un attachement profond à la congrégation et une grande sollicitude envers l'hospice.

## Le chapitre

Il représente l'autorité suprême dans l'ordre. Notons les particularités de son fonctionnement dans la période moderne. Au début de cette période, la convocation du chapitre continue à se faire par lettre circulaire portée de maison en maison et signée par les religieux qui s'y trouvent. Actuellement chaque capitulant reçoit son mandat par poste. Le chapitre claustral intervient dans la convocation des chapitres extraordinaires. Le prévôt Thévenot ayant omis cette formalité, les claustraux s'en plaignirent au chapitre de 1762 qui fit droit à cette réclamation.

Conformément aux conditions, le chapitre annuel ordinaire se réunit vers la Saint-Augustin. De 1875 à 1889, il se tint à la fin juillet, en 1890



et 1891, de nouveau à la Saint-Augustin et dès 1892, le mercredi qui précède le dernier dimanche de juillet, date qui a prévalu et qui a été codifiée dans les décrets de 1906.

Il se réunit quelquefois à Martigny dans la rectorie du Saint-Bernard (prévôté), ce fut le cas en 1825 et 1826 à cause des réparations faites à l'hospice, mais ordinairement en ce lieu-ci, dans la salle capitulaire et, depuis 1910, dans la pièce qui présente le plus de commodité.

Par l'union de l'abbaye de Saint-Maurice au Saint-Bernard, le chapitre se trouve augmenté de l'abbé et des chanoines de l'abbaye de 1811 à 1814. Dans la convocation de 1812, Rausis s'intitule : « Humble prévôt de la congrégation des chanoines réguliers hospitaliers du Grand-Saint-Bernard, d'Agaune et du Simplon » et ce mandat porte, outre les signatures des chanoines du Saint-Bernard, celles d'Etienne, abbé d'Agaune, du curé de Vollège, du prieur de l'abbaye et du curé de Choëx.

Les religieux qui sont empêchés de participer au chapitre doivent désigner un confrère, comme procureur, pour agir en leur nom. Les constitutions ne déterminent pas le nombre de ces procurations. En 1799, le prévôt Luder en reçoit quatre, de sorte qu'il dispose de cinq voix. Le chapitre ne fait pas difficulté de l'admettre, mais déclare qu'à l'avenir aucun religieux ne pourra recevoir plus de deux délégations. Comme au chapitre de 1919 la valeur des suffrages par procuration est mise en doute, le prévôt produit une réponse de Rome suivant laquelle le nouveau droit n'est pas certainement imposé à la maison et rien n'est à changer dans la manière de procéder aux élections.

Lors de l'introduction des trois ans de profession simple, en 1857, le chapitre déclare que seuls les profès solennels sont membres du chapitre. Les décrets de 1906 précisent qu'il s'agit de profès solennels promus au sous-diaconat. En 1871 est posée la question de l'éligibilité des profès simples. Les capitulants, estimant ne pouvoir trancher cette question, le prévôt interroge la Congrégation des évêques et réguliers qui se prononce en faveur de l'éligibilité.

Un conflit de compétence se produit en 1925 entre le prévôt et le chapitre. Le chanoine Joseph Dallèves, curé de Vouvry depuis quelques années, est nommé procureur par le chapitre. Le prévôt s'y oppose en raison de son droit de pourvoir aux cures. Comme le chapitre s'obstine, il veut bien céder, tout en réservant ses droits.

Les officiers du chapitre sont déjà connus. Mentionnons l'heureuse trouvaille du chanoine Germain Francey, secrétaire du chapitre, qui, pour caractériser son office, dit qu'il consiste « à divulguer à la postérité les secrets du chapitre ». La fonction de promoteur du chapitre, déjà signalée, reparait l'année 1768, mais pour disparaître bientôt.

La tenue du chapitre est réglée par les décrets de 1906 qui ont codifié les idées de Boniface à ce sujet. Le prévôt envoie les tractanda aux capi-



tulants quinze jours avant le chapitre. Pour le jour fixé, la salle du chapitre et l'église doivent être munies de tout le nécessaire. A l'heure indiquée par le prévôt, les capitulants se rendent à l'église pour la messe du Saint-Esprit, puis se réunissent dans la salle du chapitre.

Les délégations sont lues et les absences notées. A chaque chapitre général est élu le secrétaire du chapitre ; puis les autres officiers, le prieur de l'hospice du Saint-Bernard, celui du Simplon et le procureur à la majorité absolue, les autres officiers à la majorité relative. Les offices sont triennaux.

Avant ou après ces élections se fait l'acceptation des postulants. Ensuite sont traitées les questions relatives à l'observance religieuse et l'administration temporelle.

Le second jour du chapitre, il y a office et messe chantés pour les confrères défunts. Les délibérations finies, le secrétaire lit l'instrument du chapitre et les capitulants le signent, ils se rendent à l'église pour le chant du *Te Deum* et des suffrages des saints Augustin, Nicolas et Bernard devant le reliquaire buste de saint Bernard. Ensuite, l'officiant monte à l'autel, prend dans ses mains le reliquaire, que tous les chanoines baissent en signe de vénération, et bénit l'assistance avec la relique. La bénédiction du fondateur met fin à la grande réunion familiale.

Récemment le chapitre a été réduit à onze membres dans les circonstances suivantes. Le prévôt, se trouvant à Rome en automne 1948, fit visite à la Congrégation des religieux qui lui rappela l'obligation d'adapter les constitutions au nouveau droit. Décidé d'aller de l'avant, il obtint un rescrit aux termes duquel le chapitre devrait être réduit à quelques membres qui travailleraient à la mise à jour des constitutions et assumeraient les charges du chapitre général jusqu'à l'approbation des constitutions. De retour, il réunit ses confrères à Martigny et leur donna connaissance du rescrit. Après quelques explications, sur la proposition du prévôt, les capitulants acceptent de déléguer leurs pouvoirs et procèdent à la nomination de neuf représentants qui, avec le prévôt et le procureur, membres de droit, constituent le chapitre réduit de onze membres.

## Le couvent

### *Chapitre claustral*

Durant le procès de séparation comme toute l'administration s'exerce par le prieur et le chapitre claustraux, tous les chanoines veulent faire partie de ce chapitre. Sous la pression de ses confrères, le prieur claustral y admet même les bénéficiers en 1745, de sorte que, dès lors, le chapitre claustral équivaut en fait au chapitre général. Quand le procès est fini et

que le chapitre général reprend son activité, le chapitre claustral est ramené à ses justes proportions par étapes. Depuis 1756, les bénéficiers en sont exclus. L'année suivante, à l'occasion d'un recours du prieur Jérôme Darbellay, le nonce déclare que seuls les claustraux résidents en font partie. Malgré l'opposition de Bodmer<sup>29</sup>, le chapitre conventuel ne comprend plus dès lors que le prévôt et les claustraux<sup>30</sup>.

Parallèlement à l'évolution de la composition de ce chapitre, se produit l'évolution de ses compétences. Chargé de toute l'administration durant la vacance de la prévôté, à partir de 1757, il n'a plus à se prononcer que sur l'acceptation des novices à continuer leur probation ou à faire profession. Il conserve encore durant quelques années le droit de présenter trois candidats aux bénéfices vacants. Ce droit lui a été concédé par le chapitre de 1753 sous l'influence de Michellod qui avait éprouvé personnellement les inconvénients du droit exclusif du prévôt à nommer aux bénéfices. Les nominations des chanoines Nicolas Sarrasin, comme curé d'Orsières en 1753, et d'André Droz, comme assistant à Vouvry, en septembre 1757, sont conformes à cette décision. Depuis cette date, il n'est plus question de ce mode de pourvoir aux cures.

Durant les démêlés de la séparation, le chapitre claustral emploie parfois un sceau où les armes de la maison sont réduites à une seule colonne ; d'ordinaire, il use d'un sceau de petit format représentant saint Bernard. Cependant dans la convocation du chapitre pour l'élection du prévôt en 1939, le sceau représente deux colonnes et les lettres S. B.

Le secrétaire, qui est le même pour les deux chapitres, soit conventuel et général, use d'un sceau qui représente les armes de la maison avec la légende : « Le secrétaire du chapitre du Saint-Bernard ».

Au temps du prévôt Luder, le chapitre quotidien, réintroduit par Boniface, se tenait encore. La biographie de Luder dit qu'étant prieur, il y édifiait fréquemment les religieux par ses exhortations<sup>31</sup>. De mémoire d'homme, ce chapitre ne se tient plus<sup>32</sup>.

### Officiers

Après le chapitre claustral, il convient de parler des officiers qui constituent l'organisation interne de la communauté vivant à l'hospice.

Comme le *prieur claustral* est le premier dignitaire après le prévôt, son élection fait l'objet de toute l'attention des capitulants et suscite parfois des incidents. En 1816, le priorat de l'hospice étant vacant, le prévôt

<sup>29</sup> AGSB, *Chapitres conventuels et liasse des constitutions*.

<sup>30</sup> *Constitutions*, pp. (7) et (8), V.

<sup>31</sup> E.-P. Duc, p. 264.

<sup>32</sup> AGSB, *Chapitres*.

Genoud désigne, de son propre chef, semble-t-il, un prieur claustral. Comme les religieux manifestent du mécontentement, il convoque le chapitre conventuel à Martigny le 25 octobre 1816. Benjamin Filliez est élu prieur. Ce procédé paraît illégitime à plusieurs religieux et le prieur élu ne monte au Saint-Bernard qu'après avoir obtenu du prévôt un ordre écrit et la promesse de soumettre la question au nonce. Cette affaire continue à causer du mécontentement. Le prévôt juge prudent de convoquer à Martigny, le 10 décembre, un chapitre extraordinaire qui, du reste, confirme l'élection faite jusqu'au prochain chapitre annuel. Mais l'année suivante, le chapitre, pour mieux affirmer ses droits, élit un nouveau prieur claustral en la personne de François Biselx. En 1874, nouvel incident. Le 1<sup>er</sup> mars, le prévôt Deléglise écrit aux claustraux qu'il nomme George Roh, prieur claustral, à la cure de Vouvry et qu'ils ont à choisir un autre prieur. Ceux-ci s'indignent de ce mode d'agir contraire aux constitutions, qui défendent de déplacer le prieur sans leur consentement. Ils procèdent cependant à l'élection demandée, mais en faisant insérer dans le protocole une protestation contre le procédé.

Le *cellérier*, qui porte maintenant le nom de procureur, ne réside pas au Saint-Bernard. Il n'en est pas moins un officier de l'hospice. Depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, cet officier tend à cumuler l'administration de l'hospice et des biens de l'ordre, en d'autres termes, le rôle de cellérier est celui des procureurs, que le chapitre désignait autrefois pour l'administration générale. Cette confusion a plusieurs causes : le fait que depuis des siècles le cellérier ne réside plus à l'hospice a conduit peu à peu à l'oubli de son caractère d'officier claustral ; le long cumul par les prévôts valdotains des charges de cellérier et d'administrateur général a identifié insensiblement ces deux activités et enfin les décrets du chapitre de 1718 qui, considérant l'hospice et les maisons dépendantes comme un seul monastère, ne leur reconnaît qu'un même administrateur<sup>33</sup>. Cet office prenant de l'importance, il faut porter plus d'attention au choix du titulaire. De là la décision du chapitre de 1877 de ne l'élire qu'à la majorité absolue.

*Le maître des novices.* — Mentionnons à titre de curiosité que le maître des novices élu en 1760 n'était que sous-diacre : c'était Jean-Joseph Ballet.

Le maître des novices s'étant plaint au chapitre de 1906 que la formation des frères lais était rendue ardue du fait que plusieurs officiers avaient autorité sur eux, le chapitre décida sagement que les frères confiés aux soins du maître des novices ne pouvaient être chargés d'aucun travail sans son autorisation.

<sup>33</sup> Le premier procureur nommé après la séparation fut Pierre Maurice Guisoland, frère de l'évêque de Fribourg du même nom.

La fonction du père-maître est partout la même. Cependant il y a lieu de noter, actuellement, dans la formation des jeunes religieux du Saint-Bernard, une tendance bien marquée vers une vie pleinement liturgique et une spiritualité qui s'en inspire.

L'infirmier soigne les religieux et les passants malades. Il tient, toujours prête, une boîte de médicaments pour les cas urgents et les accidents de montagne<sup>34</sup>. Il a parfois fort à faire. Ce fut le cas durant la grippe espagnole en 1918. Le prieur claustral, qui était alors Fabien Melly, décrit dans ses notes les journées lugubres vécues alors par la communauté. Cette épidémie a sévi fortement à l'hospice. Un religieux, Octave Claret, en mourut le 24 juillet. Pendant quelques jours, tous les religieux sont atteints, sauf trois, qui durent faire des prodiges pour tenir le train de la maison : soin des malades, réception des voyageurs, office de chœur, service postal, etc. Le prieur a dû, plusieurs jours, remplir l'office des novices : réveil, lecture du martyrologe, etc. Cette situation alarmante provoque ses larmes, tandis qu'il ouvre l'église un matin, et lui met sur les lèvres cette ardente prière du psaume 45 : « Dieu, notre refuge et notre force, soyez notre aide dans les tribulations qui nous accablent à l'excès ». Des messes furent célébrées à l'autel de Saint-Bernard afin qu'il n'y eût pas d'autres décès. Il n'y en eut pas. La communauté se remit peu à peu de cette rude secousse.

Lorsque le cas le nécessite, l'infirmier fait descendre le malade en plaine. La maison de Martigny, d'abord aménagée comme infirmerie, continue à remplir cet office malgré que le prévôt en fasse sa résidence. Mais on voit, par une décision du chapitre de 1775, que les religieux de l'hospice y sont soignés aux frais de l'hospice. Dans la suite, de nouveaux locaux pour l'infirmerie s'étant révélés nécessaires, le chapitre de 1826 décide de les aménager dans la même maison. Il semble que cette décision ne reçut son exécution qu'après 1831, année où est décidée la construction de la chapelle.

L'office d'aumônier n'eut pas toujours son titulaire. Le clavendier en était régulièrement chargé depuis 1728, aidé d'un frère lai ou d'un oblat que l'on appelait « buffetier » et qui avait à s'occuper du commun des passants. Le chapitre de 1775 nomma cependant un chanoine à la fonction d'aumônier et cela se continua durant quelque temps. Puis on revint à l'ancienne manière de faire et il faut attendre jusqu'en 1858 pour retrouver un chanoine titulaire de cette fonction. Dès lors, la distinction des deux offices s'est généralement maintenue<sup>35</sup>.

<sup>34</sup> Un pharmacien de Strasbourg, de passage à l'hospice, avait constaté que la pharmacie manquait de beaucoup de médicaments utiles et que l'infirmier n'était pas familiarisé avec ceux qu'il avait. De retour chez lui, il eut la délicatesse d'adresser à l'hospice en novembre 1889 des caisses de médicaments.

<sup>35</sup> L'usage était que l'aumônier et le clavendier se remplaçaient d'office. Interrompu durant quelques années, cet usage fut repris en 1934. Le prieur claustral y fit opposition. L'aumônier porta l'affaire devant le chapitre de 1939 qui déclara ne pas conster de la

La tâche de l'aumônier est rude durant la bonne saison. Au temps du prieur Jules Frossard (1888-1889), l'aumônier se levait en même temps que la communauté, bien qu'il fût souvent appelé par la cloche durant la nuit ; lui ou le clavendier devait prendre part à l'office ; il fait visiter l'église, la bibliothèque, même la morgue et, souvent, s'occupe de la vente d'objets souvenirs sans préjudice de sa principale fonction, qui est de fournir à tous les voyageurs la nourriture et le logement <sup>36</sup>.

*Le clavendier* <sup>37</sup>. — L'aumônier, même chanoine, fut longtemps considéré comme subordonné au clavendier. Cette conception apparaît à plusieurs occasions dans les chapitres qui, à la demande du clavendier trop chargé, lui donnent un aide en nommant un aumônier. Ce n'est qu'en 1893 qu'on en vient à une conception plus constitutionnelle de ces deux charges : le chapitre, convaincu que le clavendier ne peut suffire aux charges qui lui incombent, décide, selon les constitutions, de remettre au seul aumônier le soin de recevoir les passants et au seul clavendier la distribution des provisions faites par le procureur.

Il convient de noter que l'office de clavendier reste fort chargé. Cet officier s'occupe de l'entretien courant de la maison, de son éclairage, de la conservation des provisions et de leur distribution, du bétail, des chiens, et de toutes les menues tractations qui se font à l'hospice. Ajoutons que durant les années 1950-1960 la charge du clavendier est alourdie du fait qu'il doit s'ingénier à procurer à l'hospice les ressources nécessaires pour vivre, l'administration centrale n'y suffisant pas.

### *Occupations des claustraux*

Nous ne revenons pas ici sur les occupations journalières des claustraux, soit parce qu'elles ne sont pas très différentes de celles que nous avons décrites dans les périodes précédentes, soit parce que nous aurons encore l'occasion d'en parler à propos de la vie liturgique, des études, etc. Nous nous bornerons à exposer l'évolution de leurs obligations en matière d'offices fondés et de leurs délassements.

*Offices fondés.* — Il convient de mentionner d'abord une curieuse coutume qui remonte à l'année 1779. A cette date, le plancher du réfectoire des claustraux est refait. Les religieux conventuels dressent un procès-verbal de ce petit événement et le signent tous. Quand en 1820, on procède à une

légitimité de cet usage. Dès lors, ces deux offices sont plus nettement distingués que par le passé.

<sup>36</sup> F. Melly, *Notes manuscrites*.

<sup>37</sup> Le clavendier Jean-François Cart, un jour de neige abondante durant l'hiver 1845, sortit avec des domestiques pour planter les piquets qui marquent la piste à suivre. Malgré son expérience de la montagne, il fut pris dans une grosse avalanche et mourut avec ses compagnons sous les Jardins du Valais. (AGSB), *Chapitres*.

nouvelle réfection de ce plancher, une messe est chantée pour les claustraux défunts figurant sur le verbal de 1779. A leur tour les claustraux de 1820 firent une relation signée de la réfection du plancher afin d'être mis au bénéfice de la même faveur que leurs devanciers. Les mêmes faits se produisent en 1845, 1900 et 1906. Ce dernier procès-verbal ne fait pas mention de célébration de messe, probablement parce qu'aucun claustral n'est mort entre temps.

Parmi les fondateurs d'offices, notons le vicaire général d'Aoste et prieur de Saint-Ours, Louis-Chrétien-Jean-Adam Linty, et son frère Jean-Sébastien, qui donnent cent louis d'or le 11 février 1817 pour la célébration annuelle de douze messes<sup>38</sup>.

Le chapitre de 1822 accepte la charge de célébrer quatre messes annuelles durant vingt ans aux intentions du marquis de Rivière. Celui de 1829 reçoit un legs de mille cent vingt-cinq francs et quelques meubles de feu Jean-Pierre Putallaz pour cinq messes annuelles à perpétuité<sup>39</sup>.

Charles Tancredi, marquis de Falletti de Barol, lègue au Saint-Bernard, le 19 mai 1838, une rente perpétuelle de trois cents livres de Piémont pour une messe à perpétuité le jour anniversaire de sa mort, qui survient le 4 septembre 1838. Son épouse, Juliette, née Colbert de Monteuviér, se rachète de cette rente en versant, le 14 décembre 1842, la somme capitale de six mille livres qui sont affectées à l'achat de l'alpage de Menouve.

Un ancien serviteur de Napoléon, décédé à Vionnaz en 1850, lègue au Saint-Bernard, pour rétribution de messes, son argenterie évaluée à une dizaine de louis<sup>40</sup>. Une certaine dame Genoud, née Beigel, de Bulle, fonde, en 1881, une messe quotidienne et perpétuelle à dire après sa mort<sup>41</sup>.

En 1902, autre messe fondée en vertu d'un legs de cent livres fait par Aloys Gusberti de Vigevano. Mais en 1918, le chapitre refuse une demande de fonder plusieurs messes perpétuelles à l'hospice.

L'hospice restait fidèle à acquitter les offices fondés par les comtes de Savoie bien que le Valais se montrât très négligent à en payer les honoraires. En 1809, il y avait un arriéré de vingt ans. Le prévôt Rausis réclama contre cette négligence et demanda trois écus par an pour cette fon-

<sup>38</sup> L. Linty était un ami du Saint-Bernard. Il lui fit don, en 1788, d'une vie de saint Bernard publiée cette année-là par R. Albert Doglio. (Ce volume est à l'hospice du Simplon). L'année 1799, le roi de Sardaigne ayant obtenu du pape un subside à prélever sur les bénéfices ecclésiastiques, le prieuré de Saint-Ours, pour y faire face, dut vendre ses plus beaux ornements au Saint-Bernard. Les chanoines de Saint-Ours en étaient fort peints. Mais voilà qu'un matin de fête, ils retrouvent leurs beaux ornements en drap d'or. C'était une délicatesse de leur prieur Linty, qui les avait rachetés de ses deniers. Linty mourut à Aoste en 1818 ; son portrait est conservé à l'hospice.

<sup>39</sup> Pour garantir cette fondation, le chapitre décida qu'elle grèverait, à l'instar d'une servitude réelle, le pré dit Vorzier (Martigny), que le Saint-Bernard possédait depuis longtemps.

<sup>40</sup> AGSB.

<sup>41</sup> AGSB, *Chapitres*.



dation<sup>42</sup>. Le gouvernement radical cessa le paiement de cet honoraire. Après sa chute, en 1859, le chapitre envoya une délégation à l'Etat du Valais pour lui faire remarquer que ces honoraires, fidèlement payés par les divers gouvernements qui s'étaient succédé en Valais, ne l'étaient plus depuis quelques années. Nous ignorons la suite donnée à cette demande.

Restait à régler la question des messes fondées sur les biens spoliés par les radicaux. Le prévôt Filliez en écrivit au nonce qui lui demanda, le 28 juillet 1860, si les biens aliénés par l'Etat étaient grevés de charges pies. Le prévôt lui répondit le 3 septembre que presque toutes les messes fondées, dont il lui transmet la liste, ont été fondées en un temps où le Saint-Bernard ne possédait point de biens-fonds si ce n'est en Suisse, de sorte qu'une partie, si ce n'est la totalité des biens du Valais dont le Saint-Bernard a été dépouillé, était grevée d'obligations pies. Puis il énumère les offices fondés, alors célébrés à l'hospice : un grand office à chaque Quatre-Temps, cinq petits offices, vingt-neuf messes basses.

Il ajoute qu'une convention entre le clergé et l'Etat prévoit une indemnité en faveur du clergé spolié, mais que rien n'a encore été fait.

Y eut-il alors réduction de messes, comme après la séparation ? Il ne semble pas, puisque le tableau des messes fondées actuellement affiché à la sacristie de l'hospice est sensiblement le même que celui que dressait le prévôt Filliez.

*Délassements.* — Nous dirons un mot des récréations auxquelles se livrent les religieux de l'hospice pour se délasser de leurs labeurs dans ce rude milieu.

Très sagement l'observance régulière prévoit d'honnêtes récréations. Par ordonnance du prévôt Luder en 1780, les religieux claustraux furent autorisés à prendre, en printemps et en automne, quinze jours de vacances hors de l'hospice. L'année suivante, le même prévôt précisa que les jours d'aller et de retour étaient compris dans les quinze jours, que les « récréants » ne devaient pas aller dans d'autres paroisses que celles de la maison sans permission et qu'ils recevraient à chaque récréation vingt batz pour leurs dépenses<sup>43</sup>. Ce montant sera porté en 1912 à vingt francs pour les prêtres, seize pour les profès solennels et douze pour les profès simples<sup>44</sup>.

Durant le temps que le prévôt Filliez demeura à Moncenis, de 1857 à 1865, les religieux claustraux, au retour de leurs vacances d'automne, prirent l'habitude de lui faire visite avant l'ouverture des cours. Après la mort de ce prévôt, cette habitude se mua en vacances hivernales d'une

<sup>42</sup> AV, 104 SB, 128.

<sup>43</sup> *Registre des chapitres conventuels*, AGSB.

<sup>44</sup> Les religieux prêtres ont à leur usage les économies qu'ils ont réalisées. Pour que cet argent ne constitue pas un pécule proprement dit, il suffit que le prévôt, comme il l'a déclaré au chapitre de 1939, soit tenu au courant de la valeur de ces économies.



semaine à Moncenis ou dans une autre maison de l'ordre. Cette coutume fut sanctionnée par les décrets de 1906<sup>45</sup>.

Outre ces vacances passées hors de l'hospice, les religieux ne sont pas dépourvus de délassements durant les longs mois qu'ils passent à l'hospice. Les plus aventureux aiment à s'adonner à la chasse. Ce qui surprend davantage, c'est qu'en une région si élevée ils puissent encore se livrer à la pêche de vraies et belles truites<sup>46</sup>.

Les excursions d'hiver et d'été, à pied ou à ski, sur les sommets ou les cols environnants, procurent chaque semaine aux religieux une saine détente en même temps qu'elles les aguerrissent à la vie de la montagne. A l'intérieur, ils ont, outre les jeux connus de tous, le jeu de boules, sorte de billard qui se joue avec des disques de bois sur une longue table. Une canne terminée en croissant sert à lancer les boules. C'est à qui lancera les boules le plus loin sans sortir de la table. Ces divertissements pris en communauté, outre qu'ils reposent, contribuent à maintenir un véritable esprit de famille et la charité fraternelle qui est pour tout religieux la règle des règles.

### *Milieu*

*Eglise.* — Les murs du chœur de l'église (non la voûte) et la nef ont été repeints durant les années 1904 et 1905 par Joseph Morand de Martigny. La peinture de la nef fut refaite vers 1930 par un décorateur italien, Castelli.

Le remuant Napoléon provoqua des changements jusque dans cette église. Pour marquer sa reconnaissance au général Louis-Charles-Antoine Desaix, de Voigoux (Puy-de-Dôme), le vainqueur de Marengo, il avait décidé de lui donner les Alpes pour tombeau et les chanoines du Saint-Bernard comme gardiens. En 1806, le sculpteur Jean-Guillaume Moitte exécutait un monument remarquable dont la scène centrale représente Desaix tombant de cheval dans les bras de son écuyer. Ce monument, transporté à l'hospice au prix de mille difficultés, fut mis dans l'église à la place de l'autel de la Sainte-Croix et de Saint-Michel, qui fut supprimé. La dépouille du général Desaix, apportée de Milan à l'hospice, y reçut sa sépulture en 1806 dans un cercueil de plomb où l'on mit son épée, une inscription sur cuivre et quelques médailles<sup>47</sup>. Lors du centenaire de la mort

<sup>45</sup> F. Melly, *Notes manuscrites*.

<sup>46</sup> L'Etat du Valais ayant aleviné les lacs de Ferret, M. Lonfat, hôtelier, et M. Besson, prieur, obtiennent, en été 1937, la concession d'y pêcher à la condition d'aleviner à nouveau les lacs. Dès lors les religieux se livrent de temps en temps à ce délassement. Quand les lacs sont gelés, ils pratiquent des trous dans la glace et, au risque de se geler les pieds, réussissent à sortir encore nombre de truites pesant jusqu'à une livre. Ce paisible sport a pris fin maintenant, les lacs ayant été remis à d'autres concessionnaires.

<sup>47</sup> A l'occasion du transfert du corps de Desaix, en 1805, le maréchal Berthier, les généraux Menou et Bertholan, vingt officiers et deux cents soldats furent présents et organisèrent, le 19 juin, des démonstrations militaires.

de Desaix en 1900, le conseiller général Lecoq et le docteur Grasset, délégués du Puy-de-Dôme, déposèrent une palme d'argent sur ce monument, au-dessus du buste de Desaix. Ce mausolée ne se trouvait plus alors à sa place primitive. Il l'avait cédée à un plus grand personnage.

En 1828, le pape Léon XII fit don à l'hospice des reliques d'une martyre, sainte Faustine, tirées des catacombes. Les chanoines décidèrent de lui dédier un autel. Pour lui faire place, en 1829, ils transférèrent au fond de l'église le mausolée de Desaix et érigèrent à sa place l'autel de sainte Faustine, qui fut consacré par le nonce de Lucerne, de Angelis.

André Jourdain, évêque d'Aoste, reconsacre le maître-autel en 1836 ; un de ses successeurs Jean-Vincent Tasso consacre en 1909 les autels de Saint-Bernard et de Saint-Augustin transformés.

La partie des stalles qui domine les crédences est l'œuvre du frère Auguste-Nicolas Joris, d'Orsières, qui fut religieux du Saint-Bernard de 1817 à 1843.

Durant cette période l'église s'enrichit de nombreux objets dont voici les plus notables : en 1933, une monstrance en argent, faite par Feuillat, orfèvre de Genève ; elle contient des reliques de la vraie croix ; un ornement complet rouge pour office pontifical, acheté par le prieur de Lens, Théodore Genoud, en 1858 pour dix mille francs ; un calice offert en 1889 par la reine Marguerite d'Italie, à ses armes, en reconnaissance de l'hospitalité reçue en 1888, et une nouvelle cloche dédiée à saint Bernard, fondue à Valduggia et datée de 1928.

Dans sa structure générale, l'église n'a pas subi de changement. Elle porte allègrement ses trois siècles.

*Les bâtiments.* — Les prévôts valdotains, à l'exception de Norat, avaient peu fait pour aménager ou agrandir l'hospice. Durant les luttes de la séparation, rien ne se fit. Après la séparation, un incendie, qui éclata à midi le 30 mars 1775, faillit consumer tout l'hospice. Le feu prit dans la cheminée de la cuisine encrassée de suie. Des religieux présents s'en aperçurent sans s'en alarmer. Subitement, un coup de vent refoula les flammes qui envahirent toute la cuisine. Tout le monde fut alerté. On essaya de combattre avec de l'eau et de la neige. Mais les flammes et d'épaisses fumées empêchent bientôt toute approche. Chacun doit penser à sa vie. Les chanoines désespérés se rendent à l'église pour mettre le trésor en sûreté. Subitement le vent tombe comme par miracle et l'incendie cesse après trois heures d'angoisse. Par sa violence, il avait fondu la vaisselle d'étain se trouvant en cuisine, mais n'avait pas fait de dégâts aux autres locaux de la maison.

Le prévôt Luder, observateur attentif des constitutions, aménage aux claustraux un logement plus spacieux. Jusqu'alors, tout le premier étage constituait le dortoir des religieux, mais sans clôture. Avec le consentement du chapitre du 20 août 1778, il transforme en dortoir un grenier situé sur

la salle capitulaire ; il utilise, pour en faire la bibliothèque et la chambre du prévôt, une partie de la salle capitulaire qui reste assez grande pour les chapitres.

Le cloître est fermé au moyen d'une grille datée de 1782 et son accès formellement interdit aux femmes. Hors du cloître, est aménagée une petite salle à cheminée pour les étrangers (chambre de Napoléon).

Ce prévôt fait encore édifier à la Faverge un nouvel édifice que l'on appelle Saint-Louis, en souvenir de l'aide que les rois de France donnent à cette construction. Cet édifice est achevé en 1786. Sur son emplacement existait auparavant une étable pour les moutons (faverge) munie de fortes murailles destinées à protéger l'hospice contre les avalanches.

L'hospice a été marqué aussi par le prestige de Napoléon. Par ordre de la Diète du Valais, une plaque commémorative à la gloire de l'empereur fut fixée en 1804 contre le mur nord du vestibule. Napoléon venait de détacher le Valais de la Suisse pour l'ériger en République indépendante, puis le réduire à sa disposition. Le Valais crut devoir perpétuer la mémoire de cette promotion (qu'il avait tâché d'empêcher de toutes ses forces) dans cette inscription : « A Napoléon I<sup>er</sup> empereur des Français, toujours auguste, à l'excellent restaurateur de la République du Valais, au vainqueur d'Egypte et d'Italie, à l'invincible, souvenir éternel sur le Mont-Joux et le Simplon. La République du Valais reconnaissante. 2 décembre 1804. »

Malgré les constructions et les aménagements réalisés par le prévôt Luder, l'hospice ne suffisait plus à héberger le flot toujours croissant des passants. Entre les années 1821 et 1827, on l'exhausse d'un étage et on refait la façade ouest qui menaçait ruine<sup>48</sup>. Ces gros travaux coûtent septante-deux mille francs. Soixante ans après, les bâtiments sont déjà trop étroits. Le chapitre de 1886 décide de construire un édifice important en face de l'hospice et ouvre une souscription en vue d'en couvrir les frais. Cette bâtisse commencée en 1894 s'achève en 1899 : c'est la Maison-Neuve qui compte quatre étages, édifice grandiose pour le milieu. Cette maison est reliée à l'hospice, durant l'été 1900, par une galerie qui nécessita, dans le vestibule de l'hospice, le déplacement de l'inscription napoléonienne et d'un vitrail qui la surmontait. Le vitrail a trouvé place dans l'église au-dessus de l'autel de Saint-Bernard.

Le chauffage de l'hospice durant les longs hivers est un problème de première importance. Il a été résolu d'abord par les fourneaux de pierre alimentés au bois. Puis, déjà en 1822, une sorte de chauffage central est installé dans une douzaine de pièces à l'étage situé au-dessus de la cuisine. Il utilise l'air chaud qui provient du foyer de la cuisine et qui est conduit

<sup>48</sup> Cette façade était formée de deux pans de mur faisant saillie sur le lac, disposition qui avait l'avantage de n'offrir que des surfaces fuyantes aux redoutables vents d'ouest.

par des tuyaux de fonte jusque dans les chambres. Dans ces locaux, la température se maintient vers dix degrés durant l'hiver 1822-1823, à la grande joie des religieux. L'installateur, Mellerio, et de généreux souscripteurs des différentes capitales de l'Europe avaient réalisé cette heureuse innovation <sup>48bis</sup>.

Trois ans plus tard, on songeait à utiliser, pour le chauffage de l'hospice, des gisements d'anthracite découverts sur le col Fenêtre de Ferret ; tandis que le monde savant en était encore aux expériences pour utiliser ce « charbon incombustible ». Ce n'est qu'en 1840 que la maison demande à l'Etat du Valais la concession de la mine de Fenêtre et il faut attendre jusqu'en 1854 pour que le chauffage, avec des poêles-anthracite, donne des résultats satisfaisants. Ce système dura jusque vers 1911, année où le chauffage central à vapeur élimina définitivement les installations antérieures. Après un demi-siècle, il fonctionnait encore à la satisfaction des religieux.

Sous le prévôt Théophile Bourgeois, il se fait de nombreux aménagements encore : nouvelles salles à manger, dortoirs, chambres à coucher, four à pain, chauffage à vapeur et éclairage électrique en 1911. Si l'on ajoute à tout cela l'installation du téléphone de l'hospice aux divers refuges, il faut reconnaître que Théophile Bourgeois a trouvé un hospice moyenâgeux et qu'il en a fait un établissement confortable, doté de toutes les inventions modernes utiles à la continuation de l'hospitalité.

Depuis lors, il ne s'est pas fait de changement important dans les bâtiments de l'hospice. Quant à l'ameublement, il serait excessif d'énumérer les objets envoyés à l'hospice par des hôtes reconnaissants. De nombreux passagers de marque ont laissé leur portrait. Signalons un joli geste du roi d'Angleterre, Edouard VII : en novembre 1904, il fait parvenir à l'hospice un piano destiné à remplacer celui qu'il avait donné en 1858 étant prince de Galles.

Dans les alentours de l'hospice, sauf Saint-Louis et la morgue, il n'y avait point de construction jusqu'en 1800. Vers 1795, la bourgeoisie de Bourg-Saint-Pierre édifia la souste au levant de l'hospice. L'année 1905 vit surgir, au milieu du Plan-de-Jupiter, la statue de saint Bernard, bénie le 13 juillet avec un grand concours de fidèles. Le socle est décoré d'une inscription rappelant que Pie XI, en 1923, a donné saint Bernard comme protecteur aux habitants des Alpes et aux alpinistes <sup>49</sup>.

Durant la guerre de 1914 à 1918, le refuge des Tronchets fut construit au fond de la Grand-Combe et doté du téléphone.

Le prévôt Bourgeois bénit ce refuge le 24 juillet 1917. Le chapitre décide, le 27 juillet 1920, de construire un refuge semblable à l'Hospitalet,

<sup>48bis</sup> (Cf. Bibliothèque universelle, octobre 1822, Notice sur les réparations exécutées cette année à l'hospice du Saint-Bernard et sur le produit de la souscription ouverte pour cet objet).

près de l'ancien refuge, ce qui fut fait. Entre les années 1925 et 1947, s'élèvent les deux bâtiments des douanes suisses et, sur l'Italie, au Plan-de-Jupiter, le poste des carabiniers italiens, l'hôtel de M. Brunod et une grande caserne qui est restée en panne avec le régime faciste. La vieille souste de Bourg-Saint-Pierre s'est agrandie et fardée pour attirer les touristes. Toutes ces constructions disparates s'accordent mal avec l'austérité des lieux.

## Les novices et profès

*Noviciat.* — Les conditions exigées des postulants à l'habit étaient d'abord peu nombreuses : il suffisait qu'ils fussent de bonnes mœurs et qu'ils connussent le latin ; on souhaitait cependant des connaissances plus poussées. Vu son ignorance du latin, le père de sainte Thérèse de l'Enfant Jésus ne fut pas accepté au noviciat. Joseph-Nicolas Hubert, d'Orsières, ayant sollicité l'habit du Saint-Bernard après sa première rhétorique, le chapitre l'encouragea à faire encore la deuxième à ses frais, lui promettant en retour l'exemption de la pension du noviciat.

Durant une vingtaine d'années, de 1763 à 1785, une autre condition fut introduite dans les circonstances suivantes : le prévôt Thévenot, excédé de l'opposition que lui faisaient les Lidderains (nombreux alors dans la congrégation) guidés par Jérôme Darbellay, obtint que le nonce fît défense de recevoir plus de trois religieux du même village. Cette défense communiquée au chapitre de 1763 fit sensation. Le chapitre de 1769 décida d'en demander la levée au nonce et, sous réserve d'une réponse affirmative, reçut deux Lidderains à l'habit. Le chapitre n'obtint pas satisfaction. Il renouvela sa demande au nonce en 1785, et cette fois avec succès, car, en 1787, un Lidderain, Laurent Ballet, fit profession.

L'acceptation au noviciat est faite par le chapitre annuel ; parfois entre les années 1745 et 1798, la consultation des capitulants se fait par lettre circulaire.

L'ancien droit exigeant une année intégrale de noviciat, le jour et l'heure de la prise d'habit étaient soigneusement notés au protocole et la profession se faisait le jour où s'achevait le noviciat, mais à une heure plus tardive que celle où il avait commencé. Le nouveau droit entré en vigueur

<sup>49</sup> Inscription gravée sur la statue de Saint-Bernard élevée au milieu du Plan-de-Jupiter :

PIUS XI PONT. MAX.  
STUDIOSUS OLIM LUSTRATOR ALPIUM  
ANNO MDCCCCXXIII  
EARUNDEM INCOLIS ADVENISQUE  
ME PATRONUM DEDIT.  
VOS QUI SECURI ME PRAESTITE SCANDITIS ALPES  
COELESTEM MECUM PERGITE ADUSQUE DOMUM.

en 1918 exigea simplement que la profession soit faite après le jour qui clôture le noviciat.

Vers le milieu de l'année, le chapitre conventuel décide de la continuation du noviciat. En 1853, ce chapitre eut une saute d'humeur à l'adresse du prévôt. Celui-ci empêché de participer au chapitre conventuel avait délégué le prieur claustral Deléglise pour présider ce chapitre qui avait à se prononcer sur la continuation des novices. En réunion, deux membres du chapitre refusèrent de voter prétextant leur découragement à la vue de la triste situation de la prévôté (on était à la cinquième année du régime radical) et le défaut d'un père-maître élu capitulairement. Ils en concluaient qu'il ne fallait plus recevoir de novices. Le prévôt, mis au courant de cette attitude, adressa le 7 juin au chapitre claustral une lettre dans laquelle il reprit vertement les deux défaitistes et leur fit savoir que, s'il a désigné lui-même le prieur comme père-maître, c'est que cela s'est fait nombre de fois. Au reçu de cette lettre, le chapitre claustral se réunit et tous les capitulants autorisèrent les novices Basile Frossard et Hercule Carron à continuer le noviciat.

Comme par le passé, les novices paient leur pension. La pension exigée, dix-huit louis d'or (trois cent francs), deux autres louis demandés aux profès pour l'habit de chœur, plus un service en argent (cuiller et fourchette), paraît au prieur Luder contraire aux constitutions et il en écrit au nonce le 11 octobre 1772. Le nonce ne partage pas les scrupules du prieur claustral et cet usage reste. Quand, en 1857, sont introduits les trois ans de profession simple, le chapitre statue que la pension de trois cents francs doit être payée jusqu'à la profession solennelle, mais que l'habillement des profès simples est à la charge du Saint-Bernard. Ce n'est qu'en 1892 que le chapitre supprime le paiement de la pension et en 1917 celui de l'habit de chœur et du service en argent.

*Profession.* — En 1755, la cérémonie de la profession se termine encore par le baiser des pouces de celui qui reçoit la profession. Cet usage est abandonné depuis longtemps.

Le régime impérial en Valais influe jusque sur le rite de la profession. Par suite de l'union de l'abbaye, les religieux de Saint-Maurice devaient faire leur noviciat au Saint-Bernard. Cependant Augustin Claivaz, bien qu'il eût fait son noviciat à Saint-Maurice, fut admis en 1811 à émettre sa profession dans l'église de l'hospice entre les mains du prévôt, comme seul supérieur des deux maisons<sup>50</sup>. Conformément à un décret impérial, la profession se fait alors en employant cette formule : « Je vous promets, ainsi qu'à vos successeurs, obéissance suivant la règle de Saint-Augustin et stabilité dans la congrégation. » Ce décret fixait encore l'âge de la profession à dix-huit ans. Un novice, Pierre-Joseph Arlettaz, pour s'y con-

<sup>50</sup> *Registre des chapitres conventuels*, AGSB.



former, dut attendre une année depuis la fin de son noviciat avant d'émettre sa profession en 1813. L'Empire tombé, on revint à l'ancien rite de la profession.

Sous Pie IX, en 1857, furent introduits trois ans de profession simple avant la profession solennelle. Les premières professions simples émises à l'hospice le furent le 14 septembre 1858 par les novices Pierre-Joseph Meilland, Maurice Joris et Jules Tissières.

L'ordre de profession fonde l'ordre de préséance entre les chanoines de même degré dans la cléricature. Alors que précédemment on ne tenait pas compte de l'âge parmi ceux qui faisaient profession le même jour, depuis 1888, les novices font profession par rang d'âge, le plus ancien le premier.

*Oblats.* — Le chapitre reçoit de temps en temps des oblats : un certain J.-B. Im Vinkelried en 1754, deux Savoyards déjà âgés en 1803, etc. Philippe Farquet, bien connu sous le nom d'Alpinus, est le dernier oblat reçu. Depuis sa mort, en 1945, la maison n'en compte plus.

*Affiliation.* — Lors des événements de 1848, la prévôté du Saint-Bernard, pour récompenser de généreux défenseurs, fit revivre l'ancienne fraternité de Saint-Bernard sous forme d'affiliation.

De nombreux et illustres personnages furent affiliés à la prévôté : en 1850, le comte de Coëtlosquet, membre de l'Assemblée nationale législative française ; en 1875, Bovieri, chargé d'affaires du Saint-Siège en Suisse ainsi que son secrétaire ; en 1885, un certain Benjamin Rouiller (du diocèse de Lausanne) qui avait été durant deux ans novice convers à l'hospice ; en 1887, le chanoine Beluze, de Voreppe (Isère) ; en 1889, une société (oblats ?) de Marie-Immaculée ; en 1902, la famille Mola de Larissé de Turin.

L'affilié obtenait le premier rang d'incorporation après les religieux, la participation aux mérites de toutes les œuvres de l'ordre, à la messe conventuelle et aux offices des Quatre-Temps, une mention en général au memento de chaque messe privée et, après décès, durant huit jours, un memento spécial aux messes des prêtres claustraux. A chaque affilié, le prévôt délivrait un diplôme scellé attestant cette qualité.

L'affiliation constituait un lien d'appartenance au Saint-Bernard et élargissait le cercle de ses membres, procurant de la sécurité à l'institut et des avantages spirituels précieux aux laïcs affiliés. L'abandon des affiliations est à regretter et pour le Saint-Bernard et pour les laïcs.



## CHAPITRE II

# Le temporel

### Les quêtes

Durant le siècle qui suit la séparation, les quêtes vont en diminuant jusqu'à leur suppression.

Conformément aux constitutions, c'est le chapitre qui désigne les quêteurs, parfois de jeunes religieux. Etant encore étudiant, le chanoine Laurent Murith fait la quête du Valais en 1762 et de la Suisse allemande en 1764<sup>1</sup>.

Au nord des Alpes, les quêtes habituelles se continuent chaque année dans le Valais, Vaud, Fribourg et Berne ; chaque trois ans dans les villes de Bâle et Soleure ; chaque six ans dans les chefs-lieux des autres cantons, le Tessin excepté. A l'avènement de la République helvétique de tendance antireligieuse, le Saint-Bernard redoute de se voir interdire les quêtes en Suisse et sollicite l'autorisation de pouvoir les continuer. Le Conseil législatif l'accorde de bonne grâce le 25 octobre 1798. Il invite même le Directoire à verser, au couvent, la somme que les anciens gouvernements avaient coutume de lui attribuer chaque année. Plus encore, au cours de la discussion au Sénat, un sénateur (Frossard, Vaud) persuade ses collègues de faire une collecte entre eux en faveur du couvent. La collecte produit cent dix-neuf francs. Les quêtes continuent donc en Suisse. Elles se font aussi dans les pays limitrophes.

Comme autrefois, l'appât du gain suscite de faux quêteurs. En 1800, trois marchands, gênois d'origine, demeurant à Gand, Antoine Grillo, Jean Meretti et Joseph Mathis, munis de fausses patentes, recueillaient des aumônes pour le couvent du Saint-Bernard. Simulant la candeur et pre-

<sup>1</sup> Le chapitre de 1754 décide de faire la quête, comme ailleurs, dans l'Entremont où il était coutume de ne faire que celle des choux.

nant des airs mystiques, ils apitoyaient les gens et en obtenaient d'abondantes aumônes. En une année, l'un d'eux recueillit vingt mille francs. Ils parcoururent ainsi les départements de l'est et du nord de la France, la Hollande et l'Allemagne. Finalement, en automne 1800, ils furent arrêtés au Pas-de-Calais. D'autres individus se livraient alors à la même escroquerie, mais la police n'arriva pas à s'en saisir<sup>2</sup>.

Napoléon I<sup>er</sup> pensa épargner les quêtes aux religieux du Saint-Bernard en leur adjugeant en 1810 l'abbaye de Saint-Maurice. Mais les revenus de celle-ci étant presque nuls, le Saint-Bernard continua les quêtes en Suisse.

Depuis la séparation, il n'est plus question de quêtes dans les Etats sardes. Il faut attendre jusqu'en 1815 pour trouver mention d'un quêteur envoyé dans le Chablais. En 1818, le chapitre envisagea d'envoyer des quêteurs jusqu'en Angleterre pour subvenir aux frais de construction du Simplon<sup>3</sup>. Un tel projet fut conçu par les religieux parce que les Anglais qui, après la Restauration, venaient nombreux à l'hospice, étaient presque tous des bienfaiteurs<sup>4</sup>. Il ne semble pas avoir passé à l'exécution.

Comme l'hospice accueillait indifféremment les personnes de tous pays et de toutes religions, il était reçu que ses quêteurs circulent dans tous les pays de l'Europe centrale, même chez les protestants. Malgré les grands dangers auxquels leur foi était exposée dans de telles pérégrinations, nous ne connaissons qu'un cas de défection, celui du chanoine Jean-Benoît Lamon<sup>5</sup>. Au chapitre de 1830 qui suivit cette apostasie, aucun chanoine ne consentait à quêter chez les protestants. Aux prières du chapitre, les chanoines Pierre-Joseph Barras, clavendier, et Louis Michaud, quêteur de Fribourg, acceptèrent à eux deux toute la charge des quêtes : Barras, celles du Valais, Vaud et Genève ; Michaud, celles de Fribourg et Berne ; avec cette condition qu'ils ne passeraient plus par toutes les localités, comme c'était l'usage, mais qu'ils se contenteraient de visiter les plus im-

<sup>2</sup> Lettre du substitut du commissaire du tribunal du Pas-de-Calais au ministre de la justice. AGSB, *Quêtes*.

<sup>3</sup> L'idée ne manque pas de piquant de demander aux irréductibles adversaires de Napoléon d'achever l'œuvre commencée par lui.

<sup>4</sup> En 1820, une souscription ouverte par M. Parolt, Français, professeur en Livonie, obtint un large succès en Europe : elle rapporta environ quarante mille francs qui permirent aux religieux d'élever l'hospice d'un étage. Le professeur Pictet, de Genève, contribua largement au succès de cette souscription en Suisse. Signalons aussi le geste de la Société helvétique des sciences naturelles qui, tenant séance à l'hospice en 1929, offrit une prime de quelque cent francs à qui trouverait le moyen d'exploiter une mine d'anthracite située à une lieue de l'hospice. Un poêle envoyé d'Amérique dans ce but ne donna pas de résultats satisfaisants.

<sup>5</sup> Né à Lens en 1792, J.-B. Lamon entra au Saint-Bernard pour échapper à la conscription, devint prêtre en 1816, prieur claustral de 1820 à 1824, puis quêteur dans les cantons de Berne et de Vaud de 1824 à 1829. Il s'enfuit de Martigny le 26 août 1830 et demanda au consistoire de la ville de Berne son admission dans la religion protestante. L'avoyer de Berne notifia cette demande au Valais qui la transmit au prévôt. Lamon fit ses études de pasteur à Berne, puis à Genève en 1832 et administra, durant vingt ans, la paroisse de Diesse où il mourut d'apoplexie le 24 avril 1858. P. Gard, *Catalogue*.

portantes. L'état financier de la maison permettait cette réduction des quêtes, par lesquelles le Saint-Bernard ne cherchait pas à entasser des richesses, mais à subvenir au nécessaire.

Le chapitre de 1839 nomma le chanoine Stanislas Darbellay quêteur pour Fribourg, Berne et Neuchâtel et le chanoine Cart pour Vaud et Genève. Le chapitre de 1841 les confirma dans ces charges qu'ils remplirent jusqu'à l'abolition des quêtes en 1844. Cette année-là, en effet, le chapitre estimant que les quêtes heurtaient la mentalité régnante, jugea opportun de les abandonner.

Voici la manière de faire des quêteurs : ils trouvaient dans chaque localité un pied-à-terre, auprès d'une famille amie de l'hospice. Précédés d'un homme qui agitait une clochette, ils traversaient les différentes localités. Les gens s'assemblaient à un endroit convenu et apportaient au quêteur de l'argent ou des denrées. L'offrande terminée, le quêteur vendait à l'enchère les denrées reçues pour les monnayer puis s'en allait vers un autre village<sup>6</sup>.

Après les événements de 1848, le chapitre réuni le 29 août 1849, « vu l'indigence à laquelle l'hospice a été réduit par les rapines du gouvernement », décida aux deux tiers des voix de reprendre les quêtes au plus tôt, mais au-dehors de la Suisse. Deux quêteurs furent désignés, puis confirmés l'année suivante, qui « feront les quêtes quand cela semblera opportun ». Le nonce Garibaldi était favorable à la reprise des quêtes, mais le prévôt Filliez y répugnait. Elles furent définitivement abandonnées.

## L'administration

### *Organes*

Nous avons déjà dit ce qui concerne le rôle du procureur et la tendance à le considérer comme l'administrateur des biens de l'ordre.

Pour les actes extraordinaires de l'administration, le chapitre nomme une commission qui agit en son nom. Telle est la « Commission du prévôt » mentionnée dès 1817, appelée ensuite « Commission capitulaire ». Elle comprend sept membres. En 1847, les capitulants décident sa suppression. Le prévôt Filliez et quelques capitulants protestent par écrit dans le registre des chapitres contre cette suppression, comme étant une innovation. La commission continue à fonctionner et le chapitre de 1849 loue unanime-

<sup>6</sup> Détails recueillis à Ecône en 1938 de la bouche du frère Louis Bagnoud qui les tenait de Stanislas Darbellay, dernier quêteur.

ment son activité durant l'année écoulée pour sauvegarder et récupérer les biens de la maison. Cela n'empêche pas le chapitre de 1850 de confirmer le décret de suppression porté en 1847, sans préjudice de la décision de la nonciature, à laquelle on avait recouru. Le prévôt renouvelle sa protestation et désigne lui-même les membres de la commission. Il semble que les deux parties trouvent satisfaction aux chapitres de 1852 et 1853 qui établissent une nouvelle commission pour s'occuper du rachat des dîmes en Valais. Une autre apparaît trente ans plus tard.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la propriété immobilière s'était révélée une proie trop facile pour les gouvernements spoliateurs de l'Eglise ; d'autre part le cours de l'argent paraissait d'une stabilité définitive. Ces constatations provoquèrent chez le clergé la tendance, approuvée en haut lieu, d'aliéner les biens-fonds et de placer en banque les sommes réalisées. Les chanoines du Saint-Bernard, instruits par l'expérience de 1848, résolurent d'aliéner ou d'hypothéquer leurs biens et constituèrent, dans ce but en 1884, une commission comprenant le prévôt, le procureur, les deux visiteurs et deux autres religieux choisis par le chapitre. Dès lors, cette commission fait souvent l'objet des délibérations capitulaires : elle est constituée juge de l'opportunité de demander à Rome les permissions nécessaires en 1886 ; elle est réduite à quatre membres, le prévôt, le procureur et les deux visiteurs en 1889, puis portée à cinq pour trois ans par l'adjonction du prieur claustral en 1892 ; il est statué qu'elle devra rendre compte de son activité à chaque chapitre général en 1895 ; au chapitre de 1901, le rapport de la Commission pour l'aliénation des biens est approuvé, mais on se demande si son rôle n'est pas terminé. Cependant le chapitre se décide à la maintenir en statuant qu'elle ne pourra aliéner ou louer une propriété dépassant la valeur de cinquante mille francs. En 1919, elle acquiert encore la fonction de conseil du supérieur majeur. Le chapitre de 1922 déclare que la Commission pour l'aliénation des biens est en même temps Commission administrative selon les exigences du nouveau droit ecclésiastique. Elle continue à exercer ses fonctions, constituant, avec le procureur, les organes permanents de l'administration du Saint-Bernard.

### *Administration*

La séparation avait enlevé au Saint-Bernard un revenu dépassant deux mille ducats d'or et avait réduit ses propriétés à trois vignes dans le pays de Vaud (conservées grâce à la fermeté de Berne contre les exigences de l'Ordre mauricien), à la ferme de Roche, à quelques propriétés en Valais et aux rentes féodales dans ces cantons.

Fort heureusement la France, qui avait soutenu l'hospice dans les luttes de la séparation, lui continua son aide sous la forme d'un subside de six

mille francs environ sollicité par Thévenot. Ce subside interrompu durant la Révolution et l'Empire est rétabli à la Restauration ; fixé à deux mille quatre cents francs, il dure jusqu'en 1847, où il est suspendu, par crainte qu'il ne parvienne à destination. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le roi de Sardaigne accorde à l'hospice un subside annuel en riz et maïs de la valeur de mille francs.

Jusque vers 1800 nous retrouvons une administration aux formes moyenâgeuses : renouvellement des reconnaissances de la paneterie en 1753 ; des cens, revenus et obligations en 1760 ; liste des propriétés soumises au lods (placet) en Valais en 1764 ; rénovation des pensions dues à l'hospice par les bénéfices en 1768 ; conservation de l'argent à l'hospice dans un coffre à plusieurs clefs ; contribution à l'alpage d'Ayerne, dépendance de Roche en 1770, etc.

Sous l'influence de la Révolution française, l'administration évolue vers des procédés plus modernes. Cette révolution avait aboli les redevances féodales : il fallut se prêter à leur rachat.

Pour le Saint-Bernard, cette opération dure un demi-siècle avec un long arrêt entre les années 1815 à 1830. Le Saint-Bernard s'en occupe activement dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle et, comme il ne peut y procéder dans les délais légaux sans dommage considérable, le ministre de France à Sion, Derville Maléchar, demande au grand-bailli, en 1806, de ne pas urger les délais légaux quant au Saint-Bernard en lui rappelant que cette maison a la faveur de l'empereur<sup>7</sup>. En 1807, les rachats des dîmes sont faits pour Liddes, Sembrancher et nombre d'autres localités. Restent encore Orsières et quelques communes plus éloignées où les dîmes sont de peu d'importance<sup>8</sup>. Dans le centre du Valais c'est le locataire de la rectorie de Sion qui, jouant le rôle d'homme d'affaires du Saint-Bernard, négocie le rachat des rentes féodales. Il est en tractations avec Chermignon en 1808. Dès 1830, le locataire de la rectorie, le notaire Jean-Baptiste Bonvin (1826-1852), s'occupe du rachat des rentes féodales en vin de Conthey. En 1845, il conclut avec des gens de Loye (Grône) la liquidation des droits du Saint-Bernard sur des propriétés sises aux lieux-dits Pia-d'Amont et Pia-Desot (ou Montjoux ou encore Pranové) pour le prix de deux mille deux cents francs suisses<sup>9</sup>. Vers la même date, il arrive à une conclusion avec les feudataires de Salins et de Conthey<sup>10</sup>.

<sup>7</sup> AV, 104, SB, 130.

<sup>8</sup> AV, 104, SB, 129.

<sup>9</sup> AV, 104, SB, 138.

<sup>10</sup> Les comptes de J.-B. Bonvin font assez bien connaître l'activité de la rectorie de Sion : le recteur paie nonante-deux francs de location pour l'habitation et deux prés (marèches) ; il reçoit les quêteurs et autres religieux de passage ; il encaisse les offrandes destinées au Saint-Bernard ; fait la recouvre des rentes de l'hospice, s'occupe du travail des vignes de Conthey et des réparations de la rectorie. Il rend ses comptes au procureur. Cette maison fut prise par l'Etat du Valais en 1848, qui y logea son économat. AV, 104 SB, 150 et ss.

Le rachat de nombreuses redevances féodales dans le canton de Vaud s'effectue avant 1815. La division des Grands-Marais de Roche, mise en question depuis 1808, se conclut l'an 1833.

Ces divers rachats mettent à la disposition du Saint-Bernard des sommes importantes que, selon l'économie du temps, on cherche à convertir en biens-fonds. Comme l'acquisition de tels biens est alors interdite dans les cantons de Vaud<sup>11</sup> et du Valais, la maison achète en Italie : des biens situés près de Domodossola, en 1808<sup>12</sup> ; plusieurs fermes : la Fornace et la Gorra Grossa de Solere, près de Savigliano, en 1815 ; la Gorra Petita contiguë à la Gorra Grossa, en 1819<sup>13</sup> ; la ferme de San Bernardo, territoire de Savigliano, en 1829, et celle de Masore en 1830. Elle acquiert encore des alpages : en Valais, La Léchère (Orsières), en 1820 ; en vallée d'Aoste : Menouve en 1842 et Pointier un peu plus tard. Le Saint-Bernard n'a qu'à se féliciter d'avoir transporté en Italie la grande partie de ses ressources à la veille de la révolution de 1848.

Cette révolution n'en fut pas moins une rude épreuve pour la vie économique de la maison. Le Saint-Bernard se vit infliger une amende de quatre-vingt mille francs et une contribution de trois cent mille francs qui firent l'objet de difficiles débats avec l'Etat du Valais. Finalement, le Saint-Bernard se refusa à tout versement. L'Etat s'empara de ses biens et en vendit pour la somme de trois cent soixante-huit mille francs environ<sup>14</sup>.

<sup>11</sup> Le chapitre de 1807 envisageait l'achat d'une vigne à Clarens.

<sup>12</sup> L'administration de ces biens fut confiée au recteur du Simplon, moyennant 5% de taux à payer au procureur.

<sup>13</sup> La Gorra Grossa et la Gorra Petita furent achetées au seigneur Pancrace de Courten.

<sup>14</sup> Pour faciliter l'estimation de la perte subie voici le bilan des avoirs du Saint-Bernard avant 1848 avec mention des biens saisis par le Valais.

Clarens et Puidoux, vignes d'un revenu de 1000 fr. (saisies) ;

Roche, ferme très importante, où l'on entretenait les chevaux nécessaires au transport des approvisionnements de l'hospice (saisie) ;

Martigny, 2 vignes de 45 setiers (saisies) ;

prés suffisant à l'entretien de 20 vaches (saisies) ;

bâtiments, jardins, vigne de 700 toises et verger de 2700 toises suffisant pour une seule vache et un grand pré marais ;

Fully, vigne de 300 setiers (saisie) ;

Ecône, métairie d'un loyer inférieur à 600 fr. ;

Conthey, 3 vignes achetées par décision du chapitre de 1759 (saisies) ;

Sion, maison de la rectorie et deux prés (saisies) ;

Bagnes, pré loué 144 fr.

Bourg-Saint-Pierre, 2 prés ;

alpages du Crêt et de La Pierre ;

Vallée de Ferret, le droit d'affouage et un pré servant au pâturage des chevaux ;

Simplon, mayen de Bärnetscha valant 2000 fr. ;

Domodossola, ferme valant 23 000 fr. ;

Pavie, biens de la dotation du Simplon d'un revenu de 10 000 fr.

Savigliano (Cuneo) fermes d'un revenu annuel de 13 000 fr. ;

Saint-Rhémy, La Bau, alpage voisin de l'hospice, racheté en 1810 ;

Capitoux, ils n'atteignent pas 200 000 fr.



Le 21 février 1848, le prévôt Filliez affirmait sous la foi du serment au nonce que les revenus totaux du Saint-Bernard n'atteignent pas trente-cinq mille francs et qu'ils sont même insuffisants pour les besoins des deux hospices<sup>15</sup>.

Une telle saignée fut ressentie douloureusement par le Saint-Bernard qui se trouva privé de la presque totalité de ses ressources en Suisse. Les revenus d'Italie et des secours généreux reçus d'illustres amis de France permirent à l'hospice de subsister dans cette épreuve.

Le régime radical gêna encore le Saint-Bernard dans l'administration des quelques biens qu'il lui laissa en Valais. Toutes les paroisses du Saint-Bernard souffrent de ce régime et subissent des pertes plus ou moins considérables. Pour flétrir ces spoliations, le chapitre de 1855 demanda, aux administrateurs des bénéfices cures et des deux hospices, de rédiger à ce sujet un mémoire historique avec l'état des biens avant la révolution de 1847 et en l'année 1856 afin que l'on puisse évaluer les pertes subies.

Cette situation critique prit fin avec le régime radical et avec les conventions de 1859 et 1879 qui, si elles restituèrent trop peu des biens spoliés, rendirent du moins au Saint-Bernard sa liberté d'action en Valais. La convention de 1859 rétablit cette maison en possession des biens saisis par l'Etat, mais non aliénés ; elle garantit l'intervention du Valais dans l'achat d'une ferme pour l'hivernage des chevaux, afin de suppléer à la perte de Roche. Dans ces conditions furent acquises, en 1861, les Grandes-Marèches de Martigny, dont une partie (Vorzier ?) appartenait au Saint-Bernard avant 1786. En exécution de la convention de 1879, la maison renonça à toute revendication des biens spoliés et reçut une indemnité de quinze mille francs. Elle racheta en 1882 la vigne des Marques à Martigny, saisie par le gouvernement de 1848. Telle fut, dans ses grandes lignes, la liquidation de la crise provoquée par le régime radical. Elle entraîna de gros sacrifices de la part du Saint-Bernard.

Nous avons relevé, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une tendance à monnayer les biens ecclésiastiques. C'est probablement à ce courant qu'on doit la vente d'une maison à Aoste pour trente mille francs, en 1879 ; de l'alpage du Crêt, la même année ; des prés de Mondzeu, à Verbier, après 1865 ; etc.

Pour se prémunir contre le danger d'incendie, le chapitre de 1880 décide d'assurer les hospices du Simplon et du Saint-Bernard ; celui de 1924, tous les bénéfices avec meubles et immeubles. Pour les meubles, la maison paiera la police d'assurance ; le bénéficiaire, les primes annuelles. Pour les immeubles les communes paieront, autant que possible, les taxes d'assurance.

<sup>15</sup> J. Luquet, pp. 251 à 254 et une circulaire du prévôt intitulée : *L'Hospice du Grand-Saint-Bernard*, 1849. AGSB.



Le chapitre de 1894, qui consentit un emprunt de trois cent mille francs à la banque Hoirs Sig. Marcel à Lausanne en vue de la construction de la Maison-Neuve, envisagea de vendre, comme tant d'autres ordres, une liqueur spéciale qui ne manquerait pas de procurer des revenus importants. La Commission pour l'aliénation des biens fut chargée d'étudier cette affaire qui n'a pas abouti. En 1901, un pharmacien d'Annecy, désireux de lancer un remède de sa composition, demanda au chapitre la faculté de le décorer du nom du Saint-Bernard, promettant de lui céder une partie du gain. Cela déplut à la grande partie des capitulants qui refusèrent.

L'accroissement des dépenses pour l'hospitalité et les constructions, la perte de certains capitaux, l'œuvre missionnaire entreprise au Tibet chinois en 1933 et d'autres causes encore finirent par porter un coup sensible aux finances de la maison. En 1935 déjà, le prévôt Bourgeois avertissait ses religieux de cette situation critique. Elle empire encore, par suite de la guerre de 1939, de l'impôt sur les revenus perçus à la source, de la difficulté d'importer la location des fermes d'Italie et de la cherté de la vie. Il faut parer à un désastre. Les différentes maisons font un gros effort pour diminuer les dépenses et créer de nouvelles ressources. Cette sérieuse reprise en mains ne tarde pas à produire de bons effets.

A peine la maison se remet-elle sur un meilleur pied qu'elle se trouve entraînée, par des occasions uniques et des sollicitations très pressantes, à faire d'importantes acquisitions : le château de Péroles en 1940 destiné à son juvénat, la ferme de Montfleuri près d'Aoste en 1950 en vue de la création d'une école d'agriculture et le collège de Champittet près de Lausanne en 1951. Ces initiatives audacieuses permettront aux religieux, toujours plus nombreux, de vivre en déployant leur activité dans le noble domaine de l'éducation et de l'enseignement.

La description de l'administration serait trop incomplète si nous omettions les opérations administratives concernant la ferme de Saint-Oyen, les bois de Ferret et les pâturages du Bourg-Saint-Pierre, qui touchent de plus près à l'hospice.

La perte de la ferme de Saint-Oyen en 1752 avait été très sensible à l'hospice qui n'avait pas tardé à renouer des relations économiques avec la vallée d'Aoste. Les domestiques et même les religieux, qui s'y rendaient pour affaires, n'avaient d'autre pied-à-terre qu'une auberge où ils étaient excédés par les discours et le tapage des clients. Les chanoines furent heureux de pouvoir obtenir en location, en 1848, la ferme de Saint-Oyen. Ils n'eurent de cesse avant d'en recouvrer la totale possession. Le 12 mars 1858, le prévôt demanda au nonce l'autorisation d'aliéner la ferme de Santa Cristina à Borgomanero, qui rapportait mille francs de France par an, l'occasion se présentant de la vendre trente-deux mille cinq cents francs. Le prévôt faisait encore remarquer que, par suite de la spoliation de 1848, les biens restant en Suisse ne suffisaient que pour un

mois aux dépenses de l'hospice. La réponse fut favorable et le chapitre d'août 1859 affecta les trente-deux mille cinq cents francs réalisés à l'achat de la ferme de Saint-Oyen, que l'Ordre mauricien vendit au prix de quatre-vingt-deux mille francs, la forêt de Vuillen comprise. Cette fois la ferme était bien au Saint-Bernard puisqu'elle lui appartenait à titre de donation de 1137 et à titre d'achat. Le procureur Pierre Gaillard s'occupa activement de l'administration de cette ferme. Il y demeura de 1850 à 1866, agrandit considérablement les édifices et acquit de nouvelles propriétés. Devant retourner à Martigny, il demanda au chapitre de 1866 de désigner un religieux qui s'occupât de cette ferme. Le chapitre, favorable à cette demande, laissa au prévôt le choix de l'économe. Depuis lors, le chapitre affecte toujours un chanoine à l'administration de Saint-Oyen et de Moncenis.

Le Saint-Bernard jouissait, dans le val Ferret, du droit d'affouage et de pâture pour les chevaux employés au transport des bois. Les habitants de la vallée désiraient racheter ce droit. De vives et longues contestations durèrent de 1850 à 1905. Le Saint-Bernard dut accepter le rachat du droit de pâturage en 1853. Celui d'affouage fut plus longtemps débattu, surtout durant les années 1881 à 1892, et finalement abandonné, en 1894, contre une indemnité de quinze mille francs et septante moules de bois. En 1905, le Saint-Bernard vendit la remise qu'il avait édifiée au Clou en vue de l'exploitation des bois et qui devenait inutile.

Les propriétés que le Saint-Bernard possédait sur la commune de Bourg-Saint-Pierre étaient importantes : un grand pré à l'entrée du Bourg, les alpages du Crêt, don d'une dame de la Tour en 1403 qui fit partie du bénéfice du sacristain claustral, vendu en 1879<sup>15bis</sup>, et de La Pierre et de vastes parcours indivis. Un procès avait déjà eu lieu au sujet de ces parcours dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Un autre surgit au début du XX<sup>e</sup>. La commune voulait racheter les droits du Saint-Bernard qui, lui, préférait le partage des territoires indivis. Le Bourg eut gain de cause. On convint en 1912 que la commune paierait seize mille francs et que le Saint-Bernard renoncerait au droit de pâturage à Drône, aux Plans-Sades et sur toute la rive droite de la Dranse. La maison vendit l'alpage du Crêt, mais eut soin de conserver celui de La Pierre, plus rapproché de l'hospice. Le chalet et l'écurie sont reconstruits en 1871 et la cave en 1935, la précédente, qui datait de 1717, ayant été emportée par une avalanche. Vers 1910, Joseph May, clavendier, améliore l'alpage au prix de grands travaux de dépierrement.

<sup>15bis</sup> Cf. L. Moret, *Bourg-Saint-Pierre*, p. 163.

## CHAPITRE III

### L'activité

#### La vie intellectuelle

La vie intellectuelle ne constitue pas le but de la Congrégation du Saint-Bernard dont tous les efforts, jusqu'à une date récente, sont orientés vers l'exercice de l'hospitalité. Cependant le goût personnel, la nécessité ou l'occasion ont conduit ses chanoines à se livrer à certaines activités intellectuelles : la formation des scolastiques, l'enseignement de la philosophie et de la théologie aux profès, les études personnelles, la constitution de leur bibliothèque, la tenue des archives, deux écoles d'agriculture, un collège classique...

*Scolasticat et collège.* — Dans les temps modernes, comme les autres ordres, le Saint-Bernard eut à se préoccuper du recrutement. Il le fit en préparant quelques jeunes gens à leur entrée en religion. Le chanoine Jules Gross, nommé assistant à Martigny, y enseigna le latin, dès octobre 1897, à huit jeunes gens désirant prendre l'habit de l'ordre. L'année suivante, les chanoines conçurent le projet d'établir un collège à Martigny. Provisoirement, ils envoyèrent leurs élèves dans un collège public et soldèrent leurs dépenses dans la mesure où les parents ne pouvaient le faire. Ce provisoire dura ; les décrets de 1906 (*Pars VII*) le sanctionnèrent et l'idée d'un collège ne fut pas reprise alors. Les scolastiques suivirent généralement les cours au collège de Saint-Maurice jusqu'au lycée, partageant la pension des autres collégiens.

A la guerre de 1914, le prix de la pension s'éleva. L'établissement d'un juvénat auprès d'un collège constituerait une économie. Cette considération fit que le chapitre de 1918 décida la création d'un juvénat. Même décision aux chapitres de 1929 et 1930. En 1932, il fut fortement question d'acheter la maison des Pères Blancs à Saint-Maurice ; l'affaire n'aboutit pas. Le chapitre de 1937 insista pour que l'année même un juvénat fût établi. C'est alors que le prévôt Bourgeois plaça brusquement tous

les étudiants du Saint-Bernard en Belgique, à cause des conditions très favorables qui résultaient du cours du change. Mais la guerre de 1939 ferma les frontières. Il ne pouvait être question d'envoyer les juvénistes à l'étranger. Ils furent durant quelques années ballottés d'Ecône au Simplon, du Simplon à Fribourg<sup>1</sup>, de Fribourg au Simplon, où s'ébauche, en 1946, un collège alpin qui comprend les premières classes gymnasiales, un cours de français pour les jeunes gens de langue allemande et des cours de vacances.

Mais voilà qu'une occasion exceptionnelle donne une orientation nouvelle à cet embryon de collège. Les Dominicains de la province de France manquant de personnel pour continuer leur collège de Champittet, près de Lausanne, songent à s'en défaire. Dans le même temps, la maison du Saint-Bernard débat la question de la continuation du collège au Simplon. Sollicitée par le clergé et les catholiques de Lausanne, elle achète le collège de Champittet en juillet 1951 sans se laisser effrayer par l'ampleur et les risques de cette entreprise. Les professeurs du Simplon, deux chanoines qui ont enseigné quelques années au collège de Schwyz et d'autres encore, une quinzaine en tout, sont affectés à Champittet. Ils y tiennent les classes gymnasiales selon le programme vaudois et suisse et dépensent leur activité pour l'éducation et l'instruction des scolastiques de la maison et de la jeunesse lausannoise.

*Etudes philosophiques et théologiques.* — Il y eut aussi un certain flottement quant au lieu des études de philosophie et de théologie de 1752 à 1770. Au gré du prévôt et du chapitre, le siège des études est tantôt Martigny tantôt l'hospice. Dès 1771, pour plus d'un siècle et demi, l'hospice devient le siège de ces études et, temporairement, de la rhétorique. En 1929, le chanoine Nestor Cerutti exposa au chapitre les inconvénients d'avoir les études en un lieu aussi rude et le persuada de les transférer ailleurs. En fait rien ne fut changé jusqu'à l'année 1946, où le prévôt, Nestor Adam, dans l'intention d'alléger les dépenses et de décongestionner l'hospice, transféra à Ecône les cours de théologie, ceux de philosophie restant à l'hospice.

La séparation de 1752 obligea le Saint-Bernard à trouver des professeurs pour ses profès. Il dut recourir à plusieurs reprises à des maîtres du dehors ; entre autres aux chanoines de saint Pierre Fourier, au Père Carron, barnabite, en 1758, etc. Mais il ne tarda pas à recruter dans son sein les professeurs nécessaires : Jérôme Darbellay qui enseigna de 1751 à 1759, Joseph Dagassiz en 1759<sup>2</sup>, Joseph Ballet 1761-1768, le prévôt

<sup>1</sup> Le Saint-Bernard acheta en 1940 le château de Pérolles pour abriter ses étudiants qui suivirent les cours au collège Saint-Michel.

<sup>2</sup> Chanoine régulier de l'abbaye de Sixt (Haute-Savoie), il obtint, en 1755, son transfert dans la maison du Saint-Bernard qui n'eut qu'à se louer de cet excellent religieux. Dagassiz mourut curé de Vouvry en 1774.

Luder (tandis qu'il était prieur claustral) 1770-1775, Pierre-André Yenni de Morlon (Fribourg) 1804-1812, etc.<sup>3</sup> Le souci d'une solide formation des professeurs se manifeste dans le fait que fréquemment ils sont préparés à leur office par un stage à l'université, à Milan, à Louvain, à Fribourg, etc. Si dans la suite cette formation a été un peu négligée, actuellement, elle est redevenue en honneur.

*Science et littérature.* — De par sa position et sa fonction, l'hospice est très tôt au courant des idées nouvelles qui sont lancées dans le monde et des progrès de la science.

Dès 1817, un poste d'observations météorologiques est installé à l'hospice par Marc-Auguste Pictet de Genève. En 1890, le P. Fr. Denza, directeur de l'Observatoire du Vatican, demanda à l'hospice l'échange des observations faites<sup>4</sup>. Actuellement ces observations sont téléphonées chaque jour à l'Observatoire de Zurich. L'hospice étant un des lieux les plus élevés habités toute l'année, les renseignements qui en proviennent sont fort appréciés.

En 1896, l'hospice participe à l'Exposition nationale suisse de Genève en y envoyant des tableaux, des antiquités, des œuvres d'art, etc.

En Valais, voire en Suisse romande, plusieurs religieux sont des pionniers dans les recherches scientifiques. Ainsi Murith fait figure de précurseur en Valais dans le domaine des sciences naturelles. Il publie en 1810 *Le Guide du botaniste dans le Valais*. Quand le Valais fonde une société de naturalistes, il l'appelle La Murithienne, en souvenir de ce savant chanoine. Après Murith, d'autres chanoines s'adonnent aux sciences naturelles, plusieurs y excellent ; Joseph-Nicolas Hubert qui, en 1847, donna une traduction française de la « Métrologie de la nature », du chanoine Joseph Antoine Berchtold. Le même chanoine avait publié en 1845 une brochure intitulée : « Un mot sur les immunités ecclésiastiques » et écrit en 1846 un « Précis historique des événements d'Entremont liés avec ceux de la plaine du Valais en mai 1844 ». Histoire valable malgré un style pamphlétaire (publié dans *Vallesia* 1969, p. 1-94) ; à signaler encore Gaspard Dela-soie, mort en 1877 ; Germain Tissières, mort en 1868, un des fondateurs de La Murithienne ; Emile Favre, mort en 1905, qui réunit une remarquable collection d'entomologie ; François-Maurice Besse, botaniste renommé ; Philippe Farquet, autodidacte de mérite, et Nestor Cerutti, docteur en philosophie de l'Université de Louvain et entomologiste de valeur, pour ne nommer que les plus connus.

En sciences sociales, le chanoine Cyrille Massard fut un précurseur avec sa thèse : *L'œuvre sociale du Cardinal Mermillod* que l'Université de

<sup>3</sup> P.-A. Yenni fit sa philosophie et sa théologie au collège de Fribourg. Il fit profession dans la maison du Saint-Bernard en 1802. La même année, le chapitre l'envoya à Milan pour parachever ses études. Yenni enseigna la théologie dès 1804.

<sup>4</sup> AGSB.

Louvain fit quelque difficulté d'accepter, la trouvant trop avancée. Ce même chanoine, destiné à s'occuper de la question ouvrière en Valais, ébauche une enquête sur les conditions des ouvriers mais ne pousse pas plus loin. Par contre le chanoine Jules Gross a réalisé une œuvre sociale très utile pour le relèvement des buveurs en fondant la Croix d'or valaisanne. En littérature, il s'est acquis un rang honorable en Suisse romande et au-delà. En théologie, le chanoine Berthod a soutenu en 1946 à l'Université de Fribourg une thèse intitulée *L'épiscopat - Recherches historiques* sur le caractère sacramentel de l'épiscopat, thèse que l'Université accepta non sans crainte, la trouvant trop réactionnaire contre les idées courantes. Dans les sciences appliquées, le prévôt Bourgeois fut aussi un précurseur en installant le premier téléphone en Valais, de la Cantine-de-Proz à l'hospice.

Cela suffit à montrer que les chanoines du Saint-Bernard ont contribué au développement des sciences en Valais et ailleurs et qu'ils furent quelquefois en première ligne dans ce domaine.

*Bibliothèque.* — La bibliothèque importante de la prévôté se trouvait à Saint-Jacquème d'Aoste, résidence du prévôt et lieu des études, jusqu'à la séparation. Elle y resta et constitue encore le fond de la bibliothèque du séminaire d'Aoste.

A l'hospice, il existait alors peu de livres. Mais après la séparation, c'est là que se constitua la bibliothèque principale. Vers 1780, elle occupait la pièce attenante à la salle capitulaire. Elle prit quelque importance puisqu'en 1811, le chapitre jugea opportun de constituer un nouvel officier, le bibliothécaire, et qu'il le maintint depuis. Après que l'hospice fût élevé d'un étage, en 1827, la bibliothèque fut établie dans un local plus spacieux sur le salon. On y constitua aussi un musée qui comprit des antiquités, des collections de sciences naturelles, des instruments de physique, etc., réunies par d'infatigables chercheurs comme Murith, Emile Favre, Henri Lugon, Alfred Pellouchoud, etc.

Ensuite, sans changer d'étage, la bibliothèque émigra dans un local plus ample, situé au-dessus du réfectoire des religieux, occupant en outre une partie des combles avec laquelle un escalier intérieur la reliait. C'est là qu'elle se trouvait en 1924.

Entre temps, elle s'était enrichie de nombreux volumes et de collections entières achetés ou offerts par des passants reconnaissants, même par des Etats voisins. Ainsi, à la sollicitation de l'aumônier, le ministre de l'Instruction publique de France adressa à l'hospice en 1856 un lot important de livres. En 1868, la bibliothèque comptait plus de huit mille volumes, dont vingt-trois manuscrits, avec leur catalogue. Cette même année, elle s'augmenta de cent douze volumes, dont septante donnés. Le musée aussi accroissait ses collections de monnaies gauloises et romaines, d'ex-voto, de statuettes romaines, surtout durant les fouilles pratiquées au Plan-de-Jupiter (1890-1892) sous la direction des archéologues italiens H. Ferrero



et P. Castelfranco. En septembre 1891, on mit à jour la belle statue de Jupiter. L'ensemble des antiques trouvés sur le col est si important et si intéressant que le Musée national de Zurich en fit mouler un grand nombre, durant l'été 1908, par David Viollier, assistant de ce musée.

En 1910, pour garantir un choix judicieux dans l'acquisition des livres, le chapitre décida qu'il appartiendrait aux trois professeurs de philosophie, de dogmatique et de morale d'établir la liste des livres à acheter, laquelle serait remise au supérieur.

Cependant la bibliothèque n'était pas au bout de ses pérégrinations. La présence dans un même local de la bibliothèque et du musée n'allait pas sans inconvénient. Les nombreux visiteurs du musée devaient monter jusqu'au deuxième étage de la maison et se permettaient parfois de tirer des volumes de leurs rayons sans les remettre à leur place ou sans les remettre du tout. Pour ces motifs, vers 1932, le musée, séparé de la bibliothèque, fut placé au rez-de-chaussée. La moitié de la bibliothèque, qui était au deuxième étage, rejoignit l'autre moitié déjà installée sous les combles aménagés à cette fin<sup>5</sup>.

Signalons encore qu'actuellement la bibliothèque compte plus de trente mille volumes et qu'elle est dotée d'un fichier établi d'après le système décimal.

*Archives.* — Les archives ont eu plus de stabilité que la bibliothèque ; depuis 1716, elles sont restées au-dessus de la sacristie dans le local aménagé par le coadjuteur Boniface. Cela n'a pu suffi à garantir la stabilité des titres. Avant et durant le procès de séparation, les prévôts valdotains eurent soin de faire transporter à Saint-Jacquême les pièces importantes des archives. Les autres furent transférées à la rectorie de Martigny en 1749, par crainte d'un coup de main des Savoisiens. Après la séparation, elles furent replacées à l'hospice. Le 15 novembre 1952, elles ont été transportées dans la pièce qui se trouve à droite de l'entrée de l'église à l'étage.

Les archives du Saint-Bernard se trouvant à Saint-Jacquême passèrent à l'Ordre mauricien. Elles furent transportées à Turin dans les archives de cet ordre. Comme elles contenaient une multitude de titres concernant la prévôté en général, les chanoines du Saint-Bernard ne pouvaient s'en désintéresser. De fait le chapitre de 1783, dans l'espoir de récupérer les titres concernant les biens de la maison et des bénéfices, députa à Turin les chanoines J. Ballet et Laurent Murith pour en faire la demande. Les démarches réussirent et ainsi une multitude de documents très précieux réintégra l'hospice. Cependant les documents concernant les

<sup>5</sup> Cette transformation entraîna le déplacement de l'escalier du galetas de la première salle de la bibliothèque actuelle vers le clocher et la suppression de l'escalier intérieur de la bibliothèque précédente.



anciens bénéfices de la maison en terre sarde restent à Turin et constituent une telle masse de titres que le seul regeste remplit neuf in-folio.

Le chapitre désigna parfois un archiviste. Le chanoine Romain Gaudin fut nommé à cet office en 1865 et 1868. A défaut d'archiviste attitré, le prieur claustral a la garde des archives.

*Ecoles d'agriculture.* — A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Saint-Bernard fut amené, dans les circonstances que nous allons dire, à collaborer à une œuvre fort intéressante pour le Valais<sup>6</sup>.

La ferme d'Ecône, achetée en 1302 par le Saint-Bernard à la famille de la Tour, se trouve sur le coteau entre Riddes et Saxon. Agrandie en 1743 des marais qui jouxtaient la propriété, elle constitua un domaine important dont l'exploitation, en 1890, était confiée à Nicolas Julmy, ancien élève de l'Institut agricole de Lausanne. Ces circonstances firent naître l'idée d'utiliser la ferme d'Ecône pour améliorer la formation agricole des Valaisans. Le chef du Département de l'agriculture était alors Maurice de la Pierre. Il mit tout en œuvre pour réaliser cette idée. Ses avances furent accueillies favorablement par la maison du Saint-Bernard en août 1890. Le 3 juin 1891, le Grand Conseil donnait son approbation unanime à l'initiative.

Le gouvernement et le Saint-Bernard passèrent une convention aux termes de laquelle l'Etat nomme et paie les professeurs tandis que le Saint-Bernard fournit les locaux pour les classes et la campagne avec écuries et grange pour la pratique. Le Conseil d'Etat décida la mise à exécution le 9 septembre 1891 et l'école d'agriculture d'Ecône ouvrit ses portes le 25 janvier 1892.

Le personnel de l'école comprenait le chanoine Maurice Maret, directeur ; Nicolas Julmy, sous-directeur, chargé de la direction des travaux et de l'enseignement des branches essentiellement agricoles : agriculture, zootechnie, économie rurale, génie rural, etc. ; de Riedmatten, professeur de chimie ; le chanoine Maurice Besse, surveillant et professeur de géologie et de botanique ; le chanoine Louis-Maurice Borter surveillant et professeur de français pour les élèves de langue allemande ; il comprenait encore quelques chefs de pratique pour la vigne, l'arboriculture, etc. Au printemps, le personnel enseignant s'augmenta de Jules Rézert pour l'arboriculture et les cultures maraîchères. Trois religieuses venues de Savoie se chargèrent de la cuisine et du soin du linge. Il convient de signaler parmi les professeurs qui vinrent plus tard, Joseph Ribordy, avocat, pour le droit rural ; Francis de Gendre de Fribourg, Fréd. Rauchenstein d'Argovie, le dynamique Henri Wuilloud, les frères laïcs Louis Bagnoud dès 1897,

<sup>6</sup> Pour cet exposé sur Ecône, nous utilisons un article du chanoine Antoine Duc : *L'école pratique d'agriculture d'Ecône de 1892 à 1906*, publié dans le *Journal de statistique suisse*, 1908.

Jean Massy dès 1898 et Emile Pellouchoud, chef de culture dès 1898, puis professeur depuis 1902 jusqu'à la fin de l'école d'Ecône<sup>7</sup>.

L'horaire était combiné de telle sorte que les élèves passaient une moitié de la journée à la théorie et l'autre moitié à la pratique.

Le nombre des élèves, qui était de huit la première année, fut de vingt et un en 1893, de vingt-quatre en 1906 et d'une cinquantaine les dernières années. Le cours complet comprenait deux ans. En 1908, furent organisés des cours purement théoriques pour les élèves qui ne pourraient rester à Ecône durant la bonne saison. Après un essai de deux ans, cette formule fut abandonnée et remplacée par cette autre qui consistait à ramener à une année et demie le cours complet en supprimant le second semestre d'été. Cette solution se révéla heureuse et provoqua une augmentation des élèves<sup>8</sup>.

La nouvelle destination d'Ecône nécessita l'agrandissement des constructions. L'année 1891, la maison d'habitation fut augmentée et élevée d'un étage pour y loger religieux et élèves ; la grange et les écuries furent agrandies et transformées en locaux modèles et un grand réservoir d'une contenance de cent mille litres fut construit pour fournir l'eau potable. En 1895 déjà, les locaux se révélaient insuffisants. Au sud de la maison d'habitation fut élevé un nouveau corps de bâtiment mesurant quinze mètres sur six, comprenant au rez-de-chaussée la salle d'étude, le musée et le laboratoire de chimie et, au premier étage, la chapelle<sup>9</sup>.

Au levant de la chapelle, une construction longue de cinquante-quatre mètres fut élevée pour servir de buanderie, bains, vestiaire, remise, etc. Un bûcher et une porcherie complètent les bâtiments dont l'ensemble forme un grand rectangle au levant du bâtiment principal.

<sup>7</sup> Ce frère reçut une formation agricole soignée. Il étudia à Ecône, puis à Pérolles où il obtint le premier diplôme de son année ; ensuite à Vevey, la viticulture et l'arboriculture, obtenant encore en 1902 le premier diplôme avec un prix d'honneur offert par la Fédération des sociétés d'agriculture de Suisse romande. Son enseignement fut si apprécié qu'il le continua de 1923 à 1934 dans la nouvelle école d'agriculture de Châteauneuf.

<sup>8</sup> Les directeurs qui se succédèrent à la tête de l'école furent les chanoines

Maurice Maret, en 1892

André Favre, 1892-1897

Antoine Duc, 1897-1908

Théodule François Rey, 1908-1910

Maurice Aloys Borter, 1910-1917

Emile Pellouchoud, frère, 1917-1923

Les directeurs techniques furent :

Nicolas Julmy

Jules Rézert

F. de Gendre

le docteur Wuilloud, qui fut ensuite professeur au Polytechnicum de Zurich.

Le chanoine A. Duc écrivit un *Manuel d'arboriculture à l'usage de l'école d'agriculture d'Ecône*, qui fut réédité en 1931 encore, après la cessation de cette école.

<sup>9</sup> La chapelle fut bénie le 11 juillet 1896 et, le même jour, le chanoine Félix Nanchen y célébra sa première messe.

Le domaine subit d'importantes améliorations : création d'une vigne de soixante ares (dont un quart fut emporté en 1895 par le torrent voisin), assainissement de dix hectares de marais, plantation d'arbres fruitiers en très grand nombre, etc. Les produits des jardins et des arbres fruitiers ont valu à Ecône de flatteuses distinctions aux expositions de Frauenfeld, de Dusseldorf en 1905 et de Milan en 1906.

Dès 1910, la continuation de l'école d'Ecône est discutée au chapitre. En 1913, la convention avec l'Etat est cependant renouvelée pour cinq ans et, comme il fallait construire, elle stipule que si, après cinq ans, l'Etat ne renouvelle pas ce contrat, il soldera les frais des bâtiments devenus inutilisés. Le Saint-Bernard dénonça le contrat en 1916 ; mais l'année 1918, il se décida à maintenir indéfiniment l'école à la condition d'avoir plus d'autonomie dans sa direction. Maurice Troillet, entré à l'Etat dès 1913, était peu enclin à accepter cette condition. Dès lors, l'école d'Ecône est condamnée. Le gouvernement demande à acheter le tout ; le Saint-Bernard s'y refuse en 1919. Alléguant l'insuffisance de cette école, le gouvernement décida en 1920 l'institution d'une autre école d'agriculture à Châteauneuf et demanda au Saint-Bernard de continuer celle d'Ecône jusqu'à ce que la nouvelle soit prête. Le Saint-Bernard n'y consent pas, décide de renvoyer les élèves en novembre 1922 et de faire administrer la ferme par un économiste, comme cela se fait à Saint-Oyen, et nomme à cette fonction le chanoine Félix Nanchen.

Ces tiraillements indisposèrent le Saint-Bernard à l'égard de l'Etat au point que, celui-ci ayant demandé l'achat d'une parcelle du domaine d'Ecône pour les études d'arboriculture, il ne lui donna pas même de réponse. Cette saute d'humeur très explicable ne refroidit pas longtemps les relations avec l'Etat.

Durant les trente ans que dura l'école d'Ecône, elle exerça une grande et bienfaisante influence : au point de vue agricole, en introduisant en Valais des méthodes rationnelles dans les différentes branches de l'agriculture et en donnant un bel essor à la culture fruitière et, au point de vue religieux, en faisant bénéficier nombre de jeunes gens d'une formation en harmonie avec leur âge et leur milieu.

Trente ans plus tard, sur les instances du gouvernement de la région autonome d'Aoste, le Saint-Bernard se décide à organiser une nouvelle école d'agriculture. Il achète dans ce but la ferme de Montfleuri qui servira de terrain d'expérimentation, et le gouvernement met à sa disposition un bâtiment spacieux situé à un quart d'heure d'Aoste, près de l'antique église de Saint-Martin de Corléan. Le chanoine Henri Loye, prieur, et Félix Piccot, ingénieur agronome, aidés de quelques religieux commencent leur enseignement, en novembre 1951, à une trentaine d'élèves.

L'activité déployée par le Saint-Bernard dans l'étude et l'enseignement a donc abouti à des réalisations notables.

## La vie liturgique et religieuse

### *Vie liturgique*

Le sens liturgique, déjà en baisse au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, continue de décroître jusqu'à ces dernières années qui marquent une reprise.

Tant que le Saint-Bernard eut un office de rite propre, le besoin d'un calendrier annuel ne se fit pas sentir, parce que les offices de saints étaient très peu nombreux. Par l'adoption de l'office romain et des saints CCRR, le choix de l'office à dire devient plus compliqué et, en 1768, on constate un manque d'uniformité dans la récitation de l'office. Le chapitre de cette année-là décide que le sacristain composera un directoire des offices auquel tous devront se tenir. En 1806, le prévôt Rausis fait établir un calendrier perpétuel *romano-lateranense* pour servir au sacristain dans la rédaction du calendrier annuel. Ce calendrier perpétuel est approuvé en 1882 par la Congrégation des rites. Le besoin d'un remaniement se faisant sentir, le chapitre de 1914 nomme une commission chargée de la révision du calendrier. Le prévôt Bourgeois ne lui laisse que l'alternative de rejeter ou de conserver en bloc les offices des CCRR. La seconde alternative est choisie et la Congrégation des rites approuve ce calendrier fort chargé, puisqu'il comprend une centaine d'offices de saints CCRR, outre ceux de l'office romain. De là, la tendance qui s'affirme à plusieurs reprises depuis 1937, à décharger l'office d'un bon nombre de CCRR. Comme cette tendance se retrouve dans différentes branches de l'ordre, il y a espoir de la voir bientôt se réaliser. Le chapitre de 1951 décide de faire les démarches nécessaires pour améliorer et enrichir l'office propre de saint Bernard.

L'office se disait régulièrement à l'église. L'hiver, le froid y était rigoureux jusqu'à quinze degrés sous zéro<sup>10</sup>. Dès 1804, par concession du nonce, les claustraux disent l'office au réfectoire durant l'hiver et sont même dispensés du chœur les jours où, obligés de sortir pour aider les voyageurs, ils ne restent pas en nombre suffisant. Interprétant largement cette concession, ils l'étendent aux jours de promenade. Cela paraît abusif au chapitre conventuel de 1903 qui décide de réciter, ces jours-là, à huit heures du soir, les vêpres, les complies, les matines et les laudes.

Un tel blocage des heures canoniales, qui fait violence à leur nature, ne serait pas même venu à l'esprit des anciens CCRR. Les claustraux y sont arrivés par étapes. Boniface avait ouvert une brèche dans l'ordonnance de l'office divin prescrit par les constitutions en introduisant à Saint-

<sup>10</sup> Le 7 janvier 1850, le thermomètre marquait —13 dans l'église. Le chanoine Fréd. Lugon trouva en partie gelé le vin qu'il venait de consacrer, bien qu'il eût fait chauffer les burettes avant d'aller à l'église, comme cela se pratiquait.

Jacquême, l'anticipation des matines et des laudes, qui lui paraissait, sans doute, plus favorable aux études. Après la séparation, probablement vers 1770, quand l'hospice devient le siège stable des études philosophiques et théologiques, les claustraux commencent à anticiper les matines et laudes. L'horaire journalier d'hiver devient dès lors le suivant : après le lever, méditation et petites heures au réfectoire, suivies des messes célébrées à l'église ; après midi, à 5 h. 15, vêpres, complies, matines et laudes d'affilée, au réfectoire. Cet horaire indique le niveau du sens liturgique. On fait pis encore : depuis 1911, l'église étant chauffée, les petites heures se disent à l'église, mais durant la messe conventuelle, que suit une messe de communion !

Heureusement le renouveau liturgique, qui fermente dans l'Eglise, se fait sentir dans la communauté du Saint-Bernard. En 1934, la messe conventuelle, au lieu d'être dite durant les petites heures, se célèbre à leur suite et élimine la messe de communion. L'année 1935, la répartition des heures canoniques subit une réorganisation radicale : les matines et laudes sont fixées au début de la journée, la messe conventuelle a sa place parmi les petites heures, les vêpres à 16 heures et les complies à 20 h. 15 en place de la prière du soir. Cette sorte de révolution provoque une réaction en 1938, quand le prieur claustral rétablit l'horaire en usage avant 1935. Il faut attendre l'année 1946 pour que l'horaire de 1935 soit rétabli d'une manière stable et amélioré : une certaine latitude prise quant à la place de la messe conventuelle parmi les petites heures permet d'éviter tout blocage des heures, qui constituent de nouveau le cadre journalier normal des chanoines claustraux :

5 h. 50	les matines et laudes,	12 h.	sexe.
	la méditation,	14 h. 15	none.
	prime,	16 h.	les vêpres.
	la messe conventuelle,	20 h. 30	les complies.
	tierce.		

Parallèlement à cette amélioration de l'horaire liturgique, rien n'est négligé pour obtenir une meilleure psalmodie de l'office, un plain-chant plus soigné, une exécution plus solennelle des cérémonies et surtout, une plus profonde intelligence des offices liturgiques. Ce renouveau est suivi avec ardeur par la jeune communauté d'Ecône et exerce une influence réjouissante même dans les paroisses.

### *Vie religieuse*

La séparation faite, il semble que rien ne s'opposait plus à une stricte observance des constitutions, idéal souvent invoqué par les chanoines valaisans comme motif de séparation contre les Savoisiens. Tel ne fut pas

le cas. Durant les dernières années du procès, la cause avait insensiblement glissé du terrain de l'observance sur le terrain politique jusqu'à devenir une question de nationalités. De sorte qu'après la séparation, la question des constitutions resta au second plan.

Sous le prévôt Bodmer (1753-1758), on ne voit pas qu'il en est question. Thévenot, par les péchés qu'il se réserve au chapitre de 1759, manifeste la volonté de combattre l'esprit antireligieux. L'année suivante, il porte quelques décrets disciplinaires pour les claustraux : les habits seront demandés au cellérier, tout prêtre consignera au prieur chaque mois les messes dites et au clavendier les honoraires reçus, etc. En 1768, à l'unanimité, le chapitre rétablit la coutume de jeûner la veille de la fête de saint Augustin ; en 1769, il enjoint à deux chanoines députés au nonce de Lucerne de demander qu'il remette en vigueur les constitutions et qu'il rapporte le décret interdisant de recevoir plus de trois religieux de la même paroisse. Ce second objet intéressait davantage le chapitre que le premier. La députation est très mal accueillie du nonce qui intime sa visite de la prévôté. Le prévôt convoque le chapitre à l'hospice pour le 12 octobre 1769 en vue de cette visite, qui ne semble pas avoir lieu<sup>11</sup>.

Il faut arriver jusqu'en 1772 avant que la question de l'obligation des constitutions soit nettement posée. Un chanoine d'une conscience délicate, le prieur Luder, ayant la charge de former les novices, enseignait que les constitutions sont obligatoires. On lui opposait qu'elles sont impossibles à observer et que les habitudes contraires les ont annulées. Luder posa la question au chapitre : cela provoqua de l'agitation, mais aucune décision. Pour la tranquillité de sa conscience, il interrogea le nonce de Lucerne. Celui-ci répondit, le 27 novembre 1772, s'étonnant qu'on pût concevoir des doutes dans une question aussi claire : les constitutions ayant été approuvées par le Saint-Siège, il n'y a pas longtemps, il ne peut être question d'habitude contraire et leur inobservance est manifestement un abus. Si donc elles sont réellement impossibles à observer, il faut en demander la modification au Saint-Siège<sup>12</sup>. Les chapitres de 1775 et 1777 adoptèrent ce point de vue et confièrent à quatre religieux le soin d'accommoder les constitutions aux temps et aux circonstances. On ne voit pas que ces décisions obtinrent leur effet.

En droit, les constitutions conservaient donc leur autorité. Luder, élu prévôt en 1775, non sans opposition, parce qu'on craignait qu'il ne fût observer rigide-ment les constitutions, montra du zèle pour la régularité mais un zèle prudent puisque pendant vingt-huit ans qu'il fut prévôt, il ne recourut qu'une fois à la nonciature. Parmi les mesures qu'il prit en

<sup>11</sup> Le registre des chapitres ne contient rien à cette date. Cf. *Recueil pour servir à l'histoire des constitutions...* par Jos. Ballet, curé de Sembracher dès 1778. AGSB.

<sup>12</sup> AGSB, *Constitutions*.



faveur de la discipline religieuse, il faut mentionner quelques prescriptions portées en 1776 à l'intention des claustraux : diligence à observer les constitutions, défense d'aller au poêle durant les récréations, de friser ses cheveux, obligation de rendre raison des absences du chœur, lecture spirituelle en commun les dimanches et fêtes, seconde lecture aux repas quand il n'y a pas d'hôtes, interdiction d'avoir de l'argent en propre, etc.<sup>13</sup>. Afin de permettre une exacte observance de la clôture, Luder fit aménager l'hospice en 1778. Il interdit la chasse de novembre à juillet, ordonna de déposer les armes dans la chambre du prieur. Il fit préciser, au chapitre de 1778, quelques points des constitutions : les religieux en voyage logeront chez leurs confrères ou, autant que faire se peut, chez des ecclésiastiques. Les bénéficiers rendront compte chaque année (non chaque trois ans) au chapitre ; ils ne sortiront pas du diocèse sans l'autorisation du prévôt. Aucun bénéficiaire ne contractera de dettes et ne fera d'acquisition de terres ou de revenus sans la permission écrite du prévôt et du chapitre. Bien que tous les bénéficiers tiennent des servantes, le chapitre déclare que l'interdiction d'en tenir ne peut être éteinte ni par la coutume ni par le silence des supérieurs.

Cependant, vu la quasi-impossibilité d'avoir des cuisiniers, il était bien difficile d'observer ce point des constitutions. Le prévôt l'exposa au nonce de Lucerne, Vinci, qui autorisa les bénéficiers à tenir des servantes à la condition qu'elles aient quarante ans au moins. Le prévôt fit connaître cette concession au chapitre de 1791, en interdisant au nom de la sainte obéissance aux bénéficiers d'engager une servante avant de lui avoir fait connaître son âge. Toutes ces mesures montrent clairement que le prévôt Luder a fait preuve d'une sollicitude continuelle quant à l'observance des constitutions.

Sous le prévôt Rausis, son successeur (1803-1814), l'Europe retentit des faits d'armes de Napoléon. Le souci des constitutions passe à l'arrière-plan ; cependant l'acte d'union de l'abbaye de Saint-Maurice en impose l'observance. L'Empire résolut à sa manière le problème des constitutions et faillit étouffer l'institution qu'il prétendait protéger, en intervenant dans son organisation intime. A la demande du préfet du département du Simplon, le prévôt Rausis envoya, le 9 décembre 1811, un projet de constitutions au ministre des cultes. Le projet revint, profondément modifié, et fut imposé au Saint-Bernard et à l'abbaye unie, par décret du 17 mars 1812. Ces constitutions impériales diminuaient le nombre des capitulants, remettaient à l'empereur la nomination du prévôt qui assumait toute l'administration, enlevaient au chapitre l'élection des officiers et visiteurs, remettaient au seul prévôt l'admission à la profession, remplaçaient les vœux par une simple promesse, constituaient un conseil de

<sup>13</sup> AGSB, *Chapitres conventuels*.



surveillance composé du préfet, de l'évêque et du président du conseil général du département. Ce conseil fixait le nombre des novices, déterminait le budget des maisons de la congrégation et le soumettait à l'approbation du ministre des cultes. L'évêque de Sion obtenait juridiction spirituelle sur chaque maison, mais non sur la discipline intérieure, à moins qu'il ne visite en personne l'établissement. Ces constitutions étaient contraires à l'essence de la vie religieuse et à l'exemption. Les religieux en furent atterrés. Le 29 avril déjà, par l'entremise du chanoine Murith, ils firent parvenir au préfet leurs doléances : la réduction du chapitre est ruineuse ; dans la nomination du prévôt, le chapitre doit au moins avoir droit de présentation ; l'élection des officiers et visiteurs est à laisser au chapitre, la suppression des vœux est désastreuse, etc.<sup>14</sup>

Le nonce interrogé donna cette directive : ne pas manifester le rejet des constitutions impériales, mais s'en tenir aux anciennes dans la pratique. Heureusement, une telle législation n'eut qu'une existence éphémère puisqu'elle tomba avec l'Empire moins de deux ans après son imposition.

Mais l'adaptation des constitutions restait toujours à faire. Le chapitre de 1825 gémit, en constatant que les constitutions insensiblement sont tombées dans l'oubli, et charge le prévôt et quatre chanoines de les examiner pour conserver ce qui est observable et solliciter l'abrogation de ce qui ne l'est pas. Cinquante ans s'étaient écoulés déjà depuis que, pour la première fois, le chapitre avait pris une semblable décision. Cette fois il montre plus de persévérance. En 1831, la commission présente son projet. Le chapitre l'accueille favorablement tout en remettant à l'année suivante l'acceptation définitive. Au grand chapitre de 1832, les constitutions révisées sont lues et on décide de les observer durant trois ans par manière d'essai, tandis qu'une nouvelle commission étudiera chaque année un tiers de ces constitutions et en fera rapport aux chapitres annuels. Le chapitre de 1835 proroge pour trois ans l'observance des constitutions révisées et le travail de correction. Puis, peut-être par décision du chapitre de 1838, des exemplaires de ces constitutions sont remis aux capitulants, qui doivent y noter leurs réflexions et les retourner dans un délai fixé<sup>15</sup>.

Le 24 août 1841, par mandat de la nonciature, le prévôt proroge le délai jusqu'à Pâques 1842, afin que la commission nommée par le chapitre de 1832 puisse mettre la dernière main à ses travaux durant l'année<sup>16</sup>. Ces nouvelles constitutions, conformément à la décision prise en 1825, élaguaient ce qui était tombé en désuétude, maintenaient ce qui restait en

<sup>14</sup> AV, Dép. Int. SB.

<sup>15</sup> En 1840, le chanoine Jos. Hubert, économiste du Simplon, retourna son exemplaire annoté avec cette conclusion qu'il s'opposait à la mise en vigueur de ces constitutions parce qu'elles n'ont pas les conditions requises pour obliger. Il existe aux AGSB, cinq copies de ces constitutions.

<sup>16</sup> AGSB, *Chapitres*.

usage, en y ajoutant les coutumes existantes et plusieurs décrets portés en 1718 par le chapitre et la Congrégation des évêques et réguliers. Elles représentent une tentative sérieuse de faire la synthèse des anciennes constitutions et des coutumes introduites.

Tous ces efforts n'aboutissent pas. Dès 1844, c'est le silence sur les constitutions. Les événements politiques, qui mettent en cause l'existence même de la maison, absorbent toute l'attention.

Longtemps plus tard, sous le prévôt Deléglise, quand les constitutions reviennent à l'ordre du jour, en 1884, il ne s'agit plus que de réimprimer les anciennes avec les décrets des chapitres et des notes. Même cela ne reçoit pas d'exécution.

Sous le prévôt Bourgeois (1888-1939), la question de l'observance est reprise dans son ensemble sans que cependant on touche aux constitutions<sup>17</sup>. Le chapitre emploie une grande partie de la journée du 25 juillet 1905 à la lecture et à l'amendement d'un ensemble de décrets qui lui sont soumis. Le secrétaire du chapitre reçoit la charge de rédiger le texte de ces décrets et d'en envoyer un exemplaire à chaque capitulant qui doit le retourner muni de ses observations. Au chapitre de 1906, les décrets préparés sont encore examinés et amendés ; le même chapitre les accepte et leur donne force de loi. Le secrétaire les transcrit dans le registre des chapitres. Le prévôt et le chapitre conventuel les authentiquent de leurs signatures le 2 septembre 1906. Ces décrets imprimés à Bex par F. Droz la même année forment le complément indispensable des constitutions.

La première section traite de l'ordonnance des chapitres et des élections ; elle est empruntée en grande partie au plan de chapitre établi en son temps par Boniface à l'exception de quelques prescriptions relatives aux élections. La deuxième section comprend nombre d'ordonnances pour la sauvegarde des vœux de pauvreté, chasteté et obéissance, l'exercice de l'hospitalité, les exercices spirituels. Les autres sections concernent les novices et le temporel. Le dernier décret fait une obligation de lire chaque année les constitutions et les décrets. Ces décrets sont une codification de décisions prises et reprises par le chapitre, de coutumes existantes, de réponses du nonce et de plusieurs prescriptions tirées du projet des constitutions élaboré entre 1832 et 1844.

Depuis la décision du chapitre de 1718, le nonce de Lucerne reste l'interprète officiel des constitutions. Les fréquents recours à cette autorité montrent que de part et d'autre cet office est pris au sérieux. Nous ne savons quand il prend fin.

<sup>17</sup> Le jeûne du carême, qui s'observait rigoureusement à l'hospice, fut adouci par le prévôt Bourgeois, qui permit aux professeur et élèves de prendre du pain au déjeuner et de faire une collation plus abondante le soir. Fab. Melly, *Notes manuscrites*.

Les constitutions et les décrets sont la loi écrite du Saint-Bernard. Lus et relus, étudiés pendant le noviciat, consultés dans les conflits de compétence, limés par l'usage, ils moulaient la vie des religieux en leur rappelant fréquemment une ligne de conduite sûre et empreinte d'idéal.

## L'activité hospitalière

### *La frontière*

Après la séparation, l'Etat sarde chicana longuement le Valais au sujet de la ligne frontière entre les deux pays, peut-être dans l'intention de recouvrer la haute main sur l'hospice. Mais il ne put faire triompher ses prétentions contre la tradition plusieurs fois centenaire qui situait à la Fontaine-Couverte la limite entre les deux Etats. En 1778, on plaça une pierre aux armes de la Savoie et du Valais, à l'endroit où le chemin franchit ce ruisseau. Hors du chemin, la frontière des deux Etats resta indécise jusqu'en 1906, date où il fut déterminé que la frontière serait constituée par l'arête de la Chenalette, au couchant, et par une ligne droite allant de la Fontaine-Couverte au col du Mont-Mort, au midi. L'acceptation par la Suisse de cette frontière fut regardée comme un succès par les Italiens<sup>18</sup>.

### *Chemins et route*

En l'année 1786, le Valais et le roi de Sardaigne étaient en train d'établir un règlement de la circulation et du transport des marchandises sur le col du Saint-Bernard. Ce règlement prévoyait entre autres que les communautés de Saint-Rhémy et de Bourg-Saint-Pierre maintiendraient le chemin praticable toute l'année ; durant l'hiver, en le piquetant au moyen de perches. Ces deux communautés assureraient le service des voyageurs et le transport des marchandises pour un prix fixé et tiendraient un registre des guides, qui fonctionneraient à tour de rôle. Une souste sera établie près de l'hospice, etc.<sup>19</sup> La tourmente de la Révolution française empêcha la mise à exécution de ce règlement, en partie seulement, car la bourgeoisie de Bourg-Saint-Pierre fit édifier en 1803 et 1804, sur le col, une souste à marchandises, fournit à plusieurs reprises, par exemple en 1860 et 1916,

<sup>18</sup> J.-A. Duc VIII, p. 519.

<sup>19</sup> Ph. Farquet, *Un chapitre de l'histoire de Martigny*, dans *Ann. val.* 1937, pp. 257 et 258.

les perches nécessaires au piquetage de la piste d'hiver et s'acquitte encore de cette charge. Sur le versant italien, jusqu'à ces dernières années, les cantonniers entretenaient deux cordes aux endroits difficiles pour faciliter la circulation en hiver.

En 1814, il est question de réparer le chemin entre le Bourg-Saint-Pierre et l'hospice. Le chapitre accepte de le réparer à proximité de l'hospice et, à la demande du Bourg, de subsidier la réparation du reste du chemin, sans engagement pour sa manutention. Conformément à cette décision, l'hospice prend à sa charge en 1816 la réfection du tronçon du chemin, du col à la frontière italienne<sup>20</sup>.

Le chemin n'était pas carrossable, il arriva que des touristes anglais firent transporter leur voiture en pièces démontées du Bourg-Saint-Pierre à Saint-Rhémy afin de pouvoir continuer leur voyage.

Le gouvernement radical du Valais (1848 à 1857) songe à établir une véritable route carrossable entre Martigny et Aoste. Il y intéresse d'autres cantons suisses sous les auspices de la Confédération. Le 14 août 1851, les délégués des sept cantons intéressés et des Etats sardes réunis à Aoste rédigent une convention relative à cette route en prévoyant le percement d'un tunnel sous le col de Menouve<sup>21</sup>. M. Barman, chef du Conseil d'Etat, d'abord partisan du tunnel de Menouve, après un examen attentif des lieux, écrit en date du 21 juillet 1854 que le Conseil National a voté trois cent mille francs pour la route de Martigny à Aoste et que « si le Sénat de Turin pouvait ouvrir les yeux à l'évidence pour ouvrir le tunnel par-dessous l'hospice, je serais au comble de la joie »<sup>22</sup>. Le point de vue de Barman n'est pas retenu et l'on se met, en 1855, à percer le tunnel de Menouve. Le prévôt Deléglise envisageait de déplacer l'hospice à l'entrée du tunnel pour y continuer l'œuvre de saint Bernard<sup>21bis</sup>. Le tunnel mesure à peine une douzaine de mètres quand l'entreprise est abandonnée. Le gouvernement conservateur, qui arrive au pouvoir en 1857, ne le continue pas. L'idée d'enlever à l'hospice sa raison d'être, en détournant par Menouve la circulation, n'a pas été étrangère à ce projet<sup>22bis</sup>.

Il reste à entretenir et améliorer le vieux chemin. Grâce à de modiques subventions de l'Etat, l'hospice fait quelques réparations de 1860 à 1870.

Mais dès 1861, le prieur du Saint-Bernard suggérait à Joseph-Antoine Luder, chef du Département des ponts et chaussées du Valais, un tracé de

<sup>20</sup> Des travaux furent exécutés en 1815 comme l'indique la date gravée contre un rocher le long du vieux chemin, au Grand-Poyet. L'hospice assumait l'entretien du chemin jusqu'à l'Hospitalet.

<sup>21</sup> AGSB.

<sup>22</sup> AGSB.

<sup>21bis</sup> (Lettre du 1<sup>er</sup> novembre 1854, AV 104, Saint-Bernard, N° 198).

<sup>22bis</sup> Cf. Abbé François Martinet, *Un curieux projet de chemin de fer*, p. 9.

route pour le col du Saint-Bernard. Luder prit en considération cette suggestion et envoya l'ingénieur Venetz étudier le tracé sur les lieux. En 1873, le chapitre conventuel, consulté au sujet du subside à accorder pour la route, estima qu'il pourrait contribuer pour trente mille francs, vu l'utilité de cette route dont le tracé permettrait, moyennant la construction de deux petites galeries aux Jardins du Valais, d'éviter les avalanches de la Grand-Combe. Les tractations allaient lentement. En 1885 ou au début de 1886, le Département fédéral de l'intérieur communiquait au Valais que les Italiens avaient le projet de rendre carrossable le tronçon supérieur de la route du Saint-Bernard, mais que le département militaire avait donné un préavis défavorable à l'établissement d'une nouvelle route sur le versant suisse. Il demandait son sentiment au Valais. Celui-ci, dans sa réponse, le 22 janvier 1886, se montra chaudement favorable à ce projet. Le conseil du district d'Entremont, unanime, le recommanda à l'Etat du Valais. Le chapitre du Saint-Bernard, tenu le 11 avril 1888, alloua au procureur la somme de vingt mille francs pour restaurer la route, avec faculté de traiter avec le gouvernement. Le 16 juin suivant, Chappex, chef du Département des ponts et chaussées, écrivait à Jules Frossard, administrateur de la prévôté, que le projet de route par le Grand-Saint-Bernard était plus que jamais à l'ordre du jour en raison : 1. de l'établissement du chemin de fer jusqu'à Aoste ; 2. du projet italien de rendre la route carrossable d'Aoste au col du Saint-Bernard ; 3. de l'édifice considérable que le Saint-Bernard projetait d'élever sur le col. Il proposait donc au Saint-Bernard d'y contribuer pour une vingtaine de mille francs, la dépense totale prévue étant de cent dix mille francs, les galeries comprises<sup>23</sup>. Enfin le 10 juin 1889, le travail commença. Une chapelle fut aménagée à La Pierre pour que les ouvriers de la route puissent entendre la messe les jours d'obligation. Les travaux durèrent quatre ans. Une galerie fut construite aux Jardins du Valais. Le 5 septembre 1893, le prévôt Bourgeois bénit la route en présence du Conseil d'Etat et des magistrats de Martigny et de l'Entremont.

Dès lors, durant la bonne saison, les voitures purent arriver jusqu'au col, tandis qu'auparavant tout transport de personnes ou de marchandises se faisait à dos de mulet. En août 1901, la première automobile arriva à l'hospice. En 1902, il fut même question d'établir un chemin de fer jusqu'au Saint-Bernard et Aoste<sup>24</sup>.

Du côté italien, une route dite le Chemin des Autrichiens tracée au-dessus du vieux chemin avait reçu un commencement d'exécution au temps de Charles Albert (1831-1849) puis fut abandonnée par ordre de l'Au-

<sup>23</sup> AGSB.

<sup>24</sup> En 1905, une trombe formidable changea le plateau de Proz en moraine, ensevelit un tronçon de route et emporta un pont. La voiture postale se trouva bloquée entre les torrents de Menouve et du Vêlan.

triche<sup>24bis</sup>. Plus tard on traça une route carrossable qui fut achevée en 1905 et bénie le 14 juillet. Trois jours après commençait déjà un service régulier de voitures postales entre Saint-Rhémy et l'hospice.

Cette route est inutilisable la grande partie de l'année. Au début de l'été, il faut déblayer les tronçons supérieurs des neiges qui les encombrant. Aux alentours de l'hospice les chanoines se chargent parfois de ce travail. Durant l'hiver 1934-1935, d'énormes avalanches avaient recouvert la route, au pont Nudry, de huit mètres de neige en moyenne. Au lieu d'ouvrir une tranchée, on jugea plus avantageux et plus pittoresque de percer un tunnel dans la neige. Ce tunnel, long de quarante-trois mètres, fit la joie de milliers de touristes.

La galerie, qui avait été établie aux Jardins du Valais, se révéla de peu d'utilité. Elle fut détruite en automne 1938 et les matériaux furent employés à l'agrandissement de la place du col pour le stationnement des autos dont l'afflux croît d'année en année.

### *Communications*

L'hospice bénéficia très tôt des moyens rapides de communication découverts par la science moderne et sut les utiliser pour rendre plus efficace l'aide aux voyageurs.

En 1870, le télégraphe fonctionnait entre Martigny et Bourg-Saint-Pierre. La ligne fut prolongée jusqu'à l'hospice en 1885 et commença à fonctionner le 1<sup>er</sup> octobre. Le prévôt Bourgeois, alors maître des novices, faisait l'office de télégraphiste. Utilisant la ligne du télégraphe, il établit le téléphone entre l'hospice et la Cantine-de-Proz le 31 décembre 1886<sup>25</sup>. L'année suivante, il l'installe de l'hospice à Fontintres et à Saint-Rhémy<sup>26</sup>. Ces lignes rendent d'inappréciables services aux voyageurs auxquels elles épargnent une multitude d'accidents. Elles avaient le grand défaut d'être aériennes et d'être inutilisables par le gros temps. C'est pourquoi en 1933 les lignes furent mises sous terre de l'hospice à l'Hospitalet. Cette heureuse réalisation, à laquelle les jeunes religieux ont collaboré péniblement de leurs mains, assure le fonctionnement du téléphone en toute saison.

<sup>24bis</sup> Cf. J. O. Mellé, *De la viabilité dans la Vallée d'Aoste*, pp. 24 et ss.

<sup>25</sup> Ce fut, paraît-il, le second téléphone installé en Valais et encore le premier n'était-il destiné qu'au service intérieur d'un hôtel du Haut-Valais. La liaison des téléphones privés du Grand-Saint-Bernard avec le réseau officiel se fit attendre de longues années ; avec l'hospice du Simplon, jusqu'en 1916.

<sup>26</sup> En décembre de la même année 1887, il l'installa de La Thuile au Petit-Saint-Bernard ; d'où il fut heureux, grâce à la connexion combinée des lignes télégraphiques, d'envoyer à l'hospice un salut téléphonique ; plus heureux encore de la stupéfaction de ses confrères (qui le croyaient à la Cantine italienne) quand il leur dit qu'il était au Petit-Saint-Bernard.



Nous avons déjà signalé l'existence d'un service postal en 1720. Ce service continue et se développe. Durant l'hiver, il est assuré par un messager à ski qui apporte le courrier postal de Bourg-Saint-Pierre à l'hospice. Actuellement l'hospice se charge de ce courrier. Rude service et combien périlleux parfois. En été, la diligence, maintenant l'auto postale prend le courrier.

Le service avec diligence arrive, en 1859, jusqu'à Bourg-Saint-Pierre ou la Cantine-de-Proz. Il suscite de l'opposition de la part des guides de l'Entremont qu'il frustre de leur gagne-pain. Le Conseil d'Etat entre dans leurs vues et fait des démarches pour sa suppression<sup>27</sup>. Si ces démarches ont abouti, elles n'ont pas un effet durable, car le service par diligence se fait jusqu'à l'hospice dès l'année 1896. Dès que la route italienne est achevée en 1905, un service analogue est organisé d'Aoste au Grand-Saint-Bernard. Actuellement, le transport des voyageurs par poste a pris une telle ampleur qu'il requiert trois ou quatre cars postaux quotidiens pour le seul versant suisse.

Parmi les moyens de locomotion d'hiver, le ski est assurément le plus adapté au Saint-Bernard. Et pourtant son usage est récent, comme dans le reste de la Suisse. Cependant, dès 1878, une paire de skis norvégiens est envoyée à l'hospice. Encore fallait-il savoir s'en servir. Après quelques essais infructueux, ces skis furent relégués au galetas et les religieux continuèrent le sport primitif de la planche, qui consistait à glisser sur la neige au moyen d'une simple planche munie au bas d'une traverse pour retenir les pieds. Pour voyager par grosse neige, ils employaient les raquettes. Depuis 1892, quelques chanoines se mirent au ski d'une manière suivie. L'hiver 1893-1894, Joseph-Henri Wolf et le frère Emile Pellouchoud se sont mis à fabriquer des skis. Bientôt tous les religieux en eurent et, à l'aide d'un long bâton, purent prendre leurs ébats sur la neige. Ces premiers skis étaient fixés aux souliers avec la même rigidité que des patins.

Comme les voyageurs utilisaient encore peu le ski et qu'il fallait conserver la piste pour les piétons, quand les religieux descendaient en excursion jusqu'à La Pierre ils devaient remonter à pied pour maintenir le « pion » (piste pour piétons).

Peu à peu, le ski se perfectionna et devint d'un usage plus pratique grâce à la mobilité de la fixation et à l'emploi de deux bâtons à rondelle. A partir de 1900, des touristes utilisent le ski pour monter à l'hospice en hiver. C'était l'exception. Actuellement on ne monte qu'à ski. Ce moyen de locomotion procure aux habitants de l'hospice une grande facilité de se déplacer pour leurs affaires ou l'aide des voyageurs et l'agrément de magnifiques excursions d'hiver. Il a transformé en grisantes glissades les pénibles déplacements d'autrefois.

<sup>27</sup> AV, *Délibération du Grand Conseil*, mai 1859.



## Adaptation de l'hospitalité

[Durant ces deux cents dernières années, le mode d'exercer l'hospitalité a dû se plier aux circonstances.] Le chapitre eut souvent à s'en occuper. Celui de 1802 entre dans quelques détails : il fixe la ration de vin à trois verres pour toutes personnes « sans distinction de religion », décide qu'il y aura désormais deux marronniers (guides), un pour chaque versant du col et que l'on fournira aux hôtes, en fait de services, des cuillères en bois pour l'ordinaire.

[Les voituriers que leur office ramenait fréquemment à l'hospice recevaient une ration fixée par la coutume et appelée « chérîté ».] Cette aumône fut-elle négligée ? Toujours est-il que le Bourg-Saint-Pierre la réclama comme un dû en 1806. La question traîna jusqu'en 1819 où le chapitre offrit aux voituriers du Bourg le choix entre une ration consistant en un sixième de pain et un verre de vin ou le régime commun de l'hospitalité.

[La création de routes carrossables sur les deux versants augmenta sensiblement l'afflux des voyageurs. La circulation automobile multiplia le nombre des visiteurs au point que le service de l'hospitalité se trouva parfois débordé. Pour suffire aux besoins, fut élevé de 1895 à 1899 la Maison Neuve, qui doublait les possibilités de l'hospitalité.] Le chapitre de 1908, sans rien changer encore à l'ordre établi, invite les religieux à réfléchir aux changements à apporter. Après plusieurs tâtonnements, les chapitres de 1920 à 1922 décidèrent que les personnes voyageant en auto ne pourraient passer la nuit à l'hospice et que la pension serait diminuée tout en restant gratuite.

La maison jugea ce changement si important qu'elle obtînt de Rome son insertion dans les constitutions, au titre 10, qui traite du clavier <sup>28</sup>.

### Ancien texte

<sup>28</sup> ... qui (claviger) nedum officialibus  
religiosis, etiam eleemosinario —  
et conversis pro pauperibus  
et peregrinis

et omnibus transeuntibus  
quaecumque opus fuerint victui  
necessaria, sed etiam omnibus  
petentibus et indigentibus,  
cuiuscumque status, gradus, aut  
conditionis existant, panem et  
victum atque pictantiam  
secundum diei qualitatem  
debeat et teneatur gratiose  
et liberaliter ministrare ;

### Nouveau texte

Qui officialibus  
religiosis, eleemosinario  
et conversis pro pauperibus  
et peregrinis

qui ut egentes agnoscuntur  
aut benefactoribus  
convenientem victum

secundum diei qualitatem  
debeat et teneatur gratiose ministrare  
quoad tamen tempus rigoris hiemalis,  
prout necessitas postulaverit,  
hospitalitatis officium omnibus,  
cuiuscumque gradus, status aut  
conditionis existant, iuxta laudabi-  
lem antiquum morem exhibeatur ;

Ces mesures se révélèrent bientôt insuffisantes. Nombre de touristes venus en auto étaient fort contrariés de ne pouvoir passer la nuit sur le col. En outre, cars et autos déversaient des foules toujours plus nombreuses devant l'hospice. Il y eut même des cas d'exploitation révoltante : des organisateurs de courses faisant figurer dans le prix de la course celui du dîner alors que ce repas était fourni gratuitement par l'hospice. C'était l'envahissement et la dilapidation. D'autres mesures s'imposaient. On envisagea de louer la Maison Neuve à un hôtelier : les gens de condition modeste continueraient d'être reçus gratuitement dans le vieil hospice tandis que les touristes seraient hébergés dans l'hôtel. Le chapitre de 1924 confia aux claustraux de mettre sur pied un contrat de location de la Maison Neuve. L'affaire fut rapidement menée et un chapitre extraordinaire réuni à Martigny le 19 février 1925 approuvait la location faite aux familles Lonfat et Gentinetta, qui continuent jusqu'en 1970 l'exploitation de la Maison Neuve devenue « Hôtel de l'Hospice du Grand-Saint-Bernard ».

### *Passants*<sup>29</sup>

Les événements politiques, militaires et religieux exercent leur répercussion sur la clientèle, toujours nombreuse, de l'hospice.

[La Révolution française contraignit une multitude de prêtres français, qui refusèrent le serment à la constitution, à chercher un refuge dans les pays voisins.] La maison prévôtale, les cures de Martigny, de Sembrancher, etc., en accueillirent une vingtaine. Au nombre de ces prêtres se trouvaient les abbés Mercier et Bégon, grands vicaires de Clermont, et le vicaire général de Chambéry, Biogez, l'abbé Tixier, chanoine de Clermont-Ferrand<sup>30</sup>.

[Depuis la fin de 1792 et durant toute l'année 1793, l'hospice fut constamment rempli par des émigrés français qui allaient chercher refuge en Italie. Il en passa environ cinquante mille, la plupart membres de la noblesse ou du clergé. Citons parmi tant d'autres : en septembre 1792, les Barnabites d'Evian ; en décembre, Joseph de Maistre avec sa famille rejoint ses deux frères, Xavier et André, qui se trouvaient déjà à Aoste ; en janvier suivant ils repassèrent le col pour se rendre à Chambéry ; au printemps 1793, dom Gabet et les moines de Tamié, qui se rendent à Turin ; en septembre, la marquise de Saint-Séverin, née d'Yenne, fille de Sophie de Menthon. Pour passer la montagne, on a placé ses quatre enfants dans des paniers fixés au bât d'un mulet<sup>31</sup>.

<sup>29</sup> Pour cet exposé, nous utilisons largement P. Gard, *Passage et l'Histoire du Valais de Grenat*.

<sup>30</sup> En 1844, l'abbé Tixier envoya trois cents francs au prévôt en compensation de l'hospitalité reçue dans sa maison de Martigny de 1793 à 1794.

<sup>31</sup> Cette marquise obtint de l'évêque de Novare une relique de Saint-Bernard pour l'hospice.

[Au printemps 1796, Napoléon envahit le Piémont. Les réfugiés ne s'y sentent pas en sécurité et refluent vers la Suisse.] Parmi eux se trouve la princesse Louise-Adélaïde de Bourbon Condé, qui franchit le Saint-Bernard le 29 avril et demeure quelque temps à la cure de Sembrancher. Une année après, elle entrait dans le couvent des trappistines de Sembrancher<sup>32</sup>.

Les mouvements de troupes sont continuels. En automne 1792, le général Montesquiou étant entré en Savoie, le Valais renforce la garde des passages frontières et place cinq hommes au Saint-Bernard. Il laisse cependant passer ce col en 1792 à un corps d'armée sarde, que Victor-Amédée III dirige sur la Savoie, mais qui rentre par le même chemin l'année suivante devant l'avance des troupes révolutionnaires. Les Français sont mécontents de l'attitude des Valaisans qui, pour leur donner satisfaction, maintiennent un piquet d'hommes au Saint-Bernard.

[En 1798, le Valais fut envahi par les troupes révolutionnaires. L'Italie avait déjà été conquise, mais des troupes devaient y être envoyées pour contenir les armées autrichiennes.] Les premiers soldats révolutionnaires qui franchirent le Saint-Bernard furent une compagnie qui arriva le jeudi saint 1798 et qui, après s'être copieusement rafraîchie, partit pour Aoste en hurlant des chansons républicaines. D'autres détachements suivirent. [Du 24 mai au 12 novembre, quarante-trois mille hommes de l'armée du Rhin avec de la cavalerie passent en Italie<sup>33</sup>.]

Cependant les Austro-Russes gagnent du terrain et poussent jusqu'à Saint-Rhémy. Cinq cents soldats français prennent leurs quartiers à l'hospice de mai à juillet 1799. Les Austro-Russes réussissent à les déloger durant quelques semaines en juillet et août. Ils sont à leur tour chassés par les Français dont deux cents soldats restent à l'hospice en garnison. En septembre, des troupes arrivées du Valais tentent un coup de main contre Aoste, mais doivent se replier. [L'Italie est perdue pour la France.] Seul Masséna résiste encore dans Gênes. [Napoléon, de retour d'Égypte, mesure d'un coup d'œil la gravité de la situation et, avec la promptitude de l'aigle, lance l'armée de réserve à travers les Alpes. Le gros de l'armée, soit quarante mille hommes, franchit le col le plus élevé, le Saint-Bernard, choisi malgré sa difficulté, pour surprendre les Austro-Russes. La tactique réussit et aboutit à la décisive victoire de Marengo le 14 juin 1800.]

Cette traversée du Saint-Bernard a été tant de fois décrite qu'il est inutile de la reprendre ici dans son ensemble. Il nous suffira d'en marquer quelques traits moins connus.

<sup>32</sup> Cf. Henri Bordeaux, *Vies intimes*, Paris 1928 et Pierre Grellet, *Louise de Bourbon-Condé, Princesse de France et trappistine valaisanne*, dans *Ann. val.* 1949, pp. 77 et ss.

<sup>33</sup> Les frais occasionnés à l'hospice dépassent trente mille francs que la France remboursera en 1800.

Ce passage ne fut pas totalement improvisé. En avril 1800, le général Marescot avait fait une reconnaissance du Saint-Bernard dans ce but. Et, auparavant déjà, des mesures avaient été prises dans cette éventualité. Mais la décision d'acheminer l'armée par le Saint-Bernard en une saison où la neige est très abondante, fut prise brusquement. Les premiers surpris furent les chanoines de l'hospice quand, le 15 mai, ils virent arriver le général Lannes avec l'avant-garde. Aussitôt ils dressèrent des tables devant l'hospice et distribuèrent à chaque soldat deux verres de vin et une ration de pain de seigle et de fromage. Le passage dura trois semaines, mais le gros de l'armée passa en sept jours, du 15 au 21 mai. Les distributions furent continuées jusqu'à épuisement des provisions, à l'exception du vin de messe et du biscuit qui fut, durant quelques jours, la seule nourriture des religieux.

Le passage de l'artillerie, cinquante canons et huit obusiers, offrit de grandes difficultés. A Bourg-Saint-Pierre, des soldats du génie démontaient les pièces. Les affûts, placés dans des caisses, étaient montés à dos de mulet; tandis que les canons, protégés par des troncs d'arbres évidés, étaient traînés à force de bras par des paysans et des artilleurs. Comme on avait promis mille francs par canon rendu au col, dix mille paysans accoururent du Valais et de Vaud avec des mulets. Ces pauvres gens furent dupés, car si les premiers arrivés au col reçurent quelque gratification, les autres ne reçurent rien et se hâtèrent de regagner leurs foyers, fort mal impressionnés par le manque de loyauté du commissaire français.

Napoléon arriva à Martigny le 16 mai et logea à la prévôté trois jours, durant lesquels il ne sortit de sa chambre que pour aller au réfectoire. Là, entouré de quelques officiers supérieurs, il partageait ses repas avec le prévôt Luder. Un silence de chartreux régna dans la maison<sup>34</sup>. Le 20, accompagné de son aide de camp, Duroc, de son secrétaire, Bourienne, et de deux chanoines, Laurent Murith, prieur de Martigny, et Henri Terrettaz, procureur, il quitta Martigny, ne s'arrêta que quelques minutes à la cure de Liddes pour prendre un rafraîchissement. Du Bourg-Saint-Pierre, il monta à dos de mulet, conduit par Pierre-Nicolas Dorsaz. Au lieu-dit Tsarairé là où le vieux chemin côtoie des précipices, le mulet glissa et Napoléon aurait roulé dans l'abîme si son guide expérimenté ne l'avait retenu. Napoléon s'en souvint et lui fit remettre, deux ans plus tard, mille deux cents francs<sup>35</sup>.

<sup>34</sup> En quittant Martigny, Napoléon laissa sa voiture au prévôt Luder. L'année suivante Murat la réclama en disant au prévôt : « Napoléon, présumant que quelques louis vous seront plus agréables que cette voiture, me charge de vous offrir trois cents livres. »

<sup>35</sup> Le roman inventé à ce sujet que le guide Dorsaz était alors fiancé et qu'il retardait son mariage parce qu'il manquait de moyens de s'établir, ce à quoi Napoléon aurait pourvu, est bien un roman, car les registres paroissiaux de Bourg-Saint-Pierre prouvent que Nicolas Dorsaz était déjà marié à cette date.

Chemin faisant, le Premier Consul s'entretenant avec les deux chanoines, leur demanda ce que l'on pensait du fort de Bard. Ils lui dirent qu'on le regardait comme imprenable. « Eh bien ! ajouta-t-il, dans quelques jours, vous apprendrez qu'il est en mon pouvoir. »<sup>36</sup>.

Arrivé au Saint-Bernard, Napoléon, accueilli par le prieur Jean-Baptiste Darbellay et les religieux, entra dans l'hospice, s'entretint avec les religieux dans la chambre qui a conservé son nom et mangea un peu de rôti que le cuisinier de l'hospice avait pu sauver de la rapacité des soldats. Il ne s'arrêta pas plus de deux heures, puis redescendit rapidement en traîneau jusqu'à Etroubles, où il passa la nuit<sup>37</sup>.

Le beau temps qui dura de la mi-mai à la mi-juin favorisa ce passage. Des historiens ont fort exagéré le danger des avalanches pour rehausser l'exploit de l'armée de réserve. Il ne semble pas qu'il en soit tombé une seule durant la traversée de cette armée, qui n'en est pas moins un exploit parmi les hauts faits militaires.

[L'effet de surprise stratégique réussit pleinement sur les Autrichiens. Ils furent complètement défaits<sup>38</sup>.]

<sup>36</sup> Ce fort défend la vallée d'Aoste en un endroit très resserré. Pour Napoléon, il constituait un sérieux obstacle à franchir. De fait, les Français ne purent le prendre d'assaut, mais le dépassèrent par surprise. La garnison se trouvant isolée, se rendit le 1<sup>er</sup> juin avec tous les honneurs de la guerre.

<sup>37</sup> Voici à titre de documentation quelques chiffres quant aux fournitures faites par l'hospice :

15 mai	1295 bouteilles de vin	831 livres de fromage
16 »	1172 » »	398 » »
17 »	2435 » »	578 » »
18 »	2685 » »	864 » »

Dans le courant de l'année 1800, l'hospice a fourni aux soldats français :

21 724 bouteilles de vin  
 3 498 livres de fromage  
 500 draps de lit et couvertures pour guêtres et pantalons  
 749 livres de sel  
 400 livres de riz  
 500 livres de pain  
 1 758 livres de viande.

Les dépenses totales s'élevèrent à 40 000 fr. ; l'hospice ne reçut que 18 000 fr. et encore après 1805.

<sup>38</sup> Les chanoines éblouis par la fortune et la faveur de Napoléon firent graver une plaque commémorative de ce passage :

NAPOLEO  
 P \* I \* FEL \* AUGUSTUS  
 FRANCORUM IMPERATOR \* I \*  
 SEMPER INVICTUS  
 TRADUCTIS  
 PERNUNQUAM TENTATUM  
 MONTIS POENINI JUGUM  
 LEGIONIBUS  
 ET TORMENTIS BELLICIS

HOSPITALEM DOMUM  
 HOSPEM ET PATRONUM  
 MUNIFICENTISSIMUS  
 ILLUSTRAVIT  
 XIII KAL \* IUNII MDCCC  
 GRATI ET MEMORES POSUERUNT  
 PRAEP \* ET CANONICI M \* I \*

Marbre se trouvant à l'hospice.

Le 12 novembre 1810, le Saint-Bernard vit passer le général César Berthier, frère du maréchal, avec mille cinq cents soldats. Il venait prendre possession du Valais au nom de l'empereur pour en faire le département français du Simplon. Le froid était si vif (—16) que nombre de soldats eurent des membres gelés.

[A la suite des revers de Napoléon, les Français tentèrent de rentrer dans leur pays par tous les chemins. Les Alliés occupèrent le Valais. Les derniers jours de l'année 1813, quatorze gendarmes français avaient occupé l'hospice. Le 1<sup>er</sup> janvier 1814, quarante Autrichiens, venant du Valais, délogent les Français sans grande difficulté et l'occupent à leur tour. Le lendemain, une compagnie et demie de soldats français arrive de Saint-Rhémy pour débusquer les Autrichiens. Durant deux jours, il y a combat sur le col. Les Autrichiens restent vainqueurs et demeurent à l'hospice jusqu'à l'abdication de Napoléon, le 6 avril 1814. C'est alors la ruée des Alliés vers la France. Cinquante mille Autrichiens traversent le Valais pour aller occuper la Savoie. Une partie de ces troupes passent le Saint-Bernard : cinq mille sous la conduite du prince Esterhazy le 19 juin 1815 ; le baron de Frimont, général des armées autrichiennes d'Italie, et le baron Tuyll, général russe, accompagnés de vingt cavaliers, le 22 juin.]

[Après la chute de Napoléon, le passage du Saint-Bernard redevient paisible. Ce sont de nouveau les marchands, les ouvriers saisonniers, les pèlerins, les grands personnages, rois, comtes, marquis, diplomates, officiers ou ecclésiastiques de tous les pays du monde qui continuent, surtout durant la bonne saison, leur interminable défilé sur le col.]

[Avec le romantisme, qui suscite le goût de la nature primitive et sauvage, le Saint-Bernard voit affluer dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle un nouveau type de passant, le touriste. Le touriste ne voyage pas pour un motif de piété ou de profit, mais pour satisfaire son besoin d'émotion au contact de la nature. Le Saint-Bernard, avec son aspect sauvage et désolé l'attire. Il y a de tout parmi ces touristes ; depuis les demi-fous qui se donnent des airs aussi échevelés que les paysages les plus déchiquetés jusqu'aux sages, chez qui le romantisme a éveillé le goût des beautés naturelles sans faire chavirer l'équilibre de la raison. Töpffer, avec ses élèves, a franchi plusieurs fois le Saint-Bernard vers 1830. Il a laissé, dans ses *Voyages en zig-zag*, des portraits amusants des diverses catégories de touristes qu'il a rencontrés au Saint-Bernard. Nous ne pouvons entreprendre de citer les noms de tant de passants. Un grand nombre sont de la haute société de France, d'Angleterre, de Russie, etc., d'autres sont des artistes, comme Richardson, en 1837, qui a laissé de l'hospice « des lithographies tourmentées »<sup>39</sup>.

<sup>39</sup> Cf. Albert Wolf, *Carnet de poche d'un peintre anglais en Valais, 1829-1830* ; dans *Ann. val.* 1945, p. 282.



Les événements de 1848 bouleversèrent, durant quelques mois, dans les circonstances que nous exposerons, l'activité hospitalière des chanoines, mais sans entraver longtemps l'afflux des passants.

Pour les temps plus rapprochés de nous, notons quelques passages parmi les plus caractéristiques pour nous faire une idée du monde varié accueilli à l'hospice.

En janvier 1874, la section du club alpin des Diablerets se rend au Saint-Bernard en course d'hiver. En 1899, l'hospice reçoit la princesse romaine Olga Altieri, descendante des Cantacuzène de Russie ; le prince Roland Bonaparte ; en 1902, le duc de Chartres, petit-fils du roi Louis-Philippe I<sup>er</sup> ; en 1903, Henri Bordeaux, qui évoquera le Saint-Bernard dans son roman *La neige sur les pas*. La reine-mère d'Italie, Marguerite, arrive à l'hospice en auto, en août 1905 à 16 h. 30, elle se rend à l'église, va prendre place à la stalle du prévôt et prie quelques instants tandis que les chanoines récitent le deuxième nocturne de leur office. La même année, M<sup>me</sup> et M. Mottono, ambassadeur du Japon à Paris, et la nièce du Mikado visitent l'hospice.

Les Américains sont nombreux à venir au Saint-Bernard. L'un d'entre eux voulut renouveler l'exploit d'Annibal, l'écrivain Halliburton, qui traversa le col en 1935 avec un éléphant décoré du nom de miss Dolly. La princesse de Piémont, Maria José, a fait de fréquentes visites à l'hospice depuis 1936. Un aventurier, qui se donnait comme Turc, sous le nom d'Ali Mehmet, et qui voulait passer à peu de frais comme un grand alpiniste, resta quelques jours à la Cantine-de-Proz en janvier 1937. De là, à coups de téléphone, il lançait des équipes de guides au secours d'un prétendu compagnon nommé Rohy qui ferait la traversée de Chamonix à l'hospice par le glacier du Trient, le col du Chamois et le vallon d'Arpette. Le 23 janvier, Ali monte péniblement à l'hospice. De là il se rend le plus rapidement possible jusqu'à Chamonix et déclare au bureau des guides qu'il est Rohy et qu'il a pu faire la prestigieuse traversée ! Deux pèlerins de Morlon (Fribourg) passent le col en juin 1937 pour aller à Aoste vénérer les reliques de saint Grat<sup>10</sup>.

Le col du Saint-Bernard faisant frontière, cette énumération serait incomplète sans les contrebandiers et les douaniers. Depuis plus de deux cents ans, il s'y fait une contrebande plus ou moins intense entre la Suisse et l'Italie. Des contrebandiers valdotains passent de Suisse en Italie, été et hiver, par le beau temps ou la tempête, chargés de café, de tabac, de sucre ou d'autres denrées ; tandis que quelques Suisses se hasardent parfois à introduire d'Italie des étoffes, du bétail, etc. Ces contrebandiers ont obligé les douaniers à s'établir sur le col où à proximité. 7

<sup>10</sup> Ce pèlerinage se fait chaque deux ans depuis un siècle en vertu d'un vœu de la paroisse de Morlon.



[Durant les guerres 1914-1918 et 1939-1945, les soldats suisses tinrent garnison continue à l'hospice.] Obligés de partager durant de longs mois le même toit que les religieux, ils se firent si bonne compagnie dans cette solitude que tous en gardent le meilleur souvenir.

La proximité de la frontière impose parfois à l'hospice un rôle de protection sanitaire pour le Valais par la mise en quarantaine de passants suspects. En 1884, une épidémie de choléra sévissait en vallée d'Aoste. Sur l'invitation du Département de l'intérieur du canton du Valais, l'hospice assura le service d'hygiène en faisant stationner les personnes entrant en Valais dans une salle enfumée par la combustion de matières désinfectantes. Le duc d'Aoste devant venir en Valais au début d'août, l'évêque d'Aoste annonça cet illustre personnage au prieur de l'hospice lui demandant de faire son possible pour lui éviter la fumigation. Le 25 août, les mesures de précaution furent augmentées : l'hospice dut garder en quarantaine les personnes venant d'Aoste. En novembre, ces mesures furent suspendues. En 1887, l'apparition du choléra à Aoste fit prendre les mêmes mesures préventives<sup>41</sup>.

On voit combien est hétéroclite le monde accueilli à l'hospice. A qui s'en étonnerait, nous rappellerons que la charité ne fait pas acception de personnes<sup>42</sup>.

### *Passages tragiques*

Etant donné les dangers de la montagne chaque catégorie de passants lui paie son tribut de victimes.

En 1773, un groupe de dix-sept soldats vaudois, qui allait au service étranger sous la conduite d'un sergent, périt en partie sur la montagne ; les rescapés eurent pieds et mains gelés et durent être amputés. Deux soldats, revenant d'Italie, périrent le 2 janvier 1788 sous une avalanche descendue de la Chenalette. Comme ils portaient un chapelet, ils furent ensevelis dans l'ossuaire réservé aux catholiques.

Parmi les prêtres chassés par la Révolution française, un Savoyard mourut près de l'Hospitalet le 19 avril 1793.

Un groupe d'ouvriers saisonniers accompagné de religieux venus à leur rencontre est surpris par une avalanche le 19 novembre 1874. Plusieurs y laissent la vie, dont deux religieux.

Les contrebandiers empruntant d'ordinaire des passages plus difficiles que celui du Saint-Bernard, il ne se passe presque pas d'année sans qu'il en périsse. En décembre 1926, un groupe de contrebandiers est dispersé par

<sup>41</sup> AGSB.

<sup>42</sup> Voir plus haut, chapitre III, L'adaptation de l'hospitalité.

la tourmente au col de Menouve. Quand ils se retrouvent, deux manquent à l'appel : l'un d'eux vient mourir dans la Dranse, au Bras, l'autre sur le versant italien.

En septembre 1937, deux frères contrebandiers montent l'arête de Babylone avec charge de café. Il fait froid et il neige. A bout de forces, le plus jeune propose de redescendre. Son frère lui répond qu'il ira de l'avant ou qu'il mourra sur place. Ils continuent jusqu'à ce qu'ils tombent d'épuisement sur la neige. Le matin, le plus jeune sent que ses pieds et mains gèlent ; il aperçoit que son frère est en train de mourir. En hâte, il gagne l'hospice. Après s'y être réconforté, il repart avec quelques religieux à la recherche de son frère. Mais c'est trop tard, il le trouve mort. C'était Victor Cerisey, d'Etroubles. L'équipe de secours transporte le cadavre à la morgue de l'hospice.

Parmi les skieurs, signalons entre autres un Suisse alémanique, Hans Jenny, qui périt dans une avalanche, en janvier 1935, sur les pentes sud de la Tête-de-Fontintines, pour avoir suivi un chemin que les religieux lui avaient déconseillé.

Nombreux sont les gens des villages voisins, malgré leur expérience de la montagne, qui ont trouvé la mort dans ce passage. Un cas particulièrement tragique est celui d'avril 1936. Sept personnes montent de Saint-Rhémy à l'hospice, parmi lesquels, Auguste Farinet, cantonnier. Arrivé au bas de la Corde, Farinet déconseille de continuer l'ascension. Un jeune homme du groupe s'obstine ; tous le suivent. A l'instant une grosse avalanche descend de Tsermanaire et emporte tout le groupe à une centaine de mètres. On entend des cris, des bribes de l'acte de contrition et l'invocation : « Mon Dieu, pardonnez-moi mes péchés ! » L'avalanche arrêtée, une jeune fille du groupe, Isaline Ronc, arrive à se dégager de la neige. En creusant de ses mains, elle libère un compagnon dont les bras sortaient de l'avalanche ; à eux deux, ils en délivrent deux autres. Les trois autres sont totalement ensevelis. Les rescapés sondent la neige avec leurs bâtons tandis que l'un d'eux court avertir les douaniers italiens qui alarment l'hospice. Les religieux, munis de sondes et de pelles, accourent sur les lieux et réussissent à retirer les trois disparus. Ils les transportent à la douane italienne, et leur prodiguent tous les soins, mais en vain.

Ces quelques récits montrent combien le passage du Saint-Bernard reste dangereux, surtout durant l'hiver, et combien la présence à l'hospice de religieux expérimentés dans les dangers de la montagne et entraînés au ski est utile aux voyageurs.

Une question connexe à celle des accidents est celle du droit de levée des corps et d'échute. En vertu d'un usage très ancien, l'hospice procède en toute liberté à la levée des corps du Cretton-de-Zane au Fond-de-Proz. L'Etat du Valais ratifie cet usage en 1884, 1906 et 1937 pour les cas non criminels de congélation, tout en demandant d'en adresser procès-verbal

au Département de justice et police et de communiquer à l'officier d'état civil de Bourg-Saint-Pierre, l'état civil des décédés.

### *Chiens*

L'origine des saints-bernards a fait couler beaucoup d'encre. Voici ce qu'il y a de plus probable. Les Romains importèrent d'Asie des molosses légers et lourds ; ceux-là comme chiens bergers, ceux-ci comme chiens de garde, qui se perpétuèrent dans les maisons seigneuriales du Moyen Age et parvinrent ainsi à l'hospice. De là leur nom de saints-bernards.

Ils sont signalés à l'hospice dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. En 1774, il y en a plusieurs. Vers 1800, le chanoine Murith, interrogé au sujet de leurs services, écrivait que quelques chiens sont assez dressés pour porter un petit bât avec deux vases fermés et qu'ils descendent à La Pierre avec un domestique pour en rapporter du lait et du beurre.

Alors déjà, ils rendent de précieux services dans la rencontre des voyageurs. S'ils ont à leur charge quelques méfaits, dont le seul tragique est la mort d'une fillette de douze ans, Marianne Brémont, en 1937, cela ne peut faire oublier tant de sauvetages qu'ils ont à leur actif<sup>43</sup>.

Le chien Barry, empaillé au musée de Berne, est resté fameux. Un marronnier l'avait pris en affection et dressé avec soin. Pour le rendre apte à son rôle, il se cachait dans la neige et le chien allait le découvrir<sup>44</sup>. On raconte qu'il a sauvé une quarantaine de personnes. La valeur de ce chien ressort assez du fait qu'étant devenu malade, il fut envoyé jusqu'à Berne pour être soigné. Il y mourut en 1814. Son nom Barry serait un diminutif de Bar (l'ours) et lui aurait été donné à Berne. Toujours est-il que dès lors, le meilleur ou le plus beau chien de la meute porte ce nom<sup>45</sup>.

Le chien empaillé, qui se trouve à l'hospice devant le salon, s'appelait aussi Barry. Un de ses sauvetages fera comprendre les services rendus par les chiens. Vers 1905, un jour d'hiver, la Cantine-de-Proz annonce à l'hospice quelques voyageurs. Le marronnier Louis Max et le domestique Paccolat, accompagnés de Barry, partent à leur rencontre par un gros temps. Arrivés au milieu de la Grand-Combe, le chien quitte le « pion » et s'élance vers la croix du lac Ibo. Max le rappelle. Peu après Barry s'échappe encore dans la même direction. On le laisse faire cette fois. Le chien atteint le bas

<sup>43</sup> A la suite de cet accident, le docteur Brémont demanda à l'Etat du Valais de faire cesser l'élevage des chiens au Saint-Bernard. Le commandant de la gendarmerie, Gollut, après enquête, trouva cette demande exagérée et jugea suffisant d'exiger que l'hospice abatte les chiens âgés devenus suspects et ne laisse plus du tout sa meute en liberté sans une surveillance continue.

<sup>44</sup> Cf. *Echo des Alpes*, 1874-1875, p. 41.

<sup>45</sup> En 1850, l'hospice possède assez de chiens célèbres pour en envoyer deux au duc de Gênes à Turin. AGSB.

d'un roc, au-dessous de la croix, il s'arrête et aboie avec force. Nos hommes s'y rendent et découvrent quelques malheureux voyageurs qui avaient suivi la ligne téléphonique. Ils étaient épuisés et affamés. Les deux domestiques leur donnent à manger, à boire et les aident à gagner l'hospice.

Le même marronnier Louis Max se trouva si las au retour d'une reconnaissance qu'il se sentit incapable de gravir le Grand-Poyet, dernière rampe avant d'atteindre l'hospice. Il eut l'idée de se cramponner à la queue de Barry qui le traîna jusqu'au sommet de la rampe. Ce Barry mourut en 1910 d'une chute dans un couloir sur le versant italien.

Le successeur de ce Barry a aussi à son actif plusieurs services, dont le suivant. Le soir de l'Ascension 1912, un groupe d'Allemands s'était annoncé à l'hospice depuis la Cantine-de-Proz. Deux domestiques, Séraphin Jacquin et Gustave Genoud, accompagnés de Barry, partirent à leur rencontre et descendirent jusqu'à la Cantine. Ils y apprirent que les Allemand, découragés par le mauvais temps, s'en étaient retournés. Après un moment d'hésitation et bien qu'il soit déjà dix heures, les deux domestiques décident de monter à l'hospice. Il neige abondamment. La nuit est très sombre et la lampe ne suffit pas à montrer la piste. Du Plan-des-Dames, ils s'égarent vers la Grand-Lui. S'apercevant de leur erreur, ils redescendent vers la cabane dite Amédée et se mettent à suivre la ligne téléphonique. Ils n'y réussissent pas : l'un d'eux risque de tomber dans les gorges de la Dranse. Effrayés, ils reviennent un peu sur leurs pas et prennent la direction du lac Ibo. Bientôt ils sont totalement désorientés.

A l'hospice on était inquiet. Un chanoine et un frère descendent en exploration jusqu'aux Tronchets sans rien découvrir. La tempête était telle et le danger de s'égarer si grand, qu'ils jugent téméraire de pousser plus loin et rentrent à l'hospice.

Les deux domestiques, à bout de ressources, ont subitement l'idée de faire passer devant eux le chien qui les suivait, et de se laisser conduire par lui. Ils sont stupéfaits de le voir prendre une direction opposée à celle qu'ils suivaient. Le chien descend une pente, puis se met à en gravir une autre. Les domestiques n'y comprennent rien. Ils se demandent si le chien ne les conduit pas sur les pentes du Mont-Mort. Cependant ils n'ont d'autre ressource que de suivre. Le chien les conduit jusque devant la porte de l'hospice. C'était deux heures du matin. Ils entrent et trouvent, arpentant les corridors, chapelet en mains, le chanoine qui était descendu jusqu'aux Tronchets. Entrés en cuisine pour se réconforter, les domestiques se débarrassent de leurs paletots raidis par une carapace de glace qui les fait se tenir droits sur le plancher. De tels récits pourraient être multipliés pour montrer le rôle précieux des chiens dans le service de la montagne.

Le lecteur au courant du rôle des chiens dans le Grand-Nord américain, se demandera si les chiens du Saint-Bernard rendent les mêmes services comme tireurs de traîneaux. Il est certain qu'ils pourraient rendre

de cette manière de réels services. Mais malgré des essais tentés dans ce sens, leur dressage n'a pas été poussé au point d'obtenir les résultats qu'on pourrait en attendre.

[Ces braves bêtes étaient logées sous la cuisine de l'hospice, dans un local où durant toute l'année, ne pénétraient ni air ni lumière. Elles méritaient mieux. En 1936, elles furent transférées de ce sous-sol à Saint-Louis dans un local bien éclairé où les touristes les contemplant à leur aise. Ils n'ont plus à faire leur service quotidien comme compagnons du maronnier, mais ils l'ont déjà repris sous une autre forme, comme chiens d'avalanche.]

### *Hospice du Simplon*<sup>46</sup>

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le champ de l'hospitalité exercée par le Saint-Bernard se double par la création de l'hospice du Simplon dans les circonstances que nous allons exposer.

*Origine.* — Par la victoire de Marengo, le 14 juin 1800, Napoléon s'était assuré la domination de la Haute Italie qu'il songea aussitôt à relier à la France par une bonne voie de communication. Le 7 septembre 1800, il donna l'ordre de commencer la route de Genève à Domodossola par le Valais et le Simplon. Le tronçon de Glis à Gondo fut commencé en 1801. Il présentait de telles difficultés que, malgré la multitude des ouvriers (plus de cinq mille parfois), il ne fût viable qu'en 1805. Son achèvement demanda encore plusieurs années. Ce tronçon, construit sous la direction de l'ingénieur en chef Nicolas Céard, coûta huit millions de francs.

Napoléon, lors de son passage du Grand-Saint-Bernard en mai 1800, avait hautement apprécié l'utilité de cet hospice. Il résolut d'établir un hospice monumental au sommet de la nouvelle route au milieu du tronçon Brigue-Gaby. Le 21 février 1801, sans même consulter les chanoines du Saint-Bernard, il décréta la création sur le Simplon d'un hospice en tout semblable à celui du Saint-Bernard. Le même décret obligeait la République cisalpine à doter l'Ordre du Saint-Bernard, à qui le nouvel hospice était confié, de biens-fonds rapportant vingt mille francs annuellement et cela dès le 21 mars de la même année.

Comme cette création demandait du temps et qu'un hospice serait fort utile durant la construction de la route, les maîtres d'œuvre demandèrent au gouvernement l'installation d'un hospice provisoire. Le vieil hospice

<sup>46</sup> Les sources utilisées pour cette notice du Simplon sont les archives de l'hospice du Simplon, celles du Saint-Bernard et l'ouvrage de P. Arnold, *Der Simplon*, Brig 1947, pp. 154-192. Nous les citons une fois pour toutes.

était tout indiqué<sup>47</sup>. Dès le 30 juin 1802, le prévôt y envoya le chanoine Gabriel d'Allèves pour commencer l'exercice de l'hospitalité en attendant les dispositions du chapitre. Celui-ci se réunit le 31 août 1802. Il décida d'accepter la desservance de l'hospice parce qu'elle n'était qu'une extension de son activité hospitalière. Au reste la bienveillance magnifique des consuls envers le Saint-Bernard lui en faisait un devoir. Il réserva toutefois l'approbation du Saint-Siège. Il désigna comme premier recteur provisoire le chanoine Laurent-Hyppolite Ballet laissant au prévôt le soin de lui assigner un compagnon.

Avant la fin de l'année, trois religieux étaient établis dans le vieil hospice fort délabré, bien loin d'être un magnifique château féodal en parfait état, comme l'avaient écrit les Français aux chanoines du Saint-Bernard, il n'était qu'un paradis pour la vermine et les rats. Le toit était en si mauvais état que la pluie ou la neige entraînait dans la maison quand il faisait du vent. L'hiver, sauf dans les deux chambres chauffées, « tout y gèle à fendre ». D'Allèves écrivait en 1810 : « Il est incomparablement plus dur d'y rester qu'à l'hospice du Grand-Saint-Bernard ». Sa destination durant les cinq dernières années explique son état : d'abord prison pour les Valaisans accusés de trahison (du point de vue français), il fut ensuite occupé par les Autrichiens, puis par les Français.

On dut s'occuper d'aménager la maison. Il fut convenu avec la famille Stockalper d'une location de vingt louis d'or pour le bâtiment et de trente pour les montagnes et les prés. En outre, les enfants du baron avaient droit à la nourriture et au logement dans l'hospice durant l'été ; par contre les chanoines devaient être hébergés au château Stockalper lors de leurs passages à Brigue.

*Dotation.* — Aux termes du décret du 21 février 1801, la République cisalpine devait constituer un revenu de vingt mille francs comme dotation du Simplon. Charvet, commissaire de la route du Simplon, demanda à cette république de faire un noble geste en faveur de l'hospice. Par décret du 12 novembre 1802, la République italienne assigna définitivement à l'hospice une propriété située dans les communes de Guardabiate et de Corbesate provenant du monastère Senatore de Pavie, monastère supprimé, et mesurant deux mille sept cent nonante-neuf perches de Milan et une autre, située dans les communes de Carpignano et de Torre del Mangano, provenant des cisterciens supprimés de la chartreuse de Pavie et mesurant mille neuf cent dix-neuf perches. Les deux terres ensemble étaient estimées valoir quatre cent trente-cinq mille six cent soixante-neuf francs et procurer

<sup>47</sup> Sur le col du Simplon, au lieu-dit Halsen, au-dessus de Gampisch, un hospice existait en 1235, desservi par les chevaliers de Malte et dépendant de l'hospice de Salquenen. Menaçant ruine, il fut vendu en 1590 à Barthélémy Perrig de Brigue. L'hospice étant tombé en ruines, le chevalier Gaspard de Stockalper fit construire vers 1650, à proximité, un édifice important où se continua la réception des passants jusqu'en 1831.



un revenu annuel de vingt et un mille sept cent quatre-vingt-trois francs. Les chanoines du Saint-Bernard ne pouvaient entrer en possession de ces biens ecclésiastiques sans l'autorisation du Saint-Siège. La Sacrée Pénitencerie les autorisa, le 25 février 1803, à garder ces biens à la condition qu'ils soient disposés à s'en tenir aux ordres de l'Eglise quant à leur restitution.

Deux autres fermes, celles de Tagnani et de Santa Cristina situées à Borgomanero (Novare), estimées à quarante mille francs, furent affectées en 1804 à l'entretien du Simplon par la République cisalpine, en compensation de l'insuffisance des biens de la dotation.

Après la chute de Napoléon, l'Autriche, qui avait repris possession du Milanais, était-elle disposée à maintenir la dotation du Simplon ? Des oppositions étaient à prévoir. Les chanoines demandèrent au Saint-Siège une ligne de conduite. Il leur fut répondu, par l'entremise du nonce de Lucerne le 12 février 1816, qu'il n'y avait pas lieu de craindre un changement. La dotation fut maintenue.

*Construction.* — En 1801, le prévôt et le général Turreau se rendirent au Simplon pour un premier examen des lieux où devait se construire l'hospice. En septembre de la même année, d'Eymard, préfet du Léman, un chanoine député par le prévôt et des experts choisirent définitivement l'emplacement de l'hospice en un lieu spacieux à l'abri des avalanches et à proximité d'un ruisseau, le Krumbach, donnant une eau suffisante. La même année, l'ingénieur Lescot en dressa le plan. Son exécution n'aurait pas coûté moins de huit cent mille francs. Céard l'estima trop coûteux et déclara que le devis ne devait pas dépasser le demi-million. Lescot fit un deuxième plan en se limitant au strict nécessaire ; ce plan fut proposé à Céard par l'ingénieur Plainchant, Lescot étant mort entre temps à Brigue. Céard critiqua les dimensions exagérées du clocher et de l'église pour un hospice. Plainchant ne se laissa pas décourager et envoya son plan à Paris. Le Ministère de l'intérieur était si absorbé par la construction de la route qu'il laissa dormir ce plan jusqu'en 1808, année où l'ingénieur Houdourat commença à creuser les fondements de l'hospice. Ce travail fut bientôt abandonné. Le recteur d'Allèves se plaignit amèrement à l'ingénieur Plainchant, par lettre du 23 janvier 1810, du retard de la construction de l'hospice et menaça d'abandonner le Simplon si l'on ne se mettait promptement à l'œuvre. Cette lettre ne fut pas sans effet. Le 11 juin 1811, on mit en soumission la construction de l'hospice pour trois cent quarante mille francs. Ce fut sans succès.

Ce n'est qu'en août 1813 que fut posée la première pierre sous laquelle on plaça une plaque de métal avec cette inscription : *La première pierre de l'hospice du Simplon, construit en exécution de l'arrêté des consuls du 2 ventôse an 9 (21 février 1801) a été posée août MDCCCXIII par le comte Claude Philibert de Rambuteau, préfet de Simplon sous le règne de Napoléon le Grand Son Excellence le comte de Montalivet étant minis-*



*tre de l'intérieur, Monsieur le comte Molé, directeur général des Ponts et Chaussées.* Dans la pierre fut placé un écriu renfermant cent trois médailles de bronze, souvenirs des hauts faits de Napoléon et de la Grande Armée, entre autres : Campo Formio, les Pyramides, Austerlitz, le passage du Saint-Bernard ; la plus récente représente la marche sur Moscou en 1812. Après la pose de la première pierre, la bâtisse de l'hospice avança sous la direction de l'entrepreneur Mosca. La construction atteignait au premier étage quand survint la débâcle de Napoléon. Les Français s'enfuirent du Valais et le département du Simplon s'effondra comme un château de cartes. La bâtisse du Simplon passa à l'arrière-plan sauf pour l'entrepreneur Mosca qui, n'ayant rien reçu de la France, demandait pour ses travaux quinze mille francs au Valais.

Le Valais les lui paya mais n'entendait pas pour autant prendre en charge les obligations que l'empire avait assumées relativement à l'hospice du Simplon, car ses finances étaient en détresse. Le Saint-Bernard de son côté ne se sentait aucunement tenu à continuer à ses frais un hospice que l'empire lui avait imposé. Interrogé par l'Etat, il répondit qu'il avait l'intention de continuer l'hospitalité au Simplon, mais qu'il ne pouvait assumer les frais de la bâtisse. Cependant, à la demande de l'Etat, il voulut bien accepter d'achever l'hospice à ses frais, mais à certaines conditions qui ne furent pas agréées et qui donnèrent lieu durant dix ans à de vifs débats. Il sembla impossible d'arriver à une entente au sujet du remboursement des quinze mille francs payés à Mosca, de la jouissance du bâtiment, de la surveillance de l'Etat et de l'assignation des bois nécessaires, pour ne signaler que les différends les plus importants.

Les tractations devinrent particulièrement vives à la fin de 1824. Le Valais mit le chapitre devant cette alternative : ou bien le Saint-Bernard s'en tient au décret de fondation du Simplon avec obligation de rendre ses comptes à l'évêque et au Conseil d'Etat, ou bien il consent à mettre à exécution les propositions faites en 1820. Le chapitre répondit le 16 novembre 1824, par un ultimatum : il s'engage à construire l'hospice si le gouvernement renonce aux quinze mille francs, à toute prétention sur les bâtiments, au contrôle des comptes et s'il accorde l'exemption des droits d'entrée pour les approvisionnements. Il déclara n'être pas tenu aux propositions de 1820, puisque d'autres avaient suivi. Le Saint-Bernard s'attira une réponse « fulminante » de l'Etat qui le sommait de présenter les comptes de l'hospice du Simplon à la résidence épiscopale le 9 décembre. Le 3 décembre, le prévôt écrivit à l'Etat que la maison ne se regarde pas comme liée par les décrets de Napoléon et qu'elle refuse de rendre compte. Quelques jours après cette rupture diplomatique, le Saint-Bernard proposa un compromis : il payerait les quinze mille francs et l'Etat renoncerait à toute reddition de comptes. La Diète du 27 mai 1825 accepta et elle passa la convention définitive le 25 octobre 1826 : le Saint-Bernard

prend à sa charge la construction de l'hospice, y compris les quinze mille francs déboursés par l'Etat, et obtient par contre toute liberté d'action dans la construction de l'hospice, l'exercice de l'hospitalité et l'administration.

Dès le 25 septembre 1825, la commission capitulaire décidait d'envoyer deux religieux au Simplon pour s'occuper de la bâtisse de l'hospice. Le chapitre du 29 août 1826 désigna pour cet office les chanoines Nicolas Giroud et Etienne Pellaux, prieur du Simplon. Sous leur direction, selon les plans de l'architecte Perregaux, domicilié à Lausanne, l'hospice fut achevé en cinq ans. C'est une bâtisse remarquable de soixante-quatre mètres sur vingt, et d'un volume de vingt-six mille mètres cubes. Elle peut contenir trois cents lits. La façade, de style empire, les murs en pierres de taille, jusqu'au premier étage, le haut escalier et la porte monumentale en font un bâtiment solennel. Le coût fut de cent cinquante mille francs environ<sup>48</sup>.

L'hospice étant suffisamment aménagé, le 21 novembre 1831, le prévôt Filliez y conduisit ses chanoines du vieil hospice. Le 20 juin 1832, Fabien Roten, évêque de Sion, consacra l'église et le maître-autel. L'église occupe le quart sud-ouest du bâtiment. Son architecture a été soignée<sup>49</sup>. Les religieux eurent soin de la meubler de stalles en 1834 et 1843, d'un orgue en 1836 et, en 1841, de peintures murales. Celles-ci représentent saint Augustin et saint Nicolas entourant la statue de saint Bernard, placée sur le maître-autel ; au-dessus, les trois vertus théologales et, au sommet, dans le demi-cercle de la voûte, une gloire céleste. Elles sont l'œuvre de deux maîtres français, Nélaton et Carlin, qui les firent en reconnaissance de l'hospitalité reçue en 1840.

Pour l'éclairage du vaste hospice, on recourut à un moyen très intéressant : l'installation en 1906, au rez-de-chaussée, d'une turbine actionnée par les eaux du lac voisin de Rotelsch. Le chauffage central y fut installé en 1911.

*Observance.* — Les religieux résidant au Simplon n'avaient d'autres règles à observer que celles du Saint-Bernard. Après que Napoléon eut rompu avec le pape, son attitude se fit plus dominatrice à l'égard de l'Eglise. Le Simplon s'en ressentit. Le 19 mars 1808, un décret impérial, concernant l'hospice du Mont-Genèvre et appliqué au Simplon, établissait un contrôle sur l'administration de ces hospices et ordonnait aux ministres de l'intérieur et des cultes de leur composer un règlement. Le 15 mai, le ministre de l'intérieur demandait au prévôt de lui soumettre

<sup>48</sup> Pour aider à la construction de l'hospice, le prévôt ouvrit un registre, tenu par le garde-barrière, où les passants inscrivaient leurs noms et le montant de leurs offrandes. De 1828 à 1832, cette souscription produisit huit mille six cents francs.

<sup>49</sup> Le plan primitif plaçait la sacristie devant l'église, dont l'entrée se trouvait au milieu de l'escalier qui va du rez-de-chaussée au premier étage. Le cintre de cette entrée maintenant murée, se voit encore. Perregaux, pour donner plus d'espace à la nef, plaça la sacristie à l'ouest de l'église qui eut son entrée au premier étage.



Pl. XIII - Chanoine et chiens à l'hospice

Photo Ruppen, Sion



Photo aérienne Perrochet, Lausanne

Pl. XIV - Le collège de Champittet, Lausanne

un projet et, le 25 juin, le prévôt envoyait au Simplon le règlement adopté. Celui-ci s'inspire des constitutions du Saint-Bernard tout en contenant quelques particularités que nous mentionnons : au Simplon, il y aura neuf religieux ; si l'hospice fait des déficits, le gouvernement les couvrira ; la discipline interne est calquée sur les séminaires ; les domestiques seront au nombre de huit, dont deux servantes, ils rempliront l'office de maronniers ; la clôture sera observée ; le prieur du Simplon aura le premier rang après celui du Saint-Bernard ; les chanoines auront leur chapitre conventuel où ils traiteront de la discipline et de l'administration locale sous la présidence du supérieur résidant. L'empire tombé, on ne se soucia plus du tout de ces constitutions de Napoléon. Le chapitre de 1831 renouela l'obligation de suivre les constitutions du Saint-Bernard. Un règlement, en 1832, les adapta aux circonstances particulières du Simplon : les religieux ne sont pas tenus à la messe et à l'office conventuels, mais doivent dire l'office ensemble ; l'horaire de la journée est le suivant :

5 h. lever,

5 h. 30 prière et méditation,

6 h. petites heures, puis messe, déjeuner.

Matinée : lecture, études ou autres occupations convenables.

Après-midi : récréation ne dépassant pas deux heures. Limites pour les promenades : du côté de Brigue, la croix ; du côté de Simplon-Village, la Coupure ; ailleurs, rester en vue de l'hospice. Les descentes au village du Simplon seront rares. Défense de s'exposer dans les précipices.

17 h. office, des vêpres aux laudes,

18 h. souper et récréation,

20 h. 30 prière et lecture de la méditation du lendemain.

Le dimanche, messe chantée à 10 heures, lecture spirituelle commune à 14 heures et lecture de la règle de Saint-Augustin.

Ce nouvel hospice fut approuvé en 1833 par le pape, qui lui accorda participation à tous les privilèges et faveurs de l'hospice du Grand-Saint-Bernard. Le nonce Philippe de Angelis exécute le mandat papal le 15 juin 1834 <sup>49bis</sup>.

*Régime.* — En dépit des constitutions de Napoléon, l'hospice du Simplon n'eut pas neuf religieux, mais généralement trois prêtres et un frère. Le recteur d'abord, puis dès 1812, le prieur est supérieur de la communauté et dirige l'administration de l'hospice <sup>50</sup>.

<sup>49bis</sup> Orig. AGSB, Simplon.

<sup>50</sup> Liste des supérieurs : 1802 (Juillet et août) Gabriel d'Allèves  
1802-1807 Laurent-Hippolyte Ballet  
1807-1821 de nouveau Gabriel d'Allèves  
1821-1835 Etienne-Sébastien Pellaux  
1835 Jean-Baptiste Darbellay  
1836-1858 Pierre-Joseph Barras  
1858-1861 Pierre-Joseph Deléglise

*Administration - Organe.* — L'administration de l'hospice du Simplon fut d'abord exercée par le recteur. En 1806, le recteur Ballet demanda que le procureur général fût chargé de l'administration extérieure. Le procureur s'occupa dès lors des fermes de dotation de Lombardie.

En vertu des constitutions de 1808, l'administration du Simplon fut obligée à rendre ses comptes chaque année à l'évêque et au préfet du Valais et à en expédier des doubles aux Ministères de l'intérieur et des cultes. Cette mainmise impériale dura autant que l'Empire. L'Etat du Valais voulut la continuer mais se heurta à l'opposition irréductible des religieux qui confièrent au seul prieur l'administration du Simplon.

Dès 1830 environ, le prieur ne perçoit plus les revenus des fermes de Pavie, mais le procureur qui lui envoie les sommes nécessaires au train de l'hospice. Peu à peu, l'autonomie administrative du Simplon est absorbée par la procure. En 1889, Camille Carron, procureur, répondant à une question de son frère Angelin, prieur du Simplon, lui déclare qu'il remplit la fonction d'économe et que c'est le procureur général qui administre. Cependant les comptes du Simplon continuent d'être présentés au chapitre et approuvés à part de ceux de la procure jusqu'en 1934. Dès lors, ils sont incorporés aux comptes de la procure pour être présentés au chapitre.

*Exercice de l'administration.* — Le recteur Ballet acheta, de ses économies en 1806, l'alpage dit Bärnetscha, situé dans la commune du Simplon, sous Engeloeh (N° 7). Le Saint-Bernard acquit pour le Simplon en 1808 des immeubles à Domodossola, soit deux prés, le Lazareto et le Cantarana, une forêt contiguë au couvent des capucins, une grange et une écurie. Par décision du chapitre de 1809, le recteur du Simplon devait payer à la procure du Saint-Bernard le 5 % des sommes engagées dans ces achats. En 1811, ce taux fut réduit à 4 %, mais le recteur du Simplon dut livrer à la procure cent louis provenant du spoliu du recteur Ballet, mort en 1807 à Villanova, tandis qu'il faisait avec le procureur la visite des fermes d'Italie. La ferme de Domodossola s'augmenta, vers 1837, de biens achetés à l'illustre Maurice Stockalper.

En 1859, le Saint-Bernard vendit la ferme de Santa Cristina pour trente-deux mille cinq cents francs qu'il affecta à l'achat de Saint-Oyen.

1862-1875 Basile Frossard  
1876-1877 Camille Rosset  
1877-1892 Angelin Carron  
1898-1910 Maurice Borter  
1910-1930 André Favre  
1930-1934 Candide Borgeat  
1934-1940 Etienne Coquoz  
1940-1943 Clément Moulin  
1943-1946 Fabien Melly  
1946-1950 Antoine Mudry  
1950-1952 Lucien Quaglia  
1952-1959 René Giroud, etc.



Comme la ferme de Santa Cristina faisait partie de la dotation du Simplon, en compensation, la procure céda totalement au Simplon les biens de Domo et renonça aux intérêts payés jusqu'alors. Cette ferme de Domo jouait, par rapport à l'hospice du Simplon, le même rôle que celle de Saint-Oyen relativement au Grand-Saint-Bernard.

Le déplacement de la communauté du vieil hospice au nouveau conduisit à un déplacement des propriétés. De 1825 à 1883, par des achats successifs, l'hospice acquit la vaste propriété de Mittebäch (plus de cinquante hectares) d'où il tire le bois de chauffage et de construction et où il paît son bétail durant une partie de la bonne saison. Il se constitua encore une montagne sur le plateau du col en achetant celle de La Souste en 1831, puis celle de Rotelsch en 1896. Ces acquisitions permirent à l'hospice d'abandonner, en 1840, l'alpage de Spitematten qu'il louait des Stockalper et celui de Bärnetscha qu'il vendit en 1872 pour agrandir celui de Mittebäch.

Des expropriations faites à Domo en raison de l'établissement du chemin de fer firent que le Simplon aliéna de 1888 à 1910 toutes ses propriétés de Domo et réalisa une somme dépassant cent mille francs.

Les honoraires de messes des religieux du Simplon devaient être envoyés à l'hospice du Saint-Bernard comme compensation des frais d'entretien des religieux du Simplon durant leur formation et leur vieillesse. En 1871, le prieur du Simplon obtint que ces honoraires restassent au Simplon moyennant le versement à la procure de cinq cents francs chaque année<sup>51</sup>.

*Administration de la route.* — Pour subvenir à l'entretien de la route une taxe fut perçue sur les bêtes de somme et les voitures par le cantonnier du plateau (N° 6).

Cette charge fut confiée ensuite aux religieux qui durent, comme employés d'Etat, prêter serment au gouvernement en 1810. Dès juin 1811, le capitaine Escher choisi par le prévôt perçut les taxes à La Barrière construite à travers la route. Cette fonction était fort onéreuse. Les religieux tentèrent de s'en libérer, mais ne réussirent pas avant l'année 1813. Les entrées de La Barrière étaient

en 1811 : 13 953 fr.	les dépenses pour la route 6 863 fr.
1812 : 34 257 fr.	34 257 fr.
1813 : 24 745 fr.	33 325 fr.

Dès lors Escher continua, et durant de longues années, de percevoir les taxes pour le compte de l'Etat du Valais.

<sup>51</sup> Pour compléter ces données sur l'administration du Simplon voici les dépenses et recettes totales pour quelques années :

1822	recettes 18 275 liras de Milan ; dépenses 13 538
1827-1829	recettes 57 558 liras de Milan ; dépenses 48 467
1835	recettes 34 737 liras de Milan ; dépenses 29 007



*Hospitalité.* — Les chanoines du Saint-Bernard demeurant au Simplon exercèrent l'hospitalité dans le vieil hospice puis dans le nouveau comme ils le faisaient sur le Grand-Saint-Bernard. La circulation était si intense que certains soirs, le nouvel hospice se révélait insuffisant. Durant la seule année 1899, vingt-sept mille ouvriers italiens furent hébergés. Ils sont innombrables les voyageurs de toute qualité qui y reçurent l'hospitalité<sup>52</sup>. Il nous plaît de signaler le passage au Simplon, le 9 janvier 1911, d'Achille Ratti, le futur Pie XI. L'évêque de Sion, Victor Bieler, passa plusieurs étés à l'hospice du Simplon ; il y célébra même sa première messe le 16 juillet 1907.

Par suite du percement du tunnel du Simplon en 1906, l'hospice perdit tout d'un coup, en grande partie, sa clientèle. Dès 1909, le chapitre se préoccupe de cette situation et désigne trois chanoines pour l'étudier. L'année suivante, ceux-ci proposent de construire un hospice pour les pauvres à Brigue ou à Iselle et de diminuer peu à peu le service de l'hospitalité sur le col. Le chapitre retient la proposition d'un hospice à Brigue. Cependant en 1912, il juge bon de temporiser. La question renaît en 1925 : faut-il chercher un nouveau but à l'hospice du Simplon ? De nouveau le chapitre confie ce problème à une commission qui propose en 1926 d'établir au Simplon une colonie de vacances sous le nom de Colonie alpine Pie XI ; on y recevrait surtout des jeunes gens italiens, les revenus de l'hospice provenant d'Italie. Le chapitre diffère sa décision. Même attitude en 1928. Enfin en 1932, sur la proposition du prieur Candide Borgeat, soucieux de l'utilisation de l'hospice, le chapitre décide d'y tenir des colonies de vacances dès le 1<sup>er</sup> juillet 1933, selon la proposition de 1926.

Elles s'y tinrent en effet, durant quelques années, gratuitement en faveur d'enfants valaisans de familles peu aisées. Puis elles reprirent dès 1947 sous la forme de cours de vacances pour étudiants. Mais, les conditions financières du Saint-Bernard ayant totalement changé, ces étudiants doivent payer leur pension.

Durant l'hiver aussi, l'hospice devient une ruche bourdonnant d'activité. En 1940, le prévôt Nestor Adam y établit le scolasticat du Saint-Bernard, qui mué en collège alpin, dès 1946, s'ouvre non seulement aux scolastiques du Saint-Bernard, mais à tous les étudiants qui désirent bénéficier de l'air tonique du Simplon durant leurs premières années d'études classiques. Ce collège compte une trentaine d'étudiants en 1951, quand il se clôt pour permettre l'ouverture de celui de Champittet à Lausanne.

Un siècle et demi a profondément modifié la physionomie de la fondation napoléonienne. De militaire, sa route est devenue une des grandes artères du tourisme. L'hospice a cessé d'être un rouage de l'administration

<sup>52</sup> A. Donnet, *Relation du voyage fait en Valais en août 1810 par François Bourquenoud le Jeune*, dans *Ann. val.* 1949, p. 118.

impériale et une base stratégique. Il ne connaît plus l'afflux de milliers d'hôtes ; mais continue à aider les passants pauvres et à abriter les étudiants durant les cours de vacances. Il se demande ce que l'avenir lui réserve encore...

## L'activité paroissiale

### *Les paroisses du diocèse de Sion*

A la séparation, le Saint-Bernard perd la plupart de ses paroisses et ne conserve guère que celles du Valais. Nous parlerons de chacune d'elles après avoir exposé ce qui les concerne toutes ensemble.

Le régime radical, qui se maintint de 1847 à 1857, tenta d'asservir les paroisses et les communes voulurent s'arroger le droit de nommer les curés. C'est dans ces circonstances, en 1855, que l'évêque de Sion écrivait au prévôt de différer le changement du curé de Liddes, car, disait-il : « Dieu sait si les Liddesains ne se prévaudront point de l'injuste loi qui enlève à la maison du Saint-Bernard la collation des bénéfices réguliers, comme déjà... la commune d'Orsières et le gouvernement voulaient s'en prévaloir. »<sup>53</sup> De plus amples détails seront donnés à ce sujet quand il sera traité des relations entre le Saint-Bernard et le Valais.

Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, les administrations paroissiales doivent se prêter au rachat des rentes féodales. Elles se rachètent elles-mêmes des pensions qu'elles devaient solder annuellement à l'hospice ; par exemple, le prieuré de Lens paie, en 1855, la somme de trente-cinq mille francs pour se libérer de la pension de trente-six fichelins de seigle.

Le gouvernement radical transmet aux communes la possession des biens d'église. En 1859, le gouvernement conservateur remit les choses sur l'ancien pied, mais il laissa aux communes la responsabilité des biens d'église, en leur accordant, par la loi du 22 mai 1880, le droit de participer à leur administration par les Conseils de fabrique. Le 21 janvier 1881, le prévôt fit ses réserves à l'évêque de Sion quant à l'administration des bénéfices. L'évêque lui répondit le 11 février 1881 que le président du Conseil d'Etat était tout disposé à maintenir les droits du Saint-Bernard sur ses bénéfices. Il résulte de là que la maison est à un régime d'exception qui soustrait ses bénéfices (non les églises) à l'administration des Conseils de fabrique.

Ces bénéfices, appauvris par les révolutions, ne suffisaient même plus à l'entretien du clergé paroissial. Le chanoine Jules Gross, paladin de toutes les causes humanitaires, proposa au chapitre de venir en aide aux

<sup>53</sup> AGSB.

curés pauvres. Le chapitre accueillit favorablement cette motion et invita les curés dont les bénéfices étaient insuffisants à lui remettre le compte de leurs revenus, pour établir le montant des subventions. Les curés de Vouvry, Bovernier, Liddes et Trient furent au nombre des sollicitateurs. Le chapitre estimant qu'il fallait, comme revenu normal à un curé, deux mille francs et, à un vicaire, mille deux cents, décida en 1909 de compléter avec la caisse commune les revenus insuffisants. En 1922, il abandonne ce mode de répartition et attribue une subvention fixe aux différents curés soit :

au curé de Trient	1 500 fr.
Orsières	1 000 fr.
Bovernier	1 000 fr.
Liddes	1 000 fr.
Vouvry	500 fr.

En 1928, le chapitre statue que les bénéficiaires subventionnés présenteront leurs comptes au procureur qui comblera le déficit. Ce mode de faire pouvait prêter à des abus. Aussi le chapitre de 1937 revint au système de subventions fixes. Au reste, après la guerre de 1939, le désarroi des finances de la maison obligea les bénéficiaires à ne compter que sur eux-mêmes.

Les revenus affectés à l'entretien du clergé paroissial ne suffisent pas à couvrir les frais des nouvelles constructions qui s'imposent périodiquement. Selon les synodales en vigueur en 1764, les nouvelles constructions dans les bénéfices sont à la charge des communes, tandis que pour les réparations, les communes fournissent les matériaux et les bénéficiaires, la main-d'œuvre. Le Saint-Bernard s'en tient aux synodales. En 1769, lors de réparations du prieuré de Bourg-Saint-Pierre, c'est la commune qui en fait les frais, bien qu'elle obtienne un subside du Saint-Bernard. Mais sous le prévôt Filliez, la ligne de conduite apparaît autre : le Saint-Bernard ne demande aux communes que les matériaux nécessaires soit aux réparations, soit aux constructions, selon ce principe qu'un bénéfice uni est totalement à la charge du monastère principal. Cette ligne de conduite est affirmée et observée lors de la construction du prieuré de Lens de 1835 à 1837 dont le Saint-Bernard fait tous les frais à l'exception du bois de charpente, du sable et du plâtre fournis par la commune. Il en est de même pour la construction d'une maison d'habitation à la ferme de Chelin (Lens) et du mayen de Choules, à propos desquels le prévôt écrivait au prieur en 1840 : « J'estime que nous devons être conséquents et subir les charges qu'un bénéfice uni impose au monastère principal. Ce que nous venons de faire dans la construction du prieuré part de ce principe... Chelin et Choules seraient donc à notre charge exclusive. »<sup>54</sup>. Cela n'excluait pas la fourniture des matériaux par la commune.

<sup>54</sup> Archives du prieuré de Lens.

Même ligne de conduite en 1884, au sujet de la reconstruction du prieuré de Bourg-Saint-Pierre. Mais actuellement ces constructions font chaque fois l'objet d'une entente préalable entre le Saint-Bernard et la commune intéressée.

Durant le siècle écoulé, l'augmentation de la population en des lieux éloignés de l'église paroissiale provoque l'établissement de plusieurs rectorats. En 1882, la commune de Chandolin pense à établir un rectorat qui serait desservi par les religieux du Saint-Bernard. Le chapitre juge inopportun de passer une convention à ce sujet.

Dans la paroisse de Lens, en 1923, le prieur Pierre Gard construit un rectorat aux Flanteys, desservi par un prêtre à demeure depuis 1927. Cyrille Massard, prieur de Martigny, construit une chapelle avec rectorat à Ravoire en 1926. Ces réalisations se révèlent fort utiles et font naître des projets de rectorat à Praz-de-Fort, à Champex, à Charrat et à Martigny-Combe. Le chapitre de 1929 décide ces fondations dans un mouvement d'enthousiasme, semble-t-il, car l'année suivante, il juge bon de ne pas urger cette décision. Cependant elle s'est en partie réalisée par la création du rectorat de Charrat en 1936<sup>55</sup> et la desservance de Praz-de-Fort, de Champex et de Martigny-Bourg.

Après avoir relevé ce qui est commun aux paroisses du Saint-Bernard, mentionnons brièvement ce qui se passe de plus saillant en chacune d'elles.

*Bourg-Saint-Pierre.* — L'ancien prieuré situé au sud de l'église<sup>56</sup>, abandonné à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, un nouveau fut construit au couchant de l'église. Il subit des réparations en 1769 et en 1855. Le chapitre demanda à la commune d'y contribuer selon les dispositions des synodales. Ces réparations furent faites en 1861. Quatre ans plus tard, on envisageait déjà de reconstruire le prieuré. La décision fut prise en 1884 par le chapitre et mise à exécution en 1889. Par la même décision le chapitre remettait au procureur le soin de construire en même temps une grange pour le dépôt du bois à destination de l'hospice.

Durant cette période, l'école du Bourg, dite l'école du professeur, n'a pas été sans quelque renom dans l'Entremont. En 1805, le chanoine Jean-Joseph Ballifard, envoyé au Bourg comme aide du prieur Jérôme Darbellay, s'y occupa de l'instruction de la jeunesse, comme maître d'école. En 1851, fut fondée au Bourg une école supérieure. La commune demanda en 1857 au Saint-Bernard un religieux pour tenir cette école. Le chapitre y consentit à la condition qu'on fournit au professeur sept cents francs par trimestre, le bois et le logement. Le chanoine Joseph-Nicolas Hubert fut désigné comme professeur la même année. L'institution risqua de sombrer en 1862 par le fait du conseil municipal qui tenta de la séculariser. Elle survécut.

<sup>55</sup> La municipalité de Charrat avait manifesté l'intention de s'ériger en paroisse régulière en 1879. Le chapitre nomma même une commission pour s'occuper de cette affaire.

<sup>56</sup> L. Blondel, *Bourg-Saint-Pierre*, pp. 40 et 41.

Le professeur y enseignait le latin, le français, l'arithmétique et le chant. Cette école dura jusqu'en 1905.

*Liddes.* — Cette paroisse eut comme curé de 1778 à 1791, le chanoine Murith, qui fut victime d'une sorte d'émeute en 1790. Ayant gagné un procès contre la commune en faveur du bénéfice paroissial, il lut la sentence en chaire. Après les offices, tandis qu'il sortait joyeux de l'église, des paroissiens, moins satisfaits que lui, le chassèrent à coup de pierres. Le major Eugène Riche avec quelques hommes occupa militairement la cure pour empêcher le retour du curé. Cette affaire causa l'intervention de l'évêque qui désapprouva vertement les Liddesains et les obligea à rétablir leur pasteur avec tous les honneurs dus à ses mérites<sup>57</sup>. Cependant l'année suivante, le prévôt promut le chanoine Murith à la charge de prieur de Martigny.

La cure fut reconstruite en 1634-1636. Elle fut agrandie de quatre pièces au couchant en 1716 et restaurée à fond en 1949. La construction de la cave et de la « sallette » date de 1836.

La pittoresque église de Liddes a fait place à l'actuelle en 1939 et 1940 grâce à l'infatigable curé quêteur que fut le chanoine Jean Praz.

La population de cette paroisse a fortement diminué dans les temps récents, ce qui a rendu superflue la présence d'un vicaire.

*Orsières.* — La cure a été reconstruite en 1779 par le curé Isidore Darbellay<sup>57bis</sup>. Le maître maçon pour la construction de la cure fut Antoine Berbotino, de Sostegno (diocèse de Verceil). En 1817, la commune d'Orsières rachète toutes les redevances féodales dues à la cure d'Orsières<sup>57ter</sup> pour cinq mille cent trente-huit écus. L'église actuelle date de 1895 et 1896. Elle a été consacrée le 8 novembre 1896 par Adrien Jardinier, évêque de Sion, et conçue par J. de Kalbermatten, architecte.

Il fut fortement question vers 1860, parmi les habitants de Praz-de-Fort et des Arlaches, de se séparer d'Orsières pour se constituer en paroisse régulière du Saint-Bernard. Le chapitre sollicité dans ce sens temporisa et le projet n'aboutit pas. Cependant depuis longtemps, Praz-de-Fort a sa chapelle, qui vient d'être agrandie et restaurée avec tant de bon goût qu'elle est devenue le joyau de la vallée. Sous le curé Joseph Rouiller, deux nouvelles chapelles ont été construites à La Fouly et à Champex, nécessitées par l'afflux des touristes durant la bonne saison. La cure a été restaurée et les ruraux du bénéfice augmentés et intelligemment regroupés.

*Sembrancher.* — Le curé François Rey fait restaurer l'église avec goût mettant en valeur le cachet de son architecture.

<sup>57</sup> P. Grenat, pp. 418 et 427.

<sup>57bis</sup> Voir A.-J. de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais*, dans MDR, troisième série, V, p. 41.

<sup>57ter</sup> Archives communales d'Orsières, *Eglise*, N° 308 et 170bis.

*Bovernier.* — La petite paroisse de Bovernier, érigée dans la période précédente, s'est développée au point qu'il devint nécessaire d'agrandir l'église. Le curé Léon Meizoz s'y employa en 1935 et 1936 ; il fit couper à une certaine hauteur les murs de la nef qui furent soutenus par des piliers, ce qui permit de créer deux petites nefs latérales. Cet agrandissement a coûté trente mille francs.

*Martigny* s'était empressé de mettre à exécution la loi de 1851 remettant aux seules communes l'administration des biens paroissiaux. Le régime radical tombé, la commune ne renonça que difficilement à cette compétence. Cependant le prévôt pouvait écrire au nonce Agnozzi, le 6 mars 1896, qu'elle avait réintégré le prieur du lieu dans son administration, à l'exception de quelques biens d'une valeur de vingt mille francs<sup>58</sup>.

*Trient.* — Cette fraction de la paroisse de Martigny était fort éloignée de l'église paroissiale. En 1827, à la demande des hommes de Trient et des Jeurs, le Saint-Bernard y institua un rectorat sans cependant obliger le recteur à résider d'une manière stable. En 1867, des fidèles de Trient et des Jeurs offrirent de donner annuellement cinq cents francs pour l'entretien d'un recteur en permanence. Le Saint-Bernard y consentit moyennant augmentation de cette somme. Le 17 janvier 1868, Rome accorda à l'évêque de Sion la faculté de convertir le rectorat de Trient en bénéfice paroissial uni au Saint-Bernard<sup>59</sup>. Peu après, le 28 novembre 1868, ce rectorat fut érigé en paroisse régulière du Saint-Bernard avec Joseph-Emmanuel Giroud comme premier curé. Etienne Métroz lui succéda en 1874. Il se dépensa sans compter pour la construction de la gracieuse église dédiée à saint Bernard et consacrée en 1892.

*Lens.* — Durant les deux derniers siècles, la vie paroissiale de Lens a été marquée par de nombreux événements qu'on ne peut que résumer ici.

Découragé par les vexations de ses paroissiens, le prieur Jean-Antoine Mabillard avait démissionné en 1753. Son successeur, Nicolas Magnin, jugea utile d'inspirer une crainte salutaire à ces paroissiens turbulents : il fit son entrée dans la paroisse escorté de deux gros saints-bernards. Il fit mieux, il conquist le cœur de ses paroissiens durant les vingt-sept ans de son ministère à Lens. Le prieur Théodore Genoud (1813-1859) fut un grand constructeur : il édifia le monumental prieuré de 1835 à 1837 et une maison d'habitation à la ferme de Chelin. De 1842 à 1843, s'éleva la non moins monumentale église actuelle, consacrée le 31 juillet 1852 par Joseph de Preux. Pierre Gard (1901-1939) érigea sur Le Châtelard la statue du Christ-Roi en 1935, devenue lieu de pèlerinage du Valais central.

Plusieurs nouveaux sanctuaires s'élèvent sur le territoire de cette grande paroisse : la chapelle de Montana reconstruite en 1851 : celle d'Ollon en 1861 : la chapelle de Corin en 1764 ; la chapelle des Flanteys en 1794,

<sup>58</sup> AGSB.

<sup>59</sup> AES.



remplacée en 1915 par une église consacrée par Victor Bieler le 18 avril 1920.

Mais la paroisse de Lens a aussi subi des amputations ; en 1863, par l'érection de la paroisse de Montana ; en 1928 par celle de Montana-Station, dont le territoire fut constitué aux dépens des paroisses de Saint-Maurice de Laques, de Montana et de Lens, et enfin en 1948 par la brusque création de la paroisse de Chermignon. Contrairement à ce qui s'était fait pour le démembrement des autres paroisses du Saint-Bernard, ces nouvelles paroisses furent érigées en paroisses séculières. Ces amputations, douloureusement ressenties par l'église mère, lui laissent cependant une population de deux mille âmes où la vie paroissiale reste fervente.

A Lens aussi, le XVIII<sup>e</sup> siècle vit la création d'une école qui fut confiée au bénéficiaire du vieux rectorat. Cette école débuta au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, comprenant l'enseignement du latin jusqu'aux rudiments. Elle cessa en 1897.

La paroisse s'honore de compter un évêque parmi ses fils, Etienne Bagnoud d'Icogne, abbé de Saint-Maurice dès 1834 et évêque de Bethléem durant un demi-siècle, de 1840 à 1888.

*Vouvry.* — L'église fut reconstruite dans de belles proportions de 1818 à 1822 et consacrée le 7 juillet. Avec ses murs de forteresse, ses voûtes surbaissées et quelques joyaux conservés de l'ancienne église, grâce aussi à son heureuse position, elle fait bonne figure parmi les églises du Valais. Elle possède des orgues intéressantes, dont les tuyaux proviennent d'une quête d'étain organisée dans le village<sup>60</sup>. A Miex, une chapelle a été construite en 1917 et tout récemment un gracieux chalet, pour servir d'abri au prêtre qui monte de Vouvry pour les offices. Une autre a été édifiée à Tanay par Octavie Parchet, en annexe de l'hôtel construit en 1889.

Cette paroisse, étant la patrie du fougueux radical Hippolyte Pignat, eut fort à souffrir du régime de 1848. A la suite de l'incamération des biens du clergé, la commune s'arrogea la possession du bénéfice et la conserva durant seize ans. En 1863, un arrangement se fit avec le Saint-Bernard. Le bénéfice du vicariat institué en 1755, supprimé par le Saint-Bernard en représailles contre la commune après 1848, fut rétabli et reçut une allocation de quatre cents francs de la commune<sup>61</sup>.

#### *Hors le diocèse de Sion*

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le Saint-Bernard doit subir la liquidation des quelques bénéfices qu'il possédait encore hors du diocèse de Sion. Il perdit l'église paroissiale de Jougne en 1762 et celle des Hôpitaux-Neufs en 1784, églises situées dans le diocèse de Lausanne.

<sup>60</sup> Ce fait explique que l'on trouve peu de vaisselle d'étain à Vouvry.

<sup>61</sup> J. Tamini et P. Délèze, *Val. christ.*, p. 135.



Pour les bénéfices de France, le chanoine régulier Taveron, prieur de Saint-Symphorien d'Autun, fut constitué vicaire général avec droit de pourvoir aux bénéfices par le prévôt Thévenot en 1775, 1779 et en 1786. Depuis lors il n'est plus parlé de ces bénéfices.

*Salins.* — Thévenot obtint en 1741 des bulles donnant droit au bénéfice de Salins, diocèse de Besançon. Mais il ne put entrer en possession et ce bénéfice fut définitivement perdu pour le Saint-Bernard.

*Troyes, en Champagne.* — Le chapitre qui, en 1754, s'opposait à un transfert d'autel de son hôpital de Troyes, consent en 1765 à l'aliénation de cet hôpital, dit « La Maîtrise de l'hôpital Saint-Bernard de Troyes », qui fut incorporé aux hôpitaux réunis de cette ville. En 1757, le Saint-Bernard renonça encore, en faveur des pauvres de Troyes, à une redevance annuelle de deux cents livres.

Des très nombreuses églises qui avaient constitué la dotation de l'hospice, il ne reste plus au Saint-Bernard que celles du diocèse de Sion.

### *Missions*

Depuis les origines, les chanoines du Saint-Bernard ont exercé le ministère pastoral dans les différentes paroisses unies à l'hospice.

Au XX<sup>e</sup> siècle, ils s'adonnent à une nouvelle activité pastorale, celle des missions.

Par suite du percement du Simplon en 1906 et des moyens modernes de circulation, l'œuvre éminemment charitable des hospices du Grand-Saint-Bernard et du Simplon n'exige plus que les chanoines y consacrent toutes leurs forces. D'autre part, l'Ecole d'agriculture d'Ecône ferme ses portes en 1922.

Une orientation nouvelle s'impose. Cette préoccupation perce dans quelques chapitres, entre autres dans celui de 1929 où la question est agitée sérieusement et remise à une commission pour étude.

La solution vint du dehors. Mgr de Guébriant, supérieur des missions étrangères de Paris, manquant de sujets pour maintenir tous les postes créés par sa vaillante société, adressa au prévôt Théophile Bourgeois une demande de collaborer avec ses missionnaires dans le Yunnan et d'y établir un hospice semblable à celui du Saint-Bernard. Le prévôt s'enthousiasma de cette proposition. Il réunit le chapitre le 3 juillet 1930. Celui-ci, mis au courant des vœux de Guébriant, estima qu'avant l'acceptation définitive, une reconnaissance de cette mission s'imposait. Les chanoines Pierre-Marie Melly et Paul Coquoz ne tardèrent pas à entreprendre ce voyage d'inspection. En mars 1931 déjà, ils se trouvaient dans les montagnes du Yunnan. De retour au Saint-Bernard, ils exposèrent au chapitre, le vingt-deux juillet 1931, les conclusions de leur enquête. A la suite de

cet exposé, le chapitre décida de collaborer au plus tôt à l'œuvre des missions dans les marches tibétaines selon la proposition de Mgr de Guébriant. Le chapitre de l'année suivante confirma cette décision. Les deux chanoines explorateurs, le frère Louis Duc et un laïc, Robert Chapelet, se livrèrent activement aux grands préparatifs exigés par une telle entreprise et, au début de 1933, partirent pour le Yunnan.

Mais laissons la parole au chef de l'expédition, le chanoine Melly, qui est à même de nous exposer mieux que tout autre les débuts de cette mission <sup>62</sup>.

« Les quatre missionnaires s'embarquèrent à Marseille le 10 janvier 1933 à bord du « Général Metzinger » des Messageries maritimes françaises, qui aborda à Haïphong en février. Un mois plus tard, la jeune équipe parvenait à Yunnanfou, capital du Yunnan et, après trois semaines de caravane, atteignait Weisi, centre de la nouvelle mission, à la frontière du Tibet interdit.

» Le voyage en caravane fut pénible, mais sans accident notable, bien que nous préférions camper en plein air, au risque d'être attaqués par les voleurs, plutôt que de subir les parasites désagréables qui pullulent dans les auberges chinoises.

» A Weisi, le P. Bonnemain, des missions étrangères, nous fit un accueil fraternel et nous installa dans la résidence construite depuis 1920, mais encore inhabitée.

» Il s'agissait de regarder bien en face le but de notre mission et de nous mettre à l'œuvre sans retard. La tâche était ardue : d'abord étude du chinois, langue officielle de cette région, organisation du ministère pastoral dans le secteur qui nous était attribué et construction d'un hospice, frère de celui du Saint-Bernard valaisan, pour venir en aide aux voyageurs exposés aux dangers de la haute montagne. Il fallait du courage, de l'audace, un bel optimisme et surtout une confiance illimitée en la divine Providence qui inspirait notre zèle : nous sentions tout cela en nos âmes de bonne volonté.

» Après des années, il n'est pas facile d'exposer quelles furent nos premières impressions en arrivant dans ce pays lointain, si différent du nôtre, et qui serait probablement jusqu'à la mort notre patrie d'adoption. L'avenir nous apparaissait plein d'énigmes. Pourrions-nous accomplir cette œuvre missionnaire ? Ne serions-nous pas bien vite la proie de quelque maladie ou des brigands ? Prendrions-nous contact avec cette population indigène qui, au premier abord, nous apparut défiante et hostile ? Comment lire dans ces yeux, que n'adoucissait aucune bonté surnaturelle et dont le regard dur et froid ne s'abaissait que vers la terre ? Comprendrait-

<sup>62</sup> P.-M. (Melly), *La mission du Tibet*, dans *Grand-Saint-Bernard, Tibet*, N° 1, pp. 9 et ss. Nous citons presque mot à mot.

on notre but ? Sans doute le « Malin » ne se laisserait pas facilement débouter de cette région païenne où il régnait en maître depuis des siècles... Toutefois nous avions pleine confiance en Celui qui, dès le début, avait inspiré nos désirs d'apostolat et nous aiderait certainement à les réaliser.

» C'est principalement le dispensaire, organisé à Weisi dès notre arrivée, qui nous fournit l'occasion de frayer avec les gens du pays. Car, dès la première année, ils vinrent nombreux chercher quelque soulagement à leurs maux et nous sentions que ce ministère charitable était le moyen le plus sûr d'atteindre les âmes de ces pauvres païens pour les orienter vers Dieu. Maintes fois nous eûmes la consolation de baptiser les enfants qu'on nous apportait mourants et plusieurs adultes trouvèrent également le salut en sollicitant la guérison des maux dont ils souffraient. Un bon nombre de ceux que nous avions eu la joie de guérir nous témoignèrent leur reconnaissance soit en favorisant notre entrée dans les villages, au cours de nos randonnées, soit en envoyant leurs enfants à notre école de doctrine. Car nous en avions ouvert une à Weisi, qui fut confiée d'abord à notre interprète, un catholique du pays connaissant le latin. Les élèves, appartenant à des familles très pauvres, étaient nourris par nos soins. Plus tard, en 1935, le « Probatoire », sorte de pro-petit séminaire, fut inauguré à son tour. Il nous permit de collaborer, avec les vicaires apostoliques, au recrutement du clergé indigène désiré et demandé instamment par Sa Sainteté le pape Pie XI. Mgr Giraudeau, vicaire apostolique de Tatsienlou, n'était pas resté en retard, mais notre secteur étant trop éloigné du sien, il nous demanda d'organiser nous-mêmes une école de latin pour la région du Mékong. Les missionnaires furent donc priés de choisir, dans leurs groupes scolaires respectifs, les garçons susceptibles de correspondre à la grâce d'une vocation sacerdotale et capables en même temps d'étudier, puis de nous les envoyer à Weisi. C'est ainsi qu'une vingtaine environ de jeunes sauvageons nous arrivèrent un beau jour. Confiés à l'experte direction de Maurice Tornay, ils firent des progrès étonnants. En 1936, une nouvelle école fut aménagée à deux heures de notre résidence, à Houa-Lo-Pa, dans un bâtiment neuf construit à cet effet. Malheureusement, la guerre survint et avec elle la famine qui nous obligea à envoyer nos étudiants sur les rives du Mékong où la mission possède terrains et rizières. Hélas ! cela ne suffit pas. Nos pères vendirent vêtements et objets pour se procurer des ressources, mais ces sacrifices ne firent que prolonger douloureusement l'agonie de la chère école, sans pouvoir la sauver. Une lettre de mai 1946 nous annonça, en effet, qu'elle avait dû fermer ses portes et disperser les élèves faute de ressources et pour permettre à Maurice Tornay de remplacer d'urgence, au poste de Yerkalo, le P. Burdin, des missions étrangères, victime du typhus.

» Trois élèves du Probatoire sont actuellement au séminaire de Yunnanfou. D'autres les auraient suivis si notre mission n'avait pu assumer les

frais de leur entretien. Mais nous avons dû les renvoyer à leurs curés respectifs qui, en attendant des jours plus propices, veilleront sur eux pour maintenir leur vocation.

» Les autres étudiants rentrés dans leurs foyers se livrent au commerce ou se dévouent comme catéchistes, auxiliaires précieux des missionnaires. Tous relativement instruits, au milieu d'une population ignorante, ne tarderont pas à la dominer et à la diriger. La grâce de Dieu aidant, on peut envisager avec confiance l'avenir du catholicisme en cette lointaine région.

» En nous rendant au Tibet, nous envisagions encore la création d'un hospice similaire à celui du Grand-Saint-Bernard dans le but d'aider et d'héberger les voyageurs exposés aux dangers de la haute montagne. Le col de Latsa fut choisi pour cette construction. Il relie, à 3800 mètres d'altitude, les vallées du Mékong et de la Salouen. Les indigènes en usent fréquemment, bien que la traversée soit rude et souvent périlleuse. C'est ce qui lui valut, d'ailleurs, nos préférences. Avec la nouvelle construction qu'habiteraient les pères, pillards et brigands ne tarderaient pas à disparaître. Il fallut de longues démarches pour obtenir l'autorisation de construire notre hospice. Grâce à l'intervention de M. Spahlinger, consul suisse de Canton, elle nous fut enfin accordée. Toutefois, le gouvernement chinois auquel appartiennent fleuves, lacs et montagnes, en nous permettant de nous installer à Latsa, ne manqua pas de nous mettre en garde contre les voleurs de la région. En 1935, les premiers travaux furent entrepris, qui se continuèrent durant les étés suivants jusqu'en 1938, époque où une grève des ouvriers les paralysa en plein mois d'août. Ensuite, ce furent la famine, la guerre et le manque d'argent qui en empêchèrent la reprise. Seul, par conséquent, un refuge, maison qui avait servi d'abri aux constructeurs et que les passants utilisent, a pu être achevé en 1936, tandis que l'hospice n'a atteint, jusqu'à ce jour, que le milieu du premier étage. Nous ne pourrions reprendre les travaux qu'à l'arrivée de nouveaux confrères et moyennant dons et ressources que, certainement, nous enverra la Providence sur laquelle nous comptons avec confiance absolue.

» De 1940 à 1945, les missionnaires ont vécu des années difficiles. Leur plus pénible sacrifice fut certainement l'absence de toute nouvelle d'Europe lorsque l'avance japonaise au sud et à l'est du Yunnan isola cette région de tout le reste du monde. Quelle peine ils ont éprouvée de savoir leur petite patrie suisse en danger, et de tout ignorer des êtres très chers qu'ils y avaient laissés ! A ces angoisses bien légitimes s'ajoutèrent les soucis financiers. Ne recevant plus rien d'Europe, nos missionnaires durent s'ingénier, non seulement à se créer des moyens d'existence, mais encore à sauver l'œuvre naissante qui leur tenait à cœur. Au prix de quels sacrifices et privations y sont-ils parvenus, Dieu seul le sait, mais ceux-ci n'auront pas été vains, nous en avons la réconfortante certitude. »

Entre temps, d'autres chanoines sont allés renforcer le premier groupe : en 1936, Cyrille Lattion, prêtre, Maurice Tornay, tonsuré, et le Frère Nestor Rouiller ; en 1938, Angelin Lovey et Henri Nanchen, prêtres ; en 1946, Louis Emery, François Fournier, Alphonse Savioz et Jules Detry, envoyé pour un an à titre de reporter.

Malgré la mort accidentelle du chanoine Henri Nanchen en 1941 et le retour du chanoine Melly, pour raison de santé, et du Frère Nestor en 1939, du chanoine Detry en 1948, les arrivées ont permis l'occupation de nouveaux postes. La situation en 1948 est la suivante :

Weisi : où se trouvent le père Lattion, supérieur, et le Frère Louis Duc, environ nonante chrétiens et cent catéchumènes sur trois mille habitants.

Siao Weisi : desservi par les chanoines Coquoz et Fournier, presque tous chrétiens, trois cents habitants environ.

Atuntze : desservi par le chanoine Savioz et le chanoine Tornay, exilé de Yerkalo, une quinzaine de chrétiens.

Tchrongteu : desservi par le chanoine Louis Emery.

Tsechung : où le chanoine Angelin Lovey fait le vicaire du P. Goré, vieux missionnaire des missions étrangères ; plusieurs centaines de chrétiens.

Cet heureux développement permet d'envisager pour un proche avenir l'érection en mission autonome confiée au Saint-Bernard de toute la haute région du Mékong et de la Salouen, de Weisi au Tibet.

L'apostolat est fort ingrat dans cette région. Malgré l'œuvre des dispensaires, l'école et la prédication, les conversions sont rares et la persévérance des convertis mal assurée. La population qui paraît la mieux disposée à embrasser la religion chrétienne, est la population Lissou, race pauvre habitant la montagne. C'est parmi les Lissous que les chanoines ont recueilli le plus de fruits de leur ministère. A Siao Weisi, le P. Coquoz a la consolation de convertir à la fois vingt familles en 1948, tandis qu'à Weisi, le P. Lattion instruit une dizaine de familles lissous dans la doctrine chrétienne. Ces succès modestes n'en sont pas moins, étant donné le milieu, un véritable événement.

Cette jeune mission a déjà la gloire de posséder un martyr, Maurice Tornay. Ce chanoine desservit, de 1945 à 1947, Yerkalo, le seul poste missionnaire existant en Tibet indépendant. Chassé par les lamas, il se retira au poste voisin d'Atuntze en territoire chinois. Il épuisa tous les moyens, sans négliger la voie diplomatique, pour rentrer dans sa mission. A bout de moyens, il conçut l'audacieux projet de se rendre jusqu'à la capitale du Tibet interdit, afin de plaider sa cause. Il se joignit à une caravane tibétaine se rendant à Lhassa. Après avoir fait une quinzaine de journées de marche, il fut contraint par les lamas, qui redoutaient cette démarche, à rebrousser chemin. Accompagné de son boy Dossy, il revint sur ses pas. Quand il fut arrivé sur territoire chinois, à la descente de la passe de

Choula, il fut tué avec son boy à coups de fusils par cinq hommes placés en embuscade. Cette mort, si elle attriste les confrères du chanoine Tornay, parce qu'elle leur ôte un missionnaire de valeur, les rend fiers de compter un martyr parmi eux, les attache davantage à ce coin perdu du monde et leur donne la certitude que leur ministère sera plus fécond, en dépit de la lourde menace communiste.

Malgré cette menace, trois religieux quittent Martigny pour le Yunnan le 22 novembre 1949, le frère Louis Duc, qui rentre après un séjour au pays, Lucien Droz, nouveau prêtre, et Arnold Petoud, étudiant en théologie. Arrivés à Saïgon après la fin de la résistance chinoise aux communistes, ils se trouvent dans l'impossibilité de rejoindre leurs confrères. Après plusieurs mois d'attente, au printemps 1950, ils reviennent au pays.

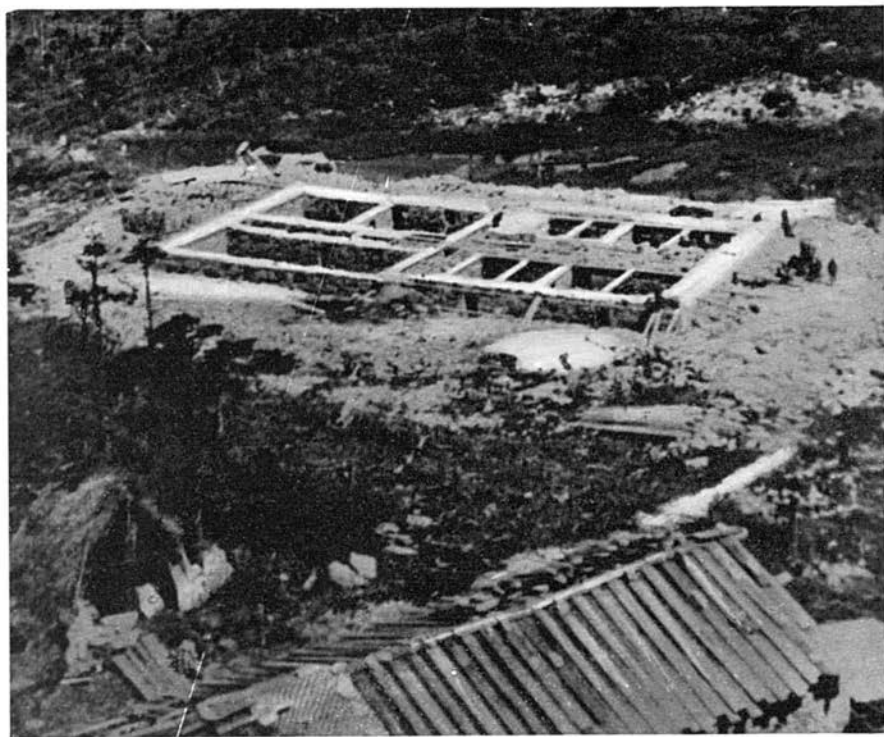
Le gouvernement communiste chinois ne se contente pas d'interdire tout accès de nouveaux missionnaires, il s'ingénie encore à paralyser l'action de ceux qui sont restés dans son territoire.

En décembre 1950, les pères Coquoz et Fournier sont concentrés à Weisi. Le gouvernement leur interdit de quitter la ville, sous prétexte de les protéger contre la fureur populaire. Le 1<sup>er</sup> mars, arrivent à Weisi, dans les mêmes conditions, les pères Goré, Savioz et Lovey. Sans être persécutés ni maltraités, ces missionnaires sont réduits à l'inactivité et le gouvernement fait pression sur eux pour qu'ils demandent leur sortie de Chine. Ils refusent de sortir si ce n'est par la force. Cette situation déprimante dure des mois. En janvier 1952, ils reçoivent l'ordre de quitter Weisi pour Kunming. Ils s'exécutent le 16 du même mois. Puis on les contraint à signer une demande de sortie de Chine. Dès lors, ils sont conduits sans retard à la frontière, et arrivent à Hong-Kong durant l'été, les derniers, le 31 juillet.

Ils songent d'abord à se rendre au Sikkim pour collaborer à la mission des chanoines de Saint-Maurice. Mais les Indes ferment leurs portes à tous les missionnaires expulsés de Chine. Sur l'invitation de Mgr Kuo, évêque de Taipei (Formose), ils se rendent dans cette île le 22 août 1952. Mgr Kuo leur assigne la ville d'Ilan, où ils continuent leur apostolat auprès des Chinois et des indigènes. Leur action se révèle déjà fructueuse ; mais nos missionnaires ont la nostalgie de leurs chrétiens du Yunnan pour lesquels ils ont tant travaillé, souffert et prié. Seul l'espoir que cet exil est temporaire adoucit leur peine.

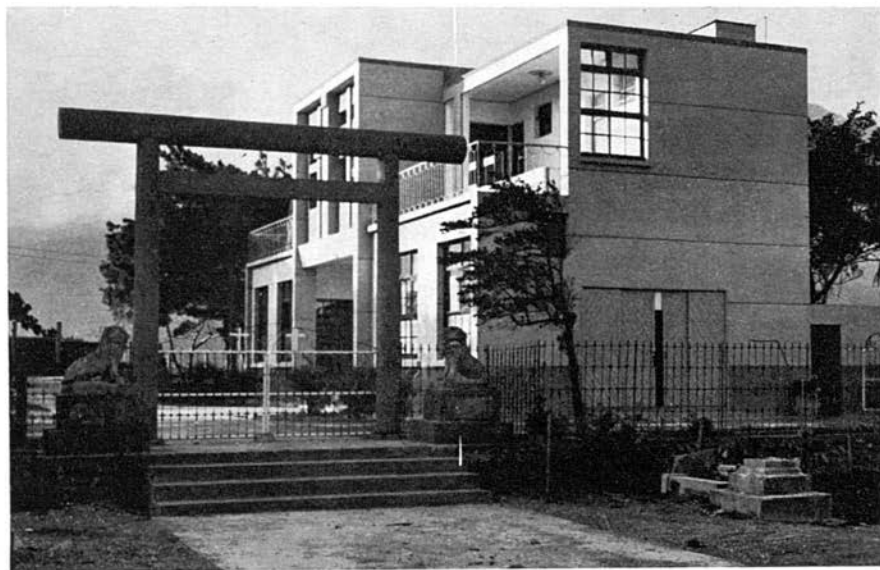
Dès 1958, nos confrères missionnaires sont déplacés à une centaine de kilomètres vers le sud et reçoivent la charge d'évangéliser le poste de Hsincheng et ses environs.





Pl. XV a - Hospice inachevé au col de Latsa (Tibet)

Photos Melly, Fribourg



Pl. XV b - La mission de Hsincheng (Formose)





Pl. XVI - L'hospice dans les neiges

Photo Cretton, Grand-Saint-Bernard

## CHAPITRE IV

### Relations extérieures

#### Relations avec les autres chanoines réguliers

##### *Abbaye de Saint-Maurice*

Sous la République helvétique (1798-1802), tandis que le Saint-Bernard jouissait d'un régime de faveur, l'abbaye de Saint-Maurice était menacée de mort, ayant reçu défense d'accepter des novices. Alors surgit l'idée d'une union avec le Saint-Bernard. L'abbé Antoine Fournier, aumônier de l'évêque de Sion, s'en fit le négociateur. Le 5 mars 1801, il proposa cette union au prévôt Luder pour sauver l'abbaye. Le 1<sup>er</sup> avril, il lui fit savoir que l'abbé de Saint-Maurice verrait de bon œil cette union. Sans tarder, le Saint-Bernard fit connaître ses conditions. Elles parurent trop lourdes au chapitre de l'abbaye, qui les repoussa. Peu après, la République helvétique tomba et les choses en restèrent là.

Mais neuf ans plus tard, le 26 décembre 1810, Napoléon, qui jugeait d'autant plus inutiles les chanoines de l'abbaye qu'il appréciait davantage ceux du Saint-Bernard, décréta sans autre l'union de l'abbaye au Saint-Bernard. Le chapitre du Saint-Bernard réuni à Martigny le 16 mai 1811, arrêta, conformément au décret impérial, les modalités de l'union : inventaire des revenus nets de l'abbaye établi par le préfet ; unité de supérieur dans la personne du prévôt du Saint-Bernard, de noviciat à l'hospice du Saint-Bernard et d'administration (bourse commune) ; résignation de l'abbé de Saint-Maurice qui conserve cependant rang et insignes ; promesse d'obéissance au prévôt de la part des chanoines de l'abbaye qui acceptent l'union et qui seront dès lors sur pied d'égalité avec les chanoines du Saint-Bernard ; affectation de l'abbaye à la retraite des vieillards ; suppression du collège et faculté, en faveur du Saint-Bernard, de résilier l'union. Ces

articles furent soumis au nonce pour approbation. Le préfet du Valais s'en inspira dans son décret du 7 août 1811, réglant les modalités de cette union, tout en conservant provisoirement le collège<sup>1</sup>.

La même année, le 17 septembre, le prévôt Rausis prit possession de l'abbaye. Ce ne fut pas sans opposition de la part de quelques chanoines du Saint-Bernard, les plus représentatifs, qui lui remontrèrent qu'il avait surestimé les revenus de l'abbaye (treize mille francs au lieu de sept mille) ; pris possession contre les constitutions, envoyé six religieux à l'abbaye sans consulter le chapitre et fait l'union sans que le mode en soit réglé par le chapitre. Ces chanoines lui demandèrent de s'expliquer afin d'éviter une « esclandre prête à éclater ».

L'abbaye, inquiète au sujet de la conservation du collège, sollicita le comte Charles-Emmanuel de Rivaz d'intervenir pour la conservation des trois collèges du Valais. Cette intervention sauva le collège de Saint-Maurice de sorte que l'abbaye unie resta à peu près ce qu'elle était auparavant<sup>2</sup>.

Conformément à cette union, au chapitre, réuni à l'hospice comme « lieu principal » le 24 août 1812, le prévôt Rausis préside et l'abbé Etienne Pierraz figure au nombre des capitulants au nom de l'abbaye unie. Ce chapitre procéda à la nomination d'un sous-procureur, d'un économiste et d'un vestiaire pour la maison conventuelle d'Agaune.

Ce ménage dura peu et sa dissolution en 1814 se fit à la satisfaction des deux parties. Le Saint-Bernard ne fit même pas de difficulté de dédommager l'abbaye pour l'entretien des religieux qui y avaient séjourné de 1812 à 1814.

L'idée d'une union de l'abbaye au Saint-Bernard fut reprise en 1840 et 1857. Cette fois l'initiative partit de l'abbaye qui, sous le régime d'Etienne Bagnoud, se trouva dans de grandes difficultés disciplinaires et économiques. Pierre-Désiré Chervaz, chanoine de Saint-Maurice, avait amorcé ce projet à Rome en 1840. Jean Luquet<sup>3</sup> s'en montra partisan en 1848. Le nonce Bovieri, après visite de l'abbaye, écrivit au prévôt, le 13 novembre 1857, que l'abbé consentirait l'abandon de tous ses droits. La réponse du prévôt Filliez, le 30 décembre suivant, dissuada le nonce de revenir à la charge. Elle disait entre autres : « Avancé en âge et infirme, je ne croyais pas avoir à redouter personnellement la réunion de ma congrégation avec celle de l'abbaye de Saint-Maurice. » Il ajoutait qu'on ne devait pas penser à lui pour remettre de l'ordre dans l'abbaye et qu'il n'avait pas assez de religieux pour venir en aide à cette maison. Le nonce mit le point final à cette affaire par lettre du 27 janvier 1858 : « Comme je vois que vous redoutez cette réunion... nous pouvons bien laisser cette

<sup>1</sup> AV, Dép. Int., SB.

<sup>2</sup> P. Grenat, p. 594.

<sup>3</sup> J. Luquet, p. 213.

idée et je n'ai plus de difficulté à la laisser moi-même et à n'en rien dire à la Propagande. »<sup>4</sup>

Dès lors, il n'a plus été question de fusion des deux maisons qui coexistent comme deux maisons sœurs.

### *Prévôté de Verrès*

Comme la République helvétique, la République cisalpine sévissait contre les couvents. La prévôté de Saint-Gilles de Verrès, se sentant menacée chercha son salut dans l'union avec la maison du Saint-Bernard qui jouissait de la protection de Napoléon. Le 31 août 1802, le prévôt Jean-François Chentre et le chanoine Jean-Baptiste Conchâtre, au nom de leurs confrères, sollicitèrent cette union. Le chapitre du Saint-Bernard fit bon accueil à cette demande et confia à une commission le soin de rédiger sans tarder les clauses de l'union. Le 2 septembre déjà, cette commission proposa un projet qui fut adopté sans difficulté (le danger était imminent) par les deux parties<sup>5</sup>. Le texte de la convention fut rédigé aussitôt. Son début insiste habilement sur la convenance de cette union avec les intentions de Napoléon : « Les prévôts... et les chanoines de la prévôté de Saint-Gilles de Verrès, en la vallée d'Aoste, pressés du désir de propager la gloire de Dieu, de concourir au bien de l'humanité en secondant les dispositions bienfaisantes du Premier-Consul de la République française, dans l'établissement des nouveaux hospices du Simplon, Mont-Cenis et autres, par les secours mutuels qui résulteraient nécessairement de l'association de ces deux maisons, ont convenu par la voie de leurs députés des articles suivants sous l'approbation du Souverain Pontife et de leur Gouvernement respectif. » Le caractère de cette union est fédératif. Les deux maisons conservent une large autonomie. Notons ce qui devient commun entre elles : Le prévôt du Saint-Bernard est supérieur général et celui de Verrès, son vicaire général pour la vallée d'Aoste ; en cas de vacance d'une prévôté, le prévôt survivant avec un de ses chanoines prend part à l'élection du nouveau prévôt ; les religieux peuvent être transférés d'une maison à l'autre mais seulement par ordre du supérieur général agissant de concert avec son collègue ; le prévôt de Verrès participe au chapitre du Saint-Bernard, mais le prévôt du Saint-Bernard préside celui de Verrès ; le prieur de l'hospice a droit d'inspection sur les procureurs et autres officiers des deux maisons ; les suffrages des défunts sont obligatoires de la part de tous les religieux.

Les deux prévôts, le chanoine Conchâtre et le secrétaire du chapitre du Saint-Bernard signent l'acte d'union, sous réserve de l'approbation du

<sup>4</sup> AGSB.

<sup>5</sup> Le général Jourdan avait décrété, le 31 août 1802, la suppression de toutes les corporations religieuses en Piémont.

chapitre de Verrès. Cet acte, intéressant dans ses modalités, n'eut pas l'occasion d'être mis à l'épreuve car, le 1<sup>er</sup> septembre déjà, la prévôté de Saint-Gilles fut supprimée par arrêté des consuls français. Elle survécut cependant à cette épreuve et l'idée d'une union avec le Saint-Bernard réapparaît en 1890 et 1912. Un chanoine du Saint-Bernard, André Favre, exerce même l'office de maître des novices à Verrès en 1892. Malgré cela, c'est avec les chanoines du Latran que l'union se fait en 1911. La prévôté de Verrès n'en conserve pas moins d'excellentes relations avec le Saint-Bernard<sup>6</sup>.

#### *Chanoines de Latran*

En 1923, les chanoines réguliers de Latran prennent l'initiative d'une confédération des diverses branches des CCRR. Le chapitre du Saint-Bernard s'y montre favorable en principe, mais trouve la proposition trop vague. Cette idée reste cependant dans l'air et se réalise en 1959.

### Relations avec divers Etats

#### *République helvétique*

1798-1802. Cette République d'importation étrangère fut établie dans toute la Suisse, le Valais compris, par les armées de la Révolution française. Elle eut à s'occuper du Saint-Bernard et lui fit un régime de faveur : autorisation de quêter, maintien des subventions que lui payaient les gouvernements précédents, exemption de l'impôt territorial pour ses bénéfices, exemption du séquestre imposé aux autres couvents et de la milice, en faveur des domestiques de l'hospice<sup>7</sup>. Le motif d'une telle attitude, qui surprend de la part d'un gouvernement hostile aux couvents, fut sans doute l'aide que l'hospice avait procurée aux troupes de la Révolution qui empruntaient le passage du Saint-Bernard et, peut-être, l'admiration des révolutionnaires pour une œuvre qui n'était pas sans parenté avec l'idéalisme humanitaire de la Révolution.

#### *Empire*

Napoléon, à sa manière, continua et amplifia ce régime de faveur envers l'hospice. Plein d'estime pour le prévôt Luder, qu'il connut personnellement à Martigny en mai 1800, touché de l'aide que son armée avait reçue de l'hospice à son passage du col, Napoléon, avec sa fougue coutu-

<sup>6</sup> E.-P. Duc. p. 276-282.

<sup>7</sup> AGSB.

mière, voulut sans tarder établir des hospices analogues sur différents passages des Alpes, entre l'Italie conquise et la France, et les confier à la maison du Saint-Bernard. Par décret du 21 février 1801, il décidait : « Il sera établi sur le Simplon et le Mont-Cenis un hospice pareil à celui qui existe sur le Grand-Saint-Bernard. Il ne pourra jamais y avoir moins de quinze personnes dans chaque hospice et les religieux seront soumis à la même discipline et tenus d'observer les mêmes devoirs envers les voyageurs que sur le Grand-Saint-Bernard. »

Nous avons déjà vu comment ce décret reçut une prompte exécution au Simplon. Pour le Mont-Cenis, M. Sauzay, préfet du Mont-Blanc, s'adressa d'abord au prévôt du Saint-Bernard. Mais celui-ci, qui s'était déjà gêné pour envoyer des religieux au Simplon, était dans l'impossibilité de prendre en charge le Mont-Cenis. Le préfet confia alors provisoirement cet hospice à dom Gabet, ex-abbé de Tamié, et à ses trappistes que la Révolution avait chassés de leur couvent<sup>8</sup>.

Mais la faveur de Napoléon, si elle donnait du lustre à la maison du Saint-Bernard, était dominatrice. Elle devint tracassière quand, par décret du 17 mars 1812, elle lui imposa de remplacer les vœux par une promesse de stabilité et d'obéissance et de se soumettre au contrôle de l'évêque et du préfet. Ces décisions, unanimement rejetées par le chapitre, furent seulement subies autant que dura l'Empire.

Un autre signe de l'estime de Napoléon pour le Saint-Bernard apparaît dans le fait qu'il lui unit, par un décret de 1810, l'abbaye de Saint-Maurice, qui échappa ainsi à sa suppression.

Nous ne nous attardons pas davantage à ce sujet, parce que nous avons déjà eu l'occasion d'en parler longuement à propos du Simplon et du passage de l'armée de réserve en 1800. La faveur de Napoléon donna au Saint-Bernard du prestige auprès des autres corporations religieuses du diocèse et des autorités politiques. Cette sorte de prééminence s'affirme lors du Sunderbund et dans les démêlés qui le suivent.

### *Royaume de Sardaigne et d'Italie*

Après la séparation, les relations restèrent tendues entre la cour de Turin et l'hospice. Cependant, le temps et la nécessité aidant, il fallut bien renouer.

Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le roi de Sardaigne alloua à l'hospice un subside annuel en riz et maïs de la valeur de mille francs. Dès 1815, à la demande de l'hospice, le roi de Sardaigne accorda l'exemption des droits

<sup>8</sup> Cf. Joseph Garin, *Histoire de l'abbaye de Tamié, Paris et Chambéry*, 1927, pp. 317-318.

de douane. L'année suivante, le 24 juillet, les chanoines du Saint-Bernard fêtent solennellement, avec les principaux magistrats d'Aoste invités, le jour anniversaire de la naissance du roi de Sardaigne. Cette fête devait se dérouler chaque année. Les religieux ne poussèrent pas cependant la complaisance jusqu'à céder les pièces de leur musée à celui de Turin, selon la demande faite, en 1822, au nom du roi<sup>9</sup>. Cela ne refroidit pas les relations puisqu'en 1833, Charles-Albert songeait à remettre aux chanoines du Saint-Bernard l'hospice du Mont-Cenis. Le chapitre réuni à Martigny le 23 février 1833, délibéra sur cette proposition. Il fixa, en s'inspirant de l'organisation du Simplon, les conditions de sa collaboration et autorisa le prévôt à traiter de cette affaire avec le cardinal Morosso, archevêque de Novare, mandataire du roi. Mais cette union n'eut pas lieu, nous ignorons pour quels motifs. En 1836, le roi présenta encore à la maison la desservance de l'hospice du Petit-Saint-Bernard. Le Saint-Bernard fit des conditions qui ne furent pas toutes du goût du gouvernement. Cette affaire aussi échoua.

Après que les rois de Sardaigne furent devenus rois d'Italie, les relations restèrent bonnes, parfois amicales, comme avec la reine Marguerite et la princesse du Piémont, Maria-José. Il a été généralement possible d'obtenir des facilités d'exportation pour l'approvisionnement de l'hospice. Avec les autorités de la vallée d'Aoste, les relations sont toutes cordiales.

### *Le Valais*

Le Valais, qui avait efficacement aidé le Saint-Bernard à se dégager du patronage de la cour de Turin, eut quelque tendance à reprendre pour son compte la politique de mainmise sur l'hospice. Mais les chanoines en avaient assez de cette politique. Ils veillèrent farouchement à leur indépendance à l'égard de l'Etat. Nous avons constaté au sujet de l'hospice du Simplon que le Saint-Bernard ne l'accepta qu'après que le Valais eût abandonné toute prétention d'immixtion ou de contrôle. Après cette passe d'armes, il ne se traita plus rien de sensationnel avec l'Etat jusqu'au Sonderbund.

#### *L'Eglise aux prises avec le régime radical en Valais*

Depuis 1830, le Bas-Valais était en effervescence. Il réclamait une représentation proportionnelle à la Diète. Comme le Haut-Valais temporisait, le Bas-Valais prit l'initiative en 1839 d'envoyer à la Diète un député par mille âmes de population. Le clergé nomma aussi un député, le prévôt Filliez. Proche parent de Maurice Filliez, chef des radicaux de l'Entremont, le prévôt avait dans sa jeunesse épousé les idées libérales et s'était montré

<sup>9</sup> P. Gard, *Histoire*.



un fervent partisan de la libération du Bas-Valais. Quand les députés Bas-Valaisans se présentèrent à la Diète, le grand bailli leva la séance pour protester et le gouvernement se transporta à Sierre. Les Bas-Valaisans, auxquels se joignirent les députés de Sion et d'Hérens, se constituèrent en assemblée législative pour élaborer une constitution. Comme celle-ci bouleversait les anciennes constitutions et violait les immunités ecclésiastiques, il se produisit une scission parmi les Bas-Valaisans, les uns tenant pour la nouvelle constitution, la Jeune Suisse, les autres s'y opposant, la Vieille Suisse, à laquelle se rallia le prévôt Filliez. L'année 1844, la Vieille Suisse triomphait par les armes du parti opposé<sup>10</sup>.

Cette expédition, puis les troupes mises sur pied lors du Sonderbund coûtèrent cher à l'Etat qui, en 1845, sollicita l'aide des instituts religieux. Avec le consentement du nonce, l'évêque, le chapitre et le Saint-Bernard lui firent un prêt de douze mille francs<sup>10bis</sup>. A sa demande, le Saint-Bernard offrit, fin 1847, de garantir sous caution un emprunt de cent mille francs en hypothéquant ses immeubles en Piémont. L'Etat demanda alors à l'évêque, au chapitre de Sion et à l'abbaye de se porter caution. Ceux-ci acceptèrent mais non pour la totalité. Le 27 novembre, l'Etat demanda d'urgence au nonce d'autoriser le Saint-Bernard à cette opération. Les événements ne laissèrent pas le temps d'agir<sup>11</sup>.

Le 28 novembre 1847, les troupes valaisannes capitulent devant l'armée fédérale. Le 2 décembre, deux mille citoyens réunis sur La Planta acclament, sous l'influence des meneurs radicaux, un manifeste rempli d'animosité contre le clergé : abolition de ses immunités et de ses droits civiques ; surveillance par l'Etat des biens d'Eglise ; suppression, pour le Saint-Bernard et l'Abbaye, du droit de collation à leurs bénéfices paroissiaux ; enquête sur les responsabilités du clergé dans le Sonderbund et faculté faite au gouvernement de supprimer les corps religieux dangereux pour la tranquillité publique ; répartition entre les couvents, le clergé et les personnes responsables des frais de guerre depuis 1844 et, inévitablement, suppression des Jésuites.

Conformément à ce programme, le Gouvernement provisoire imposait au clergé, le 9 décembre, la charge de payer deux cent mille francs (dont quatre-vingt mille par le Saint-Bernard), part du Valais au million exigé comme amende des cantons catholiques par la Diète fédérale. Si ce paiement n'était pas fait pour le 17 courant, les frais d'occupation militaire du canton seraient mis à la charge des retardataires<sup>12</sup>.

<sup>10</sup> Cf. Paul de Rivaz, *Histoire contemporaine du Valais*, Sion 1946, pp. 6-7 et 26-27.

<sup>10bis</sup> (Léopold Borter, *L'Eglise, le clergé et l'Etat du Valais 1839-1849* dans *Annales valaisannes*, décembre 1964 pp. 334 et 335.)

<sup>11</sup> AES et J. Luquet, p. 198. Les radicaux reprocheront ce fait au Saint-Bernard quand il se refusera à payer l'indemnité du Sonderbund en alléguant son impossibilité.

<sup>12</sup> Cependant le prévôt Filliez, se sentant particulièrement visé par les radicaux triomphants, dès qu'il eut connaissance de la capitulation, donna ordre à l'Hospice de

Avant même l'expiration du délai, le 14 décembre, des commissaires envoyés par l'Etat se présentèrent à la maison de Martigny pour en dresser l'inventaire. Ils se heurtèrent à un refus. Ils firent alors venir le serrurier Spagnoli pour ouvrir les portes. Toute la maison fut fouillée.

Dans le même temps, d'autres commissaires, accompagnés de soldats vaudois, prenaient le chemin du Saint-Bernard où ils arrivèrent le 15 décembre. Prévenu dès 5 heures du matin de leur arrivée, le prieur claustral, Jean-Nicolas Hubert, fit transporter sur territoire italien tous les objets de valeur et en avertit les employés de la douane de Saint-Rhémy.

A propos de ce transfert, je dois consigner un fait recueilli de la bouche de confrères âgés et dignes de foi. La caisse contenant les valeurs de la maison fut confiée à un domestique, J. A., de Sembrancher. Celui-ci s'empara des valeurs et, pour faire croire à un attentat, jeta la caisse dans le torrent qui passe sous le pont de La Clusaz, entre Etroubles et Gignod. Vers 1873, J. A., se sentant près de mourir, fit appeler le prévôt Deléglise qui, rentrant à Martigny, déclara que tout était arrangé.

A 11 heures, commissaires et soldats se présentèrent à l'hospice pour en faire l'inventaire. Au refus des religieux, du Fay, un des commissaires, plaça des sentinelles aux portes de la maison et attendit le lendemain. Ce jour-là, le 16 décembre, arriva un nouveau détachement de vingt Valaisans. Du Fay somma les religieux de lui livrer les comptes de l'hospice. Sur leur refus, il envoya deux hommes auprès du Gouvernement provisoire pour avoir des ordres et fit garder la maison par des sentinelles.

Le prieur claustral Joseph-Nicolas Hubert et le procureur Gaspard Dorsaz, puis le chapitre claustral adressèrent à M. Barman, président du Gouvernement provisoire, les 16 et 17 décembre, des protestations contre ces voies de fait. Le prévôt, réfugié à Aoste, fit siennes ces protestations, le 18 décembre, dans un imprimé adressé au Gouvernement provisoire et à la Constituante. Le gouvernement riposta en se plaignant au pape de ce que le Saint-Bernard ne voulait pas payer son imposition de guerre. Dans le même temps, le prévôt adressait aux divers souverains d'Europe une protestation analogue et un appel à leur protection en faveur d'un « établissement plus Européen que Cantonal »<sup>13</sup>.

mettre en sûreté les objets précieux et prit la fuite, accompagné de deux religieux et d'Adrien de Torrenté, président de la bourgeoisie de Monthey, poursuivi par les radicaux. Les fugitifs prirent le chemin de Chamonix. Avertis que des radicaux de Martigny les guettaient à Tête-Noire, ils prirent la direction du col de Balme. Adrien de Torrenté n'en pouvant plus, les religieux le prirent sur leurs épaules. Tous réussirent à franchir le col quand les radicaux allaient les rejoindre. De là, par la Tarentaise et le Petit-Saint-Bernard, le prévôt et ses compagnons gagnèrent Aoste.

<sup>13</sup> Ces protestations eurent un écho éloquent en France, à la Chambre des Pairs, le 14 janvier 1848. Montalembert y flétrit les violences des radicaux suisses contre les institutions fédéralistes, la religion et les couvents. Venant à l'hospice du Saint-Bernard, il s'écrie : Voyez-vous ces hommes armés qui montent par ce défilé des Alpes que beaucoup d'entre vous ont suivi ?... Ils vont là où la République Française s'était arrêtée avec res-

Dans la nuit du 18 au 19 décembre, arrivèrent les commissaires fédéraux, Franscini et Delarageaz, que le Gouvernement provisoire avait envoyés afin d'en imposer davantage aux religieux. Ces commissaires avaient, au risque de leur vie, gravi la combe du Saint-Bernard par une grosse neige. Dès leur arrivée, ils rassemblèrent les religieux pour les engager à céder aux ordres du gouvernement. Delarageaz donna l'ordre de faire les trois sommations juridiques, après quoi il procéderait par la force. C'est ce qui arriva. Du Fay, aidé du serrurier Spagnoli et de son secrétaire Piotta, força toutes les portes et fit l'inventaire.

Le 21 décembre, arrivèrent dix-huit soldats de Liddes pour la relève des autres soldats qui partirent le 23. Avec eux se trouvait un commissaire chargé de l'exercice de l'hospitalité qui était retiré aux religieux. Cette troupe vécut sur les réserves du couvent destinées aux voyageurs, menant joyeuse vie avec deux servantes introduites pour faire la cuisine et fit subir toutes sortes de vexations aux religieux. Un chanoine, ayant protesté contre ces agissements, fut mis aux arrêts. Cela dura jusqu'au 21 janvier, jour où, par ordre du commissaire, tous les chanoines furent chassés du couvent ; il faisait 16 degrés de froids. Comme ils refusaient de quitter la maison, les soldats les emmenèrent jusqu'au Bourg-Saint-Pierre, d'où ils gagnèrent Martigny<sup>14</sup>.

A Martigny, ces religieux entendirent le singulier reproche d'être venus se mettre à la charge du gouvernement. Le 28, un simulacre de tribunal se transporta à la prévôté ; il interrogea les inculpés au sujet de ce qui avait été emporté de l'hospice en Italie et leur demanda de ne plus rien emporter. Les religieux répondent seulement qu'ils ne le regardent pas comme un tribunal légitime. Tant de vexations finissent par rendre les persécuteurs odieux au public. Ceux-ci s'en rendent compte et laissent les religieux libres de regagner l'hospice. Mais le prévôt refusa de reprendre la desservance de l'hospice avant qu'aient cessé l'occupation militaire et la mainmise de l'Etat sur l'administration de la maison. Le gouvernement s'y plia. Le 9 février 1848, Joseph Torrent signifia aux religieux du Saint-Bernard à Martigny qu'ils pouvaient reprendre l'administration de leurs biens<sup>15</sup>. Les chanoines regagnèrent l'hospice dont l'occupation militaire prenait fin<sup>16</sup>.

pect; où le premier consul Bonaparte avait laissé avec sa gloire le souvenir de son intelligente tolérance ; là où le corps de Desaix, de votre compagnon Desaix, a trouvé un tombeau digne de lui ! Et que vont-ils y faire ces vainqueurs sans combat ? Il faut le dire, ils vont pour voler, oui, pour voler le patrimoine des pauvres, des voyageurs, de ces moines du Saint-Bernard que dix siècles ont entourés de leur vénération et de leur amour. » Thiers donna la réplique à ce discours le 2 février à la Chambre des députés en se basant sur des documents officiels, donc radicaux. Cf J. Luquet, pp. 183 et 184.

<sup>14</sup> P. de Rivaz, *op. cit.*, pp. 27 et 28.

<sup>15</sup> AV, Dép. Int., SB.

<sup>16</sup> Dans la pensée du gouvernement, cette réintégration était provisoire. On songeait sérieusement à faire de l'hospice une auberge que l'Etat doterait et où les voyageurs aisés

Cependant le gouvernement accentuait les rigueurs de la proclamation du 2 décembre 1847, qui avait placé sous la surveillance de l'Etat les biens du clergé : un décret porté le 11 janvier 1848 les réunit au domaine de l'Etat qui prit en charge l'entretien du clergé et du culte, comme aussi de l'hospitalité dans les hospices du Saint-Bernard et du Simplon. Le Grand Conseil, le 29 janvier, prend les mesures suivantes : il remet à l'évêque la collation des bénéfices de l'abbaye et du Saint-Bernard et règle les salaires des membres du haut clergé. Il consent à laisser en leur état les hospices du Saint-Bernard et du Simplon, mais en exigeant un contrôle strict de leur administration par l'Etat et le placement en Valais des valeurs qui se trouvent à l'étranger, cela sous la menace de remplacer les religieux par d'autres personnes. Si le Saint-Bernard, dans les huit jours, ne fait pas connaître son excédent de revenu, l'Etat disposera de tous les avoirs de cette maison dans le canton de Vaud et d'une part égale des biens qu'elle a en Valais<sup>17</sup>. Les biens des bénéfices paroissiaux du Saint-Bernard et de l'abbaye deviennent propriété des communes avec charge de l'entretien du clergé paroissial. Les excédents des revenus du clergé sont affectés au paiement de la dette publique, à moins que le clergé ne propose avant le 21 février un moyen plus propre à l'amortissement de cette dette<sup>18</sup>.

Le délai était court. Ayant appris l'arrivée en Suisse d'un délégué extraordinaire du Saint-Siège, Jean-François Luquet, l'abbé de Saint-Maurice et un chanoine de Sion se rendirent à la nonciature de Lucerne et là, le 5 février, avec le nonce et Jean Luquet, délibérèrent de la situation en Valais et déterminèrent la somme que le clergé pourrait offrir afin d'éviter que l'Etat ne s'appropriât ses biens. Luquet vint lui-même à Sion le 14 février. Il y réunit les représentants du clergé, à l'exception du prévôt Filliez, qui redoutait de venir en Valais. Il fut convenu d'offrir cinq cent mille francs. Le 16 février, Luquet fit cette proposition au gouvernement, qui trouva la somme insuffisante. Entre temps le prévôt Filliez était arrivé à Sion. Il se tint une nouvelle réunion du clergé qui consentit à porter son offre à huit cent cinquante mille francs, dont trois cent mille à la charge

paieraient assez pour compenser en partie les frais occasionnés par les passants nécessiteux. Il y a tout lieu de croire que, si le gouvernement a renoncé à ce plan, c'est uniquement sous la pression de l'opinion européenne qui commençait à s'indigner du traitement infligé à un institut aussi avantageusement connu. Cf. J. Luquet. pp. 172-226.

<sup>17</sup> L'abbaye de Saint-Maurice est fort malmenée aussi dans ces décrets, ainsi que les couvents des capucins et des religieuses de Brigue et de Collombey.

<sup>18</sup> L'Etat tenta d'appliquer sans retard ces décrets. Au sujet d'Orsières, paroisse du Saint-Bernard, le président du Conseil d'Etat, par lettre du 7 avril 1848, signifiait à l'évêque Pierre Jos. de Preux que le chanoine Biselx ne serait pas toléré plus longtemps à Orsières et qu'il allait le remplacer par A. Métrailler, recteur de Salins. L'évêque répondit qu'il ne reconnaîtrait pas ce transfert et que Métrailler serait considéré comme curé intrus. Ce changement n'eut pas lieu. Biselx dut cependant s'exiler quelque temps. Il accompagna le prévôt à Gaète en 1849.

du Saint-Bernard<sup>19</sup>. Le 18 avril, Luquet communique cette nouvelle offre au gouvernement qui la refuse. Les représentants du clergé aux abois conviennent alors d'une double proposition :

1. offrir une somme plus grande, ou bien
2. accepter la dotation du clergé par l'Etat.

Le prévôt déclara en réunion qu'il s'en remettait entièrement à la décision de l'envoyé du Saint-Siège. L'Etat accepta la seconde proposition. Luquet réserva le consentement du Saint-Siège. L'Etat passa outre et commença à disposer des biens du clergé. Le Saint-Bernard fut des premiers à en souffrir, au point que le 16 mars le prévôt écrivait à Luquet que, sans un secours de Dieu, c'en était fait de l'hospice.

Vexé de ce procédé, Luquet se contenta cependant pour ne pas briser toute possibilité de négocier. Le pape fit connaître son sentiment le 13 avril. Il refusait la dotation qui dépouillait le clergé de toute propriété, mais consentait à l'offre d'une somme pour l'extinction de la dette. Le 6 mai, Luquet invite l'Etat à accepter la décision du pape. L'Etat répondit le 19 que les décrets du 29 janvier 1848 n'étaient pas inconciliables avec la décision papale. Restait à fixer le montant de la somme à verser<sup>20</sup>.

L'Etat estima qu'il pouvait prélever un million cinq cent mille francs sur les biens du clergé dont quatre cent mille au moins sur ceux du Saint-Bernard pour l'amortissement de la dette publique. Devant cette exigence exorbitante, le Saint-Bernard, en août tenta une démarche auprès de la Confédération suisse en lui démontrant l'impossibilité de payer une telle somme. Dans le cas où cette supplique serait sans effet, le chapitre décida d'adresser un manifeste à l'Europe entière et d'envoyer le prévôt auprès du pape pour en obtenir protection<sup>21</sup>.

Le Saint-Bernard s'étant abstenu de toute offre, l'Etat s'arrogea l'administration de cette maison le 6 décembre 1848 et ordonna aux débiteurs de verser leur dû à lui-même sous peine de nullité<sup>22</sup>.

Cependant la Diète fédérale ayant, le 2 décembre 1848, imposé aux cantons du Sonderbund une contribution de guerre de six millions, la part du Valais se trouva lourde. Pour la solder, la majorité du Grand Conseil, malgré les protestations des conservateurs, décida la sécularisation des biens du clergé. Afin d'éviter cette éventualité, l'évêché de Sion offrit pour sa part huit cent cinquante mille francs et l'abbaye cent septante-cinq mille. L'Etat accepta et signa une convention avec eux. Le Saint-Bernard s'y refusa, décidé à continuer seul la lutte contre le gouvernement.

<sup>19</sup> Le lendemain matin, Filliez vint trouver Luquet pour lui dire que le paiement d'une telle somme était impossible pour le Saint-Bernard.

<sup>20</sup> Les négociations en étaient à ce point quand Luquet quitta définitivement le Valais. Peu après, il fut désavoué par le pape et rappelé.

<sup>21</sup> J. Luquet, *passim*.

<sup>22</sup> Cette mesure sera levée le 26 mars 1856 par le gouvernement radical qui sentait baisser sa popularité. AV, 104, SB., 190.

## *Le duel entre le Saint-Bernard et le régime radical*

Irrité de l'attitude du Saint-Bernard, le gouvernement prit possession de ses biens situés en Valais et dans le canton de Vaud<sup>23</sup>. La perte de Roche fut particulièrement ressentie. Les chanoines recoururent au Conseil fédéral et au nonce, mais sans pouvoir empêcher la mise en vente de ces biens fixée au 19 mai 1849<sup>24</sup>. Le Saint-Bernard réagit vigoureusement. Se sentant menacé de disparition, il fit imprimer, au début de l'année 1849<sup>25</sup>, un manifeste portant le débat devant l'opinion européenne. Cet écrit débute par une phrase qui sonne le glas : « Lorsqu'une société voit approcher l'heure de son anéantissement, loin d'abandonner toute espérance, elle tourne naturellement ses regards vers ceux qui l'ont soutenue, protégée, défendue pendant des siècles... » Le manifeste mentionne ensuite les secours des rois de Sardaigne, de France et de nombreux bienfaiteurs. Suit l'état économique de l'hospice qui conclut à un déficit annuel de plus de deux mille francs, puis l'énumération des spoliations du gouvernement valaisan<sup>26</sup>. Le manifeste continue : « Ce compte que le gouvernement du Valais... exigeait... nous le devons et le rendons à l'Europe entière : puisqu'il ne s'agit pas ici d'un établissement... privé, mais... européen... Tous les peuples... ont fourni leur pierre pour élever ce monument de bienfaisance, parce que chacun avait à en profiter. Néanmoins le Valais vient en saper les fondements... » Après un mot sur la convention avec le Valais garantissant l'indépendance du Simplon, le manifeste conclut que le Saint-Bernard ne pouvait céder ces biens à un gouvernement inique et qu'il comptait, pour continuer sa mission, sur la protection de tous ses amis et bienfaiteurs de tous pays.

En même temps qu'il lançait cet appel à l'Europe, le Saint-Bernard recourait au pape. Le prévôt, au début de février 1849, se mit en voyage avec le chanoine François-Joseph Biselx<sup>27</sup> pour se rendre à Gaète, dans le royaume de Naples, où le pape avait dû s'enfuir. Les deux victimes de la Révolution ne purent que se faire des plaintes mutuelles. Le prévôt tomba gravement malade ; il put cependant quitter Naples le 6 novembre 1849, fut encore indisposé durant la traversée, mais arriva à Aoste en bonne santé.

<sup>23</sup> P. de Rivaz, *op. cit.*, pp. 35-37 et 42-44.

<sup>24</sup> ASV, *Nonc. Luc.*

<sup>25</sup> L'exemplaire envoyé au nonce est daté du 13 février 1849. Par le même courrier, le prévôt demandait au nonce de s'opposer à la sécularisation des paroisses et à l'imposition du Valais. ASV, *Nonc. Luc.*

<sup>26</sup> Voir p. 426, n. 14.

<sup>27</sup> Peu après le départ du prévôt, le 16 février, le Conseil d'Etat convoqua les chanoines du Saint-Bernard à une entrevue à Martigny le 27 février, pour y traiter de l'hospitalité et des affaires de la maison. Le 20, le prieur claustral Hubert répondit qu'en l'absence du prévôt, il ne fallait pas songer à une telle entrevue. AV, Dép. Int., SB.



A son retour, la situation étant inchangée, Filliez tenta une démarche audacieuse : il sollicita du Conseil fédéral le retrait des mesures prises par le Valais contre le Saint-Bernard. Le 11 janvier 1850, le Conseil fédéral écarta ce recours. Il fallait s'y attendre.

Le prévôt se tourna alors vers la France. Le chapitre du 29 août 1849 avait décidé d'adresser une supplique au gouvernement français et à Louis Napoléon, président de la République, pour faire rendre gorge au Valais. Mettant à exécution cette décision, le prévôt envoya à l'Assemblée législative, le 18 février 1850, une demande d'intervenir en faveur de la maison. Le comte de Coëtlosquet, rapporteur de cette assemblée devait la lui communiquer. La légation suisse à Paris, allarmée par cette nouvelle offensive, en avertit le Conseil d'Etat du Valais par lettre du 10 mars, disant que de Coëtlosquet renouvellerait « les calomnies » de Montalembert à la Chambre des Pairs et demandant des instructions pour qu'il lui fût possible de défendre le Valais<sup>28</sup>.

Cependant la démarche du prévôt ne fut pas sans effet. L'opinion française se montra favorable à la cause du Saint-Bernard. Le ministre de France en Suisse demanda au Valais d'entrer en pourparlers avec le Saint-Bernard en dépit de son état de déchéance officielle. Le Valais accepta. Le Saint-Bernard se choisit un délégué, Emile Clet, membre de la légation française à Berne, qui lui était dévoué<sup>29</sup>. Clet vint à Sion à la fin septembre 1850. Il demanda à l'Etat de rendre au Saint-Bernard la collation des bénéfices, la liberté de gérer ses biens et l'exemption de toute contribution. Ces revendications parurent excessives. Tandis que les pourparlers se poursuivaient, le 9 novembre, quelques biens du Saint-Bernard furent mis en vente par des officiers de l'Etat. Clet en fut indigné ; il y vit une preuve de mauvaise foi qu'il flétrit devant l'opinion. L'Etat tenta de se justifier en publiant, le 15 novembre, que cette vente réservait le consentement de l'Etat et n'était donc pas définitive. Les négociations étaient biens compromises. Le comte de Reinhard, ministre de France à Berne, intervint de nouveau auprès du Valais en faveur du Saint-Bernard<sup>30</sup>. Le Grand Conseil, réuni en novembre, autorisa la prolongation des négociations jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1851. En janvier 1851, Clet

<sup>28</sup> L'attitude intransigeante du Saint-Bernard et ses appels à l'opinion européenne avaient porté à son comble la rage des radicaux, qui poussaient le gouvernement à occuper l'hospice par surprise et à remplacer les chanoines par d'autres personnes. Le prévôt était sous mandat d'arrêt ; aussi avait-il soin de ne pas se montrer en Valais. Sa correspondance était épiée. *Lettre du chancelier Dallèves* du 24 juillet 1850 envoyée de Sion. AGSB. L'occupation de l'hospice n'eut pas lieu, probablement par crainte d'encourir la réprobation des pays voisins.

<sup>29</sup> Le chapitre du 27 août 1850 votera des félicitations à ses bienfaiteurs dévoués, E. Clet, les comtes Daru, de Montalembert, de Coëtlosquet, de Riancey, qui employaient leur influence et leurs ressources pour faire triompher la cause du Saint-Bernard.

<sup>30</sup> ASV, *Nonc. Luc.*



quitta le Valais et n'y entra qu'après l'expiration de ce délai. Le Conseil d'Etat signifia alors au Saint-Bernard que les tractations n'avaient pas abouti et que la maison était replacée dans la même situation de déchéance légale que six mois auparavant.

Le 5 octobre 1851, Clet protesta contre les procédés de l'Etat. Le 12 mars 1852, l'Etat lui fit réponse. Le 18 mars, le ministre de France à Berne intervint auprès du Conseil fédéral en faveur du Saint-Bernard. Le lendemain, ce Conseil demandait des renseignements à l'Etat du Valais qui lui répondit le 1<sup>er</sup> avril par un long mémoire exposant et flétrissant le rôle de premier plan tenu par le Saint-Bernard dans les événements politiques du Valais depuis 1815 à ce jour.

Dès lors le Valais reprit sa politique de spoliation contre le Saint-Bernard<sup>31</sup> et procéda à la liquidation de ses biens. D'après l'état nominatif des acquéreurs des biens nationaux établi le 31 décembre 1852 et le 20 mai 1853, il en vendit pour une valeur dépassant trois cent soixante mille francs : les vignes de Clarens, septante-cinq mille francs ; la ferme de Roche, plus de cent soixante-trois mille francs ; des actions sur le pont de la porte du Scex (Vouvry), mille sept cent nonante-sept francs, etc. Malgré tant de pertes, l'hospice réussit à subsister. Le gouvernement radical tenta alors de lui ôter sa raison d'être en détournant la circulation du col du Saint-Bernard par le percement d'un tunnel routier sous le col de Menouve, tentative qui avorta piteusement. Ce duel inégal se termina à l'avantage du Saint-Bernard qui survécut au régime radical renversé en mai 1857, après dix ans de pouvoir.

### *La restauration*

Le gouvernement conservateur inaugura son activité en prenant l'initiative de rétablir des relations normales avec l'Eglise. Il entra en relation avec l'évêque de Sion et le nonce à cette fin et, le 25 novembre 1857, communiqua au Grand Conseil que : « Le désaveu... des principes qui ont présidé aux décisions prises en décembre 1847 doit former la base de toute négociation. Le principe de la propriété de l'Etat des avoirs de l'Eglise sera révoqué. » L'étude d'un concordat fut aussitôt entreprise. Le 12 mars 1859, une conférence, réunissant les délégués de l'Etat d'une part, l'évêque de Sion et les délégués de l'abbaye et du Saint-Bernard d'autre part, régla la situation matérielle résultant des événements de 1848, tandis que la question spirituelle fut remise à plus tard. A cette occasion l'Etat s'engagea à intervenir dans l'acquisition d'une ferme pour l'hivernage des chevaux

<sup>31</sup> AV, Dép. Int., SB. L'appui que la France et Napoléon III accordaient au Saint-Bernard explique que les chanoines du Saint-Bernard s'empressèrent de féliciter l'empereur d'avoir échappé à l'attentat du 14 janvier 1858.

du Saint-Bernard. Le 24 mai, le Grand Conseil porta le décret annulant ceux du 11 et du 29 janvier 1848 et réintégra l'Eglise dans la possession des biens non encore aliénés. Par cette mesure cessait la sécularisation des couvents de Saint-Maurice et du Saint-Bernard, ainsi que de leurs bénéfices. Le chapitre du Saint-Bernard, le 23 août 1859, prit acte de ces décisions et nomma une commission pour traiter avec l'Etat d'une indemnité promise pour l'entretien des chevaux, en compensation de la ferme de Roche.

L'accord de principe réalisé en 1859 exigeait une convention qui en réglerait les modalités. Son élaboration dura jusqu'en 1879. Une des questions épineuses était l'administration des biens des bénéfices paroissiaux. Une loi de 1851 avait remis cette administration aux seules communes. Comme le projet de convention entendait rendre les communes responsables des biens de fabrique et des bénéfices, il semblait difficile d'enlever tout contrôle de ces biens aux communes. Le Saint-Bernard ne voulait pas de cette immixtion des communes. Le nonce Bovieri fit savoir au prévôt le 14 avril 1862 que si le Saint-Bernard répondait de ses bénéfices paroissiaux, la difficulté s'aplanirait<sup>32</sup>.

Cependant les tractations au sujet de la convention avançaient. Adrien Jardinier, évêque de Sion, par lettres datées du 28 janvier 1879, obtint du cardinal Lino les pouvoirs nécessaires pour traiter. Il se mit en relation avec le Saint-Bernard, demandant au prévôt, le 22 février 1879, quel usage le Saint-Bernard entendait faire de l'indemnité que l'Etat lui verserait en compensation de la spoliation de 1848. Le 11 mars, le prévôt lui répondit qu'on l'emploierait à la construction d'un refuge sur la route entre le Bourg-Saint-Pierre et l'hospice et à la réparation ou construction de quelques tronçons de route<sup>33</sup>.

Le 2 mai 1879, une convention, passée entre le clergé et le Conseil d'Etat, ne fut pas admise par le Grand Conseil. L'évêque de Sion fit de nouvelles concessions. La convention définitive fut signée le 7 novembre 1879 par l'évêque au nom du clergé et par le Conseil d'Etat. Le gouvernement s'engageait à payer au clergé cinquante-cinq mille francs en dédommagement d'un million cinq cent mille francs des biens spoliés et à soumettre au Grand Conseil des projets de loi, pour la réintégration du clergé régulier dans ses droits civiques et pour la participation de l'autorité ecclésiastique à l'administration des biens destinés au culte et aux œuvres pies<sup>34</sup>.

Par la loi du 22 mai 1880, le Grand Conseil établit dans les paroisses un conseil de fabrique, dont le curé fait partie de droit. Ce conseil a

<sup>32</sup> AGSB.

<sup>33</sup> AGSB.

<sup>34</sup> Cette convention ne porte que la signature de l'évêque de Sion pour le clergé.

l'administration des biens des fabriques et bénéfices, mais il en a aussi la responsabilité. Cette dernière clause constitue un dédommagement des biens d'église spoliés.

Le Saint-Bernard et l'abbaye ne participèrent pas officiellement à cette convention. Ils en furent froissés et reprochèrent à l'évêque d'avoir dépassé son mandat en traitant seul avec l'Etat. L'évêque s'en défendit avec énergie dans une lettre adressée au prieur de l'abbaye en janvier 1880. En août, au chapitre, le prévôt du Saint-Bernard demandait quelle attitude il fallait prendre relativement à la convention. Les capitulants estimèrent qu'il fallait s'en tenir aux directives que donnerait le Saint-Siège. Ils adoptèrent cette attitude pour protester contre l'évêque et le pouvoir civil qui les avaient ignorés dans les tractations. Le pape, mis au courant de ce qui s'était passé, manda à l'évêque de Sion de demander le consentement des familles religieuses avant de conclure avec l'Etat. Le 16 novembre 1880, l'évêque de Sion écrivit au prévôt, tâcha de se disculper et demanda au Saint-Bernard de lui accorder mandat pour sanctionner définitivement la convention. Le prévôt lui répondit qu'il voulait voir auparavant « ce qui dans les instructions que Votre Grandeur a reçues (de Rome) peut avoir trait aux corporations religieuses avec lesquelles... vous devez vous entendre avant de conclure définitivement. » L'évêque invita le prévôt à se rendre à Sion le 25 novembre pour en prendre connaissance, comme l'avait fait l'abbaye, qui ensuite lui avait donné la procuration demandée. Le 18 décembre, le prévôt interrogeait les capitulants par circulaire sur la procuration à donner à l'évêque. Sans enthousiasme et avec des restrictions, les capitulants en majorité répondirent affirmativement. Le 21 janvier 1881, le prévôt écrivit à l'évêque que le chapitre ne revendiquerait pas les biens volés en 1848, que l'indemnité donnée par l'Etat était à répartir au prorata des pertes subies par les différentes corporations et qu'il faisait ses réserves quant au régime de l'administration des biens paroissiaux à laquelle il ne peut renoncer sans autorisation du Saint-Siège. Le 30 janvier, l'évêque de Sion revint à la charge pour obtenir la délégation demandée et assurait le prévôt que le président du Conseil d'Etat était tout disposé à maintenir les droits du Saint-Bernard sur ses paroisses. Le prévôt l'en remercia, mais estima ne pouvoir donner la procuration demandée sans autorisation expresse du Saint-Siège. Il semble que les choses restèrent ainsi en suspens avec l'évêque et que le Saint-Bernard lui refusa une procuration qui aurait couvert sa manière de procéder. Cette attitude se comprend : le Saint-Bernard avait été le plus malmené par le régime radical et lui avait fait une opposition irréductible ; le fait de n'avoir pas même été invité aux tractations l'irrita profondément et lui fit refuser l'approbation demandée. Cependant il sanctionna le règlement matériel de la spoliation puisqu'il s'était engagé à ne pas revendiquer les biens aliénés par l'Etat et qu'il

accepta sa part d'indemnité, soit quinze mille trois cent trente-six francs (sur cinquante-cinq mille d'indemnité totale), qu'il encaissa le 9 novembre 1881. Vingt jours plus tard... l'évêque de Sion fait connaître au prévôt la part d'indemnité qui revenait au Saint-Bernard.

L'attitude courageuse du Saint-Bernard lui valut une place de premier plan dans la vie valaisanne. En son temps, le chanoine Camille Carron, procureur, exerça personnellement une grande influence. La maison du Saint-Bernard était un bastion du parti conservateur dans le Bas-Valais, à la grande irritation des radicaux. Lors de la campagne électorale pour la nomination du conseiller national Gaillard, vers 1891, cette irritation atteignit à un tel point qu'une foule de radicaux se porta vers la maison du Saint-Bernard à Martigny pour faire un mauvais parti aux chanoines. Ceux-ci se barricadèrent de leur mieux. L'un d'eux réussit à tromper le blocus pour gagner la gare d'où, par télégramme, il alerta le gouvernement de Sion qui ordonna immédiatement au président de Martigny de rétablir l'ordre, sans quoi il enverrait une trentaine de gendarmes pour le faire aux frais de la commune. Les autorités de Martigny intervinrent aussitôt et le calme fut rétabli.

Depuis lors, les relations avec le Valais furent généralement excellentes. Elles se manifestèrent entre autres par l'établissement de l'Ecole d'agriculture d'Ecône. Si la fermeture de cette école a causé un peu de froid entre l'Etat et le Saint-Bernard, il est incontestable que ce froid a depuis longtemps disparu pour faire place à des relations qu'on peut qualifier de cordiales.

Après avoir suivi pas à pas les vicissitudes de la maison du Saint-Bernard, il est aisé de dégager les lignes générales de son évolution.

Les difficultés du passage du Mont-Joux décidèrent les Romains à y construire une route avec plusieurs relais. Celui du sommet du col se complétait d'un temple dédié à Jupiter. A ce service officiel païen, le christianisme substitue un service spontané issu de la charité. A son tour, il prend possession du passage, par étapes. Au IV<sup>e</sup> siècle, se fondent les églises d'Aoste et de Martigny, au pied des deux versants de la montagne ; au VIII<sup>e</sup> s'élève le monastère de Saint-Pierre, à douze kilomètres du sommet du col ; au XI<sup>e</sup>, saint Bernard construit l'église-hospice de Saint-Nicolas au point culminant du passage ; aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup>, les hospices de Fontintès, de Saint-Rhémy, de Saint-Oyen, d'Etroubles et de La Clusaz s'échelonnent le long de la route du sommet du col à la cité d'Aoste. Ainsi s'établit, de Martigny à Aoste, un chapelet d'instituts charitables propres à faciliter la circulation dans toute la région du Mont-Joux.

L'hospice du col est le centre de cet organisme de secours. Son action bienfaisante lui attire la protection et les dons des seigneurs ecclésiastiques et laïcs et du peuple. Comme cet hospice est fréquenté par des personnes

qui viennent de fort loin, le cercle des bienfaiteurs s'élargit et, dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, l'hospice se trouve doté d'un vaste réseau de prieurés, de paroisses et de fermes qui, de l'Italie du sud à l'Angleterre, jalonnent les routes suivies par les pèlerins. Une telle prospérité conduit à l'embourgeoisement : la ferveur religieuse décroît, les prévôts s'installent sur les bords enchanteurs du Léman, à proximité de la cour de Savoie et l'hospice, avec son rude climat, est regardé comme un lieu de réclusion. La prévôté parvenue à ce degré de prospérité excite l'avidité des clercs commendataires qui foisonnent au début du XV<sup>e</sup> siècle. Elle devient une proie exploitée par eux comme une bonne source de revenus. Après un siècle et demi de ce régime, l'institut appauvri et dégénéré est près de sa ruine. Il faut le même temps aux prévôts valdotains pour lui rendre sa prospérité temporelle, quelque observance religieuse et un certain éclat par la création des chaires de philosophie et de théologie dans le prieuré de Saint-Jacquême d'Aoste.

Le réveil religieux, attisé par le coadjuteur Boniface, conduit, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, à une scission profonde entre les chanoines partisans de la stricte observance des constitutions et les tenants de la coutume. Le Valais et les Etats Sardes se mêlent à la querelle qui dégénère en conflit de nationalités. Le mal s'envenime au point qu'en 1752, le pape prend une mesure désespérée ; la sécularisation et la suppression de tous les membres de la prévôté dans les Etats Sardes. Les quelques religieux valaisans qui restent, après avoir surmonté une longue crise de découragement, se mettent à reconstruire la prévôté ; ils augmentent leur nombre de façon à pouvoir suffire aux tâches les plus urgentes, puis arrivent à faire face honorablement à toutes les charges de l'ordre. La faveur de Napoléon et l'accession de l'hospice du Simplon stimulent leur activité de telle sorte que la prévôté ne tarde pas à exercer en Valais un rôle de premier plan et à reprendre pied en vallée d'Aoste.

Après deux cents ans d'efforts et de luttes continues, elle compte plus de religieux qu'elle n'en a jamais eus depuis cinq cents ans et se trouve en état d'assumer, en plus de la desservance de l'hospice et des paroisses, le service d'une mission au Yunnan puis à Formose et, tout récemment, la lourde charge de deux maisons d'étude, le collège de Champittet et l'Ecole d'agriculture d'Aoste.

Dans ce coup d'œil rétrospectif, nous avons à peine mentionné l'hospice. Il joue cependant un rôle très important. Malgré des périodes de relâchement religieux, de dépeuplement et de vraie misère, depuis neuf siècles, il tient bon, faisant monter chaque jour vers Dieu son tribut de louanges et remplissant indéfectiblement son rôle hospitalier. Il reste le vrai pivot de l'ordre qui, sans lui, aurait infailliblement péri sous les abus de la commende, au temps des luttes de la séparation ou de la persécution menée par le régime radical valaisan. Mais comme il remplit une fonction sociale

éminente, la nécessité de la continuer a sauvé les religieux de la disparition. Actuellement encore, comme maison de prière, de formation et d'études et comme institut hospitalier qui, chaque année, rend de désignés services aux passants, il garde sa raison d'être et reste le centre de liaison entre les chanoines établis sur les deux versants des Alpes. Dieu veuille que cette maison, qui a tant exercé la charité, participe à la prérogative de cette vertu de durer toujours dans une activité bienfaisante.

## Lettre-conclusion du révérendissime prévôt Angelin Lovey

Nous félicitons bien chaleureusement et bien confraternellement M. le chanoine Lucien Quaglia, révérend prieur claustral de l'hospice du Grand-Saint-Bernard, pour son magnifique ouvrage, fruit de longues années de patience et de labeur méthodique, pour l'élaboration duquel il n'a pas consulté moins d'une quarantaine d'ouvrages et d'une vingtaine d'archives ou de collections historiques.

D'autres, avant lui, s'étaient essayés à nous donner une histoire de notre antique maison. Tels sont Chrétien des Loges, du val d'Anniviers, et médecin diplômé de la Faculté de Montpellier ; Jean Luquet, envoyé du Saint-Siège en Suisse, après le Sonderbund ; le chanoine Etienne-Pierre Duc, d'Aoste ; M. André Donnet, archiviste cantonal du Valais ; d'autre encore !

Ces ouvrages ont leurs mérites, mais aussi leurs défauts et, plus encore, leurs lacunes.

Le chanoine Lucien Quaglia, profitant des matériaux amassés par ses devanciers, s'efforce de corriger, de compléter et de réaliser une véritable synthèse. Cet ouvrage nous paraît être ce qu'il y a de mieux, à l'heure actuelle, touchant l'ensemble de l'histoire de notre maison et nous ne doutons pas qu'il doive être accueilli avec joie et profit, tant par les profanes que par les spécialistes de ces questions.

Toutefois, des difficultés subsistent et risquent de subsister longtemps encore, touchant l'origine de notre monastère-hôpital et la personne elle-même de saint Bernard de Menthon. Pour la plus grande joie des chercheurs, l'histoire ne dit jamais son dernier mot !... et la tradition n'est-elle pas une source authentique de l'histoire ?...

Et maintenant, arrivé au terme de cet ouvrage, le lecteur se dira que l'institution millénaire, surgie du cœur apostolique de saint Bernard de Menthon, a vécu bien des vicissitudes et connu bien des traverses, heureusement surmontées. Qu'en sera-t-il de l'avenir ?...

Sans doute, l'avenir ne nous appartient pas et il faudrait être prophète pour en percer le voile obscur.



Mais, nous basant sur un glorieux passé et sur les données réconfortantes du présent, nous osons envisager avec confiance cet avenir, malgré les nombreuses difficultés qui nous attendent.

Certes, l'hospitalité et la charité corporelle, telles qu'exercées pendant près d'un millénaire dans nos différents hospices, notamment au Grand-Saint-Bernard, ont perdu de leur importance du fait du tourisme et de la facilité des communications.

Toutefois l'homme ne vit pas seulement de pain et nos hospices, lieux de passage plus fréquentés que jamais, peuvent devenir des centres de charité spirituelle et des havres de salut pour tant d'âmes perdues dans les brouillards de l'erreur ou les tempêtes des passions. *Charitas Christi urgeat nos !*

Saint Bernard lui-même ne borna pas son activité aux œuvres d'assistance corporelle. Outre ses fondations au Mont-Joux et à Colonne-Joux, son action apostolique et missionnaire s'étendit aux populations de tous les pays avoisinant les Alpes graies et pennines. A ce titre surtout, il a mérité d'être proclamé par le grand pape Pie XI, « patron céleste, non seulement des alpinistes mais des populations montagnardes ».

Héritiers de son esprit et continuateurs de son œuvre, les fils de saint Bernard de Menthon doivent, pour subsister, innover résolument, mais dans le sens de leur tradition, qui est faite de charité et d'apostolat.

La Congrégation du Grand-Saint-Bernard doit demeurer hospitalière et apostolique, sous peine de se renier et de disparaître ; sous peine, à tout le moins, de devenir autre chose, ce qui est une façon de disparaître...

Hospitalière, elle l'est de par ses constitutions ; elle l'est de fait, tout en s'adaptant, par ses hospices historiques du Grand-Saint-Bernard et du Simplon ; par celui, tout récent, du Latsa, entre la Chine et le Thibet (actuellement aux mains des communistes chinois) ; par d'autres à créer de par le vaste monde : pourquoi pas ?...

Apostolique, elle l'a été dès le début de son existence par ses paroisses qui ont varié en nombre mais dont elle ne fut jamais totalement dépourvue ; par l'enseignement et la création d'écoles : chaires de philosophie et de théologie au prieuré de Saint-Jacquême d'Aoste ; écoles paroissiales de Bourg-Saint-Pierre et de Sembrancher, première Ecole cantonale d'agriculture du Valais, à Ecône ; plus récemment, par l'Ecole d'agriculture de Montfleuri, à Aoste, et par le collège classique et commercial de Champittet, à Lausanne. Apostolique, elle l'est et désire le devenir de plus en plus par sa mission du Tibet, tout empourprée du sang de l'héroïque chanoine Maurice Tornay ; mission martyre elle-même, puisqu'exilée par les communistes chinois et maintenant réfugiée à Formose, où elle connaît, grâce à Dieu, des succès étonnants.

Marchant sur les traces de leur fondateur, fidèles à la tradition de leurs devanciers, les fils actuels de saint Bernard de Menthon sont dispos

pour toute bonne œuvre, s'efforçant de réaliser le double idéal des chanoines réguliers : le service divin, à l'instar des moines, et le service des âmes, à l'instar du clergé séculier.

Leurs désirs n'ont d'autres limites que celles de leurs moyens : ressources et personnel. Mais Celui qui inspire les bons désirs saura donner également les moyens de les réaliser.

C'est la grâce que nous Lui demandons humblement et que nous avons confiance d'obtenir sûrement par l'intercession de notre glorieux Père, saint Bernard de Menthon.

De notre résidence de Martigny, ce 3 octobre 1955 en la fête de sainte Thérèse de l'Enfant Jésus.

† Angelin-Maurice Lovey, abbé et prévôt du Grand-Saint-Bernard.

## Lettre-conclusion pour la deuxième édition

Voilà quinze ans déjà que cet ouvrage a vu le jour. Le succès que nous lui souhaitions a si bien répondu à notre attente que l'ouvrage est aujourd'hui épuisé, fait digne de remarque pour un livre d'histoire s'adressant avant tout à des spécialistes.

L'ouvrage est resté substantiellement le même. Toutefois, il a subi nombre d'ajoutes et de modifications, dues à une plus large information, à de nouvelles lectures, à des remarques venues de divers points de l'horizon.

Cependant, à force de considérer le passé, il semble bien que l'historien en ait un peu oublié le présent... Certes, quinze ans c'est peu pour une histoire millénaire. Toutefois, certains événements récents sont dignes de prendre place dans cette histoire de la Maison. On aurait pu leur accorder un certain développement. Je me contenterai de les signaler.

Le fait majeur de cette brève période contemporaine aura été le transfert du noviciat-séminaire de l'hospice à Martigny, où des locaux appropriés ont été aménagés à cette fin. Un autre fait important aura été la promulgation des nouvelles constitutions, avec la distribution des membres de l'ordre entre quatre prieurés, formant chacun un chapitre conventuel, ayant des droits locaux bien définis. Le prévôt, assisté d'un Conseil général, veille aux intérêts généraux de l'Ordre, laissant aux prieurs conventuels le soin de la discipline et la direction des affaires locales mineures.

Il convient de signaler un autre fait qui, à la longue, pourrait avoir une portée considérable sur l'avenir de notre congrégation : la création de la Confédération des chanoines réguliers de Saint-Augustin groupant, sous l'autorité d'un abbé primat, les Congrégations du Latran, de l'Autriche, du Grand-Saint-Bernard, de Saint-Maurice, de l'Immaculée Conception et de Windesheim. Chaque congrégation conserve son autonomie propre et ses constitutions. Lien de charité avant tout, mais qui pourrait et devrait devenir un instrument de coopération dans divers domaines d'intérêt commun : formation des jeunes, etc.

Signalons aussi l'acceptation de nouvelles œuvres par le chapitre : la desservance de la nouvelle paroisse de Saint-Martin de Corléans, en ville d'Aoste, et la direction du Pensionnat Villa panorama, à Châtillon (Aoste); la création des rectorats de Martigny-Bourg et Martigny-Combe, avec construction de nouvelles églises en ces deux localités, ainsi qu'à Charrat ; la construction du nouveau bâtiment scolaire à Champittet, avec l'établissement de la section scientifique, en complément des sections classique et commerciale déjà existantes ; les améliorations apportées aux hospices du Grand-Saint-Bernard et du Simplon : rénovation du chauffage, adduction de l'électricité du secteur, etc. Il faudrait aussi parler du développement de notre mission de Formose, où plus de dix églises ont été construites durant ces dernières années. Bref, autant de signes de vitalité de notre congrégation, dans laquelle, comme dans le champ du Seigneur, la moisson est abondante et les ouvriers, hélas ! trop peu nombreux !...

Martigny, en la fête des Rameaux, 22 mars 1970.

† Angelin-Maurice Lovey, abbé et prévôt du Grand-Saint-Bernard.

## APPENDICE I

### Bénéfices du Grand-Saint-Bernard

Les dates données indiquent la durée de l'appartenance au Saint-Bernard.

<i>Diocèse de Sion</i>		
Aigle	chapelle de Saint-Pierre	1177-1529
Belmont	église de la B. V. Marie	1286-1573
Bourg-Saint-Pierre	église de Saint-Pierre	dès le début- 1303-
	alpage de La Pierre	1747-
Bovernier	église de Saint-Théodule	1177-1324
Corb (Noville)	église de Sainte-Marie-Madeleine	1302-1968
Ecône (Riddes)	ferme	1177-
Lens	église de Saint-Pierre	1150-1160-
Liddes	église de St-Etienne, puis de St-Georges	1150-1160-
Martigny	église de Sainte-Marie	1456-
	ferme, puis dès 1753 maison du prévôt	1177-1529
Noville	église	
Orsières	église de Saint-Pantaléon, puis de Saint-Nicolas	1150-1160-
Roche	église de Saint-Jacques	1177-1848
	hôpital	1177- ?
	ferme	1177-1848
Saint-Maurice	abbaye	1812-1814
Sembrancher	église de Saint-Pancrace, puis de Saint-Etienne	1150-1160-
Simplon	hospice	1802-
Sion	chapelle de Saint-Michel (Majorie)	1221-1373
	maison du prévôt	1323
	rectorie	1229-1848
Trient	rectorat, puis église de Saint-Bernard	1827-
Val-d'Illiez	droits seigneuriaux	1338-1613
Vouvry	église de Saint-Hippolyte	1204-
	alpage de Tanay	1299-1613
<i>Diocèse d'Aoste</i>		
Aoste	commanderie de Saint-Jean de Rumeysan	1654-1752
	église de Saint-Bénin	1177-1596
	église de Saint-Jacquème	1177-1752
	ferme de Bibian	1177-1752
	ferme de Montfleuri	1951-
	ferme de Moncenis	1857-
	hôpital de Marchévaudan	1466-1752
	prébende canoniale à la cathédrale	1272-1752
	vignes, à Roppo	1280- ?

Arvier	église	1466- ?
Bard	commanderie de Saint-Jean de la Pierre	1654-1752
Brissogne	ferme de Chésalet	? -1752
Châtillon	hôpital de Saint-Théodule	1165-1752
Courmayeur	juridiction seigneuriale	1696-1752
	maison Carron	1711-1752
Donnaz	église de Saint-Pierre	1177-1529
Etroubles	église de Sainte-Marie	1177-1752
Gressan	ferme de Chevrot ou de Chantoyet	1670-1752
La Salle	ferme de Challancin	vers 1100-1752
La Thuile	église de Saint-Nicolas	1466-1752
Montjovet	commanderie de Saint-Jean de Ploue	1654-1752
Morgex	hôpital	1466-1752
	ferme Pascal	? -1752
Ollomont	alpage du Cheval-Blanc, By	1129- ?
	église de Saint-Georges	1177-1752
Pollein	ferme de Drezières	1174-1752
Pré-Saint-Didier	moulins	1674- ?
Saint-Oyen	église de Saint-Oyen	1177-1752
	ferme	1137-1752 et 1859-
Saint-Pierre	prieuré	1466-1752
Saint-Rhémy-Bosses	église de Saint-Rhémy	1177-1752
	alpage de Citren	1115-1752
	ferme de Saint-Léonard	? -1752
Villeneuve	ferme de Champ-Rottard	1711-1752
<i>Diocèse de Tarentaise</i>		
Bellentre	prieuré	1466-1752
La Chapelle	église de Saint-Martin	1466-1752
L'Ile	ferme	1466-1752
Montvalezan	église de Saint-Jean-Baptiste	1466-1752
Petit-Saint-Bernard	hospice des Saints-Nicolas et Bernard	1466-1752
Séaz	église de Saint-Pierre	1466-1752
<i>Diocèse d'Ivrée</i>		
Borgomasino	église de Saint-Salvator	1170-1529
Caluso	église des Saints-André et Calocer	1177-1731
Candia	église de Saint-Etienne du Mont	1177-1529
Favria	église	1177-
Grimaldengo (Perosa)	église	1177-1323
Ivrée	chapelle de Saint-Michel de Corsérie	1177-1615
Perosa	église de Sainte-Marie de Moriano	1177-1680
San Martino Canavese	église de Saint-Martin	1177- ?
<i>Diocèse de Turin</i>		
Cimena	maison	1177-1374
Chivasso	église	1177-1482
Ciriè	église de Saint-Martin	1158-1529
Monasterolo	ferme de Masore	1830-
Santhià	hôpital	1177- ?
Sauzeon ?	maison	1177-1231
Savigliano	ferme de Cambiano	1815-
	ferme de la Gorra Grossa	1815-
	ferme de la Gorra Petita	1820-
	ferme de San Bernardo	1829-
	ferme de Solere	1820-
Tassairi	maison	1177- ?
Turin, hors les murs	maison et chapelle de Saint-Bernard	1323-1529
Turin	maison de Saint-Bernard	1176-1443

<i>Diocèse de Vercell</i>		
Salussola	église de Saint-Second	1286-1640
Tronzano, Saint-Germain	chapelle de Saint-Georges	1177-1484
Vercell	prieuré de Saint-Bernard	1152-1640 ou 1522 <sup>1</sup>
<i>Diocèse de Novare</i>		
Domodossola	ferme et alpage	1809-1910
Rions ?	chapelle des Saints-Philippe et Jacques	1177-1640
<i>Diocèse de Pavie</i>		
La Certosa	ferme	1802-
Guardabiate	ferme	1802-
<i>En Lombardie</i>		
de Rivieranis	église de Sainte-Marie (elle est peut-être à identifier avec Sainte-Marie de Moriano de Perosa)	1407- ?
<i>Diocèse de Conza, Pouille</i>		
Castiglione	église de Sainte-Marie des Saints	1149-1231
<i>Diocèse de Messine, Sicile</i>		
Capizzi	église de Saint-Pierre de la Couronne	1177-1286
<i>Diocèse de Lausanne</i>		
Avry-Devant-Pont	église de Saint-Martin	1177-1603
Bière	église	1172-1531
Bettens	prieuré	1177-1531
Billens	terres et dîmes	1323- ?
Chapelle-Vaudanne	église des Saints-Martin et Blaise	1177-1417
Clarens	vignes	avant 1239-1852
Cully	propriétés	1621-1852
Denens	église de Saint-Lazare	1177-1533
Etoy	prieuré de Saint-Nicolas	1145-1536
Excepte (Essertes ?)	maison	1177- ?
Farvagny	église de Saint-Vincent martyr	1177-1603
Fribourg	chapelle de Saint-Pierre aux Places	1228-1603
	château de Péroles	1940-1952
	hôpital	1286- ?
Gressy (Sermuz)	maison	1177-1323
La Sarraz (Bornu)	hôpital	1228-1490
Lausanne	hôpital et chapelle de Saint-Jean	1177-1529
Lavigny	église de Saint-Maurice	1269-1536
Lully	église de Saint-Martin	1177-1536
Lussy	église de Saint-Pierre	1177-1536
Montpreveyres	prieuré de Saint-Laurent	avant 1160-1529
Moudon	hôpital	1234-1479
Reverolle	église	1177-1417
Saint-Livres	église	1259-1532
Sales	église de Saint-Etienne et Sainte-Madeleine	1177-1603
Semsaes	église de Saint-Nicolas	1177-1603
Sévaz	église de Saint-Nicolas	
Vevey	hôpital de Sainte-Madeleine	1177-1529
Villars-sous-Yens	église	1177-1417
Yverdon	hôpital, peut-être, maison de Sermuz	1286-1510
<i>Diocèse de Bâle</i>		
Ferrette	église prévôtale, Saints-Nicolas et Bernard	1255-1530
Bettlach, Lulliskirch	église de Saint-Blaise	1255-1314



Michelfelden	église	1250-1252
Bâle	couvent de Spalenthor	1250-1252
<i>Diocèse de Genève</i>		
Allinges	église Notre-Dame	1392-1752
Brenthonne	église	avant 1191-1752
— Avully		
annexe de Brenthonne		-1752
— Vinier (Vigny)	ferme, puis église	1177-1752
Chamaretta (Les Charmettes ?)	maison	1177- ?
Evian	maison	1402-1570
Féchy	église de Saint-Sulpice	1177-1518
Germagny	église	1286-1360
Genève	hôpital de Saint-Bernard	avant 1376-1536
Marin	église	1191-1615
Meillerie	prieuré et église de Sainte-Marie	1154-1752
	seigneurie, de Maxilly à Locon	vers 1200-1752
Mésinge	annexe d'Allinges	1392-1752
Novel	église de Sainte-Marie	1286-1673
Pont-de-la-Dranse	chapelle	1323-1414
Pisy	maison	1374-1536
Rive-sous-Thonon	maison	1321-1752
Rumilly	maison de l'Aumône	1177-1752
Thollon	église de Saint-Michel	1191-1615
Trévelin	ferme dépendant d'Etoy	1374-1536
Versoix	église de Saint-Loup	1177-1286
<i>Diocèse de Grenoble</i>		
Montbonnot-Saint-Martin	église de Saint-Martin de Miséré	1393-1471
Pontcharra	prieuré de Villard-Benoît	1417-1437
<i>Diocèse de Besançon</i>		
Ballaigues (Vaud)	maison	1177-1621
Besançon	maison	1286-avant 1680
Chablis	vignes	1323- ?
Eclans	maison	1177-1568
Jougne	église et hôpital de Lator	1177-1762
Les Hôpitaux-Neufs	église de Sainte-Catherine	1295-1784
Les Longevilles	église	XVI <sup>e</sup> siècle
Saint-Ferjeux (près de Salins)	ferme	1177-avant 1680
Salins	hôpital	1177-1801
<i>Diocèse de Langres (Lingonensis)</i>		
Bar-sur-Seine	maison	1177-1709
Presles	ferme et vignes	1286- ?
Sexfontaine	terres	1177-1649
Val-Suzon	hôpital	1177-avant 1680
Voisey	hôpital	1204-1434
<i>Diocèse d'Autun (eduenensis)</i>		
Epoisse	hôpital	1204-1649
	canonicat dans l'église de Saint-Symphorien	1204-1323
Prémieux	maison	1177-1461
<i>Diocèse de Sens</i>		
Appoigny	hôpital de Saint-Bernard	1204-1649
Branches	prieuré	1220-avant 1680
Montréal	prieuré de Saint-Bernard	1204-1708

Provins	<i>Diocèse de Meaux</i> moitié du péage des toiles	1177-1323
Sézanne	<i>Diocèse de Troyes</i> maison-Dieu	1204-1649
Troyes	maison-Dieu de Saint-Bernard	1154-1757
près de Reims	<i>Diocèse de Reims</i> hôpital Dei-Meritum	1250-1649
?	ferme de La Folie	1286-1649
Sissone	tour	1323- ?
Pont-Saint-Vincent	<i>Diocèse de Metz</i> hôpital de Saint-Bernard	1286-1649
près de Vincent ?	moulins	1323- ?
Chislehurst	<i>Diocèse de Londres</i> maison et terres	1158-1391
Hornchurch (Havering)	église et prieuré	1159-1391
Newebury [Kubbri] (Essex)	ferme	1323-1391
Londres	maison, Prioris Inn. rue Fennchurch Street	1160-1391
Risebregg	maison Savoy, dans le Strand	1268-1270
Romfort	ferme	1253-1391
Sussex	chapelle	1159-1391
Suttons	revenus	1323-1391
	hôpital et manoir	1159-1391
Atuntze	<i>Diocèse de Kangting (Tatsienlou) Chine</i> chapelle	1948-1952
Col de Latsa	refuge	1935-1952
Houalopa	probatoire, chapelle	1936-1952
Kitchra	chapelle et ferme	1939-1952
Siao-Weisi	église	1934-1952
Tchrongteu	église	1948-1952
Weisi	église	1933-1952
Yerkalo (Tibet)	église	1945-1952
Ilan, Fou ko li	<i>Archidiocèse de Taipeh (Taiwan) Formose, Chine</i>	1952-1958
— Chen Heou kiaï		1952-1958
Hsincheng	<i>Diocèse de Hwalien (Taiwan) Formose, Chine</i> prieuré et église Marie-Reine	1958-
— annexe Fouche	église Saint-François-Xavier	1958-
— annexe Toboco	chapelle	1958-
Kalaiwan	église Saint-Joseph	1958-
— annexe Kiaming	église Saints-Pierre et Paul	1958-
— annexe Peipou	église Notre-Dame Reine du Monde	1958-
— annexe Tashan	chapelle Sainte-Famille	1958-
Sieoulun	église Notre-Dame de l'Assomption	1958-
— annexe Kiawan	église Saint-François d'Assise	1958-
— annexe Santchan	église de la Sainte-Famille	1958-
Takiri (Tsongteh)	église Saint-Bernard	1958-
— annexe Hoping	église Saint-Maurice	1958-
— annexe Kinébo	chapelle	1958-
Tienhsiang	chapelle Saint-Augustin et hospice	1958-
— annexe : Chang mei iuen	chapelle-école	1958-
— annexe Sipao	chapelle-école	1958-

## APPENDICE II

### Liste des prévôts

1. Arman ?	1127-1150	25. Philippe de Savoie	1494-1509
2. Uldry	1158-1173	26. Jean de la Forest	1510-1524
3. Guy	1174-	27. Philibert de la Forest	1524-1552
4. Guillaume	1177-	28. Benoît de la Forest	1552-1563
5. Pierre de Laucel	1181-1206	29. René de Tollen	1563-1586
6. Vaucher	1206-1208		
7. Arduce	1213-1215	30. André de Tillier	1587-1611
8. Guy d'Aigle	1219-1224	31. Roland Viot	1611-1644
9. Nicolas (Quarteri)	1222-	32. Michel Perrinod	1644-1646
10. Pierre de la Porte Pertuis	1225-1237	33. Ours Arnod, vic. gén.	1646-1649
11. A(rmand ou Armod)	1237-	34. Jean-Antoine Buthod	1650-1671
12. Falcon 1240-1359	Girold de la	35. Antoine Norat	1671-1693
13. Pierre 1265-1273	Salle	36. Jean-Pierre Persod	1693-1724
14. Martin	1274-1301	37. Louis Boniface	1724-1728
15. Jean de Duin	1302-1316	38. Léonard Jorio	1728-1734
16. Guillaume de Thora	1317-1353	39. Jean-Léonard Avoyer	1749-1752
17. Rodolphe de Billens	1356-1360	40. Jean-François Michellod, administrateur général	1735-1753
18. Guillaume de Pisy	1360-1374	41. François-Joseph Bodmer	1753-1758
19. Aimon Séchal	1374-1393	42. Claude-Philibert Thévenot	1758-1775
20. Hugues d'Arces	1393-1417	43. Louis-Antoine Luder	1775-1803
21. Jean d'Arces	1417-1438	44. Pierre-Joseph Rausis	1803-1814
		45. Jean-Pierre Genoud	1814-1830
		46. François-Benjamin Filliez	1830-1865
		47. Pierre-Joseph Deléglise	1865-1888
		48. Théophile Bourgeois	1888-1939
		49. Nestor Adam	1939-1952
		50. Angelin Lovey	1952-

#### *Commendataires (1438-1586)*

22. Jean de Grolée	1438-1458
23. François de Savoie	1459-1490
24. Louis de Savoie	1491-1494

## Index alphabétique

Pour l'usage de cet index, il faut tenir compte des précisions suivantes :

1. A défaut du nom de famille, c'est le prénom qui compte.
2. L'article le ne compte pas pour l'ordre alphabétique.
3. Les autres articles, même contractés, comptent, mais non les prépositions.
4. La particule de est placée après les noms des familles nobles.
5. Sous le nom d'une localité sont placés les instituts, les villages, les lieux-dits, etc., de cette localité. Sous Grand-Saint-Bernard sont mentionnées les propriétés voisines de l'hospice.
6. Ne figurent pas dans cet index les lieux connus qui ne sont cités qu'en passant, ni les personnes dont le seul prénom est connu.
7. Abréviations :

arr.	= arrondissement
C.	= canton
com.	= commune
CSB	= chanoine du Saint-Bernard
CCRR	= chanoines réguliers
D.	= district
dép.	= département
dioc.	= diocèse
év.	= évêque
n.	= note
prov.	= province
v.	= voir

### A

Aarberg-Valangin, d' - : branche de la famille des comtes de Neuchâtel ;  
— Girard : 74.

Abbaye des Enfants de Lausanne : v. Lausanne.

Abondance, abbaye (Haute-Savoie) : 48-49.  
Académie de Saint-Anselme : v. Aoste.

Acclens : v. Eclans.

Adam, Nestor, CSB, 1920 ; prévôt, 1939-1952 ; év. de Sion, 1952 : 402-404, 431, 468.

Addy, Marie Ursule : 396, n. 8.

Adelaïde, impératrice : XXIII.

Adrien I<sup>er</sup>, pape : XIX ;

— II, pape, 867 : 210 ;

— IV, pape : 16, n. 11 ;

— V, pape : 58, 209.

Agaune, ancien nom de Saint-Maurice :  
v. Saint-Maurice.

Agnessione, parente d'Antonin de Liddes :  
95.

Agnozzi, Jean-Baptiste, chargé d'affaires du Saint-Siège en Suisse, 1868-1874 : 473.

Aigle, com. (Vaud) : 189, n. 38, 199 ;

— Saint-Pierre, chapelle dépendant du Saint-Bernard et qui a donné son nom à un quartier d'Aigle, la Chapelle : 122, 127, 199, 208.

Aigle, d' -, Guy, prévôt, 1219-1224 : 9, 51.

Aiguebelle, com. (Savoie) : 306.

Ailwin : 9, n. 21.

Aimar, chanoine d'Abondance, 1133 : 48.

Aimé, vicomte de Tarentaise, 1100 : 60, n. 34.

Aimeri, fils d'Aimé, vicomte de Tarentaise :  
60, n. 34.

Aimeric, convers de Saint-Jacquême, 1125 :  
31, n. 71.

Aimeric de Briançon : 61, n. 38.

- Aimon, vicomte d'Aoste, 1127-1147 : 60, n. 36.
- Aimon, vidame, 1137 : 60, n. 36.
- Aimon d'Odone : 119.
- Aimon Dionise, de Morgex : 34.
- Albanays, d' : famille valdotaine ;
- Albonet, fils de Boson : 29, n. 59 ;
- Boson : 29, n. 59.
- Albani, Annibale (1682-1751), cardinal protecteur des Suisses : 357, 358, 361, n. 11.
- Albard, d' -, Antoine, archidiacre d'Aoste : 220, 277.
- Albéboz, Joseph, d'Aoste, CSB, 1699-1720 : 275.
- Albert, CSB, 1250-1255 : 47.
- Albert d'Etroubles, prêtre : 28, n. 52.
- Albert de Glarrey : 93.
- Albert de Rionda : 29, n. 59.
- Albi, Aimon : 16, n. 12 ;
- Humbert, notaire : 131, n. 55 ;
- Jean : 125.
- Albini, Georges : 181.
- Aldobrandini, Silvestro, cardinal : 277.
- Aleman, Louis, cardinal, archevêque d'Arles : 81, 120, 148, n. 6.
- Alerini, Jeannette, fille de Jacquemin : 95.
- Alexandre, archidiacre de Liège : 40.
- Alexandre, dit Clerc, de Saint-Rhémy : 5, n. 6.
- Alexandre II, pape, 1061-1073 : XXXII ;
- III, pape, 1159-1181 : 8, 16, n. 14, 17, 19, 24, 52, 56, 134, n. 7 ;
- IV, pape, 1254-1261 : 58, 135, n. 7 ;
- V, pape de Pise, 1409-1410 : 70, 133 ;
- VI, pape, 1494 : 155, 156, n. 41.
- Aleyto, lieu-dit (peut-être Dialley, hameau) : v. Gignod.
- Ali Mehmet : 455.
- Allaman, seigneurie contiguë à celle de Meillerie (Haute-Savoie) : 261, 276.
- Allaman : famille noble de Vaud ;
- Guy : 72.
- Allaman, Loton : 61.
- Allein, com. (région d'Aoste) : 235, n. 59.
- Allery, d' -, comte : 237.
- Allèves, torrent (Entremont, Valais) : 16, n. 14.
- Allèves, d' : v. Dallèves.
- Allinges, com. (arr., Haute-Savoie) : 109, 129, 198, 201, 309, 374, 375.
- Allinges, d' -, famille noble de Savoie : 16, n. 14, 17, 18 ;
- Amédée : 16, n. 14 ;
- Boson : 16, n. 14 ;
- Girold, frère de Boson : 16, n. 14 ;
- Guillaume, abbé de Saint-Maurice : v. Bernardi ;
- Henri : 16, n. 14 ;
- Jean, abbé de Saint-Maurice : 180.
- Alours de Saint-Bernard : v. Troyes.
- Alpa, d' (alias de Cythara), Pierre, CSB, 1437-1438 : 115.
- Alpinus : v. Farquet Philippe.
- Alt, d' -, baron : 379.
- Altieri, Olga, descendante des Cantacuzène : 455.
- Amalric de Saint-Jacquême : 31, n. 71.
- Ambuel, François-Frédéric, év. de Sion, 1760-1780 : 397 ;
- Peter, fiscal de l'évêché de Sion et avoué du Saint-Bernard : 145.
- Amédée, CSB, 1309 : 128, n. 41.
- Amédée, CSB, prieur du Mont-Joux en 1229 : 4, n. 2, 29, n. 60.
- Amédée, portier de Saint-Bénin : 31, n. 69.
- Amédée, saint, év. de Lausanne, 1144-1159 : 49, 51.
- Amédée de Sévaz, CSB, 1245 : 38, n. 6.
- Amédée de Vileta : 60, n. 36.
- Amédée, d' -, Pierre : v. Pierre d'Amédée.
- Ananie, fils de Manassé et d'Ermengarde : XXIX, n. 41.
- Angelis, de, Filippo, archevêque de Carthage, nonce en Suisse, 1830-1839 : 414, 465.
- Angleterre : 9, n. 21, 17, 19, 108, 128-129, 422.
- Annaghdown (Irlande) : 262.
- Anniviers, d' -, famille noble du Valais : 18 ;
- Jean : 74.
- Anno, archevêque de Cologne : XXXII.
- Anselme, CSB, 1221 : 15, n. 8.
- Anselme, CSB, 1181, maître de Saint-Bénin : 23, 24.
- Anselme, saint : XXX, n. 41.
- Anselme de Saint-Oyen : 45.
- Antoine de Verbo : 198.
- Antonin de Liddes : 95.
- Aoste, capitale (région d'Aoste, Italie) : 8, 120, 124, 427 ;
- Académie de Saint-Anselme, Société culturelle : 73, n. 9 ;
- Arc de triomphe : 26, n. 39 ;
- Archet (*de arculo* 1180), quartier : 25 ;
- Bannières, lieu-dit : 26, n. 39 ;
- Bibian, ferme : 15, 17, n. 16, 160 et n. 58 et 62, 161, n. 65, 164, 175, 186, 188, 196, n. 13, 221, 286, 377, 378 ;
- Borgnon, ferme : 95, 161, n. 65 ;
- *Broglia*, in, lieu-dit : 26, n. 39 ;
- Cathédrale : 91-92, 160, n. 62, 216, 245, 278, 293 ;
- Chablo, lieu-dit : 26, n. 39, 28, 30, 47 ;
- Champ, lieu-dit : 25 ;
- Champferré, lieu-dit : 29, n. 59 ;
- Clos de Mont-Joux : 28 ;
- Conseil des commis : 196, n. 13, 283, 304 ;

- Corenzon, lieu-dit : 17, n. 18 ;
- Corléan : 15, 23, 47, 404, 437 ;
- Les Fourches, lieu-dit : 9, 26, n. 39 ;
- Marchévaudan, quartier et hôpital : 188, 204, 206, 301, 318, 372, n. 28, 375, 377 ;
- Moncenis, ferme : 32, 399, 413 ;
- Montfleuri, ferme et école d'agriculture : 404, 428, 437 ;
- Ort, lieu-dit : 27 ;
- Palais, le, tour : 72, 90 ;
- Paleyn, lieu-dit : 11, 26, n. 39 ;
- Paravère, lieu-dit : 14, n. 7 ;
- Perthuis, porte : 176 ;
- Pontaille-Perron, quartier : 188 ;
- Plouve, quartier : 27 ;
- Porte Saint-Ours, quartier : 28 ;
- Pytafessue (mangeur de haricots), lieu-dit : 31 ;
- Quintana, rue : 27 ;
- Rionda, lieu-dit situé au-dessus de Corléan, *Rotunda* en 1196 : 29, n. 59 ;
- Roncas, palais : 223, n. 13 ;
- Roppo, lieu-dit : 28, n. 57 ;
- Rumeyran, canal, quartier et hôpital : 17, n. 16, 195, 281 ;
- Saint-Bernard, canonicat : 15, 74, 108, 122-123, 205, 220 et n. 7, 249, 293, 390 ;
- Saint-Bénin, prieuré : 9, 13, 18, 22-24, 25, 26, 31, 46, 47, 71, 75, 82, 101, 126, 127, 198, 202, 207, 211, 293, 302.
- Saint-Cœur de Marie, chapelle de la cathédrale : 234, n. 57 ;
- Sainte-Catherine, couvent de chanoinesses régulières : 228 ;
- Saint-François, église : 222 ;
- Saint-Jacquême, prieuré : 5, n. 4, 13, 24, 47-48, 75, 92, 122-123, 127, 160, 162, 176, 188, 197-198, 202, 205, 207, 211, 214, 221, 225, 227, 229, 235, 238, 239, n. 74, 240, 245, 249, 255, 265, 267, 272, 273, n. 10, 274, 284, 290, 292-295, 302, 334, 336, 340-343, 348-349, 354, 356-379, 383, 385, 388, 390, 394, n. 4, 433, 434, 438-439, 498 ;
- Saint-Jean évangéliste, chapelle de la cathédrale, tombeau des prévôts : 222, 234 et n. 57, 249 ;
- Saint-Laurent, paroisse de Saint-Ours : 223 ;
- Saint-Martin de Corléan, église : 404, 437 ;
- Saint-Ours, collégiale : XXIX, n. 42, 5, n. 3, 7, 10, 45, 48-49, 50, 91, 126, 138, n. 19, 147, 188, 213, 219, n. 2, 245, 412, n. 38 ;
- Saints-Bernard et Christophe, chapelle de la cathédrale : 234 et n. 57 ;
- Séminaire : 35, 375 ;
- Vicomtes : XXIX.
- Aoste, d'-, duc : 456.
- Appoigny, com. (arr., dép. Yonne) : 4, 23, 56, 313.
- Aquaviva de Aragonia, d'-, Rodolfo, nonce de Lucerne, 1668-1670 : 233.
- Aragon, d'-, Jean, archidiacre de Tarentaise : 154, 165, 178, 203, n. 42.
- Arbettey, anciennement Les Alberteys, hameau voisin de Challancin, La Salle.
- Arbiaco, de, Claude ; 160 ;
- Janus : 156.
- Arbignon, d'-, famille noble du Valais ;
- Jean : 110.
- Arc, alpage : v. Saint-Rhémy.
- Arces, château (paroisse de Saint-Imier près de Grenoble) : 78.
- Arces, d'-, famille noble du Dauphiné : 78 ;
- Emeric, prieur de Saint-Bénin, 1399 : 79, 122, 126 ;
- Hugues, prévôt du Mont-Joux, 1393-1417 : 78-80, 84, n. 61, 86-87, 88, n. 72, 89, 99, n. 24, 104, 109, 111, 123, 129, 133, 136, 199 ;
- Jacquemet : 79, 104 ;
- Jean, prévôt du Mont-Joux, 1417-1438, neveu d'Hugues : 79, 80-82, 108, 109, 111, 114-116, 123, 134, 137, 146, 147, 148, 175 ;
- Jean, clerc, de Troyes, et notaire impérial : 80, n. 46.
- Archet, de l'-, famille noble d'Aoste ;
- Guillencus : 31, n. 71 ;
- Guy : 17, n. 18, 25 ;
- Uldric : 25.
- Arducius, prévôt du Mont-Joux, 1213-1215 : 8.
- Arduin, fils de Guy, comte du Canavais : 14, n. 3.
- Arensod, d'-, famille noble identique à celle de Thora : v. de Thora.
- Arésie, Jean : 124.
- Arlettaz, Pierre Joseph, CSB, 1811-1836 : 419 ;
- J[ean] : 488.
- Armagh (Irlande) : 41.
- Arman, prévôt du Mont-Joux, 1127-1150 : 7 et 8.
- A(rmand ou Armod), prévôt du Mont-Joux, 1237 : 10.
- Armée de réserve : 451-453.
- Arnaz, com. (région d'Aoste) : 353, n. 1.
- Arnod, Matthie : 230, n. 40 ;
- Ours, CSB, 1626-1672, vicaire général de la prévôté, 1646-1649 : 224, 225, 229-232, 233, 261, 280, n. 33, 281, 292, 303, 312, 322, 347 ;
- Pantaléon : 230, n. 40 ;
- Philibert-Amé : 283.
- Arnulphe, prieur de Saint-Ours, 1133 : 50.

- Arp de Gillet, alpage : v. Saint-Rhémy.  
 Arpette, vallon d'Orsières.  
 Artaz, Jean André, CSB, 1732-1752 : 376.  
 Arvan, alpage de Cogne.  
 Arvier, com. (région d'Aoste) : 204.  
 Arvier, d' : famille seigneuriale de la vallée d'Aoste ;  
 — Aymon, donzel : 24.  
 Arzet, lieu-dit, hameau de Vois : v. Rhême-Saint-Georges.  
 Asperlin : famille noble du Valais ;  
 — Aymon, fils d'Antoine de Rarogne : 88 ;  
 — Rodolphe : 143.  
 Attalens (Tallen, 1559), com. (Fribourg) : 261.  
 Atuntze (actuellement Tékin), sous-préfecture, (prov. Yunnan) : 479.  
 Aubert, famille du Valais : 402, n. 26 ;  
 — Jean-Jacques, CSB, 1735-1754 : 371, 381.  
 Aubonin de Rionda : 29, n. 59.  
 Aubonne, com. (Vaud) : 48 ;  
 — La Maladière : 126 ;  
 — La Porte, maison : 130 ;  
 — Trévelin, village : 130, 199, 200.  
 Aubonne d', famille seigneuriale (Vaud) : 131.  
 Aubonne, rivière (Vaud) : XIX, n. 3, XXI, XXVII.  
 Auch, chef-lieu (Gers, France) : 153, n. 26.  
 Aumont d', monsieur : 274.  
 Austro-Russes : 451.  
 Autan, village disparu : v. La Bâtiaz.  
 Autrichiens : 453, 454.  
 Autun (France) : 475.  
 Auxerre (Yonne) : 4, 56.  
 Avena, d', Girard : 119.  
 Avigliana, com. (prov. Turin) : 181.  
 Avise, com. (région d'Aoste) ;  
 — Chabod, alpage : 283.  
 Avise, d', famille seigneuriale de la vallée d'Aoste : 43 ;  
 — Anselme, chanoine d'Aoste, 1280 : 33 ;  
 — Conrad, 1232 : 32 ;  
 — Guillaume, 1222 : 66 ;  
 — Hugonet, 1299 : 34 ;  
 — Pierre, 1239 : 32 ;  
 — Nicolas ou Prosper (?), sénateur de Chambéry, 1594 : 297.  
 Avisod, d', famille noble de la vallée d'Aoste ;  
 — Duc : 95 ;  
 — Jean : 95 ;  
 — Rodolphe, chanoine d'Aoste : 323.  
 Avocat, Jean, CSB, 1482, prévôt de Ferrette : 202.  
 Avoyer, Jean, CSB, 1513-1543 : 190 ;  
 — Jean Léonard, CSB, 1732, prévôt nommé en 1749, mais non reconnu par le Valais : 354, 368, 369, 370, 371, n. 25, 374, 375, n. 31.  
 Avry-devant-Pont, com. (Fribourg) : 310.  
 Avully : v. Brenthonne.  
 Ayent, com. (Valais) : 88.  
 Ayerne, alpage : v. Roche.  
 Aymond ou Raymond, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1262, puis de Saint-Bernard de Verceil : 23, 29, n. 59, 46, n. 30.  
 Aymon, curé de Saint-Jean d'Aoste : 17.  
 Aymon, frère de Guillencus, prévôt de la cathédrale d'Aoste : 17, n. 16.  
 Aymon, prévôt de Verrès, 1235 : 48.  
 Aymon, vidomne d'Aoste, 1199 : 30, n. 67.  
 Aymon de Briançon : 60, n. 36.  
 Aymon de Cigliano : 17, n. 16.  
 Aymon de Hières (Hières-sur-Amby, Isère, ou Hyèvre-Magny, Doubs, ou de Bière Vaud), CSB, 1286 : 5, n. 5.  
 Azo : XXIX, n. 41.  
 Azolin, frère de saint Bernard : XXIX, n. 41.

## B

- Babylone, sommet à l'est de l'hospice : v. Bourg-Saint-Pierre.  
 Bagnes, com. (Valais) : 426, n. 14 ;  
 — dîmes : 285 ;  
 — Fenêtre, col : 196 ;  
 — Giétroz, glacier : 399, n. 14 ;  
 — Mondzeu, grange et prés situés à Verbier : 372, n. 28, 427 ;  
 — Verbier, village : 427.  
 Bagnoud, Etienne, abbé de Saint-Maurice, 1834-1888 : 400, 401, 474, 482 ;  
 — Louis, convers du Saint-Bernard, 1878-1946 : 423, n. 6, 435.  
 Bailly, Albert, év. d'Aoste, 1659-1691 : 293.  
 Baissou, de Bourg-Saint-Maurice, commissaire : 279.  
 Baiuli : v. Basuli.  
 Bâle, concile : 70, 81, 120, 123, 134, n. 7, 143, 147, 148 ;  
 — Spalenthor et Vor Spalen : 47.  
 — Leonardsberg, quartier de Bâle : 47 ;  
 — Leonardsstift, couvent de CCRR : 47, n. 32 ;  
 — Mont-Jop, habitation : 47 ;  
 — Petit-Bâle, quartier de Bâle : 47.  
 Ballaigues (D. Orbe, Vaud) : 21.  
 Ballalu, Pierre-François, de Morgex, CSB, 1698-1718 : 242, 255, 256, 257, 258, 262, 265, 266, 270, 275, 284, 290, 291-292, 327, 328, 330, 333, 339 et n. 21.  
 Ballens : v. Bière.  
 Ballet, Jean-Joseph, CSB, 1756-1813 : 278, n. 27, 409, 431, 434, 440, n. 11 ;  
 — Laurent Hippolyte, CSB, 1786-1807 : 418, 461, 465, n. 50, 466.  
 Balleys, Jean-François, CSB, 1735-1760 : 381 ;



- Robert Perret « Baullet », 1310 : 95, n. 9.  
 Balli, Pierre, CSB, 1437-1444 : 116.  
 Ballifard, Jean-Antoine, CSB, 1687-1710 : 293 ;  
 — Jean-Joseph, CSB, 1785-1814 : 471.  
 Balmaz, col entre Trient et la France : 488, n. 12.  
 Bandet de Bordis : 129.  
 Bannières, lieu-dit : v. Aoste.  
 Barasson, combe voisine de l'hospice : v. Bourg-Saint-Pierre.  
 Barberin, Etiennette, née Gos : 200 ;  
 — Guillaume, CSB, 1464-1489 : 200.  
 Barbu (*Barbuti* 1501), Pierre, CSB, 1485-1501 : 169, 170.  
 Bard, com. (région d'Aoste) : XXIX, 453 et n. 36 ;  
 — La Pierre, hospice : 281, 372, n. 28.  
 Bard, de, famille noble de la vallée d'Aoste : 17 ;  
 — Hugues : 25, 31 ;  
 — Pierre : 31.  
 Bardon, Antoine, père dominicain : 294.  
 Barges, de, *Bargerii*, Jeannot : 106, n. 50.  
 Barman, Maurice : 445, 488.  
 Barquette, Jean Léonard, CSB, 1717-1754 : *Bärnetscha*, mayen : v. Simplon.  
 Barni, de, nonce de Lucerne : 363.  
 Barras, Pierre Joseph, CSB, 1811-1858 : 422, 465, n. 50.  
 Barry, chien du Saint-Bernard : 458-459.  
 Barselli, Jean, de Luc (Ayent) : 88.  
 Bar-sur-Seine, com. (Aube, dioc. de Langres) : 312.  
 Barulliat, André : 173 ;  
 — Laurence, épouse d'André, novice converse : 173.  
 Bastian, Jean-Jacques, CSB, 1735-1775 : 381.  
 Basuli, Hugues, CSB, 1528 : 198, 211 ;  
 — Humbert, CSB, 1470-1495 : 198.  
 Bas-Valais, le Valais de la Morge de Conthey en aval.  
 Battaglini, Martin, auditeur du nonce de Lucerne, visiteur de la prévôté, 1711 : 328, 332.  
 Baullet, Robert : v. Balleys.  
 Bavilli, Pierre, CSB, mort avant 1417, prieur de Lens : 123.  
 Becca-France, sommet qui domine Sarre (région d'Aoste) : 73, n. 8.  
 Bédarrides, com. (Vaucluse, France) : 97, n. 18.  
 Beket, Thomas, archevêque de Canterbury : 14, n. 6.  
 Beggiani, envoyé de la cour de Turin : 230.  
 Begnins, de : famille noble vaudoise ;  
 — Pierre, chanoine de Genève, 1376 : 131, n. 53.  
 Bégon, grand-vicaire de Clermont-Ferrand : 450.  
 Bélican, David, de Saint-Oyen, fils de feu le Rouge : 32, 33, n. 76.  
 Bellecombe, alpage situé dans le val Ferret italien : 34.  
 Belleis, cuisinier du prévôt, 1381 : 78.  
 Bellentre, com. (Savoie), prieuré : 155, 197, 204, 309.  
 Belley, ville (Ain) : 76, 132.  
 Belmont, village disparu qui se trouvait au-dessus de Bex : v. Bex.  
 Belmont, en, lieu-dit : v. Bex.  
 Beluze, chanoine : 420.  
 Benoît XII, pape, 1334-1342 : 132 ;  
 — XIII, pape d'Avignon, 1394-1423 : 70, 77, 134, n. 7.  
 — XIII, pape, 1724-1730 : 243, 244, 247, 345 et n. 34, 346, 347, 366 ;  
 — XIV, pape, 1740-1758 : 347, 363-364.  
 Benoît, clerc, portier du monastère de Bourg-Saint-Pierre : XX, XXII.  
 Berbotino, Antoine, de Sostegno : 472.  
 Berchtold, Joseph Antoine, chanoine : 432.  
 Bercles, lieu-dit de Bex, probablement : v. Bex.  
 Bérenger, marquis d'Ivrée : XXII.  
 Bernard, archidiacre d'Aoste, chantre et chancelier de Sion en 1168 : 53.  
 Bernard, cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens : 35.  
 Bernard, convers du Mont-Joux, 1196 : 29, n. 62.  
 Bernard, oncle de saint Bernard : XXIX, n. 41.  
 Bernard, saint, fondateur de l'hospice du Mont-Joux ou Grand-Saint-Bernard : XVII, XVIII, XXVI, XXVIII, n. 35 et 37, XXIX-XXXI, 3, 11, 12, n. 36, 17, 60, 73, n. 9, 88, 92, n. 86, 147, n. 3, 168, 178, 195, 203, 215-216, 226-227, 290, 299, n. 20, 308, n. 50 et 53, 412, n. 38 ;  
 — anneau : 80 ;  
 — coupe : 88, 175 ;  
 — culte : 123, n. 23, 178, 179, 183, 204, 215-216, 227, 242, 290, 415, 417, 473 ;  
 — fraternité : 57-58, 93, 180, 181, 271-272, 420 ;  
 — grotte : XXVI, 64, 168, n. 83, 361 ;  
 — iconographie : 72, n. 2, 73, n. 9, 77, n. 35, 80, n. 47, 147, n. 3, 153, n. 26, 156, n. 43, 154, n. 46, 216 ;  
 — reliques : 361, 407, 459, n. 31.  
 Bernard, François, franciscain : 270 ;  
 — Jacques, secrétaire du chapitre cathédral d'Aoste : 160, n. 62 ;  
 — Mathieu, capucin : 234.

- Bernardi d'Allinges, Guillaume, abbé de Saint-Maurice, 1463-1496 : 180, 208, 211.
- Bernardi, Uldric, CSB, 1400-1424 : 123.
- Bernardines : 47.
- Bernardini, nonce en Suisse : 404.
- Berne : 200, 422, n. 5, 424, 458.
- Bernex, com. (Chablais, Haute-Savoie) : 110.
- Bernhards-hospits*, 1154 : v. Grand-Saint-Bernard.
- Bernois : 145, 191, 280, 287, 308, 315.
- Bernward, év. d'Hildesheim : XXIII.
- Bérody, Gaspard, 1590-1642, notaire, chanoine de Saint-Maurice ;  
— Guillaume, notaire, 1546-1577 : 188.
- Berruquier, Jacques, de Saint-Vincent (vallée d'Aoste) CSB, 1696-1738 : 303, 335 et n. 18, 345, n. 34.
- Berry, de, Bonne : 78.
- Bersatori, Nicolas, év. d'Aoste, 1327-1361 : 140.
- Bersier, J. : 180.
- Bertet, CSB, mort avant 1477 : 171.
- Berthier, César, frère du maréchal : 454 ;  
— Louis Alexandre, maréchal de France : 414, n. 47.
- Berthod, Antoine, CSB, 1523-1557 : 160, n. 62, 177, 211 ;  
— René, CSB, 1934 : 433.
- Bertholan, général français : 414, n. 47.
- Bertin : famille d'Etroubles ;  
— Antoine, CSB, 1705-1730 : 259, 328 ;  
— Georges, CSB, 1675-1722 : 287, 329 ;  
— Jean, CSB, 1500-1568 : 190.
- Bertrand, Jean-Baptiste : 196, n. 13.
- Berzin, hameau dans les environs de Châtillon (vallée d'Aoste) : v. Châtillon.
- Besançon (Doubs) : 21.
- Beschut, de : famille noble du Piémont ;  
— Boniface : 121 ;  
— Jean : 121, n. 17 ;  
— Nicodin : 121, n. 17.
- Besensval : famille de Torgnon (vallée d'Aoste) ;  
— Jacques, fils de Jean, négociant à Aoste : 283, n. 45 ;  
— Jean de Brunstatt, gouverneur de Solesne, 1697 : 283, n. 45, 322.
- Bessat, chanoine régulier de saint Pierre Fourier : 293.
- Besse, François Maurice, CSB, 1882-1924, botaniste : 432, 435.
- Besson, Jean, CSB, 1920-1951 : 403, 413, n. 46.
- Bettens, com. (Vaud) : 199.
- Bettlach (C. Ferrette, Haut-Rhin) : 124 ;  
— Lilliskirch, hameau : 47, 124 ;  
— Saint-Blaise, église : 47, n. 32, 124.
- Bex, ville (Vaud) : 71, n. 2 ;  
— Belmont, village disparu : 127, 199, 308 ;  
— Belmont, en, lieu-dit : 308 ;  
— Bercles, aux, lieu-dit : 105 ;  
— Bormia, lieu-dit : 105 ;  
— Combe, en : 105 ;  
— Crescel, lieu-dit : 105 ;  
— Montasset, lieu-dit : 105 ;  
— Sainte-Marie, église et cure : 127, 199, 308 ;  
— Sores Saix, lieu-dit : 105 ;  
— Vernays, lieu-dit : 308.
- Bex, de : famille noble de Vaud ;  
— Jacquin : 190.
- Bibian, lieu-dit sur le coteau d'Aoste : v. Aoste.
- Bicheris, de, Jules Octave, CSB, 1585-1621 : 265.
- Bicholly, Joachim, de Sales (Fribourg) : 261.
- Bieler, Victor, év. de Sion, 1919-1952 : 402, 468, 473.
- Bielle, ville (Piémont) : 87, 183, 216 ;  
— Saint-Jacques, quartier : 87, 161, n. 69.
- Bière, com. (Vaud) : XXI, 16, 80, 87, 191 ;  
— Ballens, village : 87, n. 64 ;  
— Byrola, village ou lieu-dit : 87, n. 64 ;  
— prieuré : 138, 199.
- Bigay, Léonard, de Saint-Rhémy, CSB, 1610-1670 : 233, 268, n. 1, 283, 312.
- Billens, com. (Fribourg) : 75, n. 22, 101, n. 28.
- Billens, de, famille noble de Fribourg : 75, n. 22 ;  
— Antoine, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1357 ;  
— Aymon, fils d'Humbert, 1376 : 130 ;  
— Humbert, 1376 : 130 ;  
— Humbert, év. de Sion, 1388-1392 : 70, 129 ;  
— Marguerite, 1340 : 84 ;  
— Pierre, juge en Chablais, 1307 : 105, n. 46 ;  
— Rodolphe, prévôt du Mont-Joux, 1356-1360 : 74, 75, 77, 82, 90, 105, 133.
- Biogez, vicaire général de Chambéry : 450.
- Bionaz, com. (région d'Aoste) ;  
— La Léchère, alpage et hameau : 126 ;  
— Pramonjou : 15 ;  
— Vervay, alpage : 126.
- Biondy, peintre : 237.
- Bisels, François-Joseph, CSB, 1807-1870 : 408, 490, n. 18, 492.
- Bissy, Savoie : 80.
- Bizel, Jean-Claude, notaire : 284 ;  
— Pierre-François, prêtre valdotain : 375, n. 31, 378.
- Blanc, Claude, frère convers du Saint-Bernard, 1670-1726 : 339.

- Blanc, Jacques, de Saint-Rhémy, CSB, 1631-1664 : 232.
- Blatter, Jean-Joseph, év. de Sion, 1734-1752 : 336, 349.
- Blonay, de : famille noble de Vaud ;  
— Aymon, 1231 : 48 ;  
— Jean, coseigneur de Vevey, 1329 : 123, n. 25.
- Bobba, François, archidiacre d'Aoste : 167, 178, 194, 206, 289 ;  
— Marc Antoine, év. d'Aoste, 1557-1568, cardinal, 1568-1575 : 213.
- Bodmer, François-Joseph, CSB, 1732, prévôt, 1753-1758 : 381, 392-393, 397, 407, 440.
- Boiron, rivière entre Saint-Prex et Morges : v. Etoy.
- Bollandistes : XXXII, n. 48.
- Bolomier, trésorier de la cour de Savoie : 196.
- Bon, convers du Mont-Joux, 1219 : 28, n. 52.
- Bon, Jean, CSB, 1520-1549 : 211.
- Bonaparte, Napoléon : v. Napoléon ;  
— Roland, prince : 455.
- Bonardi, Pierre, chanoine de Saint-Martin de Miséré : 104.
- Boniface IX, pape : 70, 129.
- Boniface de Roisan, chanoine de la cathédrale d'Aoste : 122.
- Boniface de Valpergue, bienheureux, év. d'Aoste, 1219-1243 : 29.
- Boniface, Anne-Marie : 239, n. 74 ;  
— Antoine : 239, n. 74 ;  
— Barthélémy : 239, n. 74 ;  
— Catherine : 239, n. 74 ;  
— Louis, CSB, 1695, prévôt, 1724-1728 : 12, n. 35, 236-247, 250, 251, 256, 257, 259, 262, 265 et n. 148, 275, 283, 284, 290, 293-295, 296, 303, 305-306, 307, 313, 319, 320, 327, 328, 329-346, 406, 408, 434, 438-439, 443, 498 ;  
— Marie : 239, n. 74 ;  
— Pantaléon : 239, n. 74.
- Bonin de Verceil, CSB, 1206-1212 : 36, n. 4, 52, n. 8.
- Bonin, Nicolas, CSB, 1630-1652 : 260.
- Bonivard, Jacques, CSB, 1459-1480 : 165 ;  
— Jean-Aimé : 158.
- Bonnemain, clerc : 313.
- Bonnemin, Victor, père des Missions étrangères de Paris : 476.
- Bonnevie, Jean, CSB, 1533-1576 : 204.
- Bonomi, Jean François, év. de Verceil : 194.
- Bonvin, Jean-Baptiste, locataire de la rectorie de Sion : 425.
- Borcard ou Brocard, CSB, 1199-1231 : 5, n. 4, 47, 52, n. 8 ;  
Bordeaux, Henri, écrivain : 455.
- Bordin, François, CSB, 1437-1458 : 116.
- Borelly, Antoine, notaire à Aoste : 377.
- Borgeat, Candide, CSB, 1900-1964 : 466, n. 50, 468.
- Borgesii, Jean, syndic de Liddes : 125.
- Borgnon : v. Aoste.
- Bornyon, Jean, clerc du cellérier : 182-183.
- Borgois, Pierre, CSB, 1359 : 90.
- Borgomanero, com. (prov. Novare) ;  
— Tagnani, ferme : 462 ;  
— Santa Cristina, ferme : 428, 462, 466-467.
- Borgomasino, com. (prov. Turin) ;  
— prieuré : 115 ;  
— San Salvatore, église : 13, 19.
- Bormia, lieu-dit de Bex probablement : v. Bex.
- Bornu, hôpital dit *de Strata* (La Sarraz) : v. Pompaples.
- Borter, Maurice Aloys, CSB, 1883-1927 : 435, 436, n. 8, 466, n. 50.
- Boscet, Aymonet : 107 ;  
— Jacquemet : 107.
- Boson, archevêque de Tarentaise : 18.
- Boson, CSB, prêtre, 1213-1239.
- Boson, év. d'Aoste, 1093-1113 : XXXV, n. 41.
- Boson, év. de Sion : v. de Granges.
- Boson, frère (?) de saint Bernard : XXIX, n. 41.
- Boson, vicomte, petit-fils de Louis III l'Aveugle et père d'Ermengarde : XXIX, n. 41.
- Boson, vicomte d'Aoste ;  
— I, 1100-1140 : XXIX, n. 41 ;  
— II, 1147-1210 : XXIX, n. 40, 15, n. 9, 17, 62, n. 42 ;  
— 1<sup>re</sup> femme, Isabelle, 1177 : XXIX, n. 40, 17, 27 ;  
— enfants Boson : XXIX, n. 40, 17, n. 16, 27, n. 49 ;  
— Guiette, Guilla : 17, n. 16, 27, n. 49 ;  
— Guillelme : 17, n. 16 ;  
— Halys ou Alice : XXIX, n. 40, 17, n. 16.  
— Perrette : 17, n. 16, 27, n. 49 ;  
— 2<sup>e</sup> femme, Alasia, 1197 : 17 ;  
— enfants : Aimarius, Boniface, Guy, Obert ;  
— III, 1210-1240.
- Boson de Miex : 105.
- Boson de Sierre, chanoine sacristain de Sion : 16, n. 13.
- Bosses, paroisse, com. de Saint-Rhémy : 28, 108, 206, 303.
- Bosses, de, famille noble de la vallée d'Aoste : 17, 33, 403, n. 27 ;  
— Falcon, chevalier : 9, 22, 28 ;  
— Wilhelme, épouse de Falcon : 28, n. 52 ;  
— Henri, 1322 : 107 ;

- Jacques, 1200-1253 : 26, n. 37 ;
- Jacques, dit l'Ancien : 5, n. 5 ;
- Léonard : 206 ;
- Nicolet, 1426 : 108 ;
- Pierre : 33 ;
- Thomas de Guillaume, 1361 : 125.
- Bosson, de, Amédée : 191.
- Bossunes, de, Guillaume : 110.
- Bothonens, quartier de Vevey : v. Vevey.
- Boulenger, fondateur : 264.
- Bourbon, de, Bonne : 78, n. 36, 106, 111, 119.
- Bourbon Condé, de, Louise Adélaïde : 451.
- Bourcard, év. d'Aoste : v. Burchard.
- Bourgeois, Josette : 401, n. 24 ;
- Pierre Joseph : 401, n. 24 ;
- Théophile, CSB, 1871, prévôt, 1888-1939 : 401-402, 417, 428, 430, 433, 438, 443, 446, 447, 475.
- Bourgogne, royaume : XIX, n. 4, XXI, XXIX, n. 41, 13, 20.
- Bourgogne, de, Marie : 183, n. 11.
- Bourg-Saint-Maurice, com. (Savoie) ;
- L'Île, ferme : 204, 230, n. 40, 231, 305.
- Bourg-Saint-Pierre (Petreskastel ou Peterkastel, 1154), com. (Valais) : XIX, XXVI, n. 22, 7, 32, 41, 44, 51, n. 3, 61, 62, 103, 106, 112, 120, 165, 195, 196, 272, 426, n. 14, 429, 444-445, 447, 448, 449, 452, 458, 471, 497 ;
- Babylone, sommet : 457 ;
- Barasson, combe : 349 ;
- Brètemo, lieu-dit : 95 ;
- cabane Amédée : 459 ;
- Condémène, lieu-dit : 106, 287 ;
- Cordona, lieu-dit : 187 ;
- Crêt, le, alpage : 372, n. 28, 426, n. 14, 427, 429 ;
- droits seigneuriaux : 16, 32, 62, 191 ;
- Drône, combe : 103, 429 ;
- Fornion, lieu-dit : 95 ;
- hôpital : 141 ;
- Le Bras, lieu-dit : 457 ;
- Lorette, chapelle : 285, 307 ;
- Marengo, lieu-dit : 103 ;
- Menouve : 445, 446, n. 24 ;
- monastère : XIX-XXVIII, 3, 13, 20, 141, 169, n. 85 ;
- Notre-Dame du Mont-Carmel : 306 ;
- Plans Sades : 429 ;
- prieuré et église : 4, n. 2, 7, 52, 85, 99, n. 24, 125, 127, 151, n. 15, 165, 169, 187, 306-307, 345, n. 34, 470, 471-472 ;
- Proz, alpage et cantine : 176, 285, 401, 446, n. 24, 447, 448, 457 ;
- Raveyre, lieu-dit : 88, 287, 372, n. 28 ;
- Sassex, lieu-dit : 95 ;
- Souste : 417, 418, 444 ;
- Tcholaire, lieu-dit : 349 ;
- Tsaraire, lieu-dit : 452 ;
- Valsorey, torrent : XXI.
- Bourrienne, de, Louis-Antoine Fauvelet, secrétaire de Napoléon I<sup>er</sup> : 452.
- Bouvard, Claude, dominicain : 294.
- Bouvier, Jacobet : 27.
- Bovard, François-Joseph, CSB, 1674-1724 : 264, n. 139.
- Bovernier, com. (Valais) ;
- église et cure : 389, 470, 472.
- Bovieri, Joseph, chargé d'affaires du Saint-Siège en Suisse, 1850-1864 : 420, 482, 495.
- Bovis, de, Antoine, CSB, 1437 : 115.
- Bovo, vicomte d'Aoste : XXIX, n. 41.
- Branches (arr. Joigny, Yonne, dioc. Auxerre) ;
- Saint-Jean, prieuré augustin fondé vers 1220 par Guillaume de Seignelay : 312.
- Bras, gorges de la Dranse : v. Grand-Saint-Bernard.
- Brémont, Marianne : 458 ;
- docteur : 458, n. 43.
- Brenner, col (Tyrol) : XXXII.
- Brenthonne, com. (Haute-Savoie) ;
- église : 55, 201, 309, 374.
- Avully, annexe de Brenthonne : 374 ;
- Vinier (Vigny), annexe de Brenthonne : 55, 101, 374.
- Brètemo, lieu-dit : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Bret, pâturage (Chablais, Haute-Savoie) : 110, 111.
- Brigue, ville (Valais) : 468, 490, n. 17 ;
- Château Stockalper : 461.
- Briguet, Sébastien, chancelier de l'év. de Sion : XXIII, n. 20, 388, 392, n. 2.
- Briord (Ain) : 147.
- Brissogne, com. (vallée d'Aoste) : 126, 162 ;
- Chésalet, ferme : 372, n. 28, 377.
- Britonis, Barthélémy : v. Burgondi.
- Brocard, CSB, prieur de Saint-Jacquème : v. Borcard.
- Broccard, Antoine, 188.
- Brolio*, in, lieu-dit d'Aoste : v. Aoste.
- Brosses, de, Claudine : 155.
- Brun, notaire valdotain, 1752 : 376, 378.
- Brun de Bagnières (Bannières ?), CSB, 1275.
- Brunaud, François, év. d'Annaghdown : 208.
- Brunet de Miex : 105.
- Brunet, Philippe, CSB, 1620-1667 : 229, 261.
- Bruni, Laurent, procureur fiscal du duc de Savoie pour Aoste : 297.
- Brunod, Jean-Baptiste, menuisier d'Aoste : 418.
- Brunon, év. de Toul : XXXI.
- Brusson, com. (vallée d'Aoste) : 223.
- Buffet, Jean, CSB, 1561-1573 : 171.

Bugnet, Jean François d'Evian, CSB, 1686-1736 : 293.

Buignasci, 1308, probablement Borgnon, ferme au couchant de Moncenis : v. Aoste.

Bulgaro, de, Raineri : 25.

Burchard, év. d'Aoste : XXIX, n. 41.

Burdi, Hans, fondateur : 178.

Burdin, Breseta : 88 ;

— Emile, père des Missions étrangères de Paris : 477.

Burgay, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1702 : 294.

Burgener, François-Joseph, grand-bailli du Valais, 1742-1761 : 370.

Burgondi, Barthélémy, CSB, 1471-1494 : 170 et n. 90.

Burrier, hameau de la Tour-de-Peilz.

Bus, Bug, lieu-dit fréquent en vallée d'Aoste ; il semble dérivé de bois : v. Saint-Oyen.

Busquet, chancelier de la cour de Turin : 235, n. 59.

Buthier, torrent qui prend sa source au sommet de Valpelline et se jette dans la Doire à Aoste ; anciennement ce mot désigne aussi l'Artanava : 32, 33, n. 80.

Buthod, famille de la vallée d'Aoste ;

— Françoise : 232, n. 51 ;

— Jacques : 232, n. 51 ;

— Jean-Antoine, CSB, 1631, prévôt, 1650-1671 : 232-235, 255, 281-282, 300, 325-326 ;

— Maurice : 232, n. 51.

Byrola : v. Bière.

## C

Cabane-Amédée, maisonnette située au bord de la route à quarante minutes de l'hospice : v. Bourg-Saint-Pierre.

Cabraz, Jean, CSB, 1646-1670 : 307.

Cachenpesii, Guillaume, de Santhià : 29.

Caillod, Germain, de Sarre, CSB, 1705-1751 : 259, 339.

Caisotti, premier ministre de Turin : 348.

Caluso, com. (prov. de Turin) ;

— saints André et Calocer (ou Colocer) : 48, n. 38.

Calvin : 196 et n. 13.

Cambianco : v. Savigliano, La Fornace.

Camerarius, Jean, official de l'église de Bâle, 1314 : 124.

Caminiaux, lieu-dit : v. Vevey.

Camos, Vincent, CSB, 1697-1731 : 301.

Camp du prince Thomas, fortifications élevées en 1630 au-dessus de La Thuile : v. La Thuile.

Canavais (prov. de Turin).

Candia, com. (prov. de Turin).

Cantanara, pré : v. Domodossola.

Cantine de Proz : v. Bourg-Saint-Pierre.

Canut, roi d'Angleterre et de Danemark : XXIV.

Capietto, Joseph, convers du Saint-Bernard, 1731-1766 : 376.

Capizzi (Capiz, 1177) localité (Sicile, dioc. de Messine) : 19, 20 ;

— Saint-Pierre, église : 14.

Caraccioli di San Martino, Jacob, archevêque d'Ephèse, nonce en Suisse, 1710-1716 : 328.

Carcade, comte, gouverneur de la vallée d'Aoste : 240.

Cardinal, Pierre : 208.

Carême, com. au nord d'Ivrée : 274.

Carenzana, Anselme : 151, n. 15 ;

— Lazare : 151, n. 15.

Carinthie, de, Henri, comte palatin de Troyes dès 1151 : 16, 18 ;

— Henri, év. de Troyes : 16, n. 11 ;

— Hugues, év. de Troyes : 18.

Carlin, Constant, peintre français, XIX<sup>e</sup> siècle : 464.

Carpignano, com. (prov. de Pavie) : 461.

Carraux, *dou quarro*, famille de Vouvry ;

— Aymonette : 95 ;

— Guillaume : 95.

Carrel (Louis, probablement, notaire de Châtillon), auditeur des comptes de la vallée d'Aoste : 231.

Carrera, de, Pierre, CSB, 1461-1497 : 169, 170, n. 90, 188.

Carrera, *perroni*, quartier : v. Genève.

Carron, maison forte : v. Courmayeur.

Carron, père barnabite : 431.

Carron, famille de Bagnes ;

— Angelin, CSB, 1862-1919 : 466 et n. 50 ;

— Camille, CSB, 1870-1911 : 466, 497 ;

— Hercule, CSB, 1852-1910 : 419.

Carron de la Tour, Joseph Gaëtan, marquis de Saint-Thomas, comte de Buttillères, ministre de Turin : 241, 283, 331.

Cart, Jean François, CSB, 1832-1845 : 411, n. 37, 423.

Cassador, Guillaume : 159.

Castelfranco, P., archéologue : 534.

Castelli, décorateur : 414.

Castiglione, com. (prov. de Bénévent, dioc. de Conza, Italie) ;

— Sainte-Marie, église : 14, n. 5, 56.

Castoreus, Charles Joseph : 329.

Cavelli, Humbert, notaire : 105 ;

— Jean Nicolas, CSB, 1735-1760 : 381, 382, 385 ;

— Nicolas, d'Orsières, vicaire de Sion 1729-1741 : 348 ;

— Rodolphe ou Roux, CSB, vers 1390 : 92 ;

- Udry : 104.
- Cayli ou Coyli, lieu-dit : v. Torgnon.
- Céard, Nicolas, de Genève, ingénieur de la route du Simplon, 1745-1821 : 460, 462.
- Ceinture de Saint-Augustin, confrérie érigée dans le prieuré de Saint-Jacquème : 368, n. 20, 375.
- Centron, village (Savoie) : 103.
- Cerese, lieu-dit appartenant au hameau de Cerese : v. Saint-Oyen.
- Cerisey, famille de la vallée du Saint-Bernard ;
  - Antoine, CSB, 1412-1437 : 107, 122 ;
  - Victor : 457.
- Cerisier, Antoine : v. Cerisey ;
  - Jacques : 124.
- Cerutti, Nestor, CSB, 1902-1940 : 431, 432.
- Cervantes de Lora, Jean de Séville, archidiacre de Séville, cardinal du titre de Saint-Pierre-aux-Liens, 1426-1446, év. d'Ostie, 1447-1453 ; il intervint à plusieurs reprises au concile de Bâle ; sa vie fut édifiante : 81, 114-117.
- Cervent, de, Guilletta : 182.
- Cesarges, de, Céline : 156.
- Chablais : 32, 59, 144, 308, 309.
- Chablis, com. (Yonne) ; vignoble le plus important de la Basse-Bourgogne : 101, n. 28.
- Chablon, vignoble sis à Corléans : v. Aoste.
- Chabod, alpage (vallon de Vertosan, com. Avise) : v. Avise.
- Chabod, François : 155, 156, n. 41, 205.
- Chaffardon, de, Philibert, chanoine de Belley : 154, 155.
- Chaignon, de, Jean-Anne-François-Joseph-Pierre, résident de France en Valais, 1744-1787 : 379, 397.
- Chalais, de, famille féodale du Valais ;
  - W(uillelme) : 16, n. 12.
- Challancin, *Chalancini* vers 1100, village : v. La Salle.
- Challand, Pierre, de Bourg-Saint-Pierre : 187, 279.
- Challant, de, famille noble de la vallée d'Aoste ;
  - Antoine, cardinal, 1404-1418 : 70, 133, 137 ;
  - Boniface, év. de Sion, 1290-1308 : 71, n. 2 ;
  - Boniface, év. d'Aoste, 1375-1376 : 91 ;
  - Bonne : 147 ;
  - Charles : prévôt de Verrès : 197 ;
  - Ebal : 94 ;
  - François, baron de Fénis : 174 ;
  - François, 1436 : 88, 125 ;
  - Guillaume, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1326 : 73 ;
- Guillaume, év. de Lausanne, 1406-1431 : 137 ;
- Iblet : 92 ;
- Jean, 1433 : 125.
- Chalmel, de, G., CSB, 1557 : 177.
- Chalon, de, Isabelle : v. dame de Vaud.
- Chamaretta : v. Les Charmettes.
- Chambave, com. (région d'Aoste) : 7, n. 10 bis.
- Chambéry (Savoie) : 179.
- Chamboz, Antoine : 190.
- Chamen (Chammeyn 1242), hameau : v. Oyace.
- Chamont, de, Pierre, chevalier de l'ordre de Saint-Jean : 281, n. 37.
- Chamoson, com. (Valais) : 59.
- Chamossi (Samoissi, 1437), famille de Tarantaise ;
  - Guillaume, chanoine du Petit-Saint-Bernard, 1430-1449 : 215 et n. 22 ;
  - Jean, notaire : 215, n. 22.
- Champ, lieu-dit situé à la prise d'eau du Rumeysan au Buthier : v. Aoste.
- Champ-Calor, lieu-dit situé dans les environs de Châtillon (vallée d'Aoste) : 15, n. 9.
- Champex, station hôtelière : v. Orsières.
- Champferré (*Campus Ferrer*, 1256), près de Montfleuri : v. Aoste.
- Champittet, collège : v. Pully.
- Champ-Rottard, ferme : v. Villeneuve en vallée d'Aoste.
- Champsec, lieu-dit : v. Sion.
- Champ-Torney, alpage (vallée d'Aoste) : 15, n. 9.
- Chandieu, Antoine, de Châtillon (région d'Aoste), CSB, 1699-1734 : 242, 267, n. 151, 294, 295, 330.
- Chandolin, com. (Valais) : 471.
- Chanoines Réguliers : 290, 319-320, 438, 481-484.
- Chantel, Joseph, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1761 : 390.
- Chantes, ferme : v. Gressan.
- Chapelain, Jean-Baptiste, CSB, 1726-1755 : 376.
- Chapella, de Bourg-Saint-Pierre, feudataire de Thomas de Bosses : 125, n. 32.
- Chapelle (Chapelle Vaudanne jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle), com. (D. Moudon, Vaud) : 199.
- Chappelet, Robert, de Saint-Maurice : 476.
- Chappex, Joseph, de Massongex, 1829-1911, chef du Département des ponts et chaussées du Valais : 446.
- Chapuisat, J.-P., archiviste cantonal du canton de Vaud : XXIV, n. 27, 17, n. 15 bis.
- Charanzonay, de, Amédée : 154.



- Chardonnet, Jean, chanoine de Saint-Maurice : 159.
- Charlemagne : XIX, XXI.
- Charles I<sup>er</sup>, év. de Turin : 14, n. 4, 18.
- Charles V, roi de France : 160.
- Charles le Téméraire : 143-144, 196.
- Charmontey, en, lieu-dit : v. Vevey.
- Charrat, com. (Valais) : 471.
- Charveria, de, Hugonin, custode de la cathédrale d'Aoste : 17.
- Charrete, lieu-dit : v. Saint-Oyen.
- Chartres, de, duc, petit-fils de Louis-Philippe I<sup>er</sup> : 455.
- Charvensod, com. (région d'Aoste) ;  
— château : 399 ;  
— Fellina, torrent : 27, 122 ;  
— Lanvy : 29 ;  
— Peceyney : 29 ;  
— Saint-Grat, ermitage : 29.
- Charvet, commissaire de la route du Simplon : 461.
- Charvet, Nicolas, CSB, 1562-1577, vicaire général, 1576 : 162, 171, 178, 193.
- Châteauneuf, école d'agriculture : v. Sion.
- Château-Verdun : v. Saint-Oyen.
- Châtelard, le, colline : v. Lens.
- Châtel-Argent, mandement (ou district, région d'Aoste) : 28, n. 55, 81, 305 ;  
— prieuré : v. Saint-Pierre.
- Châtelet, lieu-dit : v. Noville.
- Châtillon, com. (région d'Aoste) ;  
— Berzin, hameau : 15, n. 9 ;  
— hospice : 15, n. 9, 19, 125, 301, 373, n. 28, 375, 377, 378.
- Châtillon, de, famille noble de la vallée d'Aoste ;  
— Aymon, fils de Jean : 191 ;  
— Guillaume : 102 ;  
— Jean : 191.
- Chatiron, Jacques : 180.
- Châtonnaye, de, famille noble fribourgeoise ;  
— Aymon, 1363 : 75.
- Chaumont, seigneurie : 380.
- Chavanne, de, Aymé, prieur commendataire de Séez : 306.
- Chavanne, lieu-dit entre Etroubles et Saint-Oyen : v. Etroubles.
- Chedalis, famille du Levron (Valais) ;  
— Antoine : 174 ;  
— Perrod : 174 ;  
— Pierre : 174.
- Chelin, village : v. Lens.
- Chemin des Autrichiens, tracé de route sur le versant italien : v. Saint-Rhémy.
- Chemin des Chevaux, chemin qui conduit des bois de Ferret à l'hospice par La Bau ou le col des Chevaux : 61, n. 40.
- Chenalette, montagne qui domine l'hospice au nord : v. Grand-Saint-Bernard.
- Chenalier, village : v. Troistorrents.
- Chenevier, L. Balthazar, CSB, 1705-1739 : 207, n. 61.
- Chenièrre, *Chayneria* 1174, hameau : v. Pollein.
- Chentre, Jean-François, prévôt de Verrès, 1800-1824 : 483.
- Chenuil, André, de Perloz (vallée d'Aoste), CSB, 1693-1733 : 328.
- Chermignon, com. (Valais) : 473-474 ;  
— Ollon, village : 473.
- Chérubin, père capucin, apôtre du Chablais : 309.
- Chervaz, Pierre Désiré, chanoine de Saint-Maurice : 482.
- Chesalet, lieu-dit à l'entrée supérieure du village de Saint-Oyen : v. Saint-Oyen.
- Chésalet, *Casaleto* 1163, village : v. Sarre.
- Chésalet, lieu-dit : v. Brissogne.
- Chessel, com. (Vaud) : 87, 111.
- Chetro ou Seytroux, de, Jean : 216.
- Chevalard, Jean Philippe, vicaire général de Tarentaise : 278.
- Cheval-Blanc, alpage : v. Ollomont.
- Chevalier, Michel : 185.
- Chevron, de, baron : 239-240.
- Chevron, Jean : 203, n. 42.
- Chevrot, village : v. Gressan.
- Chieri, ville (prov. de Turin) : 193.
- Chiètres, colline : v. Lavey.
- Chillon, château (Vaud) : 62.
- Chislehurst, *Cesale* 1177, *Ceselada*, *Quinina* 1323, ville (Kent, Angleterre) : 14, n. 6.
- Chivasso, com (prov. de Turin) : 119.
- Choëx, com. (Valais) : 405.
- Choula, col entre le Tibet et la Chine : 479.
- Choules, mayen : v. Lens.
- Chrodegang, saint : XX.
- Chuéry, Barthélémy, administrateur substitué du Saint-Bernard : 151, 152.
- Chyrol, Jean, soit Vercellin : 274.
- Cibo, Odoardo, archevêque de Séleucie, nonce en Suisse, 1670-1679 : 291, 387.
- Ciel d'Oro, in, église : v. Pavie.
- Ciriè, com. (prov. de Turin) ;  
— Saint-Martin, église : 10, 14, 19, 52.
- Citren, alpage : v. Saint-Rhémy.
- Claivaz, Augustin, chanoine de Saint-Maurice : 419.
- Clarens : v. Le Châtelard.
- Claret, Octave, CSB, 1912-1918 : 410.
- Claude, vicaire de Philippe de Savoie : 156.
- Clément III, pape, 1187-1191 : 61, 135, n. 7 ;  
— IV, pape, 1265-1268 : 58, 97, n. 16, 135, n. 7 ;



- V, pape, 1305-1314 : 58, 97, n. 16, 123, 133, 134, n. 7 ;
- VI, pape, 1342-1352 : 120, 134, n. 7 ;
- VII, pape d'Avignon, 1378-1394 : 70, 78, 79, 100, 121, 122, 133, 134, n. 7, 160, 180 ;
- Clément VII, pape, 1523-1534 : 149, 210.
- VIII, pape, 1592-1605 : 149, 278, 302 ;
- XI, pape, 1700-1721 : 340 ;
- XII, pape, 1730-1740 : 347, 355, 360, 363.
- Cler, Mathieu : 178.
- Clet, Emile, membre de la légation française à Berne : 493 et n. 29, 494.
- Clos, le, lieu-dit de Bière.
- Clos de Mont-Joux, vignoble : v. Aoste.
- Clou, le, remise : v. Orsières.
- Cluny (arr. Mâcon, Saône-et-Loire) : XXII, XXIII, XXIV, XXXII.
- Clusa, lieu-dit de La Salle.
- Cly, château : v. Verrayes.
- Cly, de, branche de la famille noble de Challant : 110, 111.
- Coassod : v. Quassod.
- Coccault, Bernard : 200.
- Codogno, com. près de Plaisance : 182.
- Coëtlosquet, de, comte : 420, 493 et n. 29.
- Cognienchi, Antoine : 175.
- Colbert de Monteuvrier, Juliette : 412.
- Colin de *Mala aqua* : 104.
- Collin, Bernard : 195.
- Collombey-Muraz, com. (Valais) : 490, n. 17 ;
- Illarsaz, village : XIX, n. 3.
- Cologne, ville ;
- chartreuse, XXIX, n. 41, 216.
- Colombier, de, famille noble vaudoise ;
- François, chanoine de Lausanne : 154, 165 ;
- Humbert, seigneur de Vuillerens : 130, 131, n. 53 ;
- Jacquemet, fils d'Humbert : 130 ;
- Jacques, CSB, 1374 : 130.
- Colonne-Joux, nom médiéval du Petit-Saint-Bernard : v. ce nom.
- Colorines, lieu-dit qui s'identifie probablement avec le hameau de Mont-Joux : v. Gignod.
- Combe, en, lieu-dit situé le long du Rhône, à Bex probablement : v. Bex.
- Commaire, village : v. Orsières.
- Communaux, lieu-dit : v. Vevey.
- Compey, de (ou Compois), famille de Savoie, originaire de Compois, près de Presinge (Genève) ;
- Jean, CSB, 1380-1409 : 88.
- Conchâtre, Jean-Baptiste, chanoine de Verrières : 483.
- Concise (arr. Thonon, Haute-Savoie) : 242.
- Condemine, lieu-dit : v. Saint-Oyen ou Bourg-Saint-Pierre.
- Conflans, de, famille noble de Savoie ;
- Jacques : 71, n. 2 ;
- Ponce : 61, n. 38.
- Conflens, près de Chambéry (Savoie) : 52.
- Confrérie du Saint-Esprit : 124-125.
- Conon de Bettens, CSB, 1145 : 51, n. 2.
- Conrad, empereur : XXIV.
- Constance, concile : 70.
- Conthey, com. (Valais) : 81, 425, 426, n. 14.
- Conza, ville située sur l'Ofanto au nord de Salerne (prov. de Bénévent) : 14, n. 5.
- Coquoz, famille valaisanne ;
- Étienne, CSB, 1891-1945 : 466, n. 50 ;
- Paul, CSB, 1923 : 475, 479.
- Corbesate, com. (prov. de Pavie) ;
- ferme : 461.
- Cor, hameau (com. Noville) ; il y existait une église au lieu-dit Longeraye : v. Noville.
- Corbie (Somme) : XXXVIII.
- Corderii, Étienne : 134.
- Cordone, lieu-dit : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Corenzon, lieu-dit : v. Aoste.
- Corléan, village : v. Aoste.
- Cornessel : v. Ingon Cornessel.
- Cornut Nicolas, de Sembrancher, CSB, 1657-1667 : 281, n. 40.
- Corsalet, lieu-dit (com. de Villeneuve ou Rennaz, Vaud) : 30.
- Corsendonk, prieuré de CCRR (prov. d'Anvers) : 216.
- Corsier, de, famille noble de Vaud ;
- Agnessione : 110.
- Cortemaggiore, com, près de Plaisance : 182-183.
- Corthey, de Bagnes, peintre : 264, n. 139.
- Cossonay, de, famille noble de Vaud ;
- Aymon, év. de Lausanne, 1355-1375 : 75, 76.
- Costani* (ou *Tostani*), Morard, CSB, 1409-1438 : 114.
- Costen, de, famille de Bex : 105 ;
- Nicolet : 105.
- Couchart, commendataire du prieuré d'Appoigny : 313.
- Courmayeur, com. (région d'Aoste) : 10, n. 32 ;
- Carron, maison forte et ferme : 283 et n. 50, 372, n. 28, 377 ;
- Entrèves : 283, 377 ;
- seigneurie : 238, 283, 372, n. 28, 377.
- Courten, de, famille noble du Valais ;
- Marie-Elisabeth, veuve de Barthélémy Waldin : 261 ;
- Pancrace : 426, n. 13 ;

— gouverneur de Saint-Maurice, 1750 : 370.

Crassi, Gauthier : 16, n. 14.

Crescel, lieu-dit : v. Bex.

Crêt, le, alpage : v. Bourg-Saint-Pierre.

Cretely, lieu-dit : v. Tour-de-Peilz.

Crettala, ferme : v. Saint-Pierre en vallée d'Aoste.

Crettet, Joseph Philibert, de Sembrancher, CSB, 1715-1747 : 258.

Cretton de Zane, crête qui se trouve au bas de La Corde, à Fontintès : v. Saint-Rhémy.

Crève-Cœur, ferme du Saint-Bernard en vallée d'Aoste : 372, n. 28.

Cros, le, lieu-dit d'Avisse.

Croseto, de, pré : v. Sion.

Crossar (ou de Lens), Jean, CSB, 1424-1451 : 91, 115, 202.

Crotes, en, Forum romain d'Aoste.

Crousez 1219, lieu-dit de Saint-Rhémy.

Cugniardi (ou Cinyardi), Michel, CSB, 1506-1530 : 156, 202.

Cully, com. (Vaud) 386.

Curbaudi, Josdina, veuve d'Aymon : 106.

Cuttibel, Perrod : 104.

Cyatodi, frères : 182.

Cyola, Laurent : 211.

## D

Dagassiz, Claude Joseph, CR de Sixt (Haut-Savoie), puis CSB, 1755-1774 : 431.

Daillens, de, famille noble vaudoise ;

— Guionet, 1404 : 87, n. 64 ;

— Louis, fils de Guionet : 87, n. 64.

Dallèves, famille du Valais ;

— Gaspard Gabriel, CSB, 1778-1845 : 461, 462, 465, n. 50 ;

— Joseph, CSB, 1886-1950 : 406.

— Joseph, Etienne, Alexis, CSB, 1741-1759 : 382.

Dame de Vaud (comtesse), 1340, probablement Isabelle de Chalon, épouse de Louis II de Savoie, sire de Vaud : 84.

Damien, saint Pierre, cardinal d'Ostie : XXXII.

Darbellay, famille de Liddes ;

— Guillaume, CSB, 1477-1524 : 174, 187, 190 ;

— Isidore, CSB, 1756-1812 : 472 ;

— Jean-Baptiste, CSB, 1789-1804 : 398, 453 ;

— Jean-Baptiste, CSB, 1810-1864 : 405, 465, n. 50 ;

— Jérôme, CSB, 1745-1809 : XVII, 7, n. 10 bis, 196, n. 13, 229, 235-236, 239, n. 74, 267, n. 151, 322, 353, n. 2, 354, n. 4, 365, 373, 388, 393-396, 407, 418, 431, 471 ;

— Jules, CSB, 1897-1955 : 402 ;

— Pierre, CSB, 1455-1481 : 125 ;

— Stanislas, CSB, 1830-1896 : 423 et n. 6. Dardi, Guillaume, CSB, 1437-1438 : 114, 116.

Darès, alpage (vallée d'Aoste) : 372, n. 28. Daru, comte : 493, n. 29.

David, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1206 : 62.

Dayné, Ambroise, de Valsavaranche, CSB, 1693-1732 : 239, n. 74, 240, 331-332, 336, 343.

Delarageaz, commissaire fédéral en 1847 : 489.

Delasoie, Gaspard, CSB, 1838-1877 : 432.

Deléglise, Pierre-Joseph, CSB, 1833, prévôt, 1865-1888 : 400-401, 409, 418, 443, 445, 465, n. 50, 488.

Denens, com. (D. Morges, Vaud) : 195.

Denza, Fr., directeur de l'observatoire du Vatican : 432.

Deprey, Pierre-François, chanoine de Saint-Maurice : 294.

Derriard, Jean-Baptiste, de Courmayeur, CSB, 1680-1707 : 257 ;

— Sulpice, lieutenant et juge du bailliage d'Aoste, 1631-1638 : 224.

Derville Maléchar, ministre de France à Sion : 425.

Desaix, Louis Charles Antoine, général français : 414, 489.

Des Bacthars, Barthélémy, de Graglia (Biellais) : 151, n. 15, 182.

des Cours, famille noble de la vallée d'Aoste : 17 ;

— Aymon, 1259 : 46, n. 30 ;

— Jacques, 1248 : 17, n. 19 ;

— Jacques, chan. de la cathédrale d'Aoste : 15, n. 10, 33.

Desfeyes, famille d'Etroubles ;

— Laurent, CSB, 1675-1716 : 333 ;

— Pierre, CR du Saint-Sauveur, puis CSB, 1636-1647 : 230, 307-308, 312.

Deslarzes, Anne-Marie : 399, n. 16.

Des Loges, Chrétien : XVII.

Dessus-Maison, hameau : v. Verrayes.

Detry, Jules, CSB, 1934 : 479.

Dexterand, Nicolas, CSB, 1538-1568 : 175, 188, 208.

Diaz, Christophe, convers du Saint-Bernard, 1752 : 376.

Didier, de Jean : 182.

Diesse, com. (Berne) : 422, n. 5.

Diète, corps des délégués des dizains du Valais : 212, 416.

Diète fédérale, organe du gouvernement de la Confédération helvétique.

Dietrich, P. jésuite : 336.

- Dijon (France), Saint-Etienne, abbaye : 132, 214.
- Dionigi, Vincent, agent du Saint-Bernard à Rome : 357, 363.
- Doglio, Albert, auteur d'une vie de Saint-Bernard : 412, n. 38.
- Dolly, éléphant : 455.
- Domène de Roche : 23.
- Domeynes, Jean, serviteur du prévôt Viot : 273.
- Dominis*, ex, Etienne, seigneur : 176.
- Domodossola, com. (prov. de Novare) : 426 et n. 14, 466, 467 ;
- Cantanara, pré : 466 ;
- Lazareto, pré : 466.
- Doncieux, François : 283.
- Donet, Joseph, percepteur du mandement de Gignod : 400, n. 17.
- Donnaz, com. (région d'Aoste) ;
- église et cure : 29, 45, 46, 127, 128, 205, 207 ;
- Vert, village : 128.
- Donores, B. : 201, n. 32.
- Dorsaz, famille valaisanne ;
- Antoine, CSB, 1700-1712 : 257, 258, 260, 266, 330, 331, 332, 333 ;
- Joseph Gaspard, CSB, 1811-1874 : 488 ;
- Pierre Nicolas : 452 et n. 35.
- Dorzano, Biellais : 207.
- Dossan, Léonard, convers du Saint-Bernard, 1730-1754 : 376.
- Dossy, boy du chanoine Maurice Tornay : 479.
- Doue, com. (région d'Aoste) : 301.
- Drezier, hameau : v. Pollein.
- Drogo, év. de Mâcon : XXXII.
- Drône, combe : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Droz, F. imprimeur à Bex : 443 ;
- Joseph André, d'Aoste, CSB, 1728-1759 : 363, 364, 381, 408 ;
- Lucien d'Orsières, CSB, 1942-1951 : 480.
- du Bois, Guillaume : 165.
- du Bourg, marquis, ministre de la cour de Turin, 1725 : 244, 344.
- Duc, famille valaisanne ;
- Antoine, CSB, 1884-1937 : 435, n. 6, 436, n. 8 ;
- Louis, convers du Saint-Bernard, 1918-1961 : 476, 479, 480.
- Duc, famille valdotaine ;
- Claude, CSB, 1564-1604 : 204, 205, n. 48 ;
- Etienne-Pierre, chanoine d'Aoste : XVIII, 8, n. 14, 12, n. 36, 16, n. 14, 60, n. 37, 75, 147, n. 2, 155, n. 36 ;
- Joseph-Auguste, év. d'Aoste, 1872-1907 : 92, 107, n. 60, 400, 401.
- du Châtelard, famille noble de la vallée d'Aoste ;
- Jean, 1426 : 108.
- Duclos, Jean-Pierre, de Gressan (vallée d'Aoste), CSB, 1649-1701 : 235, 306, 321.
- Ducrot, ou Decré, vicaire général de Benoît de la Forest : 161 ;
- Marcel, CSB, 1573-1601 : 172, 316, n. 10.
- du Fay, famille noble du Valais : 111 ;
- Antoine, commissaire du Valais, 1847 : 488, 489 ;
- Guillaume, banneret de Monthey : 280.
- du Folliet, Jean, CSB, prieur d'Etoy, 1302-1303 : 126, n. 37.
- Duin, de, famille noble de Savoie : 71, n. 2, 215-216 ;
- Bernoline : 215 ;
- Guillaume, év. de Genève, 1289-1294 : 71, n. 2 ;
- Guillaume, prieur de Lutry, 1297-1308 : 72 ;
- Hugues, CSB, 1340-1341 : 84, 90 ;
- Jean, CSB, dès 1280, puis prévôt, 1302-1316 : 12, 33, n. 80, 47, n. 32, 71-72, 77, 101, 102, 105, 110 ;
- Jean-Baptiste, alias Maréchal, chanoine d'Aiguebelle, en Maurienne : 306 ;
- Jean-Marie : 306 ;
- Nicolas : 71, n. 2 ;
- Pierre, bailli d'Aoste, 1310 : 71, n. 2, 94 ;
- Pierre, CSB, 1307 : 105, 123 ;
- Richard : 71, n. 2 ;
- Richard, CSB, 1351 : 90 ;
- Rodolphe : 71, n. 2 ;
- Simon, év. d'Aoste, 1275-1283 : 71, n. 2.
- Dumoulin, Robert, doyen de l'église de Saint-Hermès de Renaix, qui se trouvait dans le dioc. de Cambrai jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, *Rotnacensis cameracensis dioecesis*, Renaix est en Flandre orientale (Belgique) : 115-116.
- du Palais, famille noble d'Aoste ;
- Aymon, chanoine de la cathédrale : 15, n. 10.
- du Pâquier, Bonaventure, mineur conventuel : 293.
- du Pasquier, A. : 310.
- du Perire, Bertrand : 182.
- du Perron, famille d'Aoste : 17.
- Dupin, Léonard Philibert, CSB, 1661-1685 : 282.
- Duplâtre, Antoine, CSB, 1502-1569 : 187 ;
- Louis : 159, 165, 189, 198 ;
- Martin, abbé de Saint-Maurice, 1572-1587 : 220.
- Dupret, Guillaume : 198.

Durand, fondateurs de cloches : 264, 265.  
 Durand, Louis, frère convers du Saint-Bernard, 1702-1734 : 330.  
 Ducroc, Gérard-Christophe-Michel, général français : 452.  
*Durona, de*, Anselme : 17, n. 16.  
 Dusseldorf, ville (Rhénanie, Allemagne) : 437.  
 du Sourd, *surd*, Jean, CSB, 1475-1484 : 172.  
 Dutaret d'Oytavel : 47.  
 du Verger, Jean, CSB, 1418-1447 : 99, n. 24, 114.

## E

Ebal de Picolet : 76.  
 Echelle, l', lieu-dit au midi des remparts d'Aoste.  
 Echelette, l', lieu-dit : v. Saint-Rhémy, la Corde.  
 Eclans (C. Rochefort, Jura) : 21.  
 Ecône, ferme : v. Riddes.  
 Edouard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, 1272-1307 : 18 ;  
 — III, roi d'Angleterre, 1327-1377 : 73, 128 ;  
 — VII, roi d'Angleterre, 1901-1910 : 417.  
 Eléonore, reine d'Angleterre : 18, 64.  
 Elnes, Crêt de Elles, actuellement Crétely, vigne : Tour-de-Peilz.  
 Embrun, *Embrumaci*, chef-lieu d'arr. (Hautes-Alpes) : 154.  
 Emeric, bienheureux, év. d'Aoste : 126.  
 Emery (Emeric), famille de Lens ;  
 — Antoine, CSB, 1711-1758 : 258 ;  
 — Louis, CSB, 1939 : 479.  
 Empereur, Nicod, de Villette : 76.  
 Empioz, Louis, commendataire de Séez, 1672 : 306.  
 Emyon, Pierre, CSB, 1482-1492 : 169.  
*Engalmantius*, convers du Mont-Joux, 1196 : 29, n. 62.  
 Engeloch, refuge N° 7 le long de la route du Simplon : v. Simplon, com.  
 Entremont, abbaye (Haute-Savoie) : 49.  
 Entremont, vallée (Valais) : 16, 19, 59, 196, 421, n. 1, 446, 448, 471, 486.  
 Entrèves, village : v. Courmayeur.  
 Envie, *inter vias*, 1279, alpage : v. Saint-Rhémy.  
 Epine de la couronne de Notre Seigneur : 78, n. 37.  
 Epoisses, com. (arr. Semur, Côte d'Or).  
 Equiliva, pont sur la Doire, au-dessus d'Aoste : 240.  
 Ermengarde, reine de Bourgogne, épouse de Rodolphe III : XXIV, XXV, XXVIII, XXIX, 60.  
 Escharlo, lieu-dit : v. Morgex.

Escher, capitaine, percepteur des taxes sur la route du Simplon : 467.  
 Espen, van, Bernard, docteur de Louvain : 328.  
 Essertes : v. *Excepte* 1177.  
 Essertines, com. (D. Rolle, Vaud) ;  
 — Mont-le-Vieux, château : 80.  
 Estavayer, d', famille noble du canton de Fribourg ;  
 — Michel, CSB, 1455-1481 : 165, 166.  
 Esterhazy, prince autrichien : 454.  
 Etienne, CSB, 1233-1244 : 23.  
 Etienne IV (768) : 210.  
 Etiez, hameau : v. Vollèges.  
 Etoy, com. (D. Morges, Vaud) : XXI, XXVII, 111 ;  
 — Boiron, rivière : 126.  
 — Eyrenche, rivière : 126 ;  
 — prieuré : 9, 55, n. 20, 72, n. 2, 75, 78, 79, 80, 111, 114, 116, 117, 121, 126, 130, 152, n. 20, 164, 173, 191, 192, 199, 200, 201 ;  
 — Saint-Antoine, chapelle : 80, 200.  
 Etroubles, *Traelletrop* 1156, com. (région d'Aoste) : 27, 40, 41, 120, 121, n. 15, 140-141, 195, 286, 297, 453 ;  
 — Chavanne, hameau disparu : 27, 32 ;  
 — église et cure : 8, 52, 90, 124, 127, 202, 205-206, 207, 374, 377 ;  
 — hôpital : 140-141, 497 ;  
 — Jay, lieu-dit : 90, n. 81 ;  
 — Menouve, alpage : 412, 426, 445 ;  
 — Pallex, village : 247, n. 92 ;  
 — Pointier, alpage : 426 ;  
 — Veya, lieu-dit : 90, n. 81.  
 Etroubles, d', famille noble ;  
 — Aymon, 1305 : 90 ;  
 — Jacobée, veuve de Pierre : 33 ;  
 — Pierre, dit Joveno : 32 ;  
 — Pierre, fils de Pierre, 1257 : 33, n. 76 ;  
 — Jacques de la Tour, CSB, curé d'Etroubles, 1299-1317 : 140-141 ;  
 — Pierre de Vachery : 33.  
 Eudes, comte de Champagne : XXV, XXIX, n. 41.  
 Eugène II, pape : XXI ;  
 — III, pape, 1145-1153 : XXXI, n. 45, 17, 19 et n. 25, 24, 25, 41, 49, 56 ;  
 — IV, pape, 1431-1447 : 70, 81, 114, 134, 143, 146, 147-148, 149.  
 Evian, ville (Haute-Savoie) ;  
 — hôpital : 187 ;  
 — Julliant, source : 111.  
*Excepte, terram de sartis* 1154, *Excepte* 1177, dans le dioc. de Lausanne. Lieu difficile à identifier. Ce pourrait être Essertes (D. Oron, Vaud) vu que la terre d'Essertes a été donnée au milieu du XII<sup>e</sup> siècle par le seigneur de Palé-

zieux au couvent de Hautcrêt, avec lequel le Mont-Joux eut affaire en 1167 et 1220.  
 Exchampéry, Glaude : 151, n. 19.  
 Excoffier, Claude, notaire : 211.  
 Eymard, d', Ange-Marie, de Marseille, préfet du Léman, 1800-1803 : 462.  
 Eyrenche, rivière voisine d'Etoy : v. Etoy.

## F

Fabri Ferdinand : 281 ;  
 — François Jean, prieur de Lens, 1507-1524 : 198, 207 ;  
 — Guillaume, CSB, 1633-1656 : 307.  
 Facioz, Paul, fermier de Roche : 287.  
 Falcon, prieur de Lens, CSB, 1219 : 28, n. 52.  
 Falcon, prévôt, 1240-1259 : 10, 23, 37, 54.  
 Falcon de Bourg-Saint-Pierre, CSB, prêtre, 1229 : 4, n. 2, 29, n. 60.  
 Falcon d'Etroubles : 28, n. 52.  
 Falk, Pierre, de Fribourg, 1478-1519, ami du cardinal Schiner, et personnage influent à Fribourg et dans la Confédération : 158.  
 Farinet, Auguste : 457.  
 Farnèse, Jérôme, archevêque de Patras, nonce en Suisse, 1639-1643 : 225, 325.  
 Farnex, Nicolas, fermier de Meillerie : 226, 287, 308.  
 Farquet, Jean-Marie, d'Orsières, CSB, 1687-1700 : 293 ;  
 — Philippe (Alpinus), oblat du Saint-Benard, 1922-1945 : 420, 432.  
 Farvagny-le-Grand, com. (Fribourg) : 310.  
 Faure, Jean, Daniel, CSB, 1742-1762 : 368, 388.  
 Faustine, sainte, martyre : 414.  
 Fauzon, Christophe, juriste : 359.  
 Faverge, étable à moutons, qui se trouvait sur l'emplacement de Saint-Louis : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Favier, avocat, 1596 : 297.  
 Favrat, famille de Belvot (Chablais) ;  
 — André, CSB, 1685-1698 : 269 ;  
 — Barthélémy, CSB, 1685-1736 : 330.  
 Favre, commandant, Aoste : 277 ;  
 — Emile, CSB, 1866-1905, naturaliste : 432 ;  
 — Guillaume, bourgeois de Genève : 201 ;  
 — Jean, vers 1200 : 61 ;  
 — Jean, Joseph André, CSB, 1877-1930 : 436, n. 8, 466, n. 50, 484.  
 Féchy, com. (D. Aubonne, Vaud) ;  
 — église et cure : 116, 200.  
 Félix V, antipape : v. Amédée VIII de Savoie.  
 Fellina, torrent (actuellement Comboë) et hameau : v. Charvensod.

Fenêtre de Bagnes, col : v. Bagnes.  
 Fergayci, Jean, de Corbes (Corb ?) : 84.  
 Ferjot, Nicolas, *sacie* : 156, 182, 198.  
 Ferragata, Jérémie : 206 ;  
 — Jérôme, év. d'Aoste, 1568-1572 : 205-206, 213, 216.  
 Ferrand, Jean-Baptiste, Piémontais, CSB, 1704-1729 : 241.  
 Ferrandin, Agnessione, mère de Jacques : 91 ;  
 — Jacques, CSB, 1360-1399, év. d'Aoste, 1376-1399, bienheureux : 78, 83, 87, 91-92 et n. 85, 95, 122 ;  
 — Vuillaume, père de Jacques : 91.  
 Ferrariis, de, Antoine : 190 ;  
 — Constant Trivulce : 190 ;  
 — Georges : 190 ;  
 — Guideto : 152, 154, 207 ;  
 — Joffret : 190.  
 Ferrati, Christinus : 160.  
 Ferraz, Antoine, de Brissogne, CSB, 1691-1744 : 328.  
 Ferrenchi, Pierre : 174.  
 Ferreri, Barthélémy, év. d'Aoste, 1595-1607 : 292.  
 Ferrerio, Boniface, cardinal, de Bielle : 160.  
 Ferrero, César, év. d'Ivrée : 323 ;  
 — H., archéologue : 433-434.  
 Ferret, village et vallée : v. Orsières.  
 Ferrette, chef-lieu de canton (Haut-Rhin) : 14, 47 ;  
 — église et prévôté : 47, 96, 124, 150, 182, 202.  
 Ferrette, Berthold de -, év. de Bâle : 47.  
 Ferrod, Jean François : 239, 240.  
 Ferron, de, Roger, vice-bailli d'Aoste, 1735 : 356, 385.  
 Feuillat, Marcel, orfèvre à Genève : 415.  
 Figerod, Mathieu, de Saint-Rhémy, CSB, 1668-1691 : 234, 237.  
 Filliez, famille de Bagnes ;  
 — François-Benjamin, CSB, 1810, prévôt, 1830-1865 : 32, 399, 405, 408, 412, 413, 423, 427, 464, 470, 482, 486, 487 et n. 12, 490-491 et n. 19, 493 ;  
 — Jean André : 399, n. 16 ;  
 — Maurice, chef radical : 486.  
 Filly, abbaye (com. Sciez, C. Thonon, Haute-Savoie) : 55.  
 Firgant, Charles, de Sion : 306.  
 Firrao, Giuseppe, 1670-1744, nonce en Suisse, 1716-1720, cardinal, 1731, secrétaire d'Etat, 1733 : 361, n. 11, 362.  
 Flamens, métral de Saint-Rhémy : 32.  
 Flandin, avocat fiscal du duché d'Aoste, 1724-1752 : 284, 376, 378.  
 Flassin, vallon : v. Saint-Oyen.  
 Flehard, Madeleine : 160.  
 Fleury, de, André-Hercule, cardinal, mi-

- nistre de Louis XV, 1726-1743 : 348, 358, 360.
- Foflont, P. : 198.
- Foghia, Benoît, CSB, 1573 : 204.
- Fontaine-Couverte, ruisseau qui se jette dans le lac du Saint-Bernard : v. Grand-Saint-Bernard.
- Fontana Porcharia, lieu-dit dans les environs de Turin : 64, n. 58.
- Fontane, lieu-dit situé dans le vallon de Flassin : v. Saint-Oyen.
- Fontintes, lieu-dit et hôpital, à une demi-heure de l'hospice sur le versant italien : v. Saint-Rhémy.
- Fordin de Signayes : 32.
- Foressi : v. Forré.
- Formaz Grat, d'Orsières, CSB, 1709-1730 : 258, 284 ;
- Nicolod : 104.
- Formose, île (Chine) : 404, 480.
- Fornerii, Aymon, CSB, 1419-1438 : 89, 195.
- Fornet, village : v. Valgrisanche.
- Fornion, lieu-dit : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Forny, hameau : v. Liddes.
- Forré, Forrerii, Forresii, Guillaume, CSB, 1538-1582 : 205 ;
- Humbert, CSB, 1726-1780 : 353, 376 ;
- Jean, CSB, 1422-1476 : 114, 181, 186 ;
- Louis, CSB, 1477-1534 : 156, 157, 158, 159, n. 58, 169, 172, 174, 189.
- Fossato, de, Antoine, CSB, 1557-1608 : 177.
- Fotiates, in, doit être une mauvaise lecture pour Fontintes : 66, n. 63.
- Foulques, abbé de Corbie : XXXII.
- Fourier, Pierre, saint, fondateur des CCR du Saint-Sauveur : 302, 307, 388.
- Fournet, de, Jean Nicolas Pascal, lieutenant d'Aoste, 1728 : 245.
- Fournier, Antoine, aumônier de l'év. de Sion : 481 ;
- François, CSB, 1939 : 479, 480 ;
- Jean, CSB, 1470-1484 : 176 ;
- Pierre, CSB, 1433-1447 : 114, 125 ;
- Pierre, d'Ayas : 227.
- Fracebourg, Charles François Xavier de Sion, originaire de Fribourg, convers du Saint-Bernard, 1736-1763 : 381.
- Frachery, Jean, CSB, 1521-1552 : 187, 189.
- Francesia, de, André : 197.
- Francey, Germain, CSB, 1889-1915 : 192, 406 ;
- Humbert, CSB, 1343-1346 : 86, n. 63.
- François, év. de Grenoble, 1386 : 122.
- François I<sup>er</sup>, roi de France : 144, n. 2.
- François, seigneur valdotain, 1334 : 136.
- Frans : 42.
- Franscini, commissaire fédéral, 1847 : 489.
- Frauenfeld, ville (Thurgovie, Suisse) : 379, 437.
- Frédéric I<sup>er</sup> Barberousse, empereur, 1152-1190 : 17, 39, 40, 64, 65, n. 61 ;
- II, empereur, 1220-1250 : 11, n. 34, 40.
- Freppa, Jacques, CSB, 1571-1617 : 188, 190.
- Fresnes, ou Frênes, seigneur de : 101, n. 28.
- La localité de Fresnes peut s'identifier avec Fresnes, à 10 km. au nord de Valenciennes (Nord).
- Frêne-sur-Appaure (arr. Langres, Haute-Marne) : 394, n. 4.
- Fribourg, canton suisse : 276, 310-311, 369, 384.
- Fribourg, ville : 310-311 ;
- château de Pérolles : 428, 431 ;
- Saint-Nicolas, église et chapitre : 276, 310-311 ;
- Saint-Pierre aux Places : 310.
- Frimont, de, Jean-Marie, général autrichien, 1759-1831 : 454.
- Frossard, Basile, CSB, 1852-1875 : 419, 466, n. 50 ;
- Daniel-Louis, 1752-1808, député au Sénat de la République helvétique, 1798-1801 : 421 ;
- Jules, CSB, 1878-1911 : 410, 446.
- Fructuaire, abbaye (prov. de Turin) : 7, n. 10 bis, 13, n. 2.
- Frutaz, Mgr. Aimé Pierre : 176, n. 105 bis.
- Fully, com. (Valais) : 426, n. 14.

## G

- G., év. de Porto et de Sainte-Ruffine : v. Zaehringen, de, Conrad.
- G., prieur d'Etoy : v. Guillaume d'Aillon.
- G. de Novare, maître : 25.
- G. de Vi... CSB, 1340.
- Gabet, dom, abbé de Tamié : 450, 485.
- Gabriel, Antoine, CR de Sainte-Geneviève, prieur de Montréal, 1708 : 312.
- Gaby, hameau : v. Simplon, com.
- Gaëte (Italie) : 490, n. 18, 492.
- Gaillard, Emile, conseiller national : 497.
- Gaillard, Humbert : 104 ;
- Pierre-Joseph, CSB, 1838-1879 : 429.
- Gal, Etienne, chanoine d'Aoste : 204, n. 44.
- Gallianici, de, Gualini de la Tour : 87.
- Galliart : v. Jean de Gorra.
- Gampisch : v. Simplon, com.
- Gambier, Jacques : 182.
- Gard, Pierre, CSB, 1881-1940 : 402, 471, 473.
- Garibaldi, nonce de Lucerne : 423.
- Gastaldo, Ferdinand Antoine, Bonaventure, commendataire de Séz : 306.
- Gaudin, Romain, CSB, 1853-1889 : 435.
- Gautier, abbé de Saint-Pierre in Ciel d'Oro (Pavie) : 36.
- Gaveylus, Jean, CSB, 1340 : 97, n. 16.



- Gay, Pierre, du Châtelard, d'Orsières, clerc, 1356, CSB, 1365-1387 : 124, 125, n. 34 ;  
 — Pierre Nicolas, prêtre du diocèse de Sion : 395.
- Gaydoz, F., CSB, 1466-1496 : 195 ;  
 — Jean-Baptiste (Guaydo), CSB, 1615-1630 : 319.
- Gaye, Mariette, converse du Mont-Joux, 1323 : 92.
- Gaziliaz, sergent, Aoste, 1752 : 376.
- Gazin, Pierre, év. d'Aoste, 1528-1557 : 198, 206, 211-212.
- Gelnhausen, ville (prov. de Hesse-Nassau, Prusse occidentale), château construit en 1144 par Frédéric Barberousse : 65.
- Gendre, de, Francis, professeur à Ecône : 435, 436, n. 8.
- Gênes, de, duc : 458, n. 45.
- Geneva, Gontier : 47.
- Genève : 197 ;  
 — *Carreria perroni*, quartier : 201, n. 32 ;  
 — diocèse : 153, 156 ;  
 — Saint-Bernard, hôpital : 116, 201 ;  
 — Saint-Victor, prieuré : 148.
- Genève, de, Robert : v. Clément VII.
- Genevèse, Jean, CSB, 1437-1482 : 166.
- Genolier, com. (D. Nyon, Vaud).
- Genolier, de, (branche de la famille de Mont) Amauri, croisé : 18.
- Genoud, famille de Bourg-Saint-Pierre ;  
 — François, CSB, 1555-1578 : 166, 167, 170, 175, 177, 185 ;  
 — Gustave : 459 ;  
 — Jean-Pierre, CSB, 1795, prévôt 1814-1830 : 398-399, 408 ;  
 — Théodore, CSB, 1803-1859 : 473, 515.
- Genoud, née Beigel, dame : 412.
- Gentinetta, Marie : 450.
- Geracto, de, Nycod, CSB, 1489 : 173.
- Gérald, saint : 43.
- Gérard, CSB, prieur d'Etoy, 1188-1191 : 55, n. 17.
- Gérard, CSB, prieur d'Etoy, 1275-1291.
- Gérault, saint, moine de Corbie : XXXII.
- Gerlier, Georges : 283, n. 45 ;  
 — Marie-Antoine : 283, n. 45.
- Germagny (arr. Thonon, Haute-Savoie).
- Germain d'Auxerre, saint : XXXI.
- Germonio, archevêque de Tarentaise, 1608 : 305.
- Gex, Jean, bourgeois d'Aoste : 282.
- Gibsten, François Charles, chanoine de Saint-Maurice : 285, 341, 348, n. 40.
- Giétroz, glacier : v. Bagnes.
- Gigenstein, de, Othon, prieur de Lens, 1323 : 121.
- Gignod, com. (région d'Aoste) : 144 ;  
 — Aleyto, lieu-dit : 47, n. 36 ;  
 — Colorines (Mont-Joux ?), lieu-dit : 28.
- Gignod, de, famille noble : 28, n. 53 ;  
 — Aymon : 28, 47 ;  
 — Binsa, épouse d'Aymon : 28, n. 53 ;  
 — Gérard : 33 ;  
 — Gontier, fils de Binsa et d'Aymon : 28, n. 53 ;  
 — Guillaume, fils de Binsa et d'Aymon : 28, n. 53 ;  
 — Guy, fils de Binsa et d'Aymon : 28, n. 53 ;  
 — Jacques, fils de Binsa et d'Aymon : 28, n. 53 ;  
 — Jacques, fils de Guillaume : 28, n. 53 ;  
 — Marie, fille de Binsa et d'Aymon : 28, n. 53.
- Gilbert de Romont, CSB, 1245 : 38, n. 6.
- Gillet, Pierre de Michel : 166.
- Gimel, Georges, CSB, 1404-1458 : 116.
- Gingins, de, famille féodale vaudoise ;  
 — Amédée, mort en 1514 : 143.
- Gingonia, femme d'Antonin de Liddes : 95.
- Binod, Jean Geoffroy, év. d'Aoste, 1586-1592 : 299 ;  
 — Jean : 198 ;  
 — Geoffroy : 198.
- Girald de Valdigne : 31.
- Girard, archidiacre d'Aoste : 17, n. 18.
- Girard, CSB, 1199 : 53, n. 12.
- Girard, CSB, prieur de Montpreveyres, 1167 : 51, n. 3.
- Girard d'Etoy, CSB, 1367 : 76.
- Girard, Henri, CSB, 1538-1573 : 177.
- Girardi, Jean, chanoine de Saint-Martin de Miséré : 104 ;  
 — Jean, d'Orsières : 175 ;  
 — Pierre, chanoine de Saint-Martin de Miséré : 104.
- Giraudeau, vicaire apostolique de Tatsien-lou (Chine) : 477.
- Girod, Alexandre : 172 ;  
 — Jean, fils d'Alexandre, CSB, 1475-1490 : 172 ;  
 — Jean, oncle d'Alexandre, CSB, 172.
- Girolde, CSB, à Meillerie, 1133 : 48.
- Giroud, Jean Nicolas, CSB, 1792-1857 : 464 ;  
 — Joseph Emmanuel, CSB, 1841-1874 : 473 ;  
 — René, CSB, 1933- : 466, n. 50.
- Giuletta, architecte : 263.
- Glappes, lieu-dit : v. Martigny-Combe.
- Glaris, canton suisse : 369.
- Glis, com. (Valais) : 460.
- Goille (Goailles), abbaye : v. Salins.
- Gollut, commandant de la gendarmerie valaisanne : 458, n. 43.
- Gondo, com. (Valais) : 460.
- Gonella, Bernardin, recteur de Fontintes : 323.



- Gontier, abbé de Saint-Maurice, 1199 : 53.  
 Gontier, CSB, 1229 : 29, n. 60.  
 Gontier, prêtre, 1192 : 25, n. 35.  
 Gontier, prieur de Saint-Ours, 1150-1165 : 49, 50.  
 Gorczan, de, Antoine, bailli d'Aoste, 1380 : 120.  
 Goré, Francis, père des Missions étrangères de Paris : 479, 480.  
 Goret, hameau : v. Gressan.  
 Gorra, village : v. Saint-Rhémy.  
 Gorra Grossa, ferme : v. Savigliano.  
 Gorra Piccola, ferme : v. Savigliano.  
 Gottrat, Perrod : 174.  
 Gottrau, Jean-Jacques, CSB, 1737-1743 : 363, 364, 381.  
 Graglia, de, Barthélémy : v. des Bactharies.  
 Graly, François : 187.  
 Gramoneyz, lieu-dit de Saint-Rhémy.  
 Grand, Pierre, chanoine de Sion : 158, 159.  
 Grand-Bisse, canal d'arrosage : v. Lens.  
 Grand-Combe, combe s'ouvrant sous l'hospice vers l'est : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Grandes-Marèches, lieu-dit : v. Martigny-Ville.  
 Grand-Lui, couloir au levant de la Chalette : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Grand-Poyet : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Grand Schisme : 128, 133.  
 Grands-Maraîs, lieu-dit : v. Roche.  
 Grandson, de, famille noble de Vaud ;  
 — Guillaume, seigneur de Sainte-Croix et d'Aubonne, 1364 : 76, 130, 131 ;  
 — Othon I, 1240-1328 : 72 ;  
 — Othon, fils de Pierre, 1336 : 74, 131 ;  
 — Pierre, 1336 : 74.  
 Grand-Villard, de, Jacques, CSB, 1485-1529 : 170.  
 Granier, de, Claude, év. de Genève : 309.  
 Granges, com. (Valais).  
 Granges, de, famille noble du Valais ;  
 — Boson II, év. de Sion, 1237-1243 : 10, 26, n. 40 ;  
 — Pierre : 18.  
 Granges, de, famille valdotaine ;  
 — Arducus : 17, n. 16 ;  
 — Ebrard : 17, n. 16 ;  
 — Guilleucus : 17, n. 16.  
 Gras, Jacques, prébendier du Mont-Joux, 1340 : 93.  
 Grasset, docteur, du Puy-de-Dôme : 414.  
 Grat, expulsé en 1529-1530 : v. Perronin.  
 Grat, saint, év. d'Aoste, 775-810 : 455.  
 Grégoire III (731) : 210.  
 — VII, pape : XXX, 37.  
 — IX, pape, 1231 : 300 ;  
 — XI, pape, 1370-1378 : 7, n. 10, 69, 77, 91, 101, 130 ;  
 — XIII, pape, 1572 : 149 ;  
 — XV, pape, 1621-1623 : 269, 315.  
 Greisy, de, comte : 341, 342, n. 24.  
 Grelli, docteur à Sion ; est-ce Fr. Graly ? : 279.  
 Gremaud : 9, n. 23, 16, n. 14, 61, n. 40.  
 Grept, Scipion, de Thonon, CSB, 1687-1714 : 293.  
 Gressan, com. (région d'Aoste) ;  
 — Chantes, Chantoyet, ferme : 230, n. 40, 292 ;  
 — Chevrot, village : 230, n. 40, 292, 372, n. 28, 377 ;  
 — Goret, hameau : 377 ;  
 — La Fontaine, ferme : 377 ;  
 — Ronc, ferme : 377 ;  
 — Tassel, lieu-dit : 205 et n. 52.  
 Gressan, de, famille noble de la vallée d'Aoste ;  
 — Aymon : 94 ;  
 — Emeric : 31, n. 73 ;  
 — Guibert, 1125 : 31, n. 71 ;  
 — Guy : 31 ;  
 — Sibille, femme de Guy : 31, n. 73.  
 Gressoney, vallée (région d'Aoste).  
 Gressy, com (D. Yverdon, Vaud), Sermuz, hameau : 507.  
 Grierez, Guillaume, franciscain : 176, 179.  
 Grillo, Antoine, faux quêteur : 421.  
 Grimaldengo, Grimaldes 1177, 1323 : v. Perosa.  
 Grolée, de, famille noble du Bugey (Ain) ;  
 — Guy : 147 ;  
 — Jean, prévôt du Mont-Joux, 1438-1458 : 109, 134, 146-150, 163, 175, 209, 210, 216.  
 Gromis, César, év. d'Aoste, 1572-1585 : 205.  
 Grône, com. (Valais) ;  
 — Loyer, hameau : 425 ;  
 — Montjoux : 425 ;  
 — Pia d'Amont, lieu-dit : 425 ;  
 — Pia Desot, lieu-dit : 425 ;  
 — Pranové : 425.  
 Gross, Jules, CSB, 1888-1937 : 430, 433, 469.  
 Grossi-du-Châtelard, famille noble valdotaine, Aymon, archidiacre : 17.  
 Gruyère, de, famille noble ;  
 — Claude, fils de Françoise : 261 ;  
 — François, fils de Françoise : 261 ;  
 — Françoise, femme de François de Châlant : 174, 261 ;  
 — Jean, fils de Françoise : 261.  
 Gualdo, de, André, év. de Sion : 125.  
 Guardabiate, ferme : v. San Alessio.  
 Guébriant, de, Budes, supérieur des Missions étrangères de Paris : 402, 475, 476.  
 Guérin, saint, év. de Sion : 52, 53, n. 11.

Guerric, CSB, 1245-1266: 37, 38, 110, n. 68.  
 Guichard, curé de Noville, 1463 : 208.  
 Guido, prévôt de la cathédrale d'Aoste : 25.  
 Guiffroi, fils de Louis III l'Aveugle : XXIX, n. 41.  
 Guiffroi, père ? de saint Bernard : XXIX, n. 41.  
 Guigo, év. d'Aoste : v. Guy.  
 Guillaume, CSB, prieur de la maison-Dieu de Sézanne, 1244 : 23.  
 Guillaume, CSB, 1254 : 16, n. 13.  
 Guillaume, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1271-1278 : 24.  
 Guillaume (de Thora ?), CSB, prieur de Saint-Bénin, 1330 : 136, n. 8.  
 Guillaume, CSB, prieur de Saint-Jacquême, 1334 : 135, 136.  
 Guillaume, convers du Mont-Joux, 1219 : 28, n. 52.  
 Guillaume, duc élu de Savoie : v. Othon Guillaume.  
 Guillaume, fils de Guy, comte du Canavais : 14, n. 3.  
 Guillaume, prévôt du Mont-Joux, 1176-1177 : 8.  
 Guillaume, prieur de Martigny, 1240 : 26, n. 40.  
 Guillaume d'Aillon, CSB, prieur d'Etoy, 1243-1245 : 38, n. 6.  
 Guillaume d'Aoste, clerc, recteur de l'hôpital Saint-Jean, Sion : 95.  
 Guillaume d'Aubonne, CSB, prêtre, 1206 : 52, n. 8.  
 Guillaume de Châtel-Argent : 28, 29.  
 Guillaume de Colorines : 28.  
 Guillaume de Hollande : 11, n. 34, 40.  
 Guillaume de Lavigny, CSB, 1431-1459 : 114.  
 Guillaume de Masino : 60, n. 36.  
 Guillaume de Romainmôtier, CSB, 1280-1291 : 28.  
 Guillaume de Saint-Seine-l'Abbaye, de *Sancto Secano*, OP : 55.  
 Guillaume de Sembrancher : 61.  
 Guillencus, prévôt de la cathédrale d'Aoste : 17, n. 16, 27, n. 49.  
 Guisoland, Maurice, CSB, 1743-1792 : 274, n. 13, 393, 409, n. 33.  
 Guny, père d'un prébendier du Mont-Joux, 1340 : 93.  
 Gusberti, Aloys : 412.  
 Guy, CSB, prieur de Bourg-Saint-Pierre, 1167 : 4, n. 2, 51, n. 3.  
 Guy, CSB, prieur de Meillerie, 1191 : 55, n. 17.  
 Guy, comte de Canavais : 14, n. 3, 18.  
 Guy, év. d'Aoste, 1180-1185 : 17, n. 16, 17, n. 18, 25.

Guy, prévôt du Mont-Joux, 1174 : 8, 15, n. 8, 16, n. 12, 22.  
 Guy, vicomte d'Aoste : XXIX, n. 41.

## H

H., CSB, recteur de l'hôpital de Lausanne, 1340 : 99.  
 Haiphong (Indochine) : 476.  
 Halliburton, écrivain américain : 455.  
 Halsen, lieu-dit : v. Simplon, com.  
 Hartmann, aumônier du Mont-Joux, év. de Lausanne : XX.  
 Hausmann, Ed., colonel : 308, n. 51.  
 Hauterive, abbaye cistercienne : v. Po-sieux.  
 Hautcrêt, abbaye cistercienne : v. Les Tavernes.  
 Hattin, Anne Félicie, imprimeur : 330.  
 Haut-Valaisans : 11, n. 34.  
 Hautvilliers (com., arr. Marne) : XXII.  
 Haverling, manoir royal : v. Hornchurch.  
 Héclay, Guillaume : 188.  
 Hélène, sainte : XXII.  
 Henri IV, empereur : XXX, 39 ;  
 — V, empereur : 39 ;  
 — VI, roi des Romains, 1169-1191, empereur, 1191-1197 : 17, 64-65.  
 — VII, empereur : 95.  
 Henri II, roi d'Angleterre, 1154-1189 : 14, n. 6, 18 ;  
 — III, roi d'Angleterre, 1216-1272 : 18, 64.  
 Henri de Bottis, év. de Genève, 1260-1268 : 55.  
 Henriette, veuve de Gattier de Saint-Oyen, prébendier du Mont-Joux : 93.  
 Henry, curé de Valpelline : 18, n. 23.  
 Herbert, év. d'Aoste : 48.  
 Herbetaz, Simon Pierre, CSB, 1727-1758 : 364.  
 Hérens, vallée et district (Valais) : 16, n. 12, 111, 279, 286.  
 Hildesheim (ville d'Allemagne, Prusse) : XXIII.  
 Hoirs Sig. Marcel, banque : 428.  
 Honorius III, pape, 1216-1227 : 9, 22, 24, 37 ;  
 — IV, pape : 1285-1287 : 12, 17, 39, 55, 56, 59, 135, n. 7, 209.  
 Hornad : v. Orna.  
 Hornchurch, bourg (comté d'Essex, Angleterre) : 14, 19, 73, 108, 128-129 ;  
 — Haverling, manoir royal : 14, n. 6 ;  
 — Reyns, lieu-dit ;  
 — Risebregg, ferme.  
 Hospitalet, refuge situé à une heure de l'hospice, versant suisse : v. Grand-Saint-Bernard.

Houalopa, probatoire à trois heures de Weisi : v. Weisi.

Houdourat, ingénieur français : 462.

Hsincheng (Formose) : 480.

Hubert, Jean-Nicolas, CSB, 1830-1870 : 488 ;

— Joseph Nicolas, CSB, 1830-1864 : 418, 432, 442, n. 15, 471, 492, n. 27.

Hucbert, abbé de Saint-Maurice : XXI.

Hugues, abbé de Sainte-Marie de Châtillon-sur-Seine : 132.

Hugues, curé d'Epandes : 96.

Hugues, év. d'Auxerre : 56.

Hugues, év. de Genève : XXIII.

Hugues, prévôt de Verrès : 132.

Hugues, roi d'Italie : XXII.

Hugues, saint, abbé de Cluny : XXXII.

Hugues de Leysel, ou Leysey, de Leysin (*Vall. christ.*), CSB, 1399-1424 : 90, 122.

Humbert, seigneur, avant 1419 : 89.

Humbert de Colorimes : 28.

Humbert d'Etoy, CSB, 1392 † avant 1429 : 85, 89, 95, 106.

Humbert de Thollon, CSB, 1292-1295 : 27, n. 42.

Humilimont, abbaye de Prémontrés : v. Marsens.

Hurant, Henri, marquis de Vibraye : 240.

## I

Iacki ou Jacki, Jean, convers du Saint-Bernard, 1727-1753 : 273, 365, 384.

Ibo, petit étang le long de la route suisse à dix minutes de l'hospice : v. Grand-Saint-Bernard.

Icogne, com. (D. Sierre, C. Valais) : 16, n. 12.

Ilan, ville (Formose) : 480.

Illarsaz : v. Collombey-Muraz.

Illas et Illas, lieu-dit (Vouvry ou Aubonne ou Illens (Fribourg) : XIX, n. 3.

Illiez, vallée (D. Monthey, C. Valais) : 110, 111, 280, 286.

Ingon Cornessel : 16, n. 11.

Innocent III, pape, 1198-1216 : 35, 36, 37, 45, 54, 57, 135, n. 7 ;

— IV, pape, 1243-1254 : 54, 57, 58, 97, n. 16, 135, n. 7.

— V, pape : 134, n. 7 ;

— VI, 11, 74, 134, n. 7 ;

— VIII, pape : 155, 197 ;

— XI, pape : XXX.

Introd, com. (région d'Aoste) : 228, n. 32.

Isabelle, femme d'Anselme de la Porte d'Aoste : v. la Porte d'Aoste.

Iselle : 468.

Isérables, com. (Valais) : 279, 286.

Ivrée, ville (prov. de Turin) : 153 ;

— Saint-Michel de Corsérie, chapelle : 93.

## J

Jacki, Jean, convers du Saint-Bernard : v. Iacki.

Jacquemet de Liddes : 104.

Jacques, clerc de Saint-Pierre de Donnaz : 26, n. 38.

Jacques, convers du Mont-Joux, 1419 : 89.

Jacques, recteur de Donnaz : 26.

Jacques, recteur de l'église d'Etroubles, 1299 : 34.

Jacques de Champlaurenzal, CSB, 1417-1449 : 138, n. 72.

Jacques de Chésaler, CSB, 1585-1638 : 261, 262, 270, n. 8.

Jacques de Doue, CSB, 1330-1364, prieur du Mont-Joux, 1342-1359 : 85.

Jacques de Franc : 76.

Jacque de Parlalet, CSB, prieur de Martigny, 1373-1381 : 76.

Jacquette, dite La Reppa : 125, n. 32.

Jacquette d'Aigle : 105.

Jacquin, Ignace, directeur des gabelles dans la ville d'Aoste : 378.

Jacquin, Séraphin, de Bosses : 459.

Jans, Jacques-Joseph, év. d'Aoste, 1867-1872 : 92, n. 87, 400.

Janus de Arbiaco : 156, 165.

Jardinier Adrien, év. de Sion, 1875-1901 : 401, 472, 495.

Jardins du Valais, lieu-dit à proximité de l'hospice : v. Grand-Saint-Bernard.

Jarein, Thomas : 104.

Jay, lieu-dit : v. Etroubles.

Jaz, Jean, marronnier, 1558 : 178 ;

— Mathieu, marronnier, 1558 : 178.

Jean, cardinal : v. Cervantes.

Jean, cardinal-évêque de Tusculum, protecteur de l'ordre de Mont-Joux au temps de Clément VII : 121.

Jean, CSB, 1253 : 26, n. 37.

Jean, CSB, curé de Saint-Oyen, 1319 : 90, 95.

Jean, CSB, desservant de la chapelle de Roche, 1430 : 122.

Jean, CSB, prieur du Mont-Joux, 1280-1311 : 5, 33.

Jean, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1250-1259, prieur du Mont-Joux avant 1250 : 26, 46, n. 30, 54, 76.

Jean, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1374 : 108.

Jean, CSB, prieur de Sévaz, 1167 : 51, n. 3.

Jean, clerc, 1219 : 28, n. 52.

Jean, convers du Mont-Joux, 1196-1219 : 28, n. 52, 29, n. 62.

Jean, év. de Conza : 14, n. 5.

Jean, fils d'Ailwin : 9, n. 21.

- Jean, orfèvre, 1446 : 186.  
 Jean XXII, pape, 1316-1334 : 58, 100, 102, 135, n. 7, 180 ;  
 — XXIII, pape de Pise, 1410-1415 : 70, 79, 133-134, 136, 137, 138.  
 Jean, premier membre connu de la fraternité de Saint-Bernard, 1189 : 21, 58.  
 Jean, prieur de Peillionex : 83.  
 Jean, prieur des Frères Prêcheurs de Lausanne : 38, n. 6.  
 Jean, recteur de Fontintès, 1336 : 140.  
 Jean, vidame de Vouvry, 1360 : 131.  
 Jean d'Avry, CSB, 1145 : 51, n. 2.  
 Jean de Borgu (ou Bornu), CSB, 1245 : 38, n. 6.  
 J[ean de Charvensod], CSB, 1337-1387, prieur d'Etoy, 1337-1340 : 84.  
 Jean de Clusis, CSB, avant 1419 : 89.  
 Jean du Folliet, CSB, 1302-1309 : 126, n. 37.  
 Jean de Gorra, alias Galliard, de Saint-Rhémy : 151, n. 15.  
 Jean d'Icogne : 16, n. 12.  
 Jean de Lens : v. Crossar.  
 Jean de Lenterio de Liddes, CSB, 1421 : 120.  
 Jean de Montasceu, CSB, 1356, de *Montestrutto*, 1358 : 125, n. 34.  
 Jean de Rionda : 29.  
 Jean de Saint-Oyen, CSB, prêtre, 1229 : 29, n. 60.  
 Jean de Saint-Prex, CSB, 26, n. 37.  
 Jean de Trévelin, curé de Pisy, 1376 : 131, n. 53.  
 Jean *Veteris*, CSB, 1421-1447 : 138, n. 72, 198, 202.  
 Jean de Vigny (ou de Vigner) : 75.  
 Jean de Villeneuve, dit Marchys : 30.  
 Jeannette, novice converse de l'hospice, 1486 : 173.  
 Jeannette de Fribourg : 172.  
 Jenny, Hans : 457.  
 Jérusalem, hospice : 45.  
 Jeune Suisse : 487.  
 John de Bremble : 42.  
 Jolicam, Savoyard : 301.  
 Jongé, Jean Pierre, de Chambave (vallée d'Aoste) CSB, 1706-1717 : 335, 336.  
 Jopel, Jopelli, Jean, CSB, 1422-1445 : 114, 116, 194-195, 202.  
 Jordan, Jean Joseph, év. de Sion, 1548-1565 : 144, 161, 198, 211 ;  
 — Jean : 174.  
 Jorjioz, Léonard, CSB, prévôt du Mont-Joux, 1728-1734 : 244, 245, 247-248, 256, 284, 285, 328, 341, 345, n. 34, 346, 347, 348, 351, 353, 362, n. 13 ;  
 — Jacques : 247, n. 92.  
 Joris, Auguste Nicolas, frère convers du Saint-Bernard, 1817-1843 : 415 ;  
 — Maurice, CSB, 1857-1908 : 419 ;  
 — Nicolas, CSB, 1584-1633, curé de Sembrancher, 1596-1633 : 307, 316.  
 Josbert, Benoît : 30.  
 Jossen, Bandmatter, Gilg, grand bailli du Valais, 1602-1603 : 322.  
 Jost, Hildebrand, év. de Sion 1613-1638 : 223-224, 254, 263, 280, 298, 299-300, 318.  
 Jougne, com. (arr. Pontarlier, dép. Doubs, France). Cette commune se trouve près de la frontière suisse et faisait partie du diocèse de Lausanne jusqu'à la Révolution Française : 46-47, 311, 390, 474 ;  
 — Lator, hôpital : 46.  
 Jourdain, André, év. d'Aoste, 1832-1859 : 415.  
 Jourdan, général français : 483, n. 5.  
 Joux, seigneurie (D. La Vallée, Vaud) : 123, n. 25.  
 Jubelin, lieu-dit au fond de la Grand-Combe. Ce nom n'est plus employé : v. Saint-Bernard.  
 Juenat : 200.  
 Jules II, pape, 1503-1513 : 157, 158, 184, 211 ;  
 — III, pape, 1550-1555 : 149, 212.  
 Juli, Théobald, CSB, 1437-1459 : 168.  
 Julliant, source : v. Evian.  
 Julmy, Nicolas : 435, 436, n. 8.  
 Juneto, Claude, CSB, 1561-1573 : 185.  
 Junin, Guillaume, juge en Genevois et Chablais : 27, n. 41.  
 Jupiter : XXVI, 434.

## K

- Kalbermatten, famille noble du Valais : 264 ;  
 — Arnold : 262 ;  
 — J., 1895, architecte : 472 ;  
 — Jacques Arnold, 1669-1724, bourgeois-mestre de Sion, 1719 : 342, 343.  
 Kalbermatter, Nicolas, procureur fiscal : 307.  
 Kamuntels, lieu-dit : v. Vevey.  
 Kansan, un des Etats des Etats-Unis d'Amérique : 400.  
 Kitchra, village (sous-préfecture de Weisi, Yunnan, Chine) : 509.  
 Koestlach, village (Haut-Rhin), à trois heures à l'ouest de Ferrette) : 124.  
 Kretz, alias Schiner, André : 158, 159.  
 Krumbach, torrent : v. Simplon, com.  
 Kubbri : v. Newebury.  
 Kunming (Yunnan, Chine) 480.

Kunschen, Pierre François, CSB, 1719-1768 : 358.  
Kuo, év. missionnaire : 480.

## L

- La Balma, hameau de Pré-Saint-Didier. Il y existait un hospice dédié aux saints Antoine et Madeleine : 215, n. 22.  
La Barrière, lieu où se percevaient les taxes sur la route du Simplon, sur le col : v. Simplon, com.  
La Bâtiaz, com. (D. Martigny, Valais) ; — Autan, village disparu : 23.  
La Bau, alpage (com. Saint-Rhémy-Bosses) : v. Grand-Saint-Bernard. Anciennement montagne de Réal, très probablement.  
La Bottière, de, François : 226.  
La Bruyère, ambassadeur de France à Rome, 1753 : 379.  
La Certosa, ferme (com. Certosa di Pavia et Giussago, prov. de Pavie). La ferme n'est pas nommée dans le texte, c'est celle qui est située sur les communes de Carpi gnago et Torre del Mangano : 461.  
La Chapelle, village (arr. Albertville, Savoie) ; — Saint-Martin des Chapelles, église : 204, 205, n. 48.  
La Cisa, col situé au nord-ouest de Lucques (prov. de Toscane). Au Moyen Age, on l'appelait Mont-Bardon : XXXII, n. 48.  
La Clusaz, gorge entre Etroubles et Gignod : 488, 497.  
La Cluse de Gex (Le Fort de l'Ecluse), (pays de Gex, dép. Ain) : 48.  
La Condémine, lieu-dit : v. Orsières.  
La Corde, crête qui longe la rive droite de l'eau qui descend du lac du Saint-Bernard : v. Saint-Rhémy.  
La Coupure, point de la route du Simplon à un quart d'heure de l'hospice, versant sud : v. Simplon, com.  
La Crête, de, famille noble de la vallée d'Aoste ; — Antoine : 220, n. 3 ; — François : 175 ; — Jean François, secrétaire du duc de Savoie : 219-220 ; — Jean, CSB, 1376-1394 : 122 ; — Jean Gaspard : 219-220 ; — Marie Patience, épouse de Maurice de Tillier : 219.  
La Croix, de, Hugues, CSB, 1424-1443 : 124, 138, n. 17, 202.  
La Feuillade, de, duc : 240.  
La Folie, *La Folia* 1286. Impossible à identifier. Il existe une multitude de noms de lieu du type de La Folie dans le dép. de la Marne.  
La Fontaine, ferme du Saint-Bernard, Chevrot : v. Gressan.  
La Forest, de, famille noble de Savoie : 156, n. 45, 191, 193, 324 ; — Barthélemy : 160 ; — Benoît, prévôt du Mont-Joux, 1552-1563 : 160, 161, 165, 176, 212, 248 ; — Guillaume : 160 ; — Hugues : 156 ; — Jean, prévôt du Mont-Joux, 1510-1524 : 72, n. 7, 156-160, 161, 165, 169 et n. 89, 183, n. 12, 189, 202, 248 ; — Philibert, prévôt du Mont-Joux, 1524-1552 : 159-160, 212 ; — Pierre : 160.  
La Fornace, ferme, actuellement Cambianco, village de Suniglia : c. Savigliano.  
La Fouly, station d'été : v. Orsières.  
La Fourmière, lieu-dit de Sarre.  
Lafranco, de, Zuchus : 29, n. 62.  
La Frasse, de, François Nicolas : 175.  
La Fully, maison : v. Pisy.  
La Furka, col (entre Uri et le Valais) : 42.  
Lagissaz, médecin, 1722 : 243.  
La Golette, ferme : v. La Thuile.  
La Gorge, de, Jean, CSB, 1522-1559 : 175, 177 ; — Henri, CSB, 1556-1571 : 177.  
La Hogue, maréchal : 304.  
La Léchère, alpage et hameau : v. Bionnaz.  
La Leschières, lieu-dit, combe d'Arc : v. Saint-Rhémy.  
La Louve, édifice du vieux Lausanne : v. Lausanne.  
La Majorie, château des majors : v. Sion.  
La Maladière : v. Aubonne.  
Lamarche, com. et arr. (Vosges) : 395.  
Lambert, Alexandre, év. d'Aoste, 1691-1698 : 239, n. 74, 293, 300.  
Lambertini, Prosper, de Bologne, pape : v. Benoît XIV.  
Lamon, François Eugène, CSB, 1738-1753 : 363, 364, 375, n. 31, 381, 384.  
Lamon, Jean-Benoît, CSB, 1816-1830 : 422 et n. 5.  
La Morge, rivière séparant les districts de Sion et de Conthey : 72, n. 2.  
Landri de Mont, év. de Sion : v. Mont, de.  
Landrwing, Alexandre, orfèvre : 227.  
Langres, chef-lieu d'arr. (Haute-Marne).  
Langue, de, Jean : 102.  
La Nior, mayens : v. Liddes. Anciennement ce nom désignait probablement le torrent d'Allèves.  
Lannes, Jean, maréchal de France : 452.

- Lantelme, év. d'Albe : 75.
- Lanvy, alpe près de l'ermitage de Saint-Grat : v. Charvensod.
- La Palud, de, Pierre, CSB, 1395-1438 : 103, 124 ;
- Jacques, CSB, 1420-1455 : 124, 138, n. 17, 202.
- La Pierre, de, Maurice, 1832-1907, membre du Conseil d'Etat du Valais : 435.
- La Pierre, alpage situé dans la com. de Bourg-Saint-Pierre, à 2000 m., sur la rive gauche de la Dranse : v. Grand-Saint-Bernard.
- La Pierre, hospice : v. Bard.
- La Place, lieu-dit, situé dans le vallon de Flassin, sur la rive droite du torrent : v. Saint-Oyen.
- La Planta, de, Amédée, noble : 205.
- La Planta : v. Sion.
- La Porte d'Aoste, de, famille noble : 17 ;
- Anselme, 1137 : 27, n. 18, 60, n. 36 ;
- Isabelle, femme d'Anselme : 17, n. 18.
- La Porte Pertuis, de, Pierre, prévôt du Mont-Joux, 1225-1237 : 10.
- La Porte Saint-Ours, de, famille noble d'Aoste : XXIX, n. 40, 17, 18 ;
- Pierre : XXIX, n. 40, 16, n. 14 ;
- Nicolas, CSB, 1351 : 90, 124.
- Larbare* 1177, *Larbaria* 1231, pâturages près de Turin.
- La Salle, com. (région d'Aoste) : 372, n. 28 ;
- Chalancin, *chalancini* vers 1100, village : 18.
- La Salle, de, Girold, prévôt du Mont-Joux, 1253-1268 : 10, 40.
- La Souteryt, lieu-dit : v. Sion.
- La Sarraz : v. Pompaples.
- La Souste, alpage situé en face de l'hospice du Simplon : v. Simplon, com.
- La Thuile, com. (région d'Aoste) : 239 ;
- église et cure : 204, 206, 240, 241, 448, n. 26 ;
- Camp du prince Thomas, fortifications : 240, 304 ;
- La Golette, ferme : 204, 305.
- Lator, hôpital situé dans la com. de Jougne : v. Jougne.
- La Tour, de, Claude, CSB, 1512-1528 : 190.
- La Tour, de, famille noble du Valais : 9, 15, n. 8, 18, 111, 435 ;
- Antoine, 1365 : 76 ;
- Aymon, év. de Sion, 1323-1338 : 73, n. 7, 135 ;
- Aymon : 9, 15, n. 8, 16, n. 12, 30 ;
- Amédée, év. de Sion, 1163-1168 : 18, 52, 53 ;
- Chabert : 15, n. 8 ;
- Christine : 16, n. 12 ;
- Guillaume : 15, n. 8, 17, n. 19 ;
- Jean I<sup>er</sup>, fils de Pierre IV : 136 ;
- Jeanne : 16, n. 12 ;
- Marguerite de la Tour-Morestel : 15, n. 8 ;
- Perrette, 1233 : 16, n. 12 ;
- Pierre, 1221-1233 : 15, n. 8, 16, n. 12 ;
- Pierre IV, 1334 : 105, 136 ;
- Pierre V, fils de Jean I<sup>er</sup> : 136 ;
- Rodolphe : 15, n. 8.
- La Tour d'Etroubles, de, famille seigneuriale ;
- Bernard, 1219 : 28, n. 52 ;
- Jacques, 1317 : 140-141 ;
- Turumbert, fils de Bernard, 1219 : 28, n. 52 ;
- Vuillerme, donzel, 1273 : 43.
- La Tour, de, de Saint-Maurice, famille noble ;
- Guillaume, donzel, 1401 : 106, n. 54.
- La Tour, de, Jean, de Saint-Pierre-de-Clages : 274.
- Latran, CCRR : 319, 484.
- Latsa, col à 4000 m. entre le Mékong et la Salouen (Yunnan, Chine) : 478.
- Lattion, Cyrille, CSB, 1928- : 479.
- Laurent, de Lausanne, CSB, 1356 : 125, n. 34.
- Lausanne : 8, 72, 431 ;
- Abbaye des enfants de Lausanne, société : 199 ;
- Cathédrale : XX, n. 8, 74 ;
- La Louve, rivière : 199 ;
- Marché, rue : 199 ;
- Saint-Jean, hôpital et rue : 15, 199, 279, 310 ;
- Saint-Maire, prieuré : 74 ;
- Thélia, Montheron, abbaye : 141.
- La Vallée d'Aoste, journal : 227.
- La Valteline (*Vallis stellinae* 1569), région de la prov. de Sondrio.
- Lavenchy, Iblet, de Gignod : 262.
- Lavey, com. (D. Aigle, Vaud) ;
- Chiètres, colline : 71, n. 2 ;
- Morcles, hameau : 9, 16 ;
- Vigny, vignoble : 9, 26.
- Lavigny, com. (D. Morges, C. Vaud), église filiale d'Etoy : 55, 126, 199.
- Lazareto, pré : v. Domodossola.
- Lebon, Hugues, CSB, 1437-1438 : 116.
- Le Châtelard, com. (D. Vevey, Vaud) ;
- Clarens, vignes : 188, 201, 287, 308, 386, 426, n. 14, 494.
- Lecoq, conseiller général du Puits-de-Dôme : 414.
- Lengherand, Georges, maire de la ville de Mons (Belgique) : 196.
- Lens, com. (D. Sierre, C. Valais). La paroisse de ce nom comprend les com. de



- Lens et d'Icogne. Elle englobait encore, avant 1859, le village de Montana et, avant 1948, celui de Chermignon ;
- Châtelard, le, colline : 473 ;
  - Chelin, village et ferme : 470, 473 ;
  - Choules, mayens : 470 ;
  - Grand-Bisse : 91 ;
  - Les Flantheys, village : 471, 473 ;
  - B. V. Marie, chapelle : 207 ;
  - Rèche, ancienne scierie : 308 ;
  - Saint-Pierre, église et prieuré : 13, 53, 124, 127, 198, 202, 207, 230, n. 40, 307, 308, 344, 387-388, 469, 470, 471, 473-474.
- Léon IV, 847-855 : 210 ;
- IX, pape : XXIV, XXXI-XXXII ;
  - X, pape, 1513-1521 : 149, 159, 317 ;
  - XII, pape, 1823-1829 : 414.
- Leonardsberg : v. Bâle.
- Leonardstift : v. Bâle.
- L'Epine, de, famille de Tarentaise (Savoie) ;
- Hugues, prévôt de Verrès, 1367-1372 : 132.
- Les Alberteys : v. Arbettey.
- Les Arlaches, village : v. Orsières.
- Les Bercles, lieu-dit de Bex probablement : v. Bex.
- Les Charmettes, hameau situé près de Bon (arr. Thonon, Haute-Savoie).
- Lescheler : v. Saint-Rhémy.
- Leschinas, lieu-dit : v. Saint-Oyen.
- Lescot, ingénieur français : 462.
- Les Crêtes, lieu-dit de Bourg-Saint-Pierre.
- Les Crosses, lieu-dit de Saint-Oyen.
- Les Flantheys, village : v. Lens.
- Les Fourches, lieu-dit, sur le coteau d'Aoste : v. Aoste.
- Les Hôpitaux-Neufs, localité voisine de Jougne (arr. Pontarlier, dép. Doubs) : 21, 311, 390, 474.
- Les Jeurs : v. Trient.
- Les Longevilles, village voisin de Jougne (arr. Pontarlier, dép. Doubs) : 21, 311, 390.
- Les Marques, vignobles : v. Martigny-Bourg.
- Les Paluz, lieu-dit, près de Saint-Maurice (Valais).
- Les Tavernes, com. (D. Oron, C. Vaud) ;
- Hautcrêt, abbaye cistercienne : 51, 141.
- Leste, Jean : 151, n. 15.
- Les Tronchets, cabane située près de l'hospice, au fond de la Grand-Combe : v. Grand-Saint-Bernard.
- Le Suac, lieu-dit : v. Verrayes.
- Lethey, Jean et Georgine, sa femme : 262.
- Letys, de, Basson, clerc : 190.
- Levron, vilage : v. Vollège.
- Lexert, de, Humbert, CSB, 1560-1583 : 162, 166, 170.
- Leysin (D. Aigle, Vaud) : 8.
- Leytron, com. (C. Valais) : 286.
- Lhassa, capitale du Tibet : 479.
- Liabel, Louis, CSB, 1624-1641 : 224, 308, n. 50.
- Liddes, com. (D. Entremont, C. Valais) : 394, 489 ;
- Forny, hameau ;
  - La Nior : 16, n. 14, 60 ;
  - Saint-Etienne, Saint-Georges, église et cure : XXVII, 13, 53, 124-125, 127, 179, 381, 383, 425, 452, 469, 470, 472 ;
  - Saint-Laurent, chapelle : 179.
- Liebsdorf, village (Haut-Rhin, C. de Ferrette) : 124.
- Ligsdorf, village (Haut-Rhin, C. de Ferrette) : 124.
- L'Ile, ferme située près de Bourg-Saint-Maurice (Savoie). Dépendance du Petit-Saint-Bernard : v. Bourg-Saint-Maurice.
- L'Ile, lieu-dit (Saint-Oyen et Etroubles le long de l'Artanava) ; Ila, actuellement : v. Saint-Oyen.
- Lilliskirch : v. Bettlach.
- Lino, cardinal : 495.
- Linty, Jean Sébastien : 412 ;
- Louis Chrétien Jean Adam, prieur de Saint-Ours et vicaire général d'Aoste : 411.
- Liron, lieu-dit de Lens.
- Lissou, race habitant les montagnes du haut Mékong (Chine) : 479.
- Liutprand : XXII.
- Locon, localité (Chablais, Haute-Savoie) : 110, n. 68.
- Loèche, com. (Valais) : 243 ;
- église : 52.
- Loèche-les-Bains, com. (Valais).
- Lombards : XIX, n. 4, XX, n. 6, XXXI.
- Londres, Savoy, hôtel : 64 ;
- Strand, rue : 64.
- Lonfat, Edmond : 413, n. 46 ;
- Eugène, colonel : 450 ;
  - Henri : 181, n. 1.
- Longefoy, village : v. Séez.
- Longuecombe, de, Antoine : 153, 203, 215, n. 22.
- Lorase, de, Sylvestre, infirmier du monastère d'Embrun : 154, 165.
- Lorenczod, Jean, CSB, 1461-1484 : 208.
- Lorette, chapelle : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Loritello, de, B., comtesse, épouse du comte Rodolphe : 14, n. 5, 18, 19, 21.
- Lostan, prévôt de la cathédrale d'Aoste, 1610 : 222.
- Lostan, de, Mathieu : 144.
- Lothaire II, roi de Lorraine : XXI.



- Louis III l'Aveugle, roi de Provence : XXIX, n. 41.  
 Louis le Pieux, empereur : XX, n. 5.  
 Louis II, empereur et roi d'Italie : XXI.  
 Louis XIV, roi de France : 239.  
 Louis XV, roi de France : 358, 396.  
 Louis, évêque de Sion, 1150-1162 : 18, 52, 53, n. 11.  
 Louis de Paris, doyen d'Annecy et chan. de Genève, 1425 : 138, n. 16.  
 Louvain, université : 433.  
 Lovey, Angelin, CSB, 1931, prévôt du Saint-Bernard, 1952- : 404, 479, 480 ; — Jean-Baptiste, CSB, 1773-1813 : 398.  
 Loye, hameau : v. Grône.  
 Loye, Henri, CSB, 1913- : 437.  
 Luce III, pape, 1181-1185 : 8, 17, 45, 60.  
 Lucens, com. (D. Moudon, C. Vaud).  
 Lucerne, canton suisse : 369.  
 Lucques, ville d'Italie : XXXII, n. 48.  
 Luder, Etienne François : 396, n. 8 ; — Joseph Antoine, de Sembrancher, † 1873, chef du Département des ponts et chaussées du Valais, 1857-1863 : 445-446 ; — Louis Antoine, CSB, prévôt 1775-1803 : 396-398, 408, 413, 415, 419, 432, 440-441, 452 et n. 34, 481, 484.  
 Lugon, Frédéric, CSB, 1844-1852 : 438, n. 10 ; — Henri, CSB, 1881-1926 : 433.  
 Lugin, village (arr. de Thonon, Haute-Savoie) : 110, 186, 191 ; — église : 55.  
 Lullin, de, marquis : 321.  
 Lully, com. (D. Morges, C. Vaud) : 199.  
 Luquet, Jean François Onésime : XVII, 482, 490-491 et n. 20.  
 Lusignan, de, Anne : 153.  
 Lussy, com. (D. Morges, C. Vaud), propriété de l'abbaye de Saint-Maurice du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. L'église dédiée à saint Pierre appartenait au Saint-Bernard dès 1177.  
 Luther : 184.  
 Lutry, com. (D. Lavaux, C. Vaud).
- M
- Mabillard, Jean Antoine, CSB, 1735-1777 : 381, 388, 393, 473.  
 Macé, E., CR, prieur de Saint-Pierre d'Auxerre, 1647 : 312, 313.  
 Mâcon (Saône et Loire) : XXXII, 133.  
 Magnin, Claude Nicolas François, de Bourgogne, CSB, 1738-1790 : 381, 473.  
 Maillard, M., prêtre du canton de Fribourg : 394.  
 Mairesse, Jean François, imprimeur : 347, n. 39.  
 Maisellier, CSB, 1660 : 263.  
 Maître, de, André, Joseph, Xavier : 450.  
 Malabaila, abbé : 203.  
 Malachie, saint, archevêque d'Armagh : 41.  
 Manassé, époux d'Ermengarde : XXIX, n. 41.  
 Manassé, fils de Manassé et d'Ermengarde : XXIX, n. 41.  
 Mangerii, Gérard, CSB, 1437-1438 : 115.  
 Marché, rue : v. Lausanne.  
 Marchecomte, commissaire : 279.  
 Marchévaudan, quartier de la ville d'Aoste où le Saint-Bernard possédait un hôpital : v. Aoste.  
 Marcilly, com. (C. Varennes, Haute-Marne) ; — Presles.  
 Marcoz, Antoine, de Brissogne, CSB, vers 1650-1689 : 233, 291 ; — Jean Antoine, maçon de Brissogne : 263 ; — Jean Pantaléon, locataire de la ferme du Saint-Bernard de Bosses.  
 Mardenseno, Vuillod : 104.  
 Marengo, com. (Piémont) : 414, 451.  
 Marengo, lieu-dit : v. Bourg-Saint-Pierre.  
 Marescot, Armand Samuel de, général français : 452.  
 Maret, Maurice, CSB, 1869-1904 : 435, 436, n. 8.  
 Marguerettaz, Jean, CSB, 1477-1504 : 169, 170, 174 ; — J.-R. : 287, n. 62.  
 Marguerite, † avant 1240, mère de Jean Rodolphe, chan. de Sion, apparentée à Pierre de Saxon : 26.  
 Marie de la Miséricorde, B. V., hospice, monastère de moniales (diocèse de Brescia).  
 Mariette (ou Marietti), Humbert, CSB, 1583-1613 : 208, 279, n. 29, 281.  
 Marin (arr. de Thonon, Haute-Savoie), cure et église : 55, 202, 309 ; — Notre-Dame-du-Pont : 90, 128.  
 Maristella, monastère (dioc. de Constance) : v. Wettingen.  
 Marronniers, guides de montagne : 40, 41, 43-44, 296-298.  
 Marsens, com. (D. Gruyère, C. Fribourg) ; — Humilimont, abbaye : 22, 51, 141.  
 Martignone, Michel, commissaire du nonce de Turin, 1594 : 297, n. 13.  
 Martigny (Valais). La paroisse de ce nom englobe les com. de Martigny, de Martigny-Combe et de Charrat : XXII, XXVII, 59, 397, 473.  
 Martigny-Bourg (com. Martigny, C. Valais) : 471 ; — Les Marques, vignoble : 427 ;

- Saint-Michel, chapelle : 208, 389.
- Martigny-Combe, com. (D. Martigny, C. Valais) : 471 ;
- Glappeys, lieu-dit : 283, n. 49 ;
- Ravoire, village : 403, n. 27, 471.
- Martigny-Ville : 430, 447 ;
- église Sainte-Marie : 13, 53 ;
- prieuré : 101, 127, 138, n. 17, 155, 169, 198, 281, n. 40, 308 ;
- prévôté, infirmerie, ferme : 99, n. 24, 174, 188, 189, 372, n. 28, 381, 383, 386, 388, 393, 394, 404, 405, 410, 426, n. 14, 431, 434, 450, 488, 497 ;
- Grandes-Marèches, lieu-dit : 427 ;
- Vorzier, lieu-dit : 412, n. 39, 427.
- Martin, CSB, prévôt du Mont-Joux, 1274-1301 : 9, n. 23, 11 et 12, 14, n. 7, 23, 30, 45, 69, 110, n. 68.
- Martin, curé de Saint-Martin de Corléan : 66.
- Martin V, pape, 1417-1431 : 70, 79, 133, 134, n. 7, 137, 147, 202.
- Martin, religieux : 182.
- Martin d'Ayent, CSB, curé de Noville, 1325 : 123.
- Martin de Lens, CSB, † avant 1323 : 73, n. 10.
- Martin de Lens, CSB, 1323-1329 : 123, n. 25.
- Martin de Saint-Oyen, CSB, 1266, économie de Saint-Oyen, 1257 : 33.
- Martinet, Nicolas : 377.
- Masculi, Etienne, CSB, 1437-1459 : 116.
- Masore, ferme : v. Monasterolo di Savigliano.
- Massard, Cyrille, CSB, 1892-1932 : 432-433, 471 ;
- Georges François, CSB, 1723-1740 : 354, 358.
- Masséna, André, maréchal de France : 451.
- Massevaux, en allemand Massmünster, *Vallis Masonis* 1452, chef-lieu de canton (Haut-Rhin) : 172.
- Massillon, hameau : v. Monthey.
- Massy, Jean, frère convers du Saint-Bernard, 1884-1936 : 436.
- Masuer, Pierre : 119.
- Mathey, Jacques, CSB, 1437-1438 : 115.
- Mathis, Joseph, faux quêteur : 421.
- Maurice, saint, chef de la légion thébénienne : 298-299.
- Mauriciusborg* : v. Saint-Maurice.
- Mauvais-Pas, lieu-dit : v. Meillerie.
- Max, Louis : 458-459.
- Maxilly, localité (Chablais, Haute-Savoie) : 110 ;
- Torrente, rivière : 110, n. 68.
- Maximilien I<sup>er</sup>, empereur, 1493-1519 : 183, n. 11.
- Maximilien, duc de Bavière et du Palatinat, 1597-1651 : 269.
- May, Joseph, CSB, 1897-1928 : 429.
- Mayeul, saint : XXII, XXIII.
- Meilland, Pierre Joseph, CSB, 1857-1926 : 419.
- Meillerie, com. (arr. de Thonon, Haute-Savoie) ;
- prieuré : XXI, 6, 14, 24, 32, 38, 48-49, 55, 72, 73, 74, 79, 101, 116, 117, 186, 201, 247, n. 92, 280, n. 31, 308-309, 342, 372, n. 28, 374, 378 ;
- seigneurie : 110-111, 191, 287, 372, n. 28 ;
- Mauvais-Pas, lieu-dit : 90.
- Meilleur, Jean-François, d'Aoste, CSB, 1706-1732 : 257, 260.
- Meizoz, Léon, CSB, 1904-1945 : 473.
- Méliard, Gérard, CSB, 1437-1461 : 115.
- Mellaredé, de, premier ministre du roi de Sardaigne : 243, 343, 345, 347.
- Mellé, Jean Bernard, CSB, 1729-1753 : 376 ;
- Jean-Pierre, fermier de Saint-Oyen : 286 ;
- Léonard, fermier de Saint-Oyen : 286.
- Mellerio : 416.
- Melly, Fabien, CSB, 1892-1849 : 409-410, 466, n. 50 ;
- Pierre-Marie, CSB, 1922 : 475, 476-478, 479.
- Menou, de, Jacques-François, baron, né à Boussay-de-Loches (Indres-et-Loire), général français, 1750-1810 : 414, n. 47.
- Menouve, col, reliant les vallons suisse et italien du même nom : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Menouve, alpage : v. Etroubles.
- Menthon, de, famille noble de Savoie : XXVIII, n. 37, 216, 402 ;
- François : 402 ;
- Richard : 215 ;
- Sophie : 450.
- Mercier, grand vicaire de Clermont-Ferrand : 450.
- Meretti, Jean, faux quêteur : 421.
- Mermoux, Antoine, convers du Saint-Bernard, 1731-1771 : 384.
- Mésérachy, alpage situé dans le voisinage de Châtillon (vallée d'Aoste).
- Mésinges (arr. de Thonon, Haute-Savoie) : 374.
- Mesnay, de, Léonard : 312 ;
- Pierre Louis, avocat au parlement de Bourgogne, 1631 : 312.
- Métraiiller, A., recteur de Salins en 1848. Ce doit être plutôt Etienne Métraiiller, recteur de Salins depuis 1847. (Tamini et *Déléze Vallesia Christiana*, p. 473) : 490, n. 18.

- Métroz, Etienne, CSB, 1855-1916 : 473.  
 Mex, com. (D. Saint-Maurice, C. Valais) : 403, n. 27.  
 Meysani, Jacobine : 87, 161, n. 69.  
 Mez, de, famille noble de Savoie ;  
 — François, év. de Genève, 1426-1444 : 148.  
 Michaud, Louis, CSB, 1825-1841 : 422.  
 Michel, médecin de Saint-Gingolph : 110, n. 68.  
 Michelfelden, ou Michelfeld, hameau de la com. de Saint-Louis aux portes de Bâle : v. Saint-Louis.  
 Michellod, Jean-François, CSB, 1705-1759, administrateur de la prévôté, 1735-1753 : 245, n. 86, 248, 256, 257, 264, 273, n. 10, 291, 307, 334, 335, 336, 337, 339, 341, 343, 347, n. 39, 348, n. 40, 349, n. 42, 353-390, 392, 394, 408.  
 Michon, Pierre, recteur de Fontintès, 1338 : 140.  
 Miège, vicaire apostolique du Kansas (Montagnes Rocheuses, Etats-Unis), Savoyard : 400.  
 Miex, village : v. Vouvry.  
 Mikado, nièce du : 455.  
 Milan  
 — Saint-Bernard dei sette conventi ou Hôpital des Saints-Benoît et Bernard : 184 ;  
 — Hôpital majeur de Milan : 184.  
 Milliet d'Arvillars, François Amédée, év. d'Aoste, 1698-1727 : 294, 295, 300.  
 Miolans, de, famille noble de Savoie ;  
 — Guifred, 1189 : 61, n. 38 ;  
 — Nantelme : 62, n. 45.  
 Miséré de Miseriaco (com. Montbonnot-Saint-Martin, C. de Grenoble, Isère) : v. Montbonnot-Saint-Martin.  
 Mittelbäch, forêt et alpage, entre les numéros 4 et 5 de la route du Simplon : v. Ried-Brigue.  
 Moccand, Pierre, CSB, 1595-1631 : 261, 262, 270, n. 8.  
 Mochet, Valdotain : 274.  
 Moitte, Jean Guillaume, 1746-1810. Grand Prix de Rome, 1768 : 414.  
 Mojonnier, Pierre, curé d'Allinges, 1598 : 309.  
 Mola de Larissé, famille : 420.  
 Molé, Louis Mathieu, comte : 463.  
 Molin, Pierre, CSB, 1631-1673 : 233.  
 Mollens, com. (D. Aubonne, C. Vaud) : 200.  
 Monasterolo di Savigliano, com. (prov. de Cuneo) ;  
 — Masore, ferme : 426.  
 Moncenis, Montecenis vers 1230, Mont seniz 1300 : v. Aoste.  
 Mongieu, Monjeu : v. Montjoux.  
 Mons Jovina : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Mont, de, famille noble de Vaud ;  
 — Ebal : 18 ;  
 — Landri, év. de Sion, 1206-1237 : 5, n. 4, 15, n. 8, 54 ;  
 — Rodolphe, 1221 : 51.  
 Montalembert, de, Charles, comte : 488, n. 13, 493, n. 29.  
 Montalivet, de, Camille, comte, ministre de l'Intérieur : 462.  
 Montana-Station, station hôtelière (Valais) : 474.  
 Montana, com. (D. Sierre, C. Valais) : 473-474 ;  
 — Corin : 473.  
 Montangio, Jean, juge en Savoie, 1330 : 139.  
 Montasset, lieu-dit de Bex probablement : v. Bex.  
 Mont-Bardon : v. La Cisa.  
 Mont-Bernard : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Montbonnot-Saint-Martin, com. (C. Grenoble, Isère) ;  
 — Saint-Martin, de Miséré, prieuré : 109, 129, 203.  
 Mont-Cenis : 397, 485, 486.  
 Montesquiou-Fezensac, Anne Pierre, général français : 451.  
 Montferrat, de, famille noble du Piémont : 61, n. 38 et 40 ;  
 — Boniface : 61, n. 41.  
 Montfleuri, ferme : v. Aoste.  
 Montgelat, de, Pierre, bailli d'Aoste, 1336 : 140.  
 Mont-Genèvre, hospice : 464.  
 Montheron, abbaye cistercienne fondée en 1135, appelée d'abord de Téla : v. Lau-sanne.  
 Monthey (Valais) : 191, 208 ;  
 — Massillon, hameau : 181.  
 Monticule, le, lieu-dit situé près de l'église de Saint-Martin : v. Vevey.  
 Mont-Jop : v. Bâle.  
 Mont-Joux, Montjou, nom du Grand-Saint-Bernard depuis les Romains jusqu'au XIII<sup>e</sup> : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Montjoux, Mondzeu, Mongieu, Montjeu, lieux-dits, désignant d'anciennes propriétés du Grand-Saint-Bernard en diverses localités : v. Grône, Bagnes, Gignod, Bionaz.  
 Montjovet, com. (région d'Aoste) : 7, n. 10 bis ;  
 — Ploue, Publey, village : XXIII, 281, 372, n. 28.  
 Montjovet, de, famille noble de la vallée d'Aoste : 112 ;  
 — Pierre : 18 ;  
 — R., 1233 : 16, n. 12.

- Montjoy, lieu-dit de Valpelline (région d'Aoste) : 25.
- Mont-le-Vieux, château : v. Essertines.
- Montmayer, de, famille noble de la Savoie : 125, n. 34 ;
- Guillaume, CSB, 1354-1396 : 90, 125 ;
- Hugues, CSB, 1340-1360.
- Mont-Meler, vallée de Valpelline.
- Montmelian, de, Jean, notaire : 102, n. 34, 123, n. 25.
- Mont-Mort, montagne qui domine l'hospice au sud : v. Grand-Saint-Bernard.
- Montpreveyres, com. (D. Oron, C. Vaud). Vers 1500, le prieuré de Montpreveyres devint un bénéfice à la disposition du chapitre de Lausanne : 102 ;
- Saint-Laurent, prieuré et église : 102, 199.
- Montréal (arr. Avallon, Yonne, dioc. de Sens, anciennement d'Autun) ;
- Saint-Bernard, prieuré : 5, n. 4, 38, 312.
- Montvalezan, com. (arr. Albertville, Savoie) ;
- Saint-Jean, église : 204, 205, 319, 374, 376.
- Mopas, de, Simon, chevalier de l'ordre de Saint-Jean : 281.
- Morand, Joseph : 414 ;
- Raymonde, de, Concise : 106.
- Morard, Guillaume, CSB, 1429-1464 : 114, 147, 151, n. 19, 152, 154, 168, 175, 185-186, 193, 194.
- Morcles, hameau : v. Lavey.
- Morelli, Jacques : 104.
- Morent, Rodolphe, vice-châtelain d'Entremont : 103.
- Morestel, de, famille noble du Valais ;
- Chatbert : 61, n. 38.
- Morges, chef-lieu de district (C. Vaud) : 200.
- Morgex, com. (région d'Aoste) :
- hôpital : 204.
- Pascal, ferme : 372, n. 28.
- Morlon, com. (C. Fribourg) : 455.
- Morosso, cardinal, archevêque de Novare : 486.
- Mosca, entrepreneur : 463.
- Motono, ambassadeur du Japon à Paris : 455.
- Moudon (C. Vaud), hôpital de Montiller : 199.
- Moulin, Clément, CSB, 1927- : 466, n. 50.
- Moutiers, ville (Savoie) : 9, 305.
- Mouvillat, Joseph Annibal, Savoyard, CSB, 1676-1718 : 321.
- Muchis, de, Jean : 182 ;
- Louis : 182.
- Mudry, Antoine, CSB, 1907-1951 : 466, n. 50.
- Mugnier, Nicolas, chanoine de Sion : 306-307 ;
- Humbert, curé de Thollon, 1673 : 309.
- Mühlbach (D. Conches, C. Valais) : 392, n. 2.
- Muracia, lieu-dit situé à Corléan (Aoste).
- Murat, Joachim, général : 452, n. 34.
- Muret, de, Georges, prieur d'Entremont (Savoie), 1425 : 138, n. 17.
- Muris, Etienne : 198.
- Murith, Laurent Joseph, CSB, 1760-1816 : 396, n. 8, 421, 432, 434, 442, 452, 458, 472.
- Murithienne, société de sciences naturelles : 400, 432.
- Mutinier (Chablais, Haute-Savoie) : 110.
- Muzon, combe, lieu-dit de Saint-Rhémy.
- Mychon, Claude : 187.

## N

- Nanchen, Félix, CSB, 1887-1938 : 436, n. 8, 437 ;
- Henri, CSB, 1931-1941 : 479.
- Nantelme, abbé de Saint-Maurice : 38, n. 6.
- Nantua, chef-lieu d'arr. (Ain) : 156, n. 46, 160.
- Napoléon I<sup>er</sup>, Bonaparte : XVII, 118, 397, 399, 414, 415, 416, 422, 451-454, 460-466, 481, 484-485, 489, n. 13 ;
- III, Louis : 493, 494, n. 31.
- Nélaton, Jules, peintre français, XIX<sup>e</sup> siècle : 464.
- Nepleti, Pierre, CSB, 1518-1561 : 189.
- Nernier, village (Chablais, Haute-Savoie) : 110.
- Neuchâtel, de, famille comtale ;
- Isabelle, fille de Louis : 76 ;
- Louis : 74, 76 ; épouse, Marguerite de Vufflens : 76 ;
- Rodolphe, † 1339 : 74 ;
- Varène, fille de Louis : 76.
- Newebury [Kubbr] (Essex) : 101, n. 28.
- Nicod d'Abbona, (d'Aubonne ?) : 151, n. 15.
- Nicod de Sion (de Soret Melleperra), CSB, 1394-1437 : 138, n. 17.
- Nicolas, abbé, 1723 : 343.
- Nicolas, chanoine de Sion, 1250 : 54.
- Nicolas, CSB, 1199 : 53, n. 12.
- Nicolas, CSB, curé de Donnaz, 1292-1309 : 128.
- Nicolas, CSB, prieur de Saint-Bénin, prévôt : v. Quarteri, Nicolas.
- Nicolas, év. d'Aoste, 1336 : 140.
- Nicolas, moine, 1154 : 41.
- Nicolas V, pape, 1447-1455 : 81, 134, 138, 143, 149, 150, 180, 209, 316, 346, 366.
- Nicolas d'Aubonne, OP : 55.
- Nicolas de Lausanne, CSB, 1245 : 38, n. 6.

- Nicolas de Liddes, CSB, prêtre, 1220-1229 : 29, n. 60.
- Nicolas de Ponte, CSB, 1303-1343 : 84.
- Nicolas Richard d'Etroubles : 66.
- Nicolier de Meillerie : 106.
- Nidau, de, Eberard : 11, n. 34.
- Nocher, Vuillerme, clerc : 14, n. 7.
- Noir, Amédée, CSB, 1570-1606 : 178, 220 ; — Pantaléon, *nigri*, CSB, 1527-1595 : 169, 187, 198, 200, 205, 211-212, 213 ; — Pierre, CSB, 1609-1626 : 270, n. 8, 307.
- Norat, Antoine, CSB, prévôt du Mont-Joux, 1671-1693 : 160, n. 58, 233-236, 239, n. 74, 250, 255, 256, 263, 265, 281, 282-283, 293, 303, 327, 415.
- Normands : XXIV, 20.
- Noscetis, Barthélémy, CSB, 1557-1568 : 177.
- Notre-Dame de Freyer : v. Verrayes.
- Note-Dame-du-Pont, paroisse disparue, située au-dessus de Thonon : v. Marin.
- Novalaise, abbaye (prov. de Turin) : XX, n. 5, 149.
- Novare (Italie) : XXVIII, n. 35, XXX ; — Saint-Gaudens, église : XXVIII, n. 35 ; — Saint-Laurent, couvent : XXX.
- Novel, com. (arr. Thonon, Haute-Savoie) : 110-111, 309.
- Noville, com. (D. Aigle, C. Vaud) : 51, 102, 122, 127, 208 ; — Châtelet : 30 ; — Cor : 605.
- Nucé, François Louis, CSB, 1738-1750 : 363, 364, 366, n. 18, 369, 381.
- Nudry, pont de la route suisse au-dessus de l'Hospitalet : v. Grand-Saint-Bernard.
- Nugue, avocat, de Vienne en France : 309, n. 54 ter.
- Nus, com. (région d'Aoste) ; — Voyoux, alpage : 283.
- Nus, de, famille noble de la région d'Aoste ; — Berthod, prieur de Saint-Ours, 1399 : 126 ; — François René : 283.
- Nyon, chef-lieu de district (C. Vaud) : 48.
- O
- Ochin, franciscain : 197.
- Oddi, Nicolas, archevêque de Trajanopolis, nonce en Suisse, 1759-1764 : 395.
- Odier, Pierre, abbé de Saint-Maurice, 1640-1657 : 225, 226, 325.
- Odilon, saint, abbé de Cluny : XXIV, XXXI.
- Odon, CSB, prieur de Lens, 1233 : 16, n. 12.
- Odon, Jean, clerc à Saint-Oyen, 1319 : 90.
- Oger, CSB, prieur de Saint-Bénin 1336-1344, prieur du Mont-Joux 1344 : 85, 122, 136, n. 8.
- Oger d'Ivrée : 39.
- Olav, saint, roi de Norvège : 41.
- Ollier, Jean-Michel, CSB, 1730-1770 : 376, 389.
- Ollomont, com. (région d'Aoste) ; — Cheval-Blanc, alpage : 18.
- Ollon, village : v. Chermignon.
- Ollon (D. Aigle, Vaud) ; — Praille, ferme (Proliegn) : 187, 188.
- Oltingue (Haut-Rhin) : 47, n. 32.
- Ordompné, de, Claude : 155.
- Ordre Mauricien ou des saints Maurice et Lazare : 201, 202, 375, 378, 390, 424, 434.
- Oriol, d', Jean : 155, 156, 169, 197.
- Orléans, d', Charlotte : 156.
- Ormée, d', Charles François Ferrero, marquis, 1680-1745 : 345, 356, 357, 362, 367.
- Orna, Anselme : 30, n. 67 ; — Pierre : 30, n. 67.
- Oron, d', famille noble de Vaud ; — Girard, chantre de Lausanne et doyen de Valère à Sion, 1240-1309 : 72 ; — Pierre, év. de Sion, 1274-1287 : 18.
- Orsières, com. (D. Entremont, C. Valais) : XXII, 32, 53, n. 11, 61 et n. 40, 63, 64, 103 ; — bois de Ferret : 15, 60, 61, 103-105, 186, 276, 281, n. 40, 284, 285, 372, n. 28, 386, 426, n. 14, 429 ; — Clou, le, remise : 429 ; — Champex : 471, 472 ; — Comeire, village : XXII, n. 16 ; — Condémine, la : 30 ; — cure et église : 53, 125, 127, 188, 208, 307, 425, 469, 470, 472, 490, n. 18 ; — Fenêtre de Ferret : 416-417 ; — Ferret, lacs : 413, n. 46 ; — La Fouly, station d'été : 472 ; — La Léchère : 426 ; — Les Arlaches, village : 472 ; — Notre-Dame-des-Neiges, chapelle de Ferret : 307 ; — Praz-de-Fort, village : 471, 472 ; — Saint-Jacques, chapelle : 131 ; — Soulalex, village : 180.
- Ort, lieu-dit : v. Aoste.
- Ossola, vallée (prov. de Novare) : 77.
- Ostie, ancien port de Rome : XXXII.
- Othon, Guillaume, comte de Franche-Comté : XXX, n. 41, 216.
- Oulx, com. (prov. de Turin, sur la route de Suse au Mont-Genèvre) ; — Saint-Laurent, église prévôtale : 64, n. 58, 155, 156, n. 41, 243, 244.

Oxford (Angleterre), collège : 108, 128-129.

Oyace, com. (région d'Aoste, vallée de Valpelline) ;

— alleu de Chamen : 15, 25 ;

— château : 15.

## P

P. de Saint-Aubin, chanoine : 36, 37.

Pacelli, Eugène : v. Pie XII.

Paccolat, Antoine, domestique de l'hospice : 458.

Palais, le, tour d'Aoste : v. Aoste.

Palais, du, famille noble d'Aoste ;

— Aymon, chanoine de la cathédrale : 15, n. 10.

Palazzi, abbé, 1732 : 348.

Paleyn, év. d'Ivrée, 1340 : 97, n. 16.

Pallex, village : v. Etroubles.

Pantaléon de Lalaz : 175.

Paolucci, Merlini Camille ?, cardinal, 1714-1716 : 334, 335, 340, 345.

Paravère, lieu-dit situé sous les murs d'Aoste : v. Aoste.

Parchet, Octavie : 474.

Paris, Louis, CSB, 1471-1508 : 171, 175, 176, 178-180, 288.

Paris, de, Louis, doyen d'Annecy, 1425 : 138, n. 16.

Parolt, professeur français : 422, n. 4.

Pasquier, lieu-dit du village de Chésallet (Sarre).

Pasquier, Mathieu, CSB, 1573-1577 : 172.

Pascal, ferme du Saint-Bernard : v. Morgex.

Passario, de, Christophe, CSB, prévôt de Ferrette, 1476 : 202.

Passerin, Antoine François : 283 ;

— Emmanuel Anselme : 283.

Passionei, Dominique, nonce en Suisse, 1721-1730. Il transfère sa résidence de Lucerne à Altdorf en 1726 : 242, 340, 344, 374.

Passu, de, Jean, CSB, 1442-1492 : 166.

Patriotes, citoyens du Valais épiscopal : 118, 157, 188, 196, 223, 255, 299.

Patrucco, Charles E. : XXIX.

Paul II, pape, 1464-1471 : 152.

Pavie : XXXII, 426, n. 14, 466 ;

— chartreuse : 461 ;

— Ciel d'Oro, église : XXII ;

— Senatore, monastère : 461.

Peceyney, alpage : v. Charvensod.

Peillonnex (C. de Bonneville, Haute-Savoie), prieuré de chanoines réguliers.

Pellaux, Étienne, CSB, 1811-1865 : 464, 465, n. 50.

Pellissier, Jean Paul d'Aoste, CSB, 1706-1751 : 259, 275, 339.

Pellouchoud, Alfred, CSB, 1906- : 433 ;

— Emile, convers du Saint-Bernard, 1892-1956 : 436 et n. 8, 448.

Pépin, Antoine, CSB, 1404-1448 : 114, 115, 122.

Pérolles, château : v. Fribourg.

Perosa, com. (prov. de Turin) ;

— Sainte-Marie, église et cure : 124, 306.

Perpignan, ville (chef-lieu du département des Pyrénées-Orientales) : 70, 133.

Perregaux, Mathieu Henri, de Lausanne, architecte pour l'achèvement de l'hospice du Simplon, 1785-1850 : 464 et n. 49.

Perret, Antoine, CSB, curé de Saint-Rhémy, 1622 : 287, n. 62, 292 ;

— Claude, CSB, 1723-1758 : 355, 356, 376 ;

— Jean Antoine, CSB, 1639-1695 : 261, 303 ;

— Nicolas, CSB, 1585-1620 : 307, 309, 316.

Perrier, Pierre : 185.

Perrig, Barthélémy : 461, n. 47.

Perrin, dit Lambert de Bourg-Saint-Pierre : 95.

Perrinod, Barthélemie : 228, n. 32 ;

— Barthélémy : 228, n. 32 ;

— Michel, prévôt du Mont-Joux, 1644-1646 : 226, 228-229, 302.

Perrod a Potolio : 104.

Perrod de Cully, clerc de Lausanne, avant 1343 : 75.

Perrod de Liddes : 104.

Perron, François, chanoine d'Aoste, puis coadjuteur et CSB, 1661-1669 : 233 ;

— Jean Michel, CSB, 1697-1734 : 257, 275, 284.

Perrone de San Martino de Perosa, famille comtale du Piémont : 124, n. 27.

Perronette, de Saint-Oyen : 33.

Perronin, Grat, CSB, 1527 : 181, 189 ;

— Jean, d'Orsières : 87.

Persod, famille de Saint-Nicolas (vallée d'Aoste) ;

— Baltasar, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1702 : 303 ;

— Jean François, CSB, 1704-1744 : 295, 329 ;

— Jean Michel, CSB, 1703-1728 : 247, 260, 329, 332, 335, 336, 339 ;

— Jean Pierre, CSB, prévôt, 1693-1724 : 235-239, 240, 242, 243, 249, 250, 256,

264, 274, 283-284, 290, 292, 293, n. 4, 294, 303, 304, 321, 327, 330-340, 344.

Pertuis, porte : v. Aoste.

Perusson, Jean, CSB, 1463-1514 : 170, n. 90, 188, n. 28, 195.



- Pessoneri, de, ou Lopessoneri, ou Pessonneys, famille seigneuriale du Chablais : 11 et n. 35, 110, n. 68.
- Peterkastel* : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Peters-hospits* : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Petit-Bâle : v. Bâle.
- Petoud, Arnold, CSB, 1941-1951 : 480.
- Petra, cardinal, protecteur du Saint-Bernard, 1726 : 315, 345, n. 34.
- Petra, Pierre, d'Evian, chapelain : 96.
- Petreskastel* : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Pia d'Amont, lieu-dit du hameau de Loye : v. Grône.
- Pia Desot, lieu-dit du hameau de Loye : v. Grône.
- Picard, Aymonet, CSB, non-prêtre, 1347-1438 : 115.
- Piccaud, Madeleine, de Fribourg : 273.
- Piccolomini, Eneas Silvius : v. Pie II.
- Piccot, Félix : 437.
- Pictet, Marc Auguste, professeur genevois, 1752-1825 : 422, n. 4, 432.
- Pie, Jacques, de Valsesia, architecte : 303.
- Pidoux de Maduère, P. A. : 263, n. 133.
- Pie II, Piccolomini, pape, 1458-1464 : 120, 146, 152, 166, 171, n. 93, 192 ;
- XI, pape, 1922-1939 : XXX, 402, 417, 468, 477 ;
- XII, pape, 1939-1958 : 402.
- Piémontais : XXX.
- Pierraz, Etienne, abbé de Saint-Maurice : 405, 482.
- Pierre, CSB, 1199 : 53, n. 12.
- Pierre, CSB, 1219 : 28, n. 52.
- Pierre, CSB, 1221 : 15, n. 8.
- Pierre, métral de Saint-Rhémy, 1303 : 28, 103.
- Pierre, prévôt, 1225-1237 : v. Porte Pertuis.
- Pierre, prieur de Meillerie, prévôt du Mont-Joux, 1265-1273 : 11, 24, 25, 55, 110.
- Pierre, prieur de Saint-Ours, 1259 : 46, n. 30.
- Pierre I<sup>er</sup>, archev. de Tarentaise, 1132-1140 : 18, n. 20.
- Pierre II, saint, archev. de Tarentaise, 1141-1174 : 8, 13, n. 1, 53.
- Pierre, vidomme d'Aoste : 29.
- Pierre d'Amasius : 62, n. 45.
- Pierre d'Amédée, CSB, 1433-1473 : 114, 115, 150, 151, n. 15, 152, 154, 189, 193, 205, 207.
- Pierre de Bourg-Saint-Pierre : 61.
- Pierre de Cigliano : 17, n. 16.
- Pierre de Cogne (Cogny), 1308 : 95, n. 6.
- Pierre de Genève, 1125 : 31, n. 71.
- Pierre de Gorra : 87.
- Pierre de Lesel, ou Lancel, prévôt, 1181-1206 : 8, 22, 52, n. 6, 53, 61, 62, 65 ; Lesel est probablement Leysin.
- Pierre de Lugrin, fils d'Aymon : 110, n. 68.
- Pierre de Lugrin (un autre) : 110, n. 68.
- Pierre de Miex, *Mivio*, fils d'Emeric : 95, n. 10.
- Pierre de Montpreveyres, CSB, 1245 : 38, n. 6.
- Pierre de Morcles, dit Lara : 16, n. 15, 26.
- Pierre du pont de Bosses : 33.
- Pierre de Rionda : 29, n. 59.
- Pierre de Saint-Alban, prieur de Saint-Ours, 1230-1249 : 37, n. 5.
- Pierre, dit Clerc, de Sembrancher : 30.
- Pierre de Troyes, CSB, 1219 : 28, n. 52.
- Pierre du Val de Travers, CSB, 1245 : 38, n. 6.
- Pierre de Vevey, CSB, 1325-1340 : 84, 96, 99.
- Pierre de Villar, CSB, 1374-1404 : 76, 83.
- Pierre de Villerens, CSB, 1206-1222 : 5, n. 4, 52, n. 8.
- Pignat, Hippolyte, de Vouvy, 1815-1885, conseiller d'Etat, 1848 : 474.
- Pignerol, Pinerolo, ville (prov. de Turin).
- Pilliodi, Vionin, CSB, 1557 : 177.
- Piotta, de Martigny, secrétaire du commissaire Dufay : 489.
- Pirus, lieu-dit de Saint-Oyen ; n'est pas mentionné dans le cadastre de 1903 : v. Saint-Oyen.
- Pisani, avocat, agent du Saint-Bernard à Rome : 373, 374.
- Pisy, com. (D. Aubonne, C. Vaud) : 75, 78, 121, 129-131, 133, 185, 191, 199, 200 ;
- La Fully, maison : 130.
- Pisy, famille féodale de Vaud : 75 ;
- Girard, frère du prévôt Guillaume : 76, n. 29, 130 ;
- Guillaume, prévôt du Mont-Joux, 1360-1374 : 75-76, 77, 82, 84, n. 61, 87, 91, 97, 124, 129-131, n. 55, 132.
- Pitassysol, lieu-dit, environs d'Aoste. Il est peut-être à identifier avec Pytafesue : v. Aoste.
- Pitet de Rionda : 29, n. 59.
- Pittier, Jean : 104.
- Pivano, S. : 5, n. 6, 8, n. 14, 61, n. 40.
- Plainchant, ingénieur français : 462.
- Plan-des-Dames, lieu-dit à vingt minutes de l'hospice, versant suisse : v. Grand-Saint-Bernard.
- Plan-de-Jupiter, lieu-dit à 300 m. à l'ouest de l'hospice : v. Grand-Saint-Bernard.
- Plan-des-Fourches : v. Aoste, Les Fourches.
- Plans-Sades, lieu-dit : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Platea, de, famille noble du Valais : 264 ;
- Jacques, CSB, 1417-1423 : 123 ;
- Jean, banneret de Sion : 145 ;
- Jean, chanoine de Sion : 207.
- Pléod, hameau : v. Sarre.



- Pléod, de, branche de la famille de Thora : v. Thora, de.
- Plot, source à proximité de l'hospice, au levant : v. Grand-Saint-Bernard.
- Plot, quartier et porte d'Aoste.
- Ploue, village : v. Montjovet.
- Plouve, *Plonia* 1172, rue et quartier d'Aoste : v. Aoste.
- Poccyll, lieu-dit de Doue.
- Pochon, Hildebrand, de Saint-Maurice : 261.
- Poinsod : v. Sarre.
- Pontier, alpage : v. Etroubles.
- Polignac, de, Melchior, 1661-1742, cardinal, 1713, diplomate et écrivain français : 348.
- Pollein, com. (région d'Aoste) ;  
— Chenière, hameau : 27 ;  
— Dreziers, ferme : 372, n. 28, 377 ;  
— Saint-Georges, église et paroisse : 13, n. 1, 27, 52, 127, n. 39, 205, 207, 249, 374, 377.
- Poller Guillaume : 123.
- Pompaples, com. (D. Cossonay, C. Vaud) ;  
— Bornu, moulins : 199 ;  
— La Sarraz, Strata : 21.
- Pondruel (Poiendral), Jean, CSB, 1478-1503 : 205 ;  
— Pantaléon, 1495 : 205.
- Pontcharra, com. (C. Goncein, Isère) ;  
— Villard-Benoît, prieuré : 109, 129.
- Pont d'Harold, lieu-dit situé près du manoir d'Havering.
- Pontelle Perron, quartier : v. Aoste.
- Pontey, de, J., châtelain de Morges : 200.
- Pontianoz, Jean-Baptiste : 181.
- Pontiolium, ou Ponliolum, près d'Ivrée : 15, 19.
- Pont-Saint-Martin, com. (région d'Aoste).
- Pont-Saint-Martin, de, Charles Philippe, baron de Quart : 306.
- Pont-Saint-Vincent, com. (Meurthe-et-Moselle), hôpital de Saint-Bernard : 96.
- Pont-Suaz, pont sur la Doire (Aoste).
- Pontverre, de, Aymon, † 1371, seigneur d'Aigremont (Vaud) : 74.
- Porte-du-Scex, pont et château : v. Vouvry.
- Porte-Pertuis ou Porte Saint-Ours, Pierre de la -, prévôt, 1225-1237 : 10, 29, 31.
- Port-Valais, com. et paroisse (Valais) : 105.
- Posieux, com. (D. Sarine, C. Fribourg) ;  
— Hauterive, abbaye cistercienne : 141.
- Pra-d'Arc, alpage, com. Saint-Rhémy-Bosses : v. Grand-Saint-Bernard.
- Pralays, lieu-dit de Saint-Pierre (région d'Aoste).
- Pramonjou, mon Joy 1242, lieu-dit : v. Bionaz.
- Prangins, de, branche de la famille de Cossonay ;  
— Guy, prévôt, 1360, et év. de Lausanne, 1375-1394 : 130.
- Pranové, lieu-dit : v. Grône.
- Prarayé, alpage de Valpelline (Bionaz).
- Prato, de, François, CSB, 1558-1564 : 177.
- Prayet, Jean François, CSB, 1697-1736 : 237, 257, 294, 333, 334.
- Praz, Jean, CSB, 1902-1946 : 472.
- Praz-de-Fort, village : v. Orsières.
- Prémeaux, Brumel 1177, petite ville (C. de Nuits, arr. Beaume, Côte d'Or, dioc. Autun) ;  
— hôpital : 115.
- Pré-Mular, lieu-dit de Saint-Rhémy.
- Pré-Rond, hameau, dans les environs de Châtillon (vallée d'Aoste) : 15, n. 9.
- Pré-Saint-Didier, com. (région d'Aoste).
- Presles, *villa Pratella* 854, Pratel 1286, Presles 1370 : v. Marcilly.
- Presset, père barnabite demeurant à Aoste, 1711 : 332.
- Preux, de, famille noble du Valais ;  
— Angelin, gouverneur de Saint-Maurice, 1568 : 225 ;  
— Jacques, chanoine de Sion, 1702-1721 : 333 ;  
— Jean, 299 ;  
— Pierre-Joseph, év. de Sion : 473, 490, n. 18.
- Prévôt, Collin, CSB, 1436-1477 : 171.
- Prez, de, Claude, CSB, 1533 : 199 ;  
— François, év. d'Aoste, 1464-1511 : 211.
- Proliegno : v. Ollon.
- Provana, Antoine, de la famille seigneuriale de Leyni : 197, 202 ;  
— Georges : 198, 202.
- Provins, chef-lieu d'arr., commerce de grains (Seine-et-Marne) : 16 et n. 11, 19.
- Proz, alpage : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Pruno (Prano 1295, Prenod, cadastre de 1903) lieu-dit de Saint-Oyen.
- Publey : v. Montjovet.
- Puenço, lieu-dit de Chesalet : v. Sarre.
- Puidoux, com. (D. Lavaux, C. Vaud) : 426, n. 14.
- Pully, com. (Vaud) ;  
— Champittet, collège : 404, 428, 431, 468.
- Putallaz, Jean Pierre : 412.
- Putheo, de, Jacques, auditeur de la Rote : 212.
- Pverà, couvent de bénédictins (nord de l'Islande) : 41.
- Pyllionay, prieuré : v. Peillonex.
- Pytafessue (Picca fezou, mangeur de haricots), lieu-dit, coteau de la ville d'Aoste : v. Aoste.

## Q

- Quaglia, Lucien, CSB, 1924- : 466, n. 50.  
 Quart, village : v. Quart-Villefranche.  
 Quart, de, famille noble de la vallée d'Aoste : 25, n. 35, 107, 126 ;  
 — Aymon, év. de Genève, 1304-1413 : 72 ;  
 — Emeric, Bx., év. d'Aoste, 1301-1313 : 400 ;  
 — Jacques : 25, 26 ;  
 — Jean, curé de Morgex, 1304 : 94 ;  
 — Henri, prévôt de la cathédrale d'Aoste, 1317 : 94.  
 Quartéri, Quarcers en 1206, famille de la vallée d'Aoste ;  
 — Maurice : 9, 26, n. 39 ;  
 — Nicolas, fils de Maurice, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1199, prévôt, 1222, déposé il reste à Saint-Bénin. Cité jusqu'en 1225 : 5, n. 4, 9, 23, 26, n. 39, 27, n. 52, 36, n. 4, 47, 52, n. 8 et 9.  
 Quartéry, de, famille noble du Valais : 9 ;  
 — Jean-Josse, ou Jodoc, chanoine de Saint-Maurice, 1628, de Sion, 1633, prieur de Martigny, 1649, abbé de Saint-Maurice, 1657 : 229 ;  
 — Pierre : 9, 26, 27.  
 Quart-Villefranche, com. (région d'Aoste) ;  
 — église : 95 ;  
 — Quart, village : 126.  
 Quassod, Panthaléon, CSB, 1671-1689 : 292.  
 Quay ou Quey, François René, CSB, 1726-1784 : 356, 361, 383.  
 Quinuola, Kent, Angleterre : v. Chislehurst.  
 Quintane, rue : v. Aoste.

## R

- Radetzky de Radetz, Joseph-Venceslas, 1766-1858, feld-maréchal autrichien, succède à Frimont dans le commandement des troupes autrichiennes en Italie en 1831 : 400, n. 19.  
 Rambuteau, de, Claude Philibert, préfet du Simplon : 462.  
 Rarogne, de, famille noble du Valais : 70 ;  
 — Antoine : 88 ;  
 — Guillaume, év. de Sion, 1389-1402 : 70, 148, n. 6 ;  
 — Henri, év. de Sion, 1243-1271 : 11, n. 34, 54.  
 Ratti, Achille : v. Pie XI.  
 Rauchenstein, Fréd., professeur à Ecône : 435.

- Rausis, Pierre-Joseph, CSB, 1770, prévôt du Saint-Bernard, 1803-1814 : 398, 404-405, 412, 438, 441, 482.  
 Ravel, capitaine : 240.  
 Raveyre, lieu-dit : v. Bourg-Saint-Pierre.  
 Ravier, Jean, CSB, 1573-1576 : 167, 190.  
 Ravoire, village : v. Martigny-Combe.  
 Rawyl, col entre Lens et l'Oberland : 308.  
 Raymond, abbé d'Abondance, 1281 : 33.  
 Raymond, CSB, prieur de Saint-Bénin : v. Aymon.  
 Raymond, Jean Pierre, d'Ayas, CSB, 1715-1730 : 334, 337.  
 Raynald, CSB, prieur de Reims, 1250 : 54.  
 Réal, alpage situé au-dessus de Fontintes : v. Grand-Saint-Bernard, la Bau.  
 Rèche, ancienne scierie : v. Lens.  
 Regard, de, Jacques, chanoine, 1679, prieur du Saint-Sépulcre d'Annecy : 235, 236.  
 Reims (Marne) ;  
 — hôpital : 202, 313.  
 Reinhard, de, comte, ministre de France à Berne : 493.  
 Rémi, CSB, prieur de Saint-Bernard de Troyes, 1244 : 23.  
 Renaix, ville (Belgique) ;  
 — Saint-Hermès, église : 115.  
 Rennaz, com. (D. Aigle, Vaud) : 122 ;  
 — Scex, le, de Rennaz : 30.  
 Reverolle, com. (D. Morges, Vaud).  
 Rey, François, CSB, 1917- : 472 ;  
 — Hugues, CSB, 1652-1659 : 233 ;  
 — Théodule-François, CSB, 1878-1935 : 436, n. 8.  
 Reynard, André, prieur de Montréal 1622-1624 : 312.  
 Reyns, lieu-dit, situé près du manoir d'Havering (Hornchurch).  
 Rézert, Jules : 435, 436, n. 8.  
 Rhème-Saint-Georges, com. (région d'Aoste) ;  
 — Arzet, lieu-dit : 17, n. 19.  
 Rhin, armée du - : 451.  
 Rhins, château situé entre Gignod et Quart (région d'Aoste) : 283.  
 Riancey, comte : 493, n. 29.  
 Ribitel, René, archidiacre d'Aoste : 294.  
 Ribordy, famille de Sembrancher : 279 ;  
 — Joseph, avocat, professeur à Ecône : 435.  
 Riccardi, ou Viccardo, César, nonce à Turin : 278.  
 Richard, év. de Novare : XXX.  
 Richard II, roi d'Angleterre, 1377-1399 : 108.  
 Richard, Nicolas, d'Etroubles : 66.  
 Richard de la Val d'Isère : XXVIII, n. 37, 147, n. 3, 226.  
 Richard de Montepontio : 62, n. 42.  
 Richardson, James : 454.

- Riche, Eugène, major : 472.  
 Riddes, com. (Valais) ;  
 — Ecône, ferme et école d'agriculture : 99, n. 24, 105, 188, 276, 372, n. 28, 385, 404, 426, n. 14, 431, 435-437, 439.  
 Ried-Brigue, com. (Valais) :  
 — La Barrière : 467 ;  
 — Mittebäch, forêt et alpage : 467.  
 Riedmatten, de, famille noble du Valais :  
 — Adrien I<sup>er</sup>, év. de Sion, 1529-1548 : 211 ;  
 — Hildebrand, év. de Sion, 1565-1604 : 163, 174, 207, 208, 220, 276, 316, 317, 323 ;  
 — Adrien II, év. de Sion, 1604-1613 : 298, 317, 319 ;  
 — Adrien III, év. de Sion, 1640-1646 : 226, 229 ;  
 — Adrien IV, év. de Sion, 1646-1672 ;  
 — Adrien V, év. de Sion, 1672-1701 : 237, 264, 291, 293 ;  
 — Pierre Antoine : 285 ;  
 — P.-M., professeur à Ecône : 435.  
 Rinaldo, fils d'Othon Guillaume : XXIX, n. 41.  
 Rionda, *rotunda* 1195, lieu-dit sis au-dessus de Corléan : v. Aoste.  
 Rions 1177 (prov. de Novare) : 14.  
*Ripa, de*, Claude : 205, n. 48 ;  
 — Jean : 103.  
 Ripaille, château situé près de Thonon : v. Thonon.  
*Rippa, de*, Barthélémy : 207.  
*Rippis, de*, Jean : 174 ;  
 — Jeannette, épouse de Jean : 174.  
 Risebregg, ferme dépendant du manoir de Hornchurch : v. Hornchurch.  
 Rivaz, de, Anne-Joseph : 248 ;  
 — Charles-Emmanuel, comte, 1753-1830, homme d'Etat valaisan : 482.  
*Riverianis, de*, 1407, en Lombardie, église de la B. V. Marie : 608.  
 Rive-sous-Thonon, quartier situé au bord du lac : v. Thonon.  
 Rivet, Jean, CSB, 1477-1507 : 172.  
 Rivière, de, marquis : 412.  
 Robert de Genève : v. Clément VII.  
 Robert, Claude Frédéric Ambroise, de Besançon, CSB, 1737-1746 : 381.  
 Robin, Rodolphe, CSB, 1325-1334 : 102, 123, n. 25, 135.  
 Roche, com. (Vaud) : XXI, 6, 16, 72, 99, n. 24, 106, 109, 145, 185, 187, 188, 189, 199, 201, 286, 287, 372, n. 28, 424, 426, n. 14, 427, 492, 494, 495 ;  
 — Ayerne, alpage : 425 ;  
 — Chapelle : 122, 389 ;  
 — Grands Marais, lieu-dit : 246.  
 Rochi, Jean, CSB, 1484 : 204.  
 Rodoin, abbé : XXI.  
 Rodolphe, abbé de Saint-Trond : 40, 43.  
 Rodolphe, CSB, prieur de Martigny, 1221-1229 : 15, n. 8, 29, n. 60.  
 Rodolphe, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1229-1239.  
 Rodolphe, official d'Aoste, 1309 : 128.  
 Rodolphe, prêtre, 1254 : 26, n. 38.  
 Rodolphe III, roi de Bourgogne : XXIV, XXV, XXIX, n. 41, 59.  
 Rodolphe d'Autan, clerc, maître : 54.  
 Rodolphe de Focha, official d'Aoste, 1299-1309 : 34.  
 Rodolphe de Theis : 62, n. 42.  
 Rodolphe, *Rodulphi*, Jean, chanoine de Sion, 1219-1239 : 26.  
 Rodriguez, Alphonse, jésuite : 267.  
 Roger, CR : 14, n. 5.  
 Roh, Georges, CSB, 1853-1907 : 409.  
 Rohy, nom d'emprunt d'Ali Mehmet : v. Ali Mehmet.  
 Rolland, domestique de saint François de Sales : 299.  
 Rolland, de, Claude-Humbert, archevêque de Tarentaise, 1752 : 376.  
 Rollier, *Rollieri*, Jean, CSB, 1554-1577 : 176.  
 Romagnan, de, Louis, év. de Turin : 151, 152, 193.  
 Romainmôtier, ville (Vaud) : 153.  
 Romford, ville (Essex, Angleterre) : 14, n. 6.  
 Ronc, ferme du Saint-Bernard située à Chevrot : v. Gressan.  
 Ronc, Isaline : 457.  
 Roncas, Pierre Léonard : 223.  
 Roppo, vignoble situé sur la rive gauche du Buthier : v. Aoste.  
 Roserens, François, de Bovernier : 261.  
 Rossan, Aymon, CSB, cellérier, 1418-1443 : 80, 88-89, n. 76, 99, n. 24 et 25, 100, 105, 114, 115, 189, 202 ;  
 — Barthélémy, CSB, 1463-1469 : 168.  
 Rosserie, lieu-dit, environs d'Aoste.  
 Rosset, Camille, CSB, 1862-1884 : 465, n. 50 ;  
 — Jacques, convers du Saint-Bernard, 1682-1701 : 293 ;  
 — Ogier : 16, n. 14 ;  
 — Pierre, bourgeois de la Porte Saint-Ours : 28.  
 Rossier, Martin, CSB, 1477-1517 : 170.  
 Rossillon, de, famille noble de Savoie ;  
 — Jean, chanoine de Lausanne et de Genève, 1306, év. de Lausanne, 1323-1341. En 1396, un hôpital de Genève porte son nom : 104.  
 Rosy, François : 104.  
 Rotelsch : v. Simplon, com.

Roten, Fabien, év. de Sion, 1830-1843 : 464 ;  
 — Jean, grand-bailli du Valais, 1623-1631, 1638-1659 : 307 ;  
 — Jean Hildebrand, év. de Sion, 1752-1760 : 394.  
 Rouiller, Benjamin : 420 ;  
 — Joseph, CSB, 1911-1957 : 472 ;  
 — Nestor, convers du Saint-Bernard, 1927-1946 : 479.  
*Rubei*, Léon : 116.  
 Ruf de l'Eglise : 28, n. 52.  
 Ruffiner, U., architecte : 207.  
 Rulliard, Antoine, notaire : 104.  
 Rumeysan, lieu-dit situé sur le coteau : v. Aoste.  
 Rumilly, ville (Haute-Savoie) ;  
 — L'Aumône, prieuré : 241, 372, n. 28, 375.  
 Ruvillasc, 1221, lieu-dit entre Etroubles et Saint-Oyen : 32.

## S

Sagra di San Michele, antique et célèbre abbaye (vallée de Suse, prov. de Turin) : 14, n. 4.  
 Saice, Villencus : 31.  
 Saint-Antoine, de Vienne, abbaye : 137.  
 Saint-Antoine, chapelle de l'église d'Etoy : v. Etoy.  
 Saint-Bénin, prieuré : v. Aoste.  
 Saint-Bernard, canoniat : v. Aoste.  
 Saint-Bernard, le, dénomination courante du Grand-Saint-Bernard : v. Grand-Saint-Bernard.  
 Saint-Bernard, maison du Mont-Joux : v. Turin.  
 Saint-Bernard, Grand-, Mont-Joux, Mont-Saint-Bernard, cité presque à chaque page ;  
 — Arc, alpage : 5, n. 5, 15, 28, 32, 89, n. 76, 99, n. 23 et 24, 176, 177, 186 ;  
 — Archives : 434 ;  
 — Armes : 178, 203-204 ;  
 — Avouerie : 60, 62, 64 ;  
 — bibliothèque : 433-434 ;  
 — Bras, le, lieu-dit : 457 ;  
 — Chenalette, montagne : 64, 103, 265, 444 ;  
 — Chiens : 301, 458-460 ;  
 — droit d'échute : 191 ;  
 — église (dédiée à saint Nicolas, puis aux saints Nicolas et Bernard) et hospice (Bernhards-hospits 1154) : XIX, n. 4, XX, n. 5, XXVI-XXVIII, 3, 4, 7, 14, n. 5, 16, n. 14, 18, 19, n. 24, 21, 41, 63, 78, n. 37, 88-89, 114-115, 175-178, 186,

250, 254, 262-266, 276, 402-403, 414-418, 422, n. 4, 433, 434 ;  
 — Fontaine Couverte : 16, n. 14, 60, 103, 195, 266, 296, 444 ;  
 — Grand-Combe : 301, 446 ;  
 — Grand-Lui, couloir : 459 ;  
 — Grand-Poyet : 445, n. 20, 459 ;  
 — Hospitalet, refuge : 173, 259, 266, 417, 445, n. 20, 447 ;  
 — hôtel, Maison Neuve : 401, 416, 428, 449, 450 ;  
 — Ibo, étang : 458 ;  
 — Jardins du Valais, lieu-dit : 411, 446, 447 ;  
 — Jubelin : 301 ;  
 — La Bau, alpage de Réal : 61, n. 40, 362, n. 13, 426, n. 14 ;  
 — La Cerande, sommet dominant La Pierre : 102 ;  
 — La Faverge : 103, n. 35, 265, 415-416 ;  
 — La Pierre, alpage : 15, 103, 186, 250, 281, n. 40, 372, n. 28, 426, n. 14, 429, 446, 458 ;  
 — Les Tronchets, refuge : 417, 459 ;  
 — Montjou : XIX, n. 1 ;  
 — *Mons Iovina*, Mont-Joux : 15, 60, 61 ;  
 — Mont-Cubit : 265, n. 148 ;  
 — Mont-Mort : 444 ;  
 — Morgue : 176 ;  
 — Notre-Dame, chapelle : 89, 164, 199, n. 24, 262, 263, 264 ;  
 — Ordre religieux, nommé presque à chaque page. A noter pp. 7, 321, 375 ;  
 — Plan des Dames, lieu-dit : 459 ;  
 — Plan de Jupiter : XXVI, 265, n. 148, 417, n. 49, 418, 433 ;  
 — Plot ou Plon, source : 266 ;  
 — Pont-Nudry : 349, 447 ;  
 — Pra d'Arc : v. Arc ;  
 — Prévôté : 127, 129, n. 48 et 49, 148, 149, 213 ;  
 — Saint-Augustin, autel : 415 ;  
 — Saint-Bernard, autel : 264 et n. 139, 415, 416 ;  
 — Sainte-Croix, autel : 88, 262, 263, 414 ;  
 — Sainte-Faustine, autel : 414 ;  
 — Saint-Joseph et Léonard, autel : 264 ;  
 — Saint-Louis, annexe de l'hospice : 265, 415, 460 ;  
 — Saint-Michel, chapelle : 11, 14, 89, 177, 178, 264, 414 ;  
 — Service postal : 296 ;  
 — Tour des Fous ou des Fours, rocher : 177.  
 Saint-Bernard, Petit-, hospice (Savoie) : XIX, n. 4, XXXI, 8, 20, 100, n. 25, 132, 133, 144, n. 2, 153, 194, 197, 202, 203-205, 211, 215, n. 22, 230, n. 40,

- 231, 240, 241, 263, 274, 299, 304-306, 339, 362, 363, 373, 374, 375, 376, 447, n. 26, 486.
- Saint-Bernard, prieuré et église paroissiale : v. Verceil.
- Saint-Bernard de Morrano, hospice et monastère de moniales (dioc. de Brescia) : 184.
- Saint-Blaise, église : v. Bettlach.
- Saint-Denis, paroisse : v. Verrayes.
- Sainte-Agathe, église paroissiale : v. Santhià.
- Sainte-Catherine, couvent de chanoinesses régulières : v. Aoste.
- Sainte-Christine sur le Somport, hospice : v. Somport.
- Sainte-Geneviève, congrégation de CCRR : 312.
- Sainte-Hélène, monastère : v. Sarre.
- Sainte-Marie, église : v. Martigny-Ville.
- Sainte-Marie, église : v. Castiglione.
- Sainte-Marie-des-Prés, église située dans le territoire de Santhià.
- Saint-Etienne, abbaye : v. Dijon.
- Saint-Etienne, église : v. Liddes.
- Saint-Ferjeux : v. Salins.
- Saint-Gaudens : v. Novare.
- Saint-Genêt ou Cenis, porte occidentale d'Aoste.
- Saint-Georges, église : v. Pollein.
- Saint-Georges, église : v. Tronzano.
- Saint-Germain, hameau : v. Séez.
- Saint-Germain : v. Tronzano.
- Saint-Grat, ermitage : v. Charvensod.
- Saint-Hermès, église : v. Renaix.
- Saint-Imier, localité située près de Grenoble (Isère).
- Saint-Jacquème, prieuré et église : v. Aoste.
- Saint-Jacquème de Châtel-Argent, prieuré : v. Saint-Pierre en vallée d'Aoste.
- Saint-Jacques, quartier : v. Bielle.
- Saint-Jean, église : v. Montvalezan.
- Saint-Jean-d'Aulph, abbaye (Haute-Savoie) : 153.
- Saint-Job, probablement ancien nom de l'hospice de Fontintès : v. Saint-Rhémy.
- Saint-Laurent, de, comte, secrétaire d'Etat sarde, 1752 : 376.
- Saint-Laurent, chapelle : v. Liddes.
- Saint-Laurent, couvent : v. Novare.
- Saint-Laurent, paroisse : v. Aoste.
- Saint-Laurent *ad plebem* ou *de plebe Martyrum*, église prévôtale : v. Oulx.
- Saint-Léonard, village : v. Saint-Rhémy.
- Saint-Livres, com. (D. Aubonne, Vaud) : — église : 48, 55, n. 20, 199.
- Saint-Louis, annexe de l'hospice : v. Grand-Saint-Bernard.
- Saint-Louis, com. (Haut-Rhin) ; — Michelfelden : 47, 128.
- Saint-Loup, hameau : v. Versoix.
- Saint-Luc, com. (Valais) : 401.
- Saint-Maire, prieuré : v. Lausanne.
- Saint-Marcel, com. (région d'Aoste).
- Saint-Martin, Blaise, fils du seigneur de la Challe : 273.
- Saint-Martin, com. (D. Hérens, Valais) ; — Eison, village : 112.
- Saint-Martin, église : v. Cirié.
- Saint-Martin, église : v. Vevey.
- Saint-Martin des Chapelles, église : v. La Chapelle.
- Saint-Maurice, *Mauricius borg* 1154, Agaune, ville (Valais) : XXII, XXIII, 299, 430 ; — abbaye : XX, n. 6, XXI, 41, 79, 100, 137, 242, 320, 355-357, 362, 367, 374, 382, 383, 387-388, 398, 405, 419, 422, 441, 480, 481-483, 490, n. 17, 491, 494-496 ; — Collège : 430, 481-482.
- Saint-Maurice de Laques, paroisse comprenant les com. de Randogne et de Mollens (Valais) : 474.
- Saint-Médard, monastère : XXI.
- Saint-Michel, chapelle de la Majorie : v. Sion.
- Saint-Michel, chapelle : v. Martigny-Bourg.
- Saint-Michel, chapelle érigée dans l'hospice : v. Grand-Saint-Bernard.
- Saint-Michel de la Cluse, abbaye : v. Sagra di San Michele.
- Saint-Michel de Corsérie, chapelle : v. Ivry.
- Saint-Miniat : v. San Miniato.
- Saint-Nicolas de Sixvoies, com. (région d'Aoste) : 236, n. 64.
- Saint-Nicolas, église : v. Grand-Saint-Bernard.
- Saint-Nicolas, église et chapitre : v. Fribourg.
- Saint-Ours, collégiale : v. Aoste.
- Saint-Oyen, com. (région d'Aoste) : 112 ; — Bus, lieu-dit : 27 ; — Ceresey, lieu-dit : 27 ; — Charrete, lieu-dit : 27 ; — Chesale, lieu-dit : 27 ; — Condemine, lieu-dit : 27 ; — église et cure : 8, 29, 45, 52, 95, n. 12, 124, 202-203, 206, 207, 227, 374, 377 ; — ferme du Saint-Bernard (château Verdun) : 5, 15, 16, 18, 24, 27, 30, 32-34, 60, 61, 64, 85, 107-108, 186, 188, 207, 250, 276, 286, 372, n. 28, 377, 399, 428-429, 466, 497 ; — Flassin, combe : 32, 33, 87, 107, 108 ; — Fontane, lieu-dit : 27 ; — Ila, ou Ile, lieu-dit : 28, 33, 95 ;

- la Place : 27 ;
- Leschinas, lieu-dit : 205 ;
- Pirus : 27 ;
- Pruno : 27.
- Saint-Pierre, chapelle : v. Aigle.
- Saint-Pierre, com. (région d'Aoste) ;
- Crettala, ferme : 303 ;
- cure : 303 ;
- Saint-Jacquème de Châtel-Argent, prieuré : 172, 204, 207, 211, 225, 230, n. 40, 231, 237, n. 69, 238, 240, 292, 303, 305, 318, 356, 372, n. 28, 375, 377, 378 ;
- Verrogne : 31.
- Saint-Pierre, église : v. Capizzi.
- Saint-Pierre, église : v. Lens.
- Saint-Pierre, monastère : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Saint-Pierre-de-Clages (com. Chamoson, Valais) : 274, 286, 306.
- Saint-Pons, autrefois Thommières, ville (Hérault) : 77.
- Saint-Prex, com. (Vaud) : 200.
- Saint-Quintin, abbaye (dioc. de Sens) : 183.
- Saint-Rhémy, de, baron, chef de troupes sardes 1706 : 241.
- Saint-Rhémy, com. (région d'Aoste) : 40, 42-45, 66-67, 120-121, n. 15, 140, 195, 250, 276, n. 22, 296-297, 358, 374, 401, 444, 447, 451, 488 ;
- Arp de Gillet, alpage : 287, n. 62 ;
- Chemin des Autrichiens ou de Charles-Albert : 446 ;
- Citren, vallon et alpage : XXVI, 18, 32, 33, n. 80, 34, 72, n. 2, 107, 109, 186 ;
- Cretton de Zane, lieu-dit : 457 ;
- Crousez, lieu-dit : 28 ;
- douane : 42, 43 ;
- église et cure : 5, n. 6, 8, 29, 33, 34, 45, 46, 52, 127, 202, 206, 207, 377 ;
- Envie, lieu-dit : 28 ;
- Fontintes, lieu-dit et hospice : 44, 63, 66-67, 103, 140, 187, 195, 221, 296, 323, 447, 497 ;
- Gorra, village : 302 ;
- hôpital : 67, 497 ;
- la Corde (*Scalaria*, Echelette, Lescheler) : 5, n. 6, 28, 44, 103, n. 35 ;
- métral : 44, 195 ;
- Réal, alpage : 283 ;
- Saint-Job, ancien nom de l'hôpital de Fontintes : 66 et n. 63 ;
- Saint-Léonard, chapelle, village et ferme : 206, 302, 303, 372, n. 28, 377 ;
- Tête de Fontintes, sommet : 457 ;
- Tsermanaire, lieu-dit : 457 ;
- Vuillen, forêt : 429.
- Saint-Ruf, ordre de CCCR ;
- abbé : 137 ;
- Saint-Ruth, de, marquis : 321.
- Saint-Sauveur, ordre de CCCR : 302, 320, 388, 431.
- Saints André et Colocer, église : v. Caluso.
- Saint-Second, chapelle : v. Salussola.
- Saint-Seine-l'Abbaye, com. (Côte-d'Or) : 8.
- Saint-Séverin, de, marquise, née d'Yenne, fille de Sophie de Menthon : 450 et n. 31.
- Saint-Théodule, église : v. Sion.
- Saint-Thomas, de, marquis : v. Carron de la Tour.
- Saint-Trond, ville (Belgique) : 40.
- Saint-Ursanne (Jura bernois) : 124.
- Saint-Victor, prieuré cistercien détruit en 1535 avec les faubourgs : v. Genève.
- Sala, de, Humbert : 102.
- Sales, com. (D. Gruyère, Fribourg) : 310.
- Sales, de, comte, gouverneur du duché d'Aoste, 1720 : 296 ;
- François, saint : 202, n. 34, 226 et n. 26, 228, 235, n. 59, 268, 299, 309, 310 ;
- Pierre-François, év. d'Aoste, 1741-1783 : 368, n. 20.
- Salins, com. (Valais) : 286, 425.
- Salins, ville (Jura) : 21, 475 ;
- Goille (Goailles), ancienne abbaye : 100 ;
- église Sainte-Marie et prieuré : 390, 394, n. 4, 396, 475 ;
- ferme de Saint-Ferjeux, près de Salins (ou de Besançon) : 312, n. 64.
- Salquenen, com. (Valais) : 461, n. 47.
- Saluces, de, famille noble du Piémont ;
- Manfroy, mort en 1435 : 81.
- Salussola, com. (prov. de Verceil) ;
- Saint-Second, chapelle : 207.
- San Alessio, com. (prov. de Pavie) ;
- Guardabiate, ferme : 461.
- San Bernardo, ferme : v. Savigliano.
- Sandigliano, de, Antoine, de Bielle, official d'Aoste : 140.
- San Martino Canavese (*de campo* 1177, *de plano* 1286), com. (prov. Turin).
- San Miniato, château et com. (prov. Toscane) : 15, 65.
- San Salvatore, église : v. Borgomasino.
- Santa Cristina, ferme : v. Borgomanera.
- Santhià, com. (prov. de Verceil) : 29 ;
- Sainte-Agathe, église : 29, n. 62 ;
- Sainte-Marie-des-Prés : 29.
- Sarod, de, Boniface : v. de Sarre.
- Sarrasin, François Nicolas, CSB, 1735-1754 : 381, 408.
- Sarrasins : XXII, XXIII, XXVII, XXXI.
- Sarre, com. (région d'Aoste) : 27, 30 ;
- Chésalet, village : 27, 281, n. 40 ;
- Pléod, hameau : 136, n. 8 ;
- Poinod ou Puenço, lieu-dit : 281, n. 40 ;



- Sainte-Hélène, monastère : 213 ;
- Thora, village : 73, n. 8.
- Sarre, de, famille noble de la vallée d'Aoste ;
- Aymon, frère de Thibaut : 90 ;
- Boniface, archidiacre d'Aoste 1303-1318 : 119 ;
- Thibaut, CSB, 1284-1336 : 5, n. 6, 33, 34, 89-90, 93, 107, 112.
- Sarriod, famille noble de la vallée d'Aoste.
- Sarriod de la Tour, famille noble de la vallée d'Aoste : 303 ;
- Aimon, 1125 : 31, n. 71.
- Sassex (peut-être Dassié), lieu-dit : v. Bourg-Saint-Pierre.
- Saudan, Jana : 261.
- Sauzeon 1177, Sainfecdos 1231 (dioc. de Turin).
- Sauzay, préfet du Mont-Blanc : 485.
- Savièse, com. (Valais) 274 ;
- Vercoma, lieu-dit : 26.
- Savigliano, ville (prov. de Cuneo) : 426 et n. 14 ;
- Gorra Grossa, ferme : 426 ;
- Gorra Piccola ou Petita, ferme : 426 ;
- La Fornace, actuellement Cambiano, ferme : 426 ;
- San Bernardo, ferme : 426 ;
- Solere, ferme : 426.
- Savioz, Alphonse, CSB, 1939- : 479, 480.
- Savoie, de, maison qui a régné sur la Savoie, puis sur l'Italie. Liste des comtes, ducs et rois par ordre chronologique :
- Humbert Blanches-Mains, comte, 1003-1050 ? : XXV, XXIX, n. 41, 59, 60 ;
- Humbert II, 1080-1103 : XXVI, 7, n. 10 bis, 18, 60 ;
- Amédée III, 1103-1148 : 15, 16, n. 14, 18, 21, 60 ;
- Humbert III, bienheureux, 1148-1189 : 7, 60, 61 ;
- Thomas I<sup>er</sup>, 1189-1233 : 15, 55, n. 17, 60, 61, 62-63, 105 ;
- Amédée IV, 1233-1253 : 11, n. 34, 62-63 ;
- Boniface, 1253-1263 : 26, n. 37, 63 ;
- Pierre II, 1263-1268 : 5, 11 et n. 34, 12, 18, 55, 63-64 ;
- Philippe, 1268-1285 : 44 ;
- Amédée V, 1285-1323 : 21, 64, 71, n. 2, 86, 95, 102, 107, 110, 119, 140 ;
- Edouard, 1323-1329 : 73, 86, 110, 119, 138 ;
- Aymon, 1329-1343 : 74, 86, 106, 111 ;
- Amédée VI, 1343-1383 : 74, 76, 77, 86, n. 63, 106, 118, 120, 139 ;
- Amédée VII, le Comte Rouge, 1383-1391 : 70, 78, 118, 119 ;
- Amédée VIII, Félix V, pape, 1391-1434 : 70, 79, 81, 82, 104, 105, 111, 119, 120, 122, 129, 134, 143, 147-148, 196.
- Louis, 1434-1465 : 111, 148, 149, 153, 174, 196, 209, 210, 261, n. 120, 346 ;
- Amédée IX, bienheureux, 1465-1472 : 153, 203 ;
- Charles I<sup>er</sup>, 1482-1490 : 152 ;
- Philippe II, 1496-1497 : 155 ;
- Charles III, 1504-1536 : 156, 160, 181, 232, n. 51 ;
- Emmanuel Philibert, 1559-1580 : 145, 185, 187, 188 ;
- Charles Emmanuel I<sup>er</sup>, 1580, 1630 : 197, 261, 302, 304, 309, 314, 320 ;
- Victor Amédée I<sup>er</sup>, 1630-1637 : 320 ;
- François Hyacinthe, 1637-1638 : 320 ;
- Charles Emmanuel II, 1638-1675 : 235, 300, 320 ;
- Victor Amédée II, 1675-1730 : 236, 244, 245, 269, 283, 320-321 ;
- Charles Emmanuel III, 1730-1773 : 371, 385 ;
- Victor Amédée III, 1773-1796 : 451 ;
- Charles Albert, 1831-1849 : 446, 486.
- Savoie, maison de -. Sont mentionnés ici, par ordre alphabétique, les autres personnages de la maison de Savoie nommés dans cet ouvrage ;
- Aymon, fils de Thomas I<sup>er</sup> : 62 ;
- Baugé, de, Sybille, épouse d'Amédée V : 21, 86 ;
- Baux, de, Cécile, épouse d'Amédée IV : 63 ;
- Béatrice de Vienne, mère du comte Thomas : 61, n. 41 ;
- Berry, de, Bonne, épouse d'Amédée VII : 78 ;
- Brabant, de, Marie, duchesse : 139 ;
- Carignan, de, Thomas : 304 ;
- Edouard, év. de Sion, 1375-1386 : 70, 118 ;
- Espagne, d<sup>re</sup>, Catherine, épouse de Charles-Emmanuel : 320 ;
- France, de, Marguerite, duchesse : 213 ;
- François, prévôt du Mont-Joux 1459-1490 : 146, 147, 150-154, 163, 164-165, 168, 169, 172, 178, 192, 193, 203, 204, n. 44, 211 ;
- François, fils du prévôt François : 154, n. 30 ;
- Jeanne-Baptiste : 236 ;
- Louis, prévôt, 1491-1494 : 154-155 ;
- Louis, prince de Morée, 1384 : 118 ;
- Lusignan, Anne de : 153, 196 ;
- Marguerite, reine d'Italie : 415, 455, 486 ;
- Maria José, princesse de Piémont : 455, 486 ;



- Marie-Christine, épouse de Victor Amédée I<sup>er</sup> : 229, 231, 263, 300, 320 ;
- Marie, duchesse : 129 ;
- Marie, Jeanne-Baptiste, régente : 274, 320 ;
- Marie-Louise, duchesse de Baden : 300 ;
- Philippe, prévôt, 1494-1509 : 155-156, 164, 184, 202 ;
- Thomas, fils de Thomas I<sup>er</sup> : 26 ;
- Yolande, duchesse : 143-144, 191.
- Savoy, hôtel de Londres situé dans le Strand : v. Londres.
- Saxon, de, famille noble du Valais ;
- Pierre : 10, 26.
- Scex de Rennaz, lieu-dit : v. Rennaz.
- Schelandre, seigneurie : 308.
- Schelin, Conrad, CSB, 1452 : 172.
- Schiner, Martin, neveu du cardinal : 159 ;
- Mathieu, év. de Sion, 1499, cardinal, 1511-1522 : 157-159, 164, 183, n. 10 et 12, 208, 317.
- Sclarandi, avocat général de la cour de Turin, 1732 : 348.
- Séchal, Aimon, prévôt du Mont-Joux, 1374-1393 : 76-78, 82, 83, 88, 91, 121, 129, 130-131, 133 ;
- Jean, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1403 : 122 ;
- Jean, père du prévôt Aimon : 77.
- Séchaux, Etienne, donzel d'Aubonne : 131, n. 52.
- Sedin, Jacques, curé d'Etroubles, 1424 : 124.
- Séze, com. (Savoie) ;
- église et prieuré : 204 et n. 46, 215, n. 22, 240, 306, 372, n. 28, 374, 376 ;
- hospice : 375 ;
- Longefoy, village 215, n. 22 ;
- Saint-Germain, hameau : 305.
- Sélina, lieu-dit (environs d'Aoste).
- Seluano, lieu-dit (environs d'Aoste).
- Sembrancher, com. (Valais) : 29, 127, 144, 188, 451 ;
- chapelle de la B. V. Marie : 131 ;
- châtelain : 86, n. 63, 174, 191 ;
- église et cure : XXVII, 53, 316, 389, 395, n. 5, 425, 450, 451 ;
- Semsales, com. (D. Veveyse, Fribourg) ;
- prieuré 123, n. 25, 310-311.
- Senatore, monastère : v. Pavie.
- Sermond, François, fondateur de la Valteline : 178.
- Sermuz, Semmurs 1177, hameau où se trouvait une église dépendant du Saint-Bernard : v. Gressy.
- Servé, Jean, CSB, 1437-1438 : 115.
- Sévaz, com. (D. Broye, Fribourg) ;
- prieuré : 310.
- Sexfontaine, de *Saxis Fontanis* 1177, *Fontana Saza* 1340, com. (arr. Chaumont, Haute-Marne).
- Sézanne, chef-lieu de canton (Marne).
- Siao-Weisi, village (sous-préfecture de Weisi) : 479.
- Sibille, femme de Guillaume Cachepesii : 29.
- Siccus, Uberr : 29, n. 62.
- Sierre, ville (Valais) : 93.
- Sigéric, archevêque de Cantorbéry : XXIII.
- Sigismond, empereur : 119.
- Signayes, hameau d'Aoste.
- Sikkim (Indes) : 480.
- Simplon, com. (D. Brigue, Valais) : 465 ;
- Bärnetscha, mayen : 426, n. 14, 466, 467 ;
- Engelloch, refuge : 466 ;
- Gaby, hameau de Simplon ;
- Gampisch : 461, n. 47 ;
- Halsen : 461, n. 47 ;
- Krumbach, torrent : 462 ;
- la Barrière, lieu-dit : 467 ;
- la Coupure : 465 ;
- la Souste, alpage : 467 ;
- Rotelsch, lac et alpage : 464, 467 ;
- Spitematten, alpage : 467 ;
- Vieil Hospice : 460-461, 468.
- Simplon, col (2008 m.) reliant Brigue à Domodossola : 42, 416 ;
- hospice : 397, 422, 431, 447, n. 25, 460-469, 485, 490, 492 ;
- tunnel : 468.
- Sinzo, lieu-dit de Sarre.
- Sion, ville capitale (Valais) : 9, 15, n. 8, 111, 118, 144, 274, 279, 369 ;
- Champsec, lieu-dit : 16, n. 12 ;
- chapitre, chanoines : XXVII, 30, n. 64, 77, 387-388 ;
- Châteauneuf, école d'agriculture : 436, n. 7, 437 ;
- Croseto, de, pré : 73 ;
- la Majorie, château : 15, n. 8 ;
- la Planta, place : 143, 487 ;
- la Soutertry, lieu-dit : 16, n. 12 ;
- maison du prévôt : 101, n. 28 ;
- rectorie : 24, 30, 32, 73, 276, 286-287, 372, n. 28, 425 et n. 10, 426, n. 14 ;
- Saint-Michel, chapelle de la Majorie : 15, 16, n. 12, 101, 128 ;
- Saint-Théodule, église : 30 ;
- Tavaillon : 16, n. 12 ;
- Valère, église-château : 16, n. 12.
- Sissone, Sessone 1323 (arr. Laon, Aisne) : 101, n. 28.
- Sixt, abbaye (Haute-Savoie) : 431, n. 2.
- Sixte IV, pape, 1471-1484 : 149, 209.
- Sixte-Quint, pape, 1587 : 220.

Sofflard, Jean, de Bourg-en-Bresse : 174, 182.  
 Soissons, ville (Aisne) : XXI.  
 Solace, de, Jean, CSB, 1433-1473, élu prévôt en 1459, il n'est pas confirmé et se désiste en 1465 : 114-116, 150-153, 154.  
 Solere, ferme : v. Savigliano.  
 Soleure, ville suisse : 283, n. 45.  
 Sollieti, Guillaume : 191.  
 Somport, col des Basses-Pyrénées ;  
 — Sainte-Christine, hospice : 45.  
 Sonderbund, alliance des sept cantons catholiques suisses en 1846 : XVII, 399, 485, 487.  
 Sores Saix, lieu-dit de Bex probablement : v. Bex.  
 Sotor, David, prévôt de la cathédrale d'Aoste : 52.  
 Sottens, com. (Vaud) : 199.  
 Soulalex, hameau : v. Orsières.  
 Sous-les-Murs, lieu-dit d'Aoste.  
 Spagnoli, Jacques, 1810-1859, de Rovegno, fixé à Martigny vers 1830 : 488, 489.  
 Spahlinger, consul suisse : 478.  
 Spalenthor, église aux portes de Bâle : v. Bâle.  
 Spitlematten, alpage situé à proximité du Vieil Hospice : v. Simplon, com.  
 Staffarde, abbaye (prov. de Cuneo) : 153.  
 Stockalper, famille valaisanne : 461, 467 ;  
 — Gaspard, gouverneur de Saint-Maurice, 1646 : 229, 253-254, 461, n. 47 ;  
 — Maurice : 466.  
 Strand, rue : v. Londres.  
 Suen, village de Saint-Martin.  
 Supersaxo, famille noble du Valais ;  
 — Barthélémy, év. de Sion 1638-1640 : 225, 226 ;  
 — François, chanoine de Sion, 1499-1523 : 198 ;  
 — François Joseph, év. de Sion, 1701-1734 : 239, 294, 300, 336, 348 ;  
 — Georges : 157.  
 Suse, com. (au pied du Mont-Cenis, prov. de Turin).  
 Suttons, ville (comté de Surrey, Angleterre). Le Saint-Bernard possédait le manoir de Suttons, actuellement : Suttons Farm, situé à un demi-mille au sud de la gare de Hornchurch : 14, n. 6.  
 Sybue, Marcel, procureur du prévôt de Tillier, 1596 : 277.

## T

Tagnani, ferme : v. Borgomanero.  
 Tailland, Alexandre, CSB, 1573-1615 : 172.  
 Taipei : v. Formose.  
 Talloires, prieuré (Haute-Savoie) : 149.

Tamen, Oyen, charpentier : 264.  
 Tamié, abbaye cistercienne (Haute-Savoie) : 406, 450.  
 Tanara, cardinal, 1716-1718 : 335, 337.  
 Tanay, alpage : v. Vouvy.  
 Tancredi de Falletti de Barol, Charles : 412.  
 Taninges, de, comte, vice-bailli d'Aoste 1724 : 243.  
 Tappachyn, Pierre, CSB, 1513-1529 : 190.  
 Tarentaise (région comprenant la partie supérieure de l'Isère, diocèse).  
 Taride, Hugonin : 126.  
 Tassairi 1177 (dioc. de Turin ?).  
 Tassel, lieu-dit : v. Gressan.  
 Tasso, Jean Vincent, év. d'Aoste, 1908-1919 : 415.  
 Tatsienlou (Chine) : 477.  
 Tavaillon, lieu-dit : v. Sion.  
 Tavel ou Tavelli, noble famille genevoise ;  
 — Guichard, év. de Sion, 1342-1375 : 76, 77, 118, 128.  
 Taverners, Jean : 16, n. 12.  
 Taveron, CR, prieur de Saint-Symphorien d'Autun : 475.  
 Tcholaire, lieu-dit à trois quarts d'heure au levant de l'hospice : v. Bourg-Saint-Pierre.  
 Tchrongteu (sous-préfecture Kong-Chan, prov. Yunnan) : 479.  
 Têla ou Thêla : v. Lausanne.  
 Tencin, de, Pierre Guérin, 1679-1758, cardinal, 1739, chargé d'affaires de Louis XV : 365.  
 Tenniken, com. (Bâle) : 47.  
 Tercier, Pierre Joseph, CSB, 1738-1752 : 363, 381.  
 Tercinod, Alexandre, CSB, 1569-1588 : 167, 171, 220, 253.  
 Terretaz, Pierre Henri, CSB, 1772-1831 : 452.  
 Tête de Fontintes : v. Saint-Rhémy.  
 Tête-Noire, lieu-dit : v. Trient.  
 Thébald, prêtre, 1284 : 5, n. 6.  
 Thêla, abbaye cistercienne : v. Lausanne.  
 Theobaldus : v. Thibaut de Sarre.  
 Théoderic, chartreux 1189 : 61, n. 38.  
 Thérèse de l'Enfant Jésus, sainte : 418.  
 The Savoy : v. Londres.  
 Thévenot, Claude-Philibert, CSB 1731, prévôt 1758-1775 : 365, 366, 393-397, 405, 418, 425, 440, 475.  
 They, en, alpage de Morgins : v. Trois-torrents.  
 Thibaut : v. de Sarre, famille.  
 Thiers : 489, n. 13.  
 Thin, de, Robert, seigneur de Schelandre et de Chaumont : 308.  
 Thollon, com. (Haute-Savoie) : 110, 309 ;  
 — église et cure : 55.

- Thomas, fils de Perret, de Liddes : 125.  
 Thomas, CSB, hospitalier de l'hôpital de Vevey, 1231 : 48.  
 Thomas de Solario, CSB, 1282-1323 : 34, n. 83.  
 Thomas de Vevey, CSB, 1245-1284, sacristain du Mont-Joux, 1284 : 5, n. 6, 38, n. 6.  
 Thonon, ville (Haute-Savoie) : 79, 106, 186, 188 ;  
 — Ripaille, château et prieuré : 70, 78, 79, 81, 90, 106, 149, 196, 197 ;  
 — Rive-sous-Thonon : 79, 106, 108, 194, 202, 242, 309-310, 372, n. 28, 375 ;  
 — Saint-Hippolyte, prieuré, 59, n. 57, 309 ;  
 — Vernay, ferme : 186.  
 Thora, village dans le vallon du même nom : v. Sarre.  
 Thora, de, famille noble de la vallée d'Aoste : 136, n. 8 ;  
 — Ay(mon), 1340 : 136, n. 8.  
 — Béatrice de Pléod, *pleoleta* : 94.  
 — Boniface, père du prévôt Guillaume : 72 ;  
 — Claude, bailli d'Aoste, 1424 : 121, n. 15 ;  
 — Denys, chanoine d'Aoste et de Sion, 1322-1349 : 73, n. 9, 74 et n. 15 et 18, 93 ;  
 — Guillaume, prévôt du Mont-Joux, 1317-1353 : 72-74, 84, n. 61, 90, n. 79, 100, 102, 106, 108, 110, 111, 128, 135, 136, n. 8 ;  
 — Jean, doyen de Sion, 1301-1330 : 73, n. 9, 136, n. 8 ;  
 — Pierre, év. d'Aoste, 1260-1266 : 73, n. 9 ;  
 — Pierre, doyen de Sion, 1283-1297, frère de Boniface.  
 Thovet, de, Pierre, camérier de Thomas de Savoie : 62.  
 Tibet, mission : 404, 428.  
 Tiercelin, Jacques : 182.  
 Tillier, de, famille noble de la vallée d'Aoste : 219, n. 2 ;  
 — André, prévôt du Mont-Joux, 1587-1611 : 199, 200, 219-223, 234, 249, 250, 254, 268, 274, 275-279, 281, 286, 287, 289, 292, 296, 302, 306, 307, 311, 317, 323, 324 ;  
 — Jacques, chanoine de la cathédrale d'Aoste : 222, n. 12 ;  
 — Gaspard : 322, n. 27 bis ;  
 — Jean-Baptiste : 196, n. 13 ;  
 — Jean (Claude), frère du prévôt, CSB, 1590-1638 : 253, 270, n. 8 ;  
 — Maurice : 219.  
 Tissières, Germain, CSB, 1843-1868 : 432 ;  
 — Jules Onésime, CSB, 1857-1906 : 419.  
 Tixier, chanoine de Clermont-Ferrand : 450 et n. 30.  
 Tollen (Tollegny), famille de Bielle : 183, 188, 216 ;  
 — Boniface : 161, n. 69 ;  
 — Guyon : 161, n. 69 ;  
 — Jean : 161, n. 69 ;  
 — Martin : 161, n. 69 ;  
 — Michel : 162, 188, 276 ;  
 — Pierre : 161, n. 69 ;  
 — René, prévôt du Mont-Joux, 1563-1586 : 161-163, 166, 170, 184-185, 189, 190, 191, 193, 202, 212, 254, 268.  
 Töpffer, Rodolphe, 1799-1846, professeur et écrivain genevois : 454.  
 Torgnon, com. (région d'Aoste) : 283, n. 45 ;  
 — Cayli, lieu-dit : 15, n. 9.  
 Tornay, Maurice, CSB, 1931-1949 : 477, 479, 480.  
 Tornieur ou Tornieux, Jean Pantaléon, CSB, 1661-1683 : 233, 234, 261, 282, 287, 291, 309, 312.  
 Torre del Mangano, com. (prov. de Pavie) : 461.  
 Torrent, Joseph : 489.  
 Torrenté, rivière (près de Maxilly, Haute-Savoie) : v. Maxilly.  
 Torrenté, de, Adrien : 488, n. 12 ;  
 — Michel : 181 ;  
 — Philippe, châtelain de Sion : 145.  
 Torrione, famille d'Aoste : 160, n. 58.  
 Toruty, Jacques Louis, Lyonnais : 301.  
 Toul (Meurthe-et-Moselle).  
 Tourbillon, château épiscopal (Sion).  
 Tour-de-Peilz, com. (Vaud) : XXI ;  
 — Cretely, lieu-dit : XXI.  
 Tour des Fours, *Petra acuta* ? 1558, rocher dominant la Bau : v. Grand-Saint-Bernard.  
*Traelletrop* : v. Etroubles.  
 Transchemer, Jean, CSB, 1437-1438 : 115.  
 Tranche-Montagne : 196.  
 Trévelin : v. Aubonne.  
 Tria, Jean André, auditeur du nonce de Lucerne 1718 : 250, 337.  
 Trient, com. (Valais) ;  
 — église et cure : 470, 473 ;  
 — Balma, col : 488, n. 12 ;  
 — Les Jeurs, village : 473 ;  
 — Tête-Noire, lieu-dit : 488, n. 12.  
 Trient, glacier, au-dessus du village de Trient ;  
 — rivière qui descend de ce glacier.  
 Trivulcio, Jacques, quêteur : 182-183.  
 Troillet, Maurice, conseiller d'Etat du Valais, 1913-1953 : 437.  
 Troistorrents, com. (Valais) ;  
 — Chenalier, village : 181 ;

— They, en, alpage : 181.  
 Tronzano, Drozan, 1484, com. (prov. de Vercell) ; 207 ;  
 — Saint-Georges, chapelle : 48, 207 ;  
 — Saint-Germain : 48, 207.  
 Trotachin, rue d'Aoste.  
 Troyes (Aube) : v. aussi Carinthie ;  
 — Alours de Saint-Bernard, marché : 198, n. 23 ;  
 — Maison-Dieu et prieuré : 15, 16, n. 11, 19, 23, 182, 194, 198, 312, 390, 475.  
 Truchet, Jean, CSB, 1483-1500 : 204.  
 Tsermanaire, pente sud du Mont-Mort : v. Saint-Rhémy.  
 Tsechung, sous-préfecture d'Attendze (Yunnan, Chine) : 479.  
 Turin : 434, 435 ;  
 — Saint-Bernard, église : 64, 121, n. 17.  
 Turreau, Louis, général français, 1756-1816 : 462.  
 Tuyll, de, baron, général russe : 454.

## U

Udret, Jean : 225.  
 Ugueccione, év. de Vercell : 18.  
 Uldric, CSB, prieur de Saint-Symphorien, 1167 : 51, n. 3.  
 Uldric, chanoine de Saint-Jacquème, 1125 : 31, n. 71.  
 Uldric d'Aigle, vendeur de l'alpage de Tanay, 1299 : 105.  
 Uldric d'Etoy, CSB, prieur d'Etoy, 1145-1167 : 51, n. 2 et 3.  
 Uldric de Noville, vicaire de Sailon, 1329 : 123, n. 25.  
 Uldric de Sembrancher, 1229 : 31.  
 Uldric de Villars : 84.  
 Uldry, ou Uldric, prévôt du Mont-Joux, 1158-1173 : 5, n. 3, 7, 8, 14, n. 4, 15, n. 9, 22, 27, 50.  
*ulminis, in*, lieu-dit, environs d'Aoste.  
*Ulmis, de*, Richard, d'Havering : 18.  
 Ulric, châtelain de Chillon : 61.  
 Unterwald, canton suisse : 369.  
 Urbain IV, pape : 134, n. 7.  
 — V, pape, 1362-1370 : 58, 98, 133, 134, n. 7, 209 ;  
 — VI, pape, 1378-1389 : 69, 70 ;  
 — VIII, pape, 1623-1644 : 228, 315.  
 Uri, canton suisse : 369.  
 Ursia, d', Antoine, père de Jean : 174 ;  
 — Claire, épouse de Jean : 174 ;  
 — Jean : 174.  
 Uselly, Louis, d'Aoste, CSB, 1688-1751 : 291.

## V

Vacher, Nicolas, CSB, 1711-1762 : 163, 222, 257, 273, n. 10, 278, 279, 285, 289, 339, 347, n. 39, 353-379, 383, 392, 394.

Vacherel, Jean : 166.  
 Vaillion, Jean-Baptiste, CSB, 1725-1775 : 355.  
 Valais : 59, 144, 159, 200, 201, 208, 213, 220, 222, 223, 229, 231, 247, 250, 253, 272, 279, 281, 285, 296, 298, 301, 308, 310-311, 316, 321-322, 323, 327, 345, 346-349, 356, 362, 365, 369-370, 371, 385, 392, 399, 412, 413, 416, 417, 426 et n. 14, 427, 432, 435-437, 444, 445-446, 451, 454, 456, 457, 463, 486-497.  
 Valaisans : 144-145, 164, 187, 196, 341, 342, 488.  
 Valbert, év. d'Aoste, 1186-1212 : 8, 52, 62, n. 42.  
 Valbert, prévôt de Verrès : 8.  
 Valdigne, région de Morgex (vallée d'Aoste) : 240.  
 Val-d'Illeiez, com. (Valais) : 191.  
 Valdin : v. Waldin.  
 Val d'Isère (Savoie) : XXVIII, n. 37.  
 Valdotains, habitants de la vallée d'Aoste : XXX, 143.  
 Valduggia, com. (prov. de Vercell) : 415.  
 Valenti, cardinal secrétaire d'Etat, 1740 : 364, 365.  
 Valère, église-château : v. Sion.  
 Valette, Antoine, novice du Saint-Bernard, 1525 : 160, n. 58.  
 Valeyre, de, Guillaume : 17, n. 16 ;  
 — Pierre : 17, n. 16.  
 Valgrisanche, com. (région d'Aoste) ;  
 — Fornet, village : 204 et n. 44.  
 Vallanzan, Jacques, CSB, 1704-1763 : 328, 376.  
 Vallée d'Aoste (Italie du Nord) : 6, 144, 187, 197, n. 13, 239, 300, 322, 437, 456, 486.  
 Valleise, de, famille noble de la vallée d'Aoste : 26 ;  
 — Antoine, prieur de Saint-Ours, 1427 : 138, n. 19 ;  
 — Ardicion, neveu de Jacques : 26 ;  
 — Emeric, 1229 : 31, 62 ;  
 — Jacques : 26 ;  
 — Pierre, fils d'Emeric : 31 ;  
 — Tiboldin, frère d'Ardicion : 26.  
 Valpelline, vallée (région d'Aoste) : 239.  
 Valpelline, de, famille noble de la vallée d'Aoste ;  
 — Gontier : 17, n. 18.  
 Valpergue, Pompée des comtes de : 300.  
 Valsavarenche, vallée (région d'Aoste) : 95.  
 Valsorey, torrent : v. Bourg-Saint-Pierre.  
 Val-Suzon, com. (arr. Dijon, Côte-d'Or, dioc. Langres) : 8, 313.  
 Valter, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1290-1309, frère d'Aymon son prédécesseur : 23, 29, n. 59, 34, 71, 128.

- Valter, CSB, prévôt de Ferrette, 1940 : 182.  
 Valter, prieur : 62.  
 Valtournenche, com. (région d'Aoste) : 97, n. 17.  
 Varonier, François Joseph Alexis, de Loèche, convers du Saint-Bernard, 1737-1756 : 381.  
 Vassinis, de, prieuré de CCRR (France) : 121.  
 Vaucher, Valcherius, prévôt du Mont-Joux, 1206-1208 : 8, 52, 54.  
 Vaudan, Jean-Louis, chan. d'Aoste, † en 1555 : 176, n. 105 bis.  
 Vaudan, Léonard : 196, n. 13.  
 Vaudois du Piémont : 301.  
 Vauruz, de, Vuillermoz, de Villeneuve : 87.  
 Vauz, lieu-dit de Vevey.  
 Veillon, Périmand : 199.  
 Venetz, Franz, de Stalden, 1821-1870, ingénieur valaisan : 446 ;  
 — J. A. de Sion, oblat du Saint-Bernard, 1742 : 382.  
 Venoge, rivière (Vaud) : XIX, n. 3, XXI, XXVII.  
 Venthône, de, famille seigneuriale du Valais ;  
 — Aimon, chanoine de Sion : 30.  
 Verbier, village : v. Bagnes.  
 Vercell, chef-lieu de la prov. de ce nom : XXXII ;  
 — Saint-André, abbaye : 48 ;  
 — Saint-Bernard, prieuré et église paroissiale : 9, 14, 19 ;  
 — Saint-Eusèbe, église : 19, n. 25.  
 Vercoma, vignoble : v. Savièse.  
 Verdone, alpage de Valpelline.  
 Veret, Colard : 182.  
 Vernays, lieu-dit : v. Bex.  
 Vernay (Haute-Savoie) : v. Thonon.  
 Verney, alpage de Valpelline (région d'Aoste).  
 Vérone, ville (Italie) : XXXII.  
 Verrayes, com. (région d'Aoste) ;  
 — Cly, château : 119, 239, n. 74 ;  
 — Dessus-Maison : 239, n. 74 ;  
 — Le Suac : 239, n. 74 ;  
 — Notre-Dame de Freyer : 219, n. 2 ;  
 — Saint-Denis, paroisse : 239, n. 74.  
 Verraz, Jean-Claude, de Saint-Oyen, CSB, 1692-1734 : 257, 262, 265, 294, 307, 315, 328, 344, 345 et n. 34 ;  
 — Jean François : 286 ;  
 — Léonard, fermier de Saint-Oyen : 286.  
 Verrès, com. (région d'Aoste) ;  
 — Saint-Gilles, prévôté : XXXI, n. 45, 13, n. 1, 20, 100, 197, 203, 231, 320, 483-484.  
 Verrogne, hameau : v. Saint-Pierre, com.  
 Versoix, ville (Genève) ;  
 — Saint-Loup, église : 55.  
 Versonay, de, Jean, CSB, 1359-1370 : 90.  
 Vert, village : v. Donnaz.  
 Vertosan, combe (région d'Aoste) : 33, 34, 283.  
 Verveys, alpage : v. Bionaz.  
 Vesendaz, Jean Léonard, d'Etroubles, neveu du prévôt Jorioz, CSB, 1719-1770 : 248, 348, 378.  
 Vessat, Guillaume, CSB, 1437-1447 : 116.  
 Vevey, ville (Vaud) : XXI, XXVII, 41, 75-76, 83 ;  
 — Bothonens, quartier : 75 ;  
 — Caminiaux, Kamuntels, Communaux, lieu-dit : XXVII, n. 32 ;  
 — Charmontey, en, lieu-dit : XXI, XXVII, n. 32 ;  
 — hôpital : 48, 199 ;  
 — le Monticule, lieu-dit : XXI ;  
 — Saint-Martin, église : XXI ;  
 — Vieux-Mazel, quartier : 75.  
 Veya, lieu-dit : v. Etroubles.  
 Veyret, père dominicain : 294.  
 Viatte, Norbert, chanoine de Saint-Maurice : XXIII, n. 20.  
 Vicanatus, délégué de l'abbé de Saint-Etienne de Dijon, 1372 : 132.  
 Viccardo, Jules César : v. Riccardi.  
 Viconia, de, Benoît : 193.  
 Vieil Hospice ou hospice Stockalper : v. Simplon, com.  
 Vieille Suisse, parti politique du Valais : 399, 487.  
 Vieux-Mazel, quartier : v. Vevey.  
 Vignet, avocat fiscal de l'Ordre Mauricien : 376.  
 Vigny, vignoble : v. Lavey.  
 Vigny : v. Brenthonne.  
 Viguyel, Viguyet, Claude, CSB, 1479-1484 : 195, 204.  
 Villa, de, André : 16, n. 13.  
 Villa Arlens, Allens ou Alens, hameau près de Cossonay, ou mieux une localité près de Saint-Prex, entre l'Aubonne et la Venoge (Vaud) : XXI.  
 Villair, dou, Jean Ade : 105, n. 44.  
 Villard-Benoît : v. Pontcharra.  
 Villars-Epeney, com. (D. Yverdon, Vaud) : 51.  
 Villars-sous-Yens, com. (D. Morges, Vaud) : XIX, n. 3, 199.  
 Villefranche, village de Quart-Villefranche.  
 Villencus d'Ayent, CSB, 1290-1323 : 135.  
 Villencus, de Saint-Pierre, et ses frères : 47.  
 Villeneuve, com. (région d'Aoste) : 106 ;  
 — Champ-Rottard, ferme : 283, 372, n. 28, 377.  
 Villeneuve, com. (Vaud) : 51, 106.

Villeneuve-le-Roi, com. (Seine-et-Oise) : 23.  
 Vincent, près de, *prope Vincentem* en Picardie, probablement dans le voisinage de Fresnes (Nord) : 101, n. 28.  
 Vinci, de, Joseph, archevêque de Beyrouth, nonce en Suisse, 1785-1794 : 441.  
 Vinier : v. Brenthonne.  
 Vinkelried, im. J.-B., oblat du Saint-Bernard, 1754 : 420.  
 Viollier, David : 434.  
 Vion, Jean, de Samoëns : 216.  
 Vionnaz, com. (Valais) : 412.  
 Viot, Roland, CSB, 1604, prévôt, 1611-1644 : XIX, n. 1, 7, 35, n. 1, 75, 78, n. 37, 223-228, 249, 255, 260, 263, 266, 267, 275, 279-280, 286, 290, 298, 305, 307, 308, 311, 317-318, 319, 323, 324-325.  
 Virelquin, Thomas, CSB, 1424-1473 : 116.  
 Viry, de, famille noble de Savoie ; — Amédée : 80.  
 Vitot, Jean : 198, n. 23.  
 Viverone, com. (prov. Verceil).  
 Viverone, de, Odon : 15, 18, 19.  
 Vivier, quartier : v. Bourg-Saint-Pierre.  
 Voex, hameau de Rhône-Saint-Georges.  
 Voisey, com. (arr. Langres, Haute-Marne).  
 Vollèges, com. (Valais) : 405 ; — Etiez, hameau : 119, 299.  
 Volluz, François, châtelain d'Entremont, 1640 : 281, 307.  
 Vor Spalen : v. Bâle.  
 Vorzier, lieu-dit contigu aux Grandes-Marèches : v. Martigny-Ville.  
 Voutaz, Antoine, CSB, 1695-1743 : 247, 265, 295, n. 5, 315, 327, 344, 345 et n. 34, 365.  
 Vouvry, com. (Valais) : XIX, n. 3 ; — église et cure : 111, 127, 151, n. 15, 208, 470, 474 ; — Miex, village : 105, 191, 474 ; — Porte-du-Scex : 494 ; — Saint-Antoine, chapelle : 131 ; — Tanay, alpage : 74, n. 19 bis, 79, 105, 111, 280, 286, 474.  
 Voyoux, alpage : v. Nus.  
 Vuetto de Yolli : 205.  
 Vufflens, de, famille noble de Vaud.  
 Vuillelme, év. d'Auxerre : 56.  
 Vuillelmus de Monte Jovis [ou Joveti] : 7, n. 10 bis.  
 Vuillen, forêt : v. Saint-Rhémy.  
 Vuillermes, bienheureux, curé de Morgex : 400 ;  
 Vuillermes, chanoine de la cathédrale d'Aoste, 1260 : 17, n. 16.  
 Vuillermes, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1323-1326 : 73.

Vuillermes, fils de Valter, prieur : 62.  
 Vuillermes, de Luillier, CSB, prieur de Saint-Bénin, 1271-1280 : 23, 31.  
 Vuillermes, Jacques, de Sembrancher, CSB, 1440-1443 : 192.  
 Vuillien, Perret, de Vollège : 106, n. 54.  
 Vuillieris, Pierre : 187.  
 Vuisternens (Fribourg) : 310.  
 Vultcharius ou Vuilicharius, Vulchaire, abbé de Saint-Maurice : XX, n. 6.  
 Vultgarius, abbé du monastère de Saint-Pierre de Mont-Joux : XIX, XX, n. 6.

## W

Waldin, famille patricienne de Sion ; — Barthélémy, bourgmestre de Sion, époux de Marie Elisabeth de Courten : 261, 262 ; — Jacques, bourgmestre de Sion, 1592, châtelain de Sion, 1604 : 279, n. 29.  
 Wegener, Franz-Christian, châtelain de Brigue, 1708-1730, banneret, 1725-1745 : 285.  
 Weisi, sous-préfecture (prov. Yunnan, Chine) : 476, 477, 479, 480 ; — Houalopa, probatoire : 477.  
 Wettingen (Argovie) ; — Maristella, couvent : 115.  
 Wido d'Autan : 32.  
 Wikeham, Guillaume de -, évêque de Winchester : 128-129.  
 Winchester, ville d'Angleterre : 129.  
 Wissing, Henri Hennward, imprimeur, 1723 : 340, n. 22.  
 Wolf, Joseph Henri : 448 ; — Nicolas : 279, n. 29.  
 Wuilloud, Henri : 435, 436, n. 8.

## Y

Yenni, Pierre André, CSB, 1801-1831 : 399, 432.  
 Yens, com. (D. Morges, Vaud) : XIX, n. 3, 126 ;  
 Yerkalo, village dépendant de Karmda (Tibet) : 477, 479.  
 Ylla, lieu-dit : XIX, n. 3.  
 Yunnan, prov. (Chine) : 391, 402, 475, 476.  
 Yunnanfou : 476, 477.  
 Yverdon, ville (Vaud) ;

## Z

Zaehringen, de Berthold : 39-40 ; — Conrad, év. de Porto, 1219-1227 : 37, 38, n. 6.  
 Zucca, Guy : 64 ; — Perelin : 64.  
 Zuidelberg, de, Albert : 203, n. 42.  
 Zurich : 369, 432, 434.





# Table des matières

Préface	VII
Bibliographie	
Archives consultées	XI
Abréviations	XII
Ouvrages cités	XIII
Introduction	XVII
Le monastère de Saint-Pierre du Mont-Joux	
Origine	XIX
Religieux	XX
Dotation	XXI
Géographie politique	XXI
Passage	XXI
Ruine du monastère	XXII
Restauration	XXIII
Ermengarde, seigneur du Mont-Joux	XXIV
Les origines de l'hospice du Grand-Saint-Bernard	
Du monastère de Saint-Pierre à l'église de Saint-Nicolas	XXVI
D'Ermengarde à saint Bernard	XVIII
Le passage de Mont-Joux au temps de saint Bernard	XXXI
Première partie	
L'expansion	
du début à 1302	1
Chapitre I — L'organisation hiérarchique	
L'église de Saint-Nicolas du Mont-Joux	3
Le régime corporatif	
Le chapitre conventuel	4
Le chapitre général	6
Les prévôts jusqu'en 1302	7

## Chapitre II — Le temporel

### La dotation

Les biens donnés	13
Les donateurs	17
Répartition géographique de la dotation	18
Charges des donataires	21
Quêtes	21

### L'administration

#### Les organes de l'administration

Le chapitre	22
Le prévôt	22
Saint-Bénin	23

#### Exercice de l'administration

Conservation des biens acquis	24
Acquisitions et échanges	27
Exploitation	30
Prêts et dettes	31
Recouvre des rentes	31
Ferme de Saint-Oyen	32

## Chapitre III — L'activité

La vie religieuse	35
-------------------	----

#### L'activité hospitalière

Les passants	39
Le transit des marchandises	42
La route et ses services	42

La vie dans les bénéfices	45
---------------------------	----

Les charges	45
Les desservants	45
Mutations dans les bénéfices	46
Administration	47
Statut des bénéfices relativement à l'hospice	48

## Chapitre IV

### Relations avec les institutions ecclésiastiques et laïques

Relations avec les autres monastères	50
Relations avec les évêques diocésains	51
Relations avec le Saint-Siège et privilèges	56
Relations avec la maison de Savoie	59
Protection impériale	64
Appendice — Hôpital de Fontintes	66

Deuxième partie

L'apogée

1302 - 1438

Introduction	69
Chapitre I — Les personnes de l'ordre	
Le prévôt	71
Le chapitre	82
Le couvent	
Membres	85
Occupations	86
Milieu	88
Les religieux	89
Les prébendiers et les confrères de saint Bernard	93
Chapitre II — Le temporel	
Les bienfaiteurs	94
Les quêtes	96
L'administration	
Organes	98
Exercice	100
Administration du chapitre	100
Administration de l'hospice	102
Administration des claustraux	106
Mense du prévôt	108
Les droits seigneuriaux	
Chapitre III — L'activité	
La vie religieuse	113
L'activité hospitalière	118
Les bénéfices	121
Chapitre IV	
Relations avec les institutions ecclésiastiques et laïques	
Relations avec l'Ordre des chanoines réguliers	132
Relations avec le Saint-Siège	133
Relations avec les ordinaires et exemption	135
Relations avec la maison de Savoie	138
Appendice : Les hôpitaux voisins	140

Troisième partie

Période de déclin

La prévôté de Mont-Joux sous la commende 1438 - 1586

Introduction	143
--------------	-----

Chapitre I — Les personnes de l'ordre

Les prévôts commendataires 1438 - 1586	146
Le chapitre	163
Le couvent	168
Clausaux	168
Occupations des clausaux	173
Milieu	175
Les protecteurs et confrères	180

Chapitre II — Le temporel

Les bienfaiteurs	181
Les quêtes	182
L'administration	
Organes	185
Exercice de l'administration	
Administration générale	185
Administration des clausaux	190
Les droits seigneuriaux	191

Chapitre III — L'activité

L'observance	192
Le passage	195
La vie dans les bénéfices	197

Chapitre IV — Relations extérieures

Relations avec le Saint-Siège	209
Relations avec les ordinaires, exemption	210
Relations avec l'Ordre des chanoines réguliers	214
Appendice — Légende et culte de saint Bernard aux XV <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> siècles	215

## Quatrième partie

### La reprise sous les prévôts valdotains 1587 - 1734

#### Chapitre I — Les personnes de l'ordre

Les prévôts valdotains	219
Le chapitre	249
L'hospice	
Chapitre claustral et communauté	254
Officiers	257
Activité	261
Milieu, église, édifices	262
Les novices et profès	266

#### Chapitre II — Le temporel

Quêtes	268
Bienfaiteurs	273
Administration	
Organes	274
Exercice de l'administration	275

#### Chapitre III — L'activité

L'activité religieuse	
Vie liturgique	289
Habit	290
L'activité intellectuelle	292
L'hospitalité	
Milieu où elle s'exerce	296
Exercice de l'hospitalité	296
L'activité paroissiale	302

#### Chapitre IV — Relations extérieures

Le Saint-Siège et les nonciatures	314
Relations avec les ordinaires et exemption	315
Relations avec les autres branches de l'ordre	319
Relations avec les Etats voisins	320
Relations avec l'hôpital de Fontintès	323

#### Chapitre V — Observance

Le sort des constitutions	
Dans la maison	324
Intervention du nonce de Lucerne	328
Les constitutions en cour de Rome	335

La vie religieuse de 1718 - 1734	340
Le procès du patronat de la maison de Savoie	341
La lutte contre Boniface	341
Le Valais combat le patronage de Turin	346

#### Cinquième partie

La séparation	
1734 - 1752	351

#### Chapitre I

Le régime de la prévôté durant la séparation	353
----------------------------------------------	-----

#### Chapitre II — La séparation

La séparation au temps de Clément XII (1730-1740)	
Tentative d'union à l'abbaye de Saint-Maurice	355
Première phase du procès en cour de Rome	357
Le procès au temps de Benoît XIV (1740-1752)	
Revirement du procès	363
Une solution mal accueillie	368
La solution définitive	371

#### Chapitre III

La vie de l'ordre durant le procès de séparation	380
Les personnes de l'ordre	
Le chapitre	380
Recrutement des religieux	381
Religieux malades	383
Le temporel	
Quêtes	383
Administration	384
Les activités	
Vie liturgique	386
Habit religieux	387
Etudes	388
Activité paroissiale	389

Sixième partie

Le renouveau

1752

391

Introduction

Chapitre I — Les personnes

Les prévôts 392

Le chapitre 405

Le couvent

Chapitre claustral 407

Officiers 408

Occupations des claustraux 411

Milieu 414

Les novices et profès 418

Chapitre II — Le temporel

Les quêtes 421

L'administration

Organes 423

Administration 424

Chapitre III — L'activité

La vie intellectuelle 430

La vie liturgique et religieuse

Vie liturgique 438

Vie religieuse 439

L'activité hospitalière

Frontière 444

Chemins et routes 444

Communications 447

Adaptation de l'hospitalité 449

Passants 450

Passages tragiques 456

Chiens 458

Hospice du Simplon 460

L'activité paroissiale

Les paroisses du diocèse de Sion 469

Hors le diocèse de Sion 474

Missions 475

Chapitre IV — Relations extérieures

Relations avec les autres chanoines réguliers

Abbaye de Saint-Maurice 481

Prévôté de Verrès 483

Chanoines de Latran 484

563



Relations avec divers Etats	
République helvétique	484
Empire	484
Royaume de Sardaigne et d'Italie	485
Le Valais	486
L'église aux prises avec le régime radical en Valais	486
Le duel entre le Saint-Bernard et le régime radical	492
La restauration	494
Lettre-conclusion du révérendissime prévôt Angelin Lovey	500
Lettre-conclusion pour la deuxième édition	503
Appendice I — Bénéfices du Grand-Saint-Bernard	505
Appendice II — Liste des prévôts	510
Index alphabétique	511
Table des matières	557
Table des illustrations	565

## Table des illustrations

	Armes de la Maison du Grand-Saint-Bernard (couverture)
I	Ancienne carte du Bas-Valais
II	Extension des bénéfices du Mont-Joux (Gd-St-Bernard)
III a	Eglise de Bourg-Saint-Pierre
III b	Ancien prieuré de Bourg-Saint-Pierre
IV	Plan de l'hospice
V a	Sceau du prévôt Pierre de Pertuis
V b	Codex des constitutions (incipit)
VI	Codex des constitutions de 1438
VII	Saint Bernard (stalles de la cathédrale d'Aoste, 1469)
VIII a	Saint Bernard (peinture, 1491)
VIII b	Sœur converse du Grand-Saint-Bernard
IX a	Armes du prévôt Viot
IX b	Armes du prévôt Norat
IX c	Armes du prévôt Persod
X	L'hospice (dessin du prévôt Viot)
XI	L'hospice en 1777
XII	L'hospice vers 1830
XIII	Chanoine et chiens à l'hospice
XIV	Le collège de Champittet, Lausanne
XV a	Hospice inachevé au col de Latsa (Tibet)
XV b	La mission de Hsincheng (Formose)
XVI	L'hospice dans les neiges

Les dessins et les planches I à XII ont été obligeamment prêtés par la revue «Vallesia» et la Société suisse d'héraldique.



Nihil obstat  
Angelin Lovey, Praepositus generalis Sancti Bernardi Montis Jovis  
Octoduri, die 9<sup>a</sup> novembris 1971

Achévé d'imprimer le 15 février 1972  
sur les presses de l'Imprimerie Pilliet S. A., Martigny / Suisse

Copyright by Hospice du Grand-Saint-Bernard - Printed in Switzerland  
Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays











